



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>





## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

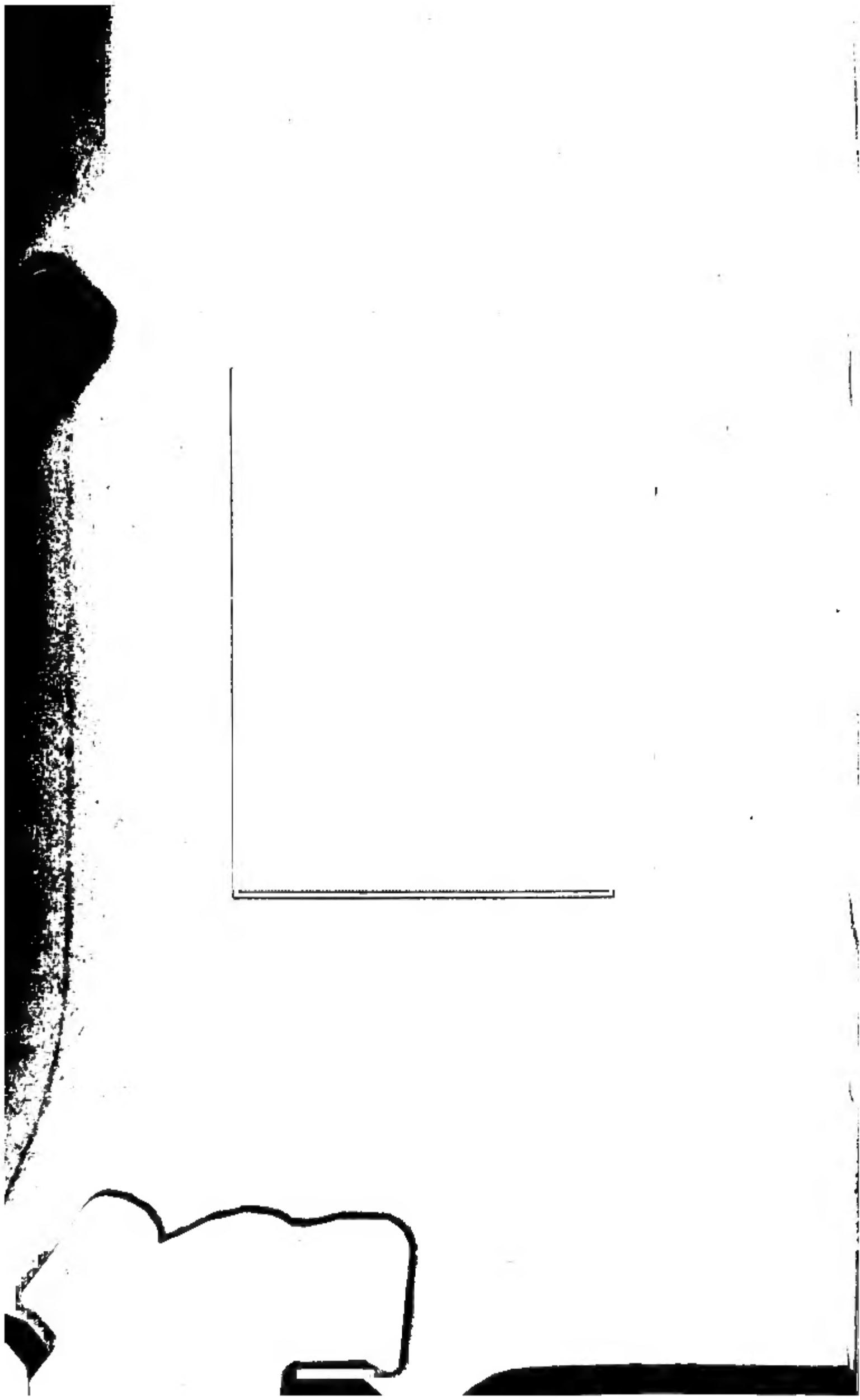
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>







DC

611

. 644

A55









# **PROCÈS-VERBAUX**

**DES ÉTATS DU GÉVAUDAN**







**DOCUMENTS RELATIFS A L'HISTOIRE DU GÉVAUDAN**

---

**DEUXIÈME PARTIE**

---

# **PROCÈS-VERBAUX**

**DES DÉLIBÉRATIONS**

**DES ÉTATS DU GÉVAUDAN**

**PUBLIÉS PAR LA SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS**

**DE LA LOZÈRE, SOUS LES AUSPICES DU CONSEIL GÉNÉRAL**

**ET SOUS LA DIRECTION DE M. FERDINAND ANDRÉ,**

**ARCHIVISTE DU DÉPARTEMENT.**

---

**TOME III.**

---

**MENDE**

**IMPRIMERIE TYPOGRAPHIQUE DE C. PRIVAT**

**5 Rue Basse, 5**

**1877**







Compt. des  
Nijh  
8-9-33  
28129

## ÉTATS PARTICULIERS DU GÉVAUDAN

---

1600.

*Rôle de MM. des Etats. — Plusieurs n'ont pu venir à cause de la rigueur du temps. — Lettre de M. de Saint Alban. — Arrivée et admission de plusieurs procureurs pour assister aux Etats. — Lettre de l'évêque de Mende qui s'excuse de ne pouvoir présider l'assemblée. — Les députés doivent avoir une procuration en bonne forme. — Etat des dettes du diocèse à dresser. — M. le comte d'Auvergne, créancier du pays, fait remise de 8,000 écus et donation de 1,000 écus pour la reconstruction de l'église cathédrale. — Nomination de Messieurs les auditeurs des comptes. — Contestations au sujet du domaine de Laldonnez, à terminer. — Exemption de paiement des tailles accordée par le Roi. — Plaintes du sieur Manificier contre la Chambre des Comptes. — Admission du consul de Chirac. — Règlement pour les receveurs au sujet de la levée des restes et arrérages des tailles. — Le 1<sup>er</sup> consul de Marvejols doit être appelé à toutes les assemblées de MM. les commissaires du diocèse. — Dette en faveur du sieur Clauzel, à imposer après permission obtenue. — Assignation donnée à divers membres des Etats pour paiement d'une somme demandée par le fermier du petit sceau de Montpellier. — Don des Etats de Languedoc et remerciements. — Dette au sieur Alméras. — Gratification à M. de Chanoillet. — M. Du Noguier, procureur du marquis de Portes et le*



consul de la viguerie de ce nom, admis à l'assemblée des Etats. — Don de 100 écus au syndic de l'église collégiale de Marvejols et délibération portant de demander au Roi un secours pour la réédification de cette église. — Don de 3,000 écus accordé par les Etats pour la reconstruction de la cathédrale de Mende. — La Cour des Aides sera priée de régler le paiement des sommes dues à divers créanciers de M. de Fosseuse. — Regret des Etats de ne pouvoir accorder un secours pour la reconstruction de l'hôpital de Marvejols. — Attribution du bailliage pour l'administration de la justice. — Imposition des gages des officiers de la maréchaussée et des frais de procédure. — Le prévôt Armand, satisfaction des Etats pour l'exercice de ses fonctions. — Mlle de Forges sollicite la gratification qui lui avait été promise. — Arrivée et admission du baron de Peyre et du procureur du baron de Canillac. — Communication à M. de Peyre des affaires traitées avant son arrivée ; observations de la part de ce baron. — Le receveur des tailles doit avancer les sommes nécessaires pour les gratifications de M. des Etats. — M. de Peyre défend les habitants de ses terres que l'on avait compris dans le rôle des contributions. — Ceux de la Religion prétendue réformée sont exempts des impositions faites durant les troubles. — Le baron de tour doit être appelé lorsqu'il s'agira d'affaires importantes à traiter. — Aumône à deux Arméniens pour la rédemption de leurs enfants captifs chez les Turcs. — Fixation du rang des barons de tour. — La levée des impositions adjugée à M. de Manificier. — Dépenses du prévôt Rodier. — Malfaiteurs à poursuivre. — Etat des dettes du pays à présenter à la Cour et impositions pour frais de voyage.



L'an mil six cens et le lundy, dernier jour du mois de janvier, environ neuf heures du matin, en la ville de Maruejolz et dans la salle de la maison de M. Fabry, lieu accomodé pour tenir les Estatz, se sont assemblez les gens des trois Estatz du diocèse de Mende et pays de Gévauldan, suivant le mandement de nos seigneurs les commissaires, présidens pour le Roy aux Estatz généraulx de Languedoc, après avoir sellon leur ancienne et louable coustume ouy la messe du S. Esprit, cellébrée et la prédication faicte en l'esglise collégiale de ladicte ville de Maruejolz ; en laquelle assemblée estans venus MM. Pierre de Guilleminet, greffier et secrétaire du Roy aux Estatz généraulx de Languedoc, commissaire principal de l'assiette dudiet diocèse, la présente année ; Jehan Dumas, docteur ez droitz, conseiller de Sa Majesté et juge au siège du bailliaige de Gévauldan, commissaire ordinaire de ladicte assiette. Ledict sieur de Guilleminet a proposé le faict des commissions desdictz seigneurs commissaires présidens pour le département des cottitez dudiet diocèse des deniers imposez ausdictz Estatz généraulx, tant pour l'ayde, octroy, crue et taillon que aultres portez par lesdictes commissions, suivant lesquelles il est offert de procéder à l'assiette et despartement desdictes cottitez avec l'assistance de ladicte assemblée ou de tels personnaiges d'icelle qu'elle advisera de deputer pour rellever lediet diocèse des fraiz et ne retarder l'imposition et levée desdictz deniers, ordonnant à cest effect que lecture sera faicte desdictes commissions, ensemble des instructions desdicts seigneurs commissaires présidens ausdicts Estatz généraulx.

Et incontinent après, lecture ayant esté faicte desdictes commissions, le sieur de Fumel, sindic dudiet pays, a



requis lesdictz sieurs commissaires de l'assiète, permectre la continuation de ladicte assemblée pour dellibérer, tant sur le faict desdictes commissions que sur les affaires commungz dudict diocèze ainsi qu'il est acoustumé.

Sur quoy, par lesdictz sieurs commissaires, la permission requise a esté octroyée en la manière acoustumée, à la charge de consentir par lesdictz depputez de ladicte assemblée à l'imposition des deniers portez par lesdictes commissions et aussi de ne traicter d'aulcungz affaires contre le service du Roy, repos et soulagement de ses subjectz et mesmes de n'imposer aultres deniers que ceulx qui sont portez par lesdictes commissions, suivant les instructions desdictz seigneurs commissaires et la responce faicte par le Roy sur le cahier des Estatz généraulx de Languedoc, tenuz à Pézénas, au mois d'avril dernier passé.

Aussi a esté requis par ledict sieur de Fumel, syndic, que ceulx qui ont séance et voix délibérative aulx Estatz dudict diocèze et ont esté mandez pour assister à l'assemblée soyent apellez et leurs procurations leues en la manière acoustumée. Ce qu'ayant esté faict par ordonnance de M. d'Ispariac, grand vicayre de Mgr de Mende, président ausdictz Estatz, se sont trouvez assistans à ladicte assemblée, assavoir : M. M<sup>e</sup> André de Chanoillet, docteur ez droictz, official, chanoine, baille et depputé du Chappitre, en vertu de une dellibération d'icelluy ; M<sup>re</sup> Anthoine Pradal, prebtre, religieux du couvent d'Albrac, avec procuration de noble Pierre de Girandin, procureur général et especial de M<sup>re</sup> Jehan Lebreton, conseiller et aulmosnier du Roy et esleu à la domnerye d'Albrac ; M<sup>e</sup> Deodé Dumas, docteur ez droictz, depputé du sieur commandeur de Paliers, avec sa pro-



curation ; noble Pierre Boyssonnade, envoyé de M. le baron de Cénaret, avec procuration du sieur de Hault-Villar, comme baron dudict Cénaret ; noble André Vivian, sieur de Freluguct, envoyé de M. d'Allenc, avec sa procuration ; M. Jehan Chalvidan, consul de la ville de Ste-Enimye, avec procuration ; Pierre Maurin, notaire, pour les consulz de Florac, avec leur procuration ; M<sup>e</sup> Blaize Pauc, consul de St-Estienne-de-Valfrancesque et Alban Achard, syndic de S. Auban.

Dudict jour, dernier de janvier, n'a esté traicté d'aultres affaires du païs en l'assemblée, ains a esté advisé de suppercéder pour ledict jour, attendant les aultres depputez des Estatz qui avoyent esté mandez et n'estoyent encores arrivez à cause de la rigueur du temps.

Du mardy, premier jour du mois de febvrier.

A esté faicte lecture d'une lettre que M. de S. Auban escript de Montpellier ausdictz Estatz, s'excusant sur son indisposition de ce qu'il ne se peult trouver à l'assemblée, à laquelle il donne advis qu'il est à craindre que Mgr le comte s'offense et s'ayde des rigueurs de son arrestz si les Estatz ne font quelque chose pour luy.

Aussi a esté faicte lecture de la procuration passée par le sieur de S. Auban à M. Bertrand Meyronnenc, son secrétaire, pour assister ausdicts Estatz, suivant laquelle il a esté receu en ladicte assemblée en la place dudict sieur.

Pierre Rochier, consul de Châteauneuf-de-Randon, a esté receu en ladicte assemblée avec certificat des officiers dudict lieu comme il a esté esleu consul.

Noble François d'Aygueyresques, s'est présenté avec



procuracion de M. de Sévérac et a esté reçu en ladicte assemblée comme aussi Pierre Perier, depputé des consulz de Barre.

A esté faicte lecture d'une lettre que Mgr de Mende a escripte à l'assemblée, déclarant le regret qu'il a de ce que son indisposition et la rigueur du temps ne luy a peu permectre de s'y trouver comme il désirait de faire ; l'exhortant de rapporter tout ce qu'elle pourra pour le soulagement du peuple et essayer de rendre contant Mgr le comte d'Auvergne, suivant le traicté qui en a esté faict avec luy par MM. de S. Auban et de Guilleminet et pourvoir aussi à ce que le reiglement prins en la dernière assemblée contre les receveurs, soit entretenu et observé.

Lesdicts Estatz dellibérans sur le faict des commissions desdicts Estatz généraulx pour l'imposition des deniers d'ayde, octroy et aultres portez par icelles, ont conclud que l'assiette et département en sera faict en la forme acoustumée, sellon qu'il est mandé par lesdictes commissions.

Noble Estienne de Seguin, sieur de Peyrefiche, s'est présenté avec procuracion de M. d'Arpajon ; de laquelle faicte lecture, il a esté receu pour ledict sieur en ladicte assemblée. Et d'autant que ladicte procuracion est limitée, a esté ordonné audict Seguin d'en recouvrer une aultre dans trois jours, sans restriction ny clauze dérogeant aulx privilèges et libertez des Estatz. Et néaulmoingt a esté conclud que désormais les depputez desdictz Estatz seront advertiz par les lettres de convocation de venir ez assemblées avec procuracion en bonne forme et sans aulcune limitation, autrement qu'ils n'y seront receuz.

Sur ce que le sieur de Fumel, syndic, a remonstré que



l'ung des principaulx et plus importants affaires que le diocèse a maintenant, c'est l'acquitement des grandes sommes de deniers qu'il doibt à divers créanciers, pour raison desquelles il souffre toutes les années plusieurs fraiz, despens, domaiges et interestz, à cause des condempnations que lesdictz créanciers obtiennent et des rigoureuses exécutions dont ils uzent contre ledict diocèse ; ce qui rapporte beaucoup de fouldre, surcharge et incommodité au pauvre peuple ; au moyen de quoy il est très-nécessaire de pourvoir à l'acquitement desdictz debtes, avec tel ordre et reiglement que le pauvre peuple puisse subvenir au payement des sommes qu'il luy conviendra cottizer à ceste occasion chascune année ; requérant, icelluy sindic, ladicte assemblée en prendre une bonne dellibération pour le soulagement dudict diocèse. Après plusieurs expédiens ouvertz en ladicte assemblée et lecture faicte en icelle de la coppie, tant de l'édict du Roy, faict au mois de septembre dernier sur les articles accordez entre MM. de Maysse et de Reffuge, depputez de Sa Majesté et les Estatz généraulx de Languedoc que du cahier desdictz Estatz généraulx et responces faictes par Sa Majesté sur icelluy, par lesquelles, entre aultres choses Sa Majesté ordonne expressement que les sindicz généraulx du pais de Languedoc et particuliers de chasque diocèze rapporteront dans six mois, au Conseil de Sa Majesté, les estatz de toutes les debtes certifiées par les commissaires du Roy aux Estatz ou assemblées desdictz diocèses, pour y estre veuz et arrestez, deffendant très-expressement audict pais, diocèses et communaultez de faire aulcune levée de deniers, sinon en vertu des commissions de sadicte Majesté, meurement dellibérées et résolues en son Conseil, signées de l'ung de ses secré-



taires d'Estat et scellées de son grand scel, sur peyne d'estre descheuz entièrement de leurs privilèges, et ce pour quelque somme que ce soit, si ce n'est pour les frais des procès et condempnations qui seront faictes par les Courtz souveraines ou pour les réparations des esglizes, pontz, murailles et aultres nécessitez publiques dont le consentement aura esté faict et presté par la plus sayne partie des habitans, pardevant les juges, pour lesquelles despenses pourront estre expédycées lettres d'assiette, en chanceleries desdictes Cours, jusques à la somme de 100 escus, pour une foys seullement. A esté deslibéré et conclud, qu'à la dilligence dudict sindic, sera faict et dressé l'estat de tous les debtes dudict diocèse, par MM. les commissaires de l'assiette à l'assistance des commis, sindic et députez dudict diocèse, du sieur de Chanolhet, lieutenant au bailiaige de Gévaudan et cy devant sindic dudict païs; des sieurs de Bouzolz, envoyé de M. le baron du Tour; de Seguin, envoyé de M. d'Arpajon; consul de Florac; de La Roche, depputé des Cévennes et le sieur de Garréjac. Et d'autant que quelques ungz des créanciers dudict diocèse, auparavant ledict édict, avoyent obtenu commissions de Sa Majesté pour faire imposer sur ledict diocèse les sommes qu'ilz prétendent leur estre deues, sans que lesdictes commissions soyent signées d'ung secrétayre d'Estat et dellibérées audict Conseil ny lesdictz debtes certiffiez par lesdictz commissaires, suivant l'intention de Sa Majesté; au moyen de quoy lesdictz commissaires et aultres depputez à faire l'assiette et despartement des deniers font difficulté d'imposer lesdictz debtes en vertu desdictes commissions obtenues en la manière que dessus par lesdictz créanciers auparavant ledict édict. A esté conclud que lesdictz



debtes, sur lesquelz lesdictes commissions ont esté obtenues, seront vériffiez et après comprins dans ledict estat général avec les aultres, et ce toutesfois par chappitre séparé, auquel seront particulièrement mentionnées et cottées lesdictes commissions, affin que le diocèse ne soit chargé de payer le droict qui se prend au seau, pour toutes lettres d'assiète, comme ayant esté ledict droict jà payé en l'obtention desdictes commissions. Et pareillement sera faict aultre chapitre séparé des aultres deniers qu'il conviendra imposer, pour lesquelz se doit payer aucune chose dudict droict comme sont les despenses qui se font pour le service du Roy, fraiz de la guerre ou œuvres pyes, comme est porté par la response faicte par le Roy à l'ung des articles dudict cahier desdictz Estatz généraulx. Lequel estat sera dressé en ceste ville de Maruejolz, si les créanciers s'y trouvent à temps, avant la séparation des Estatz, pour estre ledict estat envoyé au Conseil de sadicte Majesté, pour obtenir sur icelluy les provisions nécessaires, portant permission d'imposer, sur ledict diocèse, les sommes arrestées par ledict estat, pour l'acquitement desdictz debtes, à telz termes et en telles années qu'il plaira à nos seigneurs dudict Conseil ordonner, ayant esgard à la pauvreté dudict diocèse et à la nature et qualité desdictz debtes.

Lesdicts Estatz dellibérans sur le faict de l'obligation de 40,000 escus passée à Mgr le comte d'Auvergne, leur a esté représenté par ledict sieur de Guilcminet, commissaire principal de ladicte assiette que, au mois de juillet dernier, partant de ladicte ville de Mende pour aller à la Cour, il fut instamment pryé et chargé par Mgr l'évesque de Mende, comme président des gens des trois Estatz dudict païs de Gévaudan, assemblez en ladicte



ville, audict mois, de supplier de la part dudict seigneur évesque et desdictz Estatz, mondict seigneur le comte d'Auvergne, à ce qu'il luy pleust avoir esgard aux grandes et incroyables ruynes et pertes souffertes par ledict diocèse durant les guerres dernières et au peu d'apparence qu'il y avoit de payer à mondict seigneur une si grande et notable somme de 40,000 escus, pour les raisons qu'il avoit charge de luy représenter, afin qu'il pleust à mondict seigneur uzer de modération de ladict somme, pour le soulagement du pauvre peuple dudict diocèse. En suivant laquelle charge et prière il auroit représenté à Sa Grandeur toutes les raisons qu'il auroit peust pouvoir servir à l'avancement de cest affaire; de sorte qu'ayant pleu à sadicte Grandeur les prendre en bonne part, avec la très-instante prière qui luy auroit esté sur ce faicte par M. de S. Auban, commis des nobles dudict païs, elle auroict libéralement accordé audict diocèse, rabais et modération de 9,000 escus à la discharge et soulagement dudict diocèse, à condition toutesfois que ledict diocèse debvoit imposer la somme de 11,000 escus l'année dernière, à ce compris 1,000 escus dont sadicte Grandeur faisoit don à mondict seigneur de Mende, pour la réparation de son esglize cathédrale et la somme de 20,000 escus restante dans la présente année 1600 pour estre lesdictz deux parties, revenans à 50,000 escus, rabatu lesdictz 1,000 escus, accordez à mondict seigneur de Mende, payez ez mains de celluy qui seroit ordonné par sadicte Grandeur, suivant les lettres qu'elle en avoit escript à mondict seigneur de Mende. Sur quoy, après avoir esté ce faict mis en dellibération, ladicte assemblée a très-humblement remercié mondict seigneur le comte et accepté ladicte modération au proffict dudict



diocèse et a donné expresse charge aux depputez, commis pour la licquidation et vériffication des debtes dudict diocèse, de mectre au premier article de l'estat desdictz debtes, la somme de 31,000 escus, suivant ladicte modération, pour estre payée, assavoir : 30,000 escus à mondict seigneur le comte et 1,000 escus à mondict seigneur de Mende, pour la réparation de ladicte église, sellon l'intention de Sa Grandeur, pour estre Sa Majesté très-humblement supplyée, par le syndic dudict diocèse, permectre l'imposition de ladicte somme avec les aultres debtes d'icelluy, au terme et sellon qu'il plaira à Sa Majesté ordonner au plus grand soulagement du peuple que faire se pourra ; ayant esté ledict sieur de Guilleminet remercyé de la peyne qu'il a prinse en cest affaire avec ledict sieur de S. Auban.

Pour l'audition des comptes et pour assister MM. les commissaires de l'assiette à faire le département, ont esté nommez ceulx qui ont esté députez à dresser l'estat des debtes et oultre ce, le depputé du Chappitre de Mende.

Dudict jour, premier de febvrier, en ladicte assemblée, de rellevée.

Le sieur Gibilin, de Maruejolz, a représenté à l'assemblée que ledict diocèse désirant terminer à l'admyable le différent qu'il a avec ledict diocèse, pour raison de la terre de Laldonnez, il auroit esté trouvé bon par les depputez des Estatz, tenus en la ville de Mende au mois de ..... dernier, de nommer arbitres de part et d'aultre pour mettre fin audict différend ; suivant laquelle délibération il auroit, de sa part, nommé deux arbitres, longtemps y a et auroit souvent requis le syndic dudict païs de faire le semblable. Ce que toutesfois il n'auroit



encores faict à son grand préjudice et dommage, estant par ce moyen retardé le procès qu'il a intenté contre ledict païs. A cause de quoy il a requis l'assemblée, luy vouloir déclarer son intention, aultrement il proteste de ne pouvoir plus différer ladicte poursuite par la voie de la justice. Sur quoy, veu ladicte délibération desdictz derniers Estatz, a esté conclud que ledict différend sera terminé à l'amyable, et à ceste fin ont esté nommez de la part du pays, lesdictz sieurs de Chanoillet, lieutenant au bailliaige et de Garrejac, docteur ez droictz, pour, après avoir veu les papiers touchant cest affaire le décider et terminer avec les arbitres dudict sieur Gibilin ; le tout soubz le bon plaisir des Estatz dudict diocèse, ausquelz pour cest effect en sera faict rapport à la prochaine assemblée.

Le sieur de Manfacier, receveur dudict diocèse, a remontré, qu'ayant pleu au Roy exempter les habitans dudict diocèse du payement des deniers de ses tailles pour une année, à despartir en deux, cella auroit esté cause qu'en la dernière assemblée des Estatz dudict diocèse, auroit esté advisé et conclud de requérir MM. les commissaires de l'assiette de défalquer, du despartement des deniers ordinaires, la somme de 811 escus, à quoy revient la moitié desdictz deniers, suivant la vériffication faicte par MM. les trésoriers généraulx, desduictes les charges, ainsi qu'est porté par leurs lettres d'attache. Ce néaulmoingt, M. le receveur général ne laysse de le contraindre pour l'entier payement desdictz deniers ordinaires de l'année dernière, et bien que en faisant son estat pardevant MM. les trésoriers généraulx, il eust employé en despence ladicte somme de 811 escus, à la descharge dudict diocèze, toutesfois lesdicts sieurs trésoriers



n'auroyent voulu passer ladicte partie, ains auroyent seulement donné surséance du payement d'icelle jusques au premier de juillet prochain pendant lequel temps, ledict diocèse pourra obtenir les provisions nécessaires de Sa Majesté pour l'entière et playne jouysance de ladicte exemption ; au moyen de quoy ledict sieur de Manificier a requis l'assemblée pourvoir à son indemnité soit en faisant imposer lesdictz deniers ou le faisant tenir quicte et deschargé par Sa Majesté, par le moyen des provisions que ledict diocèse en pourra obtenir durant le temps de ladicte surséance, comme aussi le rellever de la despence et vexation qui luy est encore faicte par MM. Chamarin, clerc au bureau des finances et La Roche, huissier en la Chambre des Comptes, qui sont en ce diocèse depuis..... pour le contraindre à l'entier payement desdictz deniers, luy ayant inthimé la contrainte dudict sieur receveur général, sans vouloir avoir esgard à ladicte surcéance donnée par lesdicts sieurs trésoriers en présence dudict sieur receveur général ; requérant aussi icelluy sieur de Manificier, estre ordonné par ladicte assemblée qu'il luy sera expédié acte, par le greffier, de la présentation et notification qu'il leur a faicte de la surséance. Sur quoy, veu aultre délibération faicte en la dernière asssemblée des Estatz tenus à Mende, touchant l'indemnité promise audict sieur de Manificier ; a esté conclud qu'il sera rellevé par le diocèse tant du principal que de tous despens, domages et interèstz qu'il pourroit souffrir, à faulte de payement de ladicte somme de 844 escus, et qu'il luy sera dellivré acte de la notification et présentation de ladicte surséance, laquelle, à la dilligence du sindic, sera aussi signifiée ausdict



Chamarrin et La Roche, affin qu'ils n'en prétendent cause d'ignorance, avec protestation qui sera faicte contre eulx par ledict sindic de l'indue vexation qu'ils donnent, tant audict sieur de Manificier que audict diocèse, attendu ladicte surséance et que l'extraict d'icelle sera envoyé au sieur de S'. Bauzile qui est de présent à la Cour, pour les affaires dudict diocèse, pour s'en servir à la poursuite qu'il a charge de faire des provisions nécessaires pour la plaine jouissance de ladicte exemption.

Et d'aillant que lesdictz Chamarrin et La Roche qui ont esté depuis ouys en ladicte assemblée ont déclaré n'avoir receu aulcung mandement dudict sieur receveur général pour se despartir de leurs contraintes, toutefois, veu ladicte surséance, offrent se retirer les satisfaisant des fraiz, journées et vaccations par eulx exposez contre le sieur de Manificier ou contre ledict diocèse; a esté conclud, pour ne constituer ledict diocèse en plus grandz fraiz, que par les sieurs de Chanoillet et de Manificier sera advisé de composer avec ledict Chamarrin et la Roche, des despens par eulx prétendus jusques à la somme de 15 ou 20 escus.

M<sup>e</sup> Jehan Vachery, consul de Chirac, s'est présenté pour ladicte ville avec procuration et a esté reçu.

Sur ce qui a esté représenté à l'assemblée par le sieur de Fumel, sindic dudict diocèse, que pour pourvoir aulx plaintes que le pauvre peuple faisoit des abus qui se commettoient et de la grande foule et ruyne qu'il supportoit à l'occasion de la levée que ung grand nombre de receveur jusques à douze ou quinze faysoient sur ledict diocèse de diverses sommes de deniers qu'ils prétendoyent leur estre deues de restes depuis vingt-cinq et trente ans, il fut arrêté, en la dernière asssemblée des Estatz tenus



à Mende, que lesdictz recepveurs ou leurs hoirs, seroyent tenus remectre, devers ledict sindic, ung estat au vray, par eulx signé des restes des impositions qu'ils prétendent leur estre deues, ensemble le livre de recepte desdictes impositions, pour après, le tout veu en ladicte assemblée, estre pourveu aulx plainctes du pauvre peuple en établissant pour l'advenir ung bon reiglement au faict de la levée desdicts restes ; laquelle cependant demeureroit interdicte ausdictz receveurs pour le bien et soulagement du pauvre peuple jusques que par eulx, ayant esté remis lesdicts estatz et livres, ladicte assemblée y eust autrement pourveu ; et encores par aultre dellibération, fut arresté que lesdictz receveurs nommeroyent ung commis suffizant et cappable pour faire la levée desdictz restes en quatre années, à commencer la présente, toutesfoys lesdictz receveurs n'auroyent daigné satisfaire ausdictes dellibérations, bien qu'il les leur eust notiffiées, ains auroyent continué et continuent ladicte levée avec le mesme désordre qu'auparavant, à la grande foule du pauvre peuple et retardement de la levée des deniers du Roy ; requérant à ceste cause, icelluy sindic, y vouloir pourvoir sellon que ladicte assemblée jugera raisonnable et nécessaire. A esté dellibéré et conclud, pour les susdictes raisons, qu'il sera présenté requeste par ledict sindic à nos seigneurs de la Cour des Aydes, à ce qu'il leur plaise ordonner que lesdictz receveurs qui prétendent aulcunes restes sur ledict diocèze jusques en l'année 1594 inclusivement, seront tenus remectre dans deux mois, l'estat d'icelles, par eulx signé et attesté par devers les commis, sindic et depputez dudict païs, avec leurs livres de recepte, pour estre faicte vérification desdictz restes, et néaulmoingt, que dans le mesme



temps ils nommeront ung commis resseant et solvable pour faire ladicte levée des restes, en quatre années esgallement, pour, des deniers qui en proviendront, acquiter premièrement les parties dont lesdictes receptes sont chargées si aucunes se trouvent estre encores deues par lesdictz recepveurs, avec inhibition et deffence, à peyne de 10,000 escus, de faire et continuer ladicte levée desdictz restes, jusques avoir remis leurs dictz estatx et livres et nommé ledict commis pour faire ladicte levée en la forme que dessus.

Sur la plainte faicte par M. de Combes, premier consul de ceste ville de Marvejolz, de ce que encores qu'il doibve estre apellé en toutes les assemblées des commis et deputez dudict païs, comme estant l'ung d'iceulx ; toutesfoys aux affaires plus importantes, comme de la convocation des Estatz dudict diocèse, ledict consul n'auroit esté apellé, ains auroit esté ladicte convocation faicte et résolue sans luy. De quoy ledict consul a protesté et requis sa protestation estre escripte et néaulmoingt qu'il soit arresté que doresnavant, conformément à l'observation de l'ancien ordre dudict diocèse, ledict premier consul de Marvejolz sera apellé en toutes les assemblées desdictz commis et deputez, ainsi qu'il est acoustumé de tout temps. A esté conclud que, suivant les précédentes délibérations et l'observation de l'ancienne coutume dudict païs, ledict premier consul de Marvejolz, sera apellé en toutes les assemblées qui se fairont par lesdictz sieurs commis et deputez, pour les affaires dudict païs.

Sur ce que M. Dumas, juge du bailiaige de Gévaudan et commissaire ordinayre de l'assiette dudict diocèse a représenté à l'assemblée, qu'estant M. Clauzel, sur le



poinct d'obtenir arrest de condempnation en la Cour des Aydes, contre ledict diocèse de ce qui luy est deub par icelluy, MM. les commis et depputez du pais auroyent désiré pour esviter les fraiz de la poursuite de ce procès, qu'il escrivit audict sieur Clauzel, pour le pryer de différer jusques à la présente assemblée en laquelle luy seroit donné contentement de ce que ledict pais luy doit ; ce qu'ayant dès lors esté faict par ledict sieur Dumas, ledict sieur Clauzel luy escript maintenant, le sommant de sa promesse, de laquelle ledict sieur Dumas a requis l'assemblée le descharger envers ledict sieur Clauzel, le satisfaisant de ce qui lui est deub, suivant la charge plus particulière que M. de Manificier en a dudict sieur Clauzel. Sur quoy, veu la lettre qu'il en a escripte audict sieur Dumas, et ouy ledict sieur de Manificier, qui a dict s'estre chargé d'ung mémoire que ledict sieur Clauzel luy a baillé touchant cest affaire, et attendu que par l'édict de Sa Majesté, sur le traicté de MM. de Maisse et de Reffuge, est expressement ordonné au syndic de chesque diocèse, de rapporter au Conseil du Roy, l'estat de tous les debtes pour avoir permission de les imposer, deffendant très-expressement de faire aulcune levée de deniers, sinon en vertu des commissions de Sa Majesté, mûrement dellibérées en sondict Conseil ; a esté conclud, pour lesdictes raisons, que vériffication faicte par MM. les commissaires de l'assiette et aultres depputez, à faire l'estat des debtes de ce qui est deub par ledict diocèse audict sieur Clauzel et sera employé audict estat, comme les aultres debtes du pays, pour obtenir permission de l'imposer, pour son payement.

Le sieur de Fumel, syndic dudit diocèse, a remonstré que le XIII<sup>e</sup> jour du mois de novembre dernier, M. Guil-



laume Lobinhes, fermier des droictz du petit scel de Montpellier, establi au siège de Villefranche, en Rouergue, estant venu en la ville de Mende, accompagné d'ung sergent et deux recordz, en vertu de certain arrest, donné par la Cour de parlement de Tholozé, du 4<sup>e</sup> décembre 1597, et lettres de subannation du 8 mars 1599, auroit faict commandement à M<sup>e</sup> Jehan Brugeyron, comme héritier et lieutenant de feu noble Jean Brugeyron, son oncle ; Loys Chevalier, sieur de Rousses ; Robert de Chanolhet, jadis syndic dudict païs et Gibert Baissenc, de ladicte ville de Mende, outre aultres réquisitions cy devant faictes, luy payer incontinant la somme de 615 escus 1 tiers, deubz au Roy, pour la clameur exposée par M. le marquis de Canillac, à faulte de payement de la somme de 6,133 escus 1 tiers, en laquelle estoyent solidayrement obligez envers luy, tant les dessus nommez que aultres depputez des Estatz dudict païs, à cause de certaine prétendue vente de quelque quantité de bled, pour le siège de la ville de Maruejolz et entretenement de l'armée de Sa Majesté, conduite par feu M. l'admiral de Joyeuse ; sur lequel commandement, ayant les susnommés respondu que ce n'estoit pour leur particulier, ains pour le païs, et que ledict Lobinhes se debvoit retirer au syndic d'icelluy, il leur auroit faict donner assignation en la Cour de parlement de Tholozé, à six sepmaines, pour se veoir condempner au payement de ladicte somme de 613 escus 20 solz et despens, faictz ou à fayre, à faulte dudict payement. A raison de quoy lesdictz assignez auroyent sommé et requis ledict syndic, prendre le faict et cause pour eulx et les rellever tant du principal que de tous despens, domaiges et interestz qu'ilz pourroyent souffrir à ceste occasion ; desquelz ils auroyent nomme-



ment protesté contre luy, qui auroit esté cause qu'il auroit communiqué de cest affaire à MM. les commis et depputez dudict païs, par l'advis et dellibération desquelz, auroit esté accordé avec ledict Lobinhes de luy payer les fraiz de son voiaige, à la charge de proroger ladicte assignation donnée ausdictz particuliers assignez, jusques à trois mois, pendant lequel temps, les présans Estatz se pourroyent tenir et terminer cest affaire, par quelque accord avec ledict Lobinhes qui avoit promis de s'y trouver à cest effect. Et d'aultan que ledict sindic n'a poinct entendu de ses nouvelles depuis, et néaulmoingt qu'il est à craindre qu'il poursuive en ladicte Cour de parlement contre lesdictz particuliers au jour de l'assignation, dont se pourra ensuivre beaucoup de fraiz et despens contre le païs, à ceste cause a requis l'assemblée en dellibérer. Sur quoy, veu l'exploict d'assignation et dellibération susdicte desdictz sieurs commis et députez, a esté conclud que ledict sindic escripra audict Lobinhes, pour le pryer de venir par deça, suivant sa promesse, affin d'adviser de traicter de cest affaire avec lesdictz commis et aultres depputez à dresser l'estat des debtes ; ausquelz ladicte assemblée donne pouvoir de veoyr et vériffier les actes et papiers dudict Lobinhes et en demeurer d'accord et passer contract avec luy aux meilleures conditions et plus grand soulaigement du païs que faire se pourra, pour après comprendre, dans ledict estat des debtes, ce que luy sera accordé par lesdictz depputez. Et néaulmoingt en tous cas et pour esviter à plus grand fraiz et despens que lesdictz particuliers assignez pourroyent prétendre contre ledict païs ; que ledict sindic se présentera à ladicte assignation et prendra le faict et cause pour eulx contre ledict Lobinhes, en cas que



ledict sindic recognoisse que ledict accord ne puisse réussir avant le temps de ladicte assignation.

Le sieur de Chanoillet, lieutenant au bailliaige de Gévaudan, ayant esté pryé par les commis, sindic et deputez dudict diocèse de continuer les poursuites par luy commencées touchant le remboursement c'es fraiz et despences faictes par ledict diocèse, pour le siège de la ville de Mende, en l'année 1597, a faict son rapport de ce qu'il avoit négocyé sur cest affaire aulx derniers Estatz généraulx de Languedoc, tenus à Carcassonne, où il c'estoit à ceste fin acheminé, et comme après plusieurs difficultez faictes par lesdictz Estatz, d'accorder audict diocèse plus grandes sommes que celles qui leur avoit esté desjà accordées pour lesdictes despences, assavoir : 4,000 escus, d'une part sur les restes et 10,000 escus d'autre, payable en cinq années. Enfin, ayant de rechef supplyé lesdicts Estatz d'avoir esgard ausdictes despences, outre les ruynes et foulles souffertes par ledict diocèse à l'occasion dudict siège, ils luy auroient accordé de plus, la somme de 1,651 escus, sur lesdictz restes, et outre ce que ladicte somme de 10,000 escus auparavant attermoyée à cinq années seroit payée audict sindic dans ceste année, à la charge de ne demander aultre chose sur lesdictz restes et de quicter tout ce que ledict diocèse pouvoit prétendre pour lesdictes despences. Aussi que de ladicte somme de 10,000 escus seroit payé, en l'acquict dudict diocèse, au sieur d'Alméras, la somme de 4,611 escus, à luy due par ledict diocèse, suivant la transaction passée entre eulx ; ayant esté impossible audict sieur de Chanoillet et aultres deputez dudict diocèse, estant ausdicts Estatz généraulx, pouvoir obtenir aultre chose au profit dudict diocèse, Et d'autant que



pour obéyr ausdicts Estatz généraulx et ne leur donner occasion de révoquer leur dellibération, il auroit accepté avec les aultres depputez le contenu d'icelle, à la charge de la faire approuver par les Estatz particuliers dudict diocèse ; il a pryé et requis l'assemblée y vouloir satisfaire et agréer ladicte négociation, y ayant rapporté tout ce qui estoit en luy pour le bien et utilité dudict diocèse. Sur quoy, ayant esté remercyé au nom de ladicte assemblée, par M. d'Ispaniac, grand vicaire de Mgr de Mende et président en icelle, du bon debvoir qu'il luy avoit pleu rendre en cest affaire et agréant les poursuites, qui en ont esté par luy faictes, a esté conclud et arresté, pour l'honneur et respect que ledict diocèse porte ausdicts Estatz généraulx et le désir qu'il a de se maintenir et conserver en union et amytyé avec le corps dudict pays de Languedoc ; et ce faisant se contenter plustost de ce que luy sera accordé de bonne volonté par lesdictz Estatz que d'en retirer d'avantaige par la voye et rigueur de la justice, que ladicte assemblée accepte lesdictes sommes accordées par lesdicts Estatz généraulx audict diocèse, pour lesdictes despences ; consentant que la dellibération sur ce par eulx prinse, sorte à son plein effect, à la charge qu'ils seront encores suppliez, au nom dudict diocèse, vouloir avoir plus d'esgard ausdictes despences et à la ruyne et pauvreté d'icelluy. Et ce faisant, luy accorder quelque aultre somme pour subvenir à l'acquitement des grandz debtes, qu'il a esté contrainct faire à l'occasion dudict siège.

Et sur ce qui a esté remonstré par ledict sieur de Charnoillet, que pour faciliter le susdict affaire, ledict sieur d'Alméras, à sa prière et des autres députez dudict diocèse, auroit fourni la somme de 150 escus pour quelques



fraiz qu'il y auroit convenu faire, à la charge d'en estre remboursé sur lesdictz 10,000 escus, avec sa partie de 4,611 escus, à luy deue par ledict diocèse ; requérant pour sa descharge et desdicts depputez, d'en faire rembourser ledict sieur Alméras et le tenir aussi luy pour deschargé des Lettres patentes du Roy et aultres pièces que luy auroient esté deslivrées par le greffier dudict diocèse pour ladicte poursuite, qui sont demeurées ez mains dudict sieur d'Alméras, comme greffier desdictz Estatz généraulx, soubz le récépiscé qu'il en a faict et qui a esté rendu par ledict sieur de Chanoillet. A esté cónclud que ladicte partie de 150 escus, sera payée audict sieur d'Alméras avec l'autre de 4,600 escus à luy deue par ledict diocèse, le tout sur ladicte somme de 10,000 escus, et qu'à ceste fin, luy sera expédyé mandement ou rescription par lesdicts sieurs commis, syndic et députez, de la somme de 4,761 escus, à quoy reviennent lesdictes deux parties sur ledict sieur Reich, receveur de la bourse dudict pays, après qu'il aura esté faict compte avec luy par ledict syndic, demeurant ledict sieur de Chanoillet et les aultres depputez deschargez, tant de la promesse par eulx faicte de ladicte somme de 150 escus audict sieur d'Alméras, que desdictes Lettres patentes et aultres papiers remys devers luy. Et pour aulcunement recognoistre ledict sieur de Chanoillet de la peyne qu'il a prinse en ladicte poursuite et négociation, luy a esté accordé la somme de 60 escus, à prendre sur lesdictz 10,000 escus, et qu'à ceste fin luy en sera expédié mandement par lesdictz sieurs commis, luy ayant esté d'ailleurs pourveu pour sa despence et vaccations.



Du mercredy, second jour du mois de febvrier, jour Notre-Dame, du matin. Lesdictz Estatz ne se sont assemblez pour traicter des affaires du païs, ains ont vacqué à prières et oraisons.

Dudict jour de rellevée, lesdicts Estatz estans assemblez au lieu de dessus.

S'est présenté M. François Du Noguier, docteur, pour avoir séance et voix délibérative ausdictz Estatz pour M. de Portes, en vertu d'une substitution faicte par M. le viguier dudict Portes audict sieur Du Noguier, lequel a esté reçu en ladicte asssemblée, sans conséquence.

Aussi s'est présenté François Reboul, consul de la viguerie de Portes, avec procuration des habitans de ladicte viguerie ; lequel a esté receu comme consul, sans avoir esgard à ladicte procuration, attendu quelle estoit limitée contre le privilège et liberté des Estatz ; au moyen de quoy a esté conclud qu'ils seront advertiz à l'advenir ne porter telles procurations, à peyne d'estre excluz de l'entrée des Estatz.

Sur la requeste présentée par le sindic de l'église collégiale Notre-Dame de la Carce de la ville de Maruejolz, tendant à ce qu'il pleut à ladicte assemblée luy accorder et faire imposer la somme de 400 escus, pour estre employée à faire couvrir une partie de la grande salle appelée la Confrayrie, dans laquelle les doyen, chanoines et prébendiers de ladicte esglize font le divin service, ayant esté leur esglize entièrement démolye lors de la réduction de ladicte ville, en l'année 1586, attendu que la plus grande partie de ladicte salle est découverte et que ce qui y reste n'est suffizant pour mettre à couvert tous les habitans catholiques de ladicte ville, et en



oultre qu'il plaise à ladicte assemblée faire poursuivre par le sindic dudict diocèse, envers le Roy, le don de la somme de 3,000 escus, sur les deniers de ses tailles, pour estre employée à la rédiffication de ladicte esglize collégiale. A esté conclud qu'il est accordé audict sindic de ladicte esglize, la somme de 100 escus pour estre employée à recouvrir ladicte salle de la Confrayrie et non ailleurs, et qu'à cest effect nos seigneurs de la Cour des Aydes seront supplyez d'en permectre l'imposition et levée sur ledict diocèse et néaulmoingtz que Sa Majesté sera très-humblement supplyée, au nom du sindic, vouloir octroyer ausdictz doyen, chanoines et prébendiers de ladicte esglize, la somme de 3,000 escus à prendre sur les deniers de ses tailles, pour estre employée à la réédification de ladicte esglize.

Sur ce qui a esté remonstré par M. Chanoillet, official, chanoine et depputé du Chapitre de l'esglise cathédrale de Mende, comme Mgr de Mende depuis qu'il a esté promu à la charge et dignité épiscopalle de ce diocèse, poussé d'une sainte affection à l'avancement de l'honneur et gloire de Dieu, il a entre aultres choses singulièrement désiré la rédiffication de l'esglise cathédrale dudict Mende, comme la principalle et première dudict diocèse, et à laquelle toutes les aultres respondent. Et pour parvenir à l'effect de sa bonne et louable intention, il en a tellement recherché et procuré tous les plus convenables moyens, qu'enfin assisté de MM. de son Chapitre et Clergé de ladicte esglize, comme aussi des habitans de ladicte ville qui tous ont voulu librement contribuer avec mondict seigneur, à un si bon et saint œuvre, de grandes et notables sommes de deniers ; le prix faict en auroict esté baillé au sieur de Méjanes qui auroit entre-



prins l'ouvraige et le contract passé en bonne et due forme et desjà les ouvriers commencent fort à travailler ; mais parce que cest œuvre est si grande et d'une telle despence que les moyens de mondict seigneur, dudict Chapitre et Clergé ny de ladicte ville ne seroyent suffisans pour le conduyre au point de sa perfection, comme il est requis et que chascun peult clairement recognoistre, il s'asseure que tout le diocèse en corps, oultre les particuliers, sera bien ayse d'y ayder de 5 ou 6,000 escus, affin qu'un tel ouvraige ne demeure imparfait ; priant, à ceste occasion, ladicte assemblée vouloir accorder ladicte somme, non par imposition sur ledict diocèse, affin que le pauvre peuple n'en reçoive de surcharge, mais par tel aultre expédient que l'assemblée pourra prudemment adviser et rechercher. A esté conclud et arresté, après une longue conférence et plusieurs ouvertures et expédiens proposez en ladicte assemblée, que ledict diocèse donne et accorde à mondict seigneur de Mende et audict Chappitre la somme de 3,000 escus à prendre sur les deniers qui proviendront des restes des vivres et munitions deues par les commissaires, gardes, receveurs, marchans, fournisseurs et entremecteurs desdictz vivres et munitions et tous aultres qui en ont eu la charge et administration en ce diocèse, durant les troubles et guerres dernières et mesmes depuis l'année 1580, incluze, jusques à la dernière réduction de la ville de Mende qui fut faicte en l'année 1597, icelle comprinse ; pour estre ladicte somme de 3,000 escus employée par ledict seigneur et ledict Chappitre à la rédification de ladicte esglise cathédrale et non ailleurs. Et affin que ledict don ne demeure illusoire, ains puisse sortir son plain et entier effect pour un si bon et si saint œuvre, ladicte assem-



blée donne pouvoir et faculté audict seigneur et audict Chappitre de faire faire en leur nom ou de leur syndic et procureur à l'assistance du syndic du païs, toutes les poursuites du syndic du païs et contraintes nécessaires contre lesdictz commissaires, gardes et entremecteurs desdictes munitions ou leurs héritiers, pardevant tous juges qu'il apartiendra pour leur faire rendre compte d'icelles et faire prester le reliqua avec semblable pouvoir de prendre et recepvoir, sur ledict reliqua, ladicte somme de 3,000 escus et d'icelle faire ung ou plusieurs acquitz valables qui serviront à la descharge des comptables envers le païs et leur seront tenus en compte, sans aucune difficulté sur et tant moingt de ce que se treuvera par eulx deub à cause desdictz vivres et munitions ; à la charge toutesfois que lesdictz dilligences, poursuites et contraintes se fairont aux despens dudict seigneur et dudict Chappitre, sans constituer ledict diocèse en aucuns fraiz ny despens, pour le soulagement du pauvre peuple. A la charge aussi que le surplus des deniers qui proviendront desdictz viyres et munitions, oultre et par-dessus lesdictz 3,000 escus, apartiendront audict diocèse et seront employés à l'acquitement des debtes et affaires commungz d'icelluy et sans que pour raison et soubz prétexte desdictes poursuites et contraintes, lesdictz commissaires, gardes et administrateurs desdictz vivres, soit M<sup>e</sup> Jehan Capelle ny aultres, puissent exhiger ny demander aucune chose desdictz restes aux habitans dudict diocèse, attendu que ledict don est faict tant seulement sur les restes que ont esté levées et receues par lesdictz commissaires, gardes et entremecteurs et non sur celles qu'ilz pourroyent prétendre estre encores deues par le peuple sur lequel il n'est loysible de lever lesdictz restes pour le soulagement d'icelluy.



Sur la réquisition faicte par M. Bertrand Meyronnenc, envoyé de M. de Saint Auban, à ce qu'il pleut à ladicte assemblée faire requérir MM. de la Cour des Aydes de Montpellier par le sindic dudict diocèse, d'allouer ledict sieur de S. Auban des premiers pour la somme qui luy est deue par M. de Fosseux sur la distribution générale qui se doibt faire en ladicte Cour, de la partie de 27,000 et tant d'escus, deue audict sieur de Fosseux par ledict diocèse de restes de la somme qui luy fut accordée en la composition faicte avec luy pour la reddition de la ville de Mende ; a esté conclud que suivant la dellibération prinse en la dernière assemblée des Estatz dudict diocèse, tenue au mois de juillet dernier, ladicte Cour des Aydes sera très-humblement supplyée vouloir régler le payement des deniers deubz audict sieur de S. Auban et aultres créanciers par ledict sieur de Fosseux, sellon l'ordre prins en ladicte assemblée pour le bien et soulagement dudict diocèse.

Sur la requeste présentée par le sindic des pauvres de l'hospital de Maruejolz, à ce qu'il pleut à l'assemblée accorder 100 escus pour ayder à la rédification dudict hospital qui fut ruyné à la prise dudict Maruejolz ; a esté conclud et respondu, qu'ayant esté accordé 100 escus pour couvrir la Confrairie où se faict le service de l'esglise dudict Maruejolz, que ledict diocèse ne peult accorder aultre chose pour ladicte ville, ceste année.

Le sieur de Fumel, sindic, a remonstré que sur les poursuites qui ont esté faictes par le pays devers le Roy, pour le bien de la justice, repos et seureté des habitans d'icelluy, il auroit pleu à Sa Majesté, non seulement confirmer l'ancienne jurisdiction et auctorité de la Cour commune du bailiaige de Gévaudan, mais aussi l'ac-



croistre et augmenter en certains cas et mesmes par l'attribution de la cougnoissance et jugement de la compétence ou incompétance du prévost des mareschaulx, sur les déclinatoires qui seront proposez contre luy par les prisonniers criminelz. Et d'aultant que par l'arrest de vérification qui a esté poursuivy et obtenu par ledict pais en la Cour de parlement sur les provisions de sadicte Majesté, ladicte Cour a uzé de modification, en ce qu'elle a restrainct la jouissance de ladicte attribution à trois années seulement, ores que par lesdictes provisions elle ne soit aucunement limitée; au moyen de quoy le pais se trouvera à la fin dudict terme en la mesme peyne et aux dangiers et inconvéniens où il a esté jusques icy, à cause de l'impunité des volleurs et brigandz que ont acoustumé se retirer des provinces circonvoisines dans ledict pais, comme en lieu favorable, à cause des montagnes et précipices d'icelluy et du grand nombre de bestail que l'on y nourrist. A ceste cause, il a requis l'assemblée prendre sur ce telle dellibération qu'elle jugera nécessaire pour le bien et seureté dudict pais et par mesme moyen pourvoir à l'entretènement des prévostz dudict pais et aux fraiz qu'il conviendra faire durant l'année pour les poursuites des procès criminelz des prévostables qui se trouveront n'avoir partie civile ny aulcungs biens pour faire les fraiz. Sur quoy, attendu le grand bien que reviendra audict pais pour le repos, seureté et commodité des habitans d'icelluy, par le moyen de l'ampliation de la jurisdiction de ladicte Cour de Bailiaige, mesmes pour le jugement desdictz déclinatoires et procès des prévenuz, estans du gibier du prévost et que ceste justice et autorité y est si nécessaire, que sans icelle les gens de bien ny pourroyent estre en



seureté. A esté conclud qu'il sera présenté requeste au Roy et faicte poursuite devers Sa Majesté, au nom du païs par le sindic, pour obtenir les jussions ou aultres provisions nécessaires adressantes à ladicte Cour pour faire lever et oster ladicte modification, affin que ledict païs puisse jouyr plainement de l'effect des Lettres patentes de sadicte Majesté, suivant son intention, sans que ledict païs soit contrainct, au bout de trois années, se mettre en peyne et constituer en nouveaulx fraiz pour obtenir prorogation dudict temps.

Aussi a esté conclud que MM. les commissaires de l'assiette seront requis imposer en l'assiete ordinaire, ainsi qu'il est acoustumé, semblable somme de deniers qu'en l'année dernière, tant pour les gaiges et entretenement des lieutenans audict diocèse, de M. le prévost général, greffier et archiers, que pour subvenir aux fraiz nécessaires durant l'année, pour les poursuites des procès et exécution des sentences et jugemens que seront donnez contre les prévostables qui se trouveront n'avoir partie civile; à la charge que lesdictz prévostz feront leur debvoir et seront payez suivant les ordonnances du Roy, comme aussi lesdictz archiers, chascun à part soy, sur les roolles des monstrés et en vertu des mandemens de MM. les commis et depputez dudict païs, sans que les deniers des gaiges desdictz archiers puissent estre baillez ausdictz prévostz, à peyne de répétition sur le receveur et aux aultres charges et conditions acoustumées d'apposer aux nominations et réception desdictz lieutenans de prévost audict diocèse et païs, suivant le reiglement, ordre et coustume d'icelluy et non aultrement.

S'est présenté à ladicte asssemblée M<sup>e</sup> Estienne Armand,



de Pradelles, lequel a remontré que suivant la commission et lieutenant général qu'il a de M. Daugier, prévost général de Languedoc aux diocèses de Viverez, Gévaudan et Vellay, et pour le debvoir de sa charge et la singulière affection qu'il porte au bien de la justice, repos et seureté de cedit païs, il auroit mis peyne prendre certains insignes voleurs qui couroyent et brigandoyent dans icelluy et auroit tant poursuivy, qu'enfin il se seroit saisy de trois, desquelz en ayant mené deux et faict juger leur procès au siège présidial de Nismes, au mois de décembre dernier, auparavant que l'arrest de la Cour de parlement de Tholoze, contenant vériffication des Lettres patentes du Roy, attribuant la cougnoissance des déclinatoires et jugement des cas présidiaulx aux officiers du bailliaige de Gévaudan, feust intervenu, lesdictz deux voleurs furent exécutez à mort, en ladicte ville, et l'autre est encores dans les prisons de Mende, pour n'avoir jusques icy eu moyen de luy faire son procès à faulte d'ung gradué de la relligion prétendue refformée qui doibt y assister, suivant les édictz du Roy, d'autant que ledict prisonnier est de ladicte religion. Et pour ce qu'il s'est fort fidèlement et diligement employé aux susdictes procédures, il a requis ladicte asssemblée d'avoir agréable le debvoir qu'il y a rendu et prendre ceste assurance de luy, qu'en tout ce qu'il aura moyen de rendre service audict païs pour le bien public d'icelluy, il ne s'y esparnera aucunement en chose qui puisse deppendre de sa charge, tant qu'il plaira au païs le trouver bon ; requérant aussi l'assemblée le faire rembourser des fraiz et despens qu'il a fournis et avancez pour la capture et procès desdictz voleurs, outre ce qu'il en a reçu dudict païs par les mandemens de MM. les commis et depputez d'icelluy dont il est prest à rendre compte.



Sur quoy ladicte asssemblée aiant agréable le bon debvoir faict par ledict Armand ez susdictes procédures, a ordonné qu'il sera pourveu au remboursement des fraiz qu'il a avancez pour raison d'icelles et qu'à ceste fin, son compte sera veu et arresté par les depputez à l'audition des comptes. Et au surplus, pour l'assurance que ladicte asssemblée a prins de la dilligence, cappacité et preudhomye dudict Armand et de sa bonne affection qu'il a desjà tesmoigné avoir au bien de la justice, et attendu que l'on a recogneu de longtemps que lesdictes charges de lieutenant dudict sieur prévost général sont mieulx et plus soigneusement exercées par personaiges forains et estrangiers que par ceulx mesmes du païs; pour ces causes, ladicte asssemblée, d'ung commun advis et consentement, a esleu, choisy et nommé ledict Armand pour lieutenant particulier audict diocèse de Mende et païs de Gévaudan, dudict sieur prévost général de Languedoc, et conclud que, pour cest effect, les Lettres de nomination luy en seront expédiées au nom desdicts Estatz pour requérir ledict sieur prévost général sur ladicte nomination, le confirmer et luy faire expédier de nouveau ses lettres de commission et lieutenant particulier audict diocèse et païs, suivant les privilèges et coustume de toute ancienneté observée en icelluy. Et affin que ledict Armand ayt moyen de faire son debvoir en ladicte charge, ladicte asssemblée luy a accordé et ordonné la somme de cent escus pour ses gaiges et entretenement durant ladicte année, et oultre ce, deux archiers pour l'assister, aulx gaiges de 66 escus deux tiers chascun, pour la mesme année, à la charge que ledict Armand, sera tenu faire sa résidence en ladicte ville de Mende, comme cappitale dudict diocèse, et



néaulmoings faire ses chevauchées ordinaires par tout ledict païs, présenter ses archiers ausdictz sieurs commis et depputez, pour estre par eulx recognuz et affidez, de trois en trois mois ; remectre les verbaux, procédures et actes du faict de sadicte charge devers le greffe dudict bailiaige et païs et de n'admectre aultre personne à recevoir et garder lesdictz actes et procédures que le greffier dudict bailiaige et païs ou son commis et substitut, ainsi qu'il est de tout temps acoustumé, et en tout observer les ordonnances du Roy et comme d'ancienneté a esté observé audict païs, suivant les privilèges et coutume d'icelluy. Laquelle somme de 100 escus sera payée audict Armand et 66 escus deux tiers à chascun desdictz archiers, par le receveur dudict diocèse, de quartier en quartier, sur les roolles des monstres et en vertu des mandemens desdictz sieurs commis et depputez, à prendre icelles sommes, assavoir : lesdictz 100 escus, sur l'article de 500 escus qui sera couché en l'assiette ordinaire, pour l'entretènement des lieutenans dudict sieur prévost général audict diocèse, et 155 escus 20 solz, pour lesdicts deux archiers, sur l'article de 400 escus pour l'entretènement de six archiers ; le tout néaulmoingt aux charges et conditions susdictes et non autrement.

Sur ce qui a esté représenté par M. de Guilleminet, qu'estant naguières à la Cour, Mlle de Forges, luy auroit faict entendre, qu'en l'année 1596, lorsque ledict diocèse faisoit poursuivre, devers le Roy, la réduction de la ville de Mende, ceulx qui faisoient ladicte poursuite l'auroient requise de s'y employer, avec promesse qu'ilz luy auroient faicte que le pays uzeroit de reconnaissance et gratiffication, en son endroict, ladicte réduction adve-



nant. Au moyen de quoy, ladicte demoiselle se plaint du païs et de ceulx qui luy ont porté parolle de ladicte gratification, ausquelz elle s'en adresse maintenant, pour leur faire effectuer ce qu'ils ont promis ; a esté advisé et conclud de renvoyer cest affaire à la prochaine assemblée d'Estatz, pour y estre proveu sellon qu'elle jugera raisonnable.

Du jedy, troisieme jour de febvrier, du matin.

M. le baron de Peyre est arrivé à ladicte assemblée. S'est aussi présenté noble Claude Pollalion, sieur de Bouzolz, pour M. le baron de Canillac, baron du Tour, la présente année, avec procuration de Mme la marquise de Canillac, vefve de feu sieur marquis de Canillac, de laquelle faicte lecture, ledict sieur de Bouzolz a esté receu.

Sur la plainte faicte par le sieur baron de Peyre, de ce que l'assemblée ne l'avoit adverty, qu'elle estoit entrée en affaires, affin qu'il eust moyen de s'y trouver ; a esté dict que ledict sieur, ayant esté deuement adverty par la lettre de MM. les commis, du jour et lieu de la convocation des Estatz, ainsi qu'il est accoustumé, qu'il n'y ayoit aulcung subject de luy en donner aultre advis, estant chascun de ceulx qui ont voix aux Estatz, tenus s'y trouver audict jour de ladicte convocation.

Suivant la prière faicte auxdictz Estatz par ledict sieur baron de Peyre, d'avoir agréable qu'il fut instruit des principaulx affaires qui s'estoyent traictez en ladicte assemblée, ledict sieur de Fumel, syndic, les luy ayant, par la permission desdicts Estatz, faict entendre en plaine asssemblée et mesmes la résolution prise pour l'imposition des deniers du Roy et aultres ordinaires, et



que pour les debtes deubz pour le pays et aultres deniers extraordinaires en seroit dressé ung estat avec la vériffication qui en seroit faicte, pour estre envoyé au Roy et nos seigneurs de son Conseil, suivant le reiglement faict par Sa Majesté, sur le traicté de M. de Maisse; l'approbation faicte par ladicte assemblée, de l'accord et modération que MM. de S. Auban et de Guilleminet avoyent moyenné envers Mgr le comte d'Auvergne, de la somme de 40,000 escus que le païs luy devoit, à 34,000 escus; le reiglement prins en ladicte assemblée, pour la levée des restes que les receveurs du diocèse avoyent baillez en reprise en leurs comptes; le don faict par lesdicts Estatz à Mgr de Mende et à son Chappitre, de la somme de 3,000 escus, à prendre sur les restes des vivres et munitions qui sont deues par les receveurs et aultres qui en ont eu l'administration audict diocèse, pour estre, ladicte somme employée à la rédiffication de l'esglise cathédrale de Mende, aulx charges portées par dellibération, sur ce prinse, et aultres affaires de moindre importance qui avoyent esté traités en ladicte assemblée; faicte aussi lecture des instructions des Estatz généraulx, ledict sieur de Peyre a déclaré en tant que luy touche, comme l'ung des barons dudict païs, qu'il se conforme à tout ce qui a esté résoleu et arresté par lesdicts Estatz, sauf qu'en ce que par l'ung des articles desdictes instructions est deffendu, aulx depputez desdicts Estatz, de vacquer à aulcungz affaires, si ce n'est en la présence du commissaire principal. A quoy ledict sieur de Peyre a dict qu'il s'opposoit; requérant son opposition estre escripte, d'autant que cest chose contraire aulx privilèges et à l'ancienne coustume de tout temps observée ausdicts Estatz. Et touchant la partie de Mgr le comte



d'Auvergne, a dict que ses terres ny doibvent contri-  
buer, d'aultant que c'est pour le siège de Peyre ; et en  
cas qu'on les y voudroit comprendre, qu'il s'y oppose.

Ayant les Estatz dudict diocèse, de tout temps et an-  
cienneté acoustumé de pourvoir au payement de la des-  
pence de bouche des depputez qui assistent ausdicts  
Estatz, eu esgard à la qualité des personnes au temps  
qu'ils y demeurent, et au prix commun des vivres, n'es-  
tant raisonnable qu'ils y viennent à leurs despens, pour  
ceste occasion et suivant ladicte coustume, a esté con-  
clud et arresté que le deffray de l'assemblée seroit taxé  
le plus modérement que faire se pourroit, pour le sou-  
laigement du pauvre peuple. Ayant esté nommez et dep-  
putez pour faire ladicte taxe : les envoyez du Chappitre  
de Mende ; de M. le baron du tour et MM. les consulz de  
Mende et de Marvejolz et des Cévennes, et que celluy  
qui sera commis à la recepte dudict diocèse la présente  
année, sera tenu fournir par advance, ce que montera  
ledict deffray, et MM. les commissaires seront requis de  
l'imposer en la présente assiette, avec les fraiz ordinaires  
d'icelle, comme faisant partie desdicts fraiz, ou le com-  
prendre en l'estat des debtes pour le remboursement de  
celluy qui l'aura avancé.

Dudict jour, troisieme de febvrier, de rellevée.

Ledict sieur baron de Peyre a représenté à l'assemblée  
que, durant le siège de la ville de Mende, Mgr le duc de  
Vantadour qui commanda de faire venir ses subjectz et  
païsans de ses terres, pour travailler à la fortification  
du fort que Sa Grandeur avoit ordonné estre faict à la  
maladrerye, près ladicte ville de Mende ; mais parce que  
la saison de la récolte des bledz ne leur pouvoit per-



mectre d'y travailler, fut accordé à certaine somme d'argent qu'ilz ont payée à M. de Montréal, qui commandoit audict fort, comme appert par sa quittance. Et bien que cella leur doibve tenir lieu de payement à l'imposition qui fut faicte sur ledict diocèse, pour l'entretènement des pionniers, toutesfois M<sup>e</sup> Jacques Chantuel, receveur des deniers extraordinaires, en l'année 1597, ne laisse de contraindre lesdicts subjectz au payement de leur cottité de ladicte imposition, pour lesdicts pionniers, sans avoir esgard, ny à la commission de mondict seigneur, ny à la quittance dudict sieur de Montréal, qui auroit esté cause que sesdicts subjectz auroient faict assigner le syndic dudict diocèse, pardevant mondict seigneur, pour voir ordonner qu'ils seront tenus quictes et deschargez de ladicte imposition, par le moyen que dessus. Mais, parce que ledict syndic n'auroit compareu à l'assignation et qu'il ne voudroit que sesdicts subjectz entrassent pour cella en procès avec le païs, il a pryé les Estatz, leur vouloir eulx mesmes faire raison. Sur quoy, a esté conclud que ladicte commission, quittance et aultres actes, touchans cest affaire, seront remis devers ledict syndic pour estre communiquez aulx depputez à l'audition des comptes, et iceulx veuz et deuement vérifiez, estre par eulx pourveu sur cest affaire, sellon qu'ils jugeront estre à faire pour raison.

Le sieur Jourdan, assesseur du consul de Maruejolz, a remonstré que ceulx de la Religion préthendue, sont deschargez, par les édictz du Roy, du payement des deniers imposez durant les troubles ou qui en dependent. A cause de quoy a requis l'assemblée d'ordonner qu'ils ne seront compris aulx impositions qui se fairont à l'advenir, deppendant du faict desdictz trou-



bles. Le sieur de Seguin, envoyé pour M. d'Arpajon, a faicte réquisition de ne comprendre les terres d'Arpajon aux impositions qui se fairont pour affaires survenues durant le temps de la ligue, d'autant qu'elles en sont deschargées, comme estant de contrayre party. Sur quoy a esté conclud que MM. les depputez à la vériffication des debtes, sont aussi commis à faire la vériffication de ceulx qui doibvent estre deschargez desdictes impositions pour en faire rapport et donner leur advis à la prochaine assemblée d'Estatz dudict diocèse.

Sur la réquisition faicte par le sieur de Bouzolz, envoyé de M. de Canillac, baron du tour, la présente année, que suivant les précédentes dellibérations, le baron du tour soit appelé aux affaires d'importance qui se traicteront durant l'année, lorsqu'il sera besoin de faire plus grande assemblée que MM. les commis et depputez du païs, a esté conclud que les précédentes dellibérations seront, pour ce regard, effectuées, comme aussi en ce qu'il est dict que lesdicts sieurs commis et depputez ne pourront ordonner pour une foys que jusques à 100 livres, sans appeler plus grand nombre des depputez des Estatz, suivant lesdictes dellibérations.

Sur la requeste présentée par deux pauvres estrangers du païs d'Armenie à ce qu'il pleut à l'assemblée leur donner pour aulmosne quelque somme de denier pour ayder à payer la rançon de leurs enfans captifz entre les mains des Turcz, sellon les attestations et saulf-conduictz qu'ilz en avoyent de plusieurs princes et grands personnaiges, tant du païs d'Italye que de la France, a esté ordonné au syndic de leur bailler deus escus par aulmosne, dont il sera remboursé par le recepveur.

Sur la réquisition faicte par M. le baron de Peyre, de



vouloir vériffier et luy déclarer en quelle année il doit estre en tour de baron aulx Estatz, attendu que l'ordre ancien a esté interrompu à son préjudice ; a esté dict, après avoir esté faicte vériffication sur les registres et roue dudict tour, que l'année prochaine M. le baron d'Apchier sera en tour, et l'année d'après ledict sieur de Peyre.

La recepte des deniers extraordinaires, ayant esté publyée, de l'ordonnance des Estatz, par les carefours de la ville de Maruejolz à diverses fois, ainsi qu'à esté rapporté par Fabre, huissier desdicts Estatz et ayant faict ouvrir la porte de la salle où estoit l'assemblée, s'est présenté M<sup>e</sup> Marcelin de Manifacier, receveur dudict diocèse, lequel a offert faire la recepte desdictz deniers extraordinaires, à raison de 6 deniers pour livre; requérant l'assemblée luy en faire la dellivrance. Sur quoy ayant faict sortir ledict de Manifacier et dellibéré sur ledict offre, attendu qu'il ne s'en présente aultre faisant la condition du païs meilleure et que chascun des deputez de l'assemblée a tesmoigné que ledict sieur de Manifacier a par cy devant beaucoup soulaigé le pauvre peuple en la levée des deniers de sa recepte, s'y comportant fort doucement et modestement ; a esté conclud que la recepte desdicts deniers extraordinaires, assavoir : des deniers des réparations, gratiffications extraordinaires, fraiz, debtes de Languedoc et fraiz d'assiète, sera dellivrée audict sieur de Manifacier, en qualité de receveur ellectif, à ladicte raison de 6 deniers pour livre ; à la charge d'avancer le deffray des Estatz et aultres deniers pour les affaires occurens dudict diocèse, sauf a avoir tel esgard par l'assemblée prochaine, quand sera jugé raisonnable pour raison desdictes avances. A la



charge aussi qu'il sera tenu faire la recepte de tous aultres deniers si aulcungs sont imposez durant l'année, à la mesme raison de 6 deniers pour livre, et que pour cest effect le bail de recepte luy en sera passé par MM. les commissaires, commis, sindic et depputez dudict païs aux charges et conditions susdictes et aultres ordinaires et acoustumées et autrement comme ilz verront estre plus utile pour le bien dudict diocèse.

Sur la requeste présentée par MM. les consulz de la ville de Maruejolz, pour estre remboursez de la somme de 34 escus qu'ilz disoyent avoir fournye pour despense faicte chez ung hoste de ladicte ville, tant par le sieur Rodier, prévost dudict diocèse et ses archiers que par plusieurs tesmoins, en faisant le procès à deux prisonniers ; a esté conclud, après avoir ouy lesdicts consulz, que la somme de 20 escus à quoy s'est trouvé monter la despense faicte par l'hoste dont lesdicts consulz se sont rendus respondans envers luy, seront payez par le receveur et employez en la despense de son compte, pour luy estre passez en icelle, et pour les 14 escus restans, seront paiezz par ledict sieur Rodier, attendu qu'il luy fut accordé 50 escus pour fraiz extraordinaires par luy faictz, outre ses gaiges.

Sur la réquisition faicte par le sieur Du Noguier, envoyé de M. de Portes, à ce que ung nommé Jehan Pic, jeune, de Larbosset ; Jean Ducamp ; François et aultre Jehan Ducamp, ses enfants ; Jacques Reboul, du Mazel-Rozade ; Pierre Vanit, dict Venobre, de Saint-Germain et leurs complices, diffamez publiquement au païs des Cévennes, soyent poursuiviz aux despens du diocèse ; a esté conclud que, suivant la dellibération sur ce prinse, l'année dernière par les Estatz, les susdictz et aultres



leurs complices seront poursuiviz criminellement aux despens dudict diocèse, comme les aultres criminelz prévostables, s'ilz n'ont aucune partie civile pour fournir aux fraiz des poursuites.

Ayant esté cy devant dellibéré et arrêté que suivant l'édict du Roy faict au mois de septembre dernier, sur les articles accordez entre MM. de Maisse et de Reffuge, deputez de Sa Majesté et les Estatz généraulx de Languedoc, il seroit faict et dressé estat de tous les debtes dudict diocèse, par MM. les commissaires de l'assiette, à l'assistance de ceulx qui feurent deputez à ceste fin par l'assemblée, pour estre ledict estat rapporté à Sa Majesté et nos seigneurs de son Conseil pour y estre veu et arrêté et ordonné sur la levée et imposition des deniers, pour le payement desdictes debtes. A esté conclud que ledict estat, estant faict et certifié par lesdictz sieurs commissaires, le syndic du diocèse s'acheminera incontinent en Cour, pour le porter et remectre devers Sa Majesté et nosdictz seigneurs de sondict Conseil, à l'effect que dessus, et que pour subvenir aux fraiz de son voiaige et des poursuites qu'il conviendra faire, comme aussi pour payer les 6 deniers pour livre, des sommes dont il est besoing d'obtenir lettres d'assiette ; lesdictz sieurs commissaires sont requis imposer en l'assiette ordinaire la somme de 600 escus pour estre dellivrée audict syndic et par luy employée aux susdicts effect, à la charge d'en rendre compte au pays.

Après laquelle dellibération, mondict sieur d'Ispaniac, grand vicayre de mondict seigneur de Mende, et président desdicts Estatz, suivant l'ancienne coustume, a donné la bénédiction aux assistans, qui a esté la fin desdictz Estatz.

Signé : Ch. DE ROUSSEAU, président.



1601.

*Ouverture des Etats. — Noms des membres présents. — Les procurations doivent être en bonne forme. — Il ne doit y avoir qu'un député pour un même lieu. — Contestation entre les envoyés de MM. les barons de Cénaret. — Prétention du consul de Saugues pour la troisième place à l'assemblée. — Prestation de serment. — Les députés doivent être de la qualité requise. — Les membres des Etats sont tenus d'y assister en personne au moins de trois en trois ans sous peine de perdre leur droit d'entrée, séance et voix délibérative. — Délégation vers le Roi, à Lyon. — Les habitants de Marvejols doivent être compris dans les rôles des impositions. — Citadelle de la même ville à démolir et révocation de la rêve. — Attribution du Bailliage pour les jugements des criminels. — Plaintes contre les receveurs. — Admission de divers députés aux Etats. — Sommes dues à Mme de Vantadour et au comte d'Auvergne. — Nomination des auditeurs pour le compte de M. de Manificier. — Dépenses faites par les villes de Saint-Chély et du Malzieu pour l'entretien des gens de guerre. — Admission des procureurs de l'abbé des Chambons et du baron de Peyre. — Rang à occuper par les députés des barons. — Dette en faveur du comte d'Auvergne à payer en trois années. — Refus de divers envoyés de MM. des Etats de contribuer à cette imposition. — Réquisition de M. Goyte à l'effet d'imposer la somme de 25,000 écus pour être payée à ceux qui ont les droits cédés du comte d'Auvergne. — Affaire du domaine de Laldonnez à terminer avec les hoirs de M. Gibilin. — Levée des restes des im-*



positions. — Explication donnée à M. de Barre à l'occasion du refus d'admission de son envoyé. — Offre de 1,000 écus aux héritiers de M. Gibilin, sieur de Lal-donnez. — Gages de M. Tardif, ancien receveur. — Compte et sommes dues à M. Parat. — Réquisition de M. de Marimond, cessionnaire de divers créanciers de M. de Fosseuse. — Prétention de M. de Caulet sur les sommes dues au marquis de Canillac. — Nomination de députés pour la vérification des restes des receveurs. — Privilèges de la terre de Grizac, à vérifier. — Admission de l'envoyé de M. de Randon. — Dette d'Auvergne. — Les receveurs ne pourront employer dans les contraintes que des sergents de la juridiction de laquelle dépendent les paroisses, et ne leur sera payé que 15 sols par jour. — Règlement pour la levée des tailles. — Sommes dues à divers receveurs. — Réquisition de M. Cenamy et du capitaine Bonhomme. — Règlement fixant la préséance entre les barons, les nobles et leurs envoyés. — Admission du procureur du prieuré de Langogne. — Levée des restes des impositions. — Vérification des dettes. — Somme due à M. Du Montet. — Admission de l'envoyé de M. de Cénaret. — Etat des créanciers du diocèse. — Réquisition de MM. Langlade, Loberie et Prieur. — Réparation du pont de Chanac. — Rapport de MM. les prévôts de la maréchaussée du diocèse. — M. Meillet sollicite le payement de la somme qui lui fut promise pour la démolition de la tour de Grèzes. — M. Achard, créancier du pays. — Demande faite par les propriétaires des maisons ruinées pour la citadelle de Mende. — Gratification au prévôt de la maréchaussée. — Levée des restes des tailles. — Sommes dues à MM. Portalés, de Fosseuse et comte d'Auvergne.



— Paiements faits à divers créanciers. — Affaire du domaine de Laldonnez. — Instructions à MM. des Etats. — Contestation entre MM. de Cougoussac et de Servières. — Prétentions de MM. Parat et Dangles. — Poursuites à faire contre un recéleur de marchandises volées. — Demande d'une indemnité par M. Bonnaud. — M. de Méjanès entrepreneur de la reconstruction de l'église cathédrale de Mende. — M. le baron du Tournel, baron de tour, demande le paiement de ses frais de voyage. — Dépenses pour la réduction de la ville de Chirac en 1588. — Créanciers divers. — Défense aux receveurs de saisir les bêtes à laine venant du bas-Languedoc, les bêtes servant au labourage ou au commerce. — Plaintes contre les receveurs. — Aumône, demande de secours. — Admission de l'envoyé du baron de Florac. — Fixation de la somme à payer par le diocèse, les villes et villages pour la construction des ponts. — Dépenses pour la maréchaussée. — Requête aux Etats. — Procès contre les consuls de Montpellier au sujet du collège fondé dans leur ville par le pape Urbain V. — Recette des deniers extraordinaires. — Gratification pour dévouement. — Créanciers du pays. — Fixation du droit de quittance. — Bail de la recette des tailles et accord avec MM. Portalès. — Plainte contre le prévôt de la maréchaussée. — Au sujet de l'exemption des tailles demandée par la ville de Marvejols. — Dette en faveur de M. d'Apchier. — Députés pour la vérification des dettes. — Sommes à imposer. — Gratification à l'évêque de Mende et à M. le juge Dumas pour frais de leur voyage à Lyon. — M. de Guilleminet gratifié par les Etats.

L'an mil six cens ung et le mardy, neufviesme jour du mois de janvier, environ neuf heures du matin, en la ville •



de Mende et dans la salle haulte des maisons épiscopales de ladicte ville, se sont assemblez les gens des trois Estatz du diocèse de Mende et païs de Gévaudan, suivant le mandement de nosseigneurs les commissaires, présidens pour le Roy aux Estatz généraulx de Languedoc, tenus en la ville de Beaucayre, au mois de novembre dernier. Après avoir, sellon leur bonne et ancienne coutume assisté à la messe cellébrée en l'église cathédrale par Mgr de Mende, et à la prédication faicte en ladicte église ; en laquelle assemblée estans venus MM. M<sup>e</sup> Pierre de Guilleminet, greffier et secrétaire du Roy aux Estatz généraulx de Languedoc, commissaire principal de l'assiette dudict diocèse la présente année et M. de Maleville, bailly de Gévaudan, commissaire ordinaire de ladicte assiette, a esté, par ledict sieur de Guilleminet, propozé le faict des commissions desdictz seigneurs commissaires présidens ausdictz Estatz généraulx, touchant l'assiette et département de la portion dudict diocèse des deniers imposez ausdictz Estatz généraulx, tant pour l'ayde, octroy, creue et taillon que aultres deniers portés par lesdictes commissions, pour l'exécution desquelles il a offert de procéder audict département ; requérant ladicte assemblée d'y prester son consentement et assistance en la manière acoustumée.

Sur quoy a esté faicte lecture desdictes commissions par le greffier desdicts Estatz et après, mondict seigneur de Mende a exhorté ladicte assemblée de continuer toujours l'obéissance qu'elle doit et a acoustumé rendre au Roy, en semblables occasions et à se maintenir et conserver les ungs avec les aultres en bonne paix et amityé, suivant l'intention de Sa Majesté.

Et incontinant après, le sieur de Fumel, syndic du païs,



a requis lesdicts sieurs commissaires de permectre aulx gens desdictz Estatz de continuer pour quelques jours leur assemblée au mesme lieu, tant pour dellibérer sur le faict desdictes commissions, que sur aultres affaires communs dudict païs, ainsi qu'il est acoustumé de tout temps et ancienneté. Laquelle permission a esté par lesdicts sieurs commissaires octroyée à ladicte assemblée, à la charge de ne traicter d'aucune chose préjudiciable au service du Roy ny au repos et seureté publicque.

Dudict jour neufviesme janvier, de rellevée.

Lesdicts Estatz s'estans réassemblés au lieu que dessus, président en iceulx mondict seigneur de Mende, a esté faite lecture des procurations remises par les envoyés et depputez de ladicte assemblée. A laquelle ont comparu assavoir, pour l'église : M. M<sup>e</sup> André de Chanoillet, docteur ez droictz, chanoine et baille du Chappitre de l'esglise cathédrale dudict Mende, comme envoyé dudict Chappitre ; frère Alexandre Martin, religieux de l'ordre de Saint Benoist, au couvent de Sainte-Enimye, envoyé du sieur prieur dudict Sainte Enimye ; M. le commandeur de Paliers, en personne ; M<sup>e</sup> Pol Albaric, docteur ez droictz, juge en la temporalité de M. le commandeur de S. Jehan, envoyé dudict sieur de S. Jehan. Pour la noblesse : M. le V<sup>te</sup> d'Apchier, envoyé de M. le baron d'Apchier, son frère, baron du tour, la présente année ; M. Robert de Chanoillet, docteur ez droictz, envoyé de M. le baron du Tournel ; noble Jehan de Pollalion, sieur des Combes, pour M. le baron de Canilliac ; de La Tour, sieur du Besset, envoyé de M. d'Allenc, père ; M<sup>e</sup> Antoine Laurens, docteur ez droictz, envoyé de M. de Mon-



tauroux ; noble Guy du Mazel, sieur de Ste Colombe, pour M. de S. Auban, lequel assistant à l'assemblée en personne, comme commis des nobles, a advqué ledict sieur Du Mazel, pour son envoyé ; M. Déodé Dumas, docteur ez droitz, envoyé de M. de Montrodât ; M<sup>e</sup> Anthoine Bouton, docteur ez droictz, envoyé de M. de Mirandol ; M<sup>e</sup> Jehan Jacques Du Cros, envoyé de M. de Portes ; noble Urbain de Reth, sieur de Cogossac et de Servièrre ; Claude Portanier, escuyer, envoyé de MM. les consulz nobles de la Garde-Guérin. Et pour le Tiers-Estat : M. M<sup>e</sup> Pierre Vachery, docteur ez droictz, premier consul de la ville de Mende ; Pierre Runel, bourgeois, et Jehan Clavel, second et tiers consulz de ladicte ville ; M<sup>e</sup> Pierre Jalguet, second consul de la ville de Maruejolz ; Anthoine Grosset, premier consul de Chirac ; Estienne Pérrier, merchant, premier consul de La Canorgue ; M. M<sup>e</sup> Jean Michel, bachelier ez droictz, juge de la ville de Saint-Chély-d'Apchier, député des consulz de ladicte ville ; M<sup>e</sup> Médard Julien, notaire royal et premier consul de la ville de Salgues ; M<sup>e</sup> Pierre Imbert, docteur ez droictz, premier consul de la ville du Malzieu ; Jehan Desmondz, consul de la ville de Florac ; M. Jehan Jassin, greffier d'Ispaniac et depputé du syndic de ladicte ville ; M<sup>e</sup> Loys de Fumel, premier consul de la ville de Sainte-Enimye ; Loys Verdier, consul de Châteauneuf-de-Randon ; Pierre Becat, procureur de Serverette ; François Reboul, consul de Saint-Germain-de-Calberte, pour les procureurs de la viguerie de Portes ; Jehan Rouveret, consul de Barre ; M<sup>e</sup> Jehan Vidal, praticien, syndic de S. Auban, et Jehan Manhe, ung des procureurs du mandement de Nogaret.

Et d'aultant que certaines procurations d'aulcuns des-



dictz envoyés ont esté trouvées défectueuzes, a esté ordonné qu'ilz seront tenus en retirer d'autres en bonne forme dans trois jours ; autrement, à faulté de ce faire, ledict terme passé ne seront receuz en la présente asssemblée.

Aussy a esté conclud et ordonné que l'assesseur de Florac, n'aura séance ny assistance ausdicts Estatz, attendu que ce seroit contre l'ordre et coustume ordinaire desdicts Estatz, outre la conséquence et surcharge que cella rapporteroit au païs, d'y introduyre aux Estatz deux dépuzez pour ung mesme lieu. Et sera seulement permis audict consul d'y avoir séance et voix délibérative, comme il est acoustumé, sauf que si ledict assesseur veult remonstrer quelque chose en ladicte asssemblée dont ledict consul ne soit instruit, pour le bien de la communauté dudict Florac ; ledict assesseur en ce cas aura entrée ausdictz Estatz pour, après ladicte remonstrance faicte, se retirer de ladicte assemblée.

Sur la présentation de noble Pierre de Boyssonade, pour estre receu en ladicte asssemblée comme envoyé de M. le baron de Cénaret, en vertu de la procuration de M. d'Aly, baron de Céneret ; attendu que par M. de Chanoillet, envoyé de M. le baron du Tournel, a esté remonstré qu'il y a procès pendant au Conseil privé du Roy, pour raison des droictz de ladicte baronye de Céneret entre lesdictz sieurs du Tournel et d'Aly ; prétendant ledict sieur du Tournel, ladicte baronnye luy appartenir et par conséquent avoir droict et privilège d'assister aux Estatz, comme baron de Céneret et qu'il a desjà jouy dudict privilège durant cinq ou six années, sans contradiction ; au moyen de quoy il est bien fondé à empescher la réception dudict Boyssonade et qu'au contraire par ledict



Boyssonade a esté remonstré que ledict sieur d'Aly avoit obtenu arrest de réintégrande de ladicte baronnye, au grand Conseil du Roy qui avoit esté exécuté et que mesmes il avoit assisté l'année passée aux Estatz dudict diocèse pour ledict sieur d'Aly, comme baron dudict Céneret, et par ce moyen n'y avoir lieu d'empescher sa réception en ceste assemblée, et plusieurs autres raisons, tant par luy que par ledict sieur de Chanoillet alléguées. A esté conclud que lesdictes parties feront apparoir de leurs tiltres et droictz dans trois jours précizement, pour iceulx veuz en ladicte assemblée, en estre prinse délibération. Et cependant ledict Boyssonade, pour ledict sieur d'Aly ny aultre envoyé pour ledict sieur du Tournel, n'auroit séance ny voix délibérative en ladicte assemblée pour raison de ladicte baronnye de Céneret jusques à ce que lesdictz tiltres veuz, autrement en soit ordonné par ladicte assemblée.

Et sur l'instance faicte par le consul de la ville de Salgues pour raison de la séance qu'il prétendoit debvoir estre au troisieme rang et ordre après les consulz de Mende et de Maruejolz, disant en avoir de ce ung bon et ancien tiltre ; a esté conclud que ledict consul de Salgues fera, si bon luy semble apparoir de son tiltre aux prochains Estatz, pour icelluy veu en estre dellibéré, demeurant cependant icelluy consul, en son rang acoustumé.

A tous lesquelz assistans mondict seigneur de Mende, président ausdicts Estatz, a faict prester le serement ; les ecclésiastiques tenant la main à la poitrine et la noblesse et Tiers-Estat, la main levée vers le Ciel, de procurer tout le bien, repos et soulagement du païs et ne révéler les dellibérations des Estatz.



Et attendu le peu de debvoir que MM. de l'église et de la noblesse font de se trouver en personne ausdicts Estatz ny d'y envoyer personnes de la qualité requise, négligeant, par ce moyen, le soing qu'ils doibvent avoir du bien et soulagement de leur propre patrie contre l'ancien ordre et institution desdicts Estatz. Après avoir esté faicte lecture du reiglement faict et arresté en la dernière assemblée des Estatz généraulx de Languedoc, pour semblable occasion ; a esté conclud et ordonné, conformément audict reiglement pour remectre les Estatz de cedit pais en leur premier et ancien ordre, que dorénavant MM. de l'esglise et de la noblesse, qui ont séance et voix délibérative ausdicts Estatz, seront tenus de comectre et depputer en icelle, personnaiges de la qualité requise, assavoir : ceulx de l'église, personnes de leur qualité et profession, et ceulx de la noblesse, des gentilzhommes cogneuz et tesmoignez telz, sans qu'il soit loysible aux bailles, gouverneurs ou aultres, ayant charge de la justice ou des affaires desdictz sieurs ecclésiastiques, barons et gentilzhommes de pouvoir substituer, comectre et depputer aulcungs envoyez, sinon en cas qu'ils eussent procuration expresse de ce faire desdicts sieurs ecclésiastiques, barons et gentilzhommes et que leurs procurations portassent clauze expresse de substituer et aussi que lesdicts bailles, gouverneurs et agents desdictz sieurs feussent pareillement de la qualité requise. Et ou lesdictz sieurs ecclésiastiques, barons et gentilhommes ou quelqu'un d'iceulx défauldroyent désormais d'envoyer des députez de ladicte qualité ausdictz Estatz, chascun des défaillans sera tenu en l'amande de 17 escus aplicable à ce qu'il plaira à l'assemblée d'ordonner. Et d'aültant qu'il est bien louable et nécessaire,



pour le bien du païs, que lesdictz sieurs ecclésiastiques, barons et gentilzhommes se trouvent en personne ausdicts Estatz au moins de trois en trois ans une fois, a esté par mesme moyen conclud, conformément audict reiglement desdicts Estatz généraulx, que ceulx dudict ordre ecclésiastique et de la noblesse qui deffauldront de se trouver ausdicts Estatz, en personne, durant trois années consécutives, si ce n'est en cas d'excuse légitime, assavoir : d'absence hors du païs, de maladie ou de minorité, seront privez du droict et privilège qu'ils ont de l'entrée, séance et voix délibérative ausdicts Estatz, et pour cest effect la présente conclusion sera, à la dilligence du syndic dudict païs, notiffiée à chascun des députez desdicts Estatz affin qu'ils n'en prétendent cause d'ignorance, et Sa Majesté supplyée d'approuver et autoriser ladicte dellibération et ordonner que lesdicts trois ans passez il sera loysible ausdicts Estatz conférer le droict de séance et voix desdictz défaillans à telz aultres ecclésiastiques, barons ou gentilzhommes du païs que l'assemblée desdicts Estatz advisera, au lieu et place desdictz défaillans.

Sur ce qui a esté remonstré ausdicts Estatz par le syndic dudict païs, comme par dellibération des commis, députez et consuls de l'assemblée, tenue le 28<sup>e</sup> jour de juillet dernier, pour le bien, repos et soulagement dudict diocèse et sur l'advis qu'il auroit pleu à Mgr le duc de Vantadour, lieutenant général pour le Roy au païs de Languedoc, donner auxdictz sieurs commis, de l'arrivée du Roy à Lyon, les invitant d'y envoyer des délégués comme tous les aultres diocèses de la province, tant pour tesmoigner à Sa Majesté l'honneur et obéyssance qu'ils ont tousjours désiré de luy rendre que pour luy repré-



senter l'estat des affaires dudict diocèse. Pour ces considérations, il fut conclud et arrêté, en ladicte assemblée, de pryer mondict seigneur de Mende et M. Dumas, juge au bailliaige de Gévaudan, vouloir faire ce bien audict diocèse de prendre et accepter ceste charge, et à ceste fin s'acheminer en ladicte ville de Lyon. Et par mesme moyen fut faict, en ladicte assemblée, ung mémoire des principaulx affères dudict diocèse et dressé requeste en forme de cahier et articles, pour estre présenté à sadicte Majesté et nosseigneurs de son Conseil ; ce qui auroit esté faict et ledict cahier respondu par Sa Majesté ; de sorte qu'il ne reste qu'à le retirer et lever les expéditions ordinaires sur icelluy. Et bien que ceste poursuite ayt esté faicte par dellibération expresse dudict pais et qu'elle ne regarde que l'avancement desdicts affaires et le repos et soulagement d'icelluy, toutesfois certains habitans de la ville de Maruejolz, pour quelque prétendu interest particulier, n'auroyent laissé de traverser ladicte poursuite, qu'est cause qu'il supplie l'assemblée vouloir entendre la lecture desdicts articles, et, sur le tout prendre telle dellibération qu'elle jugera raisonnable et utile audict pais.

Sur quoy ayant esté faicte lecture desdictz articles en plaine assemblée et après que par mondict seigneur de Mende et par ledict sieur juge a esté amplement représenté ausdicts Estatz, ce qu'ilz auroyent faict et procuré envers Sa Majesté et nosseigneurs de son Conseil, touchant lesdicts affaires, ayant esté ouys audict Conseil et ledict cahier respondu au soulagement du pais. Et qu'à l'occasion du soudain et inopiné despars de sadicte Majesté et dudict Conseil, de Lyon pour aller en Savoye ; ils n'auroyent eu moyen de retirer ledict cahier ny les-



dictes expéditions, fors une descharge de deniers que ledict diocèse debvoit à Sa Majesté, à cause des restes des lieux impuissans dudict diocèse de l'année 1590, dont le receveur général poursuivoit maintenant ledict diocèse, le contraignant au payement desdictz restes, et encores une jussion à la Cour de parlement de Tholozé et Chambre de l'Édict, pour faire vériffier purement sans restriction de temps ny aultre modification les Lettres patentes de Sa Majesté, portant confirmation et aucthorisation de l'ancienne autorité et jurisdiction du bailliaige de Gévaudan et attribution, aux officiers du siège dudict bailliaige de Gévaudan, de la cognoissance et jugement en dernier ressort des cas prévostaux qui avoyent esté obtenues par ledict diocèse, afin de pouvoir tenir ce diocèse repurgé des brigands et vagabondz de divers lieux qui ont acoustumé d'y faire leur retraicte.

Les Estatz après avoir remercyé mondict seigneur de Mende et ledict sieur juge, du soing et de la peyne qu'il leur a pleu rapporter ausdictz affaires, ont approuvé tout le contenu ausdictz articles et cahier, comme très-utiles pour ledict pais, et ont conclud que la poursuite d'iceulx sera continuée au nom et aux despens communs d'icelluy jusques à playne et entière exécution, tant en Cour, qu'ailleurs où besoing sera, soit par ledict sindic ou M<sup>e</sup> Raymond de S. Bazille, son subztitué, qui a esté à ceste fin depputé en Cour, ou aultres qui pourront estre depputez par lesdictz commis. Et par exprès ont arresté en cas que les habitans de Maruejolz se vouldroyent ayder de la continuation du don des deniers extraordinaires dudict diocèse, qu'ils disent avoir obtenue pour trois années en ce que touche leur cottité, que le sindic s'y opposera au nom dudict pais. Et néaulmoings pour-



suivra devers Sa Majesté et par tout ailleurs où il appartiendra, contre lesdictz habitans la restitution, au profit dudict païs de ce qu'ils ont prins et receu desdictz deniers extraordinaires durant neuf années. Et par mesme moyen, MM. les commissaires de l'assiette seront requis, de la part de ladicte assemblée, de comprendre lesdictz habitans de Maruejolz dans les assiettes et département dudict diocèse la présente année et aultres suivantes ainsi qu'il estoit acoustumé auparavant ledict don, comme estans lesdictz habitants de Maruejolz contribuables ausdictz deniers, sauf pour le regard de ceulx dont ilz demeurent deschargez par les édictz de pacification.

Que la poursuite commencée au nom du païs pour le razement de la citadelle dudict Maruejolz sera aussi continuée et que ledict syndic en fera instance à MM. les commissaires de l'Édict, comme de toutes aultres choses regardant l'exécution d'icelluy en cedit diocèse.

Sera aussi continuée, suivant lesdictz articles et cahier, la poursuite de la révocation de la resve establie naguères en ladicte ville de Maruejolz, comme préjudiciable au publicq et prohibée par les édictz et ordonnances de Sa Majesté.

Et attendu le grand soulaigement et utilité que ledict païs commence à ressentir à cause de l'attribution faicte par Sa Majesté aux officiers du siège du bailliaige de Gévaudan de la cognoissance et jugement des cas prévotaux pour la justice et punition qui a esté faicte de plusieurs brigandz ou vagabondz qui ont esté condempnez par lesdictz officiers depuis ladicte attribution ; estant par ce moyen le diocèse maintenu en repos et seureté, et d'ailleurs grandement soulaigé et deschargé de plu-



sieurs fraiz et despenses excessives qu'auparavant ladicte attribution, il luy convenoit faire pour poursuivre les jugemens desdictz cas prévostaux au siège de Nismes pour la distance et difficulté des chemins, qui estoit cause bien souvent de la recousse et perte des prisonniers en les conduisant audict Nismes, outre la longueur des procédures et jugemens. Par le moyen de laquelle les prévenus esvitoyent quelquesfois la punition de leurs fautes. A esté conclud que l'effect de ladicte jussion obtenue par lesdictz sieurs députez pour faire vériffier purement lesdictes lettres d'attribution desdictz cas prévostaux et autorisation de l'ancienne auctorité et jurisdiction dudict bailliaige, sans aulcune restriction de temps ny aultre modification, sera poursuivy au nom et aux despens communs dudict païs, tant en la Cour de parlement, Chambre de l'Edict que ailleurs où besoing sera, jusques à plaine et entière exécution desdictes provisions ; et qu'à ceste fin, ledict syndic ou aultre personne capable, de la part du païs, tel que par MM. les commis sera député, ira faire lesdictes poursuites en ladicte Cour de parlement et Chambre de Castres.

Aussy ont enjoinct lesdictz Estatz, audict syndic, de continuer les poursuites commencées suivant lesdictz articles et cahier, contre ceulx qui font levée de deniers de restes sur ledict diocèse, contre les inhibitions de la Cour des Aydes, et à ceste fin, faire informer contre eulx. Et néaulmoings s'acheminer à Montpellier pour poursuivre et obtenir autorization de la délibération, prise aux derniers Estatz dudict diocèse, portant reiglement de la levée des restes, suivant laquelle leur sera encores, pendant la présente assemblée, faicte nouvelle sommation, par ledict syndic, de remectre devers luy, l'estat au



vray de leurs restes, par eulx signé et certiffié, ensemble les livres de leurs receptes et de convenir tous ensemble d'ung seul commis pour la levée desdicts restes aux années qu'il plaira au Roy et nosdictz seigneurs de son Conseil ordonner, pour le soulagement dudict païs et icelluy venir nommer aux Estatz ainsi qu'il leur a esté cy devant signifié.

Et affin que, par faulte d'argent, la poursuite desdictz affaires ne demeure en arrière, a esté conclud qu'il sera faict fondz en l'assiette des deniers extraordinaires de la présente année d'une somme convenablè pour estre employée ausdictes poursuites par les ordonnances de MM. les commis et députez dudict païs.

Du dixième jour dudict mois de janvier, du matin.

M<sup>e</sup> Philipès de Gibilin, docteur ez droictz, s'est présenté pour M. de Sévérac et sa procuration leue, a esté receu après avoir presté serement de procurer le bien du païs et ne révéler les délibérations des Estatz.

Et pour M. d'Arpajon, s'est aussi présenté noble Estienne de Seguin qui a esté aussi receu, après avoir esté faicte lecture de sa procuration et qu'il a presté le serement.

M<sup>e</sup> Jacques Masbernard, consul de Saint-Estienne-de-Valfrancisque et M<sup>e</sup> Gervays Marcé, consul de Lengoigne, ont esté semblablement receuz, veuz les actes de leur nomination par eulx remis et le serement presté.

Sur la lecture qui a esté faicte en plaine asssemblée d'une lettre escripte aux Estatz par Mgr le duc de Vantadour, lieutenant général pour le Roy en Languedoc, par laquelle il les pryé faire pourvoir à l'imposition de la somme deue à Mme de Vantadour, sa femme, ensemble



au desdomaigement de MM. de Guilleminet et d'Auteville qui ont emprunté et fourny une partie de ladicte somme à madicte dame, suivant les dellibérations de MM. les commis, syndic et députez dudict pais de Gévaudan. Veu par ladicte assemblée la délibération prinse aux Estatz tenus en ladicte ville de Mende le 10<sup>e</sup> juillet 1599, par laquelle fut accordé, à ladicte dame, la somme de 6,000 escus, payable par le receveur dudict diocèse en trois années et trois payemens égaux, à raison de 2,000 escus pour chascune d'icelles, à commencer ladicte année, et ce à cause du don fait par le Roy à ladicte dame de la somme de 10,000 escus, à prendre sur les restes des deniers de Sa Majesté de toutes les années escheues auparavant l'année 1595. Veu aussi ladicte délibération desdictz sieurs commis, syndic et députez, du 15<sup>e</sup> juing dernier, par laquelle, sur l'advis qui leur avoit esté donné du mescontentement que madicte dame recevoit du retardement du payement des 2,000 escus, payables en ladicte année, ils auroient conclud et arresté, qu'en cas que l'imposition de ladicte somme ne pourroit estre faicte dans le quinzième d'aoust après ensuivant, pour estre payée à madicte dame en la mesme année, ledict sieur d'Auteville, en ce cas seroit pryé faire pres-ter ladicte somme audict diocèse pour six mois, en payant les interestz, pour en estre fait payement à madicte dame. Et après que ledict sieur de Guilleminet a représenté et donné assurance à ladicte assemblée que ladicte somme de 2,000 escus auroit esté empruntée à interestz, pour payer madicte dame et que ledict sieur d'Auteville et luy en sont obligez ; a esté conclud que ladicte somme de 4,000 escus sera imposée en la présente assiette, assavoir : 2,000 escus pour rembourse-



ment de ladicte somme de 2,000 escus, empruntée par ledict sieur d'Auteville, et les 2,000 escus restans pour entier payement de ladicte somme de 6,000 escus, à quoy fut accordé avec ledict sieur d'Auteville, au nom de ladicte dame, pour tout ce qu'elle pouvoit prétendre, à cause dudict don de 10,000 escus. Luy ayant esté payé 2,000 escus par le receveur dudict diocèse en l'année 1599, à la charge néaulmoings qu'avant procéder à l'imposition de ladicte somme de 4,000 escus, ledict sieur de Guilleminet qui a par devers luy les Lettres patentes du Roy, touchant ledict don, arrestz de la Chambre des Comptes et aultres pièces sur icelluy, en conséquence desquelles ladicte somme fut accordée à madicte dame, qui sont nécessaires audict diocèse pour sa descharge, sera tenu préalablement, icelles remectre es mains dudict syndic. Et néaulmoings que par l'article de ladicte assiète, le receveur dudict diocèse sera expressement chargé, en faisant le payement de ladicte partie, de retirer quittance générale de madicte dame, de ladicte somme de 10,000 escus portée par ledict don, pour servir de descharge de pareille somme audict diocèse, sur lesdictz restes, à peyne de radiation de ladicte partie aux comptes dudict receveur. Et pour le regard des intérestz de ladicte somme de 2,000 escus, empruntée, que madicte dame sera très-humblement suppliée, de la part dudict païs, l'en vouloir faire tenir quicte et deschargé, ayant esgard aux aultres grandes debtes et affaires qu'il supporte.

Sur la lettre qu'il a pleu à Mgr le comte d'Auvergne escrire à MM. les commis, syndic et députez dudict païs, dont lecture a esté faicte en plaine assemblée, par laquelle il pryé lesdictz favorizer M. Bonnaud, son secrétaire, touchant le faict de la partie qui luy est deue



par ledict diocèse, suivant la charge qu'il luy en a donnée, ayant, ledict sieur Bonnaud, faict entendre, de la part de mondict seigneur, à ladicte assemblée, que bien que sur la prière qui fut faicte à Sa Grandeur, par Mgr de Mende, en faveur de ce païs, et l'instance qui luy en feirent de sa part MM. de S. Auban et de Guilleminet, elle eut modéré la somme de 40,000 escus, dont ledict païs luy estoit obligé, jusques à 31,000, et que ladicte somme deubst estre desjà entièrement payée à mondict seigneur le comte, ainsi qu'il luy avoit esté promis par lesdictz sieurs de S. Auban et de Guilleminet, au nom dudict païs, et depuis ratifié en l'assemblée des Estatz d'icelluy, tenus à Marvejolz. Néaulmoings, MM. les commis et depputez, derrogeant audict accord, auroyent passé nouveau contract avec les sieurs Savaron et de Poge, par lequel, entre aultres choses, ladicte somme de 31,000 escus, auroit esté encores réduite à 30,000 escus, et sur tant moins d'icelle, faict payer 5,000 escus audict sieur de Poge. Et pour les 25,000 escus restans, en auroyent attermoyé et retardé le payement à trois années, qui estoit chose trop préjudiciable aux affaires de mondict seigneur; oultre que ledict contract estoit passé avec personnes qui n'avoyent pouvoir suffisant de Sa Grandeur; au moyen de quoy sadicte Grandeur, dèz le mois de may dernier, l'auroit despèché devers lesdictz sieurs commis et depputez, ausquelz ayant faict entendre son intention pour ce regard, ilz auroyent, par leur délibération dudict mois de may, et pour les considérations y mentionnées, conclud supplyer le Roy, permectre l'imposition de 5,000 escus en l'année dernière, oultre les 10,000 escus portez par l'arrest du Conseil de Sa Majesté et par ledict contract passé avec lesdictz sieurs Savaron



et de Poge, qui estoit en tout 15,000 escus en ladicte année, et les 10,000 escus restans, en la présente, pour l'entier payement desdictz 25,000 escus, à quoy toutesfois n'auroit esté aulcunement satisfait de la part dudict païs ; à cause de quoy il se seroit acheminé exprès en ladicte assemblée, pour la sommer et requérir de pourvoir au payement de ladicte somme de 25,000 escus, suivant ladicte dellibération, et à ceste fin la faire imposer en la présente assiette avec les fraiz de plusieurs voiaiges qu'il a faictz en ce diocèse, pour poursuivre le payement de ladicte partie, qui revient à 1,000 ou 1,200 escus, sans comprendre les interestz que mondict seigneur le comte paye à ses créanciers à faulte de satisfaire à ladicte partie, pryant ladicte assemblée, en cas de plus grand retardement, de ne trouver mauvais s'il se pourvoit des remèdes de justice, ne pouvant toutesfoys croire que ledict païs vueille réduire mondict seigneur à ceste extrémité, veu la grâce et modération dont il uze envers eulx, et le tesmoignaige qu'ilz luy ont randu, par leurs escriptz, de leur bonne affection et volonté : offrant pour la descharge dudict diocèse, faire lever toutes saisies et bannymens que pourroyent avoir esté faictz sur ladicte partie et faire oster tous aultres empeschemens, et à ceste fin obtenir arrest de la Cour des Aydes de Montpellier, ayant desjà faict appeller en icelle tous les créanciers de mondict seigneur le comte qui ont faict saisir ladicte partie. Sur quoy, ayant esté représenté par ledict sindic audict sieur Bonnaud qu'il scait bien que par ledict arrest dudict Conseil d'Estat obtenu par mondict seigneur le comte, à la dilligence dudict sieur Bonnaud ou dudict sieur Savaron, ayant charge de ses affaires, ladicte partie de 40,000 escus a esté réduite à



30,000 escus paiables en trois années, et que ladicte partie de 30,000 escus a esté depuis ceddée par mondict seigneur le comte audict sieur Arnolfiny, à la charge de payer préalablement la somme de 1,000 escus à Mgr de Mende, pour la réparation de son esglise cathédrale, suivant le don que mondict seigneur le comte luy en a faict, et que ledict sieur de Poge, procureur dudict sieur Arnolfiny et ledict Savaron, procureur de mondict seigneur le comte ont tous deux, en vertu de leurs procurations, passé contract avec les commis et députez dudict païs, pour raison de ladicte partie de 30,000 escus, suivant lequel ledict de Poge auroit receu desdictz commis et depputez ou par leur mandement la somme de 5,000 escus et les 25,000 escus restans auroyent esté attermoyez par ledict contract pour estre payés en trois années audict de Poge, procureur dudict Arnolfiny, ledict contract ratifié par mondict seigneur le comte, suivant sa forme et teneur. Et qu'encores depuis, ledict Arnolfiny a faict transport de ladicte partie au sieur Cenamy, ne pouvant aussi ledict sieur Bonnaud, ignorer qu'oultre lesdictz cessionnaires, il y a plusieurs aultres créanciers qui ont faict saisir ladicte partie es mains desdictz commis et depputez dudict païs. Pour les susdictes raisons et aultres, emplement desduictes par ledict sindic, lesdictz Estatz désirant voir ledict païs vallablement deschargé tant desdictes saisies que desdictz transportz et cessions faictes de ladicte partie, pour après y pourvoir, au contentement de mondict seigneur le comte en la seule faveur et considération duquel ilz se sont d'aautant plus facilement laissez aller à la recognoissance de ladicte somme de 30,000 escus. Après avoir mis ledict affaire en dellibération, ont depputé MM. Dumas, juge du bailiaige



de Gévaudan ; de Chanoillet, envoyé de M. le baron du Tournel ; Vachery, premier consul de Mende, et de Fumel, syndic, pour conférer particulièrement avec ledict sieur Bonnaud, touchant les descharges vallables qui sont nécessaires audict païs, sur le payement de ladicte partie soit à mondict seigneur le comte ou aux cessionnaires et aultres créanciers saisissans, pour, après avoir conféré avec ledict sieur Bonnaud, en estre par lesdictz députez faict rapport à ladicte assemblée.

Pour l'audition du compte de M. de Manificier, ont esté nommez et depputez : MM. le vicaire général ; l'envoyé du Chapitre de Mende ; M. de Paliers ; l'envoyé de MM. d'Apchier, du Tournel et d'Arpajon et les consulz de Mende, de Marvejolz, de Salgues, du Malzieu et de Florac.

Sur la réquisition faicte par MM. les consulz de Saint-Chély et du Malzieu, à ce qu'il pleut à l'assemblée pourvoir à leur remboursement de la despence par eulx fournie à une compagnie de gens de guerre à pied, levez nouvellement par l'enseigne du sieur de La Sale, capitaine d'une compagnie du régiment des Gardes du Roy, à cause du rendez-vous et passaige que lesdictz gens de guerre auroient prins par lesdictes vjllles, en vertu de la commission et Lettres clozes de Sa Majesté ; a esté conclud que vériffication sera faicte de ladicte despence fournie par lesdictes villes de Saint-Chély et du Malzieu, et ce pardevant MM. les députez à l'audition du compte du sieur de Manificier, receveur, pour estre représenté aux Estatz généraulx de Languedoc à leur prochaine assemblée et sur icelle poursuivy ledict remboursement en conséquence de la dellibération prinse en la dernière



assemblée desdictz Estatz généraulx , sur semblable occurrence.

Dudict jour dixième janvier, de rellevée.

Noble Claude Boyer, docteur, bailly de M. le baron de Peyre, s'est présenté pour ledict sieur, et faicte lecture de sa procuration et le serement presté par ledict sieur Boyer, il a esté receu en ladicte assemblée.

S'est aussi présenté M<sup>r</sup> M<sup>o</sup> Pierre Claustre, pour M. des Chambons, qui a esté receu, après avoir presté le serement acoustumé, et lecture faicte de sa procuration, à la charge de faire, dans trois jours, apparoir du pouvoir donné par ledict sieur des Chambons à M. Gervais Chantuel qui l'a substitué.

Sur la réquisition faicte par ledict sieur Boyer, envoyé dudict sieur baron de Peyre, de luy faire céder la prochaine place après le sieur baron d'Apchier, qui est en tour, attendu qu'elle est occupée, bien qu'elle apartienne audict sieur baron de Peyre ; a esté conclud, conformément aux reiglement et dellibérations des Estatz généraulx de Languedoc, et pour couper chemin à toutes contestations et différens, que les envoyés de MM. les barons et de la noblesse prendront place et seront assis en leur banc comme ilz viendront à l'assemblée et ce, sans préjudice du droict des parties, et à la charge néaulmoings que l'on appellera les voix en opinant, sellon l'ancien ordre inséré au registre desdicts Estatz.

Les sieurs députez, pour conférer avec M. Bonnaud, secrétaire de Mgr le comte d'Auvergne, ont faict rapport, par la bouche de M. de Chanoillet, envoyé de M. le baron du Tournel, qu'après avoir longuement conféré et disputé avec ledict sieur Bonnaud, suivant la charge qui



leur avoit esté donnée, touchant le payement de la partie de 25,000 escus, qui est deue de restes à mondict seigneur le comte, ou à ses créanciers et rémissionnaires, compris les 1,000 escus donnez et accordez par mondict seigneur le comte, pour la réparation de l'église cathédrale de la présente ville; tout ce qu'ilz ont peu obtenir dudict sieur Bonnaud, a esté d'accorder pour mondict seigneur le comte, prorogation et attermoyement de ladicte partie, à trois années, pour en estre faict payement à mondict seigneur le comte, cessionnaires ou créanciers saisissans, assavoir : en la présente année, de 10,000 escus; en la prochaine, d'autres 10,000 escus, et l'année 1603, des 5,000 escus restans; à la charge que le département de ladicte somme de 25,000 escus, soit faict dès à présent et dellivré dans huict jours, avec les mandz, es mains de M. de Manificier, receveur dudict diocèse, et que ledict receveur soit tenu luy en faire récépicé et promesse de satisfaire au payement de ladicte somme, en la présent ville de Mende, à mondict seigneur le comte ou à ses créanciers, suivant l'ordre et allocation qui en sera faicte par l'arrest de la Cour des Aydes, que ledict sieur Bonnaud promectra, à ceste fin, de rapporter dans le terme du premier payement, et que ladicte assemblée pourvoira au remboursement des fraiz et despens par luy employés en divers voiaiges qu'il a esté constraint faire, tant à la Cour que es villes de Tholoze, Montpellier et en ceste ville pour la poursuite de cest affaire, à faulte de payement de ladicte partie. Lesquelz fraiz ledict sieur Bonnaud dict se monter à 1,000 ou 1,200 escus, par l'estat qu'il en a dressé; ayant lesdictz sieurs députez déclaré n'avoir peu avancer aultre chose sur la négociation de



cest affaire envers ledict sieur Bonnaud. Sur quoy, après avoir esté dellibéré par ladicte assemblée, a esté conclud, suivant et conformément à la précédente conclusion, que ladicte partie de 25,000 escus restante, sera imposée en trois années, suivant ledict accord, assavoir : 10,000 escus la présente année ; 10,000 escus la prochaine, et les 5,000 escus restans en l'année 1603, et que le département de ladicte somme de 10,000 escus, l'année présente, sera faict pour estre levé sur les habitants dudict pais par le sieur de Manificier ou aultre qui pourra estre commis par ledict pais à la recepte de ladicte somme, et que les mandz, à ceste fin en seront faictz, qui demeureront néaulmoings es mains du greffier dudict pais pour estre par luy baillez audict receveur lorsque ledict sieur Bonnaud aura obtenu arrest de ladicte Cour des Aydes, tant contre ledict Arnolfiny, Cenamy, cessionnaires que aultres crédeurs et saisissans, portant main-levée desdictes saisies, cessions et transportz, à la descharge dudict pais, sans que ledict seigneur comte, ses cessionnaires et créanciers puissent uzer d'aucune contraincte, tant contre ledict receveur, le syndic, députez, communaulté ny particuliers dudict pais, qu'au préalable, ilz n'ayent obtenu arrest de ladicte Cour des Aydes à Montpellier, parties ouyes et mesmes ceulx qui ont transport d'icelle et aultres créanciers, saisissans ; ledict arrest portant plaine et entière main-levée de toutes cessions, transportz et saisies et allocation des créanciers sur icelle. Lequel arrest ilz seront tenuz remectre es mains desdictz commis, syndic et depputez, pour après faire leur ordonnance au receveur desdictz deniers extraordinaires, du payement de ladicte somme aux termes de l'assiette pour chascune desdictes trois années.



Aussy a esté conclud que sur ladicte somme de 25,000 escus et sur le premier terme de ladicte imposition, ledict seigneur de Mende, pourra prendre la somme de 1,000 escus, que mondict seigneur le comte luy a octroyée pour employer à la rédiffication de son esglise cathédralle, suivant le consentement dudict de Poge, au nom dudict Arnolfiny, comme est porté par ledict contract et précédentes dellibérations. Et en cas que ledict sieur Bonnaud ou lesdictz créanciers ne rapporteront ledict arrest, en ce cas ne sera loisible au greffier desdicts Estatz, bailler aulcungs mandz audict receveur desdicts deniers extraordinaires qui ne pourra aussi faire aucune levée sans l'exprès mandement desdictz sieurs commis ny lesdictz sieurs commis en ordonner, que préalablement ledict sieur Bonnaud ne leur ayt fait apparoir dudict arrest de main-levée desdictz cessionnaires, créanciers et saisissans, servant à la descharge vallable dudict pais et que ledict sieur Bonnaud sera aussi tenu rapporter, dans ung mois, ausdictz sieurs commis, la ratiffication et approbation de mondict seigneur le comte de tout ce que dessus, et consentir au nom de mondict seigneur, que les articles qui en seront sur ce dressez soyent autorizés par ladicte Cour des Aydes à Montpellier, attendu que par procuration qu'il a de mondict seigneur le comte ; de laquelle a esté faicte lecture ausdicts Estatz, ne luy est donné pouvoir de contracter, accorder et transiger, ains seulement de playder. E quant aux fraiz et despences que ledict sieur Bonnaud prétend avoir faictz, bien que pour les apparentes raisons qui ont esté déduictes, il n'y ayt aucune occasion d'y avoir esgard, toutesfois, après qu'il aura obtenu et rapporté ladicte main-levée, lesdicts Estatz adviseront



d'y pourvoir, sellon qu'ils treuveront estre à faire par raison.

Sur laquelle dellibération, le consul du Malzieu a remonstré que pour avoir esté les deniers dont procède ladicte partie employée à l'assiégement de ladicte ville qui fut prise et ruynée par l'armée, les habitans de ladicte ville ne sont tenus contribuer au payement desdictes sommes ; requérant vouloir prendre dellibération qu'ilz ne seront compris aux despartemens qui en seront faictz ; aultrement ilz seroyent contrainctz s'y rendre opposans et poursuivre leur descharge par la justice ; ce que ne pourroict apporter que des fraiz et despens au païs.

L'envoyé de M. le baron de Peyre, le consul de Marvejolz et les envoyés de MM. de Sévérac et d'Arpajon ont faict semblable réquisition.

Du unzième jour dudict mois de janvier, en ladicte assemblée, du matin.

S'est présenté M<sup>e</sup> Jacques Langlade, lieutenant en la justice de Salgues, comme envoyé de M. le baron de Mercueur, et faict lecture de deux lettres que M. d'Alleret, gouverneur ez terres dudict seigneur de Mercueur escript à Mgr de Mende, président desdicts Estatz et à M. d'Apchier, baron du Tour, et le serement presté par ledict sieur de Langlade, il a esté receu en ladicte assemblée.

A esté aussi receu le sieur de Seras, comme seigneur de Barre.

S'est présenté à l'assemblée M<sup>e</sup> Guillaume Gayte, comme procureur du sieur Cenamy, banquier de la ville de Lyon, lequel a remonstré qu'estant ledict Cenamy



cédataire du sieur Arnolfiny, de la somme de 30,000 escus, en laquelle ledict diocèse s'est obligé envers le sieur Hector de Poge, comme procureur dudict sieur Arnolfiny, et ayant ledict de Poge, par les articles du contract passé entre ledict diocèse et luy pour raison de ladicte partie, promis pour la seureté d'icelle envers ledict diocèse, de bailler cautions dans ladicte ville de Lyon ; à ceste cause il s'est acheminé exprès en ceste assemblée pour présenter lesdictes cautions. Et à ceste fin a exhibé une procuration, en parchemin, en datte du 6<sup>e</sup> du présent mois de janvier, signé Begule, notaire et tabellion royal en ladicte ville de Lyon ; par laquelle le sieur Horatio Spada, l'ung des compagnons et administrateur de la raison et compagnie qui s'exerce audict Lyon, soubz les noms des sieurs Joseph et Jehan Baptiste Cenamy et compagnons, lucquoys, faict et constitue, tant en son nom que des aultres de ladicte compagnie et en chascun d'iceulx noms, ses procureurs Hugues Poisson, escuyer, sieur de Durthel et M. Guillaume Gayte, suivant les finances, ausquelz et chascun d'eulx il donne pouvoir entre aultres choses de, pour et en son nom et de sesdictz compagnons les nommer et présenter, rendre, constituer et soubzmestre pour cautions, respondans et depositeires de justice, aux commis, syndic et deputez de Gévaudan, pour les sommes de deniers et par ledict syndic, commis et deputez, seront actuellement payez et dellivrez, soit es mains desdictz Spada, Cenamy et compagnons, leursdictz procurers, ou ès mains de noble Bathelemy Cenamy, ayant droict ceddé mediattement ou immédiatement de Mgr le comte d'Auvergne, sur la somme de 300,000 escus que le païs de Gévaudan a convenu et promis payer audict Sgr comte ou ayant



droict de luy et aultres clauses contenues en ladicte procuration qui a esté rendue audict Gayte ; lequel a requis l'assemblée faire faire l'imposition de la somme de 25,000 escus restante desdictz 30,000 livres, pour estre payée ausdictz sieurs Spada ou Cenamy, par le receveur dudict diocèse ou les deniers demeurer entre ses mains jusque a ce que par la justice en soit ordonné. Et daultant qu'il a esté adverti que l'assemblée est sur le point de faire quelque nouveau traicté d'accord avec le sieur Bonnaud, secrétaire de mondict Sgr le comte, pour raison de ladicte somme, il a déclaré, qu'il sy oppose, au nom desdictz sieurs Cenamy, comme cédataires de ladicte partie. Requerant acte luy estre expédié, tant de la présentation desdictes cautions que de ses requisitions, offres et protestations.

Sur ce qui a esté remonstré par le sieur Rodes, de la part des hoirs de feu Vidal Gibilin, sieur de Laldonnez, touchant le traicté d'accord qui avait esté commencé l'année passée sur le differant qui est entre ledict diocèse et lesdictz hoirs, pour raison de la mestarye de Laldonnez, ayant esté advisé aux derniers Estatz, tenuz en ceste ville, de nommer arbitres de part et d'autre pour en demeurer d'accord à l'amyable et s'en estant, lesdictz arbitres assemblez, il a requis lesditz Estatz vouloir ordonner qu'ilz en feront leur rapport, pour après en estre prise une dernière resolution en ladicte assemblée affin que lesdictz hoirs soyent asseurez de ce qu'ilz peuvent espérer de ceste part ou en deffault de ce qu'il leur soit loysible se pourvoir des remèdes de justice. A quoy ilz ne vouldroyent venir qu'à l'extremité pour n'augmenter davantaige les despenses que cest affaire rapporte au pais en général et a eulx en particulier. A esté con-



cluct que lesdictz arbitres seront priés de faire leur rapport en ceste assemblée de ce qu'ilz ont trouvé dudict affaire.

Sur le faict de la levée des restes et reprises des receveurs des années passées, l'assemblée recerchant tous moyens d'y apporter quelque bon reiglement pour le soulagement du pauvre peuple, a advisé de faire appeler lesdictz receveurs en icelle ce jourd'huy, de relevée, pour les ouyr et les exhorter de satisfaire aux précédentes délibérations, ayant enjoinct au syndic de les faire assigner à l'heure susdicte pour l'effect que dessus.

Dudict jour unziesme janvier, de relevée.

Sur ce que le sieur de Barre a remonstré qu'en la dernière assemblée des Estats, tenus en ceste ville, lesdictz Estatz n'auroyent voulu recevoir son envoyé, disant qu'il n'estoit gentilhomme, a cause de quoy et suivant le mand de la convocation de la présente assemblée par lequel est expressement ordonné de s'y trouver en personne ou d'y envoyer ung gentilhomme, y ayant de sa part satisfait, il requiert aussi que l'ordre et reiglement desdictz Estatz, lesdictz députez soyent tenus d'envoyer, en leur absence, en cas d'excuse légitime, des personnes de qualité requise, assavoir, ceulx de la noblesse : des gentilhommes, toutesfois ce n'auroit esté la cause du refuz qui fut faict a sondict envoyé, mais seulement parce qu'il avoit esté commis du receveur des tailles dudict diocèse et que l'assemblée avoit receu plusieurs plaintes des abus qu'il avoit commis en sa charge.

Le sieur de Chanoillet envoyé de M. le baron du Tournel a faict rapport de ce que luy et le sieur de Gar-



de la mesterye de Laldonnez, ayant faict particuliere déduction du droict et pretension des parties. Sur quoy a esté concluct que le sindic fera, le plus tost qu'il sera possible, consulter cest affaire par deux fameux advocatz de Tholoze, sur le factum que ledict sieur de Chanoillet est pryé d'en dresser ; pour ladicte consultation faicte et rapportée par devers MM. les commis et députez dudict païs estre par eulx prinse délibe ration, touchant ladicte poursuite, telle quilz verront estre convenable, pour le bien dudict païs, et néaulmoings en tout cas, pour éviter les despens que le païs pourra supporter a cause de la poursuite dudict procès ; a esté advisé d'offrir ausdicts hoirs, pour toutes prétentions, jusques à la somme de 1,000 escus ; moyennant laquelle ils seront tenus renoncer à tout procès pour ce regard et quicter le païs de toutes leurs prétensions.

Sur le requestre présentée par M. François Tardif, cy-devant receveur des tailles dudict diocèse, à ce qu'il plaise à l'assemblée faire imposition, la présente année, de la somme de 800 escus d'une part, à luy deue pour ses gaiges, assavoir 400 escus de l'année 1588, dont il n'auroit rien receu, à cause que M<sup>e</sup> Bernard Dangles, commis à la recepte dudict diocèse, ne les auroit employez en son compte, et pareille somme de 400 escus pour semblables gaiges de l'année 1589, en laquelle, à cause des troubles n'auroit esté faicte aulcune imposition et que les ayant depuis imposez en l'année 1597, ils auroient este rayés au compte de M. Jacques Chantuel, tellement qu'il est deub audict Tardif ladicte somme de 800 escus et oultre ce la somme de 544 escus, restant d'ung article d'assiette, de l'année 1585, de plus grand somme a luy deue pour un taxat obtenu par luy contre



réjac avoyent trouvé du différant qui est entre le païs et les hoirs de feu Vidal Gibilin, de Maruejolz, pour raison ledict diocèse. A esté dict que ladicte requeste est renvoyée a MM. les députez à l'audition des comptes à l'assistance de M. le juge du bailiaige, pour faire vérification du contenu en ladicte requeste et le tout rapporté à l'assemblée, en estre prinse dellibération comme il appartiendra.

Sur aultre requeste présentée par M. Pierre Parat, commis à la recepte des deniers extraordinaires, imposez audict diocèse ez années 1585, 1586 et 1587, tendant à ce que les sommes de deniers qui se trouveront luy estre deues par l'arresté du compte qu'il présente à l'assemblée de l'administration de sadicte recepte soyent imposées en la présente année ; a esté dict què les sieurs deputez à l'audition des comptes sont aussi commis à voir et veriffier ledict compte dudict Parat, à l'assistance dudict sieur Dumas, et du tout faire rapport à l'assemblée pour, sur ce prendre delliberation qu'il appartiendra.

Sur la requisition faite par Philip Marimond, tant en son nom que comme cessionnaire de plusieurs créanciers du sieur de Fosseux, de faire imposer la somme de 20,583 escus, 19 sols, pour restes et entier payement de plus grand somme, en laquelle le sindic et depputez dudict diocèse estoyent obligez envers le sieur de Fosseux, pour en estre faict le payement suivent les arrestz d'ordre et allocation donnés par la Cour des Aydes de Montpellier ; a esté conclut qu'il sera particulièrement conferé avec ledict Marimont, pour scavoir s'il voudroit faire quelque traicté pour prendre entierement sur soy, toute ladicte partie et en altermoyer, audict



diocèse, les payemens à quatre années en le desdomageant raisonnablement, et à cesté fin a esté ordonné au syndic d'en conferer avec luy pour en faire rapport à l'assemblée.

Sur la requisition faicte par M. Anthoine Chevalier, de pourvoir au payement de la somme de 1,113 escus 54 solz 11 deniers d'une part et 200 escus d'autre, à luy deue par ledict diocèse, pour les causes contenues au contract sur ce passé entre ledict diocèse et luy ; a esté dict que ledict Chevalier communiquera ledict contract à MM. les députez à l'audition des comptes pour, ouy leur rapport en l'assemblée en estre dellibéré.

M. de Chanoillet, envoyé de M. le baron du Tournel, a remonstré que luy estant à Paris, pour les affaires du diocèse avec le sieur de Garrejac, en l'année 1598, le sieur Caulet, en vertu d'ung appointment de requete de M. le lieutenant civil dudict Paris fit saisir et arrester entre les mains du syndic dudict diocèse, parlant à eulx, toutes les sommes que ledict diocèse pouvoit debvoir a feu M. le marquis de Canilliac ou à ses heritier, jusques à concurrence de la somme de 3,500 escus, dont ledict feu sieur marquis, estoit debiteur envers le sieur Caulet, comme appert de l'exploict, en date du 18<sup>e</sup> sepembre audict an 1598, dont il a voulu advertir l'assemblée, afin quelle y pourvoye. Sur quoy a esté advisé et conclut que MM. les commissaires de l'assiette, lorsqu'ilz procederont par delliberation du païs au deppartement des sommes deues audict sieur marquis ou aux heritiers du sieur de Planezes, son remissionnaire, seront requis par le syndic dudict diocèse de mestre clauze expresse en l'article de l'assiette touchant ceste partie, par laquelle il soit prohibé, au receveur, faire aulcung payement auxdictz héri-



tiers dudict feu sieur de Planezes ou a aultres pour luy, que premierement ilz ne luy rapportent main-levée de ladicte saisye, bonne et vallable, servant à la descharge dudict diocèse, a peyne de radiation aux comptes dudict receveur et repetition sur luy, des deniers qu'il aura payez aultrement dont le bail de la recepte sera aussi chargé.

Sur la continuation des plainctes que le pauvre peuple faict des abus qui se commectent par ceulx qui font la levée des deniers qu'ilz prétendent leur estre deubz par certaines paroisses dudict diocèse de restes de la recepte dicelluy, dont ilz ont eu l'administration les années passées, mesmes en ce qu'ilz exécutent bien souvent lesdictes paroisses pour deniers qui ont esté desjà payés ; lesdictz Estatz désirans, pour le soulaigement dudict diocèse y apporter quelque bon ordre et reiglement, outre les delliberations cy devant prinses, tant en la présente assemblée qu'en celle de l'année dernière dont elle enjoinct au syndic de poursuivre l'exécution. Ont encore conclud et arresté qu'il sera faicte la plus exacte veriffication qui se pourra, des payemens faictz par les habitants desdictes paroisses sur les deniers demandez lesdicts restes. Et pour faire la recherche des quittances des receveurs et aultres actes et papiers servans à ladicte vériffication, ont advisé d'eslire et nommer certain nombre de personnes qui pour cest effect se transporteront sur lesdictes paroisses, selon l'ordre cy après escript, assavoir pour le quartier du Malzieu et de Salgues : MM. Imbert, consul dudict Malzieu et Julien, consul dudict Salgues, et pour le reste de l'archipretré de Javolz : MM. de Seguin, envoyé de M. d'Arpajon et Michel, depputé du consul de St-Chely. Pour le quartier



de Lengoigne et Grandrieu : M. Langlade, envoyé de M. de Mercier. Pour le quartier de La Garde-Guérin et des environs : M. Portanier, envoyé de MM. les consulz nobles de la Garde-Guérin. Et pour l'archipretré de Barjac : M. Laurens, envoyé de M. de Montauroux et le consul de Ste-Enimye. Et pour les Cevennes : MM. Ducros, envoyé de M. de Portes, le consul de Barre et M. Maurin, de Florac. Ausquelz deputez sus nommez et chascun endroict soy, sera, à la dilligence du sindic, baillé ou envoyé dans ung mois, l'estat des paroisses continues aux reprises desditz receveurs et des sommes pour lesquelles ilz les baillent en restes. Lequel estat sera extraict par le greffier du païs sur les comptes desdicts receveurs ou sur l'estat qu'ils sont tenus remestre devers ledict sindic, lesdictz restes ; faisant distinction par chapitres separez des années desdictz restes, sur chascune desdictes paroisses. Et par même moyen sera envoyé ausdictz députez aultre estat desdictes paroisses, contenant les sommes pour lesquelles chascune desdictes paroisses est cottizée ez assiettes et département desdictes années, affin que par la conférence desdictz deux estatz, avec les quittances ou aultres actes, faisant preuve certaine de payement, lesdictz députez puissent veriffier au vray, ce qui est de l'entention desditz Estatz. Lesquelz par la présente dellibération ont donné et donnent pouvoir ausdictz députez sus nommez et chascun deulx endroict soy de procéder dilligemment à ladicte veriffication et a ceste fin s'acheminer es lieux, villes et vilaiges desdictes paroisses qu'il conviendra et en iceulx se faire exhiber les livres et rolles des collectes desdictz deniers, ensemble les quittances des receveurs et aultres actes et papiers, servant à l'effect que dessus,



et du tout faire bons verbaux, pour iceulx envoyez aux commis, syndic et depputez dudict païs avec les pièces vérifiantes si besoing et s'en servir aux p<sup>o</sup>ursuittes commencées contre lesditz recepveurs ou a commencer, tant en la Cour des Aydes, bailiaige de Gévaudan que par lesdictz commis, syndic et depputez sera advisé pour le bien et soulagement dudict diocèse.

Et affin que lesditz depputez ayent plus d'occasion de vacquer à ladicte veriffication et quelz soyent rellevez des fraiz, despens et vaccations qu'il leur conviendra y employer, ladicte assemblée leur a accordé le quart denier des amendes esquelles lesditz recepveurs seront condempnez envers le païs, pour peyne du quadruple, à cause des obmissions faictes en leur recepte, et des faulses reprises qui seront vérifiées par lesdictz députez.

Ledict sieur de Fumel, syndic a remonstré que depuis qu'il a l'honneur d'estre employé aux affaires du païs en ladicte charge de syndic, il n'auroit peu scavoir au vray, la cause pour laquelle les habitants de la terre de Grizac demeuroyent deschargez du payement et contribution des impositions qui se faisoient annuellement audict diocèse, tant pour les deniers ordinaires que extraordinaires ; et estimant en ce doubte que cestait plustot par quelque erreur commis en quelque assiette du passé qui peult avoir esté suivy et tiré conséquence une année après aultre, ou par quelque autre deffault plustost que pour bonne et légitime cause ; cella l'auroit occasionné, pour l'interest que tout le reste du païs en reçoit, de faire une plus exacte recherche de ce faict, duquel, s'il n'avoit peu encores trouver l'origine, au moins auroit-il depuis quelque temps en ça recouvré ung tiltre qui ne sera pas inutile au païs sur cest affaire, assavoir : une



sentence arbitrale, confirmée par M. le sénéchal de Nismes, donnée entre le syndict dudict païs et lesdictz habitants de Grèzac, par laquelle ilz demeurent condempnez à contribuer à toutes impositions de deniers extraordinaires dudict diocèse. Et daultant qu'il est important au pays de s'en servir si les Estats le trouvent bon, il les a suppliez d'en prendre telle dellibération qu'ilz verront estre convenable pour le bien du païs. Sur quoy, a esté conclud, attandul'importance de l'affaire, qu'à la dilligence dudict sindic, ledict tittre sera consulté et l'advis du consul rapporté à MM. les commis et deputez dudict païs pour, icelluy veu par eulx, estre prinse dellibération de ce quilz verront estre nécessaire sur cest affaire.

Du douzième jour jour dudict mois de janvier du matin,  
en ladicte assemblée.

S'est présenté noble Claude de Choisinés, sieur de St-Auban, comme envoyé de M. le baron de Randon, et sa procuration leue et le serement presté par luy es mains de mondict Sgr le président, de procurer le bien, repos et soulaigement du païs et ne relever les dellibérations des Estats, il a esté receu au rang desdictz sieurs barons.

Sur ce qui a esté rapporté à l'assemblée par ledict sieur syndict que M. Bonnaud, secretaire de mondict Sgr le comte ne veut accorder les articles qui ont esté arrestez par les Estat, pour traicter avec luy, a cause des conditions que l'assemblée y avoit faict appozer, a esté dellibéré et conclud que, suivant le dernier contract faict par MM. les commis et deputez du païs avec MM. de Poge et Savaron, procureurs, tant de mondict



Sgr le comte, que dudict sieur Arnolfiny, son cessionnaire, ratifié par mondict Sgr le comte ; MM. les commissaires de l'assiette, seront requis d'imposer, en la présente assiette, la somme de 10,000 escus, à la charge que les mandz, demeureront es mains dudict greffier des Estatz, pour estre baillez audict receveur et par luy envoyés aux paroisses, pour en faire la levée, après toutesfois que le ledict arrest de main-levée aura esté obtenu, parties ouyes, tant contre lesdictz cessionnaires, créanciers, que saisissans, à la descharge vallable du païs, conformément et aux conditions portées par les précédentes délibérations et conclusions.

Et pour régler les abus que les recepveurs commectent, faisant faire les exécutions pour avoir payement des sommes qui leur sont deues par les paroisses qui sont en demeure ; a esté conclud que lesdictz recepveurs, pour faire leurs contraintes et exécution contre lesdictes paroisses, seront tenus prendre des sergens et reccordz de la jurisdiction ordinaire, de laquelle sera la paroisse quilz feront exécuter, sans qu'il leur soit loisible de mener ou envoyer aultres sergens ou reccordz d'aultres lieux, esdictes paroisses, sinon en cas que les officiers desdictes jurisdictions feissent reffus de leur bailler des sergens ; duquel refus ilz seront tenus faire apparoir, affin que par ce moyen le pauvre peuple demeure soulaigé des excessives despences que les voiaiges desdictz sergens et reccordz ont accoutumé de leur apporter. Et daultant que lesdictz receveurs se font payer à leur discretion, par lesdictes paroisses, des journées et vacations desdictz sergens, a esté arresté que pour tous despens et vacations de chascun desdicts sergens, lesditz



receveurs ne pourront prendre à l'advenir, que 15 sols par jour. De quoy ilz seront expressement chargez par les contratz de bail de la recepte.

Et pour descharger le pauvre peuple d'une autre despence excessive qu'il supporte, lorsque lesdictz receveurs, faisant faire exécution, transportent le bestail saisy hors de la paroisse exécutée, au moyen de quoy ladicté paroisse souffre une grande despence, oultre le détriment du bestail ; a esté conclud et arresté qu'il ne sera loysible ausdictz receveurs de faire transporter ledict bestail saisy, hors de ladicté paroisse ains seront tenus le faire mener à la ville plus proche d'icelle, pour y estre exposé en vente à l'inquant public suivant les formes ordinaires de la justice. De quoy aussi ledict bail de recepte sera chargé.

M<sup>e</sup> Pierre Hugon, commis de M. Bernard Dangles, receveur du diocèse en l'année 1588, a remonstré, qu'ayant présenté à MM. les députez à la vérification des debtes, en leur dernière assemblée, ung estat des domaiges et interest par ledit Dangles, soufferts à cause de ladicté recepte, lesdicts sieurs députez auroyent ordonné qu'il se retirerait à la présente assemblée pour y estre par elle pourveu, comme il appartiendrait, qui est cause qu'il la supplie vouloir pourvoir à son remboursement desdictz domaiges et interestz par luy souffertz, pour raison desquelz il n'a voulu recourir à la justice, s'asseyant que lesditz Estatz y pourvoiront par leur prudence accoutumée.

Sur la réquisition faicte par Claude Farnier, filz de feu Mathieu Farnier, de luy faire payer la somme de 11,543 escus 49 solz 3 deniers, de principal, en laquelle ledict diocèse a esté condempné envers luy par arrest



de la Cour des Aydes. Plus la somme de 1,890 escus 50 sols 8 deniers, à quoy les interestz de ladicte somme principale, depuis le jour de ladicte journement en cause, ont esté licquidés par aultre arrest du 18 febvrier audict an 1600. Plus la somme de 227 escus, pour trois taxatz par luy obtenus contre ledict diocèse pour les despens, tant de l'instance principale que des arrest de licquidation desdictz interestz et despens. Et oultre ce, luy faire payer la somme de 649 escus 54 solz 4 deniers, pour les interestz de la susdicte somme principale, depuis le second juillet 1600, jusques au 11<sup>e</sup> mars prochain, ayant sur ce faict plusieurs actes de protestation et commandement contre ledict sindic. Vu par ladicte assemblée les extraictz desdictz arrestz exhibez par ledict Farnier, ensemble l'estat des restes qu'il avoit baillées en reprise en la despence de son compte, ledict Estat par luy remis, signé et affirmé, à l'assemblée, estre véritable, a esté délibéré et conclud, conformément audict premier arrest, que ledict sindic prendra l'estat desdictes reprises pour en faire la levée par le receveur des deniers extraordinaires, la présente année ou aultres que feront la condition du païs meilleure. Ce que ledict sindic fera faire dans quatre années prochaines et quatre termes, chascune d'icelles également pour le soulagement du pauvre peuple, à commencer la présente année, attandu la rareté de l'argent et la vilité du bled et autres denrées et que des deniers desdictes reprises, le receveur ou aultre qui à ce faire sera commis, payera audict Farnier lesdictes sommes portées par lesdictz arrest dans lesdictz quatre années également à raison de..... pour chascune desdictes années, dont ledict receveur rapportera audict



sindic quittance, bonne et vallable, dudict Farnier. A la charge aussi, qu'à faulte de payement desdictes sommes, ledict Farnier puisse prétendre ny demander aulcung iuteres jusques en l'année prochaine, mais seulement pour les trois années suivantes, à raison du denier quinze, en deffault de payement de la somme principale et à proportion de ce qui restera à payer dicelle en chascune desdictes trois années. Dequoy ledict Farnier est demeuré d'accord, tant pour le regard desdictz interestz que pour les termes du principal et a promis ne contrevenir de sa part à ce que dessus, sans toutesfois se despartir de ses arrestz. L'exécution desquelz il luy sera loysible de poursuivre a deffault que le païs ne satisferoit de sa part a ce qui a esté cy dessus accordé. Et en cas que par ledict receveur ou aultre qui sera commis à la levée desdictz restes, seroit trouvé que ledict feu Mathieu Farnier ou ses commis auroient receu des deniers desdictes reprises, en ce cas ledict Farnier sera tenu prendre pour argent comptant toutes les sommes qui auront esté levées par sondict feu père ou sesdictz commis, lesquelles tiendront lieu de payement, en déduction, tant du principal que des apportz par ledict Farnier prétenduz, sans préjudice des actions du sindic; tant contre luy que contre lesdictz commis, en cas que lesdictes reprises se trouveroyent faulses.

Sur la requisition faicte à l'assemblée par M<sup>e</sup> Guillaume Gayte, se disant procureur du sieur Cenamy, comme cédataire du sieur Arnolfiny, de recevoir les cautions que le sieur de Poge, procureur dudict Arnolfiny, avoit promis et estoit tenu bailler dans la ville de Lyon et icelles présanter à ladicte assemblée, suivant les articles et contract passez entre luy et les députez



dudict païs de Gevaudan, en deffault de fournir de main-levée des saisies et bonnymens faictz par les créanciers de Mgr le comte d'Auvergne, sur la partie de 30,000 escus, à luy due par ledict diocèse. Après avoir esté faicte lecture de la procuration faicte audict Gayte par le sieur Horatio Spada, l'ung des compagnons, administrateur de la raison et compagnie qui s'exerce en ladicte ville de Lyon, soubz les noms des sieurs Joseph et Jean-Baptiste Cenamy. Et attendu l'importance du faict dont est question et que ledict de Poge n'a faict encore appeler lesdictz créanciers pour avoir ladicte main-levée desdictes saisies, comme lesdictz Estatz sont bien advertis, joinct la pretension et instance que mondict seigneur le comte faict faire ausdictz Estatz par le sieur Bonnaud, son secretaire, de luy payer ladicte partie, nonobstant la cession prétendue par ledict Arnolfiny ainsin que ledict sieur Bonnaud feict entendre le jourd'hier à l'assemblée et que l'ung des créanciers de mondict seigneur a faict appeler en la Cour des Aydes à Montpellier tous les aultres créanciers et mesmes ledict Cenamy, cédataire dudict Arnolfiny, pour estre reiglés, sur le payement de ladicte. Et d'ailleurs que ledict de Poge n'a satisfait de sa part audict contract, de bailler bonnes et souffisantes cautions, oultre la promesse verbale qu'il avoit faicte ausdictz commis et depputez, de bailler pour caution le sieur de Servièrre et aultres bourgeois et merchans solvables de ladicte ville de Lyon, attendu aussi que ledict Gayte ne présente pour caution que ladicte procuration dudict Spada, compagnon desdictz sieurs Cenamy qui se disent cessionnaires dudict Arnolfiny et partant est partie et ce faict, joinct qu'il est tout notoire que depuis peu de temps ledict Arnolfiny a



faict banqueroute et qu'il appert par la procuration qu'a la banque dudict Cenamy, y a plusieurs associez et compaignons estrangiers ; pour toutes ces considérations, ladicte assemblée a advisé quelle ne pouvoit ny debvoit recevoir ledict prétendu cautionnement dudict Spada, mais lorsque ledict de Poge rapportera, ausdictz Estatz, main-levée, bonne et vallable desdictes saisies, parties ouyes ou deument appelées et déclaration de tous les aultres cédataires de ladicte partie ; le tout servant à la descharge dudict païs, comme ledict de Poge est tenu faire par ledict contract, lesdictz Estatz pourvoiront lors au payement de ladicte partie comme il appartiendra.

Sur la requisition faicte par le cappitaine Bonhomme à ce qu'il pleut à l'assemblée pourvoir au payement de la somme de..... qui luy est due par fin et arresté du compte par luy rendu au païs en l'année..., de l'administration à luy commise de certains vivres et munitions ; a esté dict que ledict Bonhomme se retirera devers MM. les depputez à l'audition des comptes pour y pourvoir comme il appartiendra par raison.

Du douzième jour dudict mois de janvier du matin,  
en ladicte assemblée.

A esté remonstré par M. Boyer, envoyé de M. le baron de Peyre que de tout temps et ancienneté, ledict sieur baron de Peyre a tenu le premier rang des barons du païs ez assemblées des Estatz d'icelluy. Et parcequ'il trouve maintenant sa place occupée par l'envoyé de M. le baron de Randon, il a requis l'assemblée ordonner que ladicte place luy soit ceddée, aultrement a déclaré ne vouloir assister aux présens Estatz, protestant d'en avoir recours au Roy. A quoy, l'envoyé dudict sieur de



Randon, s'est opposé disant que, comme envoyé du dict sieur de Randon, il doibt précéder celluy dudict sieur de Peyre, oultre que s'estant trouvé premier assis, il n'est tenu céder sa place à ung aultre envoyé, suivant le reiglement des Estatz généraulx.

M<sup>e</sup> Jehan Michel, comme officier de M. le baron d'Apchier s'est aussi opposé a ce que ledict sieur Boyer prétend le premier rang et siège des barons, appartenir audict sieur de Peyre, disant que ledict sieur baron d'Apchier a ceste prééminence ausdictz Estatz et en a toujours jouy.

Surquoy pour esviter aux fraiz et despens que le diocèse souffre à cause des longueurs que telles contentions ont acoustumé de rapporter aux Estatz ; a esté conclud et arrêté, suivant les dernières dellibérations prises en la présente assemblée, conformément à l'ordre et observation des Estatz généraulx de Languedoc et sans prejudice du droict des parties, que les envoyés desdictz sieurs barons et aultres de la noblesse, prendront place et séance ausdictz Estatz, comme ilz y arriveront, sauf d'appeler les voix en oppinant, sellon l'ordre ancien de ceulx qui les envoient, précédant toujours néaulmoings les barons en personne, les envoyés des aultres barons et les gentilhommes en personne, les envoyés des aultres gentilz hommes.

M. Pierre Rodes Castang, docteur ez droictz, s'est présenté pour M. de Langogne, et, sa procuration leue et le serment par luy presté, a esté receu en ladicte assemblée.

L'estat des pretensions du sieur Borrel, à cause de la recepte par luy faicte audict diocèse, en l'année 1581, qu'il a présenté à l'assemblée, a esté renvoyé a MM. les députez aux comptes pour en faire rapport à ladicte



assemblée. Et sur la requisition par luy faicte de luy permectre la levée de ses reprises, attendu quelles luy ont esté laissées pour se payer de ce que luy est deub par le païs, à la descharge d'icelluy et qu'il est d'accord presque avec toutes lesdictes paroisses ; a esté conclud qu'il continuera à lever lesdictes reprises, à la charge que ladicte levée s'en fera par luy au plus grand soulagement des paroisses qui doibvent lesdictz restes que faire se pourra, sans quelles ayent occasion de s'en plaindre. Et ce faisant, le syndic dudict païs baillera main-levée audict sieur Borrel des deffenses et interdictions qui lui avoyent esté faictes à sa requeste, suivant les dellibérations du païs.

Sur ce qui a esté remonstré par ledict syndic que les habitants de la ville d'Ispagnac, de Langoigne, Salgues et quelques aultres particuliers luy font instance de les faire payer de certaines sommes de deniers qu'ilz disent leur estre deues par le païs et pour raison desquelles ilz prétendent le mectre en procès, si ledict païs n'est en volonté de leur faire d'onner contentement. Et à ceste fin les faire employer dans l'estat des debtes, n'ayant eu moyen, l'année passée, lors de la veriffication desdictz debtes, de s'acheminer en ceste ville, a cause du mauvais temps, pour remestre leurs papiers. Requéran en dellibérer. A esté conclud qu'ilz se retireront ausdictz sieurs députez aux comptes pour voir leurs pièces et vérification faicte d'icelles, en faire rapport à l'assemblée pour y estre après pourveu par elle comme il appartiendra.

Sur la réquisition faicte par M. Bouton, au nom du sieur du Montet, de la Canourgue, de luy faire payer la somme de 300 escus a luy deue de restes de la somme



de 400 escus à luy cy-devant accordée par les Estatz dudict diocèse, en l'année..... pour le rellever en partie de la rançon qu'il avoit esté contrainct payer, ayant esté faict prisonier de guerre, à cause des affaires du païs, et vouloir aussi pourvoir sur ses aultres prétensions, contenues en sa requeste ; a esté dict qu'il se retirera devers lesdictz auditeurs des comptes pour vérifier ses dictes prétensions et après en faire rapport à l'assemblée.

Oultre lesditz auditeurs cy devant nommez, ont esté encore esleuz pour assister à la verification des debtes, assavoir : les envoyés de M. de Peyre, de M. de Portes et de MM. les consulz nobles de la Garde-Guerin.

Du trectziesme dudict mois de janvier, du matin.

Sur la requisition faicte par l'envoyé de M. de Ceneret, de le recevoir à l'assemblée en la place dudict sieur baron de Ceneret, attendu que satisfaisant à l'ordonnance donnée par les Estatz, il a remis ses tiltres et arrest de réintégrande contre M. du Tournel qui prétend droict en ladicte baronnye, et que ledict sieur du Tournel n'a de sa part remis aulcungs tiltres dans le dellay de trois jours préfix par lesdictz Estatz ; qui sont expirez ; a esté conclud, attendu ce que dessus, et ouy l'envoyé du sieur du Tournel, qui a dict n'avoir encores eu nouvelles dudict sieur du Tournel, que le sieur de Boissonade, envoyé de M. d'Aly, comme baron de Céneret, assistera en la présente assemblée pour ledict sieur baron de Céneret, sans préjudice du droict des parties à l'advenir.

Sur quoy a esté remonstré par ledict sindic que, suivant le reiglement faict aux Estatz généraulx de Languedoc, sur le traicté qui fut arresté avec M. de Maisse,



ayant esté prinse dellibération aux Estatz particuliers de ce diocèse de procéder à la vérification des debtes d'icelluy, et à ceste fin ayant esté depputez certains personnaiges pour y travailler avec MM. les commissaires de l'assiette, ilz y auroient vacqué durant un fort longtemps, ayant veriffié la plus grande partie desdictes debtes. Et pour le bien du païs, auroit esté trouvé nécessaire, affin de terminer les procès qui en estoyent pendant en la Cour des Aydes, dont l'événement estoit incertain et les fraiz et despens de la poursuite fort grandz et dommageables au païs ; requérant l'assemblée vouloir autoriser desdictz contractz comme faictz pour le bien et soulaigement du païs. Veu par l'assemblée lesdictz contractz et faict lecture de chascun d'iceulx particulièrement en icelle, assavoir : du contract d'accord passé entre ledict sindic d'une part et les depputez et consulz de Florac, St-Estienne-de-Valfrancisque et St-Germain-de-Calberte, au païs des Cevennes, d'aulture, receu par M<sup>r</sup> Jehan Bompar, notaire royal de la ville de Mende, en date du huictième febvrier dernier. Aultre contract passé entre ledict sindic et M<sup>r</sup> Jacques Chantuel, commis à faire la recepte des deniers extraordinaires dudict diocèse, en l'année 1597, receu par ledict Bompar, notaire, en date du 25 mars, audict an, apposé à la fin d'ung compte dudict Chantuel. — Aultre contract passé entre ledict sindic et M<sup>r</sup> Jacques Saulze, commis à la recepte des deniers ordinaires et extraordinaires dudict diocèse, en l'année 1595, receu par ledict Bompar, notaire, le 10<sup>e</sup> jour de novembre 1599. — Aultre contract passé entre ledict sindic et M<sup>r</sup> Anthoine Chevalier, notaire de Mende, pour et au nom de Hélye Chevalier, son frère, et comme ayant la recepte des deniers ordinaires



et extraordinaires dudict diocèse, l'année 1583, receu par ledict Bompar le 27 mars dernier. — Aultre contract d'accord, passé entre ledict sindic et André Vivian, sieur de Fréluguet, fils et héritier avec bénéfice, d'inventaire, de feu Jehan, Vivian, receveur dudict diocèse, en l'année 1576, en date dudict jour 27 mars audict an, receu par ledict Bompar. — Aultre contract passé entre ledict sindic et M<sup>e</sup> François Dujardin, comme commis principal de noble Charles de Rochefort, receveur électif dudict diocèse, l'année 1590, receu par ledict Bompar, le 24 dudict mois de mars dernier passé. — Aultre contract d'accord, passé entre ledict sindic et M<sup>e</sup> François Ducros et de Bérail, sieur et baron de Planèzes et de Belcastel, cessionnaire, et ayant droict et cause de M<sup>e</sup> Jean Thimoléon et de Beaufort, marquis de Canilliac, receu par ledict Bompar le 13<sup>e</sup> jour de febvrier dernier. Lesdictz Estatz ont ratifié, approuvé confirmé et par la présente dellibération déclaré qu'ilz ratiffient, approuvent, émolloquent et confirment tout le contenu aux susdictz contractz et en chascun d'iceulx particulièrement comme estant faictz et passez pour le bien, profict et utillité commune dudict diocèse; à la charge, pour le regard de celluy du sieur de Planèzes, qu'il ne sera faict aucune imposition pour la partie qui luy est deue ou à ses héritiers, qu'ilz n'ayent rapporté audict sindic mainlevée de la saisie faicte sur ladicte partie, à la requeste du sieur Caulet, pour la somme de 5,500 escus. Et d'autant que MM. de Peyre et d'Arpajon, pour leurs terres et les habitans des villes de Maruejolz et du Malzieu, prétendent estre exemptz de contribuer au debte dudict sieur de Planèzes; les envoyés desditz sieurs et les consulz desdictes villes ont déclaré qu'ilz ne peuvent ny



doibvent entrer aulcunement au payement d'icelluy. Et néaulmoings pour le surplus du contract dudict sieur de Planèzes et aultres contratz sus mentionnez, les ont de leur part approuvés et ratiffiez comme tous les aultres députez de l'assemblée. A esté aussi déclaré par le consul de ladicte ville du Malzieu, sur le contenu du contract passé avec M. Anthoine Chevalier, qu'il consent à la rattiffication d'icelluy, sans préjudice des exceptions de ladicte ville, si aulcunes elle en a, que ledict consul se réserve.

Sur la requisition faicte par M<sup>e</sup> Jacques Langlade, juge de la ville de Salgues, tant en son nom que de M. Jacques Loberye, docteur et procureur jurisdictionnel en ladicte ville de les vouloir rellever de ce que leur reste deub, des fraiz et despens par eulx souffertz, tant à cause de l'emprisonnement qui fut faict de leurs personnes par M. de Fosseux, gouverneur de ce pays en l'année 1585, que aussi de la perte des bledz qui estoyent dans le chasteau de la Clause, dont ledict sieur de Fosseux se servit pour la nourriture de ses gens de guerre, ayant néaulmoings esté contrainct, avec ledict sieur Loberye de s'obliger envers M. de Mougou, au payement desdictz bledz, ou envers M. de St-Auban qui leur a faict ce bien d'en passer obligation pour eulx audict sieur de Mougou ; a esté conclud, qu'encores que le país ne soit aulcunement tenu au payement desdictes prétensions, en tout ny en partie, et qu'en ladicte année 1585 eust esté accordé ausdictz sieurs Langlade et Loberye pour les raisons contenues en la dellibération sur ce prinse, la somme de 300 escus, dont ilz se seroyent contentez par le remerciements qu'ilz en firent aux Estatz, comme appert par ladicte dellibération, et conséquemment qu'il



ny a lieu de plus demander aulcune chose ; toutefois, pour certaines considérations, lesdictz Estatz, oultre lesdictz 500 escus, ont accordé, ausdictz sieurs Langlade et Loberye, la somme de 50 escus, à la charge et non autrement qu'ilz remectront, au greffe des Estatz, la promesse de M. de St-Auban et faire déclaration qu'ilz se contentent de ladicte recognoissance de 50 escus, sans faire plus instance à l'advenir.

Sur la requeste présentée ausdictz Estatz par sire Anthoine Prieur, merchant de St-Chély, à ce qu'il pleut à l'assemblée le desdomaiger et rembourser des fraiz et despens par luy souffertz, ayant esté arresté prisonnier et dettenu longuement en la ville de Clermont, à la requeste des eschevins en ladicte ville, à cause de la partie de 2,200 escus deue par ledict diocèse audictz eschevins, comme remissionnaires de M. Habert ou pour les obligations passées par les députez dudict diocèse ausdictz eschevins, pour raison des bledz fourniz pour l'entretienement de l'armée conduite, en ce païs, pour la réduction de la ville de Maruejolz, comme apparoissoit par les actes et exploictz qu'il avoit en main ; a esté dict que ledict Prieur, remectroit lesdictes pièces devers le sindic, pour les voir et en faire rapport à l'assemblée, pour après y estre pourveu ainsi qu'il appartiendra.

Sur la requisition faicte par le sieur Dumas, juge du Chapitre de Mende, pour les consulz de la ville de Chanac, de pourvoir à la réparation du pont qui est sur la rivière d'Olt, près ladicte ville, et ce suivant et conformément aux dellibérations et reiglements faictz par les Estatz généraulx de Languedoc, touchant la réparations des ponts et passaiges en chascun diocèse de la province, attendu l'importance dudict pont pour le



commerce et qu'il s'en va du tout en ruyne, s'il ny est promptement pourveu, comme se voit par les actes de vérification et visitation que lesdictz consulz en ont fait faire ; a esté dict que lesdictz actes seront veuz par les députez aux comptes, ensemble le reiglement et delli-bérations desdictz Estatz généraulx sur le faict des ponts, pour en faire rapport à ladicte assemblée.

Se sont présentez à l'assemblée les sieurs Rodier, de Barre; Bazalgete, de Langoigne et Arnaud, de Pradelles, lieutenants de M. le prevost général de Languedoc en ce diocèse ; lesquels l'ung après l'autre ont fait entendre aux Estatz les chevauchées, captures, exécutions et procédures qu'ilz ont faictes durant l'année passée, en ce diocèse, au faict de leur charge ; pryant l'assemblée avoir agréable le debvoir qu'ilz y ont rendu et pourvoir à leur remboursement des fraiz et despences extraordinaires qu'ilz ont esté constraintz faire à ceste occasion dont ilz remectront leurs estatz, et pour l'advenir leur donner plus grand nombre d'archiers avec moyen de se pouvoir entretenir et continuer le service qu'ilz doibvent au Roy et au païs esdictes charges.

Et sur la requisition faicte par ledict sieur Rodier, l'ung desdictz lieutenants, à ce qu'il plaise à l'assemblée luy déclarer et ordonner ce qu'il doibt faire sur les commandements qui luy ont esté par plusieurs fois faictz, de l'auctorité de MM. du siège présidial de Nismes ; à peyne de 1,000 escus, de mener audict Nismes, trois prisonniers de la Religion qui sont ez prisons de ceste ville, attendu que par arrest de la Chambre de l'esdict, ilz ont esté renvoyés audict siège présidial, pour leur leur estre faict et parfaict leur proces en icelluy ; à quoy n'auroit esté, par ledict prévost satisfait jusques icy,



attendant de scavoir l'intention desdictz Estatz sur les Lettres patentes du Roy, naguères obtenues par le sindic dudict païs, vérifiées en la Contr de Parlement de Tholozé, portans attribution aux officiers du baillaige du Gévaudan, du jugement et cognoissance de cas prevostaux ; a esté conclud que, suivant ledict arrest de renvoy, lesdictz prisonniers seront conduictz et menés seulement en ladicte ville de Nismes, le plustost que faire se pourra.

A esté ordonné audict sieur Rodier, suivant les précédentes dellibérations de faire dilligences de saisir certains volleurs qui se tiennent dans les Cevennes, qui sont diffamez publiquement, assavoir : Jehan Pic, jeune, de Larbosset ; Jehan Ducamp ; François et aultre Jehan Ducamp, ses filz ; Jacques Reboul, du Mazel-Rozade ; Pierre Venobre dict Banit, de St-Germain, et leurs complices.

Et sur ce que ledict Rodier, prevost, a remonstré ausdictz Estatz, questant allé en la ville de Meyrueys pour prendre ung nommé Breschet, insigne voleur de ce païs, et lui faire son proces. Ledict Breschet auroit esté recouru et enlevé de ses mains par aulcungz habitans dudict Meyrueis ; requérant qu'il pleut à l'assemblée adviser à ce qu'il doibt faire pour ne laisser ung tel acte impnny ; a esté conclud, tant pour la gravité du faict que pour la conséquence d'icelluy, que la poursuite sera faicte aux despens du diocèse contre les coupables de ladicte recousse, à quoy ledict sieur Rodier, prevost, a esté exhorté de travailler dilligemment pour le bien de la justice.

M<sup>e</sup> Jehan Bompar, substitué du greffier du pais, en la prevosté, a remis l'estat de la despence du voiage qui



luy fut ordonnée de faire dernièrement par MM. les commis, ez villes de Castres et de Tholoze, pour poursuivre la veriffication, en ladicte chambre, des lettres patentes du Roy, obtenues à la requeste du sindic du païs, portans attribution aux officiers du Baillaige de Gévaudan, de la cognoissance et jugement des cas prévostaux, et par mesme moyen faire vuyder le procès de Jehan Vieilzyoux, dict Romejou et ses complices prisonniers es prisons de ceste ville. Surquoy l'assemblée a renvoyé ledict estat à MM. les depputez à l'audition des comptes, pour icelluy voir et arrester.

Dudict jour trectziesme janvier, de rellevée.

Sur la requeste présentée par Guillaume Meilhac, pour avoir payement de la somme de 46 escus deux tiers à luy deue de restes de 66 escus 40 sols qui luy fut promise et accordée par dellibération de MM. les commis, sindic et depputez du païs, pour les fraiz de la démolition par luy faicte de la tour de Grèzes, suivant les commissions de Mgr le duc de Vantadour et dellibérations desdictz sieurs commis; a esté conclud que ladicte somme de 46 escus deux tiers sera couchée en l'estat des debtes dudict païs.

Sur la requeste présentée par M<sup>e</sup> André Achard, sieur de Fangouses, tendant à ce qu'il pleust à l'assemblée faire payer par le receveur dudict diocèse à M<sup>e</sup> Jehan Brezegues, jadis fermier des decymes et amendes du petit scel de Montpellier, la somme de 20 escus 42 sols, vallant 62 livres, pour la clameur exposée par Pierre Reynault, marchand de Montpellier, à cause d'une obligation passée au profict dudict Regnault, de la somme de 207 escus 30 sols, vallant 622 livres 10 sols, par le



feu sieur de St-Deydier et M<sup>e</sup> Claude Achard, son frère, en son vivant, juge de ceste ville de Mende, comme depputez dudict diocèse ; d'aautant que ledict fermier le veult contraindre au payement desdictz 20 escus, ayant ces jours passez faict faire exécution sur ses meubles par ung huissier de la Cour des Aydes, assisté de trois recordz ores qu'il ne soit héritier de sondict frère pour les affaires dudict diocèse, requérant aussi que par mesme moyen il plaise à l'assemblée le rellever des fraiz et despens de contraincte par luy souffertz, que reviennent à 10 escus, oultre 3 escus par luy payez audict huissier ; a esté dit que ladicte requeste est renvoyée à MM. les députez à l'audition des comptes pour, icelle par eulx veue et ouy leur rapport par l'assemblée, estre pourveu suivant le contenu dicelle, comme il appartiendra.

Sur la requisition faicte par M. Anthoine Bouton, tant en son nom que de plusieurs habitans de la ville de Mende, de faire imposer les sommes ausquelles, par arrest de la Cour des Aydes, le syndic dudict pais a esté condempné envers eulx, tant pour les desdomaiger du pris et valleur de leurs maisons qui feurent ruynées et démolyes en l'année 1593 pour la construction de la citadelle de ladicte ville de Mende, que pour les despens du procès ; a esté dict que ledict arrest sera veu par lesdictz sieurs depputez à l'audition des comptes, pour, ouy leur rapport en l'assemblée, en estre dellibéré.

Sur le rapport faict à l'assemblée par les sieurs Rodier, Bazalgète et Armand, lieutenans, en ce diocèse, de M. le prévost général de Languedoc, des dilligences quilz ont faictes en leur charge ; lesdictz Estatz, considérant la despence que la multiplicité desdictz prevostz rap-



porte audict païs ; tant pour leurs gaiges que de leurs archiers, ont dellibéré et conclud que, doresnavant il ny aura en cedit païs que deux prevostz en exercice, assavoir : ledict Rodier et Armand, avec les gaiges et archiers que lesdictz Estatz adviseront et le greffier ordinaire du païs et bailiaige de Gévaudan, et ce du consentement dudict Bazalgete, auquel, en ceste considération et de ce qu'il auroit baillé par l'avis desdictz Estatz tenus à Chanac, en l'année 1597, au capitaine Vergile, qui prétendoit ledict Estat, la somme de six vingtz escus, et aussi que par ordonnance de MM. les commis, syndic et depputez dudict païs auroit esté prins du receveur la somme 200 escus des gaiges que ledict Bazalgete pretend luy estre deubz et à ses archiers de l'année 1598, pour estre employée aux affaires dudict pays, à la charge d'estre remplacée pour le payement dudict Bazalgete et desdictz archiers, et encores en recognoissance des fraiz qu'il dict avoir extraordinairement exposez à la poursuite des proces des prisonniers dont il a faict la capture. Lesditz Estatz pour tout ce que dessus et aultres ses prétentions et demandes qu'il pourroit faire, luy ont accordé la somme de 300 escus, payable en trois années à commencer la présente ; à la charge qu'il ne pourra doresnavant prétendre ny demander aucung gaiges au païs, tant pour luy que pour aucung de ses archiers. Et néaulmoings, suivant l'offre qu'il a faicte ausdictz Estatz, de s'employer pour le service du Roy et dudict païs, lesdictz Estatz luy ont promis, en cas qu'il ferait quelques captures de volleurs ou aultre service au païs, en ladicte charge, de recognoistre ses services, sellon et ainsi que par les gens desdictz Estatz sera advisé.



Sur la requisition faicte par ledict sieur Vivian, sieur de Freluguet, à ce que en conséquence du contract par luy passé avec MM. les depputez du pais à la vérification des debtes, le 27 mars derniers, ratifié par les Estatz, il pleut à l'assemblée luy permettre de lever, en ceste année, ce que luy est deub de restes par les paroisses nommées audict contract, attendu qu'il a pris en payement lesdictes paroisses à ses périlz et fortunes, sur et tant moins de ce que luy est deub et que lesdictz restes sont petites; aussi qu'il est d'accord du payement d'icelles presque avec toutes lesdictes paroisses; a esté conclud, pour les susdictes considérations et sans conséquence, qu'il est permis audict sieur Vivian, de lever lesdictz restes spécifiées audict contract dans ung an, à la charge de faire ladicte levée de gré à gré et sans aucune foulle ny surcharge au pauvre peuple.

Le dimenche quatorziesme dudict mois de janvier. Lesdictz Estatz ne se sont assemblés durant ledict jour, pour traicter d'affaires ains ont vacqué au service de Dieu et assister à la messe et Vespres en l'esglise cathédrale dudict Mende.

Du quinziesme dudict mois de janvier, du matin.

Ledict jour M. le baron d'Apchier est venu en personne à l'assemblée.

Sur la requisition faicte par le sieur de la Cassaigne, pour et au nom de M. Dellon, trésorier général de France, en Languedoc, comme remissionnaire de M. Portalès, trésorier provincial de l'extrordinaire, audict pais de Languedoc, de faire imposer et payer, audict sieur Dellon, en la présente assiette, la somme de 2,000 escus, pour restes et entier payement de la somme



de 3,750 escus, deubz par ledict diocèse audict Portalès, suivant le contract d'accord passé le 8<sup>e</sup> mai 1598, entre ledict diocèse et ledict sieur Portalès, auctorisé par la Cour des Aydes, et ce, tant à cause des restes des deniers des subventions et supplément dicelles, de l'année 1592, que pour tous despens, domaiges et interestz, accordés audict sieur Portalès. Lesdictz 2,000 escus paiables en deux années que sont jà escheues. Protestant à cause du retardement, des despens, domaiges et interestz, mesmes qu'en l'année passée ledict sieur Portalès debvoit estre payé la moitié de ladicte somme ; a esté advisé de deputer les envoyés de MM. Du Tournel et d'Arpajon pour voir, avec ledict sieur de la Cassaigné, de le faire contenter pour ceste année, d'une partie de ladicte somme, attendu la pauvreté du peuple.

Sur aultre réquisition faicte ausdictz Estatz par M<sup>e</sup> Philip Marimont, de Pezenas, de faire imposer en la présente assiette, la somme de 20,585 escus 20 sols, deue de restes pour ledict diocèse de la somme accordée à M. de Fosseux, par la capitulation faicte avec luy sur la reddition de la ville de Mende en l'année 1597, pour estre ladicte somme payée aux créanciers dudict sieur de Fosseux, suivant l'arrest d'ordre et allocation donné par la Cour des Aydes de Montpellier, entre lesquelz il a dict avoir le principal interestz. Veu par ladicte assemblée la délibération prinse aux Estatz tenus en ceste ville, au mois de juillet 1599, auctorisée par arrest de nosseigneurs de ladicte Cour des Aydes, par laquelle le payement de la somme de 27,444 escus 26 sols 6 deniers, lors deue de restes audict sieur de Fosseux ou à ses remissionnaires et créanciers fut reiglé et attermoyé à quatre années également, à raison de 6,461 escus



6 sols 7 deniers, faisant ung quart de ladicte somme ; a esté dellibéré et conclud, conformément à ladicte délibération et attendu la pauvreté du peuple et les grandz debtes dont ledict diocèse est chargé, que MM. les commissaires de l'assiette, la présente année, seront requis imposer pareille somme qu'en l'année 1599, de 6,861 escus, 6 sols 7 deniers, pour un quart et second payement de ladicte somme de 27,444 escus 26 sols, sans que ledict Marimond ny aultres créanciers puissent prétendre aulcungs despens ny interest et nosseigneurs de ladicte Cour des Aydes, suppliés, au nom du syndic, vouloir, pour les susdictes considérations, encores auctoriser la présente dellibération, conformément audict premier arrest. Et en cas qu'il ne plairoit à ladicte Cour l'auctoriser, qu'il sera présenté semblable requeste au Roy et à nosseigneurs de son Conseil pour obtenir ladicte aucturisation.

S'est présenté à l'assemblée M. Blich, qui a remonstré avoir esté envoyé exprès de la ville de Clermont, par le sieur de Poge, pour savoir le temps de la tenue des Estatz et l'en advertir, affin qu'il ayt moyen de sy trouver, pour présenter à l'assemblée les cautions qu'il est tenu de bailler, suivant le contract qui fut dernièrement passé, entre MM. les députez et luy, touchant la partie de 30 escus, qui estoit deue à Mgr le comte d'Auvergne, désirant d'y satisfaire entièrement de sa part, comme il a supplyé l'assemblée le vouloir observer de la leur.

Sur les articles qui ont esté proposez et remis de nouveau vers l'assemblée, de la part du sieur Bonnaud, pour raison du payement de la partic de mondict seigneur le comte, de 25,000 restante, compris les 1,000



escus donnés par mondict Sgr le comte audict Sgr de Mende, pour la réparation de son église. Après avoir fait lecture desdictz articles et qu'ilz ont esté trouvés fort défectueux et préjudiciables au païs et contraires aux premiers, et attendu que ledict sieur Bonnaud ne les veult passer en aultre forme ; a esté conclud qu'il ne sera faict aulcung traicté avec ledict sieur Bonnaud sur cest affaire. Et néaulmoings que MM. les commissaires de la présente assiette seront requis imposer la somme de 10,000 escus ; suivant l'arrest du Conseil et lettres patentes du Roy et le contract passé avec ledict sieur de Poge, à la charge et aux conditions portées par les précédentes dellibérations et mesmes que les mandz de ladicte imposition demeureront entre les mains du greffier du païs et ne pourront estre par luy dellivrées au receveur qui sera commis par les Estatz, à faire la recepte de ladicte imposition, ny envoyés aux paroisses pour faire leur cottization, jusques à ce qu'il y soit intervenu arrest de ladicte Cour des Aydes de Montpellier, portant vallable main-levée de toutes cessions, transportz, saisies et bannymens, faictz pour raison de ladicte somme de 25,000 escus, compris ladicte partie de 1,000 escus, accordée par mondict seigneur le comte et cessionnaires, pour la réparation de ladicte église. Ledit arrest donné, parties ouyes, tant saisissans que cessionnaires, et que ledict arrest ayt esté deuement signifié audict syndic, commis et depputez du païs. Et d'autant qu'il auroit pleu à mondict seigneur le comte, accorder audict Sgr de Mende ladicte somme de 1,000 escus, à prendre sur ladicte partie, pour estre employée à ladicte rédification de son église cathédrale, comme est porté par le contrat passé avec les sieurs de Poge et



Savaron, cessionnaires. A esté conclud aussi, attendu le grand nombre de maçons et ouvriers qui travaillent à ladicte réédification, et affin quelle ne soit retardée, que des premiers deniers qui se lèveront de ladicte imposition de 10,000 escus, pour estre par luy employée à ladicte réparation et non ailleurs.

Dellibérant ladicte assemblée de l'acquitement des sommes de deniers que ledict diocèse doit; après avoir entendu la lecture de l'estat des debtes dudict diocèse, vérifié par MM. les commissaires de l'assiette et aultres depputez par les gens desdictz Estatz, l'année passée, et mettant en considération le grand nombre desdictes debtes, la qualité de chascun diceulx, la pauvreté du peuple et le besoing qu'il a d'estre soulaigé; a esté conclud et arresté sur le contenu audict estat ce que s'ensuit :

1° Pour la partie de 5,666 escus 46 sols, due au sieur de Planèzes ou à ses héritiers, par le moyen de la remission faicte par feu M. le marquis de Canillac, payable aux termes portés et contenus en l'accord sur ce passé entre le syndic dudict diocèse et ledict sieur de Planèzes, attendu la saisye et arrest faict sur ladicte partie à la requeste de M. Caulet, pour la somme de 3,500 escus; que l'imposition de ladicte partie sera différée jusques à ce que lesdictz héritiers ayent rapporté arrest de mainlevée, bon et vallable de ladicte saisye servant à la discharge dudict diocèse;

Que sur la partie de 1,594 escus, due au sieur Borrel, sera imposé la présente année la somme de 1,000 escus, sans despens ny apportz du reste, et ce du consentement dudict sieur Borrel ;

Sur la partie de 2,000 escus, due à M. le trésorier



Portalès ou à M. Delhom, trésorier de France, remissionnaire, sera aussi imposé ceste année la somme de 1,000 escus, sans despens ny apportz, du consentement du sieur de La Cassaigne, faisant pour lesdictz sieurs ;

Que la somme de 789 escus 30 sols deue à M. Clauzel, maistre en la Chambre des Comptes, pour restes et entier payement de plus grande somme, à luy deue cy devant par ledict diocèse, sera imposée la présente année ;

Sur la partie de 1,774 escus 47 sols, deue à Loys Chevalier, sieur de Rousses, sera imposé présentement la somme de 30 escus sans despens ny apportz ;

Sur la partie de 650 escus, due à M<sup>e</sup> François Dujardin, sera imposé 400 escus, sans despens ny apportz, du consentement dudict Dujardin ;

Sur la partie de M. Anthoine Chevalier, de 1,315 escus 24 sols, sera imposé la somme de 800 escus, sans despens ny apportz de son consentement ;

Sera aussi imposé la somme de 811 escus 6 sols 8 deniers, pour estre payée à la recepte générale de Languedoc, de l'année 1599, pour n'avoir esté ladicte somme imposée en ladicte année, à cause du don et exemption accordée par le Roy audict diocèse, des deniers de ses tailles pour une année, à jouir en deux ; ayant esté ledict don reduict par MM. les trésorier généraulx, pour ladicte année, à ladicte somme de 811 escus 6 sols 8 deniers. De laquelle néaulmoings, ledict diocèse n'a peu jouyr ains au contraire le receveur particulier d'icelluy est contrainct, par ledict receveur général, au payement de ladicte somme, à faulte de l'avoir faicte défalquer de l'estat général des finances du Roy.

Sera pareillement imposé la somme de 142 escus



20 sols pour restes et entier payement de plus grande somme qui estoit due au capitaine Graveyrol.

Aussy sera imposé la somme de 3,689 escus 14 sols 8 deniers due à M. de Manificier par l'estat final de son compte, rendu l'année passée, à la charge qu'il acquittera ledict païs envers le sieur Jehan Donnat Pitron, de la somme de 4,000 escus, à luy due par ledict diocèse et dont M. de St-Auban est obligé envers luy ; et que ledict sieur de Manificier sera tenu rapporter l'obligation dudict sieur de St-Auban, cancellée et acquiescer ledict diocèse envers ledict Donnat, tant du principal que de tous despens, domaiges et interestz que ledict Donnat pourrait prétendre en quelque sorte que ce soit contre ledict diocèse ; à quoy ledict sieur de Manificier a promis satisfaire moyennant l'imposition de sondict debet.

Plus sura imposé la somme de 2,145 escus 59 sols, aussi due audict sieur de Manificier par l'arresté du compte par luy rendu à la présente assemblée.

Sur la partie de 1,253 escus 16 sols, due aux hoirs de feu sieur de Costeregord, sera imposé 417 escus 45 sols, faisant ung tiers de ladicte partie ; à la charge que ladicte somme ne pourra estre payée en cas que la somme de 835 escus 30 sols restante ne fut suffisante pour le remboursement qu'ilz sont tenus faire à plusieurs particuliers emprumpteux, suivant les apostilles du compte rendu par ledict sieur de Costeregord, duquel ladicte partie procède. Dequoy l'article de l'assiette sera expressément chargé, affin que le receveur n'en prétende aucune cause d'ignorance. A quoy M. Dumas, juge du Chapitre a consenty et acquiescé.



Dudict jour quinzième janvier, de rellevée.

Sur la réquisition faicte par le sieur de Ruffières, de le vouloir rellever et desdomaiger de l'amende de 25 escus, en laquelle, par arrest de la Cour des Aydes, il a esté condempné, qu'il a esté contrainct de payer, ensemble la somme de 7 escus, pour les fraiz de l'exécution et ce à cause de l'assiette des deniers extraordinaires par luy faicte, à la réquisition et suivant les délibérations des gens des Estatz dudict diocèse, pour le bien des affaires communs dicelluy, en l'année 1593, qu'il estoit commissaire principal, attendu mesmes que par dellibération des Estatz dudict diocèse tenus en la ville de Chanac, en l'année 1594, fut arrêté que le pais porteroit ladicte amende et le relleveroit de tous despens, domaiges et interestz qu'il pourroit souffrir à ceste occasion ; a esté conclud, veu ladicte délibération et la quittance de ladicte amende et fraiz payés par ledict sieur de Ruffières, que lesdictz deux sommes, revenant à 32 escus, seront imposées en l'assiette extraordinaire dudict diocèse, la présente année et payées audict sieur de Ruffières pour son remboursement.

Noble Antoine de St-Martin, sieur du Villeret, s'est présenté pour M. de Gabriac qui a esté receu en ladicte assemblée à la charge de se faire advouer et rapporter procuration expresse, en bonne forme, dudict sieur de Gabriac, dans deux jours, aultement sera privé de l'entrée des Estatz.

Sur la réquisition que le sieur Rodes, docteur et advocat, a faict ausdictz Estatz, au nom des hoirs de feu Vidal Gibelin, de Maruejolz, de leur vouloir faire justice sur le procès pendant entre eulx et le sindic dudict diocèse,



en la Chambre de Castres, pour raison de la mesterye de Laldonnès, affin que lesdictz héritiers, qui sont pauvres enfants orphelins, ne soyent contrainctz de consumer en fraiz et despens de la poursuite et longueur dudict procès, ce peu de moyen que leur reste, après que damoiselle N... leur mère a esté ouye en l'assemblée, lesdictz Estatz encore qu'ilz estiment que le païs, soit bien fondé contre lesdictz hoirs et aultres parties, prétendans droict sur ladicte meterie ; toutesfois, pour sortir de procès et despens et l'incertitude de l'événement d'ung long procès ; Ont accordé avec ladicte damoiselle, assistée dudict sieur Rodes, que pour tous droictz prétenduz et demandez contre ledict païs à raison de ladicte mesterye de Laldonnès, tant par elle que par sesdictz enfans et tous aultres, tant pour le principal, restitution de fruictz, despens, domaiges et interestz, le païs leur fera imposer et payer dans cinq années prochaines, la somme de 1,666 escus deux tiers, qui est, à raison de 335 escus 20 sols par an, et que pour cest effect, en sera passé contract d'accord par le sindic, avec ladicte damoiselle ou aultres que besoing sera.

Et d'autant que quelques ungs de l'assemblée, au lieu de procurer le soulagement du païs, comme ilz sont tenus, y ayant esté receuz à ceste fin, et en ayant presté le sèrement, ne laissent pourtant de proposer et porter le faict des particuliers qui ont des actions ou prétensions contre ledict païs ; a esté conclud que dorénavant, nul de ceulx qui seront receuz en ladicte assemblée desdictz Estatz pour y avoir séance et voix délibérative, soit de leur chef ou comme depputez ou envoyés, ne pourra se rendre requérant ou poursuivant du faict et action d'aultruy contre ledict païs, à peyne



d'estre à l'instant privé de l'entrée desdictz Estatz, si ce n'est pour son faict propre ou de celluy qui l'aura envoyé et depputé, pour assister ausdictz Estatz ; auquel cas, il luy sera loysible de remonstrer et requérir ce qui sera convenable en son affaire, et après s'en sortir pour en laisser dellibérer par lesdictz Estatz.

Sur ce qui a esté remonstré à ladicte assemblée par le sieur de Cogossac, qu'en l'année 1587, sur les advertissements certains que MM. les commis, syndic et deputez du pais de Gévaudan auroyent receuz de l'arrivée de 5 ou 600 hommes de guerre, arquebusiers à pied, du régiment de M. Dandelot, au lieu de St-Jehan de Gardonnenche, en intention d'entrer dans ledict pais pour fortifier quelque place et faire la guerre dans icelluy ; ledict sieur commis et depputez, pour l'importance du faict et pour le bien du service du Roy et le repos et soulagement dudict pays, auroyent arrêté, en l'absence de M. de St-Vidal, lors gouverneur en icelluy, et suivant le pouvoir à eulx donné par les gens des Estatz, de faire promptement et diligemment travailler à la démolition de certains lieux et places dudict pays ou les ennemis pourroyent plus facilement se loger et fortifier et entr'autres le lieu de Servières. A quoy, suivant la dellibération desdictz sieurs, M. de Bressoles et luy pour estre proches voisins dudict lieu de Servières, auroyent esté priés de travailler. En bien que ce que y fut demoly soit de peu d'importance, d'autant que ledict lieu avoit esté auparavant ruyné dès les premiers troubles, oultre que cest ung bastiment fort vieil et ruyneux et que ceste dernière démolition a esté faicte avec meure dellibération desdictz sieurs commis, depputez et syndic et pour le bien du service du Roy et du pais, toutesfois le sieur



de Servièrre prétend à ceste occasion de grands domaiges et interestz contre luy, l'ayant faict appeler en la Cour de parlement de Tholoze, en vertu d'une ordonnance du Conseil privé, portant renvoy en ladicte Court, dont il a exhibé la coppie et de l'exploict d'assignation, ensemble la dellibération desdictz sieurs commis, sindic et deputez, requérant qu'il pleut à l'assemblée ordonner que le sindic dudict païs prendra le faict et cause pour luy et le rellevera de tous despens, domaiges et interestz, que pour ce il en pourrait souffrir. Veu par lesdictz Estatz ladicte dellibération en date du 29 d'aoust audict an 1587; coppie de lettres obtenues par ledict sieur de Servièrres et de l'exploict d'assignation donné audict sieur de Cogossac en ladicte Cour de parlement de Tholoze, à ung mois après la feste St-Hilaire. Et attendu la juste, importante et nécessaire considération pour laquelle ladicte démolition fut faicte, a esté dellibéré et conclud que ledict sindic se joindra en ceste instance et fera toutes les poursuites nécessaires sur icelle, au nom dudict sieur de Cogossac et aux fraiz et despens communs dudict païs, pour la deffence dudict sieur de Cogossac, lequel ladicte assemblée a promis rellever de tous despens, domaiges et interestz qu'il pourroit souffrir à ceste occasion.

Les deputez à voir l'estat des demandes et prétensions du sieur trésorier Parat, tant au nom du sieur Tardif, que de M. Pierre Parat, son frère, à cause de la recepte des tailles de cedit diocèse et arréraiges des gaiges dudict sieur Tardif, ont faict rapport par la bouche de M. de Chanoillet, envoyé de M. le baron du Tournel, de ce qu'ilz ont trouvé de cest affaire, et que la principale difficulté consiste au faict des reprises qui reviennent à



une notable somme ; prétendant ledict sieur Parat, suivant le contract de bail de sa recepte, de s'en faire descharger, et par ce moyen, rendre le païs d'aultan débiteur envers luy, oultre le domaige et interest qu'il prétend, pour luy avoir esté, la levée desdictes reprises, interdicte en vertu de trois diverses dellibérations du païs et autres prétensions contenues audict estat. Sur quoi a esté conclud que, par les mesmes députez, sera faicte particulière vérification, tant desdictes reprises que aultres articles dudict estat sur les comptes rendus par ledict Parat audict païs pour les années 1585, 1586 et 1587, et sera par eulx advisé de traicter et négocier avec ledict sieur trésorier Parat, pour le faire charger, s'il est possible, à ses périlz et fortunes, de la levée desdictes reprises et composer le surplus de ses demandes, sellon qu'ilz trouveront estre juste et raisonnable et aux meilleurs conditions que faire se pourra, pour le bien et soulaigement du païs dont ilz feront rapport, et donneront avis à l'assemblée, avant que rien arrester ny conclure avec ledict sieur Parat.

De mesmes a esté donné charge ausdictz députez, de voir et examiner les papiers et comptes de M. Pierre Portalès, cy devant commis à la recepte dudict diocèse, ez années 1591, 1592 et 1594, sur la partie de 4,600 escus, dont il prétend debvoir estre remboursé par le païs, pour avoir esté rendu débiteur de ladicte somme par la chambre, à cause des lieux impuissans dudict diocèse qu'il a faict passer en la dispense de ses comptes.

Aussy ont esté depputez lesdictz sieurs, pour voir l'estat des prétensions de M. Bernard Dangles, commis cy-devant à la recepte des tailles dudict diocèse, en l'année 1588 ; icelluy vérifier et examiner et sur le tout



faire rapport et donner advis à l'assemblée.

Du sezième jour dudict mois de janvier, du matin.

La plus grande partie des Estatz ont assisté à la vérification des reprises dudict sieur Parat, qui a esté faicte dans la chambre de M. le baron du Tour; occasion de quoy lesdictz Estatz en corps ne se sont peu assembler ce matin.

Dudict jour, sezième janvier, de rellevée.

Sur la requeste présentée par Guy Bosse, pauvre marchand de la ville de St-Chély, à ce qu'il pleut à l'assemblée ordonner au prévost dudict diocèse, de faire la poursuite au nom du syndic dicelluy, en conséquence, d'aulture délibération prinse par les Estatz dudic païs en l'année 1598, contre ung nommé lou Bessou, de Châteauneuf-de-Randon, François Coronat, d'Allenc; et le cadet de Fayet, du Blaymar, comme récellateur d'une charge de marchandises que luy fut vollée au bois de la Croix de fer, près du Malzieu, par feu Pierre Bonnet, de Chazal, insigne volleur, et aultres ses complices; ayant esté depuis, ledict Bonnet condempné et exécuté à mort, et par sa sentence de condempnation décerné décret de prise de corps ou adjournement personnel contre les susdictz récellateurs, ou bien qu'il pleut à l'assemblée luy ordonner telle somme quelle cognoistra estre nécessaire pour ladiete poursuite, luy, n'ayant aultrement moyen de la faire. A esté conclud, veu la précédente délibération et pour le bien de la justice, que le sieur Armand, lieutenant de M. le prévost général de Languedoc, audict diocèse, fera toutes les poursuites nécessaires contre lesdictz récellateurs, jusques à plaine et



entière restitution du larcin et punition du crime.

Sur la réquisition qui a esté faicte à l'assemblée, au nom de M. Bonnaud, secrétaire de Mgr le comte d'Auvergne, de pourvoir au remboursement des fraiz et despens par luy employés en divers voiaiges qu'il a faictz, tant à la Cour que à Tholoze, à Montpellier et en ceste ville, à faulte de payement de la partie deue par ce diocèse à mondict Sgr le comte, prétendant en cas que les Estatz ny pourvoyent comme il espère et qu'ilz sont tenus, de se faire taxer par la justice, ce qu'il ne voudroict qu'à l'extrémité et à leur dernier reffus ; a esté advisé de renvoyer ledict sieur Bonnaud à la prochaine assemblée des Estatz dudict diocèse pour y estre pourveu s'il y eschet, sellon quelle trouvera raisonnable, après que ledict sieur Bonnaud aura obtenu arrest de main-levée des cessionnaires et saisissans, conformément aux précédentes dellibérations.

Le sieur de Chanoillet envoyé de M. le baron du Tournel et l'ung des députez, pour vérifier les reprises du sieur Parat et pour traicter d'accord avec luy sur ses prétentions, a faict rapport de ce que par les autres depputez et luy a esté négocyé avec ledict sieur Parat, et comme après plusieurs difficultés ilz l'ont faict résoudre à se charger de ses reprises qu'il affirme monter à 5,300 escus ou environ, les prenant à ses périls et fortunes, pour en faire la levée en quatre années, soubz les conditions qui ont esté accordées par lesdictz sieurs députez avec ledict sieur Parat, soubz le bon plaisir des Estatz, suivant les articles qu'ilz en ont dressé. Sur quoy, faicte lecture, desdictz articles, contenant lesdictes conditions, ensemble de l'estat du compte sur ce arrêté par lesdictz depputez audict sieur Parat ; lesdictz Estatz, après avoir



sur le tout murement dellibéré et modifié lesdictes conditions, ont conclud et arrêté qu'il en seroit passé contract en bonne forme par le syndic avec ledict sieur Parat, et que ledict sieur de Chanoillet estoit pryé et depputé pour en dresser la minute et icelle représenter à l'assemblée, attendu l'importance de l'affaire et l'importance dudict contract.

S'est présenté à l'assemblée le sieur de Méjanes, lequel a remonstré que naguères auroit esté obtenu arrest contre luy au Conseil d'Estat du Roy, à la requeste de mondict seigneur de Mende, jointz à luy les sindicz dudict païs et du clergé dudict diocèse pour raison de la construction d'une citadelle en ceste ville de Mende ; de laquelle luy avoit esté baillé le prix faict par M. de Fosseux, lors gouverneur de ce païs. Et d'aaultant que depuis, il auroit, pour raison de ce, composé et passé contract avec mondict seigneur de Mende et MM. de son Chappitre et Clergé, par le moyen duquel il demeure pour leur regard deschargé de l'effect dudict arrest et toutes poursuites sont à ceste occasion terminées contre luy, attendu mesmes que mondict Sgr de Mende a eu don du Roy de tout ce qui pourrait provenir de profit et commodité par le moyen dudict arrest. Et partant ny peult maintenant prétendre aultre interest ledict syndic, qui ne s'estoit joinct en ceste instance que pour fortifier ladicte poursuite, affin de parvenir à la rédification de l'église cathédralle de ceste ville, à laquelle icelluy Méjanes faict maintenant travailler suivant ledict contract. A ceste cause, il a supplié l'assemblée vouloir ordonner audict syndic luy fera ladicte déclaration audict Méjanes, à la charge que de sa part, il satisfait entière-



ment à ce qu'il est obligé par ledict contract, pour ladicte rédification.

Sur la réquisition faicte par l'envoyé de M. le baron du Tournel de vouloir pourvoir au remboursement des fraiz de deux voiaiges qu'il auroit faict faire par ses envoyés aux Estatz généraulx de Languedoc, comme baron du tour du pays de Gévaudan ès années 1594 et 1595, à cause des baronnies du Tournel et de Ceneret, ayant les Estatz du dict diocèse accoutumé, de tout temps et ancienneté d'accorder la somme de 500 livres pour le voiaige dudict baron du tour, chascune année, a esté ordonné au greffier du pais, de vérifier sur les assiettes et les comptes des receveurs, depuis ladicte année 1594, s'il a esté accordé et payé aulcune chose audict sieur du Tournel, pour lesdictz voiaiges, pour ladicte vérification faicte, y estre pourveu par l'assemblée comme il appartiendra.

Sur la requeste présentée par M. Anthoine Bouton, tant en son nom que aultres habitans de la ville de Mende, pour estre remboursez de la despence par eulx fournie aux gens de guerre, assemblés en ceste ville de Mende, pour la réduction de la ville de Chirac en l'année 1588, suivant l'estat arresté et modéré par le syndic, montant 37 escus 24 sols, dont leur auroit esté expédié mandement, par MM. les commis, sur M. Bernard Dangles, qui ne l'auroict acquitée, à faulte de fondz; a esté dict qu'ilz se retireront à MM. les depputez aux comptes pour faire veriffication et leur rapport à l'assemblée.

Lesdictz Estatz dellibérans sur les parties de l'estat des debtes, ont advisé, touchant la partie de 1,694 escus due au sieur Vivian, suivant le contract passé avec luy



au mois de mars dernier, qu'il sera traicté avec luy pour raison des termes de payement de ladicte partie, affin de leur faire accorder volontairement à plusieurs années pour le soulagement du païs.

Aussi a esté advisé de composer avec M. Motte, d'Anduze, tant pour les termes de payement de la partie de 666 escus 40 sols à luy deue et employée dans ledict estat des debtes que pour les taxatz qu'il a obtenues contre ledict diocèse l'année dernière.

Du dix-septième jour dudict mois de janvier, du matin.

Sur la remonstrance faicte par Loys Chevalier, sieur de Rousses, qu'aux Estatz tenus en ceste ville de Mende, en l'année 1599, au mois de juillet, il auroit esté vérifié luy estre deub, par ledict diocèse, la somme de 2,218 escus 27 solz 10 deniers, à cause de la recepte par luy faicte des deniers des tailles dudict diocèse, ez années 1573 et 1577, le payement de laquelle somme, par dellibération desdictz Estatz, fut altermoyé, de son consentement, à cinq années également, à commencer ladicte année 1599. Et bien que, suivant ladicte dellibération le second payement de ladicte somme luy deubst estre faict l'année dernière, toutesfois il n'en auroit receu aucune chose, pour n'avoir esté faicte aucune imposition de deniers extraordinaires en ladicte année, et au lieu que cella debvoit inviter l'assemblée de faire imposer deux payements qui escherront dans ceste année, au contraire il a esté adverty qu'on vouloit réduire à 300 escus lesdictz deux payemens et le renvoyer à l'année prochaine, ce que ne seroit raisonnable. Requérant l'assemblée faire imposer lesdictz deux payemens en la présente assiette. A esté conclud, attendu que



l'année dernière, ledict sieur de Rousses n'a receu aulcune chose contre ce qui avoit esté arresté par ladicte dellibération, que ladicte partie, montant 445 escus 41 sols 9 denirs, sera imposée en la présente assiette, pour le second payement dudict debte.

Sur la requisition faicte par le sieur du Villeret, envoyé de M. de Gabriac, de pourvoir sur les abus que les commis des receveurs des tailles dudict diocèse commectent, faisant saisir, pour lesdictes tailles, les troupeaulx du bestail à layne que les habitans du bas païs de Languedoc ont acoustumé toutes les années faire mener en ce diocèse, durant la saison de l'esté, pour y paistre les herbaiges dicelluy, dont revient un grand profict au païs, et au contraire grand domaige par le moyen desdictes saisies, pour estre cause que la plupart dudict bestail ne revient plus audict pays. A esté conclud que doresnavant il ne sera loysible aux receveurs dudict diocèse, ou leurs commis, contre les règlements des Estatz généraulx de Languedoc et particuliers de ce diocèse, de procéder par voye de saisie, exécution ny arrestement, pour payement des tailles ny pour aultres debtes sur ledict bestail venant du bas païs de Languedoc pour paistre les herbes des montaignes, causses et aultres lieux de ce païs, à la saison acoustumée, ny aussi sur le bestail de labouraige, mulets et aultres bestes à bast, servans au commerce et voiture des denrées, et seront, MM. les commissaires de l'assiette, requis insérer la susdictes clauze de reiglement dans le bail de la recepte, affin que lesdictz receveurs n'en prétendent cause d'ignorance, et qu'ilz soyent plus estroictement obligez à l'observation dicelle, pour l'importance dont elle est audict païs.



Aussi, qu'il ne sera loisible ausdictz receveurs ny leurs commis de pouvoir faire saisir ny arrester le bestail à layne ny à corne en une une paroisse en laquelle les habitans d'une aultre paroisse l'aurent envoyé pour paistre les herbaiges, par le deffault qu'ilz en auroient en la leur ains seullement pourront saisir et arrester ledict bestail pour le payement des tailles de la paroisse à qui appartiendra ledict bestail, à faulte de payement dicelles, après toutefois avoir faict dilligences suffisantes contre les collecteurs, consulz, procureurs et principaulx habitans de ladicte paroisse, à laquelle ledict bestail appartiendra, conformément aux reiglemens de la justice et des Estatz de Languedoc et particuliers de ce diocèse.

Sur les plaintes qui ont esté faictes à l'assemblée, de l'abus qui se commect en la levée que M. Gabriel Martin Cabanetes et le sergent Rocque, font de certaines restes de deniers dont feu M. Bastit, le jeune, notaire de Mende, avoit eu charge. A esté arrêté que ledict Martin fera apparoir à l'assemblée, dans ce jourd'hui, de son pouvoir et du livre desdictz restes pour en estre faicte vériffication et après ordonner ce qu'il appartiendra, et cependant ladicte levée leur sera interdite à la diligence du sindic.

Sur la requeste présentée par M. Jehan Lombard, de la ville d'Aulmont, pauvre homme aveugle, lesdictz Estatz luy ont donné par aulmosne 2 escus, qui seront à ceste fin couchez en l'assiette ordinaire la présente année.

La requeste présentée par M. Jehan Aiglin, de Châteauneuf, à ce qu'il pleut à l'assemblée luy accorder quelque somme de deniers pour subvenir à la poursuite



du procès de M. Maurin, cy devant commis de MM. Simon d'Almeras et Jacques Saulze, receveurs électifs dudict diocèse ex année 1595 et 1596, pour raison des concussions par luy commises, dont le procès est pendant en la Cour des Aydes à Montpellier, a esté renvoyé à MM. les depputez à l'audition des comptes.

A esté arresté qu'il sera inscript au procureur du pais en ladicte Cour des Aydes, d'envoyer à MM. les commis ung estat de tous les procès dudict pais qui sont pendans en ladicte Cour.

Sur ce que l'envoyé de M. de Mirandol a dict qu'il se trouve homme qui fera la levée des restes de M. Farnier en lui accordant le quadruple de ce qui se vérifiera des obmissions par luy faictes des deniers de sa recepte, et qu'il fera trouver le débet dudict Farnier moindre de la de la moitié; a esté ordonné audict envoyé de faire présenter en l'assemblée le dict personnaige dez ce jourd'hui mesmes, pour estre ouy en ses offres et dellibéré sur icelles et néaulmoings que la recette desdictz restes sera publié par les carrefours de ceste ville, pour estre dellivrée à ceulx qui feront la condition du pais meilleure.

Ouy le rapport faict par M. de Chanoillet, envoyé de M. le baron du Tournel, sur le contenu en la requeste présentée aux Estatz par André Achard, sieur de Fangouses, pour estre rellevé, tant de la somme de 20 escus 42 sols pour la décyme de la clameur exposée contre feu M<sup>e</sup> Claude Achard, son frère, à cause d'une obligation par sondict frère, comme depputé dudict diocèse et pais, passée soubz la rigueur du scel de Montpellier, au profict de Pierre Regnault dudict Montpellier que de la somme de 15 escus pour les fraiz et despens par luy souffertz pour raison de l'exécution qui a esté faict en



ses biens par ung huissier de la Cour des Aydes et trois reccordz de Montpellier, ores qu'il ne soit héritier ny biens tenans de sondict frère et que ladicte obligation ayt esté faicte pour les affaires dudict diocèse. A esté conclud, attendu qu'il a esté vériffié que ladicte amende procède d'ung debte dudict païs, que le sindic dicelluy prendra la cause pour ledict sieur de Fangouses, pour le faire descharger de ladicte amende, et néaulmoings luy a esté accordé quatre escus pour le relever des fraiz de ladicte contraincte.

Dudict jour XVII<sup>e</sup> de janvier, de rellevée.

Pour reigler la taxe des depputez à l'audition des comptes, a esté arresté que doresnavant ne pourra estre taxé plus hault dung escu pour chascun et que les consulz des villes, jusques au nombre de quatre, oultre MM. les commis qui sont ordinaires et deux de MM. de l'esglise et de la noblesse qui seront depputez et nommez par M. le président, passeront par tous chascune année à l'audition desdictz comptes.

La minute du contract qui a esté dressé pour passer avec M. Parat, touchant l'accord faict par les Estatz avec luy, pour toutes prétensions qu'il avoit contre le païs, à cause de la recepte exercée par son frère ez années 1585, 1586 et 1587, a esté leue et corrigée en ladicte assemblée et ordonné au sindic de le passer et stippler suivant ladicte minute.

Sur la rapport faict par le sieur de Chanoillet, envoyé de M. le baron du Tournel, du contenu en l'estat des domaiges et interestz et aultres prétentions de M. Bernard Dangles, receveur électif dudict diocèse, en l'année 1588 ; a esté conclud et arresté que pour de-



meurer d'accord et pacifier tous différens meuz et à mouvoir avec ledict sieur Dangles, tant pour raison de la somme de 1,457 escus 45 sols 9 deniers à luy due par ledict diocèse, pour restes et entier paiement du debet de son compte que pour la partie de 905 escus dont il prétend avoir remplacement du païs pour avoir esté rendu débiteur de ladicte somme au compte des deniers ordinaires par luy rendu en la Chambre des Comptes, et aussi pour tous despens, domaiges et interestz et toutes aultres prétensions quelles quelles soyent ; lesdictz Estatz luy ont accordé la somme de 3,000 escus, paiables en quatre années, par esgales portions, en termes des assiettes, à commencer la présente année ; à la charge qu'il prent à ses périlz et fortunes, levé ou non levé, les restes qu'il a baillé en reprise au compte par luy rendu au païs, sans que le païs luy en soit d'aucune chose tenu, sinon en cas que les paroisses baillées en reprise, feussent deschargées desdictz restes par arrestz donnés, le syndic dudict diocèse ouy, ou bien en cas d'hostilité qui empechast la levée desdictz restes ; soubz lesquelles conditions et aultres clauses reprises pour l'assurance et descharge du païs, lesdictz Estatz ont donné pouvoir audict syndic de passer contract avec ledict Dangles ou aultre ayant charge suffisante de luy.

Les sieurs députez à la vérification de la partie de 1,600 escus, demandée par M. Pierre Portalès, receveur dudict diocèse, des années 1591, 1592 et 1593, ont fait rapport par la bouche de M. de Chanoillet, envoyé de M. le baron du Tournel, qui a dict avoir esté verifié sur les comptes rendus à la Chambre par ledict Portalès qu'il a esté rendu débiteur, par ladicte Chambre, de ladicte somme de 1,600 escus et que ledict debet pro-



cède, tant de la somme de 800 escus, laquelle ladite Chambre a fait employer en la despense desdictz comptes pour les gaiges de M. François Tardif, desdictes deux années 1591 et 1592, que aussi de la descharge de la portion de Maruejolz dicelles années, et leur semble qu'il y a lieu de rembourser ledict Pourtalès, desdictz 800 escus, pour lesdictz gaiges dudict sieur Tardif et pour le surplus, d'en poursuivre une provision de descharge devers le Roy, au soulagement du païs. Aussi ont dict que ledict Portalès a plusieurs autres prétentions contre le païs, dont il leur a remis l'estat ; duquel a esté faite lecture. Sur quoy a esté advisé de députer ledict sieur de Chanoillet et le sieur de Seguin, envoyé de M. d'Arpajon, pour parler audict Portalès et voir s'il y aurait moyen de traicter avec luy, de toutes lesdictes prétentions.

A la requisition du consul d'Ispaniac, a esté arresté qu'il sera faite vérification de la partie qu'il prétend luy estre due pour en estre fait rapport à l'assemblée par lesdictz sieurs deputez aux comptes.

Du dix-huictième dudict mois de janvier, du matin.

Noble Anthoine Du Bourbier, sieur de la Croix, bailly de Florac, s'est présenté pour M. le baron dudict Florac et en vertu des précédentes procurations, remises aux dernières assemblées, a esté receu après avoir presté le serement accoustumé.

Lesdictz Estatz, traittans de l'accord du procès de Laldonnés, ayant esté advertiz que le sieur Gibilin estoit arrivé en ceste ville et qu'il ne veult, pour son regard, acquiescer à ce qui en a esté accordé avec damoiselle N..., sa niepce, laquelle y prétend le plus grand interest.



Après que ledict sieur Gibilin a esté appelé en ladicte assemblée et qu'il a debatue et contesté longuement en icelle sur ses prétensions ; finalement lesdictz Estatz, pour demeurer d'accord et pacifier tous procès et différens avec lesdictes parties et rédimer ledict pais des vexation et esviter les fraiz et despens dudict procès, ont accordé ausdictes parties pour toutes prétensions, tant du principal que de tous despens, domaiges et interestz, la somme de 1,666 escus deux tiers, payable en trois années également, à commencer l'année prochaine et moyennant ce, lesdictz N... et Gibilin, tant en leur nom propre que des enfans de ladicte N... ont renoncé à tous procès et différandz et quicté tous droict et action qu'ilz pourroyent avoir contre ledict pais et consenty qu'il en soit passé contract d'accord avec le syndic, auquel l'assemblée a donné pouvoir de ce faire, avec les clauses en tel cas requises.

Et sur ce que ladicte N... a pryé et requis lesdictz Estatz, vouloir, en considération de ce quelle est chargée de plusieurs enfans, luy accorder en particulier la somme de 100 escus, outre ce qui luy peult revenir dudict accord, a esté renvoyé à la prochaine assemblée des Estatz pour y avoir tel esgard que de raison.

Sur la requeste présentée par les consulz et habitans de Chanac, à ce qu'il pleut à l'assemblée leur accorder la somme de 300 escus pour leur remboursement de pareille somme qu'ils ont fournie et avancée pour la réparation du pont qui est sur la rivière d'Olt, près de ladicte ville, attendu l'importance dicelluy, comme estant ung des grands passaiges du bas Languedoc à la montaigne et en Auvergne, et dont ce diocèse reçoit une grande commodité, joinct que par dellibération des



Estatz généraulx tenus à Pezenas, l'année 1599, fut arrêté, en conséquence des anciens reiglemens de ladicte province que les diocèses contribueront aux réparations de leurs pontz, jusques à 300 escus. Ladicte assemblée, après avoir veu ladicte délibération prinse le 27 may audic tan 1599, par les Estatz généraulx de Languedoc, touchant la réparation des ponts, par laquelle est porté que les villaiges où sont lesdictz ponts contribueront de la somme de 40 escus ; les villes maitresses et cappitalles, de 80 escus, et les diocèses de 300 escus. Et ou lesdictes réparations monteroyent davantaige, y sera pourveu par les Estatz de la sénéchaussée ainsi que par eulx sera advisé. A quoy seront aussi employez tous les deniers des leudes et péages destinez ausdictes réparations. Veu aussi aultre dellibération desdictz Estatz généraulx, tenus à Carcassonne le 16<sup>e</sup> jour de decembre 1600, par laquelle est dict que la précédente dellibération sortiroit à effect et enjoinct aux depputez des diocèses, à la prochaine assiette, de pourvoir à la réparation des ponts et passaiges, chascun en son endroict et y faire contribuer les villes et villaiges par préciput, les sommes contenues en ladicte dellibération et aux diocèses de pourvoir à ce que excédera. Et ou la despence nécessaire excéderoit lesdictes sommes, que les villaiges, villes et diocèses où la réparation se faict, sont tenus de contribuer par préciput. En ce cas, les sénéchaussées fourniront au surplus, vériffication préalablement faicte desdictes réparations nécessaires, appelé le sindic général dicelle, pour y estre pourveu aux prochains Estatz, si mieux les diocèses ou villes n'ayment en faire les avances, pour en estre remboursez ausdictz prochains Estatz. Et attendu l'importance dudict pont



de Chenac, et qu'il ny a aulcune leude ny péaige, veu aussi l'estimation et rapport des maistres maçons qui en ont faicte la visitation, le sindic ouy pardevant M. le juge du bailiaige, a esté conclud et arresté que MM. les commissaires de l'assiette seront requis d'impozer, en l'assiette de la présente année, la somme de 50 escus, et pareille somme de 50 escus en chascune des deux années prochaines pour le remboursement desdictz habitants de Chenac, De quoy le consul dudict Chenac, qui a esté appelé à ladicte assemblée, après la présente dellibération, s'est contenté et en a remercié lesdictz Estatz.

Et affin qu'à l'advenir il ne puisse estre commis fraude au faict des réparations desdictz pontz audict diocèse, lesdictz Estatz ont arresté qu'en cas que ledict sindic seroit appelé pour assister à la visitation de quelques pontz, qu'il sera tenu incontinant en communiquer à MM. les commis pour en prendre dellibération. Et si par leur dellibération est trouvé que le païs y doibve contribuer; en ce cas ledict sindic assistera aux visitations qui en seront faictes et aux pris faictz qui en seront baillez desdictes réparations, aultement le païs ny aura aulcung esgard et n'entrera en la despence desdictes réparations.

Sur la requisition faicte par le sieur Armand, lieutenant de prevost de MM. les maréchaux, de pourvoir à son remboursement des fraiz et vacations extraordinaires par luy exposés durant l'année pour le faict de sa charge, ayant esgard aux petitz gaiges qu'il a qui ne sont suffisans pour son entretenement, joinct qu'il a tousjours entretenu quatre archiers, encores qu'il ne luy en fut accordé que deux par le païs. Requéran auss



qu'il plent aux Estatz luy augmenter sesdictz gaiges et ledict nombre d'archiers pour l'advenir; a esté conclud qu'il est accordé audict sieur Armand, pour tous fraiz et despens extraordinaires, la somme de 100 escus, qui sera imposée en la présente assiette; ayant esgard au bon debvoir qu'il a rendu dans le pais en sa charge. Et pour l'advenir luy a esté accordé l'entretienement de deux archiers qui seront paiez, par le receveur, de leur gaiges en leurs propres mains. Aussi a esté accordé qu'il seroit imposé l'entretienement et gaiges d'ung aultre archier qui sera substitué du greffier dudict pais en la prévosté pour assister ledict prévost aux captures et chevauchées, et en escrire les actes; à la charge de prendre la substitution dudict greffier du pais, et de remectre devers le greffe du bailiaige tous lesdictz actes ainsi qu'il est acoustumé, à peyne de révocation desdictz gaiges.

Et sur semblable requisition faicte par le sieur Rodier, aussi lieutenant dudict prevost, en ce diocèse, a esté accordé audict Rodier la somme de 50 escus pour tous fraiz et despens extraordinaires par luy prétenduz faictz, tant dedans que dehors ce diocèse. Et pour l'advenir, a esté ordonné qu'il luy sera entretenu deux archiers, à la charge que l'ung diceulx sera substitué dudict greffier du pais, et remestre tous lesdictz actes au greffe du bailiaige comme dessus, sans déroger à la subvention faicte par ledict greffier à M. Jehan Bompar.

Sur la requeste présentée par sieur Jehan et Anthoine Prieur, merchandz de Saint-Chély, à ce qu'il pleu à l'assemblée les désintéresser des fraiz, despens, domai- ges et interestz par eulx souffertz, ayant esté faictz prisonniers en la ville de Clermont, en l'année..., au mois



de novembre, à la requeste des eschevins de ladicte ville pour raison d'une partie de 2,000 escus, deue par ce diocèse ausdictz eschevins, comme remissionnaires du sieur Habert, ayant esté dettenus l'espace de quatre ou cinq mois. A esté accordé ausdictz Prieur, 100 escus, paiables en trois ans, sans conséquence, à la charge que s'il se trouve qu'ilz en ayent eu cy devant quelque chose du païs, cella tiendra lieu de payement en déduction ; à quoy ledict sieur Prieur a consenty.

Dudict jour XVIII<sup>e</sup> janvier, de rellevée.

L'estat remis par M<sup>e</sup> Pierre Portalés de ses prétensions, a esté leu en l'assemblée et respondu sur chascun article. Après avoir esté longuement débattu, M. Dumas a esté pryé de parler audict Portalés, pour sçavoir sa dernière résolution.

S'est présenté à l'assemblée M. Nicolas Nurit, recteur du colliège fondé en la ville de Montpellier par feu de bonne mémoire le pape Urbain cinquiesme, en faveur des escoliers, originaires du païs de Gévaudan, estudians en médecine, lequel a remonstré l'usurpation et indeue occupation que les consulz et habitans de Montpellier ont voulu faire et font encores dudict colliège pour en priver lesdictz originaires dudict païs. Et comme il s'y seroit opposé tant qu'il luy auroit esté possible, et suivant les dellibérations de MM. les commis et depputez du païs auroit faict appeler lesdictz consulz en la Cour de parlement de Tholoze et tant poursuivy, qu'il en a obtenu arrest et a faict vuyder les occupateurs et faict faire vériffication, par un magistrat, de l'estat auquel il auroit trouvé ledict colliège. Et outre lesdictes poursuites sur la permission que lung des sieurs régens en



médecine auroit donnée que lung de ceulx qui lict en la pharmacie et chirurgie s'en fut saisy dudict colliège, il sy seroit opposé et tant faict qu'il l'auroit aussi faict vuidier. Et parcequ'il a employé beaucoup de fraiz et despens esdictes poursuittes, oultre l'interruption de ses estudes et perte de son temps, il supplie l'assemblée, pourvoir à son remboursement ; ayant à ceste fin remis l'estat de ladicte despence. Surquoy a esté remonstré par le sieur Ducros, envoyé de M. de Portes, que ledict sieur Nurit, ayant obtenu arrest de condempnation contre le sieur de Castelnau, de la somme de 400 escus ou plus, au profict dudict colliège, qu'il se seroit apropié, et ayant luy seul jony durant neuf à dix années des pensions et revenus dudict colliège, qui sont affectés à quatre escoliers, il n'est raisonnable d'avoir esgard aux despences qu'il prétend avoir faictes, mais au contraire, qu'il doibt rendre compte desdictz fruitz et deniers par luy receuz, dudict sieur de Castelnau et aultres, pour estre employés à l'entretienement des escoliers qui ont esté nommez aux places qui sont aprésent vacantes et aux réparations dudict colliège.

La recepte des deniers extraordinaires ayant esté publiée par divers jours en ladicte ville à son de trompe, s'est présenté le sieur de Manificier, receveur ancien des tailles au présent diocèse, lequel a remonstré que l'année passée, ledict diocèse ayant eu besoing de deniers pour les affaires communs d'icelluy, MM. les commis et depputez l'auroyent prié fournir à cest effect plusieurs sommes de deniers par advance sur et tant moins de l'imposition extraordinaire de la présente année et, pour assurance de son remboursement et pour le désintéresser desdictes avances, luy auroyent



promis par dellibération expresse, tant desdictz sieurs commis et syndic que aultres députez et consulz de plusieurs villes d'icelluy, de luy faire dellivrer la recepte desdictz deniers extraordinaires, ceste présente année, aux mesmes conditions portées par le contract de bail que luy en fut passé aux Estatz dudict païs, tenus à Maruejolz l'année dernière ; soubz laquelle promesse, ledict sieur Manificier seroit entré en advance de plusieurs notables sommes de deniers qu'il auroit empruntées à intérêt, pour acquiter les mandements et ordonnances desdictz sieurs commis, pour subvenir aux plus pressez affères du païs. Et oultre ce auroit desjà acquicté une bonne partie des deniers ordinaires en la recepte générale et bourse de Languedoc, sur et tant moins du premier quartier de ceste année, de sorte que le diocèse n'encourra aulcungs fraiz ny despens, comme il vouloit faire pour le retardement desdictz deniers. Pour lesquelles raisons, il a prié et requis l'assemblée vouloir satisfaire à ladicte. Sur quoy M<sup>e</sup> Jehan Verger, curateur de M<sup>e</sup> Jehan Speronnat, receveur alternatif des tailles audict diocèse, a remonstré qu'il appartient au sieur Spéronnat à faire la recepte desdictz deniers qui seront imposez en la présente assiette, comme estant en exercice ceste année au moyen de quoy a requis l'assemblée et MM. les commissaires de l'assiette luy faire à ceste fin dellivrer les départements, tant des deniers ordinaires que extraordinaires qui seront faictz sur ledict diocèse, offrant de faire la mesme condition au païs que le sieur de Manificier pour lesdictz deniers extraordinaires et de soulaiger les habitans d'icelluy aultant qu'il sera possible, oultre la descharge que ce leur sera de ne passer par les mains de deux



receveurs, à cause des doubles contraintes et exécutions qu'ilz feroient sur le peuple, en deffault de payement ; à quoy a esté répliqué par ledict sieur de Manificier que luy ayant esté ladicte recepte promise pour les causes et considérations contenues en ladicte délibération qui luy tournent à grand domaige et interest, ladicte assemblée ne peult à son préjudice dellivrer à aultre ladicte recepte desdictz deniers extraordinaires. Toutesfois, pour s'accomoder à tout ce que sera de l'intention et du bien et soulaigement du païs, si l'assemblée recognoist qu'il soit plus utile pour le peuple de ne comectre qu'un seul homme à ladicte recepte, il consentira volontiers qu'elle soit baillée audict sieur Sperronnat ou Verger, son curateur, en l'assurant de son remboursement sur les premiers deniers de sa recepte, de ce qui luy est deub par fin de ses comptes, ensemble de ses doumaiges et interest. Sur quoy, ayant ledict Verger accepté ledict consentement et requis ladicte assemblée luy vouloir dellivrer ladicte recepte desdictz deniers extraordinaires, aux mesmes gaiges, pactes et conditions portées par le contract dudict sieur de Manificier, lesdictz Estatz, après avoir veu ledict contract, ensemble ladicte dellibération et attendu le consentement dudict sieur de Manificier, et que nul autre se présente pour faire la condition meilleure ; ont conclud et arresté que la recepte desdictz deniers extraordinaires, la présente année, sera dellivrée au sieur Verger, comme receveur électif et faisant la condition du païs meilleure et ce aux pactes et conditions portées par ledict bail, passé l'année dernière audict de Manificier, et à la charge qu'il n'y aura qu'ung commis et que la recepte



et bureau dicelle se fera en ceste ville comme il est accoustumé. A la charge aussi d'observer les reiglemens, sur la levée des tailles, faictz, tant par MM. les commissaires et Estatz généraulx de Languedoc que particuliers de ce diocèse, dont sera faict un recueil par le syndic et greffier du païs pour en envoyer des copies ausdictes paroisses. Aussi sera tenu ledict receveur se payer desdictz deniers, sellon le pris commun des espèces ayant cours audict diocèse pour facilliter le payement desdictz deniers; ayant ladicte assemblée pryé MM. Dumas et de Chanoillet d'en dresser le contract et ordonné au syndic de le passer et stipuler demain, en plaine assemblée, ayant esté arrestez. les termes de ladicte recepte à quatre payemens égaux, assavoir aux premiers jours de mars, de juing, de septembre et de décembre prochains.

Du dix-neuvième jour dudict mois de janvier de matin.

Sur la requeste présentée par Jacques Rouvière, du lieu des Chazes, paroisse de Prunet, à ce qu'il pleut à luy accorder quelque somme de deniers en considération de ce qu'il auroit esté blessé par feu Pierre Bonnet, Roumejou et aultres volleurs qui avoyent esté assiégés par le prévost Rodier, en une maison en Cevennes ou le suppliant avoit esté requis d'assister et donner mainforte au dict prévost; occasion de laquelle blessure, il auroit beaucoup despendu pour se faire penser, et encores seroit demeuré impotent d'ung bras, lesdictz estatz après que le sieur du Villeret, envoyé de M. de Gabriac, a attesté que ledict Rouvière a esté blessé, assistant ledict prévost, comme est contenu en sa requeste, luy ont accordé six escus, pour aulcunement le récompenser.



ser de la despence faicte à cause de ladicte blessure.

Sur la requeste présentée par Benoict Bonhomme et Guillaume Loberye, de Salgues, de faire imposer la somme de 410 escus 43 sols 6 deniers, pour restes et entier rayement de la somme de 610 escus 43 sols 6 deniers, à eulx deue par l'arresté du compte de munitions levées en l'année 1580, pour la réduction de la ville de Mende, cloz et arrêté aux Estatz, le 4 may 1582. Desquelles munitions ils avoyent en l'administration au magasin de Lengoigne, ayant receu sur et tant moins dudict debet, cent escus, en l'année 1585 et aultres 100 escus en l'année..... Tellement qu'il reste à payer ladicte première somme de 410 escus 43 sols. A esté conclut qu'il sera faicte vériffication de ce qui leur est deub légitimement, pour après être mis dans l'estat des debtes. Et néaulmoins a esté aussi arrêté que par les sieurs depputez à l'audition des comptes sera faicte revision des comptes des munitions, attendu les plainctes qui ont esté faicte par aulcungs depputés de l'assemblée qu'ilz ont esté commis plusieurs abus en l'administration desdictz vivres.

Et sur ce qui a esté rapporté en ladicte assemblée, que les receveur ou leur commis se font payer certain droict pour chascune quittance qu'ilz font aux collecteurs de chascune paroisse, ores qu'ils en facent plusieurs pour une mesme nature de deniers; a esté conclut qu'il ne pourront prendre à l'advenir que cinq solz pour la quittance générale de chascune paroisse quant bien ilz en feroient plusieurs aultres particulières.

Le bail de la recepte des deniers extraordinaires dudict diocèse, pour la présente année, passé avec M. Jehan Verger, a esté leu et stippulé au nom du sindic



en plaine assemblée des Estatz et a esté signé tant par ledict sindic que aultres parties.

M. Dumas a faict rapport à l'assemblée, comme il auroit parlé au sieur Portalés, suivant la dellibération des Estatz, pour scavoir sa dernière résolution touchant ses prétentions et demandes contenues en l'estat par luy remis et respondu par l'assemblée; ayant, ledict sieur Dumas, faict entendre les raisons alléguées par ledict Portalés, sur chascun article dudict estat, sur quoy ayant esté encores ouy ledict Portalés qui a esté pour cest effect appelé en ladicte assemblée; a esté conclud, pour terminer tous différandz et procès intentez et à intenter par ledict sieur Portalés, contre le païs, tant en la Cour des Aydes que ailleurs, soit pour raison de la somme de 2,515 escus 8 sols 9 deniers, pour restes et entier payement de 7,630 escus 17 sols 6 deniers qui luy estoit deue par l'estat final de trois comptes, du faict de sa recepte, rendus au païs, en juillet 1598, que de la somme de 1,600 escus, qu'il prétend le païs luy debvoir, pour en avoir esté faict débiteur en son compte rendu à la Chambre, à cause des gaiges de M. Tardif, des années 1591 et 1592, dont la Chambre la faict charger en despence, montans 800 escus; à cause aussi de la descharge et exemption des tailles accordée par le Roy à la ville de Maruejolz, et d'une partie de 50 escus par luy payée à Mlle du Choisinés, et aussi d'une exécutoire de despens qu'il prétend contre ledict païs, et de l'arrest qu'il poursuit et espère obtenir à son profict, au rapport de M. Girard; ensemble des fraiz qu'il dict avoir payés à plusieurs huissiers et sergens, taxatz et toutes aultres prétensions, tant du passé que de l'advenir. Lesdictz Estatz, désireux de sortir d'affères avec ledict



sieur Portalés, et couper chemin à tous procès et différendz, luy ont accordé pour toutes choses et demandes susdictes et aultres prétensions qu'il pourroit avoir oppinées, la somme de 4,600 escus, paiables en trois années, laquelle luy sera imposée, assavoir : 1,600 escus en la présente et 1,500 escus en chascune des deux années prochaines, à condition toutesfois, que en cas que le païs seroit deschargé, par le Roy, de ladicte somme de 800 escus, faisant part des 1,600 escus cy-devant mentionnez, à cause des cottités de ladicte ville de Maruejolz, desdictes deux années, et que par mesme moyen ledict Portalés en demeure aussi vallablement deschargé de son costé. En ce cas ladicte somme de 800 escus, tiendra lieu de payement envers ledict Portalés, à l'acquict dudict païs, sur et tant moingts de ladicte somme de 4,600 escus. A la charge que ledict Portalés sera tenu payer audict sieur Giraud, la visitation des procès qui est entre ses mains, sauf ses actions pour le recouvrement des deux liardz pour livre du susplus de ses gaiges contre qui appartiendra, aultres toutesfois que ledict païs, et qu'il sera passé contract par le sindic, avec ledict Portalés, sur le présent accord. Et en cas que ledict Portalés ne vouldroict accepter de sa part, qu'il sera rayé des parties à imposer.

Dudict jour dix-neuvième janvier, de rellevée.

D'autant qu'il a plusieurs particuliers assignés sur les deniers des restes et reprises du sieur Farnier, dont ilz ne peuvent estre payez ; lesdictz Estatz ont advisé que dans le contract qui sera passé avec ledict Farnier, pour raison desdictz restes, sera mise ceste clause, sans préjudice des créanciers du païs assignés sur lesdictz restes.



Et néaulmoings, pour plus grande assurance, sera faicte vérification quelz sont lesdictz créanciers et pour quelles sommes ilz sont assignés, dont l'assemblée a donné charge à MM. les commis, syndic et aultres dep-putez aux comptes, appelé ledict sieur Farnier.

Sur la plainte faicte aux Estatz, par la vefve de feu Pierre Bonnet, naguères exécuté à mort, par sentence du prévost, de ce que le prévost Rodier, estant venu en sa maison avec ses archiers pour saisir, comme il disoit, son dict feu mary, sesdictz archiers luy auroyent emporté quelque meubles de sa maison, suppliant l'assemblée les luy faire rendre. Et néaulmoings, en considération de sa misère et pauvreté et quelle est chargée de plusieurs petits enfants qu'elle n'a moyen d'entretenir, luy accorder quelque somme de deniers. Lesdictz Estatz, après avoir ouy ledict sieur Rodier, luy ont ordonné de faire rendre lesdictz meubles à ladicte vefve, avec defences de ne permectre plus à ses archiers d'user de telles façons de faire. Et ayant esgard à la pauvreté de ladicte vefve, luy ont accordé par aulmosme, la somme de 6 écus, qui seront couchez en l'assiette ordinaire de la présente année.

La recepte des deniers des restes de M. Farnier ayant esté publiée ainsi qu'a esté certifié par Mathieu Maurel, trompette, lesdictz Estatz, sur les offres faictes par les sieurs Seguin et Portanier, attendu que nul autre s'est présenté, ont conclud que ladicte recepte desdictz deniers dont le païs s'est chargé, suivant l'arrest de la Cour des Aydes, leur sera dellivrée et le bail de la recepte passé par le syndic à semblables gaiges qui avoyent esté accordés à feu Mathieu Farnier au contract de bail de la recepte, à condition aussi qu'en cas qu'il<sup>4</sup>



fairoyent apparoir vallablement qu'il y auroit des obmissions et faulses reprises baillées par ledict Farnier, et rapporteront ses quictances ou de ses commis; en ce cas leur est accordé la quatrième partie du quadruple, et de ce que proviendra des aultres peynes à quoy ilz seront condempnez envers le païs, pour lesdictes obmissions, et faulses reprises. Laquelle recepte, lesdictz sieurs Seguin et Portanier seront tenus faire en quatre années également en quatre quartiers de l'assiette de chascune année, comme la recepte des deniers extraordinaires qui a esté baillée au sieur Vergier, et à la charge d'observer les reiglemens portés par le bail dudict Vergier, pour le soulaigement du pauvre peuple, des denires de laquelle recepte ilz seront tenus acquiter la somme de 14,000 escus deue audict Farnier et payable esdictes quatre années et quatre quartiers de chascune dicelles, sans préjudice des prétensions daulcuns créanciers particuliers qui ont été assignés sur la recepte dudict Farnier, desquelz sera faicte vérification par MM. les commis et aultres depputez aux comptes. Et seront lesdictz Seguin et Portanier, tenus payer lesdictz deniers, sellon qui leur sera ordonné par lesdictz sieurs commis, ladicte vérification faicte, ayant lesdictz Estatz donné pouvoir au syndic de passer ledict contract et de bailler l'estat desdictes reprises audict Seguin et Portanier suivant lequel seront faictz et envoyés les mandz à chascune paroisse pour faire leur cottization, s'ilz ne l'ont faicte, et mandement aux aultres, de payer lesdictz restes. Et seront lesdictz seguin et Portanier tenus s'adresser aux collecteurs premièrement et après aux procureurs, suivant les reiglemens du païs qu'ilz seront tenus d'observer.



Sur la proposition faicte par M. de Guilleminet, commissaire principal de l'assiette s'il doibt comprendre au département des deniers ordinaires et extraordinaires la ville de Maruejolz, attendu l'intimation que luy a esté présentement faicte des lettres patentes du Roy, obtenues par lesdictz habitans, et vérification de MM. les Trésoriers généraulx de France, en Languedoc, par lesquelles sa majesté leur accorde la continuation de l'exemption de tous deniers, tant ordinaires que extraordinaires pour trois années, à commencer la présante. Après que lesdictes lettres patentes avec ladicte attache ont esté veues en ladicte assemblée, et attendu quelles ont esté obtenues par surprinse et que la vérification n'en a esté deuement faicte, pour n'avoir esté le syndic du païs appelé, et d'ailleurs que lesdictes lettres estoyent surannées avant ladicte vérification, lesdictz habitans ont esté renvoyez à la Chambre des Comptes. Et néanmoins qu'ilz ne font apparoir d'aucune vérification de la Chambre ; aussi qu'il s'agist des deniers extraordinaires du païs de Languedoc et de ce diocèse, ausquelz le Roy n'a aulcung interest, ne s'estant oncques veu en la province de Languedoc aucune exemption desdictz deniers, pour la grande surcharge que se seroit au pauvre peuple comme il a recognu et resseny durant les neufs années passées que lesdictz de Maruejolz ont jouy dudict don, par la tollérance du syndic, n'estant ladicte surcharge venue à moins de douze ou quinze cens escus par an, pour lesdictes raisons et considérations et aultres à desduyre en temps et lieux. Lesdictz Estatz, suivant les précédentes dellibérations, ont arresté que ledict syndict s'opposera à la vérification desdictes Lettres, tant en la Cour des Aydes, Chambre des Comptes



que partout ailleurs, et poursuivra la révocation de ladicte attache, et vérification desdictz sieurs trésoriers généraulx, comme obtenue et surprinse, parties non ouyes. Et en oultre poursuivre la révocation des vérifications faictes des premières lettres d'exemption desdictes neuf années, avec la restitution et remboursement des deniers extraordinaires prins par lesdictz habitans, suivant lesdictes précédentes dellibérations qui sortiront à effect. Et cependant, MM. les commissaires de l'assiette seront requis comprendre lesdictz habitans de Maruejolz en leurs deppartemens, comme ilz avoyent acoustumé auparavant lesdictes lettres. Et ou lesdictz commissaires seroyent, pour raison de ce, poursuivys et mis en instance par lesdictz habitans de Maruejolz, en ce cas, ledict pais prendra le faict et cause pour eulx et les rellevera de tous despens, domaiges et interestz qu'ilz pourroyent souffrir à ceste occasion.

Sur la requisition faicte de la part de M. d'Apchier, de faire imposer les 1,333 escus 20 sols que luy sont deubz pour entier payement de la somme de 2,000 escus, qui luy fut accordée l'année 1599, payable en trois années, attendu que l'année passée ne fut rien imposé de ceste partie ; a esté conclud que ledict sieur d'Apchier sera pryé se contenter de la moitié de ladicte somme pour ceste année ; à quoy il s'est accordé pour le soulaigement du pauvre peuple.

Pour veoir et vériffier l'estat des parties des deniers extraordinaires plus pressés à imposer ceste année pour le contentement des créanciers, affin desviter les contraintes, depens, domaiges et interestz que le pais pourroit souffrir à faulte de ce, ont esté nommés : MM. d'Is-paniac, Dumas, l'envoyé de M. du Tournel, consulz de



Mende, de Maruejolz, Malzieu et Florac, ausquelz a esté donné pouvoir de réduire et modérer ledict estat, à telles sommes qu'ilz adviseront nécessaires, en sorte que le païs n'en soit fougé ny les créanciers mal contentz.

Du vingtième jour dudict mois de janvier, du matin.

Sur la requisition faicte par le sieur Farnier, de déclarer que des premiers deniers de la recepte de sa reprise il sera payé de son debet avant tous aultres suivant son arrest; a esté conclud que les précédentes délibérations tiendront.

Sur la requisition faicte par le sieur Nurit, recteur du collége du pape, à Montpellier, de vouloir respondre sur la requeste par luy présentée aux Estatz; a esté dict qu'il se retirera à la prochaine assemblée des Estatz pour luy estre pourveu.

La requeste présentée par M. Imbert, juge du Malzieu, sur certain desdomaigement par luy requis, a esté renvoyé aux prochains Estatz pour y estre pourveu selon qu'ilz adviseront.

L'Estat des parties qu'il convient imposer la présente année pour les debtes et affaires communs dudict diocèse, ayant esté dressé et depuis modéré, tant par les sieurs qui avoient esté à ceste fin depputez, a esté leu et arrêté en plaine assemblée et conclud que MM. les commissaires de l'assiette seront requis vouloir procéder au département des sommes contenues audict Estat pour l'acquiescement desdictz debtes, affin desviter les exécutions, contraintes, despens, domaiges et interestz, qu'à faulte de ce ledict diocèse pourroit souffrir et mesmes de plusieurs parties couchées audict estat, en déduction du principal, dont les interestz pour l'imposition des-



quelz le sindic a cy devant obtenu commission du Roy, reviendroyent à plus que ne montent lesdictes parties. Et d'aültant qu'il y a certaines sommes qui ont esté employées audict estat, soubz le nom de plusieurs particuliers, sur et tant moins des debtes qu'ilz prétendent contre ledict diocèse, bien que lesdictz debtes n'ayent esté entièrement recognus, vériffiés ny licquidés par le païs. A esté aussi conclud, affin d'oster l'occasion ausdictz créanciers de molester ledict païs par procès ou exécution, que lesdictes sommes seront comprises audict deppartement, après toutesfois que par MM. les commis du païs et aultres sieurs depputez par l'assemblée, en aura esté faicte licquidition et composition par lesdictz créanciers ; aultrement seront rayés dudict estat et ne seront comprises audict département. Et sur la difficulté faicte par lesdictz sieurs commissaires de mettre dans ladicte assiette certaines sommes de deniers, pour lesquelles ny a commission ou pouvoir suffisant, lesdictz Estatz ont arresté que lesdictz sieurs commissaires seront instamment requis comprendre aussi lesdictes sommes audict département pour le bien des affaires dudict diocèse, affin d'esviter, comme dict est, lesdictz despens, domaiges et interestz et aultres inconvéniens que en pourroyent arriver au préjudice du païs, à la charge qu'en cas que lesdictz sieurs commissaires en seroyent aulcunement inquietez au molestés, ledict païs sera tenu de les rellever de tous despens, domaiges et interestz qu'ilz en pourroyent souffrir, et prendre le faict et cause pour eulx, partout ou besoing sera.

Seront aussi requis lesdictz sieurs commissaires, aux mesmes charges et conditions, d'estre rellevés par le païs, de vouloir imposer la somme de 600 escus que



ladicte assemblée a unanimement accordée à mondict Sgr de Mende pour le rembourser en partie des fraiz et despences par luy exposées en deux voiaiges qu'il a faictz pour le bien des affaires dudict païs, l'ung devers le Roy, à Lyon, et l'autre aux Estatz généraulx de Languedoc, tenus à Beaucaire, l'année dernière. Et encores la somme de 100 escus qui a esté pareillement accordée par lesdictz Estatz à M. Dumas, juge du bailiaige, pour semblables fraiz, ayant assisté Monseigneur au voiaige de Lyon.

Ont aussi advisé, lesdictz Estatz, de comprendre, audict département, la somme de 100 escus, accordée à M. de Guilleminet, pour la peyne qu'il a prinse et despense par luy faicte près Mgr le connestable et Mgr de Vantadour, pour les affaires du diocèse, ainsi qu'il en avoit esté pryé et requis par MM. les depputez et syndic.

Les articles de la recepte des reprises de M. Farnier ont esté leuz et a esté donné pouvoir au syndic du païs de passer le contract de bail de ladicte recepte aux sieurs Seguin et Portanier, suivant les précédentes délibérations.

Finallement mondict Sgr de Mende, après avoir exhorté l'assemblée à continuer toujours en l'amour et craincte de Dieu, l'obéyssance du Roy et en l'union et amityé que doibt estre entre ses subjectz, pour le bien de la paix, et avoir loué Dieu des bonnes dellibérations prinses par ladicte assemblée et que toutes choses y ont esté traictées avec la sincérité, modestie et dignité requise en telz affaires, il a donné sa bénédiction aux assistans, sellon l'ancienne coustume de tous temps observée. Ce qui a esté la fin desdictz Estatz.

Signé : ADAM, évêque de Mende, président.



1601.

POUR L'ANNÉE 1602.

*Ouverture des Etats. — Les commissaires de l'assiette. — Rôle de MM. les membres des Etats. — Refus d'admission de l'envoyé du dom d'Aubrac. — La noblesse n'enverra que des gentilshommes ou des personnes qui auront eu charge et commandement honorable dans les armées. — Ceux qui ont deux voix aux Etats ne pourront envoyer qu'un seul député. — MM. Dumas, juge, et de Chanoillet, lieutenant au bailliage sont priés de se rendre à l'assemblée des Etats. — Lecture d'une lettre de Mgr l'évêque de Mende. — Titre contre les habitants de Grizac. — Deniers royaux à imposer. — Requête du syndic du couvent du Monastier. — admission des consuls de St-Etienne et de St-Germain-de-Calberte. — Etat à dresser des créanciers du pays. — Admission du consul de Ste-Enimie ; de l'envoyé de M. de Polignac et autres. — Dette en faveur de M. de Planèzes. — Somme due à M<sup>e</sup> du Montet, de la Canourgue et offre de service de M. Rodes, son gendre. — Etat des dettes du pays. — Plainte contre le receveur des tailles M. Portalés. — Pont de Marvejols à réparer. — M. Imbert, du Malzieu, créancier du pays. — Sommes dues à Mme de Ventadour, aux habitants de Saugues et au capitaine Bonhomme. — Reception de l'envoyé de M. de Mirandol. — Etat des dettes. — Demande de M. le comte de Peyre. — M. Portanier, envoyé à Montpellier pour soutenir les procès du pays. — Admission de l'envoyé de M. de Palhers. — Admission de l'envoyé pour la terre d'Arpajon, et de ceux de M. de Barre et de l'abbé*



*des Chambons. — Les envoyés qui se présenteront trois jours après l'ouverture des Etats seront privés du droit d'entrée. — Demande de M. de Fosseuse de la somme de 1,000 écus à lui promise et de la restitution de deux canons et munitions. — Accord avec M. Perdiguier, receveur des restes de tailles, pour ses gages. — Procès pour les pensions dues de l'année 1589. — Demande en gratification par le baron du Tournel, rejetée. — Le syndic requiert l'assemblée d'agréer sa démission. — Requête du sieur Jean Pajo, dont le père, collecteur des tailles était mort en remplissant ses fonctions. — Abus dans la levée des restes des impositions. — Réquisition de M. Nicolas, commis de M. Reich, receveur. — Indemnités demandées par M. Vergier, receveur. — Décharge des impositions en faveur de quelques communautés. — Requête des habitants de St-Laurent-de-Veyrès. — M. Bastide demande les assiettes pour faire la levée des tailles. — Adjudication de la levée des tailles. — Plaintes contre le commis du receveur des tailles. — Rejet de la demande de M. de Fosseux. — Rapport des prévôts de la maréchaussée. — Refus de recevoir pour prévôt le sieur Tinel. — Somme due à M. du Montet. — Créanciers divers. — Ponts de la Garde-Guérin et de la ville de Marvejols à réparer. — Sommes dues à vérifier. — Requête des habitants d'Antrenas, pour avoir surcéance de ce qu'ils doivent payer. — Règlements pour les collecteurs des tailles contre ceux qui en refusent le paiement. — Gratification accordée pour la réparation de l'église de Marvejols. — Requête des habitants du Malzieu. — Requête du sieur Armand, lieutenant de prévôt de la maréchaussée, pour sommes à lui dues. — M. du Montet, créancier du*



*diocèse. — Prétensions du sieur Marimond. — Requisition de M. de Peyre. — Requête de M. Parat. — Somme allouée à M. d'Augier. — Enchères de la perception de la taille. — Dette en faveur de M. le comte d'Auvergne à payer. — Déclaration du tour du baron pour les Etats de la province. — Réquisition du baron de Peyre pour remboursement des sommes par lui fournies. — Adjudication de la recette des impositions. — Accord avec les habitans de Chirac. — Paroisses insolvables. — Affaire de Laldonnès. — Décharge en faveur de quelques paroisses. — Intérêts dus à M. de Manificier. — M. de Guilleminet, créancier du pays. — Etat des dettes et créanciers divers.*

L'an mil six cens ung et le septiesme jour du mois de novembre, environ neuf heures du matin, en la ville de Maruejolz, et dans la salle de la maison de M. Loys Vidal, lieu accomodé pour tenir les Estatz du diocèse de Mende et païs de Gevaudan, se sont assemblez les gens desdictz Estatz suivant le mandement de nosseigneurs les commissaires, présidens pour le Roy aux Estatz généraulx de Languedoc, tenus en la ville de Pezenas, es mois d'aoust et de septembre derniers, après avoir assisté à la messe de St-Esprit, cellébrée en l'église dudict Maruejolz, suivant la coustume de temps observée par lesdictz Estatz. En laquelle assemblée estans venus MM. M<sup>e</sup> Pierre de Guilleminet, greffier et secrétaire du Roy, ausdictz Estatz généraulx, commissaire principal de l'assiette dudict diocèze, la présente année ; M. de Picheron, bailly de Gevaudan, commissaire ordinaire de ladicte assiette ; Pierre Vachery, docteur ez droictz, premier consul de la ville de Mende ; Pierre Runel, second consul de ladicte ville ; Jehan Fabry, docteur ez



droictz, premier consul de la ville de Maruejolz, aussi commissaires ordinaires de ladicte assiette. A esté, par ledict sieur de Guilleminet, proposé le faict des commissions desdictz seigneurs commissaires présidens ausdictz Estatz généraulx, touchant l'assiette et département de la portion dudict diocèze des deniers accordez au Roy par lesdictz Estatz généralx, tant pour l'ayde, octroy, creue de 200,000 escus, taillon que aultres deniers contenus esdictes commissions ; pour l'exécution desquelles il a offert avec les aultres sieurs commissaires, de procéder au département desdictz deniers. Requérant ladicte assemblée dy prester son consentement et assistance, en la manière accoustumée. Surquoy, après avoir esté faicte lecture desdictes commissions en plaine assemblée, par le greffier desdictz Estatz, le sieur de Fumel, syndic dudict pais de Gévaudan, a requis lesdictz sieurs commissaires de permectre aulx gens desdictz Estatz de continuer pour quelques jours leur assemblée au mesme lieu pour dellibérer, tant sur le faict desdictes commissions que sur aultre affaires communs dudict pais ainsi qu'il est acoustumé de tout temps et ancienneté ; laquelle permission, lesdictz sieur commissaires ont librement octroyé audictz Estatz, à la charge de ne traicter d'aucune chose contraire au service du Roy, ny au repos et seureté publique.

Après ont esté leues les procurations remises par les envoyez et depputez à ladicte assemblée, président en icelle vénérable personne M. M<sup>e</sup> Charles de Rousseau, docteur ez droictz, prieur et seigneur d'Ispaniac, prévost de l'église cathédrale de Mende et vicaire général de Mgr de Mende. A laquelle assemblée ont comparu, assavoir ; pour l'estat ecclésiastique : M. M<sup>e</sup> André de



Chanoillet, docteur ez droictz, chanoine et officiel en l'église cathédrale de Mende, et envoyé et depputé du Chapitre d'icelle ; M<sup>e</sup> Guillaume Imbert, docteur ez droictz, doyen de l'église de Maruejolz, envoyé de M. de Ste-Enimye ; M<sup>e</sup> Pierre Claustre, chanoine en ladicte église cathédrale de Mende, envoyé de M. de Lengoigne ; M<sup>e</sup> Pol Albaric, docteur ez droictz, juge de la temporalité de M. de Saint Jehan. Et pour la noblesse : M. le baron de Peyre, en personne, estant en son rang de baron du Tour, la présente année ; M. du Hault-Villar, baron de Céneret, en personne ; Jehan d'Apchier, sieur d'Haute-Ville, envoyé de M. le baron d'Apchier ; M. Pierre Borrelly, docteur ez droictz, envoyé de M. le baron du Tournel ; noble Pierre de La Porte, envoyé de M. le baron de Mercueur ; noble Claude Polaillon, sieur de Bouzolz, envoyé de M. le baron de Canilliac ; noble N... de Gabriac, pour M. de Gabriac, son père ; Urbain de Reth, sieur de Cogossac et de Servièrre, en personne ; M<sup>e</sup> Pierre Imbert, docteur ez droictz, envoyé de M. d'Al-lenc ; noble N... Dumazel sieur de Ste Colombe, envoyé de M. de Saint Auban ; noble Estienne de Seguin, sieur de Peyrefiche, envoyé de M. de Sévérac ; Jehan-Jacques Ducros, docteur ez droictz, envoyé de M. de Portes ; Claude Portanier, escuyer, envoyé de MM. les consulz nobles de la Garde-Guérin. Et pour le Tiers Estat : M<sup>e</sup> Pierre Vachery, docteur ez droictz, premier consul et Pierre Runel, second consul de la ville de Mende ; M<sup>e</sup> Jehan Fabry, docteur ez droictz, premier consul de de la ville de Maruejolz ; Guillaume Melhac, consul de la ville de Chirac ; Anthoine Portalier, procureur de la ville de La Canourgue ; Anthoine Caylar, procureur de



la ville de St-Chély-d'Apchier ; M<sup>e</sup> Mezard Julhien, consul de la ville de Salgues ; M<sup>e</sup> Pierre Imbert, docteur ez droictz, consul de la ville du Malzieu ; Loys de Malefosse, s<sup>r</sup>eur de Carnac, depputé pour le consul de Elorac ; Jehan Peletan, syndic d'Ispaniac ; Jehan Lahondez, consul de Châteauneuf-de-Randon ; Pierre Valadon, procureur de Serverette ; M<sup>e</sup> Jacques Masbernard, consul de Saint-Etienne-de-Valfrancisque ; François de Fontanes, depputé pour le procureur de Lengoigne ; François Reboul, consul de St-Germain ; Jehan Vidal, syndic de St-Auban ; Jehan Maigne ; procureur du mandement de Nogaret.

S'estant présenté M<sup>e</sup> Anthoine Aldin, docteur ez droictz pour estre receu en ladicte assemblée, comme envoyé de M. d'Aubrac, en vertu d'une lettre missive de MM. les religieux dudict Aubrac. A esté dict que, tant pour le deffault de pouvoir que de sa qualité, il ne seroit receu en ladicte assemblée.

Sur le doubte intervenu en ladicte assemblée pour resouldre, si les envoyez de MM. de la noblesse, ayant seulement la qualité de docteurs ez loix, doibvent estre receuz en ladicte assemblée en vertu des procurations de ceulx de ladicte noblesse qui les ont envoyez. Après que lesdictz sieurs de la noblesse qui se sont trouvez en personne en ladicte assemblée ont eu conféré particulièrement et ensemble sur ceste difficulté, ilz ont déclaré par la bouche de M. de St-Auban, commis des nobles du païs, que doresnavant, en cas qu'ilz ne pourroyent, pour cause légitime venir en personne aux Estatz, ilz n'entendent n'envoyer en leur place que des gentilz hommes ou personnes qui auront eu charge et commandement honorable aux armées. Et néaulmoings, pour la



présente année, consentent que ceulx qui ont esté envoyez en ceste assemblée par aucuns desdictz nobles, y soyent receuz en leur lieu et place en qualité d'envoyez.

Et sur aultre difficulté intervenue à la reception de l'envoyé de M. d'Arpajon, à cause qu'ung aultre envoyé dudict sieur a esté receu en ladicte assemblée, soubz la voix de Sévérac, après que lecture a esté faicte en plaine assemblée, du reiglement naguères faict aux Estatz généraulx de Languedoc, ensemble des Lettres patentes du Roy, portant confirmation dicelluy, par lequel est ordonné, entre aultres, choses que les seigneurs et gentilz hommes qui tiennent plusieurs comtés, vicomtés ou baronnies, pour raison desquelles ilz ont entrée et séeance aux Estatz généraulx, ny pourront envoyer qu'ung seul procureur, pour toutes lesdictes places, tant qu'elles demeureront en leurs mains, tout ainsi comme ilz ne pourroyent avoir qu'une seule voix, s'ilz y estoyent en personne, pour esviter les inconveniens que s'en pourroyent ensuivre. A esté dellibéré et conclud, conformément audict reiglement et Lettres patentes, que l'envoyé dudict sieur d'Arpajon, ne sera receu en ladicte assemblée, attendu la reception de celluy qui s'est présenté soubz ladicte voix de Sévérac. Sur quoy ledict dernier envoyé a protesté d'avoir recours où il appartiendra.

Sur ce qui a esté remonstré par le sieur de Fumel, syndic, que pour le bien et advancement des affaires de ce diocèse, la présence de MM. Dumas, juge, et de Chanoillet, lieutenant au bailliaige de Gévaudan, est bien nécessaire en la présente assemblée, pour la longue expérience et cognoissance qu'ilz ont desdictz affaires et



l'affection qu'ilz ont toujours porté au repos et soulagement du païs ; a esté conclud qu'il sera escript ausdictz sieurs, de la part de ladicte assemblée, pour les pryer de s'y acheminer le plustost qu'ilz pourront et mesmes dans demain, s'il leur est possible, affin que lesdictz affaires ne demeurent retardez.

Dudict jour, septiesme de novembre, de rellevée.

Mondict sieur le vicaire, président ausdictz Estatz a présenté une lettre que Mgr de Mende a escript à l'assemblée, par laquelle, à son grand regret, il ne peult se trouver ausdictz Estatz, pour y rapporter tout ce qui seroit en luy, pour le soulagement du pauvre peuple, lequel il prie ladicte assemblée d'avoir pour recommandé, avec l'union desdictz Estatz. De laquelle lettre, après avoir esté faicte lecture, mondict sieur le vicaire, président a exhorté ladicte assemblée au mesme soulagement du peuple et au devoir et affection que chascun doit rapporter au bien du publicq.

Le sieur sindic a remonstré que, suivant la dellibération des derniers Estatz, tenus en la ville de Mende, il auroit consulté le tiltre qu'il avoit auparavant trouvé, servant au soulagement du païs contre les habitans de la terre de Grizac, qui est une sentence arbitrale, par laquelle lesdictz habitans sont condempnez contribuer à leur cottité des deniers communs et extraordinaires dudict païs, desquelz ilz prétendent estre exemptz ; ayant demeuré plusieurs années sans avoir esté compris aulx assiettes et département qui en ont esté faictz. Et bien que le sieur Perdrier advocat du païs, en la Cour des Aydes à Montpellier, avec lequel il a consulté ledict tiltre, ne face aulcung doulte, qu'en vertu dicelluy les-



dictz habitans ne soyent condempnez au payement de leur cottité desdictz deniers ; toutesfois il n'auroit voulu intenter ce procès, sans avoir communiqué à la présente assemblée et avoir sur ce entendu sa résolution et commandement. Sur quoy a esté dellibéré et conclud que ledict sindic fera appeller lesdictz habitans en ladicte Cour des Aydes et fera en icelle toutes poursuites nécessaires pour obtenir jugement de condempnation contre eulx, à ce qu'il soit dict qu'ilz contribueront ausdictz deniers extraordinaires, tant du passé que pour l'advenir et que lesdictes poursuites seront faictes aux despens et fraiz communs du païs.

Lesdictz Estatz, traictans du faict des commissions des Estatz généraulx touchant le département des deniers portez par icelles ; après en avoir dellibéré en plaine assemblée ; ont unanimement conclud et arrêté, pour tesmoigner la continuation de leur affection, obéyssance et fidélité envers sa majesté, que lesdictz deniers seront imposez et despartiz sur tous les contibuables dudict païs, en la manière acoustumée, sellon qu'il est porté par lesdictes commissions.

Sur la requeste présentée par le sindic du couvent et monastère St-Sauveur-lez-Chirac, tendant à ce que pour l'observation et entretenement de la fondation dudict couvent, faicte par plusieurs seigneurs dn païs, laquelle MM. du Colliége des jésuites de Rodez, tachent faire perdre, il pleut à l'assemblée faire intervenir le sindic dudict païs au procès qui en est pendant en la Cour de parlement de Tholoze ; a esté conclud que ledict sindic interviendra en ladicte instance pour requérir l'observation de ladicte fondation, et ce, toutesfois sans que le païs entreen aulcuns fraiz ny despens pour ce regard.



M<sup>e</sup> Jacques Masbernard, consul de St-Estienne-de-Valfrancisque s'est présenté et a esté receu en ladicte assemblée.

Aussi s'est présenté François Reboul, consul de Saint-Germain-de-Calberte, comme procureur de la viguerie de Portes.

Lesdictz Estatz conférans du faict des debtes deubz par le païs, ont ordonné, au syndic et au greffier dudict païs, de dresser ung abrégé extraict de l'estat général desdictz debtes et de ce qui a esté païé et impoée aux créanciers depuis ledict estat, pour le rapporter à l'assemblée pour y estre veu et prise résolution sur icelluy.

Du huitième jour dudict mois de novembre, du matin.

L'assemblée desdictz Estatz tenue au lieu que dessus.

M<sup>e</sup> Loys Fumel, consul de Sainte-Enimie, s'est présenté et sa procuration veue, a esté receu en ladicte assemblée.

Pareillement s'est présenté M<sup>e</sup> Jehan Bonnet, pour le procureur de Barre qui a esté de mesme receu, veu sa procuration.

Et sur la présentation de M. Daudon Aldin, bailly et lieutenant des terres d'Aubrac, requérant d'estre receu en ladicte assemblée pour M. d'Aubrac, en vertu d'une procuration du procureur général dudict sieur d'Aubrac et du syndic général de la maison dudict Aubrac ; l'assemblée faisant difficulté de recepvoir ledict Daudon, attendu que ladicte procuration est passée par personnes qui n'ont charge ny pouvoir de ce faire, et que ledict Daudon est homme maryé et n'a aulcune qualité requise pour tenir le lieu d'une personne ecclésiastique en ladicte assemblée ; après que MM. les depputez de



l'ordre ecclésiastique à ladicte assemblée assistance ont eu particulièrement conféré sur la reception dudict Daudon, a esté conclud que les ecclésiastiques qui ont scéance et voix délibérative ausdictz Estatz, seront exhortez, pour l'advenir, d'envoyer, en leur absence, personnes ecclésiastiques pour assister ausdictz Estatz. Et cependant consentent que, pour ceste fois et sans conséquence, ledict Daudon soit receu en ceste assemblée comme envoyé dudict sieur d'Aubrac.

Estant venu à l'assemblée le sieur de La Rafinye, de la part de M<sup>me</sup> de Planèzes, il a remonstré que par transaction et accord faict entre M. le syndic, assisté de MM. les députez des Estatz dudict pais d'une part, et feu M de Planèzes d'autre, au mois de febvrier 1600 ; ledict syndic se seroit obligé envers ledict sieur de Planèzes, en la somme de 5,666 escus 2 tiers, payable en trois années et trois payemens égaux ; assavoir : en ladicte année 1600, la somme de 1,900 escus ; pareille somme de 1,900 escus en la présente année 1601, et l'année prochaine 1602, la somme de 1,866 escus 2 tiers, pour entier payement de ladicte partie. Toutesfois, depuis ledict contract, il n'a esté satisfait par ledict syndic a chose aulcune du contenu en icelluy, au grand préjudice de la vefve et enfans mineurs dudict feu sieur de Planèzes, au nom desquelz il a prié l'assemblée vouloir pourvoir au payement de ladicte partie, comme en estant tous les termes escheuz. En quoy ladicte assemblée fera chose digne de son équité envers des pauvres mineurs et rellevera le pais des fraiz et despens qu'il pourroit souffrir à faulte de satisfaire audict contract. Et parcequ'il a esté adverty que la principale occasion sur laquelle les Estatz dudict pais ont fondé le retardement



de l'imposition de ladicte partie, procède de certaine prétendue arrestation faicte à la requeste du sieur Cappel, sur ladicte partie, il a supplié l'assemblée de s'asseurer et croire qu'il ne luy est deub aulcune chose sur ces deniers et que ladicte dame de Planèzes a bon arrest de main-levée de ladicte saisie. Surquoy a esté dellibéré et conclud que MM. les commissaires de l'assiette seront requis imposer, en l'assiette de la présante année, la somme de 1,900 escus, à quoy monte le premier terme dudict contract d'accord, pour estre païée en l'acquit dudict païs, aux héritiers dudict sieur de Planèzes, sans interestz et à la charge de bailler au receveur dudict diocèse ou au syndic du païs, avant qu'entrer en payement le susdict arrest de main-levée pour la descharge et seureté dudict païs et de faire tenir quicte ledict païs, par lesdictz boirs, de tous despens, domaiges et interestz qu'ilz pourroyent prétendre à l'occasion de ladicte partie. Et daultant que ledict sieur de La Rafinye, a protesté des fraiz et despens du voiaige qu'il a faict en ce diocèse pour poursuivre et demander le payement de ladicte partie, luy a esté accordé, pour tous lesdictz fraiz et despens qu'il pourroit prétendre, la somme de 30 escus, qui sera imposée pour luy estre païée par le receveur dudict diocèse.

Le sieur Rodes a remonstré qu'en l'année 1585, par dellibération des Estatz dudict païs, fut accordé au sieur du Montet, de la Canourgue, son beau père, la somme 400 escus, pour le rellever en partie de la rançon qu'il avoit esté contrainct payer à certains soldatz de la religion prétendue réformée qui l'avoyent prins prisonier, faisant ung voiaige pour les affaires du païs ; sur laquelle somme luy auroit esté impozé et païé 100 escus en la



mesme année, sans que depuis il y en ayt peu recevoir aucune aultre chose. Réquérant, à ceste cause, ladicte assemblée vouloir faire imposer en la présante assiette, la somme de 300 escus restante desdictz 400. A remonstré aussi qu'il a esté adverty que le païs estoit en volonté d'envoyer quelqu'ung à Montpellier, pour la poursuite de certains affaires. Et parce qu'il est sur le point de sy acheminer pour son particulier, il a offert de s'employer et faire service au païs, en tout ce qui luy sera possible, pendant le séjour qu'il fera audict Montpellier, si ladicte assemblée l'a agréable ; ne désirant autre reconnaissance ny gratification pour ses peynes et vaccations que celle qu'il plaira au païs luy ordonner après son retour. Sur quoy a esté dellibéré et conclud, pour le regard de ladicte somme de 300 escus, qu'il sera vérifié si aucuns paiemens ont esté faictz sur ceste partie, pour après, s'il se trouve qu'il luy soit deub quelque chose, estre employé en l'estat général des debtes du païs et procédé à la vériffication de ladicte partie, comme des aultres dudict estat.

Le sieur de Fumel, sindic, a présenté à l'assemblée l'abrégé, qu'il a extraict avec le greffier du païs, de l'estat des debtes dicelluy, duquel a esté faicte lecture. Et après ont esté depputez l'envoyé de M. de Sévérac et le consul de Salgues, pour conférer avec M. Motte, et vérifier ce qu'il peult estre deub par le païs.

Le sieur de Seguin, envoyé de M. de Sévérac, a remonstré qu'en l'année 1592, les gens des Estatz dudict païs auroyent accordé à M. de La Brousse, la somme de 50 escus, pour les causes contenues en leur dellibération. Laquelle somme ayant esté imposée en l'assiette dudict diocèse ladicte année et ledict en aiant esté païé par la



main de N. Monestier, collecteur de la paroisse et mandement de Dolan-Blanquesfort ; il luy en auroit dellivré sa quittance pour servir d'acquict et descharge de pareille somme à M. Pierre Portalès, receveur dudict diocèse. Toutefois ledict sieur Portalès n'auroit voulu recevoir ladicte quittance, ains auroit contrainct ledict collecteur de luy payer ladicte somme de 50 escus, comme aussi l'auroit contrainct de luy payer aultre partie de 50 escus que ledict collecteur avoit fournye et païée sur ung blanc signé, remply de la main de M<sup>e</sup> Bocquety, que ledict Portalès ne veult recevoir ny tenir en compte audict collecteur. Et daultant que ledict Portalès après l'imposition faicte des sommes de deniers que le païs luy accorde sur et tant moins de ce qui luy deub a acoustumé de céder et transporter incontinent lesdictz deniers à quelques personnes supposées, comme l'a faict l'année passée, pour frauder ses créanciers. A ceste cause le sieur de Seguin a requis et prié l'assemblée ordonner que l'imposition de ce qui est deub audict Portalès, la présente année, sera différée, jusques à ce qu'il est faict raison audict collecteur desdictz deux parties de 50 escus chascune et despens qu'il a faict souffrir audict collecteur, luy faisant paier deuz fois lesdictes parties.

A esté remonstré par M. le baron de Peyre, que le pont qui est proche de ceste ville est menacé d'une entière ruyne s'il n'est promptement pourveu à la réparation d'icelluy, ce qui aporteroit une grande incommodité aux habitans du païs, pour l'importance et nécessité dudict pont ; au moyen de quoy, il a requis l'assemblée pourvoir à la réparation dicelluy aux despens dudict diocèse, conformément aux dellibérations et



reiglements faictz aux Estatz généraulx de Languedoc ces dernières années.

Sur la requeste présentée par le sieur Imbert, juge de la ville du Malzieu, tendant à ce qu'il pleut à l'assemblée pourvoir à son remboursement de certaine despence par luy fournye et avancée pour les affaires du païs ; a esté ordonné que le syndic verra ses pièces pour en faire rapport à ladicte assemblée à la première séance.

Sur ce que le syndic a remonstré à ladicte assemblée que le sieur d'Huteville, secrétaire de Mgr le duc de Vantadour, est venu en ceste ville avec un huissier de la Cour des Aydes pour contraindre ledict païs ou le receveur dicelluy au payement d'environ 2,500 escus, qui sont deubz à M<sup>me</sup> de Vantadour, de restes de la somme de 4,000 escus qui fut imposée en l'assiette dudict diocèse, l'année dernière soubz le nom de madicte dame ; se plaignant, ledict sieur d'Hauteville, de ce que le payement de la plus part de ladicte somme a esté reculé jusques sur la fin de l'année et qu'à présent il ne peult estre satisfaict desdictz restes, au grand préjudice et retardement des affaires de ladicte dame. Sur quoy, ayant esté appelé en ladicte assemblée le sieur Bastide, commis principal de M. Verger, receveur dudict diocèse, pour dire la cause d'où procède ce deffault, et néanmoins pour donner ordre à ce que ladicte partie soit promptement acquitée au contentement de madicte dame, suivant l'intention du païs qui en auroit baillé le fondz audict receveur en l'assiette extraordinaire dudict diocèse. Après que ledict sieur Bastide a remonstré que, combien que par le contract de bail de la recepte passé par les Estatz dudict païs audict sieur du Vergier, il ayt esté par luy nommé son commis principal pour faire



ladicte recepte ; toutefois il ne luy auroit baillé à lever que quelque petit nombre de paroisses pour l'acquitement de certaines parties. Et d'aulture cousté auroict faict trois ou quatre aultres commis qui auroient, chacun en son quartier, faict la levée des derniers de ladicte recepte, sans qu'ilz ayent jamais voulu remectre lesdictz deniers en ses mains, en l'absence dudict receveur, pour l'acquitement du païs, soit envers la recepte générale ou aulture créanciers diceluy, suivant les articles d'assiette, qui auroit esté cause que le payement de ladicte partie et de plusieurs aultres auroit esté retardé. Toutesfois pour le désir qu'il a de faire service au païs, offre d'acquiter les restes de ladicte partie, pourvu que les aultres commis dudict receveur luy remectent chascun leur estat au vray, deuement signé et certiffié de la recepte qu'ilz ont faicte avec les deniers qu'ilz ont en main et ceulx qui lèveront cy après, à mesure qu'ilz en feront la recepte, à la charge qu'il en rendra compte au païs ou audict receveur ; ou bien à deffault de ce, supplie l'assemblée le descharger de l'exercice de ladicte commission, n'estant raisonnable ores qu'il ayt esté nommé commis principal dudict receveur, qu'il responde de l'entière administration de ladicte recepte, puisque en effect, il se voit que ledict receveur a faict trois aultres commis qui ont levé les deniers, chascun en son quartier. A esté conclud, veu la nomination faicte par ledict receveur dudict Bastide, pour son commis principal, et attendu l'absence et maladie dudict receveur que pour esviter le désordre et confusion qu'il se trouve par ce moyen en ladicte recepte, et affin de faire acquiter le païs, tant envers ladicte dame que aultres créanciers dicelluy dont ledict receveur est chargé par le bail



de sa recepte et articles des assiettes, tous les commis particuliers dudict receveur, seront tenus de bailler incontinent audict Bastide, commis principal, l'estat au vray de la recepte que chascun d'eulx a faicte, deuement signé et certiffié, ensemble les deniers qu'ilz peuvent présentement avoir en main, comme aussi tous les aultres deniers qu'ilz lèveront cy après, à mesure qu'ilz en feront la recepte, et ce par les rescriptions ou simples quictances dudict Bastide, pour estre par luy employez à l'acquittement de ladicte partie deue de restes à ladicte dame, et après des aultres créanciers dudict païs. Et pour cest effect qu'il sera enjoinct audict commis de bailler incontinent leurdict estat, ensemble lesdictz deniers audict Bastide, avec inhibitions et deffences de les dellivrer à aultre personne, à la charge que ledict Bastide en rendra compte audict receveur ou audict païs.

Dudict jour, huictiesme de novembre, de rellevée.

M<sup>e</sup> Mezard Julhien, consul de la ville de Salgues, a requis l'assemblée pourvoir au payement de la somme de onze cens et tant d'escus qui est deue par le païs en deux parties aux habitans de ladicte ville, pour fourniture par eulx faicte pour ledict païs.

Noble André Vivian, sieur de Freluguet, s'est présenté pour M. de Mirandol et sa procuration leur a esté receu en ladicte assemblée.

Les Estatz conférans des moyens pour acquitter les debtes dudict païs au plus grand soulaigement du peuple que faire ce pourra, après avoir faict relire en plaine assemblée l'estat desdictz debtes et sur icelluy ayans dressé aultre estat d'une portion de chascun desdictz debtes, revenant à 27,500 escus, ont dellibéré et con-



clud que pour le bien dudict païs, MM. les commissaires de l'assiette sèront requis imposer ladicte somme, la présante année, pour l'acquittement desdictz debtes, et ce, toutesfois sans aulcuns despens ny interestz.

M. le baron de Peyre a remonstré à l'assemblée, qu'il se seroit toujours fort affectionnement employé pour le bien et advancement des affaires du païs à toutes occasions qui s'en seroyent présentées ; ayant faict plusieurs voiaiges à cest effect, tant en la Cour que devers Mgr le Connestable, lorsqu'il estoit au bas Languedoc, et mesmes pour le faict du razement de la citadelle de Mende et aultres occasions importantes, sans qu'il ayt jamais esté recogneu par le païs d'aucune chose, mais au contraire il y auroit employé de ses propres moyens, ayant délaissé ses commodités et affaires particuliers pour vacquer à ceulx dudict païs. Représente aussi, qu'il auroit esté imposé, en l'année 1586, la somme de 1,200 escus pour faire piloter et démolir sa maison, sans qu'il ayt esté desdomaigé de la perte qu'il en a soufferte, comme il est bien raisonnable, ladicte démolition ayant esté faicte par dellibération du païs ; priant l'assemblée de mectre en considération, s'il doibt faire service au païs à ses despens ny supporter telz domaiges sans recevoir quelque reconnoissance, attendu mesmes que pour moindre occasion, les Estatz ont gratifié plusieurs aultres personnes du païs. Laquelle remonstrance faicte, ledict sieur de Peyre s'en est sorty de l'assemblée. Surquoy après que ledict sieur de Fumel, syndic, a représenté que par dellibération de MM. les commis et deputez du païs sur l'opposition formée par les habitans de la terre de Peyre pour raison des restes des tailles et debtes communs du païs, du payement desquelz ilz pré-



tendent estre exemptz pour plusieurs années, suivant l'édict de pacification, auroit esté advisé de prier ledict sieur de Peyre pour couper chemin à ung procès, de s'employer pour accomoder ce différant à l'amyable; ce que ledict sieur ayant promis faire et ayant desja commencé de sy employer, il seroit bon de voir ce qui en réussiroit pour après joignant ce bon office avec les aultres que le païs a receu dudict sieur de Peyre, user pour tout envers ledict sieur de Peyre, d'une seule reconnoissance telle que l'assemblée jugera convenable. A esté dellibéré et conclud que ledict sieur de Peyre sera remercyé de la part de l'assemblée du soing et de l'affection qu'il luy plaist tesmoigner au païs pour le bien et advancement des affaires dicelluy et sera prié de continuer, mesmes pour l'accord du procès du païs contre ses subjectz. En quoy MM. de Céneret de Saint-Auban, Dumas et de Chanoillet, sont aussi priez d'assister ledict sieur de Peyre, pour après estre par l'assemblée dellibéré sur la reconnoissance des despences dudict sieur de Peyre et y avoir tel esgard quelle advisera bon estre en considération desdictz voiaiges.

Sur la remonstrance faicte par ledict sieur de Fumel, syndic, de ce que le sieur Farnier est à Montpellier poursuivant, en la Cour des Aydes, contre le païs pour le faire condempner en plusieurs despens, domaiges et interestz qu'il prétend à cause du contract qui fut dernièrement passé avec luy pour raison des restes de la recepte de feu son père, estant nécessaire, ainsi mesmes que le sieur Tondut, procureur dudict païs en ladicte Cour des Aydes, luy escript dy envoyer promptement quelque homme cappable, affin d'empescher ladicte condempnation et qu'il ne seroit que bon de prier M.



Portanyer, qui a esté commis à la levée desdictz restes par ledict païs et a esté assigné par ce faict en ladicte Cour de vouloir prendre ceste charge, si l'assemblée le trouve agréable. A esté dellibéré et conclud que ledict sieur Portanier sera prié de faire ledict voiaige audict Montpellier, pour faire, en ladicte Cour, toutes les poursuites requises et nécessaires contre ledict Farnier, ensemble sur le procès pendant en icelle contre les créanciers de Mgr le comte d'Auvergne, pour la partie que ledict païs luy doibt. Le tout suivant les mémoires et instructions qui luy en seront baillées par ledict sieur syndic avec les pièces justificatives contre ledict Farnier. Et que pour cest effect, il partira dans demain, s'il est possible, attendu la vifve poursuite que font les parties, pour obtenir jugement contre ledict païs en l'absence dudict syndic.

S'est présenté M. Deodé Dumas, docteur ez droictz, pour M. de Palhers et a esté receu en l'assemblée.

Du vendredy, neufvième jour dudict mois de novembre,  
du matin.

Est venu à ladicte assemblée noble François d'Au-gueyresques, lequel a remonstré que M<sup>me</sup> d'Arpajon est douairière de la maison d'Arpajon, ayant l'usufruit de la baronne dudit Arpajon, et par ce moyen a droit d'envoyer ung depputé aux Estatz particuliers dudict païs de Gévaudan, comme aussi MM. ses enfans ont droit d'envoyer ung député auxdictz Estatz, à cause de la terre de Sévérac. Au moyen de quoy, ladicte dame, advertie de la difficulté faicte ausdictz Estatz généraulx de Languedoc contre les seigneurs qui ont plusieurs séances et voix délibératives ausdictz Estatz, ladicte



dame luy auroit passé procuration pour assister à la présente assemblée pour ladicte terre d'Arpajon. Requé-  
rant ledict sieur d'Augueyresques lesdictz sieurs des  
Estatz de le recevoir, Sur quoy, ayant esté dellibéré,  
attandu que lesdictes terres de Sévérac et d'Arpajon ne  
sont de présent unyes en une seule personne ; a esté  
conclud que ledict sieur d'Augueyresques sera receu en  
vertu de ladicte procuration.

S'est aussi présenté M<sup>e</sup> Gilles Barthelemy, docteur ez  
droictz, lequel a requis estre receu à ladicte assemblée,  
comme envoyé de M. de Barre, en vertu de sa procura-  
tion, qu'il a remise, de laquelle a esté faicte lecture.

Aussi s'est présanté M<sup>e</sup> Pierre Jalguet, pour M. des  
Chambons, requérant d'estre receu en vertu de sa pro-  
curation qui a esté leue en ladicte assemblée.

Sur la difficulté intervenue si l'on doibt recevoir en  
ladicte assemblée les envoyés et depputez qui se sont  
aujourd'huy présantez, attendu que, par reiglement faict  
aux derniers Estats de Languedoc, a esté arrêté que les  
depputez qui ne s'y trouveront dans trois jours, après  
l'ouverture, ny pourront estre receuz, ains seront privez  
de l'entrée pour l'année qu'ilz auront fally de sy trouver.  
A esté conclud que ledict reiglement n'avoit esté encores  
notiffié, que pour ceste année lesdictz envoyés seront  
receuz. Et pour l'advenir, que ceulx qui ne se présante-  
ront dans lesdictz trois jours, à compter de l'ouverture  
desdicz Estatz, seront privez de l'entrée diceulx, pour  
ceste année.

S'est présanté à ladicte assemblée le sieur Ganez,  
lequel a dict y avoir esté envoyé de la part de M. de  
Fosseux, avec charge et procuration expresse pour



requérir les Estatz de pourvoir à l'imposition et payement de la somme de 1,000 escus, à laquelle, par arrest du Conseil d'Estat, ledict diocèse fut condempné envers ledict seigneur, en l'année 1596, pour la moitié de la récompense qui luy fut ordonnée par le Roy, à cause de la suppression de son estat de sénéchal de Gévaudan ; comme aussi pour les requérir de donner ordre à ce que les matériauz de deux canons qui estoyent dans la ville de Mende, avec les poudres et balles qui luy appartiennent, luy soyent rendus suivant les articles de la capitulation accordez, par Mgr le duc de Vantadour, sur la reddition de ladicte ville de Mende. A ceste cause, a prié l'assemblée d'y pourvoir au consentement dudict sieur de Fosseux. Sur quoy, après avoir esté faicte lecture des articles de ladicte capitulation en plaine assemblée ; a esté advisé de prier MM. de Saint-Auban, Dumas et de Chanoillet, de voir l'arrest et aultres pièces que ledict Ganes porte touchant cest affaire, pour en estre dellibéré par lesdictz Estatz au rapport desdictz sieurs.

Sur la remonstrance faicte par ledict sieur de Fumel, syndic, de ce que luy, estant à Montpellier, le sieur Perdiguiier, receveur général des restes en la Chambre des Comptes dudict Montpellier, l'auroit requis de luy paier la somme de 500 escus qu'il prétend luy estre deue par ledict diocèse, pour ses gaiges, à raison d'ung sol pour livre, de la somme de 10,000 escus, dont le Roy avoit faict don à M<sup>me</sup> de Vantadour, à prendre sur les restes des deniers de sa majesté, deue par ledict diocèse des années escheues auparavant l'année 1595, et mesmes de l'année 1589 et aultres précédantes ; ayant depuis ledict diocèse composé de ladicte partie avec ladicte dame, pour la somme de 6,000 escus ; moyennant laquelle,



bien que ledict diocèse deubst estre quicte desdictz restes et par conséquent desdictz gaiges; toutesfois, d'autant que par ledict accord n'en est faicte aulcune mention et que ledict sieur Perdiguier ne vouloit fournir de sa quittance de ladicte somme de 10,000 escus, comme il est requis, pour l'employer en la despence des comptes des receveurs dudict diocèse desdictes années et servir d'acquict et descharge envers ledict diocèse de pareille somme sur lesdictz restes; auroit jugé, avec l'advis du sieur de Maurilhan, estre nécessaire de composer avec ledict sieur de Perdiguier, pour lesdictz gaiges. A quoy finalement il seroit parvenu moyennant la somme de neuf vingts escus, à laquelle il auroit accordé avec ledict sieur Perdiguier sous le bon plaisir des Estatz, luy ayant esté impossible d'y uzer de meilleur mesnaige. Requérant à ceste cause ladicte assemblée pourvoir au payement de ladicte somme au premier quartier de l'année prochaine, suivant ledict accord, si ladicte assemblée l'a agréable. A esté conclud que ledict accord sera effectué et qu'à ceste fin, ladicte somme de neuf vingt escus sera imposée en la présante assiette pour estre payée audict sieur Perdiguier, au premier quartier de l'année, à la charge qu'il fournira audict receveur ou syndic dudict diocèse de sa quittance de la somme de 10,000 escus.

Le sieur de Fumel, syndic, auroit aussi faict entendre à ladicte assemblée la poursuite que certains particuliers avoyent commencé en la Cour des Aydes à Montpellier, contre ledict païs pour le faire condempner au payement des pensions qu'ilz prétendent leur estre deues pour l'année 1589; à cause qu'en ladicte année ne fut faicte aulcune imposition des deniers du Roy sur



ledict diocèse. Et d'autant que pour esviter les fraiz que ledict procès eust peu causer au païs, il auroit arresté le cours de ceste poursuite, par la promesse qu'il auroit faicte auxdictz particuliers de traicter de cest affaire en ceste assemblée, pour voir de terminer à l'amiable. A ceste cause a requis l'assemblée d'en delliérer. Sur quoy a esté conclud que ledict sindic traictera avec lesdictz particulièrement pour voir de composer ce différend, à la charge néaulmoings que si aulcune chose leur est accordé pour leurs prétensions, affin desviter aux fraiz dudict procès le paiement en sera différé jusques après l'année prochaine.

Sur la réquisition faicte par le sieur de Pelouze, envoyé de M. le baron du Tournel, de pourvoir au paiement de ce que luy est deub des restes des fraiz des deux voiaiges faictz de sa part aux Etats généraulx de Languedoc, pour les baronnyes du Tournel et de Céneret, ez années 1594 et 1595, n'en ayant receu que 100 escus qui luy feurent accordez par article d'assiette, l'année dernière, luy estant par ce moyen encores deub la somme de 233 escus 20 sols, à raison de huict vingtz six escus 40 solz par an, pour chascun voiaige et tour de de barons, sellon la taxe que de tout temps et ancienneté a acoustumé d'estre faicte par lesdictz Estatz en chose semblable. A esté dellibéré et conclud, veu l'article desdictz 100 escus couchés en ladicte assiette et attendu que ladicte sommes luy fut accordée pour toutes ses prétensions, qu'il n'y a lieu à luy accorder plus grand somme pour les susdictes considérations.

Le sieur de Fumel, sindic dudict païs a remonstré qu'en l'année 1596, il fut honoré de ladicte charge de sindic par la nomination qu'il pleut aux Estatz faire de



sa personne, plus, comme il estime pour la bonne opinion que lesditz Estatz avaient de luy, que pour son mérite et capacité. En quoy il se rendit tellement obligé au païs qu'ores qu'il recogneut son inclination naturelle et sa volonté soit repugnante, à l'exercice d'une telle charge, toutesfois pour ne désobéir aulx Estatz et ne perdre l'occasion de tesmoigner au païs qu'il n'avoit faulte d'affection envers le publicq, pour contribuer au service dicelluy tout ce que seroit de son pouvoir; il se laissa aller à accepter pour une année, à condition de s'en desmettre à la fin dicelle. Ce quaiant depuis proposé par plusieurs fois, les Estatz, pour certaines considérations n'auroyent voulu accepter sa démission, ains luy auroyent commandé de continuer, soubz promesse qu'ilz luy auroyent toujours faicte une année après aultre, de le descharger de ceste peyne, sitost que les affaires du païs commenceroient à prendre quelque bon ordre. A quoy les voyant maintenant fort acheminez, il a supplié l'assemblée ne différer plus à recevoir sadicte démission et se contenter du service qu'il a jusques icy rendu au païs, lequel il ne se lassera jamais de luy continuer, hors de ladicte charge, en toutes les occasions qui s'en présenteront. Sur quoy mondict sieur le président a représenté audict sieur de Fumel, syndic, que le païs a toujours eu fort agréable le service qu'il luy a rendu à ceste charge et que de se retirer maintenant sur le point que les affaires semblent commencer de prendre quelque meilleure forme, sans avoir la patience de les laisser acheminer à leur perfection, ce seroit diminuer une bonne partie du contentement que le païs a jusques icy receu, de son bon debvoir; au moyen de quoy, il il l'a prié et exhorté, de la part desdictz Estatz, de con-



tinuer sadicte charge avec la mesme dilligence et fidélité qu'il a faict jusques à présent.

Dudict jour, neufvième dudict mois de novembre,  
de rellevée.

Sur la requeste présentée par Jean Pajo, pauvre laboureur du lieu de St-Bonnet-de-Montauroux, remonstrant que feu son père aiant esté créé collecteur de la paroisse dudict St-Bonnet, l'année dernière, et ayant levé et acquité une bonne partie des deniers de sa collecte, il se seroit advenu que s'estant mis aux champs l'hiver passé pour continuer la levée desdictz deniers, il auroit esté surprins par la rigueur du temps et trouvé mort à la montagne, après une longue perquisition que le suppliant en auroit faicte ; ayant en ce désastre perdu avec la vye le roolle de sa collecte et les deniers qu'il pouvoit avoir levés, sans que depuis, iceluy suppliant ayt eu moyen de continuer ladicte collecte sur ceulx qui en debvoyent les restes pour ne pouvoir faire apparoir dudict roole. Et toutesfois le receveur n'auroit laissé d'user contre luy des contraintes et exécutions en tel cas acoustumées, de sorte qu'ayant employé ce peu de bien qu'il avoit pour acquiter une bonne partie desdictz restes, et estant maintenant molesté par ledict receveur pour 15 escus qui luy sont deubz pour entier payement de la cottité de ladicte paroisse ; il supplie l'assemblée avoir pitié de sa misère, et ce faisant, ordonner qu'il demeurera quicte et deschargé de ladicte somme envers ledict receveur. A esté conclud, attendu la pauvreté du suppliant et le désastre advenu à sondict père, que M<sup>e</sup> Marcelin de Manificier, receveur, ou M<sup>e</sup> Estienne Bastide, son commis, le tien-



dront quicte de ladicte somme de quinze escus ; laquelle, pour cest effect sera passée en la despence du compte dudict receveur, en rapportant déclaration dudict suppliant, comme il a esté tenu quicte de ladicte somme de 15 escus par ledict receveur ou sondict commis. Après laquelle dellibération, lesdictz Estatz se sont separez pour le reste du jour, ayant une partie diceulx vacqué à l'accord du différend des habitans de la terre de Peyre.

Du sabmedi dixième jour dudict mois de novembre,  
du matin.

Lesdictz Estatz s'estant assemblés au lieu que dessus.  
Sur les plainctes des abus qui se commectent en la levée des restes des deniers des tailles, tant par ceulx ausquelz elles ont esté remises et laissées par contractz passez avec eulx, en la dernière assemblée des Estatz que par les aultres qui en sont chargez par leurs comptes ; a esté conclud que les réglemens par cy devant faictz par lesdictz Estatz sur le faict de ladicte levée seront effectués, non obstant lesdictz contractz. Et à ceste fin sera chascun des receveurs desdictz restes, tenu de remectre devers le sindic ou greffier du païs, ung estat au vray, signé et certiffié de toutes lesdictz restes, pour sur icelluy estre procédé à la vériffication dicelles, par ceulx qui ont esté cy devant nommez à ce faire, où à leur deffault, par aultres qui pourront estre députez par MM. les commis du païs. Et en ce cas que lesdictz recepveurs feroient refus de remectre leursdictz Estatz, sera, par ledict sindic, présenté requeste à nosseigneurs des Aydes, affin d'obtenir provision pour les y faire contraindre.

Et daultant que lesdictz Estatz ont esté advertiz que



de ce diocèse, d'avancer, s'il y a eschet, sa cottité desdictz 30,000 escus. A esté conclud que en baillant la recepte de la présente assiette, le receveur sera chargé, par clause expresse, de fournir par advance, si besoin est, ce que montera la portion de ce diocèse desdictz 30,000 escus.

Sur la remonstrance faicte par M. Estienne Bastide, commis principal de M. Jehan Verger, receveur dudict diocèse, que ledict sieur Verger, ne pouvant se présenter en ceste assemblée, à cause de son indisposition, pour rendre compte de sa charge et requérir l'assemblée de pourvoir à son remboursement des avances qu'il a faictes pour le pais, tant à cause des mandements qui luy ont esté expédiés pour les affaires dicelluy, outre les articles d'assiette que pour luy avoir esté diminué le fondz de ses assiettes, à l'occasion du reffus et oppositions formées par les habitans des villes de Maruejolz et le Malzieu et de l'impuissance des paroisses de la Capelle, Saint-Pierre-des-Tripiers, Saint-Laurens-de-Beyrès, St-Geal, Paulhac et quelques aultres ; et par mesme moyen, requérir ladicte assemblée de l'indemniser des despens, domaiges et interestz par luy souffertz, tant pour raison desdictes avances que du decry des monnaies et aultres prétensions, pour en faire instance à l'assemblée ; la requérant pour cest effect de vouloir nommer des auditeurs, affin que devant que les Estatz se séparent, ilz puissent pourvoir au payement de ce qui se trouvera deub audict sieur Verger, par la fin dudict compte, ensemble pour lesdictz domaiges et interestz ; ou bien en cas qu'ilz ne vouldroyent procéder à l'audition du compte, dès maintenant qu'il leur plaise luy faire fondz en la présente assiette, de la somme



de 3,000 escus, pour remplacer le deffault des cottités desdictes villes de Maruejolz, le Malzieu et des paroisses impuissantes, affin qu'il ayt moyen d'acquiter entièrement les articles de ses assiettes. Lesdictz Estatz mectant en considération l'empeschement donné par lesdictes villes, attendu aussi que le dernier quartier de la recepte dudict sieur Verger n'est encores levé ny escheu ; au moyen de quoy, il ne pourroit vallablement compter de l'entière administration de sa charge ; ont dellibéré et conclud, qu'il sera surceu à l'audition dudict compte, et cependant sera faict fondz de la somme de 1,000 escus, en l'assiette de ceste année, pour estre, par le receveur dicelle, païée audict sieur Verger, receveur, ou audict Bastide, son commis, au premier quartier de ladicte année, affin qu'il puisse acquiter entièrement les articles de ses assiettes ; à la charge qu'il demeurera comptable de ladiote somme, comme des aultres deniers de sa charge, et qu'il continuera sa recepte sur lesdictes paroisses qu'il prétend insolvables, sans en faire reprise en la despence de son compte.

Sur la remonstrance faicte par ledict sindic, que les receveurs dudict diocèse, en la reddition de leurs comptes, ont acoustumé bailler en reprise certaines paroisses comme impuissantes et insolvables et entre aultres celles de la Capelle, Saint-Roman-de-Dolan, Saint-Pierre-des-Tripiers, Saint-Laurens-de-Beyrès, Saint-Geal et Paulhac, desquelles ilz affirment ne pouvoir tirer payement, à cause de leur misère et pauvreté et que la plus grande partie du terroir desdictes paroisses demeure inculte et les vilaiges inhabitez, en quoy le reste du païs reçoit ung notable interest, parce que les cottités desdictes paroisses, baillées et allouées en reprise esdictz comptes, sont



après rejectés sur le général dudict païs. Requérant pour ceste cause, d'adviser le moyen d'y pourvoir, soit en deschargeant lesdictes paroisses du payement des restes, ou partie dicelles quelles doibvent du passé, attendu qu'il a esté certifié que les païsans qui ont quicté lesdictes paroisses et qui désireroyent de sy remectre en sont retenus et empeschés par la craincte qu'ilz ont d'estre constraintz au payement desdictz restes, ou bien reigler cest affaire par tel autre expédient que l'on pourra recercher. Lesdictz Estatz, désireux de remédier à cest inconvenient et facilliter le moyen de rendre lesdictes paroisses repeuplées et conséquemment solvables, affin que le général dudict païs puisse demeurer soulaigé du payement de leurs cottités ; ont dellibéré et conclud que les susdictes paroisses seront et demeureront deschargées des deniers des restes, tant des années 1595 et 1596 que aultres qui sont en la plaine disposition du païs pour avoir esté passées et allouées en la reprise des comptes des receveurs et lesdictz receveurs deschargés dicelles, à la charge néaulmoings que lesdictes paroisses seront tenues payer par entier leurs cottitez des impositions ordinaires et extraordinaires de l'année passée, de celles qui se feront en la présante assemblée et aultres à l'advenir comme aussi les restes qui appartiennent aux receveurs des années précédentes, pour avoir esté chargés de la levée d'icelles.

Sur la requeste présentée ausdictz Estatz par les habitants de la paroisse de St-Laurens-de-Beyrès, remonstrant qu'encores que par upe apostille du dernier compte rendu au païs M<sup>e</sup> Jacques Chantuel, receveur dicelluy, en l'année 1597, luy ayt esté passée et allouée la somme de 1,280 escus, en considération de l'impuissance, tant



de ladicte paroisse que de celles de La Capelle, Saint-Roman-de-Dolan, Saint-Pierre-des-Tripiers, Saint-Geal et Pauliac ; et que par ce moyen ledict Chantuel doibve rebattre et tenir en compte ausdictes paroisses ladicte somme de 1,280 escus sur et tant moingt de la somme de 1,600 escus, qu'il leur demande, et conséquemment défalguer en particulier à ladicte paroisse de St-Laurens-de-Beyrès, ce que luy revient à proportion de ladicte somme de 1,280 escus ; toutesfois ledict Chantuel ne laisse de contraindre lesdictz habitans à l'entier payement de leurs cottitez, sans avoir esgard au rabais et descharge qui luy a esté faicte par ladicte apostille de la susdicte somme. Pour raison de quoy il y a procès pendant en la Cour du Bailiaige de Gévaudan. Réqué- rant lesdictz supplians qu'il plaise à l'assemblée, vouloir déclarer leur intention sur ladicte postille. A esté delibéré et conclud, veu ledict compte et mesmes l'article et apostille sur icelluy dont est question, que ledict Chantuel remectra, devers le syndic, l'estat au vray, par luy signé, de ce qu'il a levé desdictz paroisses, pour vériffier s'il a plus receu que ne montent leurs cottitez, rabatu leur portion de ladicte somme de 1,280 escus, accordée audict Chantuel. Et en cas qu'il se trouve avoir receu davantaige, sera tenu rendre le surplus à chascune dicelles paroisses, sellon qu'il leur competera, à proportion de leurs cottitez. Et cependant seront faictes deffences audict Chantuel, de continuer la levée desdictes prétendues restes sur lesdictes paroisses, jusques avoir remis ledict estat devers ledict syndic pour estre procédé à ladicte vériffication, et après icelle ordonné ce qu'il appartiendra.



Dudict jour, dixième novembre, de rellevée.

Assistants MM. les commissaires principal et ordinaires de l'assiette.

M<sup>e</sup> Estienne Bastide, pour et au nom de M<sup>e</sup> Marcelin de Manificier, receveur des tailles dudict diocèse la présente année, a requis l'assemblée au nom dndict sieur de Manificier de luy faire dellivrer les assiettes tant des deniers ordinaires que extraordinaires dudict diocèse, ladicte année, pour en faire la levée, comme estant, ledict sieur de Manificier en exercice de la recepte.

La recepte des deniers extraordinaires qui seront imposez audict diocèse la présente année ayant esté publiée par les carrefours de la ville de Maruejolz, ainsi que par Pierre Fabre, huissier et trompette de ladicte ville de Maruejolz, a esté rapporté pour estre baillée au rabais à celuy que fera la condition meilleure, au présent lieu et heure.

Les portes de la salle desdictz Estatz ayant esté ouvertes à toutes personnes et la première chandelle allumée, M<sup>e</sup> Estienne Bastide, à présent habitant audict pais de Gévaudan, s'est présenté, lequel a offert, au nom de M<sup>e</sup> Marcelin de Manificier faire la levée et recepte desdictz deniers extraordinaires à six deniers par livre, aux conditions qui ont esté leues en plaine assemblée ; requérant la dellivrance luy en estre faicte si aultre faisant la condition meilleure ne se présente. Surquoy, après ung long intervalle de temps, par mondict sieur le commissaire principal, a esté ordonné, attendu qu'il ne s'est présenté aulcung susdisant, que l'offre dudict Bas-



ide demeurant inscript, la dellivrance sera remise à lundy au présent lieu à neuf heures du matin.

Anthoine Boyer, filz de feu sire Jean Boyer, de Maruejolz, a remonstré comme en l'année 1582, sondict père fut employé et depputé par MM. des Estatz pour aller vers le Roy de Navarre et vers Mgr le duc de Montmorancy, pour poursuivre les commissions et provisions nécessaires pour la réduction du lieux de Quézaz, Grèze, Usselz, Quintiniac, le Boy et aultres qui estoyent occupés dans le païs. A quoy il auroit trevaillé durant quatre mois, luy aiant esté ordonné la somme de 575 escus 27 solz, tant pour le remboursement des fraiz et despens qu'il y avoit faictz, que pour ses peynes et vacation. Et pour cest effect luy fut couché en l'assiette dudict diocèse de ladicte année 1582, estant receveur M<sup>e</sup> Anthoine Chevalier, la somme de 100 escus, et pour le surplus, montant 275 escus, luy feurent baillez deux mandemens sur ledict Chevalier. Toutesfois quelque diligence que sondict feu père ny luy ayent sceu faire, ilz n'auroyent peu estre payés d'aucune chose par ledict Chevalier, disant ledict Chevalier, ne debvoir rien au païs, et que par le contract que fut passé avec luy l'année passée, il demeure deschargé desdictes partie, requérant l'assemblée vouloir pour son remboursement faire imposer ladicte partie de 575 escus 19 solz 7 deniers, avec telle somme qu'elle advisera pour ses interestz. Surquoy ouy le sieur Chevalier qui a dit avoir esté deschargé du payement desdictes parties, tant par arrest de la Cour des Aydes que par ledict dernier contract passé entre le syndic du païs et luy ; a esté conclud que par MM. les commis, syndic et depputez du païs, à l'assistance du consul de Florac ou aultre depputé des



Cévennes, vériffication sera faicte de la demande dudict Boyer pour en faire rapport à la prochaine assemblée des Estatx dudict diocèse, en laquelle luy sera faict droict sellon qu'elle verra estre à faire par raison.

Sur la plainte faicte par M. le baron de Peyre pour les subjectz et habitans de sa terre et baronnye de Peyre, de ce que M<sup>e</sup> Jehan Oziol, commis de M. le trésorier Parat, seroit ces jours passez venu à main armée, accompagné de 20 ou 25 hommes à cheval et à pied, portant harquebuzes et aultres armes offensives, aux villaiges de sadicte terre ou ilz auroient commis plusieurs violences soubz prétexte de la levée des restes dudict sieur Parat. Dequoy il auroit faict faire information qu'il a exhibée à l'assemblée, requérant qu'il soit prins dellibération que la punition de cest acte sera poursuivy par ledict sindic. A esté conclud, suivant la dellibération prinse l'année 1599, touchant les concussions qui se font soubz prétexte de la levée des tailles, que ledict sindic se joindra aux poursuites qui se feront contre ledict Oziol, sur ladicte information, le tout aux despens des parties intéressées et sans constituer le païs en fraiz.

M. Dumas a faict rapport de ce qu'il a trouvé, avec les aultres sieurs qui ont esté depputez à voir les papiers et demandes de M. de Fosseux, tant sur sa prétension de la somme de 1,000 escus, pour la suppression de l'estat de sénéchal de Gévaudan que pour les matériaux des deux canons, attelaige et bouletz. Surquoy veu les articles de la capitulation faicte avec ledict sieur de Fosseux sur la reddition de la ville de Mende, et attendu que le païs luy a accordé la somme de 100,000 livres pour toutes ses prétensions; a esté conclud que



le païs ne luy est tenu de ladicte somme de 1,000 escus ny pareillement desdictz materiaulx, attellaige et bou-jetz, d'autant qu'il ne les a baillez en garde au païs ains se doibt retirer à ceulx qui s'en sont chargez. Et en cas qu'il vouldroit contraindre ledict païs pour raison desdictes choses, a esté enjoinct au sindict dudict païs de s'y opposer et faire sur ce toutes les poursuites nécessaires pour faire par la justice descharger ledict païs desdictes demandes.

Les sieurs Armand et Rodier, lieutenans audict diocèse de M. le prévost général de Languedoc, ont faict récit à l'assemblée des chevauchées et exécutions par eulx faictes durant l'année en ce qui est de leur charge, requérantz qu'il pleut aux Estatz d'avoir esgard aux despences qu'ilz ont été contrainctz faire extraordinairement, ayant entretenu plus d'archiers que ne leur avoit esté accordé, n'ayant moyen, avec si petit nombre et si peu de gaiges, de se pouvoir acquitter dignement de leur charge. A esté conclud que les gaiges et entretenement accordé l'année passée ausdictz prevostz, greffier et archiers, par dellibération desdictz Estatz, sera continué pour ceste année aux mesmes charges et conditions contenues en ladicte délibération.

S'est présanté M<sup>e</sup> Tinel, du lieu de Londue, paroisse de Molezon, aux Cévennes, qui a remonstré que M. le prévost général de Languedoc luy auroit baillé, en l'année 1598, commission d'une lieutenance en ce diocèse, et que, depuis ledict temps, il auroit faict plusieurs captures et exécutions dans icelluy ; requérant en ceste considération le vouloir recevoir et luy donner moyen de s'entretenir avec le nombre d'archiers que lesdictz



plusieurs collecteurs se sont trouvez en peyne pour le payement de diverses sommes de deniers qui leur ont esté demandées pour les restes desdictes tailles, ores qu'elles eussent esté payées ; ne pouvant faire apparoir de quictances, pòur avoir esté perdues par lesdictz collecteurs ou esgarées par l'injure des guerres, leur estant d'ailleurs refuzée par les receveurs, la communication de leurs registres et livres de recepte, pour vériffier les payemens. A esté dellibéré et conclud, pour prévenir et empescher samblable inconvéniement à l'advenir que les receveurs dudict diocèse seront tenus chascune année, l'exercice de leur charge finy, de remectre devers le greffier du païs une coppie de leurs livres de recepte contenant tous les payemens de chascune paroisse par le menu avec le nom des collecteurs et le jour que lesdictz payemens auront esté faictz. Laquelle coppie sera signée par lesdictz receveurs et demeurera devers ledict greffier, affin que les collecteurs et aultres qu'il apartiendra y puissent avoir recours.

S'est présanté, à l'assemblée, le sieur Nicolas, commis de M. Reich, trésorier de la bourse du païs de Languedoc, lequel a remonstré, qu'ayant MM. des Estatz généraulx de Languedoc accordé, audict diocèse, descharge de la somme de 4,000 escus dont ilz estoyent demeurez en restes envers ledict sieur Reich pour tout ce que ledict diocèse pouvoit prétendre et demander audict païs, pour le remboursement des despenses par culx fournies et avancées pour le siège de la ville de Mende à condition que si ledict diocèse ne vouloit accepter ladicte somme pour toutes lesdictes prétentions, qu'il en demeureroit entièrement descheu et ledict trésorier le pourroit contraindre au payement de ladicte somme ;



et d'aaultant que ledict diocèse n'auroit vouleu accepter ladicte somme, ledict sieur Reich, pour avoir payement desdictz restes, auroit délivré ses contrainctes audict Nicolas qui auroit faict trois voiaiges audict diocèse pour avoir payement de ladicte somme. A cause de quoy, a requis l'assemblée pourvoir au remboursement des fraiz desdictz voiaiges, ensemble à ses vaccations. Sur quoy, après que le sieur de Fumel, sindic, a dict et remonstré que lesdictz fraiz et vaccations ne sont aulcunement deubz audict sieur Nicolas, tant parce que ladicte somme de 3,000 escus a esté remise audict diocèse par ledict pais de Languedoc, aussi que par dellibération passée par MM. les commis et depputez du pais au mois de novembre 1588, auroit esté arresté et accordé avec ledict sieur Nicolas, à la somme de 250 escus, qui luy auroit esté depuis payée pour tous fraiz et despens, des voiaiges par luy faictz audict diocèse. A esté conclud, attendu ladicte dellibération et le payement faict audict Nicolas, de la somme de 250 escus, qu'il n'est raissonnable de luy accorder aultre chose ; et en cas qu'il en feroit instance en la Cour des Aydes ou ailleurs, que ledict sindic y deffendra au nom es aux despens dudict pais.

Et sur ce que ledict sieur Nicolas a représenté de la part dudict sieur Reich, qu'ayant lesdictz Estatz généraulx imposé la somme de 50,000 escus, accordée extraordinairement au Roy, bien qu'ilz ayent ordonné le payement à quatre quartier, toutesfois, ça a esté à condition qui si les depputez, qui iront à la Cour, donnent advis qu'il soit nécessaire de fournir au Roy ladicte somme par advance, à ung seul payement ; en ce cas les receveurs seront tenus faire ladicte avance, au moyen de quoy il est besoing, en ce cas de charger le receveur



de ce diocèse, d'avancer, s'il y a eschet, sa cottité desdictz 30,000 escus. A esté conclud que en baillant la recepte de la présente assiette, le receveur sera chargé, par clause expresse, de fournir par advance, si besoin est, ce que montera la portion de ce diocèse desdictz 30,000 escus.

Sur la remonstrance faicte par M. Estienne Bastide, commis principal de M. Jehan Verger, receveur dudict diocèse, que ledict sieur Verger, ne pouvant se présenter en ceste assemblée, à cause de son indisposition, pour rendre compte de sa charge et requérir l'assemblée de pourvoir à son remboursement des avances qu'il a faictes pour le païs, tant à cause des mandemens qui luy ont esté expédiés pour les affaires dicelluy, outre les articles d'assiette que pour luy avoir esté diminué le fondz de ses assiettes, à l'occasion du reffus et oppositions formées par les habitans des villes de Maruejolz et le Malzieu et de l'impuissance des paroisses de la Cappel, Saint-Pierre-des-Tripiers, Saint-Laurens-de-Beyrès, St-Geal, Paulhac et quelques aultres ; et par mesme moyen, requérir ladicte assemblée de l'indemniser des despens, domaiges et interestz par luy souffertz, tant pour raison desdictes avances que du dercry des monnays et aultres prétensions, pour en faire instance à l'assemblée ; la requérant pour cest effect de vouloir nommer des auditeurs, affin que devant que les Estatz se séparent, ilz puissent pourvoir au payement de ce qui se trouvera deub audict sieur Verger, par la fin dudict compte, ensemble pour lesdictz domaiges et interestz ; ou bien en cas qu'ilz ne voudroyent procéder à l'audition du compte, dès maintenant qu'il leur plaise luy faire fondz en la présente assiette, de la somme



de 3,000 escus, pour remplacer le deffault des cottités desdictes villes de Maruejolz, le Malzieu et des paroisses impuissantes, affin qu'il ayt moyen d'acquiter entièrement les articles de ses assiettes. Lesdictz Estatz mectant en considération l'empeschement donné par lesdictes villes, attendu aussi que le dernier quartier de la recepte dudict sieur Verger n'est encores levé ny escheu ; au moyen de quoy, il ne pourroit vallablement compter de l'entière administration de sa charge ; ont dellibéré et conclud, qu'il sera surceu à l'audition dudict compte, et cependant sera faict fondz de la somme de 1,000 escus, en l'assiette de ceste année, pour estre, par le receveur dicelle, païée audict sieur Verger, receveur, ou audict Bastide, son commis, au premier quartier de ladicte année, affin qu'il puisse acquiter entièrement les articles de ses assiettes ; à la charge qu'il demeurera comptable de ladiote somme, comme des aultres deniers de sa charge, et qu'il continuera sa recepte sur lesdictes paroisses qu'il prétend insolubles, sans en faire reprise en la despence de son compte.

Sur la remonstrance faicte par ledict sindic, que les receveurs dudict diocèse, en la reddition de leurs comptes, ont acoustumé bailler en reprise certaines paroisses comme impuissantes et insolubles et entre aultres celles de la Capelle, Saint-Roman-de-Dolan, Saint-Pierre-des-Tripiers, Saint-Laurens-de-Beyrès, Saint-Geal et Paulhac, desquelles ilz affirment ne pouvoir tirer payement, à cause de leur misère et pauvreté et que la plus grande partie du terroir desdictes paroisses demeure inculte et les vilaiges inhabitez, en quoy le reste du païs reçoit ung notable interest, parce que les cottités desdictes paroisses, baillées et allouées en reprise esdictz comptes, sont



après rejectés sur le général dudict païs. Requérant pour ceste cause, d'adviser le moyen d'y pourvoir, soit en deschargeant lesdictes paroisses du payement des restes, ou partie dicelles quelles doibvent du passé, attendu qu'il a esté certifié que les païsans qui ont quicté lesdictes paroisses et qui désireroyent de sy remectre en sont retenus et empeschés par la craincte qu'ilz ont d'estre constraintz au payement desdictz restes, ou bien reigler cest affaire par tel autre expédient que l'on pourra recercher. Lesdictz Estatz, désireux de remédier à cest inconvénient et facilliter le moyen de rendre lesdictes paroisses repeuplées et conséquemment solvables, affin que le général dudict païs puisse demeurer soulaigé du payement de leurs cottités ; ont dellibéré et conclud que les susdictes paroisses seront et demeureront deschargées des deniers des restes, tant des années 1595 et 1596 que aultres qui sont en la plaine disposition du païs pour avoir esté passées et allouées en la reprise des comptes des receveurs et lesdictz receveurs deschargés dicelles, à la charge néaulmoings que lesdictes paroisses seront tenues payer par entier leurs cottitez des impositions ordinaires et extraordinaires de l'année passée, de celles qui se feront en la présante assemblée et aultres à l'advenir comme aussi les restes qui appartiennent aux receveurs des années précédentes, pour avoir esté chargés de la levée d'icelles.

Sur la requeste présentée ausdictz Estatz par les habitants de la paroisse de St-Laurens-de-Beyrès, remonstrant qu'encores que par une apostille du dernier compte rendu au païs M<sup>e</sup> Jacques Chantuel, receveur dicelluy, en l'année 1597, luy ayt esté passée et allouée la somme de 1,280 escus, en considération de l'impuissance, tant



de ladicte paroisse que de celles de La Capelle, Saint-Roman-de-Dolan, Saint-Pierre-des-Tripiers, Saint-Geal et Pauliac ; et que par ce moyen ledict Chantuel doibve rebattre et tenir en compte ausdictes paroisses ladicte somme de 1,280 escus sur et tant moingt de la somme de 1,600 escus, qu'il leur demande, et conséquemment défalguer en particulier à ladicte paroisse de St-Laurens-de-Beyrès, ce que luy revient à proportion de ladicte somme de 1,280 escus ; toutesfois ledict Chantuel ne laisse de contraindre lesdictz habitans à l'entier payement de leurs cottitez, sans avoir esgard au rabais et descharge qui luy a esté faicte par ladicte apostille de la susdicte somme. Pour raison de quoy il y a procès pendant en la Cour du Bailiaige de Gévaudan. Réqué- rant lesdictz supplians qu'il plaise à l'assemblée, vouloir déclarer leur intention sur ladicte postille. A esté delibéré et conclud, veu ledict compte et mesmes l'article et apostille sur icelluy dont est question, que ledict Chantuel remectra, devers le syndic, l'estat au vray, par luy signé, de ce qu'il a levé desdictz paroisses, pour vériffier s'il a plus receu que ne montent leurs cottitez, rabatu leur portion de ladicte somme de 1,280 escus, accordée audict Chantuel. Et en cas qu'il se trouve avoir receu davantaige, sera tenu rendre le surplus à chascune dicelles paroisses, sellon qu'il leur competera, à proportion de leurs cottitez. Et cependant seront faictes deffences audict Chantuel, de continuer la levée desdictes prétendues restes sur lesdictes paroisses, jusques avoir remis ledict estat devers ledict syndic pour estre procédé à ladicte vériffication, et après icelle ordonné ce qu'il appartiendra.



et depputez dudict païs de la prétension dudict sieur de du Montet, pour en faire rapport à la prochaine assemblée, et après y estre par elle pourveu ainsi qu'il apartiendra.

Le sieur de Fumel, syndic, a remontré que le sieur de Marimond luy auroit faict donner assignation à la Cour des Aydes, tant pour voir licquider les interestz des sommes à luy deues sur la partie de M. de Fosseux, que pour faire ordonner que lesdictes sommes seront imposées entièrement en une seule année. Sur laquelle poursuite, luy estant lors à Montpellier et doubtant de l'évenement du procès, seroit demeuré d'accord avec ledict Marimond de sursoir la poursuite de part et d'autre jusques à la présante assemblée, pour en icelle adviser de traicter amyablement de cest affaire avec ledict Marimond, à son contentement et au plus grand soulaïgement du païs que faire se pourroit; requérant lesdictz Estatz d'en dellibérer et donner résolution audict Marimond de ce que sera de leur intention, estant ledict Marimont, venu pour cest effect exprès en ceste ville.

Surquoy aiant esté ouy ledict Marimond, en ladicte assemblée, qui a dict ne vouloir rien rabatre des interestz des sommes qui luy sont deues sur ladicte partie dudict sieur de Fosseux, ny des fraiz des voiaiges qu'il a faict, tant à Montpellier que en ceste ville, revenans, outre le principal, à la somme de 5,000 escus ou environ, et qu'il entend estre entièrement payé du tout en la présente assiette, sans aulcune diminution. A esté conclud, attendu la rigueur dudict Marimond et que par la responce de l'ung des articles du dernier cahier présenté au Roy par ledict syndic est ordonné que les interestz des debtes, conceuz par ledict païs, à cause des



compositions et aultres affaires procédans du faict de la guerre, ne pourront estre prétenduz ny demandez par les créanciers diceulx debtes, qu'il sera mandé au sieur de St-Bauzille, substitut dudict sindic qui est à présent à la Cour pour les affaires dudict païs, doibtenir provision du Roy en conséquence dudict article, par laquelle, attendu que le debte dudict Marimond est de la nature et qualité susdictes, inhibition et deffenses luy seront faictes sur certaines peynes et à tous aultres semblables créanciers, de contraindre ledict païs au payement des interestz prétendus pour lesdictz debtes, avec clause expresse qu'ilz seront tenus de payer des sommes principales aux termes portez et arrestés par les dellibérations desdictz Estatz. Et cependant, afin que lesdictz créanciers ne puissent prendre aulcung advantaige en la Cour des Aydes de Montpellier contre ledict païs, que ledict sindic ira audict Montpellier pour deffendre et poursuivre tant contre ledict Marimond que aultres créanciers. Et par mesme moyen s'employer à la poursuite des aultres procès qui regardent ledict païs et sont pendans en ladicte Cour, ou bien en sera donné charge par ledict sindic au sieur Portanier qui a esté desjà député audict Montpellier pour le procès de Farnier. Et sur ce lesdictz Estatz ont prié ledict sieur Fumel, vouloir continuer sadicte charge de sindic, ce qu'il a promis faire durant ceste année pour le désir qu'il a de faire tout le service qu'il pourra audict païs.

Sur la requisition faicte par M. le baron de Peyre, de dellibérer sur ce qu'il a cy devant proposé touchant ses prétensions ; a esté advisé que ledict sieur, sera prié d'attendre le succes et la négociation et traicté d'accord commencé pour le faict de ses sujetz pour après estre dellibéré sur sesdictes prétention.



Sur la requête présentée au nom de M. Parat, conseiller du Roy et l'ung des trésoriers de sa maison, touchant le remboursement par luy demandé, des sommes qu'il a employées durant le long séjour qu'il a faict, tant en ce païs qu'en la ville de Montpellier, pour rendre les comptes à la Chambre de l'administration et charge de la recepte faicte par M. Pierre Parat, son frère, des deniers ordinaires et extraordinaires de ce diocèse, es années 1585, 1586 et 1587, esquelz comptes il a faict descharger le païs de plusieurs sommes, lesquelles, sans sa dilligence et aultres moyens qu'il a rapportez, ledict païs eust esté contrainct de payer. A esté conclud que l'estat desdictz fraiz sera remis devers MM. les commis, syndic et depputés dudict païs, pour procéder à la vérification d'icelluy et en faire rapport à la prochaine assemblée des Estatz pour y estre par elle pourveu, ainsi qu'il appartiendra, après avoir veu le contract passé avec luy.

Sur la requisition fatcte par M. Vincens Brutel, pour et au nom et comme aiant charge de M. d'Augier, prévost général du païs de Languedoc, de faire imposer en la présante assiette et payer par le receveur dudict diocèse, aux termes d'icelle, audict sieur d'Augier, la somme de 1,400 escus que ledict sieur d'Augier demande audict diocèse, suivant l'ordonnance de Mgr le Connestable ; lesdictz Estatz, sans aprobaton de ladicte ordonnance ny des pièces et actes mentionnez en icelle, et pour certaines considérations représentées à ladicte assemblée, et mesmes pour l'assurance qu'ilz ont qu'il s'employera à l'advenir pour le bien et utillité dudict païs lorsqu'il en sera requis ; ont accordé, audict sieur d'Augier, la somme de 1,200 escus, pour estre imposée,



assavoir 600 escus en la présante assiette et aultres 600 escus en l'assiette de l'année prochaine. Moyennant laquelle somme de 1,200 escus ledict Brutel a promis, audict nom, faire tenir quicte ledict diocèse de toutes prétensions que ledict sieur d'Augier pourroit avoir contre ledict diocèse en quelque sorte et pour quelque cause que ce soit. Et à ceste fin, s'est desparty et despart, audict nom, de toutes impétrations de lettres patentes, arrestz, taxatz, ordonnances et aultres actions quelzconques qu'il pourroit avoir et prétendre contre ledict diocèse ; et oultre à promis faire payer par le sieur d'Augier au sieur de Saulzet, son lieutenant, la somme de cent escus, à luy ordonnée par Mgr le duc de Vantadour, lieutenant général pour le Roy en Languedoc, et icelle faire tenir quicte ledict diocèse envers ledict sieur Saulzet, comme estant lesdictz 100 escus, compris en ladicte somme de 1,200 escus, à peyne de tous despens ; ledict Brutel sera tenu comme a promis, rapporter et remectre entre les mains dudict syndic ou greffier dudict pais, dans deux mois et avant qu'il luy soit faict aucun payment, ratiffication dudict sieur d'Augier, en bonne forme, du contenu en la présente dellibération, à peyne de tous despens, domaiges et interestz que ledict pais pourroit souffrir à faulte de ce faire.

M. Jacques Gervais a requis, au nom de M. Verger, receveur dudict diocèse, la présente année, ordonner au greffier du pais luy dellivrer le département de la somme de 10,000 escus qui fut faicte l'année passée pour la partie de Mgr le comte d'Auvergne, affin qu'il en puisse faire la levée comme estant ledict département faict en l'année de son exercice.



Dudict jour douziesme novembre, de relleuee.

Environ deux heures après-midy, en ladicte assemblée, à l'assistance de MM. les commissaires principal et ordinaire de ladicte assiette, ayant esté rapporté par Pierre Fabre, huissier et trompète ordinaire de la ville de Maruejolz, qu'il avoit publié la recepte des deniers ordinaires et extraordinaires dudict diocèse par les carrefours et places publiques de ladicte ville, pour estre mise au rabaiz en la présante assemblée et dellivrée au moins disant et faisant la condition du païs meilleure. Ledict sieur de Fumel, syndic a requis que, pour cest effect, la porte de la salle desdictz Estatz soit ouverte à tous survenans, pour estre ouys en leurs offres et susdictes. Et incontinent après ladicte porte ouverte y estant arrivé un grand nombre de personnes, ont esté de rechef leuz les articles des conditions soubz lesquelles lesdictz Estatz entendent ladicte recepte desdictz deniers extraordinaires estre baillée pour le bien des affaires et soulagement dudict diocèse. Et à l'instant s'est présenté M. Jehan Bonnefoy, notaire royal de la ville de Mende qui a offert faire la recepte et levée desdictz deniers extraordinaires estre baillée pour le bien des affaires et soulagement dudict diocèse. Et à l'instant s'est présenté M<sup>e</sup> Jehan Bonnefoy, notaire roial de la ville de Mende, qui a offert faire la recepte et levée desdictz deniers à raison de cinq deniers pour livre sans aucunes avances et a nommé pour caution Roch de Serre, bourgeois de ladicte ville et Jehan Molines, de Serverette.

Surquoy aiant esté représenté par ledict syndic que ladicte recepte ne pouvoit estre dellivré que soubz les



conditions portées par lesdictz articles dellibérées et arrestées par lesdictz Estatz dont celle des avances est l'une des principales ; et ayant esté derechef déclaré par ledict Bonnefoy, qu'il n'avoit moyen de faire lesdictes ordonnances ; a esté dict par ledict sieur commissaire principal que l'offre dudict Bonnefoy n'est recevable, attendu sadicte déclaration et la remonstrance dudict sindic.

Après laquelle ordonnance, à la première chandelle allumée, s'est présenté M<sup>e</sup> Jacques Gervais, du lieu de Poussan ; lequel, comme procureur et ayant charge de M<sup>e</sup> Hercules Spéronnat, a offert de prendre ladicte recepte à raison de 5 deniers pour livre, soubz les conditions portées par lesdictz articles.

Et ladicte première chandelle estainte sans avoir esté faicte aultre susdicte, ny à la seconde chandelle.

Et la troisieme allumée, M<sup>e</sup> Marcelin de Manifacier, receveur dudict diocèse, la présente année, s'est présenté, qui a remonstré que bien que par dellibération de MM. les commis et depputez dudict pais, la recepte des deniers extraordinaires, l'année dernière, luy eust esté promise pour les causes et considérations contenues en ladicte délibération ; toutesfois, parce qu'en ladicte année, le sieur Spéronnat estoit en exercice pour les deniers du Roy et que MM. des Estatz, en leur dernière assemblée, jugearent que ce n'estoit le soulagement du pais de faire deux divers receveurs en une mesme année ; au moyen de quoy ilz auroient désiré qu'il se désistast de la poursuite qu'il faisoit envers eulx de luy dellivrer ladicte recepte extraordinaire, suivant ladicte dellibération. Il se seroit volontiers accommodé à l'intention desdictz Estatz, affin qu'il ny eust en



ladicte année qu'ung seul recepveur pour le bien et soulagement du païs. Quoy faisant il auroit quicté le droict qu'il avoit sur ladicte recepte par le moyen de ladicte dellibération, bien que ce fut à son préjudice et domaige. Et d'aautant que le païs tomberoit au mesme inconvénient ceste année de faire deux receveurs, si la recepte des deniers extraordinaires est dellivrée à aultres qu'à luy, attendu qu'il est entré en exercice pour les deniers de sa majesté. En ceste considération et de ce qu'il se seroit volontiers pour le profict du païs, ores qu'à son domaige accomodé l'année dernière, au désir desdictz Estatz, outre le soulagement qu'il a toujours rapporté au pauvre peuple en la levée des deniers. Il a requis l'assemblée luy dellivrer la recepte desdictz deniers extraordinaires à la mesme raison de cinq deniers pour livre et luy en passer le bail pour ceste année prochaine et la subséquente aux conditions portées par lesdictz articles. Sur quoy a esté ordonné par ledict sieur commissaire principal que l'offre dudict Gervais, ensemble celle dudict de Manificier et sa remonstrance et requisition demeurant escriptz, sera surceu à la delivrance de la recepte jusques à demain à une heure près midy que ladicte recepte sera remise aulx enchères au présent lieu. Et cependant, pourra estre prinse dellibération par les Estatz de ce qu'ilz trouveront plus utile et commode pour le bien et soulagement dudict païs sur les offres desdictz sieurs Gervais et de Manificier pour y estre pourveu à la réquisition desdictz Estatz, en cas qu'il ne se présente aultre personne faisant la condition meilleure.

S'est présenté en ladicte assemblée M. Anthoine Cou-  
tel, procureur exprès de M. de Marion, trésorier général



de France, en Languedoc, lequel au nom dudict sieur de Marion, a remonstré que sur la distribution de la somme due par cedit diocèse à Mgr le comte d'Auvergne, par arrest de la Cour des Aydes, à Montpellier, ledict sieur Marion a esté alloué pour la somme de 17,000 escus et ledict diocèse condempné envers ledict sieur Marion et aultres créanciers dudict Sgr comte, en la somme de 27,192 escus, payable en deux années, comme est porté par ledict arrest,présanté par ledict Coutel à ladicte assemblée. Requérant qu'il en soit faicte lecture en icelle et procédé à l'imposition de ladicte somme de 27,192 escus, pour estre levée esdictes deux années, et sur icelle estre payé, audict sieur Marion, la somme de 17,000 escus, à luy adjugée par ledict arrest. Requérant aussi faire présentement payer, par le receveur dudict diocèse, la somme de 150 escus, pour le remboursement dudict sieur Marion, de pareille somme qu'il a fournye et avancée pour les espices dudict arrest, suivant l'exécutoire obtenu de ladicte Cour contre ledict diocèse, qu'il a exhibé à ladicte assemblée. Sur quoy, après avoir esté faicte lecture dudict arrest en plaine assemblée, et attendu que l'imposition de plusieurs grandes et notables sommes de deniers, pour le payement desquelles le diocèse est extraordinairement vexé et molesté par ung grand nombre de créanciers, a esté desjà résolue et arrestée en ladicte assemblée, suivant les contractz et conventions passez avec eulx, en la présente année et que le département de la somme de 10,000 escus avoit esté faict sur ledict diocèse dèz l'année passée, pour mondict Sgr le comte, suivant l'arrest du Conseil d'Estat, et aussi que ladicte somme de 10,000 escus ne se lèvera



que sur une partie dudict diocèse ; a esté conclud que sur ladicte somme de 10,000 escus sera levée par ledict receveur, en quatre quartiers de l'année prochaine et par luy payée, sellon l'arrest de ladicte Cour, ce que ledict sieur Marion sera prié de la part de ladicte assemblée avoir agréable pour les susdictes considérations et l'impuissance dudict diocèse.

Sur la requisition faicte à ladicte assemblée par M. le baron de Céneret, de vouloir déclarer lequel des barons dudict diocèse doibt estre en tour aux Estatz généraulx de Languedoc et particuliers du diocèse, l'année prochaine. A esté dict et déclaré que ledict sieur baron de Céneret sera en tour de baron ausdictz Estatz, l'année prochaine 1602, suivant la vérification qui en a esté faicte sur les registres en ladicte assemblée.

Du mardy treizième jour dudict mois de novembre  
du matin.

Sur la réquisition faicte par M. le baron de Peyre, de le résouldre de ce qu'il doit espérer de l'assemblée sur les demandes qu'il luy a faictes touchant le remboursement des fraiz qu'il a fourniz et avances pour le bien des affaires du païs, en plusieurs importantes occasions, mesmes en trois voiaiges qu'il a faict au bas Languedoc, vers Mgr le Connestable, tant pour le recouvrement du bestail prins par les gens de guerre, en l'année 1591, à la montaigne de la Margeride, que pour la trefve accordée avec M. d'Apchier et par le razement de la citadelle de Mende et en ung aultre voiaige qu'il a faict vers le Roy à Lyon, pour ledict païs, n'ayant pour tout, receu que 700 escus ; outre qu'il auroit à ses propres fraiz et despens, avec bon nombre de ses amys assisté Mgr de



Vantadour, durant le siège de la ville de Mende, en l'année 1597. Et de nouveau auroict faict plusieurs allées et venues et employé le sieur Boyer et aultres pour accorder le différend qui est entre le païs et les habitans de sa terre de Peyre. En quoy il offre continuer de servir le païs de tout sont pouvoir, comme en toutes aultres occasions qui regarderont le bien des affaires dicelluy. A esté conclud que, pour toutes demandes faictes par ledict sieur baron de Peyre, pour lesdictz voiaiges et aultres ses prétensions et dudict sieur Boyer et aultres par luy employés, lesdictz Estatz luy ont accordé la somme de 400 escus à prendre sur les restes deues par ses subjectz et héritiers de feu Mathieu Farnier, cy-devant receveur dudict diocèse, et sur les quartiers jà escheuz ; à la charge que ledict sieur de Peyre fera les déclarations nécessaires, facillitera et favorisera de tout son pouvoir la levée des restes deues par sesdictz subjectz, ensemble la levée de l'imposition de l'année courante et aultres à l'advenir, pour le bien du service du Roy et des affaires dudict païs. Et moyennant ce, remectra devers le sindic les deux mandemens qu'il a de MM. les commis et depputez du païs, adressans au sieur Verger, receveur la présante année, de la somme de 400 escus, et luy en seront expédiés aultres de pareille somme 400 escus sur lesdictz restes dudict Farnier suivant les susdictes conclusions.

Les offres faictz pour la recepte des deniers extraordinaires par les sieurs Gervais et de Manifacier aiant esté mis en dellibération en ladicte assemblée et reconnaissant l'incommodité et surcharge de fraiz et despenses que le peuple peult souffrir à cause des contraintes et



exécutions qui redoubleront sur luy si la recepte se faict par deux divers receveurs; et d'ailleurs ayant esgard que ledict sieur de Manificier se seroit facilement accomodé l'année passée à intention du païs pour le faict de ladicte recepte, a esté conclud pour lesdictes considérations que MM. les commissaires de l'assiette seront requis de dellivrer la recepte desdictz deniers extraordinaires audict sieur de Manificier à raison de 5 deniers pour livre par préférence sur ledict Gervays, soubz les conditions qui ont esté leues et arrestées par lesdictz Estats, en cas que ledict Gervays ou aultre ne feroit la condition meilleure, attendu que c'est le bien et soulaigement dudict païs

Dudict jour treizième novembre de rellevée, environ deux heures après midy, en ladicte assemblée, assistants : MM. les commissaires principal et ordinaires, après que la recepte des deniers extraordinaires la présente année a esté de rechef publiée par les carrefours de la ville de Maruejolz par ledict Pierre Fabre, huissier et trompète de ladicte ville, ainsi qu'il a rapporté à l'assemblée; la porte de salle desdictz Estats demeurant ouverte à tous survenans et ayant esté allumées estainctes deux chandelles, une après aultre, se seroit présentée, sur la troisieme, M<sup>e</sup> Marcelin de Manificier, receveur des deniers ordinaires, la présente année qui auroit requis luy dellivrer la recepte desdictz deniers extraordinaires à raison de 5 deniers pour livre, attendu l'offre par luy faict et que c'est le bien et soulaigement du païs pour les raisons qu'il a cy devant représentées ausdictz Estats, au moyen desquelles il doibt estre préféré comme faisant la condition du païs meilleure. Surquoy ayant esté remonstré par le syndic à M<sup>e</sup> Jacques Gervays



illec présent, qu'il debvoit faire une nouvelle enchère sur ledict sieur de Manificier ; il a déclaré qu'il ne vouloit dire aultre chose sur la surdicte dudict sieur de Manificier, mais au contraire, qu'il se retire et despart de l'offre par luy faict de prendre ladicte recepte à raison de 5 deniers pour livre, et consent qu'elle soit dellivrée audict sieur de Manificier, receveur dudict diocèse, la présente année. Attandu laquelle déclaration et que nul aultre auroit surdict, a esté ordonné par ledict sieur commissaire principal et du consentement desdictz Estatz et à la réquisition du syndic que ladicte recepte desdictz deniers extraordinaires est dellivrée audict sieur de Manificier à ladicte raison de 5 deniers pour livre et soubz les conditions qui ont esté leues en ladicte assemblée ; et pour cest effect le contract de bail en a esté dressé, récité et stipulé en plaine assemblée par M<sup>e</sup> Jehan Bompar, notaire royal et commis du greffier dudict païs.

Sur ce qui a esté remonstré par ledict sieur de Fumel, syndic que MM. les commis et depputez auroient commencé de traicter accord avec les habitants de Chirac, pour raison du différant du payement des restes des deniers imposez et debtes communs, conceuz durant les troubles, desquelz lesdictz habitans prétendent estre quictes et deschargez par le moyen des édictz de pacification et ordonnance des commissaires députez à l'exécution du dernier édict ; toutefois, ledict accord n'ayant peu estre terminé, lesdictz habitans sont maintenant en quelque volonté de reprendre ledict traicté. A esté conclud que, pour esviter aux despens d'ung long procès, lesdictz sieurs commis et depputés, à l'assistance du Conseil du païs, renouvelleront ledict traicté et en passeront contract d'accord avec lesdictz habitans de Chirac



au plus grand soulagement du païs que faire se pourra.

Sur ce que M. le baron de Céneret a proposé qu'il s'est présenté devers luy un personnaige, lequel offre de s'obliger envers le païs en la somme de 1,000 escus, payable en dix années, en luy faisant remission de toutes les sommes de deniers que les paroisses de la Cappelle, Saint-Pierre-de-Tripiers, Saint-Roman-de-Dolan, Saint-Laurens-de-Beyrès, Saint-Geal et Pauliac doibvent audict païs et luy reviennent de bon à cause des restes de leurs cottitez des tailles de certaines années dont ledict païs a deschargé de leurs comptes en considération de l'impuissance desdictes paroisses. Et moyennant ladicte rémission, ledict personnaige promettra de rendre à l'advenir lesdictes paroisses solvables de leurs cottitez des impositions qui seront désormais faictes audict diocèse, sauf en cas de guerre ou peste, ou que lesdictes paroisses en soyent deschargées par lettres patentes du Roy ou par arrestz ; requérant l'assemblée vouloir mettre en délibération ladicte ouverture. A esté conclud qu'après que ledict personnaige se sera présenté et baillé ses offres par escript à l'assemblée, qu'il en sera prise dellibération telle que les Estatz adviseront plus utile pour le bien et soulagement du païs.

Sur la réquisition faicte par le sieur Gibilin, de faire imposer, en la présente assiette, la partie que doibt estre païée par le païs ceste présente année sur et tant moins de la somme à laquelle fut convenu et accordé entre lesdictz Estatz en leur dernière assemblée et les héritiers de feu sieur de Laldonnés, pour raison du procès de la mestairie de Laldonnés ; a esté conclud, attendu que le contract d'accord n'a esté encores passé



et que le sieur de Prades qui prétend avec ledict sieur Gibilin, une troisième partie des biens dudict feu sieur de Laldonnés, n'est de présent en ceste ville, ny la damoiselle qui prétend au nom de ses enfans les aultres deux tiers desdictz biens, avec lesquelles parties il est besoing de contracter pour la seureté du païs; que ledict sindic passera ledict contract avec lesdictes parties soubz les pactes et conditions arrestez par lesdictz Estatz en leur dicte dernière assemblée et aultres clauses requises nécessaires pour la descharge dudict païs.

Du mercredy quatorzième jour dudict mois de novembre,  
du matin.

Le sieur de Seguin a remonstré que, pour l'affection qu'il a tousjours porté à l'avancement des affaires du païs, il auroit faict certains offres à M. le baron de Céneret, touchant la levée des restes deues par les paroisses de la Chappelle, St-Pierre-de-Tripiez, St-Roman-de-Dolan, St-Laurens-de-Beyrès, St-Geal et Pauliac, de leur cottitez des tailles de certaines années qui reviennent de bon audict païs pour avoir esté passées et allouées en la reprise des comptes des receveurs dudict païs esdictes années, en considération de l'impuissance et pauvreté desdictes paroisses. Et daultant que sur l'ouverture qu'il auroit pleu audict sieur baron de Céneret en faire aulx Estatz, auroit esté arresté qu'il baille-roit ses offres et conditions par escript, il les a voulu présenter et remectre devers l'assemblée affin que si elles sont jugées recevables pour le bien du païs, il plaise aulx Estatz, les accepter et en passer le contract réciproque sur ce nécessaire. Sur quoy, veu les articles par escript, remis par ledict sieur de Seguin, contenant



ses offres et les conditions qu'il demande en conséquence d'iceulx ; veu aussi la delibération prinse en la présante assemblée le dixiesme de ce mois, par laquelle et pour les causes et conditions y contenues, mesme affin de faciliter le moyen de faire repeupler lesdictes paroisses, lesdictz Estatz les auroyent deschargées des deniers des restes, tant des années 1595 et 1596, que aultres années dont lesdictes restes sont en la plaine disposition du païs, pour avoir esté passées et allouées en la reprise des comptes des receveurs desdictes années, et lesdictz receveurs descharges dicelles, à condition néaulmoings que lesdictes paroisses seroyent tenues payer, par entier, leurs cottitez des impositions ordinaires et extraordinaires de l'année passée, de celles qui se feront en la présante assemblée et aultres à l'advenir ; comme aussi les restes qui appartiennent aux receveurs des années précédentes qui ont esté chargez de la levée dicelles. Et attendu que lesdictz offres dudict sieur de Seguin sont contraires à la principale intention dudict païs, qui tend<sup>r</sup> à descharger lesdictes paroisses desdictes restes, pour leur donner moyen de se rellever de leur impuissance, pour pouvoir payer leurs tailles à l'advenir ; a esté conclud que la susdicte delibération du 10<sup>e</sup> de ce mois, sortira effect. Et daultant que par les considérations du bail de la recepte des deniers extraordinaires passé au sieur de Manificier est porté entre aultres choses, qu'il sera tenu faire bonne toute sa recepte, sans qu'il puisse bailler aucunes reprises au païs, ny que ledict païs luy en soit aucunement tenu sinon en cas d'opposition et que les paroisses en feussent deschargées par justice, ledict sindic appelé, ou en cas de guerre ou peste, que Dieu ne vueille ; au moyen de



quoy ledict sieur de Manificier se plaint d'estre par trop grèvé en ladicte clause, protestant ny pouvoir satisfaire sinon en cas que les Estatz luy baillent personne capable qui s'oblige particulièrement envers luy, de rendre bonnes et solvables les susdictes paroisses de leurs cottités desdictes tailles. A esté par mesmes moyen conclud que ledict sindic promectra, en son propre et privé nom, audict sieur de Manificier, de luy faire bonnes et solvables, lesdictes paroisses et le faire payer entièrement de leurs cottitez desdictz deniers extraordinaires de la présente assiette, ung mois après chascun quartier escheu ; de laquelle promesse le païs rellevera ledic sindic, ensemble de tous despens, domaiges et interestz qu'il pourroit souffrir à ceste occasion.

Sur ce qui a esté remonstré par M. Anthoine Coutel, procureur de M. le trésorier Marion en suite d'aulture remonstrance par luy faicte avant hier en l'assemblée desdictz Estatz avoir esté adverty qu'en ladicte assemblée avoit esté résolu qu'il ne seroit imposé en la présente assiette que la somme de 10,000 escus ; à cause de quoy ledict sieur Marion ne pourroit recouvrer que 4,000 escus sur la première année, ores que par l'arrest de la Cour des Aydes, luy en doibvent revenir et estre païé 7,600 escus ou davantaige pour le premier terme ; requérant ladicte assemblée vouloir imposer la moitié de la somme de 27,192 escus, en la présente assiette, pour sur icelle en estre faict payement audict sieur Marion de ce qui luy est adjugé pour ledict premier terme. Et outre ce luy payer comptant la somme de 150 escus, contenue en l'exécutoire cy devant mentionné, affin qu'à faulte de ce ledict sieur Marion n'aye occasion de recourir encores à ladicte Cour des Aydes



et constituer ledict diocèse en plus grandz fraiz et despens. A esté conclud que ledict sieur Marion sera prié, de la part de ladicte assemblée, pour les considérations mentionnées en la précédente dellibération de vouloir trouver bon que pour ceste année il ne soit faicte plus grande imposition que de la somme de 10,000 escus pour ledict debte, à la charge que le surplus de la partie, adjudgée audict sieur Marion, sera imposée entièrement en la prochaine assiette, sans aulcune difficulté et qu'à ceste fin en sera escript de la part desdictz Estatz audict sieur Marion et M. de Guilleminet pryé de le luy faire trouver bon.

Sur la difficulté faicte par le sieur de Manificier, de signer le contract de la recepte des deniers extraordinaires, si ce n'est en l'assurance du payement des interestz des avances qu'il fera durant l'année, pour les affaires dudict diocèse, ainsi qu'il luy a esté promis par les Estatz; a esté conclud que à l'audition de ses comptes, luy sera faict droict, et à ceste fin alloué sans aulcune difficulté par les auditeurs desdictz comptes; ce que monteront les interestz des sommes de deniers qu'il fera deument apparoir par acquitz vallables, avoir avancez pour les affaires dudict diocèse durant l'année.

Ayant lesdictz Estatz désir de faire rembourser M. de Guilleminet, des fraiz et despens par luy exposez en plusieurs et divers voiaiges qu'il a faictz durant ceste année, tant vers Mgr le Connestable que en ce païs, pour le bien des affaires dicelluy, sellon qu'il a esté requis et prié par MM. les commis, syndic et depputez d'icelluy aux occasions qui s'en sont présentées, ainsi que lesdictz sieurs l'ont tesmoigné à l'assemblée; lesdictz Estatz en ceste considération et pour donner acca



sion audict sieur de Guilleminet de continuer ses bons offices envers le païs, mesmes touchant la vérification des debtes dudict païs, en quoy il a esté prié de semployer envers MM. les commissaires à ce depputez, luy a accordé la somme de 100 escus qui sera comprinse au département des deniers extraordinaires la présante année, pour estre payée audict sieur de Guilleminet par le receveur dudict païs, à l'effect que dessus.

L'estat des debtes deubz par ledict diocèse et aultres parties qu'il convient imposer pour les affaires d'icelluy ; la présante année, ayant esté dressé et depuis leu, modéré et arresté en plaine assemblée, a esté conclud que MM. les commissaires de l'assiette seront requis procéder au despartement des sommes contenues audict estat, pour l'acquitement desdictz debtes et advancement desdictz affaires, affin de descharger ledict diocèse des despens, domaiges et interestz qu'il pourroit souffrir, par faulte de faire ledict département, mesmes à l'occasion de plusieurs parties qui sont employées audict estat, en déduction du principal, d'autant que les interestz, pour l'imposition desquelz le syndic dudict diocèse a cy devant obtenu commission du Roy, monteroyent plus que lesdictes parties couchées audict estat sur et tant moings dudict principal. Et sur la difficulté faicte par lesdictz sieurs commissaires de comprendre dans l'assiette certaines parties pour lesquelles ny a commission ou pouvoir suffisant. A esté aussi conclud qu'ilz seront instamment requis de les employer audict département pour le bien des affaires dudict diocèse, et affin d'esviter, comme dict est, lesdictz despens, domaiges et interestz et aultres inconveniens ; à la charge que ou lesdictz sieurs commissaires en seroyent aulcunement



recerchez ny molestez, ledict païs les rellèvera de tous despens, domaiges et interestz, qu'ilz en pourroyent souffrir, et prendre le faict et cause pour eulx par tout ou besoiing sera.

Le sieur Blancard a remonstré à l'assemblée, qu'il est deub par le païs à M<sup>e</sup> Pierre Portalés, la somme de 3,000 escus, paiable par moitié en deux années prochaines, suivant le contract qui en fut passé l'année dernière par le syndic avec ledict Portalés. Et d'aultant que ledict Portalés luy a remis et transporté ladicte somme de 3,000 escus, à prendre sur ledict diocèse, esdictes deux années ; à ceste cause, il a requis lesdictz Estatz, faire imposer la somme de 1,500 escus en la présente assiette et la faire coucher soubz son nom, affin qu'il en puisse recevoir le payement du receveur, suivant ledict transport. Sur quoy a esté conclud que la somme de 1,000 escus accordée en la présente assemblée, sur l'estat des debtes dudict diocèse, en déduction de ce qui est deub audict sieur Portalés, sera imposée en la présente assiette et couchée soubz le nom dudict Portalés, avec lequel le syndic a contracté.

A esté aussi conclud que MM. les commis et depputez expédieront ung mandement au receveur dudict diocèse sur l'article des affaires occurens, pour payer à M. Gérard Général en la Cour des Aydes à Montpellier, la somme de 20 escus que ladicte assemblée luy a accordé pour le brevet qu'il auroit faict, comme rapporteur d'ung procès intenté, par ledict Portalés, contre ledict païs, contenant ung grand nombre d'actes et pièces, lesquelles ledict sieur Gérard auroit officieusement rendues à la prière du syndic, pour luy donner temps et moyen de facilliter l'accord que depuis s'en est ensuivy avec ledict.



Portalés, à la charge qu'il seroit païé de sondict brevet par ledict diocèse.

Sur ce qui a esté remonstré par ledict sindic, que luy ayant esté baillé coppie de l'arrest, donné par la Cour des Aydes de Montpellier, touchant la partie deue à M. le comte d'Auvergne et ayant exactement considéré la teneur d'icelluy, il luy semble qu'il seroit bien fondé à présenter requeste civile en retractement dudict arrest pour deux raisons pertinentes, assavoir que par arrest du Conseil d'Estat, le payement de ladicte partie avoit esté altermoyé à trois années, et en conséquence dudict arrest et conformément à icelluy, ledict pais auroit passé contract avec mondict seigneur le comte ou ses agens. Et toutesfois ladicte Cour des Aydes, nonobstant lesdictz arrest et contract, auroit reduict et reiglé ledict payement à deux années ; dailleurs ladicte Court a condempné ledict sindic au payement de la somme de 27,000 et tant d'escus, ores qu'il n'en soit deub de restes que 25,000. Requérant, icelluy sindic, pour l'importance du faict et pour sa descharge, d'en vouloir dellibérer. A esté conclud que MM. les commis et depputez du pais consulteront avec personnes de conseil, les poinctz proposez par ledict sindic pour adviser, s'il y a lieu de présenter ladicte requeste civile.

Sur la réquisition faicte par le sieur Boissière, lieutenant de M. le prévost général de Languedoc, de pourvoir au payement de la somme de 100 escus, en déduction de 500 escus qui luy furent accordez par les Estatz, l'année passée, paiables en trois années ; ledict sieur Boyssière a esté renvoyé aux prochains Estatz dudict diocèse, pour y estre pourveu sellon qu'il leur plaira adviser, attendu que l'estat des parties à imposer la



présente année a esté desjà cloz et arresté par l'assemblée.

Finalllement M. le président a donné la bénédiction aux assistans, qu'a esté la fin desdictz Estatz.

Signé : CH. DE ROUSSEAU, président.

---

1602.

POUR L'ANNÉE 1603.

*Ouverture de l'assemblée de l'assiette. — Rôle de MM. des Etats. — Arrivée et admission de divers députés. — Différent entre les barons du Tournel et de Cénaret, entre ceux de M. de Barre et de Gabriac. — Les députés de MM. du Clergé et de la noblesse doivent être de la qualité de ceux qui les envoient. — Le baron de tour doit être appelé aux assemblées que MM. les commissaires du diocèse tiennent pendant l'année. — Délibération relative à l'exemption des tailles accordée par Sa majesté à la ville de Marvejols. — Admission de divers députés. — Prétention des barons de Peyre et d'Apchier pour la préséance. — Délibération sur les impositions. — Le collège des étudiants originaires du Gévaudan, à Montpellier, occupé par des religieux. — Nomination des Auditeurs des Comptes. — Poursuites contre le sieur Farnier. — Reception de l'envoyé de l'abbé des Chambons. — Somme due à M. du Montet, à vérifier. — Dette en faveur du comte d'Auvergne. — Accord avec le sieur Niquet. — Arrivée et admission de députés. — Le Baron de Peyre, créanciers du pays. — Accord avec divers habitans de la terre de Peyre. — Réglemens pour la perception des tailles. — Rétablis-*



sement du prévôt M. Armand. — Requête des habitants de la Canourgue. — MM. de Manificiers et Spéronnat, receveurs. — Dette en faveur de M. de Fosseuse. — Dettes du pays. — Réparation des ponts de Chirac, Quézac, la Garde-Guérin, Monferrand, Marvejols. — Communication d'une Lettre du Roi. — Protestation de fidélité et de dévouement. — Paroisses insolvables. — Sommes dues à M. Nicquet et à Mme de Planèzes. — Procès pour les gages de M. de Manificier, receveur en 1599 et 1600. — Sommes dues aux hoirs de Mathieu Farnier. — Frais occasionnés pour le procès de divers criminels. — Somme allouée à M. de Meyniez. — Restes dus par d'anciens receveurs. — Etat des procès du pays. — Recette des impositions par le sieur de Manificier, et contestations avec ce receveur. — Dettes du diocèse. — Les Etats du Velay sollicitent des secours contre le cadet de Sénuéjols. — Garnison de la citadelle de Marvejols. — Fixation des gages du prévôt de la maréchaussée et des archers. — Décharge des impositions en faveur des habitants de la Canourgue. — Vérification des dépenses faites par diverses communautés aux gens de guerre. — Requestes à examiner. — Retour aux Etats du baron du Tournel. — M. Boyer, commis du Receveur des tailles offre de se justifier d'une plainte portée contre lui. — Délibéré de supplier sa majesté de ne point établir de garnison à Marvejols et d'ordonner qu'il n'y sera point construit d'autre fort que le château du Roi. — Publication à faire de la recette des tailles aux enchères. — Requête de la veuve de Jacques Monnier pour poursuivre les auteurs du meurtre commis en la personne de son mari. — Dépenses faites par le prévôt de Nîmes. — Cautionnement pour l'équivalent. —



*Frais contre diverses paroisses. — Requête de certaines communautés pour être déchargées des impositions. — Sur le port d'armes à feu dans les Cévennes. — Restes des sommes dues à M. Farnier. — Demande de M. Parat. — Le consul de Marvejols propose d'imposer les sommes dues au pays. — Mlle de Laldonnez obtient 200 livres des Etats. — Remise des tailles des habitants de St-Laurent-de-Veyrès. — Ceux de Grizac et de Fraissinet demandent la même douceur. — Comptes des receveur à vérifier. — Prétentions de M. Marimond contre le pays. — Déclaration de M. de Manificier sur la recette des deniers extraordinaires. — Contestation avec M. Chantuel. — Déclaration de M. d'Apcher sur la levée des restes de M. Farnier. — Prétentions de M. Marimond. — Perquisition à faire à Mende, à Nîmes et ailleurs, pour rechercher les actes et papiers établissant les privilèges du pays. — Les habitants de Ste-Croix se plaignent d'être trop imposés. — Plaintes contre le sieur Martin dans la levée des tailles. — Reconstruction de l'église cathédrale. — Dépenses pour la capture de divers voleurs. — Pensions dues sur les deniers royaux. — Gratifications à M. de Méjanes, entrepreneur de la reconstruction de la cathédrale. — Gages du prévôt Rodier. — Réddition des comptes. — Délivrance de la recette de l'imposition extraordinaire. — Sommes à imposer pour les dettes du pays.*

Le jeudy douziesme, jour du mois de décembre 1602, environ huict heures du matin, dans la salle haulte des maisons épiscopales de la ville de Mende. Par mandement de nosseigneurs les commissaires présidens pour le Roy, aux Estatz généraulx de Languedoc, tenuz à



Pezenas, es mois d'octobre et novembre derniers, ont esté assemblez les gens des Trois Estatz particuliers du pais de Gévaudan et diocèse de Mende, après avoir, sellon l'ancienne et louable coustume ouy la messe de St-Esprit, en l'église cathédrale dudict Mende. En laquelle asssemblée seroyent venuz MM. M<sup>e</sup> Pierre de Guilleminet, greffier et secrétaire du Roy aux Estatz généraulx de Languedoc, commissaire principal de l'assiette dudict diocèse ; François de Pelamourgue, sieur de Malevicille, bailly de Gévaudan, commissaire ordinayre de ladicte assiette ; Vidal Borrel, bourgeois et premier consul de la ville de Mende ; Estienne Rosset, notaire royal, second consul et Pierre Gay, merchant, tiers consul de ladicte ville, aussi commissaires ordinaires de ladicte assiette. Par lequel sieur de Guilleminet, commissaire principal, a esté proposé le faict des commissions desdictz seigneurs commissaires présidens ausdictz Estatz généraulx, touchant l'assiette et département de la portion dudict pais de Gévaudan et diocèse de Mende, des sommes de deniers imposées ausdictz Estatz généraulx, tant pour l'ayde, octroy, creue de 600,000 livres, taillon que aultres deniers mentionnez esdictz commissions. Pour l'exécution desquelles il a offert de procéder avec les aultres sieurs commissaires au département desdictz deniers. Et pour c'est effect a requis l'assistance et consentement de l'assemblée ainsi qu'il est accoustumé. Surquoy, après avoir esté faicte lecture desdictes commissions en ladicte assemblée par le greffier desdictz Estatz, Mgr de Mende, comte de Gévaudan, conseiller du Roy en son consul d'Estat et président ausdictz Estatz, a faict une belle et docte remonstrance, exhortant ladicte assemblée au debvoir, honneur et obéissance quelle



doibt au Roy, au zèle et affection envers sa patrie et au soulagement du pauvre peuple. Ensuite de quoy, le sieur de Fumel, docteur ez droict et syndic dudict païs de Gévaudan a requis lesdictz sieurs commissaires, suivant les privilèges et anciennes coustumes dudict païs, de permectre la continuation de l'assemblée desdictz Estatz, pour dellibérer, tant sur le faict desdictes commissions que sur aultre affaires communs dudict païs. Laquelle permission a esté par lesdictz sieurs commissaires librement octroyée, à la charge qu'il ne sera traicté ausdictz Estatz d'aucuns affaires contre le service du Roy, le repos et seureté publique.

Incontinent après, ont esté appelés les depputez, tant de l'église, de la noblesse que du Tiers Estat qui ont accoustumé d'avoir scéance et voix délibérative ausdictz Estatz, ausquelz (Président mondict Sgr de Mende) se sont trouvez presans et assistans, assavoir, pour l'estat ecclésiastique : M. M<sup>e</sup> Pierre Malos, bachelier ez droictz, chanoine et baille du chapitre de l'église cathédrale de Mende, envoyé dudict chapitre, avec procuration expresse; religieuse personne, frère Jacques Constantin, précempteur du couvent et prieuré de Sainte-Enimye, avec procuration des religieux dudict couvent, à cause de la vaccance et litige dudict prieuré; M<sup>e</sup> Pol Albaric, docteur ez droictz, juge de M. le commandeur de Saint-Jehan, avec la provision dudict office de judicature, portant clauze d'assister aux Estatz dudict païs. Pour MM. les barons et estat de la noblesse : M. du Hault-Villar, baron de Céneret, estant en tour de baron audict païs, la présente année, assistant en personne; M. de Saint-Remèze, filz de M. le baron du Tournel, en personne; noble George de Chauderosse, envoyé de M. le baron



de Randon, avec procuration ; noble Pierre de La porte, licencié ez droictz, procureur général et garde des fiefs du du duché de Mercueur, envoyé de M. le baron de Mercueur, avec procuration ; noble Claude de Poulallion, sieur de Bouzolz, gouverneur des terres du marquizat de Canilliac, envoyé de M. le baron de Canilliac, avec procuration ; M. du Besset, filz de M. de Latour, Sgr d'Allenc ; noble Guy du Mazel, Sgr de Ste-Colombe, envoyé de M. de Saint-Auban, lequel estant en personne en ladicte assemblée, comme commis des nobles, a advoué ledict du Mazel ; noble Pierre Douzel, sieur de Meyniez, envoyé de M. de Montrodât, avec procuration ; noble François d'Augueyresque, envoyé de M. de Sévérac, avec procuration ; M. de Séras, comme Sgr de Barre, en persenne ; noble Anthoine de St-Martin, sieur du Ville-ret, envoyé de M. de Gabriac, avec procuration ; M<sup>e</sup> Déodé Dumas, docteur ez droictz, envoyé de M. d'Arpajon, avec procuration. Et pour le Tiers Estat : honorable homme Vidal Borrel, bourgeois et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Mcnde ; Estienne Rosset, notaire royal, 2<sup>e</sup> consul de ladicte ville, et Pierre Gay, merchant et 3<sup>e</sup> consul d'icelle ville ; M. Jehan Boquet, notaire royal et 1<sup>er</sup> consul de la ville de la Canourgue, avec procuration ; sire Benoist Bonhomme, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Salgues, avec procuration ; sire Pierre Gibilin, bourgeois et 1<sup>er</sup> consul de la ville du Malzieu, avec procuration ; M<sup>e</sup> Jehan Compan, syndic d'Ispaniac, avec procuration ; sire Jeban Malzac, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Ste-Enimye, avec procuration ; Pierre Rieutort, consul de Chasteau-neuf de Randon, avec l'acte de sa nomination et élection consulaire ; M<sup>e</sup> Claude Brouillet, 1<sup>er</sup> consul de Ser-



verette, avec procuration; M<sup>re</sup> Jacques Cappelier, 1<sup>er</sup> consul de Barre, avec procuration de la communauté dudit Saint-Auban. Lesquelz sieurs assistans et deputez, ayant exhibé ledictes procurations et lecture faicte d'icelles, ont presté entre les mains de mondict Sgr de Mende, président desdictz Estatz, le serment accoustumé, de procurer le bien et soulagement du pais et de ne reveler les dellibérations des Estatz.

Dudit jour douziesme décembre, en ladicte assemblée, de rellevée.

S'est présenté Vincent Lafont, consul de Chirac, avec procuration, de laquelle faicte lecture, il a esté receu en ladicte assemblée et a presté le serement.

Aussi, s'est présenté M<sup>re</sup> Loys de Malafosse, sieur de Carnac, notaire royal de Florac, avec procuration; laquelle a esté leue et luy receu et presté le serement.

S'est aussi présenté Pierre de Tardieu, sieur de Séjas, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejolz et M. Danyel Barrons, greffier et 2<sup>e</sup> consul de ladicte ville, qui ont esté receuz et presté le mesme serement.

Pareillement s'est présenté le sieur de Cogossac, Sgr de Servièrès, lequel a esté receu et presté le serement, comme sieur dudit Servièrès.

De mesmes s'est présenté M. le commandeur de Paliers, qui a esté receu en ladicte assemblée.

Sur le différent d'entre M. le baron de Cénaret et M. du Hault-Villar, comme baron de Cénaret, remonstrant ledict sieur du Tournel que ledict sieur du Hault-Villar, ne debvoit tenir ausdictz Estatz le rang et place de baron de Cénaret qui est en son tour de baron la présente année, daultant que ladicte baronne de Céneret luy



appartient par bons et justes tiltres en vertu desquelz il auroit à cause de ladicte baronnye assisté en personne, et par le moyen de ses envoyez, aux Estatz dudict païs durant plusieurs années; toutefois il trouve ladicte séance occupée par ledict sieur du Hault-Villar, soubz prétexte, à ce qu'il dit, de quelque prétendu arrest provisionnel, qui ne peut subcister, réquérant à ceste cause qu'il plaise à ladicte assemblée luy adjuger ladicte séance et ordonner que ledict sieur du Hault-Villar le luy cédera. Au contraire ledict sieur de Hault-Villar soubstenant estre bien fondé en sa possession de ladicte baronnye de Céneret et par conséquent de la séance qui luy appartient en l'assemblée, attendu mesmes que sans aucune contradiction il y fut receudez l'année passée, et que l'année précédente M. Daly, duquel il a droit fut par le moyen de son envoyé receu et mis en possession ausdictz Estatz après leur avoir faict apparoir de l'arrest de réintégration de ladicte baronnye de Céneret, obtenu par ledict sieur Daly contre ledict sieur du Tournel, ne voulant, pour ce regard aultre meilleur tiltre que la délibération qui en fut prise par lesdictz Estat. Vu laquelle par ladicte assemblée, a esté conclud, conformément à icelle, et attendu que ledict sieur du Tournel ne faict apparoir d'aucung tiltre, que, sans préjudice du droit des parties, ledict sieur du Hault-Villar, comme baron de Céneret continuera son assistance aux présans Estatz, telle que luy appartient comme estant en tour de baron la présente année.

Sur aultre différend intervenu entre M. de Séras, sieur de Barre et le sieur du Villaret, disant ledict sieur de Barre que ledict sieur du Villaret ne pouvoit assister et ne debvoit estre receu ausdictz Estatz, comme envoyé du



sieur de Gabriac, attendu que sa procuration estoit nulle comme faictes, par personnes prévenues et condempnées pour ung crime capital tel que l'agression et meurtre commis par le feu sieur de St-Julien, sieur de Gabriac et le sieur de Foillaquier, son frère, en la personne du feu sieur Villeneuve, filz dudict sieur de Séras. Requéran néaulmoings qu'il plaize aulx Estatz ordonner au syndic de poursuivre, au nom du païs, la punition dudict crime contre les coupables, comme perturbateurs du repos publicq, attendu que ladicte aggression et murtre a esté par eulx faict avec port d'armes à feu et grand assemblée d'hommes armez, en plaine foire, au milieu de la place de Barre. Et le sieur de Villeret, d'autre part, soubstenant qu'il n'y a aulcune condempnation contre ledict sieur de Foillaquier n'y aultres de la maison dudict de Gabriac, comme n'estans coupables de la mort dudict sieur de Villeneuve, et qu'au contraire, ledict sieur de Villeneuve avoit aggrédé et murtry ledict sieur de St-Julien, comme il espère que la vérité s'en descouvrira bientost par le moyen des informations et procédures faictes par la justice. Requéran semblablement la jonction du syndic en la poursuite qui se faict contre les adhérans dudict feu sieur de Villeneuve, comme coupables de la mort dudict feu sieur de Saint-Julien, exécutée avec port d'armes à feu, le jour de foire et au milieu de ladicte place de Barre. Et néaulmoings qu'il plaize a l'assemblée le recevoir en vertu de sa procuration qu'il luy à esté passée par Mlle de Gabriac qui la peut déléguer et envoyer en ceste assemblée, comme estant héritière de ladicte maison de Gabriac. A esté conclud que ledict sieur du Villeret fera apparoir dans six jours du testament par lequel ladicte damoiselle de



Gabriac, qui l'a envoyé, est rendue héritière de ladite maison de Gabriac, autrement, faute de ce, sera descheu de l'entrée desdictz Estatz comme n'estant fondé de pouvoir et charge suffisante. Et pour le regard du procès criminel d'entre lesdictes parties, d'autant que la justice en est desjà saisie et que le procureur du Roy y intervient pour l'interest de sa majesté et du publicq, que ladite assemblée n'y peult toucher, bien leur a déclaré, par la bouche de mondict Sgr le président, le regret qu'elle a d'ung si grand malheur et désordre, advenu audict lieu de Barre; exhortant lesdictz sieurs de Séras et du Villaret, pour l'autorité qu'ilz ont audict lieu, de tenir la main que telz scandales ne continuent plus et que les édictz du Roy, sur la prohibition des duelz et port d'armes à feu y soyent mieux observez pour le bien du service du Roy et seureté publique.

Sur la difficulté propozée, si les docteurs ez lois et aultres personnes qui ne sont de la qualité requise et particulièrement exprimée par les dellibérations des précédentes années, doibvent assister en la présante assemblée, comme envoyez de MM. de l'Eglise et de la noblesse; après que lesdictz sieurs de l'Eglise qui estoient présens ausdicts Estatz ont eu conféré ensemble entre eulx, comme aussi lesdictz sieurs barons et aultres de la noblesse, ayant particulièrement prins advis, sur ceste proposition, a esté, par chascun desdictz deux ordres, escripte et signée la déclaration dont la teneur en suit, assavoir, pour l'Eglise : • Nous soubsignez, sur la difficulté proposée touchant la réception des envoyez en l'assemblée des Estatz du présent diocèse, après avoir veu les délibérations cy devant prises sur cet subject par lesdictz Estatz, avons icelles approuvées et



confirmées, et ce faisant, promettons de n'envoyer par cy après ausdictz Estatz, aulcun en nostre absence, qui ne soit homme d'église ; consentons néantmoins que ceulx qui se sont présentez en ceste assemblée y continuent leur assistance, pour ceste année seulement et sans conséquence. » Et pour la noblesse : « Nous soubsignez, sur la délibération prinse aux Estatz, l'année dernière, la confirmons et promettons de n'envoyer aulcun en nostre absence qui ne soit gentilhomme de nom et d'armes, et ordonnons à M. de Saint-Auban, notre commis, de ne connectre aultre commis que de la mesme qualité ; tollerons neaulmoins ceulx qui sont envoyez, pour ceste année, sans conséquence. En foy de quoy avons signé la présante à l'assemblée des Estatz tenus à Mende, ce XII<sup>e</sup> décembre 1602. Du Hault-Villard, Céneret, d'Apchier, Peyre, Tournel, de Calvisson, commis des nobles ; de Tezan, le Besset, V. de Bressoles, ainsi signez.

M. le baron de Peyre a remonstré quéz années précédentes avoit esté prins dellibération qu'il ne se fairoit aulcune assemblée pour affaires qui seroyent d'importance et de conséquence au païs après la tenue des Estatz durant l'année que le baron qui se trouverait en tour pour lors ne fut appelé. Et toutes fois elle n'a pas esté observé pour son regard l'année dernière, qu'il estoit en tour, bien qu'ilz se soyent traictez des affaires très importants au païs. Ce qu'il a pensé debvoir représenter à l'assemblée affin qu'il y soit pourveu à l'advenir. Sur quoy après avoir esté dict par M. de Fumel, syndic, qu'ez assemblée de MM. les commis et depputez dudict païs durant l'année passée, ne sestoit traicté daultre affaire d'importance qui méritast donner peyne



à mondict sieur de Peyre de venir icy, si ce n'est l'accord faict avec M. de Sueilles, pour descharger ce pais du rendez vous et séjour qu'il avoit dellibéré d'y faire avec son régiment, suivant les commissions du Roy et attache de Mgr de Vantadour, lieutenant-général pour sa majesté en Languedoc, ayant esté l'arrivée dudict sieur de Sueilles si prompte et si inopinée dans ledict pais avec son régiment, que pour ne laisser continuer la foule que le pauvre peuple en ressentoit, et ne donner occasion de prétexte audict sieur de Sueilles, d'entrer plus avant et séjourner davantage dans le pais, la composition fut traictée avec luy sy soudainement qu'il n'y avoit moyen d'en tenir adverty mondict sieur de Peyre, n'y différer jusques à sa venue ladicte composition, sans péril et hazard de la rompre du tout à la grande foule du pais. Sur quoy a esté conclud que les dellibérations cy devant prises pour ce regard, seront dorénavant exactement suivies et observées sans qu'il y soit rien altéré,

Sur la lecture faicte de deux dellibérations prises aux Estatz généraulx de Languedoc dernièrement tenus à Pézenas, par la première desquelles lesdictz Estatz advertiz de l'exemption des tailles tant ordinaires qu'extraordinaires accordée par le Roy aux habitans de Maruejolz et que ladicte exemption, mesme celle des deniers extraordinaires, vient à la surcharge des aultres habitans dudict pais qui sont contrainctz reprendre sur eulx la portion desdictz exemptz auroient arresté que le Roy seroit supplié n'accorder cy après telles descharges, mesmes des deniers extraordinaires et aultres venans à la surcharge des habitans dudict pais. Et par l'autre dellibération, lesdictz Estatz généraulx advertiz



dedans dicelle, ains que pour ce regard elle soit remise en l'estat quelle vouloit estre anciennement ; requérant en cella l'assistance du païs. A esté conclud, conformément aussi des fortiffications que le sieur de Picheron, bailly de Gévaudan, faict faire au chasteau de Maruejolz et de la dace que les consulz de ladicte ville prennent et exhigent à la grand foulle et oppression du peuple ; au roient semblablement arresté que sa majesté seroit suppliée d'estaindre et supprimer ladicte dace et subcidę et d'interdire lesdictes fortifications ausdictz bailly et consulz, et au cas qu'ilz continueront, est ordonné au sindic dudict diocèze de Mende, avec l'assistance dudict païs de Languedoc de s'opposer et faire toutes les poursuites nécessaires en l'endroit de sa majesté et de Mgr le duc de Vantadour, pour empêcher ladicte fortification. Après que le consul de ladicte ville de Maruejolz a eu remonstré que la grand ruyne et misère de ladicte ville les avoit contrainctz de poursuivre devers sa majesté l'exemption desdictes tailles, ensemble de ladicte dace et que l'on ne debvoit procurer de leur faire perdre ce qui leur avoit esté accordé par le Roy, attendu leur pauvreté et les grandz affaires qu'ilz ont sur les bras ; offrant néaulmoings faire cesser ladicte dace, en cas que le païs leur accorde pareille somme, pour laquelle les deniers qui proviendront de ladicte dace sont engagez envers le sieur de Méjanès pour la construction de leurs murailles ou aultres pris faictz que luy avoyent esté baillés. Et pour le regard des fortiffications, bien que pour le présent il ne s'y en face aulcune, toutefois sont d'accord en cella avec le païs, suivant la dellibération qui fut prinse par les habitans de ladicte ville, en présence de M. Nicquet, trésorier de France, estant lors en ladicte ville, qu'il ne soit faicte aulcune fortification au



ment ausdictes dellibérations desdictz Estatz généraulx, que le Roy sera supplié par le sindic, au nom dudict païs de Gévaudan, de n'accorder à l'advenir telles descharges ausdictz habitans de Maruejolz et d'abolir et estaindre ladicte dace et d'interdire, audict sieur bailly et tous aultres qu'il appartiendra, lesdictes fortifications. Et pour cest effect sera, par ledict sindic particulier de diocèse, escript audict sindic général de Languedoc qui est de présent en court, pour le faire intervenir en ceste poursuite, suivant les dellibérations desdictz Estatz généraulx.

Du vendredy, treizième dudict mois de décembre,  
du matin.

Noble Claude de Portanier, escuyer, envoyé de MM. les consulz noble de la Garde-Guérin, s'est présenté à l'assemblée, et sa procuration leue et le sérement acoustumé, par luy presté, il a esté receu.

S'est aussi présenté M<sup>e</sup> Pierre Borrelly, docteur ez droictz et Seigneur de Pelouze comme envoyé de M. le baron du Tournel, lequel, pour quelque empeschement légitime n'a peu continuer son assistance aux présans Estatz, et sa procuration leue, ledict sieur de Pelouze a esté receu.

De mesmes s'est présanté M<sup>e</sup> Pierre Claustre, chanoine et capiscol de l'église cathédrale de Mende, comme envoyé de M. de Lengoigne, et veu sa procuration et sérement presté, à esté receu, sans conséquence et à la charge de faire apparoir, dans trois jours, du pouvoir donné par ledict sieur de Lengoigne à celluy qui l'a substitué.

M<sup>e</sup> Michel Flourit, s'est pareillement présanté pour



les procureurs du mandement de Nogaret, ayant esté receu en verte de sa procuration.

Sur le différend meu entre MM. les barons de Peyre es d'Apchier pour raison de leurs rangz et séances ausdictz Estatz, disant, ledict sieur de Peyre, que l'ordre d'iceulx estoit perverty en ce que son rang et place estoit pris et occupé en ceste assemblée par ledict sieur d'Apchier contre la teneur de l'accord et transaction passée en plains Estatz au mois de novembre 1534, entre feu Anthoine de Peyre et François d'Apchier, touchant leurs séances ausdictz Estatz. Ladite transaction autorisée en présance et du consentement dudict sieur baron d'Apchier par la dellibération prinse aux Estatz, tenuz à Chenac, au mois de juing 1597. De laquelle ledict sieur d'Apchier faict apparoir d'aucung tiltre contraire à ladite transaction. Et ledict sieur d'Apchier soubstant d'aulture part que ladite transaction n'avoit sorty à effect au moins qu'il en apparust, et qu'au contraire et nonobstant icelle le baron d'Apchier avoit toujours précédé ausdictz Estatz le baron de Peyre, au moyen dequoy, sa longue possession qui est de plus de trente ans, luy auroyent, par la prescription de droict, acquis ung tiltre suffisant et vallable pour précéder ledict sieur baron de Peyre en toutes lesdictes assemblées ne luy pouvant préjudicier en cella le prétendu consentement presté aux Estatz dudict Chenac, attendu qu'il auroit esté comme contrainct et forcé à cella par une considération nécessaire pour l'avancement du service du Roy et le recouvrement de la liberté et tranquillité publique de ce pais affin que leur particulière dispute n'aportast aucung retardement à la réduction de la ville de Mende, lors occupée contre le service de sa majesté et pour



laquelle lesdictz Estatz estoyent lors assemblez audict Chenac, joinct l'instance prière que lesdictz Estatz luy feirent de céder ceste seule fois pour le respect du publicq. A esté conclud et arresté, du consentement desdictz sieurs, que ledict contract d'accord et transaction sera observé et entretenu à l'advenir, sauf qu'au lieu des jours que lesdictz sieurs doivent alternativement précéder, l'ung l'autre ausdictz Estatz, ils l'observeront et précéderont l'ung l'autre par années alternatives. Et par ce moyen ledict sieur d'Apchier continuera son rang et séance commencé en la présente assemblée comme estant son année, suivant ladite transaction. Et au contraire, ledict sieur de Peyre, l'année prochaine, précédera durant les Estatz ledict sieur d'Apchier, lequel l'année après suivante se trouvera précéder ledict sieur de Peyre, suivant ledict ordre qui sera de ceste sorte inviolablement observé et entretenu, pour lesdictz sieurs et leurs successeurs à l'advenir, exceptée l'année du tour, pour aller aux Estatz généraulx de Languedoc, en laquelle celuy desdictz sieurs à qui escherra ledict tour précédera ausdictz Estatz tous les barons, ainsi qu'il est acoustumé.

Sur la proposition faite par M. de Guilleminet, commissaire principal de l'assiette, touchant le faict de l'imposition des deniers du Roy et aultres, portez par les commissions, dont lecture a esté faite a l'ouverture des Estatz ; a esté conclud et arresté que l'assiette et département desdictz deniers sera faict par lesdictz sieurs commissaires ainsi qu'il est acoustumé, compris les fraiz ordinaires et l'assiette, gaiges du receveur, des officiers et aultres fraiz communs du païs, pourveu que l'assiette ordinaire n'excède celle de l'année passée.



Ayant esté faicte lecture d'une lettre que les habitans catholiques de la ville de Montpellier ont escripte ausdictz Estatz par laquelle ilz prient l'assemblée de leur permectre de loger les religieux de l'observance dans la maison et colliège fondé par feu de bonne mémoire, le Pape Urbain V, en ladicte ville de Montpellier, en faveur des escoliers originayres du país du Gévaudan. Lesdictz Estatz bien advertiz que lesdictz catholiques, nonobstant ladicte lettre, ont deja prins ledict colliège et s'en servent à uzaiges contraires à ladicte fondation, au grand préjudice des habitans dudict país de Gévaudan ; ont conclud et arresté que le syndic dudict país fera, au nom et despens dicelluy, toutes poursuittes nécessaires en justice jusqu'à avoir faict vuyder dudict colliège lesdictz religieux contre ladicte fondation.

Pour l'audition des comptes ont esté nommez et deputcz M. le grand-vicaire de Mgr de Mende ; M. l'envoyé du Chappitre ; M. de Céneret, baron du tour la présente année ; l'envoyé de M. de Sévérac ; le premier consul de Mende et le second consul de Maruejolz, et les consulz de Saint-Chély, le Malzieu et Florac.

Aussy a esté nommé M. le baron de Peyre pour, avec les susdictz sieurs députez, ouyr le compte du feu sieur du Verger, receveur, en l'année 1601, attendu que ledict sieur estoit en tour de baron ladicte année.

Sur laquelle nomination desdictz sieurs depputez, M. le premier consul de Maruejolz a remonstré qu'il debvoit estre nommé pour assister ausdictz comptes comme premier consul dudict Maruejolz et l'ung des commis du país qui sont auditeurs nez desdictes comptes.

Le sieur Fumel, syndic, a faict ung long récit de la poursuite que luy et aultres qui avoyent esté envoyez



pour le païs à Montpellier, auroient faicte en la Cour des Aydes au procès qui avoit esté intenté en ladicte Cour par le sieur Fornier pour instruire l'assemblée de cest affaire, sur lequel a esté remis a pourvoir et prendre delliberation cy après.

Dudict jour, XIII<sup>e</sup> décembre, de rellevée.

M<sup>e</sup> Gervays Chantuel s'est présanté comme envoyé de M. des Chambons, et sa procuration leue et le serrement par luy presté, a esté receu.

Sur la requisition faicte par M. Rodes, docteur, à ce qu'il plaise à l'assemblée, suivant la dellibération prise aux Estatz, comectre des depputez pour la vériffication de la partie de 300 escuz deue par le païs au sieur du Montet son beau père ; a esté conclud que, vériffication sera faicte dudict debte par MM. les depputez à l'audition des comptes pour en faire rapport à l'assemblée.

Sur la lecture de l'exploict d'inthimation faicte au syndict du païs de l'arrest donné au Conseil d'Estat, le 6 de septembre dernier, entre Barthélemy Cénamy, conseiller, notaire et secrétaire du Roy, demandeur en requête présentée au Conseil de sa majesté le 22 mars dernier, tendant à cassation de l'arrest donné en la Cour des Aydes de Montpellier, le 7<sup>e</sup> de novembre 1601, au profit de Mgr le comte d'Auvergne, M<sup>e</sup> Miles Marion, trésorier-général de France en Languedoc, Pierre et André Targas, par lequel arrest, du consentement des parties, sa majesté ordonne que, pendant le procès et sans préjudice respectivement des droitz des parties, les deniers deubz par ledict païs de Gévaudan seront touchés et receuz par ledict sieur Marion, en vertu de ses quictances qui serviroint d'entière et vallable des-



charge audict païs pour en demeurer par ledict sieur Marion depositeaire comme des biens de justice et estre par luy payés à qui sera dict et ordonné en fin de cause. Et à ceste fin, les arrestz de condempnation obtenuz, seront exécutez contre ledict païs par les voyes y contenues. A esté conclud et arresté que la partie de 15,000 escus restante de la somme de 30,000 escus, due suivant aultre précédent arrest dudict Conseil à mondict seigneur le comte, sera impozée en la présente assiette pour estre levée dans deux années prochaines par quartiers, de trois en trois mois chascune desdictes années, pour le soulaigement du peuple, à compter du premier de janvier prochain, sauf que le premier terme seüllement de l'année prochaine sera recullé jusques au 15<sup>e</sup> jour de febvrier prochain, pour, lesdictz deniers levez, estre paieez en chacun desdictz quartiers audict sieur Marion, en vertu dudict arrest, à la charge que ledict sieur Marion, sur les derniers quartiers, sera tenu remettre, entre les mains du syndic, descharge vallable au profit dudict païs de la somme de 2,000 escuz en laquelle ledict syndic a esté condempné par arrest de la Cour des Aydes, attendu que ladicte somme avoit esté par icelluy syndic auparavant acquitée, en vertu du premier arrest du Conseil, aux créanciers de mondict seigneur le comte; et jusques avoir satisfait à ce que dessus, ledict receveur gardera devers luy pareille somme de 2,000 escus; et oultre ce gardera aussi la somme de 1,000 escus, accordez par mondict seigneur le comte à Monseigneur de Mende, sur ladicte partie, pour la rédiffication de son église, sans que ledict receveur s'en puisse dessaisir, jusques à ce que, parties ouyes, aultrement en ayt esté ordonné, à la charge aussi que



ledict sieur Marion, s'obligera audict sindic de garantir ledict pais envers les susdictz sieurs Cénamy et Targas et tous aultres créanciers dudict sieur comte, de la somme de 15,000 escus et de rellever ledict pais de tous despens domaiges et interestz qu'il pourroit souffrir pour raison du payement qui sera faict de ladicte partie audict sieur Marion.

Monsieur le baron du tour a représenté qu'estant à Montpellier où il avait esté depputé de la part de MM. des Etatx generaulx de Languedoc en leur dernière assemblée, il avoit esté adverty par le sieur Tondut, procureur du pais, de la poursuite que faisoit en la Cour des Aydes, M. le trésorier Nicquet, pour obtenir arrest confirmatif de la taxe à luy faicte par MM. les trésoriers généraulx, ses confrères, de la somme de 504 escus, pour les fraiz de vaccations de voiaige qu'il presuppoze avoir faict en ce diocèse pour la vérification des debtes dicelluy et que lévènement du procès, qui estoit sur le point d'estre jugé, estoit incertain, ce qui luy auroit donné occasion de prier ledict sieur Nicquet de sursoir la poursuite dudict jugement jusques à ce qu'ils en eussent conféré avec Mgr de Mende et les depputez du pais qui estoyent aulx Estatx généraulx et s'estant ledit sieur Nicquet acheminé pour cest effect à Pezenas, il auroit représenté avoir obtenu taxe desdictz sieurs trésoriers généraulx de France pour son voiaige et dudict sieur Finor son greffier de ladicte somme de 604 escus contre ledict pais. De laquelle taxe, le sindic estoit appellant en ladicte Cour des Aydes ou ils poursuivoit ledict jugement et esperoit d'en avoir bonne issue. Sur quoy mondict seigneur de Mende, assisté desdits sieurs depputez, pour esviter ledict jugement, fraiz et despens qui s'en pour-



royent ensuivre auroyent convenu et accordé avec ledict sieur Nicquet, soubz le bon plaisir des Estatz dudit diocèse et non aultrement, à la somme de 500 escus pour toutes prétensions, tant de luy que dudict sieur Fynor, despens, domaiges et interestz, de quoy fut passé accord par escript, signé de part et d'autre, qui est demeuré ez mains de M. de Guilleminet jusques à la résolution de la présente assemblée. Laquelle peult adviser maintenant ce qui sera plus utile au pays soit de tenir ledict accord ou de hazarder ledict jugement. Sur quoy a esté faicte lecture de la dellibération prise par MM. les commis, syndic et depputez dudict païs le 26 juillet 1604, par laquelle appert qu'il n'a tenu ausdicts sieurs commis que la vériffication desdictes debtes n'ayt esté faicte par ledict sieur Nicquet, pour les raisons contenues en ladicte délibération, mesmes qu'il ne pouvoit procéder sans avoir déclaration de M. Castellan, aultre trésorier de France et sans l'assistance du syndic général de Languedoc qui estoyent les vrays commissaires depputez à cest effect, tant par les delliberations des Estats généraux de Languedoc que par la commission du Roy, postérieure et dérogeant à celles dudict sieur Nicquet ; ayant aussi attesté, en ladicte assemblée que ledict sieur, depuis son arrivée en ce païs, jusques à son despart avoit toujours vacqué au faict des recognoissances, réception des hommaiges et vériffication des droictz domaniaulx de Sa Majesté en ce païs et qu'il s'estoit faict paier des frais et vaccations de son voiaige sur les deniers de la recepte desdictz droictz en la ville de Maruejolz ou aultres et mesmes le sieur de Méjanes, luy auroit fourny, pour cet effect la somme de..... .... A esté conclud que le syndic recouvrera, si faire se peult, pendant cette assemblée les



coppies des quittances, faictes par ledict sieur Nicquet, des sommes qui lui ont été payées, tant par ledict sieur de Méjanes que aultres et aultres actes qu'il a faictz à Maruejolz pour le faict des hommaiges et recognoissances du domaine du Roy, pour le tout veu par les Estatz, en prendre la dernière résolution.

Du sabmedy quatorzieme dudit mois de décembre ,  
du matin.

S'est presanté M<sup>e</sup> Jehan Jacques Ducros, sieur de la Combe, docteur ez droictz, comme envoyé de M. de Portes, avec procuration de M. le viguier dudit Portes quil a substitué en vertu de son pouvoir, au moyen de quoy a esté receu en ladite assemblée après avoir presté le serment requis.

Aussi s'est présanté, pour le procureur de la viguerie de Portes, M<sup>r</sup> Anthoine Galdyn, consul de Saint-Germain, avec l'extraict d'une délibération des habitants dudit lieu, ayant esté receu, à la charge de rapporter, dans trois jours, procuration suffisante avec les clauses acoustumées.

M. le baron de Peyre a remonstré à l'assemblée que, dez le mois de febvrier dernier, MM. les commis du païs luy auroyent expédié ung mandement de la somme de 400 escus à prendre sur les deniers de la recepte des restes du feu sieur Farnier. Et bien que par ledict mandement soit ordonné aux sieurs Seguin et Portanier de le paier des premiers deniers de leur recepte, toutesfois, quelques prières et requisitions qu'il leur ayt faictes, il luy a esté impossible d'en tirer aulcune chose, s'excusans qu'ilz ne pouvoyent rien lever. Requérant l'assem-



blée de le faire paier de ladite somme. Sur quoi toutes délibérations prises, tant en l'assemblée des Estatz tenue à Marnejoz, l'année dernière, que par MM. les commis et deputez du pais sur lesquelles la cause dudict mandement est fondée, a esté expressement ordonnée, audict sieur Portanier, d'acquiescer ledict mandement, à la charge de retirer aultres deux mandements qui avoyent esté expédiez audict sieur du Peyre, adressans au sieur Verger, receveur dudict diocèse, l'année dernière, l'un de 300 escus, soubz le nom dudict sieur de Peyre, et l'autre de 100 escus, soubz le nom du sieur Boyer, faisant les deux ensemble la même somme de 400 esouz contenue audit dernier mandement, adressant ausdictz sieurs Seguin et Portanier.

A esté aussi remonstré par ledict sieur baron de Peyre, que en traictant l'accord fait sur le procès qui estoit pendant au Conseil du Roy, entre le syndic dudict pais et les habitans de sa baronnye de Peyre, touchant la descharge des restes des deniers des tailles durant les années de la guerre, les procureurs de certaines paroisses de ladite baronnye et entre aultres : de Sainte-Colombe, La Chaze, Prinsuéjolz et Marchastel, auroyent protesté ne pouvoir tenir ledict accord s'il ne plaisoit à MM. du pais avoir plus d'esgard à leur descharge et qu'à faulte de ce ils pretendaient, en leur particulier, continuer la poursuite du procès en ce qui les regarde. Au moyen de quoy, MM. les commis leur auroyent promis de le remonstrer à ceste assemblée pour y estre pourveu à leur contentement. Ce que ledict sieur baron de Peyre a bien voulu représenter, tant pour le soulagement de sesdictz subjectz que des aultres habitans du pais qui demeureront deschargez des fraiz que leur pourroit



apporter la continuation dudict procès que lesdictes paroisses ont dellibéré de reprendre, s'il ne plaist ausdictz Estatz leur donner plus grande descharge que celle dudict contract d'accord, comme ledict sieur de Peyre les en a requis pour le bien des ungs et des autres, ledict procès.

Sur les plaintes qui ont esté faictes en l'assemblée, des fraiz et despens excessifz que les receveurs des tailles ou leurs commis font souffrir aux paroisses pour le voiaige des sergens, exécutions et contrainctes et des taxes qui en ont esté faictes par certains amis, juges ordinaires et mesmes par celuy de ladicte baronne de Peyre. Après que ledict juge a esté appelé et ouy en ladicte assemblée et qu'il a soubstenu n'avoir faict aucune taxe qui ne soit raisonnable, offrant de faire remettre devers la compagnie les rooles de la taxe dont l'on se plainct, lesdictz Estatz ont nommé et depputé MM. les envoyez de MM. le baron du Tournel, de Mercueur et de Portes pour voir lesdictz roolles et pièces veriffiantes pour en faire rapport à l'assemblée.

Et affin de remédier aux abus qui se pourroyent commectre à l'advenir en la taxe desdictz fraiz et despens des exécutions et contrainctes que font faire les receveurs, mesmes à cause de la fraude et supposition dont uzent bien souvent les sergens qui chargent leurs exploitz de plusieurs voiaiges, journées et dilligences comme faictes expressement pour une seule paroisse, ores qu'ilz les ayent faictes ou peu faire en ung seul jour sur diverses paroisses, circonvenans par ce moyen les juges qui font lesdictes taxes, oultre une infinité d'autres fraudes et abus que lesdictz sergens et aultres, qui sont envoyez par lesdictz receveurs, commectent ordinaire-



ment ; a esté conclud que MM. les officiers du bailiaige seron requis par le sindic, pour empescher la continuation desdictz abuz, vouloir doresnavant ordonner sur chascune taxe desdictz fraiz et despens, que ledict sindic sera préalablement appelé et aura communication des rooles desdictz despens, pour iceulx debatre et impugner si besoin est, sur les mémoires que les procureurs desdictes paroisses seront tenuz de luy en envoyer, ausquelz ledict sindic en donnera advis. Et pour les taxes qui se feront par les juges ordinaires des lieux et paroisses hors la ville cappitale, que les consulz et procureurs desdictz lieux feront semblable réquisition ausdictz juges de les faire préalablement appeler pour avoir communication desdictz rooles de despens pour les debatre et impugner à l'assistance des parties intéressées et que l'extraict de la présente délibération sera à ceste fin envoyé ausdictz consulz et procureurs à la dilligence dudict sindic affin qu'ilz n'en prétendent cause dignorance.

Et pour donner moyen et plus grande facillité à tous les habitans du païs de mieux descouvrir les abus et malversations qui se font par les commis des receveurs et par les sergens et aultres personnes employées pour le recouvrement des deniers des tailles, a esté conclud et arresté qu'il sera expédié, par le greffier des Estatz, à chascune des paroisses dudict diocèse, coppie des reiglements faictz sur la levée des tailles, tant aux Estatz généraulx de Languedoc que particuliers dudict diocèse, affin que les officiers, consulz et procureurs des paroisses y puissent avoir recours, et en cas de contravension, faire saisir et arrester lesdictz sergens et aultres contrevenans ausdictz reiglements. Suivant les-



quelz et les instructions de nosseigneurs les commissaires, présidens pour le Roy aux Estatz généraulx de Languedoc, a esté aussi conclud qu'il ne sera loisible ausdictz receveurs et leurs commis de mener ny employer d'autres sergens que ceulx qui se trouveront ez paroisses ou ez lieux circonvoisins d'icelles où ilz feront faire leurs exécutions pour lesdictes tailles.

Et daultant que lesdictz Estatz ont esté advertiz que quelques receveurs, abuzans du debvoir de leurs charges, convertissent les deniers des tailles au payement de leurs debtes et aultres affaires particuliers au préjudice du public et contre les ordonnances du Roy et reiglement des finances; a esté conclud qu'à la requeste et dilligence du syndic, sera informé et faictes toutes poursuites nécessaires contre lesdictz receveurs, comme at-tainctz du crime de péculat.

Et sur les plaintes faictes par certains habitans du mandement de St-Auban et aultres paroisses dudict diocèse, des concussions que comect ung nommé Gilibert Boyer, se disant commis des sieurs Seguin et portanier, soubz prétexte de la levée des restes du sieur Farnier, contraignant les païsans à lui paier ou s'obliger envers luy en plusieurs sommes de deniers, à cause des fraiz et despens excessifz qu'il dict avoir faict contre eulx, à faulte de payement desdictz deniers des restes; a esté conclud qu'à la requeste et dilligence dudict syndic et frais du païs, il sera saisy et arresté pour respondre desdictes faultes et néaulmoings poursuivy par toutes voyes de justices à restitution de l'argent ou obligations par luy indeument prins desdictz habitans dudict mandement de St-Auban et tous aultres avec telle aultre réparations qui y escherra.



S'est présenté le sieur Armand, lieutenant en ce diocèse de M. le prévost général de Languedoc, lequel a remonstré que depuis cinq ans qu'il a eu l'honneur d'estre receu en ceste charge il se seroit mis en tous les debvoirs qu'il auroit peu pour s'en acquicter deuement et fidèlement; ayant faict plusieurs captures d'ung bon nombre de volleurs signalés, dont les exécutions s'en seroyent ensuivyees, de sorte que ce païs qui en estoit grandement travaillé, se trouve maintenant en repos et liberté de ceste part. Et bien qu'en cela, comme au demeurant de sa charge, il ayt apporté toute la sincérité qui sy peult désirer, toutesfois, il n'auroit peu esviter les artifices et calumpnies de ses ennemys, par le moyen desquelz il auroit esté suspendu pour cinq ans de l'exercice de sadicte charge, ores qu'il n'ayt aulcunement fally, comme il espère que la vérité s'en d'en decouvrira dans peu de temps. Cependant par le tesmoignage qu'il a pleu à Mgr de Mende et à MM. les commis et depputez du païs et aultres personnaiges d'honneur, rendre à son affection et fidélité au service du Roy et dudict païs, il auroit obtenu Lettres patentes de restablisement. Suppliant l'assemblée ordonner quelles seront registrées aux registres dudict païs et ledict sieur Armand continué en l'exercice de sa charge dans icelluy aux mesmes gaiges et avec les greffier et archiers qu'il souloit avoir ou tel aultre nombre qui luy sera ordonné par les Estatz. Lesquelz il a remercié très humblement et promis de s'acquiter de son devoir avec la mesme affection, dilligence et fidélité qu'il a faict par le passé et encores plus grande s'il est possible et de faire sa résidence dans la ville de Mende suivant l'intention des Estatz.



Sur la requeste présentée par les habitants de la ville de la Canourgue, remontrant que ladicte ville auroit esté surprise par ceulx de la religion prétendue réformée en l'année 1591, occasion de quoy ilz auroient esté réduictz à une extrême ruyne et pauvreté, de laquelle le pais ayant eu commisération, il y auroit pleu; sur les comptes de M<sup>e</sup> Pierre Portales, receveur ez années 1591 et 1592 passer reprise souz leur nom, la somme de huit vingt unze escus 46 sols 7 deniers, d'une part, et 622 escuz 7 deniers d'autre, que lesdictz habitants n'auroient peu payer à cause de ladicte prinse. Toutes-fois ledict Portales, rendant compte desdictz deniers à la Chambre des Comptes, auroit fait rayer sur luy, sauf son recours contre les supplians, deux parties par le moyen de la faulse assertion qu'il auroit faicte en ladicte Chambre de s'en pouvoir faire payer par lesdictz supplians, et en conséquence de ce, auroit sept ou huit ans après son compte cloz, obtenu contraincte de ladicte Chambre, en vertu de laquelle il a commencé de les presser du payement desdictes sommes; bien quelles luy ayent esté passées aux comptes par luy renduz au pais, et qu'il soit du tout impossible ausdictz habitants de la pouvoir acquitter, à cause de leur extrême pauvreté et qu'ilz sont encores endebtez de plus de 6,000 escus, à cause de ladicte prinse. Réquérant pour ces considérations qu'il pleust à l'assemblée ordonner au syndic de prendre sa cause pour eulx, pour faire restablir lesdictes parties en la Chambre des Comptes, et que les poursuites en soyent faictes en son nom, tant en icelle que les ailleurs, aux despens du pais. A esté dict que ladicte requeste et pièces y attachées seront mises ez mains des envoyez de M<sup>ll</sup> de Mercœur et



d'Arpajon, pour les voir et en faire rapport à l'assemblée, pour après y estre pourveu sellon quelle verra estre à faire par raison.

Dudict jour, quatorzième de décembre de rellevée.

M<sup>e</sup> Anthoine Bouton, docteur ez droictz, s'est présenté pour M. de Mirandol et sa procuration leue, a esté receu, après avoir presté le sérement requis.

Les Estatz ayant esté advertiz que le sieur de Manificier, receveur dudict diocèse, auroit composé avec le sieur Spéronnat, son compaignon d'office de l'estat de receveur triennal, luy en ayant remis la moitié et rendu par ceste composition l'exercice de leurs dictz offices alternatifz comme ilz estoyent auparavant l'érection dudict triennal, et que par le mesme accord ledict sieur de Manificier avoit cédé audict Spéronnat le droict et faculté de faire la présente année la levée des deniers extraordinaires dudict diocèse qui luy estoit acquis par le moyen du contract de bail qui luy en fut passé l'année dernière ; ce qui ne pouvoit faire sans le consentement des Estats dudict païs ; lequel souffriroit ung notable interest, si ledict accord avoit lieu pour plusieurs raisons et considérations. Et sur ce ayant esté ouy en ladicte assemblée ledict sieur de Manificier qui a dict que l'office triennal ayant esté supprimé par le Roy, il ne pouvoit empescher que son compaignon d'office n'entrast en exercice la présente année pour les deniers ordinaires ; et pour le regard des deniers extraordinaires, qu'il n'en avoit encores rien accordé avec ledict sieur Spéronnat n'y aultre ; espérant luy mesme d'en faire la recepte. Lesdictz Estatz luy ont déclaré que la principale cause pour laquelle ilz s'estoyent laissez aller à



luy dellivrer l'année dernière la recepte des deniers extraordinaires de la présente, contre l'ordre et coutume du païs, avoit esté affin de n'avoir qu'un seul receveur en une mesme année pour le soulaigement du pauvre peuple, de peur qu'il ne fut davantaige foullé et incommodé par la diversité des receveurs et concurrence des exécutions et contrainctes qu'ilz pourroyent faire en ung mesme temps, et par conséquent doubles fraiz et despens, sans laquelle considération, pour l'assurance que ledict sieur de Manificier leur donnait qu'il exerceroit ledict triennal la présente année que M. Estienne Bastide, ils n'eussent passé ledict contract en sa faveur pour lesdictz deniers extraordinaires; ne doubtant pas qu'il ne se feussent trouvez des personnes qui eussent prins ladicte recepte à moindres gaiges que ceulx que luy feurent accordez pour la susdicte raison, laquelle cessant maintenant en sa personne, lesdictz Estatz désireroyent qu'il se despartist dudict contract pour ce qui est desdictz deniers extraordinaires de ceste année, affin de pouvoir faire la condition du païs meilleure. Sur quoy il a prié l'assemblée luy donner temps de deux heures pour en pouvoir prendre advis et leur en rendre response certaine; ce qui luy a esté accordé.

Sur la lecture qui a esté faicte de l'estat des debtes du païs et mesme de l'article de 6,861 escus deubz à M. de Fosseux ou à son créancier, suivant l'arrest de nosseigneurs de la Cour des Aydes, pour l'entier payement de la somme de 100,000 livres qui luy fut accordée par la capitulation faicte avec luy, pour la reddition de la ville de Mende, attendu les grandes poursuites et contrainctes que font contre le païs lesdictz créanciers et mesmes le sieur Marimond, oultre les despens et



interestz excessifz qu'ilz prétendent ; a esté conclud que l'adicte partie de 6,864 livres 6 sols 7 deniers, sera imposée en l'assiette de la présente année pour estre payée ausdictz créanciers suivant l'ordre de l'arrest de distribution de ladicte Cour. Et pour le regard des interestz prétendus par lesdictz créanciers à cause de ladicte partie, d'aaultant que par les lettres patentes du Roy, obtenues sur le cahier que luy a esté présenté par le syndic, sa majesté déclare n'estre deubz aulcuns interestz, tant pour ceste partie que aultres de pareille nature, mentionnez esdictes lettres. Et en descharge ledict pais se réservant la cognoissance des différendz qui en pourroyent intervenir, l'interdisant à toutes Cours ; a esté arresté que ledict syndic fera appeler au Conseil de sa majesté ledict Marmond et aultres créanciers pour se voir descharger, par arrest dudict Conseil, des susdictz interestz, suivant lesdictes Lettres patentes.

Et ayant lesdictz Estatz mis en dellibération, les aultres articles de l'estat desdictz debtes pour prendre advis si l'on doit faire imposer en la présente assiette une partie diceulx ou bien se contenter pour ceste année d'imposer les interestz à raison du denier vingt, suivant les lettres de surséance pour les parties recognues et desquelles le pais a commencé d'entrer en payement et dont les termes sont escheuz ; attendu la pauvreté du peuple et stérillité de la présente année ; a esté conclud que les sommes à quoy reviennent lesdictz interestz à ladicte raison du denier vingt, suivant lesdictes lettres patentes de surséance pour les debtes qui ont esté, comme dict et reconguz et sont venus à payement et non aultres, seront imposés en la présente assiette pour estre paiés aux créanciers, chascun selon sa portion et



cottité du principal, suivant l'estat particulier qui en sera pour cest effect dressé à ladicte raison du denier vingt.

Et quant aux debtes prétendues par certains aultres créanciers qui ne sont comprises audict estat et n'ont esté encores recogues n'y vérifiées par le pais, pour raison desquelles lesdictz créanciers ont obtenu des jugements de condempnation contre ledict pais ou bien ont intenté ou sent en voye de commencer des procès contre icelluy, a esté conclud pour esviter les fraiz et despens, que chascun pourroyent ensuivre, que la vérification sera faicte desdictz debtes par les sieurs qui a ce seront députez par les Estatz pour après en faire rapport à la prochaine assemblée et par icelle y estre pourveu comme il appartiendra.

Le sieur de Fumel, sindic, a remonstré que les consulz et procureurs de Chirac, Quézac et la Garde-Guérin, l'ont faict assigner par devant M. le juge du bailliage de Gévaudan, aux fins de la faire condempner au payement des sommes ausquelles ilz prétendent le diocèse estre tenu de contribuer pour la réparation de leurs pontz, suivant les réglemens faictz aux Estatz généraulx de Languedoc ; requérant l'assemblée d'en dellibérer. Sur quoy, après avoir esté leu le réglement faict auxdictz Estatz généraulx, a esté conclud et arresté que ledict sindic se transportera sur les lieux pour, à l'assistance des consulz, sindicz ou procureurs des villes ou villaiges proches desdictz pontz, faire la visitation et estimation des réparations nécessaires à faire ausdictz ponts, et ce par personnes expérimentées et cappablees ; de quoy il fera rapport à la prochaine assemblée des Estatz dudict pais. Et cependant enjoindra aux consulz des villes,



sindicz et procureurs des villaiges plus proches desdictz pontz, de contribuer ausdictes réparations nécessaires jusques aux sommes portées par les réglemens desdictz Estatz généraulx, chascun sellon sa cottité qui est de 80 escus pour la ville et 40 escus pour le villaige, si tant se trouve monter l'estimation desdictes réparations ou bien à proportion desdictes sommes.

M. le baron de Céneret a requis aussi l'assemblée, faire pourvoir à la réparation du pont de Montferrant, comme très-nécessaire et important au païs, offrant de sa part bailler, pour cest effect ce qu'il prend du péage qu'il a acoustumé d'y lever.

M. le baron de Peyre et M. le premier consul de Maruejols ont faict semblable réquisition pour le pont dudict Maruejols.

Ayant esté mandé venir en l'assemblée le sieur de Manificier pour scavoir la résolution touchant la recepte, et l'observation du contract passé avec luy par les Estatz, l'année dernière, pour la levée des deniers extraordinaires ; il a déclaré qu'il estoit d'accord avec son compaignon d'office, lequel luy remectoit l'exercice de sa charge, et par ce moyen il n'y auroit, la présente année qu'un seul receveur qui seroit luy mesme et qu'il n'auroit besoin d'aulcung commis, faisant luy mesmes la recepte.

Le dimanche, quinziesme dudict mois de décembre,  
du matin.

Lesdictz Estatz ne se sont assemblez pour traicter des affaires ains ont assisté au service divin et prédication qui ont esté faictz à l'église cathédrale ledict jour.



Dudict jeur, quinziesme décembre de rellevée.

Estant venu en ladicte assemblée M. de Picheron, bailly de Gévaudan, envoyé de la part du Roy, a présenté une lettre cloze de sa majesté adressante aux gens desdictz trois Estatz de Gévaudan, donnée à Fontainebleau le 8 du présent mois, de laquelle, après avoir esté faicte lecture en plaine assemblée, ledict sieur de Picheron a espozé la créance et commandement qu'il avoit de sa majesté, et a faict entendre ausdictz Estatz qu'elle leur recommande l'observation de ses Edictz et l'union et concorde entre eulx, tant d'une que d'autre religion, soubz son obéissance et pour empescher les factions qui pourroyent survenir dans ledict païs; elle deffend très expressément toutes assemblées soubz quelque prétexte que ce soit, mesmes sous prétexte de querelles particulières ou autrement, avec port d'armes prohibées par les édictz et ordonne à ses officiers et aux prévostz de maréchaulx en cas desdictes assemblées d'en faire leurs verbaux et procédures, et aux consulz des villes et autres ayant charge publique, de leur donner main forte et faire courir sus à tous ceulx desdictes assemblées de quelque qualité et condition qu'ilz soyent comme infracteurs à ses édictz et perturbateurs du repos publicq; ordonnant aussi sadicte majesté ausdictz officiers et consulz, de prendre garde à ceux qui passeront dans le païs ou entreront dans les villes, qu'ilz ne portent aucunes armes prohibées et deffendues par les édictz, et s'ilz passent en troupe, d'en advertir incontinent ses dictz officiers, soit en la ville de Mende ou de Maruejolz, Ayant ledict sieur de Picheron exhorté ladicte assemblée



de tenir soigneusement la main, en général et chascun en particulier à l'observation de la volonté et commandement de sa majesté. Et à ceste fin prendre coppie de la présente exposition à ce que personne n'en prétende cause d'ignorance et s'en puisse servir en temps et lieu. Sur quoy Mgr de Mende, président ausdictz Estatz a tesmoigné audict sieur de Picheron la fidellité et obéissance qu'ilz avoyent tousjours rendu au service de sa majesté et l'honneur qu'ilz recevoient d'entendre ce qu'il luy a pleu leur faire représenter par luy et qu'il en prendroit encore la dessus plus particulièrement les vœux et louables opinions et dellibérations desdictz Estatz; s'estant pour cest effect, ledict sieur de Picheron retiré suivant leurs privilèges, et peu de temps après, ayant ledict seigneur président recueilli lesdictes opinions, il a respondu et déclaré audict sieur de Picheron, au nom de ladicte assemblée, qu'elle n'a encores eu et n'aura jamais rien plus cher n'y recommandable, après l'honneur de Dieu, que de rendre à sa majesté la très humble et fidelle obéissance que par ung chascun d'eulx, en général et particulier luy est due, non seulement en l'affaire qu'il leur a exposé, mais en toutes sortes d'occasion qui s'en pourront jamais présenter, comme ilz ont tousjours faict pour le bien et advancement du service de sa majesté, suivant leur bon et louable debvoir et en la mesme union et concorde des ungs et des aultres; que sa majesté se le peult et doit promectre, conformément à ses édictz, concernans son exposition et qu'il ny a ung seul de la noblesse représentée par MM. les barons et aultres gentilz hommes dudict païs, présens à ladicte assemblée qui n'employe librement son espée et sa propre vie pour le bien de



son service, ainsi que lediot sieur de Picheron a esté prié faire entendre à majesté.

Du lundy seizieme décembre, du matin.

Le sieur de Rumel, syndic dudict pais a remonstré que MM. les depputez des Etats, pour l'audition des comptes, procedant au mois de mars 1600 à l'audition du compte de M. Jacques Chantuel des deniers extraordinaires dont il avoit faict la recepte en l'année 1597-auroyent ordonné que le chappitre des parroisses par luy baillees en reprise, demeureroit entièrement rayé et qu'il continueroit la levée des restes desdictes paroisses, suivant son contract de bail. Et néanlmoing ayant esgard qu'il y avoit certaines paroisses du tout impuissantes et insolubles et entr'aultres celles de la Capelle, Saint-Pierre-des-Tripiez, Saint-Roman-de-Dolan, Saint-Geal, Saint-Laurent-de-Beyres et Pauliac, desquelles les aultres recoveurs avoyent esté auparavant deschargez, se montant leurs cottitez, la somme de 1,600 escuz; pour ceste occasion auroyent passé et alloué audict Chantuel, comptable, la somme de 1,280 escuz, pour la perte qu'il faisoit sur lesdictes paroisses impuissantes. Et bien que l'intention du pais feust que lesdictes impuissantes demeureroient quictes et deschargées envers ledict receveur de pareille somme de 1,280 escus, en déduction desdictz 1,600 escus, à quoy revenoyent leurs dictes cottitez, affin de leur donner moyen de payer les deniers du Roy et se rendre solvables à l'advenir; toutesfois, peu de temps après, ledict Chantuel ou M<sup>e</sup> Jacques Moulery son remissionnaire n'auroit laissé de poursuivre par rigoureuses exécutions et contraintes contres lesdictes paroisses impuissantes l'entier payement de leurs



cottitez, qui auroit esté cause que par dellibération des Etatx dudict païs du X<sup>e</sup> novembre 1604 auroit esté conclud que ledict Chantuel remestroit devers ledict sindic l'estat au vray, par luy signé de ce qu'il auoit levé desdictes paroisses, pour estre faicte veriffication s'il en avoit plus receu que ce qui excède lesdictz 1,280 escus, qui sont 320 escus pour faire ladicte somme de 1,600 escus. Et en cas qu'il en auroit levé d'avantaige, qu'il seroit tenu rendre et restituer le surplus à chascune d'icelles au prorata de leurs cottitez. Et cependant jusques avoir remis ledit estat, ledit Chantuel tiendrait en surséance ladicte levée sur lesdictes parroisses, pour après ladicte veriffication, estre ordonné ce qu'il appartiendrait. De laquelle dellibération, ledict Chantuel se seroit rendu appellant en la Cour des Aydes à Montpellier ou tant procédé qu'arrest s'en seroit ensuivy le 6<sup>e</sup> juillet dernier, par lequel, ladicte Cour, auroit ordonné que ledict Chantuel pourra lever, si bon luy semble les sommes contenues en son chappitre de reprinze, à laquelle ung chascun des débiteurs seront contrainctz, par les voyes ordinaires. Et daultant que ledict Chantuel ou ledict Moulery, son remissionnaire continue de contraindre lesdictes paroisses impuisantes, ores que par ledict arrest ne soit faict aulcune mention d'icelles ; à ceste cause ledict sindic a requis l'assemblée d'en dellibérer. Sur quoy a esté conclud que ledict sindic fera offre audict Chantuel, attendu qu'il n'a voulu remectre l'estat de ce qu'il a levé desdictes paroisses, de luy faire bonne et luy paier la somme due par icelles paroisses insolvables, oultre et par dessus lesdictz 1,280 escus qui luy ont esté passez en son compte, en rendant par ledict Chantuel ce que



luy on ledict Moulery en ont receu et levé ; faisant quittance desdictz 1,280 escus. Et en cas qu'il ne voudroict accepter ledict offre, qu'il sera présenté requeste à ladicte Cour en interprétation d'arrest pour faire dire et ordonner que lesdictes paroisses insolvables sont deschargées du payement de ladicte somme de 1,280 escus, suivant l'intention du païs, attendu qu'elles ont esté passées en ladicte reprise et ledict Chantuel deschargé de ladicte somme envers ledict païs auquel aultrement il se fust trouvé d'aultan débiteur et reliquataire.

La requeste présantée par les habitans de la paroisse de St-Laurens-de-Beyrès, tendant à ce qu'il pleust à l'assemblée les descharger de tous arréraiges des tailles, jusques au jour présent, et ce en considération de leur impuissance et en conséquence de certaine sentence par eulx obtenue de la Cour du bailiaige de Gévaudan et des dellibérations du païs, intervenues sur icelle. A esté renvoyé par ladicte assemblée à MM. les depputez à l'audition des comptes, pour faire vériffication du contenu et pièces mentionnées en ladicte requeste et en faire rapport à ladicte assemblée pour après y estre par elle pourveu ainsi qu'il appartiendra.

S'est présenté le sieur Finor, docteur et advocat à Nismes, lequel a remonstré avoir esté envoyé à ladicte assemblée de la part de M. le Trésorier Nicquet, pour la requérir d'effectuer l'accord qui a esté naguères passé avec luy par MM. les depputés dudict païs aux Estatz généraulx du Languedoc, sur le procès qui estoit pendant en la Cour des Aydes, entre luy et le sindic dudict païs, pour raison de la taxe que ledict sieur Nicquet avoit obtenu contre ledict sindic, de MM. les trésoriers géné-



raulx, de la somme de 604 escus, pour les fraiz et vacations du voiaige et séjour qu'il avoit faict en ce pais avec son greffier, pour procéder à la vériffication des debtes dicelluy. Et qu'à ceste fin, il pleut ausdictz sieurs, faire imposer, en la présente assiette, la somme de 300 escus, suivant ledict accord, ou bien luy bailler ung acte de reffuz, pour l'apporter audict sieur Nicquet, affin qu'il aye moyen de se pourvoir en ladicte Cour et poursuivre en icelle le jugement dudict procès. Surquoy, attendu qu'il n'y a eu moyen de recouvrir les quictances faictes par ledict sieur Nicquet au sieur de Méjanès, ny aultres actes, pour la descharge du pais comme il avoit esté dellibéré cy devant, ont priez et depputéz MM. le baron de Céneret, consul de Mende et sindic dudict pais, pour adviser de faire modérer, s'il est possible par ledict sieur Finor, ladicte somme de 300 escus, ou pour le moins en proroger et atermoier le payement a deux ou trois années pour le soulaigement du pauvre peuple.

Sur la requisition faicte par noble Claude Polallion, sieur de Bouzolz, comme remissionnaire et ayant droict de Mme de Planèzes, de pourvoir au remplacement de la somme de 650 escus qui a esté prinse de la partie de 1,900 escus, imposée et couchée en ung article de l'assiette, de l'année dernière, soubz le nom des hoirs du feu sieur de Planèzes, ayant esté ladicte somme de 650 escus, employée par MM. les commis et depputez dudict pais, pour satisfaire à la composition faicte avec M. de Sueilles, pour descharger cedict pais de la levée et séjour et passage d'une compagnie de 200 hommes de pied que le Roy avoit ordonné estre faicte en cedict pais, aux fraiz et despens d'icelly ; a esté cōclud que pour remplacer ladicte somme de 650 escus, le sindic



dudict païs dellivrera audict sieur de Bouzolz le mandement qu'il a de MM. des Etatx généraulx de Languedoc, adressent aux trésoriers de la bourse dudict païs, pour fournir audict syndic la somme de 550 escuz par lesdictz Etatx généraulx accordée audict diocèse, en considération de ladicte composition faicte avec ledict sieur de Sueilles, en vertu duquel mandement et de la quittance dudict syndic qu'il fournira par mesme moyen audict sieur de Bouzolz, ledict sieur trésorier de la Bourse baillera sa rescription audict sieur de Bouzolz adressante au receveur particulier du présent diocèse, pour luy fournir et dellivrer ladicte somme de 550 escus. Et pour le regard des 100 escus restans pour parfaire l'entier remplacement de ladicte somme de 650 escus, que MM. les commissaires de l'assiette seront requis les coucher et imposer sur le général du diocèse soubz le nom dudict sieur de Bouzolz, pour l'entier acquittement de ladicte partie de 1,900 escus, à la descharge dudict païs envers lesdictz hoirs et dame de Planèzes, à la charge que ledict sieur de Bouzolz fournira au receveur dudict diocèse de quictances, de ladicte dame, bonnes et valables de ladicte somme entière de 1,900 escus, pour estre employées et passées en la despence des comptes dudict receveur, tant en son acquit que dudict diocèse, conformément aux délibérations cy devant prises.

A esté aussi remonstré par ledict sieur de Fumel, syndic, que le sieur de Manificier, receveur dudict diocèse a intenté procès, en la Cour des Aydes, contre ledict païs, pour raison de ses gaiges et leveures des deniers extraordinaires des années 1599 et 1600, prétendant luy appartenir trois deniers pour livre, oultre neuf deniers qui luy feurent accordez par son contract



de bail de recepte de ladicte année 1599, et six deniers qui luy furent pareillement accordez en ladicte année 1600, par aultre contract de bail, fondant sadicte prétension sur l'édict du Roy, attribuant aux receveurs ung sol pour livre de la levée des deniers extraordinaires. Surquoy, attendu que ledict de Manificier a contracté pour ladicte recepte comme personne privée et particulière seulement, et qu'en ceste qualité il s'est soubz-mis et obligé à l'observation dudict contract envers ledict pais suivant les privilèges dicelluy, confirmez par le traicté faict avec MM. de Maisse et de Refuge, par lequel est permis aux diocèses de bailler la recepte des deniers extraordinaires à ceulx que bon leur semblera faisant la condition du pais meilleure. A esté conclud que ledict de Manificier sera interpellé de la part de l'assemblée, de se despartir de ladicte poursuite, et en faire déclaration par escript, et à son reffuz, que ledict sindic percistera en ses premières exceptions et deffences, fondées sur lesdictz privilèges et lesdictz contracts de bail passés avec ledict de Manificier pour le faire debouter de ses fins et prétensions en ladicte Cour.

Lesdictz Estatz dellibérans sur le faict de la recepte des deniers extraordinaires de la présente année, ont conclud et arresté qu'en cas que ledict sieur de Manificier ne fera ladicte recepte luy mesmes ainsi qu'il a cy-devant déclaré à l'assemblée, qu'il sera tenu employer en la charge M<sup>e</sup> Estienne Bastide, son commis suivant la nomination qu'il en fit par son contract de bail.



Dudict jour XVI<sup>e</sup> décembre, de rellevée.

Se sont présantez à l'assemblée le sieur Violon et le sieur Chaudion, bourgeois de la ville du Puy, lequel sieur Violon, comme ayant charge de Claude Rancquet, sieur de Charrail, tuteur des hoirs de feu sieur Guy Verdier, a remonstré que par arrest de la Cour des Aydes, ledict Rancquet avait esté alloué sur les restes que le païs de Gévaudan doit aux héritiers de feu sieur Mathieu Farnier, pour la somme de 3,800 escus ; pour avoir payement de laquelle, il auroit faict plusieurs dilligences contre les sieurs Seguin et Portanier qui ont esté commis à la levée desdictz restes, sans jamais en avoir pu tirer aulcung contentement, ores qu'ilz ayent levé (ainsi qu'il a esté adverty) une bonne et notable somme de deniers desdictz restes. Ce qui l'auroit occasionné de s'acheminer exprès en ceste assemblée avec ledict sieur Chaudion, ayant charge du sieur Claude Farnier qui n'a eu moyen de venir, à cause de son indisposition, pour scavoir la résolution que les Estatz voudront prendre pour le payement de ladicte partie et des aultres créanciers ; requérant les Estatz dy vouloir pourvoir le plustost et par la meilleur voye que faire se pourra. Et parce qu'ilz ont esté advertiz que ledict païs prétend venir en révision du compte dudict Farnier, et à ceste fin le faire appeller au privé Conseil du Roy, ce qui ne se pourroit faire sans une grande longueur et de grandz fraiz, ilz estiment de leur part que le meilleur seroit pour ledict païs, sur lequel on prétend que lesdictz fraiz tomberont, et pour descharger les créanciers et ledict Farnier de tant de peyne et fatigue que cella leur porteroit, qu'il pleust à ladicte assemblée de terminer cest affaire par ung bon



arbitraige et révision des comptes dudict Farnier et de tout ce que s'en est ensuivy jusques à présent, plustot que d'aller disputer lesdictz affaires audict Conseil du Roy, et par ce moyen se consumer en fraiz et despences inutiles et préjudiciables aux ungs et aux aultres. A quoy ledict sieur Chaudion a dict qu'il s'asseuroit que ledict sieur Claude Farnier se soubmectroit volontiers. Sur quoy a esté advize que lesdictz sieurs Séguin et Portanier seront particulièrement ouys en ladicte assemblée pour après en estre dellibéré.

Sur la requeste présentée par M. Anthoine Dunoguier, praticien, du lieu de St-Germain, tendant à ce qu'il pleut à l'assemblée pourvoir au payement de la somme de 491 livres 9 sols, de laquelle il auroit obtenu taxat du présidial de Nisme contre le syndic dudict diocèse pour son remboursement de pareille somme par luy et aultres habitans de St-Germain, fournie et avancée tant pour la poursuite du procès criminel de Jehan et aultre Jehan et François Ducamp et Jean Pic, qui estoyent prévenuz de plusieurs crimes prévostables que pour l'exécution des jugements et sentences contre eulx données par ledict siège présidial de Nismes. A esté dict que l'estat des fraiz desdictes poursuites sera mis es mains du syndic dudict pais pour le voir avec MM. les depputez aux comptes et en faire rapport à l'assemblée.

Sur la réquisition faicte par le sieur de Meyniez, de le faire paier de la somme de 14 escus qu'il auroit fournie en l'année 1597, à certains soldatz qu'il auroit employez et entretenus durant quelque temps pour l'assister en l'entreprinse qu'il avoit dressée pour surprendre la tour qui estoit au bas fort de Grèze, suivant la commission de Mgr le duc de Vantadour, lieutenant général pour le



Roy en Languedoc, affin de démolir et faire razer ladicte tour, comme il a esté depuis faict, pour le bien et seureté du païs; a esté conclud, attendu que ladicte despence a esté faicte par commandement de Mgr de Ventadour, pour le repos dudict païs, que ladicte somme de 14 escus sera imposée en l'assiette des deniers extraordinaires, la présente année, pour le remboursement dudict sieur de Meyniez.

Sur la poursuite et contrainctes que M<sup>e</sup> Courant, huissier en la Chambre des Comptes de Montpellier, faict contre le syndic dudict païs, à la requeste du receveur des restes de ladicte Chambre, pour faire, par ledict syndic, mettre es mains dudict receveur certaines prétendues restes deues par M<sup>e</sup> Tinel de Barre, receveur dudict diocèse en l'année 1555, à cause de quelques arréraiges des pensions dont il est trouvé reliquataire par compte, rendu à ladicte Chambre; s'adressant ledict Courant subsidiairement audict syndic, pour n'avoir peu trouver, à ce qu'il dict, aulcungs biens dudict Tinel, n'y de ses cautions; a esté conclud que ledict syndic fera intervenir les pensionnaires à qui lesdictz arréraiges sont deubz, pour s'opposer et empescher que les deniers ne soyent paiés audict receveur des restes n'y aultres qu'ausdictz pensionnayres, suivant l'arrest naguières donné par la Cour de parlement de Tholozé pour le paiement des pensions constituées sur les deniers du Roy, et en tout cas sera faict recerche des biens dudict Tinel, receveur, et de M. Gerbault et aultres ses cautions pour les indiquer audict Courant, attendu qu'ilz estoient fort solvables pour une beaucoup plus grande somme.

Le sieur de Fumel, syndic, a faict un long et particu-



lier rapport de l'estat des procès du païs qui estoyent pendans en la Cour des Aydes de Montpellier, sur lesquels, après avoir esté faicte lecture d'une lettre inscrite par le sieur Tondut, procureur du païs, en ladicte Cour des Aydes, touchant lesdictz procès; lesdictz Estatz ont prié et exhorté ledict sieur Fumel, syndic, de continuer le bon debvoir et dilligence qu'il y a jusques icy rendu pour conserver les droictz du païs et le garder des domaiges et interestz qu'il pourroit souffrir par la perte desdictz procès à faulte de soing et bonne dilligence.

Estant venu à l'assemblée le sieur de Manificier, receveur dudict diocèse, et ayant esté interpellé de déclarer ouvertement sa résolution touchant la recepte des deniers extraordinaires de ceste année et de se départir du procès qu'il a intenté en la Cour des Aydes contre le païs, pour raison du supplément de gaiges qu'il prétend a cause de la recepte par luy faicte desdictz deniers extraordinaires des années 1599 et 1600; ledict sieur de Manificier a déclaré pour le regard de ladicte recepte qu'il est demeuré d'accord avec le sieur Speronnat, son compaignon d'office, lequel luy remect l'exercice de sa charge, la présente année, tellement que luy mesme fera la recepte des deniers ordinaires la présente année, et par ce moyen le païs n'aura affaire qu'à ung seul receveur. Et quant audict procès par luy intenté, que c'est chose qui n'a rien de commun avec la recepte de ceste année et qu'il ne s'en peult départir s'il ne plaict à l'assemblée luy faire paier le supplément desdictz gaiges, qu'il estime luy estre légitimement acquis et luy bien fondé d'en faire poursuite en justice contre le païs.



Les Estatz désirans mectre ung bon règlement à la levée des restes deues à plusieurs et divers receveurs dudict diocèse depuis plusieurs années, pour empescher la foule, vexation et surcharge que ladicte levée faicte par cette multitude et diversité de receveurs apporte au pauvre peuple, ont longuement conféré des moyens d'y remédier. Et après avoir faict faire lecture des dellibérations prises sur ce subject les années dernières, ensemble de la coppie des lettres patentes du Roy obtenues par le sieur de St-Bauzille, pour le faict desdictz restes, portant entre aultres choses altermoyennent de la levée d'icelles en dix années avec injonctions ausdictz receveurs de convenir d'ung seul commis ; a esté advisé, pour l'importance l'affaire que MM. les depputez, à l'audition des comptes, seront appelez à ladicte assemblée affin que la compagnie estant complète, la dellibération de cest affaire en soit d'autant mieux digérée et plus authentique.

Dudict jour XVII<sup>e</sup> décembre, de rellevée

Sur la réquisition faicte par M. Finor, docteur et advocat à Nismes, pour et au nom de M. Nicquet, conseiller du Roy et trésorier général de France à Montpellier, à ce qu'il pleut à l'assemblée luy déclarer si elle entend agréer l'accord qui a esté naguères passé soubz le bon plaisir dicelle entre MM. les depputez dudict diocèse aux Estatz généraulx de Languedoc et ledict sieur trésorier Nicquet sur le procès qui estoit pendant et prest à juger en la Cour des Aydes dudict Montpellier, entre le syndic dudict païs et luy, pour raison de la somme de 504 escus, taxée par lesdictz sieurs trésoriers pour les fraiz et vaccations du voiaige



et séjour faict en ce diocèse, tant par ledict sieur trésorier que par le sieur Finor, son greffier, et ce faisant, pourvoir, en la présente assiette, au payement de la somme de 300 escus, à laquelle fut entre lesdictes parties convenu et accordé pour toutes prétensions desdictz sieurs Nicquet et Finor, son père ; ou bien en cas que ladicte assemblée n'approuveroit ledict accord, luy en faire déclaration, affin que ledict sieur Nicquet, estans deschargé de la parole qu'il a donnée par ledict accord, puisse librement poursuivre en la Cour le jugement dudict procès. Veu par ladicte assemblée ledict accord et les dellibérations cy devant prises par MM. les commis, syndic et depputez dudict païs sur cest affaire ; après avoir conféré et traicté avec ledict sieur Finor ; a esté conclud, pour esviter l'incertitude de l'événement dudict procès et descharger ledict païs des fraiz de la poursuite d'icelluy, que ladicte somme de 300 escus accordée par lesdictz sieurs depputez audict sieur Nicquet, pour toutes prétensions et demandes de fraiz et vacations dudict voiaige, tant de luy que dudict sieur Finor, despens, domaiges et intérestz luy sera payée en deux années prochaines, et à ceste fin imposée par moitié ez assiettes de chascune desdictes années. Dequoy ledict sieur Finor (ayant entendu ladicte conclusion), s'est contenté et moyennant ce, audict nom, a renoncé au susdict procès et tous aultres intentés et a intenter pour ce regard et a quicté ledict syndic et païs de toutes lesdictes prétensions tant pour ledict sieur Nicquet que pour ledict sieur Finor, son père.

S'est présenté à l'assemblée le sieur Avignon, depputé de MM. des Estatz du païs de Vellay, lequel, après avoir remis une lette que lesdictz Estatz escripvent à ladicte



assemblée, de laquelle a esté faicte lecture, a remonstré comme les mauvais départemens du Caddet de Seneujolz, ayant esté cognuz de la Cour de parlement de Tholoze, de nosseigneurs le connestable et duc de Vantadour, gouverneur et lieutenant général pour le Roy en ceste province, ladicte Cour, par ses arrestz et lesdictz seigneurs par leurs commissions, auroyent ordonné qu'il seroit prins au corps et mis es mains de la justice pour le punir ; et qu'à cest effect, les forces militaires y seroyent employées. A l'exécution desquelz arrestz et commissions lesdictz gens des Estatz de Vellay auroyent desjà commencé de faire travailler, ayant faict investir la maison dudict caddet de Seneujolz, qui est au lieu du Bouschet St-Nicolas et mis en campagne l'artillerie qui estoit des restes en la ville du Puy, avec espérance d'estre bientost les maistres de ceste place par les raisons et moyens emplemens d'éduictz par ledict sieur Avignon. Lequel a pareillement représenté à ladicte assemblée combien l'extirpation dudict caddet de Seneujolz estoit utile et nécessaire, non seulement pour ledict pais de Vellay, mais aussi pour celluy de Gévaudan, à cause de leur proximité, voire mesmes pour tous les lieux circonvoisins qui négocient en l'ung et en l'autre desdictz diocèses. Pour lesquelles considérations, il a requis et prié l'assemblée vouloir assister lesdictz Estatz de Vellay de leurs forces et moyens en une si juste occasion, affin que ceste entreprise ne demeure vaine, au préjudice du public. Requérant outre ce particulièrement qu'il pleut à l'assemblée leur accorder M. du Hault-Villar, baron de Céneret, pour prendre la charge de ceste entreprise. Sur quoy, après avoir esté dellibéré, a esté par mondict seigneur de Mende, pré-



sident de ladite assemblée, respondu audit sieur d'Avignon, que lesdictz Estatz de Vellay estoyent fort louables de ceste bonne entreprise, et que ladite assemblée avoit ung extreme regret de ne les pouvoir assister de moyens, à cause de la pauvreté de ce païs, provenue tant du ravaige général faict par les soldatz durant les troubles que des grandes et extraordinaires despences qui naguères il leur a convenu supporter, sans aulcung aide n'y assistance d'aultruy, pour l'assiégement et réduction, en l'obéissance du Roy, de ceste ville de Mende. Joinct que les Estatz généraulx en ceste seule considération leur ont accordé la somme de 1,000 escus. Mais que pour tesmóigner la continuation de l'affection et bonne volonté que ce païs a toujours eu à l'avancement des affaires et repos dudit païs de Vellay, non seulement ledict sieur baron de Céneret, mais aussi les aultres sieurs barons et gentilzhommes estant à ladite assemblée, représentant la noblesse dudit païs, offrent de les aller assister et secourir avec ung bon nombre de leurs amis, au premier advis qu'ilz en auront, après la tenue des Estatz. Dequoy ledict sieur Avignon a remercié l'assemblée, la priant faire response à la la lettre qu'il leur a portée de la part desdictz Estatz de Vellay, ce qu'a esté ordonné au greffier du païs de faire sur le subject de la susdicte dellibération.

MM. les consulz de la ville de Maruejolz ont remonstré avoir esté advertiz que M. le bailly Picheron a porté une commission du Roy pour establir dans la citadelle dudit Maruejolz une garnison de Vingt ou vingt cinq soldatz, oultre huict ou dix qu'il y en avoit. A quoy il seroit besoing de pourvoir. Sur quoy a esté advisé que le second consul dudit Maruejolz se transportera



jusques en ladicte ville pour informer et scavoir à la vérité ce qui en est.

Pour modérer la despence qu'apporte au païs, l'entretènement de deux prévotz, a esté conclud et arresté que dans ledict païs ny aura que le prévost Armand qui y sera entretenu avec cinq archers et le greffier ordinaire, aux mesmes gaiges qu'ilz avoyent par cy devant, assavoir 200 escus pour ledict prévost et 66 escus deux tiers pour chascun desdictz archers et greffier, à la charge que ledict Armand fera ses chevauchées par tout le diocèse ; demeurant néaulmoings le prévost Rodier en exercice de son office, sans gaiges, sauf d'estre recognu par le païs sellon qu'il aura travaillé au faict de sa charge, à la fin de l'année.

L'envoyé de M. le baron de Mercueur a faict rapport à l'assemblée d'avoir veu avec l'envoyé de M. d'Arpajon, suivant la charge qui leur avoit esté donnée par les Estatz, la requeste et pièces des habitans de la ville de la Canourgue et trouvé qu'en considération de la ruyne soufferte par lesdictz habitans, à cause de la surprinze faicte de ladicte ville par le sieur d'Ayres, le 21 novembre 1591 et dettention dicelle jusques au 19 août 1592, le païs les auroit deschargés du payement de la somme de 793 escus 47 sols 2 deniers, sur ce qu'ilz debvoient de restes à M<sup>e</sup> Pierre Portalès, receveur dudict diocèse, ez années 1591 et 1592 ; ayant à ceste fin passé ladicte partie aux chappitres de reprinse des comptes renduz audict païs par ledict Portalès, assavoir au compte des deniers ordinaires de l'année 1591 : 171 escus 46 sols 7 deniers. Ce nonobstant la Chambre des Comptes de Montpellier, sur l'audition des comptes dudict Portalès et l'assertion par luy faicte à ladicte Chambre, de se



pouvoir faire payer par lesdictz habitans, auroit rayé sur luy les susdictes parties, sauf son recours contre lesdictz habitans, lesquels, estant maintenant pressez par ledict Portalès, en vertu des contraintes de ladicte chambre, pour le payement desdictes parties; supplient l'assemblée les faire jouir de ladicte descharge, et à ceste fin prendre le faict et cause pour eulx contre ledict Portalès et aultres qu'il appartiendra, attendu la juste considération pour laquelle ladicte descharge leur fut accordée par le pais. Sur quoy a esté conclud que le syndic dudict pais prendra la cause pour lesdictz habitans pour faire restablir lesdictes parties, soit en la Chambre des Comptes ou en la Cour des Aydes dudict Montpellier, de laquelle, à ceste fin, il obtendra les lettres sur ce nécessaires.

Sur les requestes présentées par les paroisses de Casagnas, Barre, Ispaniac et aultres, tendantes à ce qu'il pleut à l'assemblée pourvoir à leur remboursement de la despence et foulles par icelles souffertes à cause du passaiges des compagnies du régiment de M. de Sueilles, ayant esté contraintes leur fournir et administrer vivres, a esté conclud qu'il sera faicte vérification sur les lieux, des despences et foulles souffertes par lesdictes paroisses pour le passage dudict sieur de Sueilles, et ce, par les officiers des lieux à l'assistance du syndic du pais pour en estre faict rapport à l'assemblée prochaine des Estatz et sur ce par elle pourveu aux supplians, ainsi qu'il appartient.

La requeste des habitans de Luc, tendant afin d'estre remboursez de la despence par eulx fournie aux troupes de M. Montoison, suivant l'estat qui en a esté vérifié et arrêté par M. Lenoir, premier consul de Mende et de



Chanoillet, sindic' a esté renvoyée à MM. les depputez aux comptes, pour y estre pourveu ainsi qu'il appar-  
tiendra.

Ont esté aussi renvoyées aux sieur depputez aux comptes, les requestes présantées par les sieurs des Alpiez, d'Alteyrac, Malgoyres, prévost et de Montesquieu, pour faire vériffication du contenu en icelles touchant les parties qu'ilz prétendent leur estre deus par le païs pour en faire rapport à l'assemblée.

Du mercredi dix-huictième décembre, du matin.

Est revenu en ladicte assemblée M. le baron du Tournel qui avoit prins congé de l'assemblée durant quelques jours pour aller donner ordre à quelques siens affaires particuliers.

S'est présenté M. Gilibert Boyer, commis, par le sieur de Fréluguet, à la levée de certaine portion des restes du sieur Fornier, lequel pour se justifier de la plainte qui avoit esté faicte contre luy par certains habitans de la paroisse de St-Auban, a faict un long et particulier récit de tout ce qui s'estoit passé entre luy et lesdictz habitans ; offrant de se représenter à toutes heures par devant lesdictz Estatz ou MM. les commis, sindic et depputez pour respondre de ses actions ; se soubz-mectant à telle punition qu'il leur plaira ordonner contre luy, en cas qu'il se trouve véritable qu'il ayt malversé en la charge qui luy a esté donnée pour ladicte levée.

Sur ce qui a esté représenté par les consulz de Maruejolz, qu'ilz ont esté advertiz que M. de Picheron, gouverneur de ladicte ville, a obtenu du Roy l'auctorisation du contract par luy faict et passé pour le bastiment et construction d'une maison forte en la ville de



Maruejolz, duquel le pris revient à 7,000 escus, contre et au préjudice de la dellibération desdictz habitans, tant catholicques que de la religion, suivant lequel il ne pouvoit estre basty que le chasteau du Roy en ladicte ville sellon et ainsi qu'il estoit anciennement, que peult revenir à 2,000 escus, et que soubz prétexte de ce nouveau bastiment ledict sieur de Picheron a obtenu commission du Roy, adressante à Mgr le duc de Vantadour, pour l'entretènement de vingt-cinq harquebusiers en ladicte ville, oultre huict aultres qu'il y avoit jà auparavant. Requérant au moyen de ce, attendu que c'est directement contre les édictz de pacification et dellibérations des Estatz généraulx de Languedoc, et l'union et concorde qui est entre les habitans de ladicte ville et dudict païs et quelle est des principales du corps dicelluy ; qu'il plaise ausdictz Estatz, prendre leur faict et cause en main, afin de faire revocquer, tant ladicte garnison, que faire cesser la construction dudict nouveau bastiment. A esté conclud et arresté, pour l'importance de ce fait que, pour oster tout ombraige aux aultres villes de ce diocèse et des païs circonvoisins, suivant la conclusion et dellibérations des Estatz de la province de Languedoc, que le Roy sera très-humblement supplié de révocquer, tant ladicte commission de l'establissement de ladicte nouvelle garnison que de la première de huict arquebusiers, attendu que ce n'est point une ville de réserve, et Mgr le duc de Vantadour, lieutenant général pour sa majesté, en ceste province, ne donne aucune attache à la commission que ledict sieur Picheron pourroit avoir obtenue de sa majesté par surprise, comme du tout inutile au bien du service du Roy et grandement préjudiciable au repos et tranquillité de



ladicte ville et dudict pais et des aultres circonvoisins, et qu'il ne sera loisible audict sieur de Picheron, non obstant ledict contract, de pouvoir faire construyre aulcun bastiment ny forteresse aultre que ledict chasteau du Roy, tel qu'il estoit anciennement, suivant les delibérations prises par lesdictz consulz en présence de M. le trésorier Nicquet, pour oster tout subject de defiance, tant ausdictz habitans de l'une et l'autre religion que aux aultres villes dudict pais qui sont en bonne union et pacification, soubz l'auctorité et obéissance du Roy et de mondict seigneur de Vantadour.

Sur le fait de la recepte des deniers extraordinaires de l'année prochaine 1603, et la lecture faicte du contract passé aux Estatz derniers, tenuz à Maruejolz, par lequel il estoit permis de bailler, au sieur de Manifacier, la recepte des deniers extraordinaires pour les années 1602 et 1603, pour les raisons contenues audict contract, à la charge de n'establiir qu'ung seul bureau, suivant l'ancienne coustume, et n'avoir qu'ung seul commis, et qu'il seroit tenu de nommer en l'assemblée des Estatz pour estre par elle approuvé, comme il fait dès lors de la personne de M<sup>e</sup> Estienne Bastide qui auroit esté receu et approuvé par ladicte assemblée, pour faire luy seul la recepte desdictes deux années et en outre de bailler bonnes et suffisantes cautions. A quoy toutesfois il n'auroit satisfait, ayant fait la levée desdictz deniers ladicte première année, sans aulcun cautionnement, et estably plus d'ung bureau. Et qui plus est, tant ledict de Manifacier que M<sup>e</sup> Hercules Spérornat, son compagnon d'office, auroient déclaré, en la présente assemblée, ledict Manifacier, avoir cédé ladicte recepte des deniers ex-



traordinaires de l'année prochaine 1605, audict Spérornat, sans vouloir continuer ledict Bastide en ladicte charge de commis, mais la bailler à d'autres, contre la volonté du pais et teneur dudict contract pour constituer icelluy pais en fraiz, ayant d'ailleurs, depuis ledict contract et contrevenant aux précédens contractz de recepte, mis en instance ledict syndict, par devant MM. de la Cour des Aydes pour avoir ung sol pour livre, pour la levée des deniers des années 1599 et 1600, encores qu'il eust contracté au contraire à moindres gaiges et en qualité de receveur ellectif et plusieurs aultres contraventions par luy faictes audict dernier contraict. Ce qu'ayant esté représenté par le sindic, en la présente assemblée, a esté dellibéré, conclud et arrêté, que ledict de Manificier sera sommé et requis par ledict sindic de satisfaire audict contract de point en point. Et ce faisant, faire ladicte recepte en ung seul bureau et soubz la nomination du commis par luy nommé audict contract, bailler bonnés et suffissantes cautions, néamoins se départir de l'instance par luy intentée contre ledict sindic en augmentation de gaiges, par devant lesdictz seigneur des Aydes comme contrevenant directement audict contract, aux privilèges du pais et au traicté faict par MM. de Maisse et de Refuge. Et à faulte de ce faire, protester contre luy de tous despens, domaige et interestz que ledict pais a souffertz et qu'il pourroit souffrir par faulte d'entretenir par ledict Manificier ledict contract, et affin qu'il n'y ayt aulcung retardement à la levée desdicts deniers, de faire publier icelle recepte et la bailler à aultre moings ou plus disant, à ses périlz et fortunes ; à la charge de la folle enchère sur ledict de Manificier et se pourvoir contre luy par les voyes de justice deues et raisonnables.



Dudict jour XVIII décembre, de rellevée.

Sur la requeste présentée par Anne Campelle, vefve de feu Jacques Monnyer, de la Fabrègue, paroisse de Ste-Croix-de-Valfrancisque, tandard à ce qu'il pleut à l'assemblée ordonner que la poursuite de la réparation de l'excès et murtre commis en la personne dudict Monnyer, au mois de juing dernier, par Ertienne Reboul et ung nommé Cambecèdes, de St-Yppolyte, soldatz de la compagnie du sieur de Sueilles, seroit faicte aux despens du païs, n'ayant le moyen, la suppliante de faire ladicte poursuite à cause de sa pauvreté. Après avoir esté faicte lecture, en ladicte assemblée, d'ung attestatoire des officiers ordinaires de Gabriac sur ledict murtre, et que le syndic dudict païs a dict n'estre tenu aulx fraiz de ladicte poursuite; a esté conclud, ayant esgard à la pauvreté de la suppliante et pour luy donner quelque moyen de vivre, pour poursuivre la justice dudict murtre, que MM. les commissaires de l'assiette, seront requis imposer, en la présente assiette, la somme de 40 escus, pour estre par le receveur dudict diocèse payée à ladicte suppliante, qu'elle sera tenue restituer ladicte somme de 40 escus, pour estre par le receveur dudict diocèse payée à ladicte suppliante, et ce, sans conséquence et à la charge qu'en cas que les prévenus seroyent appréhendez et condempnez aux despens envers la suppliante, qu'elle sera tenue restituer ladicte somme de 40 escus ausict syndic au profit du païs.

Sur la requeste du sieur Malgoires, lieutenant de M. le prévost général de Languedoc, au diocèse de Nismes, tendant à avoir remboursement de la somme de 205 livres qu'il dict avoir fournye et de laquelle il a obtenu



taxat du présidial contre le diocèse, pour les fraiz de la conduite aux gallères, de certains prisonniers de cedit diocèse, qui ont esté condempnez par ledict Siège présidial; a esté conclud, attendu que lesdictz fraiz ont esté toujours faictz aux despens du Roy et non des diocèses que ce diocèse n'est tenu audict remboursement.

Sur ce que le sieur de Fumel, syndic a remonstré qu'il estoit besoing faire appeler le fermier de l'équivalent du présent diocèse pour le trième prochain, pour bailler cautions de sa ferme, ainsi qu'il est accoustumé; a esté dict par M. Borrel, 1<sup>er</sup> consul de Mende, qu'il se rendra pleige avec M. Chantuel de ceste ville pour sire Augustin Vidal, de la ville de Maruejolz à qui ladicte ferme a esté delivrée.

Sur la requeste présentée par M<sup>e</sup> Jehan Roux et Estienne Bastide, commis de feu M<sup>e</sup> Jehan Vergier, receveur collectif dudict diocèse, l'année 1601, tendant à ce qu'il fut ordonné que le syndic procurera l'imposition des deniers à quoy montent les fraiz et despens par eulx fourniz contre les paroisses de la terre de Peyre, opposantes à la levée des tailles de ladicte année; a esté ordonné que la vérification sera faicte desdictz fraiz, despens et pourveu au remboursement diceulx par MM. les députez aux comptes, ainsi qu'ilz verront estre à faire par raison.

Sur la requeste des habitans des paroisses d'Aumont, Cher, Ste-Colombe, la Chaze, Prinsuéjols et Marchastel à ce que outre la descharge générale à eulx accordée avec les autres paroisses de la terre de Peyre, par le contract dernièrement passé par le syndic avec elles, il pleust à ladicte assemblée, en considération de leur plus grande ruïne et pauvreté et de la promesse verballe



qui leur fut faicte après la passassion dudict contract, les descharger encores de la somme de 500 escus, affin qu'ilz ayent moyen de subvenir au payement des tailles ordinaires ; a esté dict que ladicte requeste est renvoyée à MM. les depputez aux comptes pour pourvoir au contenu dicelle ; et ce faisant, avoir esgard à la pauvreté desdictes paroisses sur les deniers des restes des sieurs Farnier et Parat, si aulcuns se trouvent revenir bons au païs par la closture de leurs comptes et non aultres, et en ce cas y apporter telle modération qu'ilz adviseront bon estre.

Sur la requeste des consulz de la ville de Salgues, tendant à ce que la somme de 1,034 escus fut imposée en la présante assiette et païée ausdictz consulz pour le remboursement de la despence faicte par lesdictz habitants de ladicte ville en l'année 1577 pour l'entretènement de l'armée conduite par le feu de St-Vidal, lors gouverneur en ce païs ; ayant esté ordonné par dellibération des Estatz, tenus en l'année 1578 que ladiote somme seroit acquitée des deniers de la recepte extraordinaire faicte par feu Jehan Vivian. Ce que n'ayant esté fait, pour avoir esté lesdictz deniers divertiz, le payement de ladicte somme auroit esté assigné par aultre dellibération sur les deniers de la recepte de feu Mathieu Farnier qui ne l'auroit non plus acquitée. A esté dict que ladicte requeste est renvoyée à MM. les depputez aux comptes pour faire vériffication du contenu en icelle. Et après si ladicte somme se trouve légitimement due, en estre le payement assigné sur les restes dudict sieur Farnier, selon et ainsi que l'assemblée advisera bon estre.

Plusieurs aultres requestes ont esté renvoyées à MM.



les commis, syndic et depputez dudict païs pour procéder à la vérification d'icelles et en faire rapport à la prochaine assemblée des Estatz dudict païs.

Du jeudy dix-neufvième jour dudict mois de décembre,  
du matin.

Sur les plaintes qui ont esté faictes à ladicte assemblée des fréquentes contreventions qui se commectent au païs des Cévennes et mesmes dans le lieu de Barre et aulx environs d'icelluy, contre les édictz et ordonnances du Roy, touchant la prohibition des assemblées avec port d'armes à feu ; estans lesdictz édictz, tombez en tel mespris dans ledict païs que lesdictes assemblées et port d'armes y sont maintenant ordinaires et avec une telle liberté qu'au mois de novembre dernier, quelques gentilz hommes dudict païs, assistez de certaine troupe de soldatz, avec harquebuzes et pistoles, n'auroyent eu crainte de venir en plaine place dudict lieu de Barre, ung jour de foyre, à la veue d'ung nombre infiny de peuple, et au milieu de ladicte foyre, y commectre plusieurs meurtres et aultres excez ; ayant tellement intimidé le peuple et les officiers des lieux, que personne ne leur auze résister ny contredire, non pas mesmes déposer la vérité du faict contre les coupables, au grand scandalle et préjudice du publicq et mespris de l'auctorité de sa majesté ; ce qui apporte l'interruption du commerce et traficq audict païs et pourroit avec le temps exciter quelque trouble dans icelluy. Pour à quoy remédier, a esté conclud et arresté descripre au nom des Estatz à Mgr le duc de Vantadour pour luy donner advis desdictz attentatz et contreventions et le supplier très-humblement d'y pourvoir le plustost qu'il



sera possible, en fesant acheminer sur le lieu M. le prévost général de Languedoc, aux despens du général de la province de Languedoc, ou par telle aultre voye que sa grandeur scaura trop mieulx adviser pour couper chemin aux inconvéniens qui en pourroyent arriver. Et en ce faisant, punir les coupables, restablir dans ledict païs l'auctorité du Roy et de la justice. Cependant a esté enjoinct au sieur Armand, lieutenant audict diocèse dudict sieur prévost général, de s'acheminer audict Barre pour informer desdictz excès et contreventions et procéder contre les coupables par les voyes et rigueurs de justice en tel cas acoustumées suivant la teneur desdictz édictz.

Sur la réquisition faicte par le sieur de Fumel, syndic, peurvoir au faict de la levée des restes de feu Mathieu Farnier, attendu le grand désordre qui s'y trouve pour le reffus, que la plus grande partie des paroisses mentionnées en l'estat baillé par le sieur Claude Farnier, font de paier aux sieurs Séguin et Portanier lesdictz restes dont la levée leur a esté commise, prétendans les avoir paiez audict feu Fornier ou à ses commis, au moyen de quoy il y a une infinité de plaintes et clameurs du pauvre peuple, se voyant vexé pour chose qu'il prétend ne debvoir aulcunement, procédant, la cause de ce mal, du deffault dudict Claude Farnier pour n'avoir baillé l'estat véritable desdictz restes, avec le registre original de la recepte de feu son père, comme il debvoit et estoit tenu faire par le contract qu'il a passé avec le païs, ayant au contraire remis ung estat de prétendues restes qui se trouvent la plupart acquittées et ledict registre de recepte plain d'obmissions et defectuositez, tant du nom des collecteurs des paroisses



que de plusieurs sommes par eulx payées, chose qui semble avoir esté industrieusement pratiquée pour mieux couvrir les faulces reprises et faire trouver ledict pais débiteur envers ledict Farnier en beaucoup plus grandes sommes qu'il n'est, et par mesme moyen, faire porter audict pais les despens, domaiges et interestz que luy mesme debvroit justement souffrir. Requéran, pour ceste occasion, icelluy sindic, ladicte assemblée prendre sur ce quelque bon reiglement soit par vertu des lettres patentes qu'il a obtenues pour faire comectre par ledict Farnier, ses comptes au Conseil avec altermoyement de la levée desdictz restes, à dix années et interdiction cependant à toutes Courtz et juridictions ou par tels autres remèdes que l'assemblée pourra recercher. Et sur ce, ayant esté ouys lesdictz sieurs Séguin et Portanier qui ont attesté la cause du désordre qui se voit à la levée desdictz restes, ne procéder que du deffault de l'estat et livre de recepté dudict sieur Farnier; disant en oultre leur estre impossible de continuer ladicte levée pour les grandz empeschemens et dificultez qui s'y trouvent journellement; ausquelz, sans avoir aulcung esgard, les créanciers dudict Fornier, qui ont esté allouez par la Cour des Aydes, sur lesdictz restes, n'ont laissé de les vexer et molester par toutes sortes de rigueurs et contraintes de justice, soit par commandement d'arrestz ou vente de leurs meubles et bestail, sans qu'ilz ayent peu trouver aultre remède n'y obtenir de ladicte Cour des Aydes, aultre provision qu'ung dellây de six mois, pendant lequel leur est enjoinct de continuer leurs diligences contre lesdictes paroisses pour incontinant après paier lesdictz créanciers; ce qui leur sera impossible de faire, n'ayant moyen de continuer ladicte levée à cause



desdictz empeschemens qui ont esté jusques icy si grandz que les fraiz des contrainctes excèdent de beaucoup la récepte qu'ilz ont faicte ; requérant l'assemblée vouloir procéder à l'audition de leur compte. Et par mesme moyen les descharger de la continuation de ladicte levée. Sur quoy ayant esté aussi ouys le sieur Violon, du Puy, pour et au nom de Claude Ranquet, tuteur des hoirs de feu sieur Guy Verdier et le sieur Chaudion, comme ayant chargé dudict sieur Claude Fornier; lequel sieur Violon réitérant ce qu'il avoit l'autre jour représenté à l'assemblée, a de rechef remonstré que ledict sieur Ranquet ayant esté alloué sur lesdictz restes pour 3,800 escus et faict plusieurs dilligences contre ceulx qui ont esté commis à la levée dicelles, sans en avoir peu tirer payement d'aucune chose, bien qu'ilz ayent faict recepte à ce qu'on dict d'une notable somme de deniers ; cella luy auroit donné juste occasion de s'acheminer exprès avec ledict sieur Chaudion en ceste assemblée pour scavoir l'ordre qu'elle prétend donner sur ces affaires, tant pour le soulagement et descharge du pais que pour le contentement et repos dudict sieur Fornier et de ses créanciers ; estimant que c'est chose que ladicte assemblée peult et doibt faire, soit par le moyen d'un arbitrage ou de la révision des comptes dudict Fornier, et dériver esclarcissement et liquidation de tout ce qui s'est passé en cest affaire, jusques à présent, sans renvoyer ledict Fornier ny lesdictz créanciers au Conseil du Roy ny ailleurs ou il y escherra une grande longueur et beaucoup de fraiz et despens extraordinaires dont ledict pais ne sera pas exempt ; ayant aussi ledict sieur Chaudion, déclaré qu'il s'asseuroit que ledict sieur Fornier consentira volontiers audict arbi-



traige et révision desdictz comptes. A esté dellibéré, conclud et arresté, attendu les réquisitions et déclarations susdictes, et pour mettre quelque bon ordre et règlement à cest affaire, que la révision du compte dudict sieur Claude Farnier et de ceulx de son dict feu père, avec la vérification desdictes reprises, sera faicte par MM. les commis, syndic et depputez dudict païs, à l'assistance de l'envoyé de MM. du Chapitre, de M. le baron du Tour, ou en son absence, de M. le baron du Tournel, de l'envoyé de M. de Portes, et des consulz de La Canourgue, Saint-Chély, le Malzieu et Lengoigne, qui seront pour cest effect tenus d'assembler en ceste ville, le quatrième de febvrier prochain : et ledict Farnier sera par mesme moyen adverty par le syndic de s'y trouver audict jour et y porter l'original du livre de recepte de feu son père avec tous les comptes et estatiz, tant de luy que de son dict père et de ses commis, renduz entre eulx avec leurs associations et tous aultres actes et papiers servans audict esclarcissement et vérification. Et à mesme fin seront les consulz, procureurs et collecteurs des paroisses intéressées, adverty, à la dilligence dudict syndic, d'apporter en ladicte assemblée les quictances et acquictz des deniers, par eulx paieiz audict Farnier, ses commis et tous aultres entremecteurs de ladicte recepte, à peyne d'estre déclarez débiteurs desdictz restes.

Après laquelle dellibération, le dépputé de Florac, au nom des depputez des Cévennes, a dict qu'ilz n'empeschent ladicte vérification, à la charge que deux depputez desdictes Cévennes y soyent appelés, comme en tous aultres affaires importants, suivant les dellibérations qu'il dict avoir esté prinses aux précédentes assemblées des Estatiz.



A esté aussi arresté que lesdictz sieurs depputez, cy dessus nommés, procéderons à la vériffication des demandes et prétensions, tant du sieur trésorier Parat que aultres créanciers du païs et aultres affaires qui se présenteront, touchant l'acquittement et descharge dudict païs.

Sur la réquisition faicte par M. le premier consul de Maruejolz d'imposer en la présente assiette toutes les parties et debtes deubz par le païs, affin de le descharger de vexation, despens, domaiges et interestz qu'il souffre tous les ans à faulte d'imposer le principal desdictz debtes, a esté conclud, attendu l'impuissance et pauvreté dudict païs, qu'il n'y a lieu d'imposer en la présente année tous lesdictz debtes, se trouvant le païs assez chargé des deniers ordinaires et de l'imposition de la partie de Mgr le comte d'Auvergne et de M. de Fosseux, avec les fraiz des Estatz et aultres parties plus pressées, compris les interestz des aultres debtes recognuz et venuz à payement.

Sur la réquisition faicte par Mlle de Laldonnez, de Maruejolz, à ce qu'il pleut à l'assemblée avoir esgard à la promesse quelle prétend luy avoir esté faicte par les Estatz, l'anné 1601, de la somme de 400 livres, pour ayder à marier sa fille, disant ladicte somme luy avoir esté accordée lors du contract qu'elle a passé avec le païs, sur le procès de la mesterie de Laldonnez, pour la somme de 5,000 livres. Ce faict ayant esté mis en delli-bération et la pluspart de l'assemblée se souvenant de l'instance et réquisition faicte par ladicte damoiselle lors de la passassion dudict contract de luy accorder ladicte somme de 400 livres et quelle auroit esté renvoyée à la prochaine assemblée, pour estre pourveu sur



sa requête ; a esté arrêté de luy accorder pour tout, la somme de 200 livres, payable en deux années prochaines, à commencer à l'assiette de l'année 1605, pour estre ladicte somme employée au mariage de sadicte fille et non ailleurs.

Sur la requête présentée par les habitans de la paroisse de St-Laurens-de-Beyrès, tendant à ce qu'en considération de leur ruyne et pauvreté et de ce que la plus grande partie des terres de ladicte paroisse sont vacantes, et en conséquence de l'ordonnance par eux obtenue de la Cour du bailiaige de Gévaudan, le 19 janvier 1599, par laquelle est porté que lesdictz habitans payeront, si faict n'avoit esté, leur portion des deniers extraordinaires, imposés audict diocèse ez années dernières, revenant à ung huitième pour la terre dudict bailiaige et à un sixiesme pour la terre épiscopalle. Il pleut à ladicte assemblée ordonner, ensuite des précédentes dellibérations des Estatz, qu'ilz seront et demeureront deschargés de tous arréraiges des tailles jusques au jour présent, sauf de paier à l'advenir ce qui sera imposé sur eux, suivant ladicte sentence du bailiaige. Lesdictz Estatz, après avoir ouy le rapport de MM. les dépputez aux comptes, ausquelz ladicte requête avoir esté renvoyée, ont conclud et arrêté que lesdictz habitans jouiront de l'effect et contenu ausdictes dellibérations prises en leur faveur et considération aux Estatz, tenus en ville de Maruejolz, l'année dernière ; et ce faisant, demeureront quictes et deschargés des deniers des restes, tant des années 1595 et 1596 que aultres qui sont en plaine disposition du pais pour avoir esté passées en la reprise des comptes des receveurs dudict pais ; le tout aux charges portées par ladicte dellibération.



Dudict jour XIX<sup>e</sup> décembre ,de rellevée.

La requeste des habitans de Grizac-Fraissinet, tendant à estre deschargés des restes des sieurs Vivian, Farnier et aultres receveurs, suivant les édictz de paciffication et arrestz de la Cour des Aydes, a esté renvoyée à MM. les depputez pour la révision des comptes dudict Farnier en leur assemblée du mois de febvrier prochain.

Sur la requisition faiote par le sieur Seguin et Portanier, qu'il pleut à l'assemblée de procéder à l'audition de leurs comptes de la levée des restes du sieur Farnier qu'ilz avoyent en main pour cest effect ; a esté ordonné que lesdictz comptes seront par eulx représentés à l'assemblée des depputez à la révision des comptes dudict Farnier qui se fera en la présente ville, le quatriesme de febvrier prochain, pour estre en icelle procédé à l'audition, examen et closture desdictz comptes, suivant l'intention et dellibération des Estatz.

Le reste du jour a esté employé par l'assemblée à voir et débattre les prétensions que M. Philip Marimond a contre ledict païs, pour les interestz des parties pour lesquelles il avoit esté alloué par l'arrest de distribution de la Cour des Aydes, du debte de M. de Fosseux, prétendant, lesdictz interestz monten à 950 escus, compris 44 escus de certains taxatz qu'il a obtenus pour les espices et rapport contre ledict païs.

Le sieur de Manifacier, receveur dudict diocèse, estant venu à l'assemblée, a faict déclaration qu'il consent que la levée des deniers extraordinaires dudict diocèse, la présente année, soit baillée au sieur Spéronnat son compaignon d'office, ne prétendant y donner aulcung



empeschement, nonobstant le contract qui luy fut passé l'année dernière par les Estatz du païs, touchant ladicte recepte.

Du vendredy vingtième jour dudict mois de décembre,  
du matin.

Pour la décision du différend qui est entre le païs et M<sup>e</sup> Jacques Chantuel, receveur ellectif des deniers extraordinaires dicelluy en l'année 1597, pour raison de la levée des restes prétendues par ledict Chantuel luy estre deues par les paroisses de la Cappelle, St-Pierre-des-Tripiez, St-Roman-de-Dolan, St-Geal, St-Laurent-de-Beyrès et Pauliac, ores quelles ayent esté passées en despence au chappitre de la reprise de ses comptes ; ont esté nommez et depputez, par lesdictz Estatz, en présence et du consentement dudict Chantuel, assavoir ; M. de Paliers, les envoyés de MM. de Mercueur, de Mirandol et de Portes, le premier et second consuls de Maruejols et celluy de la Canourgue, avec MM. les commis et depputez dudict païs et du conseil ordinaire du païs ; auquelz le jugement dudict différend a esté remis par ladicte assemblée et par ledict sieur Chantuel.

Sur la dellibération prise par les Estatz, de faire une assemblée le 4<sup>e</sup> de febvrier prochain, de certains depputez qui ont esté nommés pour les comptes du sieur Farnier, vérifier ses reprises et obmissions et establir pour la dernière fois ung bon ordre et règlement sur cest affaire ; a esté dict et déclaré par M. le baron d'Apchier, qu'il ne prétend empescher ladicte vériffication, mais en cas que par ladicte assemblée seroit arresté que la levée des deniers desdictz restes aura lieu sur les habitans de ses terres, qu'il entend de s'y opposer et



empescher ladicte levée par les voyes de la justice qui luy sont ouvertes en suite des lettres patentes du Roy, que feu M. d'Apchier son père, avoit obtenues ; par lesquelles, la levée desdictz deniers est interdite aux receveurs et tous aultres pour les causes à plain contenues esdictes lettres. Sur quoy le sieur Portanier a requis l'assemblée vouloir pourvoir, affin de lever cest empeschement qui retarde la levée desdictz restes.

Sur la requeste présentée par M<sup>e</sup> Jehan Vergille, comme mary de Sandre Destreche et tuteur des enfants de feu Firmin Pélagal, et Claude Destreche, mariez, cohéritiers, par bénéfice d'inventaire, de feu Pons Destrech, sieur de Garrejac, à ce qu'il pleut à l'assemblée, ouyr le compte qu'il présente au nom desdictz hoirs, en suite d'autre compte cy devant rendu audict païs, de certaine imposition faicte audict diocèse, l'année 1586, par commission de Mgr le duc de Joyeuse, a esté dict que ledict Vergille se retirera et présentera ledict compte à MM. les depputez de l'assemblée qui se fera le 4<sup>e</sup> de febvrier prochain pour estre veu, cloz et arresté par lesdictz sieurs depputez, si faire se doibt.

Sur le faict des interestz prétenduz contre le païs par M<sup>e</sup> Philip Marimond, pour raison de certaines parties pour lesquelles il avoit esté alloué sur le debte de M. de Fosseux ; a esté conclud qu'en vertu des Lettres patentes du Roy, par lesquelles sa majesté descharge ledict païs des interestz de tous debtes de la qualité de celluy dudict sieur de Fosseux, ledict sindic fera assigner ledict Marimond au Conseil de sa majesté aux fins contenues esdictes lettres en cas qu'il poursuivroit plus avant ledict païs pour raison desdictz interestz.

S'est présenté M<sup>e</sup> Hercules Spéronnat, receveur du



présent diocèse, lequel a déclaré à l'assemblée que M<sup>e</sup> Manificier, son compagnon d'office, luy avoit remis et cédé le droict et faculté qui luy avoit esté donné par les Estatz dudict diocèse, l'année dernière de faire la recepte des deniers extraordinaires, la présente année, comme receveur électif dudict diocèse, en vertu du contract de bail que luy en fut passé par les Estatz, ayant faict apparoir dudict transport par ung contract d'accord entre eulx passé le dernier de febvrier 1602, reçu par Tandon, notaire de Montpellier, duquel il a exhibé l'extraict et icelluy retiré après en avoir esté faicte lecture en plaine assemblée ; laquelle il a requis de luy faire dellivrer les assiettes desdictz deniers extraordinaires, la présente année pour en faire la recepte comme rémissionnaire dudict Manificier, offrant de bailler bonnes et suffisantes cautions ; prendre M<sup>e</sup> Estienne Bastide pour commis et satisfaire aux aultres clauses du contract dudict sieur de Manificier pour le contentement et descharge dudict païs.

Par la conservation des anciens privilèges, droictz et coustumes des Estatz dudict païs de Gévaudan, a esté ordonné au syndic de faire perquisition, soit en ceste ville de Mende, trésor de Nismes et aultres lieux, des tiltres, actes et papiers touchant lesdictz privilèges, ordre et coustumes anciennes desdictz Estatz, pour les recouvrer et remectre devers ledict païs, affin de s'en ayder et servir lorsque le cas y escherra.

Sur la réquisition des habitans de la parroisse de Ste-Croix-de-Valfrancois, tendant à ce qu'il pleut à l'assemblée faire vérification de l'erreur qu'ilz prétendent estre en la tariffe et département général du païs à leur préjudice, par le moyen desquelz ilz disent estre sur-



chargez d'ung sixième plus qu'ilz ne souloyent estre anciennement ; a esté ordonné au syndic et greffier dudict païs, d'en faire la vériffication sur ladicte tariffe et vieilles assiettes pour faire rapport à l'assemblée de ce qu'ilz en auront trouvé.

Sur les plaintes qui sont venues jusques à ladicte assemblée de ce que ung nommé Martin, habitant de ceste ville de Mende, soubz prétexte d'avoir achapté certaines prétendues restes de tailles deues depuis vingt ou vingt-cinq années par quelques parroisses dudict diocèse, et mesmes de la terre eppiscopale, faict de grandes et rigoureusés exécutions contre les habitans desdictes parroisses, les contraignant à luy paier lesdictz restes ou luy passer obligation à son profict, comme pour argent presté, sans faire apparoir d'où procèdent lesdictz restes, ny la cession et transport qu'il dict luy en avoir esté faict et moings encores d'aulcune vériffication que lesdictz restes soyent deues ; abusant en cela de la crainte et facillité des pauvres païsans ; lesquelz de peur d'entrer en involution de procès, ayment mieux se laisser aller à passer lesdictes obligations que de s'opposer aux contrainctes et exécutions dudict Martin, par le moyen de la justice ; a esté conclud qu'à la dilligence du syndic, ladicte levée sera, par les voyes de la justice, interdicte audict Martin, jusques avoir deuement faict apparoir de son pouvoir, et que lesdictz restes soyent légitimement deues, et néaulmoings fera, par mesmes moyen, ledict syndic, informer des abus et malversations commises par ledict Martin en ladicte levée, soit par le moyen desdictes obligations particulières ou aultres concussions.



Dudict jour, vingtième décembre, de rellevée.

Sur la remonstrance faicte à l'assemblée par M. d'Is-paniac, prévost de l'église cathédrale de Mende, assisté de M. l'archidiacre, capiscol, chanoines et bénéficiers de ladicté église, comme suivant le bon et prudent advis de Mgr de Mende et son zèle acoustumé à l'avancement de l'honneur et gloire de Dieu, la rédification de ladicté église, cy devant ruynée par la malice des guerres, ayant esté entreprize et résolue et le pris faict, dellivré au sieur de Méjanes, l'ouvraige en auroit esté depuis bien avancé et réduit au point qu'il se void de présent, par le moyen de la diligence que ledict sieur de Méjanes y auroit rendue et des notables sommes de deniers que pour cest effect luy auroient esté fournies, tant par mondict seigneur de Mende, que par ledict chappitre et clergé et ladicté ville en corps, qui seulz sans ayde d'aultruy ont contribué à ceste despence, bien quelle excède leurs facultez, estimant suivant les premiers projectz qui feurent dressez de cest ouvraige, que ladicté despence suffirait à la perfection de ce des-seing, mais le temps leur ayant mieux descouvert la grandeur d'ung tel édifice, plustost digne des finances d'ung roy ou d'une province, que des moyens d'une si petite communaulté, revenant les pris faictz à bailler à plus de 18,000 escus. Et par ainsi se voyant fort esloignez de leur première espérance et desnuez de tous moyens de subvenir à ce deffault, ilz ont estimé estre de leur debvoir de recourir à ceste vénérable et honorable compagnie, pour la supplier très-humblement de les assister des moyens du pais en ceste nécessité, affin qu'ung tel œuvre ne demeure imparfaict, comme sans doute il feroit avec l'entière perte du temps et des



moyens que jusques à présent y ont esté employez, s'il n'estoit favorizé du secours dudict païs qu'ilz ne peuvent revocquer en doute, ains au contraire s'asseurer que leur requeste étant si juste, faisable et utile, comme elle est, ne sera rejectée ny esconduite d'une si notable compagnie, composée de personaiges non moins zélés à l'honneur et service de Dieu et culte de la Religion catholique que leurs prédécesseurs qui avoyent faict la première fondation et parfaict le bastiment de ladicte église. Lesdictz Estatz désireux de subvenir et ayder à la despence de la rédification de ladicte église, comme la première et principale dudict païs, et ne pouvant à présent le faire par imposition pour ne surcharger le peuple, ont librement accordé ausdictz seigneur de Mende et ecclésiastiques le don qu'il a pleu au Roy faire audict païs, en 1599, des deniers de ses tailles d'une année, payable par moitié en deux années. Duquel don ledict païs n'auroit encores jouy, pour les deniers qui en proviendront estre employez à la rédification de ladicte église et non ailleurs, à la charge que lesdictz ecclésiastiques pour jouir dudict don feront, si bon leur semble, les poursuites à cest effect nécessaire à leurs despens, sans que ledict païs leur soit tenu d'aucune garantie pour le principal ny pour les fraiz et despens en quelque sorte ny manière que ce puisse estre.

Sur laquelle délibération, le sieur de Carnac, depputé de Florac a dict pour les Cévennes, qu'il n'empesche l'effect de ladicte dellibération, pourveu que la portion desdictes Cévennes, qui leur revient dudict don leur soit païée, pour estre employée à l'édification de leurs temples et achapt de cimetières qui leur convient acheter, attendu que leur a esté interdit par MM. les com-



missaires de l'Edict de prescher aux églises ny d'entre-  
rer leurs mortz aux cimetières des catholicques.

S'est présenté M<sup>e</sup> Anthoine Dunoguier, praticien, du  
lieu de St-Germain, lequel a dict avoir remis entre les  
mains de MM. les depputez aux comptes, suivant le  
renvoy qui leur avoit esté faict par l'assemblée, la re-  
queste et pièces touchant le remboursement des fraiz et  
despens par luy et aultres habitans dudict St-Germain,  
fourniz et avancez, pour la poursuite du procès crimi-  
nel et exécution des jugemens donnez par le prévost et  
siège présidial de Nismes contre Jehan et aultre Jehan  
et François Ducamp et Jean Pic, des Cévennes, prévenuz  
et attaintz de plusieurs crimes et maléfices. Lesquelles  
pièces ont esté veues par lesdictz sieurs depputez ;  
requérant l'assemblée qu'il luy pleust pouvoir audict  
remboursement.

Sur quoy, après avoir ouy le rapport desdictz sieurs  
depputez qui ont dict avoir veu la sentence de condemp-  
nation, suivant laquelle, le remboursement desdictz  
fraiz doibt estre prins sur les biens desdicts condempnez,  
avoir aussi un certain attestatoire faict par devant M. le  
juge du bailliaige par quelques habitans du païs des  
Cévennes, estant en ceste ville, disans lesdictz con-  
dempnez n'avoir aucuns biens, ores que le contraire  
ayt esté attesté par aulcuns depputez de l'assemblée,  
leur ayant aussi exhibé ledict Dunoguier ung taxat de  
ladicte Cour présidial de 491 livres, 9 sols, pour lesdictz  
fraiz et despens fourniz et avancés, tant par ledict Du-  
noguier que aultres pour ledict procès, jugemens de  
condempnation et exécution diceulx, exécutoires de  
despens, leur est accordé la somme de 240 livres,  
oultre 60 livres que pour mesme effect, ledict Dunoguier



a cy devant receuz du païs. Ladictè somme de 240 livres, paiable en l'année 1604, à la charge de remestre devers le sindic, les taxatz, rooles de fraiz et despens et aultres pièces qu'il a touchant ce fait, avec quittance desdictz fraiz et despens, à la descharge dudict païs, sauf audict sindic de recouvrer ladictè somme sur les biens desdictz condampnez si point en y a.

Sur ce que M<sup>e</sup> Anthoine Chevalier, cy devant receveur ellectif dudict diocèse en l'année 1582, a remonstré que, rendant son compte à la Chambre des deniers ordinaires de ladictè année, lui auroit esté rayé, sur le chapitre des rentes et pensions, la somme de 110 escus, à faulte de rapporter quittance de pareille somme de certains pensionnaires, et maintenant la Chambre le faict contraindre de paier et remectre ladictè somme devers le greffier dicelle, au préjudice des particuliers habitans dudict païs, à qui lesdictes pensions sont deues, ne leur ayant esté jusques icy païées pour n'avoir encores peu trouver les vraiz propriétaires, à cause des mutations et changemens advenus durant les troubles ; requérant l'assemblée d'en dellibérer. A esté conclud que pour la conservation du droict des particuliers habitans dudict païs à qui lesdictes pensions sont deues, que le sindic retirera ladictè somme dudict Chevalier, pour en faire la distribution ausdictz particuliers, ainsi qu'il appartiendra et compétera à chascun diceulx, de laquelle somme ledict sindic fera estat, recepte et despense dudict païs à chascune tenue d'Estat. Et pour la descharge dudict Chevalier, ledict sindic luy fournira de sa quittance de pareille somme, comme se faict aux aultres diocèses de la province, pour servir d'acquict aux comptes dudict receveur.



Sur la remonstration faicte par le sieur de Méjanes, de l'excessive perte qu'il souffre au prisfaict qui luy a esté baillé de la rédification de l'église cathedrale de ceste ville, estant l'ouvraige si grand qu'il estoit impossible destimer au vray lors du prisfaict, ce que la despense en pourroit monter ; requérant à ceste cause qu'il pleust à l'assemblée d'avoir esgard à sadicte perte et à la grandeur et qualité de l'œuvre qu'il faict de soy, digne de recommandation affin qu'il ayt tant plus d'occasion et de moyen d'y faire travailler plus soigneusement et diligemment ; a esté dellibéré et conclud que lesdictz Estatz luy accordent la somme de 300 livres, paiables lorsque l'œuvre aura esté par luy achevée, suivant ses pris faictz.

Le sieur Barrau, second consul de Maruejolz, a représenté le debvoir auquel les habitans catholicques de la dicte ville se sont mis d'accomoder quelque lieu pour leur servir d'église, au lieu de celle qui avoit esté ruynée, ayant faict travailler à remectre ung lieu appelé la Confrairie qui estoit descouverte et à demi ruynée ; mais parce qu'il leur seroit impossible, à cause de leur pauvreté, d'y faire mectre la dernière main, pour la couvrir entièrement, il a supplié l'assemblée les vouloir assister et secourir de 150 escus, pour achever la couverture, aultrement il est à craindre que ce qui a esté faict s'en ira en ruyne. Sur quoy lesdictz Estatz ayant esgard à la pauvreté desdictz habitans et à la qualité de leur requeste, leur ont accordé la somme de 150 livres, laquelle MM. les commissaires seront requis imposer en la présente assiette, pour estre paieez ausdictz consulz et habitans catholicques dudict Maruejolz et par eulx employée à l'effect que dessus et non ailleurs, dont lesdictz consulz seront responsables.



Sur la remontrance faicte par M. le premier consul de ladicte ville de M<sup>a</sup>ruejolz et les depputez des Cévennes qu'il estoit requis, important et nécessaire pour le bien et repos du païs qu'il y eust ung prévost de la religion, entretenu dans icelluy, mesme au quartier des Cévennes, comme il y avoit eu durant plusieurs années passées, et qu'ayant par cy devant le sieur Rodier, prévost, servy fidèlement le Roy et le païs, il estoit bien raisonnable de luy accorder des gaiges annuelz avec quelque archer et ung substitud du greffier, entretenus, pour luy donner occasion et moyen de continuer le debvoir de sa charge et l'obliger entièrement à l'exercice d'icelle. Lesdictz Estatz ayant esgard à l'éaige dudict sieur Rodier et au long service qu'il a rendu au païs en sadicte charge, luy ont accordé la somme de 150 livres de gaiges pour ceste année prochaine.

S'est présenté M<sup>e</sup> Jacques Chantuel cy devant receveur ellectif dudict diocèse en l'année 1597, lequel a remonstré qu'oultre les commandemens que luy ait esté cy devant faictz de l'auctorité de la Chambre dee Comptes, il est présamment arrivé ung huissier dicelle qui luy a faict nouveau commandement, sur certaines et grandes peynes, de remectre devers ladicte Chambre, ses comptes et acquictz des deniers extraordinaires dudict païs, de ladicte année et mesmes des deniers de l'extraordinaire de la guerre, luy ayant intimé qu'à faulte d'obeyr, il useroit de contrainctes, suivant la commission qu'il en avoit, requérant l'assemblée luy déclarer et ordonner ce qu'il doibt faire pour n'encourir lesdictes peynes. Sur quoy, a esté dellibéré et conclud que le sindic dudict diocèse a esté dellibéré et escripra au nom d'icelluy à M. le sindic général de Languedoc, pour le requérir de



prendre le faict et cause pour ledict sieur Chantuel et faire effectuer les délibérations des Estatz généraulx de la provinces et les arrestz de la Cour des Aydes, intervenus sur icelles, par lesquelz est deffendu aux receveurs des diocèses, de compter à ladicte Chambre, des deniers extraordinaires suivant les privilèges dudict païs et contract passé avec MM. de Maïsse et de Reffuge, auctorisé par le Roy.

Sur la réquisition faicte par M<sup>e</sup> Pierre Portalés, receveur ellectif dudict diocèse ez années 1591, 1592 et 1594, de vouloir ouyr et arrester ung compte qu'il doibt rendre audict païs, a esté dict qu'il se retirera à MM. les depputez à la révision des comptes de M. Farnier, en leur assemblées ordonnée en ceste ville, au 4<sup>e</sup> de febvrier prochain.

Mgr de Mende, président desdictz Estatz, a représenté que mardy dernier, à la grande instance de certaines paroisses dudict diocèse et en l'absence de l'envoyé de MM. du Chapitre, de MM. le baron du Tour et baron de Peyre et aultres sieurs depputez aux comptes et du syndic dudict païs, auroit esté prins dellibération par laquelle auroit esté conclud que la vériffication des foulles et despences souffertes par lesdictes parroisses, à cause du passaige de la compagnie du sieur de Sueilles, seroit faicte sur les lieux, par les officiers d'iceulx lieux, à l'assistance dudict syndic, pour en faire rapport à la prochaine assemblée pour y estre par icelle pourveu, comme il appartiendrait. Et daultant que les aultres paroisses dudict diocèse qui toutes ont souffert semblables foulles, veullent tirer à conséquence ladicte dellibération et en prendre advantaige contre le païs, ainsy que ledict syndic a esté adverty, qui seroit une ouverture fort



pernicieuse, attirant après soy une despense inestimable, oultre le désordre et confusion du païs; a esté conclud, pour les susdictes raisons et considérations, qu'il n'y a lieu d'avoir esgard ausdictes foulles et despences ny de procéder à la vériffication dicelles par ledict syndic ny aultres cy devant nommez par ladicte assemblée, laquelle en tant que besoing seroit, à revocqué et revocque la charge qui leur avoit esté donnée pour ce regard par ladicte dellibération, comme trop préjudiciable au bien, repos et soulaigement dudict païs.

Pour dresser l'estat du deffray et assister aux départemens des assiettes, oultre MM. les commissaires et le syndic du païs, ont esté nommez : MM. le baron du tour, l'envoyé de M. de Portes, 1<sup>er</sup> consul de Mende, de Maruejolz, du Malzieu et de Florac, ausquelz l'assemblée a donné aussi pouvoir de dresser l'estat des parties extraordinaires qu'il convient imposer la présente année, suivant l'intention du païs.

M<sup>e</sup> Hercules Spéronnat, receveur dudict diocèse, s'estant présenté et continuant ses précédantes réquisitions, a prié l'assemblée luy dellivrer la recepte des deniers extraordinaires dudict diocèse, la présente année, en qualité de receveur électif d'icelluy, et comme rémissionnaire subrogé au lieu, droict et place de M<sup>e</sup> Marcelin de Manificier, auquel ladicte recepte fut dellivrée, l'année passée par les Estatz, comme dernier susdisant et faisant la condition du païs meilleure; offrant de sa part de satisfaire de point en point aux clauses et conditions du contract de bail qui en fut passé audict Manificier: Et pour cest effect, à l'instant, a nommé pour commis M<sup>e</sup> Estienne Bastide, illec présent, et a présenté pour cautions M<sup>e</sup> Philip et Jean François de Marimon,



aussi présans. Surquoy, après avoir esté dellibéré par l'assemblée et veu le contract de rémission faicte par ledict de Manificier audict Spéronnat de ladicte recepte, ensemble le contract de bail, passé audict de Manificier l'année dernière aux Estatz tenus à Maruejolz, a esté conclud que ladicte recepte serait dellivrée audict Spéronnat, aux charges, clauses et conditions portées par ledict contract de bail et comme remissionnaire dudict Manificier et comme plus particulièrement est contenu par le contract qui en a esté prins, récitté et stipulé en plaine assemblée par M<sup>e</sup> Jehan Bompar, notaire royal de la ville de Mende.

L'estat des parties et deniers extraordinaires qu'il convient imposer sur ledict diocèse, la présante année, pour les debtes d'icelluy, compris le deffray des Estatz, ayant esté dressé par les sieurs depputez qui avoyent esté nommez à cest effect, a esté leu et arrêté en plaine assemblée, montant la somme de 27,800 escus 50 solz 9 deniers, réduit à 83,401 livre 19 solz 9 deniers, en ce compris l'entière somme 45,000 livres deue de restes par ledict diocèse à Mgr le comte d'Auvergne, dont la moitié sera payable seulement en l'année prochaine 1604, suivant les dellibérations sur ce prinses. Et a esté conclud et arrêté que MM. les commissaires de l'assiette seront instamment requis, pour le bien des affaires dudict país et affin de le rellever de la vexation, fraiz, despens, domaiges et interestz qu'il pourroit souffrir, d'asseoir et départir ladicte somme sur les habitants dudict diocèse, en la manière acoustumée, et ce outre les deniers d'ayde, octroy et aultres ordinaires et fraiz d'assiettes, gaiges du receveur, des officiers du país et affaires communs, pourveu que l'assiette ordinaire n'excède celle de l'année passée.



Finallement mondict seigneur de Mende, président desdictz Estatz, après avoir loué et remercié Dieu d'avoir permis que cest assemblée se soit passée paisiblement, avec bonne union et intelligence, pour le bien du service du Roy et des affaires du païs, et ayant faict une belle et docte exhortation aux Estatz, de continuer et persévérer en ce louable debvoir, il a donné sa bénédiction aux assistans qui a esté le fin de ladicte assemblée.

Signé : ADAM, évêque de Mende.

---

1603.

*Assemblée complémentaire composée de divers membres des Etats. — Cause de cette convocation. — Affaire de la terre de Recoulette. — Rapport de M. Langlade sur le même objet et réquisition de M. de Chambrun. — Présentation de l'envoyé de M. d'Apchier. — Vérification des comptes d'anciens receveurs. — Demandes du sieur Farnier, ancien receveur. — Arrivée de l'envoyé du baron du Tournel. — Réquisition pour certaines paroisses au sujet des restes des impositions. — Affaire de Recoulettes et offres du pays. — Vérification des comptes des sieurs Seguin et Portanier. — Accord avec les sieurs Farnier et Violon, greffier. — Vérification des comptes. — Demande en décharge des paroisses d'Aumont, la Chaze, Prinsuéjols, Marchastel, Antrenas, Larcis, Quintinhac, Chirac, Serverette, etc. — Demande de M. Parat, trésorier. — Promesse du sieur Farnier. — Procès entre les sieurs Vivian et Fontunye. — Procès avec Madame de Vantadour. — Requête du prévot de la Maréchaussée. — Compte des receveurs. — Levée des tailles et des restes du receveurs. — Abus commis en la levée des restes des impositions. — Etat*



*des frais de M. Parat. — Demandes des habitants de la ville de Saugues pour réparer leur église. — Créanciers du pays. — Sur la levée des restes de M. Farnier. — Affaire de Recoulettes. — Requête de M. Du Jardin, créancier du pays. — Requêtes : de M. Virgile pour la vérification des comptes, et de M. de Peyre au sujet de la démolition de son château. — Procès au sujet de Recoulettes. — La Dace de Marvejols. — M. du Montet, de La Canourgue, créancier du diocèse. — Demande de MM. Portalés, Puech, Langlade, Bardon, créanciers du pays. — Arrêté du compte de M. Portalés, de l'état des sommes réclamées par les héritiers de M. Sévérac. — Réquisition de M. Roux pour certaine pension. — Dépenses du sieur de Saint-Bauzile, substitut du syndic. — Dettes à vérifier. — Frais des députés. — Difficultés sur l'accord pour l'affaire de Recoulettes. — Sur l'occupation du collège du Pape Urbain V par les Cordeliers de Montpellier et les chanoines de la même ville.*

L'an mil six trois et le vingt deuxiesme jour du mois d'avril, environ sept heures du matin, en la ville de Mende et dans la chambre prez la salle haulte des maisons épiscopales, suivant la dellibération prinse par les gens des trois Estatz du diocèse de Mende, païs de Gévaudan, le 19<sup>e</sup> jour de décembre dernier s'estant assemblés pardevant très révérend père en Dieu, Messire Adam, evesque et seigneur de Mende, comte de Gévaudan, conseiller du Roy en son Conseil d'Estat et président ausdictz Estatz, assavoir : MM. d'Ispaniac, prévost de l'église cathédrale de Mende et grand Vicaire de mondict seigneur de Mende, et de Malos, chanoine et depputé du Chappitre de ladicte église, M. du Hault Villar, baron de Céneret, estant en tour de baron, la présante année; M. le baron de Peyre, M. d'Augueyresque, envoyé de



M. de Sévérac , M. Jacques Ducros , sieur de la Combe, docteur ez droictz, envoyé de M. de Portes; noble homme Jehan de Gibrat, substitut de M. de Saint-Auban, commis des nobles dudict païs et MM. M<sup>e</sup> Estienne Chevalier, docteur ez droictz, sieur de Garrejac, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Mende ; Pierre de Tardieu, sieur de Séjas, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejolz ; M<sup>e</sup> Jacques Guerin, second consul de ladicte ville de Mende ; M<sup>e</sup> Jehan Rocquet, second consul de la ville de la Canourgue ; Pierre Gibelin, bourgeois et depputé des consulz de la ville du Malzieu; Benoist Bonhomme, consul de la ville de Salgues ; M<sup>e</sup> Estienne Moussier, consul de la ville de Saint-Chély-d'Apchier, à l'assistance de MM. M<sup>es</sup> Jehan Dumas, docteur ez droictz, sieur du Bouschet, conseiller du Roy, juge au bailiaige de Gévaudan, et de Chanoillet, lieutenant général audict bailiaige, qui ont esté priez de se trouver à ladicte assemblée, pour donner advis et conseil sur les affaires qui seront proposez en icelle touchant le bien et soulagement dudict païs.

Le sieur de Fumel, sindic, a remonstré que les gens des Estatz dudict païs n'ayant eu moyen, tant à cause des festes de Noël que aultres empeschemens, continuer, comme il estoit requis, leur assemblée tenue au mois de décembre dernier, affin de pouvoir résoudre et terminer certains affaires qui sont de grande importance au païs et entre aultres celluy qui regarde la levée des restes du sieur Farnier et le payement de la somme de 14,000 et tant d'escus qui luy est devee ou à ses créanciers, suivant l'arrest par luy obtenu contre ledict païs en la Cour des Aydes, comme aussi l'affaire de M. le trésorier Parat, touchant la licquidation de ses demandes et prétensions, en conséquence du contract qui fut passé avec luy par



les gens des Estatz en l'année ..... pour raison de la recepte des tailles dudict païs des années 1585, 1586 et 1587, affin que pourvoyant ausdictz affaires et aultres qui restent à resouldre, ledict païs fut soulaigé et deschargé de la vexation et des fraiz et-despens qu'il eust peu souffrir ; lesdictz Estatz auroyent donné charge et pouvoir à MM. les commis du païs et aultres sieurs deputez et consulz nommez par leur delliberation , de traicter et donner l'ordre requis sur lesdictes affaires, qui est la principale cause de la présente assemblée; laquelle avoit esté assignée par lesdictz Estatz au 24<sup>e</sup> de febvrier et depuis prorogée de jour à aultre par lesdits sienrs commis, tant à l'occasion des grandes neiges et l'extrême rigueur de l'hiver qui en ont empêché la convocation que aultres bonnes considérations. Aussi a remonstré ledict sindic que le sieur de Saint-Bauzile, son substitué, après la tenue desdictz Estatz estoit revenu de la Cour où il avoit esté député par lesdictz sieurs commis pour les affaires dudict païs et mesmes pour la poursuite du procès pendant au Conseil du Roy, sur l'appel interjecté de l'ordonnance des commissaires de l'Edict de Nantes, par laquelle ils auroyent remis en possession Madame la vicomtesse de Larboux, de la terre de Recoletes et aultres biens de feu Isabeau de Montmejan, femme du feu Estienne d'Olmieres, sieur de Bussac, sur laquelle poursuite Mgr de Sens avoit jugé estre à propos, tant pour couper chemin à ung long procès que pour éviter le douteux evenement d'ung arrest, despens, domaiges et interestz qui s'en pourroyent ensuivre, de traicter accord avec ladicte dame, qui seroit enfin venu si avant que la minute du contract en auroit esté dressé, et d'ung commun consentement, signé par ladicte dame, comme aussi



par ledict sieur de Saint-Bauzille avec le sieur Chambrun, procureur de ladicte dame, sestoyent chargez de porter et représenter ladicte minute. Ce que ledict Saint-Bauzille n'eut moyen de faire, pour avoir trouvé lesdictz Estatz séparez lors de son arrivée, à cause de quoy l'ayant présentée et faicte voir à MM. les commis, assistez de MM. du Conseil du païs, et leur ayant faict entendre que ce qu'il avoit signé, ladicte minute n'estoit que par l'advis et auctorité de mondict seigneur de Sens et soubz le bon plaisir desdictz Estatz, et mesmes pour faire surseoir toutes poursuittes et par ce moyen faire differer le jugement dudict procès dont l'événement se trouvoit douteux par les consultations que mondict seigneur de Sens en avoit faict faire, joint les grandes sollicitations que plusieurs seigneurs de la Cour faisoient pour ladicte dame. Ces considérations avec ce que ladicte dame qui estoit restée à Paris avec le sieur de Chambrun, pressait d'estre bientost résolue de l'intention dudict païs touchant ledict accord et vouloit aultrement continuer ladicte poursuite audict Conseil, auroient occasionné lesdictz sieurs commis, de députer M. Langlade, juge de Salgues, pour aller à la Cour, tant pour essayer de faire acheminer ladicte dame ou ledict sieur Chambrun par de ça, affin de resouldre avec eulx les moyens les plus considérables pour parvenir audict accord que pour continuer au nom dudict païs les poursuittes nécessaires audict Conseil, en cas que ladicte dame ne vouldroict venir ny envoyer par deça ledict sieur Chambrun, à l'effect que dessus ; mais enfin ledict sieur Chambrun s'est acheminé par deça avec pouvoir de ladicte dame, tellement qu'il ne reste, sinon qu'il plaise à l'assemblée de dellibérer et prendre, sur cest affaire, telle résolution quelle jugera nécessaire pour



le bien et soulaigement du païs. Dequoy ledict sieur syndic la supplie et requis comme aussi sur les autres affaires cy devant proposez et qui le seront cy après pour le bien dudict païs. Sur quoy a esté advisé que ledict sieur Langlade seroit ouy en ladicte assemblée et après luy ledict sieur Chambrun et que ses papiers seroyent veuz.

Dudict jour XXII<sup>e</sup> d'avril, en ladicte assemblée,  
de rellevée.

Suivant la précédente dellibération, le sieur de Langlade, délégué en Cour, par MM. les commis, s'est présenté et a faict rapport à l'assemblée du succez de sa délégation, ayant entre aultres choses représenté la grande difficulté qu'il a eu à faire résouldre madame la viscomtesse de Larboux de sursoir la poursuite du procès pendant au Conseil d'Estat et encores plus grande à faire acheminer par deçà le sieur de Chambrun, suivant l'intention desdictz sieurs commis, pour adviser de terminer l'accord commencé et projeté par mondict seigneur de Sens, mais qu'enfin, il auroict faict venir ledict sieur Chambrun, sur l'assurance qu'il luy auroict donnée que son voiaige ne seroit inutile; ne voulant pas celler à l'assemblée, l'assistance que ladicte dame a trouvée à la Cour, mesmes à l'occasion de ceulx de la religion prétendue, qui poursuivent cest affaire et en font presque une cause commune, disant qu'il s'agist de l'exécution de l'édict du Roy, oultre que par la consultation que Mgr de Sens en a faict faire, l'événement de ceste cause a esté trouvé fort douteux pour les raisons que ledict sieur Langlade en a desduictes, et par conséquent subject à un accord et composition avec ladicte dame de Larboux.



Après est venu en ladicte assemblée ledict sieur de Chambrun, lequel a remonstré que feue damoiselle Isabeau de Montméjan, dame de Recoletes, femme de feu Estienne d'Ulmières, sieur de Bussac, ayant esté condempnée à estre recluze dans un monastère, par jugement donné par le prévost de Chaulny, le 23 mai 1556, et ses biens acquis et confisqués à qu'il appartiendroit ; en conséquence dudict jugement, sesdictz biens furent saisis et mesmes ladicte terre de Recoletes et ses dependances. Mais ladicte de Montméjan et ses enfans, ayant appelé dudict jugement et s'estans plainctz de la violence de la procédure dudict prévost et inscript en faux contre son procès verbal, ledict appel et ladicte instance de faux auroient esté renvoyez en la Cour de parlement de Paris, et plusieurs arrestz ensuivis, tant au Conseil privé du Roy que en ladicte Cour, en laquelle finalement, l'an 1566 et le 17 d'aoust, par arrest contradictoirement donné et avec grande cognoissance de cause, main levée auroit esté faicte, ausdictz enfans, desdictz biens. Lequel arrest auroist esté exécuté et ladicte dame de Larboux, comme succédant ausdictz biens, auroit esté mise en possession réelle et actuelle de ladicte maison de Recoletes, et d'icelle jouy jusques l'an 1572, que par arrest du privé Consel, donné sur une simple requeste, ainsi qu'elle prétend, elle en auroit esté dépossédée, et naguières les commissaires députez par le Roy, pour l'exécution de l'édict de Nantes, ayant remis ladicte dame de Larboux, faisant profession de la religion prétendue en tel estat qu'elle estoit auparavant ledict arrest du 12 septembre 1572, en conséquence de l'ordonnance desdictz sieurs commissaires, elle auroit



obtenu Lettres patentes pour estre remise en la possession desdictz biens de ladicte de Montméjan. Lesquelles Lettres auroyent esté adressées au sieur de Molet, commissaire du Roy, en sa Cour de parlement de Tholozé, lequel exécutant icelles et mettant en estat ladicte dame, auroit réexécuté ledict arrest de main levée de ladicte Cour de parlement de Paris, de l'an 1566 et le 17 aoust ; en vertu duquel ladicte dame de Larboux et les siens estoient en possession desdictz biens avant ledict arrest du Conseil privé de l'an 1572, déclare nul par lesdictz Edicts. Delaquelle procédure dudict sieur Nolet, le syndic dudict païs et aultres parties auroyent appelé audict Conseil privé où la cause en est maintenant pendante. En laquelle bien que ladicte dame s'asseure que ledict syndic et aultres parties soyent très mal fondez et qu'elle ne face doute que par arrest dudict Conseil, ladicte procédure ne demeure confirmée et ledict syndic condempné à rendre et restituer les fruictz de ladicte terre de Recoletes, meubles, cabaulx et bestiaux par luy prins et jouys, suivant les inventaires et aultres actes que ladicte dame en a ; toutefois pour le respect de mondict Sgr de Sens, et pour esviter aux fraiz et despens de procès, ladicte dame se seroit laisser aller à un accord tel, qui fut par elle signé et par ledict sieur de St-Bauzille, bien qu'il luy seroit beaucoup plus désavantageux que le plus mauvais arrest qu'elle eust peu obtenir. Et s'estant enfin résolue de le passer en la forme susdicte, elle l'auroit prié de s'acheminer par deça ; l'ayant chargé de sa procuration pour le stippler et arrester en son nom. Ce qu'il a offert à ladicte assemblée et déclaré qu'il estoit prest de ce faire ; la requérant de le résoudre promptement de son intention. Sur



quoy, après avoir esté veu en ladicte assemblée, la minutte dudict accord, les coppies des arrestz intervenus, tant au Conseil privé que en la Cour de parlement de Paris et aultres actes, et mesmes une dellibération des gens des Estatz dudict païs, du second jour de janvier 1567, en forme d'articles, pour passer accord entre le sindic dudict païs et les enfans dudict feu sieu, de Bussac et de ladicte Isabeau de Montméjan, sa femme; après avoir ouy les raisons cy devant dudict sieur de Chambrun et celles qu'a représentées lesdictz sindic et Langlade, sur les mémoires dudict sindic, qui luy avoient esté baillées; a esté conclud que chascun de l'assemblée en viendra prest demain matin pour en opiner plus meurement et sainement pour le bien du païs.

Du vingt-troisiesme jour dudict mois d'avril, du matin, en ladicte assemblée.

S'est prèssanté M<sup>r</sup> Jehan Michel, lequel a remis une lettre que M. d'Apchier escript à l'assemblée dont a esté faicte lecture, par laquelle il leur donne advis qu'estant prest à partir pour se trouver à ladicte assemblée, il luy est survenu ung affaire qui luy est très important. Au moyen de quoy il envoie ledict sieur Michel pour y faire entendre le désir qu'il a de ne point plaider avec le païs pour raison du faict de Farnier, comme aussi pour voir comme yront les affères de Recoletes ausquelz il pense que l'assemblée veult donner quelque ordre.

Suivant la dellibération du jour d'hyer, l'accord du procès de Recoletes a esté propozé et sur icelluy a esté opiné pour chascun des depputez de l'assemblée et faict plusieurs et diverses ouvertures pour facilliter ledict accord, sans constituer le païs en trop grandz fraiz et



dommaige; en quoy a esté employé tout le matin par ladicte assemblée.

Dudict jour, vingt-troisième, de rellevée.

Lesdictz sieurs députez ayant considéré que par la minutte dudict accord, oultre la somme de 10,666 livres que doibt estre fournie, tant par mondict seigneur de Sens, que par ladicte dame de Larboux, pour faire le rachapt et remboursement aux acquereurs dudict Recoletes, le sindic demeure chargé du surplus qu'il conviendra pour ledict remboursement et rachapts fraiz et loyaulx coustz sans aulcune expression ny limitation de la somme, ce qui pourroit passer trop avant, au préjudice dudict païs. A ceste cause, lesdictz sieurs députez ont vacqué le reste du jour pour vérifier à quoy ledict surplus, fraiz et loyaulx coustz pourroyent revenir, affin de pouvoir reigler la somme que l'assemblée voudra accorder, à l'effect dudict contract sans grever par trop le païs.

Du vingt-quatrième jour dudict mois d'avr l, du matin.

Lesdictz sieurs depputez ont veuz plusieurs comptes, tant de feu Jehan Vivian, receveur dudict païs, ez années 1577 et 1578, que de feu Mathieu Farnier, commis à la levée des restes dudict feu Vivian, pour vériffier les interestz qui ont esté paiez par ledict païs audict Farnier, et s'il y avoit de doubles employs en la despence desdictz comptes.

Dudict jour XXIII<sup>e</sup> avril, de rellevée.

Le sieur Claude Farnier a baillé sa demande de ses prétensions à ladicte assemblée, en laquelle en a esté faicte lecture, ensemble de l'arrest par luy obtenu en la



Cour des Aydes, par lequel le païs est condempné en la somme de.....

Aussi a esté faicte lecture du contract d'accord qui faut passé avec luy par les Estatz dudict païs, en l'année 15.....

Et par mesme moyen a esté veu au long le prétendu registre de la recepte faicte par feu Mathieu Farnier, son père, qu'il a exhibé pour estre examiné par l'assemblée, suivant la charge qui leur en a esté donnée par les gens des Estatz, dudict païs, dernier tenus en ceste ville, affin de vérifier les obmissions de recepte et faict ses reprises.

Ledict jour est venu à l'assemblée le sieur des Alpiez pour M. le baron du Tournel.

Du XXV<sup>e</sup> dudict mois d'avril, du matin.

Sur la requisition faicte par M<sup>e</sup> Michel, depputé par M. le baron d'Apchier, de ne comprendre dans l'estat des restes du sieur Farnier, ou bien rayer d'icelluy les paroisses de la terre d'Apchier, sinon du tout au moins pour la moitié de ce quelles peuvent debvoir desdictz restes, daultant que ledict sieur d'Apchier, durant le temps des dernières guerres qu'il avoit commandement en ce païs pour le party de la Ligue, avait faict lever sur lesdictes paroisses, l'autre moitié desdictz restes, montant 1,500 escus; ayant esté ladicte levée auctorizée par Lettres patentes du Roy, vérifiées, tant par la Cour des Aydes que Chambre des Comptes de Languedoc. A esté conclud, attendu que lesdictz restes procèdent des impositions faictes fort longtemps avant ladicte guerre de la Ligue, et que ce sont deniers affectez au payement des particuliers créanciers du païs en l'acquit et discharge d'icelluy, et que la vérité est qu'ilz n'ont esté



payez audict sieur d'Apchier par les habitans desdictes paroisses, comme ilz ne le pouvoyent estre, ains que c'est ung moyen recerché par lesdictz habitans pour s'exempter dudict payement. Pour ces considérations, joinct que le païs souffre de grandz fraiz, domaiges et interestz par le refuz et retardement dont usent lesdictz habitans, qu'il n'y a lieu de les rayer dudict département, en tout ny en partie, ains constraintz à l'entier payement desdictz restes, comme les aultres paroisses reliquataires dudict païs, aux termes portez par les délibérations des Estatz et contractz passez, tant avec ledict sieur Farnier que avec les sieurs Seguin et Portanier sur le faict de la levée desdictz restes.

Dudict jour vingt-cinquesme d'avril, de rellevée.

Sur le traicté d'accord commencé avec le sieur de Chambrun, au nom de M<sup>me</sup> de Larboux et ses consortz, à cause du procès pendant au Conseil d'Estat, pour raison de la terre de Recolètes et aultres biens de feu Ysabeau de Montméjan, après avoir esté longuement débattu et contesté en ladicte assemblée avec ledict sieur Chambrun et plusieurs expédiens proposés et diverses ouvertures à luy faictes pour faciliter ledict accord ; et qu'enfin il s'est arresté à demander la somme de 40,000 livres pour les prétensions qu'il a contre le païs. L'affaire mis en dellibération, a esté conclud que pour toutes prétensions de ladicte dame de Larboux et consortz, de restitution de fruictz, meubles, cabaulx, bestiaux, contre ledict païs et toutes autres qui en procèdent, sera faict offre, audict sieur Chambrun, de la somme de 11,600 livres pour tenir lieu de paiement au rachept et remboursement des acquéreurs de la terre de Recolètes,



**fraiz et loyaulx coustz, mentionnez en la minutte dudict contract d'accord.**

**Du vingt-sixième jour dudict mois d'avril, du matin.**

**A esté par lesdictz sieurs députez, procédé à la vizon du compte exhibé par les sieurs Seguin et Portanier, de la recepte et despence par eulx faicte des deniers des restes à eulx baillées à lever par le païs.**

**Dudict jour XXVI<sup>e</sup> d'avril, de rellevée.**

**En procédant par lesdictz sieurs députez à la vision dudict compte exhibé par lesdictz sieurs de Seguin et Portanier, ont esté vérifiez, cloz et arrestez deux estatx de fraiz, faictz par ledict Portanier, en deux voiaiges qu'il avoit faict à Montpellier pour les affaires dudict païs.**

**S'est présanté à ladicte assemblée le sieur Claude Farnier assisté de MM. Bernard, docteur et advocat en la sénéchaussée du Puy, et de Violon, greffier, pour le Roy en la Cour commune de ladicte ville ; lequel a remonstré que suivant l'intention dudict païs et la Lettre que le sieur de Fumel, syndic d'icelluy, luy a escripte, il s'est acheminé exprès en ceste assemblée pour y représenter le livre et registre de la recepte faicte, par leur sieur Mathieu Farnier son père, des deniers dudict païs dont la charge et administration luy avoit esté commise ; requérant ladicte assemblée qu'il luy plaise, suivant ledict contract et arrest, pourvoir au payement de sesdictz créanciers et mesmes dudict sieur de Violon, et liquider ce que luy peult estre deub de surplus, tant du principal que despens, domaiges et interestz, stipulez par ledict contract et à luy adjugez par ledict arrest, soubz protestation qu'il faict de ne vouloir aulcunement s'en despartir des arrestz qu'il a obtenuz auparavant et après**



ledict contract de transaction. Surquoy, après avoir esté veu par ladicte assemblée la dellibération desdictz Estatz tendant principalement à la vériffication des obmissions faictes en la recepte dudict sieur Farnier. Et attendu que ledict Farnier ne faict entièrement apparoir par le livre de ladicte recepte du nom des collecteurs des paroisses, affin de leur faire rapporter toutes les quictances des sommes qu'ilz ont payées à sondict feu père ou à ses commis et entremecteurs, pour sur icelles estre faicte la vériffication exacte desdictes obmissions; à deffault de quoy il est impossible procéder à la juste et vraye licquidation de ce que peult estre deub audict sieur Farnier, prétendant ledict païs que par le moyen desdictes obmissions et des interestz dicelles qui doivent estre précomptez audict Farnier à la descharge dudict païs, suivant ledict arrest, ledict Farnier se trouvera païé de son debté ou d'une bonne partie d'icelluy. A esté conclud que ladicte vériffication desdictes obmissions sera continuée par les commis, syndic et depputez dudict païs entre cy et la prochaine tenue des Estatz dudict païs et la licquidation requise par ledict Farnier, sera remise à la prochaine assemblée, à l'effect de laquelle vériffication ledict sieur Farnier remectra, devers ledict syndic, les mémoires et journaliers qu'il pourroit avoir encores en son pouvoir, tant de sondict feu père que de ses commis et aultres ayans charge de luy, pour estre procédé plus exactement à ladicte vériffication et néaulmoings, à l'instance prière et réquisition dudict sieur Farnier, et pour le rellever de la peyne et vexation qu'il dict que luy donnent sesdictz créanciers, à faulte de paiement des sommes qu'il leur doit, et mesmes ledict sieur Violon, faisant pour damoiselle



Anthoinette Ranquet, ou pour noble Claude Ranquet, tuteur des hoirs de ladite Anthoinette ; a esté arresté que la somme de 3,800 escus, dene à ladite de Ranquet, sera païée audict sieur Violon, audict nom par les receveurs, commis à la levée des restes dndict sieur Farnier et des deniers desdictz restes, aux termes cy après déclarez, assavoir : présentement la somme de 500 escus ; pareille somme de 1,000 escus, dudict jour de la Toussaintz en ung an ; et le surplus, dans l'aulture Toussaintz après en suivant. A quoy ledict sieur Violon, illec présent audict nom, s'est accordé et a consenty, sans préjudice de ses hippothèques, dommaiges et interestz et tout aulture chose qu'il pourroit prétendre contre ledict Farnier. Et pour le regard des aultres créanciers dudict sieur Farnier, mentionnez audict arrest qui ne se sont trouvez en la présente assemblée. A esté aussi conclud et arresté, qu'il sera convenu et accordé avec eulx, des termes de payement des sommes à eulx adjudées par ledict arrest par lesdictz sieurs commis, syndic et deputez. Ausquelz pour cest effect, ladite assemblée a donné toute charge et pouvoir, à condition néaulmoingt que si les obmissions avec les interest dicelles ainsi que sont adjugez par ledict arrest se trouvoyent excéder ce que revient de bon audict Farnier oultre les sommes adjudées ausdictz créanciers suivant ledict arrest ; en ce cas, ledict surplus sera diminué et rabatu sur les sommes des derniers termes, accordez tant audict sieur Violon que aultres créanciers, et leur tiendra lieu de payement, en l'acquict dudict pais. A quoy ledict sieur Violon a derechef consenty ; à la charge toutesfois, qu'en cas que la présente dellibération ne seroit effectuée de la part du pais, ledict Violon se réserve de pouvoir faire exécuter



lesdictz arrestz, sauf audict païs ses deffences au contrat, et de faire exécuter les provisions du Roy et arrestz du Conseil d'Estat, obtenus par le syndic dudict païs et receveur desdictz restes.

Le dimanche, vingt-septiesme dudict mois d'avril,  
du matin.

Lesdictz sieurs députez ne se sont assemblez ains ont assisté à la messe en la grande église.

Dudict jour XXVII<sup>e</sup> d'avril, de rellevée.

A esté procédé à la révision du prétendu livre de recepte dudict sieur Farnier pour faire vérification des payemens faictz par les collecteurs et des obmissions d'iceulx.

Du vingt-huictième dudict mois d'avril, du matin.

Lesdictz sieurs depputez ont continué la vision du compte desdictz sieurs Seguin et Portanier.

Sur ce qui a esté remonstré par les habitans des paroisses d'Aulmont, Cher, Ste-Colombe, La Chaze, Prinsuéjols et Marchastel, qu'ayant présenté requeste aux gens des Trois Estatz dudict païs, en leur dernière assemblée, tendant à ce que oultre la descharge générale à eulx accordée avec les aultres paroisses de la terre de Peyre, par le contract auparavant passé entre le syndic dudict païs et lesdictz paroisses, il pleut ausdictz Estatz, en considération de la plus grande ruyne et pauvreté desdictes paroisses et de la promesse verballe que leur fut faicte après la passation dudict contract, ayent moyen de subvenir au payement des tailles ordinaires, lesdictz gens des Estatz auroyent renvoyé ladicte requeste à la



présente assemblée pour pourvoir au contenu dicelle et avoir esgard à la pauvreté desdictes paroisses sur les deniers des restes des sieurs Farnier et Parat, si aucuns se trouvent revenir bons au païs par la closture de leurs comptes; requérant, à ceste occasion, leur estre faict droict sur ladicte requeste. A esté conclud, veu la délibération desdictz Estatz, que sur les dernières années de la levée des susdictz restes, sera pourveu sur le contenu de ladicte requeste et satisfait à ladicte délibération ainsi qu'il apartient pour raison.

Dudict jour XXVIII<sup>e</sup> d'avril, de rellevée.

Sur la réquisition faicte par les sieurs Seguin et Portanier, commis à faire la recepte des restes du sieur Farnier, à ce qu'il pleut à l'assemblée leur déclarer s'ilz doibvent contraindre les paroisses d'Antrenas, Larcis et Quintiniac, au payement de ce quelles doibvent desdictz restes, attendu quelles attestent avoir païé, à M. Parat, leurs cottitez des impositions de l'année 1586, et que par ce moyen elles doibvent estre deschargées des restes dudict sieur Farnier, en conséquence du contract passé par le païs avec les paroisses de la terre de Peyre. A esté conclud que lesdictz de Seguin et Portanier pourront contraindre lesdictes paroisses au payement desdictz restes, sauf si elles font apparoir des quictances du payement faict audict sieur Parat, de leur cottité des impositions de ladicte année 1586; auquel cas surseront ladicte contraincte pour les sommes dont elles rapporteront quictance dudict sieur Parat, et ce en conséquence dudict contract d'accord.

Et pour le regard de Chirac et Serverette, qui prétendent estre deschargez par l'Edict de Nantes, comme



aussi la paroisse de St-Julien-du-Tournel, qui dict avoir quittance de M. du Tournel, que lesdictz sieurs Seguin et Portanier les pourront contraindre au paiement desdictz restes, comme les aultres paroisses. Et quant à la paroisse de Grizac, Fraissinet, Bédosc et la terre de Grizac, attendu quelles dépendent des Cévennes, elles jouiront pour ce regard, de la mesme descharge que les aultres paroisses desdictes Cévennes.

L'estat des demandes et pretensions de M. le trésorier Parat, a esté veu en ladicte assemblée et le contenu de chascun des articles dicelluy examiné et apostillé en marge diceulx.

Du XXIX dudict mois d'avril, du matin.

Sur la difficulté que faict le sieur Farnier de signer la delliberation prise avant hier pour son affaire, en la présente assemblée bien qu'il soit d'accord du contenu en ladicte dellibération, voulant seulement faire promesse à part de satisfaire à ladicte dellibération et de sursoir toutes poursuites touchant ce faict jusques aux Estatz prochains ; a esté conclud que ledict Farnier pourra faire ladicte promesse à part, signée de luy, et néaulmoingt que le sieur Violon signera ladicte dellibération comme il a promis.

Sur la poursuite que M. André Vivian, héritier de feu M. Jehan Vivian, son père, receveur dudict diocèse ez années 1576 et 1577, faict en la Court des Aydes à Montpellier contre M<sup>e</sup> Guérin Fontunye, aussi receveur dicelluy diocèse, ez années 1578, 1579 et 1580 ; prétendant ledict Vivian, luy estre deub, par ledict Fontunye, une notable somme de deniers, mesme à cause de la levée des restes de la recepte dudict Vivian, qui avoit



esté commise audict Fontunye; lequel par mesme moyen, auroit faict appeller le sindic dudict païs, en garantie ou assistance de cause, daultant que la décision et jugement de ce procès deppend de l'exibition d'ung estat faict et arresté par MM. les commis et depputez du païs, à l'assistance des officiers du Roy, touchant la distribution de la somme de 1,900 escus qui fut lors imposée et les lettres d'assiette expédiées soubz le nom dudict feu Vivran, receveur, qui estoit chargé d'acquicter ladicte somme aux particuliers créanciers du païs denommez audict estat, qui estoit avec aultres pièces attaché ausdictes lettres, soubz le contre scel de la Chancellerie que ledict Vivian a présent tient caché; bien que par récépissé escript et signé de la main dudict feu Vivian, son père, il en demeure chargé, ne l'ayant jamais voulu représenter, quelques sommations et interpellations qui luy en ayent esté faictes, tant en plaine assemblée d'Estatz que par le sindic et particulier; espérant par ce moyen, ledict Vivian se descharger d'ung costé du paiement de plusieurs parties que par ledict estat il estoit tenu d'acquiter envers certains créanciers du païs et d'autre part se prévaloir d'une notable somme qu'il prétend luy estre due sur lesdictz restes et dont il poursuit ledict Fontunye, soubz pretexte de ce que lesdictes lettres d'assiette sont concéues et obtenues au nom de sondit-père. Pour ces raisons et aultres bonnes considérations, importans le bien du païs et le soulagement du pauvre peuple, a esté conclud que ledict Vivian sera encore d'abondant et présentement sommé par le sindic, de représenter ledict estat, attendu qu'il en demeure chargé, comme dict est, et a faculté de ler emestre, que la partie qu'il prétend luy estre due, sera suspendue,



sans qu'il luy soit permis ny a aultre, d'en faire aulcunement la levée, jusques à ce qu'il aye représenté ledict estat. Et neaulmoings que ledict sindic interviendra audict procès pendant en ladicte Cour des Aydes, entre lesdictz Vivian et Fontunye, et présentera requeste à ladicte Court à ce qu'il luy plaise auctorizer la présente dellibération et aultres cy devant prinses par les estatx à mesme effect ; et ce faisant, ordonner que ledict Vivian sera tenu représenter ledict estat, à peyne de privation de la partie par luy prétendue contre ledict païs ou contre ledict Fontunye qui demeureront relaxez de la demande dudict Vivian et telles aultres conclusions que par l'avis de l'advocat et conseil dudict païs audict Montpellier seront trouvées nécessaires et pertinentes contre ledict Vivian.

Le sieur Ducros, envoyé de M. de Portes, a représenté à l'assemblée que, retrouvant dernièrement à Montpellier, il auroit esté prié, par M. le sindic, de s'employer aux affaires qui se présentoient lors pour le païs en la Cour des Aydes et entre aultres au procès intenté en ladicte Cour par Mme la duchesse de Vantadour contre ledict sindic, ce qu'il auroit faict très volontiers pour le désir qu'il a de rendre tous les bons offices et affectionné service qu'il pourra au païs ; ayant trouvé qu'au préjudice de l'accord faict par les Estatz dudict païs avec M. d'Hauteville, procureur de ladicte dame, par lequel, moyennant la somme de 6,000 escus, paiables en trois années, le païs demeuroit entièrement quicté de la somme de 10,000 escus, dont sa majesté avait fait don à ladicte dame, sur les restes des deniers de ses tailles dudict diocèse, des années auparavant celle de 1595. Ladicte dame, pendant l'instance de plus forte con-



traincte et déclaration de peynes qu'elle poursuivoit en ladicte Cour, contre feu M<sup>e</sup> Jehan Vergier, tuteur de M<sup>e</sup> Hercules Spéronnat, receveur dudict diocèse, pour ce qu'ilz luy debvoient de restes de 4,000 escus, imposez en leur assiette, pour le parfaict payement desdictz 6,000 escus dudict accord, avoit impétré Lettres royaux, aus fins de faire condempner ledict sindic à l'entier payement de ladicte somme de 10,000 escus portés par lesdictes Lettres de don, nonobstant ledict accord. Ce que ladicte dame se promectoit d'obtenir. Et luy, au contraire, pour l'importance de cest affaire et le préjudice notable que le païs en eust souffert. après en avoir parlé de la part du païs à ladicte dame, pour la desmeuvrir de ceste poursuite et luy tesmoigner le regret que ledict païs avoit destre contrainct d'entrer en procès avec elle. S'estant roidy à la deffence de ceste cause et mesmes l'ayant plaidée, s'en seroyt ensuivy arrest, par lequel en ce qui concerne lesdictes Lettres royaulx, obtenues par ladicte dame, ledict sindic auroit esté relaxé sans despens, et pour le surplus ordonné que ledict Spéronnat paieroit à ladicte dame, dans ung mois précizement, la somme restante de l'imposition de de 4,000 escus, faite sur ledict diocèse, au profit de ladicte dame; aultrement à faulte de ce faire, ledict dellay passé, y seroit contrainct par corps et aultres voyes de droict sans despens, ainsi qu'est porté par ledict arrest que ledict sieur Ducros a remis avec une lettre que ladicte dame escript, à MM. les commis et aultre dudict sieur d'Hauteville, par laquelle entre aultres choses, il faict entendre estre expédient faire donner contentement à ladicte dame de ce qui luy reste deub, ensemble des fraiz qu'elle a faictz à la poursuite dudict



procès et au plustot, affin qu'il ni aye rien à redire. Sur quoy, après avoir esté, ledict sieur Ducros, remercié de son affection et bon debvoir qu'il a rendu en cest affaire et faicte lecture dudict arrest que desdictes Lettres, bien que le pais ayt faict envers ladicte dame, tout ce qui estoit en luy pour satisfaire audict accord, et que cestoit comme il est encores du debvoir dudict Spéronnat, receveur, de payer ladicte partie, attendu qu'elle est entre ses mains, comme l'ayant levée sur le pais et employée en la despense de ses comptes ; toutesfois, pour faire cognoistre à ladicte dame que ledict pais se veult mettre plus que en son debvoir, affin de luy oster tout le subject de mes contentement qu'elle pourroit avoir à cause du retardement dudict payement. A esté conclud et arresté que le syndic empruntera à interestz, soit du sieur Miremon, commis à la recepte dudict diocèse, la présente année ou tel aultres qu'il verra bon estre, la somme de 900 tant d'escus, que ledict sieur Ducros a dict estre encores deue à ladicte dame, de restes desdictz 6,000 escuz, portés par ledict accord et ce jusques aux Estatz prochains ou tel aultre temps, qui sera nécessaire, pour estre, la dicte somme dellivrée promptement à ladicte dame, en l'acquit dudict pais, et descharge d'icelluy de l'entière somme de 10,000 escus desdictz restes, suivant ledict accord, à la charge d'estre, par lesdictz Estatz prochains, pourveu au remboursement, tant de ladicte somme principale de 900 tant d'escus qui sera enprumptée, que des interestz d'icelle. Et d'autant que le retardement de ladicte partie procède du deffault dudict Spéronnat, comme aussi les fraiz, despens, domaiges et interestz, attendu qu'il avoit, non seulement le fondz de 4,000 escus, en son assiette des-



tinez à cest effect, mais encore aultre fondz de 1,000 escus que le païs luy fist bailler par le sieur de Manificier, receveur, l'année dernière, pour d'aaultant plus faciliter ledict payement, et que ladicte partie de 4,000 escus a esté allouée en la despence de ses comptes, comme dict est, a esté enjoinct audict syndic de faire bannir et arrester entre les mains dudict sieur Marimond, toutes et chascunes les sommes de deniers deues audict Spéronnat, comprises ez assiettes de la présente année, soit pour ses gaiges ordinaires, taxations que toutes aultres parties qui luy peuvent revenir, et incontinent après faire toutes poursuites nécessaires, tant pour faire lever les aultres saisies et bannimens qui pourroient avoir esté faictz sur lesdictes parties, que pour faire ordonner que ledict Marimon vuydera ses mains desdictz deniers, au profict dudict païs, jusques à concurrence de ladicte somme de 900, tant d'escus pour le remboursement de ceulx qui l'auront prestée, despens, domaiges et interestz souffertz et à souffrir, suivant la licquidation qui en sera faicte par ladicte Cour. Et cependant sera escript de la part de l'assemblée audict sieur d'Hauteville, et donné charge audict sieur Ducros, retournant audict Montpellier, pour luy faire entendre le contenu de la présente dellibération, et sonder de luy, quelz peuvent estre les fraiz qu'il dict avoir esté faictz par ladicte dame à la susdicte poursuite.

Sur la requeste présentée par le sieur Armand, lieutenant en ce diocèse de M. le prévost général de Languedoc, tendant à ce qu'il pleut à l'assemblée, luy faire donner quelque somme pour faire des cazacques à ses archers, et par mesme moyen pourvoir au rembourse-



ment de certaines fournitures par luy faictes par le pais en l'exercice de sa charge, a esté advisé que le sieur Armand se retirera à la prochaine assemblée des Estatz dudict diocèse, pour luy estre pourveu, sellon leur bon plaisir.

**Dudict jour XXIX<sup>e</sup> d'août, de rellevée.**

L'estat de la despense faicte par les sieurs de Séguin et Portanier, commis à la recepte des restes du sieur Farnier, a esté présenté à ladicte assemblée et par icelle veu, examiné et apostillé durant ceste séance.

**Du dernier jour dudiot mois d'avril, de matin.**

Ledict estat de despence desdictz sieurs de Seguin et Portanier a esté calculé, clos, signé et arrêté et par icelluy s'est trouvé ladicte despence, monter la somme de 1,295 escus 4 sols 9 deniers, et conclud qu'il leur sera loisible de retenir ladicte somme par leurs mains, sur les deniers de leur recepte; laquelle ilz seront tenus de continuer aux moindres fraiz et despens, que faire se pourra, pour le soulaigement du pauvre peuple, suivant le contract de bail et les réglemens du pais dont leur sera baillé coppie et les dellibérations qui seront prinses en la présente assemblée sur le faict de la levée desdictz restes.

Sur la difficulté proposée en ladicte assemblée, si l'on doibt permectre dès à présent ausdictz sieurs Seguin et Portanier la continuation de la levée des restes du sieur Farnier aux termes portez par leur contract de bail, suivant l'instance et réquisition qu'ilz en font pour avoir moyen de donner contentement aux créanciers dudict sieur Farnier; et ce faisant esviter les exécutions et con-



trainctes que lesdictz créanciers pourroient faire contre eulx et les despens, domaiges et interestz que s'en pourroyent ensuivre au préjudice dudict païs ; ou bien surseoir ladicte levée et donner quelque relasche aux paroisses reliquataires, jusques après la récolte, attendu la grand misère et pauvreté du peuple, provenue en partie de la gresle qui feust presque générale audict païs, l'année passée, et de la perte et mortalité du bestail l'année présente. A esté conclud pour le regard des paroisses dudict diocèze qui doibvent lesdictz restes es quelles y avoit des collecteurs qui ont levé les deniers. qu'il sera loisible, ausdictz sieurs de Seguin et Portanier, de contraindre dès à présent lesdictz collecteurs ou leurs héritiers au paiement desdictz restes aux termes escheuz et préfix par ledict contract de bail de recepte ; et quant aultres paroisses, esquelles ny avoit esté commis aucuns collecteurs auparavant la charge desdictz sieurs de Seguin et Portanier, ains leur convient procéder à nouveau despartement desdictz restes ; qu'il ne sera loisible ausdictz sieurs Seguin et Portanier de les contraindre jusques au premier d'aoust prochain, pour les termes qui se trouveront escheuz audict jour. De quoy lesdictz receveurs seront tenuz d'avertir lesdictes paroisses affin qu'ilz n'en prétendent cause d'ignorance auparavant ledict premier d'aoust. Et cependant sera présenté requeste à nosseigneurs de ladicte Cour des Aydes par le sindic dudict païs, à ce que pour les susdictes considérations, il leur plaise auctoriser la présente dellibération avec inhibitions et deffences ausdictz Seguin et Portanier dy contribuer ny contraindre les susdictes paroisses, jusques audict premier jour d'aoust. Et par mesme moyen aux créanciers dudict Farnier de



vexer ny molester lesdictz receveurs, jusques audict temps ; le tout sans préjudice dudict contract de bail de recepte, duquel ledict païs n'entend aulcunement se despartir, n'ayant arresté la présente dellibération que pour d'aultant mieulx faciliter la levée desdictz restes, et le pauvre peuple de pouvoir payer, et soubz le bon plaisir de ladicte Cour.

Et en cas qu'il ne plairoit, à ladicte Cour, autoriser ladicte dellibération, il est enjoinct audict sindic, se servir des Lettres patentes par luy obtenues ; lesquelles fera pour cest effect signifier tant ausdicz de Seguin et Portanier, receveurs, que ausdictz créanciers, leur faisant faire les inhibitions et deffences portées par icelles.

Et daultant que le païs n'est pas moins vexé et molesté par la levée qui se faict par plusieurs aultres receveurs sur diverses paroisses de diverse nature de deniers qu'ilz prétendent leur avoir esté baillées et délaissées pour s'en faire paier ; a esté conclud que semblable règlement et surséance que dessus, prins sur la levée des restes du sieur Farnier, sera observé par lesdicts receveurs pour les termes escheuz, à la charge neaulmoingt de prolonger les termes a venir, suivant ce qui en sera composé et arresté avec eulx par MM. les commis et deputez du païs ; Et en cas qu'ilz ne vouldroyent composer, que lesdictes lettres patentes leur seront intimées et faictes les inhibitions et deffences portées par icelles.

Et sur les plaintes des abus et malversations qu'ung nommé Hugon comect en la levée des reste de M. Bernard Dangles, receveur dudict diocèse en l'année 1588 ; a esté concud que ladicte levée luy sera entièrement interdite à peyne de concussion et que suyvant les premières délibérations sur ce prinses, qu'il sera à la dilli-



gence du sindic, informé contre lui desdictes plaintes sur sesdictes malversations, et faire toute autre poursuite extraordinaire contre luy et autres.

Du premier jour de may, du matin.

Lesdictz sieurs députez ne se sont assemblez à cause de la feste ains ont assisté au service divin en la grand église.

Dudict jour premier may, de rellevée.

L'estat des fraiz faicts par le sieur Parat, conseiller du Roy et trésorier de sa maison, despens, domaiges et interestz par luy souffertz et prétenduz en conséquence du contract par luy passé avec les Estatz du païs en l'année 1601, a cause de la recepte faicte par M<sup>e</sup> Pierre Parat, son frère, des deniers tant ordinaires que extraordinaires, imposez audict diocese, ez années 1585, 1586 et 1587 ; a esté présenté, leu et examiné par lesdictz sieurs députez.

Du second jour dudict mois de may, du matin.

Ledict estat des fraiz faictz par ledict sieur trésorier Parat, despens, domaiges et interestz, cy devant mentionné, a esté calcullé, clos et arrêté en ladicte assemblée, et a esté trouvé revenir à la somme de 4,925 escuz 6 solz 4 deniers; assavoir 2,689 escus, 40 solz 10 deniers, procédant des restes deues par les parroisses de la terre de Peyre et des Bondons ou des interestz accordez audict sieur Parat, à cause d'icelles et 2,236 escus, 26 solz, 10 deniers, à quoy reviennent les aultres parties dudict estat, laquelle dernière somme de 2,236 escus, 26 solz,



6 deniers sera imposée en l'assiette de l'année prochaine pour son remboursement

Sur ce qu'à esté remonstré par les consulz de la ville de Salgues qu'ilz auroient présenté requeste aux estatx dernièrement tenus en ceste ville, tendant à ce que leur pleut pourvoir au paiement de la somme de 1,034 escus due aux habitants de ladicte ville pour leur remboursement de la despence par eulx fournie aux troupes de gens de guerre du feu sieur de St-Vidal, gouverneur, pour le Roy, en cediet pais en l'année 1577, pour la réduction, en l'obeissance de Sa Majesté, du chasteau de la Clauze, lors occupé par les ennemis ; ayant esté arresté par dellibération des Estatx tenus en l'année 1578, que ladicte somme leur seroit payée des deniers de la récepte extraordinaire faicte par feu M<sup>e</sup> Jehan Vivian, lors receveur dudict diocèse ; ce que n'ayant esté fait, pour avoir esté lesdictz deniers divertiz, le paiement de ladicte somme par aultre dellibération auroit esté assigné sur les deniers de la récepte de feu Mathieu Farnier, qui ne l'auroit non plus acquitée. Laquelle requeste auroit esté, par lesdictz Estatx derniers, renvoyée à la présente assemblée pour estre pourveu sur le contenu d'icelle. Dequoy ilz la supplie très humblement, attendu mesmes l'extrême neccessité qu'ilz en ont pour la réparation de leur église qui s'en va tomber en totale ruyne s'ilz ne sont secouruz de ladicte somme, qu'ilz ont destinée à ladicte réparation, n'ayant moyen d'y pourvoir subvenir d'ailleurs. A esté conclud que pour toutes demandes et prétensions desdictz constlz et habitans de Salgues contre le pais, leur sera payé la somme de 2,100 livres, également par moitié, en deux années prochaines. Et pour cest effect, seront Messieurs des Estatx et commissaires



des assiettes dudict dioceze requis , imposer ladicte somme par moitié ez assiettes desdictz deux années à la charge que lesdictz deniers seront convertiz et employez à la réparation de ladicte eglise ; laquelle dellibération entendue par le sieur Bonhomme, premier consul dudict Salgues, assisté de M. Langlade, juge ; Pierre Martin et Jacques Teissier, habitans de ladicte ville, a icelle acceptée pour et au nom du corps et communaulté desdictz habitans et s'en est contenté.

Sur la réquisition faicte par M. Jacques Guérin, fils et héritier de M<sup>e</sup> Jehan Guérin, tant en son nom que de M<sup>e</sup> Estienne Velaie, Jehan Coderc et Jehan Vanel, de leur faire paier la somme de 400 livres à eulx deue par ledict païs, pour munitions par eulx fournies, de l'ordonnance et commandement du feu sieur St-Vidal , gouverneur audict païs, pour l'entretienement des gens de guerre, employez pour la conservation d'icelly en l'obéissance du Roy ; de laquelle somme, bien qu'elle eust esté imposée en l'assiette, faicte en l'année 1578, et au mois de jung, ilz n'ont receu aulcune chose, quelques dilligences qu'ilz ayent sceu faire. A esté conclud qu'il sera faicte veriffication par le syndic si ladicte partie est employée ez assiettes ou comptes des sieurs Vivian, Fontunye ou Farnier ; comme aussi de la la somme de 403 livres, 1 sol, 3 deniers, demandée par les héritiers de M<sup>e</sup> Bertrand Grimal et Vidal Rochebaron, et de la somme de 75 livres 2 sols, par les héritiers de Jehan Yssartel, de Mende ; pour ladicte veriffication faicte, en cas que lesdictes sommes ny soyent comprinses, en estre par ledict syndic faict rapport à la prochaine assemblée des Estatz dudict païs pour y estre par elle pourveu, sellon son bon plaisir.



Dudict jour II<sup>e</sup> de may, de rellevée.

Pour faciliter la levée des restes du sieur Farnier, par tous moyens convenables, a esté dellibéré et conclud qu'à la requisition et dilligence des sieurs Seguin et Portanier, commis à faire la recepte desdictz restes, sera envoyé à chascune desdictes paroisses qui les doibvent, un extraict de la dellibération prinse en la présente assemblée, touchant la levée d'icelles, ou bien ung mand, signé par le greffier des Estatz, pour advertir lesdictes paroisses du contenu en ladicte dellibération, affin que, suivant icelle elles se disposent à payer ce quelles doibvent, aux termes et sellon qu'il est porté par ladicte dellibération et de porter aussi les quictanquelles auront dudict Farnier, ses commis et aultres ayant charge de luy.

Sur la difficulté que faict le sieur Chambrun d'accepter l'offre que luy a esté faict de la part de l'assemblée, suivant la dernière dellibération, de faire fournir par le pais la somme de 11,600 livres, pour toutes demandes et prétentions que la dame viscomtesse de Larboux peult avoir contre ledict pais; a esté dellibéré et conclud, affin de redimer ledict pais des vexations, fraiz, despens, domaiges et interestz qu'il pourroit souffrir; qu'il seroit encores faict offre audict sieur Chambaun, jusques à la somme de 12,000 livres pour toutes lesdictes prétensions, et ce, du consentement et advis de toute ladicte assemblée, sauf de l'envoyé de M. de Portes qui a esté d'opinion d'offrir la somme de 10,000 livres seulement.

M<sup>e</sup> Pierre Portalès, commis à faire la recepte des deniers imposez sur ledict diocèse, au mois de juing 1594, a présanté le compte de la recepte et despence



par luy faicte de ladicte imposition, lequel compte a esté veu, examiné et apostillé en ladicte assemblée.

Sur la requeste présentée par M<sup>e</sup> François Dujardin, commis principal de Charles de Rochefort, receveur électif dudict diocèse, en l'année 1590, tendant à ce qu'il pleut à l'assemblée pourvoir à son remboursement de la somme de 260 livres par luy fournie et avancée pour les affaires du païs, assavoir : à M. Guillaume Courant et Folcarand, Bedos, huissiers, 75 livres, pour les fraiz d'ung voiaige par eulx faict en ceste ville, pour le contraindre, à la requeste de M. François Remy, receveur général de Languedoc, pour le paiement de la somme de 1,240 escus 55 sols qui luy estoit deue de restes, des deniers du Roy, de ladicte année 1590, et qui n'avoit peu estre païée par ledict diocèse, à cause des lieux impuissans d'icelluy. Plus à MM. Barthélemy Marènes et Estienne Chamarrin, aussi envoyé par ledict sieur Remy, pour leurs fraiz et despens, d'aulture voiaige, la somme de 120 livres. Plus la somme de 50 livres, pour l'amende en laquelle il fut condempné, à faulte d'avoir compté à la Chambre, dans les six mois de l'ordonnance, et encores à M<sup>e</sup> Anthoine Bernard, commis du sieur Remy, pour aulture voiaige, 15 livres, revenans toutes lesdictes parties, à ladicte première somme de 260 livres ; a esté conclud et ordonné que ledict Dujardin, se retirera aux Estatz dudict païs, pour estre par eulx pourveu sur le contenu en ladicte requeste comme sera leur bon plaisir.

Sur aulture requeste présentée par M. Jchan Vergille, comme mary de Sandre Destrèche et tuteur des enfans de feuz Firmin Pelagal et de Claude Destrèche, mariez, co-héritiers, par bénéfice d'inventaire, de feu Pons Des-



trech, sieur de Garrejac, à ce qu'il pleut à l'assemblée d'ouyr la continuation du compte, qu'au nom des hoirs dudict de Garrejac, il rendit au païs, l'année 1598, de l'imposition faicte en l'année 1586, par commission de feu M. le duc de Joyeuse; a esté conclud et ordonné. que ledict Vergille se retirera aux Estatz dudict païs, pour procéder à l'audition dudict compte, sellon qu'il leur plaira.

Du troisième jour dudict mois de may, du matin.

Sur la réquisition faicte par M. le baron de Peyre de vouloir ordonner, au greffier du païs, de luy expédier les assiettes, dellibérations et aultres actes qu'il peult avoir touchant la démolition et razement de son chasteau de Peyre, pour s'en ayder en la requeste qu'il prétend faire au Roy, pour obtenir quelque récompense de sa majesté de ladicte ruyne et démolition; a esté conclud, après la déclaration et protestations, verbalement faite par ledict sieur baron de Peyre à ladicte assemblée de ne se vouloir servir aucunement desdictz actes contre le païs, ainsi qu'il a promis, que par le greffier luy seroit expédiés les extraictz nécessaires des actes estans en son pouvoir, touchant ladicte démolition.

Sur ledict différend et procès intenté au Conseil d'Estat du Roy entre la dame viscomtesse de Larboux et ses consortz, d'une part et MM. l'archevesque de Sens, l'évesque de Mende, Lenoir et syndic dudict païs de Gévaudan, d'autre, ayant esté par ledict seigneur archevesque, ladicte dame de de Larboux et M<sup>re</sup> Raymond St-Bauzile, substitut du syndic dudict païs, estant à Paris, dressé la minute d'ung contract d'accord dudict différend et icelle signée, assavoir ladicte dame viscom-



tesse soubz le bon plaisir de sesdictz consortz et ledict St-Bauzille, soubz le bon plaisir des Estatz dudict païs, et icelle minutte dellivrée ausdictz sieurs de Chambrun et de St-Bauzille, pour la porter en cedict païs, affin d'estre passée et stippulée, tant par ledict sieur Chambrun, au nom de ladicte dame, que par lesdictz Estatz dudict païs, et Loys Chevalier, sieur de Rousses, au nom dudict Sgr archevesque, en vertu de sa procuration, demeurant cependant, toutes poursuites audict Conseil et ailleurs, en surcéance, pour raison dudict procès. Et s'estans, à cest effect ledict Chambrun, présenté à l'assemblée desdictz députez par plusieurs et divers jours, et en icelle ayant esté enfin arresté avec ledict Chambrun que ledict contract seroit passé sellon ladicte minutte, à la charge que moyennant la somme de 12,000 livres accordez par ladicte assemblée, outre les aultres sommes mentionnées audict contract, qui doibvent estre fournies par ledict seigneur de Sens et dame viscomtesse, pour le rachept de la terre de Recolètes, ledict païs demeureroit quicte, tant envers ladicte dame, ses consortz que tous aultres, de toutes prétensions qu'ilz pourroient avoir contre ledict païs, tant pour la restitution de fruictz, meubles, cabaulx, fraiz, loyaux coustz et aultres choses mentionnées audict contract et prétendues par ladicte dame Larboux et consortz, suivant l'estat desdictz loyaux coustz sur ce dressé et arresté avec ledict sieur Chambrun et les particuliers aiant interestz ausdictz fraiz et loyaux coustz, à la charge aussi que ledict seigneur archevesque de Sens remectroit devers ledict sindict dudict dudict païs le taxat qu'il a en son pouvoir, obtenu par ledict païs soubz le nom du sindic général de Languedoc contre feu Bussac et ses com-



plices mentionnez en icelluy qui avoit esté remis cy-devant par ledict païs de Gévaudan, audict Sgr archevesque. Après laquelle résolution, ayant ledict sieur Chambrun faict reffuz de passer ledict contract qu'au préallable ledict taxat luy fut remis à son profit, bien qu'il appartient audict païs et qu'il n'en soit faicte aucune mention par ladicte minutte du contract, et qu'en ceste considération et espérance de retirer ledict taxat dudict Sgr Archevesque, ledict païs ayt accordé ladicte somme de 12,000 livres. Et voulant ladicte assemblée satisfaire de sa part au contenu dudict contract soubz les conditions susdictes. Pour ces considérations, a esté dellibéré et conclud que ledict syndic du païs, sommerá ledict sieur Chambrun de passer ledict contract en la forme que dessus et à faulte de ce faire, protestera contre luy de tous despens, domaiges et interestz. Et néaulmoings sera depputé ung personnaige de la part de l'assemblée devers ledict Sgr de Sens, pour luy faire entendre ce qui s'est passé en cest affaire, et le supplier de vouloir assister ledict païs et se joindre avec luy en la poursuite dudict procès pendant audict Conseil. Et en cas que ledict Chambrun et aultres parties vouldroyent passer ledict contract en la forme susdicte après que ceste assemblée sera séparée ; ladicte assemblée a donné et donne pouvoir aux commis syndic et depputez dudict païs de passer ledict contract en la forme que dessus, sans y rien changer ny innover de la substance de la présente dellibération et conditions portées par icelle.

Sur la réquisition faicte par le sieur de Séjas, premier consul de la ville de Maruejolz, d'accorder à ladicte ville la somme de 200 escus ou telle aultre qu'il plairra à l'assemblée, pour leur donner moyen de supprimer la



dace qui se leve en ladicte ville ; a esté conclud qu'il es retirera, si bon luy semble, aux Estatz du diocèse pour y pourvoir sellon leur bon plaisir.

Dudict jour troisieme de may, de rellevée.

Sur la requisition faicte par le sieur Rodes, pour et au nom du sieur du Montet, de la Canourgue, son beau-père, de luy faire imposer et payer la somme de 208 escus 17 sols pour restes et entier payement de la somme de 400 escus à luy accordée par les Estatz dudict païs, en l'année 1585, rabatu 100 escus qui furent imposés et paiez ladicte année et 91 escus 43 sols dont ledict sieur du Montet estoit demeuré debiteur au païs par compte qu'il avoit rendu de certaines munitions ; a esté conclud, ouy le rapport dudict sieur Langlade, commis par ladicte assemblée à la veriffication de ce faict, que pour toutes prétensions dudict sieur du Montet, dépendans, tant du faict desdictz 400 escus, que dudict compte, luy est accordé la somme de 328 livres qui luy seront imposées à la prochaine assiette, à la charge que ledict sieur du Moiltet ou ledict sieur Rodes, en son nom, moyennant ladicte somme fera quictance de toutes lesdictes prétensions au profit du païs, sauf à rabatre sur ladicte somme de 527 livres, ce que pourroit avoir esté païé en déduction d'icelle dont le syndic fera veriffication et de l'arresté et closturé de son précédent compte.

A esté veu et examiné l'estat présenté par M<sup>e</sup> Pierre Portalés, cy devant commis à la recepte dudict diocèse, des sommes qu'il prétend luy estre deues par ledict païs, tant en conséquence du contract qu'il a passé avec ledict païs, qu'à cause des parties qui luy ont esté rayées aux comptes par luy rendus à la Chambre des Comptes de



Montpellier et aultres sommes qu'il a fournies et païées, desquelles il n'a eu aulcung fondz, ensemble des fraiz, despens, domaiges et interestz qu'il a soufferts, aulcuns d'iceulx à luy adjugés et les aultres à juger depuis ledict contract.

Aussi a esté veu et examiné l'estat presanté par M. Jacques Puech, des parties prétendues estre deues par ledict païs aux héritiers de feu M<sup>e</sup> Olivier Sévérac, commis à la recepte des tailles dudict diocèse ez années 1595 et 1594, tant par arrestz de la Cour des Aydes que par l'estat final du compte par luy rendu audict diocèse.

Le compte-rendu par M. L'anglade de Salgues, d'ung voiaige par luy faict à Paris pour les affaires du païs, a esté veu, cloz et arrêté et par icelluy s'est trouvé luy estre deub par ledict païs la somme de 150 livres, de laquelle luy a esté expédié mandement sur le receveur dudict païs l'année courante.

Du quatrieme jour dudit mois de may, du matin.

A esté veu, modéré et arrêté ung comptereau de fraiz faictz par le sieur Bardon, advocat au bailliaige de Gavaudan, estant allé à Tholoze et à Castres pour les affaires du païs, suivant la charge que luy avoit esté donnée par MM. les commis. Par lequel estat luy est deub la somme de 120 livres; laquelle sera imposée à la prochaine assiette, pour le payement dudict sieur Bardon.

Le compte rendu par M<sup>e</sup> Pierre Portalés, de la recepte et despence par luy faicte des deniers imposez sur ledict diocèse, au mois de jung 1594, montant 4,500 escus, a esté calculé, cloz et arrêté et par la fin d'icelluy ledict païs s'est trouvé débiteur envers ledict Portalés, en la somme de 40 livres 9 sols 5 deniers, et conclud par



ladicte assemblée que ladicte somme seroit imposée à la prochaine assiette dudict diocèse pour le payement dudict Portalés.

Aussi a esté clos et arrêté l'estat des demandes et prétensions dudict Portalés cy devant mentionné ; sur lequel, pour toutes prétensions de fraiz, despens, dommages et interestz taxés et a taxer, contenus audict estact, ensemble des deux derniers articles du susdict compte et pour toutes aultres prétensions a esté accordé, audict Portalés la somme de 946 livres 1 sol. Assavoir : pour les intéretz de la partie de 2,500 escus pour une année a raison du denier vingt, suivant les lettres patentes du Roy, obtenues par le syndic, la somme 575 livres. Et pour tous autres fraiz, despens, dommages et interetiz taxés et a taxer 571 livres 1 sol ; revenant à ladicte première somme de 946 livres 1 sol. Laquelle sera imposée à la prochaine assiette dudict diocèse pour le payement dudict Portalés, ensemble la somme de 270 livres, à laquelle a esté accordé avec luy pour obtenir les provisions nécessaires pour le restablissement des parties rayée, par la Chambre, tant en ses comptes que ceulx de feu M<sup>e</sup> Olivier Sévérac, après toutesfois que ledict Portalés aura obtenu et remis lesdictes provisions et suivant la postille mis sur l'article du faict dudict restablissement, couché audict estat et non aultremant.

Dudict jour IV may, de rellevée.

L'estat des parties prétendues estre deues aux héritiers de feu M<sup>e</sup> Olivier Sévérac par le pais cy devant mentionné a esté cloz et arrêté et trouvé revenir à la somme de 7,474 livres 16 solz 6 deniers : au paiement de laquelle sera pourveu par les Estatz en leur prochaine assemblée,



sellon que par icelle sera advisé, le tout aux charges et conditions portées par les apostilles dudict estat et de ne prétendre ny demander par les héritiers dudict Sévérac, ny leurs curateurs, M<sup>e</sup> Puech, ny aultres pour eulx, autres despens, dommaiges et interest que ceulx mentionnez et accordez par lesdictes apostilles.

Sur la requisition faicte par M<sup>e</sup> Roux de le faire payer de la somme de..... qui luy est deue comme remissionnaire de N..... pour le principal de la rente et pension de l'année 1589, que pour les despens adjudés par taxatz de la Cour des Aydes, a esté conclud, suivant l'accord faict avec ledict Roux, que le premier taxat par luy obtenu, montant 102 livres 12 solz 9 deniers, sera imposé à la prochaine assiette, avec le principal de ladicte rente, montant 654 livres 9 sols. De quoy ledict Roux s'est contenté et a consenty que le païs se puisse servir des deniers de l'assiette extraordinaire. affectés au paiement des rentes de ladicte année 1589.

Sur la présentation du compte des fraiz et despens, journées et vacations employées par M<sup>e</sup> Raimond, de St-Bauzille, substitut du sindic dudict païs, en deux voiaiges par luy faictz à la Cour, pour la poursuite du procès pendant au Conseil, contre la dame de Larboux, et autres affaires du païs ; a esté conclud que ledict compte sera veu, examiné et arrêté par MM. les commis, sindic et depputez dudict païs à la charge qu'il ne luy sera passé et alloué audict compte pour sa despence et vacations, qu'a la raison d'ung escu par jour ; à quoy ladicte assemblée a taxé et modéré ses journées, sauf à luy faire droict par lesdictz sieurs commis et depputez sur les aultres fournitures dudict compte, comme ilz verront estre a faire pour raison.



A esté aussi donné pouvoir par ladicte assemblée ausdictz sieurs commis, syndic et depputés, de procéder à la veriffication des aultres debtes et affaires du païs, et à cette fin, en voir et examiner les pièces entre cy et la prochaine assemblée des Estatz dudict païs et après en faire rapport ausditz Estatz pour y estre par eulx pourveu comme il appartiendra et sera de leur bon plaisir.

Pour faire l'estat des fraiz des députez et aultres qui ont assisté à la présante assemblée, ont esté nommés : M. le baron du Tour, MM. les consulz de Mende, de Maruejols et du Malzieu, à l'assistance du syndic ; et a esté conclud que la somme à laquelle se trouveront revenir lesdictz fraiz, suivant ledict estat, scra païée aux denommés et icelluy par le receveur du païs à la charge qu'il sera pourveu aux estatz prochains à son remboursement, tant de la somme principale que des interestz d'icelle, en cas que ledict receveur n'auroit fondz ez assiettes de la presente année pour subvenir au payement desdictz fraiz.

Du cinquieme jour dudit mois de may, du matin.

Sur plusieurs difficultés que faict le sieur Chambrun, sur le contract de Recoletes, et entre aultres d'obliger ses biens propres pour assurance du contenu audict contract, en ce que le concerne, ayant déclaré qu'il est resolu de n'en rien faire ; a esté conclud qu'il en sera escript, par ung porteur exprès, à Mgr de Sens, pour le tenir adverty desdictes difficultés et luy faire voir que la rupture de l'accord ne procède que dudict sieur Chambrun, affin qu'il plaise audict Sgr de Sens, affectionner la



continuation de la poursuite du procès, pendant au Conseil, pour laquelle ladicte assemblée a esté d'avis que le syndic s'achemineroit à la Cour.

Dudict cinquieme jour de may, de rellevée.

Ledict contract de Recolletes, a esté finalement conclud et arrêté, passé et stippulé par M<sup>e</sup> Jehan Bompar, notaire roial de Mende et signé par les parties et tesmoins.

Sur l'occupation que certains Cordeliers de Montpellier, font de la maison et colliège, fondé en ladicte ville par feu de très heureuse mémoire, le pape Urbain cinquième, en faveur des enfans oryginayres du païs de Gévaudan, estudiant en la faculté de medecyne ; a esté conclud, pour le notable interest que le païs y a, que lesdictz Cordeliers seront, à la requisition du syndic, sommez de vuyder dudict colliège, dans quinze jours, et à leur reffus, seront à la dilligence du syndic et despens du païs poursuiviz de ce faire, par toutes voyes de justice.

Et sur aultre occupation que les chanoines de l'église St-Pierre dudict Montpellier font aussi des maisons, droictz ez revenus attribuez par aultre fondation dudict pape Urbain cinquième, à huict escoliers, originaires dudict païs de Gévaudan, estudians ez droict, soubz prétexte de certaine transaction passée avec lesdictz chanoines par feuz M<sup>e</sup> Jacques Macel, viccaire de Mgr de Mende et M<sup>e</sup> Jehan Boniol, prevost de l'église cathédralle de Mende, sans aucun pouvoir, au moyen de quoy, lesdictz chanoines ont réduit à néant ledict colliège qui est ung grand interest audict païs, a esté conclud que la récizion de ladicte transaction, comme faicte au préju-



dice du publicq et par personnes sans charge, ny pouvoir et le restablissement desdictz colliéges, seront poursuiviz en justice par le syndic, aux fraiz et despens du-dict païs.

Signé : ADAM, évêque de Mende.

---

1604.

*Ouverture des Etats. — Les commissaires de l'assiette. — Rôle de MM. des Etats. — Procurations deffectueuses à régulariser. — Préséance accordée à M. du Chailar. — Contestations entre MM. de Saint-Alban et de Montrodat, entre les consuls de Mende et de Marvejols pour la préséance. — Prière à M. Dumas et de Chanoillet d'assister d'assister de leur conseil MM. des Etats. — Réception de MM. Chabron, député du vicomte de Polignac; du consul de Langogne et du procureur du prieuré de cette ville. — Dette en faveur de Madame de Planèzes. — Sommes dues à MM. Sévérac, Portalès et autres créanciers. — Arrivée du baron de Peyre et de M. du Besset. — Contestation pour la préséance. — Admission des envoyés de MM. de Mirandol et de l'abbé des Chambons. — Les Etats se joignent aux religieux du Monastier, près de Chirac, dans leur procès contre les jésuites de Rodez. — Règlement contre les abus des Receveurs. — M. Boissonnade, créancier du pays. — Dette en faveur de M. Dunoguier. — Accord à faire avec M. Jean Virgile. — Différend entre MM. du Chaita et du Hautvillar. — Prière à M. de Saint-Alban, commis des nobles, de ne point s'absenter de l'assemblée. —*



*Admission de l'envoyé de M. de Montauroux. — M. Parat, créancier du pays. — Sommes dues à divers. — Désignation de députés pour la vérification des comptes. — Plaintes contre les receveurs. — MM. des Etats assistent à la procession et aux offices. — Somme due au sieur Nicquet, à imposer. — Somme due pour achat de blé par le sieur du Montet. — Dette en faveur de Madame de Ventadour, de M. d'Hauteville et de M. Chevalier. — La ville de Marvejols demande la diminution des impositions. — Demandes du prévôt de la maréchaussée. — Somme à payer aux chanoines de Quézac, pour leur église. — Vérification des dettes du pays. — Les habitants de Chirac demandent d'être déchargés des restes des impositions. — Mêmes prétentions de la paroisse de Saint-Léger-de-Peyre. — Lettre de l'Evêque s'excusant de ne pouvoir assister aux Etats à cause de la tenue de son Synode. — Approbation de l'accord au sujet de la terre de Recoulettes et opposition de certains députés des Cévennes. — M. de Méjanès demande la somme de 100 écus à lui promise. — M. de Mérignac, créancier du pays. — Demande du prévôt de la maréchaussée. — Franchise pour les vins recueillis en Gévaudan. — Plaintes contre Jean Barbut, huissier. — Somme à imposer pour la réédification de l'église de Saugues. — La ville du Malzieu demande décharge des tailles. — Compte de M. Mérimon. — Gages du prévôt Armand. — Frais de voyage du sieur Charrière. — Secours pour la réparation de l'église de Marvejols. — Créanciers du pays. — Affaire de la terre de Recoulettes. — Sommes à payer à divers. — Ponts à réparer. — Les Etats prient M. de Fumel, syndic du diocèse, de continuer ses fonctions. — Refus de livrer à M. Chantuel les pièces*



*justificatives de sa comptabilité. — Procès avec diverses paroisses des Cévennes. — Créanciers du pays. — Offre d'argent de M. de Cénaret à condition qu'on lui cédera les canons, balles et poudre qui sont à Mende. — Demande de divers créanciers pour avoir paiement des sommes à eux dues. — Plaintes contre les receveurs. — Aumône à un pauvre homme blessé. — Sommes à imposer. — Mesures pour faire cesser les poursuites rigoureuses faites par les receveurs contre diverses paroisses. — Somme à payer à M. du Tournel. — Les habitants de Saint-Frézal et de Belvezet et de Chasseradès prient les Etats de les décharger de partie de leurs tailles. — Adjudication de la levée des impositions. — Créanciers du pays. — L'emploi de la somme de 400 escus destinée à la réparation des ponts est différé. — Rapport des auditeurs des comptes. — Adjudication de la levée des impositions. — Nomination de divers membres des Etats pour affaires occurrentes. — Remboursement à faire pour les avances. — Tour du baron en faveur de M. de Randon. — Pont du Rachas. — Le baron de Peyre, créancier du pays. — Contestation entre la ville de Mende et celle de Marvejols pour le bureau de la recette des tailles. — Inventaire à dresser des matériaux provenant des canons laissés à Mende par M. de Fosseuse. — Accord à faire avec les propriétaires des maisons démolies pour la citadelle. — Sommes accordées par les Etats pour la reconstruction de l'église cathédrale de Mende. — Bail de la recette des tailles. — Délai en faveur des habitants des Cévennes pour le paiement des deniers extraordinaires. — Décharge en faveur des habitants de Chirac. — Dépenses faites pour le procès relatif à la terre de Recoulettes. — Prétentions de la ville de Marvejols. — Sommes*



*à imposer pour les dettes du pays. — M. de Fumel, syndic, consent à continuer ses services aux Etats. — Somme accordée par le comte d'Auvergne pour la reconstruction de l'église cathédrale de Mende.*

L'an mil six cens quatre et le mercredy, cinquième jour du mois de mai, environ huict heures du matin, en la ville de Maruejolz et dans la salle de la maison commune de ladicte ville, se sont assemblez les gens des Trois Estatz du diocèse de Mende et pais de Gévaudan, suivant le mandement de nosseigneurs les commissaires présidens pour le Roy aux Estatz généraulx de Languedoc, tenuz en la ville de Carcassonne, ez mois de décembre et janvier dernier, en laquelle assemblée sont venuz, assavoir : M. de Guilleminet, greffier, secrétaire du Roy ausdictz Estatz généraulx, commissaire principal de l'assiette dudict diocèse ; M. de Picheron, sieur d'Entragues, gentilhomme ordinaire de la Chambre du Roy, bailly de Gévaudan, commissaire ordinaire de l'assiette, M. M<sup>e</sup> Estienne Chevalier, docteur ez droictz, sieur de Garrejac, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Mende ; M<sup>e</sup> Ramond de St-Bauzille, lieutenant de baille et 2<sup>e</sup> consul de ladicte ville ; Guillaume Bestion, marchand et 3<sup>e</sup> consul d'icelle et M. M<sup>e</sup> Bernard Rodes, docteur ez droictz et 1<sup>er</sup> consul de ladicte ville de Maruejolz, aussy commissaires ordinaires de ladicte assiette. Et par ledict sieur de Guilleminet, commissaire principal a esté proposé le faict des commission desdictz seigneurs commissaires présidens ausdictz Estatz généraulx pour l'assiette et département de la portion dudict pais de Gévaudan et diocèse de Mende, des sommes de deniers imposées ausdictz Estatz généraulx, tant pour l'ayde, octroy,



creue de 600,000 livres, taillon que aultres deniers mentionnez esdictes commissions. Pour l'exécution desquelles il a offert de procéder avec les aultres sieurs commissaires au département desdictz deniers. Requé- rant pour cest effect l'assistance de l'assemblée, ainsi qu'il est accoustumé. Sur quoy ayant esté faicte lecture desdictes commissions par le greffier desdictz Estatz, ensemble des instructions, le sieur de Fumel, syndic dudict païs de Gévaudan, a requis lesdictz sieurs commissaires, suivant les privilèges et anciennes coutume d'icelluy, de permettre la continuation de l'assemblée desdictz Estatz durant le temps qui sera nécessaire pour délibérer, tant sur le faict desdictes commissions que sur les aultres affaires communs dudict païs. Laquelle permission a esté par lesdictz sieurs commissaires librement octroyée, à la charge de ne rien traiter en ladicte assemblée contre le service de sa majesté et le bien et seureté publique dudict païs.

Et après s'estant lesdictz sieurs commissaires retirez de ladicte assemblée, ont esté leues les procurations des sieurs députés ausdictz Estatz, ausquelz se sont trouvez présens et assistans : (Président en iceulx vénérable personne M. M<sup>e</sup> Charles de Rousseau, docteur ez droictz, prieur et seigneur d'Yspaniac, prévost de l'église cathédrale de Mende), assavoir, pour l'estat ecclésiastique : M. M<sup>e</sup> André de Chanoillet, docteur ez droictz, chanoine et official en ladicte eglise cathédrale, envoyé du Chapitre, avec procuration expresse ; vénérable homme, Le Breton dom et sieur d'Aubrac, en personne ; M<sup>e</sup> Ramond de Fumel docteur en théologie, prieur de Saint-Chély-du-Tarn, envoyé des religieux et couvent de sainte Enymie, avec procuration desdictz religieux, le prieuré



estant vaccant ; dom Jacques Hugon, religieux de l'abbaye des Chambons, envoyé du sieur des Chambons, avec procuration du sieur vicaire de ladite abbaye, M. Ramond Maillotard, curé de Paliers, envoyé de M. de Paliers, avec procuration dudict sieur ; M. Pol Albaric, docteur ez droictz, juge ordinaire ez terres de M. de St-Jehan, assistant pour ledict sieur, en vertu de la clause sur ce apposée en ses lettres de judicature. Et pour MM. les barons et estat de la noblesse : M. du Chailar, vicomte de Vazeilles, comme baron d'Apchier, en personne ; noble homme Estienne de Sabran, sieur des Alpiez, envoyé de M. le baron du Tournel, estant en tour de baron, la présente année, avec procuration expresse dudict sieur ; noble Anthoine du Bourbier, sieur de La Croix, bailly et gouverneur de Florac, comme envoyé de M. le baron de Florac, avec procuration de M<sup>me</sup> la comtesse d'Auvergne, dame dudict Florac ; noble Claude Pollalion, sieur de Bouzolz, bailly des terres de Canilliac, comme envoyé de M. le baron de Canilliac, en vertu de sa procuration, portant clause et pouvoir d'assister ausdictz Estatz ; noble Guy Dumazel, envoyé de M. de St-Auban ; noble Pierre Donzel, sieur de Meyniez, envoyé de M. de Montrodât, avec procuration ; noble François d'Hugonnet, sieur d'Augueyresques, envoyé de M. de Sévérac, avec procuration de M<sup>me</sup> d'Arpajon ; M<sup>e</sup> Gilles Barthélemy, docteur ez droictz, envoyé de M. de Barre, avec procuration ; noble Symon d'Aubignac, sieur du Triadou, envoyé de M. de Gabriac, avec procuration ; M. Jacques Ducros, docteur ez droict, sieur de La Combe, envoyé de M. de Portes, avec procuration ; noble Urbain de Retz, sieur de Servièrre, en personne ; noble André de Brunenc, sieur de



la Corniliade, envoyé de M. d'Arpajon, avec procuration dudict sieur; André Vivian, sieur de Fréluguet, envoyé de MM. les consulz nobles de la Garde-Guérin, avec procuration de M. de Morengiers. Et pour le Tiers-Estat dudict païs: honorable homme, M. M<sup>e</sup> Estienne Chevalier, docteur ez droictz, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Mende; M<sup>e</sup> Ramond de St-Bauzille, lieutenant de baille et Guillaume Bestion, marchand, second et tiers consulz de ladict ville; M<sup>e</sup> Bernard Rodes, docteur ez droictz et premier consul de la ville de Maruejolz; N. et N. second et tiers consulz dudict Maruejolz; Estienne Julien, marchand et premier consul de Chirac, avec procuration de ladict ville de la Canorgue, avec procuration; M. Anthoine Constans, 1<sup>er</sup> consul de la ville de St-Chély-d'Apchier, avec procuration; M<sup>e</sup> Jehan Chabanel, second consul de la ville de Salgues, avec procuration; M<sup>e</sup> Jacques Jabre, docteur ez droictz, 1<sup>er</sup> consul de la ville du Malzieu, avec procuration; Jehan Ranpon, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Florac, avec l'acte de sa nomination de consul; Jehan Mejan, sieur de La Rouvière, consul d'Yspahac, avec procuration; M. Jehan Rosson, consul de la ville de Ste-Enymie, avec procuration; André Gibilin consul de Chateauneuf-de-Randon, avec l'acte de sa nomination; Ysaac-Terond, marchand et consul de Saint-Estienne de Valfrancisque, avec l'acte de sa nomination; M. Daniel Verdeillan, pour les consulz de la Viguerie de Portes, avec procuration; M. Jehan Bonnet, consul de Barre, avec l'acte de sa nomination; M<sup>e</sup> Bertrand Meyronenc, pour le consul de la ville de St-Auban, avec procuration dudict consul; M<sup>e</sup> Jehan Reversat, notaire, pour le procureur du mandement de Nogaret, avec procuration des syndicz et procureurs dudict mandement.



Et daultant que quelques unes des susdictes procurations ont été trouvées défectueuses et entre aultres celles des consulz et procureurs de Barre, Viguerie de Portes et St-Estienne-de-Valfrancisque, en ce quelles ne contiennent la clause ordinaire de consentir à l'imposition des deniers ordinaires et aultres acoustumés et nécessaires pour acquitter les debtes du païs et subvenir aux affaires communs d'icelluy, ayant esté recogneu que ceste obmission est préjudiciable au païs ; a esté conclud, pour la conservation des privillèges d'icelluy et de l'ancienne dignité et splendeur des Estatz, que suivant la coustume de tout temps observée en iceulx, les personnaiges qui y seront députés et envoyez à l'advenir par chacun des trois ordres, seront tenuz porter procuration en bonne et deue forme, contenant pouvoir exprès de consentir à l'imposition et levée des sommes de deniers, tant ordinaires que extraordinaires qui seront délibérées et arrêtées ez assemblées desdictz Estatz, autrement, à faulte de ce, ou que lesdictes procurations fussent restrainctes et limitées, lesdictz envoyez ou procureurs ne seront receuz esdictes assemblées. Et afin qu'il ny puisse escheoir aulcun prétexte d'excuse, a esté arrêté que lors de la convocation des Estatz, il sera envoyé à chascun des députés qui ont séance et voix en iceulx, une minute de procuration qui sera dressée suivant l'ancienne forme, unitée ausdictz Estatz. Et cependant, pour ce qui regarde lesdictes procurations défectueuses desdictz consulz de Barre, St-Germain et St-Estienne-de-Valfrancisque, que dans lundy matin ilz seront tenuz rapporter, à ladicte assemblée, les procurations nécessaires de leurs communaultés en la forme susdicte ; autrement à faulte de ce faire dans ledict delay, seront privez de l'entrée desdictz Estatz.



A esté aussi arrêté à mesme fin et pour remettre, dans trois jours, l'extraict du vicariat, ou pouvoir de celuy qui l'a substitué; et l'envoyé de M. de Saint-Jehan, dans le mesme delay, fera apparoir de procuration du dernier pourveu de ladicte commanderie, en la forme et soubz la peine que dessus.

Sur la déclaration faite par M. de Chailar, vicomte de Vazeilles, qu'il ne s'est présenté et n'entend assister en ceste assemblée comme envoyé de M. d'Apcher, son frère, pour la baronnie d'Apcher, ains au contraire qu'il y assiste de son chef, comme cohéritier en ladicte baronnie d'Apcher; le sieur des Alpies, envoyé de M. le baron du Tournel, baron du tour, la présente année, a consenti d'estre procédé par ledict sieur du Chailar, en ladicte qualité de baron d'Apchier en personne et non aultrement.

Le sieur de Meyniez, envoyé de M. de Montrodât, a requis l'assemblée reigler le rang d'entre ledict sieur de Montrodât, et M. de Saint-Auban, suivant l'ancien ordre; et ce faisant, ordonner que ledict sieur de Montrodât, sera désormais appelé le premier. Sur quoy, l'envoyé dudict sieur de Saint-Auban a dict, qu'au contraire, icelluy sieur de Saint-Auban, a toujours esté nommé le premier et a précédé ledict sieur de Montrodât en toutes les assemblées des Estatz dudict païs, requérant l'assemblée le maintenir en sa possession.

Et après mondict sieur d'Ispagnac, président en ladicte assemblée, a receu le serement acoustumé, qui a esté presté par les assistans, de procurer l'avancement du service du Roy, du bien des affaires du païs et soulagement du peuple et de ne relever les délibérations des Estatz.



Dudict jour, cinquième dudict mois de may, en ladicte assemblée, de rellevée.

Sur la plainte faicte par MM. les consulz de la ville de Maruejolz, de ce que le second et tiers consul de la ville de Mende ont occupé la place et séance qui leur appartient en ladicte assemblée, prétendans debvoir estre assis immédiatement après le premier consul dudict Mende, mesmes en l'année que ladicte assemblée se tient audict Maruejolz, et que l'observation en a toujours esté telle. Lesdictz sieurs consulz de Mende insistans au contraire et soutenant avoir tousjours précédé lesdictz consulz de Maruejolz, et pour preuve de ce allégans par exemple les commissions des Estatz généraulx de Languedoc en l'adresse desquelles ilz ont acoustumé d'estre insérez les premiers, et après eulx ung des consulz de ladicte ville de Maruejolz seul. Et d'ailleurs qu'en l'assemblée des Estatz généraulx de Languedoc, ledict consul de Maruejolz a son rang et séance aux derniers bancz et sièges de l'assemblée, comme consul diocézain tant scullement. Et ledict consul de Mende a tousjours esté receu aux premiers sièges affectez aux consulz des villes capitalles qui sont dans le parquet desdictz Estatz généraulx, et que ces exemples seulz, outre plusieurs aultres accompagnez de raison et de l'observation et coustume ancienne, outre les tiltres dont il ferait apparoir, en temps et lieu, sont suffizans pour servir de préjugé en l'affaire dont est question; a esté délibéré et conclud, conformément à la délibération prinze sur semblable différent en l'assemblée desdictz Estatz tenus en ceste ville de Maruejolz, en l'année 1596, que demeurant le premier consul dudict Maruejolz assiz après le



consul dudict Mende, après le premier, dudict Maruejolz ledict second et tiers consul dudict Maruejols ; pourront immédiatement, après ceulx dudict Mende, prendre leur place si bon leur semble.

Sur ce que le sieur de Fumel, syndic dudict pays, a remonstré, qu'ayant MM. Dumas et de Chanouillet, assisté de leur prudent advis et conseil, MM. les commis et députés du païs, en toutes les assemblées qu'ilz ont faictes durant l'année pour affaires d'importance, il estimeroit pour ceste occasion que la présence desdictz sieurs en ceste compagnie ne sauroit estre que très utile et nécessaire audict païs ; a esté conclud que de la part de l'assemblée sera escrip ausdictz sieurs Dumas et de Chanouillet pour les prier de prendre la peine de s'acheminer, d'assister ledict païs de leur bon advis et conseil es affaires qui seront traittés durant la tenue desdictz Estatz.

Lesquelz ont employé le reste de cette séance, tant à ouyr la lecture qui a esté faicte en plaine assemblée du registre des délibérations des Estatz tenus à Mende l'année dernière, que pour accommoder et pacifier quelques différentz intervenuz entre aucuns des députés de l'assemblée à cause des préeminences dont lesdictz Estatz, du consentement des parties, n'ont voulu estre tenu aucun registre.

Du jeudy, sixième dudict mois de may, de matin, en ladicte assemblée tenue au lieu que dessus.

S'est présenté M. Gaspar Chabron, docteur ez droictz et bailly du marquisat d'Alègre, avec procuration de M. le vicomte de Polignac, baron de Randon, pour assister à ladicte assemblée pour ledict sieur baron de Randon et ladicte procuration leue et le serment acous-



tumé, par luy presté, il a esté receu et a prins place au siège des barons.

De mesme s'est présenté Guillaume Regnault, marchand et consul de la ville de Lengoigne et sa procuration leue et serement par luy presté, a esté receu et a prins place au banc et siège des consulz.

Aussi s'est présenté M. Anthoine Julien, bailli des terres de M. de Lengoigne et sa procuration leue et serement presté a esté receu sans conséquence et à la charge de rapporter, dans quatre jours, extraict du pouvoir dudict sieur de Lengoigne qui a substitué ledict sieur Julien.

Sur la demande et réquisition faicte à ladicte assemblée par Mme de Planèzes, de luy faire payer et à ceste fin imposer, en la présente assiette, la somme de 3,766 escus 40 solz qui luy est deue comme mère et légitime administratresse de ses enfans et de feu M. de Planèzes, son mary, pour restes de la somme de 5,666 escus, 40 solz, à laquelle, par contract de transaction passé entre le syndic dudict païs et ledict feu sieur de Planèzes, le 13<sup>e</sup> du mois de février 1600, fut convenu et accordé, soubz les conditions et termes de payements exprimez dans le contract qui sont tous escheuz, dès l'année 1602, priant ladicte assemblée, mettre en considération la qualité du debte, l'estat et condition des personnes à qui elle est deue, qui sont enfans pupilles, et le préjudice que le retardement de leur payement leur a rapporté. A ce que oultre ladicte somme restante du principal, il plaise à l'assemblée, par mesme moyen, le faire payer des interestz durant le temps que le païs s'est servy de ladicte partie, après les termes du contract expirez ; n'en ayant esté receu pour tout que 285 livres qui furent



amposez l'année passée. Après que ladicte transaction a esté leue en ladicte assemblée avec les délibérations prinzes sur le faict de ladicte partie, depuis ladicte transaction, tant par les gens desdictz Estatz que par les commis et députés dudict païs ; a esté conclud, attendu les aultres grandes debtes, charges et affaires, que ledict païs est contrainct supporter et mesmes en cette présente année, joinct que ladicte partie n'est payable par tout le païs ains par hault Gévaudan seullement, que ladicte dame sera priée, de la part de ladicte assemblée et pour le bien et soulagement du pauvre peuple, se voulloir contenter pour ceste dicte présente année des intéretz de ladicte partie, soubz condition néaulmoings que ladicte somme principale luy sera payée précisément dans l'année prochaine, en baillant, par ladicte dame, cautions suffisantes pour ladicte somme, pour la seureté du païs et validité dudict payement. Laquelle susdicte délibération ayant esté rapportée à ladicte dame par les sieurs envoyez de MM. de Canillac, de Sévérac, de Gabriac et 1<sup>er</sup> consul de Mende, qui en ont esté priez par ladicte assemblée, ladicte dame y a consenty et acquiescé et promis satisfaire de sa part au contenu d'icelle, ainsi que lesdictz sieurs ont rapporté ausdictz Estatz en luy faisant payer la somme de 706 livres 5 solz pour lesdictz intéretz de la présente année, à raison du denier sèze.

Sur la réquisition faicte par M. Puech, pour et au nom des hoirs de feu M. Olivier Sévérac, jadis receveur électif dudict païs, à ce qu'il pleut à l'assemblée pourveoir au payement des sommes qui leur sont deues par l'arresté de l'estat de leurs demandes et prétensions, qui fut veu, cloz et examiné en l'assemblée de MM. les députez,



tenue à Mende, au mois de may dernier passé. Après que le syndic dudict païs a représenté avoir esté adverty depuis l'arrestz dudict estat que ledict feu Sévérac avoit esté payé de plusieurs parties demandées par ses héritiers ; aultre que ledict Sévérac doibt plusieurs quittances au païs sur la despence de ses comptes, qui sont de grande importance pour l'acquittement dudict païs de plusieurs grandes et notables sommes ; a esté conclud que ledict syndic en dressera des mémoires sur lesquelz sera faicte exacte vérification de ce que dessus, par MM. d'Aubrac, d'Apchier, les sieurs envoyez de MM. de Mercueur, des consulz nobles de la Garde-Guérin et les consulz de Chirac, St-Chély et Florac avec ledict syndic.

Et que semblable vérification sera faicte par lesdictz sieurs députés, des demandes et prétensions de M<sup>e</sup> Pierre Portalès, receveur dudict diocèze ez années 1591 et 1592, et d'une imposition de l'année 1594, ensemble des quittances qu'il doibt sur la despense de ses comptes, en l'acquit et descharge du païs.

Didict jour, sixième dudict mois de may, de relevée.

S'est présenté le sieur Claude Farnier, lequel a remys une requeste contenant ses demandes et prétensions contre le païs, à cause de la recepte de feu sire Mathieu Farnier son père, et des arrestz par luy obtenuz contre ledict païs, contractz et délibérations intervenuz sur iceulx, suppliant l'assemblée y voulloir pourveoir. Sur quoy, après avoir esté faict un long et particulier récit par ledict syndic de l'estat et progresz de cest affaire, et veu la dernière délibération prinze par MM. les deputés de l'assemblée tenue à Mende au mois de may de l'année dernière, a esté conclud que le compte des sieurs Seguin



et Portanier, commis, à faire la recepte des restes dudict Farnier, sera ouy et examiné en la présente assemblée pour après estre délibéré sur les demandes et prétensions dudict sieur Farnier.

Veu par ladicte assemblée l'estat des demandes que M. d'Hauteville, conseiller du Roy, et M<sup>e</sup> en sa Chambre des Comptes, à Montpellier, faict audict pais de plusieurs sommes qu'il prétend luy estre deues pour les fraiz, despens et vacations par luy exposez et deschet de payement souffert à cause de la partie que ledict pais debvoit à Mme de Vantadour, et du retardement des 971 escus restans de ladicte partie ; revenant ledict estat à la somme de 860 escus, oultre lesdictz 971 escus, et 245 escus pour les intéretz. Lesdictz Estatz désireux de donner tout contentement à Madame et audict sieur d'Hauteville, ores que ledict retardement ne procède de la faulte du pais ains du sieur Spéronnat, receveur d'icelluy, comme se voit par l'arrest de la Cour des Aydes, naguères donné contre luy ; ayant esté condamné d'acquitter ladicte partie et intéretz d'icelle ; ont accordé audict sieur d'Hauteville la somme de 600 livres pour toutes ses prétensions de despens, dommages et intéretz qu'il pourroit avoir contre ledict pais. Laquelle somme MM. les commissaires de l'assiette seront requis d'imposer la présente année, pour estre payée audict sieur d'Hauteville, à la charge qu'il remettra préallablement devers le syndic les lettres patentes dudict don, faict par le Roy à madicte dame de Vantadour, de la somme de 10,000 escus, à prendre sur les restes des deniers de ses tailles, deues par ledict pais de Gévaudan, ensemble toutes aultres pièces qui en deppendent et mes-



mes la quittance de madicte dame, servant d'acquit et descharge audict païs de la somme de 10,000 escus.

Le sùrplus du temps de ceste séance a esté employé à conférer des moyens de terminer le différent intervenu entre MM. du Chailar et de Hault-Villar, à l'occasion du rang et préséances par eulx respectivement prétendues en ladicte assemblée.

Du vendredy, septième jour dudict mois de may,  
du matin.

M. le baron de Peyre est arrivé à ladicte assemblée en laquelle il a esté receu et y a prins place.

Aussi est arrivé M. du Besset, le filz, qui a esté receu et a prins place en ladicte assemblée comme Sgr d'Al-lenc.

Les Estaz désirans terminer amyablement et pour le bien du païs, le différent survenu entre MM. du Chailar et du Hault-Villar, pour raison de leurs séances et prééminences qu'ilz prétendent en ladicte assemblée, ont prié MM. d'Aubrac ; de Picheron, bailly, et de Chanoillet, lieutenant au bailliaige, de parler et conférer perticulièrement avec chacun desdictz sieurs, pour les àcheminer à ung bon accord, affin que par faulte de ce, le service du Roy et le bien des affaires du païs, en ce qu'il peult dependre de ceste assemblée n'en soient plus avant retardez.

S'est présenté noble Anne du Hault-Villar, envoyé de M. de Mirandol, et sa procuration leue et le sérement par luy presté, a esté receu et a prins place en ladicte assemblée.

De mesmes s'est présenté vénérable personne Loys de Chalandar de Cornillon, prieur d'Assion et Viverez,



comme envoyé de M. des Chambons, et sa procuration leue et sérement par luy presté, a esté receu et a prins place qui luy a esté cédée par celuy qui s'estoit présenté en vertu d'une substitution à luy faicte par le sieur vicaire des Chambons.

Sur la requeste présentée par les religieux du Monestier lez Chirac, tendant à ce qu'il pleut aux Estatz ordonner au syndic du païs les assister en la poursuite de leur cause contre les Jésuistes de Rodez, attendu que le général dudict païs y a interest, et à ceste fin faire les avances des fraiz nécessaires à ladicte poursuite, à la charge d'en estre rembousé par lesdictz religieux ; a esté conclud que ledict syndic se joindra avec lesdictz religieux en ladicte instance, pour remonstrer l'interest du païs suivant les précédentes délibérations sans toutesfois constituer ledict païs en fraiz ny despens pour ce regard.

Les articles du reiglement dressez pas ledict sindict du païs pour empescher les abus et malversations que les receveurs du diocèse, leurs commis et aultres exacteurs des tailles avoient acoustumé de comectre en la levée d'icelles, ont esté leuz en plaine assemblée, corrigez et reformez par lesdictz Estatz, et conclud que, suivant ladicte correction seront insérez dans le bail de la recepte de la présente année, et oultre ce signifiez à tous receveurs, leurs commis et tous aultres exacteurs et entremetteurs des deniers des tailles, et ce à la diligence dudict syndic, affin qu'ilz n'en puissent prétendre cause d'ignorance ; néautmoings qu'il en sera envoyé coppie aux principales parroisses dudict diocèse, pour prendre garde et tenir la main à l'observation diceulx, contre lesdictz receveurs et exacteurs, suivant les délibérations prinzes par les Estatz, l'année dernière.



Sur la requisition faicte par le sieur Boissonnade, procureur en la Cour des Aydes de Montpellier, de luy faire payer la somme de 468 livres 14 solz 9 deniers à luy deue, assavoir 428 livres 15 solz pour pareille somme dont le sieur Claude Farnier, du Puy, luy a faict remission et transport, et de laquelle il avoit obtenu lettres de taxat et contraincte de ladicte Cour, contre le syndic dudict païs, tant pour les espices de l'arrest prononcé en icelle entre luy et ledict syndic, le 26 mars 1602, que pour le droict de cinq apres dinées et fraiz des commissaires qui ont vacqué à la visite et jugement du procès, et 29 livres 19 sols 9 deniers, dont ledict Boissonnade a obtenu aultre taxat du sieur commissaire député par ladicte Cour, pour les despens de contrainte par luy exposez pour le recouvrement de la susdicte somme dudict premier taxat. Et par mesme moyen, qu'il plaise à ladicte assemblée pourvoir aux fraiz du voiaige qu'il a faict exprez en ceste ville, pour le recouvrement de ladicte partie. Veu par ladicte assemblée lesdictz taxatz, Lettres de contraincte, transport et aultres pièces attachées ; a esté conclud qu'il sera expédié mandement audict sieur Boissonnade, par MM. les commis et députés dudict païs, adressant aux sieurs Seguin et Portanier, tant de ladicte somme de 468 livres 14 sols 9 deniers, que de la somme de 20 livres qui luy a esté accordée pour tous fraiz et despens de son-dict voiaige.

Le sieur de Fumel, syndic, a remonstré que le sieur François Dunoguier, docteur, luy auroict faict intimer ung payement du siège présidial de Nismes, obtenu par Anthoine Dunoguier, son frère, portant condampnation contre luy de la somme de 494 livres, 9 sols 11 deniers,



et de 10 livres 13 sols, pour les despens fournis et avancez par ledict Dunoguier, pour le procès criminel et exécution des jugemens donnez par le prevost et siège présidial dudict Nismes contre Jehan et aultre Jehan et François Ducamp et Jehan Pic, des Cevennes, prévenuz et attaintz de plusieurs crimes.

En quoy, la dernière assemblée des Estatz, tenuz à Mende, par délibération expresse et avant ledict jugement obtenu, fut accordé audict Dunoguier, la somme de 240 livres, pour lesdictz fraiz et despens; ce que ledict Dunoguier ne voulut accepter; à ces'e cause ledict syndic a requis l'assemblée délibérer, tant sur ledict jugement que sur aultre taxat, obtenu dudict siège présidial par le sieur Malgoyre, prevost dudict Nismes, à cause des fraiz et despens faictz à l'exécution desdictz jugemens, outre ceulx dudict Dunoguier. Sur quoy, veu par l'assemblée ledict payement et contraincte contre ledict syndic, ensemble la susdicte délibération et ouy ledict sieur Dunoguier, ladicte assemblée a accordé la somme de 300 livres pour toutes prétensions, tant de sondict frère que dudict sieur prevost, à l'accasion des susdictz payemens, fraiz et despens par eulx faictz, fourniz et avancez, contrainctes, taxatz et exécutoires de despens par eulx obtenuz contre ledict syndic, à la charge que moyennant ladicte somme de 240 livres, et les 60 livres restans audict sieur prevost, icelluy sieur Dunoguier passera promesse audiot sieur syndic, de faire tenir quitte ledict païs, tant par sondict frère, que par ledict sieur prevost et tous aultres, de tous lesdictz fraiz, de remettre devers ledict syndic tous les taxatz, rooles de fraiz et despens, sentences, contrainctes et aultres actes et pièces dépendans de ce faict qui sont ou



peuvent estre au pouvoir de sondict frère et dudict sieur prévost.

Sur ce que ledict syndict auroit représenté à l'assemblée, comme M<sup>e</sup> Jehan Virgille et certains aultres particuliers, habitans de la ville de Mende, auroient ces années dernières obtenu, en la Cour des Aydes, arrest de condampnation contre le païs, de la somme de 2,500 escus, pour les maisons que M. de Fosseux, lors gouverneur dudict païs, fit démolir en ladicte ville pour y faire une citadelle, contre lequel arrest, ayant par l'advis et commandement dudict païs, présenté requeste civile à ladicte Cour, aultre arrest s'en seroit ensuivy confirmatif du précédent, en vertu duquel, ledict Virgille auroit faict saisir et décreter une rente qu'il a au village de St-Bauzille, pour la somme de 200 escus, et prétend continuer son exécution pour le surplus, sur tous ses aultres biens; requérant l'assemblée qu'il luy plaise y pourveoir. A esté conclud de conférer de la part des Estatz avec ledict Virgille pour adviser de le faire entrer en quelque accord. Et pour cest effect ont esté députés MM. d'Aubrac, de Céneret, les sieurs envoyez de MM. des Chambons, de Canillac et de Montrodât et les consuls de Ste-Enymie et d'Yspaniac, pour, ouy leur rapport, en estre plus amplement délibéré et néaulmoings que ledict syndic sera relevé par le pays de tous despens, dommaiges et interest qu'il pourroit souffrir en ceste occasion.

Du sabmedy, huictième jour dudict mois de may,  
du matin, en ladicte assemblée.

Sur le différend intervenu entre le sieur des Alpiers, envoyé du sieur du Tournel, baron du Tour, et le sieur



du Chailar, frère de M. le baron d'Apchier, s'estant présenté en qualité de baron dudict lieu et receu par les Estatz pour tel, le sieur baron de Céneret prétendant ne debvoir estre receu que comme envoyé; lesdictz sieurs des Estatz ont envoyé prier ledict sieur baron, pour esviter aux longueurs que telz différends sont coustumiers d'apporter en la tenue des Estatz de se contenter de la place suivante, celle dudict sieur du Chailar, et de ne désirer pas que de nouveau l'on entrast en délibération sur ung faict qui avoit esté desjà comme jugé par lesdictz Estatz; ce que ledict sieur baron de Céneret a accordé à la prière desdictz Estatz pour le zèle qu'il a au bien du publicq sans préjudice de ses droictz.

Sur la prière faicte à ladicte assemblée par M. de St-Auban, commis des nobles dudict païs, de le voulloir excuser s'il est contrainct de quitter la compagnie à cause d'une assignation qui luy a esté présentement donnée à la requeste du sieur de Nogarède au lieu de Quissac, pardevant le commissaire député par la Cour de parlement, pour veoir procéder à l'enquête de sa partie, luy estant l'affaire de telle importance que sa présance y est très nécessaire; ayant néaulmoings beaucoup de regret de ne pouvoir continuer en ceste assemblée le service qu'il doibt au païs. Lesdictz Estatz recognoissans combien la présence dudict sieur de Saint-Auban est requise en ladicte assemblée, pour le bien des affaires dudict païs, comme estant commis de la noblesse en icelluy et qu'il a assisté durant l'année aux assemblées qui se sont faictes pour lesdictz affaires, l'ont très instamment prié et requis sur tant qu'il ayme le soulagement dicelluy de ne voulloir quitter ladicte assemblée, continuant ce bon office au païs en ceste



occasion de préférer le publicq à son particulier.

Noble Loys de Chambeuil, sieur de Cheilaguet s'est présenté pour M. de Montauroux, et sa procuration leue et le sérement acoustumé par luy presté a esté receu et a prins place en ladicte assemblée.

Sur la réquisition faicte à ladicte assemblée par ledict sieur Bazalgete, de la part de M. le trésorier Parat, de luy faire payer et à ceste fin imposer, en l'assiette de l'année présente, la somme de 2,236 escus, 26 solz, 6 deniers, en déduction de la somme de 4,926 escus, 6 solz, 4 deniers qui luy est due par le païs, suivant l'estat final du compte arresté audict sieur Parat, par MM. les députés des Estatz dudict païs en leur assemblée tenue à Mende au mois de may de l'année dernière; requérant aussi lesdictz Estatz, qu'il leur pleust ratifier ce qui a esté faict et arresté entre lesdictz sieurs députés et ledict sieur Parat, en conséquence du contract passé entre luy et le syndic, le 19 janvier 1604, touchant le faict de la recepte faicte audict diocèse par M<sup>e</sup> Pierre Parat son frère, ez années 1585, 1586 et 1587, et par mesme moyen qu'il plaise aussi ausdictz Estatz, faire oster et lever les oppositions et interdictions naguières faictes sur la levée des restes dudict sieur Parat, à la poursuite de certaines paroisses dudict diocèse, tant de la terre d'Aubrac que de la baronnie de Peyre, ou bien le descharger de la levée desdictz restes ; a esté conclud que demeurant le susdict contract, ensemble la closture dudict compte, approuvez et ratifiez par ladicte assemblée en laquelle ilz ont esté veuz pour cest effect, ledict sieur Bazalgete, comme ayant charge dudict sieur trésorier Parat, est prié luy faire trouver bon de se contenter pour ceste année des intérestz de ladicte somme



de 2,236 escuz, à la charge de luy faire imposer l'année prochaine ce qui se trouvera luy estre deub comme estant impossible de le faire l'année présente, pour les aultres grandes charges que ledict pais est nécessairement contrainct de porter, joinct qu'il ny a lettres d'assiette pour faire l'imposition de ladicte partie; l'expédition desquelles Lettres, lesdictz Estatz ont enjoinct audict syndic de poursuivre cependant.

Sur la grande instance que font à ladicte assemblée les créanciers du pais d'estre payez du principal de leurs debtes en ceste présente année, lesdictz Estatz reconnaissans que c'est chose du tout impossible, et que ce ne sera pas sans peine et grande charge au pais, de pouvoir acquitter ceste dicte année les debtes plus pressez et qui luy sont de plus grande importance et conséquence; ont délibéré et conclud de traiter avec les autres créanciers pour les faire contenter, ceste année, des intéretz de leurs parties les plus raisonnables et modérez, que faire se pourra. Et pour cest effect ont prié et député le sieur envoyé de M. de Jehan, M. de Céneret, les envoyez de MM. de Sévérac, de Gabriac, M. le lieutenant de Chanoillet et le consul du Malzieu.

M. de Saint-Auban, commis des nobles dudict pais, a remonstré à l'assemblée que le sieur Claude Farnier estoit débiteur envers le sieur Jehan de Liques, héritier de feu Jacques de Liques, en la somme de 2,322 escus, 57 solz, 2 deniers; de laquelle ledict de Licques luy avoit faict cession et transport pour pareille somme qu'il luy debvoit. Et daultant que ledict debte procède de l'association faicte par feu sieur Mathieu Farnier, père dudict Claude Farnier, audict feu Jacques de Licques, en la recepte dudict diocèse et que le payement d'icelle



a esté assigné, par ledict Farnier, sur le debet du compte par luy rendu audict, païs comme faisant part dudict debet ainsi qu'appert par la déclaration en forme d'estat, faicte par ledict Farnier audict Jehan de Licques, le 3 décembre 1598, exhibée par ledict sieur de Saint-Auban à ladicte assemblée avec le transport à luy faict par ledict sieur Jehan de Licques ; à ceste cause, il a requis lesdictz Estatz luy voulloir accorder leur consentement avec ung mandement pour luy faciliter le moyen de se faire payer de ladicte somme par les deniers des restes dudict Farnier ; offrant en tous cas, pour plus grande assurance, de s'obliger de garantir et tenir quitte ledict païs envers ledict Farnier et tous aultres, tant du principal que de tous despens, dommages et intéretz qu'il pourroit encourir à cause de ce. Sur quoy a esté conclud et arresté que le païs n'empesche que ledict sieur de Saint-Auban ne soit payé sur les deniers desdictz restes, revenans bons audict Farnier, à la charge que ledict sieur de Saint-Auban sera tenu et passera promesse de relever ledict païs envers et contre tous de tous despens, dommages et intéretz qu'il pourroit encourir à ceste occasion, comme aussi de faire tenir quitte ledict païs, tant dudict principal que desditz intérestz envers ledict Farnier et tous aultres qu'il apartiendra, et pourroient MM. les commis et députés dudict païs en expédier mandement audict sieur de Saint-Auban, conformément à la présente délibération et soubz les charges et conditions portées par icelle et par mesme moyen retirer dudict sieur de Saint-Auban la susdicte promesse pour l'assurance et indemnité dudict païs.

Pour l'audition des comptes des receveurs ont esté nommez et députez par M. le président, assavoir : les



sieurs envoyez du Chapitre, de MM. de Lengoigne, du Tournel, baron du Tour et de Portes et les consulz de la Canorgue, de Saint-Auban et Saint-Estienne-de-Valfrancisque, avec MM. les commis du païs qui sont députez nez.

Dudict jour, huictième dudict mois de may, de relevée,  
en ladicte assemblée.

Pour ouyr les plaintes que font contre les receveurs du diocèse, les habitans et subjectz des terres et seigneuries d'Aubrac et baronnie de Peyre et les prétensions et demandes qu'ilz prétendent faire aux Estatz; ont esté priez et députés par lesdictz Estatz : M. d'Aubrac, MM. les barons de Peyre et de Céneret, les sieurs envoyez de M. de St-Jehan, de M. le baron de Mercueur et de M. de Gabriac et les consulz de Maruejols, de St-Chély-d'Apchier, de St-Germain et de Barre.

Et incontenant après lesdictz sieurs députés se sont assamblez à part pour entendre lesdictes plaintes et procéder à la susdicte vérification, à quoy ilz ont vacqué le reste du jour. Et d'aulture costé MM. les députés aux comptes, ont procédé à l'audition des comptes des receveurs du païs.

Le dimanche neufviesme jour dudict mois de may,  
du matin.

Lesdictz gens des Estatz sont allez à la procession générale qui a esté facile en ladicte ville de Maruejolz, et après ont assisté à la prédication et à la grand messe qui a esté célébrée en l'église dudict lieu et le reste du jour, n'a esté faicte aulture assemblée desdictz Estatz pour traicter des affaires à cause de la feste.



Du lundy, dixième dudict mois de may, du matin.

Sur la réquisition faicte par le sieur Finor, docteur et advocat à Nismes pour et au nom de M. Nicquet, trésorier de France en Languedoc de luy faire imposer en la présente assiette, la somme de 150 escus pour restes et entier payement de 300 escus, qui luy estoient deubz et payable par moitié en l'année dernière et la présente suivant la délibération sur ce prinze par les Estatz dudict pais le 17 décembre 1602. Veu par ladicte assemblée ladicte délibération, a esté conclud que MM. les commissaires de l'assiette seront requis imposer en ceste année, ladicte somme de 150 escus pour estre par le receveur dudict diocèse, payée audict sieur Nicquet, pour l'entier acquittement desdictz 300 escus portez par ladicte délibération.

Le sieur Rodes Castaing a remonstré que, suivant la délibération de MM. les commis et députez du pais, il se seroit acheminé à Tholouse pour deffendre sur la poursuite que les sieurs Chantuel, Virgile et Hélié Chevalier, faisoient contre le sieur Du Montet, pour raison des bleds et vins par eulx achaptez du sieur Régy, marchand de St-Cosme, en Rouergue, pour l'entretienement de l'armée de Maruejolz, et par mesmes moyen faire vuyder l'instance de garantie pendante en la Cour de parlement, en conséquence de l'arrest de condempnation obtenu en ladicte Cour, par ledict sieur Régy, contre ledict sieur du Montet ; sur lesquelles poursuites, arrest s'en seroit ensuivy le 6 septembre dernier, par lequel le syndic du pais auroit esté condampné à relever ledict sieur du Montet, tant des sommes esquelles il est condampné envers ledict Régy, par aultres arrest, et en oultre aux



despens depuis qu'il a esté appelé en cause, sauf audict syndict syndic à poursuivre son eviction, ainsi et contre qui apartiendra ; demeurant lesdictz Chantuel, Virgile et Chevalier, relaxez des fins et conclusions par ledict sieur du Montet, prinses contre eulx ; estant bien marry que par le mesme arrest ladicte garantie n'ayt esté vuydée ; protestant y avoir faict tout ce qui luy a esté possible, et que si l'assemblée le trouve bon, il retournera encores audict Tholouse, pour faire ceste poursuite en ladicte Cour, ou bien en la Cour des Aydes à Montpellier, selon que l'assemblée trouvera pour le mieulx ; la suppliant cependant le faire rembourser des fraiz et despenses qu'il a faictes à ceste occasion, du moins de la moitié d'icelles, suivant la susdicte délibération, et oultre ce luy faire fournir ce que les Estatz adviseront, pour subvenir aux fraiz nécessaires à faire vuyder ladicte garantie. Sur quoy, veu ledict arrest et la susdicte délibération par laquelle ledict sieur Rodes demeure chargé de faire toutes les poursuites requises en ladicte garantie et obtenir arrest de condempnation contre les dessus nommez, à la descharge dudict païs, tant envers ledict Régy que envers ledict sieur du Montet. Veu aussi la promesse faicte par ledict sieur Rodes où il se charge de satisfaire à la susdicte délibération et de ne faire aucune poursuite contre ledict païs, comme ayant prins le faict et cause pour ledict sieur du Montet, ains promet, au nom dudict sieur du Montet, avoir recours contre ledict Chantuel, les héritiers de Garrejac et ledict Chevalier en cas qu'ilz seront condempnez par arrest envers ledict païs et qu'ilz seront deuement solvables et non autrement. A esté délibéré et conclud que l'on consultera pour le païs si la poursuite de ladicte garantie doit estre



faicte en la Cour de parlement ou en la Cour des Aydes et si l'on doibt en donner la charge audict sieur Rodes ou aultre, affin que ledict païs n'en puisse encourir aucun hazard de condempnation.

Et pour faire ladicte consulte ont esté nommez M. d'Aubrac, les sieurs envoyez de MM. de St-Jehan, de Mercueur, de Randon, de Gabriac et de Barre et les consulz de Mende, de St-Chély et de Salgues à l'assistance de M. de Chanoillet et syndic du païs.

Sur la lettre que Mme de Vantadour a escripte à MM. les commis, syndics et députés du païs du Gévaudan, le 4<sup>e</sup> dudict mois de may, par laquelle ladicte dame se plaint de la longuenr que l'on a tenu jusques à présent à pourvoir au payement de ce qui luy est deub par ledict païs, du don à elle faict par le Roy sur les restes des tailles d'icelluy. Après que ladicte lettre a esté leue en ladicte assemblée, avec l'estat que M. d'Hauteville avoit naguères baillé à MM. les députés dudict diocèse à leur retour des Estatz généraulx de Languedoc par le premier article duquel il demande de principal pour ladicte dame, la somme de 971 escus, 19 solz, 4 deniers, restante de la somme de 600 escus, à laquelle fut accordé, en l'année 1599, entre les Estatz dudict païs et ledict sieur, faisant pour ladicte dame, à cause du don à elle faict par sa majesté de la somme de 10,000 escus, sur les restes des tailles dudict païs de Gévaudan. Ladicte assemblée, désirant veoir ladicte dame satisfaicte et contente de ceste part, pour l'honneur et respect qu'elle luy porte, bien que le sieur Spéronnat, receveur dudict diocèse, fust tenu d'acquitter ladicte partie, pour luy avoir ledict païs laissé le fondz en son assiette l'année de sa charge ; à conclud et arrêté que M. de Manificier,



receveur dudict diocèse, la présente année, sera prié emprunter à intérêt pour ledict païs ladicte somme de 971 escus, 59 sols, 4 deniers, pour estre par luy payée à ladicte dame, à l'acquict dudict païs, et à cest effect le syndic d'icelluy passera procuration audict sieur de Manificier pour emprunter ladicte somme, à la charge de retirer par ledict sieur, les Lettres patentes du Roy et aultres pièces touchant ledict don, avec la quittance de ladicte dame et du receveur général, des restes de ladicte somme entière de 10,000 escuz, à l'acquit et descharge dudict païs de pareille somme. Et néantmoins, que ledict syndic formera opposition sur la saisie qui a esté faicte de l'office de receveur dudict sieur Spéronnat, affin d'estre alloué à la distribution du pris dudict office, tant pour ladicte somme de 971 escus, 59 sols, 4 deniers, que pour les intéretz et despens, à faulte d'avoir aquitté ladicte partie.

Et d'aultans que ladicte assemblée a esté advertie que ledict sieur d'Hauteville ne sera entièrement content et satisfait de la somme de 200 escus que les Estatz luy ont accordée pour ses demandes et prétensions, et que son ayde et faveur peult beaucoup profiter au païs, mesmes envers ladicte dame de Vantadour, pour le recouvrement de la quittance de 10,000 escus, qui est très-nécessaire pour la descharge dudict païs de pareille somme envers le Roy, a esté conclud qu'oultre ladicte somme de 200 escus qui avoit esté desjà accordée audict sieur d'Hauteville, ilz luy accordent encore la somme de 100 escus qui est en tout 300 escuz, pour toutes ses dictes demandes et prétensions contenues en son estat, qui a esté veu en ladicte assemblée ; laquelle somme MM. les commissaires de l'assiette seront requis imposer



en l'assiette de ceste année, pour estre payée audict sieur d'Hauteville, à la charge qu'il remettra devers le syndic ladicte quittance de 10,000 escuz avec les lettres patentes du don de ladicte somme et aultres pièces qui en deppendent, mentionnées en la précédente délibération prinze sur ce sujet.

Dudict jour, dixième dudict mois de may, de relevée.

M. Anthoine Chevalier, jadis receveur électif des tailles dudict diocèse, en l'année 1585, a requis l'assemblée de pourveoir au payement de la somme de 515 escus, qui luy est deue pour restes de plus grand somme, suivant le contract qui a esté passé entre le syndic dudict païs et luy. Et néantmoins faire oster les interdictions qui luy ont esté faictes de lever ses restes ou bien luy remplacer d'ailleurs lesdictz restes suivant la teneur dudict contract.

Le second consul de la ville de Maruejolz a remonstré qu'anciennement, en ladicte ville, leur portion des deniers des tailles avoit acoustumé d'estre imposée, non-seulement sur le terroir dicelle, mais aussi sur les maisons, le cabal et chapaige ; et qu'à présent les deux tiers de leurs maisons sont ruynées, leur capal perdu et leur chapaige grandement diminué, et toutesfois l'on ne laisse de les cottizer suivant l'ancien cadastre, sans avoir esgard à la ruïne de leurs dictes maisons, perte de leur dict cabal et dimution de leur dict chapaige, qui est cause que, n'ayant moyen satisfaire et payer leur dicte cottité, suivant l'ancienne taxe, ilz supplient l'assemblée la voulloir réduire et modérer au pied et selon l'estat et condition ou se trouve maintenant ladicte ville, et pour cest effect en faire faire les vérifications néces-



saires, aultrement déclarent estre contrainctz d'avoir recours à justice.

Le sieur Armand lieutenant en ce diocèse de M. le prévost général de Languedoc, a représenté verbalement à l'assemblée, les chevauchées, captures et exécutions par luy faictes en ce diocèse, durant ceste année passée, et en a exhibé le verbal par escript; suppliant les Estatz de pourvoir au payement de ses gaiges, du greffier ordinaire et de ses archers, et luy augmenter le nombre de sesdictz archers, affin qu'il ayt tant plus de moyen de s'acquitter deuement de sa charge comme il a toujours désiré faire, au contentement du païs.

Sur la requeste présentée par MM. les chanoines de l'eglise de Quézac, tendant à ce qu'il pleut ausdictz Estatz, leur faire payer la somme de 350 escus, pour restes de 500 escus qui leur estoient deubz par le païs, suivant l'accord passé avec le syndic du païs, attendu mesmes la nécessité qui les presse du bastiment de leur église; a esté conclud que MM. les commissaires de l'assiette seront requis imposer, ceste année, la somme de 150 escus, en déduction desdictz 350, à la charge que lesdictz chanoines ne pourront prétendre aucuns interestz pour les 200 escus restans.

Sur ce que ledict syndic a remonstré qu'il y a plusieurs particuliers créanciers du païs qui le pressent, demandant payement de plusieurs parties et sommes de deniers qu'ilz prétendent leur estre deues et mesmes les sieur du Villeret, de Chazal, Vachery et aultres, qui luy ont faict plusieurs actes de réquisition et protestation, estans nécessaire de vérifier si lesdictes parties sont légitimement deues, comme aussi plusieurs aultres préten-



sions et demandes que l'on faict au païs ; a esté délibéré et conclud qu'il sera procédé à la vérification desdictz debtes par MM. les commis, syndic et députés dudict païs à l'assistance du sieur envoyé du chapitre, de M. le baron du Tour et des sieurs consulz de Salgues et de Barre, avec MM. du conseil du païs ; lesquels s'assambleront pour cest effect en la ville de Mende, au mois d'adust prochain, et ladicte vérification faicte, pourront essayer d'accorder et composer desdictz debtes, s'ilz les trouvent légitimes et raisonnables, à la meilleure condition que faire se pourra, pour le soulaigement du païs, ayant esgard à la nature et qualité diceulx debtes, pour après estre du tout faict rapport par lesdictz sieurs, à la prochaine assemblée desdictz Estatiz.

Sur ce que le consul de la ville de Chirac a remontré comme par ordonnance de MM. les commissaires députés par le Roy pour l'exécution de ses édictz de pacification, mesmes de celui de Nantes, les habitans de ladicte ville, demeurent deschargez de toutes impositions et debtes qui ont esté faictz en ce diocèse, à l'occasion des troubles, comme ayant lesdictz habitans suivy le party de ceulx de la religion prétendue réformée et contribué audict party. Suivant laquelle ordonnance, lesdictz habitans s'estans mis en debvoir de faire procéder à la vérification et liquidation desdictes impositions et à ceste fin, faict appeller le syndic dudict païs, pardevant le commissaire à ce député, et d'autre part, désireux de vivre en paix et amitié avec le païs, ayant faict plusieurs ouvertures d'accord audict syndic et mesmes se mettant plus qu'en leur debvoir, faict offre de se départir de toutes leurs demandes et prétensions pour ce regard et renoncer à tous procès, en les des-



chargeant seulement des restes qui leur sont demandées de la recepte de feu Mathieu Farnier et de leur cottité de la partie de 50,000 escus due par ledict païs à Mgr le comte d'Auvergne. Sur ledict offre, MM. les commis et députés dudict païs, par leur dellibération du XVI juin 1602 auroient ordonné que la levée des restes dues par lesdictz habitans audict Farnier, comme aussi leur cottité de l'imposition, faicte au mois de janvier 1601, de la somme de 10,000 escus, en déduction de la partie due à Mgr le comte d'Auvergne, seroit tenue en surséance jusques à l'assemblée des Estatz, lors prochains, en laquelle cest affaire debvoit estre traicté et décidé au contentement desdictz habitans. Ce que n'ayant peu estre faict en icelle, à cause d'autres occupations, lesdictz Estatz en auroient de rechef faict renvoy à la présante assemblée pour estre pourveu ausdictz habitans et cependant continué ladicte surséance, nonobstant laquelle, les receveurs n'auroient cessé de les molester par rigoureuses exécutions et contraintes, comme ilz font encores, pour avoir payement des susdictz deniers; requérant, au moyen ce ce, qu'il pleust audictz Estatz, faire descharger lesdictz habitans, des portions qu'ilz pourroient debvoir desdictz impositions et debtes, mesmes de la partie due à mondict seigneur le comte d'Auvergne et restes dudict Farnier, autrement déclarent voulloir recourir à justice, tant pour le principal que pour les despens souffertz et à souffrir par eulx. Lesdictz Estatz ont député et prié MM. d'Aubrac de Peyre, de Servièrre et les sieurs consulz de St-Chély et de Saulgues pour veoir, les papiers desdictz habitans et faire vérification des parties dont ilz prétendent estre deschargez, et après tascher d'en composer avec ledict consul, et faire le semblable pour



le regard des habitans de St-Lager-de-Peyre qui ont pareilles prétensions ; pour le tout veu par les sieurs députés et rapporté à ladicte assemblée, en estre par elle plus amplement délibéré.

Du mardy, unzième jour dudict mois de may, du matin.

La lettre que Mgr de Mende a escripte aux Estatz, contenant excuses de ce qu'il ne peult, à cause de son synode, se trouver en la présente assemblée, comme il désiroit, pour l'avancement des affaires du païs, a esté leue en ladicte assemblée par le greffier dudict païs et mondict seigneur remercié par lesdictz Estatz, en la personne de M. son grand vicaire, président en iceulx de la continuation de son affection au soulagement dudict païs.

Sur la proposition faicte en ladicte assemblée de l'accord et transaction passé le 5<sup>e</sup> jour de may de l'année dernière entre Mgr l'archevesque de Sens et le syndic dudict païs, d'une part, et le sieur de Chambrun, tant en son nom que comme procureur de M<sup>me</sup> la viscomtesse de Larboux et ses consortz, d'autre, touchant le procès qui estoit pendant au Conseil du Roy entre lesdictes parties, pour raison des biens de feu Estienne Dolmières dict Bussac, Ysabeau de Montmejan et complices, après que le faict dudict procès a esté bien au long desduict et représenté tant par le sieur de Fumel, à présent syndic dudict païs, que par M. de Chanoillet, lieutenant général au bailliaige de Gévaudan, auparavant syndic, et lecture faicte, en plaine assemblée des actes et pièces dudict procès comme aussi des délibérations prinzes par les sieurs députés des Estatz en leur assemblée, tenue à Mende, ez mois d'avril et may de ladicte année dernière,



et finalement du contract, contenant le susdict accord et transaction, receu par M. Jehan Bompar, notaire royal de la ville de Mende. Lesdictz Estatz ayant sur ce longuement et meurement délibéré, ont conclud et arresté que ledict contract d'accord et transaction demeure par eulx agréé et rattiffié, approuvé, émologué et confirmé, comme faict et passé pour le bien, profit et soulagement dudict païs; voulant et consentant, en ce qui les concerne et regarde, qu'il sorte son plain et entier effect, selon sa forme et teneur.

Après laquelle délibération prinze les consulz de Florac, Barre, St-Germain, St-Estienne-de-Valfrancisque, ont dict ny voulloir adhérer ne consentir, pour n'avoir esté bien informez a quoy ont esté employez les deniers provenuz de la vente des meubles, bestail et cabal qui furent trouvez et saisissez audict sieur de Bussac, sadicte femme et enfans, et pareillement des fruictz de Requêtes et aultres terres, dont ilz n'ont veu les inventaires qui en furent faictz.

Dudict jour, unzième may, de rellevée.

Sur la requeste verbalement faicte à l'assemblée par le sieur de Méjanès, à ce que son bon plaisir fut de le faire payer de la somme de 100 escus qui luy fut accordée par les Estatz derniers, en considération du bastiment et réédification de l'église cathédrale qu'il a prins à prisfaict; veu la délibération desdictz Estatz derniers, tenuz en la ville de Mende; a esté conclud, conformément à ladicte délibération, que lorsque ledict sieur de Méjanès aura achevé l'œuvre, suivant ses prisfaictz, luy sera pourveu au payement de ladicte somme de 100 escus.



Sur la réquisition faicte par le sieur de Mérignac, de pourvoir à son payement et remboursement de la somme de 105 livres par luy acquittée au fermier clamataire du petit scel de Montpellier, pour l'obligation de 1,050 livres consentie par feu M. le juge Achard, son père, au nom, et pour les affaires du pays, au profit de M. Claude Clausel, receveur et payeur de la Cour des Aydes de Montpellier, plus le faire rembourser de la somme de 15 livres par luy payée pour les despens dudict fermier, et outre ce de 19 livres 19 sols pour les despens de l'instance introduicte au bailliaige de Gévaudan; desquelles trois parties il a obtenu sentence du bailliaige contre le syndic du pais, et encores le faire rembourser de la somme de 50 livres pour les fraiz, journées et vacations par luy payez à M. Burrelly, du voiaige par luy faict en ce pais, à la requeste de Jacques Brézégues, fils et procureur de M. Jehan Brézégues, naguères fermier des décimes, clameurs et amandes du petit scel de Montpellier, pour le contraindre au payement de la somme de 20 escus 43 sols, à quoy monte la clameur exposée contre le feu sieur de Saint-Didier, à la requeste de sieur Pierre Reynaud, marchand de Montpellier pour la somme de 651 livres 10 sols, en laquelle ledict Achard et de Saint-Didier estoient obligez envers luy, pour les affaires dudict pais. A esté conclud que MM. les commissaires de l'assiette seront requis imposer la somme de 769 livres 9 sols, à quoy reviennent les susdictes parties, en cas que ledict sieur de Mérignac ne vouldroit uzer de modération au profit du pais.

Sur la remonstrance faicte par le sieur Rodier, lieutenant en ce diocèse de M. le prévost général de Languedoc, de ce qu'il auroit durant l'année faict dans ledict



diocèse les chevauchées ordinaires, selon le deub de sa charge, et à cest effect exposé plusieurs fraiz et despens et mesme pour l'entretènement de deux hommes, ausquelz il se seroit faict assister à faulte d'archers; requérant à ceste cause, qu'il pleust aux Estatz pourvoir à son remboursement du passé, et pour l'advenir luy augmenter ses gaiges, de telle somme qu'ilz adviseront estre nécessaire, pour avoir moyen de s'entretenir et par mesme voye luy accorder quelques archers et ung substitut du greffier, avec gaiges, comme il est acoustumé, affin qu'il puisse s'acquitter dignement du debvoir de sa charge; ce qu'aultrement il luy seroit impossible de faire; a esté délibéré et conclud que ledict sieur Rodier sera continué en ladicte charge de lieutenant dudict sieur prévost général audict diocèse, aux mesmes gaiges de 150 livres quy luy furent accordez, l'année passée. Et néantmoins sera ordonné audict sieur Armand, aussi lieutenant dudict sieur prévost général, assister ledict sieur Rodier de deux archers et de sa personne mesme, quand l'occasion le requerra.

Sur la requeste présentée par Izaac Fort, du lieu de Molines, contenant qu'ores que, suivant les articles de l'équivalent du païs de Languedoc, ne soit deub aucun droict d'esquivallent pour les vins vertz, aultrement appelez vins *prims*, qui se cueillent dans ledict diocèse de Mende et païs de Gévaudan, lesquelz l'on ne peult vendre sans y mesler du vin daultre païs, et que les habitans dudict diocèse n'en ayent jamais rien payé; toutefois Claude Perret, dudict lieu, fermier dudict équivalent, veult, contre la teneur desdictz articles, contraindre le suppliant au payement dudict droict pour ledict vin *prim*, et leur a mis en instance devant le juge



ordinaire d'Ispaniac, lequel est prest de juger le procès ; requérant l'assemblée qu'il luy plaise ordonner au syndic de se joindre en ladicte instance pour l'intérêt du païs. Veu par lesdictz Estatz l'extraict des articles dudict droict d'équivalent, et attendu la conséquence de l'affaire pour l'intérêt du païs ; a esté conclud que ledict syndic se joindra en ladicte instance et aultres qui pourroient intervenir sur semblable faict et y deffendra jusques à l'obtention d'un arrest pour la conservation des droictz et anciens privillèges dudict païs.

Sur plusieurs plaintes faictes à l'assemblée contre Jehan Barbut, huissier, de certains abus et concutions par luy commis en l'exaction des deniers des tailles sur plusieurs paroisses dudict diocèse, a esté conclud que le syndic en poursuivra la punition au nom et aux despens communs du païs.

Sur la requeste verbalement faicte par le consul de la ville de Salgues, à ce qu'il pleut à l'assemblée faire imposer, à la présente assiette, la somme de 2,100 livres à eulx deue par ledict païs, suivant l'accord qui en fut faict en l'assemblée tenue à Mende ez mois d'avril et may l'année passée, attendu mesmes qu'en faveur et considération du païs et de la promesse qui fut faicte, par ladicte dernière assemblée, audict consul et aultres habitants dudict Salgues qui se trouvèrent audict accord, de leur faire payer ladicte partie dans ceste année pour estre employée à la réédification de leur église ; ilz auroient rabatu et diminué sur culx une bonne somme de leur debte. A esté conclud que MM. les commissaires de l'assiette, seront requis imposer la moitié de ladicte partie en la présente assiette, et l'autre moitié l'année prochaine, à l'effect susdict.



Le sieur Jabre, consul de la ville du Malzieu, a remontré qu'anciennement ladicte ville estoit fort peuplée et les habitans dicelle riches et aisez; mais depuis l'année 1573, ayant esté par deux foyz invahie et longuement tenue et occupée par les ennemis, et oultre ce souffert le passaige et logement de toute l'armée royalle, conduite par feu M. le duc de Joyeuse, en l'année 1586, après que les occupateurs eurent quitté ladicte ville par composition, et pour comble de sa misère, affligée d'une cruelle et dangereuse peste; elle auroit esté par ses grands malheurs réduite à ung si piteux et déplorable estat, quelle se trouve maintenant presque déserte et desnuée d'habitans et encores fort pauvres et misérables et la meilleure partie des maisons tombées en ruyne et décadence, pour n'y avoir personne qui les habite. Et bien que ceste désolation et calamité soit une cause juste et plus que suffisante pour inviter et occasionner les Estatz à soulager ladicte ville, et ce faisant, la descharger des tailles et impositions qui se font audict païs, au moing d'une bonne partie d'icelles, si est ce qu'on a désisté de continuer de la charger aultant que jamais et la cottizer au mesme pied quelle souloit estre en sa plus grande prospérité, qui est chose éloignée de toute équité et raison et contraire aux edictz et ordonnances du Roy; au moyen de quoy a requis lesdictz Estatz voulloir, suivant lesdictz édits, conclure et arrester que vérification sera faicte de l'estat auquel se trouve de présent ladicte ville, et pour cest effect de présenter et commettre telles personnes qu'il leur plaira choisir, pour ladicte vérification faicte, réduire et modérer la cottité de ladicte ville à la taxe qui sera trouvée juste et raisonnable, selon sa portée et faculté; aultrement



supplient lesdictz Estatz ne trouver mauvais s'ilz en poursuivent ung reiglement devers la justice, y estant portez par la raison et contrainctz par la nécessité.

Du mercredy, douzième jour dudict mois de may,  
de matin.

Les sieurs députez à l'audition des comptes estans venuz à l'assemblée, ont faict rapport, par la bouche du sieur premier consul de Mende, de plusieurs difficultés qu'ilz ont trouvées sur divers articles du compte-rendu par le sieur Mérimon des deniers extraordinaires dudict diocèse, l'année dernière, sur quoy lesdictz Estatz ont vacqué et employé ceste séance à résouldre la plus grande partie desdictes difficultés sur plusieurs desdictz articles.

Dudict jour, douzième dudict mois de may, de relevée.

Ladicte assemblée a continué une partie de ceste séance à vuyder les difficultés des articles restans dudict compte-rendu par ledict sieur Mérimon et d'en résouldre et arrester les apostilles sur le brevet dudict sieur consul de Mende, pour estre mises et couchées en marge de chascun d'iceulx articles, suivant l'intention des Estatz.

Et daultant qu'entre les articles de la despense dudict compte, est celluy de 500 escus, payez par ledict Merimon à M. de Fosseux, en déduction de la somme de 1,000 escus qui luy avoit esté accordée par contract d'accord et transaction passé le..... entre luy et les sieurs députés dudict diocèse, estans aux Estatz généraulx de Languedoc, suivant la délibération sur ce prinze le 5<sup>e</sup> jour de décembre dernier, et ce tant pour les interestz d'une partie de la somme qui luy estoit deue



de restes de la composition faicte avec luy pour la reddition de la ville de Mende que pour les materiaulx des canons, pouldres et balles par luy demandez au païs et aultres prétensions, mentionnées tant en ladicte délibération que audict contract; lesdictz Estatz, après en avoir délibéré, on conclud et arresté, attendu le payement faict par ledict Mérimon, de la somme de 500 escus, par vertu de l'ordonnance desdictz sieurs députés, que ladicte somme sera allouée en la despence dudict compte, et ce toutesfois sans conséquence et à la charge que les materiaulx des canons, pouldres et balles, laissez par ledict sieur de Fosseux en la ville de Mende, seront venduz au profit dudict païs, pour remplacer ladicte somme de 500 escus payée par ledict Mérimon.

Et affin qu'à l'advenir les traittés et négociations qui pourront estre faictz des affaires dudict païs soient daultant plus approuvez et autorisez, a esté aussi conclud que lorsqu'il s'agira de passer contractz ou résouldre quelques affaires d'importance, concernant ledict païs, ou expédier quelque mandement excédant la somme de 100 livres, pour une fois, lesdictz sieurs commis, syndic et députés seront tenuz d'y appeller celui de MM. les barons qui se trouvera en tour, cette année avec les aultres sieurs députés et consulz qui ont esté nommez à mesme effect par les délibérations des Estatz précédens.

Lesdictz Estatz délibérans sur l'entretienement du sieur Armand; lieutenant en ce diocèse, de M. le prévost général de Languedoc et du greffier ordinaire et de ses archers, et recognoissans qu'il est nécessaire de fortifier la justice dans ledict païs, ont conclud et arresté que les gaiges et entretienement dudict sieur Armand, luy seront



continuez en ceste année, semblables à ceulx de l'année dernière, comme aussi ceulx dudict greffier, et de mesmes de six archers que lesdictz Estatz luy ont accordé, soubz les charges et conditions des délibérations prinze par les Estatz, les années précédentes, touchant l'entretènement dudict sieur Armand. Et ce, oultre la somme de 150 livres, accordée au sieur Rodier, aultre lieutenant, pour son entretènement durant ceste dicte année, à la charge aussi que ledict sieur Armand sera tenu l'assister de deux archers et de sa personne mesme, si l'occasion la requiert.

Sur la requeste verbalement faicte par M. Charrière, à ce qu'il pleut aux Estatz luy ordonner quelque somme pour le relever de la despense qu'il a exposée au voiaige et séjour par luy faict en ce diocèse, poursuivant d'estre reccu en ceste assemblée à l'exercice de la charge de lieutenant en cedict diocèse, dudict sieur prevost général, en vertu des lettres qu'il en avoit de luy, ausquelles lesdictz Estatz n'auroient voulu avoir esgard ; a esté conclud que MM. les commissaires de l'assiette seront requis imposer la somme de 30 livres que lesdictz Estatz ont accordé audict Charrière pour le relever des fraiz par luy souffertz attendant la résolution de l'assemblée sur le faict de sa reception.

Du jeudy, trezième jour dudict mois de may, du matin.

Sur ce que M. le doyen, de l'église de Maruejols a reimonstré que le lieu ou les ecclésiastiques de ladicte ville font le service divin, n'est pas entierement à eulx, ains ung costé en apartient aux consulz de ladicte ville ; au moyen de quoy ilz sont contrainctz faire bastir une muraille entre deux, pour séparer leur église, affin que par faulte de ce elle ne demeure prophanée au mespris



de l'honneur et culte divin ; mais ilz reconnoissent ne pouvoir deulx mesmes subvenir aux fraiz et despens nécessaires pour ledict bastiment, s'il ne plaisoit au païs leur continuer son bon ayde et secours par sa acoustumée libéralité, sans laquelle ilz seroient contrainctz de cesser ledict service, demeurant les aultres réparations qu'ilz ont faictes audict lieu du tout inutiles en deffault de ladicte muraille ; supplians lesdictz Estatz voulloir encore exercer leur charité pour la perfection d'ung œuvre si pieux et recommandable, affin que ladicte ville ne demeure, par faulte de ce, privée de l'exercice de la religion catholique. A esté conclud que MM. les commissaires de l'assiette seront requis imposer la somme de 150 livres, que lesdictz Estatz ont accordée auxdictz ecclésiastiques pour ladicte réparation, sans conséquence, et à la charge que les deniers ne pourront estre aucunement divertiz ny employez à aultres uzages à peine de répétition.

Le sieur Julien, de la ville du Puy, a remonstré pour et au nom des sieurs de Creil et Gamin, bourgeois de la ville de Paris, que sur les deniers de la recepte des restes du sieur Farnier, il leur est deub la somme de 1,236 escus ; et bien que par l'arrest de la Cour des Aydes, donnée sur l'ordre de la distribution desdictz deniers, ilz fussent allouez des premiers, toutesfois, sans avoir esgard à cela, le païs auroit préféré et faict payer le sieur Violon et aultres créanciers dudict Farnier, d'une partie de leurs debtes, au moyen de quoy il a requis lesdictz Estatz ordonner que, sans aultre recullement ilz seront payez par les receveurs desdictz restes de ladicte somme de 1,236 escus, autrement ilz seront contrainctz user des voyes et rigueurs de justice contre ledict païs, telles qui leur sont permises par ledict arrest.



Sur la requisition faicte par le sieur Rodes Castain, pour les hoirs de feu sieur du Montet, de la Canorgue, son beau-père, de faire imposer en la présente assiette et luy faire payer la somme de 328 livres, à luy due par ledict païs, suivant la délibération de l'assemblée des sieurs députés par les gens des Estatz d'icelluy, du 5 may de l'année passée pour restes et entier payement de la somme de 1,200 livres qui fut accordée audict sieur du Montet, en l'année 1585, luy ayant esté promis, par lesdictz sieurs députés, de luy faire imposer en ceste présente assiette, ladicte somme de 328 livres, en considération de ce qu'il avoit remis, au profit dudict païs, une partie dudict debte. Requérant aussi qu'il pleut à l'assemblée pourveoir au remboursement des fraiz par luy exposez au procès qui a esté jugé en la Cour de parlement de Tholoze, entre luy et le syndic dudict païs, dont il se remet à la discrétion des Estatz ; offrant de consentir à la revocation dudict arrest, en le relevant du principal et des despens par luy fourniz. A esté conclud que MM. les commissaires de l'assiette seront requis imposer ladicte partie de 328 livres en l'assiette de la présente année, à la charge que ledict sieur Rodes, au nom desdictz hoirs, sera tenu faire quittance générale de toutes prétensions qu'il pourroit avoir contre ledict païs, à cause de ladicte partie, comme aussi sera tenu prendre, pour argent comptant, en déduction de ladicte somme, la quittance dudict receveur, de la cottité des tailles de ceste dicte année, des mesteries que ledict sieur Rodes possède en la paroisse de la Capelle, et ailleurs, dans ce diocèse. Et pour le regard du susdict procès, ledict sieur Rodes fera porter les pièces sur lesquelles ledict arrest est intervenu pour estre veu par



MM. les commis et députés du païs, avec le conseil dicelluy et le sieur Chantuel et aultres qui sont tenus à la garantie, pour tascher d'en demeurer d'accord à l'amyable ; et cependant toutes poursuites seront pour ce regard tenues en surséance.

Sur la réquisition faicte par M. Langlade, de Saugues, de pourveoir au payement de la somme 410 escus, qui sont deubz à MM. Loberie et Bonhomme, de ladicte ville de Salgues, par fin de leur compte rendu au païs de certains vivres et munitions de guerre, ayant obtenu sentence de la Cour du Bailliaige de Gévaudan, le 20 avril 1602, par laquelle le syndic dudict païs est condempné à faire comprendre ladicte partie dans l'estat des debtes du païs, pour estre vérifié et procurer la permission nécessaire pour en faire l'imposition ; veu ladicte sentence et une déclaration faicte devers le greffe du païs, le 21 janvier 1601, par ledict sieur Bonhomme, en laquelle il promet quitter de sa part ledict païs et le faire tenir quitte, par ledict sieur Loberie, de la susdicte somme de 410 escus ; et à ceste fin fournir de quittances vallables, en luy faisant imposer la somme de 100 escus dans ladicte année 1601 et 260 escus, en l'année 1602. A esté conclud que par les sieurs députés par les Estatz, à la vérification des debtes, sera procédé à la vérification du susdict debte, pour après leur rapport faict à l'assemblée des Estatz prochains en estre plus amplement délibéré par lesdictz Estatz selon qu'il y escherra.

M. Anthoine Chevalier, receveur dudict diocèse, ez années 1582 et 1585 s'estant présenté à l'assemblée, a requis les Estatz luy faire payer la somme de 2,000 escus, à quoy se monte les reprinses du compte, par luy rendu



au païs, de la recepte et despense de ladicte année 1583, s'estant le syndic, obligé à celà par le contract passé entre luy et ledict Chevalier, en cās qu'il seroit em-  
pesché en la levée desdictes reprises, ou que lesdictes paroisses en seroient deschargées par arrestz, estant notoire à ladicte assemblée l'apposition formée par lesdictes paroisses, en vertu d'ung arrest du Conseil d'Estat, par le moyen duquel elles prétendent debvoir estre exemptes du payement desdictz restes ; a requis aussi ledict Chevalier, luy faire payer la somme de 315 escus, à luy deubz par ledict pays, pour restes de 1,500 escus et pour les causes mentionnées audict contract ; et outre ce la somme de 564 escus, qui luy sont encores deubz par la fin du compte qu'il rendit au païs, en l'année 1599, des deniers ordinaires de l'année 1583, avec les apportz desdictes parties.

Pour esviter aux fraiz et aux douteux événement du procès intenté au Conseil du Roy, pour raison des intéretz prétendus par les créanciers du sieur de Fosseux, à cause des parties pour lesquelles ilz avoient esté alloués par arrest de la Cour des Aydes, sur la somme accordée audict sieur de Fosseux, pour la reddition de la ville de Mende, en l'année 1598 ; ayant lesdictz créanciers obtenu, de ladicte Cour, arrest de condamnation desdictz intéretz contre le syndic dudict païs qui d'aultre costé a faict appeler lesdictz créanciers au Conseil d'Estat, pour veoir revocquer ledict arrest. Lesdictz Estatz, désireux du soulaigement du païs, ont advisé de tascher de demeurer d'accord amyablement, tant lesdictz créanciers pour raison desdictz intéretz, et à cest effect ont nommé et député le sieur envoyé de M. de Saint-Jehan, M. le baron de Céneret, les sieurs



envoyez de MM. de Sévérac et de Gabriac, M. le lieutenant Chanoillet et le consul du Malzieu.

Sur ce que M. du Hault-Villar, baron de Céneret a représenté à l'assemblée que, par contract passé le 5<sup>e</sup> jour de may de l'année dernière 1605, entre Mgr de Mende, tant en son nom que comme se faisant fort de M<sup>e</sup> Pierre Lenoir, le procureur de Mgr l'archevesque de Sens et le syndic dudict pais de Gévaudan, d'une part, et le sieur de Chambrun, tant au nom de sa femme que comme procureur de Mme la vicomtesse de Larboux et aultres ses consortz, d'autre part, pour raison de la terre de Requoyetes et ses dépendences, il est expressément porté qu'il luy sera payé la somme de 19,800 livres; assavoir à 18,000 livres pour le remboursement du pris de l'acquisition dudict Requoyetes faicte par le feu sieur de Saint-Vidal, duquel il a droict, à cause de sa femme, et 1,800 livres, tant pour le rembourser du l<sup>z</sup> o qu'il a payé, que pour la non jouyssance du molin dudict Requoyetes, durant six années; requérant lesdictz Estatz de faire pourveoir à son payement, et à ceste fin faire mettre es mains dudict syndic les sommes qui doivent à cest effect estre fournies, suivant ledict contract, par mondict seigneur de Sens et ladicte dame vicomtesse de Larboux, et le surplus par le pais pour luy estre délivrées ainsi qu'il est dict par icelluy contract; requérant aussi par mesme moyen qu'il plaise ausdictz Estatz luy déclarer sur qui il doit avoir son secours et garantie de la non jouyssance du revenu dudict Requoyetes, depuis ung an que ledict contract fut passé, attendu qu'il n'a touché l'argent ny ledict revenu depuis ledict temps, et qu'il n'est raisonnable de le priver de tous les deux en-



semble, présentant à ladicte assemblée, pour seureté du payement, qui luy sera faict de ladicte partie, certains contractz et papiers qu'il a remis devers le syndic. Lesdictz Estatz, après avoir mis l'affaire en délibération et considéré que pour ceste année le païs n'a moyen d'aquicter la somme de 12,000 livres, en laquelle il se trouve obligé par ledict contract pour estre d'aillieurs pressé du payement de plusieurs aultres debtes, joinct qu'il est nécessaire d'obtenir du Roy, préalablement permission d'imposer ladicte partie, ont conclud que ledict sieur du Hault-Villar, sera prié pour les susdictes considérations se voulloir contenter, pour ceste année, des intéretz de l'adicte partie de 12,000 livres, et pour en traiter avec luy, comme aussi pour veoir lesdictz contractz et du tout faire rapport à l'assemblée, ont esté députés les sieurs envoyez de MM. de Saint-Jehan, de Polignac, de Mercueur, les sieurs du Besset, de Chanoillet, lieutenant et consul du Malzieu.

Du vendredy, quatorzième dudict mois de may,  
du matin.

Sur la réquisition faicte par M. de Saint-Auban, commis des nobles dudict païs, à ce qu'il pleut aux Estatz ordonner à MM. les commis de réformer le mandement qui luy a esté accordé par ladicte assemblée pour estre payé de la partie qui luy est deue par le sieur Farnier, et ce faisant, oster dudict mandement ces mots : des deniers revenans bons audict Farnier ; d'autant que les receveurs ne veullent accepter ledict mandement conditionné, joinct qu'il fera promesse, en tout cas, de relever le païs, tant du principal que de tous despens, dommages et intérestz qu'il pourroit encourir, a esté



conclud, attendu les raisons que dessus et la qualité dudict sieur de Saint-Auban, que ledict mandement sera reformé ainsi qu'il la requis.

Sur la requeste présentée par le sieur d'Alteyrac, tendant à ce qu'il pleut à l'assemblée le faire payer et rembourser de la somme de 300 escus qui luy est due de restes de plus grande somme par luy fournie, pour les affaires du païs, suivant l'estat qu'il en a en main ; a esté conclud qu'il se retirera par devers les sieurs députés à la vérification des debtes et remettra devers eulx ledict estat et aultres pièces pour en faire vérification, et après, rapport aux prochains Estatz.

Sur le rapport faict ausdictz Estatz par les sieurs députés à veoir les contractz remys par M. du Haultvillar, baron de Céneret, et à traiter avec luy, à l'assistance de M. d'Aubrac, touchant les intéretz pour ceste année de la partie de 12,000 livres qui luy doibt estre payée par le païs, suivant le contract d'accord, passé le 5<sup>e</sup> jour de may, de l'année dernière 1603, sur le faict de Requolletes ; après que lesdictz sieurs députés ont faict entendre sommairement le contenu desdictz contractz, et comme ilz avoient longuement disputé avec ledict sieur du Haultvillar, l'ayant fort instamment prié de s'acommoder au soulaigement du païs et au désir de l'assemblée, et ce faisant, se voulloir contenter, pour ceste année, desdictz intérest, dont il auroit faict difficulté. A esté conclud que ledict contract d'accord sera ratifié par le syndic dudict païs, au nom de ladicte assemblée, laquelle pour cest effect luy en a donné et donne plain pouvoir et mandement spécial, à la charge que la dame vicomtesse de Larbous et le procureur de Mgr de Sens, feront de leur part la semblable, et néantmoins que



ledict syndic obtiendra lettres d'assiette pour avoir permission d'imposer ladicte somme de 12,000 livres portée par ledict contract. Et cependant MM. les commissaires de l'assiette seront requis imposer, la présente année, la somme à quoy reviennent les intérestz de ladicte partie de 12,000 livres, pour estre payez à qui apartiendra, par le receveur dudict païs.

Le sieur Armand, lieutenant en ce diocèse de M. le prévost général de Languedoc, a remonstré qu'il auroit durant l'année passée faict plusieurs chevauchées extraordinaires et entretenu à ses despens ung archer, oultre le nombre qui luy avoit esté accordé pas le païs, mesmes depuis le premier de janvier jusques à présent, et pour fortifier la justice, fut contrainct, l'année passée, s'accompagner de 40 soldatz durant six jours, pour chasser une grande compaignie de Bohémiens qui estoient entrez dans le diocèse, y faisoient une infinité de maulx et larcins ; requérant qu'il pleut à l'assemblée le relever des fraiz extraordinaires qu'il a esté contrainct faire en ces occasions et à poursuivre la révocation faicte, par le sieur prévost général, de plusieurs aultres lieutenans en ce diocèse qui, par surprinze et importunité, avoient obtenu de luy leurs lettres de provisions, soubz prétexte desquelles ilz exercoient leurs charges dans cedict diocèse, avec désordre et confusion et la grande incommodité aux habitans du païs. Sur quoy lesdictz Estatz, pour tous lesdictz fraiz, despens et vacations extraordinaires par luy faictz et imposez et entretènement dudict archer, luy ont accordé la somme de 100 livres, laquelle MM. les commissaires de l'assiette seront requis imposer la présente année pour le payement dudict sieur Armand.



La requête présentée par les habitans de Saint-Auban et aultres lieux circonvoisins a esté leue, par laquelle ilz supplient les Estatz pourveoir à la réédification du pons de la Valette, qui est sur la rivière de Treuyre, attendu l'importance dudict pont, qui s'en va en ruyne et que, pour cest effect, il soit ordonné que des deniers qui seront imposez la présente année en ce diocèse, suivant le reiglement des Estatz généraulx de Languedoc, faict pour la réparation des ponts, sera prins telle somme que l'assemblée jugera nécessaire pour estre employée à la réfection dudict pont de la Valette. Sur quoy M. de Saint-Auban a faict offre de faire fournir par les habitans dudict Saint-Auban et aultres qui y peuvent estres tenus, sa somme de 40 escus suivant ledict reiglement.

Et M. le consul de Mende a requis lesdictz Estatz de pourveoir à la réparation des ponts qui sont proches de la ville de Mende, comme les plus importans et nécessaires du diocèse.

Le consul de Maruejols et aultres villes ont faict semblable réquisition pour la réparation des pontz proches de leurs villes.

Le contract passé le 5<sup>e</sup> may de l'année dernière 1603, entre Mgr de Mende, tant en son nom que comme se faisant fort de M. Pierre Lenoir, le sieur de Fumel, syndic du païs de Gévaudan et le procureur de Mgr l'archevesque de Sens, d'une part, et le sieur de Chambrun, tant au nom de sa femme que comme procureur de Mme la vicomtesse de Larboux et aultres ses consorts, d'autre, pour raison du faict de Requoletes, après avoir esté leu en plaine assemblée par M. Daniel Barrau, notaire royal de Maruejols, en la présence et assistance de ladicte dame



vicomtesse, de M. Bardon, docteur ez droictz, procureur et ayant charge expresse de mondict seigneur de Sens, ainsi que de sa procuration a faict apparoir, qui a esté leue en ladicte assemblée ; a esté icelluy contract ratiffié tant par ladicte dame, procureur dudict seigneur de Sens, que par ledict syndic, auquel ledict procureur a baillé et remis en présence desdictz Estatz, l'exécution de despens obtenu par le syndic général de Languedoc contre le feu sieur de Bussac, sa femme et complices, en datte du 4 febvrier 1556, l'acte de ladicte ratification stipulé et receu par ledict Barrau, notaire.

Sur ce que ladicte dame vicomtesse a représenté avoir esté contrainte faire ung long séjour en ce diocèse, attendant la convocation de la présente assemblée, pour passer ladicte ratification, suivant le desir de MM. les députés du païs, au moyen de quoy, elle auroit souffert beaucoup de despenses, de laquelle aultrement elle auroit esté exempte ; requérant les Estatz y voulloir avoir esgard, et ce faisant luy accorder telle somme qu'il leur plaira adviser ; a esté conclud, qu'en considération de la pauvreté de ce diocèse et des grands affaires et charges qu'il souffre, qui luy ostent le moyen de pouvoir gratiffier ladicte dame comme lesdictz Estatz, eussent bien désiré, elle sera priée recevoir la bonne volonté desdictz Estatz, pour l'effect qu'aultrement elle en pouvoit asseurement espérer.

Le sieur de Fumel, syndic dudict païs a remonstré comme en plusieurs aultres assemblée, il auroit requis et supplié MM. des Estatz voulloir recevoir la démission qu'il faisoit, entre leurs mains, de l'office et charge du syndic dudict païs dont il leur avoit pleu l'honorer, recognoissant bien pour les raisons qui leur auroit



représentées fort souvent le peu de moyen qu'il avoit de continuer l'exercice de ladicte charge, avec la diligence et le debvoir que peult requérir l'importance des affaires dudict païs, et parce que son indisposition, qui est une des principales causes de cest empeschement, va toujours augmentant, et que pour ceste occasion, il craindroit de succomber ou bien laisser en arrière quelque chose desdictz affaires qu'il pourroit tourner au préjudice dudict païs; il a de rechef supplié l'assemblée ne voulloir differer davantaige à recevoir sadicte démission; protestant néaulmoings qu'il ne sera jamais las, hors de ladicte qualité de syndic, de rendre au païs tous le service qui luy sera possible. Sur quoy il a esté prié par M. le président, au nom desdictz Estatz, et exhorté de continuer sadicte charge, comme il a jusques icy faict, au contentement du païs, attendu mesmes que l'assemblée n'a moyen si promptement de procéder à nouvelle élection d'ung aultre syndic, et que pour cest effect, il est nécessaire de patienter jusques à la prochaine assemblée des Estatz.

Dudict jour, quatorzième dudict mois de may, de  
relevée.

Ledict sieur de Fumel, syndic, a remonstré comme le sieur Chantuel, cy devant commis à faire la recepte des deniers extraordinaires dudict diocèse en l'année 1597, luy auroit faict cinq ou six actes de réquisition, ensemble au greffier du païs, de luy délivrer les acquictz et pièces justificatives du compte par luy rendu audict païs, de l'administration qu'il a faicte des deniers de l'imposition extraordinaire de l'année 1597, pour aller rendre compte à la Chambre des Comptes à Montpellier, suivant les



commandemens réitérez qui luy en ont esté faictz avec contraincte décernée contre luy par ladicte Chambre, et pour ceste cause ledict syndic a requis lesdictz Estatz luy ordonner, ensemble audict greffier, ce qu'ilz doivent faire. Sur quoy a esté délibéré et conclud que, suivant les privilèges du païs et les arrestz de la Cour des Aydes, lesdictz acquitz et pièces justificatives demeureront entre les mains dudict greffier, sans qu'il puisse s'en dessaisir, si ce n'est par ordonnance desdictz Estatz ou des commis syndic et députés dudict païs, luy deffendant expressément, ladicte assemblée, de les délivrer audict Chantuel ny aultre, à la charge qu'il sera relevé par ledict païs de tous fraiz, despens, dommages et intérestz qu'il pourroit souffrir à ceste occasion.

Sur le procès introduit en la Cour des Aydes par les habitans de certaines paroisses des Cévennes contre le syndic du païs de Gévaudan pour raison de la descharge et exemption prétendue par lesdicts habitans, de plusieurs parties imposées sur eulx, depuis dix années. Lesdictz sieurs des Estatz advertiz de l'arrivée du sieur de Saint-Christol, député par lesdictes paroisses, pour traiter d'accord et composer dudict différent à l'amiable suivant les ouvertures qui en ont esté faictes par lettres escriptes de part et d'autre, ont député M. de Chanoillet et le sieur envoyé de M. de Gabriae, pour conférer avec ledict sieur de Saint-Christol, et adviser par ensemble les moyens de parvenir audict accord, et du tout faire rapport à l'assemblée.

Le sieur Thamarrin, ayant charge de M. le trésorier Marion, a requis l'assemblée, au nom dudict sieur, le faire payer de la somme de 2,000 escus qui luy est encores due de restes de la partie de 7,500 escus qui



fut imposée l'année dernière, en déduction de 15,000 escus, deubz à Mgr le comte d'Auvergne et par mesme moyen, a requis ladicte assemblée de pourveoir au payement des 7,500 escus restans pour l'entier acquittement de ladicte somme de 13,000 escus.

Le sieur Nitard a requis et supplyé les Estatz, le vouloir faire payer de la somme de 1,100 livres qui luy est deue, comme héritier de feu son père et de laquelle il auroit obtenu jugement au siège présidial de Nismes, portant condempnation contre ledict païs. Sur quoy M. le baron de Peyre a dict avoir intérêt en cest affaire, d'autant qu'il procède du voiaige faict par ledict Nitard et assistance en son nom aux Estatz dudict diocèse, luy estant en tour de baron cette année.

Sur le rapport faict par M. le baron de Céneret, de ce qu'il avoit négocié suivant les précédentes délibérations des Estatz envers les sieurs Destuge, Montaigne et aultres créanciers de M. de Fosseux pour les intérestz qu'ils prétendent des parties qui leur sont deues et pour lesquelles ilz ont esté allouez par la Cour des Aydes, sur le debte dudict sieur de Fosseux, ayant les des syndictz voulu quitter et rabatre au profit du païs ung tiers desdictz intéretz en leur faisant imposer présentement le surplus. A esté conclud que en quittant par lesdictz créanciers la moitié desdictz intéretz, le pays leur fera imposer et paier l'autre moitié. Et en cas qu'ilz n'accepteront ceste condition, que l'instance introduicte par le syndic au Conseil du Roy, sera poursuivie par ledict syndic ou aultre qui à cest effect sera député pour l'assemblée ou par MM. les commis du païs.

Sur la réquisition faicte par M. Pierre Portalès, ci-devant receveur dudict diocèse ez années 1591 et 1592,



et d'une imposition de l'année 1594, de luy faire imposer en la présente assiette, la somme de 6,000 livres qui luy est deue, d'une part, et 946 livres d'autre, suivant l'estat arresté par MM. les députés de l'assemblée tenue à Mende, au mois de may, l'année dernière, comme aussi les fraiz du voiaige qu'il a faict exprez en ce diocèse. Après avoir esté ouys par l'assemblée, les sieurs députés à veoir ledict estat et les comptes dudict Portalès qui ont dict que par les apostilles desdictz comptes il est chargé de rapporter ung grand nombre d'acquictz de plusieurs sommes notables, lesquelz il estoit tenu remettre longtemps y a ; à quoy toutesfois il n'a jusques à présent daigné satisfaire, bien que ce soit chose de grande importance au païs ; a esté conclud que, pour ceste année, les interestz des sommes principales, deue audict Portalès, seront imposées en la présente assiette, à raison du denier seze, à la charge qu'après l'apurement de ses comptes, si lesdictes sommes principales se trouvent amoindries et diminuées par faulte d'acquitz ou autrement, en ce cas lesdictz interestz seront rabatus à proportion dudict principal et le surplus desdictz interestz sera compté sur ledict principal, et par mesme moyen sera imposée la somme de 1,216 livres portée par la closture du susdict estat, assavoir ; 575 livres pour les 571 livres 1 sol, pour tous aultres fraiz, despens, domaiges et interestz taxés et à taxer, et 270 livres, à quoy a esté accordé avec luy, pour obtenir les provisions nécessaires pour le restablissement des parties rayées par la Chambre, tant en ses comptes, que ceulx de feu M. Olivier Sévérac, pour estre ladicte somme de 1,216 livres et les interestz susdictz, payez audict Portalès après qu'il aura remys lesdictes provi-



sions et faict appeller le syndic, pour veoir faire ledict restablissement, et qu'il aura faict oster les bannimens qui ont esté et pourroient estre faictz sur les deniers à luy deubz par ledict pais, et qu'il aura apuré lesdictz comptes par luy renduz audict pais et faict descharger les souffrances mises sur iceulx et non aultrement, à peine de radiation pure, au compte du receveur qui en aura faict le payement. Et pour le regard de la somme principale qui se trouvera deue, ledict apurement faict, sera imposée l'année prochaine, après que ledict syndic aura obtenu, pour cest effect, lettres d'assiette et que ledict Portalès aura satisfait aux susdictes conditions.

Sur la réquisition faicte par M. Jacques Puech, assisté de Jehan et Estienne Sévérac, à ce qu'il plaise à l'assemblée faire imposer, en la présente assiette, la somme de 7,474 livres deue aux héritiers de feu M. Olivier Sévérac, suivant la closture de l'estat arresté le 4 may, de l'année dernière, par MM. les députés par l'assemblée des Estatz dudict pais, et néaulmoings pourveoir au remboursement des fraiz de leur voiaige ; ayant les sieurs députés à veoir ledict estat et les comptes dudict feu Sévérac des années 1592, 1593 et 1594, faict rapport, que ledict Sévérac, par les apostilles de ses comptes, est chargé de rendre plusieurs acquitz de grandes et notables sommes de deniers ; a esté conclud que les interestz des sommes principales deues ausdictz héritiers, suivant ledict estat, seront imposez en la présente assiette, à raison du denier seze, à la charge qu'après l'apurement desdictz comptes, si lesdictes sommes principales se trouvent amoindries et diminuées par faulte d'acquitz ou aultrement, en ce cas lesdictz interestz seront rabatuz à proportion dudict principal et le sur-



plus desdictz interestz sera compté sur ledict principal. Et par mesme moyen sera imposée la somme de 793 livres, 10 solz qui leur est deue pour les causes contenues aux apostilles des 2, 3 et 4<sup>e</sup> articles dudict estat, assavoir : 197 livres 7 sols, pour un taxat de la Cour des Aydes ; 415 livres 13 sols 7 deniers pour les interestz d'une année de 2,227 escus, à raison du denier sèze, à commencer le 7 janvier 1603, et 180 livres, à quoy fut accordé avec M. Jacques Puech, l'ung des créanciers dudict Sévérac, et procureur desdictz héritiers, pour tous fraiz, despens, voiaiges et poursuites mentionnées audict 4<sup>e</sup> et au dernier article dudict estat ; pour estre ladicte somme de 793 livres et les interest susdictz, payée ausdictz hoirs, après qu'ilz auront fait lever leur bannimens, qui ont esté ou pourroient estre faictz sur les deniers à eulx deubz par ledict païs et qu'ils auroint fait apurer les comptes dudict Sévérac et fait descharger les souffances mises sur icculx, et soubz les aultres charges et conditions portées par les apostilles dudict estat et non autrement, à peine de radiation pure au compte du receveur qui aura fait le payement. Et pour le regard de la somme principale qui se trouvera deue, ledict appurement fait, sera imposée l'année prochaine après que ledict syndic aura obtenu pour cest effect lettres d'assiette pour avoir permission de faire ladicte imposition et que lesdictz hoirs auront satisfait aux susdictes conditions.

Le sieur des Alpiez, envoyé de M. le baron du Tournel, a remonstré qu'ayant ledict sieur, requis plusieurs fois le syndic dudict païs de le faire payer de la somme de 989 livres, à luy deue, comme remissionnaire dudict sieur des Alpiez, pour restes des avances et fournitures



faictes pour le siège et réduction, en l'obéissance du Roy, du fort de la Volte, et n'en ayant peu avoir aucun contentement, il auroict esté contrainct se retirer à la justice, ayant obtenu, contre ledict syndic, sentence de condempnation en la Cour du bailliaige de Gévaudan de la susdicte somme, laquelle il a requis l'assemblée vouloir faire imposer en la présente assiette, avec les despens taxez à douze livres, pour estre payés audict sieur du Tournel. Sur quoy, veu ladicte sentence, ayant esté traité avec ledict sieur des Alpiez et accordé avec luy à la somme de 900 livres pour toutes prétensions, tant du principal que despens, à la charge de la payer la présente année. A esté conclud que MM. les commissaires de l'assiette seront requis imposer ladicte somme de 900 livres, pour estre dans la présente année payée audict sieur du Tournel, à la charge de faire quittance générale de tout le contenu en ladicte sentence et prétensions qu'il pourroit avoir par le moyen d'icelle.

Sur la réquisition faicte par le consul d'Yspaniac, de faire imposer, en la présente assiette, la somme de 400 escus, sur et tant moins de la somme de 800 escus, due aux habitans dudict Yspaniac, pour restes de 1,200 escus, à quoy fut convenu et accordé avec eulx par MM. les députés des Estatz, pour les causes contenues au contract sur ce passé le 22 janvier 1604 ; attendu que suivant ledict contract debvoit estre imposé en chascune année la somme de 200 escus, jusques à l'entier payement de ladicte partie. A quoy n'auroit esté satisfaict l'année passée. Veue par ladicte assemblée le susdict contract et attendu l'impuissance du pais et le payement faict, ausdictz habitans ladicte année passée, des interest de la somme de 200 escus ; a esté conclud que, pour



la présante année, MM. les commissaires de l'assiette seront requis imposer tant seullement pareille somme de 200 escus ; sur et tant moings desdictz 800 ; à la charge que les 600 escus restans seront imposez en trois années subséquentes, sans interruption, à raison de 200 escus chascune année, pour estre payez ausdictz habitants, en vertu dudict contract, le tout néaulmoings sans aucuns interestz ny despens.

Du quinziesme jour dudict mois de may, du matin.

Estant venu à l'assemblée le sieur de St-Cristol, député des habitans des paroisses des Cévennes, pour scavoir l'intention des Estatz, touchant le traité d'accord qui a esté commencé, pour terminer à l'amyable le procès introduict par lesdictz habitans en la Cour des Aydes à Montpellier contre le syndic du païs à cause de la descharge prétendue par lesdictz habitans de certaines parties imposées sur eulx depuis dix années. Après que ledict sieur de St-Christol et les consulz des Cévennes, assistans ausdictz Estatz ont esté ouys, ensamble les sieurs députés, pour conférer et traiter dudict différend avec eulx, et qu'ilz ont rapporté à ladicte assemblée estre demeurez d'accord de remettre la décision et détermination de leurs procès et differend susdictz à M. de Rochemore, président, juge mage et lieutenant général en la sénéchaussée et siège présidial de Nismes et à MM. Jehan Dumas, juge au Bailliage de Gévaudan, Estienne Chevalier, sieur de Garrejac, procureur du Roy et de Mgr de Mende, audict bailliaige, Pierre de Saulnier, sieur des Baulmes, juge royal de Maruejols et N. de la Farelle, sieur de la Rouvière, viguier du Vigan, arbitres par eulx respectivement nommez et accordez,



scavoir lesdictz sieurs Dumas et Garrejac, de la part desdictz Estatz et lesdictz sieurs de Baulmes et de La Farelle, de la part desdictz habitans, et ledict sieur de Rochemore, accordé communement pour tiers. Lesdictz Estatz ont agréé et approuvé ladicte nomination et arbitraige susdictz. Et pour plus grande assurance en a esté passé contract par lesdictes parties, récité et stipulé en plaine assemblée par M<sup>e</sup> Daniel Barrau, notaire royal dudict Maruejolz.

Sur le rapport faict par M. le baron de Cénaret, qu'ayant encores parlé avec les sieurs Montaigne, Destuge et aultres créanciers du sieur de Fosseux, pour raison des interestz par eulx prétenduz, il n'auroit peu obtenir deulx que la diminution d'ung tiers desdictz interestz ; a esté conclud que la première délibération prinze cy-devant par lesdictz Estatz, portant de ne leur passer que la moitié desdictz interestz, sera suivie et tiendra, à la charge que lesdictz créanciers l'acceptant, bailleront assurance de tenir quitte le païs des interestz entierement ; et en cas quelz ne l'accepteront, le syndic poursuivra devers le Roy en son Conseil, la descharge entière desdictz interestz, suivant les lettres patentes de sa majesté en vertu desquelles lesdictz créanciers ont esté desjà assignez audict Conseil.

M. le baron de Céneret a dict que désirant faire le profit du païs et rapporter tout ce qui sera en luy, pour avancer l'acquittement des debtes d'icelluy, il offre de fournir la somme de 400 escus es mains du syndic, ou bien acquitter ledict païs de pareille somme envers ses créanciers, en luy faisant faire délivrance des matériaux des canons, balles et pouldres qui sont en la ville de Mende et qui ont esté remises et transportées audict



païs par M. de Fosseux, en vertu du contract d'accord et transaction passé avec luy par MM. les députés du païs aux Estatz généraulx de Languedoc.

Sur la réquisition faicte par le sieur de Manificier, receveur dudict diocèse de faire imposer en la présente assiette la somme de 776 escus 13 sols pour luy estre payée suivant les arrestz de la Cour des Aydes de Montpellier, portant restablissement de pareille somme qui avoit esté tenue en souffrance par MM. les députés des Estatz à l'audition de ses comptes des années 1599, 1600 et 1602, soubz le tiltre des paroisses de la Capelle, St-Pierre-des-Tripiedz, St-Roman-de-Dolan, St-Laurens-de-Beyrès, St-Geal et Pauliac, et encores la somme de 221 livres 16 sols pour les despens taxez par ladicte Cour. Veu par ladicte assemblée lesdictz arrestz, et attendu qu'il a esté dict et attesté en icelle que lesdictes paroisses sont à présent solvables ; a esté conclud qu'elles seront tenues payer les restes quelles doibvent, des années dont elles n'ont esté deschargées du passé ; comme aussi payeront leur entière cottité à l'advenir, sans qu'il y ayt lieu de les allouer en reprise en tout ny en partie en la despence des comptes des receveurs ; aultrement à faulte d'y satisfaire par lesdictes paroisses, elles demeureront privées et descheues de la grâce et descharge qui leur avoit esté accordée par le païs, des arreraiges de plusieurs années, mentionnées es délibérations des Estatz et comptes des receveurs d'icelluy.

Le sieur Mérimon, commis à faire la recepte dudict diocèse, l'année dernière, à requis l'assemblée luy faire raison des avances qu'il a faictes pour ledict diocèse, tant à la recepte générale que pour aultres affaires du païs ; ne voulant les sieurs députés à l'audition de ses



comptes y avoir aulcun esgard. Surquoy, a esté conclud que ledict Mérimond sera payé des interestz des avances par luy faictes durant l'année, à proportion du temps desdictes avances ; vérification préalablement faicte dudict temps sur les quittances qu'il rapporte des payemens par luy faictz.

Dudict jour, quinziesme may, de relevée.

Sur le rapport faict par M. d'Aubrac, des grandes plainctes que font les habitans de la terre d'Aubrac et de plusieurs aultres paroisses, des foulles et oppressions qu'ilz souffrent à cause des rigoreuses contraintes qui sont journellement faictes sur eulx en l'exaction et levée des restes des tailles prétendues par plusieurs personnes qui ont esté cy devant commis à la recepte dudict diocèse ou qui ont droict et cause d'eulx, avec supplication que lesdictz habitans, font à ladicte assemblée de pourveoir à telz ordres, affin qu'ilz n'ayent occasion de quitter et habandonner leurs maisons, comme ilz seroient aultrement contrainctz de faire. Lesdictz Estatz, désireux y pourveoir au plus grand soulaigement desdictz habitans que faire se pourra, et néautmoings garder que le reste du païs ne soit surchargé à leur occasion à faulte de payer ce qu'ilz peuvent debvoir desdictz arreraiges ; ont député ledict sieur d'Aubrac, MM. le baron de Peyre et de Céneret, M. de Chanoillet et les sieurs envoyez de MM. les barons de Mercueur et de Randon et le consul de Barre, pour entendre particulièrement les plainctes desdictz habitans, adviser les moyens et expédiens, dy pourveoir et remédier pour le bien général du païs et le soulaigement desdictes paroisses.



Ayant esté rapporté à l'assemblée que le sieur de Manificier ne se veult consentir de la délibération qui a esté prinze pour le faiot du remplacement des sommes qui avoient esté tenues en souffrance par le pais, en l'audition de ses comptes et depuis restablies par arrestz de la Cour des Aydes, ains qu'il se veult tenir ausdictz arrestz ; a esté conclud que l'on fera fondz en l'assiette extraordinaire de ceste année, de la moitié desdictes sommes, à la charge que pour l'autre moitié ledict sieur de Manificier sera tenu se payer sur les restes deues par lesdictes paroisses. Et ou il ne voudroit accepter ceste condition, qu'il sera pourveu par le pais d'autre personne pour la levée desdictz restes. Et en cas qu'il se trouveroit ledict sieur de Manificier avoir receu quelque partie des sommes par luy couchées en la reprise de sesdictz comptes, lesdictz Estatz ont ordonné au syndic dudict pais de faire les poursuites nécessaires contre luy pour le quadruple des obmissions.

Sur l'offre cy-devant faict par M. le baron de Céneret de fournir au pais la somme de 400 escus, pour les matériaux des canons, balles, pouldres et aultres munitions de guerre, estant en la ville de Mende, qui ont esté remys et transportez audict pais par M. de Fosseux, suivant le contract d'accord passé entre luy et MM. les députés dudict pais, estant aux Estatz généraulx de Languedoc, derniers tenus à Carcassonne ; ledict sieur de Céneret ayant réitéré ledict offre et requis l'assemblée l'accepter, et ce faisant ordonner par le jour la délivrance desdictz matériaux à son profit, aultrement proteste se départir dudict offre ledict jour passé. Au contraire, M. le premier consul de Mende, requérant pour l'importance de l'affaire luy estre donné terme de



deux jours pour avoir moyen d'en aller communiquer à M<sup>gr</sup> de Mende et aux habitans de sa ville, scavoir s'ilz veullent faire la mesme offre que ledict sieur de Céneret, pour y estre receuz et préférez, tant audict sieur de Céneret que tous aultres particuliers, attendu l'affaire duquel il s'agit et l'importance d'icelluy. A esté conclud que ledict sieur consul scaura, dans demain par le jour, l'intention de mondict Sgr de Mende et desdictz habitans, pour la faire entendre aux Estatz le jour ensuivant, à la séance du matin, affin d'estre, par après, prins en l'assemblée telle délibération qu'il apartiendra pour le bien dndict païs.

Sur ce que, sire Anthoine Prieur, marchand de la ville de St-Chély, à présent habitant de Maruejols, a remonstré luy estre deub la somme de 180 livres, pour restes de 300 livres à luy accordez, tant soubz son nom que de sire Jehan Prieur, suivant la délibération des Estatz tenus en la ville de Maruejols, au mois de novembre 1604 ; offrant rabatre 30 livres d'icelle somme au profit du païs, pourveu qu'il plaise aux Estatz faire imposer le surplus, montant 150 livres, en la présente assiette, sans aultre remize, affin qu'il ayt moyen de s'ayder de ladicte partie. A esté conclud, veu ladicte délibération et attendu ledict offre, que MM. les commissaires de l'assiette seront requis imposer en ladicte assiette extraordinaire de ceste année, ladicte somme de 150 livres pour entier payement desdictz 300 livres dont ledict Prieur sera tenu faire quittance générale, à la descharge dudict païs, en retirant ladicte partie de 150 livres du receveur d'icelluy.

Sur la requeste présentée par Jehan Favan, pauvre homme, concierge de la maison commune dudict Marue-



jols, à ce qu'il pleut aux Estatz luy ordonner quelque petite somme pour luy ayder à se faire penser, ayant esté blessé dans ladicte maison par quelques serviteurs des sieurs députés de l'assemblée ; a esté conclud que MM. les commissaires de l'assiette seront requis imposer dix livres que lesdictz Estatz ont accordé audict Favan, pour aulmosne, afin de luy ayder à se faire penser.

M. Ramond de St-Bauzille, second consul de la ville de Mende, a remonstré que des deux derniers voiaiges qu'il a faict à la Cour, pour les affaires du païs, suivant le commandement et les délégations de MM. les commis, syndic et députés d'icelluy, il auroit rendu compte à la présente assemblée, par la fin et closture duquel s'est trouvé luy estre deub la somme de 946 livres ; et parce que ledict debet procède non seulement des journées et vacations par luy employées, mais aussi des fournitures qu'il a faictes pour lesdictz affaires selon que l'occasion et la nécessité l'ont requis, il a supplié l'assemblée voulloir pourveoir à son remboursement et paiement de ladicte somme. Sur quoy, veu ledict compte, a esté conclud que lesdictz sieurs commissaires de l'assiette, seront requis imposer, en l'assiette extraordinaire de ceste dicte année, la somme de 473 livres, pour le paiement de la moitié dudict debet dont ledict sieur de St-Bauzille est prié se contenter pour ceste année, à la charge que l'autre moitié restante sera de mesmes imposée en l'assiette de l'année prochaine, pour l'entier acquittement dudict debet.

Sur la réquisition faicte par André Vivian, sieur de Freluquet, filz et héritier de feu Jehan Vivian, receveur dudict diocèse en l'année 1576, de faire imposer la somme de 1,660 livres 18 sols, à luy deue pour restes



de 1,095 escus, suivant le contract d'accord et transaction passé entre le syndic dudict païs et luy; veu ledict contract et l'article d'assiette de l'année 1602, en laquelle fut imposé, soubz le nom dudict Vivian, la somme de 540 escus, et en l'année dernière, les interestz desdictz 1,660 livres. A esté advisé de prier M. le baron de Céneret, de parler audict sieur de Ferluguet pour tascher de le faire contenter de la moitié de ladicte partie pour ceste année, et l'autre moytié l'année prochaine.

Le dimanche sezième dudict mois de may, du matin.

Les gens desdictz Estatz ne se sont assemblez en corps, pour traiter d'affaires, ains ont assiste à la grand'messe qui, a esté célébrée en l'église dudict Maruejolz et vacqué à prières et oraisons.

Dudict jour sezième may, de relevée.

Lesdictz Estatz assamblés en ladicte maison commune dudict Maruejolz.

Sur les grandes plaintes faictes à ladicte assemblée par les habitans de plusieurs paroisses et communaultés dudict païs des foulles ruynes et oppressions qu'ilz ont souffert et souffrent journellement par les rigoreuses exécutions que font les receveurs ou leurs commis en la levée des restes des impositions faictes sur ledict païs ez années précédentes contre les ordonnances du Roy, arrestz et reiglemens des Finances. Lesquelles plaintes particulièrement représentées à ladicte assemblée par MM. d'Aubrac et de Peyre et en partie vérifiées par plusieurs exploictz, quittances et aultres actes rapportées par lesdictz habitans. Lesquelz habitans en oultre



se sont plainctz de plusieurs aultres abus qui se commettent tous les jours en ladicte levée, par la multitude et confusion desdictz receveurs, sergens et aultres exacteurs qui reçoivent plusieurs sommes, sans faire quittance, ny les tenir en compte sur le principal ny despens, font des excessives despenses contre les particuliers habitans desdictes paroisses, encores qu'ilz ne soient collecteurs, pleiges, entremetteurs ny procureurs desdictes paroisses, et demandent plusieurs sommes à payées; qui est cause que, le pauvre peuple accablé de tant de charges et impositions, l'une sur l'autre, en est réduit au désespoir et sur le point de quitter leurs maisons et demeures, mesmes que quelques ungs d'entre eux avoient sur ce recouru au Roy et fait assigner le syndic au privé Conseil de sa majesté, prétendans se faire descharger du payement desdictz restes, en conséquence des édictz du Roy et arrestz dudict Conseil; ce qui rapporteroit ung grand désordre et confusion aux affaires dudict pais. Requérant l'assemblée d'y mettre quelque bon reiglement et leur donner respit de quelques années pour pouvoir supporter lesdictes charges et payer les deniers du Roy et aultres qui seront imposez par Commission de sa majesté, l'année courante. Ce qu'ayant esté par divers jours proposé ausdictz Estatz, traité et agitté par les députés d'iceux; et après l'ouverture des moyens et expédiens qui se peuvent trouver pour remédier ausdictz inconvéniens et désordres. Enfin lesdictz Estatz avec meure délibération, ont conclud et arresté que suivant les lettres patentes de sa majesté du XX octobre 1602, aussi conformément à plusieurs aultres délibérations ci-devant prinzes sur ce faict, aux assemblées précédentes, le syndic dudict pais poursuivra d'é-



fectuer le reiglement porté par icelles. Et ce faisant que tous les receveurs desdictz restes, de quelque nature de deniers qu'ilz ayent cy devant faict recepte, dresseront chascun deulx estat au vray des sommes qu'ilz prétendent leur estre deues par lesdictes parroisses, dans lequel estat ilz employeront ce qu'ilz ont receu jusques à présent, sans y faire aulcune omission, à peine du quadruple. Lequel estat ilz mettront es mains dudict syndic pour, avec ceulx qui ont esté jà députés par lesdictz Estatz, pour la vérification des debtes dudict païs, dresser ung estat général de toutes lesdictes restes, affin de vérifier et liquider les sommes deues par ledict païs, dont le payement est assigné sur icelles restes. Et encores pour retrancher les abus qui se peuvent commettre et decouvrir au vray ce qu'ont payé jusques icy lesdictes parroisses, lesdictz receveurs seront tenus remettre aussi leurs livres et papiers de recepte en original, ensemble les comptes et aultres pièces justificatives, avant qu'il soit pourveu sur leur payement et feront aultre estat des sommes qu'ilz ont levées pour les taxes des despens sur lesdictes parroisses, et de ce qu'ilz ont receu sans acquit, et tiendront compte du bestail et aultres biens meubles qu'ilz ont faict saisir sans en avoir faict receu, avec le nom des collecteurs et aultres qui ont payé lesdictes sommes, pour estre après le tout rapporté à la prochaine assemblée des Estatz dudict païs, et lesdictes restes levées au terme de dix années, suivant lesdictes lettres et en quatre quartiers, chascune année pour le soulagement du pauvre peuple, à commencer le premier de janvier prochain 1605.

Laquelle levée sera faicte par le receveur du païs qui sera en charge chascune desdictes années et les deniers



employez à l'aquittement des debtes dudict païs. Et ayant lesdictz Estatz vérifié que la plus part des sommes levées durant ledict désordre et confusion se sont fondues en despens, gaiges ou taxations desdictz receveurs ou sergens, sans que le principal desdictz debtes soit aulcunement acquitté, et affin de couper chemin à tout procès et pourveoir à l'indemnité desdictz créanciers, l'assemblée donne pouvoir ausdictz députés d'accorder avec les créanciers dudict païs, receveurs et aultres assignataires qui sont dressez sur lesdictz restes, pour les faire consentir à ladicte surséance. Et en cas de refus est enjoinct audict syndic de faire exploiter contre eulx lesdictes Lettres patentes et les poursuivre au Conseil du Roy, Cour des Aydes ou aillieurs, pour les y faire condamner et de supplier sa majesté et ladicte Cour, d'autoriser ladicte délibération, à la charge que lesdictz habitans renonceront ausdictz procès et s'obligeront payer lesdictes restes dans lesdictes dix années, à peine d'estre descheuz de l'effect de la présente délibération et contrainctz au payement desdictz restes. A quoy lesdictz sieurs d'Aubrac et de Peyre ont promis qu'ilz satisferont et de les en faire obliger et ratifier dans ung mois avec procuration suffizante de leurs communautéz.

Par mesmes moyen, lesdictz Estatz désirans pour le soulagement du pauvre peuple pourveoir à plusieurs aultres sortes d'abus et désordres que les receveurs, leurs commis, huissiers et sergens pourroient comettre en la levée des tailles des années courantes ; ilz auroient faict dresser par le syndic les articles du reiglement nécessaires à cest effect, lesquels ont esté leuz, délibérez et arrestez en ladicte assemblée conformément aux édictz et ordonnances du Roy et reiglement des Estatz



généraulx de Languedoc et des Estatz particuliers dudict diocèse, cy devant faictz. Et après a esté conclud que lesdictz articles seront entretenus et observez selon leur forme et teneur, et qu'à ce faire et ny contrevenir, les receveurs entrans en charge, chascune année de leur exercice, seront tenuz s'obliger et soubzmettre par clause expresse du contract de bail de la recepte qui leur sera passé et encores pour en rendre l'observation daultant plus exacte que le syndic envoyera aux consulz des principales parroisses dudict diocèse ung extraict desdictz articles, affin que lesdictz consulz puissent plus particulièrement remarquer les contraventions à les faire aussitost reposer par la justice.

Aussi ont conclud et arresté lesdictz Estatz que par aultre clause expresse qui sera mise dans ledict contract de bail, le receveur dudict diocèse s'obligera de ne divertir les deniers de sa recepte ny les payer à aultres personnes que celles à qui ilz seront particulièrement ordonnez et destinez par les articles des assiettes, comme aussi de ne fournir et payer plus grandes sommes que ne montera les fondz de ses assiettes, à peine de radiation pure, sans espérance aulcune de restablissement, et que pour cest effect la présente délibération sera deuement notifiée et intimée à qui apartiendra.

Sur la requisition faicte par le sieur des Alpiez, au nom de M. le baron du Tournel à ce qu'il pleut à l'assemblée ordonner au receveur dudict diocèse, de payer, par advance audict sieur, la somme de 300 escus, à laquelle a esté convenu et accordé par ladicte assemblée avec ledict sieur, mesmes en considération de ce qu'il a remis au païs une partie de ce qui luy estoit légitimement deub ; a esté conclud, qu'il sera loisible audict



receveur, payer audict sieur du Tournel, par advance, ladicte somme de 300 escus, à la charge néaulmoings q'il une pourra, pour raison de ce, prétendre aulcuns dommaiges ny interestz contre le pais ny reculer le payement des aultres parties des assiettes envers ceulx à qui elles sont particulièrement destinées par les articles de l'estat desdictes assiettes.

Sur la requeste présentée par les habitans de la paroisse de St-Frézal et lieu de Belvezet, dépendant de la paroisse de Chasseradès, tendant à ce qu'en considération de leur extrême ruyne et pauvreté qui est telle que ladicte paroisse et villaige se sont rendus presque du tout inhabitables et sont en voye de demeurer entièrement désertz, n'estant resté à ce peu d'habitans qui y sont maintenant, une seule bestes pour labourer et cultiver les terres ; il pleust à l'assemblée les descharger du payement des restes qu'ils doibvent des tailles du passé jusques à présent, avec deffence aux receveurs, de les vexer ny molester, affin que lesdictz habitans puissent continuer leur habitation et demeure en ladicte parroisse et villaige et les aultres qui l'ont quittée ayent occasion dy revenir et remettre sur le labouraige de leurs terres. A esté conclud pour les susdictes considération que le receveur dudict diocèse, qui en estoit en charge l'année dernière, surseoira, pendant le temps d'une année, la levée des restes qui luy sont deues par lesdictz supplians, à la charge que les interestz des sommes à quoy reviennent lesdictz restes luy seront passez et allouez pour ledict temps en la despence de ses comptes ; et ce toutefois soubz quelque aultre cause que desdictz interestz, pour évister la conséquence ; ne pouvant ladicte assemblée uzer d'aultre descharge en-



vers lesdictz supplians, sauf s'il se trouve des restes revenans bonner au païs, de leur faire pareille descharge qu'aux cinq paroisses impuissantes baillées en reprinze par les receveurs ces années dernières.

Le sieur de Fumel, syndic dudict païs a remontré estre nécessaire de procéder à la délivrance de la recepte des deniers extraordinaires dudict diocèse, l'ayant faicte publier par divers jours ez lieux publics de ladicte ville de Maruejols, et qu'il seroit à craindre que le retardement fut préjudiciable au païs; sur quoy, attendu le jour de la feste, a esté ordonné qu'il sera surceu pour ce jourd'hui, et que demain jour de lundy du matin, ladicte recepte sera de rechef publiée pour après estre procédé à la délivrance d'icelle ainsi qu'il apartiendra.

Sur la réquisition faicte par M. Laurens Crozet, de Ginhac, pour et au nom de M. de la Cassaigne, receveur général de Languedoc de luy faire payer la somme de 500 escus à luy due, comme ayant droict de Mlle. de Galian, de Beaucaire, qui en avoit obtenu arrest de condempnation de la Cour des Aydes contre le païs, en ce compris les despens, a esté conclud qu'il sera procédé à la vérification de ceste partie par MM. les députés à la vérification des debtes dudict païs pour après, ouy leur rapport aux prochains Estatz, y estre pourveu ainsi qu'il appartient par raison.

S'est présenté M. Estienne Motte, d'Anduze, lequel a remontré que comme caution de feu M. Jehan Verger, ou de M. Hercules Spéronnat, receveur dudict diocèse, en l'année 1601, il auroit aquitté, envers M. de Guilleminet, ung mandement de 300 livres expédié sur lesdictz Espéronnat et Verger, par MM. les commis et députés du païs, pour les causes contenues en icelluy. Et daultant



qu'il auroit faict ledict payement de ses propres deniers en l'acquit dudict païs, n'ayant eu moyen s'en faire rembourser et moings faire employer ledict mandement en la despence du compte dudict Verger, tant à cause de l'emprisonnement et arrestation de sa personne par ung fort longtemps en la ville de Montpellier, que de la mort intervenue dudict sieur Verger; requérant pour ces considérations qu'il pleut à l'assemblée pourveoir à son remboursement de la somme par luy acquittée, en vertu dudict mandement qu'il a représenté à ladicte assemblée et par mesme moyen le faire payer de 150 livres dont il a obtenu taxat de la Cour des Aydes contre le syndic dudict païs, comme aussi pouveoir sur les autres prétensions qu'il a dict avoir contre le païs, à plain déclarées au mémoire qu'il avoit en main. Sur quoy, veu le susdict mandement, a esté conclud que MM. les commissaires de l'assiette seront requis imposer les susdictes deux parties, revenans à 350 livres pour le remboursement dudict sieur Motte, sauf à estre faicte vérification par les sieurs députés à la vérification des debtes en leur prochaine assemblée, tant des susdictz deux parties que desdictes prétensions, lesquelles à ceste fin ledict sieur Motte pourra représenter à la dicte assemblée.

Sur la réquisition faicte par aucuns consulz des villes dudict païs de pourveoir à la réparation des ponts proches de leurs villes, suivant le reiglement et délibérations des Estatz généraulx de Languedoc et des particuliers de ce diocèse, des années dernières; a esté conclud, attendu les grandes charges et affaires que ledict diocèse a sur les bras, cette présante année, que l'imposition de la somme de 400 escus, mentionnée es-



dictes délibérations sera différée jusques à l'année prochaine.

Du lundy, dix-septième jour dudict mois de may,  
du matin.

Estans venuz à l'assemblée MM. les députés à l'audition des comptes, ilz ont rapporté, par la bouche de M. le premier consul de Mende, les difficultés plus importantes du compte des sieurs Seguin et Portanier, des restes du sieur Farnier, et mesmes touchant deux articles de la despence, l'un de 852 escus, à quoy ont esté taxez les despens par eulx souffertz contre les parroisses opposantes et qui ont faict interdire la levée de leur recepte depuis ladicte taxe, occasion de quoy ilz n'en peuvent tirer aucun payement; l'autre article de 400 escus pour aultres diligences par eulx faictes, suivant ung arrest de ladicte Cour des Aydes du 29 novembre 1602, leur ordonnant de faire plus amples diligences, pour justification desquelles ilz rapportent 250 verbaulx, faicts sur les rebellions, battemens et aultres excès commis par les parroisses et les inquisitions qui ont esté sur ce faictes avec les décretz d'adjournement personnelz et prinze de corps obtenuz, tant de ladicte Cour des Aydes que du bailliage de Gévaudan, n'ayant lesdictz sieurs députés voulu toucher ausdictz deux articles, ains en ont remis le jugement à l'assemblée pour l'importance d'iceulx. Sur quoy, après plusieurs raisons déduictes, a esté délibéré et conclud que par lesdictz sieurs députés sera traité et composé avec les comptables du contenu ausdictes articles au plus raisonnables conditions et sommes modérées que faire se pourra, pour le



soulagement et descharge du pais, et à la charge néant-  
moins que lesdictz comptables quitteront tous lesdictz  
taxatz pour en estre faict le recouvrement au profit  
dudict pais par le syndic d'icelluy contre lesdictes par-  
roisses redevables après les deffenses ostées. Et en cas  
qu'il se trouveroit avoir esté receu par lesdictz comp-  
tables, des habitants dicelles paroisses, quelques sommes  
de deniers ou la valleur en bestail ou meubles sur et  
tant moins desdictz taxatz, exploictz ou voïages, pour  
raison desquelz sont intervenus lesdictes taxes; en ce  
cas ilz seront tenuz, à la première réquisition dudict  
syndic, luy rendre et restituer semblables sommes que  
celles par eulx receues desdictz habitans; à quoy les-  
dictz sieurs députés feront expressément soubzmettre et  
obliger lesdictz comptables, soit en la postille desdictz  
articles ou en l'estat final dudict compte.

Procédans MM. les commissaires de l'assiette en la-  
dicte assemblée à la délivranée de la recepte des deniers  
extraordinaires dudict diocèse, la présente année, les  
portes de la salle des Estatz ouvertes, après que Pierre  
Fabre, huissier et trompète ordinaire dudict Maruejols  
a rapporté à ladicte assamblée avoir publié, à la place  
et carrefours de ladicte ville, ladicte recepte estre à  
délivrer aux présens lieu et heure à ceulx qui feront la  
condition du pais meilleure, s'est présenté le sieur de  
Manifacier, receveur des tailles dudict diocèse, qui a  
offert faire la levée desdictz deniers extraordinaires  
moyennant 6 deniers pour livre; requérant que son  
offre soit receu, et néantmoins pourveu par les Estatz  
à son indemnité, pour raison des avances qu'il a ja  
faictes, pour aquitter à la recepte générale la quotité  
des deniers ordinaires dudict diocèse des quartiers es-



cheuz, ayant esgard an soulagement que le païs a receu par le moyen de ladicte advance, sans laquelle il eust souffert beaucoup d'incommodité et plusieurs fraiz et contraintes, pour n'avoir imposé et payé en ladicte recepte généralles aux susdictz termes. Sur lequel offre, n'ayant esté faicte aulcune surdicte et après que les Estatz en ont délibéré, a esté ordonné par lesdictz sieurs commissaires, de l'avis et consentement desdictz Estatz, que ladicte recepte desdictz deniers extraordinaires dudict diocèse, la présente année, sera délivrée audict sieur de Manificier aux gaiges de 6 deniers pour livre, à la charge d'avancer le deffray de la présente assemblée, sans intérestz, et soubz les aultres conditions et reiglemens qui ont esté leues à l'entrée et desquelles ledict sieur de Manificier est demeuré d'accord et qui seront particulièrement exprimées au contract qui en sera sur ce passé, sauf si par le jour se présente aultre personne faisant la condition du païs meilleure.

Et pour le regard des susdictes avances faictes par ledict sieur de Manificier pour le payement du quartier escheu des deniers ordinaires, a esté conclud qu'à la reddition de ses comptes, les sieurs députés à l'audition d'iceulx y auront tel esgard que de raison.

Après laquelle délibération le sieur premier consul de Maruejols a requis les Estatz ordonner que le bureau de ladicte recepte se tiendra en ladicte ville de Maruejols, la présente année, suivant les privilège de ladicte ville.

Ayant lesdictz Estatz considéré que pour l'importance des affaires qu'il leur a convenu renvoyer aux deux assemblées qu'il est nécessaire de faire, des sieurs députés et arbitres qui ont esté par eulx nommez; scavoir: l'une pour décider les procès et différens qui sont pendaus en



la Cour des Aydes de Montpellier, d'entre le syndic du païs et les habitans de certaines paroisses dicelluy, scituées aux Cévennes, affin desviter aux grandz fraiz et despens qu'ung long procès pourroit apporter audict païs et l'aulture assemblée pour procéder à la vérification des debtes et aultres demandes et prétensions que plusieurs particuliers ont contre ledict païs. Lesdictes assemblées ne se peuvent faire sans fraiz et despens pour l'entretènement des personnes qui y vacqueront, mesmes à cause du longtemps qu'il y conviendra employer et du nombre des députés qui ont esté jugez nécessaires en ceste procédure ; recougnissant encores lesdictz Estatz, qu'il est très-important et requis de pourveoir aux fraiz ordinaires des voiaiges et aultres affaires occurens durant l'année, soit pour la poursuite des procès ou aultres occasions, affin que par faulte de ce il n'arrive inconvénient ou dommage audict païs, comme aussi nécessaire de faire fondz de quelque somme pour poursuivre et obtenir lettres d'assiette, affin de pouvoir imposer jusques à 15,000 escus à quoy peuvent revenir les debtes plus pressez que le païs est contrainct d'acquitter l'année prochaine. Pour lesdictes considérations concernant le bien repos et soulaigement dudict païs, lesdictz Estatz ont conclud et arresté de requérir lesdictz sieurs commissaires de l'assiette, d'asseoir et imposer sur ledict diocèse, assavoir : pour les fraiz de l'arbitraige desdictz procès d'entre ledict syndic et lesdictz habitans des Cévennes, la somme de 300 escus. Pour les fraiz de l'assemblée des sieurs députés à la vérification des debtes et pour les affaires occurens, durant l'année, pareille somme 300 escus. Pour les fraiz et despens de la poursuite, expédition et taxe desdictes



Lettres d'assiette, portant permission d'imposer jusques à 15,000 escus desdictz debtes, la somme de 400 escus; le tout soubz le bon plaisir du Roy et de nosseigneurs des Aydes.

Si ont lesdictz Estatz donné et donnent pouvoir ausdictz sieurs députés à la vérification des debtes de nommer aultres deux députés telz qu'ilz adviseront pour les assister, si c'est chose qu'ilz jugent nécessaire, pour le bien et advancement des affaires dudict païs.

Dudict jour, dix-septieme may, de relevée.

Sur la réquisition faicte par le sieur de la Raffinie, pour et au nom de M<sup>me</sup> de Planèzes, de faire payer par advance à ladicte dame, les interestz qui luy ont esté accordez, par les Estatz, de la partie que le païs luy doibt, et ce, suivant l'espérance qui luy en fut donnée de la part desdictz Estatz, en faisant la liquidation et accord desdictz interestz ; a esté advisé de prier ladicte dame, de se vouloir contenter d'estre payée desdictz interestz au premier quartier de la recepte en cas que le receveur n'auroit moyen faire ladicte advance et qu'il ne luy restast du fondz après avoir payé le deffray desdictz Estatz.

Sur la réquisition faicte par le sieur de Montesquieu, de le faire rembourser des fraiz par luy faictz à la capture et conduite de certains volleurs qu'il a mis entre les mains du prévost du païs ; a esté conclud que MM. les commis et députés du païs y auront tel esgard qu'ilz jugeront raisonnable et pourvoieront au remboursement de ce qui se trouvera deub audict sieur de Montesquieu et ce sur l'article qui sera couché en l'as-



siette ordinaire pour le faict des prisonniers prevostables.

Sur les réquisitions réitérées par les habitans de Saint-Lagier-de-Peyre, de les descharger, suivant les édictz de pacification et mesmes de celuy de Nantes, des impositions et debtes faictz en ce diocèse à l'occasion des troubles, attendu qu'ilz ont suivy le party de la Religion prétendue réformée et contribué audict party, aultrement déclarent se voulloir retirer à la justice ; a esté conclud, pour esviter aux fraiz et au douteux événement d'ung procès, que lesdictz habitans demeureront deschargez de ce que le país doibt, tant à Mgr le comte d'Auvergne que à Madame de Planèzes, comme aussi des restes qu'ilz debvoient aux receveurs et qui apartiennent au país, comme revenans bonnes icelles restes audict país, pour avoir esté passées et allouées en la reprise des comptes desdictz receveurs. Et pour le regard d'aultres restes qui leur sont demandées par le sieur Gleize et dont ilz sont en procès, sera faicte vérification d'icelles par les sieurs députez à la vérification des debtes, pour adviser dequoy lesdictz habitans doibvent estre deschargez, et cependant seront toutes contraintes et poursuites tenues en surséance.

Estant venu à l'assemblée M. d'Assas, conseiller du Roy et trésorier général de France, en Languedoc, il a représenté que par arrest de la Cour des Aydes de Montpellier, le syndic dudict diocèse a esté condamné à payer, dans quatre mois, à M. de Montchal, receveur général du taillon audict país de Languedoc, la somme de 8,795 livres 4 deniers pour le taillon, des années 1585 et 1586, et que pour l'année 1589, le syndic, dans quinzaine après la signification dudict arrest, indiquera



le receveur, estant en charge, icelle année pour, à l'encontre de luy pouvoir dresser ses exécutions, autrement, à faulte de ce faire, le delay passé, ledic syndic est condamné à payer, dans quatre mois, audict sieur de Montchal, la somme de 4,395 livres 2 deniers, pour employer au faict de sa charge, avec ladicte somme de 8,795 livres 4 deniers, sauf au dict syndic de pouvoir faire rendre compte au receveur desdictes années de l'employ par eulx faict des deniers du taillon, dont est question, comme est porté par ledict arrestz. Et daultant que pour l'accelleration des finances de sa majesté, il est nécessaire faire payer promptement les susdictes sommes, il a exhorté les Estatz de pourveoir promptement audict payement par les meilleurs moyens qui scaurait trop mieulx adviser, en sorte qu'il ny ayt aucun retard après le terme de l'arrest expiré. Surquoy ayant esté veu ledict arrest, en ladicte assemblée, et attendu que ledict diocèse prétend ne debvoir aucune chose des deniers dudict taillon desdictes années, tant par le moyen du don général faict par sa majesté à tous ses subjectz des restes de ses tailles et taillon des années auparavant 1596, que aussi des dons particuliers octroyez par sadicte majesté aux habitans dudict pais de Gévaudan et du don faict par sadicte majesté à M<sup>me</sup> de Vantadour, de la somme de 10,000 escus, sur les restes desdictes tailles et taillon, et encores par le moyen du payement que les habitans des Cevennes ont faict, d'une bonne partie dudict commestable en la province de Languedoc, et pour aultres légitimes exceptions qui ont esté représentées à mondict sieur le trésorier par lesdictz Estatz; a esté conclud qu'il sera supplié de leur part voulloir ordonner surséances de toutes poursuites qui se



pourroient faire contre ledict païs, à ceste occasion, jusques à la prochaine assemblée qui se doibt faire d'aucuns députés desdictz Estatz au mois d'aoust prochain, pour vérifier les debtes dudict païs, en laquelle assemblée sera par mesme moyen faict recherché des papiers servans à la descharge dudict païs pour sur iceulx estre faicte vérification s'il est deub quelque chose des restes dudict taillon. Auquel cas, lesdictz Estatz ont donné et donnent pouvoir ausdictz sieurs députés de traiter accord desdictz restes avec ledict sieur receveur général Montchal ou son procureur, au plus grand soulagement du païs que faire se pourra, eu esgard à son impuissance, avec charge d'en passer contract avec luy, et si besoin est, emprunter la somme qui se trouvera deue desdictz restes ou partie d'icelle, selon qu'il sera accordé par lesdictz sieurs députés avec ledict sieur receveur général de Montchal ou sondict procureur, au meilleur mesnaige du païs qu'il sera possible.

Et en cas que l'on ne pourroit demeurer d'accord du faict dudict taillon avec le sieur de Montchal, a esté conclud que le syndic dudict païs se retirera au Roy et fera toutes les poursuites nécessaires pour en obtenir descharge de sa majesté au profit et soulagement dudict païs.

Lesdictz Estatz ont aussi donné pouvoir ausdictz sieurs députez à la vérification des debtes, de liquider le faict des restes des parroisses que M. d'Apchier prétend avoir levées lorsqu'il estoit chef du party contraire en ce diocèse, prétendant aussi ladicte levée avoir esté autorisée par Lettres patentes du Roy, qu'il a obtenues de sa majesté. Lesquelles lesdictz sieurs députés pourront veoir et traiter d'accord avec ledict sieur d'Apchier soubz le bon plaisir des Estatz.



Sur ce qui a esté remonstré par le sieur de St-Bauzille, second consul de la ville de Mende, comme sur la négociation et traité de l'accord et transaction qui a esté passé entre M<sup>me</sup> de Larboux et ses consortz, d'une part, Mgr l'archevesque de Sens, le syndic dudict diocèse et aultres parties. Et affin de faciliter le recouvrement du taxat et exécutoire de despens obtenu contre feu Estienne d'Olmieres, sieur de Bussac, sa femme, enfans et complices, auroit esté promis, au nom dudict syndic, à M. Daussainctz, ou bien en deffault de payement de ladicte somme de luy rendre ledict exécutoire, lequel autrement ilz n'avoient moyen de retirer. Requérant icelluy sieur de Saint-Bauzille, qu'il plaise ausdictz Estatz effectuant ladicte promesse, faire payer audict sieur Daussainctz, ladicte somme de 200 escus, attendu la commodité que le diocèse pourra retirer du pais du Languedoc, par le moyen dudict taxat ; a esté conclud que des premiers deniers que ledict diocèse recouvrera dudict pais de Languedoc, à cause dudict exécutoire, ladicte somme de 200 escus sera payée audict sieur Daussainctz ; à quoy lesdictz Estatz ont expressement ordonné audict syndic de tenir exactement la main. Et en cas que ledict diocèse ne retireroit aucune chose, par ce moyen, dudict pais de Languedoc, ledict exécutoire sera rendu audict sieur Daussainctz suivant la promesse desdictz sieurs d'Yspaniac et de St-Bauzille.

Sur la requisition faicte par M. Chabron, envoyé de M. le baron de Randon, à ce qu'il pleut aux Estatz déclarer à qui il appartiendra le tour des barons de ce pais d'assister aux prochains Estatz généraulx de Languedoc ; a esté dict, veu le registre du pais, que ledict tour apartiendra audict sieur baron de Randon, comme



venant en son rang, après M. le baron du Tournel qui a passé en tour la présante année.

Le sieur Bazalgète, de Lengoigne, a remontré à ladicté assemblée, comme par sentence du bailliaige de Gévaudan, il auroit esté condampné de payer, dans un mois, aux sieurs Seguin et Portanier, commis à faire la levée des restes du sieur Farnier, la somme de 554 escus 42 sols, et ce à cause des restes de la collecte faicte par feu son père, de la portion des tailles de Lengoigne, de l'année 1577, et par la mesme sentence, le syndic dudict païs auroit esté aussi condamné à luy payer la somme de 503 escus 17 sols à luy deue par ledict syndic, à cause de l'avance faicte par sondict feu père, suivant le mandement et ordonnance de MM. les députés du païs, de la monstre de la garnison dudict Lengoigne, en la mesme année. De laquelle sentence ledict Bazalgète se sentant grevé en ce que la compensation par luy requise n'auroit esté ordonné, il se seroit rendu appellant en la Cour des Aydes et eust jà faict vuyder ledict appel, sans l'espérance que ledict syndic luy a tousjours donnée de faire délibérer en ceste assemblée ladicté compensation. Ce qu'il requiert maintenant lesdictz Estatz vouloir faire, ou du moins faire imposer ladicté somme de 503 escus 17 sols. Offrant en ce cas de payer la somme deue ausdictz sieurs Seguin et Portanier, autrement a déclaré vouldoir poursuivre son appel ; requérant en outre luy faire imposer la somme de 200 escus, à luy deubz pour restes de 300 escus qui luy furent accordez par délibération des Estatz tenus à Mende. Sur quoy après avoir esté proposez quelques expédiens sur cest affaire, a esté conclud que en rapportant, par ledict sieur Bazalgète entre cy et les Estatz prochains ,



quittance des sieurs de Creil et Gamin, bourgeois de la ville de Paris, de pareille somme qu'il doibt audict pais, icelle quittance servant d'acquict sur et tant moins de la somme de 1,236 escus dont lesdictz sieurs de Creil et Gamin ont esté assignez par arrest de la Cour des Aydes sur lesdictz restes dudict Farnie ; en ce cas la partie qui luy est deue par ledict pais luy sera imposée à la prochaine assiette dudict diocèse.

Du mardy, dix-huictième dudict mois de may, du matin.

Sur la requeste présentée par Pierre Duranc de la Garde-Guerin à ce qu'il pleut à l'assemblée pourveoir à son remboursement des fraiz par luy fourniz et avancez pour la réparation du pont du Rachas, attendu la commodité qui en revient au publicq, estant ledict pont scitué sur le chemin et passage de la Regordane, et qu'à ceste fin luy soit ordonné la somme de 400 livres, à prendre sur les 1,200 livres qui doibvent estre imposez pour la réparation des pontz du diocèse ceste année ; et oultre ce, qu'il puisse retirer de ladicte ville et paroisse de la Garde-Guérin dans laquelle ledict pont est scitué, la somme de 240 livres, suivant le reiglement des Estatz généraulx, attendu que ledict pont a esté estimé environ 960 escus, et sans préjudice du surplus à quoy ledict pont pourra monter. A esté conclud, attendu la délibération cy-devant prinze, de ne faire aucune imposition ceste année pour le faict desdictz ponts, que la requeste est renvoyée à la prochaine assemblée des Estatz pour y estre pourveu ainsi qu'il apartient.

Sur la requisition faicte par le sieur Rodes, premier consul de Maruejols, de la desdommager de la perte d'ung cheval qui luy est mort allant aux Estatz généraulx



de Languedoc ; a esté délibéré et conclud qu'il ny a lieu de luy accorder aulcune chose, tant pour la conséquence que pour ny estre le pais aulcunement tenu.

M. le baron de Peyre a remonstré que le sieur Mitard auroit faict instance à l'assemblée d'une partie qu'il demande dez longtems au pais, et d'autant qu'elle procède de la despence du voiaige faict en son nom aux Estatz généraulx de Languedoc, luy estant en tour de baron, au moyen de quoy il y a interest, il a prié les Estatz y voulloir pourveoir. Surquoy a esté conclud que, MM. les députés au faict des debtes, vérifieront sur les actes et papiers, si ladicte partie est due pour en faire rapport aux prochains Estatz.

Estant venu à l'assemblée M. de Picheron, baily de Gévaudan, commissaire ordinaire de l'assiette et gouverneur de Maruejolz, il a représenté aux Estatz que comme le Roy maintient et garde ses subjectz en leurs droictz ; coustumes et privillèges, il est raisonnable qu'il soit conservé et maintenu en ses autorités. Et d'autant qu'en conséquence du pariaige qui est entre sa majesté et le Sgr évesque de Mende, le bureau de la recepte dudict pais se doibt tenir alternativement comme les Estatz, une année en ladicte ville de Maruejols et l'autre année en la ville de Mende, et que cest ung droict appartenant à sadicte majesté, il a faict entendre à l'assemblée quelle ne peult ny ne doibt y toucher ains laisser librement tenir la présente année le bureau de ladicte recepte en ladicte ville de Maruejolz. Au contraire M. le premier de consul de la ville de Mende a remonstré que de tout temps et ancienneté, le bureau de ladicte recepte s'est tenu et a demeuré en la ville de Mende, capitale dudict pais. Et portant que cest aucun ordre et coustume



immémoriale ne peult souffrir changement ny innovation sans préjudicier aux privilèges de ladicte ville et du païs que sadicte majesté a tousjours maintenus et conservez.

Le faict des matériaux des canons délaisséz par M. de Fosseux en la ville de Mende, ayant esté de nouveau proposé en ladicte assemblée, M. le premier consul de Mende a dict s'estre acheminé en ladicte ville, suivant la dernière délibération sur ce prinze, et qu'après avoir conféré avec Mgr de Mende et les habitans de ladicte ville qui ont jugé ne debvoir estre faictes aulcunes enchères desdictz matériaux, il auroit esté chargé seulement par mondict seigneur, de représenter de sa part à l'assemblée, qu'il asseure quelle est si occulée et plaine de tant de prudence, d'expérience et circumspection quelle scaura bien appréhender la conséquence et importance de cest affaire et après y donner l'ordre convenable. Ensuite de quoy, M. le baron de Céneret a dict que l'offre par luy faict de bailler 400 escus desdictz matériaux, a esté seulement pour faire la condition du païs meilleure, et que son dict offre ayant esté tousjours par luy accepté par l'assemblée, il entendoit s'en retirer entièrement. Et daillieurs luy ayant esté depuis asseuré que lesdictz matériaux sont beaucoup diminuez en quantité depuis le temps qu'ilz furent délaisséz par ledict sieur de Fosseux, il a justé occasion, avant que persister en son offre, deveoir incontinent après, remectre sa déclaration devers le greffier du païs en cas qu'il veuille soustenir son offre. Surquoy, ayant esté les Estatz requis par aulcuns des consuls, assistans à l'assemblée, qu'il soit faict inventaire desdictz matériaux; a esté conclud que MM. les officiers du bailliaige seront requis



par le syndic de faire ledict inventaire à l'assistance dudict sieur de Céneret et des sieurs commis et députés dudict païs pour icelluy représenter aux prochains Estatz.

Sur le rapport faict par les sieurs députés à traicter avec certains particuliers de la ville de Mende touchant les maisons de la citadelle, comme ilz seroient demeurez d'accord avec aulcuns desdictz habitans, de leur payer dans quatre années, à commencer la prochaine et aux termes des assiettes, les sommes que par arrest de la Cour des Aydes leur ont esté adjudgées, pour la ruyne et démolition de leurs maisons, et toutesfois certains aultres desdictz particuliers n'auroient voulu acquiescer audict accord, sinon à condition que ledict temps de quatre années commençast à courir dès apresent ; a esté conclud que lesdictz sieurs députés continueront de traicter et passeront contract avec ceulx qui voudroit suivre ledict premier accord pour les sommes qui leur peuvent escheoir et revenir du total dudict arrest.

Sur la remonstrance faicte par M. de Chanoillet, official, et envoyé du chapitre de l'église de Mende, qu'il auroit pleu à MM. des Estatz dudict païs, assemblez en la ville de Maruejols, l'année 1600, accorder à Mgr de Mende et audict chapitre, pour subvenir aux fraiz de la réparation et réidification de ladicte église, la somme de 500 escus à prendre sur les deniers qui proviendront des restes des vivres et munitions deues par les commissaires, gardes receveurs, marchans, fournisseurs et entremetteurs desdictz vivres et munitions et tous aultres qui en auroient eu la charge et administration en ce diocèse, durant les troubles et guerres dernières, mesmes depuis l'année 1580 incluse, jusques à



la dernière réduction de la ville de Mende, advenue l'an 1597, icelle comprinse. En quoy lesdictz Estatz auroient tesmoigné leur saint zèle et dévotion envers Dieu et son église ; mais l'effect de leur bonne volonté seroit resté non seulement illusoire, mais du tout contraire à leur bonne et sainte intention, parce que au lieu que mondict Sgr de Mende et sondict Chapitre debvoit retirer ladicte somme de leurs deniers, pour subvenir aux fraiz des poursuites qu'il leur a convenu faire contre les receveurs, commissaires et administrateurs desdictz vivres, sans toutesfois qu'ilz y ayent peu avancer aulcune chose, pour les grandes oppositions qu'ilz y ont trouvées et mesmes de la part de la Cour des Aydes de Paris et de la Chambre des Comptes de Montpellier ; ayant ladicte Cour des Aydes de Paris cassé les arrestz donnez par la Cour des Aydes de Montpellier, par lesquels lesdictz commissaires estoient condampnez à rendre compte et prester le reliqua à MM. les commis et députés dudict pais, et ladicte chambre fait contraindre lesdictz commissaires de compter en icelle du faict de leur administration, pour en oster la cougnoissance ausdictz sieurs commis et députés et par mesme moyen éluder ledict don, faict en faveur de ladicte église, pour en faire tourner les deniers au profit du Roy. A moyen de quoy ayant perdu toute espérance de retirer aulcune commodité de ceste part, ilz supplient lesdictz Estatz que, faisant jouyr ladicte église de l'effect de leur bonne volonté, il leur plaise faire imposer en la présante assiette ladicte somme de 3,000 escus, ou telle aultre plus grande qu'ilz jugeront nécessaire à la perfection d'ung œuvre si recommandable et digne du secours d'une compagnie chrestienne et catholique, pleine de religion et piété.



Lesdictz Estatz ne pouvant accorder l'imposition de ladicte somme, affin de ne surcharger le pauvre peuple, assez foulé et incommodé d'ailleurs, pour l'aquittement des debtes et aultres affaires du païs ; désireux néautmoings de veoir réussir l'effect de leur bonne intention par tous aultres meilleurs moyens à eulx possibles ; après avoir faict en ladicte assemblée une grande et curieuse recherche de plusieurs expédiens, ont finalement délibéré, conclud et arrêté, sans revocation des aultres délibérations cy-devant prinses, qu'ilz accordent au nom du païs, donnent, remettent et transportent à mondict Sgr de Mende et à sondict chapitre, en faveur de ladicte église, les prétensions, droictz, noms, raisons et actions que ledict païs de Gévaudan et peult avoir contre le païs d'Auvergne, dont y a instance pendante au Conseil de sa majesté, à cause des vivres, munitions et deniers à quoy ledict païs d'Auvergne debvoit contribuer pour subvenir à l'entretienement de l'armée royalle, conduite en l'année 1586, par feu M<sup>e</sup> le duc de Joyeuzé ez païs d'Auvergne, Velay, Gévaudan et Rouergue pour la réduction des lieux que y estoient occupez contre le service de sa majesté. Ledit don et transport ainsi faict par ledict païs à mondict Sgr de Mende et audict chapitre à leurs perilz et fortunes, sans que icelluy païs soit tenu d'aucune garantie, fraiz ny despens, pour les deniers qui en proviendront estre employez à ladicte réparation et réédification de ladicte église et non ailleurs ; consentant ladicte assemblée que, pour le recouvrement desdictz deniers, mondict seigneur de Mende et ledict chapitre, puissent faire toutes poursuites et diligences nécessaires, tant audit Conseil d'Estat que ailleurs ou besoiing sera, le tout néautmoings



à leurs fraiz et despens, perilz et fortunes, comme dict est. Dequoy ledict sieur de Chanoillet, au nom de mondict seigneur de Mende et de sondict chapitre a humblement remercié lesdictz Estatz.

Suivant la délibération prinse pour la délivrance qui a esté faicte au sieur de Manificier de la recepte des deniers extraordinaires qui seront imposez en la présente assiette, ne s'estant présenté aucun susdisant, le contract de bail en a esté passé et stipulé en plaine assemblée par M<sup>e</sup> Recolin, notaire royal de la ville de Mende.

Sur la requisition faicte par les sieurs consulz des Cevennes, de leur accorder surséance du paiement de leurs portions des deniers extraordinaires, pour le premier quartier, jusques après la recolte, et ce en considération de leur pauvreté; a esté conclud que le receveur dudict diocèse surceoira toutes contrainctes qu'il pourroit faire contre lesdictz habitans des Cevennes pour leurs cottités des deniers extraordinaires et ce jusques à la prochaine feste de la Magdalene, en payant néautmoings leur portion des deniers ordinaires aux termes de l'assiette sans aulcung retardement.

Ouy le rapport des sieurs députés à veoir les actes et papiers des consulz et habitans de Chirac, sur le faict de la descharge par eulx prétendue, a esté délibéré et conclud, pour rédimer le pais de vexations et des fraiz et despens d'ung procès, que lesdictz habitans demeureront deschargez du paiement de leur cottité de ce qui est deub par ledict pais à Mgr le comte d'Auvergne et à M<sup>me</sup> de Planèzes, comme aussi demeurera quittes des restes qu'ilz doibvent à la recepte de M. Farnier, en payant tant seullement la somme de 250 livres. Et pour le regard d'aultres restes à eulx demandées par M.



Gleize, comme héritier de feu son père, jadis receveur dudict diocèse, pour raison de quoy ilz sont entrez en procès; sera faicte vérification desdictz restes par MM. les députez à vérifier les debtes du païs pour veoir de quoy ilz debvroit estre deschargez, et cependant toutes poursuites et contraintes cesseront pour ce regard.

Sur ce que le sieur de Fumel, syndic, a remonstré que suivant l'intention du païs, il a obtenu Lettres pour faire appeller, au Conseil d'Estat, le syndic général de Languedoc, pour se veoir condampner au remboursement des sommes dez longtemps fournies et avancées par ledict diocèse, pour les fraiz et despenses faictes en la poursuite du procès criminel et exécution des jugemens intervenuz contre feu Bussac et leurs complices, à la requeste et pourchas dudict syndic général, ou du moins remplacer et faire bonnes les sommes adjudgées par l'exécutoire de despens audict syndic général, que ledict syndict auroit remys et baillé en payement audict diocèse, attendu qu'il a esté impossible recouvrer aucune chose par le moien dudict exécutoire, à l'occasion de la main-levée obtenue de la Cour de parlement de Paris, par les enfans dudict Bussac, peu de temps après son exécution. Et que depuis, par le bénéfice des Edictz de pacification ilz ont esté réintégrés en la plaine possession des biens saisis. Requérant icelluy sindic qu'il pleut à l'assemblée délibérer s'il fera exploitter lesdictes lettres; a esté conclud que lesdictes lettres seront exploictées et ledict syndic général assigné au Conseil d'Estat à l'effect que dessus, sauf que pour l'honneur et respect des Estatz généraulx, avant commencer le procès sera faicte instance de la part dudict diocèse à la prochaine assemblée desdictz Estatz généraulx de voulloir deulx mesmes



faire raison audict diocèse, et à ceste fin pourveoir à son remboursement ou en demeurer d'accord, sans le porter à ceste extrémité de recourir à la justice, et sur ce, serait faictes toutes remonstrances, requisitions et interpellations nécessaires auxdictz Estatz généraulx par ledict syndic dudict diocèse ou aultre tel personnaige que, pour l'absence et empeschement dudict syndic, sera choisy et nommé par les sieurs députés à la vérification des debtes, auxquelz lesdictz Estatz particuliers ont donné et donnent pouvoir et mandement exprès de ce faire.

Sur la proposition faicte par M. de Guilleminet, commissaire principal de l'assiette, de ce que les habitans de la ville de Maruejols prétendans ne debvoir estre cottisez sur le pied de la tariffe et anciens départemens du diocèse, ains d'estre deschargez de deux tiers ou environ, tant à cause de la ruyne et démolition de la plus grande et meilleure partie de leurs maisons, que de l'entière perte de leur cabal et diminution de leur capitation, luy auroient faict ung acte de sommation et réquisition affin de réduire leur cottité des tailles et icelle diminuer à proportion des choses susdictes, autrement ont protesté de rellever appel du département et le prendre luy à partie. De quoy il a estimé debvoir advertir l'assemblée, avant procéder à l'assiette, pour en estre délibéré, comme de chose qui regarde le païs. A esté conclud que ledict sieur de Guilleminet et aultres commissaires de l'assiette seront requis de comprendre ladicte ville de Maruejols au département des deniers ordinaires et aultres ou ils sont tenus de contribuer, et ce sur le pied de la tariffe et anciens département dudict diocèse, à la charge que lesdictz sieurs commissaires



seront relevez par ledict païs de tous despens, doumages et interestz, si aulcungs ilz souffrent à ceste occasion, et que le syndic prendra le faict et cause pour eulx par tout ou il apartient.

L'estat des sommes de deniers qu'il convient imposer en l'assiette extraordinaire la présente année, pour acquitter plusieurs debtes du païs et subvenir aux affaires urgens et plus pressez dicelluy, ayant esté dressé et recueilly par M. le baron de Céneret, suivant le pouvoir qui lui en avoit esté donné par l'assemblée, a esté par ledict sieur finalement représenté en icelle, et après en avoir esté faicte lecture publiquement par le greffier du païs, a esté cloz, arrêté et signé par les gens desdictz Estatz et conclud que MM. les commissaires de l'assiette seront requis imposer la somme de 23,525 escus 43 sols, à quoy reviennent les parties dudict estat, pour en estre faict payement aux particuliers denommez, en l'acquit et descharge du païs, à la charge que si pour ladicte imposition lesdictz sieurs commissaires estoient aulcunement molestés ny souffroient aulcuns frais, despens, domaiges ny interestz, le païs les en rellevera et le syndic prendra le faict et cause pour eulx.

D'autant que les Estatz, pour n'avoir voulu accepter la démission faicte par le sieur de Fumel, de son office, et charge de syndic dudict païs, n'ont aussi voulu procéder à nouvelle nomination d'autre personne, en son lieu et place, ledict sieur de Fumel attendant qu'il ayt pleu au païs y pourveoir, craignant qu'en cest intervalle quelque inconvénient arrive aux affaires d'icelluy, a librement offert à l'assemblée, sans préjudice de sa démission, de laquelle il a déclaré ne se voulloir dé-



partir, de continuer à rendre audict païs tout le service qui luy sera possible, selon que les affaires le requerront pour le bien et soulagement d'icelluy.

Sur la prière faicte ausdictz Estatz de la part de Mgr de Mende, par M. d'Yspaniac, son grand vicaire et président en iceulx, de voulloir conformément aux délibérations prinses l'année dernière et aultres précédentes, ordonner au receveur du païs de ne se dessaisir jusques à ce que aultrement ayt esté ordonné par le Roy en son Conseil, de la somme de 4,000 escus dont Mgr le comte d'Auvergne a faict don à mondict Sgr de Mende, à prendre sur la partie que le païs luy doit, pour estre employée à la réédification de son église cathédrale. Lesdictz Estatz désirans gratifier mondict seigneur de Mende, mesmes en chose si favorable, ont conclud et arresté, suivant les délibérations prinses ez assemblées des années dernières, que, sur la partie de 22,500 livres due à mondict seigneur le comte et qui sera imposée en la présente assiette, ledict receveur gardera en ses mains la somme de 3,000 livres accordée par mondict seigneur le comte à mondict seigneur de Mende, sans qu'il s'en puisse dessaisir jusques à ce qu'aultrement en ayt esté ordonné par sadicte majesté, en sondict Conseil où le procès en est pendant; et seront à cest effect requis MM. les commissaires de l'assiette de charger ledict receveur en l'article d'icelle, de satisfaire à la présente délibération, et ce faisant ne se dessaisir de ladicte somme de 3,000 livres, qu'aultrement n'en ayt esté ordonné par ledict conseil, à peine de répétition sur luy.

Finallement, mondict seigneur d'Yspaniac, président



ausdictz Estatcz, après avoir remercié Dieu des bonnes délibérations prises en la présente assemblée, a donné la bénédiction aux assistans qui a esté la fin desdictz Estatcz.

Signé : CH. DE ROUSSEAU, vicaire général et président.

---

1605.

*MM. les commissaires de l'assiette. — Commissions pour les département de l'assiette. — Rôle de MM. des Etats. — Diverses procurations defectueuses à régulariser. — Appel à la Concorde par Mgr l'Evêque. — Plaintes contre diverses paroisses qui refusaient de payer les impositions et avaient maltraité les comptables. — Nomination de députés pour entendre les griefs des communautés. — Admission de divers membres des Etats. — Affaire de Recoulettes. — Paiement des dettes. — Communautés qui refusent de payer les impositions. — Mesures à prendre. — Contestations avec la ville de Marvejols à terminer à l'amiable. — Différent entre les envoyés de MM. les barons de Mercœur et du Tournel, sur leur séance aux Etats. — Admission de l'envoyé du mandement de Nogaret. — Procureur de M. de Barre. — Rapport du baron de Cénaret sur les demandes de Marvejols. — Contestation entre les barons d'Apcher de Cénaret et de Randon. — Admission de procureurs. — Comptes des deniers extraordinaires. — Imposition des intérêts des dettes du diocèse. — Différent entre les consuls de Saugues et de Saint-Chély, sur la présance aux Etats, décidé en faveur du consul de Saint-Chély. — Assassinat de M. le baron d'Apcher et de quel-*



ques gentilshommes dans l'église cathédrale de Mende. — Dette en faveur de Mme de Planèzes. — Demande de M. le trésorier Marion. — Procès avec les Cévennes sur leur refus de contribuer aux dépenses communes du diocèse. — Prétensions de M. Farnier au sujet des restes des impositions dues à son père, ancien receveur. — Prétensions de M. Montchal, receveur du taillon. — Vérification des dettes. — Sommes à imposer pour dépenses ordinaires, frais de voyage, etc. — M. l'évêque est prié en allant à Paris de s'employer pour les affaires du diocèse. — Demande de M. Spéronnat pour la recette des tailles. — Contre certains faussaires. — Demandes du prévôt de la maréchaussée. — M. de Manificier demande le remboursement des sommes par lui payées à Mme de Ventadour. — Surséance accordée aux habitans des Cévennes pour les impositions. — Beniers du taillon.

L'an mil six cens cinq et le vendredy quatorzième jour du mois de janvier, environ neuf heures du matin, en la ville de Mende et dans la salle haute des maisons épiscopales, suivant le mandement de nos seigneurs les commissaires présidens pour le Roy aux Estatz généraulx de Languedoc, tenuz en la ville d'Alby, ez mois de novembre et décembre derniers. Ont esté assamblez les gens des trois Estatz particuliers du diocèse de Mende et païs de Gévaudan, après avoir suivant l'ancienne coutume assisté à la messe célébrée en l'église cathedrale, par très-révérend Père en Dieu, Mgr Adam, évesque de Mende. En laquelle assemblée sont venuz MM. les commissaires principal et ordinaires de l'assiette dudict diocèse, assavoir : M. de Guilleminet, sieur de



Baillargues, greffier et secrétaire du Roy ausdictz Estatz généraulx, commissaire principal; M. de Mallevieille, bailly de Gévaudan; M. M<sup>e</sup> Déodé Dumas, docteur ez droictz, 1<sup>er</sup> consul de ladicte ville de Mende; M<sup>e</sup> Ramond de Saint-Bauzille, lieutenant de Baille et 2<sup>e</sup> consul de ladicte ville; Guillaume Bestion, marchand, tiers consul d'icelle ville, et Anthoine Vachéry, bourgeois et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejols, tous commissaires ordinaires de ladicte assiette. Et par ledict sieur commissaire principal, a esté proposé le faict des commissions touchant l'assiette et département de la portion et cottité dudict diocèse et païs de Gévaudan, des sommes de deniers imposées ausdictz Estatz généraulx sur toute la province, tant pour l'ayde, octroy, creue, taillon, que pour les réparations, gratifications et fraiz d'icelle. A l'exécution desquelles commissions il a exhorté lesdictz Estats, voulloir prester leur assistance et consentement, selon leur bonne et louable affection et coustume et la teneur desdictes commissions, offrant de sa part dy vacquer présentement avec les aultres sieurs commissaires.

Sur quoy, après avoir esté par le greffier desdictz Estatz faicte lecture des commissions, ensemble des instructions desdictz seigneurs commissaires présidens ausdictz Estatz généraulx, mondict seigneur de Mende, au nom de ladicte assemblée, a respondu audict sieur de Guilleminet, qu'encores que les habitans dudict païs de Gévaudan, plus que nulz aultres de la province, eussent besoin d'estre deschargez du payement des tailles pour plusieurs années, affin d'avoir moyen de respirer et se relever de l'incroyable nécessité et impuissance à laquelle ils sont réduictz à cause des excessives charges qu'ilz ont supporté durant toutes les guerres, outre une



infinité de debtes qu'ilz ont constitué sur eulx pour le bien du service de sa majesté audict païs; toutesfois désireux plus que jamais de perseverer en leur ancienne dévotion et naturelle obéissance envers sa dicte majesté, ils essayeront de surmonter toutes difficultés pour satisfaire de leur part à ce qui est mandé par lesdictes commissions, ayant mondict sieur le président faict sur ce subject une belle remonstrance à ladicte asssemblée touchant l'obéissance deue à sa majesté et l'union qui doibt tousjours estre entre les gens desdictz Estatz pour l'avancement de l'honneur et gloire de Dieu et du service de sa dicte majesté et le soulagement du pauvre peuple.

Et le sieur de Fumel, syndic dudict païs, a requis lesdictz sieurs commissaires, suivant l'ancienne coutume, permettre la continuation de ladicte asssemblée, tant pour l'exécution desdictes commissions que pour traiter et délibérer des affaires communs dudict païs; laquelle permission a esté par lesdictz sieurs commissaires octroyée comme ordinaire.

Et à l'instant lecture a esté faicte des pouvoirs et procurations des sieurs envoyez et députez à ladicte asssemblée, président en icelle mondict seigneur de Mende, comte de Gévaudan, où se sont trouvez assistants, assavoir pour l'estat ecclésiastique : vénérables personnes M<sup>e</sup> André de Chanoillet, docteur ez droictz, chanoine official et député du Chapitre de l'église cathédrale de Mende; M<sup>e</sup> Ramond de Fumel, docteur ez droictz, prébendier de Sainte-Enymie et député par le couvent d'icelle, à cause de vacance de prieuré; M. le commandeur de Palhers en personne; M<sup>e</sup> Pierre Claustre, chanoine, capiscol de l'église cathédrale dudict Mende



et député de M. de Lengoigne ; M. Pol Albaric, docteur ez droictz, juge des terres de M. de Saint-Jehan et député dudict sieur. Et pour MM. les barons et aultres de la noblesse : M<sup>re</sup> Gaspar dict Armand, vicomte de Polignac, baron de Randon, estant en son tour, la présente année ; M. de Haultvillar, baron de Céneret ; noble Claude Polalion, sieur de Bouzolz, envoyé de M. le baron de Canillac ; M. du Besset, sieur d'Allenc en personne ; noble Guy du Mazel, sieur de Sainte-Colombe, envoyé de M. de Saint-Auban ; M<sup>e</sup> Pierre Vachéry, docteur ez droictz, envoyé de M. de Montrodât ; M. Pierre Malez, aussi docteur ez droictz, envoyé de M. de Mirandol ; noble François de Gonnet, sieur d'Augayresque, envoyé de M. de Sévérac ; noble Simon d'Albignac, sieur de Triadou, envoyé de M. de Gabriac ; Jehan Jacques du Cros, sieur de la Combe, docteur ez droictz, envoyé de M. de Portes ; M. de Cogossac, sieur de Servières, en personne ; noble André de la Corniliade, envoyé de M. d'Arpajon ; noble Estienne de Seguin, sieur de Peyrefitte, envoyé de MM. les consuls nobles de la Garde-Guérin. Et pour le Tiers-Estat : M. Déodé Dumas, docteur ez droictz, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Mende ; M<sup>e</sup> Ramond de St-Bauzille, lieutenant de baille et second consul de ladicté ville ; Guillaume Bestion, marchand et tiers consul dicelle ; Antoine Vachery, bourgeois et premier consul de la ville de Maruejols ; Jehan Brueil, 1<sup>er</sup>, consul de Chirac ; M<sup>e</sup> Pierre Lobérie, docteur ez droictz et premier consul de la ville de Saugues ; sire Jehan Bony, bourgeois et premier consul de la ville du Malzieu ; Jehan Fielval, premier consul de Florac ; M<sup>e</sup> Jehan Bosquier, notaire et syndic d'Yspaniac ; sire Estienne Paradan, procureur de la ville de Ste-Enimie ;



Jacques Roche, consul de Châteauneuf-de-Randon ; sire Anthoine Vivian, bourgeois, procureurs de Serverete ; M<sup>e</sup> Pierre de Lapierre, notaire, procureur de St-Etienne-de-Valfrancisque ; Estienne Pagés, consul de la ville de Lengoigne ; M<sup>e</sup> Jacques du Villar, docteur ez droictz, procureur de la Viguerre de Portes ; sire Guillaume Parlier, procureur de Barre et M<sup>e</sup> Anthoine Pic, procureur de la ville de St-Auban.

Et d'autant que les pouvoirs et procurations des envoyez de MM. de Langoigne et de Canilliac et des consulz et procureurs du Malzieu, de Saint-Etienne-de-Valfrancisque, vigueries de Portes, Barre, St-Auban et Châteauneuf-Randon, n'ont esté trouvez suffizans pour la défectuosité de la clause ordinaire et accoustumée, d'accorder et consentir l'imposition et levée des deniers de sa majesté et aultres qui seront jugez par l'assemblée nécessaires pour le bien et utilité dudict païs ; a esté conclud et arresté que les susdictz envoyez et procureurs seront tenuz de rapporter procuration suffizante, chascun pour son regard, dans trois jours prochains, aultrement, à faulte de ce faire, ledict temps passe, y sera pourveu par ladicte assemblée selon qu'elle jugera convenable.

Dudict jour, quatorzième janvier, de relevée.

Au lieu que dessus, Président en ladicte assemblée mondict seigneur de Mende, comte de Gévaudan.

Mondict seigneur a représenté à ladicte assemblée que les premiers affaires qu'il a estimé debvoir estre traittés en icelle, sont ceulx qui regardent l'union et concorde mutuelle des habitans du païs, d'autant que comme la division est la source et la nourrisse de désor-



dre et confusion et par conséquent la ruine des communautés, au contraire aussi l'amytié et bonne correspondance les conserve et maintient et les comble de repos et prospérité. Et parce que depuis naguières ont esté excitées quelques semences de divisions entre les habitants de ce païs, occasion de quoy quelques ungs d'entre eulx se sont vouluz distraire et retirer de la communauté d'icelluy ; pour ces considérations, il estime estre important et nécessaire, avant toute aultre chose, d'adviser aux moyens de réunir les volontés, composer ces differendz et restablir le païs en son ordre, afin que tous aultres délibérations, qui se prendront en ceste assemblée, puissent porter fruict et soulagement au pauvre peuple. A quoy principalement il a exhorté la compagnie par ung grave et sérieux discours, orné de plusieurs exemples et raisons. En suite duquel le sieur de Fumel, syndic dudict païs, a particulièrement représenté comme depuis bien un an en ça, certaines paroisses, en nombre de douze ou quinze, de la terre d'Aubrac et de celles de Peyre et d'Apchier, avoient non seulement faict refus de payer leurs cottités des deniers imposez pour l'acquittement des debtes et affaires communs dudict païs, mais quelques unes dicelles avoient commis des rebellions et sestoient opposées de faict et de force, avec armes, aux exécutions des arrestz de la Cour de nosseigneurs des Aydes, ayant battu, blessé et chassé les huissiers, sergens et recordz, exécutans lesdictz arrestz, jaçoit que au rapport qui fut faict de certaines prétendues plaintes desdictes paroisses aux derniers Estatz de Maruejols par lesdictz sieurs d'Aubrac et de Peyre, eust esté pourveu à leur contentement par le moyen de la délibération prinse ausdictz Estatz, par



laquelle la levée des restes des tailles fut reiglée et atermoyée à dix années, conformément aux lettres patentes du Roy, sur ce obtenues par ledict sindic. Lequel, par mesme moyen a représenté, qu'oultre les oppositions faictes par les susdictes paroisses, les habitans de la ville de Maruejols et ceulx du quartier des cévennes se rendent aussi refusans de contribuer au payement desdictz debtes et affaires communs dudict païs ; se couvrans de divers prétextes ; scavoir, ceulx de Maruejols ; de l'exemption par eulx obtenues du Roy, en conséquence de laquelle, ilz prétendent ne debvoir contribuer aux impositions qui se font pour l'acquittement des debtes et affaires communs dudict païs, conceuz auparavant et durant le temps de ladicte exemption ; oultre qu'ilz disent que depuis la ruyne advenue de ladicte ville, par l'assiègement et réduction d'icelle, le nombre des habitans, des maisons et leur cabal et moyens sont diminués de plus de deux tiers, et partant qu'ilz ne sont tenus de contribuer qu'à proportion et sur le pied de ce qui leur reste. Et lesdictz des Cévennes, s'appuyans à certain droict qu'ilz prétendent avoir de tout temps, de ne contribuer qu'aux impositions des deniers du Roy, tant seulement.

Sur quoy, après avoir esté ouy en ladicte assemblée, le consul du Malzieu, assistant en icelle, qui a dict que jaçoit que ladicte ville et sept ou huict paroisses circonvoisines dicelle, ayant esté recherchées de se joindre avec les aultres opposantes ; toutesfois, ilz ne l'auroient voulu faire, pour l'assurance qu'ilz ont prise suivant ce qui leur a esté naguères promis, par MM. les commis et députés du païs, que les Estatz auroient esgard à leurs justes plainctes et demandes et leur feroient faire raison en ceste assemblée. A quoy maintenant ilz les somment



et requièrent voulloir donner ordre. Ouys aussi en leurs raisons et demandes, tant le consul de la ville de Maruejols que le sieur Villaris, député des Cévennes; a esté advisé, pour le regard desdictes paroisses d'Aubrac et de Peyre, que MM. d'Aubrac et de Peyre, serait interpellé de la promesse par eulx faicte aux derniers Estatz, de faire payer lesdictz deniers par les habitans desdictes paroisses, et à ceste fin leur sera escript par le syndic pour les en prier de la part de l'assemblée; et quant au faict desdictz habitans de Maruejols et des Cévennes, ont esté députés les sieurs envoyez de MM. du Chapitre et de Ste-Enymie, M. le baron de Cénaret, le sieur envoyé de M. de Gabriac et MM. les consuls de Mende et de Salgues avec MM. Dumas de Chanoillet et de Rousses, tant pour entendre plus particulièrement les griefs desdictz sieurs consuls de Maruejols et Villaris que pour adviser les expediens de pacifier lesdictz differendz et mesmes celluy desdictes Cévennes, soit en renouvelant l'arbitraige passé aux derniers Estatz, ou par tel aultre moyen que par lesdictz sieurs sera jugé convenable et utile au païs pour, après leur rapport faict à ladicte assemblée, y estre par elle plus amplement délibéré.

Du sabmedy, quinzième jour dudict mois de janvier,  
du matin.

S'est présenté M. André Mézerac, docteur ez droictz et premier consul de la ville de la Canorgue, et sa procuration leue, il a esté receu en ladicte assemblée.

S'est aussi présenté noble Loys de Chalandar de Cornillon, prieur d'Assion, pour assister en ladicte assemblée, au nom de M. des Chambons, en vertu de la clause



généralle apposée à la procuration de Mgr le cardinal de Joyeuse, remise par ledict de Chalandar aux Estatz dernier; de laquelle ayant esté faicte lecture, il a esté receu après avoir presté le sèrement, pour ce requis et accoustumé.

Estant venu à l'assemblée M. de Rousses, procureur du Roy au bailliaige de Gévaudan et 1<sup>er</sup> eonsul de la ville de Mende, l'année dernière, il a faict son rapport de ce que par les sieurs députés de ce diocèse aux Estatz généraulx de Languedoc derniers tenus en la ville d'Alby et par luy avec eulx avoit esté faict et négocié, suivant la charge qui leur avoit esté donnée, pour demander, faire instance et poursuivre, devers lesdictz Estatz, l'indempnité et remboursement, de cedit diocèse, des sommes de deniers par ledict diocèse fournies et avancées pour les frais et despenses de la poursuite faicte et exécution des jugemens intervenuz à la requeste du syndic général dudict pais de Languedoc contre feu Bussac, Ysabeau de Montméjan, sa femme, leurs enfans et complices, attendu que le taxat et exécutoire de despens, obtenu par ledict syndic général contre les condamnez et par luy cédé et transporté audict diocèse, se trouve du tout inutile et frustatoire par le moyen des provisions et main levées, obtenues par les héritiers de ladicte de Montméjan, des biens qui luy appartenoient et qu'il ne se trouve aucuns biens dudict Bussac ny des autres complices. Et sur ce que ledict sieur de Rousses a faict particulier récit de l'ordre et moiens par lesdictz sieurs députés et luy tenuz en ceste négociation et des difficultés qui sy estoient présentées, mesmes pour ne leur avoir esté baillé, à leur départ de ceste ville, qu'une partie des actes et nécessaires et la plus part des



et requièrent voulloir donner ordre. Ouys aussi en leurs raisons et demandes, tant le consul de la ville de Maruejols que le sieur Villaris, député des Cévennes ; a esté advisé, pour le regard desdictes paroisses d'Aubrac et de Peyre, que MM. d'Aubrac et de Peyre, serait interpellé de la promesse par eulx faicte aux derniers Estatz, de faire payer lesdictz deniers par les habitans desdictes paroisses, et à ceste fin leur sera escript par le syndic pour les en prier de la part de l'assemblée ; et quant au faict desdictz habitans de Maruejols et des Cévennes, ont esté députés les sieurs envoyez de MM. du Chapitre et de Ste-Enymie, M. le baron de Cénaret, le sieur envoyé de M. de Gabriac et MM. les consulz de Mende et de Salgues avec MM. Dumas de Chanoillet et de Rousses, tant pour entendre plus particulièrement les griefs desdictz sieurs consulz de Maruejols et Villaris que pour adviser les expediens de pacifier lesdictz differendz et mesmes celluy desdictes Cévennes, soit en renouvelant l'arbitraige passé aux derniers Estatz, ou par tel aultre moyen que par lesdictz sieurs sera jugé convenable et utile au païs pour, après leur rapport faict à ladicte assemblée, y estre par elle plus amplement délibéré.

Du sabmedy, quinziesme jour dudict mois de janvier,  
du matin.

S'est présenté M. André Mézerac, docteur ez droictz et premier consul de la ville de la Canorgue, et sa procuration leue, il a esté receu en ladicte assemblée.

S'est aussi présenté noble Loys de Chalandar de Cornillon, prieur d'Assion, pour assister en ladicte assemblée, au nom de M. des Chambons, en vertu de la clause



généralle apposée à la procuration de Mgr le cardinal de Joyeuse, remise par ledict de Chalandar aux Estatz dernier; de laquelle ayant esté faicte lecture, il a esté receu après avoir presté le sèrement, pour ce requis et accoustumé.

Estant venu à l'assemblée M. de Rousses, procureur du Roy au bailliaige de Gévaudan et 1<sup>er</sup> eonsul de la ville de Mende, l'année dernière, il a faict son rapport de ce que par les sieurs députés de ce diocèse aux Estatz généraulx de Languedoc derniers tenus en la ville d'Alby et par luy avec eulx avoit esté faict et négocié, suivant la charge qui leur avoit esté donnée, pour demander, faire instance et poursuivre, devers lesdictz Estatz, l'indempnité et remboursement, de cedit diocèse, des sommes de deniers par ledict diocèse fournies et avancées pour les frais et despenses de la poursuite faicte et exécution des jugemens intervenuz à la requeste du syndic général dudict pais de Languedoc contre feu Bussac, Ysabeau de Montméjan, sa femme, leurs enfans et complices, attendu que le taxat et exécutoire de despens, obtenu par ledict syndic général contre les condamnez et par luy cédé et transporté audict diocèse, se trouve du tout inutile et frustatoire par le moyen des provisions et main levées, obtenues par les héritiers de ladicte de Montméjan, des biens qui luy appartenoient et qu'il ne se trouve aucuns biens dudict Bussac ny des aultres complices. Et sur ce que ledict sieur de Rousses a faict particulier récit de l'ordre et moiens par lesdictz sieurs députés et luy tenuz en ceste négociation et des difficultés qui sy estoient présentées, mesmes pour ne leur avoir esté baillé, à leur départ de ceste ville, qu'une partie des actes et nécessaires et la plus part des



coppies non signées, qui auroit donné occasion ausdictz Estatz de prendre la première délibération, portant refus de leurs demandes, avec charge au syndic général de s'opposer aux poursuites dudict diocèse, mais qu'à la fin, ayant trouvé moyen de faire représenter l'affaire par ung des sindictz, lesdictz Estatz auroient, par une seconde délibération, renvoyé ledict affaire à leur prochaine assemblée, attendant laquelle, ledict diocèse feroit remettre tous les actes et papiers en bonne forme, touchant ce faict, es mains du sieur d'Yspaniac, syndic, pour ouy son rapport, y estre délibéré ; demeurant cependant ladicte première délibération suspendue. A esté aussi représenté par ledict sieur de Rousses que bien que ledict sieur d'Yspaniac leur eust donné bonne espérance qu'à ladicte prochaine assemblée seroit faicte raison sur les prétentions dudict diocèse, en rapportant lesdictz actes et papiers en bonne forme, toutefois ilz auroient estimé ne debvoir laisser de faire exploiter les lettres obtenues par ledict diocèse contre ledict syndic général comme ilz auroient faict avant que partir ; luy ayant faict donner assignation au Conseil, a trois mois, soubz promesse verbale néautmoings que ledict syndic auroit désiré qu'il ne seroit faicte que la simple présentation, sans aultre poursuite ny contestation de part ny d'aultre, jusques ausdictz Estatz prochains ; de sorte qu'il ne reste maintenant qu'à recouvrer lesdictz actes suivant le mémoire que ledict sieur de Rousses en a leu, pour après faire continuer ceste poursuite ausdictz Estatz par le syndic dudict diocèse ou telles aultres personnes qu'il plaira à la présente assemblée députer ; laquelle ledict sieur de Rousses a supplié avoir agréable ce peu de service et debvoir qu'il a rendu au diocèse en ceste



négociation ; le progrès de laquelle il attribue principalement à l'assistance et direction de M. d'Yspaniac, grand vicaire de mondict Sgr de Mende, qui s'y est montré fort zélé et affectionné, comme aussi M. le premier consul de Maruejols. Sur quoy, après avoir esté par mondict Sgr le président, au nom de ladicte assemblée, remerciez lesdictz sieurs d'Yspaniac, de Rousses et consul de Maruejols, du zèle et de la peine et soing particulier qu'ilz ont apporté en cest affaire et priez de voulloir continuer aux prochains Estatz généraulx ; a esté conclud et arresté que le syndic dudict diocèse fera perquisition, par tout ou besoing sera, des actes mentionnés au mémoire qui a esté leu par ledict sieur de Rousses, pour iceulx retirer en bonne forme, aux despens dudict diocèse, le plustost qu'il sera possible, en sorte qu'ilz soient prest auparavant la tenue desdictz Estatz généraulx, pour y estre représentez. Et affin que par faulte de charge et procuration suffisante pour traiter valablement dudict affaire avec lesdictz Estatz généraulx, le diocèse ne demeure frustré du fruict et commodité qu'il en attend, par le moyen de la composition qui en sera faicte avec lesdictz Estatz, a esté, par mesme moyen, conclud et arresté que la présente assemblée passera procuration aux sieurs députez dudict diocèse qui se trouveront aux prochains Estatz généraulx et à trois d'iceulx députés, en l'absence des aultres, pour requérir demander et faire instance devers lesdictz Estatz, au nom dudict diocèse, du remboursement de toutes et chascunes les sommes de deniers deues audict diocèse par ledict pais de Languedoc, à cause des avances et fournitures que ledict diocèse a faictes pour les fraiz et despens du procès dudict Bussac et ses com-



plices et de l'exécution des jugemens qui en sont intervenuz dudict remboursement, traiter, composer, transiger et accorder avec les gens desdictz Estatz généraulx à telle somme ou sommes et à telz termes, pactes et conditions et en passer telz contractz et transactions que par lesdictz sieurs députés et trois d'iceulx, en l'absence des aultres sera advisé et jugé utile et convenable pour ledict diocèse, et, par lesdictz contractz, quitter et remettre audict pais de Languedoc tous droictz, noms, raisons, actions et prétensions que ledict diocèse a contre ledict pais, pour raison desdictes avances et fournitures, et ce moyennant la somme ou sommes qui seront, comme dict est, accordées audict diocèse et soubz la réservation de l'action d'icelluy diocèse sur la reddition de compte et restitution de fruictz contre les sequestres establiz par les commissaires à l'administration des biens de ladicte Ysabeau de Montméjan, et généralement faire tout ce que par la présente assemblée pourroit estre faict et négocié en ce que dessus; et pour assurance en obliger les biens communs dudict diocèse, soubz la jurisdiction de toutes Courtz de ce royaume et aultres soubmissions nécessaires.

Ayant esté considéré et recogneu par l'assemblée, ny avoir maintenant rien de plus important et nécessaire que de pourveoir, avec le plus grand soulagement du peuple que faire se pourra, au payement des debtes deubz, par ledict diocèse, à plusieurs et divers créanciers, affin de le rédimer des vexations et contrainctes, fraiz, despens, dommages et interestz, qu'aultrement il pourroit souffrir. Et que pour cest effect, il est besoin de procéder à la liquidation desdictz debtes pour en dresser ung estat au vray et icelluy remettre devers le



sieur trésorier général et aultres sieurs commissaires qui ont esté sur ce députés suivant le reiglement des Estatz généraulx et lettres patentes du Roy, pour estre lesdictz Estatz par eulx vérifié comme il est requis, affin d'obtenir de sa majesté la permission d'imposer, aux termes qu'il luy plaira ordonner, les sommes de deniers à quoy pourront revenir lesdictz debtes. Pour ceste cause, ladicte assemblée a commis et député, pour procéder à ladicte liquidation et dresser ledict estat, M. d'Yspaniac, vicaire général de mondict seigneur de Mende; M. de Chanoillet, envoyé du Chapitre dudict Mende; M. d'Aubrac, s'il se trouve lors au païs; le sieur de Fumel, envoyé de M. de Ste-Enymie; M. le baron de Cénaret; M. de St-Auban, commis des nobles; M. de Servièrès, le sieur de Seguin, envoyé de MM. les consulz nobles de la Garde Guerin, MM. les premiers consulz de la ville de Mende, de Maruejols, la Canorgue, St-Chély, Salgues, le Malzieu, Florac et la viguerie de Portes, avec MM. du Conseil dudict diocèse. Lesquelz sieurs ont esté priés s'assembler en ceste ville, en présence de mondict seigneur le président, au quinzième de mars prochain, avec charge et pouvoir exprès, que lesdictz Estatz leur donnent, de vérifier, examiner et liquider en leur assemblée lesdictz debtes deubz par ledict diocèse ausdictz créanciers, et pour cest effect se faire représenter tous comptes, actes et papiers nécessaires desdictz debtes, accorder et composer avec lesdictz créanciers, soubz modération des sommes ou attermoyement dicelles pour le soulagement du diocèse, et si besoing est, en passer les contractz sur ce nécessaires et la liquidation faicte, dresser l'estat au vray, desdictz debtes pour estre remis devers lesdictz sieurs commissaires et la vérification et auto-



risation dicelluy poursuivie par le syndic dudict diocèse affin d'obtenir, sur icelle, la permission de sa majesté pour l'imposition diceulx debtes.

M. Estienne Bastide, commis du sieur de Manificier, receveur dudict diocèse, a présenté a présenté à l'assemblée ung estat des paroisses qui se sont rendues opposantes ou refuzantes sur le payement de ce quelles doibvent des deniers extraordinaires imposez l'année dernière; requérant qu'il pleust aux Estatz faire oster ces empeschemens, affin qu'il puisse continuer la recepte desdictz deniers et acquitter les parties de l'assiette, à la descharge du pais. Surquoy ayant esté délibéré et proposé plusieurs expédiens pour remédier à ce désordre, plus tost par la voye de douceur qu'autrement, pour obvier aux fraiz et aultres incommodités et inconvéniens que lesdictes paroisses pourroient encourir; a esté conclud et arresté que lesdictes paroisses seront par le syndic adverties de députer chascune dicelles ung homme intelligent de leurs affaires, pour représenter la cause de leurs plaintes et griefz par devant les sieurs députés à la vérification des debtes en leur assemblée, assignée au quinzième de mars prochain, pour icelles plaintes estre par ladicte assemblée pourveu et donné le remède convenable, ainsi qu'il appartiendra pour raison, pour le bien et soulagement desdictes paroisses et de tout le pais en général.

Dudict jour quinzième janvier, de relevée.

Lesdictz Estatz n'ont esté assamblez en corps, affin de donner loisir aux sieurs députés, sur le faict de Maruejols, d'ouyr particulièrement les consulz de ladicte ville et adviser de traiter avec eulx des moyens de ter-



miner leur affaire à l'amyable, sans entrer plus avant en procès.

Du dimanche XVI<sup>e</sup> dudict mois de janvier.

Leditct jour a esté dédié et employé au service de Dieu, ayant les gens desdictz Estatz assisté à la procession générale et à la grand messe qui a esté célébrée en l'église cathédralle par mondict seigneur de Mende, comme aussi à la prédication par luy faicte et à l'office de vespres.

Du lundy dix-septième dudict mois de janvier,  
de matin.

S'est présenté noble homme Gilbert de Lormet, sieur dudict lieu pour estre receu en ladicte assemblée, comme envoyé de M. le baron de Mercueur, en vertu de la substitution de M. de La Fayette, suivant la charge et procuration qu'il a de M<sup>me</sup> de Mercueur d'assister ausdictz Estatz, avec pouvoir de substituer. De laquelle procuration ayant esté faicte lecture, ensemble de ladicte substitution, ledict sieur de Lormet a esté receu après avoir presté le sèrement acoustumé. Et sur le différend intervenu entre ledict sieur de Lormet et le sieur des Alpiez, envoyé de M. le baron du Tournel, pour raison de leurs séances en ladicte assemblée, a esté conclud que, suivant l'ordre du tour et de la roue des barons dudict païs, ledict envoyé dudict sieur baron de Mercueur procédera en la présente assemblée ledict sieur baron du Tournel, attendu que ledict sieur du Tournel avoit passé son tour l'année dernière. A quoy ledict sieur des Alpiez a consenty et acquiescé, affin



risation dicelluy poursuivie par le syndic dudict diocèse affin d'obtenir, sur icelle, la permission de sa majesté pour l'imposition diceulx debtes.

M. Estienne Bastide, commis du sieur de Manificier, receveur dudict diocèse, a présenté a présenté à l'assemblée ung estat des paroisses qui se sont rendues opposantes ou refuzantes sur le payement de ce quelles doibvent des deniers extraordinaires imposez l'année dernière; requérant qu'il pleust aux Estatz faire oster ces empeschemens, affin qu'il puisse continuer la recepte desdictz deniers et acquitter les parties de l'assiette, à la descharge du pais. Surquoy ayant esté délibéré et proposé plusieurs expédiens pour remédier à ce désordre, plus tost par la voye de douceur qu'autrement, pour obvier aux fraiz et aultres incommodités et inconvéniens que lesdictes paroisses pourroient encourir; a esté conclud et arresté que lesdictes paroisses seront par le syndic adverties de députer chascune dicelles ung homme intelligent de leurs affaires, pour représenter la cause de leurs plaintes et griefz par devant les sieurs députés à la vérification des debtes en leur assemblée, assignée au quinzième de mars prochain, pour icelles plaintes estre par ladicte assemblée pourveu et donné le remède convenable, ainsi qu'il appartiendra pour raison, pour le bien et soulagement desdictes paroisses et de tout le pais en général.

Dudict jour quinzième janvier, de relevée.

Lesdictz Estatz n'ont esté assamblez en corps, affin de donner loisir aux sieurs députés, sur le faict de Maruejols, d'ouyr particulièrement les consulz de ladicte ville et adviser de traiter avec eulx des moyens de ter-



miner leur affaire à l'amyable, sans entrer plus avant en procès.

Du dimanche XVI<sup>e</sup> dudict mois de janvier.

Leditct jour a esté dédié et employé au service de Dieu, ayant les gens desdictz Estatz assisté à la procession générale et à la grand messe qui a esté célébrée en l'église cathédrale par mondict seigneur de Mende, comme aussi à la prédication par luy faicte et à l'office de vespres.

Du lundy dix-septième dudict mois de janvier,  
de matin.

S'est présenté noble homme Gilbert de Lormet, sieur dudict lieu pour estre receu en ladicte assemblée, comme envoyé de M. le baron de Mercueur, en vertu de la substitution de M. de La Fayette, suivant la charge et procuration qu'il a de M<sup>me</sup> de Mercueur d'assister ausdictz Estatz, avec pouvoir de substituer. De laquelle procuration ayant esté faicte lecture, ensemble de ladicte substitution, ledict sieur de Lormet a esté receu après avoir presté le sèrement acoustumé. Et sur le différend intervenu entre ledict sieur de Lormet et le sieur des Alpiez, envoyé de M. le baron du Tournel, pour raison de leurs séances en ladicte assemblée, a esté conclud que, suivant l'ordre du tour et de la roue des barons dudict païs, ledict envoyé dudict sieur baron de Mercueur procédera en la présente assemblée ledict sieur baron du Tournel, attendu que ledict sieur du Tournel avoit passé son tour l'année dernière. A quoy ledict sieur des Alpiez a consenty et acquiescé, affin



de ne retenir et empescher plus longtemps la compagnie en ceste contestation, sans préjudice toutesfois des droitz dudict sieur baron du Tournel, et à la charge que ledict tour et ordre de ladicte roue sera de mesmes continué et observé pour l'advenir au rang de chascun des aultres sieurs barons sans exceptions et non autrement.

M. Michel Florit, bailly du monastier, ayant charge des habitans du mandement de Nogaret s'est présenté pour le procureur dudict mandement et sa procuration leue, a esté receu.

S'estant présenté pour M. de Barre, M. Pierre Rodes, docteur ez droictz, requérant d'estre receu en ladicte assemblée, en vertu de la procuration de M<sup>lle</sup> de Seras, attendu qu'elle est dame foncière dudict Barre et que le sieur de Séras, son mary, est maintenant à Paris, à cause de quoy, il n'y a eu moyen de recouvrer sa procuration, depuis le temps que lesdictz Estatz ont esté mandez. A esté conclud, d'autant que l'assemblée a esté advertie de l'arrivée du sieur de Séras, en sa maison, que ledict sieur Rodes sera tenu de rapporter sa procuration dans trois jours ; autrement à faulte de ce faire, sera privé de l'entrée desdictz Estatz.

Après que M. le baron de Céneret, l'ung des sieurs députés pour l'affaire de Maruejols, a eu faict sommaire rapport à l'assemblée de ce qui s'estoit passé en la conférence qu'ilz avoient eue avec M. le 1<sup>er</sup> consul de ladicte ville ; ledict sieur consul a dict que s'estant transporté le jour d'hyer en ladicte ville suivant ce que lesdictz sieurs députés avoient trouvé bon, et en ayant faict entendre aux habitans la bonne volonté des Estatz avec les raisons qui luy avoient esté représentées par lesdictz



sieurs députés, il les auroient prinses en bonne part avec résolution de se conserver et maintenir en l'union et amitié du païs, s'assurant aussi par mesme moyen, qu'à la prochaine assemblée de mars, l'on aura esgard à leurs justes demandes, selon l'espérance qui luy en a esté donnée par lesdictz sieurs députés.

S'est présenté à l'assemblée M. le baron d'Apchier, et parce que voulant prendre place, seroit entré en differend avec MM. les barons de Céneret et de Randon, ils auroient vacqué tout le matin pour accorder et pacifier ledict differend.

Dudict jour XVII<sup>e</sup> janvier, de relevée.

Lesdictz Estatz ont esté encores occupez une partie du jour pour essayer d'accomoder ledict differend desdictz sieurs barons.

S'est présenté M<sup>e</sup> Anthoine Aldin, docteur ez droictz, envoyé de M. le baron de Peyre et sa procuration leue et le sèrement par luy presté a esté receu.

De mesmes s'est présenté Frère N... religieux d'Aubrac, comme envoyé de M. d'Aubrac qui a esté receu après avoir presté le sèrement comme aussi M<sup>e</sup> Anthoine Constant, consul de la ville de St-Chély-d'Apchier.

Le sieur Bastide, commis de M. de Manifacier, receveur dudict diocèse, a remonstré avoir dressé le compte des deniers extraordinaires de l'année dernière, attendant la venue dudict sieur de Manifacier qui doibt estre icy au premier jour, ainsi qu'il luy a escript, pour présenter ledict compte à l'assemblée, mais il est en doute qu'elle ne se sépare avant son arrivée, au moyen de quoy il la supplie, en tous cas, voulloir faire fondz audict sieur de Manifacier, en la présente assiette, pour les



sommes qui restent à lever sur les paroisses opposantes ; autrement il n'a moyen d'acquitter les parties de son assiette ny d'empescher les exécutions et contraintes dont il est journellement menassé par les créanciers du païs.

Sur ce qui a esté proposé à l'assemblée si l'on doibt imposer la présente année une part des debtes du païs pour esviter les exécutions et contraintes, fraiz et despens, qu'autrement ledict païs pourroient souffrir, ou bien payer pour ceste année les interestz desdictz debtes, affin de donner quelque relasche au pauvre peuple et mesmes aux paroisses opposantes qui auront, en ce faisant, plus de commodite de payer le courant des deniers ordinaires, comme aussi les restes qu'ilz doibvent de l'extraordinaire de l'année dernière ; a esté conclud que pour le soulaigement des habitans dudict païs, et attendu que l'on ne peult procéder à l'imposition desdictz debtes que vérification n'en ayt esté préalable-ment faicte pour obtenir du Roy la permission sur ce nécessaire, MM. les commissaires de l'assiette seront requis imposer, seullement pour ceste année, les sommes à quoy peuvent revenir les interestz à raison du denier sèze, des debtes qui doibvent porter interestz et non aultres et ce suivant l'estat qui en sera pour cest effect dressé par MM. les commis et députés dudict païs.

Sur ce que M. Anthoine Constans, procureur de la ville de St-Chély-d'Apchier, a dict ne pouvoir opiner en la présente assemblée qu'il ne soit premièrement remis et réintégré en son rang et place qui luy est occupée par le consul de Salgues, l'ayant précédé en séance, bien que le contraire ayt tousjours esté observé, comme se vérifie par les anciens rooles desdictz Estatz ; le sieur



Loberie, 1<sup>r</sup> consul dudict Salgues, prétendant à l'opposite, vérifier par actes anciens, la préséance luy appartenir, comme consul de la ville de Salgues. A esté conclud, veu les rooles desdictz Estatz que ledict procureur de St-Chély précédera ledict consul de Salgues, sans préjudice du droict des parties.

Du mardy XVIII<sup>e</sup> jour dudict mois de janvier.

Lesdictz Estatz ont différé de s'assambler par tout le jour à cause de l'excès qui est survenu le matin en la grand église de ladicte ville de Mende ou le sieur baron d'Apchier a esté blessé à la mort et quelques gentils hommes, du sieur baron de Randon, tuez et aultres blessés.

Du mercredy XIX dudict mois de janvier, de matin.

En la salle basse des maisons épiscopalles, estans assamblés les gens desdictz trois Estatz, président mondict seigneur de Mende.

Sur ce que le sieur de La Rafinie, pour et au nom de Mme de Planèzes, a remonstré, comme ladicte s'estant acheminé exprès, l'année dernière aux Estatz tenus en la ville de Maruejols, pour avoir payement de la somme de 3,766 escus deux tiers, qui luy est deue, comme mère et légitime administratresse des enfants dudict feu sieur de Planèzes et d'elle, pour restes de la somme de 5,666 escus 40 solz, à laquelle, par contract passé entre le syndic dudict pais et ledict feu sieur de Planèzes, le XIII<sup>e</sup> de febvrier 1600, avoit esté accordé pour les causes et soubz les conditions contenues audict contract, bien que tous les termes de payement de ladicte somme restante, fussent expirez dez l'année 1602, et que l'attante



soit fort préjudiciable ausdictz enfans ; toutesfois à l'ins-  
tante prière desdictz Estatz, elle se serait contentée des  
intérestz pour l'année dernière, soubz l'assurance qui  
luy fut donnée par lesdictz Estatz, suivant leur délibé-  
ration, de la faire payer de ladicte somme principale  
dans la présente année. Requéran lesdictz Estatz de  
satisfaire à ladicte délibération, et à ceste fin faire ex-  
poser ladicte partie en la présente assiette pour estre  
payée en ladicte dame, à ce que par ce moyen elle puisse  
relever lesdictz enfans des dommages et intérestz, que  
le recullement de ladicte partie a jusques icy porté à  
leurs affaires. A esté conclud, attendu la délibération  
généralle qui a esté jà prinse par lesdictz Estatz, de ne  
faire imposer aucuns debtes à cause de l'extrême im-  
puissance du pauvre peuple, affin de luy donner relasche  
pour pouvoir payer les deniers du Roy la présente année,  
ensemble les restes des deniers extraordinaires de l'an-  
née passée dont la plus grande partie est encores due.  
Que ladicte dame sera priée se voulloir contenter, pour  
ceste dicte année, de semblables intérestz que la précé-  
dente, lesquelz, à ceste fin, MM. les commissaires de  
l'assiette seront requis imposer, pour être payée à ladicte  
dame, par le receveur de l'année courante.

Sur le contenu de la lettre que M. le trésorier Marion  
a escripte à MM. des Estatz pour laquelle il dict avoir  
délivré sa quittance de la somme que M. Mérimon luy  
debvoit fournir en l'année 1605, procédant de la partie  
due par ledict diocèse à Mgr le comte d'Auvergne, et  
qu'en baillant sa dicte quittance, il y a réservé les des-  
pens, dommages et intérestz par luy souffertz, tant à  
cause du retard des payemens après les termes escheuz,  
que des fraiz des huissiers et aultres gens, qu'à ceste



occasion il a été contrainct de tenir exprez en ce diocèse ; priant lesdictz Estatz luy donner contentement et à ceste fin augmenter la somme de 80 escus que ledict Mérimon luy a dict avoir esté accordée par le pays ; de sorte qu'il puisse estre hors d'intérêt. A esté conclud qu'à la prochaine assemblée, assignée au mois de mars prochain pour la vérification des debtes, sera, par les sieurs députés d'icelle, plus amplement délibéré et pourveu sur cest affaire, selon que par eulx sera jugé convenable pour le bien du païs.

Le traité d'accord commencé pour raison de différend et procès qui est entre le syndic dudict païs et les consulz et habitans des Cévennes, à cause du refus qu'ilz font de contribuer aux despenses communes du diocèse, prétendant en debvoir estre deschargez en vertu de leurs tiltres ; ne pouvant icelluy traité estre présentement continué, pour estre l'assemblée contraincte se séparer à cause de l'accident et désordre survenu le jour d'hier en ceste ville ; a esté conclud et arrêté, du consentement desdictz consulz et députés des Cévennes que ledict traité sera reprins et continué par les sieurs députés de l'assemblée ordonné estre faicte au prochain mois de mars, pour la vérification des debtes, pour en icelle asssemblée adviser les moyens plus propres et convenables de terminer ledict différend avec lesdictz consulz et députés desdictes Cévennes, et s'ilz ne peuvent tomber d'accord, nommer de part et d'autre telz arbitres non suspectz qu'ilz adviseront bon estre, pour décider ledict différend. Et pour plus grande assurance de ce qui pourra estre traité et arrêté, ceulx qui seront députés par lesdictz habitans des Cévennes viendront garniz de procurations suffizantes et irrévocables de



leurs communautés, et cependant a esté accordé, notwithstanding les appositions et appellations formées par lesdictz des Cévennes sur le faict des impositions, levées des deniers extraordinaires des années 1603 et 1604, que lesdictz habitans payeront, au receveur de l'année dernière, les trois portions, la quatrième faisant le tout, de leurs cottités des deniers extraordinaires de ladicte année, et ladicte quatrième restante sera, par ledict receveur, tenue en surséance, comme aussi ce qu'ilz peuvent debvoir de restes de l'extraordinaire de ladicte année 1605, revenant à 1,500 livres ou environ, jusques à l'adicte assemblée de mars, attendant laquelle, est ordonné au syndic et au greffier du pais s'acheminer à Florac et faire porter avec eulx les papiers nécessaires pour estre communiquez aux députés desdictes Cévennes, à l'assistance de M. le lieutenant de Chanoillet, qui est prié de s'y transporter, pour rendre d'autant plus capables et instruictz des affaires lesdictz sieurs députés et faire les premières ouvertures qu'il advisera avec ledict syndic et greffier, pour faciliter et acheminer ledict accord, demeurant néantmoins en surséance de part et d'autre, jusques à ladicte assemblée de mars, toutes aultres procédures et poursuites qui pourroient autrement estre faictes, tant en la Cour des Aydes que partout ailleurs, à cause dudict différend.

L'estat des demandes et prétensions du sieur Farnier, touchant le faict des restes de feu son père, par luy remis devers le syndic, a esté renvoyé par lesdictz Estatz à l'assemblée des sieurs députés à la vérification des debtes, assignée au mois de mars prochain, pour y estre pourveu en icelle, ensemble sur le faict des restes des autres receveurs, suivant le reiglement porté par la



délibération prinze aux Estatz derniers touchant la levée des restes et conformément aux Lettres patentes du Roy, sur ce obtenues par ledict syndic ; et ont lesdictz Estatz donné pouvoir ausdictz sieurs députés de procéder à l'exécution de ladicte délibération en leur dicte assemblée, et à ceste fin faire remettre devers icelle, par lesdictz receveurs, l'estat au vray de leurs restes, leurs livres et papiers de recepte, ensemble leurs comptes avec les pièces justificatives et tous aultres estatz, actes et pièces servans à la vérification portée par ladicte délibération, comme aussi faire remettre par les procureurs des paroisses intéressées, au faict desdictz restes, les quittances qu'ilz peuvent avoir desdictz receveurs, leurs commis et entremetteurs, pour sur icelles vérifier les obmissions de recepte ; de quoy lesdictz procureurs seront advertiz à la diligence dudict syndic. Et sur ce que M. de Saint-Auban, commis des nobles a faict entendre à ladicte assemblée que plusieurs paroisses sont vécées et molestées à cause des obligations que lesdictz receveurs leur ont faict passer et consentir à leur profit, comme pour argent presté de plusieurs sommes de deniers par culx prétendues sur lesdictes paroisses à cause desdictz restes ; a esté conclud et arresté que lesdictz receveurs seront tenuz de porter, devers ladicte asssemblée lesdictz sieurs députés, lesdictes obligations et lesdictz procureurs ou collecteurs desdictes paroisses, les quittances ou récépés qui leur ont esté fournis par lesdictz receveurs à cause desdictes obligations.

La vérification et traité de l'affaire de M. de Monchal, receveur général du taillon, sur la demande qu'il faioit au païs, en vertu de l'arrest par luy obtenu de la Cour



des Aydes, des deniers du taillon, des années 1585, 1587 et 1589, a esté pareillement renvoyée à ladicte asssemblée de mars, pour y estre, par les députés dicelle, pourveu et pocédé, suivant et conformément à la délibération prinse sur ce faict aux Estatz tenuz à Marvejols l'année dernière. Et cependant sera excript, par le syndic audict sieur de Montchal et à M. le trésorier d'Assas, son frère, pour les prier, au nom des Estatz, de faire surseoir toutes contrainctes et poursuites contre ledict païs, jusqu'à ladicte asssemblée, en laquelle ledict affaire sera résolu et terminé.

Pour faciliter d'aultan plus la verification des debtes et aultres affaires du païs qui ont esté renvoyés et commis aux sieurs députez en leur asssemblée de mars, et pour abréger le long séjour que ladicte asssemblée seroit contraincte de faire en la recherche des papiers nécessaires à ladicte vérification et ce faisant esviter aux frais que ledict séjour apporteroit au païs ; a esté conclud, qu'en attendant le jour assigné, le syndic et greffier du païs travailleront à la recerche des actes et papiers servans à ladicte vérification et iceulx disposeront par ordre et en feront brevet raisonné pour estre représenté à l'entrée de ladicte asssemblée et servir de prompt esclercissement et instruction des affaires, affin de les pouvoir résouldre, tant plustost et y porter le remède convenable pour le soulagement du païs.

Ayant esté mis en délibération par les Estatz, de quelles sommes de deniers il sera nécessaire faire fondz en l'assiette extraordinaire de ceste année, tant pour subvenir au remboursement qu'il convient faire de la partie de 971 écus 59 sols, empruntée l'année dernière par le sieur de Manifacier, au nom du païs, pour acquitter entièrement la



somme due à Mme de Vantadour, à cause du don à elle fait, par le Roy, des restes de ses tailles, que pour subvenir aux affaires occurrens du païs durant l'année, mesmes pour les fraiz des sieurs députés de l'assemblée de mars, de l'arbitrage des Cévennes et aultres despenses nécessaires, soit pour le voiaige de ceulx qui iront faire vérifier et authentifier l'estat des debtes, pardevant MM. les trésoriers généraulx et aultres commissaires à ce députés, que pour poursuivre et obtenir l'expédition des Lettres d'assiette, pour l'imposition desdictz debtes et encores pour payer le deffray des gens des Estatz de la présente asssemblée ; a esté conclud qu'oultre ladicte somme de 971 escus 59 sols, pour ledict remboursement et de telle aultre somme à laquelle se trouvera revenir le deffray et despense de bouche desdictz Estatz ; lesquelles deux parties MM. les commissaires de l'assiette seront requis imposer et couler en la présente assiette, en deux articles séparés sera de plus fait fondz de la somme de 1,500 escus pour lesdictz fraiz de ladicte asssemblée de mars ; arbitrage des Cévennes, voiaige et fraiz de la vérification desdictz debtes devers lesdictz sieurs trésoriers généraulx, poursuite et expédition en cour, des lettres d'assiette, voiaige et aultres affaires occurrens durant l'année, laquelle somme de 1,500 escus, lesdictz sieurs commissaires seront par mesme moyen requis imposer en ladicte assiette, à l'effect que dessus, pour estre employée par les mandemens et ordonnances desdictz sieurs commis et députés dudict païs.

Après laquelle conclusion, les consuls des Cévennes ont dict et déclaré que de leur part, ilz ne sont contribuables à ladicte somme de 971 escus 59 sols, du debte de ladicte dame de Vantadour.



Lesdictz Estatz, advertiz d'ung voiaige que mondict seigneur de Mende prétend faire à la Cour, pour les affaires de son clergé et recougnissant combien sa présence et faveur peult porter d'avancement à ceulx dudict pais pendant qu'il sera à la Cour ; ont prié mondict Sgr voulloir continuer ses bons offices et employer son assistance et faveur selon que l'occasion desdictz affaires le pourront requérir durant son séjour en Cour.

La procuration que lesdictz Estatz ont passée suivant leur précédente délibération à MM. les députés dudict diocèse, aux prochains Estatz généraulx de Languedoc, portant pouvoir de traiter et accorder du remboursement des sommes fournies et avancées par ledict diocèse, pour les fraiz du procès de feu Bussac et ses complices, a esté leue et stipulée en ladicte assemblée par M<sup>e</sup> Jehan Bompar notaire royal de ladicte ville de Mende.

Sur la réquisition faite par M<sup>e</sup> Gervais, pour et au nom de M<sup>e</sup> Hercules Speronnat receveur des tailles dudict diocèse, de luy délivrer les assiettes et département des deniers ordinaires et extraordinaires qui seront imposez la présente année, comme estant, ledict sieur Speronnat, en exercice ; lesdictz Estatz ont renvoyé le faict de ladicte recepte à MM. les commis, syndict et députés du pais et aultres du bureau de l'assiette, avec pouvoir d'assister MM. les commissaires de l'assiette à la délivrance de ladicte recepte et procéder au faict d'icelle, selon qu'ilz adviseront estre plus utile et nécessaire pour le soulagement dudict pais.

Sur les plaintes faictes aux Estatz, des fréquentes faulsetés qui se commettent en divers lieux de ce pais, depuis quelques années par certains notaires et faulx



tesmoins et entre aultres au quartier des Cévennes par ung notaire du lieu de Valfrancisque, qui est soupçonné d'effacer, par ung singulier artifice, l'écriture des contractz et aultres actes, laissant seulement les seings des parties et tesmoins en leur entier, pour après transcrire la dessus telles obligations ou aultres actes que bon luy semble, chose très périlleuze et dommageable au publicq; a esté conclud, pour reprimer un tel mal et désordre que, sur la dénonciation qui sera faicte à la justice contre telles personnes, par les consulz ou procureurs des lieux et paroisses dudict diocèse et les preuves nécessaires que lesdictz consulz et procureurs seront tenuz de fournir, le syndic se rendra partye et se joindra avec eulx pour l'interest du publicq et sera par eulx employé aux fraiz de la poursuite qu'il conviendra faire, jusques à la somme de 300 livres, et ce suivant les délibérations et ordonnances de MM. les commis et députés du païs et non aultrement; laquelle somme Messieurs les commissaires de l'assiette seront requis imposer au département extraordinaire de ceste année, pour estre délivrée audict, à l'effect que dessus dont il sera comptable.

Sur la réquisition faicte par le sieur Armand, lieutenant en ce diocèse de M. le prévost général de Languedoc, à ce qu'il pleust à l'assemblée le faire rembourser de plusieurs fraiz extraordinaires qui luy auroit convenu fournir durant l'année, au faict de sa charge, et par mesme moyen luy voulloir augmenter ses gaiges et le nombre de ses archers et pourveoir à leur faire faire des cazaques, affin qu'il puisse d'autant plus dignement servir le roy et le païs en l'exercice de sa charge; a esté conclud que semblables gaiges et nombre d'archers qui furent



accordez l'année passée audict sieur Armand, compris les deux des Cévennes, luy seront continuez la présente année. Et pour les cazaques, a esté accordé la somme de 50 escus, à la charge que le syndic fera les marchez desdictes cazaques ; lesquelles par ce moyen apartiendront au païs.

Et d'aultant que les consulz et députés des Cévennes ont dict ne debvoir contribuer à l'entretènement dudict prévost, si par mesme moyen ilz n'ont ung lieutenant entretenu sur les lieux ausdictes Cévennes, de la fidélité duquel et de son devoir et assiduité ilz puissent estre asseurez pour le grand besoing qu'ilz en ont ordinairement ; ne pouvant ledict sieur Armand y estre si souvent ; a esté conclud qu'oultre l'entretènement accordé audict sieur Armand, MM. les commissaires de l'assiette seront requis imposer la somme de 150 livres pour les gaiges et entretènement, durant ceste année, d'ung lieutenant dudict prévost, au quartier des Cévennes, tel qui sera affidé par lesdictz consulz et députés desdictes Cévennes et agréé par les Estatz dudict païs de Gévaudan et diocèse de Mende, ou par MM. les commissaires syndic et députés d'icelluy et non d'aultre.

Ce faict, mondict Sgr de Mende, président ausdictz Estatz, après avoir rendu grâce Dieu et exhorté l'assemblée à la paix et union du païs et à la persévérance de leur fidélité et dévotion du service du Roy, a donné la bénédiction aux assistans comme de toute ancienneté est acoustumé de faire ausdictz Estatz.

Du XXII<sup>e</sup> dudict mois de janvier, environ deux heures après midy.

En ladicte salle basse desdictes maisons épiscopalles ;



par devant mondict seigneur de Mende, président desdictz Estatz, estans assamblez MM. d'Ispaniac, grand vicaire de mondict seigneur ; le sieur de Chanoillet, official envoyé de MM. du Chapitre ; le sieur envoyé de M. de Saint-Jehan ; M. de Saint-Auban, commis des nobles dudict païs ; les sieurs envoyez de MM. les barons du Tournel et de Canillac et de MM. de Mirandol, de Portes, de Barre et consulz nobles de la Garde-Guérin ; les sieurs consulz de la ville de Mende, de Maruejols et des Cévennes et député desdictz Cévennes.

S'est présenté le sieur de Manificier, receveur dudict diocèse, lequel a remonstré que, suivant la charge qui luy fut donnée aux Estatz tenuz à Maruejols, l'année dernière, il auroit emprunté au nom dudict païs et délivré, à madicte madame de Vantadour, la partie de 4,171 escus 59 sols qui luy estoit deue, pour restes et entier payement de la somme de 6,000 escus, à laquelle avoit esté accordé avec madicte dame, pour raison du don à elle faict par sa majesté, sur les restes des tailles de ce païs, des années auparavant 1595 ; moyennant laquelle partie, il auroit retiré les lettres patentes dudict don, endossées de la quittance générale de ladicte dame de ladicte somme de 10,000 escus, en l'acquict dudict païs avec aultres pièces, concernant ledict don ; soubz promesse toutesfois qu'il luy auroit convenu faire, de rendre, à ladicte dame ou à M. d'Hauteville, M<sup>e</sup> ordinaire de la Chambre des Comptes de Montpellier, son procureur et agent, les quittances particulières et récépîcs, tant par elle que par ledict sieur d'Hauteville, faictz aux aux receveurs dudict païs de plusieurs parties qu'ilz leur avoient à diverses fois payées en déduction de ladicte somme de 6,000 escus. Au moyen de quoy, il a



requis l'assemblée pouveoir au remboursement de ladicte partie et ordonner, à M. le syndic, de retirer lesdictes quittances et récépices qui sont es mains du sieur Spéronnat et du greffier pu pais pour les luy délivrer, en luy rendant lesdictes Lettres patentes dudict don, et aultres pièces y attachées, dont il désire estre déchargé. Qu'il plaise aussi à ladicte assemblée ordonner audict greffier de recevoir plusieurs acquitz dont il estoit chargé par les apostilles de ses comptes, depuis la closure desquelz il les a recouvez, estant prest de les remettre, pour en descharger lesdictz apostilles. Et d'autant qu'il est sur le point d'aller rendre son compte des deniers ordinaires de l'année dernière à la Chambre des Comptes, ce qu'il ne peult faire, sans avoir les originaux des commissions des Estatz généraulx, pour les assiettes de ce diocèse de ladicte année qui sont es mains dudict greffier; qu'il plaise de mesmes ausdictz Estatz luy ordonner de les luy délivrer. Finalement a supplié ladicte assemblée voulloir pourveoir à son indemnité, tant pour raison de la surséance accordée par les Estatz aux habitans des Cévennes, du paiement d'une partie de leurs cottités des impositions de l'année dernière que à l'occasion des oppositions et aultres empeschemens intervenuz sur la levée des cottités de plusieurs parroisses de la terre d'Aubrac, d'Apchier et de Peyre, et encores de la ville de Maruejols, revenans à plus de dix mil escus, cependant luy faire fondz de ladicte somme en l'assiette de ceste année, pour acquitter les parties dont il est chargé et se rédimer de la vexation et despens que luy fons les créanciers du pais. Sur toutes lesquelles réquisitions a esté conclud que MM. les commissaires de l'assiette seront requis, con-



formément aux précédentes délibérations des Eatz, imposer en la présente assiette ladicte partie de 974 escus 59 sols pour le remboursement dudict sieur de Manificier ou de ceux qui en ont faict le prest, et moyenant ce, ledict syndic retirera dudict sieur de Manificier lesdictes Lettres patentes dudict don, endossées de ladicte quittance de 10,000 escus, ensemble les quittances du receveur général des restes et autres pièces nécessaires pour servir à la descharge dudict pais de ladicte somme, et par mesme moyen seront par ledict syndic retirées dudict sieur Speronnat et greffier lesdictes quittances particulières de ladiote dame et récépiscés dudict sieur d'Hauteville pour les rendre audict sieur de Manificier, auquel pareillement ledict greffier sera tenu de remettre et délivrer les susdictz originaux des commissions desdictz Eatz généraulx de l'année dernière, retenu le registre dicelles et récepissé dudict sieur de Manificier, et néautmoings recevoir les acquictz qu'il doibt sur sesdictz comptes et en descharger les apostilles, à l'assistance dudict syndic. Et pour le regard de l'indempnité requise par le sieur de Manificier, tant à cause de la surséance accordée ausdictz habitans des Cévennes que pour les oppositions des paroisses cy dessus mentionnées; a esté aussi conclud que sur la reddition de son compte à la prochaine assemblée de mars, y sera par les sieurs députés d'icelles plus amplement délibéré pour y pourveoir et avoir tel esgard qu'ilz verront estre à faire par raison.

Du XXIII<sup>e</sup> dudict mois de janvier de matin.

Au lieu et pardevant que dessus. Sur la difficulté que



les consulz et députés des Cévennes font de consentir et souscrire la délibération prinse par les Estatz le XIX du présent mois, touchant l'accord du différend qui est entre le syndict dudict diocèse et les habitans desdictes Cévennes, daultant que la surséance à eulx accordée du payement des deniers qu'ilz restent au receveur de l'année passée, se trouve coaretée par ladicte délibération au quart des deniers extraordinaires tant seulement, ores qu'ilz présument l'intention desdictz Estatz, avoir esté destendre ledict quart aussi bien sur l'imposition ordinaire comme sur l'autre, suivant l'instance qu'ilz en feront à l'assemblée ; requérant qu'il plaise ausdictz sieurs députés y voulloir comprendre ledict quart de ladicte imposition ordinaire, ou bien la moitié de l'extraordinaire, affin que par faulte de ce, le progrès de l'accord ne demeure interrompu. A esté conclud et arresté que la surséance aura lieu jusques à l'assemblée de mars, pour la moitié des deniers extraordinaires de l'année dernière et pour tout le surplus ladicte délibération tiendra.

Du XXVI<sup>e</sup> jour dudict mois de janvier, du matin.

Estant assamblez MM. les commis pardevant mondict Sgr de Mende.

Sur ce que le sieur de Montchal, receveur général du taillon au païs de Languedoc, a remonstré ausdictz sieurs commis qu'aux Estatz particuliers de ce païs, tenuz l'année passée en la ville de Maruejols, il auroit faict représenter ausdictz Estatz, comme par arrest de la Cour des Aydes du XI<sup>e</sup> may dernier, le syndic dudict diocèse auroit esté condamné à luy payer dans quelques mois, la somme de 8,795 livres pour les deniers du



taillon des années 1585 et 1587. Et pour le taillon de l'année 1589, montant 4,395 livres, auroit esté par le mesme arrest ordonné, que ledict syndic dans quinzaine, après la signification d'icelluy indicqueroit, audict sieur de Montchal, le receveur qui estoit en charge icelle année pour, à l'encontre de luy, pouveoir dresser ses exécutions, aultrement à faulte de ce faire dans ledict delay et icelly passé, ladicte cour auroit condamné ledict sindict payer aussi audict de Montchal, dans ledict delay de quatre mois, ladicte somme de 4,593 livres. Et ayant ledict sieur de Montchal, faict requérir lesdictz Estatz, de satisfaire audict arrest, ilz l'auroient prié faire surseoir toutes poursuites contre ledict syndic jusques à l'assemblée d'aucuns députés desdictz Estatz, et après pourveu au payement desdictes sommes ou elles se trouveront estre vrayement deues, ainsi qu'il qu'il est porté par ladicte délibération ; à laquelle n'ayant esté satisfait par ledict diocèse, il auroit esté contrainct recourir de rechef à ladicte Cour des Aydes, laquelle, par son arrest du 15 octobre dernier, auroit ordonné que le sieur de manifiacier, receveur dicelluy diocèse, l'année dernière, luy payeroit la somme de 4,600 livres, sur les deniers extraordinaires, imposez ladicte, et sur ce et tant moins de ladicte somme de 8,795 livres, et pour le surplus d'icelle enjoinct audict syndic de le faire imposer à l'assiette, lors prochaine, pour luy estre payé. Suivant lequel dernier arrest il auroit faict contraindre ledict sieur de Manifiacier au payement desdictz 4,500 livres ; et adverty de la convocation les Estatz de cedict diocèse, se seroit acheminé en ceste ville, tant pour le requérir de faire imposer e surplus desdictz deux années 1585 et 1587 montant



4,295 livres, que de luy faire indicquer par ledict syndic, le receveur du diocèse de ladicte année 1589, pour pouvoir contre luy, dresser ses exécutions, suivant ledict arrest. A quoy il a prié lesdictz sieurs commis et députés de satisfaire, aultrement a déclaré voulloir faire procéder par exécution sur les biens propres dudict syndic et se servir de tous aultres remèdes de justice, pour l'exécution desdictz arrestz, offrant toutesfois déduire sur et tant moings dudict taillon desdictes deux années, ce que ledict diocèse monstrera avoir bien payé en déduction d'icelluy. Surquoy après avoir eu l'avis du conseil du pais et d'aulcuns des Estatz, commis à faire l'assiette et département de ceste année, et que le sieur de Montchal a faict veoir l'estat par luy rendu des deniers de sa charge, pardevant MM. les trésoriers de France; par lequel les sommes par luy employées en la reprise pour le taillon dudict diocèse des susdictz trois années, ont esté rayées sur luy, sauf à recouvrer sur les redevables. Et pour esviter les frais et despens des exécutions et contraintes, desquelles ledict sieur de Montchal estoit sur le point d'uzer contre le syndic, et attendu l'offre par luy faicte cy-dessus; a esté conclud en attendant l'assemblée par les Estatz naguières tenuz en ceste ville ordonnée estre faicte au XV<sup>e</sup> de mars prochain, d'aulcuns personnaiges d'iceulx pour la vérification des debtes, accordz et compositions d'icelles, que lesdictz deniers du surplus dudict taillon desdictes années 1585 et 1587, déduction préalablement faicte de ladicte somme de 4,550 livres, payée par ledict sieur de Manificier audict sieur de Montchal, comme y ayant esté contrainct, en vertu dudict arrest cy-dessus mentionné, ensemble de ce qui se trouvera avoir esté payé par les habitans



des Cévennes, sur et tant moins dudict taillon, selon la vérification qui en pourra plus particulièrement estre faicte par ladicte prochaine assemblée, seront imposéz lorsque l'imposition des deniers de la subvention du païs de Languedoc, de la présente année, sera faicte audict diocèse ; à la charge que ledict sieur de Montchal sera tenu faire remettre devers ledict syndic dudict diocèse, dans quinzaine, pour tous délais, coppie deue-ment collationnée, tant dudict estat par luy rendu par-devant lesdictz sieurs trésoriers généraulx, que de la quittance du trésorier ordinaire des guerres, contenant le paiement qu'il dict luy avoir faict des deniers dudict taillon dudict diocèse desdictes deux années 1585 et 1587, laquelle il dict avoir en Languedoc ; à la charge aussi que ledict sieur de Montchal sera tenu de s'obliger en son propre et privé nom, à la restitution de ce qu'il a receu ou pourra receveur sur ledict taillon, en cas qu'il fut vérifié que ledict diocèse ne debvroit lesdictes sommes, ou bien que par le Roy, Chambre des Comptes, ledict diocèse en eust esté ou seroit cy-après deschargé, tant par le moyen des comptes renduz par ledict sieur Parat, receveur particulier de cedit païs, esdictes années de l'édict faict par le Roy, de la discharge et remise générale, faicte à ses subjectz, des restes des taillons, jusques en l'année 1596 du don particulier faict par sadicte majesté à M<sup>re</sup> de Vantadour, de la somme de 10,000 escus sur lesdictz restes ou autrement, ayant à ceste fin lesdictz sieurs commis et députés enjoinct audict syndic, faire exacte perquisition et vérification, en attendant ladicte assemblée de mars, des payemens faictz par ledict diocèse, sur ledict taillon et aussi de poursuivre devers le Roy et par tout ailleurs



ou besoin sera, la descharge dudict taillon, soit en conséquence de ladicte remise générale desdictz restes, ou bien dudict don particulier faict à ladicte dame de Vantadour, et par toute aultre meilleur voye que faire se pourra, pour le bien et soulagement dudict diocèse. Et ou l'imposition de ladicte subvention ne se feroit, a esté délibéré que le syndic empruntera ou fournira de sa procuration, pour emprunter la somme à laquelle se trouvera monter le restant desdictes deux années 1585 et 1587, après les susdictes distractions, suivant la vérification qui en sera faicte et arrestée en ladicte prochaine assemblée de mars, selon et ainsi que sera par elle advisé.

Signé : ADAM, évêque de Mende, président.

---

1606.

*Les commissaires de l'assiette. — M. d'Hébert entretient l'assemblée de ses bonnes dispositions. — Réponse de M. de Chanoillet. — Rôle de MM. des Etats. — Procurations défectueuses à régulariser. — Contestation entre les consuls de Mende et de Marvejols pour la préséance. — Deux envoyés pour la baronnie de Cénaret. — Arbitrage à passer avec les consuls des Cévennes. — Provisions pour ne compter à la Chambre des deniers à enregistrer. — Cautionnement par les fermiers de l'équivalent. — Admission du procureur de M. de Saint-Jean. — Les commissaires de l'assiette ne doivent point assister aux Etats ni à la clôture des comptes des receveurs. — Poursuites à exercer contre les paroisses qui forment opposition à la levée des tailles. — Imposition des deniers pour dépenses ordinaires. — Les*



créanciers seront priés de ne faire aucune poursuite contre le syndic du pays. — Admission du consul de Serverette. — Demande d'une subvention par M. de Meyronne pour les frais de procédure contre les sieurs de Taillade. — Admission de M. de Seras, seigneur de Barre. — Empêchements rencontrés par M. Roux dans la recette des impositions. — Remontrance de Manificier, receveur. — L'audition des comptes de ce receveur différée. — Le syndic prendra le fait et cause pour M. de Manificier contre le sieur de Saint-Ange. — Obligation passée au sieur de Montchal et contrainte contre le sieur de Manificier. — Contrainte du sieur Mérimon contre le même. — Dettes dues des impositions par les Cévennes. — Dette en faveur de M. de Planèzes. — Réquisition de M. de Barre contre l'envoyé de M. de Gabriac et le député des consuls de Barre. — Réquisition du commissaire principal touchant les ponts. — Arrêté de la Cour du Parlement de Toulouse sur l'observation des édits concernant le repos et sureté du pays. — Réparation des ponts et imposition à cette fin de 4,200 livres. — 3,000 livres allouées pour les affaires imprévues. — Réquisition de M. Roux, receveur, contre les communautés opposantes à la levée des impositions. — Demandes du sieur Armand, lieutenant du prévôt de la maréchaussée. — Le lieutenant du prévôt des Cévennes. — Réception de l'envoyé du marquis de Portes. — Prétention de M. le commissaire principal à l'audition des comptes. — Caution à fournir par les fermiers de l'équivalent. — Nomination de MM. les députés pour le défrai du département et bail de la recette des tailles. — M. d'Hauteville et M. Mérimon, créanciers du pays.



L'an mil six cens six et le vendredy vingt septième jour du mois de janvier, environ huit heures du matin, en la ville de Maruejols et dans la salle de la maison de M. Loys Vidal, se sont assemblez les gens des trois Estatz du pais de Gévaudan et diocèse de Mende, suivant le mandement de nos seigneurs les commissaires présidens pour le Roy aux Estats généraulx de Languedoc, ténuz en la ville de Narbonne, ez mois d'octobre et novembre derniers. Après avoir, selon l'ancienne et louable coutume, assisté à la messe du Saint-Esprit, célébrée en l'église dudict Maruejols, en laquelle assemblée estans venuz M. d'Hebert, chevalier seigneur de Lemerie, conseiller du Roy et trésorier-général de France en la généralité de Montpellier, commissaire principal de l'assiette dudict pais et diocèse ; M. de Picheron sieur d'Entraigues, gentilhomme ordinaire de la Chambre du Roy et baillly du Gévaudan, commissaire ordinaire, et MM. M<sup>re</sup> Jehan Gleize, docteur ez droictz, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Mende, Pierre Gisquet, bourgeois, 2<sup>e</sup> consul de ladite ville et Jehan Aldin, aussi docteur ez droictz, lieutenant particulier au Bailliaige de Gévaudan et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejols, aussi commissaire ordinaire de ladite assiette. Par ledict sieur d'Hebert a esté remonstré qu'ayant pleu à sa majesté ordonner la convocation de ses Estatz généraulx de Languedoc en ladite ville de Narbonne esdictz mois d'octobre et novembre où il avoit assisté, comme l'ung des commissaires présidens en iceulx, sadite majesté auroit faict représenter ausdictz Estatz que les troubles et désordres passés auroient mis tellement ses affaires et finances en arrière que le temps de la paix n'auroit encores esté suffizans pour réparer les dommages précédens ; et bien qu'à



ceste occasion elle eust besoin d'estre secourue de plus grandes sommes de deniers quez années précédentes, toutesfois elle se seroit contentée de l'octroy qui luy auroit esté faict par lesdictz Estatz généraulx, de semblables sommes, qu'en l'année dernière. Et parce que les commissions des Estatz particuliers de ce pais et assiette de ce diocèse, de la présente année, luy ont esté adressées, il se seroit mis en debvoir de se rendre en cedict diocèse et se trouver en la présente assemblée, au temps de la convocation dicelle, comme il a faict, quoy qu'avec beaucoup de peine et danger de sa personne, à cause de la rigueur de l'hyver et des grandes neiges dont les chemins sont comblez et renduz inaccessibles, ayant mieulx aymé severtuer pour vaincre et surmonter ces difficultés au péril de sa vie que de manquer à ce qui est de son debvoir, touchant le bien du service de sa majesté et le contentement de ceste assemblée; ne faisant aussi aucun doute quelle ne soit de mesmes disposée de satisfaire de sa part à l'intention de sa dicte majesté, suivant le contenu des commissions. Pour l'exécution desquelles comme en toute autre chose qui regardera le service de sa dicte majesté et le bien des affaires publiques et le soulaigement de cedict pais, il a offert d'estre prest et disposé de vacquer et s'employer à toutes heures, selon le debvoir de sa charge, et que par lesdictz Estatz sera trouvé convenable et à propos.

Sur quoy M. de Chanoillet, vicaire-général et official de Monseigneur de Mende, ayant remercié ledict sieur d'Hébert, du témoignage de sa bonne volonté, l'a prié au nom de ladicte assemblée, s'assurer de la continuation de leur obéissance, dévotion et fidélité au service de sa dicte majesté, comme n'ayant rien de plus cher en ce



monde ; ce qu'ilz désirent de tesmoigner, non seulement en l'exécution desdictes commissions, mais en toute sorte d'occasion qui s'en pourront présenter avec aultant de bons effectz, par les moyens qui leur reste de leurs misères passées, leur pourra permettre d'y subvenir et satisfaire selon leur dévotion.

Et après, ayant le greffier desdictz Estatz, de l'ordonnance desdictz sieurs commissaires, faict lecture publique et intelligible à ladicte assemblée desdictes commissions, ensemble des instuctions, le sieur de Fumel, syndic dudict païs, a requis lesdictz sieurs, permettre la continuation dicelle assemblée soubz l'autorité de sa majesté pour avoir moyen de délibérer et pourveoir, tant sur le faict desdictes commissions que aultres affaires communs et nécessités ausdictz Estatz ; ce que lesdictz sieurs commissaires ont librement accordé.

Et peu après ont esté leues les procurations des sieurs députés desdictz Estatz, présidens en iceulx mondict sieur de Chanoillet, vicaire général et official susdit, où se sont trouvez présens et assistans assavoir : pour l'estat ecclésiastique : M. M<sup>e</sup> Pierre Malos, bachelier en droict canon, chanoine et député du Chapitre de l'église cathédrale de Mende ; M. de Berfueil, commandeur de Paliers en personne ; M. M<sup>e</sup> Pierre Claustre, chanoine capiscol de ladicte église et député de M. de Lengaigne ; M. Mathieu de Fontanes, prêtre, curé de Chirac, député de M. des Chambons. Et pour la noblesse : M. le baron de Peyre en personne ; noble Anthoine du Bourbier, escuyer, sieur de La Croix, envoyé de M. de Florac, baron du tour, la présente année ; M. M<sup>e</sup> Déodé Dumas, docteur ez droictz, juge des terres de la baronnie du Tournel et envoyé de M. le baron dudict



Tournel ; noble François de Costanol, sieur de Cussac, envoyé de M. le baron de Randon ; noble Claude de Pollalion ; sieur de Bouzolz, gouverneur ez terres du marquizat de Canilliac, envoyé de M. le baron dudict Canilliac ; Urbain de Bressolles, sieur de Servièrre en personne ; M. Pierre Rodes-Castaing, docteur ez droictz, envoyé de M. de Montauroux ; noble Guy de Pierresbesses, sieur de Sainte-Colombe, envoyé de M. de Saint-Auban ; M<sup>e</sup> Pierre Vachéry, docteur ez droictz, envoyé de Montrodât ; M<sup>e</sup> Guillaume Bardon, aussi docteur ez droictz, envoyé de M. de Mirandol ; Philippes de Gibilin, sieur de Malevilètes, envoyé de M. de Sévérac ; Simon d'Aubignac, sieur de Triadou, envoyé de M. de Gabriac ; noble Jacob de Randavel, sieur d'Ynosses, envoyé de M. d'Arpajon. Et pour le Tiers-Estat : M. M<sup>e</sup> Jehan Gleize, docteur ez droictz, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Mende ; M. Pierre Gisquet, bourgeois et 2<sup>e</sup> consul de ladictte ville ; M. M<sup>e</sup> Jehan Aldin, docteur ez droictz, lieutenant particulier au bailliaige de Gévaudan, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejols ; Augustin Vidal, bourgeois et 2<sup>e</sup> consul de ladictte ville ; Jacques Parra, marchand et tiers consul d'icelle ; Jean Rochier, marchand et premier consul de la ville de Chirac ; Jehan Achard, sieur de Mérignac, 1<sup>er</sup> consul de la ville de La Canorgue ; M<sup>e</sup> Estienne Rampan, docteur ez droictz, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Saint-Chély-d'Apchier ; M<sup>e</sup> Jacques Langlade, aussi docteur et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Saulgues ; Pierre Vigier, bourgeois et 1<sup>er</sup> consul de la ville du Malzieu ; Jehan Liquière, marchand et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Florac ; Jehan Robert dict Gausset, syndic d'Isparniac ; Jehan Molin, consul de Châteauneuf-de-Randon ; Pierre Guérin, consul de Saint-Estienne-de-Valfran-



cisque, François Fontanès, bourgeois, député du consul de Lengoigne; M<sup>e</sup> Guillaume Delort, notaire, consul de la viguerie de Portes, au lieu de Saint-Germain-de-Calberte; M<sup>e</sup> Jehan Desfons, praticien, député des consulz de Barre; M. Jehan Dupeyron, praticien, député des consulz de Saint-Auban; M<sup>e</sup> Michel Florit, député du syndic du mandement de Nogaret. Tous lesquelz assistans ont presté, entre les mains de mondict sieur le président, le serement acoustumé, de procurer le bien du service du Roy, le soulagement et repos dudict païs et de ne révéler les délibérations des Estatz.

Et daultant que sur la lecture des procurations, quelques unes ont esté trouvées defectueuses, mesmes celles du consul de la ville de Saint-Chély et des députés du quartier des Cévennes, comme estant restrainctes et limitées et contenant clauses contraires aux privilèges et libertés des Estatz; a esté conclud que lesdictz consuls et députés seront tenez faire reformer lesdictes procurations dans trois jours à peine d'estre privez de l'entrée desdictz Estatz; auxquelz cependant leur a esté permis d'assister, suivant la réquisition qu'ilz en ont faicte à l'assemblée, soubz promesse de rapporter dans ledict delay lesdictes procurations réformées.

S'estant meu différend entre le premier consul de la ville de Maruejols et le premier consul de la ville de Mende, sur ce que le consul de la ville de Maruejols disoit que par le moyen de parraige faict et passé entre le feu roi Philippe le-Bel et M<sup>e</sup> Guillaume Durand, lors évêque de Mende, lesdictes villes de Mende et de Maruejols se trouvoient égales et pareilles en degré, touchant les autorités et prééminences dont les villes principales des diocèses ou les consulz et officiers dicelles



ont acoustumé de jouyr. Et pour fondement de son dire, soustenoit que comme la séance de la Cour du Bailliage avoit esté par ledict pariaige ordonnée alternative, une année en ladicte ville de Mende et l'autre en celle de Maruejols, aussi de mesmes les assemblées des Estatz dudict pais et des sieurs commis et députés dicelluy, ensemble le bureau de la recepte de tailles debvront conséquemment se tenir par années alternatives en chascune desdictes villes, et par mesme moyen, à son tour, en toutes assemblées publiques, et que cest ordre vouloit estre observé audict pais auparavant les derniers troubles et guerres civiles qui en avoient occasionné l'interruption; ce qu'ayant esté recougnu par les sieurs commissaires députés par le Roy, pour l'exécution de son édict de Nantes, procédans au faict de leur commission en ce diocèse, auroient remys et réintégré ladicte ville de Maruejols en la possession desdictz et prééminences. En conséquence de quoy, ledict consul de ladicte ville prétendoit estre bien fondé à précéder de sa part, tant en séance que voix délibératives ledict premier consul de Mende, voire mesmes que le second et tiers consuls dudict Maruejols debvoient précéder les deux autres dudict Mende, pendant que les assemblées se feroient en ladicte ville de Maruejolz. Au contraire insistoit ledict premier consul de Mende, disant que non seulement luy comme premier consul dudict Mende debvoit précéder en séance et voix délibérative en toutes assamblées publiques ledict premier consul de Maruejols et ses compagnons, mais aussi les second et tiers consuls dudict Mende avoient la mesme prééminence et autorité, que de ce, ladicte ville de Mende capitale dudict pais estoient en bonne et juste possession de si



longtemps, qu'il n'estoit mémoire du contraire, comme se peult voir promptement et évidemment par la teneur des commissions ordinaires des Estatz en l'adresse desquelles, après le commissaire principal et le bailly de Gévaudan, ont tousjours acoustumé d'estre inscriptz et dénommés, en premier ordre, les consulz de ladicte ville de Mende, conjointement, et puis en second lieu et dernier rang ung consul de Maruejolz seul, joinct que par l'ordre qui s'observe en la séance des Estatz généraulx de Languedoc les consulz de ladicte ville de Mende, sont du rang des villes capitalles, et le consul dudict Maruejols tient lieu de diocézain tant seulement qui sont preuves suffisantes pour monstrier la prééminence desdictz consulz de Mende de Mende sur ceulx dudict Maruejolz et partant qu'il ny peult estre dérogé ny faicte aucune innovation en la présente assemblée qui n'est qu'une dépendance de celle desdictz Estatz généraulx, oultre que dailleurs ladicte ville de Mende est fondée en bons actes dont elle fera apparoir si besoing est, en temps et lieu. Surquoy, veu la délibération prinze sur semblable différend aux Estatz tenus en ceste ville de Maruejols, au mois de may 1604. Et pour de retarder ceste contention les affaires du Roy et du païs ; a esté conclud, conformément à ladicte délibération, que l'ordre et séance desdictz consulz de Mende et Maruejolz demeurera en l'estat acoustumé et qu'il est de présens, sans innovation de ladicte délibération et sans préjudice aussi du droict des parties, lesquelles, si bon leur semble pourront se retirer par devers MM. des Estatz généraulx de Languedoc, à leur prochaine assemblée, affin d'estre plus amplement réglées sur lesdictes séances.



Dudict jour XXVII<sup>e</sup> de janvier de relevée.

Se sont présentés à ladicte assemblée noble Jehan de Lespinasse, escuyer, sieur de Salelles et noble Estienne de Seguin, sieur de Peyrefiche, chascun deulx, requérant d'y estre receu, au lieu et place de M. le baron de Céneret, scavoir ledict sieur de Salelles, en vertu de la procuration de dame Claire de St-Poinct, douairière de St-Vidal, dame de Céneret, vefve en second lict de feu M<sup>e</sup> Marcelin de Haultvillar, sieur dudict lieu, et ledict de Seguin, en vertu de la procuration de M<sup>e</sup> Jehan Anthoine de La Tour de St-Vidal dally, Sgr et baron dudict St-Vidal, V<sup>e</sup> de Beaufort, baron de Céneret et de Montferrand ; soutenant ledict sieur de Salelles, icelle dame de St-Poinct estre bien fondée d'envoyer, de sa part, ausdictz Estatz, pour la baronne de Céneret, suivant certain contract d'accord et transaction passé entre ladicte dame et M<sup>e</sup> Claude de Rochefort, sieur d'Ally, légitime administrateur des personnes et biens de Jean Anthoine de la Tour de Rochefort, son fils, nepveu et héritier de feu sieur de St-Vidal le 23 octobre 1598 ; ledict contract portant cession et transport, au profit de ladicte dame, de la place et seigneurie dudict Montferrant avec le titre qu'elle portait de Céneret et scéance aux Estatz dudict pais de Gévaudan ; ledict contract confirmé par arrest de la Cour de parlement de Tholose, du 1<sup>er</sup> jour de septembre 1604, oultre que par le moyen de ladicte transaction, ledict feu sieur du Haultvillard, comme mary de ladicte dame, avoit esté receu et assisté, non neullement aux Estatz particulier dudict diocèse, mais aussi en l'assemblée des Estatz généraulx de Languedoc, comme baron de Céneret. Et au contraire insis-



l'auroit justement occasionné d'en conférer avec les principaulx sieurs députés, de l'assemblée et par leur avis en parler à M. d'Hébert, trésorier général de France et commissaire principal de l'assiette, pour luy représenter ce qui est desdictz privilèges, estimant qu'après les avoir entenduz, il désireroit de son dessein, mais l'ayant trouvé porté à tout le contraire, il a pensé estre nécessaire d'en advertir l'assambléo, pour y donner le remède quelle advisera plus convenable. Surquoy ayant esté délibéré par lesdictz Estatz, a esté conclud et arresté que, suivant les privilèges du païs et la permission jà donnée aux Estatz par lesdictz sieurs commissaire de pouvoir soubz l'autorité du Roy, continuer leur assemblée ainsi qu'il a esté de tout temps observé pour délibérer et traiter des affaires communs et nécessités publiques dudict païs, ledict sieur d'Hébert comme aussi ledict sieur bailly seront priez, de la part de l'adicte assemblée, de n'apporter aucune innovation ny changements aux anciens privilèges, et coustumes desdiciz Estatz, ne s'y traittant que du faict et administration des deniers municipaux et aultres extraordinaires dudict païs qui n'entrent directement à la recepte générale des finances de sadicte majesté, ou par quelque aultre sorte et manière que ce soit qui puisse porter altération à leursdictz privilèges, attendu qu'ilz dérivent et prennent leur force de ceux des Estatz généraulx de la province qu'il a pleu à sa majesté maintenir et authoriser tousjours et confirmer de nouveau suivant le traitté faict avec M. de Maisse. Pour faire laquelle remonstrance audictz sieurs commissaires, l'assemblée a prié mondici sieur le président et MM. le baron de Peyre, de Servières, de Gabriac, les consulz de Mende, Maruejols et Salgues



prendre la peine d'aller présentement devers eulx, ce qui a esté faict à l'instant.

Et peu de temps après retournez à ladicte assemblée mondict sieur le président a dict qu'ayant représenté audict sieur d'Hebert tout ce qu'ilz ont estimé à propos sur le faict desdictz privilèges et prié ny apporter aucune alteration ; il s'y seroit monstré assez froid pour l'impression qui semble luy avoir esté donnée que les années passées les aultres commissaires avoient acoustumé d'assister aux assemblées des Estatz et à l'audition des comptes ainsi que bon leur sembloit ; toutesfois à la fin, il auroit faict quelque démonstration de ne vouloir donner occasion de mescontentement aux Estatz, les ayant prié seulement de faire lire encores une fois les instructions en plaine assemblée.

Ledict sieur de Fumet, syndic dudict pais a représenté fort au long et particulièrement aux Estatz ce qui s'est passé sur le faict du procès pendant au Conseil d'Estat, entre luy, pour l'intérêt publicq et ung nommé Marchat, se disant syndic de quelques paroisses des environs de St-Chély-d'Apchier, pour raison des oppositions formées et empeschements par elles donnés à la levée de leurs cottres des deniers comprins aux assiettes dudict diocèse, pour l'acquittement des debtes et aultres affaires communes d'icelluy que de toute sorte de restes des tailles auparavant l'année 1596, prétendans en debvoir estre deschargées en vertu des edictz de sa majesté, et a faict entendre entre aultres choses comme sur l'assignation personnelle qui fut, à la requeste dudict Marchat, donnée tant à luy qu'au sieur de manifiacier, receveur et M<sup>re</sup> Estienne Bast de et François de La Roche, ses commis, pour respondre sur certaines contraventions prétendues



faictes aux arrestz dudict Conseil, comme aussi au greffier du pais pour apporter audict Conseil les cahiers faictz ausdictz Estatz, depuis quinze ans, des colizations, impositions, frais et debtes, pour lesquels lesdictes contraventions estoient intervenues et pour sommes que lesdictes paroisses prétendent avoir esté payées plusieurs fois, fut des lors advisé et jugé nécessaire, par MM. les commis et députés dudict pais, d'envoyer exprès à Paris M. Levieulx, notaire de Mende, pour faire faire les présentations requises sur lesdictes assignations et empêcher que ledict Marchast prins quelque avantage contre luy et les aultres, à faulte de se présenter en personne, ou contre ledict greffier, pour n'avoir remis lesdictz cahiers, luy ayant esté par lesdictz sieurs commis, deffendu de ce faire pour le bien des affaires et soulagement dudict pais et ordonné de surseoir ladicte remise, jusques à ce qu'aultrement par eulx luy fut prescript et donné permission. Et au retour dudict Levieulx auroit esté encores advisé par lesdictz sieurs commis et députés et trouvé nécessaire, pour arrester les grandes poursuites que ledict Marchast et le sieur Prieuré de St-Chély, son adjoint, commençoient de faire soubz faulx donner entendre contre le pais sur le principal du procès auquel ilz insistaient, non seulement à la descharge desdictz arreraiges de tailles et impositions de debtes, mais par une nouvelle requeste qu'ilz avoient naguères présentée audict Conseil, tendoient à l'éversion et anéantissement des privilèges des Estatz et changement des anciennes formes et de l'ordre acoustumé d'estre tenu à la direction des affaires communs dudict pais. Pour ces importantes considérations fut, comme dict est, jugé nécessaire par le-



dict sieur, d'y envoyer le sieur de St-Bauzille; lequel auroit faict les productions nécessaires de la part du païs, suivant les mémoires et instructions desdictz sieurs commis et députés, et auroit faict instruire ledict procès et icelluy mettre en estat de juger; ne restant que d'en poursuivre le jugement. Surquoy ayant esté parlé d'accord à mondict Sgr de Mende par ledict Prieuré, ladicte poursuite auroit esté différée et tenue en surséance de part et d'autre, pour donner temps audict Prieuret de venir en ce païs, affin de retirer comme il promettoit procuration expresse desdictes paroisses, pour passer l'accord; mais voyant ledict sieur de St-Bauzille, le temps de ladicte surséance expiré, il auroit repris ladicte poursuite, pendant laquelle ledict Marchat auroit retiré subtilement les sacs du procès des mains du rapporteur et, à ce qu'on diet, les auroit portés en ce païs pour en conférer avec ses adherans et retirer argent desdictes paroisses, à quoy il travaille maintenant, ainsi qu'il a esté adverty, et néautmoings que ledict Prieuret publie partout voulloir venir en ceste assemblée pour renouveler ledict accord, ce qui n'est pas croyable, veu qu'il a desjà manqué de parole à mondict Sgr de Mende. Au moyen de quoy, ledict syndict a requis ladicte assemblée délibérer meurement sur c'est affaire, attendu qu'il s'agit des privillèges dudict païs et de l'acquittement et liquidation des debtes d'icelluy et par conséquent, du repos et soulagement du pauvre peuple; lequel au contraire ne peult espérer que foule et surcharge et multiplication de frais et despens extraordinaires du reculement desdictz debtes dont les interestz s'accumulent journellement, à cause desdictes oppositions qui retardent le payement du principal. Ayant



esté ledict syndic tellement vexé et molesté par les créanciers que, pour couper chemin aux exécutions rigueurs et contraintes dont ilz ussoient contre luy, il a, en vertu des arrestz de condempnation de la Cour des Ayde, esté forcé de faire obtenir un arrest audict Conseil, portant deffence auxdictz créanciers d'exécuter lesdictz arrestz et contraintes, au préjudice de ladicte instance pendante audict Conseil jusques à ce qu'aultrement par icelluy en ayt esté ordonné, avec interdiction, à ladicte Cour des Aydes et aultres, d'en cognoistre. Auquel affaire comme en tous les aultres que le pais faict poursuivre à la Cour ledict syndic a testmoigné les bons offices qu'il plaist à mondict Sgr de Mende rendre en faveur du pais pour le bien et advancement desdictz affaires. Sur quoy, après avoir esté faicte lecture desdictz arrestz du Conseil, a esté conclud que la poursuite du jugement dudict procès sera continuée par ledict sieur de St-Bauzille ou aultre si besaing est, selon les occurrences, voire mesmes par ledict syndic qui s'y transportera à cest effect, si ainsi est jugé nécessaire par lesdictz sieurs commis et députés, pour obtenir au plusost ung arrest favorable au profit et soulagement dudict pais. Et cependant sera escript, au nom desdictz Estat, à mondict Sgr de Mende pour le remercier du soing qu'il luy plaist avoir desdictz affaires et le supplier de continuer, sans y espagner son crédit et sa faveur accoutumée. Et néanmoins pour obvier à frais et despens, en cas que ledict Prieure ou aultre ayant chargé suffisante viendroit pour traiter d'accord, qu'il sera ouy en ladicte assemblée ou bien icelle séparée par lesdictz sieurs commis, syndic et députés, pour après estre advisé des moyens plus propres et convenables à l'acheminement et perfection dudict accord.



Les gens desdictz Estatx particuliers, après avoir délibéré sur le faict des commissions des Estatx généraulx pour l'assiette de ce diocèse de l'année courante desquelles a esté faite à l'ouverture desdictz Estatx, ont accordé, consenty et arresté, conformément aux délibérations desdictz Estatx généraulx et à l'octroy faict par eulx à sa majesté, que l'assiette et département des sommes portées par lesdictes commissions sera faict par MM. les commissaires de l'assiette en la manière accoustumée avec l'assistance du syndic dudict païs et des sieurs qui seront députés par ladicte assemblée. Et par mesme moyen que lesdictz sieurs commissaires seront requis comprendre audict département les frais ordinaires dudict païs comme es assiettes des années passées, tant pour le deffray desdictz Estatx, gaiges et taxations d'officiers, voiaiges et assistance aux Estatx généraulx, frais de la prévosté, poursuites, exécution des criminelz prévostable que aultres despenses communes et ordinaires desdictes assiettes, affin que, par faulte de ce, les affaires dudict païs ne demeurent retardées à la foule et détriment du pauvre peuple.

Et pour le regard des debtes et aultres despenses extraordinaires dudict païs, attendu l'interdiction faicte par l'arrest du Conseil d'Estat donné à la requeste des parroisses opposantes, de n'imposer aucuns debtes ny frais extraordinaires jusques à ce qu'aultrement par ledict Conseil en ayt esté ordonné; a esté conclud, veu ledict arrest, que les créanciers du païs, par lesquels le syndic est vexé et molesté en vertu des arrestz et exécutoires de la Cour des Aydes, seront priez de surseoir toutes exécutions et contraintes attendant le jugement dudict procès audict Conseil, et, ou ilz ne voudroient



désistée par prières, en ce cas ledict syndic fera intimer ledict arrest, par luy obtenu audict Conseil, portant def-  
fence auxdictz créanciers de mettre à exécution aulcuns  
arrestz et contraintes contre ledict pais jusques à ce  
qu'aultrement ayt esté dict et ordonné par ledict Con-  
seil, et si besoing est, en extrémité, à ladicte Cour des  
Aydes et aultres juges desquelz lesdictz arrestz et con-  
trainctes seront esmanez.

Dudict jour XXVIII<sup>e</sup> janvier de relevée.

S'est présenté M<sup>e</sup> Jehan Chalvet, bourgeois et député  
des consulz de Serverète et sa procuration leue, a esté  
receu après avoir presté le serment acoustumé.

Sur la requisition faicte par le sieur de Meyronne,  
à ce qu'il pleut aux Estatz luy accorder quelque somme  
de deniers pour le relever de partie de la despense et  
frais par luy employez à la poursuite du procès et exé-  
cution de l'arrest de condempnation donné par la Cour  
de parlement de Tholose contre les sieurs de Taillade,  
père et filz, attendu le bien et soulagement qui en re-  
vient au public et général de ce pais, ayant esté, par  
ce moyen, le grand chemin et passage de la Margeride,  
pour aller de Lyon à Tholose, rendu fort libre et asseuré  
aux marchans et autres personne, tant estrangiers que  
du pais, oultre la terreur et crainte que ladicte exécu-  
tion a donné à plusieurs gens, de telle qualité, pour les  
faire contenir en leur debvoir; de quoy il pleut à Mgr de  
Mende après la capture desdictz Taillades, pour donner  
courage audict sieur de Meyronne de continuer ceste  
poursuite, luy promettre de le faire assister et secourir  
des moyens du pais ou bien le faire rembourser à la  
première assemblée des Estatz d'une bonne partie des-



dictes despenses. A esté conclud, attendu qu'il n'appert à ladicte assemblée de ladicte promesse, qu'il ny a lieu d'accorder aulcune chose audict sieur de Meyronne quant à présent, sauf à luy de se retirer aux prochains Estatz pour y avoir tel esgard que sera leur bon plaisir, après qu'ilz auront esté esclarcis par la présence de mondict Sgr de Mende, touchant le faict de la promesse allégué par ledict sieur de Meyronne.

Et d'autant que ladicte assemblée a esté advertie que sans avoir esgard à la susdicte délibération, ledict sieur de Meyronne veult faire appeller ledict syndic en la Cour de parlement de Tholose sur la taxe des despens par luy exposez audict procès, prétendant faire condempner ledict syndic au remboursement d'une partie d'iceulx ; a esté conclud que ledict syndic, en ce cas, fera présenter en son nom à ladicte assignation et insister à relaxe contre ledict sieur de Meyronne comme n'estant le païs aulcunement tenu à ladicte despense.

S'est présenté M. de Séras, pour assister comme seigneur de Barre à l'assemblée, en laquelle il a esté receu après avoir presté le sèrement acoustumé et sans préjudice du droict de préséance prétendu contre luy par M. de Gabriac, lorsqu'il se trouve en personne aux Estatz. De quoy le sieur du Triadou, envoyé du sieur de Gabriac, a protesté avant la reception dudict sieur de Séras.

Estans entrez MM. d'Hébert et de Picheron, auroit esté par ledict sieur d'Hébert représenté qu'il estoit nécessaire, pour le bien du service du Roy et advancement des affaires dudict païs, de procéder, sans aultre déclaration, au despartement des sommes de deniers portées par les commissions des Estatz généraulx, sui-



vant la teneur d'icelles, à ce qu'il pleust aux Estatz députer telles personnes qu'ilz adviseront nécessaires pour assister audict département, comme aussi pour l'audition des comptes des receveurs, pour leur oster l'occasion et moyen de recourir à la Chambre des Comptes pour raison des deniers extraordinaires, et par mesme moyen résouldre en l'adicte assemblée la somme qu'il convient imposer pour la réparation des ponts dudict diocèse suivant les délibérations des Estatz généraulx et les instructions de MM. les commissaires, présidens en iceulx, pourveoir deux mêmes à l'acquittement des debtes légitimes et plus importants au pais. Et pour oster tout prétexte aux paroisses opposantes de la montaigne et du pais des Cevennes de se plaindre et d'empescher la levée des deniers imposez pour lesdictz debtes, faire dès maintenant procéder à la vérification diceulx, suivant les reiglemens prescriptz et ordonnés par sa majesté sur les délibérations des Estatz généraulx, offrant ledict sieur d'Hébert de sy employer et vacquer à ladicte vérification quand bon semblera auxdictz Estatz, pour le désir qu'il a de voir ledict pais soulagé de la despense que luy pourroit apporter ung commissaire extraordinaire si quelqu'un estoit à cest effect député par le Conseil, à faulte d'avoir plustost faict faire ladicte vérification par les commissaires ordinaires, suivant lesdictz reiglemens. Sur quoy mondici sieur le président a remercié mondici sieur d'Hébert, au nom des Estatz, du soing qu'il luy plaist avoir des affaires qui regardent le bien et soulagement dudict pais. Et après s'estre lesdictz sieurs commissaires retirez, a esté délibéré et conclud, attendu que par le moyen de l'instance pendante au Conseil pour raison des debtes et aultres affaires extraordinaires du



païs et de l'interdiction intervenue sur icelle, les Estatz ont les mains liées, qu'il sera surseu à la vérification desdictz debtes, attendant le jugement dudict procès et arrest de reiglement sur icelluy ; après lequel le sieur d'Hébert, sera prié, au nom du païs, de procéder à la-dicte vérification suivant et en la forme portée par les délibérations et reiglemens des Estatz généraulx, confirmez par Lettres patentes de sa majesté si aultrement n'est ordonné par ledict arrest du Conseil.

S'est présenté à l'assemblée M. Jehan Roux, commis à faire la recepte dudict diocèse, l'année dernière, lequel a remontré avoir en l'exercice de sa charge receu plusieurs obstacles et empeschemens, mesmes par le moyen des oppositions formées à la levée des deniers extraordinaires par les parroisses des environs de St-Chély-d'Apchier, et de l'interdiction faicte à leur requeste en vertu de l'arrest du Conseil d'Estat, comme aussi à l'occasion du refus faict par les habitans des Cévennes, fondé tant sur l'appel par eulx relevé des assiettes et département des deniers que sur les délibérations de MM. du païs, prises en faveur du traité d'accord et arbitrage commencé entre eulx et le syndic du païs ; pour lesquelz empeschemens le fonds de sa recepte luy est reculé ou diminué d'environ 5,000 livres ; requérant à ceste cause, qu'il pleust aux Estatz faire procéder à l'audition de son compte et le descharger desdictz restes et par mesme moyen du payement de plusieurs parties de son assiette qu'il n'a peu acquitter à faulte dudict fondz. Et d'autant qu'il a souffert plusieurs despens, dommaiges et interestz au moyen des contraintes dont les particulier<sup>s</sup> créanciers du païs, compris en son assiette, ont usé contre luy, comme aussi à l'occasion



des avances qu'il a faictes pour le bien des affaires du païs, selon qu'il luy a esté ordonné par MM. les commis, syndic et députés d'iceluy et qu'il me seroit raisonnable de luy faire supporter telz dommaiges et interestz, il a prié l'assemblée l'en voulloir relever et indemniser, et néautmoings faire prendre le faict et cause pour luy par le syndict du païs, tant contre lesdictz particuliers créanciers que contre le sieur d'Assais, trésorier de France, pour raison du banniment qu'il a faict faire sur luy pour la somme de 4,500 livres, qu'il demande au païs, offrant au surplus ledict sieur Roux, d'acquitter la partie de 2,900 tant de livres deue de restes à M<sup>me</sup> de Vantadour, en le desdommageant et luy faisant paier les cottités des Cevennes. Sur quoy, ouy ledict syndic, a esté conclud que suivant les délibérations prinses par MM. les commis et députés dudict païs touchant ladicte partie de de M<sup>me</sup> de Vantadour, ledict sieur Roux l'acquittera et retirera la quittance et aultres acquitz nécessaires mentionnez esdictes délibérations à la charge qu'en la reddition de ses comptes, le païs aura tel esgard que de raison sur les frais, dommaiges et interestz par luy prétendus, tant à cause de ladicte partie que des avances qu'il peult avoir faictes pour les affaires dudict païs, le tout suivant les délibérations desdictz sieurs commis, syndic et députés. Et pour le regard des contrainctes et bannimens, que ledict syndic prendra le faict et cause pour luy par tout ou besoing sera pour raison des parties qu'il n'a peu acquitter à faulte de fondz à l'occasion desdictes oppositions des paroisses et empeschement des Cevennes.

Sur ce que le sieur de Manifiacièr, receveur dudict diocèse, a remonstré, qu'ayant esté la somme de 22,500



livres couchée en ung article de l'assiette extraordinaire dudict diocèse de l'année 1604, luy estant en exercice, pour estre payée à M. le trésorier Marion, pour les causes contenues audict article, il en auroit acquitté ou M<sup>e</sup> Estienne Bastide, son commis, qui a administré sa charge ladicte année, jusques à 13,140 livres et seroit demeuré en restes du surplus, montant 9,560 livres; n'ayant eu, ledict Bastide, moyen d'y satisfaire pour estre la plus grand part du fondz de sa recepte demeuré entre les mains des collecteurs, de trente ou quarante paroisses de la montaigne, qui se sont opposées à la levée de leurs cottités, montant environ 17,000 livres et ont faict interdire ladicte levée par arrest du Conseil. Néantmoins ledict sieur Marion, en vertu d'ung arrest dudict conseil et provisions sur icelluy postérieusement obtenues, ne laisse de le faire contraindre en sa personne et biens, pour estre entièrement payé, tout ainsi que s'il avoit faict recepte entière des deniers de son assiette, et sans avoir esgard à ladicte interdiction, luy veult faire commander l'arrest audict Conseil, ayant à cest effect envoyé exprès en ce diocèse le sieur de St-Ange, controlleur des tailles du diocèse de St-Pons, avec charge de faire exécuter contre luy lesdictes provisions; requérant occasion de ce, qu'il pleut à l'assemblée d'y pourveoir; et ce faisant, procéder à l'audition de son compte, pour le descharger de la levée desdictz restes, veu lesdictes inhibitions, et le garantir et relever desdictes contrainctes avec l'indemnité requise. Offrant néantmoins, pour le bien et advancement des affaires dudict pais et le particulier contentement dudict sieur Marion, d'emprunter ladicte partie de 9,560 livres, à interest pour six mois ou ung an, en luy baillant à cest



effect. procuration du syndic dudict païs, si mieulx ledict sieur de St-Ange, n'ayme faire la levée desdictz restes sur lesdictes parroisses, et sur ce, après que ledict sieur de St-Ange a esté ouy en ladicte assemblée et que par M. d'Hébert, trésorier général de France et commissaire principal de l'assiette, a esté représenté que ladicte partie, n'est de la qualité de celles que les parroisses opposantes prétendent contester et débatre, attendu qu'elle a esté vérifiée audict Conseil d'Estat et que, par arrest d'icelluy et Lettres patentes, l'imposition en a esté faicte, et par ce moyen la levée n'en peult estre retardée, soubz prétexte de ladicte interdiction, veu qu'elle ne déroge aucunement ausdictz arrestz et Lettres patentes, joinct l'autre arrest et provisions postérieurement obtenues par ledict sieur Marion, portant plus forte contraincte, offrant pour lesdictes considérations, ledict sieur d'Hébert, affin de donner audict diocèse toute l'assistance et facilité qu'il pourra, à ce qu'il ayt moyen de sortir d'affaires et se rédimer de frais et vexations, de bailler et décliner audict sieur de St-Ange, ses lettres exécutoires, pour contraindre particulièrement lesdictes parroisses opposantes, au payement de leurs dictz restes, affin que ledict diocèse demeure d'autant quitte et deschargé envers ledict sieur Marion, et par mesme moyen soulagé des frais, despens et aultres incommodités que par ce deffault il pourroit supporter ; a esté conclud, après avoir esté ledict sieur d'Hébert, remercié de la part de l'assemblée, du tesmoignage de sa bonne volonté envers le païs, que, en attendant le jugement desdictes oppositions audict Conseil, ledict sieur de St-Ange sera prié surseoir toutes contrainctes contre ledict sieur de Manificier et contre le syndic et



officiers du païs, en payant cependant les interestz de ladicte partie audict sieur Marion, sauf à les répéter par ledict syndic sur lesdictes paroisses opposantes, si mieulx ledict sieur de St-Ange n'ayme, suivant l'offre et ouverture faicte par ledict sieur d'Hébert, contraindre lesdictes paroisses au payement des restes de leurs cottités des deniers de ladicte partie, en vertu desdictz arrestz et des exécutoires dudict sieur commissaire sur l'estat qui luy en pourra estre baillé par ledict receveur; en quoy lesdictz Estatz n'entendent donner aulcun retardement ny empeschement à l'exécution desdictz arrestz et provisions ny aux commissions et exécutoires dudict sieur commissaire.

Et quant à l'audition du compte dudict sieur de Manificier, ladicte assemblée a déclaré ny avoir lieu de l'ouyr que préalablement lesdictes oppositions ne soient jugées ou que la levée desdictes restes n'ayt esté faicte, pour la conséquence et préjudice qu'aultrement en pourroit arriver au païs.

Et sur la réquisition faicte par ledict sieur de Manificier ausdictz Estatz, de prendre le faict et cause pour luy, en cas que ledict sieur de St-Ange ne voudrait desister de le contraindre; a esté conclud que, ou ledict sieur de St-Ange ne voudroit accepter la susdicte délibération et voudroit passer oultre contre ledict, sieur de Manificier et ses commis ou contre le syndict et aultres officiers du païs, en ce cas ledict syndic fera intimer audict sieur de St-Ange, l'arrest du Conseil, portant interdiction à tous créanciers du païs, d'user d'aucunes contraintes, jusques ce que aultrement par ledict conseil en ayt esté ordonné, sur l'instance pendante



en icelluy, pour raison desdictes oppositions, et néantmoins que ledict syndic prendra le faict et cause pour le sieur de Manificier,

Et pour le regard de ce que ledict sieur de Manificier a remonstré que, pour se rédimer des rigoureuses exécutions que le sieur de Montchal, faisoit faire contre luy, pour la somme de 4,500 livres, en vertu d'ung arrest par ledict sieur obtenu en la Cour des Aydes, il auroit esté contrainct passer obligation audict sieur de Montchal de ladicte somme, payable dans six mois; à cause de quoy et attendu qu'il ny a aucun fondez en son assiette pour l'acquittement de ladicte partie et qu'il est journellement vexé et molesté par ledict sieur de Montchal, pour estre payé d'icelle; il a requis lesdictz Estatz de voulloir pourveoir audict payement ou bien empescher lesdictes contrainctes par telles aultres voyes qu'ilz adviseront plus convenables; et néantmoins prendre le faict et cause pour luy, et le relever de tous despens, dommaiges et interestz qu'il pourroit souffrir; occasion de ce. Sur quoy, après avoir estre faict lecture, en ladicte assemblée, de deux lettres escriptes, par le sieur de St-Bauzille, audict syndic, pourtant advis de l'accord que Mgr de Mende, pour le soulaigement du pais, procure envers M. Hébert, trésorier ordinaire des guerres, pour faire descharger ledict pais de toutes lesdictz restes dudict taillon, des années 1585, 1587 et 1589, demandées par ledict sieur de Montchal, a esté conclud qu'il sera escript à mondict Sgr de Mende, par ledict syndic, pour le remercier, de la part desdictz Estatz, de la peine qu'il prend pour les affaires dudict pais et le prier continuer, mesmes pour achever ledict accord au plus grand soulaigement du pais que faire se



pourra, à condition toutesfois que par ledict accord, ledict sieur de Manificier demeurera par exprez deschargé desdictes obligations envers ledict sieur de Montchal et de tous despens, dommaiges et interestz, qu'à l'occasion dicelles il pourroit prétendre contre luy, et par mesme moyen ledict diocèse relevé de la garantie et recours envers ledict sieur de Manificier. Et où ledict accord ne pourroit succéder, mondict Sgr de Mende sera prié ordonner audict sieur de St-Bauzille, poursuivre le jugement du procès audict conseil contre ledict sieur de Montchal, soubz l'appuy, faveur et assistance, que lesdictz Estatz supplient mondict Sgr vouloir continuer d'impartir à ce pais en ceste poursuite, pour la conservation de son droict et le soulagement du pauvre peuple, et cependant ledict syndic prendra le faict et cause pour ledict sieur de Manificier.

Et ayant esté de mesme remonstré par ledict sieur de Manificier qu'il est grandement vexé et molesté par M<sup>e</sup> Philip Mérimon, qui le faict contraindre pour le payement de la somme de 2,400 livres, couchée soubz son nom, en l'assiette extraordinaire de l'année 1604, en vertu des arrestz et exécutoires de la Cour des Aydes, ores que ladicte partie ayt esté bannie et arrestée entre ses mains, à la requeste dudict sieur syndic, avec defense de s'en dessaisir, que aultrement n'en ayt esté ordonné par nosseigneurs du Conseil d'Estat, ou il y a instance pendante entre lesdictes parties; requérant l'assemblée de faire cesser lesdictes contrainctes. A esté conclud, après que ledict syndic a esté ouy sur le faict de ladicte partie, qu'icelluy syndic, fera signifier audict Mérimon le deffault qu'il a sur ce obtenu contre luy audict Conseil, pour l'occasionner de cesser lesdictes



contrainctes ; et où il ne voudroit desister, que ledict syndic luy fera inthimer l'arrest du Conseil, portant deffenses aux créanciers du païs de faire exécuter aucuns arrestz ny contrainctes, pour raison desdictz debtes, qu'aultrement n'ayt esté ordonné audict Conseil et néamoings ledict syndic prendra le faict et cause pour ledict sieur de Manificier.

Et sur ce que ledict sieur de Manificier avoit esté pareillement requis, qu'il pleust ausdictz Estatz lever la surséance donnée aux habitans des Cévennes, de ce qu'ilz luy doibvent de restes de leurs cottités des assiettes de ladicte année 1594, montant environ 2,000 livres, affin qu'il puisse aquitter d'aautant les parties desdictes assiettes ; a esté conclud que en procédant à l'arbitraige et traité d'accord commencé entre lesdictz habitans et ledict syndic, y sera pourveu par les arbitres et par MM. les commis et députés dudict païs ainsi qu'il apartiendra par raison.

Le dimanche vingt-neufvième dudict mois de janvier.

Lesdictz Estatz ne se sont assemblés pour traiter des affaires du païs, ains ont assisté le matin à la procession générale et à la messe et prédication, ayant employé ledict jour au service de Dieu et à prières et oraisons

Du lundy, huictième jour dudict mois de janvier,  
du matin.

Sur la réquisition faicte par M. des Ondes, pour et au nom des hoirs de feu sieur de Planèzes, de luy faire payer, et à ceste fin imposer, en la présente assiette, la somme de 11,300 livres, qui leur est deue par ledict diocèse, pour restes de la somme de 17,000 livres, en



laquelle le syndic et députés dudict diocèse s'estoient obligez envers ledict sieur de Planèzes, par contract du mois de febvrier 1600, pour les causes contenues en icelluy. Estans tous les termes de payement escheuz des l'année 1602, sans que depuis, ledict diocèse ayt souffert, pour le recullement dudict payement, aultre incommodité que des interestz simplement, dont lesdicts héritiers se sont contentés à la prière dudict païs, sur l'assurance qui leur a toujours esté donnée de leur faire payer à une seule fois ladicte partie. A esté conclud, attendu l'interdiction faicte, en vertu des arrestz du Conseil, à la requeste des paroisses du quartier de la montagne, de n'imposer aulcuns debtes ny frais extraordinaires jusques après en avoir esté aultrement ordonné par le Conseil, que ledict sieur des Ondes sera prié d'attendre que ladicte interdiction ayt esté levée à la diligence du syndic du païs qui poursuit le jugement du procès audict Conseil, pour après estre procédé à l'imposition de ladicte partie, ensemble des interestz de l'année courante. Et néautmoings, pour relever ledict sieur des Ondes, des frais du voiaige et sejour qu'il a faict en ceste ville, pour demander payement de ladicte somme deue des restes par le païs, que MM. les commissaires seront requis, procédans à la taxe du deffray avec les aultres sieurs qui à cest effect seront députés, de comprendre au roolle dudict deffray, les frais et despesse du voiaige par ledict sieur des Ondes faict en ceste dicte ville.

Après laquelle délibération a esté remonstré par M. de Barre que l'envoyé de M. de Gabriac ne debvoit ny pouvoit opiner et moings assister à ladicte assemblée en vertu de la procuration dudict sieur de Gabriac, d'aul-



tant que les arrestz donnez contre ledict sieur de Gabriac le rendent incapable de ce privilège, et que le député des consulz de Barre ny doibt non plus assister, par ce que oultre la procuration par luy remise est défectueuse et contre la forme ordinaire et l'ancienne coustume et privilège des Estatz, elle n'a esté passée du consentement de la communaulté ains a esté extorquée de quelques particuliers en fort petit nombre et au désceu des principaulx et plus grande et saine partie desdictz habitans; au moyen de quoy, il a protesté de la nullité de telz actes et de l'interruption des privilèges desdictz Estatz; requérant son dire estre escript et inséré au présent verbal, ce que mondict sieur le président a octroyé.

Estant venuz à l'assemblée MM. d'Hébert, trésorier, commissaire principal; et d'Entraigues, bailly, commissaire ordinaire de la présente assiette, a esté par ledict sieur d'Hébert, représenté combien il importait au publicq de faire acomoder et réparer les pontz dudict diocèse, qui sont la plupart; à ce qu'il a esté adverty, menacez d'une totale ruine pour y avoir esté de fort longtemps faicte aulcune réparation, chose laquelle advenant tournera à une grande incommodité au publicq, oultre la foule et surcharge excessive que les frais et despenses nécessaires à la nouvelle construction desdictz ponts pourroit apporter au pauvre peuple. Au moyen de quoy, il a estimé debvoir faire souvenir les Estatz, de pourvoir et ce faisant, délibérer de l'imposition des sommes qu'il convient employer à ladicte réparation, suivant les reiglemens des Estatz généraulx, pour estre distribuées à cest effect, après la vérification faicte des ruynes desdictz ponts, selon qu'il sera trouvé plus raisonnable et



nécessaire ; offrant, de sa part, se transporter par tout ou besoiñ sera pour procéder à ladicte vérification.

Et sur ce que le sieur d'Entraigues, bailli de Gévaudan et commissaire ordinaire de ladicte assiette a faict entendre auxdictz Estatz qu'il auroit pleu à Mgr le premier président de Tholozé, luy envoyer, par homme exprez, une depesche, portant créance avec ung arrest donné par la Cour de parlement le XXIII du présent mois de janvier, touchant l'observation des Edictz de sa majesté et le repos et seureté de ce pais, luy ordonnant de le faire lire et publier en la présente assemblée et enregistrer ez registres dudict pais et tenir la main qu'il ne soit contrevenu au contenu d'icelluy. Après que lesdictz Estatz ont esté par ledict sieur d'Entraigues exhortés de se contenir toujours en paix et tranquillité soubz l'autorité et obéissance de sa majesté, a esté ordonné que ledict arrest sera leu en plaine assemblée et enregistré ez-registres dudict pais pour estre observé selon sa forme et teneur, et incontinent après ledict arrest a esté leu en ladicte assemblée par le greffier desdictz Estatz,

Davantaige ledict sieur d'entraigues a faict entendre à l'assemblée que sur le differend intervenu entre M. de Séras et M. du Triadou, envoyé de M. de Gabriac, il leur auroit représenté ce qui estoit de leur devoir comme sa charge l'oblige à celà ; mais par ce que ledict differend est demeuré indécis, occasion de quoy il en pourroit arriver de l'inconvenient après le despart de l'assemblée, si par elle ny est pourveu ; il a requis lesdictz Estatz de députer quelques ungs d'entre eulx pour acomoder ledict differend, n'ayant voulu y procéder d'office, pour estre la chose arrivée à la face de ladicte assemblée et incontinent après lesdictz sieurs commissaires sont sortis.



Les Estatz délibérans sur le faict de la réparation des ponts dudict diocèse, bien advertis du mauvais estat auquel ilz sont réduictz ou la pluspart d'iceulx, pour n'avoir esté entretenuz et conservés durant les guerres ; estant nécessaire d'y pourveoir, sans aultre dilation, pour esviter l'entière ruyne et décadence dont ilz sont menacez ; laquelle arrivant ne pourroit apporter que grande incommodité, perte et dommage inestimable au publicq, tant à cause de la cessation et anéantissement du traffict et commerce qui s'en pourroit ensuivre dans le païs et par conséquent le rencherissement de toute sorte de denrées et marchandises, que pour l'extrême fouldre et despenses que le païs seroit contrainct de souffrir à l'advenir pour la nouvelle réédification et construction desdictz ponts, outre une infinité de périlz et dangers auxquelz cependant plusieurs personnes allant par païs, tombent journellement pour les mauvois estat ou sont réduictz lesdictz ponts ; ont arrêté, conformément aux délibérations et reiglement faictz depuis l'année 1599, par les Estatz généraulx de Languedoc, qu'outre les sommes auxquelles les villes et villaiges proches desdictz pontz sont tenus particulièrement de contribuer par préciput, suivant lesdictz reiglemens et délibérations, MM. les commissaires de l'assiette seront requis imposer, outre ce, sur le général du diocèse, la somme de 800 escus, revenans à 2,400 livres, qui est 1,200 livres pour l'année présente ; et pareille somme pour l'année passée, en laquelle fut advisé de différer ladicte imposition et la rejeter sur ceste année, pour estre ladicte somme de 2,400 livres employée, suivant lesdictz reiglemens à la réparation des ponts plus importants et nécessaires dudict diocèse, selon ce qui sera advisé et



ordonné par MM. les commis, syndic et députés dudict païs, après toutesfois que les visitations requises en auront esté bien et deuement faictes et que les villes et villaiges proches desdictz ponts aurontourny les sommes qu'ilz doibvent par préciput, suivant lesdictz reiglement et non plustot ny aultrement. Et ont lesdictz Estatz donné charge audict syndic de se transporter sur les lieux pour, à l'assistance des officiers et consulz desdictz lieux, procéder à la visitation desdicts pontz et à l'exacte vérification des réparations qui y sont nécessaires et de la valleur et estimation dicelles. Ayant par mesme moyen, lesdictz Estatz, advisé de prier M. d'Hébert, commissaire principal de l'assiette, prendre la peine, s'en retournant en Languedoc et son chemin faisant, de visiter les ponts de Maruejols, Chirac, Mende, Florac et Saint-Estienne de Valfrancesque.

Sur ce que le sieur de Fumel, syndic dudict païs a représenté à l'assemblée que, pour subvenir aux despences nécessaires pour les affaires occurrens dudict païs durant l'année, tant pour l'entretènement des personnes qui vacquent à la poursuite des procès dudict païs pendans tant au Conseil d'Estat que ez cours de parlement de Paris et Tholouse, des Aydes à Montpellier et aillieurs, comme aussi à la poursuite des provisions nécessaires à obtenir de sa majesté pour le bien des affaires dudict païs, ensemble pour voiaiges et aultres despences forcées qu'il convient faire durant l'année et qui ne se peuvent esviter ny reculer qu'avec ung grand interest et préjudice desdictz affaires ; lesdictz Estatz ont acoustumé chascune année faire fondz au receveur de certaine somme de deniers pour estre employée ausdictz affaires. Requerant pour ceste occasion qu'il plaise



à ladicte assemblée délibérer de qu'elle somme sera besoing faire fondz en l'assiette de ceste année. A esté conclud et arresté que ledict fondz sera faict de la somme de 3,000 livres pour estre employée aux effectz que dessus, et ce par les mandemens et ordonnances desdictz sieurs commis, syndic et députés dudict païs et qu'à ceste fin MM. les commissaires de l'assiette seront requis comprendre ladicte somme, au département des deniers ordinaires de ceste année, pour le bien et advancement des affaires communs dudict païs.

Sur la réquisition faicte par M. Jehan Roux, commis à faire la recepte dudict diocèse, l'année dernière, à ce qu'il luy soit permis de contraindre, par les voyes ordinaires de la justice, au payement de leurs cottités les habitans de la ville de Saint-Chély-d'Apchier et aultres des environs qui ne sont nommez en l'arrest donné à la poursuite de Marchat, soubz le nom de certaines paroisses y dénommées, attendu mesmes que M. Rampan, consul de ladicte ville, a déclaré que les habitans d'icelle ne sont en instance, et néantmoins sont refusans de payer, aussi bien que les aultres qui sont compris audict arrest; a esté conclud que par le syndic dudict païs sera faict acte de réquisition audit consul et aultres refusans, pour déclarer s'ilz sont joinctz à ladicte instance, pour après, veu leur response, estre ordonné ce qu'il apartiendra sur la réquisition dudict Roux.

Le sieur Armand, lieutenant en ce diocèse de M. le prévost général de Languedoc, a représenté aux Estatz les despenses et fraiz extraordinaires qu'il a esté contrainct supporter l'année dernière en l'exercice de sa charge, tant dehors que dedans le diocèse, comme chacun scait, mesme à cause des accidens et désordres sur-



venuz en icelluy dèz le commencement de l'année, pour raison desquelz il auroit ruyné ses chevaulx et faict plusieurs fournitures de ses propres moyens, oultre ses vacations extraordinaires durant trois ou quatre mois, n'estant raisonnable que pour avoir faict service au publicq en une occasion si importante et extraordinaire, il ne luy en teste que la perte et la peine, comme il feroit s'il ne plaisoit aux Éstatz pourveoir à son remboursement et indemnité dont il les a suppliés. Et néantmoins, parce qu'il luy est impossible, avec le petit nombre d'archers que le pais luy entretient, de s'acquitter si dignement qu'il désireroit, du devoir de sa charge, pour repurger le pais de tant de volleurs et vagabondz qui sy sont retirés, qu'il plaise ausdictz Éstatz luy augmenter lesdictz archers de tel nombre qu'ilz jugeront nécessaires durant ceste année, pour le bien de la justice et le repos et seureté des habitans dudict pais. Sur quoy a esté conclud ny avoir lieu quant à présent d'aucune augmentation d'archers, pouvant ledict sieur Armand, avec le nombre qui luy fut accordé l'année passée comme suffisant, satisfaire au deub de sa charge, joinct qu'en cas de nécessité urgente, les sieurs de l'Estat ecclésiastique, gentilz-hommes, consulz et officiers des villes, luy feront donner main forte, l'occasion le requérant, ainsi que par les gens desdictz Éstatz luy a esté prömis et asseuré en plainé assemblée. Et pour le remboursement par luy demandé, luy a esté accordé 150 livres pour tous fraiz, despens, fournitures et vacations extraordinaires qu'il pourroit prétendre ny demander au pays, jusques à présent, dont il sera tenu faire quittance générale au pied de l'Estat qu'il en remettra devers ledict sindic.



Après laquelle conclusion le député du consul de Barre a dict tant pour luy que pour les consulz de Florac, Saint-Germain et Saint-Estienne, ny voulloir de leur part consentir, prétendant que c'est une contravention à l'arrest de régleme[n]t de ladicte Cour des Aydes.

Sur le réquisition faicte par ledict député du consul de Barre à ce qu'il pleut aux Estats, accorder aux habitans des Cévennes l'entretene[m]ent d'un prevost de la Religion, aultre toutesfois que le prévost Rodier, et ce faisant, avoir agréable la nomination qu'ilz prétendent faire aux Estatz, de la personne d'ung aultre, attendu que le vieil âge et caducité dudict sieur Rodier, qui luy oste le moyen de vacquer selon le debvoir à l'exercice de sa charge ; a esté conclud, auparavant que procéder à aulcune nomination d'aultre personne en ladicte charge que ledict sieur Rodier sera préalablement ouy à la prochaine assemblée des Estatz dudict païs, et néanmoins luy sera enjoinct cependant de vacquer soigneusement et diligemment au deub de ladicte charge, pour le bien de la justice et seureté des habitans dudict païs.

A laquelle délibération ledict député de Barre et desdictz consulz de Florac, Saint-Germain et Saint-Estienne, ont déclaré ne voulloir donner aulcun consentement, moins contribuer aux charges ordonnées au prévost Armand, sinon en cas qu'il leur soit permis de procéder à nouvelle élection d'aultre prévost de la Religion pour les Cévennes en la place dudict Rodier, et qu'au refus des Estatz ilz se retireront à la Chambre de Castres pour avoir provision sur leurs demandes et réquisitions.



Dudict jour<sup>e</sup> XXX janvier de relevée.

S'est présenté pour M. de Portes, Jehan Jacques Ducros sieur de la Combe, qui a esté receu en vertu de la procuration générale par luy remise l'année précédente, et a presté le serment ordinaire.

Arrivez à l'assemblée, MM. d'Herbert, commissaire principal et d'Entraigues, bailly de Gévaudan et commissaire ordinaire, a esté, par ledict sieur d'Hébert, représenté aux Estatz le peu de subject qu'ilz avoient de différer comme il semble qu'ilz font à son occasion, l'audition des comptes des receveurs dudict païs, attendu que quoy qu'il tarde, il en faudra tousjours venir à celà, et que sans son assistance l'audition et closture en seroit nulle suivant la teneur des instructions de MM. les commissaires présidens pour sa majesté aux Estatz généraulx de Languedoc, oultre que sa qualité de trésorier de France luy donne naturellement cette autorité et aultres raisons par luy déduictes pour lesquelles il a fait grande instance ausdictz Estatz, de luy faire représenter lesdictz comptes, pour procéder à l'audition, examen et closture diceulx, avec l'assistance de telles personnes que l'assemblée jugera nécessaire d'y députer. Sur quoy, mondict sieur le président a requis ledict sieur commissaire permettre à ladicte assemblée d'en délibérer, l'assurant néantmoins quelle sera tousjours portée d'une parfaicte dévotion à l'avancement des affaires et service de sa majesté, et au soulagement du pauvre peuple. Et estant ledict sieur, ensemble M. le bailli, sortis, l'affaire mis en délibération, a esté conclud ny avoir lieu, quand à présent, d'ouyr lesdictz comptes, à cause des grandes reprises que les-



d ctz receveurs y veullent employer pour s'en faire par mesme moyen ~~des~~ charger, ce qui ne pourroit apporter qu'une grande confusion et beaucoup de dommage et interest au païs, estant à ceste occasion nécessaire de surseoir ladicte audition jusques à ce que par le moyen de l'arrest que le syndic poursuit au Conseil contre les paroisses opposantes et de l'accord qui se traite avec ceulx des Cévennes, lesdictes Cévennes ayant entièrement achevé leur recepte qui leur est cependant interdite. Néantmoins, attendu que suivant les privilèges du païs et les articles accordez par MM. de Maisse et de Refuge, ratifiez et autorisés par Edict et lettres patentes de sa majesté, l'audition, examen et closture des comptes de tous deniers extraordinaires et municipaux, tant de la province que des diocèses particuliers appartient seulement aux députés desdictz Estatz généraulx ou particuliers desdictz diocèses, sans qu'il y puisse estre procédé par aultres personnes, sera ledict sieur d'Hébert, trésorier et commissaire principal, prié trouver bon, comme aussi ledict sieur bailly, que lesdictz privilèges ayant lieu en cedit diocèse comme ilz ont tousjours eu jusques à présent, suivant l'intention du Roy; et ce faisant, laisser ladicte audition et closture desdictz comptes, ores et pour l'advenir, libre ausdictz Estatz, pour n'alterer leurs dictz privilèges et leur donner occasion de recourir à sa dicte majesté. A cest effect, on esté députés devers lesdictz sieurs commissaires, M. l'envoyé du Chapitre, M. le baron de Peyre, l'envoyé de M. de Randon et MM. les consulz de Mende et Marvejols.

S'est présenté à l'assemblée M<sup>r</sup> Pierre Gallière, de la ville de Sommière, lequel a remontré que le bail de la



ferme du droict de l'équivalent de cedit diocèse, luy auroit esté passé aux Estatx généraulx de Languedoc, pour trois années prochaines, qui commenceront le premier jour de septembre prochain et finiront le dernier d'aoust 1609 pour le prix de 12,650 livres chascune desdictz trois années, comme il a faict apparoir par le bail qu'il en a exhibé, signé Guilleminet. Et d'autant que suivant les articles généraulx dudict équivalent, les fermiers particuliers sont tenez cautionner chascun pour le pris de sa ferme dans le diocèse d'où elle deppend, oultre les cautions par eux baillés aux Estatx généraulx qui demeurent, suivant le reiglement diceulx. A ceste cause estant venu exprès pour satisfaire à ce qu'il doit, il a dict estre prest de présenter ses cautions qu'il a déclaré estre M<sup>re</sup> Loys et Augustin Vidal, bourgeois, père et filz et Jehan Colrat, bourgeois de la ville de Maruejols, lesquelz autresfois ont cautionné pour luy et ont esté receuz et approuvez, comme capables, en la ferme du trienne finy le dernier d'aoust 1603. Sur quoy, ayant esté unanimement et d'une commune voix lesdictes cautions déclarées suffizantes par ladicte assemblée, a esté conclud que ledict sieur Galière les présentera par devant MM. les commissaires principal et ordinaires, commis, syndict et députés dudict pais, pour procéder à la reception d'icelles et en faire passer les obligations et submissions nécessaires pour la seureté du payement desdictz deniers, à la descharge et acquittement dudict diocèse, donnant pour cest effect, lesdictz estatx pouvoir et mandement ausdicts sieurs commis, députés et syndic, de recevoir lesdictz Vidal père et filz et Colrat, pour cautions dudict équivalent, comme suffizans et capables, leur faisant à cest effect passer les obligations



et submissions en tel cas requises et acoustumées.

Pour assister à la taxe de l'estat et roolle du deffray des gens desdictz Estatz et y procéder avec les sieurs commissaires principal et ordinaire, comme aussi à l'assiette et département des deniers ordinaires de ceste année et à la délivrance et bail de la recepte, ont esté, par lesdictz Estatz nommés et députés MM. les consulz de Mende et de Maruejols avec l'envoyé de M. le baron de Florac qui est en tour la présente année.

Les Estatz advertis qu'il reste encores quelque apparence d'inimitié entre MM. de Séras et du Triadou, sur le différend qui s'est passé entre eulx en la présente asssemblée d'où pourroit arriver quelques plus grand mal, lesdictz Estatz désireux de le prévenir et empêcher, ont prié M. le baron de Peyre et M. de Servièrre, prendre la peine de les mettre d'accord si faire se peult.

Sur ce que le sieur du Cros a dict avoir esté prié à son partement de Montpellier, par M. le marquis d'Hauteville, de faire entendre à l'assemblée la juste cause qu'il dict avoir de se plaindre de la longueur et du peu de compte que l'on a tenu touchant l'aquittement de la partie de 971 escus, qui est encores deue de restes à Mme la duchesse de Vantadour, et que, si l'assemblée ny pourvoit, de sorte que dans quinze jours il y ayt esté satisfaict, que l'on ne trouve mauvais, si le païs en reçoit dommage et de l'incommodité. A esté conclud, pour avoir esté cest affaire traité par MM. les commis, syndic et députés du païs, qu'ilz adviseront dy pourvoir, au contentement de ladicte dame et dudict sieur d'Hauteville, avec le plus grand soulagement du païs que faire se pourra.

Le sieur Philip Mérimon, procureur de M. Jehan Fran-



çois Mérimon, son frère, commis à faire la recepte dudict diocèse, en l'année 1603, a remonstré qu'il auroit souvent requis le syndic audict diocèse de luy payer et rembourser la somme de 2,060 livres, de laquelle les paroisses des Cévennes sont demeurées en restes de leurs cottités de l'assiette de ladicte année, n'ayant eu moyen de les y contraindre, pour luy avoir esté la levée dicelles interdite par arrest de la Cour des Aydes de Montpellier, donné au profit desdictes paroisses ; occasion de quoy il a souffert et souffre de grandz dommages et interestz de la part de ses créanciers qui le vexent et molestent par rigoreuses exécutions, sans que ledict syndic ayt pourveu à son remboursement, tant de ladicte somme principale que desdictz dommages et interestz, ainsi qu'il requiert l'assemblée voulloir faire, et par mesme moyen le rembourser de la somme de 700 livres ou environ que les paroisses d'Arzenc, Saint-Pierre des Tripiez, Belvezé et Saint-Frézal d'Albuges luy doibvent aussi de restes de ladicte assiette, n'en pouvant tirer aucun payement, pour estre des longtemps insolvables. Pareillement a requis ladicte asssemblée l'indemniser et relever du payement de la somme de 600 livres en laquelle il a esté condamné par arrest de ladicte Cour des Aydes, envers M. le trésorier Marcon, à faulte d'estre payé de la somme de 22,500 livres, couchée soubz son nom en ladicte assiette de ladicte année 1603 et payable aux termes dicelle. Ayant esté ledict syndic, par mesme moyen, condamné à l'indemniser et relever de ladicte somme de 600 livres. A remonstré en oultre, ledict sieur Mérimon, que par aultre arrest de ladicte Cour des Aydes, deuement inthimé audict syndic icelluy syndic



auoit esté condamné à la relever, envers George Grauzon, du paiement de la somme de 1,725 livres, deue audict Grauzon par M. Hercules Speronnat, et bannis entre les mains dudict Mérimon, ainsi qu'est porté par ledict arrest; requérant qu'il pleust à ladicte assemblée luy faire fondz de ladicte somme ou bien l'en faire des charges envers ledict Grauzon, pour couper chemin aux despens, dommages et interestz qu'il a souffertz et souffre par les contrainctes et rigoreuses exécutions dont ledict Grauzon le presse. Sur lesquelles réquisitions, après avoir esté par ledict syndic représenté que les restes deues par les parroisses des Cevennes et aultres ne sont telles et si grandes que ledict Mérimon les faict comme se vérifiera fort facilement, néantmoins avoir esté pourueu à son indemnité par les délibérations cy devant prinze par devant les commis et députés dudict pais, tant sur le faict desdictz restes, en attendant la levée d'icelles qu'il pourra faire dans peu de jours, par le moyen de l'accord qui se traite avec lesdictes parroisses, comme aussi sur les despens, dommages et interest à luy demandez par ledict sieur Marion, envers lequel ledict sieur Mérimon a promis et s'est obligé tenir quitte ledict pais moyennant la somme de douze vingt livres à laquelle fut convenu et accordé avec luy pour tous lesdictz despens, dommaiges et interestz quelconques. Et quant à ladicte somme de 1,725 livres, que l'arrest sur ce intervenu, luy non ouy, avoit esté obtenu par surprise et à la poursuite dudict Mérimon, soubz le nom des hoirs de feu M<sup>r</sup> Estienne Mérimon, son frère, et dudict Grauzon, son beau-frère, colludans ensemble pour se prevalloir de ladicte somme au préjudice du pais, envers lequel ledict Speronnat est débiteur et



reliqnataire, non-seulement de ladicte somme mais aussi de plusieurs aultres, a esté conclud, attendu l'interdiction faicte par arrest du Conseil d'Estat, de pourveoir au payement d'aucuns debtes dudict diocèse, jusques à ce que ledict sieur Merimon se retirera par devers les sieurs qui seront députés à la vérification et liquidation de ses prétensions et après pourveu sur icelles, ainsi qu'il appartiendra par raison et que par ledict Conseil pourra estre plus amplement ordonné.

Finallement M. le président, après avoir rendu grâces à Dieu des délibérations prises en ladicte assemblée et exhorté les gens desdictz Estatz à la continuation de l'obéissance qu'ilz doivent au Roy et au soulaigement du pauvre peuple, a donné la bénédiction aux assistans ainsi qu'est de bonne et louable coustume, qui a esté la fin desdictz Estatz.

Signé : A. CHANOLHET.

---

1606

*MM. les commissaires de l'assiette. — Remise par les députés des Etats de leur procuration. — Quelques-unes sont defectueuses. — Enumération de MM. les membres des Etats. — Contestation avec les communautés qui s'opposaient à la levée des impositions. — Procès avec M. de Montchal, receveur du taillon. — Contestation avec M. Marimon. — Procès avec la ville de Marvejols au sujet de l'exemption qu'elle prétendait avoir pour le payement des tailles. — Contestation avec M. Pourtalès. — Accord avec les paroisses des Cévennes. — Admission de l'envoyé de l'abbé des Chambons; de*



*ceux des baronnies de Cénaret et de Peyre. — Fixation du nombre de députés pour les Estatz généraux de la province et opposition du consul de Mende. — MM. Roux et Bastide demandent la vérification de leurs comptes. — Contestation entre l'envoyé du baron de Peyre et ceux des autres barons au sujet de la préséance. — M. Parades, de St-Etienne-Vallée-Française, demande de leur délivrer la levée des deniers ordinaires. — Contestations avec les Cévennes. — Opposition du diocèse de Mende aux arrests qui déchargent du taillon la ville de Toulouse. — Colléges du pape Urbain V à Montpellier. — Sommes dues à la ville de Saugues. — Aumône à deux pèlerins. — Demande de M. Louis de Chavagnac, Sgr de Meyronne, pour le remboursement des sommes par lui fournies. — Procédure avec les Cévennes. — Admission du Sgr de Barre. — Maintient des gratifications en faveur de MM. des Etats. — Imposition de 3,000 livres pour les affaires imprévues. — Plaintes contre les commis à la recette des tailles, et contre le prévôt de la maréchaussée. — M. Rodier, lieutenant de prévôt dans les Cévennes, est maintenu dans sa charge.*

L'an mil six cens six et le mardy vingt huictiesme jour du mois de novembre, environ neuf heures du matin, en la ville de Mende et dans la salle haulte des maisons épiscopalles, les gens des Trois Estatz du diocèse de Mende et pais du Gévaudan estant assemblez, suivant le mandement de nosseigneurs les commissaires présidents pour le Roy aux Estatz généraulx de Languedoc, tenuz en la ville de Pezenas, au mois d'octobre dernier, Après avoir, selon l'ancienne coustume, assisté à la



messe du Saint-Esprit, célébrée en l'église cathédrale de ladite ville, seroient venuz en ladite assemblée M. de Guilleminet, sieur de Baillarguet, greffier et secrétaire du Roy ausdictz Estatz généraulx, commissaire principal de l'assiette dudict diocèse; M. de Mallevieille, bailly de Gévaudan, commissaire ordinaire et MM. M<sup>e</sup> Jehan Gleize, docteur ez droictz, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Mende; Pierre Gisquet, bourgeois, 2<sup>e</sup> consul et Jacques Fontibus, marchand, tiers consul de ladite ville de Mende et Pierre Laurens, sieur de Péjas, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejols, aussi commissaire principal, a proposé le faict des commissions desdictz Estatz généraulx, et pour l'exécution d'icelles offert de procéder au département des sommes ordonnées en icelles pour la portion et cottité dudict diocèse, des deniers accordez au Roy par les Estatz généraulx, pour l'année prochaine 1607; requérant à cest effect, ainsi qu'il est acoustumé, l'assistance desdictz Estatz particuliers ou de telles personnes qu'ilz voudront nommer et députer, affin que par ce deffault lesdictz affaires et service du Roy, ne demeurent retardez. En quoy il s'asseure que ladite assemblée ne fera aulcune difficulté pour estre chose ordinaire et dépendant de l'octroy faict à sa majesté par lesdictz Estatz généraulx ausquelz les députés de ce dict diocèse ont assisté.

Après laquelle proposition et les commissions leues en plaine assemblée par le greffier des Estatz a esté représenté ausdictz sieurs commissaires par tres révérend père en Dieu, M<sup>e</sup> Adam, évesque et seigneur de Mende, comte de Gévaudan, conseiller du Roy en ses conseils d'Estat et privé et président ausdictz Estatz que, jacoit que les nécessités du pauvre peuple de son diocèse



soient si grandes que ladicte assemblée auroit plustost occasion de désirer l'entière descharge des sommes octroyées ausdictz Estatz généraulx que d'en approuver l'imposition, toutesfois, il a tousjours recogneu si grande la fidélité et obéissance de ses diocésains au bien des affaires et service de sa majesté, qu'il ne faict aulcung doubte qu'en ceste occasion, comme en toutes aultres, ilz ne veuillent continuer d'en rendre la preuve pour les effectz aultant que leurs moyens le leur pourront permettre, attendu mesmes les justes et dignes occasions que leur en donnent la naturelle bonté et aultres singulières et incomparables vertus qui reluisent en sa majesté et le bien inestimable qu'elle a faict à tous ses subjectz de les maintenir et conserver en paix et tranquillité, outre plusieurs aultres raisons et considérations que mondict Sgr le président à représentées à ladicte assemblée par un long et docte discours.

En suite duquel le sieur de Fumel, syndic dudict païs du Gévaudan, a faicte la réquisition ordinaire ausdictz sieurs commissaires, de permettre la continuation de ladicte assemblée pour estre par icelle délibéré et pourveu, tant sur le faict desdictes commissions que aultres affaires importans le bien et soulaigement dudict païs; laquelle permission a esté, par lesdictz sieurs commissaires, accordée en la manière acoustumée, et incontinent après lesdictz sieurs de Guilleminet et de Mallevielle sont sortis hors de ladicte assemblée.

Et après que les sieurs envoyez et députés desdictz Estatz ont eu remis leurs pouvoirs, charges et procurations, et lecture faicte de chascune d'icelles, ilz ont esté exhortés par mondict seigneur le président de procurer le bien et advancement du service du Roy et le repos et



soulagement du pauvre peuple et ne publier les délibérations des Estatz ; ce que tous les assistans ont promis, et à ceste fin presté le serment acoustumé.

Et daultant que les procurations ou pouvoirs des consuls de Lengaigne, de la viguerie de Portes. — Bertrand et Barre, ont esté jugées defectueuses, mesmes celles de ladicte viguerie et Barre, à cause de certaines clauses et restrictions y contenues, comme contraires aux privilèges et libertés du païs ; a esté conclud que chascun desdictz consuls sera tenu faire réformer sa procuration, suivant l'ancien stile et icelle rapporter dans trois jours ; autrement, à faulte de ce faire, l'entrée des Estatz leur sera interdite durant la présente assemblée.

A laquelle estoient assistans, les sieurs députés cy après nommés, président en icelle mondict seigneur de Mende, comte de Gévaudan, assavoir pour l'estat ecclésiastique : vénérable personne M<sup>e</sup> André de Chanoillet, docteur ez droictz, chanoine en l'église cathédrale de Mende et envoyé par MM. du vénérable chapitre de ladiete église ; frère Pierre Pégurier, religieux et sacrestain d'Aubrac ; M<sup>e</sup> Guillaume Ouvrier, prêtre, bénéficié en ladicte église cathédrale, envoyé de M. le prieur de Lengaigne ; M. le commandeur de Paliers, en personne ; M. le commandeur de St-Jehan, en personne. Et pour MM. les barons et autres de la noblesse ; M. le baron d'Apchier, en personne ; M. Jehan de La Fayette, sieur de Haultefeuille, envoyé par M<sup>re</sup> de Mercœur pour la baronnie de Mercœur, estant en tour la présente année ; noble Claude Pollalion, sieur de Bouzolz, assistant comme tuteur de M. le baron de Camilliac ; noble Jehan d'Achard, sieur de Mérignac, envoyé par Madame du Hault-Villard, pour la baronnie de Cénaret ; noble Es-



tienne de Sabran, sieur des Alpiez, envoyé de M. le baron du Tournel ; M. de Gibertés, sieur de Montrodât, en personne ; M. de Cogossac, sieur de Servièrre, en personne ; noble Pierre de Rochemeure, sieur de Fraisse, envoyé de M. d'Allenc, noble N. du Mazel, sieur de Ste-Colombe, envoyé de M. de St-Auban ; M<sup>e</sup> Guillaume Bardon, docteur ez droictz, juge ordinaire et envoyé pour M. de Mirandol ; noble Jacob de Randavel, sieur d'Ynosses, envoyé de M. de Sévérac ; noble Symon d'Aubignac, sieur du Triadou, envoyé de M. de Gabriac ; Jean Jacques de Cros, sieur de la Combe, envoyé de M. d'Arpajon ; M. Jean Rodes, aussi docteur ez droict, envoyé de MM. les consulz nobles de la Garde-Guerin. Et pour le Tiers Estat, ont assisté : M<sup>e</sup> Jehan Gleize, docteur ez droictz, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Mende ; Pierre Gisquet, bourgeois et 2<sup>e</sup> consul ; Jacques Fontibus, marchand et 3<sup>e</sup> consul de ladite ville de Mende ; Pierre Laurens, sieur de Péjas, bourgeois et 4<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejols ; M<sup>e</sup> Pierre Boissonnade, 1<sup>er</sup> consul de Chirac ; Jehan Aguillon, 2<sup>e</sup> consul de la ville de la Canorgue ; M<sup>e</sup> Estienne Ranpan, docteur ez droictz, pour le consul de la ville de Saulgues ; Pierre Vigier, bourgeois et 4<sup>er</sup> consul de la ville du Malzieu ; M<sup>e</sup> Anthoine Bonafos, notaire et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Florac ; noble Jehan d'Albignac, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Sainte-Enymie ; Jacques Mercier, 1<sup>er</sup> consul de Chateauneuf-de-Randon ; M. Claude Broillet, pour le syndic de la ville de Serverète ; M. Pierre Pol, pour les procureurs de St-Estienne de Valfrancisque ; M. Jehan Julien, consul de la ville de Lengoigne ; M<sup>e</sup> Guillaume Delort, procureur de la viguerie de Portes ; M<sup>e</sup> Jehan Claret, procureur de Barre ; M. Jehan du Peyron, syndic de la ville



de St-Auban ; M<sup>e</sup> Michel Flourit, pour le procureur du mandement de Nogaret.

Dudict jour, 28<sup>e</sup> de novembre, de relevée.

Les Estatz assamblez au lieu susdict, président mondict seigneur de Mende, comte de Gévaudan.

Ledict sieur de Fumel, syndic dudict païs a faict rapport à l'assemblée de l'estat des procès et aultres affaires du païs qui avoient esté poursuiviz, traittés et négociiez durant l'année par l'advis et direction de MM. les commis et députés dudict païs, tant devers le Roy et nosseigneurs de son Conseil que en la Cour des Aydes et aillieurs ayant par ung long discours particulièrement représenté ce qui s'estoit passé de plus important ausdictz affaires et la faveur et bons offices qu'il auroit pleu à mondict Sgr de Mende, continuer de départir audict païs, estant lors en Cour, à toutes occasion qui s'estoient présentées sur lesdictz affaires. Et d'autant qu'une bonne partie diceulx, n'ont jusques icy peu estre terminez, ladicte assemblée, ouy ledict rapport et la réquisition dudict syndic, a trouvé bon de délibérer particulièrement sur chascun desdictz affaires.

En premier lieu, sur le procès intenté audict Conseil du Roy, soubz le nom des syndic de certaines paroisses de la montaigne et environs de Saint-Chély-d'Apchier, opposans à la levée des restes et arreraiges des deniers extraordinaires et municipaulx dudict diocèse. Après avoir esté faicte lecture en ladicte assemblée des délibérations cy-devant prinses, par lesdictz Estatz, sur ce mesme affaire, et attendu que les susdictes paroises ont en ce faict moins de raison et d'occasion de former telles



oppositions que toutes les autres paroisses du diocèse qui sont huict fois en plus grand nombre, lesquelles ont tousjours payé ou sont en debvoir de payer desdictz restes suivant les reiglemens qui ont esté faictz ausdictz Estatz, autorisez par lettres patentes du Roy, obtenues par le syndic du païs, et que lesdictes paroisses ne font ladicte poursuite que par l'induction de quelques particuliers personnes, aulcuns desquelz estans chargés des deniers desdictz restes, où s'en estant prevalluz et les autres retirans du profit et commodité de ceste poursuite en leur particulier, ont suscité ce moyen pour tenir le païs en division et le remplir de désordre et confusion ; empeschans, par toute sorte d'artifices que ce differend soit terminé ny par la voye de la justice, ny par voye d'accord, comme les effectz l'ont monstré dez le commencement et durant tout le cours du procès en diverses manières, mesmes en ce que bientost après ladicte opposition, lesdictz Estatz se trouvant lors assemblez, désireux, comme ilz doibvent de l'union et du soulagement et repos du païs auroient par plusieurs fois semond et interpellé lesdictes paroisses de venir en leur assemblée pour y faire leurs plaintes et y desduire leurs griefz si aulcuns ilz en avoient, avec assurance qu'il leur seroit pourveu et rendu toute la justice qui se pouvoit à juste occasion desirer d'une telle compagnie, composée de leurs compatriotes et voisins, marris de les veoir divisez par leur mauvais conseil de leur communauté du païs, et toutesfois lesdictes parroisses esté detournées de la volonté quelles avoient de prendre ceste voye comme la plus courte et la meilleure, pour leur bien et soulagement. Et au lieu de cela ou bien de faire promptement poursuivre ung arrest au Conseil pour



vuyder ce differend qui estoit seulement fondé par les opposans, sur le prétexte de la levée des arreraiges des deniers du Roy et non aultres, prétendans en debvoir estre deschargez par le moyen de la remise générale, faicte par sa majesté, desdictz arreraiges à tous ses subjectz, lesdictes paroisses auroient esté induittes pour embrouiller davantaige les affaires et faire consommer lesdictes paroisses et le reste du païs en fraiz, de former une nouvelle et seconde opposition sur la levée de toute nature de deniers extraordinaires et municipaulx, ausquelz le païs a acoustume de contribuer, pour subvenir à l'acquittement des debtes et aultres affaires et nécessités publiques et sans lesquelz la communaulté ne peult subsister; ayans à ceste fin faict présenter au Conseil une requeste plaine de faictz supposez et calompnieux et tendans à l'anéantissement du bon ordre et des anciens privilèges des Estatz dudict païs. Mais encores pour nourrir davantaige ce differend et en empescher le jugement audict Conseil, voyans la vifve poursuite que ledict syndic en faisoit faire en la bonne yssue qu'il en pouvoit justement espérer à l'avantaige du païs, feignans de recougnoistre leur faulte et désirer une bonne reconciliation pour jamais avec ladicte communaulté, ilz auroient, par les belles parolles, prières et protestations du sieur Prieuret, leur agent et solliciteur en Cour, obtenu de mondict Sgr de Mende et du substitut dudict syndic, surséance de ladicte poursuite pour ..... mois, plus pour destourner ledict jugement que pour aulcune volonté de réparer les choses passées et procurer ung bon accord comme ilz auroient tesmoigné par leurs derniers actes; ayant à dessein empesché que les arbitres nommez pour l'accord ne se sont assamblés, contre



ce qu'ilz avoient promis et recherché, prenans pretexte d'ung costé que la ville de Mende leur estoit suspecte et de l'autre qu'ilz n'avoient moyen ny ne debvoient fournir aux fraiz ny à la despense de leurs arbitres, de toutes lesquelles susdictes choses et aultres particulièrement représentées par ledict syndic, ladicte assemblée ne pouvant attendre à l'advenir lesdictes paroisses ou de ceulx qui les guydent qu'une tres mauvaise intention et volonté avec des effectz pernicioeux au publicq, outre une infinité de fraiz, despens, dommaiges et interestz que le païs a souffert depuis desdictes oppositions et qu'il est en danger d'encourir et supporter cy après à cause des retards que ledict procès apporte à l'acquittement des debtes communs d'icelluy, pour raison desquelz les créanciers dudict païs ont faict condamner ledict syndic à plusieurs despens, dommaiges et interestz envers eulx à faulte de payement du principal. Pour ces considérations a esté conclud que ledict syndic fera continuer vifvement la poursuite du jugement dudict procès audict Conseil par celuy qui pour cest effect a esté député de la part dudict païs, sans plus s'arrester audict accord, duquel lesdictz Estatz ont jugé lesdictes parroisses debvoir demeurer totalement excluses à l'advenir, sinon en cas quelles se représentent avec leurs arbitres dans quinze jours pardevant MM. les commis du païs, pour vuyder ledict differend par le moyen dudict arbitrage; auquel cas lesdictz Estatz, pour oster tout prétexte ausdictes paroisses remettent à la prudence et discretion desdictz sieurs commis deslire et capter tel lieu dans ce diocèse qu'ilz adviseront bon estre, pour s'assambler, affin de procéder audict arbitrage; le tout néantmoins sans préjudice de la



poursuite que peult faire audict Conseil le député dudict païs ny de l'arrest qui s'en pourroit ensuivre pendant ledict traité à l'avantage et profit dudict païs.

Sur aultre procès pendant audict Conseil, touchant la somme de 13,190 livres demandée par le sieur de Montchal, receveur général du taillon du païs de Languedoc, en laquelle il avoit faict condamner ledict diocèse par arrest de la Cour des Aydes de Montpellier, à cause des restes des deniers dudict taillon, des années 1585, 1587 et 1589. Veu par ladicte assemblée les délibérations cy devant prinses sur cest affaire, tant par les Estatz dudict diocèse que par MM. les commis et députés d'icelluy, et attendu les justes raisons et exceptions qu'il a pour se faire descharger de ceste partie envers ledict sieur de Montchal et qu'icelluy sieur de Montchal n'a voulu tenir l'accord et composition qu'il avait pleu à mondict Sgr de Mende, estant lors en Cour, de moyenner et procurer jusques à la somme de 1,200 escus pour toutes prétensions dudict sieur de Montchal contre ledict diocèse ; veu aussi les lestres escriptes tant par le sieur de Lafon, avocat au Conseil que par le sieur Colomb, député dudict diocèse, par lesquelles ilz donnent bonne espérance audict sieur syndic de l'yssue de ce procès pour le bon droict dudict diocèse et la recommandation qu'il a pleu à mondict Sgr de Mende d'en faire à nosseigneurs du Conseil, avant son partement de la Cour ; a esté conclud que par ledict syndic sera escript audict député et audict sieur de Lafon de continuer à poursuivre le jugement dudict procès contre ledict sieur de Montchal, avec la prudence et discretion requise en affaire de telle importance et comme ilz ont jusques icy faict.

Et pour le regard d'aultre procès qui est de mesme



pendant au Conseil, pour raison des interestz ausquelz ladicte Cour des Aydes de Montpellier a condempné ledict syndic envers M<sup>e</sup> Philip Mérimon à cause de certaines parties procédans de la capitulation faicte avec M. de Fosseux, pour la reddition de la ville de Mende, desquelles parties ledict Mérimon s'est faict faire et a recherché le transport pour vexer le diocèse par tous les moyens dont il s'est peut adviser, quoyque lesdictz interestz ne luy soient deubz par ledict diocèse, attendu que la somme principale a esté acquittée et que par lettres patentes du Roy, ledict diocèse a esté deschargé lesdictz interestz ; a esté de mesme conclud que ledict député fera soigneusement poursuivre ledict procès par ledict député pour en obtenir ung arrest le plustost que faire se pourra, attendu mesmes les subterfuges et cannilations dont ledict Mérimon uze pour empescher le jugement audict conseil.

Et sur l'exposition faicte par ledict syndic, du faict du procès qui avoit esté intenté contre ledict diocèse par les habitans de la ville de Maruejols, fondé sur deux prétensions qu'ilz ont, l'une qu'en l'exemption des tailles qu'il avoit pleu au Roy leur accorder durant certaines années, bien qu'elles soient expirées et que durant icelles ilz doibvent néautmoings demeurer exemptz et deschargez à l'advenir des impositions qui se feront audict diocèse pour l'acquittement des debtes et affaires communs d'icelluy si lesdictz debtes ont esté conceuz auparavant ou durant lesdictes années de ladicte exemption ores que l'imposition n'en ayt esté faicte esdictes années, et l'autre qu'en considération de ce que leurs maisons, ont esté ruynées par l'injure de la guerre et le nombre d'icelles diminué, comme aussi leur



capage et cabal, l'on ne doit, en procédant au département des deniers du Roy et aultres ou ilz sont contribuables, se reigler pour leur regard sur le pied des anciens compoix et tariffes dudict diocèse ains seulement les cotizer à proportion et selon le nombre de leur maisons et l'estat auquel se trouve de présent leur cha-  
paige et cabal, comme estant grandement diminué depuis la prinse et bruslement de leur ville, advenue en l'année 1586 ; ayant ledict sieur syndic, représenté sur ceste affaire que pour avoir esté lesdictz habitans toujours fort favorablement traittez en ladicte Cour des Aydes et mesmes sur le faict de ladicte exemption ; considéré dailleurs qu'en ce procès il s'agissait de l'interprétation des Lettres patentes de sa majesté, touchant ladicte exemption, dont la cougnoissance apartenoit au Conseil de sadicte majesté ; il auroit estimé estre de son debvoir de s'ayder des provisions obtenues, portans evocation audict Conseil de toutes instances et procès du pais pendans et a intenter en ladicte Cour des Aydes ; et à ceste fin auroict faict donner assignation ausdictz habitans pardevant nosseigneurs dudict conseil après l'intimation faicte à ladicte Cour des Aydes des susdictes provisions, portans interdiction à ladicte Cour ; néamoings seroit arrivé que ladicte Cour, sans avoir esgard ausdictes interdictions n'auroit laissé de passer outre en jugement dudict procès, ayant bientost après donné arrest sur icelluy, par lequel lesdictz habitans sont condampnez au payement de leur cottité desdictz debtes et aultres affaires communs dudict diocèse. Et pour le regard de l'autre chef, touchant la diminution et retrenchement de leur ancienne quote, ilz ont esté renvoyez aux Estatz dudict diocèse. En quoy lesdictz habitans se



voyant frustrer de leurs espérances, ilz ont délibéré à ce que ledict syndic a entendu, pour empescher l'exécution dudict arrest et le rendre illusoire, de se servir de ladicte interdiction et la prendre à leur advantaige, arguant ledict arrest de nullité comme donné par juges interdictz et font estat d'aller tenir ladicte assignation audict Conseil et y faire une nouvelle poursuite sur lesdictes prétensions ; requérant icelluy syndic qu'il pleust à l'assemblée d'en délibérer. A esté conclud que ledict syndic fera faire la présentation sur ladicte assignation et toutes poursuites nécessaires pour le païs audict Conseil contre lesdictz habitans de Maruejols en cas qu'ilz y poursuivraient de leur costé contre ledict païs.

Et sur ce que ledict syndic auroit représenté qu'encores que M. Pierre Portalès, cy devant receveur électif dudict diocèse, ez années 1591 et 1592 et d'une imposition de l'année 1594, après avoir longuement vexé et molesté le diocèse par procès en la Cour des Aydes, fust enfin demeuré d'accord de toutes les prétensions qu'il avoit contre ledict diocèse moyennant la somme de 13,800 livres, à laquelle auroit esté convenu avec luy par les gens des Estatz dudict païs, suivant le contract d'accord et transaction sur ce passé en l'année 1601, néaulmoings il n'auroit laissé, peu de temps après, de remettre ledict diocèse en procès en ladicte Cour des Aydes, non seulement pour raison de la somme de 6,000 livres restans dudict accord mais encores pour plusieurs aultres parties qu'il avoit quittées par icelluy, comme deppendans du faict de sa recepte ; desquelles toutesfois il pretend le païs luy estre debiteur ; à quoy ledict syndic auroit opposé ledict contract, portant quittance de toutes choses, moyennant ladicte somme avec



plasiours aultres pertinentes raisons, pour abatre telle demande.

Et quant à la somme de 6,000 livres restantes dudict contract d'accord, auroit insisté ny avoir lieu d'entrer en payement d'icelle, qu'au préalable ledict Portalès n'eust appuré ses comptes par luy renduz au païs, du faict de ladicte recepte, et ce faisant, remis devers le païs un grand nombre d'acquictz qu'il doibt sur plusieurs articles desdictz comptes de grandes et notables sommes de deniers qui ont esté passées audict Portalès en la despense d'iceulx comptes, soubz debet de quittance ; ce que ladicte Cour ayant depuis ordonné par arrest sur ce intervenu, ledict Portalès travaille maintenant pour faire ledict appurement devers la Cour, en laquelle il se promet d'obtenir par mesme moyen, condampnation contre ledict diocèse, tant de ladicte partie de 6,000 livres et interestz d'icelle que des aultres sommes dont il faict instance en son propre nom en ladicte Cour, oultre la poursuite qu'il y faict d'ailleurs soubz le nom emprunté de M. de Fizes, comme remissionnaire des droictz dudict Portalès, en ce qui regarde le surplus des six deniers pour livre des gaiges et taxations à luy accordez par ledict diocèse aux contractz de bail de sa recepte lequel surplus ayant esté ledict Portalès contrainct, comme il dict, payer à Mgr le connestable suivant le don que le Roy luy en avoit faict, il prétend répéter sur ledict diocèse et à ceste fin en obtenir arrest de condampnation en ladicte Cour, contre icelluy, n'ayant voulu désister de ladicte poursuite, ores qu'il ayt faict intimer audict sieur de Fizes, sans assignation toutesfois, lesdictes Lettres patentes portant évocation audict Con-



seil d'État, des procès dudict diocèse, intentez en ladicte Cour des Ayde. Et quoy que ledict Portalès soit très mal fondé en ses prétensions et demandes, voire mesme en celle de ladicte partie de 6,000 livres qui semble estre claire et liquide quant bien il auroit fait l'appurement et descharge de sesdictz comptes, daultant qu'il se trouvera surpayé de longtemps de ladicte partie par le moyen d'ung *bis capit* d'environ 9,000 livres, fait par ledict Portalès sur ledict diocèse et naguières descouvert par ung certain personnaige audict syndic ; toutesfois, soubz le faulx donner entendre dudict Portalès qui desguise la vérité des affaires, il est porté et soustenu en sesdictes poursuites par des personnes de qualité contre ledict diocèse et mesmes par M. le trésorier Portalès, son cousin, auquel pour ceste cause, M. Dumas, jage du Chapitre, estant dernièrement aux Estatz généraulx de Languedoc pour ce diocèse, auroit prins subject d'en parler, et luy ayant représenté le peu d'occasion qu'il avoit d'assister sur cousin contre ledict diocèse en si mauvaise cause, il l'auroit enfin disposé en ceste volonté de faire dans quelques jours ung voiaige en ceste ville, pour conférer avec MM. les commis du païs, s'esclarcir et veoir par ses propres yeulx le fondz desdictz affaires au vray ; et après essayer de les resouldre et terminer à l'amyable, avec le païs, ainsi mesmes qu'il a escript audict syndic ; de sorte qu'il ne reste, si les Estatz le trouvent bon, qu'à lui marquer le temps auquel il se debvra rendre en ceste ville, ayant cependant promis, en attendant nouvelles desdictz sieurs commis, de faire surceoir lesdictes poursuites ; requérant, pour ces raisons, ledict syndic, qu'il pleust ausdictz Estatz luy déclarer sur ce leur intention, comme



en affaires très importants au païs, et néautmoings agréer la promesse qu'il a faicte à celuy qui luy a donné ledict advertissement dudict *bis capit* de le recougnostre et faire payer selon qu'il auroit esté contrainct luy accorder pour plus grand bien dudict païs, avant qu'il voulust descouvrir le fondz dudict advertissement, estimant que lesdictz Estatz ny feront aucune difficulté pour la notable commodité qui en reviendra au païs, auquel cestoit chose perdue sans ledict advertissement, lequel aussi ne pouvant estre descouvert que par le moyen de ladicte promesse, il eust estimer manquer à son debvoir d'en laisser perdre l'occasion et oportunité qui auroit esté cause que plus librement il sy seroit engagé de parolle et par escript. A esté conclud, attendu la qualité dudict sieur trésorier Portalès et sa bonne volonté, que ledict syndic luy escrira pour luy donner advis du temps auquel lesdictz sieurs commis auront jugé estre plus a propos qu'il s'achemine par deça, pour conférer avec luy desdictz affaires et essayer d'en demeurer d'accord, si faire se peult, à l'amyable, pour esviter à fraiz et despens de procès, ayant lesdictz Estatz donné pouvoir ausdictz commis de traiter dudict accord en présence de mondict Sgr le président et soubz le bon plaisir de la prochaine assemblée desdictz Estatz. Et au cas que l'accord ne succederoit, ledict syndic poursuivra contre ledict Portalès, tant pour la restitution dudict *bis capit* que pour l'apurement de sesdictz comptes et rendra tout aultre debvoir nécessaire pour la defense dudict diocèse contre les poursuites que ledict Portalès faict en son nom en ladicte Cour des Aydes pour sesdictes prétensions. Et pour le regard de celles dudict sieur de Fizes, touchant le remboursement du



surplus de six deniers pour livres desdictz gaiges et taxations, ledict syndic fera évocquer l'instance au Conseil du Roy et assigner, à ceste fin, en icelluy, ledict sieur de Fizes si ainsi par lesdictz sieurs commis et députés est jugé utile et nécessaire pour le bien du païs, en deffault dudict accord. Et quant à la promesse faicte par ledict syndic pour la recompense du personnaige qui a donné l'avertissement dudict *bis capit* de 9,000 livres ou environ, a esté conclud que ladicte promesse ainsi faicte par ledict syndic, pour le bien des affaires dudict païs, tiendra et sera effectuée, en cas toutesfois que ledict avertissement tourne au proffit et à la descharge et soulaigement dudict païs et non aultrement.

Délibérant aussi lesdictz Estatz sur ce que ledict syndic avoit rapporté à l'assemblée touchant le procès de longtemps introduict et pendant en ladicte Cour des Aydes, entre les habitans des Cévennes et ledict syndic dudict diocèse sur ce que lesdictz des Cévennes prétendaient être exemptz de contribuer à certaines despenses communes dudict diocèse et par mesme moyen debvoir estre remboursez de plusieurs sommes de deniers qui ont esté, pour ce regard, levées sur eulx, contre la teneur des arrestz de ladicte Cour ; ayant ledict syndic, particulièrement représenté ce qui avoit esté négocié ez assemblées qui avoient esté faictes, tant à Yspaniac qu'en ceste ville, entre MM. les députés dudict païs et ceulx desdictz habitans de Cévennes, sur l'arbitrage passé pour l'accord dudict differend ; a esté conclud que le traité et négociation dudict arbitrage sera continué en la présente assemblée pour y mettre la dernière main si faire se peult, pour le bien et soulaigement dudict diocèse.



Sur les plaintes qui ont esté faictes ausdictz Estat de certains abus qui ont esté commis par quelques receveurs dudict diocèse, en faisant la levée de leurs restes en ce qu'ilz font obliger les collecteurs et que quelques particuliers habitans desdictes paroisses envers eulx, tant pour lesdictz restes que pour les fraiz et despens des exécutions comme pour argent réallement presté, chose suspecte et contraire aux édictz et ordonnances du Roy et reiglement des finances et qui tourne à la foudre et oppression du pauvre peuple ; a esté conclud que les consulz des villes seront tenuz de s'informer particulièrement, chascun ez paroisses et villaiges qui deppendent du distroict et mandement desdictes villes, s'il y a aucuns collecteurs ou particuliers habitans desdictz lieux qui ayent esté contrainctz passer telles et semblables obligations ausdictz receveurs ou leurs commis, pour en advertir incontinent ledict syndic, auquel est enjoinct, en ce cas, faire contre les coupables, toutes les poursuites nécessaires, en sorte que la punition exemplaire s'en ensuive, pour le bien des affaires dudict païs.

Du vingt-neufviesme dudict mois de novembre,  
du matin.

Domp Pierre Laurens, religieux et syndic de l'abbaye des Chambons, s'est présenté à ladicte assemblée pour y estre receu pour M. des Chambons, en vertu de la procuration du sieur vicaire général de ladicte abbaye ; et ladicte procuration veue et le sèrement par luy presté, il a esté receu en ladicte assemblée pour y avoir séance et voix délibérative, en l'absence dudict sieur des Chambons.



S'estant présenté noble Martin Bazalgète, sieur d'Auroux, requérant d'estre receu en ladicte assemblée pour M. le baron de Céneret, tant en vertu de la procuration de noble Claude de St-Aond, comme tuteur de M<sup>e</sup> Gilbert de La Tour, sieur et baron de St-Vidal et dudict Céneret que aussi suivant l'arrest de parlement de Toulouse donné par la Chambre en vacation, le 2<sup>e</sup> jour d'octobre dernier, par lequel est mandé aux députés des Estatz généraulx de Languedoc et particuliers de Gévaudan et Vellay, ne donner aucun empeschement audict sieur à l'entrée et séance desdictz Estatz. Au contraire noble Jehan d'Achard, sieur de Mérignac, insistant à ce que ledict Bazalgète fut renvoyé et rejeté et luy maintenu et conservé en la séance acoustumée des envoyez du sieur baron de Céneret, comme y ayant esté desjà receu par lesdictz Estatz, en vertu de la procuration de M<sup>me</sup> de Haultvillar, à laquelle appartient ledict droict d'assister ausdictz Estatz, aussi que l'arrest duquel ledict Bazalgète se veult servir, a esté obtenu par surprize, parties non ouyes ; a esté conclud, veu ledict arrest, qu'en vertu d'icelluy et de ladicte procuration dudict sieur de St-Aond, tuteur susdict, ledict Bazalgète aura entrée, séance et voix délibérative ausdictz Estatz, au rang et lieu des envoyez du sieur baron de Céneret, et ledict de Mérignac en demeurera exclud.

S'est encore présenté noble Claude Boyer, sieur de St-Laurens, avec procuration de M. le baron de Peyre, laquelle veue et le sèrement par luy presté, a esté ordonné qu'il sera receu. Et d'aultant que se voulant asseoir, il a trouvé la place qu'il prétend luy appartenir, occupée par l'envoyé de M. le baron du Tournel qui ne luy auroit voulu céder, ledict sieur de St-Laurens a



protesté ne voulloir assister audictz Estatz pendant ladicte occupation et est sorty.

Lesdictz Estatz conférant des conditions de l'accord commencé avec les habitans des Cévennes, après avoir esté faicte lecture des articles qui avoient esté communement dressez et accordez soubz le bon plaisir desdictz Estatz, entre lesdictz sieurs commis et députés du païs et les consulz desdictes Cévennes, ont advisé, pour les articles concernans la taxe du deffray des gens desdictz Estatz, des commissaires des assiettes et desdictz sieurs commis et députés du païs et des officiers d'icelluy et de leurs gaiges et vacations, de deputer certains personnaiges de l'assemblée, pour vérifier s'il y a lieu d'apporter quelque modération ausdictes taxes, sans faire préjudice aux affaires dudict païs et en donner advis à l'assemblée, et pour ce faire, ont esté nommez MM. du Chapitre de Mende, de Paliers, MM. le baron d'Apchier, de Montrodat, l'envoyé de M. de Portes, les consulz de Mende, de Maruejolz, Chirac, Salgues et deux des Cevennes, telz qu'ilz choisiront entre eulx.

Et sur l'article du voiaige des députés aux Estatz généraulx pour le Tiers-Estat, a esté conclud que pour ledict Tiers-Estat dudict diocèse ne pourront aller ausdictz Estatz généraulx que trois députés seulement, assavoir : ung des consulz de ladicte ville de Mende et ung aultre de Maruejols et le syndic du païs ou telz aultres personnaiges qui pourront estre députés en leur place pour cause d'empeschement ou légitime escuse. A laquelle conclusion, le sieur premier consul de Mende, a dict ne voulloir ny pouveoir consentir, daultant que par icelle l'on retransche l'assesseur du consul de ladicte ville de Mende, laquelle, comme les aultres villes capi-



talles du païs de Languedoc a acoustume d'envoyer assesseur ausdictz Estatz généraulx avec ledict consul, qui est ung privillège que lesdictz Estatz ne peuvent oster à ladicte ville, à cause de quoy a requis ladicte assemblée de revocquer ladicte délibération, aultrement qu'il en aura recours et en fera plaincte ausdictz Estatz généraulx et partout ailleurs ou besoin sera, pour y estre pourveu.

Pour l'audition des comptes du receveur dudict diocèse, ont esté nommez MM. du Chapitre de Mende, de St-Jehan, les envoyez de MM. de Ste Enymie, de Mercœur et du Tournel, M. de Servièrre, l'envoyé des consulz nobles de la Garde-guérin, MM. les commis du païs et les consulz de Chirac, la Canorgue, Salgues, St-Chély, le Malzieu et deux des Cevennes ou la plus grande partie d'iceulx en l'absence des aultres.

Sur la requisition faicte par M. Jehan Roux, commis à faire la recepte dudict diocèse, l'année derniere 1605, à ce qu'il pleut ausdictz Estatz procéder à l'audition de son compte ainsi qu'il luy fut promis en la derniere assemblée des Estatz, tenue à Maruejols, et par mesme moyen, le relever des fraiz, despens, dommaiges et interestz qu'il a souffertz, tant à cause des empeschemens à luy donnez en ladicte recepte par le moyen des oppositions formées sur icelle et des contraintes dont les créanciers du païs ont uzé contre luy, qu'à l'occasion des avances qu'il a esté contrainct faire pour ledict païs. Veu la délibération prinse sur semblable réquisition en la dernière assemblée les Estatz, le 28<sup>e</sup> janvier dernier; a esté conclud, pour les raison contenues en ladicte délibération et attendu que cest une mesme chose. que ladicte délibération tiendra et sera suivie et effectuée selon sa forme et teneur.



Et d'autant que M<sup>e</sup> Hercules Speronnat, receveur dudict diocèse doibt entrer en exercice l'année prochaine, ledict Roux, comme son procureur, a requis lesdictz Estatz luy faire délivrer les départemens des deniers ordinaires qui seront imposez en ceste assemblée, pour en faire la levée, selon le deub de sa charge. Et pour le regard de l'extraordinaire, ledict Roux a offert de faire la condition meilleurs que tout aultre au profit et soulaigement du païs, cautionner suffisamment, et si besoing est avancer le deffroy.

Dudict jour, vingt neufviesme dudict mois de novembre, de relevée.

Sur la réquisition faicte par M<sup>e</sup> Estienne Bastide, commis à faire la recepte dudict diocèse, l'année 1604, qu'il pleut à l'assemblée procéder à l'audition de son compte de l'administration par luy faicte des deniers imposes en ladicte année, et à cest effect députer des auditeurs, disant estre venu exprez en ceste ville et porté acquitz; requérant aussi pour les empeschemens donnez à sa recepte de pouveoir à son indemnité. Veu par ladicte assemblée les délibérations prinses aux derniers Estatz, sur semblable réquisition, et attendu que les mesmes empeschemens de l'année dernière durent et n'ont encores esté levez, occasion de quoy ledict Bastide ne peut compter nettement et entièrement de sadicte charge, comme il est requis, pour le bien des affaires du païs; a esté conclud qu'il sera surceu à l'audition dudict compte, attendant que lesdictz empeschemens ayent esté ostez, ce qui pourra estre dans six mois, soit par arrest du Conseil d'Estat ou par accord avec les opposans, et pour l'indemnité requise par ledict Bas-



tide, y sera pourveu selon et ainsi qu'il est porté par lesdictes délibérations de l'année dernière.

Sur ce que le sieur de St-Laurens, envoyé de M. le baron de Peyre a requis luy estre donné place en ladicte assemblée, au rang des barons et ce immédiatement après l'envoyé de M. le baron du Tour, attendu que suivant l'ordre ancien, ceste place luy est duee en l'absence dudict sieur baron de Peyre ; au contraire les envoyez des aultres sieurs barons insistans que chacun doibt prendre place selon qu'il arrive à l'assemblée, occasion de quoy, ne voulant céder leurs séances audict sieur de St-Laurens ; après avoir esté veue la délibération prinse, le XII<sup>e</sup> janvier 1601, en l'assemblée des Estatz tenuz en ceste ville sur semblable différend ; a esté conclud que ladicte délibération tiendra et sera suivye. De laquelle ayant esté faicte lecture audict sieur de St-Laurens, il protesté de ny acquiescer.

S'est présenté à l'assemblée le sieur Duclaux — Montredon, lequel, pour et au nom du sieur Parades de St-Estienne-de-Valfrancisque, comme ayant droict à l'office de receveur ancien des tailles dudict diocèse et estant l'année prochaine celle dē son exercice, a requis l'assemblée luy faire délivrer l'assiette et département des deniers ordinaires pour en faire la levée en ladicte année. Et pour le regard de la recepte des deniers extraordinaires a faict offre de la mettre au rabais et faire la condition du païs la meilleure qu'il luy sera possible, pour le désir qu'il a de servir le païs. Au contraire M<sup>e</sup> Jehan Roux, commis du sieur Hercules Speronnat, aussi receveur desdictes tailles, a dict que l'année prochaine est celle de l'exercice dudict sieur Speronnat et non dudict Parades ny d'aultre ; à cause de quoy les-



dictz départemens luy doibvent estre baillez. D'autre part, M. François de La Roche, commis de M. Marcelin de Manfacier, ausdictz receveurs desdictes tailles, a remonstré que par le moyen de l'office de receveur triennal dont ledict sieur de Manfacier est pourveu, il doibt entrer en exercice ladicte année prochaine et que pour cest effect il requiert ladicte assiette ordinaire luy estre délivrée et non à aultres. Surquoy attendu que ce differend ne regarde les deniers du païs ains seulement les deniers du Roy ; a esté conclud que les parties se retireront, pour ce regard, devers MM. les commissaires de l'assiette, auxquelz appartient de les régler.

Les sieurs députés à veoir les articles dressez pour l'accord du différend d'entre le syndic dudict diocèse et les habitans des Cevennes, ont fait leur rapport par l'organe de M. le lieutenant de Chanoillet, de ce qui avoit négocié sur cest affaire ; ayant ledict sieur de Chanoillet représenté les difficultés que faisoient lesdictz des Cevennes sur plusieurs desdictz articles, la pluspart desquelz néautmoings avoient esté acommodez et ne restoit guières plus que l'article faisant mention des impositions qui regardoient le profit particulier du haut Gévaudan. Sur quoy a esté conclud que ledict sieur de Chanoillet est prié de veoir lesdictz articles pour essayer de les racommoder et reduire en termes que lesdictz des Cevennes puissent estre rendus capables de la raison.

Sur ce que le sieur Dumas, juge de Chapitre de Mende, qui auroit assisté à l'assemblée des Estatz généraulx, dernièrement tenuz à Pezenas, pour le syndic dudict diocèse a remonstré que lesdictz Estatz généraulx désirans prendre une resolution sur le faict des arrestz



donnez au Conseil du Roy, contenant descharge au profit de la ville de Tholose, de sa taxe et portion du taillon ou imposition pour les ustencilles et commutation de vivres en argent de la gendarmerie, auroient arresté que les syndictz des diocèses de Viverois, Mende, le Puy et Mirepoix, formeroient opposition pardevant MM. les commissaires présidens pour le Roy ausdictz Estatz généraulx sur le reject dudict taillon ; et sur le renvoy qu'ilz en pourroient faire à sa majesté, lesdictz syndictz presteroient le nom au païs pour en faire toutes poursuites nécessaires, desquelles lesdictz Estatz auroient chargé le sieur de La Mothe, l'ung des syndicz généraulx dudict païs, soubz condition, qu'en cas de succombation, lesdictz Estatz relèveront lesdictz diocèses, leur syndicz et habitans, tant du principal que de tous despens, dommages et interestz, d'autant que le Conseil dudict païs a trouvé nécessaire de faire faire lesdictes poursuites au nom de quelques diocèses et des plus chargés de debtes et non par le général dudict païs, parce que lesdictz arrestz ont esté donnez en contradictoire jugement, ayant lesdictz Estatz esleu et choisy lesdictz quatre diocèses pour prester leurdict nom à ladicte pourzuite et à ces fins prié les députés d'icelles de passer les procurations nécessaires à celuy qui leur seroit nommé par ledict sieur de La Motte, syndic. A laquelle délibération satisfaisant les députés des aultres trois diocèses avec ledict sieur Dumas, ilz auroient formé ladicte opposition et soubscrit à icelle ; requerant occasion de ce ledict sieur Dumas, qu'il pleut à ladicte assemblée agréant cest acte comme faict pour le bien général de la province et le particulier dudict diocèse et suivant la délibération desdictz Estatz généraulx, portant relief, arres-



ter et conclure qu'il en demeurera, par mesme moyen, relevé envers ledict diocèse, et néautmoings passer la procuration nécessaire pour faire ladicte poursuite devers sa majesté. A esté conclud, après avoir esté faicte lecture de l'extraict de ladicte délibération, ensemble d'une lettre escripte à mondict seigneur de Mende, président par ledict sieur de La Motte, sur ce subject, que par le syndic dudict diocèse ladicte procuration sera passée en la meilleur forme qui se pourra, pour icelle envoyer audict sieur de La Motte, à l'effect de ladicte poursuite; donnant lesdictz Estatz pouveoir spécial audict syndic, de passer ladicte procuration au nom dudict pais, avec toutes clauses et submissions en tel cas requises et necessaires; agréant lesdictz Estatz tout ce que par ledict sieur Dumas a esté faict touchant ladicte opposition, suivant ladicte délibération desdictz Estatz généraulx, avec promesse de l'en relever envers ledict diocèse et tous au'tres qu'il apartiendra.

Sur l'exposition faicte par ledict sieur de Fumel, syndic dudict diocèse, de l'occupation que les consulz et habitans de la ville de Montpellier ont faicte depuis peu de temps de deux collèges de ladicte ville, fondez en faveur des escholliers originaire dudict diocèse, l'ung pour l'estude et profession des loix et l'autre de la médecine, y ayant lesdictz consulz introduict et mis en possession quelques Cordeliers au lieu desdictz escholliers qu'ilz en ont chassé et y maintiennent lesdictz Cordeliers. au préjudice dudict diocèse, ores que lesdictz consulz ayent esté souvent requis et interpellés de les faire vuyder et que par arrest de la Cour de Parlement de Tholose, sur semblable occupation faicte par lesdictz consulz, ces dernières années, les maistres aux artz,



que lesdictz consulz y avoient introduict eussent esté contrainctz vuyder ledict collège et le quitter ausdictz escholliers, suivant ladicte fondation ; requérant ledict syndic, qu'il plaise à l'assemblée d'en délibérer à l'intérêt dudict diocèse ; a esté conclud, conformément aux aultres délibérations cy-devant prises ez assemblées des Estatz dudict diocèse et des commis et députés d'icelluy, que ledict syndic fera toutes poursuites nécessaires au nom et au despens communs dudict diocèse, tant en ladicte Cour de parlement que ailleurs ou besoin sera, jusques à ung arrest définitif pour faire vuyder lesdictz Cordeliers dudict collège et maintenir ladicte fondation en faveur desdictz escholliers originaires dudict diocèse.

Sur la requisition faicte par le sieur de Langlade, consul et juge de la ville de Salgues, à ce qu'il pleust ausdictz Estatz pouveoir au payement de la somme de 1,050 livres due aux consulz et habitans de ladicte ville pour restes et entier puyement de la somme de 2,400 livres à laquelle fut convenu et accordé pour tout ce que lesdictz habitans prétendoient contre le païs, comme est porté par la délibération de MM. les députés d'icelluy du 2<sup>e</sup> jour de may 1603, par laquelle, bien que ladicte somme restante fut payable entièrement en l'année 1605 ; toutesfois ledict païs ny auroit pourveu, ny pour le principal ny pour les interest, comme estoit raisonnable de faire, mesmes en considération de ce que lesdictz habitans de Salgues, pour avoir destiné et assigné ceste partie à M. Pierre Leneville, architecte, en déduction du prix faict de leur église, sont contrainct luy payer les interestz, à cause du retardement de ladicte somme ; a esté conclud qu'à la prochaine assemblée



des Estatz dudict diocèse, leur sera faict droict tant du principal que des interestz jusques à ladicte assemblée.

Sur la requeste présentée ausdictz Estatz par deux pauvres religieux estrangers, passans, allant de Rome à St-Jacques, leur a esté accordé, par aulmone, la somme de six livres.

Du dernier jour dudict mois de novembre, du matin.

Les sieurs qui ont esté députés pour conférer avec les consulz des Cévennes, pour acomoder les difficultés qui se présentent sur le traité d'accord commencé avec eux, ont de leur part travaillé à ce qui leur avoit esté pour ce regard commis par lesdictz Estatz et les aultres sieurs députés ont vacqué au règlement du deffray et aultres taxe.

Dudict jour dernier dudict mois de novembre,  
de relevée.

Lesdictz sieurs députés au faict dudict accord des Cévennes et reiglement desdictes taxes ont continué de vaquer ausdictes affaires et y ayant employé partie dudict jour, sont par après revenus à ladicte assemblée desdictz Estatz au lieu que dessus.

Sur la requeste présentée par noble Loys de Chavagnac, sieur de Meyronne, tendant à ce que les fraiz par luy faictz à la poursuite du procès criminel et de l'arrest de condempnation de la Cour de parlement de Tholose et exécution d'icelluy, intervenu contre les sieurs de Taillades, père et filz, prévenuz et attainctz de plusieurs crimes et malefices, fussent remboursez par le pais audict sieur de Meyronne, en considération du soulagement et commodité que le général dudict di-



cèse reçoit de ladicte exécution ; a esté conclud ny avoir lieu d'aulcun remboursement par ledict diocèse.

Les articles touchant le traité d'accord du différend des Cevennes après avoir esté reveuz, corrigés et modifiez par les sieurs députés des Estatz qui avoient esté commis à ce faire par ladicte assemblée, ayant esté représentez, leuz et releuz en icelle et jugé ne pouveoir estre plus favorablement accordez à l'avantage desdictz des Cevennes, sans par trop préjudicier aux privilèges, libertés et coutumes dudict diocèse ; a esté conclud que, suivant lesdictz articles ainsi corrigez, le contract dudict accord sera passé et stipulé par la présente délibération. Et en cas que lesdictz des Cevennes en feroient difficulté de leur part, ledict syndic continuera toutes poursuites nécessaires contre lesdictz des Cevennes, tant au Conseil du Roy que par tout ailleurs ou besoning sera pour la conservation desdictz privilèges, mesmes pour faire contribuer lesdictz des Cevennes à toutes impositions qui se font pour les affaires communs dudict diocèse, comme tous les aultres habitans d'icelluy.

Le sieur de Seras s'est présenté pour avoir séance en ladicte assemblée, comme sieur de Barre, et après avoir presté le sèrement acoustumé, a esté receu et a prins place.

Sur la proposition mise en avant en ladicte assemblée, s'il y a lieu de continuer à faire taxe pour le deffray des gens desdictz Estatz ou bien d'y apporter quelque modération ; après que les sieurs qui avoient esté cy-devant député par ladicte assemblée à faire vérification des anciennes taxes dudict deffray pour donner advis à l'assemblée du reiglement et modération que l'on y pourroit faire sans trop grande altération ny détriment



des affaires et privilèges du païs, et innovation de l'ordre d'icelluy, ont faict sur ce, leur rapport et présenté un mémoire, par eulx dressé, des taxes qu'ilz ont estimé pouveoir estre raisonnablement faictes en esgard aux personnes, au temps présent, valeur et estimation des vivres et aultres choses considérables rapportées et comparées au temps passé. Lecture faicte dudict mémoire, en plaine assemblée, l'affaire mis en délibération et considéré combien importe audict païs de maintenir ladicte assemblée, lesdictz Estatz, à l'instar des Estatz généraulx, pour la conservation des privilèges et libertés dudict païs et que d'abolir entièrement ledict deffray, feroit supprimer lesdictz Estatz, attendu qu'il ne se trouveroit presque personne en ce temps, qui voulust y venir à ses propres despens, eu esgard mesmement que ladicte assemblée ne se faict pas pour les affaires particuliers de ceulx qui y assistent, mais bien de toute la communaulté. Et d'aultre part de suivre l'ouverture faicte par quelques ungs de permettre à la noblesse de se faire rembourser et payer de leur deffray par leur subjectz et habitans de leurs terres, et aulx consulz des villes, par les habitans de chascune desdictes villes et communaultés qui en deppendent, ce seroit en ung inconvéuient plus dangereux et dommageable que l'ordre qu'on y a tenu jusques icy, parce que soubz prétexte dudict deffray, ceulx de la noblesse pourroient surcharger leursdictz subjectz de plus grandes sommes que ne monteroit ledict deffray, qui serviroit de couverture à l'abus qui s'y pourroit commettre. Et pour celluy des consulz des villes dudict diocèse qui assistent ausdictz Estatz, il n'y auroit point de raison



que la despense de 17 ou 18 consulz qui se trouvent chascune année en ceste assemblée, non pour les affaires de leur ville et communaulté seullement mais pour tous les habitans et Tiers Estat dudict diocèse, composé de neuf vingtz parroisses, fust portée et payée par lesdictz dix huit villes qui ne font que la neufviesme partie dudict diocèse, qui seroit user en leur endroict d'une grande surcharge et inégalité qui ne doibt avoir lieu. Pour ces raisons et aultres qui ont esté alleguées en ladicte assemblée, a esté conclud que les taxes dudict deffray seront faictes par ladicte assemblée ou les députés par icelle ainsi qu'il a esté de tout temps observé sauf de reigler et modérer lesdictes taxes le plus justement que faire se pourra, pour le soulaigement du pauvre peuple ; et MM. les commissaires de l'assiette seront requis de comprendre en l'assiette générale dudict diocèse, comme ilz avoient acoustumé, la somme à laquelle se trouvera monter ledict deffray.

Les sieurs de Fumel, syndic dudict diocèse a représenté à l'assemblée les grands affaires que le païs a sur les bras et entre aultres ung grand nombre de procès, pendans au Conseil du Roy, parlement de Paris et Tholose, Cour des Aydes et Chambre des Comptes ; desquelz la poursuite est très importante au païs et ne se peult faire sans grande despense, et que daillieurs surviennent tous les jours de nouveaulx affaires, auxquelz n'est possible non plus de pourveoir comme il apartient, sans des moyens, ainsi que chascun peult trop mieulx juger ; requérant à cause de ce, affin que lesdictz affaires ne demeurent retardez au grand préjudice et détriment dudict païs, qu'il pleust ausdictz Estatz, dy donner tel ordre qu'ilz adviseront bon estre. Surquoy a esté con-



clud et arrêté que MM. les commissaires de l'assiette seront requis comprendre, en leur prochain département, la somme de 3,000 livres pour subvenir aux fraiz et despens nécessaires desdictes poursuites et des aultres affaires occurrens dudict diocèse et icelle somme levée avec les aultres deniers des assiettes par le receveur dudict diocèse, pour estre par luy payée aux personnes et selon qu'il luy sera ordonné par les mandemens desdictz sieurs commis, syndic et députés, à l'effect que dessus.

Sur la plainte de certains habitans dudict diocèse qui a esté représenté à l'assemblée par M. le baron d'Apchier contre M. François de La Roche, commis à faire la recepte dudict diocèse, l'année dernière, des contraintes rigoureuses dont il a usé et des despens excessifz qu'il a faict payer en faisant sa charge et aultres abus qui tournent à la foudre du peuple ; a esté conclud qu'à la diligence du syndic dudict pais sera informé sur lesdictes plaintes contre ledict La Roche et luy poursuivy après ladicte information, selon qu'il y escherra, pour le bien des affaires du pais.

Et sur la délation faicte de mesme en ladicte assemblée par ledict sieur baron d'Apcher contre M<sup>e</sup> Estienne Armand, lieutenant, en cedit diocèse, de M. le prevost général de Languedoc, de ce que ledict Armand avoit intelligence avec le sieur de Malmont, ayant eu familière communication conférence et ensemble, depuis le temps de la condempnation de mort, intervenue contre ledict de Malmont, comme complice de l'assassinat commis en la personne de feu sieur vicomte d'Apchier, son frère ; requérant, à cause de ce, que par lesdictz Estatz fut procédé à la destitution du-



dict Armand et privation de sa charge de lieutenant dudict sieur prevost général ; protestant à desny de ce, d'en avoir recours à la Cour de parlement de Tholose, avec offre néautmoins faicte en tout cas par le sieur baron d'Apcher, de faire administrer termings au syndic dudict diocèse, pour faire informer contre ledict Armand, sur le faict de ladicte délation et faire toutes aultres poursuites nécessaires comme en chose qui regarde le bien général dudict diocèse ; a esté conclud que sur ladicte délation, faicte par le sieur baron d'Apcher contre ledict Armand, sera informé à la diligence dudict syndic, et ce toutesfois aux fraiz et despens dudict sieur d'Apcher et non dudict diocèse.

Sur la requeste présentée aux Estatz par M<sup>e</sup> Moyse Malgoyres, lieutenant de M. le prevost général de Languedoc, au diocèse de Nismes, tendant à ce qu'il pleust ausdictz Estatz luy acorder les gaiges ordinaires, pour avoir moyen de vacquer au debvoir de sa charge en ce que ledict sieur prevost général luy auroit donné commission et pouvoir de l'exercer en ce diocèse et au quartier des Cevennes, suivant la nomination faicte de sa personne audict sieur prévost général par les consulz desdictes Cevennes ; a esté conclud, attendu que la nomination des lieutenans, en ce diocèse, dudict sieur prevost général, apartient de tout temps aux Estatz du païs ou leurs commis, syndic et députés et nullement aux consulz des villes en particulier, et que M<sup>e</sup> Anthoine Rodier est pourveu depuis douze ou quinze années de ladicte lieutenance audict quartier des Cevennes, par commission dudict sieur Prevost général, ayant déclaré ausdictz Estatz ne se voulloir desmettre de ladicte charge ains continuer l'exercice d'icelle le mieulx qu'il



luy sera possible, comme il a jusques icy faict; qu'il n'y a lieu ny occasion, pour les raisons susdictes de recevoir ledict Malgoyres en l'exercice de ladicte charge et moyngs luy accorder aulcungz gaiges ny entretenement.

Finallement mondict Sgr de Mende, président ausdictz Estatz, après avoir loué Dieu de ce que l'assemblée s'estoit passée en paix et union et ayant exhorté les assistans à la continuation d'icelle et représenté par ung long et docte discours la dignité efficace et vertu de la bénédiction, l'auroit donnée ausdictz assistans, lesquelz se seroient incontinant après séparez; ce que auroit esté la fin desdictz Estatz.

Signé : ADAM, évêque de Mende, président.

---

1608

*Les Commissaires de l'assiette. — M. de Rousseau, coadjuteur de l'évêque de Mende préside les Etats. — Rôle de MM. les députés. — Procuration de M. l'abbé des Chambons et du consul de Barre à régulariser. — Opposition du baron du Tournel contre l'admission de l'envoyé de la baronnie de Cénaret. — Refus d'admission de l'envoyé de M. de Portes. — Arrêt de la Chambre des Comptes. — Etat des frais ordinaires à adresser au Conseil. — Mesures contre les exigences des créanciers du diocèse. — Dettes du pays à vérifier. — Plainte de divers habitans de la Fage-Montivernoux, contre M. Parat, receveur des tailles qui les aurait fait emprisonner; le pays prend la défense des habitans. — Sur les personnes exemptées des tailles. — Restes des*



*impositions dues par les contribuables des Cevennes. — Admission des envoyez de MM. de Gabriac, de Saint-Alban, de Barre et de La Garde-Guérin. — Gages du prévot et du greffier. — Comptes et pièces justificatives à produire à la chambre des Comptes. — Frais ordinaires du diocèse. — Admission de l'envoyé de M. d'Arpajon. — Demandes de M. de Marimon au pays. — Office de receveur alternatif des tailles au profit de M. Guillaume Calvet. — Sommes réclamées au pays par M. Rodes-Castan, gendre du sieur Du Montet. — M. Du Vialla demande la protection des Etats contre le sieur de la Rouveirette, qui s'était retiré au château de Saint-Julien d'Arpdon pour se soustraire au châtiment qu'il avait encouru. — Defrai de M. des Etats, à imposer. — La levée des deniers extraordinaires confiée au sieur Meigret.*

L'an mil six cens huict et le mardy, trezième jour du mois de may, environ huict heures de matin, en la ville de Maruejols, les gens des trois Estatx du païs du Gévaudan et diocèse de Mende, après avoir, selon leur ancienne et louable coustume, assisté à la messe célébrée en l'honneur du St-Esprit, en l'église dudict Maruejols, se sont assemblez en la salle de la maison commune de ladicte ville, suivant le mandement de nosseigneurs les commissaires présidens pour le Roy aux Estatx généraulx de Languedoc, dernièrement tenus à Pezenas. A laquelle assemblée, estant venuz MM. M<sup>e</sup> Pierre de Guilleminet, greffier et secrétaire de sa majesté ausdictz Estatx généraulx, commissaire principal de l'assiette dudict diocèse, Antoine Laurens, docteur ez droictz, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Mende ; Mathieu Guérin, marchand, 2<sup>e</sup> consul



de ladicte ville et Jehan Rodés, aussi docteur ez droictz et 1<sup>er</sup> consul de ladicte ville de Maruejols, commissaires ordinaires de ladicte assiette. Auroient esté proposé le faict des commissions desdictz Estatz généraulx par ledict sieur de Guilleminet, commissaire principal, et offert de procéder à l'entière exécution d'icelles avec les aultres sieurs commissaires et l'assistance des gens desdictz Estatz ou de telz députés qu'ilz voudront choisir et nommer, ainsi qu'il est acoustumé de tout temps et ancienneté et qu'il leur est mandé par lesdictes commissions. Surquoy, après avoir esté faicte lecture d'icelle en plaine assemblée par le greffier desdictz Estatz, et attendu les sommes y contenues pour la portion et cottité que ledict diocèse doit porter la présente année, tant pour les deniers d'ayde, octroi, creue, taillon, réparations extraordinaires des garnisons, surtaux des vivres de la compagnie de Mgr le Connestable et fraiz desdictz Estatz généraulx, que pour les gratifications de nosseigneurs les gouverneurs et lieutenant général de la province, auroit esté respondu ausdictz sieurs commissaires par R. P. en Dieu, M<sup>e</sup> Charles, évesque de Matropoli, coadjuteur et futur successeur en l'évesché de Mende, conseiller et aulmosnier du Roy et président auxdictz Estatz, que comme le général dudict pais s'est toujours maintenu et conservé en la fidelle obéissance deue à sa majesté, il ne faict aucun doubte que ceste assemblée ne soit portée de la mesme affection et inclination naturelle de son debvoir à satisfaire, de sa part, à l'intention de sadicte majesté sur le subject desdictes commissions, aultant que leurs moyens se pourront estendre, pour aquoy néautmoiugs les confirmer toujours davantaige, il leur auroit représenté, par plusieurs



exemples et autorités de l'Escripture, ce qui est du debvoir du peuples envers leur païs, et conséquemment envers les Roys et princes légitimes qui en ont le gouvernement et soubz la direction, autorité et majesté desquelz le publicq en général et ung chascun en particulier subsiste et demeure reiglé pour la conservation de la société des peuples, ayant en oultre ledict Sgr représenté le regret que Mgr de Mende avoit porté de se veoir, pour son indisposition, privé du moyen de se trouver à ceste assemblée, comme il s'estoit promis pour continuer envers le païs les effectz de sa bonne volonté, plaine de zèle et devotion à l'avancement des affaires publiques et au soulagement du pauvre peuple; en quoy ledict Sgr de Matrapoli a dict aussi n'avoir receu moindre déplaisir de son costé, pour ne pouvoir en la charge qu'il a pleu à mondict Sgr luy donner de la représenter en ceste assemblée, correspondre en effect comme en volonté à tout ce que lesdictz Estatz, pour la direction et advancement des affaires qui se traitteront en ladicte assemblée eussent peu justement attendre de la présence de mondict seigneur de Mende, au moyen de sa grand'prudence et longue expérience aux affaires d'estat et particulièrement aux plus importans de cedit païs ; pour lesquelz néautmoings ledict Sg de Matrapoly a dict ne voulloir obmettre ny espargner chose aulcune qui puisse provenir de luy, soit en l'occasion des affaires qui se présentent maintenant ou en toutes aultres occurrences qui pourront survenir, concernans le salut du peuple et le bien général dudict païs, suivant l'exemple et commandement de mondict Sgr de Mende, oultre son debvoir particulier et sa propre inclination ; dequoy ledict Sgr de Matropoly a esté remercié par l'assemblée.



Et incontinent après, le sieur de Fumel, syndict dudict païs, a requis lesdictz sieurs commissaires, permettre la continuation de ladicte assemblée ainsi qu'il est acoustumé, pour traiter des affaires communs dudict païs et pourveoir aux nécessités publiques d'icelluy ; laquelle permission octroyée, auroit esté faicte lecture en plaine assemblée, président en icelle mondict seigneur l'évesque de Matropoli, des procurations remises par la plus grande partie des sieurs envoyez et députés desdictz Estatz, où se sont trouvez présens et assistans, assavoir : pour l'estat ecclésiastique : vénérables personnes MM. M<sup>re</sup> André de Chanoillet, docteur ez droictz, official, chanoine en l'église cathédralle de Mende et envoyé du Chapitre de ladicte église ; Guillaume Ouvrier, prebtre, bénéficier en ladicte église, vicaire et envoyé de M. le prieur de Sainte-Enymie, seigneur dudict lieu ; Pierre Claustre, chanoine, capiscal de ladicte église cathédralle et envoyé de M. le prieur de Lengogne, seigneur dudict-lieu ; Mathieu Fontanes, prebtre, curé de Chirac, envoyé de M. l'abbé des Chambons ; Jacques de Berfueil, commandeur et seigneur de Paliers, en personne. Pour la noblesse : noble homme Claude de Polalion, sieur de Bouzolz, comme tuteur de M. le baron de Canilliac, qui est en tour la présente année ; M. Jehan Michel, bachelier ez droictz, lieutenant en la justice ordinaire de la terre d'Apchier, envoyé de M. le baron dudict Apchier ; Jehan de Lobeyrac, escuyer, sieur de Muret, envoyé de Mme du Hautvillar, pour la baronnie de Céneret ; M<sup>re</sup> Pierre Borrelli, docteur ez droictz, sieur de Pelouze, envoyé de M. le baron du Tournel ; M<sup>re</sup> Pierre de Loubérie, aussi docteur ez droictz, lieutenant général au bailliaige de Mercœur, et envoyé de M. le baron



dudict Mercœur; Pierre de Pastorel, sieur de Chabrières, envoyé de Mme la comtesse d'Auvergne, à cause de la baronnie de Florac; Urbain de Bressolles, sieur de Servières, en personne; noble Pierre de Rochemore, sieur de Fraisse, envoyé de M. d'Allenc; M<sup>e</sup> Bernard Rodes, docteur ez droictz, envoyé de M. de Montodat; Ramond de Saint-Bauzile, sieur de la Colombesche, envoyé de M. de Mirandol; Philipès de Gibilin, sieur de Malleviellete, envoyé de M. de Sévérac. Et pour le Tiers-Estat : M<sup>e</sup> Anthoine Laurens, docteur ez droictz, premier consul de la ville de Mende; Mathieu Guérin, marchand, deuxième consul de ladicte ville; M<sup>e</sup> Jehan Rodes, docteur ez droictz, premier consul de la ville de Maruejolz, assisté des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consuls de ladicte ville; Pierre Grousset, marchand et premier consul de la ville de Chirac; M<sup>e</sup> Robert de Rostang, docteur ez droictz, juge et premier consul de la ville de la Canorgue; Anthoine Allier, notaire royal et premier consul de la ville de Saint-Chély-d'Apchier; M<sup>e</sup> Médard Julien, notaire royal, premier consul de la ville de Salgues; M<sup>e</sup> Bertrand Buière, notaire royal et premier consul de la ville du Malzieu; Salomon Leblanc, premier consul de la ville de Florac; André Moys, syndic de la ville d'Ispaniac; André Comitès, premier consul de la ville de Sainte-Enymie; M<sup>e</sup> Loys Rodier, lieutenant en la justice et premier consul de Châteauneuf-de-Randon; M<sup>e</sup> Jacques Castanet, notaire royal et premier consul de Saint-Etienne-de-Valfrancisque; de Fontanes, consul premier de la ville de Lengoigne; M<sup>e</sup> Jehan Giberne, premier consul de Saint-Germain, en la viguerie de Portes; M<sup>e</sup> Pierre Tinel, notaire royal et premier consul de Barre; M<sup>e</sup> Guillaume Vigoroux, procureur du syndic



de Saint-Auban ; M<sup>e</sup> Jehan Reversat, notaire royal, procureur du mandement de Nogaret. A tous lesquelz assistans, mondict seigneur le président a faict prester le serement acoustumé, de procurer le bien, repos et soulagement du pais et ne déclarer les délibérations des Estatz qui ne sont à divulguer. Néantmoins, daultant que les procurations remises par l'envoyé de M. des Chambons et par le consul de Barre, ont esté trouvées defectueuses, a ordonné que dans deux jours précisément, ledict envoyé des Chambons remettra, devers le greffier des Estatz, un extrait deuement collactionné du pouvoir donné par M. l'abbé des Chambons audict sieur vicaire de ladict abbaye, portant clause de pouvoir substituer aultre personne pour assister à la présente asssemblée ; et pareillement ledict consul de Barre sera tenu de remettre devers ledict greffier, dans le mesme delay, procuration plus ample et sans limitation de sa communaulté, à peine destre l'ung et l'aultre privez de l'entrée des Estatz durant ladict asssemblée.

Et sur la déclaration faicte par l'envoyé de M. le baron du Tournel qu'il s'opposoit, du moins n'entendoit prester consentement à la réception et assistance, en la présente asssemblée, de l'envoyé de Mme de Haultvillar, pour la baronnie de Céneret, attendu les prétension que ledict sieur du Tournel a sur ladict baronnie et dont il y a procès ; requérant ladict déclaration estre escripte, pour luy servir en temps et lieu ; a esté ordonné que ladict déclaration demeurera escripte au présent verbal, sans préjudice du droict des parties.



Dudict jour trezième de may, de relevée.

En ladicte asssemblée et lieu que dessus, président mondict seigneur l'évesque de Matropoli. Frère Pierre Pégrier, bachelier en théologie, religieux et sacristain d'Aubrac, s'est présenté pour assister ausdictz Estatz, au lieu et place de M. d'Aubrac et ce, comme vicaire esleu par les religieux, pendant la vaccance de la domnerie dudict Aubrac, suivant le vicariat dont il a exhibé l'extraict ; veu lequel ledict sieur sacristain a esté receu à ladicte asssemblée, après avoir presté le serment acoustumé.

Aussi s'est présenté M. de Saint-Christol, comme envoyé de M. de Portes, et d'autant qu'il n'a faict apparoir d'aucune procuration dudict sieur de Portes, comme il est requis, ains seulement d'une lettre missive du viguier de la seigneurie de Portes, pour en son deffault assister ausdictz Estatz ; a esté conclud qu'a faulte de procuration suffizante, ledict sieur de Saint-Christol sera exclud de l'entrée desdictz Estatz.

Le sieur de Fumel, syndic dudict diocèse a remonstré que présentement venant à l'assemblée, luy auroit esté inthimé, par ung huissier de la Chambre des Comptes de Montpellier et à la requeste de M. le procureur général du Roy en icelle, l'arrest obtenu par ledict sieur procureur général au Conseil d'Estat, sur le faict de la reddition des comptes des deniers extraordinaires du païs de Languedoc et enjoinct, en vertu des lettres patentes de sa majesté, de leur faire lire en la présente assemblée et icelluy enregistrer ez registres du païs et que semblable intimation et commandement luy auroient esté faictz ces jours passez à la requeste de M. le



procureur du Roy au bailliaige de Gévaudan et de faire expédier l'acte dudict enregistrement; requérant qu'il pleust à l'assemblée d'en délibérer; a esté conclud, veu les exploictz desdictes intimations, que ledict arrest sera leu en ladicte assemblée et enregistré ez registres dudict païs, suivant les lettres patentes du Roy, de quoy le greffier des Estatz pourra expédier l'acte requis.

Le sieur Bardon, premier consul de la ville de Mende, l'année dernière, ayant, en ceste qualité, assisté à l'assemblée des Estatz généraulx de Languedoc, dernièrement tenus à Pézenas, a dict avoir esté chargé par lesdictz Estatz d'une lettre cloze, adressante à MM. les députés de ce diocèse, portant créance, touchant le faict de l'arrest du conseil, obtenu par MM. de la Chambre pour la rédition des comptes des deniers extraordinaires du païs de Languedoc, laquelle lettre il a présentée, et après en avoir esté faict lecture, contenant, entre aultre chose la susdicte créance, ledict sieur Bardon, exposant icelle, a dict luy avoir esté donné charge expresse par lesdictz Estatz, de faire entendre à ceste assamblée que bien que lesdicts sieurs de la Chambre facent estat certain de jouyr du contenu audict arrest et par ce moyen ruyner et renverser tous les privilléges de la province en général et des diocèses en particulier, et abolissant l'ordre et les formes anciennes, introduire des nouveautez onéreuses et dommageables au publicq; toutesfois lesdictz estatx ne perdent pas courage ny l'espérance d'obtenir modération dudict arrestz ains s'asseurent tant de l'équité et de bonté de sa majesté quelle donnera lieu aux secondes remonstrances qui luy en seront faictes oportunement au nom desdictz Estatz par certains notables personnages de la province qui en



ont prins charge et s'en promettent ung heureux succès dans peu de temps. Et cependant d'autant qu'en hayne de ce et pour prendre advantage, lesdictz sieurs des Comptes ont résolu de faire contraindre les receveurs, consulz, syndictz, députés, greffiers et aultres personnes ayant charge des affaires communs des diocèses de ladicte province, de remettre devers elle, dans certains bref dellay, les assiettes, impositions et département des deniers extraordinaires cottizés ausdictz diocèses avec les acquitz et pièces justificatives pour en faire rendre compte par devant eulx depuis l'année 1595, qui seroit faire une ouverture de trop grande et périlleuse conséquence ausdictz privilèges. Pour ces causes auroit esté délibéré et arrêté par lesdictz Estatz généraulx de la province que les particuliers des diocèses, consulz, députés et aultres qui ont par devers eulx lesdictes assiettes, impositions et acquitz ou aulcunes d'icelles, seront advertiz au nom et de la part desdictz Estatz généraulx et pour ung plus grand bien, différer de remettre devers ladicte Chambre lesdictes impositions et acquitz, jusques à ce que, par sa majesté sur lesdictes remonstrances et doléances desdictz Estatz généraulx, aultrement en ayt esté ordonné, ainsi que lesdictz Estatz se promettent et asseurent veoir dans peu de temps, pendant lequel, en cas que lesdictz receveurs, syndiez, greffiers, consulz et députez et aultres ayant charge, tant de la province en général que desdictz diocèses en particulier seroient vexez et molestez par ladicte Chambre ou bien souffriroient aulcuns fraiz, despens, dommages et interestz pour n'avoir rendu lesdictes assiettes et papiers, suivant le désir de ladicte Chambre, lesdictz Estatz généraulx ont arrêté et promis, par délibération



expresse, d'en relever et indemniser, tant lesdictz diocèses que lesdictz receveurs, syndictz, greffiers, consulz, députés et aultres officiers. Ayant en oultre, ledict sieur Bardon, suivant ladicte créance, prié et exhorté lesdictz Estatz particuliers ne faire aulcune difficulté pour le bien et soulaigement de ladicte province en général et de chascun des diocèses d'icelle en particulier et la conservation de leurs anciens privilléges, de se conformer en cette si importante occasion à la bonne et salutare intention desdictz Estatz généraulx et conséquemment à l'effect de leur dicte délibération qui est en somme la créance que ledict sienr Bardon a dict avoir de la part desdictz Estatz. Sur laquelle après avoir esté délibéré, a esté conclud et arresté unanimement, suivant l'intention desdictz Estatz généraulx, que les receveurs dudict diocèse, consulz, syndic, greffier et tous aultres qui pourroient avoir les assiettes, départemens, comptes, acquictz et aultres actes et papiers concernans les impositions faictes audict diocèse depuis ladicte année 1595, seront advertis, tant de la part desdictz Estatz généraulx que des particuliers de ce païs, de différer de remettre lesdictz papiers devers ladicte Chambre jusques à ce que aultrement en ayt esté ordonné par sadicte majesté sur lesdictes doléances, à la charge que si lesdictz consulz, députés, syndic, greffier et aultres estoient pour ce regard vexez, molestez ou souffroient aulcuns despens, dommaiges ou interestz, ledict diocèse les en relèvera et indemniserà plainement et entièrement sans aulcune difficulté ny forme ou figure de procès, ains seulement à leur première interpellation, attendu l'importance de l'affaire, et qu'il s'agit du bien et soulaigement de la province en général et dudict diocèse en



particulier, maintien et conservation desdictz anciens privilèges.

Néanmoins, d'autant que par une clause dudict arrest est enjoinct, aux diocèses de ladicte province, d'envoyer audict Conseil dans quatre mois ung estat de leurs fraiz et despenses ordinaires qu'il leur convient faire pour, icelluy veu, estre ordonné audict Conseil, ce qu'il appartient sur l'imposition et levée des deniers nécessaires pour subvenir ausdictes despenses; a esté délibéré et conclud que le syndic dudict diocèse dressera la minute et project de l'estat des despenses ordinaires de cedit diocèse pour la faire veoir à l'assemblée et après, en estre plus amplement délibéré.

Sur ce que par ledict syndic a esté représenté, plusieurs créanciers du païs estre arrivez dans ceste ville et luy avoir desjà faict plusieurs actes de sommation de les faire payer des sommes par eulx demandées au païs qu'ils prétendent leur estre légitimement deues, tant en vertu des arrestz de la Cour des Aydes que par autres moyens, sentences et jugement qu'ilz veuillent faire exécuter contre luy en deffault de payement; requérant les Estatz d'en délibérer; a esté conclud, attendu que le diocèse a les mains liées par l'arrest du Conseil d'Estat donné sur les oppositions formées par certaines paroisses de la montaigne sur l'imposition des debtes dudict diocèse, estant expressement deffendu d'imposer ny lever aucuns deniers pour raison desdictz debtes, jusques à ce que vérification faicte diceulx par MM. de Croiselles et Delhom, trésoriers généraulx de France, commissaires en ceste partie, députés par ledict Conseil, et veu leur advis en icelluy, autrement en ayt esté ordonné, que ledict syndic représentera ausdictz créanciers le susdict



règlement, affin qu'ilz ayent à le suivre et s'y conformer, et en cas qu'ilz voudroient, au mespris d'icelluy, contraindre ledict syndict, consulz ou aultres officiers dudict diocèse au payement desdictz prétendus debtes en vertu des exécutions de ladicte Cour des Aydes ou d'aultres juges, ledict syndic leur fera inthimer ledict arrest avec les exhibitions sur ce requisés ; et ou ilz ne voudroient désister, leur faire donner assignation audict Conseil, pour sy veoir condampner, suivant l'intention du Roy.

Et pour faciliter la procédure de ladicte vérification desdictz debtes et la faire plus exacte et certaine, affin que le diocèse ne demeure chargé d'ung costé d'aucuns debtes illegitimes à faulte d'une curieuse recherche des causes et de l'origine d'iceulx, et que d'aultre part icelluy diocèse ne soit aussi surchargé de fraiz et despenses excessives qu'il pourroit souffrir par le trop long traict que ladicte procédure pourroit prendre devers lesdictz sieurs commissaires, si tous les actes et papiers qu'il convient à cest effect remettre devers eulx, n'avoient esté icy sur les lieux, préalablement recerchez et disposez par bon ordre et sur iceulx dressez de bons et amples mémoires pour debatre et impugner lesdictes debtes illegitimes, par devant lesdictz sieurs commissaires, et ce faisant, leur donner occasion et moyen d'abrèger ladicte procédure pour d'aultant soulager et descharger ledict diocèse desdictz fraiz et despens ; a esté délibéré et conclud que MM. les commis, syndic et députés dudict diocèse dresseront l'estat de tous les debtes prétenduz et demandez par lesdictz créanciers avec les mémoires des impugnations qui pourront et debvront



estre faiotes sur chascun d'iceulx après avoir curieusement recherché les actes nécessaires pour le soustien desdictes impugnations. Et affin que rien ne soit obmis de ce qui peult en ceste occasion servir au soulaigement et à la descharge dudict diocèse, attendu que lesdictes paroisses ou le sieur Prieur, leur agent, du temps auquel lesdictz sieurs commis et députés se pourront assambler pour vacquer aux mémoires desdictes impugnation et recerche desdictz papiers, à ce que, suivant la délibération par eulx dernièrement prinse avec ledict sieur Prieur et à sa réquisition lesdictes parroisses puissent députer et y envoyer quelqu'un de leur part pour y assister et d'une commune main s'employer à cest affaire avec lesdictz sieurs commis, syndic et députés; ausquelz lesdictz Estatz en ont donné et donnent, par la présente délibération, expresse charge et pouvoir spécial et de faire remettre par ledict syndic et greffier du pais ou aultres que besoin sera devers lesdictz sieurs trésoriers commissaires susdictz lesdictz Estatz et pièces justificatives, avec puissance de débattre et impugner lesdictz debtes et de leur faire fournir et délivrer les sommes de deniers nécessaires pour subvenir aux fraiz et despenses dudict voiaige et de ladicte vérification, affin que par faulte de ce lesdictes affaires ne demeurent retardez au préjudice dudict diocèse.

Sur la requeste présentée par Jehan Teulon, Guillaume Savy et aultres habitans de la paroisse de la Fage-Monthivernoux, disant qu'à la requeste de M. Pierre Parat, commis à la recepte des tailles dudict diocèse, ez années 1585, 1586 et 1587, ilz auroient esté arresté ez prisons de la ville de Mende, pour la somme de sept vingt escus que ledict Parat prétendoit luy estre deue



par ladicte paroisse; de quoy les supplians auroient faict plainte aux Estatz tenus en la présente ville, l'année 1604, qui auroit esté cause que ledict Parat les auroit receuz à faire compte avec luy, par le moyen duquel il se trouva surpayé de la somme de 50 escus. Et d'autant qu'auparavant ledict compte, lesdictz supplians avoient esté contrainct passer et consentir, au profit dudict Parat, certaines obligations de diverses sommes de deniers pour lesdictes prétendues restes, bien qu'ilz n'en fussent aulcunementt débiteurs, lesquelles obligations ayant esté retenues par ledict Parat et à présent se trouvant au pouvoir de MM. Oziol et Bazalgète, ses commis, ilz désireroient retirer icelles comme aussi aultre obligation par eulx consentie pour la mesme cause, au profit de Jehan de Billières, se disant de mesmes commis dudict Parat; requérant qu'il pleust ausdictz Estatz ordonner que lesdictz Parat, Bazalgète, Oziol et Billières, seront contrainctz de rendre et restituer ausdictz supplians lesdictes obligations comme nulles et extorquées par force et à les rembourser de ladicte somme de 50 escus par eulx surpayés, avec les despens qui reviennent à plus de 100 escus.

A esté conclud que faisant lesdictz supplians apparoir du contenu en ladicte requeste par les pièces justificatives, lesquelles pour cest effect ilz communiqueront au syndic dudict diocèse, ledict syndie les assistera sur les poursuites qu'ilz feront en justice, pour se faire descharger desdictes obligations et obtenir ledict remboursement, le tout sans constituer, pour ce regard, ledict diocèse en aulcuns fraiz:

Sur ce que ledict sieur de Fumel, syndie dudict dio-



cèse, a représenté ausdictz Estatz que par le dernier article des instructions de MM. les commissaires présidents pour le Roy, aux Estatz généraulx de Languedoc, il est ordonné au greffier du diocèse, envoyant les mandz des tailles, de mettre au bas diceulx qu'il est enjoinct aux consulz des villes et lieux d'envoyer précisément ung estat des parroisses, maisons ou mesnaiges qui sont dans lesdictes villes et lieux, audict greffier pour scavoir le nombre des exemptz qui sont nécessaires auxdictes paroisses, d'autant que par l'édict faict par le Roy sur lesdictz exemptz, il est porté que en chascune paroisse qui n'excedera cent feux ou maisons, ny aura qu'une personne exempte de toutes charges publiques, et aux paroisses qui excéderont cent feux y pourra avoir deux exemptz. Requérant icelluy syndic lesdictz Estatz d'en voulloir délibérer comme chose extraordinaire. A esté conclud que ledict greffier pourra insérer ou faire mention de ladicte clause à la fin de chascun desdictz mandz, sans toutesfois se dessaisir des roolles ou estatz qui luy pourront estre envoyez par lesdictes paroisses ny en délivrer aulcunes coppies ou extraictz si ce n'est par ordonnance expresse de MM. les commis et députés dudict païs qui ont chargé ledict syndic d'en escrire à M. de La Motte, syndic général de Languedoc, pour scavoir comment l'on s'y debvra gouverner.

Sur l'exposition faicte par M. Estienne Bastide, cy-devant commis à faire la recette dudict diocèse, en l'année 1604, et Jehan Roux, aussi commis en l'année 1605, qu'ores par le contract passé entre le syndic dudict diocèse et les consulz et députés des Cevennes, le second jour de décembre 1606, touchant les procès et différendz qui estoient lors entre les parties, pour



raison des impositions et levées des tailles audict diocèse, eust esté entre aultres choses convenu et arresté que les restes deues par lesdictz des Cevennes des impositions faictes ez années 1603, 1604 et 1605, seroient par eulx levées sur les habitans desdictes Cevennes; néamoings, soubz prétexte de ce que ceulx de St-Estienne et de St-Germain disent ne voulloir de leur part tenir ledict accord, tous les aultres lieux desdictes Cevennes, quoyque la plus grande partie d'iceulx ayent acquiescé et consenty audict accord, font difficulté de payer lesdictz restes; au moyen de quoy, ne pouvant, lesdictz Bastide et Roux, continuer la levée desdictz restes, il est aussi hors de leur pouvoir d'acquitter plusieurs parties de leurs assiettes envers les créanciers du diocèse qui les vexent et molestent journellement à faulte dudict paiement; à laquelle plainte ayant les consulz de Florac et de Barre respondu que de leur part ilz ont acquiescé audict accord et désirent l'observation d'icelluy avec la plus grande et meilleur partie des parroisses des Cevennes qui leur adhèrent, de sorte que lesdictz Bastide et Roux peuvent sans difficulté continuer leur recepte, du moins sur lesdictes parroisses acquiescentes audict accord; requérans que par les Estatz leur doibt enjoinct expressement de ce faire et par mesme moyen acquitter envers lesdictz consulz et aultres parroisses acquiescentes, ce qui leur est deub de restes des sommes à eulx accordées par ledict contract; a esté conclud que lesdictz Bastide et Roux continueront sur lesdictes parroisses acquiescentes la levée des restes par elles deues pour lesdictes années, à la charge que des deniers provenans d'icelles, sera payé, ausdictz consulz de Florac et Barre, ce qui leur peult et doibt revenir sur lesdictz



restes, des sommes accordées par ledict contract, et le surplus sera employé à l'acquittement des parties plus pressées qui restent à payer de leurs assiettes.

Du mercredy quatorziesme jour dudict mois de may,  
de matin.

En ladicte assemblée et lieu susdict, s'est présenté pour M. de Gabriac, noble Estienne de Séguin, sieur de Peyrefiche, et ce en vertu d'une procuration du sieur de Triadou, comme ayant charge dudict sieur de Gabriac, par aultre procuration, contenant clause et pouvoir de substituer, veu laquelle, le sieur de Séguin a esté receu, ayant à cest effect presté le sèrement acoustumé.

Et pour M. St-Auban, s'est aussi présenté noble Guy du Mazel, sieur de Ste-Colombe.

Et pour M. de Barre, Philippes de Fournier de la ville de Maruejols.

Et pour MM. les consulz nobles de la Garde-Guérin, M<sup>e</sup> Pierre Barthélemy, docteur ez droictz, et leurs procurations leues et trouvées suffizantes, ont esté receus à ladicte assemblée, après avoir presté ledict sèrement.

Sur ce que M. Estienne Bastide, commis à faire la recepte des tailles audict diocèse, en l'année 1604, a remonstré qu'ores par délibération de MM. les commis, syndic et députés du païs, prise en la présence et du consentement du sieur Prieur, agent des parroisses opposantes à la levée des tailles, eust esté entre aultres choses arresté avec ledict Prieur, que en faisant par ledict Bastide la levée des restes de ladicte année, deues par lesdictes parroisses, suivant les arrestz du Conseil d'estat; elles seroient tenues, par mesme moyen, luy payer la



moitié des fraiz et despens à luy deubz pour raison des contrainctes et exécutions par luy faictes contre lesdictes parroisses auparavant les inhibitions, l'autre moitié demeurant en surcéance jusques à l'assemblée désignée sur le faiet de la vérification des debtes. Néautmoings lesdictes parroisses au lieu de satisfaire à l'entier payement de ce qu'ilz doibvent desdictz restes et aux susdictz despens, ainsi qu'il fut arresté avec ledict sieur Prieur, elles usent au contraire de tous les subterfuges dont se peuvent adviser, à son grand préjudice et dommage et retardement desdictz restes; requérant qu'il pleust ausdictz Estatz y pourveoir. Au contraire ayant esté dict et attesté tant par le sieur Michel, lieutenant en la justice, et envoyé de M. le baron d'Apcher, que par le 1<sup>er</sup> consul, de la ville de St Chély, lesdictes parroisses avoir payé lesdictz restes des impositions de ladicte année 1604, ou du moins la plus grande partie et estre en continuel debvoir d'acquitter eutièrément le surplus, ne faisant aucune difficulté sur le principal, ains seulement sur lesdictz despens comme mal obtenuz et excessifs ainsi qu'ilz prétendent; offrant néautmoings de payer iceulx selon la modération qu'en pourra estre faicte par arbitres affin d'obvier à procès et à plus grandz fraiz. A esté conclud encores que le païs n'ayt aucun interest au susdict differend et que lesdictes parroisses soient tenues de payer lesdictz restes suivant les arrestz du Conseil d'Estat, néautmoings, pour le bien et soulagement d'icelles, ledict sieur lieutenant sera prié de s'employer à composer amyablement ledict différend pour raison desdictz despens. Et en cas qu'ilz n'en pourroient demeurer d'accord, leur sera loisible se retirer par devers MM. les commis, syndic et député



dudict païs, pour adviser les moyens de les en sortir entièrement.

Le sieur Armand, lieutenant, en ce diocèse, de M. le prévost général en Languedoc, a remontré que dez le commencement de la présente année jusques à maintenant, il a rendu le service qu'il debvoit en l'exercice de sa charge, sans avoir receu aulcune chose de ses gaiges ny aultre moyen du païs pour son entretènement, comme auroient faict de mesmes le greffier ordinaire dudict païs et les archers au nombre ordinaire, l'année dernière, à cause de quoy et qu'il est raisonnable qu'ilz soyent payez de leurs gaiges; il a requis l'assemblée y voulloir pourveoir, tant par le passé que pour l'advenir affin qu'ilz ayent moyen de s'entretenir et continuer le service et debvoir de leur charge. Surquoy après que ledict sieur Armand a eu fait ung récis sommaire des captures et exécutions faictes à sa poursuite et diligence depuis le commencement de ceste dicte année et exhibé le cahier de ses chevauchées, a esté délibéré et conclud que, tant ledict sieur Armand comme aussi ledict greffier ordinaire et lesdictz archers, seront payez de leurs gaiges pour le temps de six mois qui escherront le dernier jour du prochain mois de juin, et ce à la raison et proportion des sommes qui leur furent accordées l'année dernière, et à la charge de continuer leurdict service jusques au susdict jour, lequel passé ne pourront prétendre aulcuns gaiges ny entretènement dudict païs à l'advénir, sauf de leur estre pourveu par MM. les commis, syndic et députés d'icelluy de taxations raisonnables, tant audict prévost et greffier comme aussi à ceulx desdictz sieurs commis employez selon et à la raison des journées et vacations qu'ilz auront exposées



en l'exercice de leur charge et aux occasions et procédures que lesdictz sieurs commis, syndic et députés auront auparavant jugé utiles et nécessaires pour le bien dudict païs et non aultrement, pour estre par après tant lesdictz gaiges que taxations payez ausdictz prévost, greffier et archers, selon et en la forme que dessus, des deniers qu'il plaira au Roy permettre d'imposer audict diocèse, sur l'estat qui sera pour cest effect envoyé à sa majesté par lesdictz sieurs commis, des fraiz et despen- ses ordinaires dudict diocèse suivant l'arrest du Conseil d'Estat. Et d'autant que lesdictz prévost, greffier et archers auroient esté contrainctz, en deffault des moyens du païs, d'emprunter les deniers nécessaires pour sub- venir à leur entretènement soubz l'assurance par eulx donnée à ceulx qui leur en ont faict le prest, de les en faire rembourser sur l'imposition qui sera faicte de leursdictz gaiges à la prochaine assiette, ainsi que ledict prévost a représenté à ladicte assemblée; a esté pareil- lement conclud que procedant à ladicte assiette le rece- veur qui sera commis à la levée des deniers d'icelle sera expressement chargé et tenu sur et tant moins des sommes qui seront imposées pour lesdictz gaiges, payer et rembourser les parties par lesdictz prévost, greffier et archers, empruntées es mains de ceulx qui leur en auront faict le prest, en rapportant par eulx les remis- sions et transportz avec les quittances vallables dudict prévost, greffier ordinaire et archers, chascun pour son regard et à proportion de leursdictz gaiges.

Sur l'inthimation qui a esté faicte pendant la présente assemblée par ung huissier de la Chambre des Comptes, tant à M. le premier consul de Mende que au syndic et au greffier dudict païs et encores à M. Jean Roux, com-



mis à faire la recepte dudict païs l'année dernière, d'ung arrest du Conseil d'Estat, donné entre le procureur général du Roy en ladicte Chambre et le syndic général de Languedoc touchant la reddition des comptes des deniers extraordinaires dudict païs. Après avoir esté veu en ladicte assemblée l'exploit de ladicte inthimation, portant commandement ausdictz consul, syndic et greffier et audict Roux, d'obeyr au contenu dudict arrest à peine de 1,000 livres. Et ce faisant, remettre incontinant les pièces justificatives des comptes des deniers imposez audict diocèse depuis l'année. . . . es mains des receveurs qui ont esté en charge en chascune des années comprises audict terme, pour en aller compter à ladicte Chambre, et audict Roux, de remettre ses comptes et acquictz en icelle dans trois septmaines. Et sur ce ouy ledict syndic qui a remonstré comme suivant aultre précédant arrest dudict Conseil les assiettes, départemens, comptes rendus audict diocèse desdictz deniers extraordinaires depuis quinze ans avec les pièces justificatives, ont esté envoyez à MM. de Croselles et Delhom, trésoriers généraulx de France, commissaires députés par ledict Conseil, pour procéder à la vérification des debtes et aultres parties contenues esdictes impositions et en donner advis audict Conseil, ainsi qu'est porté par ledict arrest. A esté délibéré et conclud que lesdictz consul, syndic et greffier feront response audict huissier que, suivant ledict arrest, lesdictes pièces ayant esté envoyées ausdictz sieurs trésoriers généraulx, ilz ne peuvent les délivrer ausdictz receveurs, ne les ayant en leur puissance; et en cas que sans avoir esgard à celà, lesdictz consul, syndic ou greffier ou aulcun deulx seroient ci-après vexez ou molestez en quelque sorte que



ce soit ou souffriroient aulcuns despens, dommages ou interestz à faulte de rendre lesdictz papiers, en ce cas ilz en seront indempnisez, garantiz, et relevez entièrement par le général dudict diocèse; néantmoins ont lesdictz Estatz charge et donné pouvoir ausdictz sieurs commis et députez de pourveoir soigneusement, selon les occurences de cest affaire, à ce que ledict consul et greffier ou aulcun deulx ne soit en peine, ou recoive aulcun dommaige si faire se peult pour raison de ce que dessus.

Suivant les précédentes délibérations, ayant esté dressé l'estat des frais ordinaires et despenses communes dudict diocèse et icelluy veu et examiné en plaine asssemblée et par elle reiglé et arrêté à la somme de 8,284 livres; a esté conclud qu'il sera remis au net, y adjoutant, sur chascun des articles, les raisons nécessaires pour l'intelligence d'iceulx et les justes et légitimes causes d'où procèdent lesdictz fraiz avec l'utilité et nécessité publique, pour après estre envoyé au Roy par MM. les commis, syndic et députés dudict païs, afin d'obtenir la permission d'imposer et faire lever ladicte somme suivant ledict arrest dudict Conseil. Et d'autant que le païs n'a de présent aulcun fondz de deniers pour fournir à la despence du voiaige du député qu'il convient envoyer en Cour, pour remettre ledict estat devers sa majesté et en poursuivre l'approbation avec la permission d'imposer ladicte somme; n'ayant aussi ledict païs de quoy subvenir à plusieurs aultres despenses inopinées, et néantmoins nécessaires et forcées, comme entre aultres pour la vérification des debtes dudict païs qui ne peult estre vallablement et exactement faicte qu'avec beaucoup de fraiz et despense, soit pour



les vacations, tant de MM. les commissaires députés par sa majesté que aultres qui seront députés de la part du païs pour débatre et impugner lesdictz debtes, ou pour la despense de leur voiaige et séjour à Béziers, comme aussi pour l'assemblée qu'il a esté jugé nécessaire de faire en la ville de Mende desdictz sieurs commis avec les députés des parroisses apposantes, pour veoir et examiner les papiers servans à l'impignation desdictz debtes et en dresser amplex mémoires et instructions pour le bien et soulagement dudict païs suivant les précédentes délibérations outre plusieurs aultres despenses journellement occurentes; a esté conclud et arresté que pour subvenir ausdictes despenses plus urgentes et pressées, en attendant la permission de sa majesté, d'en faire l'imposition, et affin que le recullement des affaires ne soit trop dommageable et public, le païs fera emprunter la somme de 800 escus à la diligence du syndic pour tel temps et soubz telles assurances et interestz que par MM. les commis et luy sera advisé pour le mieulx et à la moindre charge dudict païs que faire se pourra, pour estre ladicte somme remboursée et payée avec lesdictz interestz du fondz de deniers que pour cest effect sera employé dans ledict estat des fraiz avec les aultres parties ordinaires pour la présente année, suivant la permission qui en sera obtenue de sa majesté d'en faire l'imposition.

Dudict jour, trezième de may, de relevée, en ladicte assemblée desdictz Estatz.

S'est présenté Jacques Gibilin comme envoyé de M. d'Arpajon, et sa procuration leue et le serement par luy presté, il a esté receu à ladicte assemblée.



Sur l'exposition faicte par le sieur Philip Marimon, au nom et comme procureur de Jehan François Marimon, son frère, commis à la recepte des tailles dudict diocèse, en l'année 1605, de ce que par arrest de la Cour des Aydes de Montpellier du 22 septembre 1605, son dict frère auroit esté condampné de payer aux hoirs d'Estienne Marimon et George Gravejon, de Pézenas, dans les six sepmaines, les sommes à eulx deues et saisies entre ses mains, comme dépositaires de justice; et néantmoing ordonne par le mesme arrest que dans ledict delay le syndic dudict diocèse seroit tenu remettre es mains de son dict frère la somme de 1,725 livres, rayée et tenue en souffrance, au compte de son dict frère, soubz le nom d'Hercules Spéronnat, pour servir d'aultz de fondz de ladicte somme, sauf audict syndic pour le restablissement des parties tenues en souffrance, de pouvoir agir contre ledict Spéronnat ainsi qu'il verra bon estre. Lequel arrest, bien qu'il ayt esté deurement inthimé audict syndic et plusieurs sommations à luy faictes d'y obeir, il n'auroit toutefois daigné d'y satisfaire, à cause de quoy icelluy Marimon, ayant esté depuis, comme il est encores, vexé et molesté par plusieurs vigoureuses exécutions, il auroit esté contrainct s'acheminer encores en la présente ville pour requérir l'assemblée de pourveoir à cest affaire, et se faisant le garantir et relever, tant du principal que des despens, dommages et interest par luy souffertz. Ayant dict en oultre que par aultre arrest de ladicte Cour des Aydes, il auroit esté condampné payer à M. Marion, trésorier général de France, la somme de 600 livres, à laquelle furent taxez et modérez, par ladicte Cour, les despens prétenduz faictz par ledict sieur Marion, à la poursuite



et recouvrement de la partie de 45,000 livres due par ledict diocèse à Mgr le comte d'Auvergne, sauf audiet Marimon pouvoir faire exécution sur les biens du syndic dudict diocèse, pour semblable somme de 600 livres ; requérant de mesmes que d'icelle et des despens, dommages et interest par luy souffertz, pour raison de ce, il pleust à ladicte assemblée le relever, remontrant d'avantage que par aultre arrest de la même Cour du 5<sup>e</sup> septembre 1605, les hoirs de feu M<sup>e</sup> Olivier Sévérac, receveur dudict diocèse, ez années 1593 et 1594, auroient esté condamnez à luy payer la somme de 3,602 livres 15 solz, contenue en la cession à luy faicte par les consulz de ladicte ville de Mende ; estant par le mesme arrest ordonné que ledict syndic, dans deux mois, remettroit, devers le greffe de ladicte Cour, la somme de 2,200 escus en laquelle il avoit esté condamné envers les susdictz hoirs par aultre arrest du 7 octobre 1602, ensembles les aultres sommes deues ausdictz hoirs par ledict diocèse, pour servir de fondz aux créanciers de la distribtion des biens dudict feu Sévérac, pendant en ladicte Cour. Requérant de mesmes que par ledict syndic fust satisfait audict arrest en ce qui le concerne ; et après avoir esté ouy sur tout ce que dessus, ledict syndic qui a débatur les susdictes demandes et insisté au contraire que les sommes prétendues par ledict Marimon ne luy estoient deues par ledict diocèse, d'autant que pour le regard de la partie de 1,725 livres, rayée en son compte, soubz le nom de Spéronnat, ledict diocèse avoit droict de retention et juste occasion d'uzer de compensation avec la somme de 2,883 livres que ledict diocèse avoit payé, pour ledict Spéronnat, à Mme de Vantadour, outre les fraiz et despens souffertz



par ledict diocèse au deffault dudict Speronnat, qui nau-  
roit acquitté ladicte partie comme il estoit tenu faire des  
deniers dont ledict diocèse luy avoit faict le fondz en ses  
assiettes snivant les arrestz de ladicte Cour, l'ung du 14  
avril 1603, et l'autre du 7 mars 1604 qui sont précédens  
au susdict arrest du 22 septembre 1605, dont ledict  
Marimon se veult bien servir contre ledict syndic. Au-  
quel sans doute ladicte Cour eust faict droict sur la  
compensation des susdictes sommes si le contenu aux  
susdictz deux arrestz précédens par lesquels ledict Spe-  
ronnat est condamné d'acquitter ladicte partie de 2,885  
livres, outre les fraiz et despens souffertz par ledict  
diocèse eust esté représenté à ladicte Cour comme ledict  
syndic eust faict sans participation de laquelle ledict  
Marimon avec ledict Granjon colludans ensemble, ont  
uzé pour obtenir ledict arrest, disans aussi ledict syn-  
dic, sur la partie de 600 livres, des fraiz et despens du-  
dict sieur Marion que ledict diocèse luy est auculnement  
tenu, attendu l'accord faict pour raison desdictz fraiz  
et despens entre MM. les commis, syndic, et députés et  
ledict Marimon, resultant de la délibération sur ce prinse  
le troisième jour de juin 1604, signée par ledict Mari-  
mon, suivant laquelle il doibt tenir quitte ledict diocèse  
desdictz fraiz, moyennant la somme de douze vingt li-  
vres a luy accordée par lesdictz sieurs commis et députés  
de son consentement et dont il est entièrement payé,  
soustenant encores icelluy syndic pour le regard de  
ladicte partie de 2,200 escus prétendus estre deue  
par ledict diocèse aux hoirs de feu M. Olivier  
Sévérac, que tant s'en fault que ledict diocèse  
leur doibve aulcune chose qu'au contraire ilz se treu-  
vent debiteurs envers icelluy par le moyen des comp-



tes rendus, par ledict Sévérac, de l'administration des deniers dudict diocèse en de grandes et notables sommes qui luy ont esté passées et allouées en la despense de sesdictz comptes, à la charge de les payer en l'acquict et descharge d'icelluy diocèse, ce qu'il n'auroit daigné de faire, et par ainsi demeurent redevables envers ledict diocèse desdictes sommes qui reviennent à beaucoup plus que ladicte partie de 2,200 escus; de laquelle suivant l'arrest de ladicte Cour des Aydes, ilz ne peuvent faire aucune demande, qu'au préalable ilz n'ayent appuré lesdictz comptes et deschargé toutes les parties passées en la despense d'iceulx soubz debet de quittances ou aultres charges et partant ny avoir lieu pour tous les trois chefz cy-dessus mentionnez, de rien accorder audict Marimon, comme ny ayant aucun droict. A esté conclud, attendu les susdictes raisons desduittes, que ledict syndic et son insistance faicte contre les demandes dudict Marimon, au moyen de quoy elles sont subjectes à vérification, que ledict Marimon comme les aultres prétenduz créanciers dudict diocèse se doibt pourveoir suivant le rciglement prins et ordonné au Conseil d'Estat, par l'arrest intervenu en icelluy à l'instance des paroisses opposantes; et ce faisant, remettre ses prétensions par devers MM. de Croisilles et Delhon, trésoriers généraulx de France, commissaires députés par ledict Conseil, pour estre par eulx procédé à la vérification d'icelles avec les aultres prétendus debtes dudict diocèse ainsi qu'ilz verront estre à faire pour raison.

S'esl présenté M<sup>e</sup> Pierre Maigret de Montpellier, lequel a remonstré que M. Guillaume Calvet, dudict Montpellier, avoit esté naguères pourveu par le Roy de l'office



de receveur alternatif des tailles audict diocèse de Mende, par le moyen de la résignation faicte à son profit par M. Marcelin de Manifacier, dernier paisible possesseur dudict office, pour en jouir par luy, aux honneurs, gaiges et droictz attribuez à icelluy, suivant ses lettres de procuration, que ledict Meigret en a présentées, à l'assemblée, avec l'attache de MM. les trésoriers généraulx de France, en Languedoc, sur icelles; requerant au nom dudict Calvet, qu'il pleust ausdictz Estatz ordonner l'enregistrement desdictes provisions et attache estre faict ez registres dudict pais. Et daultant que ledict de Calvet ou M<sup>e</sup> Nicolas de Calvet, ou père, conseiller du Roy, juge et magistrat au gouvernement et siège présidial de Montpellier, comme procureur de sondict filz, luy auroit baillé et commis la charge et administration dudict office de receveur, pour estre par luy exercé audict diocèse la présente année et y faire la recepte sur les lieux contribuables ausdictes tailles par ses quittances, comme aussi la despense suivant les assiettes qui luy seront délivrées, tant des deniers ordinaires que des extraordinaires, et que outre le susdict pouveoir dudict sieur de Calvet, il auroit esté commis à l'exercice dudict office par ordonnance et commission desdictes sieurs trésoriers généraulx ainsi qu'il a faict apparoir par les actes, ensemble du cautionnement faict par ledict sieur Calvet, pardevant M. le juge-mage dudict Montpellier, suivant ladicte commission. A ces causes, ledict Meigret a de mesmes requis l'enregistrement des susdictz actes et que suivant iceulx les assiettes et département qui seront faictz en la présente année en cedit diocèse, tant des deniers ordinaires que extraordinaires desdictes



tailles luy soient baillés et délivrés pour en faire la recepte et acquitter ledict diocèse, tant envers sa majesté que aultres qui seront comprins esdictes assiettes. Sur quoy après avoir esté faicte lecture des susdictes provisions et aultres pièces, en plaine assemblée, a esté délibéré et conclud qu'elles seront enregistrées ez registres dudict diocèse et païs, et ce toutesfois sans préjudice des privilèges d'icelluy et à la charge que, suivant iceulx, la recepte des deniers extraordinaires qui seront imposez audict diocèse, la présente année, aultres que ceulx de l'ayde, octroy, creue et taillon, sera publiée et proclamée ez carrefours et places publiques de la présente ville pour estre délivrée aux moings disans et faisant la condition du païs meilleure au rabaiz des gaiges ou taxations, attendu mesmes que ledict Meigret, n'a voulu accepter ladicte recepte desdictz deniers extraordinaires, soubz les taxations de trois deniers pour livre, attribuez aux receveurs desdictes tailles par l'arrest du Conseil d'Estat, portant reiglement sur la levée desdictes tailles.

Sur l'exposition faicte par le sieur Rodes-Castan au nom des hoirs du feu sieur Du Montet, de la Canourgue, son beau-père, de ce que ledict sieur Du Montet, en l'année 1585, s'estat obligé pour les affaires dudict diocèse, envers le sieur Regy, marchand de St-Cosme, en Rouergue, en certaines quantité de bleds et vins achaptez dudict Regy, par les sieur Chantuel, Virgile et Hélye Chevalier, de la ville de Mende, comme ayant charge dudict diocèse, il auroit esté condampné, par arrestz, au payement d'icelles, ayant lesdictz hoirs souffert, au moyen de ce, plusieurs despens, dommaiges et interestz, par les exécutions et contrainctes dont ledict



Regy a uzé contre eulx, comme il faict encores. Reque-  
rant à ceste cause qu'il pleust à l'assemblée les relever,  
tant du principal que desdictz despens, dommaiges et  
interestz, et par mesme moyen le gratifier de telle  
somme qu'il plaira aux Estatz en considération des pour-  
suites par luy faictes en l'année 15. . . pour obtenir  
l'arrest donné en la Cour de parlement de Thoulouse  
contre les cordeliers qui avoient occupé le collège du  
pape, fondé en la ville de Montpellier, en faveur des  
escholliers originaire dudict diocèse de Mende et païs de  
Gévaudan ; a esté conclud, pour le regard de l'indemp-  
nité requise sur le faict de la susdicte obligation et des-  
dictz prétenduz despens, dommaiges et interestz, que  
ledict sieur Rodes cedit retirer par devers MM. de Croi-  
selles et Delhom, trésoriers généraulx de France, pour  
estre par eulx procédé à la vérification de ses préten-  
sions, comme des aultres debtes dudict diocèse, suivant  
l'arrest du Conseil, pour après, sur l'advis qui sera, par  
lesdictz sieurs, donné sur le tout audict Conseil, en  
estre ordonné en icelluy, comme sera de son bon  
plaisir.

Sur aultre réquisition faicte par le sieur Rodes, 1<sup>er</sup>  
cōsul de Maruejolz, de le faire rembourser, par le  
diocèse, de la somme de 600 escus, pour restes de  
1,000 escus que feu son père fut contrainct payer de  
rançon pour avoir esté faict et detenu prisonnier de  
guerre en ung voiaige à luy ordonné pour les affaires  
dudict diocèse en l'année 15. . . ayant esté seulement  
remboursé de 400 escus en déduction de 1,000 payez  
par sondict père ; a esté de mesmes conclud que ledict  
sieur Rodes se retirera devers lesdictz sieurs trésoriers  
généraulx, pour estre procédé à la vérification de sa



prétention comme des aultres de pareille nature,

Sur la requeste présentée ausdictz Estatz par le sieur du Vialla, narrative comme Anthoine de St-Martin, sieur du Villaret, son père, ayant esté proditoirement assassiné par le sieur de la Rouveyrète et ses soldatz, dedans ung bois au milieu d'ung chemin publicq, à coups d'harquebusades, le suppliant en auroit faict informer par autorité du prévost de MM. les maréchaux, estably en ce diocèse, après lequel assassinat commis, ledict sieur de La Rouveyrète avec ses complices se seroit retiré dans le chateau de St-Julien, place forte, pour se garantir de la juste punition qu'ilz méritent, tant par ledict assassinat que pour aultres crimes; occasion desquelz ilz ont esté condampnez à mort par arrestz des Courtz souveraines et Chambres de l'édict de Castres et de Nérac et aultres justices, n'ayant désisté de continuer leurs maléfices, ainsi qu'est particulièrement exprimé par ladicte requeste, depuis lesdictes condampnations et assassinat; estant à craindre que portez d'une extrême témérité, favorisée de l'espérance de l'impunité desdictz crimes, ilz s'emparent de quelques places forte et importante dudict diocèse pour y troubler le repos publicq. Requé- rant occasion de ce, ledict suppliant, et affin que lesdictz arrest de condampnation ne demeurent illusoirs et sans effect, au grand mespris de l'autorité du Roy et de la justice, et au préjudice du repos et de la seureté dudict diocèse, qu'il pleust ausdictz Estatz ordonner, que pour l'interest commun dudict païs, le syndic d'icelluy se joindra aux poursuites du suppliant, telles que seront jugées nécessaires pour le publicq contre lesdictz prevenus, et pour cest effect fournira aux fraiz et despens desdictes poursuites, attendu qu'il s'agist du bien et



repos de tout ledict diocèse et aultres fins contenues en ladicte requeste ; de laquelle ayant esté faicte lecture en plaine assemblée et après que le sieur de Seguin, assistant en icelle, comme envoyé de M. de Gabriac, a dict et représenté, soubz supportation que les faictz mis en avant par ladicte requeste sont supposez pour le regard dudict sieur de la Rouveyrète et aultres de la maison de Gabriac et n'y avoir personne qui se plaigne de leurs déportemens que leurs ennemis particuliers, pour quelque querelle et différend qui ne regarde aucunement le publicq, quoy qu'ilz veuillent dire, pour favoriser leur cause et se fortifier du nom et des moyens du païs : a esté délibéré et conclud qu'il n'y a lieu de se joindre par ledict païs à ladicte poursuite, moins d'entrer en aucuns fraiz et despenses à cause d'icelle, attendu que cest ung differend particulier sur lequel les parties ont moyen de se pourveoir des remèdes ordinaires de la justice qui sont ouvertz à ung chescung, sans constituer le païs en fraiz pour ce regard.

Suivant la coustume de tout temps observée aux assemblées, que MM. les commissaires de l'assiette seront requis, de la part desdictz Estatz d'imposer en la présente assiette, les sommes à quoy seront taxez, tant les despenses de bouche ou deffray des sieurs députés desdictz Estatz, le plus modèrément, néantmoins que faire se pourra, que les aultres fraiz de l'assiette et taxations raisonnables et nécessaires des officiers dudict païs, affin que par ce deffault, les affaires d'icelluy ne demeurent en arrière. Et néantmoins, en cas que lesdictz sieurs commissaires feroient difficulté de comprendre et imposer dès présent, en l'assiette ordinaire, la somme à laquelle peult revenir ledict deffray ; en ce cas ladicte somme sera



par le syndic dudict pais empruntée pour payer ledict deffray, ensemble les interestz d'icelle pour ung an.

Suivant les précédentes délibérations ayant esté faictes plusieurs proclamations ez places publiques et carrefours de la présente ville par M. Fabry, huissier et trompète d'icelle, ainsi qu'il a certifié, qu'à la présente heure et assemblée, la recette des deniers extraordinaires dudict diocèse seroit baillée et délivrée en la manière acoustumée au moins disant et faisant la condition dudict diocèse meilleure. Et ne s'estant présenté personne pour y entendre, les Estatz, après ung intervalle competent, ayant faict venir M<sup>e</sup> Pierre Meigret commis du receveur alternatif des tailles audict diocèse, et icelluy faict sommer de faire la recepte desdictz deniers extraordinaires aux taxations de trois deniers pour livre, suivant l'arrest du Conseil d'Estat, luy déclarant qu'à ce faire il seroit contrainct par la justice; lequel Meigret auroit respondu n'avoir moyen de faire ladicte recepte avec si peu de taxations, moins y pouvoir estre contrainct, attendu que par les Edictz de sa majesté il est attribué ausdictz receveurs ung sol pour livre desdictz deniers extraordinaires; à cause de quoy lesdictz receveurs, comme n'ayant esté ouyz n'y appelez audict arrest, sont sur le point de se pourveoir envers icelluy. Offrant néanmoins ledict Meigret de faire ladicte recepte desdictz deniers extraordinaires à la mesme raison quelle fut faicte l'année dernière, qui est de 6 deniers pour livre. Ce qu'ayant esté mis en délibération et attendu ledict offre et que nul aultre s'est présenté; pour esviter aussi que faulte d'accepter ledict offre, la levée desdictz deniers ne demeure par trop retardée au préjudice du publicq; a esté con-



clud que le bail de la recepte desdictz deniers extraordinaires sera passé audict Meygret, comme receveur électif dudict dudict diocèse et comme moings disant et faisant la condition d'icelluy diocèse meilleure, à la charge de bailler bonne et suffizante caution et soubz les aultres clauses charges et conditions en tel cas acoustumées et requises pour le bien du païs et seureté desdictz deniers et par exprès de faire la levée d'iceulx à deux termes, assavoir : deux tiers desdictz deniers au premier jour de juillet et le tiers restant au premier d'octobre prochain. Et en cas que le contract dudict bail ne pourroit estre passé et stipulé en plaine sssemblée et auparavant la fin d'icelle, lesdictz Estatz ont donné et donnent pouvoir au sieur de Fumel, syndic dudict païs, de le passer et stipuler avec l'avis et assistance de mondict Sgr le président et de MM. les commis et députés dudict païs.

Finallement mondict Sgr le Président a représenté la juste occasion que l'on avoit de louer Dieü de ce que les affaires s'estoient traittez durant ceste assemblée en bonne union et concorde, à l'avancement du service du Roy et du bien publicq ; et après avoir exhorté les assistants à la persévérance de ce debvoir, leur a donné sa bénédiction ainsi qu'est de bonne et louable coustume, qui a esté le dernier acte faict en ladicte assemblée.

Signé : CHARLES, évêque de Matropoly.

---



1609

*Assemblée des Etats. — Commissaires de l'assiette. — Résumé du discours de Mgr Charles de Rousseau, évêque de Mende. — Nom de MM. les membres des Etats. — Procuration du consul de Saint-Etienne-Vallée-Française à rectifier. — Cautions à fournir par le fermier de l'Equivalent du diocèse. — Sur les remontrances à adresser au Roi. — Suppression des gages du prévôt jusques à l'érection en titre d'office de la charge dudit prévôt. — Demande de M. Jean Roux, receveur des impositions. — Permission à demander pour imposer pendant dix ans la somme de 1,200 livres pour la réparation des ponts. — Admission du syndic de Serverette et de l'envoyé de M. de Montauroux. — Paroisses opposantes à la levée des restes des tailles et deniers extraordinaires. — Département du taxat sur lesdites paroisses. — Admission des cautions présentées par le fermier de l'Equivalent. — Vérification des bains de Bagnols. — M. Hercules Spéronnat demande les départements des deniers ordinaires et extraordinaires qui seront imposés. — Ratification de l'accord avec M. le trésorier d'Assas. — Etat des frais ordinaires. — Entretien des prévôt, greffier et archers. — Admission des envoyés de MM. de Barre, d'Arpajon et de Sévérac. — Prétention du baron de tour à raison de l'assistance aux assemblées de MM. les commis du pays pendant l'année. — Clôture des Etats.*

L'an mil six cens neuf et le mardy dix-septième jour du mois de febvrier, environ neuf heures du matin, en la ville de Mende, les gens des trois Estatz du païs de



Gévaudan et diocèse de Mende, après avoir, selon l'ancienne et louable coustume, assisté à la messe du Saint-Esprit, célébrée en la grand'église, se sont assemblez dans la salle haulte des maisons épiscopales de ladicte ville, suivant le mandement de nos seigneurs les commissaires présidens pour le Roy aux Estatz généraulx de Languedoc, tenuz en la ville de Beaucaire, ez mois de novembre, décembre et janvier derniers. En laquelle asssemblée estant venuz MM. M<sup>e</sup> Pierre de Guilleminet, greffier et secrétaire du Roy ausdictz Estatz généraulx, commissaire principal de l'assiette dudict diocèse; François de Pelamourgue, escuyer, sieur de Mallevieille, bailly de Gévaudan; M<sup>e</sup> Gilbert Baissenc; Barthélemy Rochebaron, notaires royaux et N..., marchand et consulz de ladicte ville de Mende, et Jean de Colrat, bourgeois et premier consul de la ville de Maruejolz, commissaires ordinaires de ladicte assiette. Ledit sieur de Guilleminet, proposant le faict desdites commissions pour l'imposition, de la cottité dudict diocèse, des deniers accordez au Roy en l'assemblée desdictz Estatz généraulx, la présente année, a remonstré ausdictz Estatz particuliers les considérations qui ont meu Sa Majesté de demander en ceste année semblables sommes de deniers que ez années dernières, suivant la teneur desdictes commissions; pour l'exécution desquelles, s'estant acheminé exprez en ce diocèse, il a offert procéder au département de la cottité dudict diocèse avec l'assistance des autres sieurs commissaires ordinaires de l'assiette et desdictz gens des Estatz, ou telz députés qu'il leur plaira nommer, suivant l'ancienne coustume. Sur quoy, après avoir esté faicte lecture desdictes commissions en plaine asssemblée par le greffier et secrétaire desdictz Estatz, a



esté respondu, ausdictz sieurs commissaires, par très révérend père en Dieu, M<sup>re</sup> Charles, évesque de Mende, comte de Gévaudan, président ausdictz Estatz, qu'encores que cedit pais soit desnué de moyens à cause des grandes et extraordinaires charges qu'il a supporté cy devant en plusieurs et diverses manières à l'occasion des guerres et troubles derniers, si est ce qu'il ne faict aucun doubte que les habitans de ce pais représentez par ceste asssemblée ne soient tous disposez à s'esvestuer de satisfaire à l'intention de Sa Majesté, continuation de l'ancienne fidélité et obéissance qu'ilz luy ont tousjours rendue, en laquelle ilz sont plus que jamais tenuz de persévérer pour beaucoup de justes considérations, par mondict Sgr le président représentées avec plusieurs exemples de l'antiquité et diverses authoritez de l'Es-criture fort remarquables, oultre la particulière bienveillance et paternelle affection que Sa Majesté a tousjours monstré avoir à la protection et soulagement de son peuple. Et jaçoit qu'il semble que par l'arrest naguières donné au Conseil de Sa Majesté et le reiglement intervenu sur icelluy à la poursuite de MM. de la Chambre des Comptes de Montpellier, ayt esté dérogé et faict préjudice aux privillèges et coustumes anciennes des Estatz dudict pais, mesmes en ce que les gens de l'église et noblesse et certains députés et officiers desdictz Estatz se trouvent frustrez par ledict reiglement du deffray, gaiges, droictz qui leur estoient de longuemain acquis, néantmoins il s'auze tout promettre de la bonté et justice de Sa Majesté que luy faisant suivre de très humbles et raisonnables remonstrances elle y aura tel esgard que le pais en demeurera satisfait et content. En quoy il offre de s'employer comme en tous aultres



affaires dudict païs à l'exemple de feu Mgr de Mende, son oncle, de très heureuse mémoire, non qu'il se promettre les mesmes ou semblables effectz qui ont très heureusement réussy, du soin inestimable et des bons et notables offices que mondict seigneur avoit rendu aux plus importants affaires dudict païs en une infinité d'occasions signalées ; auxquelles il auroit si bien mérité du publicq qu'il ne luy reste à luy que bien peu d'espérance de le pouvoir imiter ainsi qu'il désireroit faire à l'utilité et advancement des affaires dudict païs ; que si Dieu ne luy faict ceste grâce de permettre qu'il arrive à ce degré de perfection, du moins ne veult il manquer à ce devoir d'offrir et rendre audict païs ce que de droict héréditaire luy a esté délaissé par mondict seigneur, assavoir : une très ardente et fidelle affection de servir audict païs, en général et en particulier, à toutes sortes d'occasions qui s'en pourront présenter, sans y espargner chose aulcune qui puisse deppendre de luy, non plus qu'avoit esté faict par mondict seigneur, son oncle ; les vertus et mérites duquel et la notable perte que ledict païs avoit faicte en luy estoit si congneue et déplorable à ceste compaignie comme se pouvoit lire à la face d'icelle que cela sera cause, avec la juste douleur et regret qui le presse en particulier de ceste disgrâce, qu'il se déportera d'en faire plus ample récit, affin de se retenir aux termes de la modestie requise à une personne qui avoit l'honneur de luy appartenir de si prez.

Et incontinant après ont esté leues les procurations des envoyez et députés à ladicte asssemblée, à laquelle ont esté trouvez assistans, assavoir, pour l'estat ecclésiastique : Vénérables personnes MM. M<sup>e</sup> André de Chanoillet, docteur ez droitz, official et chanoine de l'église



cathédrale de Mende, envoyé du Chapitre de ladite église ; Anthoine Pradal, comme procureur du vicaire général du couvent et hospital d'Aubrac, le siège d'icelluy vaccant ; Anthoine Aldin, docteur ez droictz, procureur de M<sup>re</sup> Guillaume de Berfueil, commandeur de Paliers. Et pour la noblessè : M<sup>re</sup> Christophle d'Apcher, comme baron de tour, la présente année ; noble Ardouyn de Rouchas, envoyé de M<sup>re</sup> François de Soulagès, sieur et baron de Tholet et de Castelnau, comme père et légitime administrateur des personnes et biens de ses filles, héritières, avec bénéfice d'inventaire des biens de feu M<sup>re</sup> Geoffroy-Astorg-Aldebert de Peyre, quand vivoit sieur et baron dudict Peyre ; noble Jehan de Lespinasse, sieur des Salelles, envoyé de dame Clere de S. Poinct, dame de Céneret, comtoursse de Montferand, douairière de S. Vidal, vefve en dernier lict de feu messire Marcelin de Hautvillar ; M<sup>re</sup> Pierre Borrelli, docteur ez droictz, sieur de Pelouze, envoyé de M<sup>re</sup> Jehan Gaspar-Guerin de Chateauneuf, dict de Céneret, chevalier de l'ordre du Roy, sieur et baron du Tournel ; M<sup>re</sup> Pierre Loberie, docteur ez droictz, lieutenant général en la justice du duché de Mercœur, substitué par M<sup>re</sup> Claude de La Fayette, chevalier de l'ordre eu Roy et gouverneur audict duché, pour assister, au nom de Mme de Mercœur, aux Estatz dudict pais de Gévaudan, l'année présente, pour la baronnie de Mercœur ; noble de Pastorel, envoyé de M. le baron de Florac ; noble Claude de Pollalon, sieur de Bouzolz, comme tuteur onéraire des enfants de feu M. le baron de Canilliac ; M. de Gibertès, comme Sgr de Montrodât, en personne ; M. de Cogossac, comme Sgr de Servièrre, en personne ; M<sup>re</sup> Guillaume Bardon, docteur ez droictz, comme envoyé de



M. de Mirandol. Et pour le Tiers-Estat: Vincent de Lafont, marchand, comme 1<sup>er</sup> consul de la ville de Chirac; M<sup>e</sup> Gabriel de Bostang, comme 1<sup>er</sup> consul de la ville de La Canorgue; M<sup>e</sup> Antoine Allier, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Saint-Chély-d'Apchier; M<sup>e</sup> Hugues Montet, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Saulgues; Aymar Dumont, 1<sup>er</sup> consul de la ville du Malzieu; M<sup>e</sup> Jehan Rampon, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Florac; M<sup>e</sup> Claude Germain, syndic de la ville d'Yspaniac; M<sup>e</sup> Pierre André, 1<sup>er</sup> consul de Chateauneuf-de-Randon; Pierre de Cabiron, sieur de Solpérière, 1<sup>er</sup> consul de Saint-Estienne-de-Valfrancisque; M<sup>e</sup> Loys Mar-ron, procureur de la ville de Lengoigne; M<sup>e</sup> Jehan Guy-berne, praticien, procureur de la viguerie de Portes; Pierre Julien, sieur des Mazes, procureur de Barre; M<sup>e</sup> Jehan Enjalvin, comme procureur du syndic de S. Auban; M<sup>e</sup> Jehan Reversat, procureur du mandement de Nogaret. Ausquelz assistans, mondict Sgr le président a faict prester le serement acoustumé de procurer le soulaigement du pais et ne déclarer les délibérations des Estatz.

Et d'autant que la procuration du consul de Saint-Estienne-de-Valfrancisque s'est trouvée défectueuse, a esté dict qu'il la feroit réformer dans deux jours, autrement demeurerait privé de l'entrée desdictz Estatz.

Dudict jour dix-septiesme de febvrier, de relevée.

Le sieur de Fumel, syndic dudict pais, a donné avis à l'assemblée que le fermier de l'équivalent de ce diocèse, du triemme prochain ou procureur pour luy, est venu en ceste ville, afin de présenter cautions aux Estatz pour le pris principal de sa ferme, montant 14,000 livres, pour chascune des trois années, et qu'à cest effect, il luy



a mis en main le bail de ladicte ferme avec ung mémoire desdictes cautions qui sont : sires Jehan Prieur, marchand, de la ville de Saint-Chély ; Anthoine Prieur et Jehan Pouget, marchands, de la ville de Maruejols ; M<sup>e</sup> Symon Olivier ; Pierre Deleuze ; Pierre de La Farelle, sire Daniel de La Farelle, de la ville d'Anduze ; si a ledict syndic, requis ladicte asssemblée délibérer sur la réception desdictes cautions. Sur quoy, après avoir esté faicte lecture dudict bail, ensemble de la procuration passée par M<sup>e</sup> Jean Boyssier, fermier dudict équivalent, à M. Théophile Alphonse, docteur ez droictz, de ladicte ville d'Anduze, pour présenter lesdictes cautions, et que par plusieurs des consulz assistans à ladicte asssemblée qui avoient cougnoissance desdictes cautions, a esté opiné qu'elles estoient suffizantes pour ladicte ferme. A esté conclud pour plus grande assurance du païs que ledict syndic advertira ledict Alphonse d'augmenter encore le nombre desdictes cautions de quelques aultres, oultre les susnommés ou du moins de quelques nominateurs et certificateurs d'icelles. Lequel Alphonse, procureur susdict, adverty de la susdicte délibération, seroit venu en ladicte asssemblée, à laquelle, ayant d'abundant offert de présenter pour nominateurs desdictes cautions M<sup>e</sup> Guy Meyssonier, notaire royal de Saint-Saulveur-de-Peyre et Jehan de Sonzelle, aussi notaire royal dudict Anduze, et encores quelque aultre si besoing est. A esté conclud que lesdictes cautions et nominateurs seront acceptez et receuz, à la charge néanmoins, pour plus grande seureté, de s'obliger de remettre, devers ledict syndic, les quittances du prix de chascun quartier de ladicte ferme, et ce dans quinze jours, après chascun desdictz quartiers escheu, ou à deffault de ce, bailler



nouvelles cautions à la première réquisition dudict syndic, lequel a esté chargé, par ladicte asssemblée, tenir la main exactement à l'exécution de ladicte délibération pour la descharge du païs.

Sur l'exposition faicte par ledict syndic que par délibération des Estatz généraulx dernièrement tenuz en la ville de Beaucaire, auroit esté arrêté de faire nouvelles remonstrances au Roy, sur le faict de l'arrest donné en son Conseil, à la poursuite de MM. de la Chambre des Comptes de Montpellier, attendu le notable interest et préjudice que l'exécution d'icelluy apporteroit aux anciens privilèges de la province. En conséquence de laquelle délibération Mr de La Motte, l'ung des syndicz généraulx du païs de Languedoc, luy auroit faict tenir une dépesche adressante à MM. les commis et députés de ce païs avec ung ample mémoire, contenant la forme de la procuration et déclaration que chascun diocèse de ladicte province doibt se faire sur ce subject; désirant icelluy syndic général, conformément à ladicte délibération, qu'il pleust ausdictz Estatz particuliers passer de leur part ladicte procuration suivant le mémoire duquel, après avoir esté faicte lecture, ensemble de ladicte lettre, en plaine asssemblée et ouy sur ce le sieur de Saulgières, ayant assisté pour M. le consul de Mende ausdictz Estatz généraulx, lequel a faict son rapport bien au long de ce qui s'y estoit traité et arrêté touchant le différend de ladicte province avec ladicte Chambre des Comptes; a esté conclud que ladicte procuration et déclaration demandée par ledict sieur syndic général, conformément à ladicte délibération, sera passée et envoyée en la forme portée par ledict mémoire, attendu qu'il s'agist de la conservation des privilèges de la province en général et



conséquemment de ceulx dudict pais de Gévaudan en particulier..

En suite de laquelle délibération, ledict sieur de Saulgières a faict rapport à l'assemblée des aultres principaulx affaires qui avoient esté traittez et résoluz ausdictz Estatz généraulx, et entre aultres de la délibération prise de ne faire par les diocèses aucune imposition pour les gaiges et entretenement des prévosts diocésains, jusques à ce que sur les très humbles remonstrances que lesdictz Estatz ont arresté de faire à Sa Majesté sur l'érection en tiltre d'offre formé desdictz prévostz, autrement en ayt esté ordonné par sadicte Majesté, pour le notable préjudice que ladicte érection apporteroit au bien de son service et de la justice dans ladicte province.

Sur ce que M<sup>e</sup> Jehan Roux, cy-devant commis à faire la recepte dudict diocèse, en l'année 1605, a remonstré qu'il auroit receu plusieurs empeschements en la levée des deniers imposez en ladicte année, tant à cause des inhibitions à luy faictes en vertu des arretz du Conseil d'Estat à la requeste des paroisses, du quartier de la montagne opposantes à la levée des restes des tailles, comme aussi du refus faict par les habitans des paroisses de Saint-Estienne-de-Valfrancisque, Saint-Germain-de-Calberte et leurs consorts, au quartier des Cévennes, quelz au lieu de ratifier la transaction passée par leurs procureurs avec le pays sur le procès d'appel auparavant pendant en la Cour des Aydes, auroient reprins ledict procès et faict faire nouvelles inhibitions audict Roux sur la levée desdictz deniers, et toutesfois sans avoir esgard ausdictz empeschements l'on ne laisse de le molester et contraindre pour l'entier payement des parties couchées en son assiette tout ainsi que s'il avoit faict l'entière



levée des deniers couchez esdictes assiettes ; requérant au moyen de ce, qu'il pleut à l'assemblée y pourveoir, et à ceste fin oster lesdictes inhibitions ou le descharger du payement desdictes parties à proportion de ce qu'il ne peult lever à l'occasion desdictz empeschemens. Néanmoins en tous cas faire prendre cependant le faict et cause pour luy par le syndic dudict pais contre les parties que besoing sera et le relever de tous despens, dommages et interestz qu'il pourroit souffrir à faulte de ce. Et sur ce ouy ledict syndic qui a certifié l'assemblée que les restes, si aucunes sont deues audict Roux par lesdictes parroisses opposantes, sont si petites qu'elles ne méritent pas d'estre mises en ligne de compte ny d'y avoir esgard. Et pour le regard des Cévennes, les parroisses de Florac, Barre et leurs consortz, qui font la plus grande partie desdictes Cévennes, agréans ladicte transaction, veuillent payer leurs cottitez si jà ne l'ont faict, en leur desduisant ce que peult monter leur portion de la somme accordée par ladicte transaction, et ne reste qu'à faire vuyder l'appel de ceulx dudict Saint-Estienne, St-Germain et leurs consortz, qui ont esté, par la Court, remis en l'estat qu'ilz estoient avant ladicte transaction ; a esté conclud que ledict syndic fera vuyder ledict appel le plustost que faire se pourra contre lesdictz de Saint-Estienne et Saint-Germain et leurs consortz. Et pour le regard des aultres de Florac, Barre et consortz sera faicte liquidation de ce qui leur peult revenir pour leur portion de la somme accordée par ladicte transaction, pour estre icelle portion comprize dans l'estat des debtes dudict pais, pour obtenir permission de Sa Majesté d'en faire imposition, affin d'estre payés ausdictz habitans de



Barre, Florac et aultres, en rapportant au préalable, es mains dudict syndic, ratification de chascune parroisse de ladicte transaction en bonne forme, à la charge aussi de payer, audict Roux, ce qu'elles peuvent debvoir de restes de leurs cottitez de ladicte année. Et quant à la garantie requise par ledict Roux, qu'après avoir esté faicte vérification des parties que ledict Roux n'a peu acquitter à l'occasion desdictz empeschemens, ledict syndic prendra le faict et cause pour luy contre les créanciers qui n'ont peu estre payez à cause d'iceulx empeschemens.

Sur les plaintes faictes ausdictz Estatz de la part de plusieurs villes et communaultés dudict païs et diocèse des grandes pertes et incommoditez que le publicq souffre à cause de la ruyne et mauvais estat auquel se trouvent réduictz plusieurs pontz et passaiges publicqs dudict diocèse; requérans qu'il pleust ausdictz Estatz d'y pourveoir, pour le bien du commerce et commodité publique, et affin d'obvier à l'entière ruyne et démolition desdictz pontz, laquelle aultrement seroit inévitable et fort prochaine; a esté conclud que MM. les commissaires députez pour procéder à la vérification des debtes dudict païs seront requis donner advis à Sa Majesté estre nécessaire pour les raisons susdictes, voire mesmes pour le bien de son service qu'il luy plaise permettre aux habitans dudict païs d'imposer et lever sur le général d'icelluy, durant dix années, la somme de 1,200 livres ez chacune d'icelles, pour estre employée à la réparation desdictz ponts, suivant les reiglemens sur ce prins aux Estatz généraulx de Languedoc et particuliers dudict diocèse ou aultrement selon que par les députés d'icelluy sera jugé la nécessité le requérir, sans que les-



dictz deniers puissent estre en aulcune façon divertiz et employez à aultres uzages.

Du mercredy dix-huitiesme dudict mois de febvrier, de matin, en ladicte asssemblée.

. S'est présenté M<sup>e</sup> Aymar Roux, comme syndic de la ville de Serverette, et M<sup>e</sup> Claude Gaude, comme envoyé de M. de Montauroux, et leurs procurations leues et le serment par eulx presté, ilz ont esté receuz à ladicte asssemblée.

Sur le rapport faict par le syndic dudict diocèse, de l'estat du procès introduit au Conseil du Roy, par certaines paroisses particulières dudict diocèse du quartier de la montaigne, opposantes à la levée des restes des tailles et deniers extraordinaires imposez audict diocèse pour l'aquittement des debtes et aultres affaires communs d'icelluy ; ayant ledict syndic discouru particulièrement du faict et des longues poursuites sur ce faictes de part et d'autre, comme aussi des expédiens qui avoient esté plusieurs fois ouvertz pour composer amiablement ce différend pour le soulagement du pauvre peuple ; en quoy feu Mgr de Mende, comme aussi Mgr le président se seroient fort employez pour couper chemin à ceste désunion et aux fraiz et despences extraordinaires que ledict procès apportoit au pais et ausdictes parroisses ; ce que n'ayant peu réussir, finalement seroit intervenu arrest audict Conseil, par lequel entre aultre chose est ordonné que vérification seroit faicte des debtes dudict pais par MM. de Croisilles et Delhom, trésoriers généraulx de France en la généralité de Montpellier, commissaires en ceste partie, députez par Sa Majesté, pour, après ladicte vérification et leur advis rap-



porté au Conseil, estre par icelluy ordonné ce qu'il appartiendra ; et qu'à ceste fin, les cahiers des quottisations, fraiz et debtes dudict pais, depuis quinze années, seroient remis devers lesdictz sieurs commissaires, par le greffier d'icelluy. A quoy il auroit satisfaict ; mais depuis estant survenu le décèz dudict sieur de Croisilles, cela auroit esté cause d'arrester l'exécution de ladicte commission, d'autant que ledict sieur Delhom n'y auroit voulu procéder seul, ains auroit ordonné que les parties auroient recours au Roy. Sur quoy auroient esté concurremment expédiées deux commissions audict Conseil, portant subrogation au lieu dudict sieur de Croisilles, l'une, de la personne de M. de Castellan et l'autre de M. de Gallièrès, aussi trésoriers généraulx de France, en ladicte généralité. Et parce que desdictes deux commissions ne pouvoit subsister que l'une d'icelles, à ceste cause lesdictz sieurs en seroient demeurez d'accord, ayant, ledict sieur Castellan, remis la prétention du pouvoir qui luy estoit attribué, audict sieur de Gallièrès, pour procéder avec ledict sieur Delhom, au faict de ladicte vérification, ainsi que ledict sieur syndic a faict veoir par la lettre que ledict sieur Delhom luy en a escripte ; de laquelle, ayant esté faicte lecture en ladicte asssemblée et d'une délibération des Estatz tenuz en la ville de Maruejolz l'année dernière touchant le reiglement prins sur le mesme affaire ; après aussi que le sieur Jehan Prieur, de la ville de la ville de Saint-Chély-d'Apchier, au nom et comme procureur desdictes paroisses opposantes, a esté ouy en ladicte asssemblée, et après avoir entendu la lecture de ladicte délibération, en a requis l'exécution comme très utile et nécessaire au faict de ladicte vérification et conforme à l'intention



desdictz sieurs commissaires ; a esté conclud que ladicte délibération sera suivye, et qu'à c'est effect MM. les commis, syndic et députés dudict païs s'assembleront en ceste ville dans le quinzième du prochain mois de mars, dans lequel temps les créanciers dudict païs auront esté advertiz, à la diligence dudict syndic, de remettre leurs demandes devers lesdictz sieurs, pour après estre par eux dressé l'estat desdictz debtes avec les instructions et mémoires nécessaires pour les débatre et impugner, au soulagement et à la descharge dudict païs, à laquelle assemblée ledict sieur Prieur pourra assister avec ung assesseur, habitant dudict païs, munys tous deux, à c'est effect, de bonne et suffizante procuration de la part desdictes parroisses. Et d'autant qu'il sera nécessaire après que lesdictz estat et mémoires auront esté dressez, de les remettre, ensembles les pièces et actes justificatives d'iceulx, devers lesdictz sieurs commissaires, et à ceste fin les aller porter en la ville de Béziers, où ilz font leur résidence, si tant est qu'ilz ne voulussent s'acheminer en ce païs et que les voiaiges, journées et vacations qu'il conviendra exposer au faict de ladicte vérification, tant par lesdictz sieurs commissaires que aultres qui y seront employez, ne se peuvent faire sans fraiz et despens ; lesdictz Estatz ont donné charge et pouvoir ansdictz sieurs commis, députés et syndic, d'emprumter telle somme qu'à c'est effect ilz jugeront nécessaire, pour tel temps et à telles conditions et interest qu'ilz trouveront moins dommageables au païs ; ce que lesdictz Estatz remettent à leurs prudences et discrétions, comme aussi d'adviser de requérir lesdictz sieurs commissaires de se voulloir transporter en ce païs ou bien de leur envoyer ledict estat et pièces justificatives à Béziers, pour



procéder à ladicte vérification pour en uzer, par lesdictz sieurs commis, députés et syndic, selon qu'ilz trouveront estre meilleur pour le bien, advancement des affaires et soulagement dudict païs.

Et sur la réquisition faicte par les consulz de Florac, Barre et aultres du quartier des Cévennes, à ce qu'ilz soient arresté qu'ilz seront appelez à ladicte asssemblée pour y assister et veoir dresser l'estat desdictz debtes ; a esté conclud que ledict consul de Florac ou tel aultre qui sera député de la part de tous lesdictz consulz, y pourra assister lors tant seulement qu'il s'agira des debtes ausquelz lesdictz des Cévennes sont tenuz de contribuer et non de ceulx dont ilz demeurent deschargez par lesdictz édictz de Sa Majesté et arrestz intervenus sur iceulx comme n'y ayant aucun interest.

Sur ce que ledict sieur Jehan Prieur, de la ville de Saint-Chély-d'Apcher, au nom et comme procureur de certaines parroisses particulières dudict diocèse dudict quartier de la montaigne, opposantes à la levée des restes des tailles, a remonstré que M. le trésorier Marion ayant obtenu ung taxat et exécutoire de despens au Conseil d'Estat contre lesdictes parroisses, ou bien contre André Marchat, leur syndic, de la somme de 500 livres ou environ, ledict sieur Marion auroit envoyé sur les lieux M. Jehan Puysant, huissier des finances, pour les contraindre au payement de ladicte somme. Et bien que lesdictes parroisses soient en volonté de payer chascune leur cottité d'icelles, toutesfois à faulte d'en faire faire le département égal, le payement en est recullé, ne voullant, lesdictes parroisses, payer la portion l'une de l'autre, comme il ne seroit raisonnable ; néantmoins ce retardement tourne à leur grand fouldre et dommage,



d'autant que ledict Puysant, pendant ceste dilation, leur faict souffrir de grandz fraiz et despens, par le moyen des contraintes et rigoreuses exécutions dont il uze contre telles desdictes parroisses que bon luy semble, sans ordre ny différence l'une de l'autre ; ce qui auroit justement occasionné ledict sieur Prieur, au susdict nom, de s'adresser à M. de Guilleminet, commissaire principal et aux aultres sieurs commissaires de l'assiette dudict diocèse et les requérir de procéder au département de ladicte somme sur lesdictes parroisses, au pied de ce que chascune d'icelles doibt porter suivant la tariffe générale dudict païs et diocèse. Sur quoy lesdictz sieurs commissaires après avoir veu ledict taxat et exécutoire dudict Conseil, attendu ladicte réquisition et le soulagement desdictes parroisses, auroient offert procéder audict département sur la tariffe générale dudict païs ; laquelle néantmoins le greffier d'icelluy auroit faict refus leur délivrer sans ordonnance desdictz Estatz. Lesquelz, à ceste cause, ledict sieur Prieur, au susdict nom, a requis et supplié voulloir ordonner audict greffier délivrer ladicte tariffe ausdictz sieurs commissaires, commis, n'y ayant aulcun subject d'en faire difficulté, veu que le général du païs ne reçoit aulcun préjudice de ce département qui se doibt faire seulement sur lesdictes parroisses opposantes, de leur consentement et pour leur faict particulier, affin d'avoir moyen de payer la susdicte somme à quoy elles, au nom de leur dict syndic, ont esté condamnées par ledict arrest dudict Conseil d'Estat. A esté conclud que ledict greffier mettra es mains desdicts sieurs commissaires ladicte tariffe suivant la réquisition dudict Prieur, à l'effect et pour les considérations tant seulement par luy cy-dessus représentées à ladicte assemblée.



Dudict jour XVIII<sup>e</sup> febvrier, en ladicte asssemblée,  
de relevée.

Les cautions de la ferme de l'équivalent dudict diocèse de Mende et pais de Gévaudan, pour le triemme qui commencera le premier jour de septembre prochain, présentées par M. Théophile Alphonse, comme procureur de M. Jehan Boissier, de la ville d'Anduze, fermier dudict équivalent, ont esté reçues par MM. les commissaires de l'assiette en l'assemblée desdictz Estatz et le contract passé et reçu par M<sup>e</sup> Robert Le Vieux, notaire royal, soubz les clauses, charges et submissions y contenues.

Sur ce que M. le baron du Tournel a faict advertir l'assemblée par le sieur de Pelouze, son envoyé en icelle, de l'altération naguères advenue aux bains de Bagniolz, à cause de quelque source d'eau froide qui a prins cours dans ledict bain par le moyen de l'ouverture et passaige qui a esté faict en profondant les fondemens de certaine maison qu'un nommé Ruffy, dudict lieu de Baniolz, a faict édifier près desdictz bains; en quoy ledict sieur du Tournel, estimant que le publicq estoit intéressé, il eust pensé luy faire tort si sur l'avis que ses officiers luy ont donné de ceste occurrence, il n'en eust par mesme moyen adverti l'assemblée, à ce qu'elle y puisse faire pourveoir, avant que plus grande détérioration arrive desdictz bains, au préjudice du publicq, n'y ayant, pour son regard, aucun interest particulier, comme ne trouvant aucun profit ny revenu desdictz bains, ores qu'ilz soient assiz dans ses terres, comme chascun scayt. A esté conclud, attendu l'utilité que le publicq reçoit desdictz bains, pour leur singulière vertu et propriété en la guérison de plusieurs maladies, qu'il sera faicte véri-



fication, à la diligence du syndic dudict païs, de ladicte altération, et en cas qu'il se trouve estre arrivée à cause dudict bastiment faict par ledict Ruffy, ledict syndic fera sur ce les poursuites nécessaires aux despens du païs, pour luy faire réparer ce deffault et remettre lesdictz bains en leur pristin estat, pour l'utilité et commodité publique.

Sur la réquisition faicte par M<sup>e</sup> Jehan Roux, commis de M<sup>e</sup> Hercules Spéronnat, receveur des tailles du diocèse de Mende, de luy faire délivrer les départements des deniers, tant ordinaires que extraordinaires qui seront imposez la présente année, pour en faire la recepte; a esté conclud, pour le regard des deniers ordinaires, que le département luy sera délivré, en faisant au préalable apparoir de pouvoir suffizant pour l'exercice de l'office de receveur desdictes tailles, en ceste année, comme aussi de l'acte de renouvellement du cautionnement requis pour les deniers pour lesdictz deniers ordinaires, faict par devant MM. les trésoriers généraulx de France pour la seureté desdictz deniers. Et quant aux deniers extraordinaires, que la recepte en sera délivrée au rabaiz à celluy qui fera la condition du païs meilleure ainsi qu'il est acoustumé de tout temps, suivant les privilèges dudict païs, et qu'à ceste fin sera faicte publication de ladicte recepte ez carrefours et lieux publicqz de la présente ville. Ce qu'ayant esté faict, se seroit de rechef présenté ledict Roux, lequel auroit offert faire ladicte recepte desdictz deniers extraordinaires moyennant six deniers pour livre et les droictz de quittance, port des mandz et aultres esmoluments acoustumez; déclarant ne le pouvoir faire à moindre taxations et droictz. Sur quoy, après avoir esté délibéré et attendu que nul



aultre s'est présenté surdizant à l'offre dudict Roux ; a esté conclud que la recepte desdictz deniers extraordinaires sera délivrée audict Roux, comme receveur électif et faisant la condition du païs meilleure, et ce aux taxations et gaiges de six deniers pour livre et aux droictz de deux solz six deniers pour le port de chascun mand qu'il pourra prendre de chascune parroisse et d'ung sol pour chascune quittance particulière et deux solz six deniers pour chascune quittance générale qu'il fera, comprenant l'entier payement de toute nature de deniers, tant ordinaires que extraordinaires de sa recepte, sans pouvoir excéder aulcunement les susdictz droictz et esmolumens ny pouvoir prétendre aulcune chose pour les premiers advertissements et sommations qu'il fera aux parroisses, ains soubz condition d'observer exactement les édictz et ordonnances du Roy et les reiglemens faictz, tant par les Estatz généraulx que particuliers dudict païs de Gévaudan, sur la levée desdictz deniers, et à la charge de bailler bonnes et suffizantes cautions par ledict Roux, dans trois jours, à peine de la folle enchère ; laquelle délibération entendue par ledict Roux, il y a acquiescé et consenty, que suivant icelle le contract de bail de ladicte recepte en soit passé et stipulé.

Sur l'exposition et rapport faict, par le sieur de Fumel, syndic dudict païs, du contenu au contract d'accord et transaction passée entre luy, au nom dudict païs et M. le trésorier d'Assas, au nom du sieur de Montchal, son frère, comme receveur général du taillon ez années 1585, 1587 et 1589, sur le différend et procès qui estoit pendant au Conseil d'Estat, évocqué en icelluy de la Cour des Aydes de Montpellier, pour raison de la somme de 13,000 livres ou environ, en laquelle ledict sieur de



Montchal prétendoit avoir faict condampner ledict païs par arrest de ladicte Cour des Aydes, à cause des restes des deniers dudict taillon des susdictes trois années à luy deues par ledict païs et diocèse ; ayant ledict syndic représenté les justes causes et considérations qui avoient meu MM. les commis et députés dudict païs à procurer ledict accord pour le bien et soulagement d'icelluy et d'implorer, à ceste fin, l'ayde et faveur, tant de feu Mgr de Mende que de Mgr le président ; lesquelz, avec beaucoup de soing et d'affection s'y seroient fort utilement employez, non sans plusieurs traverses et difficultés intervenues en ceste négociation et traité de partie, desquelles ledict sieur syndic a faict récit. Requérant enfin qu'il pleust ausdictz Estatz, ratifier et approuver ledict contract et tout ce qu'en conséquence d'icelluy avoit esté par luy faict, géré et négocié, suivant les délibérations desdictz sieurs commis et députez dudict païs. Veu lesquelles, ensemble ledict contract d'accord et transaction passé entre ledict syndic et ledict sieur d'Assas, au nom dudict sieur de Montchal, le 7<sup>e</sup> jour d'octobre dernier, receu par M<sup>e</sup> Samuel Vidal, notaire royal de Montpellier, comme aussi la ratification dudict contract faite au pied d'icelluy par ledict sieur de Montchal, le 29<sup>e</sup> jour de novembre aussi dernier, receue par de Mongenaulx et Lenormand, notaires au Châtelet de Paris, par eulx et par ledict sieur de Montchal signés ; lesdictz Estatz ont unanimement ratifié, approuvé, émologué et confirmé ledict contract d'accord et transaction, selon sa forme et teneur ; déclarant qu'ilz entendent, veulent et consentent qu'il sorte son plain et entier effect, ensemble les actes et obligations par ledict syndic faictes en conséquence d'icelluy, suivant lesdictes délibérations. Si, ont



promis le relever indempne envers lesdictz sieurs de Montchal et d'Assas et tous aultres qu'il appartient, tant du principal que de tous despens, dommages et interestz qu'il pourroit encourir, occasion desdictes obligations et contract susdicts.

Sur ce que ledict sieur de Fumel, syndic, a représenté ausdictz Estatz que sur les poursuites faictes au Conseil du Roy par MM. de la Chambre des Comptes de Montpellier pour se faire attribuer l'audition des comptes de tous deniers extraordinaires qui se lèveront en la province de Languedoc, comme aussi la révision des comptes cy-devant renduz aux Estatz généraulx de ladicte province et aux particuliers et assiettes de chascuns diocèses, depuis plusieurs années, seroit intervenu arrest audict Conseil, par lequel auroit esté ordonné entre aultres choses que lesdicts diocèses remettroient, par devers les sieurs commissaires députés par Sa Majesté en sondict Conseil, l'estat des despenses ordinaires qu'ilz ont acoustumé faire chascune année, affin d'y estre veu et arrêté, pour après, estre par Sa Majesté donné la permission nécessaire sur l'imposition et levée des deniers dudict estat. Suivant lequel arrest MM. les commis et députés dudict païs auroient envoyé en Cour l'estat desdictes despenses ordinaires et nécessaires en icelluy, ceste présente année, pour estre remys devers lesdictz sieurs commissaires ; ce que voulant faire le procureur dudict païs qui en avoit la charge, il auroit trouvé que lesdictz sieurs commissaires avoient desjà terminé leur procédure et s'estoient séparés ; occasion de quoy n'ayant peu faire veoir ledict estat, l'auroit renvoyé ausdictz sieurs commis et députés, lesquels pour ne laisser les affaires du païs en confusion à faulte de recher-



cher les moyens requis pour subvenir ausdictes despenses ordinaires ; voyant mesmement que le temps et la nécessité pressoit, à cause de la proximité de l'assiette et tenue des Estatz particuliers dudict diocèse, auroient estimé ne pouvoir moins faire que de se retirer à MM. les commissaires présidens pour le Roy aux Estatz généraulx de Languedoc, à ce qu'il pleust vérifier ledict estat, ou du moins ordonner provision pour avoir moyen de subvenir ausdictes despenses en ceste présente année, en attendant que l'on eust temps et loisir de recourir à Sa Majesté pour l'advenir. Et à c'est effect ledict syndic auroit présenté ausdictz seigneurs commissaires l'estat desdictes despences ; lesquels, après plusieurs difficultés faictes, auroient enfin, pour l'urgente nécessité, ordonné certaine provision sur aucunes desdictes despenses, s'estans néanmoins montrez si exactes et retenus qu'ilz auroient entièrement privé les députés de l'estat de l'Eglise et de la noblesse des fraiz à eulx accordez et acquis de toute ancienneté pour se trouver et assister tant aux Estatz généraulx de la province que aux particuliers dudict pais de Gévaudan ; ayant en oultre tellement retranché les gaiges, journées et taxations d'aulcuns députés du Tiers-Estat et officiers dudict pais, qu'ilz n'ont moyen de rendre le service deub au faict de leur charge, comme il est requis pour le bien et advancement des affaires d'icelluy ; de sorte que si cela avoit lieu, ce seroit en effect supprimer lesdictz Estatz et renverser l'ancien ordre et les privillèges du pais, au grand préjudice des affaires publiques et du service de Sa Majesté. Ce qu'ayant esté mis en délibération, a esté conclud qu'il en sera faict plainte et remonstrance à sadicte Majesté, au nom desdictz Estatz, à ce que son



bon plaisir soit de maintenir et conserver les trois ordres d'icelluy en la possession et jouissance de leurs anciens privilèges et droictz et dont ilz ont jusques à présent jouy, comme aussi les officiers dudict païs, et qu'à c'est effect sera député, vers sadicte Majesté, personnage capable pour luy faire lesdictes remonstrances et les poursuites requises pour obtenir, sur ce, les provisions requises et nécessaires.

Et d'autant que par les apostilles et ordonnances faictes par lesdictz sieurs commissaires sur ledict estat desdictes despenses ordonnées dudict païs de Gévaudan et diocèse de Mende n'a esté pourveu ny donné aulcune provision pour l'entretènement du prévost diocésain ny du greffier et archers d'icelluy ; a esté conclud, attendu la nécessité présente, d'entretenir lesdictz prévost, greffier et archers, que lediet syndic empruntera la somme de onze cens livres pour subvenir à l'entretènement, tant du prévost et greffier que de deux archiers durant la présente année, et qu'à ceste fin ledict syndic passera les obligations et assurances nécessaires à celluy ou ceulx qui presteront ladicte somme, à la charge que le païs le relèvera, tant du principal que de tous despens, dommages et interestz qu'il en pourroit souffrir, et néanmoins sera poursuivie provision devers Sa Majesté pour avoir permission d'imposer ladicte somme et interestz d'icelle sur le général dudict païs et à ceste fin seront lesdictz sieurs commissaires requis et suppliez d'en donner advis à Sa Majesté.

Du jeudy XIX<sup>e</sup> dudict mois de febvrier, de matin

Se sont présentés pour estre receus en l'assemblée, assavoir : André Badosy, comme envoyé de M. de Barre,



M<sup>e</sup> André Comte, docteur ez droictz, comme envoyé de M. de Sévérac et M<sup>e</sup> Jean de Jean, aussi docteur, comme envoyé de M. d'Arpajon et leurs procurations leues et le serement acoustumé par eulx presté, ilz ont esté receus à ladicte asssemblée.

Sur ce que M. le baron d'Apchier a représenté avoir esté adverty que celluy des barons dudict païs qui est en tour, a droict, suivant l'ancienne coustume, d'assister à toutes les assamblées qui se font pour les affaires dudict païs durant l'année de son tour ; à cause de quoy désirant conserver en sa personne et en son tour la possession de ses droictz et privillèges qui peuvent estre acquis aux barons dudict païs, il auroit estimé debvoir faire ladicte proposition à ladicte asssemblée, à ce que par elle soit arresté si telle est la coustume et les aultres barons en ont jouy, que durant la présente année en laquelle il est en tour, il sera appelé ausdictes assamblées pour y assister et délibérer des affaires dudict païs avec MM. les commis et députés d'icelluy, selon les occurrences ; a esté conclud que les délibérations cy-devant prinzes touchant l'ordre et reiglement des assamblées que MM. les commis et députés dudict païs ont charge et pouvoir des Estatz de faire durant l'année pour donner ordre et pouveoir aux affaires occurrens et plus pressez seront suivies et entretenues, et à ceste fin seront représentées ausdictz sieurs commis et députés, pour les veoir et vérifier si le sieur baron du tour doibt estre appelé ausdictes assamblées et en ce cas effectuer le contenu esdictes délibérations, selon l'intention desdictz Estatz.

Finallement a esté représenté par mondict seigneur de Mende, président, que comme les Estatz ont tousjours eu ceste et louable coustume de commencer leurs assam-



blées par l'invocation du saint Esperit, à ce qu'il luy plaise présider et les assister en leurs délibérations, aussi de mesmes ont ilz ácoustumé de terminer lesdictes assamblées par action de grâces et la bénédiction dont il a monstre l'ancien uzage et le fruict et utilité qui en procède. Et après avoir exhorté l'assamblée à se maintenir tousjours en union et concorde au bien du service du Roy et du public et rendu grâces à Dieu de son assistance et faveur, il a donné la bénédiction à ladicte assamblée qui a esté la fin desdictz Estatz.





**TABLE DES MATIÈRES**  
**DU 3<sup>e</sup> VOLUME**  
**DES ÉTATS PARTICULIERS DU GÉVAUDAN.**

---

Délibération des Etats en 1600 (1) . . . . .	page	5
— en 1601 . . . . .		45
— en 1602 . . . . .		141
— en 1603 . . . . .		283
— en 1604 . . . . .		323
— en 1605 . . . . .		418
— en 1606 . . . . .		499
— en 1608 . . . . .		533
— en 1609 . . . . .		567

---

(1) Voir le sommaire à la page indiquée.







# **PROCÈS-VERBAUX**

**DES ÉTATS DU GÉVAUDAN**







**DOCUMENTS RELATIFS A L'HISTOIRE DU GÉVAUDAN**

---

**DEUXIÈME PARTIE**

---

# **PROCÈS-VERBAUX**

**DES DÉLIBÉRATIONS**

**DES ÉTATS DU GÉVAUDAN**

**PUBLIÉS PAR LA SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS**

**DE LA LOZÈRE, SOUS LES AUSPICES DU CONSEIL GÉNÉRAL**

**ET SOUS LA DIRECTION DE M. FERDINAND ANDRÉ,**

**ARCHIVISTE DU DÉPARTEMENT.**

---

**'TOME IV'**

---

**MENDE**

**IMPRIMERIE TYPOGRAPHIQUE DE C. PRIVAT**

**5, Rue Basse, 5**

**1878**







## ÉTATS PARTICULIERS DU GÉVAUDAN

---

1610

*Les commissaires de l'assiette. — Mgr l'évêque se fait excuser par son vicaire-général de ne pouvoir présider l'assemblée. — Nom de MM. des Etats. — Différend entre les envoyez de MM. d'Aubrac et de Ste Enimie. — Requête de MM. Bastide et Roux pour le remboursement des sommes à eux dues. — Imposition pour les ponts différée. — Franc-fiefs. — Dettes contractées lors des guerres civiles. — Commissaires nommés pour la vérification de ces dettes. — Gages du prévôt et de ses archers. — Admission des députés de la baronnie de Cénaret et de M. de Barre. — Contestations entre les receveurs pour l'exercice de leurs fonctions. — Dette en faveur de M. de Planèzes. — Somme de 900 livres à imposer. — Adjudication des tailles, demande de M. Calvet. — Sommes dues à la duchesse de Vantadour. — Demande de M. Rodes-Castaing. — Gratification pour réparer l'église de Marvejols. — Défrai du baron de tour.*

L'an mil six cens dix et le lundy vingt-neuviesme jour du mois de mars, environ neuf heures du matin, en la mai-



son consulaire de la ville de Maruejolz, les gens des Trois Estatz du païs de Gévaudan et diocèse de Mende, s'estant assemblez suivant le mandement de nos seigneurs les commissaires, président pour le Roy aux Estatz généraulx de Languedoc, tenus en la ville du Pont-Saint-Esperit, es mois de janvier et febvrier derniers, sont allez en l'esglise de ladicte ville, en laquelle ilz ont assisté à la messe et à la prédication, suivant l'ancienne et louable coustume des Estatz, et après pour estre l'heure tarde, ont remis à se rassembler en ladicte maison consulaire à une heure après midy.

Dudict jour XXIX<sup>e</sup> mars, environ une heure après midi, au lieu que dessus. Les gens desdictz Estatz assemblez, est venu en ladicte asssemblée M. M<sup>e</sup> Pierre de Guilleminet, greffier et secrétaire du Roy, aux Estatz généraulx de Languedoc, commissaire principal de l'assiette dudict diocèse ; noble Claude de Rivière, sieur de Maleval, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Mende ; M<sup>e</sup> Jehan Oziol, 2<sup>e</sup> consul de ladicte ville et M<sup>e</sup> Daniel Barrau, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejols, commissaires ordinaires de ladicte assiette, et par ledict sieur commissaire principal, ayant esté proposé le faict des commissions pour l'imposition de la cottité dudict diocèse, des deniers accordez à Sa Majesté ausdictz Estatz généraulx, la présente année, il auroit faict entendre ausdictz Estatz particuliers les raisons pour lesquelles sadicte Majesté auroit esté portée à demander, en ceste année, pareilles sommes de deniers que ez années dernières. Pour laquelle imposition et exécution desdictes commissions s'estant acheminé exprès en ce diocèse, il a offert de procéder au département desdictz deniers, avec l'assistance des aultres sieurs commissaires ordinaires de ladicte assiette et gens



desdictz Estatz ou telz depputez qu'il leur plaira commettre suivant l'ancienne coustume. Sur quoy, lesdictes commissions ayant esté leues en plaine asssemblée par le greffier et secrétaire desdictz Estatz, M. de Chanoillet, docteur ez droictz, chanoine en l'esglise cathédrale de Mende, vicaire général et official de Mgr de Mende, et président ausdictz Estatz, après avoir représenté le regret que mondict seigneur de Mende a de n'avoir peu se trouver en ceste asssemblée, à cause de quelques affaires importans et témoigné le désir que mondict seigneur avoit de servir au païs, a faict responce ausdictz sieurs commissaires que l'affection que le pays a toujours tesmoigné au service du Roy est tellement empreinte dans leur cœur, que le général ni les particuliers ne sçauroient jamais estre que très-disposez à satisfaire aux commandemens de Sa Majesté et commissions de nosdictz seigneurs les commissaires présidens aux Estatz généraux de Languedoc, tant que les moyens dudict païs le pourront porter. Requérant aussi lesdictz sieurs commissaires permettre la continuation de l'assemblée pour délibérer de leurs affaires et y pourveoir selon la nécessité d'iceulx. Laquelle permission a esté octroyée.

Après ont esté leues les procurations des sieurs députez et envoyez qui se sont trouvez assistans à l'ouverture desdictz Estatz, assavoir, pour l'église : M. M<sup>e</sup> Pierre Malos, bachelier ez droictz canon, chanoine et député du vénérable Chapitre de l'église cathédrale de Mende ; M<sup>e</sup> Anthoine Aldin, docteur ez droictz, député de M. d'Aubrac ; M<sup>e</sup> Pierre Enfruct, docteur ez droictz, chanoine en l'église cathédrale de Mende et député de M. de Ste Enimie ; M. de Paliers, en personne. Pour



**MM.** les barons : noble Estienne de Seguin, sieur de Peyrefiche, envoyé de M. le baron de Peyre, estant en son tour la présente année ; M<sup>e</sup> Jehan Michel, bachelier ez droictz, lieutenant en la justice de Saint-Chély-d'Apchier et envoyé de M. le baron d'Apchier ; M. Pierre Borrelly, aussi docteur ez droictz, sieur de Pelouze, envoyé de M. le baron du Tournel ; noble Jehan d'Espinasse, sieur des Salelles, envoyé de M. le baron de Cénaret ; M. Pierre Lobérie, aussy docteur ez droictz, lieutenant général du bailliaige de Mercœur, envoyé de M. le baron dudict Mercœur ; noble Jehan de Polallion, sieur de Combes, envoyé de M. le baron de Canillac. Pour **MM.** les nobles : noble Urbain de Reich, sieur de Servièrre, en personne ; M. M<sup>e</sup> Urbain Dumas, docteur ez droictz, sieur du Bouschet, envoyé de M. de Montrodât ; M<sup>e</sup> Pierre Rodes-Castaing, docteur ez droictz, envoyé de M. de Barre ; M<sup>e</sup> André Brugeiron, docteur ez droictz, envoyé de M. d'Allenc ; noble Claude de Rivière, sieur de Maleval, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Mende ; M<sup>e</sup> Jehan Oziol, bourgeois et 2<sup>e</sup> consul de ladite ville ; M<sup>e</sup> Daniel Barrau, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejolz. Jehan Vachery, marchand et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Chirac ; M<sup>e</sup> Jehan Falguières, sieur du Mazelet, 1<sup>er</sup> consul de la ville de la Canourgue ; M<sup>e</sup> Anthoine Albet, marchand, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Saint-Chély-d'Apchier ; M<sup>e</sup> Claude Montet, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Salgues ; M<sup>e</sup> Jehan de Beaufort, 1<sup>er</sup> consul de la ville du Malzieu ; David Michel, sieur de Colas, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Florac ; M. Pierre Fournier, syndic d'Yspaniac ; M. Anthoine Pelet, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Sainte-Enymie ; M<sup>e</sup> Jehan Bouschet, consul de Châteauneuf-de-Randon ; M<sup>e</sup> Robert Escurette, sieur de Combettes, consul de Ser-



verette ; M. Jean Jaumerot, consul de la ville de Lengoigne ; M. Gabriel Roffiac, consul de S. Auban. Tous lesquelz assistans ont faict et presté le serement accoustumé ez mains de mondict sieur le vicaire et président ausdictz Estatz ; et ce faisant ont promis de procurer le bien du service du Roy , soulagement du païs et ne publier les délibérations des Estatz.

Du mardy trentiesme jour dudict moys de mars, environ huict heures du matin.

Se sont présentez pour estre recuz à l'assemblée, assavoir : M<sup>e</sup> Jehan Michel, bachelier ez droictz, lieutenant en la justice de la jurisdiction d'Apchier, envoyé de M. le baron de Peyre ; Jehan de Tinel, dict Lombard, consul de Barre ; M<sup>e</sup> Pierre Sabatier, docteur ez droictz, juge en la comté ordinaire de Saint-Estienne, comme procureur de Jehan Sabatier, sieur du Mazel, son père, consul de Saint-Estienne ; M. André du Bruc, consul de Saint-Germain-de-Calberte, en la viguerie de Portes ; M<sup>e</sup> Jehan Jaumerot, consul de la ville de Lengoigne ; M<sup>e</sup> Jehan Reversat, notaire royal, procureur du mandement de Nogaret. Et leurs procurations leues et le serement par eulx presté, ont esté receuz à ladicte assemblée.

Sur le différend meu entre M<sup>e</sup> Anthoine Aldin, docteur ez droictz, envoyé de M. d'Aubrac et M<sup>e</sup> Pierre Enfruct, aussi docteur ez droictz, prebtre, chanoine de l'église cathédrale de Mende et envoyé de M. de Sto Enymie, sur ce que ledict sieur Aldin préthendoit debvoir procéder en ladicte assemblée l'envoyé dudict sieur de Sto Enimye ; ledict Enfruct, insistant au contraire, à cause de son ordre et qualité ; a esté délibéré et conclud,



attandu l'ordre et qualité dudict sieur Enfruct qu'il précèdera ledict sieur Aldin, sans préjudice dudict sieur d'Aubrac, lorsqu'il y sera en personne.

Sur la réquisition faicte par M. Estienne Bastide, commis à faire la recepte des tailles dudict diocèze, en l'année 1604, à ce qu'il pleust ausdictz Estatz pourveoir à son remboursement des fraiz et despens par luy souffertz et employez aulx exécutions et contraintes par luy faictes contre certaines parroisses des environs de la ville de Saint-Chély-d'Apchier, qui se seroyent rendues opposantes à la levée desdictz deniers et auroyent faict interdire ledict Bastide, en vertu de certaines Lettres patentes de Sa Majesté ; luy ayant esté impossible de s'en faire payer desdictz fraiz par lesdictes parroisses dont il auroit faict semblable plainte et réquisition aux Estatz ez années dernières. Ensuite de quoy M<sup>r</sup> Jehan Roux, commis à faire la recepte dudict diocèze en l'année 1605, ayant aussy remonstré qu'à l'occasion de semblables oppositions formées par lesdictes parroisses à la levée des deniers extraordinaires de ladicte année et des inhibitions à luy faictes, il n'auroit peu faire recepte entière desdictz deniers, et néantmoingz il est poursuivy et molesté pour l'entier acquittement des parties couchées en ladicte assiette ; requérant comme aux Estatz des années dernières qu'il pleust à l'assemblée y pourveoir et faire oster les inhibitions, affin qu'il ayt moyen d'achever sa levée ou bien le descharger du payement des susdictes parties, à proportion de ce qui reste à lever ou prendre le faict et cause pour luy, envers lesdictz créanciers et le désintéresser des despens, dommaiges et interestz par luy souffertz à cause de ce. A esté conclu, veu les délibérations cy-devant prizes ez années der-



nières sur pareilles réquisitions, que lesdictes délibérations seront suivies, sans toutesfois que lesdictz Bastide et Roux puissent contraindre lesdictes parroisses, jusques à ce que le différend d'entre eulx et lesdictes parroisses soit terminé par accord à l'amiable ou autrement par la voye de la justice.

Sur le faict de la commission de nos seigneurs les commissaires présidens pour le Roy, aux Estatz généraulx de Languedoc, touchant la réparation des ponts, par laquelle, en suivant l'ordonnance par lesdictz sieurs commissaires, donnée sur la requeste présentée par le syndic général de Languedoc, pour l'imposition de la somme de 1,542 livres sur chascun diocèse de la sénéchaussée de Beaucaire et Nismes, pour la réparation des pontz desdictz diocèses, est mandé aux commissaires de l'assiette, imposer sur ce diocèse la somme de 1,542 livres, pour estre, par le receveur dudict diocèse, mise ez mains de M. Bernard Reich, trésorier de la bourse dudict païs de Languedoc. Après que lecture a esté faicte de rechef de ladicte commission, en ladicte asssemblée et considéré que par icelle est porté que ledict trésorier n'en pourra faire le payement que préalablement ledict syndic n'ayt rapporté validation de Sa Majesté de la susdicte imposition pour lesdictes réparations, et en ce cas, il ne la pouvoit obtenir, ladicte somme sera, par ledict trésorier payée à la Roynie sur ce que luy a esté accordé par ledict païs pour la composition des franc-fiefs et recherches dudict païs. Ce qu'ayant lieu, ledict diocèse ne se pourroit prévalloir de ladicte somme, comme il est raisonnable, conformément aux délibérations des Estatz pour la réparation des pontz d'icelluy, qui sont en grand ruine et en grand nombre; joinct que l'imposition du



faict des francz-fiefz se doit faire généralement sur toute la province et ladicte commission desdictz pontz ne s'estant que sur la sénéchaussée de Beaucaire et Nismes, les diocèses de laquelle se trouveroient par ce moyen surchargez en ceste année de ladicte somme pour le faict desdictz francz-fiefz plus que les aultres diocèses de ladicte province ; et d'ailleurs ayant esté vérifié que ladicte commission est seulement signée du greffier desdictz seigneurs commissaires, sans aucun de leurs cachetz, comme il est requis et acoustumé pour la rendre authentique ; a esté conclud que lesdictz sieurs commissaires de l'assiette seront, pour les susdictes considérations, requis de surceoir à l'imposition de ladicte somme de 1,542 livres, jusques à l'année prochaine, en attendant l'approbation de Sa Majesté ; et cependant sera faicte visitation et recherche, par le syndic à l'assistance du greffier dudict païs, des réparations nécessaires aux pontz dudict diocèze qui en dresseront verbal, pour estre rapporté et veu à la prochaine asssemblée des Estatz dudict diocèze et sur icelluy pourveu selon qu'il sera jugé utile et convenable pour le bien dudict païs.

Sur ce que le sieur de Fumel, syndic dudict païs, a représenté à l'assemblée qu'à l'occasion des guerres civiles qui ont sy longuement duré en ce royaume, se trouvant cedict païs endebté en plusieurs grandes sommes de deniers envers plusieurs créanciers, les Estatz dudict païs ayant reconnu depuis le temps que Dieu nous a dorné la paix, ny avoir rien de plus important, utile et nécessaire entre tous les affaires dudict païs que d'acquitter les debtes d'icelluy, vrayement deubz, affin de le descharger des intherestz, vexations, fraiz et despens que lesdictz créanciers ont accoustumé faire souffrir à leurs dé-



biteurs, à faulte de payement et notamment aux diocèzes et communaultez ; ce qui leur est comme une seconde guerre civile qui dévore les moyens du peuple. Lesdictz Estatz, désireux de pourveoir à son repos et soulagement, auroient depuis dix ou douze années recherché les moyens les plus propres pour parvenir à la liquidation et acquittement desdictz debtes, avec la moindre foule et incommodité du peuple que faire se pourroit ; ayant à cest effect estably certain ordre et reiglement, lequel, s'il eust esté suivy et continué, ledict païs se trouveroit maintenant quitte et grandement soulaigé ; mais l'effect de la bonne intention desdictz Estatz auroit esté empêché par aucuns mal affectionnez au bien et repos dudict païs, lesquels jaçoit que sur l'advis que lesdictz Estatz avoyent de leur mauvaise volonté, eussent esté souvent interpellés de venir en leur asssemblée pour y dire et représenter les causes de leurs griefz, pour y estre pourveu, sans mettre et constituer le païs en fraiz et despens d'ung grand et long procès. Ce néantmoins ilz n'y auroient voulu entendre ains opiniastrement et de propos délibéré, auroient faict roidir les procureurs de certaines paroisses de la montaigne à se rendre opposans à la levée des deniers imposez pour l'acquittement desdictz debtes, ayant faict interdire ladicte levée par Lettres patentes et faict assigner le syndic au Conseil d'Etat où lesdictes oppositions ayant esté par ung long temps poursuivies et traitées ; enfin par arrest dudict Conseil auroit esté ordonné qu'il seroit procédé à la vérification desdictz debtes par deux trésoriers généraulx de France en la généralité de Montpellier nommés et deputez par Sa Majesté, assavoir : MM. de Crozilles et Delom, devers lesquels, suivant ledict arrest, le greffier



du païs auroit remis les cahiers des quottizations, fraiz et debtes faictz audict païs depuis quinze années, pour estre veuz et impugnez par les procureurs desdictes paroisses et après vériffiez par lesdictz sieurs commissaires, lesquels, pour y procéder plus exactement, auroient jugé estre nécessaire de s'acheminer en ce païs, comme ilz avoient arresté de faire ; mais estant depuis intervenu le décez dudict sieur de Crozilles, M. de Castelan auroit esté subrogé en sa place et encores concurremment M. de Galière, auquel ledict sieur de Castelan auroit cédé volontairement et permis procéder avec ledict sieur Delhon, à l'exécution de ladicte commission, pour porter à laquelle plus de facilité, élucidation et célérité, affin de racourcir le plus long séjour, qu'à faulte de ce lesdictz sieurs commissaires auroient juste occasion de faire en ce païs avec tant plus de fraiz et despens à la surcharge dudict païs, lesdictz Estatz, conformément à l'intention desdictz sieurs commissaires, ayant prins délibération que MM. les commis et depputez d'icelluy dresseroient l'estat desdictz debtes, avec les instructions et mémoires pour les impugner et débattre pardevant les sieurs commissaires contre lesdictz créanciers. M. Baissenc, 4<sup>er</sup> consul de Mende, l'année dernière, avec le greffier du pays et luy auroient travaillé environ deux mois ausdictz mémoires et instructions ; et bien que ce fust du consentement du sieur Jean Prieur, comme procureur desdictes parroisses et de M. Anthoine Bonnet, son assesseur, qui auroient trouvé bonne ladicte procédure et déclaré estre contentz de n'y assister ; toutesfois, depuis ledict sieur Prieur auroit poursuivy et obtenu, desdictz sieurs commissaires, une nouvelle ordonnance par laquelle il est chargé de faire inthimer à



tous les créanciers dudict païs de remettre leurs prétentions devers ledict syndic, pour sur icelles estre dressé l'estat desdictz debtes, mais au lieu d'y estre satisfaict par ledict Prieur, il se seroit contenté de faire signifier ladicte ordonnance audict syndic, tellement que par ce deffault cest affaire est demeuré en suspens et retardé jusques à maintenant. Ayant néantmoins ledict sieur de Galières prié M. de Guilleminet, commissaire de l'assiette, ainsi que ledict sieur mesmes a tesmoigné à l'assemblée, qu'il est prest de s'acheminer par deça avec ledict sieur Delhom, pour vacquer à ladicte commission ainsi que naguères il avoit faict entendre audict syndic, si mieulx le païs n'ayme, pour esviter aux fraiz de leur voiaige et séjour par deça, envoyer vers eulx ledict syndic, avec telz aultres qu'ilz adviseront, pour assister à ladicte vérification et porter à cest effect les papiers nécessaires à Montpellier, auquel lieu, pour le soulagement dudict païs ilz se disposeront de se rendre, pour vacquer au faict de leurdicte commission, sans constituer le païs en fraiz pour leur despense; ayant en oultre tesmoigné ledict sieur de Guilleminet, que ledict sieur de Galières, seroit bien aise que ledict païs demeurast d'accord à l'amyable avec lesdictz créanciers, au plus grand soulagement du peuple que faire se pourroit; requérant pour les susdictes raisons ledict syndic, qu'il pleust ausdictz Estatz en délibérer. A esté conclud que suivant les délibérations de l'année dernière, lesdictz mémoires seront continuez s'il en reste quelque chose à faire, et néantmoingz, qu'après le retour, dudict sieur syndic, du voiaige qu'il va faire à Montpellier pour le procès contre le sieur de Manificier, qu'il fera appeler le procureur ou prétendu syndic desdictz parroisses oppo-



santes, ensemble lesdictz créanciers, pardevant lesdictz sieurs commis et depputez dudict païs, pour adviser de demeurer d'accord amyablement desdictes debtes, tant pour les sommes que pour les termes du payement d'icelles ; et en cas que le traitté ne pourroit réussir au soulagement du païs, ledict sieur syndic fera appeler ledict procureur desdictes parroisses opposantes et lesdictz créanciers pardevant lesdictz sieurs commissaires, soit en la ville de Mende ou en celle de Montpellier, au temps et selon que lesdictz sieurs commissaires auront résolu et arrêté sur l'avis et conférence que ledict sieur syndic estant à Montpellier est chargé d'en avoir avec eulx, pour estre procédé à ladicte vérification.

Sur laquelle délibération le sieur de Seguin, envoyé de M. le baron de Peyre, a dict que les douze parroisses de la terre de Peyre opposantes à la levée des restes des tailles, depuis trente-cinq années, n'entendent se joindre audict Prieur, procureur des aultres parroisses de la montaigne ny se retirer au bureau de MM. les trésoriers généraulx de France où elles ont esté renvoyées par le Roy, que premièrement ilz n'ayent passé par les mains de MM. les commis et députez dudict païs pour scavoir si elles sont tenues au payement desdictz restes.

Sur la réquisition faicte par le sieur Armand, lieutenant, en ce diocèse, de M. le prévost général de Languedoc, de pourveoir à son entretenement et du greffier ordinaire du païs et de tel nombre d'archers que lesdictz Estatz jugeront nécessaire, la présente année, outre ceulx qu'il a employez depuis le commencement d'icelle jusques à présent qu'il a esté contrainct d'entretenir à ses despens, ne luy ayant esté donné aucun moyen, ayant remis le verbal de ses chevauchées ; a esté con-



clud que, pour ne retenir l'assemblée, MM. les commis, scindic et députez dudict pais pourvoiront sur la réquisition dudict prévost, tant pour son entretenement et dudict greffier et archers, que pour le nombre d'iceulx et ce attendant la permission, de Sa Majesté, d'imposer les sommes nécessaires sur l'estat que pour cest effect en sera envoyé devers nos seigneurs les commissaires présidens pour Sa Majesté ausdictz Estatz généraulx, à la charge que ledict prévost sera tenu faire ses chevauchées par tout ledict diocèse et satisfaire aux aultres conditions mentionnées en l'acte de sa réception, faicte pardevant lesdictz Estatz. A quoy les députés des Cévennes ont déclaré consentir de leur part, soubz réservation qu'il leur sera loisible de choisir et nommer, à MM. les commis, ung des archers qui sera dudict pais des Cévennes.

Dudict jour trentième mars, de rellevée.

En ladicte assemblée, assistans lesdictz sieurs commissaires principal et ordinaires.

Noble Jehan d'Espinasse, sieur des Salèles, s'est présenté pour Mme Claire de S. Poinct, comme dame de Ceneret, tenant le lieu de M. le baron de Ceneret, et sa procuration leue et le serement par luy presté a esté receu.

M<sup>e</sup> Pierre Rodes-Castain, docteur ez droictz, bailly de La Canourgue et Canilliac, s'est aussi présenté pour M. de Barre, et après lecture faicte de sa procuration et le serement presté, a esté de mesme receu.

S'est présenté M<sup>e</sup> Guillaume Calvet, receveur alternatif des tailles du diocèse de Merde, lequel a dict avoir esté commis par ordonnance par MM. les trésoriers gé-



néraulx de France, en Languedoc, à l'exercice de l'office de receveur triennal des tailles audict diocèse la présente année, duquel M<sup>e</sup> Michel Calvet, son frère, est pourveu ; requérant lesdictz Estatz de le recepvoir et luy faire délivrer les assiettes, tant ordinaires que extraordinaires, ayant, pour assurance des deniers, exhibé ung extraict de l'acte de cautionnement faict, en vertu de ladicte ordonnance, pardevant M. le juge royal des baronnies de Montpellier, pour ung quartier des deniers ordinaires et une procuration de M. de Calvet, conseiller au siège présidial dudict Montpellier, son père, pour cautionner pardevant les sieurs commissaires de l'assiette, pour ung aultre quartier des deniers extraordinaires de ladicte année. Desquelz actes, ayant esté faicte lecture, M. Jean Roux, commis et procureur de M. Hercules Spéronnat, receveur ancien et particulier des tailles audict diocèse, y présent, a remonstré que la recepte desdictz deniers, la présente année, ne peult estre délivrée audict Calvet comme procureur dudict M<sup>e</sup> Michel de Calvet, son frère, prétendant estre pourveu de l'office de receveur triennal dudict diocèse, d'autant que ledict office ne peult avoir aucun exercice, à cause du remboursement que ledict Spéronnat en a cy-devant faict à M<sup>e</sup> Marcelin de Manifacier, lors pourveu dudict office, en l'année 1602, suivant l'édict du Roy et les contractz entr'eulx passez, et qu'il y a eu divers arrestz de la Cour des Aydes de Montpellier, en vertu desquelz icelluy Spéronnat a exercé ladicte recepte alternativement, depuis l'année 1603, et encores y a instance, pour raison du mesme exercice, pendante au Conseil de Sa Majesté, au moyen de quoy, en cas que lesdictz sieurs commissaires et gens des Estatz voudroyent bailler



ladicte recepte audict de Calvet, comme procureur de sondict frère, receveur triennal, déclaré s'y vouloir rendre opposant pour l'interest dudict Spéronnat, attendu mesme que ledict Calvet, receveur triennal, n'est encore receu en la Chambre. Et pour le regard de ladicte ordonnance, ou commission desdictz sieurs trésoriers, a dict, qu'elle a esté obtenue par surprinse et soubz faulx donné entendre et ne peult avoir lieu contre les édictz de Sa Majesté. Les contractz sur ce passez et arrestz donnez par ladicte Cour des Aydes et l'instance pendante audict Conseil et partant déclaire se vouloir rendre opposant de ladicte ordonnance, au nom dudict sieur Spéronnat. Au contraire ledict de Calvet a dict que ladicte ordonnance est juridique et vallable, et qu'il persiste en sa première réquisition, et ce faisant, que l'assiette des deniers ordinaires luy soict délivrée, pour en faire la levée, comme aussi celle de l'extraordinaire, soubz les taxations attribuées à l'office par les édits du Roy. Sur quoy, a esté conclud que ledict Roux, se retirera à la justice, et néantmoingz, après que ledict M<sup>e</sup> Guillaume Calvet, receveur dudict diocèse, a déclaré ne pouvoir faire la recepte desdictz deniers extraordinaires aux taxations de trois deniers pour livre, tant seullement et n'y pouvoir estre contrainct comme lesdictz sieurs commissaires et gens des Estatz prétendent, suivant les arrestz du Conseil et les instructions de nos seigneurs les commissaires présidens pour Sa Majesté aux Estatz généraulx, attendu que les receveurs sont en termes de se pourveoir envers lesdictz arrestz, comme donnez sans cognoissance de cause. A esté ordonné par lesdictz sieurs commissaires que la recepte desdictz deniers extraordinaires sera publiée par les carrefours de



la présente ville de Maruejolz, pour estre mise aux enchères, dans une heure, en la présente asssemblée et délivrée à ceux qui feront la condition du pais meilleure, baillant bonnes et suffisantes cautions et soubz les aultres conditions dont les articles seront leuz.

Sur la réquisition faicte par noble Des Ondes, sieur d'Orlienac, au nom des hoirs du feu sieur de Planèzes, à ce qu'il pleust à l'assemblée pourveoir au payement de la somme de..... qui leur est deue de restes, au moyen de l'obligation passée par ledict pais audict feu sieur de Planèzes, comme rémissionnaire de feu M. le marquis de Canillac, attendu mesmes la qualité des requérans, le long temps de ladicte obligation et les justes causes d'icelle ; a esté conclud que ladicte somme sera couchée dans l'estat des debtes dudict diocèse pour estre procédé à la vériffication d'icelle comme des aultres par MM. Delhom et de Gallières, trésoriers généraulx de France, commissaires députez par Sa Majesté à la vérification desdictz debtes, suivant l'arrest du Conseil d'Estat de Sa Majesté.

Sur le contenu de la lettre qu'il a pleu à Mgr le duc de Vantadour, lieutenant général pour le Roy, au pais de Languedoc, escrire ausdictz Estatz sur le subject de certains fraiz, touchant la commission obtenue par le sieur Rollet, au préjudice dudict diocèse, depuis révoquée par arrestz du Conseil de Sa Majesté, ladicte lettre lue en ladicte asssemblée et entendu plus particulièrement ce qui estoict de l'intention de mondict seigneur, tant de la bouche de M. de Guilleminet, commissaire principal de l'assiette que de MM. les vicaires général et premiers consulz de Mende et de Maruejolz, à qui mondict seigneur en avait parlé, estans aux Estatz généraulx :



a esté délibéré et conclud que, pour satisfaire à sa volonté et commandement sur ce subject, lesdictz Estatz feront employer la somme de 900 livres, dans l'estat des debtes dudict diocèse, pour après la vérification et permission en tel cas requises, estre imposée sur ledict diocèse et payée aux personnes et selon qu'il plaira à mondict seigneur l'ordonner ; lequel sera supplié vouloir agréer ladicte délibération, eu esgard à la pauvreté du pais, aux grandz debtes qu'il a sur les bras, aux aultres despens qu'il a esté contrainct faire sur ceste occurence et que la Province ne l'a voulu secourir et assister d'aucune chose, comme elle debvoit pour plusieurs raisons et mesmes la recommandation qu'il pleust à mondict seigneur d'en faire à la dernière asssemblée dont il sera remercié par la mesme lettre.

La recepte des deniers extraordinaires qui seront imposés en la présente assiette ayant esté publiée ez carrefours de la ville de Maruejolz, en vertu de l'ordonnance desdictz sieurs commissaires par Pierre Fabri, huissier et trompette ordinaire de ladicte ville, ainsi qu'il a rapporté à ladicte asssemblée et que l'heure de l'assignation estoit arrivée, y ayant desjà affluence de peuple hors la porte de la salle ; ayant esté, par commandement desdictz sieurs commissaires, faict ouverture d'icelle et donné l'entrée libre en ladicte salle à toutes personnes, y en estant arrivé bon nombre ; après que lecture auroict esté faicte des articles contenant les conditions de ladicte recepte, se seroit présenté M<sup>r</sup> Guillaume Calvet, receveur des tailles dudict diocèse, lequel auroict requis, en cas que l'on ne luy voudroit délivrer ladicte recepte aux taxations d'un sol pour livre, suivant les édictz, du moins luy faire pareil advantaige qui fut faict au sieur.



Maigret, son commis, en l'année 1608, comme aussy à celluy qui fit la recepte l'année dernière, qui fut de six deniers pour livre, et le recevoir à semblable condition. Sur quoy auroit comparu M<sup>e</sup> Pierre Albet, notaire de la ville de Saint-Chély, qui auroit offert faire ladicte recepte à raison de 5 deniers pour livre. Et après aultre proclamation réitérée par ledict Fabry, à la réquisition dudict sieur syndic et de l'ordonnance desdictz sieurs commissaires, se seroit présenté M<sup>e</sup> Estienne Bastide, sieur d'Arfeuillette, qui auroit déclaré vouloir faire ladicte recepte desdictz deniers extraordinaires, moyennant 3 deniers pour livre, soubz condition d'avancer des deniers du deffray de la présente asssemblée et des fraiz des Estatz généraulx et aultres conditions qui ont esté leues. Et à l'instant, ledict de Calvet, receveur susdict, ayant entendu la surdicte dudict Bastide, auroict offert faire ladicte recepte moyennant lesdictes taxations de 3 deniers pour livre et soubz les aultres conditions déclarées par ledict Bastide ; requérant l'assemblée le prefférer en ladicte enchère, attendu sa qualité et que la condition du pais est beaucoup meilleure, pour le soulagement du peuple, qu'il en face la levée conjointement avec les deniers du Roy, que non pas d'y commettre séparément ung aultre receveur qui apporteroit doubles fraiz aux parroisses. Sur quoy après avoir esté délibéré a esté ordonné et conclud, par lesdictz sieurs commissaires et gens desdictz Estatz que ladicte recepte sera délivrée audict de Calvet, receveur susdict ausdictes taxations de 3 deniers pour livre, à la charge que ledict Calvet sera tenu faire réformer la procuration de son père, par luy exhibée et icelle faire amplifier pour le cautionnement entier de tous les deniers extraordinaires,



ou bien rapporter ratification de sondict père du contract de bail qui sera passé de ladicte recepte, contenant clause expresse de cautionnement pour tous lesdictz deniers et soubz les aultres conditions du contract de l'année dernière et que pour en passer le bail, MM. les commis, syndic et depputés, assisteront ledict sieur commissaire principal après la tenue de la présente asssemblée, affin de ne la retenir d'avantaige, pour ce subject; néantmoingz a esté arresté que les termes de ladicte recepte, tant ordinaire que extraordinaire, seront ez premiers jours de may, de juillet et d'octobre prochains.

Sur ce que lesdictz Estatz ont esté advertis que M. d'Hauteville, M<sup>e</sup> en la Chambre des Comptes de Montpellier, prétend renouveler la poursuite cy-devant faicte contre ledict diocèse, au nom de Mme la duchesse de Vantadour, pour avoir payement de la somme entière de 10,000 escus dont le Roy luy avoit fait don sur les restes des deniers de ses tailles audict diocèse, ores que par accord faict avec ledict sieur d'Hautheville, au nom de madicte dame, et par sa quittance mesmes, ledict diocèse demeure entièrement quitte dudict don, moyennant la somme de 6,000 escus, et que d'ailieurs, par arrest de la Cour des Aydes, contradictoirement donné, ledict diocèse demeure entièrement deschargé dudict don, moyennant lesdictz 6,000 escus, la cause de ceste nouvelle occurrence, procédant, à ce qu'on dit, du mescontentement dudict sieur d'Hauteville, pour n'avoir esté payé de certaines parties accordées par le pais et couchées ez assiettes du sieur de Manifacier, que ne les a volleu acquitter, comme il estoit tenu et chargé de faire. Veu les articles des assiettes et ledict arrest de ladicte Cour des Aydes, et entendu le discours faict par le sieur



de Fumel, syndic, sur le mérite de cest affaire, a esté conclud que ledict syndic, allant à Montpellier, après ces festes de Pasques, pour les affaires dudict pais, poursuivra, par mesme moyen, ledict sieur de Manificier en ladicte Cour des Aydes, de l'acquittement desdictes parties, et en cas que par arrest de ladicte Cour, ledict sieur de Manificier en demeurast deschargé, lesdictes parties seront employées dans l'estat des debtes dudict diocèse, pour obtenir permission de les imposer de nouveau, pour après estre payées audict sieur d'Hauteville, en l'acquit dudict diocèse.

Sur la réquisition faicte par le sieur Rodes-Castaing, de l'indemniser de certains despens, par luy naguères souffertz, comme héritier du feu sieur du Montet, son beau-père, à cause d'une exécution faicte dernièrement en ses biens, à cause des jugemens obtenus contre luy à la requeste de M<sup>e</sup> Regy, de Saint-Cosme, descendant d'une obligation passée par ledict feu sieur du Montet, pour les affaires dudict pais, et ce en attendant qu'il luy soit pourveu sur le principal et apportz qu'il a esté contrainct payer ; a esté conclud que par MM. les commis, syndic et députez, sera veu ladicte prétention sur et icelle ordonné ce que sera trouvé raisonnable.

Sur ce que M. le premier consul de la ville de Maruejolz a représenté l'estat déplorable de l'église de ladicte ville, estant ouverte de tous costés, sans vitres et aultres choses requises et convenables à la dignité et culte du service de Dieu, n'ayant, les habitans de ladicte ville ny les bénéficiers de ladicte église, moyen d'y subvenir à cause de leur impuissance et pauvreté, requérant qu'il pleust ausdictz Estatz donner et aulmosner, à ladicte église, telle somme qu'il leur plaira, pour subvenir aus-



dictes nécessités et réparations ; a esté conclud d'accorder à ladicte église, à l'effect que dessus la somme de 400 livres tournois, laquelle sera couchée dans l'estat des debtes dudict diocèse, pour obtenir permission d'en faire l'imposition.

Sur la réquisition faicte par le sieur de Seguin, comme envoyé, et pour et au nom de M. le baron de Peyre, baron du tour, la présente année, de le vouloir traiter comme l'on avoit acoustumé d'uzer cy-devant envers les aultres barons du pais, estant en l'année de leur tour, et ce faisant, luy taxer et accorder pareille somme qu'aux aultres, pour le remboursement des fraiz que lesdictz sieurs barons du tour ont accoustumé faire ; a esté conclud, attendu que ladicte taxe a esté entièrement retranchée par le Roy et par nos seigneurs les commissaires dans l'estat des fraiz ordinaires dudict diocèse, que suivant la délibération prinze l'année dernière par lesdictz Estatz, la réformation dudict estat et reiglement sera poursuivy par le syndic dudict diocèse, pour y faire restablir et comprendre l'église et la noblesse et aultres choses qui ont esté distraittes contre l'ancienne coustume au préjudice des privilèges du pais à l'anéantissement desdictz Estatz.

Après, mondict sieur le vicaire et président a dict que, comme il avoit pleu à Dieu donner ung bon commencement à ceste asssemblée, il l'avoit aussy favorisée d'ung semblable succez et d'une heureuse fin ; de quoy ilz se monstrepoient ingratz envers sa divine bonté s'ilz ne luy en rendoient très-humbles actions de grâces comme il a exhorté l'assemblée de faire, et en cest estat et bonne disposition recevoir la bénédiction qui leur a esté par luy donnée selon l'ancienne et louable coustume desdictz



Estatz, à ce qu'il plaise à Dieu les conserver et maintenir en paix et union, soubz l'obéissance et heureux gouvernement du Roi, notre souverain prince et seigneur.

Signé : A. CHANOLHET, vicaire général et président  
ausdictz Estatz pour Mgr l'évesque  
de Mende.

---

1611

*Commissaires de l'assiette. — Eloge du roi Henri IV. — Noms de MM. des Etats. — Prétention du baron du Tournel sur la baronnie de Cénaret. — Les envoyés de la noblesse doivent être de la qualité requise. — Différent entre les syndics du mandement de Nogaret. — Refus d'admission du procureur de M. de Canillac. — Serment de fidélité au Roi. — Accord avec les receveurs. — M. Roux, procureur de M. Spéronnat, demande à faire la levée des impositions. — Vérification des ponts. — Admission de l'envoyé de M. de Portes. — Refus d'admission de l'envoyé de l'abbé des Chambons. — Vérification des debtes. — Sommes dues à M. de Planèzes, et aux autres créanciers. — Comptes du sieur Parat, à vérifier. — Gages du prévôt de la maréchaussée. — Attributions de ce fonctionnaire. — Plaintes contre lui. — M. Prieur, au nom de certaines paroisses, demande d'être reçu à l'assemblée convoquée par les Etats au sujet des sommes dues à divers créanciers. — Bains de Bagnols. — Réparations à faire au collège de médecine de Montpellier. — Rang de baron accordé à M. du Tournel. — Clôture des Etats.*



L'an mil six cens unze et le lundy, dixième jour du mois de janvier, environ huict heures du matin, en la ville de Mende. Les gens des trois Estatz du païs de Gévaudan et diocèse de Mende, après avoir, selon leur ancienne et bonne coustume, assisté à la messe de Saint-Esperit, célébrée en l'église cathédralle, se sont assemblez dans la salle haulte des maisons épiscopales de ladicte ville, suivant le mandement de nos seigneurs les commissaires, présidens pour le Roy aux Estatz généraulx de Languedoc, tenuz en la ville de Pézénas ez mois d'octobre et novembre derniers; en laquelle asssemblée, estant venuz MM. M<sup>e</sup> Pierre de Guilleminet, greffier et secrétaire du Roy ausdictz Estatz généraulx, commissaire principal de l'assiette; François de Pelamourgue, escuyer, sieur de Malevieille, bailly de Gévaudan; M<sup>e</sup> Ramond de S. Bauzille, sieur de La Colombesche, 1<sup>er</sup> consul de ladicte ville de Mende; Pierre Torrent, notaire royal et Guillaume Velaic, marchand, aussi consulz de ladicte ville, et M<sup>e</sup> Jacques Gibilin, bourgeois et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejolz, commissaires crdi-  
naires de ladicte assiette. Le faict desdictes commissions touchant l'assiette de la quotité dudict diocèse des deniers accordez à Sa Majesté, en l'assemblée desdictz Estatz généraulx, a esté sommairement proposé par ledict sieur de Guilleminet, commissaire principal, avec les causes et raisons qui ont meu Sa Majesté à demander, en ceste année, semblables sommes de deniers, qu'en l'année dernière, exhortant ladicte asssemblée à la prompte exécution desdictes commissions; pour laquelle s'estant acheminé exprès de la ville de Montpellier en cedict diocèse, il a offert de procéder au département de la portion et cottité d'icelluy en la manière acoustumée,



avec l'assistance des aultres sieurs commissaires ordinaires de l'assiette et de ladicte asssemblée, ou de tel nombre de députés qu'elle voudra nommer et choisir, ne doubtant qu'elle ne soit du tout portée comme elle a toujours esté à satisfaire ausdictes commissions. Desquelles après avoir esté faicte lecture en plaine asssemblée par le greffier et secrétaire desdictz Estatz, auroit esté dict et représenté par très révérend père en Dieu, M<sup>re</sup> Charles, évesque et seigneur de Mende, comte de Gévaudan, conseiller du Roy en son Conseil d'Estat et président ausdictz Estatz, que Dieu n'exercee jamais sa justice qu'elle ne soit suivie de sa miséricorde, de laquelle encores il produict plus largement et promptement les effectz que non pas de sa rigueur et que c'est chose tellement approuvée par les exemples et autoritez contenuz en l'Escripture sainte, qui ont esté alléguez par mondict seigneur, oultre les aultres dont il a tesmoigné les livres sacrez estre remplis, que ce seroit erreur trop manifeste de la révoquer en doute, joint que sans rechercher si loing la preuve de cest axiome parmi les nations étrangères ny dans les histoires de l'antiquité, nostre siècle et nostre patrie avec notre propre expérience nous en ontourny plus que suffisamment des tesmoignaiges non moins mémorables que dignes de grande admiration, et deux entre aultres les plus signalez et remarquables de la grande miséricorde que Dieu, après les poignantz traictz de sa justice, a voulu respendre sur ce pauvre et désolé royaume, se peuvent à tous momens représenter sur le tableau de nostre imagination et entendement. Le premier, quand par le visible et sensible repos duquel heureusement nous jouysson maintenant, nous sommes portez au seu-



venir de nos misères passées et en la méditation particulière de ces merveilles nous admirons la grande grâce que Dieu, prenant pitié de ce pauvre royaume, luy voulut départir, quant à la crize de tant de maux, dont pour nos péchez, ceste divine justice avoit permis qu'il demeurast comme accablé, maux si violentz et si extrêmes que de tout le monde ilz estoient jugez incurables, mesmes au temps du décès du feu roy Henry troisième, de très louable mémoire, avec lequel l'Estat de la France sembloit avoir cloz la porte au dernier jour de l'espérance de son repos et félicité. Ceste divine et infinie bonté auroit voulu susciter ce grand Roy Henry quatrième, de très auguste et très heureuse mémoire, lequel en combatant généreusement au péril de sa vie, exposée librement pour le salut publicq à une infinité de dangers en plusieurs et divers rencontres, batailles, prises de villes et aultres bellicieux et victorieux exploictz, et non en temporisant, comme ce privé romain, auroit relevé ceste couronne, lors terrassée et ensevelie dans l'abisme des désordres et confusions, restauré et restably ce royaume en un Estat aultant paisible et florissant qu'on ayt jamais veu. L'autre notable tesmoignaige de ceste miséricorde (lequel ne peult estre représenté sans la larme à l'œil, les soupirs en la bouche et la douleur au cœur, pour le triste object du trespas de ce grand monarque) paroist évidemment en ce qu'après ce déplorable accident du décès de ce bon prince, quoyque permis par ceste divine justice en punition de nos fautes et que l'estonnement d'ung si horrible coup et d'une si étrange occurrence et inopiné changement, fust capable d'esbranler au mesme instant les fondemens de la paix de cest estat heureusement establiz, par ce grand Roy,



et faire courir fortune à la France d'ung second et plus périlleux naufrage que le premier. Ceste mesme bonté divine a voulu permettre qu'en la place de ce débonnaire prince ayt esté subrogé Loys treizième, son filz, vray rejetton de S. Loys et légitime héritier et successeur de son glorieux père, non-seulement en ces deux sceptres, mais aussi en ses admirables vertus et que selon les vœux du peuple français, cest estat demeure heureusement protégé, maintenu et conservé en paix et tranquillité soubz les favorables auspices de ce prince et la sage administration et gouvernement de la Royne régente, sa mère, effect entre tant d'autres de ceste miséricorde si admirablement exercez par nostre Dieu, sur ce pauvre royaume, que chascun doibt se mettre en debvoir de luy en donner louanges immortelles et reconnaissance, la grande grâce qu'il nous faict se rendre digne de la continuation d'icelle par l'observation de ses saintz commandemens et l'obéissance deue à leurs Majestés; à quoy ladicte asssemblée a esté exhorté par mondict seigneur le président.

Et après le sieur de Fumel, syndic dudict païs, a requis lesdictz sieurs commissaires permectre ausdictz gens desdictz Estatz de continuer leur asssemblée pour traiter et délibérer des affaires communs dudict païs ainsi qu'il est acoustumé; ce qui leur a esté accordé.

Dudict jour, dixième janvier, de relevée.

Les pouvoirs et procurations remises par les envoyez et députés desdictz Estatz, ont esté leues à ladicte asssemblée, à laquelle se sont trouvez présens et assistans, assavoir, pour l'Estat ecclésiastique : M. M<sup>e</sup> André de Chanoillet, docteur ez droictz, official de Mende,



chanoine et baille du Chapitre de l'église cathédrale dudict lieu, et envoyé dudict Chapitre ; M. M<sup>e</sup> Pierre Enfruct, docteur et chanoine en la mesme église, et envoyé de M. le prieur de Ste Enymie. Et pour MM. les barons et nobles dudict païs : M. le baron du Tournel, en personne ; noble Claude de Rivière, sieur de Maleval, envoyé de M. le baron de Céneret, qui est en tour de baron, la présente année ; M<sup>e</sup> Vidal Bazalgète, baille et régent ez terres de la baronnie de Randon ; M<sup>e</sup> Pierre Lobérie, docteur ez droictz, lieutenant général en la jurisdiction et bailliaige de Mercœur ; noble Claude de Gibertés, sieur de Montrodat, en personne ; noble Urbain de Reth-Bressolles, sieur de Cogossac, en personne ; noble Anthoine Dumazel, envoyé de M. de S. Auban ; M<sup>e</sup> Pierre Borrelli, sieur de Pelouze, docteur ez droictz, envoyé de M. de Mirandol ; M<sup>e</sup> Deodé Dumas, docteur ez droictz, envoyé de M. de Sévérac ; M<sup>e</sup> Anthoine Rodier, bailly en la seigneurie de Barre, envoyé dudict sieur de Barre ; M. André Brugeron, docteur ez droictz, envoyé de M. d'Arpajon ; M<sup>e</sup> Guillaume Bardon, aussi docteur, envoyé de MM. les consulz-nobles de la Garde-Guérin. Et pour le Tiers-Estat : M<sup>e</sup> Ramond de S. Bauzille, sieur de la Colombesche, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Mende ; Pierre Torrent, notaire royal, et Guillaume Velaye, marchand, aussi consulz de ladict ville ; M<sup>e</sup> Jacques Gibilin, bourgeois et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Marvejolz ; Guillaume Rogier, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Chirac ; M<sup>e</sup> Pierre La Cam, sieur de Malbosc, 1<sup>er</sup> consul de la ville de La Canorgue ; M<sup>e</sup> Anthoine Bonnet, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Saint-Chély ; Guillaume Loberie, bourgeois, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Salgues ; M<sup>e</sup> Jacques Jabre, docteur ez droictz, 1<sup>er</sup> consul de la ville du Mal-



zieu ; M<sup>e</sup> Jehan Boniol, marchand et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Florac ; M<sup>e</sup> Tristan de Grégoire, notaire royal et syndic de la ville d'Ispaniac ; M<sup>e</sup> Jehan le Comte, consul de la ville de Sainte-Eymie ; noble Vidal de Flourit, consul de Châteauneuf-de-Randon ; M<sup>e</sup> Pierre Sabatier, docteur ez droictz, juge en la Cour ordinaire de Saint-Estienne-de-Valfrancisque, député du consul dudict lieu ; Jehan Tuffier, marchand et consul de la ville de Langogne ; M<sup>e</sup> François Reboul, consul de la viguerie de Portes ; Jehan Pons, marchand et consul de Barre ; M<sup>e</sup> Aymar Fraisse, syndic de S. Auban ; M<sup>e</sup> Jehan Rever-sat, député du mandement de Nogaret. Tous lesquelz assistans ont faict et presté le serement acoustumé, es mains de mondiet seigneur le président, assavoir : de procurer l'avancement du service du Roy, le soulagement et repos du païs et ne révéler les délibérations des Estatz.

M. le baron du Tournel a dict, qu'il estime n'y avoir personne de l'assemblée qui ne soit adverty des droictz qu'il prétend de longtemps sur la baronnie de Céneret, par le moyen desquelz entre aultres choses luy appartient l'entière séance et voix délibérative et aultres prérogatives ez assamblées des Estatz de ce païs et desquelles les barons de Céneret ont de tous temps jouy, outre celle qu'il y a comme baron du Tournel. De quoy il auroict tousjours faict instance en toutes aultres assamblées dudict païs avec protestation expresse de ne donner aucun consentement à la réception si aucune arrivoit d'autre personne que de l'envoyé ou député de sa part, en la place et siège affecté audict baron de Céneret. Et d'autant qu'il trouve que le sieur de Maleval occupe ladiete place, au nom de Mme du Haultvillar, prétendant



droict en ladicte baronnie de Céneret, ledict sieur baron du Tournel a réitéré ses protestations acoustumées, de ne prester aucun consentement à ladicte occupation, ains qu'il s'y oppose formellement pour en avoir recours où il appartiendra ; requérant ses protestations estre escriptes.

Sur ce que par M. de S. Auban, commis des nobles dudict pais, a esté représenté que par délibération des précédentes assamblées, auroit esté prins reiglement touchant la réception des envoyez des Estatz, à ce qu'ilz fussent de la qualité requise et notamment pour l'ordre de la noblesse. Et bien que l'observation dudict reiglement soit nécessaire pour maintenir telles assamblées en leur ancienne splendeur et dignité et pour aultres bonnes considérations, néantmoins il y est ordinairement contrevenu. Requérant occasion de ce, qu'il soit mis en délibération si le sieur Bazalgète doit demeurer en l'assamblée, comme envoyé de M. le baron de Randon, duquel il tient la place en ladicte qualité. A quoy, après que par ledict sieur Bazalgète a esté réparty que par plusieurs fois on a veu les Estatz se dispenser pour bonnes et justes considérations de déroger audict reiglement, ayant receu et tolléré, en leurs assamblées, des personnes moins qualifiées que luy, qui est honoré de l'office de bailly et régent en toutes les terres et jurisdiction de la baronnie de Randon ; a esté délibéré et conclud que, pour ceste année et sans conséquence, les envoyés et aultres députés, jà receuz en la présente assamblée, y demeureront et continueront leurs séance, en vertu des procurations et pouvoirs par eulx remis. Et pour prévenir semblables dificultez à l'advenir seront les



lettres de la convocation des Estatz, chargés de l'avis dudit reiglement, à ce que ceulx qui pour quelque empeschement légitime n'auront moyen se trouver en personne ausdictes assamblées soient du moins soigneux d'y envoyer des députés de qualité requise avec procuration vallable, laquelle à leur arrivée et avant se présenter à l'assamblée, ilz exhiberont au syndic dudit païs qui leur donnera avis de ce qu'ilz auront à faire, sans empescher l'assamblée à résouldre ces petites difficultés, ny permettre que telz envoyez, en deffault de pouvoir et de la qualité suffizantz souffrent ung refus en plaine assamblée.

Sur le différend intervenu entre M<sup>e</sup> Jehan Reversat, notaire royal, député par Philip Reversat, 1<sup>er</sup> consul, syndic du mandement de Nogaret, et Guillaume Deltour, aussi député par aultre syndic dudit mandement ; requérant chascun d'eulx estre receu en la présente assamblée, en vertu de leurs procurations. Icelles veues, a esté conclud que ledict Reversat seulement pourra assister, pour ledict mandement de Nogaret, en ladicte assamblée, et à cest effect y a esté receu après avoir presté le serement requis.

S'est présenté à ladicte assamblée noble François de Puel, sieur d'Ajas, requérant estre receu en icelle pour M. le baron de Canilliac, en vertu de la procuration de la damoizelle de Bouzolz, femme du sieur de Bouzolz, tuteur onéraire dudit seigneur baron de Canilliac, attendu que pour la prompte convocation faicte des Estatz, il n'y a eu moyen d'en donner avis audit sieur de Bouzolz, qui est en provence. Sur quoy, veu ladicte procuration, trouvée insuffizante, à faulte de pouvoir de ladicte damoiselle ; a esté conclud n'y avoir lieu de recevoir ledict sieur Dajas en ladicte assamblée.



Sur ce que le sieur de Fumel, syndic dudict païs, a remontré que les Estatz généraulx de Languedoc, en leur dernière asssemblée, pour tesmoigner la dévotiense affection que les habitans de ladicte province ont toujours eu et auront pour jamais au service du Roy, auroient unanimement résolu et juré, au nom de tous lesdictz habitans, de se maintenir et conserver inviolablement en l'obéissance et fidélité qu'ilz doibvent à Sa Majesté, comme ses très humbles et très obéissans subjectz, et employer leurs moyens et leur vies pour le bien de son service et de son Estat, envers et contre tous de quelque qualité qu'ilz soient sans nul excepter ; ayant esté par mesme moyen arresté par lesdictz Estatz généraulx que la susdicte délibération seroit renouvelée aux assambles de chacun diocèse et Conseil des villes dudict païs, affin que unanimement et de semblable cœur et volonté tous lesdictz habitans soient disposez et résoluz de renverser tous les artifices et mauvais desseings qui pourroient estre faictz contre et au préjudice du service de sadicte Majesté. Après avoir esté faicte lecture desdictes délibérations, lesdictz Estatz particuliers, portez du mesme debvoir, zèle et dévotion au bien de sondict service, ont unanimement résolu et juré es mains de mondict seigneur de Mende, président ausdictz Estatz, au nom de tous les habitans dudict païs de Gévaudan et diocèse de Mende, de se conserver inviolablement en la fidélité qu'ilz doibvent à Sa Majesté, comme ses très humbles et très obéyssans subjectz et employer leurs moyens et leurs vies pour le bien de son service, envers tous et contre tous de quelque qualité qu'ilz soient, sans nul excepter. Et affin que semblable résolution et serement soient faictz par les habitans des



villes en leurs assamblées et maisons consulaires ; a esté conclud et arresté qu'extraict de la présente délibération sera baillé aux consulz et députés desdictes villes, qui auront assisté à la présente assamblée ; lesquels demeurent chargez d'en uzer de mesmes et de tenir la main que ledict serment et résolution soient pareillement faictz ez assamblées publiques desdictes villes, et d'en envoyer et remettre les actes et certificatz devers le syndic ou greffier dudict pays. Et sera encores l'extraict de la présente délibération envoyé à Mgr le duc de Vantadour, lieutenant général pour le Roy, au pais de Languedoc, pour luy tesmoigner le debvoir desdictz Estatz.

Sur l'exposition faicte par le sieur de Fumel, syndic, de l'accord passé entre lesdictz Estatz et les receveurs particuliers des diocèses, touchant les prétensions que lesdictz receveurs avoient sur la levée des deniers extraordinaires qui sont imposez ausdictz diocèses et les droictz et taxations à eulx attribuez par les édictz de création de leurs offices ; après que les articles dudict accord ont esté veuz et leuz en ladicte assamblée, a esté conclud qu'ilz seront notiffiez aux receveurs dudict diocèse, afin qu'ilz n'en prétendent cause d'ignorance ains ayent à les observer selon leur forme et teneur.

M<sup>e</sup> Jehan Roux s'est présenté à l'assamblée, lequel comme procureur de M<sup>e</sup> Hercules Spéronnat, receveur dudict diocèse, a requis les Estatz luy délivrer la recepte dudict diocèse la présente année, comme estant celle de l'exercice dudict Spéronnat et à ceste fin luy faire bailler les départements des deniers tant ordinaires que extraordinaires.

Sur les grandes plaintes faictes par les consulz des villes et communaultez dudict pais, des notables incom-



modités que le publicq souffre à cause de la ruyne et détérioration des pontz et passages dudict diocèse et des inconvéniens qui arrivent tous les jours aux marchans, muletiers et aultres personnes allans par pais, à faulte de pourveoir à la réparation et réfection desdictz pontz et passages ; a esté conclud. que par le sindic, à l'assistance du greffier. dudict pais, visitation sera faicte de l'estat où se trouvent lesdictz pontz et passages, et ce incontinant que la saison le pourra permettre. En faisant laquelle, seront exhortez et contrainctz, si besoing est, par les voyes de justice ceulx qui lèvent les péages à ce qu'ilz les employent à la réparation desdictz pontz comme ilz y sont destinez. Et où les deniers desdictz péages ne suffiroient à parfaire les réparations nécessaires, les habitans des villes et villaiges auxquels escherra et qui se trouveront tenuz au préciput seront contrainctz au payement d'icelluy pour estre employé ausdictes réparations, assavoir, pour les villages : quarante escus ; et pour les villes quatre vingtz escus, et ce suivant les reiglemens et délibérations des Estatz généraulx de Languedoc. Et en cas que le pris desdictes réparations excéderoit ledict préciput, y sera pourveu par ledict diocèse aux despens et fraiz communs d'icelluy, selon qu'il sera jugé nécessaire, sur le verbal de la vizitation dudict sindic, qu'il remettra devers MM. les commis et députés dudict pais, sans toutesfois que ledict diocèse soit tenu contribuer au payement de ce que se trouvera excéder ledict préciput ; si les verbaux de vizitation et pris faictz desdictes réparations n'ont esté faictz par ledict sindic ou à son assistance, ou qu'il ne paroisse vallablement de son refus après deue interpellation faicte en sa personne par les villes ou villages intéressez.



Du mardy unzième dudict mois de janvier, en ladicte asssemblée du matin.

S'est présenté noble Anthoine de Leuze, sieur de S. Christol, comme envoyé de M. de Portes, avec procuration du sieur viguier de Portes, jointes au pouvoir donné audict sieur Viguiier, par madame de Portes, portant clauze de substituer en son absence ; requérant l'assemblée le voulloir recevoir en vertu desdictes pièces. Veu lesquelles, il auroit esté receu après avoir presté le serement acoustumé.

Et sur la réquisition faicte par M. Mathieu Fontanes, curé de Chirac, à ce qu'il pleust à ladicte asssemblée luy donner séance en icelle, comme envoyé de M. des Chambons, en vertu d'une procuration du syndic de l'abbaye desdictz Chambons. Veu ladicte procuration trouvée insuffizante à faulte du pouvoir dudict syndic, n'apparoissant avoir charge dudict sieur abbé desdictz Chambons ; a esté dict n'y avoir lieu de recevoir ledict Fontanes qui s'est incontinant retiré de ladicte asssemblée.

Le sieur de Fumel, syndic dudict païs, a représenté que le principal et plus important affaire qui reste maintenant audict pays est de pourveoir et mettre une bonne fin à la vérification des debtes d'icelluy, pour après donner ordre au payement et acquittement desdictz debtes avec la moindre incommodité du pauvre peuple que faire se pourra, affin qu'il demeure soulagé et discharged des vexations, despens, dommages et interestz que lesdictz debtes ont acoustumé de trayner avec eulx. Que quand bien ceste vérification ne seroit nécessaire et utile comme elle est audict païs ; elle se trouve maintenant contraincte et forcée, à cause de l'arrest du Con-



seil d'Estat, donné à l'instance des parroisses opposantes, par lequel ladicte vérification est attribuée à MM. Delhom et de Galières, trésoriers généraulx de France en la généralité de Montpellier qui, pressez et importunez par le syndic desdictes parroisses et les créanciers dudict païs, ont donné plusieurs ordonnances contre luy, à faulte de procurer l'exécution de leur commission, et à ceste fin remettre devers eulx l'estat desdictz debtes ; ce qui auroit occasionné les Estatz dudict païs, en leurs assamblées tenues ez deux dernières années, d'arrester et prescrire ung ordre propre et utile au païs sur l'exécution de ladicte commission, selon qu'il est porté par leurs délibérations prizes esdictes assamblées, suivant lesquelles, le premier consul de la ville de Mende, l'année dernière, M. Baissenc et luy, avec le greffier dudict païs auroient vacqué et travaillé à rechercher les papiers et à adresser les mémoires nécessaires sur la plus grand part et les principaulx desdictz debtes, affin de les pouvoir impugner et débattre, au profit et soulagement dudict païs. En quoy il estime que leur labeur, quoyque long et ennuyeux, ne demeurera vain et inutile audict païs, pour avoir descouvert plusieurs obmissions et erreurs qui tournoient à la surcharge d'icelluy, si bien qu'il ne reste maintenant, suivant lesdictes délibérations, qu'à faire appeler lesdictz créanciers pardevant MM. les commis et députés dudict païs pour ouyr leurs demandes, icelles débattre et atténuer et finalement adviser le moyen d'en demeurer d'accord amyablement avec ceux qui se'voudront rendre traittables et faire la condition du païs meilleure, pour après estre le tout remis devers lesdictz sieurs trésoriers, pour autoriser ladicte vérification, si mieulx le païs n'ayme et trouve plus à propos,



comme a esté proposé par aulcuns de l'assemblée de passer par les mains de MM. les commissaires présidents pour le Roy, aux Estatz généraulx de Languedoc, comme tous les aultres diocèses font, suivant le reiglement général faict au Conseil de Sa Majesté, le 26 septembre 1609, sur la vérification des debtes communs de la province et diocèses particuliers d'icelle ; ce qui deppend de la résolution desdictz Estatz, comme aussi de prescrire le temps auquel lesdictz sieurs commis s'assembleront pour ouyr et débattre les demandes desdictz créanciers et satisfaire ausdictes délibérations. En quoy s'il est survenu jusques icy plus de longueur qu'on ne s'estoit proposé, laquelle néantmoins n'a rapporté aucun dommage, il en fault attribuer la cause, tant aux diverses occurrences des aultres affaires, où l'on a esté contrainct de vacquer, que à la mauvaise intelligence que le sieur Prieur, agent des paroisses opposantes, a monstre avoir, avec le pais, en l'exécution desdictes délibérations. Desquelles, après avoir esté faicte lecture, lesdictz Estatz, d'ung commun consentement, ont prié mondict seigneur de Mende, président en iceulx, voulloir, en continuant les effectz de son zèle au soulagement du pauvre peuple, prendre le soing et la peine, avec lesdictz sieurs commis et députés, et si besoing est, l'assistance de MM. du Conseil du pais, de vacquer dans le 24<sup>e</sup> de ce mois, si faire se peult et sa commodité et plus importants affaires de sa charge le permettent, à ce qui reste à effectuer desdictes délibérations pour la liquidation desdictz debtes. Ce que mondict seigneur, pour l'avancement des affaires dudict pais, a promis faire et d'apporter tout ce qui deppendra de luy pour le soulagement du pauvre peuple.



Dudict jour unzième janvier, de relevée.

Sur la réquisition faicte par M<sup>e</sup> Jehan Bailhe, procureur de dame Françoise de Beaufort de Camilliac, vefve de feu sieur de Planèzes, de pourveoir au payement des sommes deues par ledict diocèse aux enfants dudict seigneur, suivant les lettres patentes du Roy, arrestz de la Cour des Aydes et délibérations du pais ; a esté conclud que ledict procureur ou aultre, de la part de ladicte dame, remettra sa demande et prétensions par devers lesdictz sieurs commis et députés, pour estre veues et vérifiées, et après pourveu sur icelles, suivant l'ordre prescrit à la vérification des debtes dudict diocèse.

M. de S. Auban, commis des nobles dudict pais de Gévaudan, a représenté que, pour arrester le cours de l'exécution d'une commission extraordinaire, extrêmement rigoureuse, ruyneuse et dommageable audict pais, obtenue du Roy obrepticement, par certains partizans, sous le nom du sieur Rollet, secrétaire de Sa Majesté, pour la recherche et répétition de plusieurs sommes de deniers levées durant plusieurs années sur ledict pais, payées et employées pour les affaires d'icelluy, MM. les aultres commis et députés, oultre ce que le sieur de Montguibert et luy se trouvant lors à Montpellier auroient rapporté de leur costé sur besté occurrence, jugeant combien nécessaire et utiles seroit d'envoyer promptement devers le Roy, y auroient aussitost député et faict acheminer en diligence, le sieur Comte, personne capable de ceste poursuite ; lequel quelque temps après et au plus fort d'icelle, se trouvant à Paris, pressé d'extrême nécessité d'argent, en ayant donné advis audict sieur de S. Auban audict Montpellier, et du péril que



cest affaire y pourroit encourir au détriment dudict païs, ensemble de la résolution prise par ledict Comte, de quitter et abandonner ceste poursuite s'il n'estoit promptement secouru et assisté d'une somme de deniers. Icelluy sieur, porté d'affection à l'avancement desdictz affaires, et d'aultre part, excité par la juste craincte et appréhension qu'il debvoit avoir du dommage notable et évident que le païs pouvoit encourir, s'il eust différé tant peu, soit l'occasion d'y apporter tout ce qui seroit en luy, voyant d'aillieurs ne pouvoir, pour la distance des lieux, faire entendre aux aultres sieurs commissaires et députés dudict païs, l'estat de cest affaire, pour en avoir leur résolution sur ceste occurrence; ces considérations luy auroient donné juste subject de pourvecir à ceste tant urgente et importante nécessité. Et pour cest effect employer la faveur de M. Bornier, M<sup>e</sup> en la Chambre des Comptes dudict Montpellier, soubz le crédit duquel ledict sieur Comte auroit emprunté de MM. Sarus et Passart, marchans de Paris, la somme de 750 livres, pour employer au faict de ladicte poursuite. Et d'aultant que ledict sieur Bornier et aultres qui ont souscript la lettre de change de ladicte partie, pressez par lesdictz marchans, l'ont faict assigner en garantie en la Cour des Aydes, pour se veoir condamner audict payement, tant du principal que du change et rechange encouruz, et qu'il n'y auroit aulcune apparence de raison qu'il fust pour ce regard inquietté ny molesté. Il a requis lesdictz Estatz le relever de tout. Et ce faisant, pourveoir au payement de ladicte partie principale, changes et rechanges qui peuvent estre deubz, attendu que ce qu'il en a faict, a esté à bonne fin, et que ladicte poursuite a succédé au contentement du païs et au sou-



lagement et descharge d'icelluy ; ayant esté ladicte commission révoquée par le moyen de la poursuite dudict sieur Comte, en laquelle il seroit mort pour le service dudict païs. Sur quoy, veu les lettres escriptes par ledict feu sieur Comte, et l'affaire mis en délibération en ladicte asssemblée, ores qu'elle ayt jugé le pays ne pouvoir ny debvoir, à la rigueur du droict estre condamné au payement de ladicte partie principale et moings aux accessoires, comme n'ayant, ledict sieur de S. Auban, seul, pouvoir suffizant, pour y obliger ledict païs, néantmoins, eu esgard aux susdictes raisons et aultres bonnes considérations et au grand soulagement que le païs recevra de la révocation de ladicte commission obtenue par la bonne conduite et diligence dudict feu sieur Comte. A esté conclud, sans conséquence, que ladicte partie de 750 livres, change et rechange d'icelle jusques à la fin du présent mois de janvier, tant seulement, seront payez et acquittez par ledict païs, à la charge toutesfois que ledict sieur de S. Auban se chargera d'arrester pour l'advenir, à commencer du premier jour de febvrier prochain, le cours dudict change et rechange et en tiendra quitte ledict pays en luy payant les interestz au denier seize, tant de ladicte partie principale de 750 livres, que de la somme à quoy revient ledict change et rechange, à compter le payement desdictz interestz, depuis ledict premier jour de febvrier prochain jusques au jour du remboursement qui sera faict par ledict païs de ladicte partie principale, change et rechange susdictz ; laquelle partie, ensemble la somme à quoy revient ledict change et rechange, seront pour cest effect employez en ung article de l'estat des debtes dudict païs avec lesdictz interestz pour, après la permis-



sion obtenue d'imposer le tout, en estre faicte la levée et payement en l'acquit dudict pais ; à quoy pour les susdictes considérations, lesdictz sieurs des Estatz et de S. Auban ont respectivement promis satisfaire.

Sur l'avis qui a esté donné à ladicte assemblée du mescontentement que reçoit Mgr le duc de Vantadour, lieutenant général, pour le Roy en Languedoc, de ce que lesdictz Estatz, l'année dernière, n'auroient pourveu au payement, ains au contraire auroient retranché 300 livres de la somme de 4,200 livres, laquelle mondict seigneur, pour faciliter la révocation de la commission extraordinaire obtenue du Roy, contre ledict diocèse, pour aucuns partizans soubz le nom du sieur Rollet, secrétaire de la Chambre de Sa Majesté, avoit accordée, tant audict sieur Rollet qu'à autres particuliers pour les désintéresser des fraiz de ladicte commission, afin de les obliger à ne se roydre, comme ilz avoyent résolu, contre la poursuite que ledict pays faisoit de ladicte révocation, laquelle par ce moyen en a esté d'autant plustost et à moindres fraiz obtenue au grand soulagement dudict pais ; a esté conclud que ladicte somme de 4,200 livres sera par ledict pais payée et acquittée sans aucun retranchement, suivant l'intention de mondict seigneur. Et d'autant que de présent ne se trouve aucun fondz de deniers en la recette dudict pais pour y pouvoir satisfaire et que MM. les commissaires de l'assiette, ne l'ont peu imposer à cause du reiglement faict au Conseil de Sa Majesté ; à ceste cause le syndic dudict pais passera procuration pour emprunter à intérêt, au denier seize, la somme de 4,200 livres pour estre mise es mains de M. Combret, secrétaire de mondict seigneur, pour icelle distribuer à ceulx et selon qu'il luy plaira l'ordonner.



Sur la réquisition faicte ausdictz Estatz, de la part de M. d'Hautheville, M<sup>e</sup> en la Chambre des Comptes de Montpellier, de luy faire payer la somme de 1,785 livres 10 solz, qu'il prétend luy estre due par ledict pais, assavoir : 900 livres tournois par une promesse à luy faicte par le sieur de Manificier, receveur dudict diocèse, 550 livres par délibération de Messieurs les commis et députés dudict pais du 6 juin 1605 et 585 livres 10 sols pour les interestz à raison de huict et tiers pour cent de la somme de 974 escus 59 solz, depuis le jour qu'elle fut empruntée et payée pour ledict pais à Madame la duchesse de Vantadour, jusques au premier jour de may 1606, que ladicte somme fut remboursée audict sieur d'Hautheville, par le sieur Roux, de la part dudict pais et luy en fit quittance, revenans, lesdictes parties à ladicte première de 1,785 livres 10 solz, sans comprendre les interestz de ladicte somme prétendus par ledict sieur d'Hautheville, depuis quatre années. Après que le syndic dudict pais a esté ouy qui a représenté à ladicte asssemblée qu'à toute extrémité ledict pais ne peut debvoir audict sieur d'Hautheville, que la somme de 703 livres 10 sols, d'autant que dèz l'année 1604 fut pourveu à son payement de la somme de 1,082 livres en deux parties, imposées à cest effect en l'assiette de ladicte année et passées en la despense du compte dudict sieur de Manificier, assavoir : 900 livres accordez audict sieur d'Hautheville pour tous fraiz, despens, vaccations, dechet de monnoyes, dommages et interestz par luy prétendus, outre aultres sommes auparavant à luy payées et accordées pour semblable cause et 182 livres pour les interestz de ladicte somme de 974 livres 9 sols due à ladicte dame la duchesse de Vantadour; telle-



ment qu'il n'a tenu qu'au dict sieur d'Haulteville, s'il n'a esté payé desdictes deux parties de 900 livres, d'une part, et 182 livres d'autre par ledict sieur de Manificier, qui estoit chargé et obligé de les acquitter des deniers de sa recepte, et à ce pouvoit et peult estre encores contrainct par ledict sieur d'Haulteville, tant en vertu de la promesse qu'il advoue en avoir réitérée que des susdictz articles passez en la despense dudict compte, ne pouvant ledict sieur de Manificier y apporter aucune pertinente exception, attendu que par l'estat final de sondict compte, il demeure encores reliquataire de clair et de net, envers ledict pais, en la somme de 2,238 livres, outre lesdictes parties, et plusieurs autres passées en la despense de sondict compte, soubz debet de quittance, si bien qu'il ne peult différer le paiement de ladicte somme de 1,082 livres, de laquelle, déduction faicte sur la première de 1,785 livres 50 sols, prétendues par ledict sieur d'Haulteville, ne luy seroit deub que 703 livres 50 sols, procédans, assavoir : 300 livres de gratification accordée par ladicte délibération du 6 juin 1605, pour avoir moyen de retirer de luy les provisions et quittances qu'il retient du don de 10,000 escus, faict par Sa Majesté à madicte dame de Vantadour, sur les restes dudict diocèse, et 408 livres 10 sols pour le surplus des interestz susdictz de ladicte somme de 971 écus 59 sols, faisant lesdictz deux parties ladicte somme de 703 livres 10 sols. Et pour le regard des interestz prétenduz de ladicte première somme de 1,785 livres 10 sols, ayant esté pareillement représenté par ledict scindicq qu'il ne peult avoir aucune apparence de raison, d'autant que la plus grand part de ceste somme procède d'autres interestz ou gratifications, joint que si aucuns



interestz en estoient deubz, ce seroit par ledict sieur de Manificier pour avoir retardé le payement qu'il estoit obligé de faire de ladicte somme de 1,082 livres. Veu aussi par ladicte asssemblée lesdictz articles d'assiette ; compte dudict sieur de Manificier ; délibérations précédentes, ensemble la coppie de la quittance faicte par ledict sieur d'Haulteville audict sieur Roux, le 1<sup>er</sup> mai 1606, de ladicte partie de 1,171 écus 59 sols ; en laquelle quittance advouant la susdicte somme de 900 livres luy estre due par promesse dudict sieur de Manificier, il promet de sa part, à peine de tous despens, dommages et interestz, rendre ou faire rendre, audiet syndic ou aultre ayant charge du païs, les provisions obtenues par madicte dame de Vantadour, du don à elle faict par le Roy, sur les restes dudict diocèse, de la somme de 10,000 écus, ensemble les quittances nécessaires, tant de ladicte dame que du receveur général des restes jusques à concurrence de ladicte somme de dix mil écus ; a esté conclud que ladicte partie de 705 livres 10 solz, employée dans l'estat des debtes dudict païs, pour après la vérification faicte dudict estat, par MM. les commissaires à ce députés, par arrest du Conseil, estre obtenue la procuration requise de Sa Majesté, pour l'imposition et levée de ladicte partie, sur le général dudict païs, à l'acquittement d'icelluy, envers ledict sieur d'Haulteville, et ce pour toutes restes et entier payement de sesdictes prétentions, sauf son recours pour ladicte somme de 1,082 livres, contre ledict sieur de Manificier, si bon luy semble, le tout néanmoins à la charge de rendre, par ledict sieur d'Haulteville, lesdictes provisions et quittances, attendu qu'il y est tenu et n'a aulcun droict de rétention et que ladicte dame a esté entièrement payée



de la somme accordée et convenue avec ledict sieur d'Haulteville, au nom et de la part de ladicte dame.

Du mercredy douzième dudict mois de janvier, en ladicte asssemblée du matin.

Sur ce que le sieur Bazalgète a remontré à l'assemblée, au nom de M<sup>e</sup> Pierre Parat, receveur dudict diocèse, ez années 1585, 1586, que MM. de la Chambre des Comptes de Montpellier, procédant à l'épurement des comptes des deniers ordinaires desdictz deux années, auparavant renduz par ledict Parat, à ladicte Chambre, ilz l'auroient rendu débiteur envers ledict país de la somme de 5,922 escus 55 solz 7 deniers ; requérant, au moyen de ce, qu'il pleust ausdictz Estatz, ordonner au syndic dudict país fournir de sa quittance de pareille somme audiot Parat, pour demeurer quitte dudict debet, et ce en compensation d'autres sommes à luy deues par ledict pays ; remontrant en oultre que sur la faulse impression donnée à ladicte Chambre, d'avoir faict double emploi en la despense desdictz comptes, elle auroit ordonné qu'ilz seroient mis devers ung correcteur, pour en faire la vérification. Et bien qu'à la vérité il n'y ayt aucun double employ, néantmoins, d'autant que pour faciliter la reddition desdictz comptes desdictz deniers ordinaires dont le Roy avoit faict don audict diocèse pour estre employez au faict de la guerre et autres affaires du país. Ledit Parat, de l'avis de MM. les commis et députés dudict país, pour l'allocation desdictz deniers en la despense desdictz comptes, se seroit servy de quelques acquitz qui avoient esté par luy, auparavant employez et rapportez en la despense des comptes par luy renduz audict país, et que ladicte Chambre,



prenant cela pour ung double employ pourroit condampner ledict Parat à une amande, ce qui ne seroit raisonnable ; requérant, pour obvier à cela, qu'il pleust à l'assemblée arrester que par MM. les commis, syndic et députés dudict païs, sera faicte déclaration de la vérité du faict pour estre remise devrs ladicte Chambre et par ce moyen empescher ladicte amende. A esté conclud que lesdictz comptes renduz, tant à la Chambre que au païs, seront veuz et visitez par lesdictz sieurs commis et sur iceulx faicte vérification exacte, pour l'esclaircissement du faict proposé par ledict sieur Bazalgète, et le tout veu, estre par eulx mesmes délibéré si lesdictes quittances et déclarations demandées par ledict sieur Parat, peuvent et doibvent estre passées, sans faire faire préjudice audict païs.

Sur ce qu'à esté représenté ausdictz Estatz par le sieur Armand, lieutenant audict diocèse de M. le prévost général de Languedoc, que depuis le temps qu'il a l'honneur d'estre receu en l'exercice de sa charge, il n'a jamais rien eu tant à cœur que de s'en pouvoir dignement acquitter, au consentement du païs ; que s'il n'a eu ce bonheur d'arriver du tout au but de sa bonne intention, au moins a-t-il ce contentement d'y avoir tousjours rapporté tous les effectz qui pouvoient deppendre de luy, et mesmes durant l'année passée en laquelle outre ses chevaulchées ordinaires et les captures et exécutions intervenues, dont il a exhibé son verbal ; il auroit rendu tant plus de soing, de diligence et d'affection, que la juste appréhension du triste accident de la mort du feu Roy, en donnoit du subject et d'occasion, affin de réprimer les volontéz des meschans qui faisoient dessein



de se prévalloir d'une si déplorable occurrence, au détriment de la justice et du repos publicq audict diocèse ; suppliant les Estatz de croire qu'il ne descherra jamais de ce sien débvoir, tant qu'il plaira au païs agréer son service et le juger utile en ladicte charge, en laquelle il les supplie aussi de considérer le peu de moyen qu'il a de servir utillement le Roy et le païs, s'il n'est assisté du nombre d'archers nécessaires et que leur entretenement ne soit plus certain et assuré qu'il n'a esté durant ces trois dernières années, esquelles pour avoir esté discontinué de faire le fondz accoustumé ez assiettes dudict diocèse pour ledict entretenement, luy et lesdicts greffier et archers ont esté contrainctz pour ne différer le service qu'ils debvoient à Sa Majesté et audict païs d'emprunter à interest, ce qui leur est aultant de perte et diminution sur leurs gaiges et du retardement à l'exercice de leurs charges ; requérant, au moyen de ce, qu'il pleust à l'assemblée pourveoir au payement de ce qui leur est déb de restes du passé, et par mesme moyen faire fondz en la présente assiette de la somme à laquelle peuvent revenir leurs gaiges et entretenement l'année courante. A esté conclud, attendu qu'il n'a esté encores obtenu permission d'imposer les deniers nécessaires à l'effect que dessus, que le sindic dudict païs empruntera la somme de 4,200 livres à interestz, pour subvenir audict entretenement, selon et ainsi que par MM. les commis et députés dudict païs sera advisé, et ce en attendant que la permission d'imposer la somme à laquelle pourront monter lesdictz gages et entretenement desdictz prévost et greffier, ensemble de six archers, compris deux des Cévennes, à quoy lesdictz Estatz ont reiglé ledict nombre, tant pour ceste année que aultres



advenir ayt esté obtenue de Sa Majesté à la diligence dudict sindic ; auquel lesdictz Estatz ont enjoinct d'en faire la poursuite avec la diligence requise, comme aussi pour l'imposition des deniers deubz de restes desdictz gaiges et entretenement du passé, à la charge que ledict pais relèvera ledict sindic des obligations qui seront par luy passées sur le prest de ladicte somme de 1,200 livres et interest d'icelle, et que pour cest effect le tout sera remboursé des premiers deniers qui seront imposez et levez pour lesdictz gaiges et entretenement après ladicte permission obtenue.

Et sur ce que ledict sieur Armand a de mesmes remonstré que suivant le pouvoir qu'il a pleu au Roy, par ses lettres patentes, vérifiées en sa Cour de parlement de Tholoze, et arrestz de son Conseil d'Estat, attribuer à ses officiers du bailliaige de Gévaudan, pour le jugement des compétences des prévostz des mareschaulx, il auroit faict juger pardevant lesdictz officiers les compétences, et en conséquent les procès en deniers ressort contre plusieurs délinquans. Et à cest effect remis les procédures par luy sur ce faictes devers lesdictz officiers, comme estoit requis. En quoy, bien qu'il ayt faict son debvoir et suivy l'intention de Sa Majesté contenues esdictes lettres patantes et arrestz qui sont notoires et ont esté deuement signifiez à MM. du siège présidial de Nismes ; néantmoins, soubz prétexte qu'il n'auroit faict remettre devers ledict siège certaine procédure par luy faicte contre ung nommé Jehan Teyssier, prévenu de quelques crimes, ledict siège, sans aultre cause ny sujet, l'auroit condampné en l'amende de 25 livres tournois, bien que sur aultre condampnation, auparavant contre luy donnée par le mesme siège et pour semblable pré-



texte, ladicte Cour de parlement, à l'instance de M. le procureur général du Roy, eust baillé provision, portant injonction expresse audict prévost, à peine de 500 escus, de faire et parfaire les procès aux délinquans, à l'assistance desdictz officiers dudict bailliaige, suivant lesdictes Lettres patentes et arrestz, sans avoir esgard aux contraintes ordonnées par ledict siège présidial. Auquel par la mesme provision sont faictes inhibitions et deffences de donner en cela aulcun trouble ny empeschement ausdictz officiers et prévost. Et d'autant que présentement seroit arrivé en ceste ville ung huissier dudict Nismes, envoyé exprez pour le contraindre au payement de ladicte amande, il requéroit qu'il pleust ausdictz Estatz y pourveoir, à ce que pour avoir bien faict en chose qui regarde le repos et seureté publicq dudict diocèse, il n'en reçoive de la perte et dommage. A esté conclud que le syndic dudict païs, à l'issue de l'assemblée, parlera audict huissier pour le dissuader, par les raisons susdictes, de ladicte contrainte, néantmoins sera ladicte provision de ladicte Cour de parlement, inthimée audict siège présidial. Et en cas qu'il ne désisteroit, ledict syndic prendra le faict et cause au nom dudict païs, et fera les poursuites sur ce nécessaires, tant en ladicte Cour de parlement que aillieurs, affin que ledict prévost demeure guaranty desdictes condampnations et contraintes, et que l'exercice de ladicte jurisdiction attribuée par sadicte Majesté à sesdictz officiers audict bailliaige comme très-utile et nécessaire dans ledict païs y soit plainement et librement continuée et maintenue suivant l'intention de Sa Majesté, pour le bien, repos et seureté de ses subjectz, habitans audict païs.

Et d'autant que les consulz des lieux des Cévennes, et



particulièrement ceulx de St-Estienne-de-Valfrancisque, ont faict plainte de ce que ledict prévost ne faict aussi bien ses chevaulchées audict lieu, comme ez aultres dudict diocèse et que ledict prévost, présent, s'est excusé sur les notoires et trop grandz empeschemens qui sont audict quartier des Cévennes par le moyen des assambles de gens de guerre que l'on y faict ordinairement et ouvertement contre les édictz et ordonnances du Roy, et sur le sujet desquelles, plusieurs arrestz, tant de la Cour de parlement, Chambres de l'Edict, que du Conseil d'Estat, sont intervenuz sans qu'on ayt peu parvenir à l'exécution d'iceulx jusques icy, quoyque les troupes et forces assambles, de l'autorité de Sa Majesté, y ayent esté employées; au moyen de quoy il luy est moins possible à luy avec quatre ou cinq archers d'avoir libre accès dans lesdictz Cévennes, comme il le désire et seroit nécessaire pour le libre exercice de sa charge et le repos desdictz Cévennes et seureté du pauvre peuple. A esté conclud, attendu l'offre faict ausdictz Estatz par les consulz, tant de Saint-Estienne que de Saint-Germain-de-Calberte, Barre et Florac, présens et assistans ausdictz Estatz, donner main forte et bailler bonne et asseurée escorte audict prévost en tous les lieux et chemins desdictz Cévennes, affin qu'il ayt moyen de s'acheminer et faire sa charge en toute liberté audict lieu de St-Estienne et aultres circonvoisins, que satisfaisant par eulx ausdictz offres, ledict prévost sera tenu d'y faire ses chevaulchées selon que la nécessité le requerra.

S'est présenté incontinent après le sieur Rodier, qui a remonstré ausdictz Estatz que comme lieutenant du sieur prévost général de Languedoc au quartier des Cévennes, il a vacqué au faict et exercice de sa charge, sans avoir



receu aucuns gaiges ny entretenement depuis quatre années ; suppliant les Estatz y voulloir pourveoir comme aussi pour l'advenir si par l'assemblée son service est jugé utile au païs et qu'il leur plaise aussi prendre le faict et cause pour luy contre certaines gens qui ont prins et enlevé trois de ses mulletz, en haine de ce qu'il exerce sa charge sans acception des personnes.

Dudict jour douzième janvier, en ladicte asssemblée,  
de relevée.

S'est présenté à ladicte asssemblée le sieur Prieur, au nom et comme procureur de certaines parroisses opposantes, qui a dict avoir esté adverty de la résolution prise par lesdictz Estatz, suivant leurs précédentes délibérations de faire assambler, en ceste ville, de Mende MM. les commis et députés du païs au 24<sup>e</sup> de ce mois, pour ouyr et entendre les demandes et prétensions des créanciers dudict païs ; icelles examiner, débattre et impugner, et si faire se peult les liquider, à la descharge dudict païs, pour estre par après, plus facilement à moindres fraiz et à plus grand soulagement du peuple, procédé par MM. les commissaires, à la vérification des debtes. Laquelle délibération le sieur Prieur a prié et requis lesdictz sieurs desdictz Estatz voulloir faire effectuer et permettre qu'il se puisse trouver à cest effect en ladicte asssemblée, avec le sieur Bonnet, aussi procureur desdictes parroisses ou aultre qu'elles pourroient nommer ; ce que lesdictz sieurs des Estatz ont agréé, à la charge néantmoins de rapporter par luy, à ladicte asssemblée, procurations expresses, vallables et légitimes desdictes parroisses, à l'effect que dessus ; ce que ledict sieur Prieur a promis faire.



Sur la plainte commune que font les habitans de ce païs et diocèse, pour raison de l'altération depuis quelque temps survenue en la qualité et naturelle bonté des eaux de Baniolz en cedict diocèse, au moyen de quoy lesdictz habitans se trouvent maintenant frustrez de la commodité et du soulagement qu'ils souloient recevoir desdictz bains, auparavant ladicte altération ; veu par lesdictz Estatz la délibération prinze sur le mesme sujet en l'année 1609, a esté conclud, suivant icelle, que le syndic dudict païs continuera ses poursuites pour faire remettre et restablir lesdictz bains en leur premier Estat, par les particuliers qui ont esté cause de ladicte altération.

Sur ce que le sieur de Fumel, sindic dudict païs, a remonstré qu'à son retour des Estatz généraulx de Languedoc avec Mgr de Mende, en passant à Montpellier, il auroit assisté mondict seigneur à la visite de la maison du collège fondé, en ladicte ville, par feu de très-bonne mémoire Urbain V<sup>e</sup>, Souverain-Pontife à Rome, en faveur des enfans originaires du païs de Gévaudan, tant pour l'estude des loix que de la médecine. Et ayant esté bien vérifié que ladicte maison est menacée d'une grande et prochaine ruyne, s'il n'y est pourveu ; laquelle arrivant tireroit après soy l'entière perte et abolition dudict collège et conséquemment de la commodité et utilité que les habitans dudict diocèse en peuvent justement et visiblement espérer, ensuite de celles qu'ilz en ont cy-devant retiré en l'instruction et advancement que plusieurs jeunes hommes dudict diocèse ont receu, dont il reste encores des bonnes marques ; requérant en ceste considération et en faveur des escolliers dudict diocèse et pour le bien du public, qu'il pleust ausdictz Estatz, à l'exemple de leurs devanciers, contribuer à ladicte répa-



ration affin d'obvier à la perte dudict collège ; a esté délibéré et conclud, pour les raisons susdictes, que dans l'estat des debtes dudict diocèse, sera employé ung article de la somme de 300 livres, que lesdictz Estatz ont accordé et accordent pour ladicte réparation, et qu'à cest effect, après la permission obtenue de Sa Majesté, d'en faire l'imposition sur le général dudict diocèse, ladicte somme levée sera employée actuellement à ladicte réparation selon et ainsi que par MM. les commis et députés dudict païs sera jugé utile et nécessaire et non aultrement.

Lesdictz Estatz suivant l'ancienne coustume et pour oster tout subject de doulte et du différend entre les sieurs barons dudict païs pour raison du tour et de l'ordre et rang par eulx observé de tout temps, pour l'assistance qu'ils doibvent à l'assemblée des Estatz généraulx de Languedoc, respectivement chascun en son année ; ont déclaré ledict tour et rang, pour l'année prochaine, appartenir à M. le baron du Tournel, à cause de sadicte baronnie du Tournel.

Finallement mondit seigneur de Mende, président, a représenté que, comme par très-ancienne et sainte institution, les Estatz prennent leur ouverture par la célébration de la sainte messe et l'invocation du S. Espérit, à ce qu'il luy plaise estre le directeur des actions, délibérations et conseils de l'assemblée, ainsi qu'il est croyable avoir esté en la présente pour s'y estre les affaires traittez et passez avec paix et concorde, à l'honneur de Dieu, bien du service du Roy, repos et soulagement du publicq ; de mesmes aussi la conclusion dernière desdictz Estatz a tousjours esté suivie des louanges, actions de grâces et bénédictions qu'ils ont acoustumé



rendre à son saint nom ; à quoy l'assemblée persévérant en ceste sainte et louable action, auroit à l'instant satisfaict par l'organe et ministère de mondict seigneur, lequael, ensuite de ce auroit donné la bénédiction aux assistans selon l'ancienne coustume qui auroit esté la fin desdictz Estatz.

---

1612

*Commissaires de l'assiette. — Ouverture de l'assemblée des Etats. — Liste des membres présents. — Propositions au sujet de la vérification des dettes du pays. — Réparation des ponts. — Serment de fidélité au Roi et à la Reine régente. — Des duels, assemblées illicites et port d'armes. — Accord entre la Chambre des Comptes de Montpellier et le pays. — Dette au profit de M. Rodes-Castaing. — Prière à l'évêque de Mende de défendre au receveur des décimes de saisir les deniers apportés aux collecteurs. — Bail de la recette en faveur de M. de Calvet. — Admission du viguier de Portes aux Etats. — Cautions fournies par le fermier de l'équivalent. — Admission du procureur de M. de Barre. — Demandes du prévôt de la maréchaussée pour l'augmentation du nombre de ses archers. — Gratification accordée aux religieux Cordeliers de Marvejols, pour les aider à reconstruire leur couvent. — Don pour la reconstruction de l'hôpital de la même ville. — Impositions pour les dettes de la Province et du diocèse. — La recette des*



*tailles doit se faire en deux termes. — Clôture de l'assemblée des Etats.*

L'an mil six cens douze et le lundy 16<sup>e</sup> jour du mois d'avril, environ neuf heures du matin, en la ville de Maruejolz, les gens des trois Estatz particuliers du pays de Gévaudan et diocèse de Mende, suivant le mandement de nos seigneurs les commissaires présidens pour le Roy aux Estatz généraulx particuliers du pais de Gévaudan et diocèse de Mende, suivant le mandement de nos seigneurs les commissaires présidens pour le Roy aux Estatz généraulx de Languedoc, tenuz en la ville de Pézénas ez mois de janvier et febvrier derniers, se sont assamblez dans la maison commune de ladicte ville de Maruejolz. Après avoir, selon l'ancienne coustume, ouy la messe du S. Espérit et la prédication faicte en l'église de Notre-Dame-de-la-Carce audict lieu ; en laquelle asssemblée, estant venuz MM. M<sup>re</sup> Pierre de Guilleminet, greffier et secrétaire de Sa Majesté, ausdictz Estatz généraulx, commissaire principal de l'assiette dudict diocèse ; Robert de Chanoillet, conseiller de Majesté et lieutenant général au siège du Bailliaige de Gévaudan ; Gilbert de Chanoillet, sieur de Saugières, docteur ez droictz, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Mende ; Bertrand Bodet, notaire royal et 2<sup>e</sup> consul de ladicte ville, et Aldebert de Born, sieur de Prades, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejolz, commissaires ordinaires de ladicte assiette ; a esté par ledict sieur commissaire proposé le faict des commissions à eulx adressantes, par lesquelles leur est mandé procéder à l'imposition et département sur ledict diocèse, des sommes à quoy reviennent les quotités d'iceluy des deniers accordez à Sa Majesté par l'assemblée



desdictz Estatz généraulx, offrant ledict sieur commissaire principal avec les aultres sieurs commissaires ordinaires satisfaire au contenu desdictes commissions, selon qu'il leur est ordonné par icelles, avec l'assistance des gens desdictz Estatz particuliers ou de telz de leurs députés qu'il leur plaira commettre à cest effect, ainsi qu'ilz ont acoustumé de tout temps et ancienneté en conséquence desdictes commissions, desquelles après avoir esté faicte lecture en plaine asssemblée par le greffier et secrétaire desdictz Estatz, M. de Chanoillet, chanoine de l'église cathédrale de Mende, official et grand vicaire de Mgr de Mende, et président ausdictz Estatz, a respondu ausdictz sieurs commissaires que comme lesdictz Estatz et conséquemment tous ledict pais n'ont jamais cédé à nulz aultres de la province en aucun debvoir de fidélité, obéissance et dévotion au service de sadicte Majesté, aussi ne voudraient ilz manquer de contribuer non plus que les aultres tout ce qui sera de leur possibilité pour le secours des affaires de sadicte Majesté et advancement de sondict service, estant très disposez, non-seulement de donner ausdictz sieurs commissaires l'assistance requize en l'assiette et département desdictz deniers, mais aussi d'en faciliter la levée de tout leur pouvoir, comme très obéissans et fidelles subjectz de sadicte Majesté, qu'ilz ont tousjours esté.

Ensuite de quoy M. le président a rendu une lettre que mondict seigneur de Mende a escript ausdictz Estatz dont a esté faicte lecture, contenant le tesmoignaige du désir qu'il avoit et de l'honneur qu'il se promettoit d'assister à ceste asssemblée, comme il eust faict sans la proximité des festes et les oocupations spirituelles en



ceste sainte sepmaine qui l'ont retenu, mais que ledict sieur de Chanoillet, son grand vicaire, supplerra à son deffault et asseurera lesdictz Estatz de sa dévotion en tout ce qui sera de l'avancement des affaires qui pourront toucher le soulagement du païs et le service de ladicte asssemblée en général et en particulier ; les priant d'en prendre entière et parfaite assurance, comme il faict de la bonne intention des Estatz à procurer de tout leur pouvoir, après l'honneur de Dieu, ce qui regarde le service de leurs Majestez et le soulagement du pauvre peuple. De quoy lesdictz Estatz ont prié M. le président, faire très-humbles remerciemens de leur part à mondict seigneur avec bien humble supplication de continuer tousjours les effectz de sa bonne volonté envers le païs.

Et après ont esté appelez par rolle les sieurs députez de l'église, noblesse et Tiers-Estat qui ont droit d'entrée et séance ausdictz Estatz et les procurations remises par les envoyez ont esté leues en plaine asssemblée, à laquelle estoient assistans, assavoir, pour l'estat ecclésiastique : vénérable personne M. M<sup>e</sup> Pierre Malos, bachelier ez droictz, chanoine et député du Chapitre de l'église cathédrale de Mende ; M. M<sup>e</sup> Pierre Enfruct, docteur ez droictz, chanoine en ladicte église et député de M. de Ste Enymie ; M. M<sup>e</sup> Anthoine de Chanoillet, aussi docteur et chanoine et député de M. de Lengoigne ; M<sup>e</sup> Anthoine Aldin, docteur ez droictz, juge et envoyé pour M. le commandeur de Palhers ; noble Jehan d'Achard, sieur de Merignac, député de M. de S. Jehan. Et pour les nobles : M. M<sup>e</sup> Pierre Borrelli, docteur ez droictz, sieur de Pelouze, envoyé de M. le baron du Tournel, estant en tour de baron la présente année ; noble François de Soulages, chevalier de Malte, envoyé de M. le baron de



Peyre ; noble Jehan de Lobeyrac, sieur de Muret, envoyé de M. le baron de Cénaret ; M<sup>e</sup> Pierre Loberie, docteur ez droictz, lieutenant principal au duché et juridiction de Mercœur et envoyé de M. le baron dudict Mercœur ; M<sup>e</sup> Pierre Rodes-Castaing, docteur ez droictz, bailli au marquis de Canillac et envoyé de M. le baron dudict Canillac ; M. de Servièrre, en personne ; M<sup>e</sup> Adam Bouton, docteur ez droictz, sieur de Saulses, envoyé de M. de Montauroux ; M<sup>e</sup> André Brugeiron, sieur de Pomiez, envoyé de M. d'Arpajon ; M<sup>e</sup> André Baissenc, docteur ez droictz, envoyé de M. de Montrodât ; M<sup>e</sup> Deodé Dumas, docteur ez droictz, juge du Chapitre de l'église cathédrale de Mende et envoyé de M. de Mirandol ; M. Gibilin, docteur ez droictz, envoyé de M. de Sévérac ; M<sup>e</sup> Guillaume Bardon, docteur ez droictz, envoyé de MM. les consulz nobles de La Garde-Guérin. Et pour le Tiers-Estat, outre MM. les trois consulz de Mende et le premier de Maruejolz, commissaires ordinaires de l'assiette cy-devant nommez y ont assisté, assavoir : le sieur Samuël Guyot, marchand et second de ladite ville de Maruejolz, et M. Fournier, tiers consul d'icelle ; Jehan Brueil, marchand et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Chirac ; M<sup>e</sup> André Mezeirac, docteur ez droictz et 1<sup>er</sup> consul de la ville de La Canourgue ; M. Jehan Galin, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Saint-Chély-d'Apchier ; M<sup>e</sup> Jehan Favy, notaire royal et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Saulgues ; Médard Gibilin, bourgeois et 1<sup>er</sup> consul de la ville du Malzieu ; Samuel Prouset, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Florac ; Bertrand Daudé, consul de la ville d'Yspaniac ; M<sup>e</sup> André Comte, docteur ez droictz et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Sainte-Enymie ; M<sup>e</sup> Jehan Grasset, procureur d'office et 1<sup>er</sup> consul de Châteauneuf-de-Randon ; M<sup>e</sup> Valy, 1<sup>er</sup> con-



sul de la ville de Serverette ; Henri Sabatier , sieur d'Herbousset, 1<sup>er</sup> consul de Saint-Estienne-de-Valfrancisque ; Barthélemy Mazaudier, marchand et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Langoigne ; Pierre Salenc , consul de Barre ; M<sup>e</sup> Aymar Fraisse, consul de la ville de Saint-Auban, et Guillaume Pouget, marchand et procureur du mandement de Nogaret. A tous lesquelz assistans mondict sieur le président a faict prester le serement acoustumé de procurer le bien et advancement du service du Roy et le soulagement et repos du pauvre peuple et de ne divulguer les délibérations qui importent de demeurer secrètes pour le bien du public.

Dudict jour sézième d'avril, de relevée, au lieu  
et président que dessus.

Le sieur de Fumel , syndic du païs , a représenté qu'encores que ces années dernières en toutes les assambles des Estatz d'icelluy et en plusieurs de celles de MM. les commis et députés ayt esté traité du faict de la vérification des debtes dudict païs, pour faciliter l'exécution de la commission qu'il a pleu au Roy en donner à MM. Delhon et de Galières, conseillers de Sa Majesté et trésoriers généraulx de France en la généralité de Montpellier et que plusieurs délibérations ayent esté sur ce prinzes comme estant cest affaire le principal et le plus grand qui reste maintenant sur les bras dudict païs ; toutesfois les choses ayant prins plus long traict que l'on n'espéroit, l'on n'auroit peu encores jusques à présent parvenir à ladicte vérification, longueur qui ne scauroit estre blasmée pour les divers accidens notoires et légitimes obstacles et empeschemens qui en ont esté la cause, joinct que le païs n'en a resseny ny souffert



aucun dommage ny détriment, comme il ne luy en pouvoit arriver aucun pour ce regard. D'ailleurs ceste vérification est de telle importance au païs, qu'elle requiert une bien grande, longue et exacte connoissance de cause, à quoy il n'y a rien de plus nuisible et contraire que la précipitation et briefveté de temps. Et comme ainsi soit que les debtes dont est question ou la pluspart d'iceulx ayent esté faictz et conceuz par le moyen des trop promptz et tumultuères effectz de la guerre, mère de toute confusion, désordre et mauvais mesnage ; aussi est il nécessaire et raisonnable pour le bien public, qu'en ce temps calme et propre à ladicte vérification, elle se face avec le meilleur ordre et mesnage et la plus grande circonspection qu'il sera possible ; considération si juste et pleine d'équité qu'il n'est pas croyable que les créanciers ne veuillent eulx mesmes fort librement y contribuer leurs vœux et intentions quand ce ne seroit que pour purger les faictz qui ont esté proposez par les paroisses opposantes contre lesdictz créanciers, disantz, la pluspart desdictz debtes avoir esté payez deux fois et tous les aultres ne pouvoir subsister sur des fondemens illégitimes, oultre que d'ailleurs l'intention dudict païs n'a jamais esté de procurer ausdictz créanciers la perte de ce qui se trouvera leur estre légitimement deub, mais seulement de s'esclaircir parfaictement et sans qu'il puisse rester aucun doute ny scrupule de la vérité desdictz debtes, pour après se disposer au payement, selon qu'il plaira au Roy et nos seigneurs de son Conseil, en ordonner sur l'advis qui leur en sera donné par lesdictz seigneurs commissaires députés à ladicte vérification. Et parce que du bon ordre dépend principalement le bon succès de ladicte vérification, d'aultant



mesmes que d'icelluy naistront deux effectz très-utiles au public, dont le premier est la vraye cougnoissance de la cause primordiale, nature, qualité et progrès desdictz debtes, chose que la pluspart des créanciers désirent couvrir par le moyen de certains prétenduz arrestz, sentences, contractz, délibérations ou estatx finaulx de comptes, que la misère et nécessité du temps et la facilité du siècle passé leur a faict obtenir, dont ilz prétendent se servir simplement sans voulloir consentir que le païs pectre plus avant jusques au fondz desdictz debtes qui seroit ung erreur plus évident et beaucoup plus dommageables au païs que tous les précédens qui demeureroient par ce moyen, non-seullement couvertz, mais approuvez et confirmez. L'autre effect de l'ordre susdict, sera l'espargne et manifeste soulagement qui reviendra audict païs, de la plus grande partie des fraiz qu'aultrement ladicté vérification apporteroit pour la despense et vaccations desdictz sieurs commissaires et leur greffier, à cause du longtemps qu'ilz seroient contrainctz d'employer en leur procédure, si par le moyen dudict ordre, disposition et préparatif des papiers et mémoires nécessaires, n'estoit pourveu à tel inconvénient. C'est pourquoy lesdictes gens des Estatz, assemblez en la ville de Mende, l'année dernière, par délibération expresse, approuvée depuis par lesdictz sieurs commissaires, auroient conclud et arresté que la perquisition et recherche de tous actes et papiers nécessaires et la direction des mémoires et instructions requis pour servir à la vraye et plaine cognoissance du faict desdictz debtes et à la vérification et atténuation d'iceulx, seroit soigneusement continuée par ledict syndic et le greffier dudict païs, pour après le tout remis devers lesdictz



sieurs commis et députés et lesdictz créanciers appelez et ouys, estre leurs demandes et prétensions examinées, débatues et impugnées et s'il y eschet pour le bien et soulagement du païs, modérés et liquidés du consentement et commun accord des parties au plus grand advantaige dudict païs que faire se pourra, et la liquidation faicte, en estre dressé estat, pour iclluy remettre devers lesdictz sieurs commissaires. Suivant laquelle délibération, après ladicte recherche et perquisition desdictz papiers faicte et mémoires dressez, lesdictz sieurs commis et députés auroient vacqué à l'examen d'aulcuns desdictz debtes et mesmes des sieurs Parat, Farnier et Cavallery, y ayant employé plusieurs journées ; à la fin desquelles, après une infinité d'impugnations et contestations, les demandes et prétensions des sus-nommez auroient esté réduictz et retranchez à la descharge et soulagement dudict païs de plus de 25,000 livres. En quoy paroist le faict et l'utilité de ladicte dernière délibération, l'exécution de laquelle lesdictz sieurs commis et deputez n'eussent désisté de continuer sans l'assistance et occupation, à laquelle les affaires et service du Roy deppendans de la présente asssemblée des Estatz les oblige plus expressément, que ceste cause de ladicte interruption avec l'advis qu'ilz ont receu de la prochaine arrivée desdictz sieurs commissaires en ce païs, où ilz sont pressez de s'acheminer, par la sollicitation et importunité du sieur Prieuret, agent desdictes parroisses opposantes, qui osterà le moyen et commodité desdictz sieurs commis et députés de satisfaire entièrement à ladicte délibération, comme il estoit nécessaire pour le grand bien, advantage et soulagement dudict païs. Sur



quoy, veu les délibérations cy-devant prinzes sur le faict desdictz debtes, et attendu l'utilité évidente qui revien-  
dra audict païs, de la continuation de l'ordre susdict  
pour les raisons desduictes par ledict sieur de Fumel,  
syndic; a esté conclud et arresté que lesdictz sieurs  
commissaires seront priez, notamment de la part des-  
dictz Estatz, de différer encores leur venue par deça  
jusques à ce que lesdictz sieurs commis et députés ayent  
entièrement satisfaict à l'intention du païs, portée par  
ladicte délibération et approuvée par lesdictz sieurs  
commissaires, pour le bien et soulagement du pauvre  
peuple, et qu'à ceste fin, leur en sera escript au nom  
desdictz Estatz, et, si besoing est, envoyé un extraict de  
la présente délibération.

Sur les plaintes faictes par plusieurs des consulz  
assistans à la présente asssemblée, du grand besoing et  
nécessité qu'il y a de pourveoir à la réparation des pontz  
dudict diocèse pour les inconvéniens qui par ce deffault  
arrivent ordinairement aux marchandz et aultres per-  
sonnes qui vont par pays, et la diminution et recullement  
du traficq et commerce, oultre que la pluspart desdictz  
ponts menacent d'une entière et prochaine ruyne, qui  
causeroit une extrême et insupportable despense et in-  
commodité au publicq, laquelle néantmoins se peult  
esviter par le moyen desdictes réparations, tant utiles  
et nécessaires et de beaucoup moindres fraiz. Après  
avoir esté veues en ladicte asssemblée les délibérations  
cy-devant prinzes aux Estatz généraulx de Languedoc et  
particuliers dudict diocèse sur le faict de la réparation  
des pontz et chemins, a esté conclud et arresté que le  
syndic et greffier dudict diocèse se transporteront ez  
lieux d'icelluy où il y a des pontz, commençant aux plus



nécessaires et importants au publicq et feront vérification bien exacte de l'estat auquel ilz les trouveront et des réparations nécessaires en iceulx, pour en esviter la ruyne, ensemble des sommes de deniers par estimation à quoy lesdictes réparations pourront monter, et de tout sera par eulx dressé ung ample verbal ou estat, pour icelluy rapporté et veu à la prochaine asssemblée des Estatz dudict diocèse, estre sur ce prins en icelle la délibération qu'ilz trouveront convenable pour le bien du païs. Néantmoins, en cas qu'en aucuns desdictz pontz y auroit des réparations à faire, si urgentes et si nécessaires qu'elles ne pourroient estre davantage retardées sans péril d'une prochaine et trop dommageable ruyne; ladicte asssemblée, en ce cas, donne charge et pouvoir ausdictz syndic et greffier, de passer les pris faictz nécessaires de telles réparations, au meilleur mesnage que faire se pourra, avec l'assistance des officiers et consulz des lieux, à la charge toutesfois que les habitans desdictz lieux seront tenuz d'employer, de leur part, les sommes qu'ilz doibvent contribuer par préciput ausdictes réparations, suivant les reiglement et délibérations desdictz Estatz généraulx, pour esviter, en ce faisant, la totale ruyne desdictz pontz. Promettant lesdictz Estatz avoir agréable et ratifier les contractz et pris faictz qui seront, ainsi que dessus, passez par lesdictz syndic et greffier, pour les susdictes réparations, et les relever indempnes, tant du principal que de tous despens, dommages et intérestz que pour raison de ce ilz pourroient souffrir.

Ledit sieur de Fumel, syndic, a représenté qu'entre les actions remarquables de l'assemblée dernière des Estatz généraulx de Languedoc, ça esté celle du serment de fidélité faict au Roy, en corps d'Estat, lequel ilz ont



d'ung mesme cœur et volonté renouvelé à l'honneur et advancement du service de Sa Majesté et du bien et repos général de ce royaume, et d'autant que par la délibération desdictz Estatz généraulx prinze sur ce subject, les diocèses de la province sont chargez d'en uzer de mesmes en chascune assemblée de leurs prochaines assiettes, à ceste cause ledict syndic a requis lesdictz Estatz, voulloir satisfaire de leur propre part. Sur quoy après la lecture qui a esté faicte par le greffier du pais de la délibération et que par mondict sieur le président, les assistans ont esté semondz à ce mesme debvoir, comme bons et fidelles subjectz de Sa Majesté, qu'ilz ont toujours esté ; ladicte asssemblée continuant son acoustumée et naturelle fidélité, dévotion et obéyssance envers sadicte Majesté, auroit unanimement arrêté, promis et juré, à l'exemple desdictz Estatz généraulx et en la mesme forme, assavoir : MM. de l'église, la main sur la poitrine, et ceux de la noblesse et du Tiers-Estat, la main levée vers le Ciel, les uns et les autres, tant en leurs noms propres que comme envoyez et députés et représentans tous les habitans dudict pais de Gévaudan, de se maintenir et conserver inviolablement en l'obéissance et fidélité qu'ilz doibvent à sadicte Majesté et à la Roynne régente, sa mère, comme leurs très-humbles, très-obéissans et très-fidelles subjectz et d'employer leurs moyens et leurs vies, pour le bien de leurs service et de l'estat, contre tous ceulx qui voudroient attenter ou entreprendre, au préjudice de leurs Majestés ou du repos publicq, et si quelque chose en vient à leur notice, d'en advertir aussitost leurs Majestés et nos seigneurs le Connestable, duc de Vantadour et aultres qui, en leur absence ont autorité en la province, et a esté arrêté, que les consulz



des villes et communaultés dudict diocèse qui ont assisté aux présens Estatz feront, à leur retour sur les lieux, faire semblable serement et promesse par les assamblées généralement d'icelles villes et communaultés affin que d'ung mesme cœur tous les habitans dudict païs soient résoluz de s'opposer à tous les mauvais desseings qui se pourroient faire contre l'obéissance due à leurs Majestés.

En suite de laquelle délibération et prestation du serment, a esté représenté à ladicte assamblée, par M. de Chanoillet, conseiller du Roy, lieutenant général au bailliage de Gévaudan et commissaire ordinaire de l'assiète dudict diocèse, que l'on ne pourroit rendre, à Sa Majesté, meilleur tesmoignaige de l'obéissance qu'on luy doit, qu'en observant fidèlement ses edictz et ordonnances et notamment celles qui sont importantes et de conséquence au bien de l'Estat, comme la prohibition du port des armes à feu, des duelz et aultres combatz et de toutes assamblées illicites qui sont expressément deffendues, pour oster tout moyen et prétexte que pourroient prendre sur ce subject ceulx qui seroient portez d'une meschante volonté à troubler le repos et tranquillité de ce royaume. Ce néantmoins, au mespris des ordonnances et au préjudice du repos publicq, une infinité de contravention ausdictz Edictz se commettent dans ce diocèse et notamment vers la montaigne de la Margeride, où le port desdictes armes à feu est aussi fréquent et ordinaire comme en plaine guerre et tolléré publiquement par les officiers, consulz, habitans et les seigneurs mesmes des lieux qui dissimulent au lieu de s'y opposer et empescher, comme ilz debvroient, telles contraventions si pernicieuses et dommageables au service du Roy et à l'Estat. Ce que



ledict sieur lieutenant a estimé estre du debvoir de sa charge de représenter à ladicte asssemblée et par mesme moyen l'exhorter, sommer et requérir d'adviser et rechercher les remèdes convenables pour empescher lesdictes contraventions. Sur quoy a esté délibéré et arrêté que les officiers et consulz des villes dudict diocèse et aultres communaultez seront advertiz et exhortez, de la part des Estatz, par la bouche des députés et aultres qui ont assisté à la présente asssemblée, chascun en son destroict, de faire curieusement prendre garde aux personnes qui entreront dans leurs villes et lieux pour descouvrir s'ilz portent aulcunes armes à feu ; et en ce cas tiendront la main, lesdictz officiers et consulz, à ce que les coupables soient saïs et arrestez incontinent, sans dissimulation ny acception de personne, comme de mesmes en sera uzé à l'endroict de ceulx qui se licencieront à faire des combatz et assambles deffendues, pour aussitost après en advertir le syndic dudict païs, affin de se rendre partie formelle, et comme tel, faire toutes poursuites nécessaires, aux fraiz et despens communs dudict païs, contre les délinquans. Et où pour le trop grand nombre d'iceulx lesdictz officiers et consulz n'auroient moyen de se saisir de leurs personnes sans avoir main-forte, en ce cas lesdictz officiers et consulz se feront accompagner de tel nombre d'habitans qu'ilz jugeront suffizans et nécessaire pour s'asseurer des personnes et armes des réfractaires et contrevenans ausdictz édictz. Et d'aultant que la fréquence de telz désordres et désobéissance se retrouve plus grande au quartier de la montaigne de la Margeride qu'en nul aultre endroict dudict diocèse et que pour la proximité du païs d'Auvergne, les délinquans y font leur retraite ; a esté conclud qu'il en sera donné



advis au sieur de Baulmevieille, prévost général dudict païs d'Auvergne, à ce qu'il luy plaise, de sa part, y rendre le debvoir de sa charge, et à ceste fin se transporter sur les lieux de retraite de telz perturbateurs du repos publicq, pour s'en saisir et en faire justice suivant lesdictz Edictz.

Les articles de l'accord passé entre les gens des Estatz généraulx du païs de Languedoc et ceulx de la Chambre des Comptes à Montpellier sur leurs différendz et procès, dès longtemps pendans au Conseil du Roy, touchant principalement la reddition des comptes des deniers extraordinaires et municipaulx de la province et des villes et communaultés d'icelle, ont esté leuz en plaine asssemblée affin que chascun en demeure instruit, pour se régler suivant les articles ez affaires des villes et communaultez dudict diocèse aux occurrences qui s'en pourront présenter.

Sur l'exposition faicte par le sieur Rodes-Castain, habitant à Maruejolz, de ce que à l'occasion de certaines obligations passées par le feu sieur du Montet, de La Canorgue, son beau-père, pour les affaires du diocèse et mesmes pour l'achept de certains vivres de munitions destineez à la réduction en l'obéissance du Roy de ladicte ville de Maruejolz, ez années 1585 et 1586 ; il est journellement vexé et molesté par une infinité de contraintes et rigoreuses exécutions ez biens dudict feu sieur du Montet, voire mesme ez siens propres, tant pour les sommes principales desdictes obligations que pour les droictz des clameurs exposées sur icelles, outre les interestz qu'il est contrainct payer annuellement au sieur Regy, marchand de. . . . en Rouergue, qui montent plus de 150 livres par an ; requérant à cause de ce, qu'il



pleust ausdictz Estatz le relever, tant du principal desdictes obligations que desdictz droictz de clameur, despens, dommaiges et interestz, comme chose juste et raisonnable. A esté conclud et arresté que suivant les délibérations prises les années dernières, portant reiglement sur le faict de la vérification des debtes dudict diocèse, pour faciliter l'exécution de la commission adressée par Sa Majesté à MM. Delhom et Gallières, trésoriers généraulx de France, commissaires députez à ladite vérification, ledict sieur Rodes se retirera devers MM. les commis et députés dudict pais et remettra devers eulx ses demandes et prétensions avec les actes et pièces justificatives, pour le tout par eulx veu et examiné estre après procédé suivant ledict reiglement.

Sur la plainte faicte par les consulz de Saint-Estienne-de-Valfrancisque et aultres du quartier des Cévennes, de ce que envoyant, en la ville de Mende, au receveur des tailles l'année dernière les deniers de leur collecte, celluy qu'ilz avoient chargé de porter lesdictz deniers auroit esté prins et arresté en la ville de Mende, à la requeste du sieur de Columb, receveur des décymes dudict diocèse, soubz prétexte de certaine taxe imposée sur les bénéfices desdictes Cévennes par MM. du Clergé, pour le restablissement du service divin ez esglises dudict quartier. Au moyen de laquelle arrestation, ilz auroient souffert des despens et beaucoup d'incommodité et sont encores menassez par le sieur de Columb, de leur en faire souffrir de plus grandz à l'advenir, pour lesdictes taxes, ce qui ne seroit raisonnable. Requérans à ceste cause qu'il pleust ausdictz Estatz y pourveoir. A esté conclud que monseigneur de Mende sera prié, de la part desdictz Estatz, ordonner tant audict sieur de Columb



que aultres receveurs desdictz décimes, de n'arrester ny donner aulcun empeschement pour raison desdictes taxes les collecteurs ou aultres portant des deniers des tailles aux receveurs d'icelles en ladicte ville de Mende, sauf ausdictz receveurs des décymes leurs actions ou exécutions contre ceulx qui sont débiteurs desdictes taxes.

Sur la réquisition faicte par M<sup>e</sup> Guillaume de Calvet, receveur des tailles dudict diocèse, de luy faire délivrer les assiettes et départemens, tant des deniers ordinaires que des extraordinaires qui seront imposez aux présens Estatz pour en faire la levée, comme estant en l'année de son exercice ; déclarant néanmoins ne prétendre plus grandes taxations pour lesdictz deniers extraordinaires que de six deniers pour livre, ores qu'on luy ayt faict entendre que par l'accord et articles arrestez entre MM. des Estatz généraulx de Languedoc et les receveurs particuliers de certains diocèses, desquelz articles néanmoins ledict sieur Calvet a dict n'avoir oncques eu communication, moins estre intervenu ny presté consentement sur iceulx ; lesdictz sieurs des Estatz ayent accordé ausdictz receveurs 8 deniers pour livre desdictes taxations extraordinaires, offrant encores, pour assurance de la levée qu'il fera desdictz deniers extraordinaires, fournir à MM. du païs l'acte de cautionnement de M. de Calvet, son père, ou de sa ratification du contract de baill qui luy sera passé de la recette desdictz deniers extraordinaires. A esté conclud, qu'après que lesdictz articles, ensemble l'arrest du Conseil d'Estat, portant autorisation d'iceulx, auroient esté, par le syndic du païs, communiquéz audict sieur de Calvet, receveur, luy sera passé le baill de la recette desdictz deniers extraordi-



naires que MM. les commis et députés dudict païs avec ledict syndic, suivant lesdictz articles et à la charge que ledict sieur de Calvet sera tenu, avant qu'entrer en exercice, rapporter et remettre devers lesdictz sieurs commis, syndic et députés, acte de cautionnement ou ratification en bonne forme de sondict père, du contract de bail de ladicte recepte qui sera passée, comme dict est, audict sieur de Calvet, pour lesdictz deniers extraordinaires, autrement ladicte recepte sera créée sur luy à la folle enchère.

Du mardy, dix-septième dudict mois d'avril, au lieu et pardevant que dessus.

M<sup>e</sup> Anthoine de La Eabrègue, consul de Saint-Germain, viguerie de Portes, s'est présenté pour ladicte viguerie, et remis sa procuration, de laquelle faicte lecture et le serement par luy presté, il a esté receu, à condition de faire réformer ladicte procuration luy ayant esté rendue à cest effect.

Le sieur Guyot, marchand de la ville de Marieujolz, fermier principal du droict de l'équivallant du diocèse de Mende, pour le trienne prochain, a remis devers l'assemblée une liste contenant le nom de ceulx qu'il entend présenter pour respondre et se rendre cautions des deniers de sadicte ferme, qui sont M<sup>e</sup> Ramond de S. Bauzille, sieur de la Colombesche, bourgeois ; sires Pierre Brun et Pierre Barthélemy, marchandz de la ville de Mende ; Jehan Colrat et Augustin Vidal, bourgeois de la ville de Maruejolz. Sur quoy, après avoir esté délibéré, a esté conclud que MM. les commissaires de l'assiette seront requis, de la part desdictz Estatz, de procéder à la réception desdictes cautions, comme capables et suffi-



zantes pour la seureté du prix de ladicte ferme dudict équivalent.

S'est présenté à l'assemblée, pour M. de Barre, Pierre Tardieu, sieur de Séjas, avec procuration du sieur de Seras, laquelle ayant esté leue, il a esté receu après avoir presté le serement acoustumé.

Le sieur Armand, lieutenant, audict diocèse, de M. le prévost général de Languedoc, a présenté à ladicte assemblée le verbal de ses diligences et chevaulchées qu'il a faictes, durant l'année dernière, en l'exercice de sa charge, comme aussi des exécutions qui s'en seroient ensuivies; suppliant les Estatz avoir esgard à ses peines et vacations et mettre en considération si les moyens que le pays baille maintenant pour son entretenement et du greffier et nombre d'archers qui luy seroit nécessaire, sont suffizans pour pouvoir servir dignement et utilement le Roy et le pays, mesmes en ceste saison où les contraventions aux édictz de Sa Majesté, sur la prohibition du port d'armes à feu, des combatz et assemblées illicites sont plus fréquentes qu'elles n'ont jamais esté dans ledict país qui d'ailleurs se remplit d'une infinité de vagabondz et gens malvivans, qui s'en vont multipliant journellement à vue d'œil, s'ilz ne sont réprimez par le moyen d'une forte et sévère justice, et n'y a rien qui leur donne tant de courage de faire leur séjour et retraite dans ledict país ny aux réfractaires et contrevenans aux Edictz du Roy, de persévérer en leur mauvaise et pernicieuse façon de vivre que de le veoir mal assisté et si peu accompagné d'ung si petit nombre d'archers qu'il a, et encores mal entretenus; n'ayant moyen, en ceste sorte, faire ung bon effort ny aulcun notable exploict contre lesdictz volleurs et aultres qui



vont ordinairement en troupe et bien arméz, comme chascun scayt. Sur quoy veu les délibérations prinzes ces années dernières, sur le mesme subject, et après que le syndic dudict païs a représenté que de tout temps les sieurs commissaires de l'assiette avoient acoustumé d'imposer, chascune année sur le général dudict diocèse, les sommes de deniers à quoy pourroient revenir les gaiges et entretenement des prévost, greffier et archers, sauf depuis peu d'années, qu'ilz en ont faict difficulté, fondée sur l'Edict faict par Sa Majesté, à la poursuite d'aulcuns partizans pour l'érection, en titre d'office, des prévostz diocésains du païs de Languedoc. Et bien que depuis il y ayt eu révocation dudict Edict, toutesfois lesdictz commissaires ne laissent de faire la mesme difficulté d'imposer aulcune somme de deniers, tant petite soit elle, pour ledict entretenement, sans permission de sadicte Majesté. Et parce qu'il n'y a eu moyen encores de l'obtenir, bien qu'elle ayt esté poursuivye comme il a faict veoir par lettres de M. Pitot, qui s'est fort soigneusement employé en cest affaire à la prière de MM. les commis et députez dudict païs, lesdictz sieurs commis, en ces extrémités, ne pouvant mieulx et affin de ne laisser et abandonner du tout le pauvre peuple à la mercy et au pouvoir des assassins et brigandz, auroient esté contrainctz faire emprunter durant chascune des trois années dernières la somme de 1,200 livres, pour suppléer aulcunement au deffault desdictz sieurs commissaires. Et par le moyen de ce petit entretenement temporiser et tenir sur pied ledict prévost avec ledict greffier et quelques archers, et par leur présence retenir dans le pays les marques de l'autorité de Sa Majesté en ceste justice tant requise et nécessaire en icelluy, en



attendant ung plus ample secours par ladicte provision. A esté conclud et arresté, conformément auxdictes précédentes délibérations et pour les mesmes raisons et considérations qui tendent toutes au repos et à la sureté du publicq, que ledict syndic empruntera pareille somme de 1,200 livres tournois, pour estre employée au payement des gaiges et entretenement desdictz prévost, greffier et archers, suivant les mandemens et ordonnances desdictz sieurs commis et députez et ce durant la présente année, à la charge néantmoins que ledict syndic sera indemnisé et relevé par ledict diocèse, tant de ladicte somme principale que des interest d'icelle, despens et dommaiges, si aucuns il encouroit pour raison de ce, et que la poursuite commencée pour obtenir, de sadicte Majesté, ladicte permission sera continuée aux frais communs dudict païs et à la diligence dudict syndic.

Sur la requeste présentée par F. Thomas Borre, prieur du couvent des Frères Prédicateurs de la ville de Maruejolz, tendant à ce qu'il pleust à l'assemblée octroyer, pour aumosne et charité, quelque somme de deniers pour ayder à rebastir quelque partie dudict couvent, ruyné cy-devant pour l'injure des guerres ; ce qui ne se pourroit faire sans l'assistance des moyens du païs que ledict prieur implore et requiert en toute humilité pour le bien et advancement du service de Dieu, honneur et gloire de son saint nom ; a esté par lesdictz Estatz accordé la somme de 150 livres tournois, pour ayder à ladicte réédification, et qu'à cest effect ladicte somme sera mise dans l'estat des debtes dudict païs, pour obtenir permission de Sa Majesté d'en faire l'imposition et levée sur le général dudict diocèse, le tout sans con-



séquence et à la charge que les deniers seront mis es mains des ouvriers, à mesure qu'ilz feront la besoigne et bastiment susdict, sans pouvoir estre divertiz et employez à aultres usages, à peine de répétition sur les parties prenantes, ordonateurs et ceulx qui en auront faict les payements dont l'article de l'assiette sera expressément chargé.

Sur aultre requeste faicte verballement ausdictz Estatz par M. le premier consul de ladicte ville de Maruejolz, à ce que leur bon plaisir fust voulloir encores exercer leurs aulmosnes et charités à l'endroict de ladicte ville, pour ayder à réédifier l'hospital d'icelle qui a esté pareillement ruyné par l'injure des guerres ; lesdictz Estatz ont de mesmes accordé la somme de 100 livres pour ladicte réédification et qu'à cest effect elle sera couchée dans ledict estat des debtes dudict diocèse, pour obtenir, sur icelluy, permission d'en faire l'imposition et levée sur le général dudict diocèse ; le tout sans conséquence, et à la charge que les deniers seront mis et payez es mains des ouvriers à mesure qu'ilz feront ledict bastiment, sans qu'ilz puissent estre employez ailleurs, à peine de répétition sur les ordonnateurs, parties prenantes et ceulx qui en auroient faict le payement.

Sur ce que le sieur de Fumel, syndic dudict diocèse, a remonstré, qu'en la dernière asssemblée des Estatz généraulx de Languedoc, ayant esté dressé ung estat des vieulx debtes de la province qui restoient encores à payer, lesdictz Estatz auroient envoyé devers le Roy pour obtenir permission d'en faire l'imposition et levée en ceste année sur le général de ladicte province. Et d'aultre part, MM. les commis et députés dudict diocèse auroient faict ung aultre estat de certaines parties qu'ilz



auroient esté contrainctz d'emprunter à interest durant ces dernières années, pour subvenir aux affaires plus urgens et pressez dudict diocèse, lequel estat, après avoir esté vérifié par MM. les commissaires présidens, pour Sa Majesté ausdictz Estatz généraulx, qui en auroient donné leur advis à sadicte Majesté, auroit esté pareillement envoyé en Cour pour obtenir lettres d'assiette des sommes y contenues et croit-on que l'une et l'autre de ces provisions ne tarderont guières à venir; requérant au moyen de ce, qu'il pleust à l'assemblée délibérer sur ce qu'il conviendra faire à l'arrivée desdictes commissions pour l'exécution d'icelles, assavoir, s'il sera besoing convocquer de nouveau les gens desdictz Estatz, ou bien si la seule présence desdictz sieurs commis et députez suffira. A esté conclud et arresté que MM. les commissaires ordinaires de l'assiette seront requis, au nom desdictz Estatz, de procéder au département des sommes qui seront permises par lesdictes commissions, et ce à l'assistance desdictz sieurs commis, syndic et députés et d'ung consul des Cévennes, lesquels se pourront, à cest effect, transporter en la présente ville.

Les Estatz délibérans sur les termes de payement des deniers ordinaires, portez par les mandemens des Estatz généraulx et fraiz ordinaires du diocèse qui seront imposez en la présente assiette, ont arresté, pour le soulagement du pauvre peuple, que la levée s'en fera en deux termes, assavoir : ez premiers jours de juillet et d'octobre prochains, sauf auxdictz sieurs commis et députés, en passant le contract de bail de la recette des deniers que n'entreront à la recepte générale, de pourvoir raisonnablement sur les prétensions et indemnité du receveur particulier dudict diocèse, à cause du recullement desdictz termes.



Finallement mondict sieur le président a représenté que la marque d'ingratitude entre tous vices, a tousjours esté la plus odieuse et reprochable et principalement envers Dieu, de la bonté duquel nous recevons toute sorte de biens; et parce que ceste asssemblée s'est particulièrement ressentie des effectz de sa grâce, en la direction des opinions et actions des Estatz, toutes choses s'y estans passées en paix, union et concorde, à l'honneur de son saint nom et au bien du service du Roy, repos et soulagement du pauvre peuple; ladicte asssemblée a juste occasion d'en louer sa divine bonté et luy en rendre très-dignes actions de grâces avec très-humbles prières, de nous continuer tousjours son assistance et sainte bénédiction, laquelle mondict sieur le président, après ung discours touchant, l'efficace du signe de la sainte Croix a donnée aux assistans, au nom du Père, du Filz et du Saint-Esperit, suivant l'ancienne coustume desdictz Estatz, desquelz l'assemblée a esté terminée par ceste belle et sainte action.

Signé : A. CHANOLHET, vice-président ausdictz  
Estatz, pour Mgr l'évesque de  
Mende.

---



1615

*Ouverture des Etats. — Commissaires de l'assiette. — Noms des membres ou des députés de l'assemblée. — Procurations des consuls de Florac et de Serverette, défectueuses. — Création d'office de contrôleur des tailles et refus de receveur celui qui en était pourvu. — Réquisition de M. le baron d'Apchier sur la séance aux Etats après le baron de tour. — Différent entre le pays et la Chambre des Comptes. — Admission des envoyés de MM. d'Arpajon, de Sévèrac et de Gabriac. — Démission faite par M. de Calvisson de la charge de commis des nobles et nomination de M. de Morangiés, son beau-fils. — Vérification des dettes du pays. — Admission de l'envoyé de M. de Barre. — Nécessité d'un prévôt et de ses archers, pour la sûreté du pays. — Contestations entre les receveurs. — Sommes dues à M. de Canillac. — Accord entre les députés des Etats généraux et les receveurs particuliers des diocèses. — Réception de l'envoyé du consul de Florac. — Dette en faveur de M. d'Hautheville. — Réparation des ponts. — Demande de M. Bastide des sommes à lui dues par diverses paroisses. — Gratification aux Frères-Prêcheurs de Marvejols. — Imposition des dettes. — Termes des impositions. — Bail de la recette des tailles. — Clôture des Etats.*

L'an mil six cens treze et le lundy, quatorzième jour de janvier, environ neuf heures du matin, en la ville de Mende, les gens des Trois Estatz particuliers du pais de Gévaudan et diocèse de Mende, suivant les commissions et mandement de nos seigneurs les commissaires prési-



dens pour le Roy aux Estatz généraulx de Languedoc, tenus en la ville de Beaucaire, es mois d'octobre et novembre derniers ; s'estant assamblés dans la salle haulte des maisons épiscopales de ladicte ville de Mende, après avoir, selon l'ancienne et louable coustume, assisté à la messe de Saint-Esprit, célébrée en l'esglise cathédrale dudict lieu, seroient venuz en ladicte asssemblée MM. de Tressan, commissaire principal de l'assiette dudict diocèse ; François de Pelamourgue, escuyer, sieur de Malevielle, bailly de Gévaudan ; Urbain Dumas, docteur ez droictz, sieur du Bouschet, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Mende ; Pierre Massador, maître apothicaire, 2<sup>e</sup> consul, et Guillaume Vedrines, 3<sup>e</sup> consul de ladicte ville de Mende, et Augustin Vidal, bourgeois et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejolz, commissaires ordinaires de ladicte assiette. Lequel sieur de Tressan a représenté qu'ayant pleu à nosdictz seigneurs les commissaires, présidens pour Sa Majesté ausdictz Estatz généraulx, luy faire la drésse des commissions particulières pour l'assiette et département des quotitez de ce diocèse, des deniers accordés ausdictz Estatz généraulx et imposez sur le général de la province de Languedoc, il se seroit acheminé exprès en ceste ville au jour de la convocation de la présente asssemblée, pour procéder au faict desdictes commissions ; ce qu'il offre de faire dès maintenant, avec les aultres sieurs commissaires ordinaires, et l'assistance de l'asssemblée ou de telz députez d'icelle qu'ilz adviseront, suivant leur ancienne coustume et la teneur desdictes commissions ; desquelles après avoir esté faite lecture par le greffier desdictz Estatz, et que par ledict sieur de Tressan a esté encores représenté que la fidélité et obéissance des habitans dudict diocèse, au bien et



advancement des affaires et service de Sa Majesté, a tousjours esté tellement reconnue, qu'il ne faict doubte qu'il soit apporté aulcune difficulté, ains au contraire une prompte diligence à l'exécution desdictes commissions, comme il en a requis ladicte asssemblée. Sur quoy, très révérend père en Dieu, M<sup>r</sup> Charles, évesque et seigneur de Mende, comte de Gévaudan, président né desdictz Estatz, auroit par un brief discours, orné de plusieurs autorités et exemples, montré combien la reconnoissance des puissances ordonnées de Dieu, est recommandée en l'Escripture-Sainte, et que sans l'obéyssance deue aux Roys et princes souverains et l'union et concorde des subjectz qui doivent estre concurrentes, les royaumes et Estatz ne peuvent subsister, que la division est très-pernicieuse en ung Estat ; ayant esté par icelles réduictes à néant les plus grandes et excellentes monarchies ; comme au contraire les petitz Estatz, par l'union et concorde, sont parvenus au plus hault degré de grandeur et autorité, pour estre chose bien reconnue certaine et infallible que de l'obéyssance et de l'union et concorde des subjectz, deppend la prospérité et grandeur des royaumes. Que si jamais les habitants de ce païs sont demeurez en bonne union et concorde, ilz le doibvent maintenant plus que jamais, pour continuer de rendre tesmoignaige de l'obéyssance deue au Roy et à ceulx qui ont l'honneur et autorité de le représenter et particulièrement à Mgr le Connestable, lieutenant général pour Sa Majesté en ceste province. Et parce que entre tous les subjectz de sadicte Majesté, ceulx de ce païs et diocèze n'ont jamais manqué à leur debvoir, mondict seigneur le président, asseuré qu'ilz n'ont rien de plus cher que de pouvoir continuer à toutes occasions



et notamment en celle qui se présente, de contribuer au secours ordinaire octroyé à Sa Majesté, par les Estatz généraulx, auroit offert, de la part desdictz Estatz particuliers, ausdictz sieurs commissaires, toute l'assistance requise, sur l'exécution de leur commission, leur requérant, à cest effect et pour pourveoir aux affaires communs dudict pais, permission de continuer ladicte assemblée pour quelques jours, suivant leurs privilèges et ancienne coustume. Ce que par lesdictz sieurs commissaires leur auroit esté incontinent accordé.

Dudict jour, quatorzième jour de janvier, de relevée.

Lesdictz Estatz rassamblez au lieu que dessus, président en iceulx mondict seigneur de Mende, les pouvoirs et procurations remises par les envoyez des sieurs de l'église et de la noblesse et par les consulz, procureurs et sindicz des villes et communaultez qui ont scéance et voix délibérative ausdictz Estatz, ont esté leues en ladicte assemblée. Et après que les consulz des villes de Elorac et Serverette sont sortiz, pour n'avoir esté leurs procurations trouvées suffisantes, les aultres assistans ont presté entre les mains de mondict seigneur le président le serement acoustumé de procurer le bien du service du Roy et le repos et soulagement dudict pais et ne divulguer les délibérations desdictz Estatz. Et estoient lesdictz assistans, assavoir, pour l'Estat de l'église : vénérable personne M<sup>e</sup> André de Chanoillet, docteur ez droictz, chanoine et envoyé du Chapitre de l'église cathédrale de Mende ; M<sup>e</sup> Pierre Enfruct, aussi docteur et chanoine en ladicte église, vicaire et envoyé de M. de Ste Enimye ; M<sup>e</sup> Anthoine de Chanoillet, aussi chanoine de ladicte église et envoyé de M. de Lengoigne ; Fr. Lat-



gier Bordès, prieur du monastère et abbaye des Chambons, envoyé du sieur abbé des Chambons, envoyé du sieur abbé des Chambons. Et pour la noblesse : noble Balthasar des Fustiers, sieur de la Figière, envoyé de M. le baron de Randon, baron du tour, la présente année ; M<sup>e</sup> Jehan Michel, bachelier ez droictz, lieutenant en la justice et envoyé de M. le baron d'Apchier ; M<sup>e</sup> Pierre Borrelli, docteur ez droictz, sieur de Pelouse, envoyé de M. le baron du Tournel ; M<sup>e</sup> Pierre Loberie, docteur ez droictz, lieutenant général du Bailliage de Mercœur, envoyé de M. le baron de Mercœur ; noble Claude de Polailhon, sieur de Bouzolz, tuteur onéraire et envoyé de M. le baron de Canillac ; noble Jacques de Heurtelou, sieur de La Haillerie, envoyé de M. le baron de Florac ; noble Guillaume Dumazel, sieur du Pivol, envoyé de M. de S. Auban ; M. de Gibertez, en personne ; M<sup>e</sup> Guillaume Bardou, docteur, envoyé de M. de Mirandol ; noble Jehan-Jacques de Columb, envoyé de M. de Portes ; M. de Servière, en personne ; M<sup>e</sup> Adam de Bouton, docteur ez droictz, envoyé de MM. les consuls nobles de La Garde-Guérin. Et pour le Tiers-Estat : M. M<sup>e</sup> Urbain Dumas, docteur ez droictz, sieur du Bouschet, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Mendé ; Pierre Massador, 2<sup>e</sup> consul de ladicte ville ; sire Augustin Vidal, bourgeois et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejolz ; sire Estienne Julien, marchand et consul de la ville de la ville de Chirac ; M<sup>e</sup> Pierre Reboul, aussy marchand et consul de la ville de La Canbournie ; M<sup>e</sup> Estienne Rampon, docteur ez droictz, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Saint-Chély-d'Apchier ; M<sup>e</sup> Anthoine de Langlade, docteur en médecine et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Saulgues ; M<sup>e</sup> Guillaume Bonny, docteur ez droictz, député des consuls et habitants de la



ville du Malzieu ; M<sup>e</sup> Tristan Grégoire, notaire et député des consulz de la ville d'Yspaniac ; M<sup>e</sup> Jehan Bazalgette, consul de la ville de Ste-Enimye ; M<sup>e</sup> Jacques Hébrard, consul de Châteauneuf-de-Randon ; M<sup>e</sup> Simon Pauc, député du consul de Saint-Etienne-de-Valfrancisque ; sire Estienne Pascal, consul de Langoigne ; Jacques Leblanc, marchand et consul de Barre ; M<sup>e</sup> Pierre Chalmeton, docteur et syndic de la ville de S. Auban, et M<sup>e</sup> Jehan Reversat, notaire et député du mandement de Nogaret.

Et d'autant que les procurations desdictz consulz de Florac et Serverette contiennent certaines clauses extraordinaires, préjudiciable et directement contraires aux privilèges desdictz Estatz et aux anciennes formes de tout temps observées en iceulx, après en avoir esté délibéré, a esté conclud et arresté n'y avoir lieu de donner entrée en ladicte asssemblée ausdictz consulz, jusques avoir esté par eulx remis nouvelle procuration, chascun en son regard, en bonne et deue forme et selon qu'il a esté observé de toute ancienneté.

Sur la réquisition faicte à ladicte asssemblée par M. Estienne Bastide, sieur d'Arfueillette, comme procureur spécialement fondé par M. Daniel de Montguibert, de la ville de Pézénas, pourveu des offices de contrôleur ancien et alternatif des tailles, au diocèse de Mende, de l'admettre et recevoir en la présente asssemblée et luy donner rang et place en icelle, pour et au nom dudict sieur de Montguibert y faire la fonction de ladicte charge de controlleur suivant l'arrest du Conseil sur ce donné, et l'accord et délibération des gens des Estatz généraulx de Languedoc, dernièrement tenus en la ville de Beaucaire ; après avoir esté faicte lecture en ladicte asssemblée de ladicte délibération, et attendu que, par icelle,



appert les pourvez desdictz offices de controlleurs desdictes tailles en la province de Languedoc, estre entrez en traité d'accord avec lesdictz Estatz généraulx, ayant esté arresté qu'à cest effect en seroient dressé des articles ; ce qui n'auroient esté encores effectué, comme ledict sieur de Montguibert présuppose par la teneur de sa procuration exhibée par ledict sieur Bastide, estans les choses demeurées en ces termes, sans aultre progrès ny rupture dudict accord ; a esté conclud et arresté n'y avoir lieu d'admettre et recevoir ledict sieur Bastide en l'exercice dudict office contre et au préjudice dudict traité et de l'accord qui s'en pourra ensuivre au bien et soulagement de ladicte province ; néantmoins sera baillé extraict du présent acte audict sieur Bastide, suivant sa réquisition pour sa descharge.

Sur la plainte faicte par le sieur Michel, envoyé de M. le baron d'Apchier, de ce que contre l'ordre acoustumé, lorsqu'on appelle les députés des Estatz pour opiner, ledict sieur baron d'Apcher est nommé après quatre ou cinq des aultres sieurs barons, ores que de toute ancienneté il ayt tousjours eu scéance et voix délibérative ausdictz Estatz, immédiatement après le baron du tour qui précède tous les aultres ; requérant qu'il pleust à l'assemblée le maintenir et conserver en ses droictz et possessions pour ce regard. Ouys sur ce les autres envoyez des aultres sieurs barons qui ont insisté au contraire et que c'est chose qui a esté souvent disputée et mise en doubte, non-seullement lorsque les sieurs barons d'Apcher n'ont eu que des envoyez ausdictz Estatz, mais aussi lorsqu'ilz y ont esté en personne ; a esté conclud et arresté qu'il sera faict recherche des délibérations prinses depuis plusieurs années ausdictz



Estatz sur semblable différendz, pour icelles veues en la présente assemblée en estre pris ung reiglement.

Le sieur de Fumel, syndic dudict diocèse, a représenté qu'après plusieurs conférences et assemblées faictes sur le traité d'accord du grand différend et procès intenté au Conseil d'Estat entre les syndicz généraulx de la province de Languedoc et les depputés de la Chambre des Comptes de Montpellier, touchant l'imposition des deniers extraordinaires et municipaulx de ladicte province et audition des comptes desdictz deniers prétendus par ladicte Chambre, au préjudice et ancienne observation de ladicte province. Enfin les articles accordés entre les gens des Estatz généraulx dudict pais et ladicte Chambre auroyent esté arrestés et depuis autorisés par arrest du Conseil de Sa Majesté soubz certaines modifications : lesquelles néantmoins comme préjudiciable au bien du pais, les députés desdictz Estatz généraulx qui ont esté nommés pour aller en Cour ont esté chargés poursuivre, devers Sa Majesté, de faire lever et oster. Et d'autant qu'il importe que chascun de l'assemblée soit informé du contenu ausdictz articles, il a requis d'en faire faire lecture en icelle ; ce qui a esté fait après avoir esté discouru par mondict seigneur de Mende, président, touchant les particularités plus importantes durant le cours dudict affaire.

Du mardy, quinzième jour dudict mois de janvier, du matin, en l'assemblée des Estatz, président mondict Sgr de Mende, au lieu que dessus.

S'est présenté à ladicte assemblée M<sup>r</sup> André Brugiéron, docteur ez droictz, comme envoyé de M. d'Arpajon, en vertu de la procuration qu'il en a remise, de



laquelle faite lecture, ledict Brégeiron a esté reçu après avoir presté le serment acoustumé.

De mesmes s'est présenté M. André Comte, aussy docteur ez droictz, avec procuration de M. de Sévérac ; de laquelle, faite lecture, il a esté pareillement reçu à ladicte asssemblée, ledict serement préalablement presté.

Comme aussi noble Aldebert de Seguin y auroit esté reçu pour M. de Gabriac, veu la procuration trouvée suffisante, et ayant semblablement presté le serment acoustumé.

Sur la démission faite auxdictz Estatz de la charge et office de commis des nobles dudict pais de Gévaudan et diocèse de Mende par noble Guilhaume du Mazel, sieur du Pivol, comme procureur spécialement fondé de M<sup>re</sup> Aymard de Calvission, sieur de S. Auban, chevalier de l'ordre du Roy et pourveu de ladicte charge et office. Veue par lesdictz Estatz la procuration dudict sieur de S. Auban, passée audict sieur Dumazel à l'effect de ladicte démission, receue par M<sup>re</sup> Jehan Baldit, notaire royal de Villefort, le dernier jour de décembre dernier passé ; veu aussi la lettre escripte sur le mesme subject ausdictz Estatz par ledict sieur de S. Auban, contenant les motifz de ladicte démission, fondée sur son âge et indisposition qui ne peuvent luy permettre de continuer son service au pais en ladicte charge. A ces causes lesdictz Estatz, pour ne laysser ledict pais destitué de personne digne et capable de ladicte charge ; après avoir sur ce meurement délibéré et pour la parfaicte confiance qu'ilz ont de la personne de noble François de La Motte, sieur de Morangiers, beau-filz dudict sieur de S. Auban, et de ses sens, suffisance, loyauté, prudence et expérience aux affaires publiques et autres



louables qualités, ont icelluy unanimement esleu et nommé à ladicte charge et office de commis des nobles dudict païs et diocèze, pour l'exercer, en jouir et uzer aux honneurs, autorités, prééminences, droictz et gages accoustumé et à ladicte charge appartenans. Et incontinent après, ledict sieur de Morangiers ayant esté appelé à ladicte asssemblée et entendu ladicte nomination et eslection faicte de sa personne en ladicte charge, il en a humblement remercié les Estatz et pour icelle en a faict et presté es mains de mondict seigneur de Mende, président, le serement deub et accoustumé, de s'employer de tout son pouvoir en ladicte charge pour l'avancement des affaires et service du Roy audict païs, le bien, soulagement et repos d'icelluy et s'opposer en tant qu'à luy sera, à ce qui pourroit estre contraire et préjudiciable au service de sadicte Majesté et au bien dudict païs.

Sur le rapport faict à l'assemblée par le sieur de Fumel, syndic, de ce qu'il s'est passé aux affaires du païs, depuis les derniers Estatz et mesmes touchant le principal desdictz affaires qui gist en la vérification des debtes dudict païs, commise par arrest du Conseil d'Etat et lettres pattentes de Sa Majesté à MM. Delhon et de Galières, trésoriers généraulx de France, pour la direction et advancement duquel, oultre les ordonnances données par lesdictz sieurs commissaires. Les Estatz, par leurs délibérations prises ces dernières années, entre autres choses, pour faciliter ladicte procédure et néanmoins la rendre plus exacte et moingz onéreuse audict païs, auroient arresté qu'au préalable et avant qu'entrer au gros de ladicte vérification pardevant lesdictz sieurs commissaires, il sera dressé par ledict syndic et le



greffier dudict païs amples mémoires et faicte perquisition des comptes, acquitz et aultres actes et papiers nécessaires à la descharge dudict païs contre lesdictz créanciers qui seront par mesme moyen appelez pardevant MM. les commis et députés dudict païs et ouy en leurs demandes, pour icelles particulièrement examinées et débattues suivant lesdictz actes et mémoires, induire et porter lesdictz créanciers à quelque composition, du moingz à une légitime réduction de leursdictes prétentions, affin que les choses ainsi préparées et esbauchées à la venue desdictz sieurs commissaires, et le tout remys et rapporté devers eulx, ilz eussent moyen de procéder, avec moingz de longueur et de fraiz, à l'entière et dernière liquidation et vérification desdictz debtes et interposer sur le tout leur autorité en vertu de leur pouvoir et commission, suivant lequel ordre, les prétentions d'aulcuns desdictz créanciers qui se seroient présentez pardevant lesdictz sieurs commis et depputés auroient esté modérées et retranchées de plusieurs notables sommes à la descharge dudict païs. Lequel par la mauvaise volonté des aultres créanciers qui n'ont voulu se présenter a demeuré frustré de l'effect de la bonne intention desdictz Estatz et ladicte commission par leur deffault retardée jusques puyz naguères que lesdictz sieurs commissaires, à l'instance poursuite du sieur président Caulet, auroient procédé en la ville de Montpellier à la vérification du debte de feu sieur de Planèzes et en suite de ce, à la requeste du sieur Farnier, du Puy, auroient faict donner assignation pardevant eulx en ladicte ville audict syndic; lequel, à ceste occasion, a supplié lesdictz Estatz luy ordonner ce qui sera de leur intention pour le bien et utillité dudict païs. Ce qu'ayant



esté mis en délibération, et attendu qu'il a esté jugé nécessaire et plus utile audict pais que ladicte vérification soit faicte en ceste ville de Mende, qu'en celle de Montpellier, pour plusieurs raisons et bonnes considérations ; a esté conclud et arresté que lesdictz sieurs commissaires seront priez et requis, au nom dudict pais, de se transporter en ceste ville de Mende pour y procéder, à l'entière exécution de leurdicte commission, et à ceste fin y renvoyer ledict Farnier et tous aultres créanciers. Et néantmoingz, veu le bien qui provient de l'observation du susdict ordre, ordonner que lesdictz créanciers, à peine d'estre descheuz de leur droict, seront tenuz remettre leurs demandes, et se présenter pardevant lesdictz sieurs commis et députés dans huit jours, après l'inthimation de l'ordonnance desdictz sieurs commissaires, pour icelles examinées et contestées et le tout remys et raporté pardevant lesdictz sieurs commissaires en ladicte ville de Mende, à tel jour qu'il leur plaira préféré après la prochaine feste de Pasques, estre par eulx procédé à l'entière et dernière vérification et liquidation desdictz debtes, suivant leurdicte commission, et qu'à cest effect en sera escript de la part desdictz Estatz ausdictz sieurs commissaires.

Dudict jour, quinzième janvier, de relevée, au lieu que dessus, président mondiet seigneur de Mende :

S'est présenté M. Pierre Rodés-Castain, pour assister à ladicte asssemblée, comme envoyé de M. de Barré ; duquel veu la procuration et trouvée suffisante et le serement presté par ledict Rodés, il a esté receu pour ledict sieur de Barré.

Sur les plaines généralement faictes et reiterées en



ladicte asssemblée par les consulz et sindicz des villes et communaultez dudict pais et des oppressions que le pauvre peuple souffre à cause des excès, volleries, meurtres, assassinats et autres violences et désordres qui se commettent impunément depuis quelques années dans ledict pais, qui sont cause de l'interruption du commerce et trafficq en icelluy et ostent le moyen au pauvre peuple de subvenir aux charges et nécessités publiques, voire mesmes contraignent plusieurs de quitter et habandonner leur terroir et maisons propres pour aller habiter en aultre pais, ce qui apporteroit enfin une désolation générale dudict pais ; pour laquelle prévenir, ayant esté conféré sur ce sbject et recognu, par lesdictz Estatz, la cause de ce mal, procéder de ce que ledict pais se trouvant à présent dépourveu de la main forte requise à la justice pour avoir esté privé du moyen de continuer l'entretienement du prévost et nombre d'archers nécessaire et acoustumé, à cause des deffences faictes depuis l'édict d'érection des offices de prévostz diocésains, d'imposer aucuns deniers pour leur entretienement ; a esté conclud et arresté, pour ne laisser ledict pais en proye à la mercy d'une infinité de volleurs et gens mal vivaps, qui s'y sont retirés de divers endroits et y ont pris pied à la faveur des bois et montagnes dont ledict pais est remply, qui leur sert de retraite assurée et dont ilz ne peuvent estre chassez ny les gens de bien, tenuz en seureté, que par le moyen dudict prévost et d'ung bon nombre d'archers bien montés et armés pour s'opposer ausdictz volleurs qui tiennent les chemins et marchent bien souvent en trouppes, avec armes à feu ; que Mgr le Connestable sera très-humblement supplié, au nom desdictz Estatz, voulloir



donner advis, à Sa Majesté, de l'estat dudict païs et de la nécessité qu'il y a pour les susdictes raisons, de pourveoir à leur repos et seureté par le moyen de la main forte et entretenement dudict prévost, avec le nombre de douze archers et ung greffier, à ce que son bon plaisir soit de permettre l'imposition sur eulx des sommes nécessaires pour ledict entretenement, ainsi qu'ilz avoyent accoustumé auparavant lesdictes deffences, attendant qu'elles sont maintenant levées par le moyen de la révocation dudict Edit, depuis faict par sadicte Majesté.

Et d'autant que ladicte permission d'imposer, sur ledict diocèse, les sommes à quoy reviendront les gaiges et entretenement dudict prévost, greffier et archers, ne pourra estre sitost obtenue, qu'il seroit besoing, et que cependant la nécessité publique requiert de pourveoir d'aillieurs audict entretenement en attendant ladicte permission; a esté pareillement conclud et arresté que le syndic dudict païs empruntera la somme de 2,000 livres, pour subvenir à l'entretienement, durant la présente année, dudict prévost et du greffier ordinaire du païs et six archers, et ce à raison de 600 livres audict prévost et 200 livres ausdictz greffier et chascun desdictz archers, et outre ce la somme de 200 livres pour faire des casques auxdictz archers, lesquels seront nommés par lesdictz sieurs commis et depputés et le payement actuellement faict à chascun d'iceulx par quartiers, affin qu'ilz ayent moyen de rendre le service requis avec ledict prévost et greffier, à la charge que ledict syndic sera indemnisé et relevé par ledict païs des obligations qu'il passera pour l'emprunt des susdictes sommes, tant en principal que de tous despens, dommaiges et interestz qu'il en pourroit encourir.



Laquelle délibération prinze, le sieur Armand, prévost, ayant esté appelé à ladicte asssemblée, et entendu ladicte délibération, il auroit esté exhorté par mondict Sgr le président de s'aquitter dignement du debvoir de sa charge et suivant icelluy faire ses chevaulchées ordinaires par tout le diocèse et se trouver aussi tous les jours des foires sur les grands chemins es environs d'icelles et notamment du costé de Saint-Chély, Le Malzieu, Salgues et La Margeride, où se commettent les plus fréquentes volleries et larrecins, qu'en nul aultre endroit du diocèse et dont il y a plusieurs plainctes.

Sur le différend intervenu pour raison de l'administration et exercice de la recepte des tailles du diocèse de Mende, l'année courante, entre M<sup>e</sup> Jehan de Parades, sieur de Corbière, docteur et avocat, comme adjudicataire, par décret, du droict qui apartenoit à M<sup>e</sup> Anthoine Parades, portionnaire et associé pour la moitié en l'office de receveur ancien desdictes tailles audict diocèze, duquel M<sup>e</sup> Hercules Spéronnat est pourveu par le Roy, d'une part; et M<sup>e</sup> Guillaume de Calvet, pourveu par Sa Majesté des offices de receveur alternatif et triennal desdictes tailles audict diocèse, d'autre part, tous d'eulx s'estans présentés à ladicte asssemblée et chascung d'eulx requérant qu'il pleust ausdictz Estatz luy faire délivrer les assiettes et département des deniers desdictes tailles, tant ordinaires que extraordinaires qui seront imposez la présente année pour en faire la recepte; chascun d'eulx prétendant luy appartenir, assavoir : ledict sieur de Corbière, par le moyen de la provision par luy obtenue de la Cour des Aydes de Montpellier, sur la requeste par luy présentée à ladicte Cour, le 17 décembre dernier, en conséquence tant de ladicte adjudication à luy faicte



par le juge du petit scel de Montpellier que de l'arrest de ladicte Cour, donné entre ledict Parades, Anthoine de Saurin, sieur de S. André, et Jehan Verger, curateur dudict Spéronnat; par lequel arrest est porté que ledict Parades, duquel ledict de Corbière a le mesme droict, et action, est maintenu en la jouissance dudict office, et ledict Spéronnat et Verger, condamnés à luy payer la moitié des gaiges et droict de livres attribuez audict office, pour les années 1600 et 1601, esquelles années le rang et tour de l'exercice dudict office qui est de six années, l'une estoit escheue audict Parades, oultre que par ordonnance donnée par M. de Chefz de Bien, conseiller et général en ladicte Cour et commissaire par elle deputé en l'incident d'entre ledict de Corbière et ledict Spéronnat, appert que ledict de Parades debvoit faire l'exercice dudict office en l'année 1607, et par conséquent la présente estant la sixiesme et ledict exercice luy appartenant, persistoit en sa première réquisition de luy faire délivrer lesdictes assiettes. Ledict sieur de Calvet, au contraire, préthendant ledict exercice luy appartenir la présente année, tant par le moyen d'aulture provision de ladicte Cour des Aydes, contraire et postérieure à celle dudict de Corbière, que de ses Lettres et provisions du Roy desdictz offices de receveurs alternatifs et triennal deuenent vérifiées et enregistrées en la Chambre des Comptes de Languedoc et au bureau des Finances, estably à Montpellier, en vertu desquelles ayant jouy et exercé l'année dernière, comme receveur alternatif, il ne peut escheoir aucune difficulté qu'il ne doibye, comme receveur triennal, venant immédiatement après l'alternatifz continuer l'exercice de ladicte recette en la présente année, attendu mesmes que par contract de



transaction passé entre ledict sieur Spéronnat, receveur ancien et luy, au mois de juing dernier. Ledit Spéronnat luy auroit cédé et transporté la moitié de l'exercice dudict office de receveur triennal audict diocèse et renoncé au droit par luy acquis en ladicte moitié, tant par le moyen de l'accord passé, le dernier febvrier 1602, entre luy et le sieur de Manifacier, lors pourveu dudict office triennal, que des arrestz donnés ensuite de ladicte transaction, consentant icelluy Spéronnat que ledict de Calvet jouisse plainement et entièrement, suivant ses lettres de provision, dudict office et exercice d'icelluy, commençant la présente année, et tout ainsy que ledict sieur de Manifacier en avoit jouy auparavant ladicte transaction dudict dernier de febvrier 1602. Par le moyen de laquelle cession et transport ledict de Calvet ayant réuni à l'autre moitié dudict office triennal que ledict sieur de Manifacier s'estoit réservé celle qu'il en avoit desmembrée et cédée audict Spéronnat, ledict de Calvet, comme succédant au droit dudict de Manifacier, ne peult estre empesché à la possession et jouissance de l'entier exercice et droictz dudict office triennal, en la présente année en suite de celle de l'alternatif, ne pouvant en cela estre faict aucun préjudice audict de Corbière, qui n'a aucun droit audict office, estant simplement portionnaire audict office ancien, distraict et séparé dudict triennal, joinct que ledict Parades, n'ayant jamais eu l'exercice dudict office ancien, ny ledict de Corbière plus de droit en icelluy qu'avoit ledict de Parades, il n'y auroit point de lieu de l'introduire maintenant audict exercice, pour priver ledict de Calvet, en cela de ses légitimes droictz et possessions ; esquelles il a requis



lesdictz Estatz qu'il fust leur bon plaisir de le conserver, et à ceste fin, luy faire délivrer lesdictes assiettes, suivant ladicte provision de ladicte Cour des Aydes. De laquelle, ensemble de ladicte transaction passée entre luy et ledict Spéronnat, comme aussy de ladicte provision obtenue de ladicte Cour par ledict Corbières, ayant esté faicte lecture, et le syndic dudict païs ouy qui a dict la recepte de sadicte taille avoir esté faicte et administrée par ledict sieur de Manificier, ez années 1599 et 1600, consécutivement, et depuis ledict temps continuées alternativement par le moyen du remboursement faict par ledict Spéronnat audict de Manificier de la moitié de la finance dudict office triennal, assavoir : une année par ledict Spéronnat ou ses commis, et l'autre année par ledict de Manificier, ses commis ou ledict de Calvet, succédant à icelluy, sans qu'il ayt veu ledict Parades ny aultre en exercice ; représentant en oultre qu'il importe grandement au publicq que telles charges soient exercées par personnes autorisées et ayant pouvoir comme ledict de Calvet qui est pourveu par le Roy desdictz offices, receu par la Chambre des Comptes et bureau des finances, et a presté le serement requis pour lesdictz offices et exercé l'alternatif ez années 1610 et 1612, au contentement du païs, sans qu'il en soit venu aulcune plainte, joinct, qu'ayant ledict de Calvet, de nouveau retiré à soy ledict droict et faculté de l'exercice de ladicte moitié dudict office de triennal et icelle réunie à l'autre moitié à luy appartenant, il semble ne pouvoir estre empesché audict exercice la présente année ; a esté conclud et arresté que MM. les commissaires de l'assiette seront requis délivrer les assiettes desdictes tailles de la présente année, audict de Calvet, pour en



faire la levée, à la charge de bailler bonnes et suffisantes cautions, comme il est requis et accoustumé, oultre les aultres conditions portées par les articles accordés entre les receveurs des diocèzes et les Estatz généraulx de Languedoc, à la charge aussi que ledict Calvet, en cas de trouble et procès, soyt en la Cour des Aydes ou aillieurs, pour raison dudict exercice, par le moyen desdictz Parades ou de Corbière ; en ce cas ledict de Calvet indempnisera ledict païs de tous despens, dommages et interestz qui s'en pourroyent ensuivre. Et pour cest effect sera tenu d'en passer toutes obligations et submissions expresses, pour ce requises et nécessaires, avant la délivrance desdictes assiettes.

Sur ce que M. de Penaultier a représenté à ladicte asssemblée, de la part de M. le président Caulet, son oncle, qu'ayant les Estatz, particulièrement apprins, tant par le rapport du sieur Bastide, comme aussy par l'ordonnance qu'il leur a rendue de la vérification et liquidation qui a esté faicte par MM. les trésoriers Delhom et de Gallièrès, commissaires à ce depputés, de ce qui est deub de restes par ledict diocèze aux héritiers de feu M. le marquis de Canilhac, pour estre employé au payement d'une partie dès longtemps deue et poursuivye par ledict sieur président, tant contre lesdictz héritiers que contre ledict diocèze et dont il auroit obtenu arrest de condempnation en la Cour des Aydes de Paris ; ce seroit chose superflue d'en faire aultre récit à l'assemblée, en laquelle il s'est acheminé pour la prier et requérir, au nom dudict sieur président, de vouldoir procéder à l'imposition dudict debte, liquidé, par ladicte ordonnance, à la somme de 11,300 livres pour tout ; ayant, ledict sieur président, pris telle assurance de la



bonne volonté desdictz Estatz envers luy, en chose si juste et raisonnable, qu'il ne faict doute qu'il y soit apporté aucune longueur ny difficulté comme elle n'y peult plus escheoir; attendu ladicte vérification qui a esté faicte avec tant de cognoissance de cause et tellement débattue et contestée, tant de la part du syndic général dudict diocèse, que par le procureur des paroisses opposantes, qu'il n'en peult plus rester aux Estatz le moindre scrupule du monde, pour entrer en doute d'en faire faire l'imposition, suivant la permission portée par ladicte ordonnance, fondée sur les lettres d'assiette, ey-devant obtenues par ledict feu sieur marquis et dettement vérifiées pour l'imposition du total dudict debte et interestz d'icelluy, et ne peult non plus estre opposée aucune difficulté sur la levée de ladicte somme, pour la crainte que le pais pourroit avoir de mal asseurer le payement d'icelle, entre les mains dudict sieur président; attendu qu'oultre la cognoissance que lesdictz Estatz peuvent avoir au moyen que ledict sieur président a de respondre de la partie; lesdictz sieurs commissaires y ont d'ailheurs pourveu par la condition et charge insérée en leur ordonnance; que les deniers ne pourront estre payez par le receveur dudict pais que l'imposition et la liquidation par eulx faicte dudict debte n'ayent esté validées et approuvées par Sa Majesté, et que au préalable la dame de Planèzes, cessionnaire dudict feu sieur marquis de Canillac, n'ayt esté appelée à la diligence dudict sieur Caulet, créancier dudict sieur marquis, en la Cour des Aydes de Paris et qu'elle ouye et ledict syndic, il ayt esté ordonné à qui d'eulx ladicte somme sera délivrée, pour la descharge entière dudict pais. Pour lesquelles raisons, joinct que le pais estant



vrayement débiteur de ladicte partie, n'en peut éviter, le paiement tost ou tard, ny la dilation et retardement d'icelluy luy apporter que des fraiz, despens et interestz, oultre l'incommodité beaucoup plus grande qu'il recevroit d'en faire l'imposition et levée, ez années subséquentes, que les autres créanciers presseront, de leur costé d'estre payez. Ledit sieur de Penaultier requéroit, lesdictz Estatz faire procéder en la présente asssemblée à ladicte imposition, promettant, de la part dudict sieur président, quitter et remettre au pais le taxat de 1,037 livres 14 solz de despens, obtenu par ledict sieur président, en ladicte Cour des Aydes de Paris, contre ledict syndic dudict pais. L'affaire mis en délibération et lecture faicte de l'ordonnance desdictz sieurs commissaires et desdictes lettres d'assiette et aultres pièces et ledict syndic amplement ouy; a esté conclud et arresté que MM. les commissaires principal et ordinaires de la présente assiette, seront priez et requis, de la part desdictz Estatz, imposer et départir la susdicte somme de 11,350 livres, sur les lieux et parroisses dudict diocèse qui sont contribuables à icelles, pour en estre les deniers levés et cueilliz par le receveur dudict diocèse aux deux derniers termes de l'année, assavoir : aux premiers jours de juillet et d'octobre prochains par esgalles portions, à la charge toutesfois et non autrement; que suivant ladicte ordonnance ledict receveur ne pourra payer lesdictz deniers ny s'en dessaisir que ladicte vérification et imposition dudict debte n'ayt esté vallidée et approuvée par Sa Majesté et que ladicte dame de Planèzes n'ayt esté appelée à la diligence dudict sieur Caulet en ladicte Cour des Aydes et qu'elle ouye y ayt esté ordonné à qui d'eulx ladicte somme de 11,350 livres sera délivrée pour



la descharge entière dudict païs, à la charge aussi que moyennant ladicte imposition de ladicte somme de 44,350 livres, ledict sieur de Caulet ny ladicte dame de Planèzes ne pourront préthendre ny demander audict païs et syndic d'icelluy aulcungz despens, dommaiges ny interestz, ains en tiendront quitte ledict païs et syndic et particulièrement ledict sieur de Caulet les tiendra quittés du susdict taxat de 1,037 livres 44 solz, par luy obtenu en ladicte Cour des Aydes, et à cest effect remettra l'original d'icelluy es mains dudict syndic, comme aussi tiendra quitte ledict païs de tous fraiz et despens nécessaires pour la poursuite et obtention de l'autorisation et approbation de la susdicte imposition et vérification dudict débte, sans que ledict païs y contribue aucune chose ny aux aultres poursuites qui se feront en ladicte Cour des Aydes.

Du seizième dudict mois de janvier, du matin, en ladicte asssemblée.

L'arrest du Conseil d'Estat, portant autorisation des articles accordés entre les depputés des Estatz généraulx du païs de Languedoc et les receveurs particulliers des diocèses d'icelluy, touchant la recette des deniers extraordinaires, a esté leu en plaine asssemblée avec lesdictz articles à ce que les depputés d'icelle puissent informer les parroisses de cedit diocèse, de l'ordre et reiglement que doibvent tenir lesdictz receveurs en la levée des deniers de leur charge, pour le soulagement du pauvre peuple, affin que chascun s'en puisse plaindre en cas de contravention.

S'est présenté M<sup>e</sup> Jehan Vidal, consul de Florac, requérant estre receu en vertu de la procuration qu'il a



faict réformer suivant la délibération cy-devant prise par les Estatz ; veu laquelle et trouvée suffizante luy auroit esté donné séance en ladicte asssemblée après avoir presté le serement accoustumé.

Sur la réquisition faicte par M. Jehan Baudoyne, pour et au nom de M. d'Hauteville, maître en la Chambre des Comptes de Montpellier, de pourveoir, en la présente assiette, au payement des sommes demandées audict diocèse par ledict sieur d'Hauteville, suivant l'estat présenté par ledict Baudoyne en ladicte asssemblée et la délibération du XI janvier 1611, portant liquidation de tout ce qui estoit deub audict sieur d'Hauteville ; a esté conclud, veu ledict estat, que MM. les commissaires de l'assiette seront requis imposer et comprendre au département des deniers extraordinaires la présente année, assavoir : la somme de 703 livres 10 solz, d'une part employée dans l'estat des debtes vérifié et autorisé par lettres patentes de Sa Majesté portant permission de faire l'imposition des sommes y contenues aux charges de ladicte délibération dudict XI<sup>e</sup> janvier 1611, et 500 livres d'autre part, pour rembourser ledict sieur d'Hauteville de pareille somme, par luy fournie, pour les fraiz de l'obtention et expédition desdictes lettres patentes. Et pour le regard de la somme de 942 livres, attendu que ladicte partie debvoit estre acquittée par le feu sieur de Manificier, receveur dudict diocèse en l'année 1604, pour avoir esté imposée en l'assiette de ladicte année et depuis passée en la despense de son compte et que par ce moyen et aultres mentionnez aux précédentes délibérations, sur ce prinses, il n'a tenu qu'audict sieur d'Hauteville qu'il ne s'en soit faict payer en temps et lieu dudict sieur de Manificier, attendu mesmes qu'il se



trouvera débiteur envers le païs par la fin de ses comptes. A esté dict n'y avoir raison ny apparence de faire imposer ladicte partie, ains se doibt ledict sieur d'Hauteville retirer, si bon luy semble, aux hoirs dudict sieur de Manificier ou à ses cautions ; consentant néanmoins, ladicte asssemblée, pour son regard, en cas que le païs se trouvast débiteur envers ledict sieur de Manificier (comme ledict sieur d'Hauteville présuppose), de pareille ou plus grande somme de 942 livres, qu'elle soit employée au payement de ladicte partie, saulf, en ce cas, le consentement des héritiers dudict sieur de Manificier, et le tout sans interestz contre ledict païs, tant de ceste partie que précédentes. Et quant à la somme de 89 livres 14 solz par ledict sieur d'Hauteville prestées au sieur d'Arfueillette, attendu qu'il n'en avoit aucune charge dudict païs ; lequel d'ailleurs a pourveu de fondz suffizant audict sieur d'Arfueillette pour subvenir aux affaires à luy commises ; ledict sieur d'Hauteville se doibt retirer audict sieur d'Arfueillette et non audict païs. Et touchant aux fraiz et vaccations du voiage faict, par ledict Baudoyne, en la présente ville, luy a esté accordé la somme de 20 livres, de laquelle luy sera expédié mandement par MM. les commis, adressant au receveur de la présente année pour luy en faire le payement.

Pour pouvoir aux incommodités et dommages que les habitans dudict païs souffrent, et esviter les inconveniens qui arrivent journellement à cause du mauvais estat et ruyne, en laquelle la pluspart des pontz dudict diocèse sont tombez, pour en avoir esté la réparation et entretenement par trop négligés durant le temps des guerres dernières, dont il y a une infinité de plaintes.



Ouy sur ce le sieur de Fumel, syndic dudict païs, qui a représenté comme ce mal estant universel en la province de Languedoc, les Estatz généraulx, pour y donner quelque bon ordre, auroyent, depuis quelques années, prins plusieurs délibérations sur ce subject et entre aultres une par laquelle ilz auroyent reiglé les sommes ausquelles chascun lieu et diocèse, où les pontz sont assiz, doibvent contribuer par préciput pour la réparation d'iceulx, assavoir : le villaige 120 livres ; la ville 240 livres et le diocèse 1,200 livres. Et où lesdictes sommes ne suffiroient, le surplus debvoit estre porté par la sénéchaussée de laquelle le diocèse deppend. Reiglement qui sembloit en apparence très-équitable, mais en effect plein d'inégalité pour aulcuns diocèse et sur tous pour cestuy cy ; lequel par le moyen dudict reiglement se trouveroit tousjours contribuable aux réparations des pontz des aultres diocèses de la sénéchaussée de Nismes, sans que ledict diocèse eust moyen se prévalloir d'aucun ayde et secours de leur part ; d'autant que leurs pontz estant de très-grande importance et les réparations d'iceulx revenans à de grandes et notables sommes, excédans de beaucoup ledict préciput, il fallait de nécessité, suivant ledict reiglement, rejeter lesdictes sommes sur les aultres diocèses de ladicte sénéchaussée dont cestuy cy portoit sa bonne part, et au contraire les réparations des pontz dudict diocèse estant de sy petite importance que rarement elles pourroient excéder ledict préciput que de bien petite chose ; lesdictz diocèses estoient par conséquent exemptés de contribuer à noz réparations ; en quoy cedict diocèse se trouvoit grandement lésé et frustré. Ce qu'ayant esté bien reconnu par Mgr de Mende aux Estatz généraulx, tenuz à Pézenas en



novembre 1610, en l'assemblée des députés de ladicte sénéchaussée, luy président, auroit, suivant son zèle accoustumé envers ce pauvre diocèse et pour le soulagement d'icelluy, tellement insisté à la réformation dudit reiglement que, par délibération expresse sur ce prinze, auroit esté arresté que les diocèses de ladicte sénéchaussée, chascun séparément seroit tenu pourveoir à la réparation de ses pontz, sans préjudice dudict préciput; tellement qu'il n'y eschet maintenant aulcune difficulté que ce diocèse ne puisse à sa commodité et à moindre fraiz pourveoir à la réparation de ses pontz. A esté conclud et arresté que ledict sindic avec le greffier du païs se transporteront aux lieux dudict diocèse où les principaulx pontz et plus importans sont assiz et à l'assistance des procureurs, consulz ou sindic, ensemble des officiers desdictz lieux avec les maîtres-maçons à ce requis procéderont à la visitation et vériffication des réparations nécessaires à chascun desdictz pontz, dont ilz dresseront estat ou verbal contenant particullière description et dénombrement d'icelles, avec le plan et figure desdictz pontz, et cela faict, seront, à la dilligence dudict sindic, mises affiches et faictes proclamations ez principales villes dudict diocèse et lieux proches desdictz pontz pour notiffier que lesdictes réparations seront baillées et la délivrance des pris faictz passée au rabaix à ceulx qui feront la condition du païs meilleure, et ce par MM. les commis et députés dudict païs au jour que pour cest effect sera préfix, pour après lesdictz pris faictz, verbaulx et aultres actes remys devers nos seigneurs les commissaires présidens pour le Roy aux Estatz généraulx de Languedoc, estre par eulx donné advis au Roy sur le tout pour pouvoir obtenir de Sa Majesté la provision



requisie pour l'imposition sur le diocèse des sommes à quoy reviendront lesdictes réparations.

Dudict jour, seizième janvier, de relevée.

Sur la réquisition faicte par M. Estienne Bastide, commis à la recepte des tailles, en l'année 1604, de pourvoir au payement de la partie à luy due pour les fraiz et despens par luy obtenus contre les parroisses opposantes à la levée des restes de l'imposition de ladicte année, attendu que pour s'accommoder à la volonté du païs, il auroit tenu en suspens, jusques à maintenant, les exécutoires et contraintes qu'il a contre lesdictes parroisses, soubz l'espérance qu'on luy donnoit de le faire payer amyablement par lesdictes parroisses ou bien y pourvoir d'aillieurs. Veu par ladicte asssemblée la response ou appostille mis par MM. les commissaires présidens pour le Roy aulx Estatz généraulx de Languedoc sur la partie de 641 livres employée en un estat à eulx présenté là où elle demeure rayée par lesdictz sieurs commissaires, saulf audict Bastide son recours contre lesdictes paroisses; a esté conclud, conformément à ladicte response, que ledict Bastide se retirera, si bon luy semble, ausdictes parroisses pour se faire payer desdictes despenses.

Sur aultre réquisition faicte ausdictz Estatz par le sieur Rodes-Castaing, pour et au nom de frère Thomas Borie, prieur du couvent des frères Prédicateurs Jacobins, de la ville de Maruejolz, de faire imposer, en la présente assiette, la partie de 150 livres qui luy fut octroyée par délibération des Estatz en leur dernière asssemblée tenue à Maruejolz, pour estre ladicte somme employée à la réédification de l'église et couvent desdictz Jacobins en



ladicte ville desseignée par ledict Baris; a esté conclud que ladicte partie sera couchée en l'estat des debtes dudict diocèse qui sera présenté l'année prochaine à MM. les commissaires présidens pour le Roy aux Estatz généraulx de Languedoc pour, sur leur advis, obtenir permission de Sa Majesté d'imposer et lever ladicte partie, à l'effect que dessus, soubz les conditions portées par ladicte délibération.

Ayant esté faicte lecture en ladicte asssemblée de l'estat d'aulcuns debtes dudict diocèse qui avoit esté remys devers le Conseil d'Estat, l'année dernière, et sur lequel il a pleu à Sa Majesté octroyer ses lettres d'assiette, desquelles pareillement a esté faicte lecture; et attendu que la dilation du payement desdictz debtes ne pourroit estre que préjudiciable audict diocèse, laissant accumuler avec iceulx les aultres qu'il conviendra imposer l'année prochaine; a esté conclud, pour esviter à la trop grande surcharge que ledict diocèse souffriroit en une seule année, que MM. les commissaires de l'assiette seront requis comprendre en la présente assiette toutes les sommes dudict estat, revenant à 7,288 livres, ensemble les fraiz de la poursuite et expédition desdictes lettres, fourniz par M. d'Hauteville, M<sup>r</sup> en la Chambre des Comptes de Montpellier, le tout aux charges et conditions portées tant par lesdictes lettres que articles.

A esté de mesmes arresté que lesdictz sieurs commissaires de l'assiette seront aussi requis préfixer les termes du payement des deniers, tant ordinaires que extraordinaires qui seront imposez en la présente assiette, aux premiers jours d'avril, de juillet et d'octobre prochains, saulf pour la partie du sieur Planèzes, attermoyée par aultre précédente délibération ausdictz premiers jours de juillet et d'octobre tant seulement.



Si ont lesdictz Estatz donné pouvoir à MM. les commis, syndic et députés dudict pais de passer le bail de la recepte desdictz deniers extraordinaires à M. Guillaume de Calvet, receveur dudiot diocèse, en la meilleure forme que par eulx sera advisé, en suivant les délibérations ey-devant prizes par lesdictz Estatz et les articles accordés par les Estatz généraulx avec les receveurs particuliers des diocèzes de Languedoc.

Finallement mondict seigneur de Mende, président ausdictz Estatz, auroit par ung discours, accompagné de plusieurs exemples et autorités de l'Escripture-Sainte, faict entendre à l'assemblée que, comme la division et mauvais intelligence des peuples est cause de la ruyne et subversion des royaumes, tout au contraire leur augmentation et longue durée procède de l'union et concordie des subjectz, vivans par ensemble en amitié et paix ; que le moyen d'acquérir la paix est de s'unir avec Dieu, qui seul la peult donner aux hommes ; que ceulx qui sont bien unys par charité sont plus proches de Dieu qui est le Dieu de paix, que tout homme aymant Dieu ayme aussi son prochain, estant impossible, aymant le Créateur, de n'aymer sa créature, que les effectz de l'amour de Dieu sont principalement l'union et la paix qui doibvent estre demandez et recherchés continuellement ; que le moyen de l'obtenir gist en la grâce de Dieu, laquelle l'homme peult acquérir par l'observation de ses saintz commandemens ; de quoy mondict seigneur a exhorté les assistans de faire prière à Dieu par l'invocation de son Saint-Esprit, et après leur auroict donné la bénédiction suivant la coustume de tout temps observée ausdictz Estatz.



1614

*Ouverture des Etats. — Les commissaires de l'assiette. — Liste de MM. des Etats. — Différent entre M. de Tolet et Mme de La Faurie pour la séance. — Admission des envoyés de M. de S. Alban et de M. le baron d'Apcher. Regret de l'évêque de Mende de ne pouvoir assister à l'assemblée des Etats. — Vote des sommes à imposer. — Vérification des dettes. — Poursuite à faire pour obtenir la permission d'imposer les sommes nécessaires pour l'entretien du prévôt de la maréchaussée, d'un greffier et des archers. — Ponts à réparer. — Réparation à faire au collège de Montpellier, fondé par le pape Urbain V. — Admission de l'envoyé de M. d'Arpajon. — Logement des gens de guerre. — Somme due à la Chambre des Comptes, à imposer. — Demande de M. de Fosses, des sommes fournies par son père pour la réduction du fort de Grèzes. — Imposition de 11,300 livres, en faveur des héritiers du marquis de Canillac. — Réquisitions contre les vexations commises par les receveurs contre les collecteurs des tailles. — Admission de l'envoyé des consuls de la viguerie de Portes. — Dépenses faites par les communautés de Barre et du Pompidou, lors de l'arrivée du prévôt général pour la capture d'un faussaire. — Emprunt à faire pour l'entretien de la maréchaussée. — Somme demandée au pays par M. d'Hauteville. — M. Jean Roux et M. Jean Parades demandent de faire la levée des impositions. — Gratification aux Augustins, aux Jacobins et à l'hôpital de Marvejols. — M. le baron de Mercœur est désigné baron de tour pour l'année 1615. — Clôture des Etats.*



L'an 1614 et le lundy 27<sup>e</sup> jour du mois de janvier, environ neuf heures du matin, en la ville de Marieujolz, les gens des Trois Estatz particuliers du païs de Gévaudan et diocèse de Mende, suyvant les commissions et mandemens de nos seigneurs les commissaires présidens pour le Roy aux Estatz généraulx de Languedoc, tenuz en la ville de Pézénas, ez mois de novembre et décembre derniers, après avoir, selon l'ancienne et louable coutume, assisté à la messe de Saint-Fsperit, célébrée en l'église dudict lieu, se sont assemblés dans la salle de la maison consulaire de ladicte ville. En laquelle estant venuz MM. de Picheron, sieur d'Entraigues, conseiller du Roi, gentilhomme ordinaire de sa Chambre et bailly de Gévaudan ; Dumazel, escuyer, sieur du Pivoul et de Rimeize, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Mende ; Pierre Mazot, notaire royal et 2<sup>e</sup> consul de ladicte ville, et Anthoine Prieur, sieur de Combaurie, bourgeois et 1<sup>er</sup> consul de ladicte ville de Maruejolz, commissaires ordinaires de l'assiette dudict diocèse. Et après que les susdictes commissions ont esté leues par ordonnance desdictz sieurs commissaires, ledict sieur bailly a dict, que ceste compagnie a rendu tant de preuves de sa dévotion et fidélité au service du Roy, qu'il n'est besoing d'aulture discours que celluy porté par lesdictes commissions, pour l'exciter à l'exécution du contenu en icelles. Sur quoy, M. de Chanoillet, chanoine en l'église cathédrale de Mende, official, vicaire général de Mgr de Mende et président ausdictz Estatz, a respondu audict sieur bailly, que comme les habitans de ce païs n'ont jamais forligné du debvoir et obéyssance naturelle qu'ilz sont tenuz rendre à leurs Majestés, il s'asseure qu'ilz tesmoigneront en ceste occasion et toutes aultres, qu'ilz n'ont rien diminué



de leur dévotion et fidélité acoustumée au service de leurs Majestés et qu'il n'y a diocèse en ceste province de Languedoc plus désireux d'effectuer les commandemens de sadicte Majesté, que cestuy-cy, tant que leurs moyens et commodités le pourront porter. Sur laquelle proposition, affin que lesdictz Estatz puissent par leur délibération, rendre tesmoignage de leur debvoir, et oultre ce donner ordre aux aultres affaires dudict païs, le sieur de Fumel, syndic d'icelluy, a requis lesdictz sieurs commissaires de permettre la continuation de ceste asssemblée, ainsi que de tout temps est acoustumé ; ce que lesdictz sieurs commissaires ont octroyé et permis.

Et incontinent après, ayant esté, suyvant l'ancien rolle, appelez les députés qui ont accoustumé d'avoir séance ausdictz Estatz, se sont trouvez comparans et assistans, à ladicte asssemblée, les députés cy-après nommés, assavoir, pour l'Estat ecclésiastique : M. M<sup>e</sup> Pierre Malos, docteur en droict canon, chanoine de l'église cathédrale de Mende et prieur de La Parade, envoyé et député de MM. les chanoines et Chapitre de l'église cathédrale de Mende ; M<sup>e</sup> Jehan Aldin, docteur ez droictz, envoyé de M. d'Aubrac ; M. M<sup>e</sup> Pierre Enfruc, docteur en droict canon, chanoine de ladicte église, envoyé de M. le prieur de Sainte-Enymie ; M. M<sup>e</sup> Anthoine de Chanoillet, aussi docteur en droict canon, chanoine en la mesme église et envoyé de M. de Lengoigne ; M<sup>e</sup> Anthoine Aldin, aussi docteur ez droictz, envoyé de M. de Paliers ; M<sup>e</sup> Jehan Dallo, aussi docteur ez droictz, envoyé de M. de S. Jehan. Et pour la noblesse : noble Claude de Mourron, sieur de Boussac, envoyé de M. le baron de Peyre ; M. M<sup>e</sup> Urbain Dumas, docteur ez droictz et advocat en la Cour de parlement de Thoulouze, envoyé



de M. le baron de Céneret ; M<sup>e</sup> Pierre Borrelli, aussi docteur ez droictz, sieur de Pelouze, envoyé de M. le baron du Tournel ; M<sup>e</sup> Vidal Bazalgète, bailly du mandement du Randonnat, envoyé de M. le baron de Randon ; noble Claude de Pollalion, sieur de Bouzolz, tuteur onéraire et assistant ausdictz Estatz, pour M. le baron de Canilliac ; noble Urbain de Retz de Bressolles, escuyer, sieur de Cogossac et de Servièrre, en personne, assistant pour raison de la seigneurie dudict Servièrre ; M<sup>e</sup> Michel Duron, docteur ez droictz, envoyé de M. de Montrodât ; M<sup>e</sup> Guillaume Bardon, aussi docteur ez droictz, envoyé de M. de Mirandol ; Philippes de Gibilin, envoyé de M. de Sévérac ; Pierre de Chappelle, sieur de Ryeumal, envoyé de M. de Barré ; Pierre de Laurens, sieur de Péjas, envoyé de MM. les consulz nobles de La Garde-Guérin. Et pour le Tiers-Estat : noble Guillaume Du Mazel, escuyer, sieur du Pyvol et de Rimeyze, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Mende ; M<sup>e</sup> Pierre Mazot, notaire royal, second consul de ladictte ville ; Anthoine Prieur, sieur de Combaurie, bourgeois et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejolz ; Relian, marchand et 2<sup>e</sup> consul de ladictte ville ; N. . . . tiers consul d'icelle ; Jean Vachery, marchand et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Chirac ; M<sup>e</sup> Pierre Reboul, marchand et député de la ville de La Canourgue ; M<sup>e</sup> Jehan Chalvet, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Saint-Chély-d'Apcher ; M<sup>e</sup> Guillaume Imbert, docteur ez droitz et 1<sup>er</sup> consul de la ville du Malzieu ; noble François de Belcastel, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Florac ; Pierre de Coursier, sieur de Bostugnes, 1<sup>er</sup> consul de la ville d'Yspaniac ; Jacques Olivier, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Sainte-Enimie ; M<sup>e</sup> Pierre Durand, 1<sup>er</sup> consul de Châteauneu-de-Randon ;



Jehan Moure, jeune, député de la ville de Serverette ; M<sup>e</sup> Jacques Castanet, praticien, consul de Saint-Etienne-de-Valfrancisque ; M<sup>e</sup> Vidal Fabre, consul de la ville de Lengaigne ; Pierre Perier, consul de Barre ; M<sup>e</sup> Pierre Chalmeton, docteur ez droictz, député de la ville de Saint-Auban, et M<sup>e</sup> Jehan Reversat, député des procureurs du mandement de Nogaret. A tous lesquelz assistants, M. le président a faict prester le serement acoustumé, d'opiner et procurer en ladicte asssemblée ce qui sera de l'honneur de Dieu, advancement du service du Roy et soulagement du pauvre peuple et de ne divulguer les délibérations des Estatz, dont la publication peult estre dommageable au publicq.

Sur le différend intervenu en ladicte asssemblée entre noble Claude de Mouron, sieur de Boussac, envoyé de la part de M. de Tolet, comme père et légitime administrateur des personnes et biens des damoiselles ces filles, héritières contractuelles des biens, rentes et revenuz de la maison et baronnie de Peyre, et M<sup>e</sup> Pierre Mallez, docteur ez droictz et avocat au bailliaige de Gévaudan, envoyé de la part de Mme de La Faurie, comme étant en possession et jouyssance de la moitié de l'entière baronnie de Peyre et ses deppendances, par le moyen de l'arrest, donné le 3<sup>e</sup> mars dernier, par la Chambre de l'Edict, séante à Nérac, chascun d'eulx respectivement muny de procuration desdictz sieur et dame et prétendant en vertu d'icelle debvoir estre receu en ladicte asssemblée et y avoir séance et voix délibérative telle que les sieurs barons de Peyre ont acoustumé de tout temps y avoir. Veu lesdictes procurations et lesdictz sieurs de Boussac et Mallez ouys en ladicte asssemblée, et attendu qu'il n'appert ausdictz Estatz du susdict arrest,



et que depuis plusieurs années ledict sieur de Tollet est en possession d'assister ausdictz Estatz ; a esté conclud que ledict sieur de Boussac, comme envoyé susdict, pourra continuer ladicte possession, et ce faisant, assister à la présente asssemblée et y opiner au lieu et rang des sieurs barons de Peyre, sans préjudice du droict des parties.

Dudict jour, XXVII<sup>e</sup> janvier, de relevée.

S'est présenté, à ladicte asssemblée, noble Anthoine du Mazel, envoyé de M. de S. Auban, et veu sa procuration, il a esté receu en ladicte asssemblée après avoir presté le serement acoustumé es mains de M. le président.

De mesmes M<sup>e</sup> Jehan Michel, lieutenant de juge ez terres et baronnie d'Apcher, s'est présenté à ladicte asssemblée, requérant y estre receu comme envoyé de M. le baron d'Apcher, en vertu de la procuration dudict sieur ; de laquelle, faicte lecture, luy a esté donné séance en la place dudict sieur d'Apcher, après avoir presté le serement accoustumé.

Incontinant après, la lettre escripte ausdictz Estatz par Mgr de Mende, présentée par mondict sieur le président, a esté leue en ladicte asssemblée le sujet d'icelle, contenant le regret qu'il a de se voir privé du moyen de se trouver en ceste compaignie, comme il désirait, pour tesmoigner ses obéyssances au service du Roy et ses services au bien des affaires du païs, en ayant esté empêché par quelques occupations importantes aux affaires du clergé et par la rigueur du temps et son indisposition, excuses et considérations qu'il prie les Estatz recevoir en bonne part et avoir agréable que mondict sieur



tion desdictz debtes ; desquelles délibérations et ordonnances résultent les causes et difficultés qui ont jusques icy retardé l'exécution entière de ladicte commission, ensemble les moyens soigneusement recherchez par MM. les commis et députés dudict pays, pour faciliter ladicte exécution la rendre plus courte et conséquemment moins onéreuses et de moindres fraiz et despens audict païs, mesmes par le moyen des instructions et mémoires dressez et de plusieurs actes et papiers recherchez suivant lesdictes délibérations par ledict syndic avec le greffier dudict païs pour impugner et débattre les prétensions des créanciers, et par ce moyen atténuer leursdictes debtes et les faire réduire pardevant lesdictz sieurs commissaires, ou bien par composition amiable, pardevant lesdictz sieurs commis et députés, à ce qui sera de la raison avec des conditions favorables pour le soulagement dudict païs, comme il a esté fait des prétensions du sieur Parat, l'ung des principaulx desdictz créanciers, estimant ledict sieur syndicq, que si par la mesme voye qui a esté tenue au fait dudict sieur Parat, l'on pouvoit demeurer d'accord avec le sieur Farnier et quatre ou cinq aultres qui naguères luy ont fait donner assignation à Montpellier, pardevant lesdictz sieurs commissaires, pour veoir procéder à la vérification de leurs debtes, ce seroit ung grand espargne et soulagement audict païs, d'autant qu'à l'exemple de ceux-là, les aultres se rendroient beaucoup plus traitables et par conséquent l'exécution de ladicte commission plus briefve et facile et moins onéreuse au pauvre peuple, comme dict est. Sur quoy, veu par l'assemblée l'ordonnance dernière desdictz sieurs commissaires en vertu de laquelle ledict syndicq a esté assigné pardevant



eulx ; veu aussi leurs précédentes ordonnances, ensemble les dernières délibérations desdictz Estatz ; a esté conclud et arresté qu'à la diligence dudict syndic et suivant la teneur de ladicte dernière ordonnance, commandement sera faict ausdictz créanciers de remettre devers luy, dans quinze jours, leurs demandes et prétensions, pour pouvoir contre icelles dresser les impugnations requises et nécessaires sur les mémoires et actes jà recueilliz et colligez par ledict syndic avec ledict greffier, et après remettre le tout devers lesdictz sieurs commissaires ; et à ceste fin s'acheminer avec ledict greffier audict Montpellier, suivant les précédentes délibérations, pour soustenir lesdictes impugnations et les fortifier desdictz actes, qu'à cest effect ledict greffier sera tenu d'y faire porter. Néantmoins, en cas que pendant le susdict temps lesdictz créanciers ou aucuns d'eulx voudroient entrer en composition et liquider leurs debtes à l'amyable pardevant lesdictz sieurs commis et députés avec conditions favorables et avantageuses au païs, ilz y pourront estre receuz, à la charge de faire le tout agréer et autoriser pardevant lesdictz sieurs commissaires, pour après, sur le tout, donner leur advis au Roy en tel cas requis et nécessaire, affin d'obtenir de Sa Majesté la permission d'imposer, sur le général dudict diocèse, les sommes qui se trouveront légitimement deues ausdictz créanciers, pour l'acquittement desdictz debtes, aux termes qu'il plaira à sadicte Majesté et nos seigneurs de son Conseil ordonner et préférer.

Et sur l'exposition faicte à ladicte assemblée par ledict sieur syndic de ce que après la poursuite longuement continuée en son nom au Conseil du Roy, suivant les délibérations des Estatz particuliers dudict diocèse, tenuz



ez dernières années, pour obtenir permission d'imposer annuellement, comme au temps passé, l'entretienement du prévost diocésain et de ses greffier et archers, finalement seroit intervenu arrest audict Conseil, par lequel est ordonné que les Estatz généraulx de Languedoc donneront advis à Sa Majesté sur le contenu en la requeste présentée au Conseil par ledict syndic ; à la diligence duquel, ledict advis auroit esté de mesmes expédié par le greffier desdictz Estatz, ne restant maintenant qu'à le remettre audict Conseil, et poursuivre ladicte permission si lesdictz Estatz l'ont agréable. Par lesquelz, veu ledict arrest du 7 mars 1613 et la délibération desdictz Estatz généraulx, portant ledict advis ; a esté conclud et arresté que ledict syndic fera continuer, audict Conseil, la poursuite nécessaire pour obtenir la permission d'imposer annuellement sur les habitans contribuables aux tailles dudict diocèse, les sommes de deniers à quoy pourra revenir l'entretienement dudict prévost, ses greffier et douze archers, ou aultre tel nombre qui sera par lesdictz Estatz jugé nécessaire chascune année selon les occurrences, pour tenir ledict païs en seureté et le garantir des volleries, brigandaiges et aultres oppressions ordinaires que lesdictz habitans souffrent, à cause de la retraite et séjour que font, dans ledict païs, une infinité de vagabons et gens de mauvaise vie qui y sont réfugiez de divers lieux et païs circonvoisins, estant bien advertiz que ledict prévost n'est assisté du nombre d'archers qui seroit nécessaire pour les pouvoir chasser dudict païs ou s'en saisir pour en faire faire la justice.

Sur le rapport faict par ledict syndic, à ladicte assemblée, des plaintes ordinaires que les haëitans dudict païs font du notable préjudice que le publicq souffre, à



faute de pourveoir à la réparation des pontz et passaiges dudict diocèse, qui sont pour la pluspart ruynez, dont arrivent journellement plusieurs grandz inconveniens, oultre le retardement du trafficq et commerce. Les consulz de Maruejolz ayant dict avoir faict des fournitures pour la réparation de leur pont; requérans qu'il pleust aux Estatz pourveoir à leur remboursement et par mesme moyen à faire fondz pour la réparation de ce qui y reste à faire. Les consulz de Mende, Chirac, Lengoigne et aultres ayans de mesmes requis lesdictz Estatz voulloir pourveoir à la réparation de leurs pontz pour la nécessité qui y est. Ouy ledict syndic touchant l'ordre que tiennent les aultres villes de Languedoc, en semblables cas, auquel ordre ledict sieur syndic a dict les délibérations cy-devant prinses aux Estatz dudict diocèse estre conforme, et notamment celle de l'année dernière, par laquelle, sur pareilles plaintes, il estime avoir esté faict ung si bon règlement sur ce subject, qu'estant bien suivy et exécuté, le publicq en recevra une grande commodité et soulagement. De laquelle délibération, après avoir esté faicte lecture en plaine asssemblée, a esté conclud et arresté qu'elle sera suivye et effectuée et que ledict syndic y tiendra la main exactement. Et d'aultant que ledict syndic a faict entendre ausdictz Estatz, comme ces années passées, certains consulz d'aucunes villes, dudict diocèse, ont receu quelques sommes de deniers du païs, pour soubvenir à la réparation de leurs pontz, sans qu'ilz ayent faict apparoir de l'employ desdictz deniers, moins appelé ledict syndic avec le greffier dudict païs, pour assister à la visitation desdictz pontz et en faire le verbal avec les aultres solennités et formes requises, suivant lesdictes délibérations et réglemens.



ez dernières ann<sup>es</sup>

annuellemen<sup>t</sup>

du prévost

ment ser

est ord<sup>re</sup>

neror

pré

di

:

*à ces ordonnances, rendues par lesdictz consuls, et greffier, de veoir et rendre lesdictes réparations, et à ceste fin se faire re- ensemble l'ensemble desdictes deniers. De quoy lesdictz Estatz leur ont donné pouvoir, et à ceste fin se faire re- présenter les comptes ou estatz de la despence, avec les principales et autres pièces vérifiantes sur lesdictz estatz, par lesdits seigneurs des lieux où lesdictz pontz sont scituez, pour du tout, faire rapport aux prochains Estatz, affin que y pourront escheoir.*

A esté encores exposé par ledict sieur de Fumel, syn-  
dicq, que se trouvant à Montpellier ces dernières années,  
il estime estre du devoir de sa charge de visiter la mai-  
son du collège fondé audict Montpellier, par le pape  
Urbain V, de très-heureuse mémoire, en faveur de cinq  
escholliers, originaires du présent diocèse, qui est comme  
ung séminaire pour la jeunesse de ce païs, estudiant en  
la faculté de médecine, et ayant vérifié que ladicté mai-  
son s'en allait totalement en ruyne, s'il n'y estoit promp-  
tement remédié ; il en fit son rapport aux Estatz tenuz  
en l'année 1611, affin qu'il leur pleust y adviser et pré-  
venir, par leur acoustumée prudence, la ruyne d'une  
chose si utile à cedict diocèse. A quoy lesdictz Estatz  
ayans esgard, ils firent dès lors imposer la somme de  
500 livres, pour estre employée à la réparation de  
ladicté maison, comme depuis il auroit esté faict. Mais  
ayant esté, quelque temps après, trouvé ladicté répara-  
tion n'estre suffizante, pour rendre ladicté maison asseu-  
rée et en estat convenable de pouvoir servir d'habitation  
ordinaire ausdictz escholliers, ledict syndic a requis  
l'assemblée d'y pourveoir selon son bon plaisir et le



mérite du faict. Sur quoy, après avoir esté délibéré ; a esté conclud et arresté que, faisant l'estat des debtes plus pressez, pour les affaires occurrens et plus urgens dudict diocèse, l'année présente, pareille somme de 300 livres y sera employée et comprise, pour avec les aultres parties dudict estat estre vériffiée par MM. les commissaires présidens pour le Roy aux Estatz généraulx de Languedoc, et, sur leur advis, obtenu permission de Sa Majesté, d'imposer et lever ladicte somme sur le général dudict diocèse, à l'effect que dessus, sans pouvoir estre divertie, pour quelque aultre cause que ce soit..

Du mardy, 28<sup>e</sup> dudict mois de janvier, du matin.

Le sieur Rodes-Castaing, docteur et avocat, s'est présenté à l'assemblée, comme envoyé de M. d'Arpajon, et veu sa procuration, a esté receu en icelle, après avoir presté le serement acoustumé.

Ledict sieur de Fumel, syndic, continuant son rapport, a diet et représenté que l'année dernière, au mois de septembre, lesdictz sieurs commis et députés dudict diocèse, ayant eu advis comme Mgr le Connestable avait faict donner quartier à sa compagnie d'ordonnance pour loger en ce diocèse, durant certains mois de l'année, comme elle avoit faict en plusieurs aultres diocèses de la Province, suivant le règlement général sur ce faict par Sa Grandeur, ilz auroient jugé nécessaire de le faire acheminer devers sadiete Grandeur, pour luy représenter la pauvreté de ce diocèse, et mesmes la stérilité des foings en ladicte année et essayer de faire descharger ledict diocèse dudict logement. Ce que sadiete Grandeur auroit accordé audict syndic, et ce faisant ordonné la révocation dudict quartier. Mais parce que lors de ladicte



révocation le temps d'icelluy avoit commencé de courir contre ledict diocèse et qu'il fut impossible de faire notifier l'ordonnance de sadicte Grandeur au sieur Paparin, premier homme d'armes et ayant charge de la conduite de ladicte compagnie, si promptement qu'il n'y eust desjà unze jours escheuz du temps dudict logement, destiné pour ledict diocèse. Cela fut cause qu'après ladicte notification faicte audict sieur Paparin, il se seroit acheminé en ceste ville, pour estre remboursé des fraiz qu'il soustenoit avoir faictz et avancés pour ledict diocèse, à cause dudict logement, durant lesdictz onze jours. En quoy il disoit avoir grandement soulagé ledict diocèse, d'aillant que par ce moyen, il auroit esté exempt dudict logement et de la fourniture des fourrages et autres vivres, oultre les autres foulles et incommoditez que telles compagnies ont acoustumé de trayner après elles ; de sorte que s'estant opiniasté de ne bouger de ceste ville, sans au préalable avoir eu ledict remboursement ou en avoir faict plainte à mondïct seigneur le Connestable, lesdictz sieurs commis et députés, après plusieurs raisons représentées audict sieur Paparin, avec grandes contestations eues avec luy, sans aucun effect, auroient finalement jugé nécessaire et moins dommageable audict diocèse, pour plusieurs bonnes considérations, de plustost composer cest affaire amyablement avec ledict sieur Paparin, que de le renvoyer mal content devers sadicte Grandeur ; qui fut cause qu'ilz accordèrent avec luy à la somme de 1,593 livres, laquelle auroit esté à l'instant empruntée et payée par ledict syndic audict Paparin. Et bien que auz derniers Estatz généraulx de Languedoc, tous les diocèses qui avoient souffert le logement de ladicte compagnie se fussent



promis le remboursement, sur le général de la province, des fraiz par eulx prétendus, et qu'à cest effect aucuns desdictz diocèses y eussent rapporté des roolles et estatiz de grandes fournitures revenans à de fort notables sommes, desquelles avec grande instance ilz demandoient estre remboursez ; toutesfois les aultres diocèses s'y estant opposez ; enfin après plusieurs grandes contestations, auroit esté dict n'y avoir lieu, ains que chascun des diocèses ayant souffert ledict logement feroit, si bon luy sembloit, vérifier ses fraiz pardevant MM. les commissaires présidens ausdictz Estatiz généraulx, affin de pouvoir obtenir, sur leur advis, permission de Sa Majesté, d'en faire l'imposition sur le général du diocèse, pour le remboursement des consulz ou aultres qui en auroient faict le prest ou les avances. En quoy la condition de ce diocèse se seroit trouvée meilleure, d'autant que si lesdictes despenses eussent esté esgalisées sur le général de la province, la quotité de ce diocèse eust monté trois fois plus que ladicte somme de 1,580 livres. Ce qui auroit donné occasion audict syndic, craignant la révocation ou changement de la susdicte délibération, de recourir des premiers ausdictz sieurs commissaires et obtenir d'eulx l'ordonnance et advis nécessaires pour faciliter l'expédition des lettres d'assiette, portans permission d'imposer ladicte somme ; laquelle comme ayant esté empruntée et portant interest audict diocèse, semble debvoir estre imposée ceste année, suivant ledict advis, à la charge d'obtenir les lettres d'assiette ou de validation de Sa Majesté, de ladicte imposition. Sur quoy ayant esté leue ladicte délibération et advis desdictz Estatiz généraulx, a esté conclud et arresté, attandue que ladicte partie porte interest audict diocèse, que MM. les com-



missaires de l'assiette seront requis imposer icelle sur le général dudict diocèse, pour le remboursement de ceulx qui en ont faict le prest ; le tout soubz le bon plaisir de Sa Majesté et à la charge d'obtenir par ledict syndic lesdictes lettres d'assiette ou validation de ladicte imposition dans trois mois ; et néantmoins de relever par ledict diocèse lesdictz sieurs commissaires indempnes de tous despens, dommages et interestz qu'ilz pourroient encourir et souffrir à cause de ladicte imposition.

Et sur ce qui auroit esté encores représenté par ledict syndic comme pour l'espérance conceue par les Estatz généraulx de Languedoc de faire révoquer l'arrest obtenu par MM. de la Chambre des Comptes de Montpellier contre ladicte province, touchant la reddition des comptes des deniers extraordinaires de chascun diocèse, et par conséquent demeurer deschargez du payement des espices, attribuées par ledict arrest ausdictz sieurs de la Chambre, estant pour ce regard le procès pendant au Conseil de Sa Majesté. Plusieurs diocèses de ladicte province, et entre aultres cestuy-cy, auroient sur ceste opinion différé de laisser aulcun fondz aux assiettes pour le payement desdictes espices. Mais d'autant que depuis par les articles de l'accord et transaction passée entre lesdictz Estatz généraulx et ladicte Chambre, l'audition des comptes desdictz deniers extraordinaires, depuis l'année 1608, leur demeure adjudée et, par conséquent les espices desdictz comptes acquises depuis ledict temps ; cela est cause que les receveurs qui ont esté en charge ez années 1609, 1610, 1611 et 1612, sont à présent poursuiviz par contraintes de ladicte Chambre du payement desdictes espices, au moyen de quoy ilz protestent, contre ledict syndic, des fraiz et despens des-



dictes contrainctes, à faulte de leur avoir laissé le fondz nécessaire en leursdictes assiettes pour lesdictes espices ; et partant icelluy syndic requéroit qu'il pleust ausdictz Estatz y pourveoir pour rédimer ledict diocèse desdictz fraiz. A esté conclud et arresté que les sieurs commissaires de l'assiette seront requis faire fondz en la présente assiette des sommes à quoy se trouveront revenir ausdictz sieurs de la Chambre, affin d'esviter lesdictz fraiz et despens extraordinaires.

Sur la réquisition faicte par le sieur de Fosses, de la ville de Saint-Chély-d'Apcher, de le faire paier de la somme de 450 livres, à luy due à cause des fraiz et despenses excessives, par feu son père, en la négociation de la réduction, en l'obéissance du Roy, du fort de Grèzes et aultres lieux occupés contre le service de Sa Majesté, en ce diocèse. A quoy il fut employé par feu M. d'Apcher, lors commandant pour le service de sadicte Majesté en ce païs, ainsi que de ce il a dict apparoir par les actes qu'il a en main ; a esté conclud que le sieur de Fosses se retirera, si bon luy semble, pardevant MM. les commissaires députés à la vérification des debtes dudict diocèse, pour estre par eulx procédé sur la réquisition et demande d'icelluy sieur de Fosses, ainsi qu'ilz verront estre à faire par raison.

Ledict sieur de Fumel, syndic, auroit encores exposé à ladicte asssemblée, comme suivant l'ordonnance donnée par MM. Delhom et de Galières, trésoriers généraulx de France et commissaires députés par le Roy à la vérification des debtes dudict diocèse, la somme de 11,300 livres, de laquelle, par leur procédure sur ce faicte, ledict diocèse auroit esté rendu débiteur pour toutes restes, envers les hoirs de feu M. le marquis de Canillac,



missaires de l'assiette seront requis imposer icelle sur le général dudict diocèse, pour le remboursement de ceulx qui en ont faict le prest ; le tout soubz le bon plaisir de Sa Majesté et à la charge d'obtenir par ledict syndic lesdictes lettres d'assiette ou validation de ladicte imposition dans trois mois ; et néantmoins de relever par ledict diocèse lesdictz sieurs commissaires indempnes de tous despens, dommages et interestz qu'ilz pourroient encourir et souffrir à cause de ladicte imposition.

Et sur ce qui auroit esté encores représenté par ledict syndic comme pour l'espérance conceue par les Estatz généraulx de Languedoc de faire révoquer l'arrest obtenu par MM. de la Chambre des Comptes de Montpellier contre ladicte province, touchant la reddition des comptes des deniers extraordinaires de chascun diocèse, et par conséquent demeurer deschargez du paiement des espices, attribuées par ledict arrest ausdictz sieurs de la Chambre, estant pour ce regard le procès pendant au Conseil de Sa Majesté. Plusieurs diocèses de ladicte province, et entre aultres cestuy-cy, auroient sur ceste opinion différé de laisser aulcun fondz aux assiettes pour le paiement desdictes espices. Mais d'autant que depuis par les articles de l'accord et transaction passée entre lesdictz Estatz généraulx et ladicte Chambre, l'audition des comptes desdictz deniers extraordinaires, depuis l'année 1608, leur demeure adjudée et, par conséquent les espices desdictz comptes acquises depuis ledict temps ; cela est cause que les receveurs qui ont esté en charge ez années 1609, 1610, 1611 et 1612, sont à présent poursuiviz par contraintes de ladicte Chambre du paiement desdictes espices, au moyen de quoy ilz protestent, contre ledict syndic, des fraiz et despens des-



dictes contraintes, à faulte de leur avoir laissé le fondz nécessaire en leursdictes assiettes pour lesdictes espices ; et partant icelluy syndic requéroit qu'il pleust ausdictz Estatz y pourveoir pour rédimer ledict diocèse desdictz fraiz. A esté conclud et arresté que les sieurs commissaires de l'assiette seront requis faire fondz en la présente assiette des sommes à quoy se trouveront revenir ausdictz sieurs de la Chambre, affin d'esviter lesdictz fraiz et despens extraordinaires.

Sur la réquisition faicte par le sieur de Fosses, de la ville de Saint-Chély-d'Apcher, de le faire paier de la somme de 450 livres, à luy due à cause des fraiz et despenses excessives, par feu son père, en la négociation de la réduction, en l'obéissance du Roy, du fort de Grèzes et aultres lieux occupés contre le service de Sa Majesté, en ce diocèse. A quoy il fut employé par feu M. d'Apcher, lors commandant pour le service de sadicte Majesté en ce païs, ainsi que de ce il a dict apparoir par les actes qu'il a en main ; a esté conclud que le sieur de Fosses se retirera, si bon luy semble, pardevant MM. les commissaires députés à la vérification des debtes dudict diocèse, pour estre par eulx procédé sur la réquisition et demande d'icelluy sieur de Fosses, ainsi qu'ilz verront estre à faire par raison.

Ledict sieur de Fumel, syndic, auroit encores exposé à ladicte asssemblée, comme suivant l'ordonnance donnée par MM. Delhom et de Galières, trésoriers généraulx de France et commissaires députés par le Roy à la vérification des debtes dudict diocèse, la somme de 11,300 livres, de laquelle, par leur procédure sur ce faicte, ledict diocèse auroit esté rendu débiteur pour toutes restes, envers les hoirs de feu M. le marquis de Canillac,



auroit esté imposée en l'assiette extraordinaire, de l'année dernière ; et ce à l'instance du sieur président Caulet, créancier dudict feu sieur de Canilliac, à condition néantmoins et non aultrement que suivant ladicte ordonnance, M. Guillaume de Calvet, receveur dudict diocèse, ne pourroit payer ladicte somme ny s'en dessaisir qu'au préalable la vérification et imposition dudict debte n'eust esté validé et approuvé par Sa Majesté et que la dame de Planèzes, appelée en la Cour des Aydes de Paris, à la diligence dudict sieur Caulet, n'eust esté par arrest de ladicte Cour ordinaire à qui d'entre deux ladicte partie doibt estre délivrée. Et d'autant que puy quelques jours, le bruit a couru de la réduction de pris des monnaies, ledict sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer ce qui doibt estre faict de ladicte partie, attendant ledict arrest, pour esviter le deschet en cas de ladicte réduction. Sur quoy a esté conclud et arresté que ledict syndic tirera promesse par escript, dudict sieur Calvet, de payer et fournir en temps et lieu ladicte somme de 11,300 livres en l'acquit dudict diocèse, à qui par ladicte Cour sera ordonné, sans aucun deschet ny diminution, ou bien, à son refus, de faire ladicte promesse, qu'il sera contrainct, par les voies de justice, à la poursuite dudict syndic, de remettre ladicte partie es mains d'ung marchand resséant et solvable pour en répondre, attendant l'arrest de ladicte Cour des Aydes.

Sur les plaintes faictes à ladicte assemblée par plusieurs consulz des villes et aultres députés en icelle, touchant l'abus que les receveurs dudict diocèse commettent en l'exercice et administration de leur charge qui tourne à foule et surcharge au pauvre peuple, et ce que soubz prétexte des articles entre les gens desdictz



Estatz généraulx de Languedoc et les receveurs particuliers des diocèses dudict païs, par lesquelz est porté entre aultres choses que lors qu'une nature de deniers aura esté entièrement payée ausdictz receveurs, ilz pourront, pour le droict de quittance d'icelle nature, prendre deux solz six deniers pour une fois tant seulement. Lesdictz receveurs dudict diocèse prenans l'intelligence desdictz articles et mesmes de ladicte clause, le plus largement qu'ilz peuvent à leur profit et avantage, subdivisans lesdictes natures de deniers en tant de sortes à leur discrétion, qu'au lieu de six ou sept, ilz en trouvent jusques au nombre de treize ou quatorze, pour chascune desquelles ilz exhigent 2 solz 6 deniers de chascun collecteur, oultre six solz pour le port du mand, bien que de tout temps ilz ne souloient avoir que 2 sols 6 deniers, revenant le tout environ de 40 solz à chascun collecteur. Requérant lesdictz consulz qu'il pleust ausdictz Estatz réprimer ledict abus, pour le bien et soulagement du pauvre peuple. A esté conclud, pour le regard dudict droict de quittance, que MM. les commissaires de l'assiette seront requis, au nom desdictz Estatz, vérifier lesdictes natures de deniers et liquider ce que pourra monter le droict de chascune quittance généralement pour toutes lesdictes natures, à chascun parroisse, pour en estre faict expresse mention dans les mandz, affin que lesdictz receveurs ne puissent exhiger aultra chose pour ledict droict. Et pour le regard du port du mand, en cas que lesdictz receveurs ne se voudront contenter de 2 solz 6 deniers, et s'y obliger par le bail de recette, comme ilz souloient faire par le passé, ledict syndic, à leur refus, donnera ordre de faire envoyer et



ez dernières années, pour obtenir permission d'imposer annuellement, comme au temps passé, l'entretienement du prévost diocésain et de ses greffier et archers, finalement seroit intervenu arrest audict Conseil, par lequel est ordonné que les Estatz généraulx de Languedoc donneront advis à Sa Majesté sur le contenu en la requeste présentée au Conseil par ledict syndic ; à la diligence duquel, ledict advis auroit esté de mesmes expédié par le greffier desdictz Estatz, ne restant maintenant qu'à le remettre audict Conseil, et poursuivre ladicte permission si lesdictz Estatz l'ont agréable. Par lesquelz, veu ledict arrest du 7 mars 1613 et la délibération desdictz Estatz généraulx, portant ledict advis ; a esté conclud et arresté que ledict syndic fera continuer, audict Conseil, la poursuite nécessaire pour obtenir la permission d'imposer annuellement sur les habitans contribuables aux tailles dudict diocèse, les sommes de deniers à quoy pourra revenir l'entretienement dudict prévost, ses greffier et douze archers, ou aultre tel nombre qui sera par lesdictz Estatz jugé nécessaire chascune année selon les occurrences, pour tenir ledict païs en seureté et le garantir des volleries, brigandaiges et aultres oppressions ordinaires que lesdictz habitans souffrent, à cause de la retraite et séjour que font, dans ledict païs, une infinité de vagabons et gens de mauvaise vie qui y sont réfugiés de divers lieux et païs circonvoisins, estant bien advertiz que ledict prévost n'est assisté du nombre d'archers qui seroit nécessaire pour les pouvoir chasser dudict païs ou s'en saisir pour en faire faire la justice.

Sur le rapport faict par ledict syndic, à ladicte assemblée, des plaintes ordinaires que les haëitans dudict païs font du notable préjudice que le publicq souffre, à



faute de pourveoir à la réparation des pontz et passaiges dudict diocèse, qui sont pour la pluspart ruynez, dont arrivent journellement plusieurs grandz inconveniens, oultre le retardement du trafficq et commerce. Les consulz de Maruejolz ayant dict avoir faict des fournitures pour la réparation de leur pont; requérans qu'il pleust aux Estatz pourveoir à leur remboursement et par mesme moyen à faire fondz pour la réparation de ce qui y reste à faire. Les consulz de Mende, Chirac, Lengoigne et aultres ayans de mesmes requis lesdictz Estatz voulloir pourveoir à la réparation de leurs pontz pour la nécessité qui y est. Ouy ledict syndic touchant l'ordre que tiennent les aultres villes de Languedoc, en semblables cas, auquel ordre ledict sieur syndic a dict les délibérations cy-devant prinses aux Estatz dudict diocèse estre conforme, et notamment celle de l'année dernière, par laquelle, sur pareilles plaintes, il estime avoir esté faict ung si bon règlement sur ce subject, qu'estant bien suivy et exécuté, le publicq en recevra une grande commodité et soulagement. De laquelle délibération, après avoir esté faicte lecture en plaine asssemblée, a esté conclud et arresté qu'elle sera suivye et effectuée et que ledict syndic y tiendra la main exactement. Et d'autant que ledict syndic a faict entendre ausdictz Estatz, comme ces années passées, certains consulz d'aulcunes villes, dudict diocèse, ont receu quelques sommes de deniers du païs, pour soubvenir à la réparation de leurs pontz, sans qu'ilz ayent faict apparoir de l'employ desdictz deniers, moings appellé ledict syndic avec le greffier dudict païs, pour assister à la visitation desdictz pontz et en faire le verbal avec les aultres solennités et formes requises, suivant lesdictes délibérations et réglemens.



A esté ordonne, ausdictz syndic et greffier, de veoir et vérifier lesdictes réparations faictes par lesdictz consulz, ensemble l'employ desdictz deniers. De quoy lesdictz Estatz leur ont donné pouvoir, et à ceste fin se faire représenter les comptes ou estatx de la despence, avec les pris faictz et aultres pièces vérifiantes sur lesdictz estatx, comme aussi s'informer au vray des péages qui se lèvent par les seigneurs des lieux où lesdictz pontz sont scítuez, pour du tout, faire rapport aux prochains Estatz, affin d'estre par eulx pourveu et délibéré sur les difficultés que y pourront escheoir.

A esté encores exposé par ledict sieur de Fumel, syndic, que se trouvant à Montpellier ces dernières années, il estime estre du devoir de sa charge de visiter la maison du collège fondé audict Montpellier, par le pape Urbain V, de très-heureuse mémoire, en faveur de cinq escolliers, originaires du présent diocèse, qui est comme ung séminaire pour la jeunesse de ce païs, estudiant en la faculté de médecine, et ayant vérifié que ladicte maison s'en allait totalement en ruyne, s'il n'y estoit promptement remédié ; il en fit son rapport aux Estatz tenuz en l'année 1611, affin qu'il leur pleust y adviser et prévenir, par leur acoustumée prudence, la ruyne d'une chose si utile à cedit diocèse. A quoy lesdictz Estatz ayans esgard, ils firent dès lors imposer la somme de 500 livres, pour estre employée à la réparation de ladicte maison, comme depuis il auroit esté faict. Mais ayant esté, quelque temps après, trouvé ladicte réparation n'estre suffisante, pour rendre ladicte maison assurée et en estat convenable de pouvoir servir d'habitation ordinaire ausdictz escolliers, ledict syndic a requis l'assemblée d'y pourveoir selon son bon plaisir et le



mérite du faict. Sur quoy, après avoir esté délibéré, a esté conclud et arresté que, faisant l'estat des debtes plus pressez, pour les affaires occurrens et plus urgens dudict diocèse, l'année présente, pareille somme de 300 livres y sera employée et comprise, pour avec les aultres parties dudict estat estre vérifiées par MM. les commissaires présidens pour le Roy aux Estatz généraulx de Languedoc, et, sur leur advis, obtenu permission de Sa Majesté, d'imposer et lever ladicte somme sur le général dudict diocèse, à l'effect que dessus, sans pouvoir estre divertie, pour quelque aultre cause que ce soit..

Du mardy, 28<sup>e</sup> dudict mois de janvier, du matin.

Le sieur Rodes-Castaing, docteur et advocat, s'est présenté à l'assemblée, comme envoyé de M. d'Arpajon, et veu sa procuration, a esté receu en icelle, après avoir presté le serement acoustumé.

Ledict sieur de Fumel, syndic, continuant son rapport, a dict et représenté que l'année dernière, au mois de septembre, lesdictz sieurs commis et députés dudict diocèse, ayant eu advis comme Mgr le Connestable avait faict donner quartier à sa compagnie d'ordonnance pour loger en ce diocèse, durant certains mois de l'année, comme elle avoit faict en plusieurs aultres diocèses de la Province, suivant le règlement général sur ce faict par Sa Grandeur, ilz auroient jugé nécessaire de le faire acheminer devers sadiete Grandeur, pour luy représenter la pauvreté de ce diocèse, et mesmes la stérilité des foings en ladicte année et essayer de faire descharger ledict diocèse dudict logement. Ce que sadiete Grandeur auroit accordé audict syndic, et ce faisant ordonné la révocation dudict quartier. Mais parce que lors de ladicte



l'office de receveur ancien des tailles dudict diocèse entre eulx commun pour l'attribution de 8 deniers pour livre que Sa Majesté a incorporé audict office, duquel la moitié luy appartient; ledict Parades luy auroit cy-devant offert, comme il faict encores, de fournir et luy rembourser la moitié de ladicte finance, ores que ledict paiement ne luy ayt jamais esté notifié. Et sur ce auroit esté replicqué par ledict Roux que l'arrest allégué par ledict Parades ne peult avoir lieu qu'au préalable il n'ayt satisfait aux charges et conditions portées par icelluy, touchant les deniers ordinaires quoyque ledict arrest soit contraire aux commissions et instructions de MM. les commissaires présidents aux Estatz généraulx de Languedoc, mais non pour les deniers extraordinaires, parce que ledict Roux, suivant l'édict de Sa Majesté et l'arrest du Conseil d'Estat et de la Chambre des Comptes, a payé de ses propres deniers, à la prière dudict Spéronnat, ladicte taxe faicte audict Conseil pour la recette desdictz deniers extraordinaires, laquelle ledict Parades n'avoit daigné payer dans le temps limitté ny encores depuis icelluy. Lequel expiré à faulte de paiement, Sa Majesté permet au porteur des quittances du trésorier des parties casuelles de commettre à ladicte recepte extraordinaire avec deffenses aux receveurs pourvez en titre, de les troubler ny empescher, si bien que ledict Roux, commis, porteur desdictes quittances et ayant droict remis dudict Spéronnat, est bien fondé à persister, comme il faict, en ses premières réquisitions, attendu mesmes qu'il n'a esté ouy ny appellé en ladicte Cour des Aydes sur le faict dudict arrest. Sur quoy, après avoir esté délibéré par ladicte asssemblée, a esté conclud que les parties se retireront, si bon leur semble, par-



devant MM. les commissaires de l'assiette pour estre par eux reiglées ainsi qu'ilz verront estre à faire par raison.

Sur les requestes présentées ausdictz Estatz, de la part des religieux Augustins et Jacobins de ceste ville de Marnet, comme aussi des consulz, en faveur de l'hospital d'icelle, tendantes à ce qu'il pleust ausdictz Estatz leur octroyer et faire imposer, en la présente assiette, la somme de 300 livres à chascun, pour ayder à la réédification des églises que lesdictz religieux ont commencé de faire rebastir et dudict hospital que lesdictz consulz font aussi redresser, estant impossible aux ungs et aux aultres à faulte de moyens, s'ilz ne sont assistez des aumosnes et charitable secours du païs, de faire achever lesdictz édifices ; lesquels par tel deffault demeurant imparfaictz, tout ce qu'ilz y ont jusques icy employé seroit entièrement perdu et inutile, au préjudice du public. A quoy ayant esgard, lesdictz Estatz, d'ung commun consentement, après avoir délibéré, ont accordé ausdictz religieux Augustins, la somme de 200 livres ; aux Jacobins, 100 livres, et audict hospital 100 livres. Lesquelles sommes seront comprises et employées dans l'estat des debtes dudict diocèse, qui sera dressé pour estre vérifié par MM. les commissaires à ce députés, pour après, sur leur advis, obtenir permission de Sa Majesté d'imposer et lever lesdictes sommes avec les aultres dudict estat, sur le général dudict diocèse, à l'effect pour lequel chascune d'icelles se trouvera destinée, à la charge que l'employ des susdictes trois parties sera faict à l'assistance des consulz de ladite ville.

Lesdictz Estatz, suivant leur ancienne et louable coutume, pour esviter confusion, vérification préalablement faicte, ont déclaré le tour de baron dudict païs de



Gévaudan, appartenir, pour les Estatz de l'année prochaine, à M. le baron de Mercœur, succédant immédiatement en ordre à M. le baron de Florac, qui est en tour aux présens Estatz. Pour lesquelz terminer, M. le vicaire et président a dict que l'on voit d'ordinaire ung bon commencement estre suivy d'une semblable fin, l'ouverture de ceste asssemblée ayant esté faicte par l'invocation de Saint-Esperit et par sa direction, les affaires y ayant pris ung heureux commencement avec une suite et continuation favorisées de l'intelligence et zèle commun desdictz Estatz, tendant à l'avancement de l'honneur et gloire de Dieu, du service du païs. Ces choses obligent lesdictz Estatz à finir leur asssemblée par les très-humbles actions de grâces qu'ilz doibvent à Dieu, de tant de faveurs et mesmes des bonnes délibérations prises en icelle avec supplication, à sa divine bonté, d'en faire prospérer les effectz, les assistant de sa sainte bénédiction ; laquelle incontinant après a esté donnée ausdictz Estatz par M. le vicaire et président, suivant la bonne et louable coustume d'iceulx, qui a esté la fin de ladicte asssemblée.

Signé : A. CHANOLHET, vicaire et président.

---



1615

*Ouverture des Etats. — MM. les commissaires de l'assiette. — Rôle de MM. de l'assemblée. — Serment de fidélité au Roi et à la Reine. — Vérification des dettes du pays. — Mesures prises pour arrêter les voleurs répandus dans le diocèse et notamment dans les Cévennes. — Gages du prévôt et de ses archers. — Demande des habitants de Saint-Etienne-Vallée-Française, pour la construction d'un pont. — Prétentions des fermiers de l'équivalent sur le vin qui se recueille dans les Cévennes. — M. Rodes-Castain demande le remboursement de certains frais. — Cautions à fournir par le fermier de l'équivalent. — Dépenses pour la réduction du fort de Peyre. — Prétentions des habitants de Marvejols, qui demandent que le bureau de la recette et celui de MM. les commissaires ordinaires de l'assiette se tiennent alternativement dans leur ville et dans celle de Mende. — Gratification pour prise d'un chef de voleurs. — Demande d'une indemnité par le lieutenant du prévôt. — M. de Canilhac, désigné pour baron de tour. — Clôture des Etats.*

L'an mil six cens quinze, et le mardy dix-septiesme jour de febvrier, environ l'heure de neuf du matin, en la ville de Mende, les gens des Trois Estatz particuliers du païs de Gévaudan et diocèse de Mende, après avoir, selon la bonne et ancienne coustume, de tout temps observée, ouy la messe du Saint-Esperit, en l'église cathédrale dudict lieu, estans assamblez en la salle haulte des maisons épiscopalles, suyvant le mandement de nos seigneurs les commissaires présidens pour le Roy



aux Estatz généraulx de Languedoc, tenuz en la ville de Pézénas aux mois de novembre et décembre derniers, seroient venuz à ladicte asssemblée MM. de Mallevieille, bailly de Gévaudan ; Claude de Duron, docteur en médecine ; Jehan Jausiond, notaire royal, et Ramond Blanc, marchand, consulz de ladicte ville de Mende ; et Pierre de Tardieu, sieur de Séjas, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejolz, commissaires ordinaires de l'assiete dudict diocèse, la présente année. Et ayant prins leurs places et suivant leur ordonnance, lecture faicte, par le greffier desdictz Estatz, des commissions à eulx adressantes, portant pouvoir et mandement d'imposer sur les lieux contribuables aux tailles dudict diocèse, appelez ceulx qui pour ce feront à appeller en la manière acoustumée les sommes et quotités des deniers de l'octroy, erue de 600,000 livres, augmentation de solde, ustencilles, extraordinaire de la guerre et aultres contenues esdictes commissions ; ilz auroient exhorté et requis lesdictz Estatz de se conformer à l'intention de sadicte Majesté et desdictz Estatz généraulx, touchant la levée et payement desdictes sommes, au département desquelles ilz offrent de leur part de procéder, dès maintenant, à l'assistance de ladicte asssemblée ou de telz députés d'icelle qu'il plaira ausdictz Estatz de nommer, affin que les affaires et service de Sa Majesté ne demeurent par ce default retardez. Sur quoy, M. M<sup>e</sup> André de Chanoillet, docteur ez droictz, chanoine en ladicte église, official et vicaire général de Mgr de Mende, comte de Gévaudan, président ausdictz Estatz, auroit dict ausdictz sieurs commissaires que les habitans de ce pais, représentés par ceste asssemblée, ont tousjours rendu tant de témoignage de leur zèle et affection à l'avancement des



affaires et service de sadicte Majesté, qu'encores qu'ils ayent esté affligez, l'année dernière, d'une grande stérilité de bledz et aultres denrées qui ostent le moyen au peuple de contribuer, sans beaucoup d'incommodité au payement des susdictes sommes, il s'asseure néanmoins qu'il n'y a personne, en ceste assemblée, et conséquemment audict pais, qui ne soit disposé de satisfaire à la volonté de sadicte Majesté, en ceste occasion, comme en toute aultre qui regardera le bien de sondict service et la manutention de cest estat, pour lequel ils ne voudroient céder en dévotion et fidélité à aucun aultre diocèse ny province de ce royaume. Ensuite de ce que dessus, et après que lesdictz sieurs commissaires adhérens à la réquisition du syndic dudict pais, ont donné permission ausdictz Estatz de continuer durant quelques jours leur assemblée, suivant l'ancienne coutume, pour conférer de leurs affaires communs et y pourveoir selon la nécessité. Les sieurs députés, qui ont acoustumé d'avoir séance et voix délibérative ausdictz Estatz, ont esté appellez selon leur rang et ordre et les anciens rôles desdictz Estatz, ausquelz se sont trouvez assistans, assavoir, pour l'estat ecclésiastique : M. M<sup>r</sup> Pierre Melos, bachelier ez droictz, chanoine en l'église cathédrale dudict Mende et député du Chapitre de ladicte église ; M. M<sup>r</sup> Anthoine Reynal, bachelier en théologie, curé et recteur de l'église paroissiale de Saint Gervais-lez-Mende ; religieuse personne frère Latp<sup>r</sup> gior Bordes, prieur au monastère des Chambons, vicaire général et envoyé de M. l'abbé desdictz Chambons ; M<sup>r</sup> Jehan de Jehan, docteur ez droictz, envoyé de M. de S. Jehan. Et pour les barons : M. d'Allenet, bailly et intendant général des affaires du duché de Marcour,



aux Estatz généraulx de Languedoc, tenuz en la ville de Pézénas aux mois de novembre et décembre derniers, seroient venuz à ladicte asssemblée MM. de Mallevieille, bailly de Gévaudan ; Claude de Duron, docteur en médecine ; Jehan Jausiond, notaire royal, et Ramond Blanc, marchand, consulz de ladicte ville de Mende ; et Pierre de Tardieu, sieur de Séjas, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejolz, commissaires ordinaires de l'assiète dudict diocèse, la présente année. Et ayant prins leurs places et suivant leur ordonnance, lecture faicte, par le greffier desdictz Estatz, des commissions à eulx adressantes, portant pouvoir et mandement d'imposer sur les lieux contribuables aux tailles dudict diocèse, appelez ceulx qui pour ce feront à appeller en la manière acoustumée les sommes et quotités des deniers de l'octroy, erue de 600,000 livres, augmentation de solde, ustencilles, extraordinaire de la guerre et aultres contenues esdictes commissions ; ilz auroient exhorté et requis lesdictz Estatz de se conformer à l'intention de sadicte Majesté et desdictz Estatz généraulx, touchant la levée et payement desdictes sommes, au département desquelles ilz offrent de leur part de procéder, dès maintenant, à l'assistance de ladicte asssemblée ou de telz députés d'icelle qu'il plaira ausdictz Estatz de nommer, affin que les affaires et service de Sa Majesté ne demeurent par ce default retardez. Sur quoy, M. M<sup>e</sup> André de Chanoillet, docteur ez droictz, chanoine en ladicte église, official et vicaire général de Mgr de Mende, comte de Gévaudan, président ausdictz Estatz, auroit dict ausdictz sieurs commissaires que les habitans de ce pais, représentés par ceste asssemblée, ont tousjours rendu tant de témoignage de leur zèle et affection à l'avancement des



affaires et service de sadicte Majesté, qu'encores qu'ils ayent esté affligez, l'année dernière, d'une grande stérilité de bledz et aultres denrées qui ostent le moyen au peuple de contribuer, sans beaucoup d'incommodité au payement des susdictes sommes, il s'asseure néanmoins qu'il n'y a personne, en ceste assemblée, et conséquemment audict pais, qui ne soit disposé de satisfaire à la volonté de sadicte Majesté, en ceste occasion, comme en toute aultre qui regardera le bien de sondict service et la manutention de cest estat, pour lequel ils ne voudroient céder en dévotion et fidélité à aucun aultre diocèse ny province de ce royaume. Ensuite de ce que dessus, et après que lesdictz sieurs commissaires adhérans à la réquisition du syndic dudict pais, ont donné permission ausdictz Estatz de continuer durant quelques jours leur assemblée, suivant l'ancienne coutume, pour conférer de leurs affaires communs et y pourveoir selon la nécessité. Les sieurs députés, qui ont acoustumé d'avoir séance et voix délibérative ausdictz Estatz, ont esté appellez selon leur rang et ordre et les anciens rôles desdictz Estatz, ausquelz se sont trouvez assistans, assavoir, pour l'estat ecclésiastique : M. M<sup>r</sup> Pierre Melos, bachelier ez droictz, chanoine en l'église cathédrale dudict Mende et député du Chapitre de ladicte église ; M. M<sup>r</sup> Anthoine Reynal, bachelier en théologie, curé et recteur de l'église parrochiale de Saint-Gervais-lez-Mende ; religieuse personne frère Latp<sup>r</sup> gior Bordes, prieur au monastère des Chambons, vicaire général et envoyé de M. l'abbé desdictz Chambons ; M<sup>r</sup> Jehan de Jehan, docteur ez droictz, envoyé de M. de S. Jehan. Et pour les barons : M. d'Allenet, bailly et intendant général des affaires du duché de Marooux,



aux Estatz généraulx de Languedoc, tenuz en la ville de Pézénas aux mois de novembre et décembre derniers, seroient venuz à ladicte asssemblée MM. de Mallevieille, bailly de Gévaudan ; Claude de Duron, docteur en médecine ; Jehan Jausiond, notaire royal, et Ramond Blanc, marchand, consulz de ladicte ville de Mende ; et Pierre de Tardieu, sieur de Séjas, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejolz, commissaires ordinaires de l'assiete dudict diocèse, la présente année. Et ayant prins leurs places et suivant leur ordonnance, lecture faicte, par le greffier desdictz Estatz, des commissions à eulx adressantes, portant pouvoir et mandement d'imposer sur les lieux contribuables aux tailles dudict diocèse, appelez ceulx qui pour ce feront à appeller en la manière acoustumée les sommes et quotités des deniers de l'octroy, erue de 600,000 livres, augmentation de solde, ustencilles, extraordinaire de la guerre et aultres contenues esdictes commissions ; ilz auroient exhorté et requis lesdictz Estatz de se conformer à l'intention de sadicte Majesté et desdictz Estatz généraulx, touchant la levée et payement desdictes sommes, au département desquelles ilz offrent de leur part de procéder, dès maintenant, à l'assistance de ladicte asssemblée ou de telz députés d'icelle qu'il plaira ausdictz Estatz de nommer, affin que les affaires et service de Sa Majesté ne demeurent par ce deffault retardez. Sur quoy, M. M<sup>e</sup> André de Chanollet, docteur ez droictz, chanoine en ladicte église, official et vicaire général de Mgr de Mende, comte de Gévaudan, président ausdictz Estatz, auroit dict ausdictz sieurs commissaires que les habitans de ce pais, représentés par ceste asssemblée, ont toujours rendu tant de témoignage de leur zèle et affection à l'avancement des



affaires et service de sadicte Majesté, qu'encores qu'ils ayent esté affligez, l'année dernière, d'une grande stérilité de bledz et aultres denrées qui ostent le moyen au peuple de contribuer, sans beaucoup d'incommodité au payement des susdictes sommes, il s'asseure néanmoins qu'il n'y a personne, en ceste assemblée, et conséquemment audict pais, qui ne soit disposé de satisfaire à la volonté de sadicte Majesté, en ceste occasion, comme en toute aultre qui regardera le bien de sondict service et la manutention de cest estat, pour lequel ils ne voudroient céder en dévotion et fidélité à aucun aultre diocèse ny province de ce royaume. Ensuite de ce que dessus, et après que lesdictz sieurs commissaires adhérens à la réquisition du syndic dudict pais, ont donné permission ausdictz Estatz de continuer durant quelques jours leur assemblée, suivant l'ancienne coutume, pour conférer de leurs affaires communs et y pourveoir selon la nécessité. Les sieurs députés, qui ont acoustumé d'avoir séance et voix délibérative ausdictz Estatz, ont esté appellez selon leur rang et ordre et les anciens rôles desdictz Estatz, ausquelz se sont trouvez assistans, assavoir, pour l'estat ecclésiastique : M. M<sup>r</sup> Pierre Melos, bachelier ez droictz, chanoine en l'église cathédrale dudict Mende et député du Chapitre de ladicte église ; M. M<sup>r</sup> Anthoine Reynal, bachelier en théologie, curé et recteur de l'église paroissiale de Saint-Gervais-lez-Mende ; religieuse personne frère Latigier Bordes, prieur au monastère des Chambons, vicaire général et envoyé de M. l'abbé desdictz Chambons ; M<sup>r</sup> Jehan de Jehan, docteur ez droictz, envoyé de M. de S. Jehan. Et pour les barons : M. d'Allenot, bailly et intendant général des affaires du duché de Marccour,



envoyé de M. le baron de Mercœur, baron de tour, la présente année ; M<sup>e</sup> Jehan Michel, baille et lieutenant en la justice de la baronnie d'Apcher, envoyé de M. le baron d'Apcher ; noble Loys de Gan, envoyé de M. de La Faurie, comme baron de Peyre ; M<sup>e</sup> Pierre Borrelli, sieur de Pelouze, docteur ez droictz, envoyé de M. le baron du Tournel ; noble Claude Pollalion, sieur de Bouzolz, comme tuteur onéraire de M. le baron de Canillac. Et pour les aultres nobles : M. de Cogossac, sieur de Servières, en personne ; M. Adam Bouton, docteur ez droictz, envoyé de M. de Montauroux ; M<sup>e</sup> Pierre Vachery, aussi docteur ez droictz, envoyé de M. de Montrodat ; M<sup>e</sup> Guillaume Bardon, aussi docteur, envoyé de M. de Mirandol ; M<sup>e</sup> Pierre Rodes-Castaing, aussi docteur, envoyé de M. de Sévérac ; Jehan-Jacques de Columb, envoyé de M. de Barre ; M<sup>e</sup> André Bayssenc, aussi docteur ez droictz, envoyé de M. d'Arpajon ; noble Claude de Lacam, envoyé de MM. les consulz nobles de La Garde-Guérin. Et pour le Tiers-Estat : Pierre Grosset, marchand et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Chirac ; M<sup>e</sup> Michel Flourit, notaire royal et 1<sup>er</sup> consul de la ville de La Canorgue ; M<sup>e</sup> Jehan Gras, marchand et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Saint-Chély-d'Apcher ; Jehan Lafon, 2<sup>e</sup> consul de la ville de Salgues ; M<sup>e</sup> Bertrand Bufière, notaire royal et 1<sup>er</sup> consul de la ville du Malzieu ; Estienne Relian, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Florac ; Louys Bousquet, syndic d'Yspaniac ; Jehan de Chalvidan, bourgeois, député au lieu du consul de la ville de Sainte-Enimie ; Charles Lahondès, consul de Châteauneuf-de-Randon ; Barthélemy Gerbaud, procureur de Serverette ; M<sup>e</sup> Pierre Calmel, 1<sup>er</sup> consul de Saint-Estienne-de-Valfrancisque ; Anthoine Catillon, 1<sup>er</sup> consul de la



ville de Lengoigne ; M<sup>e</sup> Jehan Vareilles, notaire royal et consul de Saint-Germain, député pour la viguerie de Portes ; Pierre Corbier, marchand, consul de Barre ; M<sup>e</sup> Pierre Chalmeton, docteur ez droictz, député pour le syndic de Saint-Auban ; Ramond Nogaret, marchand, député pour les procureurs du mandement de Nogaret. Tous lesquelz assistans, après que leurs pouvoirs et procurations ont esté leues en plaine asssemblée, ont presté le serement acoustumé entre les mains de mondict sieur le président, de procurer et opiner en ladicte asssemblée, choses tendant à l'honneur et gloire de Dieu, à l'avancement du service du Roy et au repos et soulagement du publicq et de ne divulguer les affaires secrettes des Estatz.

Dudict jour XVII<sup>e</sup> febvrier, de relevée, au lieu  
et président que dessus.

Le sieur de Fumel, syndic dudict païs, a dict qu'ayant eu l'honneur d'assister aux Estatz généraulx de Languedoc, dernièrement tenuz à Pézénas, et veu comme ilz auroient donné commencement à leur asssemblée, par ung acte fort louable et digne de bons et fidelles subjectz du Roy, qui fut de renouveler le serement de fidélité deub à Sa Majesté et par eulx faict en leur précédente asssemblée, l'année dernière, sa charge l'oblige d'en tenir advertie la présente asssemblée et mesmes de ce que par la délibération desdictz Estatz généraulx est expressément porté que le mesme serement sera renouvelé ez assiettes de chascun diocèse de la province, affin qu'unanimement et d'ung cœur égal, tous les habitants soient disposez à renverser les artifices et mauvais desseings qui se pourroient faire contre l'Etat. Sur quoy,



après avoir esté faict lecture de ladicte délibération, lesdictz Estatz particuliers, suivant leur naturelle inclination et debvoir de bons et fidelles subjectz, à l'exemple desdictz Estatz généraulx, ont unanimement promis et juré, au nom de tous les habitans dudict diocèse et pais représentez par ceste asssemblée, de se maintenir et conserver inviolablement en l'obéyssance et fidélité qu'ilz doibvent à Sa Majesté et à la Royné, comme leurs très-humbles, très-obéyssans et fidelles subjectz, et d'employer leurs moyens et leurs vies pour le bien de leur service et de l'Estat contre ceulx qui voudroient attanter ou entreprendre aulcune chose au préjudice de leurs Majestés ou du repos publicq; que s'il en vient quelque chose à leur notice, d'en advertir aussitost leurs Majesté ou Mgr de Montmorancy, gouverneur et lieutenant général pour Sa Majesté en Languedoc et aultres qui ont, en leur absence, autorité en ladicte province, afin que par leurs prudents advis, conseil et force, il y soit remédié.

Davantaige a esté remonstré par ledict sieur de Fumel, syndic, qu'après plusieurs obstacles et empeschemens survenuz à l'exécution de l'arrest du Conseil d'Estat, touchant la vérification des debtes dudict diocèse, enfin l'arrivée de MM. Delhon et de Gallières, trésoriers généraulx de France, en la généralité de Montpellier, commissaires députés par le Roy à ladicte vérification, s'estans acheminez exprez et renduz en ceste ville, l'année dernière, avoit faict prendre espérance de veoir mieux succéder ceste procédure pour la liquidation desdictz debtes au soulagement dudict pais qu'elle n'avoit faict jusques alors; mais de mauvais rencontre, il y seroit encores survenu un nouveau sujet de retar-



dement, d'autant que à peine lesdictz sieurs commissaires avoient commencé à mettre la main à l'œuvre, qu'ilz furent contrainctz de la quitter et remettre la continuation à ung aultre temps en ville de Montpellier, à cause de l'advis qui fut dès lors donné audict sieur de Gallières, de la nomination faicte de sa personne à la charge de premier consul de ladicte ville, où il s'achemina incontinant pour l'exercice de ladicte charge ; laquelle l'ayant presque tousjours depuis rendu fort occupé et une partie du temps absent dudict Montpellier, pour se trouver aux assamblées nécessaires sur la convocation des Estatz généraulx de ce royaume, où pareillement il s'est acheminé comme l'ung des députés en iceulx ; tellement que jusques au retour dudict sieur de Galières et qu'il soit hors de ladicte charge consulaire, il ne fault pas espérer de rien avancer en cest affaire ; n'ayant ledict sieur Delhon voulu travailler seul en l'absence de son collègue, comme il n'y avoit pas grande apparance, bien qu'il en ayt esté fort poursuivy et importuné par aucuns des créanciers du païs, ains les auroit remis au retour dudict sieur de Galières ; de quoy icelluy syndic a estimé debvoir tenir advertie ladicte assamblée pour l'importance de l'affaire, affin que chacun sache que s'il y a du retardement, il ne procède d'aucun deffault de sa part ny de MM. les commis et députés dudict païs qui ont faict jusques à présent tout ce qui pourroit dépendre d'eulx, comme seroit par plusieurs délibérations qu'ilz en ont prinzes outre celles des Estatz qui n'ont peu sortir effect à cause des empeschemens ; desquelles après avoir esté faicte lecture à ladicte assamblée, a esté conclud qu'estant Mgr de



Mende et ledict sieur de Galières, revenuz desdictz Estatz généraulx, les créanciers ou aultres prétendans quelque chose sur le païs, seront advertiz, à la diligence dudict syndic, de se trouver en ceste ville pour veoir s'il y aura moyen, pour la dernière fois, de liquider avec lesdictz sieurs commis et députés, en présence de mondict Sgr de Mende, ce qui est de leurs prétensions et en demeurer d'accord à l'amyable, sans entrer en plus grandz fraiz et despenses, pour après remettre le tout devers lesdictz sieurs commissaires, affin d'y apporter leur authorisation par les formes en tel cas requises, avec leur advis nécessaire pour l'atermoyement desdictz debtes et permission qu'il conviendra obtenir au Conseil, pour l'imposition d'iceulx.

Sur les grandes plaintes qui ont esté faictes à ladicte assemblée, par plusieurs députés des villes et lieux dudict païs et notamment du quartier des Cévennes, des fréquentes volleries et aultres excès qui s'y commettent journellement sur le pauvre peuple, avec toute licence et impunité ; ouy sur ce ledict syndicq dudict diocèse, qui a dict qu'en la dernière assemblée des Estatz généraulx, les députés d'aulcuns diocèses ayant faict semblables plaintes et mesmes ceulx de Narbonne, Carcassonne, Alais, Lymoux et Mirepoix, où les volleurs ont pris tel advantaige qu'ilz ont osé entreprendre d'assaillir et saisir des villes et chasteaulx par escallade et commis toute sorte d'actes d'hostilité ; lesdictz Estatz généraulx, pour couper chemin à ces maulx et aultres plus grand que la tollérance pouvoit apporter à toute la province, auroient advisé de faire fondz d'une certaine somme pour estre imposée, moitié sur lesdictz diocèses et l'autre sur la province, et employée à l'entretienement de cer-



tain nombre de soldatz qui seront conduictz par trois gentilzhommes, telz qu'il plaira à Mgr de Montmorancy nommer, chascun en son quartier, pour courir sus ausdictz volleurs; néantmoins supplier Sa Grandeur de renouveler le reiglement faict, par feu Mgr le Connestable, contre les volleurs, avec très-expresse deffense, à tous gentilz hommes et aultres personnes, de les retirer dans leurs maisons ny leur donner faveur, à peine d'estre déclarez coupables de leurs maléfices et raze-ment de leurs maisons. Et en cas ilz se trouveroient dans icelles, permis aux syndicz des diocèses de poursuivre l'exécution dudict reiglement, et que les délibérations prinzes pour raison des prévostz, en l'assemblée des derniers Estatz, seront exécutées. Et bien que ce diocèse ne soit au mesme prédicament que les dessusdictz et que, Dieu grâces, le mal ne soit venu à de si grandes extrémités, si il est nécessaire, qu'il plaise aux Estatz d'y remédier par les meilleurs moyens que l'assemblée scaura trop mieulx adviser. Entre lesquels, oultre l'entretenement du prévost avec son greffier et nombre d'archers suffisant, qui sont tousjours nécessaires pour se porter en tous les endroictz du diocèse, selon les occurrences, il s'en présente ung particulier pour purger les Cévennes. où les volleries, meurtres et aultres excès et violences se trouvent maintenant plus fréquentz; c'est de quatre sieurs gentilz hommes dudict pays, assavoir . M. le comte du Roure et MM. d'Ayres, de Miral et Pastorel, qui plains de zèle et d'affection au repos et soulagement du pauvre peuple, offrent de s'employer de tout leur pouvoir à ung si bon œuvre et se promettent, avec le commandement de Mgr de Montmorancy, qu'ilz demandent, sur ce subject, de dissiper lesdictz



volleurs quoyque favorisez par certains gentilz hommes dudict païs et en faciliter la punition exemplaire par la voye de la justice, ne demandant aultre récompense que le remboursement des fraiz qui leur conviendra, employer pour l'exécution de leur desseing. Requérant icelluy syndic qu'il pleust ausdictz Estatz en délibérer et par mesme moyen pourveoir à l'entretienement du prévost et greffier avec le nombre d'archers suffizant, comme chose très-nécessaire audict païs ; estant certain que le courage de mal faire va croissant et augmentant aux volleurs et brigandz à mesure que l'autorité de la justice et la force du prévost, qui consiste au nombre de bons archers, va diminuant, comme il est arrivé en ce païs depuis quatre ou cinq ans que ledict prévost n'a eu qu'ung ou deux archers entretenus, non par faulte de bonne volonté des Estatz qui ont tousjours bien reconnu ung plus grand nombre estre très-nécessaire, mais que faulte de moyens, ayant les commissaires des assiettes faict refus depuis l'édict d'érection, en titre d'office des prévostz diocésains de ceste province, quoyque révoqué, d'imposer, comme ilz souloient faire auparavant, les gaiges et entretienement desdictz prévostz, greffier et archers, sans expresse permission du Roy, ores que de tout temps ilz eussent acoustumé de le faire comme deniers ordinaires. Au moyen de quoy lesdictz Estatz, pour n'habandonner le païs de tout aux volleurs, faisant de nécessité vertu, auroient chascune année faict emprunter certaine somme de deniers pour subvenir audict entretienement, en attendant qu'il pleust au Roy et nos seigneurs de son Conseil, octroyer ladicte permission, comme on luy en donne maintenant espérance après une longue et importune poursuite qu'il en a faict faire audict



Conseil avec plusieurs formalités unisitées qu'il a fallu observer jusques à rapporter audict Conseil advis desdictz Estatz généraulx de la nécessité dudict prévost (quoy qu'il soit notoire n'y avoir diocèse en la province qui en ayt plus de besoing), voire mesmes en avoir faict charger le cahier présenté à Sa Majesté l'année dernière de la part desdictz Estatz généraulx. Veu par ladicte asssemblée les délibérations prinzes sur ce subject, les années dernières, et pareillement ouy le sieur Armand, prévost, qui a protesté ne pouvoir s'aquitter de sa charge s'il ne plaist ausdictz Estatz, comme il les en supplie, luy pourveoir d'un plus grand nombre d'archers, bien soldoyé et entretenus et leur donner moyen d'avoir des cazacques, sans lesquelles ilz ne peuvent ny doibvent vacquer à l'exercice de leur charge; a esté délibéré et conclud que ledict syndic continuera la poursuite commencée au Conseil pour obtenir ladicte permission d'imposer l'entretienement dudict prévost, greffier ordinaire et archers de la prévosté, en nombre suffizant et nécessaire pour ne laisser le païs sans justice et ne donner advantaige aux volleurs de ne rien craindre, que ledict syndic empruntera la somme de 1,800 livres, pour estre employée, par l'advis et les mandemens de MM. les commis et députés dudict païs, au faict de ladicte prévosté, selon l'occurence et nécessité des affaires, soit pour ledict entretienement, achept des cazaques ou autrement, ainsi que par eulx sera advisé pour le bien dudict diocèse; à la charge que le païs relèvera ledict syndic des obligations qu'il luy conviendra passer à cest effect, tant en principal qu'interestz et despens, si aucuns il souffroit à ceste occasion. Et pour n'obmettre aucune chose qui puisse servir au repos et soulagement



du pauvre peuple, que Mgr de Montmorancy, gouverneur de la province, sera très-humblement supplié, au nom desdictz Estatz particuliers, de faire une despesche aux gentilsz hommes susnommez pour leur ordonner de mettre à exécution, au plustost, leur bonne intention contre lesdictz volleurs, et néantmoins que ledict règlement faict contre eulx, par Mgr le Connestable et ordonnance sur icelluy de mondict seigneur de Montmorancy, sera publié à la diligence dudict syndic, par tous les lieux dudict diocèse où il sera advisé nécessaire. Et par mesmes moyens sera informé et procédé par ledict prévost contre les recélateurs et faulseurs desdictz volleurs, par les voyes en tel cas requises et acoustumées par la justice. En quoy ledict sieur Armand, prévost, sera exhorté de vacquer soigneusement comme en toute aultre chose qui deppendra de sa charge et d'y faire mieulx son debvoir que jamais, comme la nécessité le requérant.

Sur ce que le consul de St-Estienne-de-Valfrancisque auroit exposé à l'assemblée que puy naguières les habitants dudict lieu se seroient aperçuz d'une commodité de dresser ung pont sur leur rivière, en l'endroit d'ung terroir appelé Mareuil, proche dudict lieu, ce qu'ilz auroient estimé debvoir faire représenter en ceste, asssemblée non tant pour l'utilité particulière qu'ilz pourroient recevoir, bien petite, de la construction dudict pont, comme pour celle du publicq qui en ressentira ung grand fruict et soulagement, tant pour la facilité du trafficq et commerce, que pour toute sorte de gens, allant dudict diocèse au bas Languedoc, d'autant que durant l'hyver les empeschemens du chemin ancien sont si grandz, à cause des neiges et de la rigueur du temps, qu'il est impossible



d'y passer sans danger d'y perdre la vie, comme il arrive souvent à ceulx qui s'exposent au péril, oultre qu'il est fort fréquenté des brigandz et volleurs, pour leur estre le païs favorable et commode ; au lieu que l'autre chemin du costé dudict lieu de Saint-Estienne est beaucoup plus aisé et plus à ouvert contre la rigueur de l'hyver, pour y pouvoir passer en tout temps et plus seur, comme moins fréquenté des volleurs. Requérant icelluy consul qu'il pleust à l'assemblée délibérer sur sa proposition ; offrant, en cas que l'assemblée y feroit difficulté, à cause de l'empeschement qui se pourroit trouver à dresser le chemin accessible au-delà de la rivière, de faire accommoder ledict chemin à leurs despens, sans que le pays y contribue d'aucune chose ; a esté conclud que visitation sera faicte par des expertz qui seront nommez par MM. les commis, syndic et députés dudict païs, tant du lieu où les habitans requièrent ledict pont estre construit, que de la facilité ou difficulté des chemins, tant au-deça que de là ladicte rivière, pour, ouy leur rapport à la prochaine asssemblée des Estatz dudict païs sur la commodité ou incommodité et fraiz de la construction dudict pont, y estre pourveu par lesdictz Estatz ainsi qu'ilz adviseront estre à faire, pour le bien et la commodité dudict pays.

Sur la plainte faicte ausdictz Estatz par les consulz des lieux des Cévennes de ce que contre les articles et reiglemens du païs de Languedoc, faictz, touchant la levée du droict de l'équivalent audict païs, les fermiers d'icelluy veullent contraindre lesdictz habitans desdictes Cévennes au payement dudict droict, pour les vins verdz, autrement appelez vins prins qui se cueillent audict païs, ores que pareille chose ne se pratique en



aucun aultre diocèse de la province ; requérans qu'il pleust ausdictz Estatz y pourveoir. Ouy par l'assemblée la lecture de la délibération prinze aux Estatz tenus en l'année 1604, sur semblable subject ; a esté concud, conformément à ladicte délibération, que le syndic dudict païs se joindra ausdictz consulz en l'instance qui est ou pourra estre intentée pour ce regard et y deffendra pour la conservation des droictz et anciens privilèges dudict pays, suivant ladicte délibération.

La requeste verbalement faicte ausdictz Estatz par le sieur Rodes-Castain, de la ville de Maruejolz, demandant remboursement de certains fraiz, par luy exposez à la prière du syndic dudict païs, ainsi qu'il a dict, pour avoir retiré de la Cour de parlement de Tholoze et envoyé à ses despens, en la Cour des Aydes de Montpellier, certaine procédure faicte par le sieur Regy, de Saint-Geniez, contre le feu sieur du Montet, son beau-père, où le pays à intérêt ; a esté icelle requeste renvoyée à MM. les commis et députés du païs, pour estre pourveu sur la demande dudict sieur Rodes, ainsi qu'ilz verront estre à faire par raison.

Du mercredy, dix-huictiesme dudict mois de febvrier,  
du matin.

Lesdictz Estatz advertiz de la délivrance faicte aux Estatz généraulx de Languedoc, de la ferme du droict de l'équivalent de ce diocèse au sieur Paulet, de Villefort, pour le trienne prochain, et qu'il est impossible audict fermier, à cause de l'empeschement des chemins et extrême rigueur du temps, se trouver en la présente assemblée pour y présenter ses cautions, comme il est tenu et désire faire pour la descharge et seureté dudict



diocèse, ont subrogé en leur place MM. les commis, syndic et députés dudict païs pour, avec MM. les commissaires de l'assiette, recevoir lesdictes cautions au plus-tost que faire se pourra pour l'assurance de ladicte ferme, ainsi qu'il est acoustumé.

M. Duron, docteur en médecine et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Mende, a exposé à l'assemblée, tant en ladicte qualité de consul de ladicte ville que pour et au nom des consulz des villes de Maruejolz, Chirac, La Canorgue, Sainte-Enymie, Chanac, Yspaniac, lieux du Pompidour et Maletaverne à luy adhérens, qu'ayant pleu à Mgr de Montmorancy, gouverneur et lieutenant général pour le Roy, en Languedoc, pour faire rendre l'obéyssance deue par ceulx qui estoient dans le fort de Peyre, envoyer en ce diocèse M. de Pérault, sénéchal de Beaucaire et Nismes, et s'accompagner des gardes commandées par le sieur de Lacroix, avec commandement de leur fournir les vivres et munitions nécessaires et toute main forte qui seroit requise ; lesdictz consulz, satisfaisant à l'intention de Sa Grandeur, auroientourny à la despense et passaige nécessaire desdictz gens de guerre, allant audict lieu de Peyre ou retournant d'icelluy ; et d'autant qu'il ne seroit raisonnable que ceste despense, qui ne regarde aucunement leur particulier ny de leurs communaultez, ains plustost tout le païs, tombast seulement sur lesdictes villes et lieux ; ledict sieur consul, aux noms susdictz, a requis ladicte asssemblée de pourvoir à leur remboursement sur les deniers communs dudict diocèse. Sur quoy, ouy le syndic dudict diocèse qui a dict qu'ayant mondict seigneur de Montmorancy tesmoigné tant par les lettres qu'il avoit escriptes à MM. les commis et députés dudict païs, que par les com-



missions qu'il avoit faict expédier ausdictz sieurs sénéchal et de Lacroix, portans commandement ausdictz sieurs députés de faire fournir aux despenses nécessaires, combien il désiroit le secours et assistance dudict diocèse, pour la prompte exécution de sa volonté en ceste occasion, il estoit difficile de s'en excuser, sans donner subject de mescontentement à mondict seigneur, bien que cest affaire semble ne regarder proprement que trois ou quatre particuliers qui disputent le droict qu'ilz prétendent sur la baronnie de Peyre, raison qui estoit assez plausible, pour supplier mondict seigneur exempter ledict païs de ceste corvée, si le respect de son auctorité et de la particulière bienveillance qu'il tesmoigne à l'endroit de cedict païs, à l'invitation de feu Mgr le Connestable, son père, n'eust esté plus considérable, joinct la modicité de ladicte despense qui ne scauroit revenir en tout qu'environ de six vingtz escus avec ce que mondict sieur le sénéchal, par son ordonnance, en a réservé le remboursement au païs sur les fruictz de ladicte baronnie. Veu laquelle ordonnance, lettres de Sa Grandeur et coppie desdictes commissions; a esté conclud et arresté que ladicte despense sera mise sur le général dudict diocèse, pour le remboursement desdictz consulz et aultres qui l'ont fournye, à la charge de le répéter sur les fruictz de ladicte baronnie dont ledict syndic est chargé faire sur ce les poursuites nécessaires partout où il apartiendra.

Sur ce que le sieur de Fumel, syndic dudict païs, a représenté ausdictz Estatz, qu'entre tous les affaires où sa charge le rend obligé de veiller soigneusement ceulx qui peuvent causer quelque changement à l'ancien ordre et privillèges du païs ou porter conséquemment et inte-



rest au public luy, doibvent estre avec le repos et soulagement du peuple en singulière recommandation. C'est pourquoy, à son retour en ceste ville, venant de l'assemblée faicte à Beaucaire pour la députation d'aulcuns personnaiges de ladicte sénéchaussée aux Estatz généraulx de ce royaume, ayant esté adverty de certaine procédure faicte le XIII<sup>e</sup> aoust dernier par M<sup>e</sup> Guillaume de la Caze, juge ordinaire de la ville de Compeyre, en qualité de commissaire choisy par les consulz de la ville de Maruejolz, pour l'exécution d'un arrest, donné par provision au Conseil, sur certaine sentence obtenue, par lesdictz consulz, de MM. les commissaires exécuteurs de l'édict de Nantes en l'année 1601, par laquelle procédure ledict Caze auroict mis en possession les habitans dudict Maruejolz, d'avoir en leur ville alternativement le bureau de la recepte des deniers qui seront imposez audict diocèse, comme aussi toutes les assamblées particulières de MM. les commis et députés du diocèse qui se feront pour les affaires occurrens ez années que ladicte ville sera en tour d'avoir la séance de la Cour du bailliaige de Gévaudan; icelluy syndic auroit estimé manquer par trop à son debvoir de ne se rendre opposant, comme il auroit faict par l'avis et délibérations desdictz sieurs commis et députés de la susdicte procédure, et à ceste fin obtenir lettres de relief de la grande chancellerie, et en vertu d'icelles faict assigner lesdictz consulz de Marieujolz audict Conseil. Et bien qu'il ne face aucune difficulté d'estre bien fondé audict appel, estant chose très-véritable et très-notoire et laquelle nul des habitans du pais, aultres que de ladicte ville de Maruejolz, ne scauroit révoquer en doute que de tout temps ledict bureau de ladicte recepte et lesdictes assamblées desdictes sieurs



commis ne se soient tenuz en ladicte ville de Mende, continuellement, aussi bien ez années que la séance de ladicte Cour du bailliaige et des Estatz dudict païs ont esté audict Maruejolz, comme ez aultres années, ainsi qu'il est très-facile de vérifier par tesmoings et par actes indubitables dont il est muny, et que par ce moyen lesdictz consulz de Maruejolz ne se trouvent descheuz de ceste innovation qu'ilz prétendent faire à l'ordre et formes anciennes du pays, attendu mesmes que par ladicte sentence desdictz sieurs commissaires est porté que ledict bureau et assamblées se tiendront tout ainsi et en la mesme forme et manière qu'à esté faict et qu'il en a esté uzé par cy-devant, tellement que les choses doibvent demeurer en l'ancien estat; joinct qu'en la province de Languedoc, l'uzage ordinaire est tel que le bureau de la recette des tailles, équivalent et aultres deniers du Roy, s'est tousjours faicte dans les villes capitales des diocèses comme est ladicte ville de Mende; Toutesfois, pour l'importance et conséquence de l'affaire, il n'a voulu entreprendre ceste poursuite sans le commandement desdictz Estatz, s'ilz trouvent qu'elle se doibve faire pour le bien du païs. Requérant qu'il leur pleust en délibérer et luy ordonner ce qui sera de leurs intentions. Ouy sur ce le sieur de Séjas, consul de ladicte ville de Maruejolz, insistant au contraire et disant que, conformément au pariaige faict entre le Roy et Mgr l'évesque de Mende, lesdictes assamblées et bureau de la recette se sont tenues en ladicte ville de Maruejolz, sauf durant les troubles ez années esquelles la séance de ladicte Cour du bailliaige estoit en ladicte ville, comme il en fera apparoir par bons actes; de sorte que ledict syndic, estant mal fondé, il n'y a lieu de luy donner



charge de faire ladicte poursuite. Veu par lesdictz Estatz, ladicte sentence desdictz sieurs commissaires exécuteurs de l'édict de Nantes, l'arrest du Conseil et l'extroict de la procédure dudict de la Caze, juge de Compeyre, a este conclud et arresté, attendu qu'il s'agist de la conservation des privilléges dudict païs, que ledict syndic continuera ladicte poursuite, aux despens dudict païs, jusques à ung arrest inclusivement.

Après laquelle conclusion ledict consul de Marieujolz, ayant proposé de surseoir ladicte poursuite jusques au retour de Mgr de Mende, des Estatz généraulx, pour adviser de demeurer d'accord de ce différend par son entremise, sans constituer les parties en plus grand fraiz de la poursuite dudict procès ; a esté arresté, du commun consentement dudict consul de Marieujolz et desdictz Estatz, que ladicte poursuite cessera et demeurera en surséance de part et d'autre, jusques au retour de mondict seigneur de Mende, pour luy en communiquer, et, par son entremise et autorité, adviser les moyens plus convenables pour terminer ce différend à l'amyable, sans entrer en plus grandz fraiz de procès.

Sur la requeste présentée ausdictz Estatz par M<sup>e</sup> Olivier Bragouse, notaire royal de Vebron, tendant à ce qu'il pleust à l'assemblée luy accorder la somme de 300 livres ou telle aultre, qu'il luy plaira, pour l'indemniser en partie des fraiz qu'il a faictz pour dissiper une troupe de volleurs, liguez aux environs dudict lieu, comme il seroit arrivé par son moyen, ayant faict saisir ung nommé Jacques Maurin, l'ung des principaulx de leur troupe et icelluy faict condamner et conduire aux gallères, où il est de présent ; ayant à ces fins faict une longue poursuite, tant au présidial de Nismes qu'en la



Chambre de Castres, comme il a faict veoir par les jugements et arrest sur ce obtenuz, qu'il a exhibés, avec désir de continuer contre les complices, si le pays luy en donne quelque commodité. Veu, par ladicte asssemblée, lesdictz jugements et arrest, et pour donner courage au suppliant d'effectuer sa bonne volonté, lesdictz Estatz luy ont accordé la somme de 60 livres.

Sur la réquisition faicte par le sieur Armand, lieutenant en ce diocèse, de M. le prévost général de Languedoc, pour estre récompensé des frais extraordinaires par luy faictz en la procédure et recherche du vol des deniers que le sieur Calvet, receveur des tailles audict diocèse, faisoit conduire à Montpellier, où il auroit employé le greffier et archers de la prévosté plusieurs journées et vacations extraordinaires, sans aucune recommandation, oultre la perte d'un cheval qui luy seroit mort, faisant ladicte procédure ; a esté conclud que ledict sieur Armand se retirera, si bon luy semble, à celluy ou ceulx qui l'ont employé en cest affaire, auquel le pais prétend n'avoir aucun interestz et par conséquent n'estre tenu à aucuns fraiz pour ce regard.

Suyvant la coustume de tout temps observée, lesdictz Estatz, après avoir faict vérifier les registres des assemblées des années dernières, ont déclaré le tour de baron dudict pais, pour assister aux Estatz généraulx de Languedoc en leur prochaine asssemblée, appartenir à M. le baron de Canilliac, comme succédant immédiatement à M. le baron de Mercœur, qui estoit en tour à la dernière asssemblée desdictz Estatz généraulx, et en oeste qualité M. d'Alleret, son envoyé, auroit assisté en la présente asssemblée desdictz Estatz particuliers de ce pais. Pour fin desquelz, M. le vicaire et président, après avoir



exhorté l'assemblée à l'union et concorde des uns avec les autres et la continuation de la fidélité et obéissance due à leurs Majestés et le repos et soulagement du pauvre peuple, suivant la charge expresse qu'il pleut à Monseigneur de Mende luy en donner à son despart ; il auroit donné la bénédiction aux assistans, ainsi qu'est de bonne et louable coustume, qui auroit esté la fin desdictz Estatz.

Signé : A. CHANOLHET, vicaire et président.

---

1616

*Les commissaires de l'assiette. — MM. des Etats. — Protestation de M. Du Tournel au sujet de ses droits sur la baronnie de Cénaret. — La procuration du consul de la viguerie de Portes à régulariser. — Différent entre les consuls de Marvejols et de Mende. — Contestation entre les prétendants à la baronnie de Peyre. — Admission de l'envoyé de M. de Mirandol. — Réquisitions au sujet de la vérification des dettes du pays et délibération portant que les trésoriers de France, MM. Delon et Gallières, seront priés de se rendre à Mende. — Différent entre le Languedoc et le Rouergue, au sujet des gabelles. — Entretien des gens de guerre au château de Peyre, et sommes à imposer à cet effet. — Contestation au sujet de la levée des impositions. — Délibéré d'imposer 2,500 livres pour les gages du prévôt, greffier et archers de la maréchaussée. — Propositions pour arrêter les excès*



*commis par les voleurs répandus dans les Cévennes. — Les consuls des Cévennes, ceux de Saugues, Saint-Chély et Le Malzieu, demandent d'avoir un archer et quelques habits d'uniforme pour les faire porter par des personnes affidées. — Le prévôt doit prêter main forte pour la capture des malfaiteurs. — Gratifications pour réparations à l'église de Marvejols, en faveur de l'hospice de la même ville et aux dames du Chambon. — Plaintes contre certains individus qui trompaient le public. — Réparations des ponts. — Dépenses pour logement des gens de guerre. — Clôture de l'assemblée des Etats.*

L'an mil six cens seize et le mardy quinziesme jour du mois de mars, environ huit heures du matin, en la ville de Maruejolz. Les gens des trois Estatz particuliers du pais de Gévaudan et diocèse de Mende, après avoir, selon leur ancienne et louable coustume, ouy la messe de Saint-Esprit, célébrée en l'église collégiale dudict lieu, se sont assemblez en la salle haulte de l'auditoire de ladict ville, suyvant le mandement de nos seigneurs les commissaires présidens pour le Roy aux Estatz généraulx de Languedoc, tenuz en la ville de Pézénas, au mois de décembre dernier. En laquelle asssemblée estans venuz MM. les commissaires de l'assiette dudict diocèse, assavoir : M. de Cornillon, commissaire principal ; M. de Picheron, sieur d'Entraigues, gentilhomme ordinaire de la Chambre de Sa Majesté, bailly de Gévaudan ; M<sup>e</sup> Anthoine Laurens, docteur ez droictz, député de la ville de Mende, en l'absence du premier consul dudict Mende ; Jacques Gisquet, second consul de ladict ville ; M<sup>e</sup> Pierre Rodes-Castaing, aussi docteur et 1<sup>er</sup> consul de ladict ville de Maruejolz, commissaires ordinaires de ladict



assiette. Ledict sieur de Cornillon, proposant le faict des commissions de l'assiette dudict diocèse, la présente année, a dict que la fidélité et obéyssance de tout temps rendue par lesdictz Estatz aux commandemens de Sa Majesté et leur dévotion au bien de son service luy estans assez cognuz et notoires, il estimeroit superflu d'employer le temps à exciter, par discours, la compagnie à ce qui la doibt porter à la prompte exécution du contenu esdictes commissions, en ce qui les regarde. C'est pourquoy se contentant qu'il en soit faicte lecture en la présente asssemblée, il offre de vacquer avec les aultres sieurs commissaires à ladicte exécution en la présence et assistance desdictz gens des Estatz ou de telles personnes d'entre eulx qu'il leur plaira députer à cest effect, et ce faisant, procéder incontinant à l'assiette et département des sommes de deniers portées par lesdictes commissions, desquelles, après avoir esté faicte la lecture en plaine asssemblée, M. M<sup>e</sup> André de Chanoillet, docteur ez droictz, chanoine et official de Mende et vicaire général de très-révérend père en Dieu, M<sup>rs</sup> Charles, évesque et seigneur de Mende, comte de Gévaudan et président desdictz Estatz, auroit réparty audict sieur commissaire principal, que comme les Estatz ont tousjours esté portés de zèle et d'affection à ce qui est du bien du service du Roy et advancement de ses affaires, ilz se disposeront à tout ce qui sera de leur pouvoir sur l'exécution desdictes commissions ; requérant, à cest effect, la permission de continuer leur asssemblée pour en délibérer et par mesme moyen pourvoir aux affaires communs dudict païs, ainsi qu'il est acoustumé de toute ancienneté ; ce qui a esté permis par ledict sieur commissaire.



Et incontinent après, les envoyez et aultres députés à ladicte asssemblée, ont remis les procurations et pouvoirs qui leur ont esté donnez par ceulx qui ont acoustumé d'avoir séance et voix délibérative en ladicte asssemblée ; à laquelle, lecture faicte desdictes procurations, se sont trouvez assistans, assavoir, pour l'Estat ecclésiastique : M. M<sup>e</sup> Vidal Pitot, bachelier ez droictz, chanoine et archidiaque de l'église cathédrale de Mende et envoyé du Chapitre d'icelle ; M<sup>e</sup> Jehan Aldin, docteur ez droictz et lieutenant au bailliaige de Gévaudan, envoyé de M. d'Aubrac ; M<sup>e</sup> Guillaume Du Mazel, chanoine de l'église collégiale de Maruejolz, envoyé de M. de Sainte Enymie ; M<sup>e</sup> Noël Pradal, chanoine et sacristain en la mesme église, envoyé de M. de Lengoigne ; M<sup>e</sup> Anthoine Aldin, docteur ez droictz, juge et envoyé de M. de Paliers ; M<sup>e</sup> Jehan de Jehan, aussi docteur et envoyé de M. de Saint Jehan. Pour MM. les barons et Estat des nobles : M<sup>e</sup> Jehan Michel, lieutenant en la justice de Saint-Chély-d'Apcher, envoyé de M. le baron d'Apcher ; noble Marc Damanzé, sieur du Bois-du-Mont, envoyé par M. de La Faurie, comme ayant droict en la baronnie de Peyre ; M<sup>e</sup> Jehan Rodes, docteur ez droictz, envoyé par M. de Tollet, aussi comme ayant droict en la mesme baronnie de Peyre ; M<sup>e</sup> Michel Duron, aussi docteur, envoyé de M. le baron de Céneret ; M. le baron du Tournel, en personne ; M<sup>e</sup> Vidal Bazalgète, bailly des terres du Randonnat, envoyé de M. le baron de Randon ; noble Jehan de Verny, sieur du Chenin, envoyé de M. d'Allenc ; noble Gabriel de Robert, sieur de Chazalz, envoyé de M. de S. Auban ; noble Jehan-Jacques de Columb, envoyé de M. de Mirandol ; noble Anthoine de Malbosc, sieur de Miral, envoyé de M. de Sévérac ; M. de Seras, sieur de Barre, en per-



sonne ; noble Aldebert de Seguin de Bor, sieur de Prades, envoyé de M. de Gabriac ; M. de Cogossac, sieur de Servièrre, en personne ; Philippe de Gibilin, cappitaine du chasteau et baronnie d'Espeirac, envoyé de M. d'Arpajon ; M<sup>e</sup> Guillaume Bardou, docteur ez droictz, envoyé de MM. les consulz nobles de La Gardè-Guérin. Et pour le Tiers-Estat : M. Anthoine Laurens, docteur ez droictz, député par le premier consul et les habitans de la ville de Mende ; Jacques Gisquet, second consul de ladicte ville ; M<sup>e</sup> Pierre Rodes-Castaing, docteur ez droictz, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejolz ; M<sup>e</sup> Boudany, marchand, 2<sup>e</sup> consul de ladicte ville ; Vincent Lafont, marchand et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Chirac ; M<sup>e</sup> Jehan de Rostang, docteur ez droictz, 1<sup>er</sup> consul de la ville de La Canourgue ; M<sup>e</sup> Pierre Bonnet, aussi docteur, député de la ville de Saint-Chély-d'Apcher ; M<sup>e</sup> Jacques Langlade, docteur ez droictz, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Salgues ; Pierre Trébuchet, notaire royal, 1<sup>er</sup> consul de la ville du Malzieu ; Jehan Mazoyer, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Florac ; M<sup>e</sup> Tristan Grégoire, notaire royal, député de la ville d'Yspaniac ; M<sup>e</sup> Pierre Combes, docteur ez droictz, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Sainte-Enymie ; M<sup>e</sup> Guillaume Bouquet, 1<sup>er</sup> consul de Châteauneuf-de-Randon ; M<sup>e</sup> Anthoine Montjusieu, procureur de la ville de Serverette ; Jacques Masbetnard, procureur de St-Estienne-de-Valfrancisque ; Claude Martin, procureur de la ville de Lengoigne ; Jehan Rozier, procureur de la viguerie de Portes ; Anthoine Gouzin, procureur de Barre ; noble Louis Adam de Robert, bailli et syndic de Saint-Auban ; et M<sup>e</sup> Pierre Dieuloufès, procureur du mandement de Nogaret. Ausquelz assistans ledict seigneur président a faict préster le serment acoustumé de procurer l'avancement de l'honneur



et gloire de Dieu, du service de Sa Majesté et du repos et soulagement du païs et ne révéler les délibérations des Estatz.

Ayant esté remonstré par M. le baron du Tournel, qu'en l'occasion du droict qu'il a en la baronnie de Céneret et dont il y a procès dès longtemps, il auroit toujours protesté ez précédentes assamblées des Estatz dudict païs que, sur la réception qui estoit faicte en icelles des députés qui y estoient envoyez de la part d'aultres personnes que de luy pour y assister au nom du baron de Céneret, il n'entendait prester aucun consentement, ains, au contraire, protestoit de s'y opposer formellement. Il a voulu encores, pour la conservation du mesme droict, réitérer ladicte protestation, en la présente assamblée, sans toutesfois entrer en plus grande contention pour n'interrompre ny retarder les affaires du Roy et du publicq, pour lesquelz la compaignie est assamblée; requérant seulement sadicte protestation estre insérée au présent verbal, pour luy servir en temps et lieu; ce qui luy a esté octroyé par lesdictz Estatz.

La procuration du consul de la viguerie de Portes, ayant esté jugée défectueuse en la forme des clauses ordinaires, observée d'ancienneté ausdictz Estatz, a esté ordonné audict consul de la faire réformer et advertir sa communaulté pour l'advenir de ne bailler plus telles procurations à leurs consulz ou députés, à peine d'estre excludz de l'entrée desdictz Estatz.

S'estant meu différend entre le sieur Rodes-Castain, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejolz et le sieur Laurens, député ausdictz Estatz pour la ville de Mende, en l'absence du 1<sup>er</sup> consul d'icelle, sur ce que le sieur Rodes disoit que ledict sieur Laurens ne debvoit opiner pre-



mier que luy en ladicte asssemblée sur les affaires qui sont proposez en icelle d'autant que ce seroit préjudicier aux droictz de ladicte ville de Maruejolz, au consul de laquelle, suivant le pariaige faict entre le roi Philippe-le-Bel et Guillaume Durand, lors évesque de Mende, ceste préhémence appartient, notamment en l'année que les Estatz sont assemblez en ladicte ville de Maruejolz. D'ailieurs que ledict sieur Laurens, pour n'estre consul ains seulement député dudict Mende, ne pouvoit avoir la mesme prerogative du consul de ladicte ville ; de sorte que, par ces justes raisons, le droict acquis à ladicte ville de Maruejolz luy doibt estre conservé en sa personne, comme premier consul d'icelle ville, qui est ce qu'il requiert lesdictz Estatz voulloir ordonner. Et au contraire ledict sieur Laurens soustenoit qu'à ladicte ville de Mende ou au consul d'icelle apartenoit ladicte préhémence d'opiner, ausdictz Estatz, premier et ledict consul de Maruejolz pour plusieurs raisons assavoir que ladicte ville de Mende, comme capitale, doibt en tout et partout procéder les aultres dudict diocèse. En second lieu que par l'adresse des commissions, en vertu desquelles la présente asssemblée subsiste, les consulz dudict Mende, suivant l'ordre de tout temps observé, sont nommez et colloquez esdictes commissions au premier rang, après le bailly de Gévaudan ou son lieutenant et en nombre pluriel, et en dernier lieu ung consul de Maruejolz en nombre singulier, d'abondant qu'aux Estatz généraulx de la province de Languedoc, desquelz comme de leur vraye source, les particuliers de ce diocèse ont tiré leur origine, les consulz de Mende ou les députés de ladicte ville sont et ont toujours esté au rang des villes capitalles, voire des premiers, et par ce moyen précédent



bien avant le consul dudict Maruejolz, lequel est seulement aux sièges des villes diocésaines beaucoup plus reculées et inférieurs, tant pour la séance que pour l'ordre d'opiner ausdictz Estatz généraulx ; que ladicte différence se remarque aussi par les instructions de MM. les commissaires, présidens pour le Roy aux Estatz généraulx, en ce qui est de la taxation du voiaige desdictz consulz, estant, celuy de Mende, tousjours et en tout préféré à celuy de Maruejolz ; que le pariage allégué par ledict sieur Rodes, ne peult de rien servir en ce subject, duquel il n'est faicte aucune mention dans icelluy, ains seulement du faict de la justice des terres communes entre Sa Majesté et ledict sieur évesque de Mende ; finalement que ladicte ville de Mende est en possession immémoriale de ladicte prééminence en quelque lieu dudict diocèse que lesdictz Estatz ayent esté tenuz. Et quant à l'objection faicte par ledict sieur Rodes, que ledict sieur Laurens, comme député, n'estoit capable de ceste prééminence et qu'elle pouvoit seulement appartenir aux consulz et non aux députés, respondoit aussi ledict sieur Laurens, que ladicte prééminence et aultres semblables n'estoient attribuées aux personnes, sinon à cause de la charge et pouvoir qui leur estoit donné par les villes qu'ilz représentoient esdictes assamblées, tellement que ausdictz Estatz généraulx ont tousjours esté, comme sont encores indifféremment receuz les députés desdictes villes et y tiennent sans distinction le mesme rang et ordre que pourroient faire les consulz ; lesquels au contraire n'ont acoustumé d'y avoir entrée, sans procuration expresse des villes, ce qui monstre qu'en ce subject, la qualité de consul et de député estant indifférente et l'une non préférable à l'autre, estant



accompagné de procuration suffisante de la communauté, comme est celle dudict Laurens, et partant capable de la mesme prééminence que le consul de ladicte ville, il doibt opiner en ladicte asssemblée premier que ledict consul de Maruejolz ; oultre que ledict sieur Laurens est assisté du second consul de ladicte ville de Mende, icy présent ; si bien que par double raison elle doibt estre maintenue en la possession de ladicte prééminence en la personne dudict Laurens, député d'icelle, De quoy il auroit requis et supplié l'assemblée ; par laquelle, après avoir sur ce délibéré, a esté conclud et arresté que ledict second consul de ladicte ville de Mende, ou bien ledict sieur Laurens, comme son assesseur, opinera en ladicte asssemblée premier que ledict consul de Maruejolz, sur les affaires qui seront proposées et mis en délibération en icelle.

Pour pacifier le différend intervenu entre noble Marc Damanzé, sieur du du Bois-du-Mont, comme ayant charge et procuration de dame Barbe de Combret, femme de M. Bertrand de Paulo, sieur de La Faussie, et M. M<sup>e</sup> Jehan Rodes, docteur ez droictz, ayant aussi pouvoir de M. François de Solatges, sieur et baron de Castelnau et de Tollet, père et légitime administrateur des personnes et biens de damoiselles Marguerite et Jehanne de Peyre, ses filles, et de feu dame Marguerite de Peyre, chascun d'eulx prétendant, en vertu des procurations par eulx remises, debvoir estre receu en ladicte asssemblée au rang et place du sieur baron de Peyre ; disant ledict sieur Rodes, pour ses raisons, que quand bien le droict héréditaire et successif qui est acquis ausdictes damoiselles de Peyre, sur la possession et propriété de la baronnie dudict Peyre, ne seroit si notoire et cougñue



comme il est à chascun de l'assemblée, la délibération prise aux Estatz tenuz en la présente ville, au mois de janvier 1614, portant que le sieur de Boussac, envoyé dudict sieur de Tollet, continueroit sa possession d'assister ausdictz Estatz, luy sert de titre suffisant pour exclure ledict sieur du Boys-du-Mont et tous aultres de ladicte prétension, attendu mesme que ladicte délibération avoit esté prise, parties ouyes. Et partant requéroit ledict sieur Rodes estre maintenu en ladicte possession. Et au contraire ledict sieur du Bois-du-Mont, insistant qu'à ladicte dame de La Faurie ou à luy, comme ayant pouvoir d'elle, apartenoit ladicte séance, d'autant que par arrest intervenu depuis ladicte année 1614, ladicte baronnie de Peyre auroit esté adjugée à ladicte dame, et pour confirmation de ce, le sieur Du Gan, envoyé de ladicte dame, auroit esté receu aux Estatz tenus en la ville de Mende, l'année dernière, requéroit aussi qu'il pleut à l'assemblée luy donner le rang et séance qu'avoit acoustumé tenir le sieur baron de Peyre et telle qu'avoit tenu ledict sieur Du Gan, audict nom. Mais à cela ayant esté réparty par ledict sieur Rodes, que ladicte réception faicte dudict sieur Du Gan, ne pouvoit préjudicier au droict dudict sieur de Tolet ou desdictes damoiselles de Peyre, d'autant qu'elle n'avoit esté débatue ny contestée de leur part et que personne n'auroit esté envoyé par elles ausdictz Estatz ladicte année pour s'y opposer. Veu par ladicte assemblée la susdicte délibération, ensemble certain exécutoire de despens obtenu par dame Eléonor et Barbe de Combret, de la somme de 1,450 livres, contre ledict sieur de Tolet ; a esté conclud que les susdictz envoyez assisteront alternativement ausdictz Estatz, assavoir : le matin ledict sieur du Boys-du-Mont,



pour ladicte dame de La Faurie, et de relevée, ledict sieur Rodes, pour lesdictes damoiselles de Peyre et ainsi pourront continuer durant ladicte asssemblée ; le tout sans préjudice du droict des parties et sans conséquence.

• Dudict jour, quinziesme de mars, de relevée.

S'est présenté, pour M. de Mirandol, noble Jehan Jacques de Columb, lequel après lecture faicte de sa procuration a esté receu et a presté le serement acoustumé.

Le sieur de Fumel, syndic dudict diocèse, a remontré qu'après les affaires du Roy qui regardent l'imposition des deniers accordez à Sa Majesté aux Estatz généraulx de Languedoc, il n'y en avoit aulcun plus important à traiter, en ceste asssemblée, que la vérification des debtes dès longtemps commise par Sa Majesté à MM. Delhom et de Galières, trésoriers généraulx de France. Laquelle, bien que par plusieurs délibérations prises ez diverses assambles ez années dernières, ayt esté jugé nécessaire, et qu'après une longue recherche par luy faicte, avec le greffier du pais, des actes et papiers et que les mémoires requis pour servir à l'impugnation desdictz debtes, suivant lesdictes délibérations, ayent esté sur ce dressez, de sorte qu'il semble à présent inutile de remettre cest affaire en délibération ; veu mesmes que lesdictz sieurs commissaires, à la réquisition et instance de Jehan Prieur, prétendu syndic des paroisses opposantes, se seroient acheminez et auroient commencé de procéder en la ville de Mende, l'année 1614, toutesfois parce que la question n'est pas maintenant de la continuation de leur procédure, mais seulement du lieu où elle doibt estre faicte, d'autant qu'ayant esté inter-



rompue, au grand regret dudict diocèse, à cause de la nomination dès lors faicte de la personne dudict sieur de Gallières au consulat de Montpellier, qui auroit donné subject ausdictz sieurs commissaires, quelque temps après, de s'en retourner et remettre ladicte procédure à une aultre saison ; lesdictz sieurs n'ayant eu depuis la commodité, à cause de ladicte charge consulaire, voiaiges et aultres occupations publiques, de revenir en ce diocèse, ont désiré de continuer ladicte procédure audict Montpellier, et à ceste fin, ilz luy auroient faict donner assignation pardevant eulx et mesmes en febvrier dernier, à la requeste de M<sup>e</sup> Pierre Portalés, jadis receveur électif de cedict diocèse, pour lequel ilz auroient desjà commencé de procéder, comme se voit, par la response que ledict sieur de Gallières a faicte à la lettre de MM. les commis, n'ayant ledict Portalés voulu s'acheminer par deça, comme il pouvoit et avoit promis faire, lors de la venue desdictz sieurs commissaires, à l'effect de ladicte vérification. Ceste innovation en ce qu'elle semble porter de la contrariété aux premières intentions desdictz Estatz (quoy qu'il estime de sa part le lieu de la procédure indifférent), l'oblige néanmoins de supplier l'assemblée d'en délibérer et luy ordonner expressément là-dessus ce qui sera de son bon plaisir et volonté, afin qu'il ne puisse encourir aucun blasme d'avoir apporté du changement en la première forme, comme aussi pour sa descharge et dudict greffier, en cas qu'il mesadvientroit des acquitz et papiers du païs en la conduite qu'il en convient faire audict Montpellier, ou bien que le succès de ladicte procédure, se faisant loing de MM. les commis et députés dudict païs, ne fust tel que l'on se pourroit estre promis en général et en particulier de leur



diligence et affection. Sur quoy, après avoir esté faicte lecture de la lettre dudict sieur de Gallières, ensemble desdictes délibérations et de plusieurs ordonnances desdictz sieurs, portant que ladicte vérification sera faicte en ladicte asssemblée, et surtout considéré l'importance de ladicte procédure, de laquelle deppend le soulagement du pauvre peuple ou sa grande incommodité pour les excessives sommes demandées et prétendues et entre aultres par ledict Portalés, eu esgard aussi à la qualité des créanciers et desdictz debtes et au temps et à la forme qu'ilz ont esté conceuz ; au moyen de quoy lesdictes impugnations ne peuvent estre vallablement et suffizamment faictes par lesdictz sindicq et greffier, sans estre assistez des advis et consulz desdictz sieurs commis et députés sur les doubtes ou difficultés qui peuvent à tout propos survenir en ladicte vérification ou sur le manquement de quelques pièces, ou sur les ouvertures et expédiens d'accord qui pourront estre proposez par les créanciers, durant ladicte procédure, pour en composer et accorder avec eulx, suivant le pouvoir donné ausdictz sieurs commis et députés, conformément aux précédentes délibérations pour le soulagement dudict diocèse, joinct le port qui peut estre au transport des acquitz et papiers dudict païs, mesmes à cause de ces mouvemens ; au respect desquelles choses susdictes, la despense du voyaige et séjour que pourront faire lesdictz sieurs commissaires en ce diocèse n'est si considérable, joinct que le tout, bien balancé, les fraiz de la voiture, conduite et retour desdictz papiers et du voyage et séjour desdictz syndic et greffier audict Montpellier et desdictz créanciers qui, estant presque tous dudict diocèse ou des environs, demanderont taxe, ne se trouve-



ront moindres que ceulx desdictz sieurs commissaires ; lesquelz d'aillieurs, estans par deça deschargez de tout soing et importunité d'aultres affaires que de ceulx de ladicte vérification, auront moyen de vacquer plus attentivement, et ce faisant abrégier le temps et les fraiz de la procédure pour le soulagement dudict diocèse, et leur prompt retour en leurs maisons, à l'exercice de leurs charges. Pour lesquelles raisons et aultres bonnes considérations concernans le bien et soulagement dudict diocèse, a esté conclud et arrêté, en cas que lesdictz sieurs commissaires seroient encores en ceste volonté de continuer à procéder au faict de leur commission, qu'ilz seront constamment requis et priez, de la part desdictz Estatz, avoir agréable que ce soit en ladicte ville de Mende, comme ne pouvant, ladicte procédure, estre vallablement faicte aillieurs, pour les susdictes raisons, et qu'à cest effect sera escript ausdictz sieurs, de la part de ladicte asssemblée, pour leur faire ceste prière et leur tesmoigner l'assurance qu'elle prend de n'estre esconduite d'une si juste requeste, pour la commune utilité dudict diocèse.

Et d'autant que par quelques-ungs de l'assemblée sont entrez en doubte que lesdictz sieurs commissaires ne voudront revenir par deça ny désister de faire ladicte procédure audict Montpellier ; en ce cas, attendu le grand préjudice et dommage que ledict diocèse en pourroit recevoir, a esté pareillement conclud que ledict syndic, par l'advis desdictz sieurs commis et députés se retirera au Roy, pour obtenir de Sa Majesté les provisions en tel cas requises et nécessaires ; ayant néantmoins ladicte asssemblée, en tant que besoiing seroit, confirmé de nouveau le pouvoir donné par lesdictes précédentes délibé-



raisons ausdictz sieurs commis et députés de traiter du faict desdictz debtes et en accorder amyablement avec lesdictz créanciers pour le plus grand soulagement dudict diocèse que faire se pourra, le tout soubz le bon plaisir desdictz Estatz.

Après laquelle délibération l'assemblée auroit esté occupée le reste de ceste séance à entendre le rapport qui luy auroit esté faict par M. Rodes-Castain, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejolz, d'aulcuns affaires plus importants qui ont esté traittez aux Estatz généraulx de Languedoc, dernièrement tenuz à Pézénas, où il avoit assisté et notamment touchant le faict des gabelles, le différend qui est dès longtemps, pour raison d'icelles, entre ladicte province de Languedoc et le païs de Rouergue, l'extinction de la creue de 57 solz pour quintal de sel, les plaintes faictes à ladicte assemblée par les syndicz généraulx et plusieurs particuliers des diocèses des surcharges que le païs souffre à cause des ustencilles de la compagnie de Mgr le duc de Montmorancy, l'imposition de 200,000 livres pour l'achept des munitions et armes pour la conservation de la province, les commissions données par Sa Grandeur, pour l'entretienement de plusieurs garnisons particulières et finalement la dispute scavoir si les garnisons de la frontière doibvent estre entretenues aux despens du Roy, en ce pays.

Du mercredy, setzième jour dudict mois de mars,  
du matin.

A la réquisition du sieur de La Condamine Verdier, commandant pour le service du Roy au château de Peyre, a esté faicte lecture en plaine assemblée de deux commissions qu'il a exhibées de mondict seigneur le duc



de Montmorancy, gouverneur et lieutenant général pour Sa Majesté en Languedoc, l'une adressante aux commissaires principal et ordinaires de l'assiette, syndicq, consulz et députés dudict diocèse, premier d'eulx, sur ce requis, pour asseoir et imposer, sur le général dudict diocèse, la somme de 441 livres, par forme d'avance pour la solde et entretenement de vingt hommes de guerre à pied, establiz en garnison audict château de Peyre, pour les mois de janvier et febvrier dernier ; l'autre commission adressante aux commissaire principal, syndic et députés dudict diocèse, pour imposer, sur le général d'icelluy, la somme de 600 livres, pour le remboursement des fraiz et despenses faictes et avancées par ledict sieur de La Condamine, pour les causes contenues en ladicte commission.

Sur le différend meu en ladicte asssemblée pour raison de la levée des deniers imposez sur ledict diocèse en vertu de la commission de Mgr le duc de Montmorancy, gouverneur et lieutenant général de Sa Majesté en la province de Languedoc, pour l'entretienement de cent soldatz establiz de l'autorité de Sa Grandeur à la garde de la ville de Mende, affin de contenir le pays en union et concorde au bien du service de Sa Majesté ; a esté délibéré que les plaignans de ladicte imposition pourront se retirer devers sadicté Grandeur dans tout le mois d'avril prochain, et à cest effect y envoyer ung ou deux députés de leur part ; comme aussi au contraire ladicte ville de Mende pourra faire le semblable, le tout aux fraiz communs dudict diocèse ; et pendant le susdict temps la levée desdictz deniers demeurera en surséance, et icelluy expiré sera continuée par le receveur dudict diocèse, suivant le département faict en vertu de ladicte



commission. Néantmoins, pour la conservation des privilèges dudict diocèse, sadicte Grandeur sera très-humblement suppliée en pareilles occurrences, à l'advenir, voulloir faire l'adresse de ses commissions au bailly de Gévaudan ou son lieutenant, à l'assistance des commis, députés et sindicq dudict païs, suivant les anciennes formes. Ensuite de laquelle délibération ont esté députés devers sadicte Grandeur, de la part desdictz pleignans, M. Pigorier, d'Aubrac ; M. de Miral et M. Rodes-Castain, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejolz. Et de la part de ladicte ville de Mende, ayant esté remonstré par M. le consul d'icelle, qu'il n'avoit charge expresse, comme il est requis pour faire ladicte députation, a esté conclud que ladicte ville de Mende pourra au contraire faire de sa part semblable délégation vers sadicte Grandeur, pour, eulx ouys, de part et d'autre, estre par elle ordonné ce qui sera de son bon plaisir sur ledict différend, pour le bien du service de Sa Majesté. Et à cest effect seront tenuz, lesdictz députés, se rendre prez sadicte Grandeur dans le quinzième dudict mois d'avril.

S'estant présenté le sieur Armand, lieutenant, audict diocèse, de M. le prévost général de Languedoc, auroit remonstré ausdictz Estatz, comme depuis quatre ou cinq ans, en chascune de leurs assamblées, il les auroit tousjours suppliez voulloir augmenter le nombre de ses archers et pourveoir à leur entretenement, puyque la nécessité très-évidente le requéroit pour le repos et seurété du pauvre peuple, estant impossible, sans ladicte augmentation, de réprimer les volleries et aultres excez qui se commettent dans ledict diocèse, mesmes depuis ces mouvemens publics qui servent de prétexte à une infinité de personnes de se porter plus hardiment à touté



sorte de maléfices, et toutesfois lesdictz Estatz n'y auroient jusques icy donné aulcun ordre ; au moyen de quoy il a juste subject de continuer ses réquisitions à ladicte asssemblée, à ce qu'il luy plaise y pourveoir selon qu'elle jugera nécessaire, comme aussi au remplacement de ce qui fut retranché, l'année dernière, des gaiges de ses archers, ores qu'ilz soient si petitz qu'ilz ne suffisent pas à leur nourriture et entretenement ordinaire avec l'équipaige requis. Et par mesme moyen voulloir avoir esgard aux despenses extraordinaires qu'il a esté contrainct faire ladicte année, la suppliant en oultre ordonner, à M. le syndic, de faire faire des cazaques ausdictz archers, comme chose acoustumée et nécessaire à l'exercice de leurs charges, soit pour la dignité de la justice que pour donner terreur aux meschans et assurance aux gens de bien, par l'object de sa livrée. A laquelle réquisition plusieurs consulz et députés des villes ayant adhéré, et après que par ledict syndicq a esté représenté estre chose certaine que les Estatz n'auroient jusques icy pourveu à ladicte augmentation d'archers, bien que ledict sieur Armand en eust fort souvent faict instance ez assiettes dudict diocèse, non par faulte de bonne volonté desdictz Estatz, qui ont tousjours jugé ladicte augmentation nécessaire et utile au publicq, mais seulement pour n'y avoir aulcun moyen de subvenir à leur entretenement, d'autant que les commissaires de l'assiette, depuis l'arrest du Conseil d'Estat, portant inhibition d'imposer aulcuns deniers extraordinaires, sans expresse permission du Roy, ont tousjours faict refus de procéder, non-seulement à l'imposition des sommes requises pour ladicte augmentation, mais encores des gaiges mesmes dudict prévost, greffier et deux archers, ores que ce soit



chose si utile et nécessaire que ledict diocèse ne s'en scauroit passer et que de tout temps les commissaires desdictes assiettes eussent acoustumé imposer les gaiges non-seullement dudict prévost et greffier, mais aussi d'ung grand nombre d'archers, avec les deniers ordinaires, chascune année, estant lors lesdictz gaiges censez de la mesme qualité que les deniers du taillon ; au moyen duquel refuz MM. les commis, sindicq et députez dudict diocèse auroient esté contrainctz, durant les quatre ou cinq dernières années, faire emprunter à interest les sommes nécessaires pour subvenir au payement des susdictz gaiges, affin de ne laisser ledict diocèse destitué de ceste justice, en attendant les provisions qu'ilz en faisoient poursuivre devers Sa Majesté, depuis trois ou quatre années. Lesquelles finalement auroient esté, non sans grande difficulté, obtenues avec permission d'imposer sur le général dudict diocèse la somme de 2,500 livres, durant trois années tant seullement, de sorte que l'on peult commencer la présente, si l'assemblée le trouve bon, ne s'y opposant qu'un petit doubte ; c'est qu'ayant ces jours passez envoyé lesdictes provisions au bureau des finances de Montpellier, sitost qu'il les eust receues pour y estre vérifiées et enregistrées suivant leur adresse, et n'ayant moyen les retirer si promptement pour les présenter à MM. les commissaires de la présente assiette avant qu'ilz commencent de procéder au département des deniers, il crainct qu'ilz facent refus d'y comprendre la susdicte somme, s'ilz ne veoient l'original desdictes provisions, bien qu'il en ayt en main une coppie collationnée, qu'il a retenue et exhibée à l'assemblée ; en laquelle en ayant esté faicte lecture, ensemble de plu-



sieurs délibérations, sur semblable subject, prizes ausdictz Estatz ces dernières années ; a esté délibéré et conclud que lesdictz sieurs commissaires de l'assiette seront requis, de la part de ladicte asssemblée, imposer et départir sur le général dudict diocèse ladicte somme de 2,500 livres, en vertu desdictes provisions ; l'original desquelles, ledict syndic sera tenu retirer le plustost que faire se pourra pour les leur représenter, pour estre ladicte somme payée par le receveur dudict diocèse, selon et ainsi que par MM. les commis, syndic et députés dudict diocèse sera advisé et par leurs mandements et ordonnances et non aultrement. Et par mesme moyen sera par eulx pourveu à faire faire les cazaques qu'ilz jugeront nécessaires pour les archers. Leur ayant aussi ladicte asssemblée renvoyé la demande dudict sieur Armand, touchant ses despenses extraordinaires et le remplacement de ce qui fut retranché des gaiges desdictz archers, le tout néantmoins aux charges et conditions acoustumées aux délibérations prizes sur la nomination et réception des lieutenants dudict sieur prévost général audict diocèse et aultres, concernans l'exercice de leur charge en icelluy. En faveur de laquelle, pour le bien de la justice et le repos et seureté du peuple, les officiers, consulz et syndicz des villes et communaultés dudict país sont priez et exhortez, de la part desdictz Estatz, donner main forte et toute aultre assistance nécessaire audict sieur Armand, lieutenant susdict, en l'exercice de sadicte charge.

Sur la lecture qui a esté faicte, en ladicte asssemblée, de la lettre escripte ausdictz Estatz par les habitans des paroisses de Frutgières, Fraissinet et certaines aultres du quartier des Cévennes, contenant plainte des oppres-



sions, volleries, rançonnement et aultres excez que certains habitans dudict païs exercent impunément sur eulx et encores avec menace de les ruyner entièrement s'ilz font seulement semblant de s'en plaindre à la justice, pour en demander réparation ; occasion qui les auroit contrainctz recourir ausdictz Estatz pour implorer leur assistance en ceste calamité publique ; sur le subject de laquelle ayant esté représenté par M. de Mirail semblables plaintes avoir esté faictes l'année dernière aux Estatz, sur lesquelles, bien qu'il eust esté prins délibération pour y apporter le remède convenable, néantmoins l'effect ne s'en seroit ensuivy, de sorte que le mal auroit non-seulement continué depuis, mais seroit tousjours allé en augmentant, avec tel progrès et violences, que l'on ne scauroit y pourveoir trop diligemment pour couper chemin à plus grandz désordres qui en pourroit arriver au détriment du publicq, notamment du pauvre peuple desdictes Cévennes, sur lequel seulement telles oppressions sont commises, qui tesmoigne que ce n'est pas une querelle particulière, comme l'on a voulu faire entendre, pour destourner les Estatz d'embrasser ung si bon œuvre ; la considération duquel, l'oblige en particulier, comme voisin desdictes Cévennes, de tenir l'assemblée advertie qu'il se trouve personnage qui veut entreprendre cest affaire si le païs l'a agréable, se promettant de venir à chef repurger lesdictes Cévennes de ceste infection et y restablir le repos et seureté du peuple comme auparavant, en luy faisant délivrer argent jusques à la somme de 1,500 escus pour subvenir aux fraiz nécessaires pour l'exécution de ce dessain. Le traité et conventions duquel, l'assemblée reconnaissant estre très-importans et requérir ung plus longtems à le né-



gocier et résoudre que le subject de la convocation de ceste compagnie ne peult maintenant permettre ; a esté délibéré et conclud de donner pouvoir à MM. les commis, syndic et députez dudict païs d'en traiter avec ledict sieur de Mirail ou telle aultre personne capable qui y voudra entendre, et ce aux meilleurs conditions plus utiles et moins onéreuses au païs que faire se pourra et soubz telles assurances qu'ilz jugeront nécessaire pour l'exécution d'ung tel dessein.

Et sur la réquisition et grande instance faicte par les consulz des Cévennes, ceulx de Saulgues, de St-Chély et du Malzieu, qu'il pleust aux Estatz leur donner en chascune de leurs villes ung des archers dudict prévost diocésain pour y résider ordinairement et en oultre leur bailler quelques cazaques qu'ilz feront porter par personnes affidez, le tout pour s'en servir en cas de nécessité et faciliter les captures et aultres actes et exécutions de la justice importantes au publicq et les rendre d'autant plus autorisés et les meschans par ce moyen plus intimidéz. L'affaire mis en délibération en ladicte asssemblée, bien qu'elle reconnoisse ceste nouvelle forme inuzitée partout, de tenir les archers escartez et esloignez de la présence du prévost, leur chef, estre plus dommageable qu'utile au général du païs, parce qu'au lieu de fortifier ledict prévost comme l'on désire et la nécessité le requiert, pour davantage autoriser et faciliter l'exercice de sa charge et rendre la justice plus formidable par tout le diocèse, c'est au contraire l'affoiblir ou du moins le laisser ou réduire au mesme estat qu'il estoit auparavant l'augmentation requise du nombre desdictz archers, laquelle par ce moyen demeurera onéreuse et sans fruict audict païs. Néantmoins mettant en quelque considé-



ration la nécessité présente des habitans desdictes Cévennes et des environs de Salgues ; lesquelz depuis quelques mois se trouvent plus affligés que de coustume de volleries et aultres excès, ont désiré, comme membres du corps, d'avoir quelque particulier secours pour l'opposer à l'occurrence du mal, estimans que ce leur est ung remède salutaire, duquel les Estatz ne peuvent honnestement les esconduire pour ceste fois. A esté conclud que, pour ceste année et sans conséquence à l'advenir, sera baillé ausdictes Cévennes ung archer dudict prévost et ung aultre à la ville de Salgues à l'effect que dessus ; ayant esté jugé n'y avoir occasion pour les aultres lieux. Et pour le regard des cazaques, d'autant qu'il importe de les mettre en main de personnes affidées au publicq, affin qu'il n'en soit abuzé au mespris et détriment de la justice, a esté remis à MM. les commis, syndicq et députés dudict pais de s'informer plus exactement et prendre advis sur ce subject des officiers et consulz des lieux, pour après y pourveoir, si la nécessité le requiert, en sorte néantmoins qu'il n'y soit commis aucun abus ny donné aucun subject de plainte. Et d'autant que M. le juge du bailliaige s'est plainct du refus que le receveur dudict diocèse faict d'acquitter quelques mandemens expédiez par MM. les commis, syndic et députés d'icelluy, pour subvenir, tant aux fraiz des procès de certains criminelz, jugez de l'autorité du prévost diocésain, que de l'exécution d'iceulx, disant n'y avoir aucun fondz de deniers en sa recette et que les 500 livres couchez en son assiette et destinez à l'effect susdict, ont esté desjà employez à aultres affaires du pais ; chose laquelle ayant lieu, pourroit enfin causer l'impunité des maléfices et par conséquent la ruyne et misère du pauvre peuple,



auquel, par tel deffault, la despense et entretenement dudict prévost et de sa suite demeureroit non-seulement inutile, mais luy reviendrait à foule et surcharge en lieu de profit et soulagement. A esté conclud et arresté que les mandemens qui ont jà esté ou seront cy-après expédiés par lesdictz sieurs commis, syndic et députez, à l'effect que dessus, seront entièrement et promptement acquittez par ledict receveur, affin que la punition des crimes ne demeure retardée et que pour cest effect les sommes de deniers qui se trouveront destinées pour les susdictz fraiz, ne pourront estre diverties ny employées à aultres uzages, à peine de radiation aux comptes dudict receveur.

Sur aultre plainte faicte ausdictz Estatz par le sieur de Pierrefiche, Seguin, de ce qu'ayant en main, depuis quelque temps, des jugemens, arrestz et commissions et aultres actes bons et vallables, contre certaines personnes prévenues de plusieurs excez et maléfices, qui méritent d'estre puniz et réprimez pour le soulagement du pauvre peuple, repos et seureté publique de ce diocèse et notamment des environs de ceste ville de Maruejolz, où la pluspart de ces crimes ont esté commis ; il luy auroit esté néantmoins impossible de les faire exécuter contre les prévenuz ; lesquelz s'asseurans ne pouvoir estre appréhendez par les officiers des lieux, à cause de leur impuissance, timidité ou aultres considérations, font gloire et habitude de leurs mauvaises et vicieuses actions, au détriment du publicq et de plusieurs particuliers offensez, qui ont juste subject, luy entre aultres, de supplier et requérir les Estatz, comme il faict très-instamment, faire donner la main forte nécessaire par le prévost diocésain, à l'exécution desdictz jugemens et



arrestz ; lesquels à ceste fin et tous aultres actes nécessaires ledict sieur de Pierrefiche offre luy mettre en main. A esté conclud et arresté que ledict prévost se transportera en ladicte ville de Maruejolz et aultres lieux nécessaires pour, avec ses archers et la main forte et assistance qui luy sera donnée, s'il y eschet par les habitants de ladicte ville, procéder à la capture desdictz prévenuz et aultres exécutions, deppendans desdictz jugemens et commissions ; lesquels à ceste fin ledict sieur de Pierrefiche sera tenu luy mettre en main, pour après estre passé oultre comme il apartiendra, suivant la teneur d'iceulx.

En suite de laquelle délibération, le sieur Rodes-Castaing, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejolz, a requis l'assemblée voulloir ordonner que ledict prévost soit tenu faire sa résidence ordinaire en ladicte ville de Maruejolz, l'année en laquelle la Cour du bailliage de Gévaudan y fera sa séance suivant le contract de paréage, passé entre le roy Philippe-le-Bel, d'heureuse mémoire, et M<sup>re</sup> Guillaume Durand, lors évesque de Mende et comte dudict païs de Gévaudan.

Dudict jour, sézième de mars, en ladicte asssemblée,  
de relevée.

Sur la requeste verbalement faicte ausdictz Estatz par MM. les consulz de ladicte ville de Maruejolz en faveur de l'église Notre-Dame dudict lieu, à ce qu'il pleust ausdictz Estatz leur donner et octroyer charitablement la somme de 100 livres tournois, oultre semblable somme à eulx accordée par lesdictz Estatz, il y a deux ans, et dont ne leur a esté encores payé aulcune chose, pour estre le tout employé à la réédification et réparation



de ladicte église, de présent réduite en pauvre et déplorable estat par l'injure des guerres ; a esté, par ladicte asssemblée, accordé ausdictz consulz de ladicte ville de Maruejolz, pour les causes et à l'effect que dessus, la somme de 30 livres tournois, outre lesdictes 400 livres à eulx dernièrement accordez pour pareille considération. Lesquelles sommes seront employées dans l'estat des debtes pour estre vérifiez suivant le reiglement du Conseil d'Estat, et, après, obtenu la permission, d'en faire l'imposition et levée sur le général dudict diocèse.

De mesmes sur semblable réquisition faicte par lesdictz sieurs consulz pour l'hospital de ladicte ville de Maruejolz, les Estatz leur ont octroyé, par forme d'aumosne, pareille somme de 30 livres, pour subvenir à la réédification dudict hospital, et à ceste fin sera imposée en la présente assiette.

Comme aussi sur la requeste présentée ausdictz Estatz, au nom de la dame abbessse et religieuses du monastère des Chambons, prez ladicte ville de Maruejolz, tendant à ce que ladicte asssemblée leur aulmosnat certaine somme pour la réédification de leur couvent, ruyné par les guerres, mais notamment pour remettre leur église, à laquelle ladicte dame faict commencer de travailler ; lesdictz Estatz leur ont octroyé pareille somme de 30 livres pour subvenir à ladicte réparation.

Sur la plainte faicte par le sieur Aldin, au nom des habitans des lieux et paroisses de Brion, Grandval et aultres circonvoisines, des concussions que certains imposteurs incognuz commettent et exercent sur eulx, soubz prétexte de la recherche des faulx saulniers et de la débite du sel deffendu, ce qui tourne à grande oppression auxdictz habitans ; lesquelz ilz contraignent, par telles



voyes obliques, de leur payer telles sommes que bon leur semble ; requérant qu'il pleust aux Estatz y pourveoir pour les tirer de ceste vexation. A esté conclud que le prévost diocésain se transportera sur les lieux pour en informer et tascher d'appréhender les coupables pour les conduire ez prisons du bailliaige et leur faire et parfaire leur procès.

Sur la réquisition faicte par le sieur Langlade, 1<sup>or</sup> consul de la ville de Salgues, de faire pourveoir à la réparation des pontz des environs de ladicte ville qui s'en vont en ruyne, s'il n'y est bientost donné ordre ; à laquelle réquisition plusieurs consulz des aultres villes ayant joincte la leur, en ce qui les concerne ; a esté conclud que les délibérations prises sur mesme subject, es dernières assamblées desdictz Estatz, seront suyvies et exécutées selon leur forme et teneur.

Ayant esté représenté à l'assamblée par M. de Picheron, bailly de Gévaudan et commissaire ordinaire de l'assiette, qu'en l'année 1614, aux Estatz tenuz en ceste ville, il auroit procédé, avec les aultres sieurs commissaires de l'assiette, au département sur le général de ce diocèse de deux parties, entre aultres l'une de quinze ou seize cents livres, empruntée par ledict diocèse pour le faict du logement de la compagnie d'ordonnance de Mgr le Connestable dans cedict diocèse ; et l'autre de trois mil trois cens livres pour l'aquittement de pareille somme prestée par ledict sieur Borrel, pour les affaires dudict diocèse. Et bien que lesdictes parties ayent esté imposées à la seulle prière et instante réquisition desdictz Estatz et affin de descharger ledict diocèse, tant du principal que des intérestz qu'il eust souffert en ceste mesme année, si le département en eust esté différé, et



que pour porter d'aùtant plus ledict sieur de Picheron et aultres commissaires à rendre ce bon office et soulagement audict diocèse, lesdictz Estatz leur eussent promis d'obtenir validation de ladicte imposition dans trois mois, et avant la levée d'icelle, suivant leur délibération et la charge apposée aux articles de l'assiette ; néantmoins à faulte d'y avoir satisfaict, comme ilz debvoient, et de rapporter par le receveur dudict diocèse ladicte validation en faisant son estat pardevant MM. les trésoriers généraulx de France, ilz auroient condampné lesdictz commissaires en 3,000 livres d'amende ; pour le recouvrement de laquelle se seroient adressez à luy seul, et à cest effect, prenant l'occasion de son passaige par Montpellier, revenant devers Mgr de Montmorency, au mois de septembre dernier, luy auroient faict commander l'arrest et saisir ses chevaulx et hardes, chose qui l'auroit contrainct, recherchant ses remèdes, de recourir à la Chambre des Comptes ; par arrest de laquelle, après plusieurs difficultés et une longue poursuite, accompagnée de plusieurs fraiz et despens par luy souffertz, outre la peine et ennuy de ladicte sollicitation et le retardement de ses affaires particuliers, ladicte somme de 3,000 livres auroient esté enfin réduite et modérée à 200 livres, ainsi qu'il a faict veoir par ledict arrest, exhibé en plaine asssemblée, en datte du IX septembre dernier ; requérant lesdictz Estatz le relever de ladicte somme de 200 livres et l'indemniser par mesme moyen desdictz fraiz et despens, par luy souffertz, qui lui reviennent à plus de 150 livres ; n'estant raisonnable qu'il souffrist ceste perte et incommodité, attendu que c'est le faict dudict diocèse et que la modération de ladicte amende a esté faicte par le moyen de sa diligence et



poursuite, au soulagement dudict diocèse, qui estoit tenu d'en relever lesdictz commissaires. Ce qu'ayant esté mis en considération par ladicte asssemblée, après lecture faicte dudict arrest des articles d'assiette desdictes deux parties et de la délibération prise ausdictz Estatz, en ladicte année 1614, contenant la réquisition faicte ausdictz sieurs commissaires de faire ladicte imposition, avec promesse de les relever de tous despens, dommages et interestz qu'ilz pourroient souffrir à ceste occasion ; a esté conclud et arresté que le syndic dudict diocèse empruntera lesdictes deux sommes de 200 livres, d'une part, pour ladicte amende, et 150 livres pour lesdictz fraiz et despens, d'autre, pour estre icelles sommes fournies et délivrées audict sieur de Picheron, à l'effect de son remboursement et desdomagement susdictz ; néantmoins qu'il sera remercié de l'affection et bonne volonté par luy tesmoignée, à l'endroit du païs, en ceste occurrence, et prié de continuer en toutes aultres que se pourront présenter pour le soulagement d'icelluy.

Ce faict, mondict sieur le président a dict qu'ayant pleut à Dieu, permettre que l'assemblée ayt pourveu aux affaires pour lesquelles elle avoit esté convôquée, et ne restant aultre subject qui mérite la retenir icy davantage ; après avoir loué sa divine bonté et exhorté la compagnie à la persévérance de son acoustumée fidélité et obéyssance envers le Roy et à l'union et concorde qui doibt tousjours estre entre ses bons et fidelles subjectz, pour le bien du service de Sa Majesté et le repos et soulagement du pauvre peuple, il estime estre fort convenable et conforme à l'ancien uzage, que comme ladicte asssemblée prent son commencement par l'invocation du



Saint-Esprit, elle se doit terminer en action de grâces, par la bénédiction, laquelle, à ceste fin, il a donné aux assistans, comme est de bonne et louable coustume. Ce qui a esté la fin des Estatz.

Signé : A. CHANOLHET, vicaire, président pour  
Mgr de Mende.

---

1617

*Les commissaires de l'assiette. — Avantages de la paix et exhortation à la conserver. — Noms de MM. des Etats. — Procurations à régulariser. — Protestation et prétentions du baron du Tournel sur la baronnie de Cénaret. — Procédure de MM. Delon et Gallières à retirer et demander à ce que les sommes par eux vérifiées soient imposées. — Ponts à visiter. — Nomination de M. Tondut à la charge d'avocat du diocèse à la Cour des Aides. — Le second consul de Mende doit précéder le premier consul de Marvejols. — Rapport sur le don fait par la province au diocèse de Mende, en dédommagement de partie des dépenses faites pour l'entretien des gens de guerre. — Fournitures faites par les aubergistes de Mende. — Députés pour l'audition des comptes. — Les barons qui assistent en personne aux Etats ont la préséance sur les envoyés des autres barons. — Procès contre les habitans de Marvejols et des Cévennes qui refusaient de contribuer aux dépenses nécessitées pour combattre les ennemis du Roy. — M. de la Condamine, gouverneur du château de Peyre, demande le paiement*



des sommes à lui adjudgées pour l'entretien des gens de guerre. — Dépenses du baron du Tournel pour levée de troupes. — Somme à payer à M. de Montesquieu. — Dette en faveur de M. Portalès. — Requête des habitants du Buisson, au sujet de l'incendie de leurs maisons et de leurs meubles. — Requête des habitants de Grèzes. — Vacations des députés auprès de Mgr de Montmorancy. — Demandes du prévôt de la maréchaussée. — Observations faites par le juge du bailliage. — Gages du prévôt et de ses archers. — Demande d'un prévôt dans les Cévennes. — Permission à demander à ce que les criminels qui font profession de la R. P. R. soient jugés dans le pays aux dépens du diocèse. — M. de Fumel, syndic, offre la démission de sa charge. — Audition des comptes. — Frais pour levée de gens de guerre par MM. de Grailles et de La Canourgue. — Admission de noble Etienne Dumas, envoyé de M. de Servières. — Compte de MM. Malés et Destructis. — Désignation des députés pour l'audition des comptes. — Demande d'un commis des finances et d'un remboursement des frais pour les Cévennes. — Réquisition pour le rétablissement de l'indemnité en faveur des députés aux Etats généraux. — Gratification à M. le marquis de Portes. — Proposition d'offrir une récompense aux personnes blessées au combat du Buisson. — Différent avec le comte du Roure. — Indemnité aux paroisses du Buisson et de Grèzes et exemption des tailles en faveur de diverses communautés qui ont souffert lors de l'invasion des troupes du sieur Dondredieu. — Démission de M. de Fumel de sa charge de syndic. — Plaintes contre les huissiers et les sergens. — Clôture de l'assemblée des Etats.



L'an mil six cens dix-sept et le jeudy, sixième jour du mois de juillet, environ neuf heures du matin, en la ville de Mende. Les gens des Trois Estatz particuliers du pais de Gévaudan et diocèse de Mende, après avoir, selon leur ancienne et louable coustume, ouy la messe de Saint-Esperit, en l'église cathédralle, se sont assamblez en la salle haulte des maisons épiscopales, suivant le mandement de MM. les commissaires présidens pour le Roy aux Estatz généraulx de Languedoc, tenuz en la ville de Béziers, au mois de juing dernier. En laquelle asssemblée estans venuz nobles François de La Molette, sieur de Morangiez, commissaire principal de l'assiette dudict diocèse, la présente année ; MM. Urbain Dumas, conseiller de Sa Majesté et juge au siège du bailliaige de Gévaudan ; Jehan de Jehan, docteur ez droictz, 1<sup>er</sup> consul de ladicte ville de Mende ; Robert Le Vieulx, notaire royal, et Guilhaume Gibert, marchand, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consulz d'icelle ville ; et Jehan de Tardieu, sieur des Pradelz, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejolz, commissaires ordinaires de ladicte assiette. Ledit sieur de Morangiez, proposant le faict des commissions de l'assiette, a dict que par la teneur d'icelles, estant amplement déclarées les causes de l'imposition des sommes de deniers y mentionnées, ce seroit chose inutile d'en faire aultre récit à l'assemblée ; comme aussi de l'exhorter à consentir au département et levée de la quottité de ce diocèse, puisque ce sont deniers jà accordés par les Estatz généraulx de la province, ausquelz les depputés de ce diocèse ont assisté, et que l'employ desdictz deniers regarde l'avancement du service de Sa Majesté et le bien des affaires et repos général de la province, à quoy ceste asssemblée a tousjours accoustumé de se porter avec toute sorte



d'affection et bonne volonté, si bien qu'il suffist d'entendre la lecture desdictes commissions. Laquelle ayant esté faicte en plaine asssemblée par le greffier desdictz Estatz, Mgr de Mende, président en iceulx, auroit dict que chascun auroit peu recueillir, de la lecture desdictes commissions, le subject de l'imposition des sommes de deniers y contenues, si juste et nécessaire pour le bien de l'estat, qu'il ne faict aucun doubte que ceste asssemblée avec tous les habitans de ce diocèze ne se portent comme ilz ont tousjours faict à ce qui est de leur debvoir, sur l'exécution desdictes commissions et payement desdictes sommes et pareillement à l'acquittement des despenses qui ont esté faictes depuis quatre mois, sur l'occasion de ces derniers mouvemens, dont l'assemblée sera plus particulièrement informée durant la tenue d'icelle, par le récit de ce qui s'est passé, à mesure que le subject des affaires le requerra, qui fera veoir, toucher au doigt et cognoistre les grandes misères et calamitez que la guerre, en si peu de temps, a produit au pauvre peuple de ce diocèze, et par conséquent juger combien la paix est désirable, utile et nécessaire, ayant esté sur ce rapporté, par mondict seigneur, plusieurs autorités et exemples, tant sacrés que profanes ; montrant la différence qui se trouve entre la paix des meschans et celle des gens de bien et observateurs des commandemens de Dieu. Remontrant en oultre qu'ayant pleu au Roy, procurer la paix à son royaume, ce pauvre diocèze entre tous aultres à occasion d'en rendre ses vœux à Dieu, pour la conservation de Sa Majesté, demeurant aussi fort obligé à Mgr le duc de Montmorancy pour le soing et protection particullière qu'il luy a pleu de prendre dudict diocèze en ces dernières occurrences,



y ayant expressément envoyé M. le marquis de Portes, son oncle, par la velleur et diligence duquel ladicte paix y auroit été exécutée : si bien qu'il ne reste qu'à s'y maintenir et conserver, soubz l'obéyssance de sadicte Majesté et les commandements de sadicte Grandeur. A quoy ladicte asssemblée auroit été exhortée par mondict seigneur le président. En suite de quoy lesdictz sieurs commissaires, suivant la coustume, auroient permis la continuation de ladicte asssemblée, pour y traiter des affaires qui regardent le bien du service du Roy et la conservation, en son obéyssance, repos et soulagement dudict diocèze, ainsi qu'il a esté faict de tout temps.

Et incontinent après ont esté leues les procurations des sieurs envoyez et depputés ausdictz Estatz, ausquelz se sont trouvez assistans, assavoir, pour l'Estat ecclésiastique : vénérable personne M. M<sup>e</sup> André de Chanoilhet, docteur ez droictz, chanoine en l'église cathédrale dudict Mende, official et vicaire général de Mgr de Mende et envoyé du vénérable Chapitre de ladicte église ; M<sup>e</sup> Aldebert Aldin, envoyé de M. le dom d'Aubrac ; M<sup>e</sup> Pierre Enfruct, docteur ez droictz, chanoine en ladicte église, envoyé de M. le prieur de Sainte-Enymie ; M<sup>e</sup> Anthoine de Chanoillet, docteur ez droictz, aussi chanoine en ladicte église, envoyé de M. le prieur de Lengoigne ; M. Anthoine Aldin, docteur ez droictz, juge de la temporalité de Paliers, envoyé de M. le commandeur dudict Paliers ; noble Charles de Panisse, chevalier de l'ordre de Saint-Jehan-de-Jérusalem et commandeur de Saint-Jehan-de-Jérusalem, en personne. Et pour l'Estat des sieurs barons et nobles dudict diocèze : M. Jehan Michel, lieutenant en la jurisdiction de la baronnie d'Apchier et envoyé de M. le baron d'Apcher, estant en tour de baron,



la présente année ; noble Marc Damanze, sieur du Boys-du-Mont, envoyé de M. de La Faurie, comme baron de Peyre ; noble Jehan de Lobeyrac, sieur de Muret, envoyé de Mme du Haultvillar, pour la baronnie de Céneret ; noble Henry de S. Préject, sieur de La Foulhouze, envoyé de M. de Poliniac, comme baron de Randon ; M. le baron du Tournel, en personne ; noble Anthoine de Nugier, dict de La Roche, châtelain de Saint-Laurent-de-Ribe-d'Olt, envoyé de M. le baron de Canillac ; noble Pierre de Rochemure, sieur de Fraisse, envoyé de M. d'Allenc ; M<sup>r</sup> Adam Bouton, docteur ez droictz, envoyé de M. de Montauroux ; noble Gabriel de Robert, sieur des Azagatz, envoyé de M. de S. Auban ; noble Claude de Cavata, envoyé de M. de Mirandol ; noble Claude de Brunenc, sieur de La Corniliade, envoyé de M. de Sévérac ; noble Simon Pauc, sieur d'Apas, envoyé de M. de Barre ; noble Jehan d'Achard, sieur de Miriniac, envoyé de M. de Gabriac ; noble Jehan-Jacques de Columb, sieur de Rochières, envoyé de M. de Portes ; M. de Servièrre, en personne ; M. Guillaume Bardon, docteur ez droictz, envoyé de MM. les consulz nobles de La Garde-Guérin. Et pour le Tiers-Estat : M. M<sup>r</sup> Jehan de Jehan, docteur ez droictz, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Mende ; M<sup>r</sup> Robert le-Vieulx, notaire royal ; et Guillaume Gilbert, marchand, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consulz de ladicte ville ; noble Jehan de Tardieu, sieur des Pradelz, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejolz ; Jehan Hugonnet, merchant et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Chirac ; M<sup>r</sup> Claude Retrun, 1<sup>er</sup> consul de La Canourgue ; M<sup>r</sup> Jehan Raoul, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Saint-Chély-d'Apchier ; M<sup>r</sup> Vincens Guillot, 2<sup>e</sup> consul de la ville de Salgues ; M<sup>r</sup> Pons S. Latgier, prati-



cien, 1<sup>er</sup> consul de la ville du Malzieu ; Jehan Hérail, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Florac ; M<sup>e</sup> Jehan de Combes docteur ez droictz, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Ste-Enymie ; M<sup>e</sup> Jehan Villar, notaire royal et 1<sup>er</sup> consul de Château-neuf-de-Randon ; M<sup>e</sup> Robert Valy, praticien, consul de la ville de Serverette ; Pierre Guérin, marchand et consul de Saint-Estienne-de-Valfrancisque ; François Reboul, marchand et procureur de la viguerie de Portes ; M<sup>e</sup> Jehan Gineste, notaire royal et procureur de Barre ; Jehan Condon, syndic de la ville de Saint-Alban ; M<sup>e</sup> Jehan Reversat, notaire royal et procureur du mandement de Nogaret. Lesquelz assistans, après lecture desdictes procurations ont, suivant l'ancienne coustume, presté le serement accoustumé de procurer, en tant qu'à eulx est, l'avancement de l'honneur de Dieu, du service du Roy et des affaires et soulaigement dudict diocèse et de ne divulguer les délibérations des Estatz.

Et d'autant que le consul de La Canourgue n'auroict remis procuration de sa communaulté, luy a esté ordonné la rapporter dans deux jours, à peine d'estre privé de l'entrée des Estatz, comme aussi a esté enjoinct au procureur de la viguerie de Portes, de remettre, dans le mesme dellay, soubz mesme peine, procuration suffisante de sa communaulté, attendu que l'extraict de la délibération par luy présentée se trouve deffectueuse.

Et sur la protestation faicte par M. le baron du Tournel, ainsi qu'il a accoustumé aux précédentes assamblées, qu'il ne consent à la réception et séance permise aux présens Estatz, à l'envoyé de Mme du Hault-Villar, pour raison de la baronnie de Céneret, à cause des droictz qu'il prétend sur ladicte baronnie et que s'il tollère l'assistance dudict envoyé c'est seulement en



faveur des affaires qui se traitteront en ceste asssemblée, pour le service du Roy et du publicq, affin de n'apporter du trouble et retardement ausdictes affaires par une plus grande contestation qu'il pourroit faire, sans que pour ce il entende préjudicier à ses droictz ; requérant sa protestation estre escripte. A esté déclairé par mondict seigneur le président, au nom desdictz Estatz, que ladicte protestation demeurant escripte, ledict sieur envoyé, pour ladicte baronnie de Céneret, demeurera receu, sans préjudice du droict prétendu par ledict sieur baron du Tournel.

Dudict jour, sixième de juillet, en ladicte asssemblée, de relevée, tenue au lieu que dessus.

Le sieur de Fumel, sindic dudict païs, a représenté, qu'ayant à rendre compte à la présente asssemblée, de ce qui s'est passé aux affaires dudict païs, depuis la tenue des derniers Estatz, il estime debvoir commencer par le plus important, qui est celluy des debtes conceuz pour le général dudict païs, desquelz la vériffication, après plusieurs obstacles, a esté finalement faicte par MM. Delhom et de Galières, trésoriers généraulx de France, commissaires sur ce depputés par Sa Majesté, qui se transportèrent pour cest effect en ceste ville, en octobre dernier ; ayant cest affaire prins un si bon et heureux succez pour le soulagement du diocèse, par le soing et la sage conduite de mondict seigneur le président, que la pluspart desdictz debtes ont esté retranchez de grandes et notables sommes, de sorte qu'il reste maintenant à pourveoir à l'acquittement desdictz debtes qui peuvent revenir en tout environ à la somme de . . . . Mais d'aultant qu'il importe grandement, pour le soulaï-



gement du païs, que le payement s'en fasse par ordre et a plus longues années qui se pourra à la commodité du peuple et que c'est chose qui semble deppendre en partie de l'advis qui sera sur ce donné à Sa Majesté par lesdictz sieurs commissaires en leur procédure ; c'est pourquoy il estime estre nécessaire d'envoyer devers eulx pour les prier de faire expédier ladicte procédure avec leurdict advis le plus favorable pour le soulagement dudict païs qu'il sera possible et par mesme moyen la retirer de leurs mains, affin de l'envoyer au Roy et nos seigneurs de son Conseil, pour en obtenir les procurations nécessaires, estant aultrement à craindre que les créanciers en général ou chacun d'eulx en particulier, pour faire leur condition meilleure avec l'incommodité du païs, ne traitent de retirer lesdictz advis en gros ou chacun d'eulx en particulier, pour ce qui le concernera, comme naguères a faict M. le trésorier Portalés, pour la partie qui luy est due, de laquelle il a jà obtenu Lettres d'assiette ; ce qui doit d'autant plus obliger l'assemblée d'y pourveoir et à ceste fin adviser le moyen de faire payer les vacations, desdictz sieurs et de leur greffier, qui reviendront à une notable somme, car sans cela il est croyable qu'ilz feront difficulté de bailler ladicte expédition. Sur quoy ayant esté délibéré et jugé par l'assemblée estre plus utile au païs de faire retirer ladicte procédure et advis, desdictz sieurs trésoriers et par mesme moyen faire reigler les termes de payement desdictz debtes, en plusieurs années pour plus grand soulagement dudict diocèse, que non pas d'en laisser prendre l'avantage aux créanciers ; a esté conclud et arresté que ledict syndic s'acheminera à Montpellier, devers lesdictz sieurs, le plustost qu'il luy sera possible,



après la closure de l'assiette, pour traiter et arrêter avec eux ce qui est de leursdictes vacations et les faire comprendre dans l'estat des fraiz de ladicte procédure afin d'en pouvoir obtenir lettres d'assiette pour les faire imposer aux prochains Estatz; et cependant donner ausdictz sieurs telles assurances qu'il conviendra, touchant leur payement, ou en tous cas essayer de trouver argent jusques ausdictz Estatz, pour ne perdre l'opportunité de retirer ladicte procédure et avis et de faire, comme dict est, reigler lesdictz termes pour le bien et soulagement dudit pais.

Et sur le rapport fait par ledict sieur de Fumel, syndic, des occasions qui ont empêché ou retardé la vérification de la ruyne des pontz de ce diocèse, dont il avoit pleu aux Estatz, en leurs dernières assamblées, luy donner charge et commandement, ensemble au greffier du pais après avoir esté faicte lecture des délibérations sur ce prises ces dernières années; a esté conclud et arrêté qu'elles seront suivies et effectuées le plus tôt possible que faire se pourra, pour éviter aux inconveniens qui peuvent arriver à cause du retardement de la réparation desdictz pontz.

Sur ce que M<sup>e</sup> Fulcrand Tondut, docteur et advocat en la Cour des Aydes à Montpellier, a représenté à l'assamblée qu'il y a quelque temps que la charge d'advocat dudit pais et diocèse en la Cour des Aydes, à Montpellier, demeure vacante par la mort de feu M. de Maureilhan, dernier possesseur d'icelle, et que l'honneur qu'il a eu pendant la vie dudit sieur de Maureilhan, à cause de l'incommodité de sa vieillesse, et après sa mort, d'avoir esté employé aux affaires qui se sont présentées et le désir qu'il a de pouvoir continuer en ce mesme



exercice, l'ont obligé de se porter en ceste ville à la tenue des Estatz pour faire ceste très-humble prière à l'assemblée, de luy voulloir accorder sa requeste et le recepvoir en ladicte charge d'avocat dudict diocèse avec les mesmes droictz et privillèges que y appartenent et dont jouissoit ledict feu sieur de Maureillan, sonbz l'assurance qu'il donne, ce bien luy arrivant, que comme son père a pendant trente années rendu son très-humble et fidelle service audict diocèse et continue encores la charge de procureur, il s'efforcera en celle d'avocat de tesmoigner par le très-humble service qu'il doit au païs natal de sondict père, le ressentiment qui luy restera d'ung tel bienfait. Lesdictz Estatz après en avoir délibéré et mis en considération les longz services rendus audict païs par sondict père, et pour la confiance qu'ilz ont des sens, capacité, loyaulté, preudhommie et dilligence dudict M<sup>e</sup> Fulcrand Tondut, son filz, à icelluy, pour ses causes, ont donné et octroyé ladicte charge d'avocat dudict païs et diocèse en ladicte Cour des Aydes, pour en icelle servir ledict païs et diocèse, aux honneurs, gaiges, droictz et privillèges y appartenans, telz que ledict feu sieur de Maureillan avoit et pouvoit avoir en son vivant. De quoy, ledict sieur Tondut a humblement remercié l'assemblée. Et incontinent après, a presté le serement, es mains de mondict seigneur président ausdictz Estatz, de bien fidèlement et dilligemment servir ledict païs et diocèse en la susdicte charge d'avocat.

Sur le différend meu par le sieur des Pradelz, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejolz, de ce que le second consul de la ville de Mende, en l'absence du premier, auroict esté premièrement appelé que luy, pour oppiner sur



l'affaire cy-dessus proposé, disant que c'est contre l'ordre et reiglement des Estatz. Ledit sieur consul soutenant le contraire, et pour preuve de ce allégant une délibération prise par lesdictz Estatz en la ville de Maruejolz, l'année dernière, sur pareille question. Veu ladicte délibération, de laquelle a esté faicte lecture en ladicte asssemblée ; a esté conclud que ledit second consul de Mende, en l'absence dudict premier, sera appelé et oppinera devant le premier consul de Maruejolz, pour les raisons particulièrement déclarées en ladicte délibération.

Sur ce que M. Chevalier, 1<sup>er</sup> consul de ladicte ville de Mende, l'année dernière, a représenté qu'ayant, en la qualité susdicte, assisté aux Estatz généraulx de Languedoc dernier tenus à Béziers, il seroit digne de blasme s'il ne s'acquittait de son debvoir de faire rapport, à la présente asssemblée, de certains affaires qui ont esté traittez et arrestés par lesdictz Estatz, touchant le soulagement de ce païs et diocèze, comme entre aultres les délibérations prises ausdictz Estatz, pour raison de la somme de 30,000 livres, d'une part, et 45,000 livres d'autre, par eulx accordée audict diocèze, pour le relever en partie des despenses qu'il a fournies et avancées, suivant le commandement et la commission de Mgr le duc de Montmorancy, gouverneur et lieutenant général pour le Roy en Languedoc, pour subvenir à l'entretènement des gens de guerre et aultres despences nécessaires, tant pour s'opposer aux troupes des sieurs Dondredieu et d'Assas et empescher leurs principaulx desseingz, que pour la réduction, en l'obéyssance de Sa Majesté, de la place de Grèzes, occupée par lesdictz sieur Dondredieu, et que pour satisfaire à l'intention



desdictz Estatz, M. de Morangiez, commis des nobles dudict païs, et MM. de Jehan, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Mende, la présente année, et Des Pradelz, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejolz, commis du Tiers-Estat, et luy, auroyent faict déclaration, par escript ausdictz Estatz, par laquelle ilz se départent de toutes prétensions et demandes qu'ilz pourroyent faire à ladicte province de Languedoc, pour les fraiz et despences susdicts, avec promesse de la faire tenir quitte envers et contre tous; acceptant la libéralité desdictz Estatz, avec remerciemens et promesse de rattification de la présente asssemblée et entière satisfaction au contenu de la délibération desdictz Estatz généraulx; requérant icelluy sieur Chevalier, attendu l'importance du faict, qu'il pleust à ladicte asssemblée passer ladicte rattification, suivant ladicte promesse. Et sur ce ayant esté délibéré, après lecture faicte de la susdicte déclaration et de ladicte délibération desdictz Estatz généraulx, a esté conclud et arresté que, soubz les humbles remerciemens que ladicte asssemblée fait sur ce subject à MM. desdictz Estatz, ladicte déclaration faicte par lesdictz sieurs depputés demeure rattiffiée et approuvée par ladicte asssemblée, à la charge néantmoins, attendu que ledict diocèse ne s'est encores prévalu d'aucune desdictes sommes à luy accordées par lesdictz Estatz, soit desdictz 30,000 livres ny desdictz 45,000, bien que par délibération desdictz sieurs des Estatz, il résulte clairement avoir esté par eulx donné charge expresse au sieur trésorier de la Bourse de ladicte province, d'emprunter ladicte somme de 30,000 livres pour rembourser ledict diocèse, de partie desdictes despences, que mesdictz sieurs desdictz Estatz généraulx seront très-humblement suppliés



par le sindic dudict diocèse ou aultres depputés d'iceluy, de faire actuellement et entièrement jouir ledict diocèse, de l'effect de leur intention, par le moyen du payement, tant de ladicte première somme de 30,000 livres que de la seconde de 45,000, audict diocèse accordées suivant leursdictes délibérations.

**De vendredy, septième jour dudict mois de juillet,  
du matin.**

Sur la réquisition faicte par M<sup>e</sup> Jehan Gendron ; Jacques Bonnefoy et Hierosme Harlet, hoste de la ville de Mende, tant en leurs noms que des aultres hostes, de pourveoir à leur payement et remboursement des despenses par eulx fournies aux gentilz hommes, cappitaines et gens de guerre qui ont esté employez par M. le marquis de Portes, tant pour s'opposer aux troupes des sieurs Dondredieu et d'Assas, que à la réduction de la place de Grèzes, en l'obéyssance du Roy, qui ont esté nourriz et entretenuz dans leurs maisons, sans avoir rien payé, comme appert des roolles de leur despense sur ce arrestez et signés ; a esté conclud et arresté que par les sieurs qui seront nommez et députés pour l'audition des comptes des receveurs et aultres comptables, sera advisé les moyens plus commodes pour le payement desdictz hostes, après avoir veu particullièrement leursdictz roolles.

Et sur la réquisition faicte par le sieur Malles, tant en son nom que des aultres commis à la garde et distribution des vivres de munition pour les gens de guerre qui ont esté pour le service du Roy dans ledict diocèse, comme aussi des marchands qui ont fourni la chair nécessaire, de vouloir procéder à l'audition des comptes



de leur administration qu'ilz ont en main ou députer des auditeurs pour y vacquer ; ouy sur ce le sieur de Fumel, syndic dudict païs, qui a dict que plusieurs jours avant la convocation des Estatz, MM. les commis et députés du païs auroyent esté fort sollicités, par lesdictz commissaires des vivres, d'ouyr leursdictz comptes, et ayant esté par eulx renvoyez à la présente asssemblée, il est nécessaire de députer, à cet effect, des auditeurs, comme aussi pour les comptes des commis à la recepte des impositions faictes sur ledict diocèse ez mois de mars et d'avril dernier ; lesdictz Estatz ont nommé et depputé, pour l'audition, examen et closture desdictz comptes, outre MM. les commis, syndic et députés dudict diocèse, qui sont auditeurs nez, assavoir, pour l'église : M. le commandeur de S. Jehan et l'envoyé de M. de Ste Enymie. Pour la noblesse : M. le baron du Tournel et l'envoyé de M. le baron d'Apcher, baron du Tour, et pour le Tiers Estat : MM. les consulz de Salgues, du Malzieu, de Sainte Enimye, de Serverette et de Florac.

Et d'aultant que le sieur Michel, envoyé de M. le baron d'Apcher, baron du tour, la présente année, a faict plainte de ce qu'on l'appeloit en ordre postérieur après M. le baron du Tournel, lorsqu'on venoit à oppiner de quelque affaire, disant la coustume estre telle que le baron, qui est en tour, procède en son année tous les aultres en séance et voix délibérative ; requérant que ladicte coustume ayt lieu en sa personne. Ledit sieur baron du Tournel, au contraire, ayant soustenu que de tout temps les barons qui assistent en personne ausdictz Estatz ont accoustumé de procéder les envoyez des aultres, tant en séance que voix délibérative, ores qu'ilz se trouvent en tour et que c'est chose si notoire et



commune qu'elle ne peult estre révoquée en doute. Après en avoir esté délibéré, lesdictz sieurs estans sortis de la salle, a esté conclud que les sieurs barons qui assisteront ausdictz Estatz en personne, précéderont en séance et voix délibérative tous les envoyez des aultres sieurs barons, ores que l'ung d'iceulx se trovast en tour, suivant l'ancienne coustume.

Les Estatz ayant esté informé du reffus que, les habitans des Cévennes et de la ville de Maruejolz, font de payer leurs quottités des impositions faictes audict diocèse ez mois de mars et d'avril dernier par commission de Mgr le duc de Montmorancy, gouverneur et lieutenant général, pour le Roy, en Languedoc, pour subvenir aux despenses nécessaires, tant pour s'opposer aux troupes du sieur Dondredieu et d'Assas et empescher leurs pernicieux desseingz, que pour la réduction, en l'obéissance de Sa Majesté, de la place de Grèze, occupée par ledict sieur Dondredieu, s'estans lesdictz habitans randuz appellans desdictes impositions, en la Cour des Aydes à Montpellier ; au moyen de quoy ledict diocèse souffre de grandz despens, dommaiges et interestz, n'ayant par ce deffault le moyen d'aquitter plusieurs notables sommes de deniers qu'il a esté contrainct d'emprunter et employer, par advance et par nécessité, aux susdictes despenses ; ont conclud et arresté que par le sindic dudict diocèse on aultre qui pourra estre depputé par MM. les commis dudict pais, le jugement dudict procès sera vifvement poursuivy pour obtenir la condempnation requise contre les habitans, attendu qu'ilz jouissent maintenant, aussi bien que les aultres, du fruit de la paix restablie dans ledict diocèse par le moyen desdictes despenses, ausquelles ilz font refus contribuer contre tout debvoir de bons compatriotes.



**Dudict jour, septième de juillet, de rellevée.**

S'est présenté à l'assemblée M. de La Condamine Verdier, gouverneur du château de Peyre, qui a remontré que pour satisfaire aux commandemens de Mgr le duc de Montmorancy, gouverneur et lieutenant général pour le Roy, en la province de Languedoc, et de M. le marquis de Portes, il auroit mis et tenu en garnison dans ledict château, durant deux mois et vingt jours, le nombre de 85 hommes de guerre, y compris ung lieutenant, enseigne, sergens et caporaux, pour la conservation de ladicte place, en l'obéissance de Sa Majesté ; ayant à cest effect emprunté et fourny les deniers nécessaires pour leur solde et entretenement. Et d'autant que, par ordonnance de Sa Grandeur, il est mandé à MM. les commis, syndic et depputés dudict pais de Gévaudan, de luy payer la somme de 3,048 livres, à quoy revient ledict entretenement, suivant la taxe portée par ladicte ordonnance ; à ceste cause, il a requis et prié l'assemblée pourveoir au payement de ladicte somme. Sur quoy après avoir esté faicte lecture, tant de ladicte ordonnance, portant contraincte contre lesdictz sieurs commis, syndic et depputés du 14 juing dernier, que de deux commissions adressantes audict sieur de La Condamine, l'une de mondict Sgr de Montmorancy, du 15 mars dernier, et l'autre dudict Sgr marquis, du 21 dudict mois, touchant l'establissement de ladicte garnison, et ouy le sieur Des Pradelz, 1<sup>er</sup> consul de Marnejoiz, qui a dict et attesté avoir receu commandement de Sa Grandeur, estant aux Estatz généraulx, de requérir, la présente assemblée de sa part, de faire donner contentement audict sieur de La Condamine, n'ayant sadicte Grandeur



voulu comprendre le faict dudict sieur de La Condamine au reiglement par elle faict à la réquisition desdictz Estatz généraulx, portant de retranchements de plusieurs aultres garnisons dont elle avoit faict expédié pareillement ordonnance, affin qu'il en demeurast satisfaict avec la modération requise, après aussi avoir esté sur ce délibéré et, du commun advis de ladicte asssemblée, conféré et traité avec ledict sieur de La Condamine, sur la réduction de la susdicte somme. A esté conclud et arresté que MM. les commissaires de l'assiette seront requis, au nom de ladicte asssemblée, d'asseoir et départir sur le général dudict diocèze, tant en vertu de ladicte ordonnance que de la commission générale de Sa Grandeur, du 13 mars dernier, la somme de 1,500 livres, à laquelle a esté convenu et accordé avec ledict sieur de La Condamine, pour sondict remboursement, à la charge de luy estre payée au premier quartier de l'assiette.

Sur la réquisition faicte par M. le baron du Tournel, à ce qu'il pleut à l'assemblée pourveoir à son remboursement, tant de la solde par luy fournie et avancée pour l'entretienement de vingt-cinq arquebusiers establis en garnison pour le service du Roy, par M. le marquis de Portes, dans le château du Tournel, durant deux mois suivant son ordonnance du 28 mars dernier, que de plusieurs fraiz et despenses par luy employés à la levée de trois ou quatre cens hommes de guerre, pour s'opposer aux troupes des sieurs Dondredieu et d'Assas et leur empescher le passaige, comme aussi pour la réparation et fortification du fort de Chappiou, pour garder que lesdictes troupes ne s'en saisissent comme ilz avoient résolu de faire ; les Estatz ont nommé et député pour veoir le roolle desdictz fraiz et despenses et en faire



rapport à l'assemblée : MM. les envoyés et depputés de MM. d'Aubrac, de Lengoigne et d'Apcher et M. de Serrières et MM. les consulz de Saint-Chély, de Salgues, du Malzieu et Lengoigne, avec MM. les commis, syndic et depputés du païs, pour après, ouy ledict rapport, y estre pourveu ainsi qu'il appartiendra.

Monsieur de Montesquieu a remonstré que sur l'occasion de la levée que faisoit en Cévennes le sieur Dondredieu des troupes de gens de guerre, qu'il auroit depuis conduictes en ce diocèze, il auroict, suivant la prière qui luy en fut faicte par MM. du païs, mis sur pied jusques à cent hommes de guerre, pour estre employez selon les occurrences, comme ilz auroyent esté, ayant entre aultres choses empesché le passage des troupes du sieur d'Assas au lieu de La Malène ; lesquelles autrement se fussent jointes à celles dudict sieur Dondredieu, au préjudice du service de Sa Majesté et des affaires et tranquillité publique dudict païs, à cause de quoy a requis qu'il pleut à l'assemblée luy accorder la somme de 2,000 livres, tant pour le rembourser de la despense et fraiz par luy faictz en l'occurence susdicte, que pour le dommaige souffert en ses villaiges du Planiol et aultres, à cause du passaige des troupes du sieur de Grailles. A esté conclud que par les sieurs depputés, à veoir le faict de M. le baron du Tournel, sera faicte vérification de la demande dudict sieur de Montesquieu, pour après, ouy leur rapport en l'assemblée, y estre pourveu comme de raison.

Sur ce que le sieur Massanne auroict représenté, de la part de M. le trésorier Portalés, qu'ayant esté procédé à la licquidation des sommes à luy deues comme rémissionnaire de M<sup>e</sup> Pierre Portalés, son cousin, receveur



dudict diocèse, es années 1591, 1592 et 1593, par MM. les commissaires depputés à la vériffication des debtes d'icelluy, et sur ladicte licquidation, passé contract d'accord et transaction avec MM. les commis et depputés dudict païs, par lequel luy est deub la somme de 7,756 livres, ledict sieur Portalés auroict, en vertu dudict contract et de l'advis desdictz sieurs commissaires, obtenu arrest au Conseil d'Estat et lettres d'assiette de Sa Majesté pour faire imposer ladicte partie ; requérant l'assemblée d'y pourveoir, ensemble au payement de la somme de 230 livres pour son remboursement de pareille somme, à quoy l'expédition desdictes provisions a esté taxée. Requérant aussi par mesme moyen, faire imposer aultre somme de 11,095 livres, et 400 livres pour les fraiz de l'expédition à luy deue, comme rémissionnaire des hoirs de feu M. Olivier Sévérac, commis à la recepte dudict diocèse ez années 1593 et partie de 1594, suivant aultre arrest dudict Conseil et lettres d'assiette de sadicte Majesté, desquelles après avoir esté faicte lecture, ensemble desdictz arrestz et l'affaire mis en délibération ; a esté conclud et arresté que MM. les commissaires de l'assiette seront requis imposer ladicte somme de 7,756 livres, ensemble 230 livres, suivant lesdictes premières lettres d'assiette, pour estre, lesdictes deux parties, payées audict sieur trésorier Portalés, par le receveur dudict diocèse, aux termes de ladicte assiette. Et pour le regard de l'aultre partie de 11,095 livres, attendu qu'elle n'est licquide et qu'il y a plusieurs compensations à faire de la part du païs avec ladicte partie et plusieurs appuremens de la part dudict sieur Portalés sur les comptes dudict Sévérac ; a esté conclud qu'il n'y a lieu de faire imposer ladicte partie ny aultre deppendant



d'icelle jusques après lesdictes liquidations, compensations et appurement faictz.

La requeste présentée par Philip Brugeiron, Jehan Combettes et certains aultres particuliers habitans du lieu du Buïsson, tendant à ce qu'il pleut aux Estatz faire imposer en la présente assiette la somme de 4,139 livres d'une part, à quoy revient l'estimation faicte de leurs maisons bruslées lors de la deffaicte des gens de guerre du sieur Dondredieu, qui estoient logées audict lieu, et 1,200 livres pour la perte et bruslement de leurs meubles qui ne sont compris en ladicte estimation, le tout suivant les ordonnances de M. le marquis de Portes, et la procédure sur ce faicte par M. le juge du bailliaige, icelle requeste, après avoir esté veue en l'assemblée, a esté remise entre les mains de mondict Sgr le président, avec prière, de la part desdictz Estatz, d'en faire le jugement et pourveoir aux supplians, selon qu'il jugera et qu'il trouvera juste et raisonnable.

A esté pareillement remis à mondict Sgr le président, de pourveoir sur le contenu d'autre requeste des habitans du lieu et mandement de Grèze; requérant qu'il pleut ausdictz Estatz les descharger du payement de leurs quotités de toutes impositions faictes et à faire, tant ordinaires que extraordinaires de la présente année, en considération des pertes, ruynes et dommaiges par eulx souffertz sur l'occasion de l'occupation faicte par le sieur Dondredieu, du fort de Grèze et réduction d'icelluy en l'obéyssance du Roy, et ce à cause du logement des gens de guerre, tant de la préthendue religion que aultres, ez lieux dudict mandement; et oultre ce leur accorder charitablement la somme de 1,500 livres pour leur donner moyen de vivre et acheter du bestail pour l'agriculture.



Sur la réquisition faicte ausdictz Estatz, de la part de M. de Mirail et aultres qui furent députés l'année passée devers Mgr le duc de Montmorancy, suivant la délibération de l'assemblée desdictz Estatz, tenue en la ville de Maruejolz, pour veoir terminer par Sa Grandeur le différend meü à cause des oppositions fournies par aulcunes parroisses sur la levée de l'imposition faicte par commission de Sa Grandeur, pour l'entrettenement de la garnison de la ville de Mende, ladicte réquisition tendant à ce qu'il pleüt aux Estatz pourveoir au payement des fraiz et vaccations du voiaige desdictz sieurs depputés ; a esté dict qu'ilz remettront l'estat desdictz fraiz devers MM. les commis, syndic et depputés du pais et aultres sieurs nommés pour l'audition des comptes ; et icelluy, par eulx veu et leur rapport ouy en l'assemblée, estre par elle pourveu au payement de ce qui se trouvera leur estre légitimement deü pour raison de ce.

Du sabmedy, huictième jour dudict mois de juillet,  
du matin.

Le sieur Armand, lieutenant, audict diocèse, de M. le prévost général de Languedoc, s'estant présenté à l'assemblée, a remonstré que, depuis le temps qu'il a exercé sa charge en ce diocèse, il a accoustumé, selon son devoir, de présenter ses verbaux, chascune année, aux Estatz dudict diocèse ; à quoy il n'a voulu manquer de satisfaire en celle-cy. Et parce qu'il a eu beaucoup plus de peine et d'occupation au fait de sa charge qu'en d'autres qu'il a eu l'honneur de servir le Roy et le pais en ce diocèse, et par conséquent plus de despense et de fraiz, mesmes à cause du siège de Saint-Julien, où il a



tousjours assisté ; il a supplié les Estatz y avoir esgard, s'ilz jugent qu'ilz mérite quelque récompense, et par mesme moyen luy faire bailler les cazagues qui manquent à quelques ungs de ses archers et le faire rembourser de 22 escus qui luy sont deubz des fraiz de la conduite d'ung prisonnier à Tholozé. Priant en oultre les Estatz luy continuer leur bienveillance et luy donner moyen de rendre les effectz de son debvoir et le maintenir et conserver contre ceulx qui taschent de le faire destituer de sa charge.

Ensuite de quoy M. du Bouschet, juge du bailliaige de Gévaudan, a dict qu'il estime estre à propos de prier l'assemblée d'ordonner audict sieur Armand de ne différer à faire exécuter les sentences si tost qu'elles sont données contre les prévenuz, pour esviter les inconvéniens qui en arrivent, comme entre aultres dernièrement l'évasion de trois prisonniers, advenue à cause de trop de retardement qu'il y eust à les faire conduire aux gallères. Sur quoy mondict Sgr le président a exhorté ledict sieur Armand de s'acquitter plus soigneusement de sa charge en pareille occasion ; néantmoins respondant à sa demande, a dict qu'il n'estime pas y avoir personne qui ayt pensé à le faire destituer. Et pour le regard de ses chevaulchées, il est tenu de les faire dans le diocèse, et s'il y en a d'extraordinaires, qu'il s'asseure que le païs y aura esgard, comme aussi au remboursement des 22 escus qu'il demande, s'il se trouve qu'il luy soyent deubz.

Et sur ce que le sieur de Fumel, syndic dudict païs, a remonstré que bien que de tout temps l'on eust accoustumé en cedict païs de faire lever sur icelluy avec les deniers ordinaires les sommes à quoy pourroient monter les gaiges, solde et entrettenement annuelz d'ung pré-



vost avec un greffier et le nombre d'archers qui estoit jugé nécessaire par l'assemblée des Estatz particuliers dudict pais, chascune année, selon les occurrences et disposition des affaires, pour le bien de la justice, la tranquillité publique et la punition des crimes qui ne sont que trop fréquentz dans ledict pais ; néantmoigz depuis neuf ou dix années, à cause des inhibitions faictes d'imposer aucuns deniers pour les gaiges desdictz prévost, sans expresse permission du Roy, les commissaires de l'assiette, ayant faict reffus de continuer ladicte imposition, et ledict pais ne pouvant se passer d'ung prévost avec sa suite, l'on auroit esté contrainct d'emprunter les deniers desdictz gaiges, durant sept ou huict années, pour garder que ledict pais ne se remplist d'assassins, volleurs et telle aultre manière de gens mal vivans ; attendant qu'il pleut au Roy donner la permission requise touchant ladicte imposition. Laquelle finalement, après une longue poursuite, Sa Majesté auroit accordé pour trois ans seulement de la somme de 2,500 livres chascune année pour l'entrettenement d'ung lieutenant de prévost général de Languedoc audict diocèse de Mende et pais de Gévaudan, ensemble d'ung greffier et de huict archers, ainsi qu'est porté par l'arrest du Conseil d'Estat, sur ce intervenu, par lequel sadicte Majesté permet aux gens des Trois Ordres dudict pais de Gévaudan luy nommer ung homme de la qualité requise, auquel sadicte Majesté fera décerner ses lettres de commission pour tenir et exercer ladicte charge, durant trois ans, pourveu qu'il s'en aquitte bien et deuement. Ayant à ceste cause ledict syndic requis lesdictz Estatz vouloir, à l'effect que dessus, faire ladicte nomination. Et sur ce ayant esté faicte lecture dudict arrest en ladicte assam-



blée, ensemble de la commission de Sa Majesté sur icelluy, l'affaire mis en délibération et considéré la qualité de M. Estienne Armand, et qu'il s'est bien et deument acquitté de sa charge de lieutenant dudict prévost général de Languedoc audict diocèse, durant seize années qu'il l'a continuellement exercée en vertu des lettres dudict sieur prévost général, expédiées à la nomination dudict pais; lesdictz Estatz, pour satisfaire à l'intention et volonté de Sa Majesté, ont de nouveau, en tant que besoiing seroit, nommé et nomment par le présent acte, ledict sieur Armand en ladicte charge de lieutenant de prévost général de Languedoc, audict diocèse de Mende et pais de Gévaudan, à ce qu'il plaise à Sa Majesté luy décerner ses lettres de commission, suppliant néanmoins sadite Majesté vouloir conserver et maintenir ledict pais en ses anciens privilèges et coutumes, comme il a tousjours plu faire à ses prédécesseurs roys, de très-heureuse mémoire et luy continuer la permission de ladicte levée, désormais comme très-nécessaire au public.

Sur la réquisition faicte ausdictz Estatz par le consul de Barre, à ce que pour la nécessité qu'ilz ont d'ung prévost au quartier des Cévennes, à cause de la fréquence des crimes qui s'y trouve, il pleut à l'assemblée leur accorder l'entrettenement d'ung lieutenant particulier du prévost général de Languedoc avec le nombre d'archers nécessaire; et à ces fins voulloir recevoir celluy qui se présente, ayant des provisions de M. d'Augier, prévost général. Après avoir esté sur ce délibéré, et considéré que le sieur Armand, lieutenant audict diocèse dudict sieur prévost général, est tenu de faire ses chevauchées aussi bien audict quartier des Cévennes que autres endroits dudict pais de Gévaudan et diocèse de Mende, et



y exercer sa charge ainsi qu'il a naguères fait à l'occasion du siège de Saint-Julien et qu'il est en volonté de continuer comme il proteste, considéré aussi la surcharge que la multiplicité de nouveaux officiers apporteroit au pais, joinct que par l'arrest du Conseil du Roy n'est permis ausdictz Estatz de nommer à Sa Majesté qu'ung seul lieutenant dudict prévost général, et d'ailleurs qu'il n'est loysible audict prévost général establir des lieutenants dudict diocèse, sans la nomination desdictz Estatz; a esté conclud et arresté n'y avoir lieu de faire aultre nomination ny recevoir ledict lieutenant; néantmoins pour satisfaire à la nécessité occurrente qui pourroit estre de présent audict quartier des Cévennes, a esté conclud que ledict sieur Armand, lieutenant susdict, sera exhorté d'y faire ses chevauchées et s'y transporter à toutes occasions que lesdictz habitans l'en requerront. Ausquelz en outre lesdictz Estatz ont accordé l'entretienement de deux archers tant que la nécessité y sera, et ce toutes-fois sans conséquence, et à la charge que lesdictz archers seront teuz se joindre audiet sieur Armand avec les aultres à toutes occurrences au premier mandement qu'ilz en auront dudict sieur Armand.

Et d'autant que M. Du Bouschet, juge du bailliaige de Gévaudan, a remonstré qu'à faulte que les provisions du Roy attributaires du jugement des déclamatoires au bailliaige, n'ont esté vérifiées en la Chambre de Castres, les officiers dudict bailliaige ne peuvent procéder au jugement des criminelz de la Religion préthendue réformée; de laquelle la pluspart desdictz habitans desdictes Cévennes font profession, qui est cause en partie de la fréquence des crimes qui est dans lesdictes Cévennes, pour la difficulté qu'il y a d'aller faire juger les procès des



criminelz prévostables audict Castres ; a esté advisé de faire exhorter lesdictes Cévennes à ce qu'ilz facent instance et poursuite, en ladicte Chambre, pour obtenir ladicte vérification aux despens dudict diocèse, affin que par ce moyen la punition desdictz crimes en soit plus prompte et facile.

Le sieur de Fumel, syndic dudict païs, a représenté qu'il y a dix-huict ou vingt ans qu'il feust honoré, par les Estatz de ce païs, de la charge de syndic d'icelluy, charge si importante que la juste appréhension qu'il eust dès lors de ne s'en pouvoir acquitter aussi dignement, comme il a tousjours esté porté d'affection au bien des affaires et service du publicq, luy donnoit assez de subject de supplier les Estatz de l'en excuser, si l'honneur et la faveur qu'il receust en cela desdictz Estatz ne l'eussent particulièrement obligé de prendre le soing desdictz affaires, suivant leur intention, en attendant qu'il leur pleut y pourveoir de quelque aultre. De quoy environ un an après, il les auroit suppliez et encores depuis, par plusieurs fois, en diverses assamblées ; ce que n'ayant peu obtenir, il se seroit esvertué de continuer le service qu'il debvoit au païs, comme il seroit encore désireux pouvoir faire à leur contentement à l'advenir, pour aultant de temps que son service leur pourroit estre utile et agréable. Mais d'aultz qu'il se faict vieulx et indisposé, il luy seroit maintenant impossible, sans intéresser beaucoup sa santé ou retarder le bien desdictz affaires, d'y vacquer comme il apartient ; que ses raisons si considérables luy ont faict prendre ceste résolution de supplier lesdictz Estatz pour la dernière fois, comme il faict, de toute son affection, luy accorder ceste grâce et faveur d'agréer la démission qu'il faict en leurs



mains de ladicte charge, avec ceste protestation néantmoins d'assister, d'instruction et de toute aultre chose qui sera en son pouvoir, celui qu'il plaira ausdictz Estatz nommer en sa place, pour tesmoigner au pays qu'il ne se lassera jamais de luy rendre le service qu'il luy doibt, pourveu que ce soit hors de ladicte charge. Sur quoy Mgr le président a réparty que les Estatz demeurent si satisfaictz du debvoir et service renduz au pays par ledict sieur de Fumel, en l'exercice de sadicte charge, comme ilz ont tousjours bien tesmoigné en toutes occasions et notamment en ce qu'ilz n'ont jamais voulu accepter sa démission, que cela oblige encores de nouveau la compagnie de prier ledict sieur de Fumel, de continuer, comme il a faict par le passé, veu mesmes que son eaige ny son indisposition ne luy donnent aucun subject du contraire. A laquelle response ladicte compagnie, portant son consentement, auroit, d'une commune voix, approuvé la susdicte prière, n'ayant ledict sieur de Fumel fayt sur ce aultre rapport.

Dudict jour, sabmedy, huictième juillet, de rellevée, en la Chambre haulte de l'évesché, près la salle des Estatz.

Les Estatz ne se sont assemblez en corps pour donner temps à MM. les commis, sindic et depputés dudict païs et aultres nommez pour le faict des comptes, de vacquer à l'audition d'iceulx ; à quoy ilz auroient commencé de procéder à l'examen de celluy des munitions de vivres administrés par les sieurs Mallez et Destructis, estans à ceste fin assemblez au lieu que dessus.



Le dimenche, neufvième dudict mois de juillet, du matin.

Lesdictz Estatz auroient assisté à la messe et vacqué à prières et oraisons en l'église cathédrale.

Dudict jour de dimenche, de rellevée.

Les sieurs commis et députés à l'audition desdictz comptes, s'estans assamblez au lieu susdict, ont continué de vacquer, le reste du jour, à l'examen dudict compte de munitions.

Du lundy, dixième jour dudict mois de juillet, du matin.

Sur ce que le sieur de La Bruguière a représenté, qu'il estime n'y avoir personne en ceste asssemblée qui ne sache comme M. de Grailles, son oncle, M. de La Canourgue et luy, par commandement de Mgr de Montmorancy, se seroient acheminez en ce diocèse avec cinq ou six cens hommes de guerre, tant de cheval que de pied, pour assister ledict diocèse contre les desseingz et troupes des sieurs Dondredieu et d'Assas; ce que ne s'estant peu faire sans de grandz fraiz et despenses, où ilz se sont constitués, soit pour la levée, armement que entrettenement desdictz gens de guerre, ilz requièrent qu'il pleut à l'assemblée pourveoir à leur remboursement, suivant ce que mondict Sgr de Montmorancy leur en escript, n'estant raisonnable qu'ilz ayent randu ce service et donné un tel secours au pais à leurs despens; l'affaire mis en délibération, après avoir esté faicte lecture d'une commission de Sa Grandeur, adressante ausdictz sieurs de La Bruguière et de La Canourgue, du 22 mars dernier, par laquelle il leur mande d'asssembler tel nombre de gens de guerre qu'ilz jugeront nécessaire pour em-



pescher ledict sieur d'Assas, du cousté du Rouergue, de se joindre avec ledict sieur Dondredieu et ses troupes. Veu aussi les lettres par elles escriptes sur ce subject, tant à Mgr de Mende que à MM. les commis, syndic et depputés dudict pais et à M. de Morangiez ; a esté conclud et arresté qu'attandu que ceste action regarde le bien du service du Roy et du général de la province de Languedoc, lesdictz sieurs seront priés, de la part de ladicte asssemblée, de se retirer devers Sa Majesté ou ladicte province sur la récompense de leur mérite.

Noble Estienne Dumas, sieur de Colaignes, s'est présenté pour estre receu en l'assemblée, au nom de M. de Servièrès, en vertu de sa procuration, de laquelle, après avoir esté faicte lecture, ledict sieur de Colaignes a esté receu et presté le serment accoustumé, sans conséquence, attandu que ledict sieur de Servièrès avoit déjà commencé d'assister aux Estatz, en personne.

Sur le rapport faict, par les sieurs députez aux comptes, de certaines difficultés qui se sont présentées à l'audition de celluy des sieurs Malles et Destructis, des munitions de vivres, par eulx administrez ; la première difficulté procédant de ce que lesdictz comptables, sur les articles de la despence qu'ilz font en espèce de pain, ne rapportent aulcune attestation ny procédure pour vériffier le poidz et quantité de pain que debvoit rendre le bled par eulx administré, comme il est requis pour l'allocation de ladicte despence, laquelle par ce deffault se trouve faicte à plaisir et à la discrétion des comptables. La seconde est fondée sur un récépissé signé de Lestrangé, rapporté sur le quatrième article de ladicte despence pour la quantité de 2,100 livres pains blancz ou bis, 56 cestiers vin et 3 sestiers émine avoine. Lequel ré-



cépissé on présume n'avoir esté signé de la main dudict sieur de Lestrage, oultre que lesdictz comptables ne rapportent aucun estat portant reiglement de la distribution desdictz vivres, et la troisième et dernière difficulté procédant du grief préthendu par les comptables, de ce que pour le port et voiture desdictes munitions, il ne leur a esté alloué que 13 solz pour chascune beste de voiture. Requérant qu'il pleut ausdictz Estatz résoudre lesdictes difficultés ; lesquelles mizes en délibération et veu lesdictz articles et pièces dont est question, a esté conclud, sur la première difficulté, qu'à la dilligence et assistance de MM. les consulz du Malzieu et Serverette, lesquelz, à cest effect, l'assemblée à députés, sera faict l'essay et vériffication du poids et quantité de pain que peult randre ung sestier de bled, froment et seigle, mesure de Mende, pour servir de reigle à la réduction des quantités des espèces de pain en bled, en l'estat final dudict compte. Et quant à la partie employée soubz le récépissé signé de Lestrage, attendu qu'il a esté attesté à la compagnie y en avoir plusieurs aultres semblables ; veu aussi l'estat de la distribution faicte par le prévost Armand ; a esté conclud que ladicte partie sera allouée purement en ladicte despense. Et en ce qui touche les fraiz du bestail de voiture, taxés à 13 solz, pour chascun voiaige, que ladicte taxe demeurera, ayant esgard au peu de distance des magasins, jusques aux quartiers et logis des gens de guerre.

Ayant esté cy-dessus faicte nomination par les Estatz de neuf députés à l'audition des comptes, oultre MM. les commis et syndic du pays, lesdictz Estatz, advertis que ladicte audition pourra tirer à longueur, pour le nombre et grosseur desdictz comptes, et par conséquent les fraiz



en seront d'autant plus grandz, ont réduit le nombre desdictz députés jusques à quatre, assavoir : ung de l'église et ung de la noblesse et deux du Tiers-Estat, oultre lesdictz sieurs commis et syndic ; remettant l'assemblée ausdictz sieurs députés à s'accorder quelz d'entre eulx demeureront pour vacquer à ladicte audition.

Sur la réquisition faicte par le consul de Barre, à ce qu'il pleut aux Estatz ordonner au receveur dudict diocèse de tenir ung commis au quartier des Cévennes, pour y faire la recepte de leur portion des deniers des tailles, comme souloit estre faict anciennement, ainsi qu'il a dict ; ouy sur ce le syndic dudict diocèse, soutenant que c'est chose qui deppend dudict receveur ; en conséquence de l'accord passé entre MM. des Estatz de la province de Languedoc et les receveurs particuliers des diocèses, portant reiglement sur l'exercice de leurs charge, a esté conclud que ledict receveur sera appelé en ladicte asssemblée, pour, luy ouy et ledict reiglement veu, estre pourveu sur ladicte réquisition ainsi qu'il appartiendra.

Sur la requeste présentée par Pelat, depputé des paroisses unies du pais des Cévennes, disant que pour réprimer les larrecins, meurtres, volleries, violences et aultres voyes de faict qui se commettoient ordinairement aux Cévennes et que les arrestz de condempnation de mort, donnez contre plusieurs personnes prévenues desdictz excès, ne demeurassent illusoires et sans exécution, comme ilz avoient esté fort longtemps, à cause du support et faveur qu'estoit donné ausdictz condampnés, par plusieurs gentils hommes dudict pais dans les chasteaux et maisons fortes, desquelz ilz estoient réfugiez ; lesdictes parroisses auroient recouru à Mgr le duc de Mont-



morancy, gouverneur et lieutenant général pour le Roy, en Languedoc, et en la Cour de parlement et Chambre de l'édit à Castres, pour avoir permission de s'unir afin de pouvoir faire plus facilement exécuter lesdictz arrestz et jugement de condempnations, comme ilz auroient faict avec plusieurs fraiz et despens qu'ilz auroient esté contrainctz y employer, qui reviennent à plus de 1,000 livres. Requérant qu'il pleut ausdictz Estatz leur accorder telle somme qu'ilz jugeront raisonnable pour leur remboursement. L'affaire mise en délibération, a esté conclud et arresté n'y avoir lieu de leur accorder aucune chose, comme n'y estant ledict diocèse tenu.

M. l'envoyé du Chappitre de l'église cathédrale de Mende, a représenté au nom des députés de l'assemblée pour l'estat ecclésiastique que, bien que de tout temps et ancienneté lesdictz députés ayans entrée et voix délibérative aux assemblées desdictz Estatz eussent accoustumé d'estre compris dans le roolle de la taxe du deffray des assistans ausdictes assemblées, néantmoins depuis sept ou huict années, pour l'artifice de quelques personnes mal affectionnées à leur ordre et à l'union et concordé des Estatz, auroit esté poursuivy arrest au Conseil du Roy, par le moyen duquel lesdictz ecclésiastiques demeurent escludz dudict deffray, comme aussi la taxe qui avoit accoustumé d'estre faicte à mondict Sgr le président ou son vicaire, pour les fraiz du voiaige des Estatz généraulx et aultres despenses qu'il faict pour le diocèse, réduite à une fort petite somme. Au moyen de quoy MM. les commissaires de l'assiette et aultres à qui appartient de taxer ledict roolle, ont depuis faict difficulté d'y comprendre lesdictz ecclésiastiques et de restablir la taxe dudict seigneur évesque président ou son vicaire,



qui est notable interest et préjudice à leur ordre. Requerant qu'il pleust ausdictz Estatz pourveoir au restablissement de ces choses en leur précédente forme. En suite de quoy M. de Morangiez, commis des nobles, après avoir pareillement remonstré qu'au mespris de leur ordre et détrimet de cesdictz depputés ausdictz Estatz, ilz avoient esté de mesmes rejettés dudict roolle comme lesdictz ecclésiastiques, oultre que la taxe qu'avoit accoustumé d'estre faicte au baron du tour pour les fraiz du voiaige des Estatz généraulx, demeure entièrement abolie; il auroict faict pareille réquisition à l'assemblée de prendre cest affaire en main pour semblable restablissement. Et les consulz des villes et aultres du Tiers-Estat, ayant aussi de leur part faict plainte du trop grand retranchement de leurs taxes et les officiers du pais, de leurs gaiges et taxations, ont requis par mesme moyen qu'il y soict pourveu. Sur quoy après avoir esté faicte lecture d'autre délibération prise par lesdictz Estatz sur ce subject, en l'année 1609. et ensemble de l'estat arresté par M. Marion, trésorier général de France, portant ledict retranchement, le tout mis en délibération et considéré le notable interest que le pais a d'estre maintenu et conservé en ses anciens privilèges et que le retranchement qui a esté faict du deffray pourroit causer plustost la désunion desdictz Estatz par l'innovation et changement de l'ancienne coustume que non pas le soulagement du peuple pour les petites sommes dont il s'agist, eu esgard à tout un pais; a esté conclud et arresté qu'il sera dressé ung nouveau estat des fraiz ordinaires dudict pais et diocèse, dans lequel sera employé jusques à 1,500 livres pour ledict deffray, tant de l'église, noblesse que Tiers-Estat, pour estre présenté et



remis, à la dilligence du sindic, devers nos seigneurs les commissaires et président aux Estatz généraulx de Languedoc, l'année prochaine, affin d'obtenir desdictz sieurs la vérification et avis nécessaires sur le restablissement, tant dudict deffray jusques à ladicte somme de 1,500 livres tournois pour les depputés desdictz trois ordres que des taxes accoustumées d'estre faictes audict seigneur président et baron du tour, ensemble des gaiges et taxations des officiers dudict païs, à la charge néantmoingz que s'il arrive quelquefois qu'à l'occasion du moindre nombre des depputés desdictz Estatz particuliers ou des journées d'iceulx, il y eust quelques deniers revenans bons de ladicte somme de 1,500 livres pour ledict deffray en ce cas, ilz seront employez aux aultres affaires urgens dudict païs ou tant moingz imposé pour la descharge du peuple.

Dudict jour, lundy, dixième dudict mois de juillet,  
de rellevée.

Sur ce que M. de Morangiez a représenté que M. le marquis de Portes luy auroit donné charge de faire entendre à la compagnie que sans le voiaige pressé qu'il luy a convenu faire pour accompagner Mgr de Montmorancy à la Cour, il se fust donné l'honneur de se trouver en ceste asssemblée pour le juste sujet qu'il estimoit en avoir en premier lieu pour se conjouyr et louer Dieu avec eulx de la grâce et faveur qu'il luy a pleu leur départir de leur faire veoir et sentir le restablissement de la paix et tranquillité publique en cedit païs, à la confusion de ceulx de la guerre, en après pour remercier l'assemblée et conséquemment tous les bons sujetz du Roi dudict pays, du tesmoignaige qu'ilz ont randu en ces



dernières occasions de leur fidelle dévotion au service de Sa Majesté et prompte obéyssance aux commandement de mondict seigneur de Montmorancy. Et pour la fin les prier et conjurer de persévérer tousjours en ce debvoir soubz l'assurance que ledict seigneur marquis leur donne que mondict seigneur de Montmorancy n'espargnera aulcune chose qui puisse dépendre de l'autorité qu'il a de Sa Majesté en ceste province ny de ses amis, serviteurs et moyens, voire de sa personne propre pour la protection, repos et soulaigement de cedit païs, en général et en particulier et que ledict seigneur marquis, de sa part, n'obmettra d'y contribuer tout ce qui sera en luy obligé, qu'il y est tant pour le service qu'il doibt à Sa Majesté que par le commandement exprès de mondict seigneur de Montmorancy, oultre l'inclination naturelle qui l'y retient comme gentilhomme du païs; qui est en somme ce qu'il avoit charge de représenter à ladicte asssemblée, de la part dudict seigneur marquis, avec ceste prière qu'il leur faict de croire que la gratification annuelle ou aultre recognoissance, de laquelle ledict païs en tesmoignaige de sa bonne volonté pourroit uzer à l'endroit dudict seigneur marquis, sera sans doubte tousjours employée avec le reste des moyens que Dieu luy a donnés pour le service du Roy et à l'avancement des affaires dudict païs. A quoy ayant esté réparty par mondict seigneur de Mende, président, qu'il estime n'y avoir personne qui ne recognoisse l'obligation que le païs doibt à mondict seigneur de Montmorancy du prompt remède que par son extrême soing il luy a pleu donner au grand mal qui s'en alloit prendre pied dans ce païs, parce que au mesme temps que les depputés envoyez de la part d'icelluy vers Sa Grandeur se trouvèrent



en chemin pour luy porter la nouvelle de l'arrivée des troupes du sieur Dondredieu et de la surprise de Grèze ; elle avoit desjà faict partir M. le marquis de Portes, pour y venir pourveoir, comme il fit ; car ayant, trois jours après son arrivée, deffaict quatre des meilleures compagnies dudict sieur Dondredieu, qui estoit logées au lieu du Buisson, et peu de temps après assiégé ledict sieur Dondredieu dans ledict fort de Grèzes et contraint se rendre par composition. Cela auroit esté cause du restablissement de la paix et tranquillité dans ledict païs, et cela mesmes rend ung chascun assez capable de juger du fruict et mérite de ceste action, oultre les aultres qualités dudict seigneur marquis, notoires partout. Ce qu'ayant esté mis en considération par lesdictz Estatz, après que ledict sieur de Morangiez a esté sorty de la salle, a esté conclud et arresté, qu'en reconnoissance de l'affection que M. le marquis de Portes a voulu tesmoigner à ce pauvre pays et de l'extrême soing et diligence qu'il luy a pleu rapporter à l'avancement du repos d'icelluy en ces dernières occurrences, lesdictz Estatz luy accordent la somme de 6,000 livres tournois. De quoy ledict sieur de Morangiers, adverty à son retour en l'assemblée, il en a remercié les Estatz, au nom dudict seigneur marquis, et promis luy en donner advis à la première occasion.

Sur la réquisition faicte ausdictz Estatz par M. de Rousses, au nom des sieurs de Boutonvilliers, de Canoy et de Patris, gentilz hommes de la suite de mondict seigneur de Montmorancy, de ce que suivant le commandement de Sa Grandeur, ayant accompagné M. le marquis de Portes venant en ce païs pour s'opposer aux desseingz du sieur Dondredieu, ilz n'auroyent voulu



manquer de l'assister à la première occasion qui se seroit offerte pour le service du Roy et bien des affaires dudict pais, qui fut au villaige du Buisson, à la deffaite de quatre compagnies dudict sieur Dondredieu, y estans logées, où lesdictz gentilz hommes rendirent un tel debvoir au combat, qu'ilz en ont remporté de signalées marques, y ayant esté blessés tous trois grièvement, chacun d'une mousquetade, dont ilz ne sont encores guéris, et est à craindre qu'ilz en demeurent estropiez; au moyen de quoy et des grandes douleurs qu'ilz souffrent, ilz semblent de pire condition que ceulx qui moururent sur la place. Et d'autant que ce sont personnes de mérite, lesquelz Dieu, leur faisant la grâce de recouvrer la santé, peuvent rendre quelque aultre bon service au Roy et au pays, mesmes y estant obligez par quelque honneste recognoissance; l'exemple de laquelle ne peult estre que très-utile au publicq, oultre la considération de mondict seigneur de Montmorancy et de M. de Portes, qui affectionnent ces personnaiges. Requérant pour ces raisons les Estatz, qu'il leur pleut y avoir esgard. A esté advisé de renvoyer à MM. les commis et aultres députés à l'audition des comptes, pour y pourveoir ainsi qu'ilz jugeront estre juste et raisonnable. En suite de quoy M. le consul de Saint-Chély a dict qu'il y a trois ou quatre aultres à Saint-Chély qui furent pareillement blessez audict combat du Buisson, au moyen de quoy faict semblable réquisition de leur estre pourveu de récompense.

M. Chevalier, 1<sup>er</sup> consul de ladicte ville de Mende, l'année dernière, a représenté que chacun scayt assez comme en ladicte année, sur l'occasion des mouvemens



qui arrivèrent à Aymarques, M. le comte du Roure, ayant faict une compagnie de gendarmes, se jetta dans ce diocèse, où ladicte compagnie fut plustost veue que sa commission ny aulcun advis de ce qui estoit de son intention ; ce qui obligea MM. les commis, syndic et députés, d'envoyer vers luy M. Bayssenc, au nom du syndic, par le retour duquel ayant appris que ledict sieur comte luy avoit faict veoir une commission de mondict seigneur de Montmorancy, et voyant que ladicte compagnie faisoit progrez dans ledict diocèse, à la grande foule et incommodité du peuple, lesdictz sieurs commis auroyent advisé de depputer encores, vers ledict sieur comte, ledict sieur Bayssenc, le sieur Barthélemy et luy, pour le prier de se retirer dudict diocèse, affin d'esviter les désordres qui en pourroyent arriver, et en tous cas et à l'extrémité luy promettre cent pistolles, pour l'obliger davantaige à faire vuider ladicte compagnie hors de ce diocèse, dans ung ou deux jours au plus tard. Suivant laquelle charge lesdictz depputés, après avoir recognu que la volonté dudict sieur comte estoit de séjourner dans le païs, luy auroyent porté parolle desdictz cent pistolles, à la charge de faire, le mesme jour, retirer ladicte compagnie, hors dudict diocèse. A quoy bien que ledict sieur comte n'aye satisfaict, ains au contraire faict séjourner sadicte compagnie plusieurs jours après dans ledict diocèse, néantmoingz il ne laisse de faire demande desdictz cent pistolles et s'en adresse à luy, comme consul de ladicte ville de Mende, avec menasse de le faire contraindre au payement de ladicte somme, en vertu de certaine commission qu'il dict en avoir, chose desraisonnable et de mauvais exemple, que pour avoir rendu service au pays il en demeurast en peine.



Suppliant par ce moyen les Estatz pourveoir au payement de ladicte somme, du moins en cas que ledict sieur comte Du Roure feroit exécution sur ses biens, le voulloir indemniser et rellever de tous despens, dommages et intherestz qu'il en pourroit souffrir. Sur quoy a esté conclud qu'il sera escript audict sieur comte Du Roure, au nom du pays, pour le prier se départir de la prétension qu'il a contre ledict sieur Chevalier, attendu que de sa part il n'a satisfaict à la charge et condition de ladicte préthendue promesse, et qu'au lieu de faire retirer sadicte compagnie dans le mesme jour hors dudict pays pour le soulager de la foule et despense qu'il en souffroit, elle y auroit séjourné plus de six jours après. Et qui pis est, le sieur de La Gorce, au mesme temps seroit allé avec 40 ou 50 chevaulx, rôder ledict pays du costé de la montaigne. A esté aussi arresté qu'en cas que ledict sieur comte ne voulroict désister après la prière du païs et qu'il feroit uzer d'exécution sur ledict sieur Chevalier, ledict pays prendra le faict et cause contre ledict sieur comte, par toutes voyes de justice requises et nécessaires.

Sur les requestes présentées cy-devant, l'une par certains habitans du lieu du Buisson et l'autre par ceulx du villaige et mandement de Grèzes; la première tendant à ce qu'il pleut aux Estatz faire payer ausdictz du Buysson, la somme de 4,159 livres, d'une part, à laquelle, par certaine procédure faicte par M. le juge du bailliaige de Gévaudan, en vertu d'une commission de M. le marquis de Portes, ont esté estimées les maisons qui leur furent brulées pour faciliter et favoriser la desfaicte advenue audict lieu d'une partie des troupes du sieur Dondredieu, et 1,200 livres d'autre part, pour la perte



et bruslement de leurs meubles, non compris en ladicte estime. La seconde requeste, à ce que en considération des pertes, ruynes et dommaiges souffertz par les habitans dudict lieu et mandement de Grèze, à cause de l'occupation faicte, par ledict sieur Dondredieu, du fort dudict Grèze, séjour des troupes audict lieu et environs d'icelluy, comme aussi de celles de M. le marquis de Portes, pour la réduction dudict fort et conservation d'icelluy en l'obéyssance de Sa Majesté, ilz fussent deschargez, par lesdictz Estatz, du payement de leurs quotités de toutes impositions faictes et à faire en ce diocèse, durant la présente année. Et outre ce leur estre charitablement octroyé la somme de 4,500 livres, pour leur donner moyen de vivre et achepter du bestail pour l'agriculture. L'une et l'autre desdictes requestes renvoyées cy-devant par lesdictz Estatz à mondict seigneur de Mende, président, pour y estre par luy pourveu, selon qu'il trouveroit juste et raisonnable. Après que mondict sieur le président a dict que, bien qu'il eust pleu à l'assemblée remectre sur luy à pourveoir au contenu desdictes requeste et que par la recherche qu'il a particulièrement faicte d'aucunes personnes, bien informées du faict, outre ladicte procédure et la commune voix, il demeure vérifié que lesdictz habitans ont souffert en ceste occurrence des pertes et dommaiges plus grands que nulz aultres du diocèse, assavoir : ceulx du Buysson, à cause du bruslement de leurs maisons et meubles, et les aultres du grand nombre de gens de guerre et du long temps qu'ilz les ont eu sur les bras, néantmoingz, il n'auroit voulu accorder audictz habitans aucune chose sans le consentement de l'assemblée; en laquelle, ouy ledict rapport et l'advis de mondict seigneur, a esté



conclud et arresté d'accorder, ausdictz habitans du Buys-  
son, la somme de 900 livres, et pareille somme de 900  
livres ausdictz habitans de Grèze, à distribuer entre eulx,  
selon le département qu'il plaira à mondict seigneur le  
président, d'en faire, et qu'à ceste fin, MM. les commis-  
saires de l'assiette seront requis imposer lesdictes som-  
mes sur le général dudict diocèse, à la charge que,  
moyennant icelles, lesdictz habitans seront tenuz, chas-  
cun comme le concerne, payer leur portion des tailhes,  
tant ordinaires que extraordinaires, faictes et à faire  
durant la présente année.

Sur les réquisitions faictes par les procureurs des  
lieux d'Yspaniac, Molines et le Brueil-d'Esclanèdes, à ce  
que en considération des grandes foulles et ruynes,  
souffertes par les habitans desdictz lieux, à cause du  
passaige et séjour faict en iceulx par les troupes du  
sieur Dondredieu, lorsqu'elles vinrent à Grèze, et en-  
cores après en se retirant, il pleust ausdictz Estatz les  
descharger du payement de leurs portions, tant des im-  
positions ja faictes la présente année, que de celles qui  
se feront durant icelle, soit des deniers ordinaires ou  
des extraordinaires; a esté conclud, attendu que les-  
dictes foulles sont notoires que lesdictz lieux demeure-  
ront deschargés de leurs quotités des impositions de  
30,000 livres, d'une part, et 20,000 d'autre, faictes sur  
ledict diocèse, ez mois de mars et d'avril derniers, à la  
charge de payer entièrement les autres deniers qui  
seront imposez durant ladicte année; ce qui sera notifié  
aulx commis à faire la levée desdictes impositions, affin  
qu'ilz n'en prétendent cause d'ignorance.

Et sur aultre réquisition faicte par le consul de la ville  
de Chirac, affin qu'il pleust semblablement ausdictz



Estatz accorder aux habitans dudict lieu la descharge du payement de toute nature de deniers imposez et à imposer la présente année, en considération des oppressions et foulles qu'ilz ont receues par le logement d'une grande partie des troupes dudict sieur Dondredieu, durant vingt jours, comme chascun sayt, au moyen de quoy ilz ont esté réduictz à une grande pauvreté, qui leur oste le moyen de pouvoir payer leur quottité desdictz deniers ; a esté conclud que lesdictz habitans demeureront deschargés de leur quottité de l'imposition de 30,000 livres faicte sur ledict diocèse, au mois de mars dernier, à la charge de payer entièrement leur portion de l'imposition de 25,000 livres, faicte en avril après suivant, comme aussi de toute aultre nature de deniers qui pourront estre imposez sur ledict diocèse, la présente année ; ce qui sera notiffié au commis à la levée desdictz 30,000 livres, affin qu'il n'en prétende ignorance.

Ayant esté représenté par le sieur de la Corniliade, au nom de Mme d'Arpajon, qu'il auroict pleu à M<sup>gr</sup> le duc de Montmorancy, gouverneur et lieutenant général pour le Roy en Languedoc, luy accorder exemption du payement de toutes impositions extraordinaires pour les habitans des terres qu'elle peult avoir en ce diocèse, au moyen de quoy requéroit qu'il pleut à l'assemblée faire jouir lesdictz habitans de ladicte exemption, suivant l'intention de mondict seigneur, et ce faisant, ordonner au receveur tenir quittes et deschargés lesdictz habitans, sans les contraindre au payement desdictz deniers extraordinaires. Après que lecture a esté faicte de ladicte exemption en ladicte assemblée, et qu'il a esté certiffié par aucuns assistants d'icelle, lesdictz habitans avoir desjà payé leurs quottitez desdictz deniers, saulf quel-



ques restes de l'imposition faicte l'année dernière pour l'entrettenement de la garnison de la ville de Mende, a esté conclud qu'il sera faicte vérification desdictz restes et conféré avec MM. les consulz et procureurs de ladicte ville pour adviser d'accommoder cest affaire, au contentement des ungz et des aultres.

Du mardy, onzième dudict mois de juillet, de matin.

Sur la plainte faicte aux Estatz par certains paysans du lieu du Buysson, de ce que en hayne, comme ilz croient, de la deffaicte des gens du sieur Dondredieu, advenue audict lieu, aulcuns habitans de la ville de Maruejolz maltraittent lesdictz paysans en diverses façons, en ayant ces jours passés battu aulcuns et retenu quelque harquebuze qu'ilz portoient. De quoy, bien qu'ilz se soient plainctz à ladicte ville, il ne leur a esté randu aucune justice; requérans qu'il pleust aux Estatz les faire mettre en la protection et sauvegarde du Roy. Après que M. le premier consul de ladicte ville de Maruejolz, assistant à ladicte asssemblée, a dict et protesté n'avoir rien seu de ce faict, lesdictz Estatz l'ont exhorté et prié s'informer qui sont ceulx qui ont commis ces actes et tenir la main que cela n'arrive plus, ce qu'il a promis faire.

Sur la requeste présentée au nom dea habitans de plusieurs villaiges des environs de Grèze, tendant à estre deschargés de certaine contribution de bois à brusler et des aiz pour mettre en ceuvre dont la garnison de Grèze leur faict demande et les veult contraindre au payement; ouy le sieur premier consul de Maruejolz, qui a représenté avoir esté pourveu à cest affaire par le moyen de la délibération prinse aux Estatz généraulx de Languedoc, du 8<sup>e</sup> jour de juing dernier, par laquelle a esté



arrêté que par les députés en Cour, le Roy seroit supplié faire démolir ledict fort de Grèze, de sorte qu'il ne reste que d'accélérer ceste poursuite et à cest effect envoyer quelqu'un vers lesdictz sieurs députés ; l'affaire mis en délibération et veu ladicte délibération portant entre aultres choses que sur l'instance faicte sur ce subject par lesdictz Estatz généraulx à Mgr de Montmorancy, Sa Grandeur auroit faict response qu'il avoit envoyé en Cour vers Sa Majesté pour scavoir sur ce son intention ; a esté conclud, veu ladicte response, que l'on différera d'envoyer en Cour, attendant d'apprendre ce qui sera de la volonté du Roy par le moyen de Mgr de Montmorancy.

Le sieur de Fumel, syndic dudict pais, a dict avoir en main plusieurs requestes présentées aux Estatz par les habitans des parroisses de Gabrias, Cultures et aultres des environs de Grèze et aultres particuliers, requérans estre indemnisés ou remboursés des foudres et despen-  
ses par eulx extraordinairement souffertes, à cause de l'occupation du fort de Grèze et réduction d'icelluy en l'obéyssance du Roy. Et d'autant qu'ilz le pressent de faire respondre lesdictes requestes, il a requis et supplié l'asssemblée de ce faire. Sur quoy a esté arrêté que lesdictes requestes seront veues par MM. les commis du pays et aultres députés à l'audition des comptes et pourveu sur icelles ainsi qu'ilz adviseront estre à faire par raison, au plus grand soulagement du pays que faire se pourra.

Mgr le président a remonstré que le double et incertitude où les Estatz s'estoyent trouvés, après la proposition faicte par le sieur de Fumel, syndic, touchant la démission de sa charge, attendu que bien qu'ilz ne l'eussent



accepté, néantmoingz il ne leur avoit donné aucune assurance de la voulloir continuer, l'avoient obligé, avec l'importance du faict, d'en parler en particulier audit sieur de Fumel, pour le disposer à ce qui est du désir des Estatz ou scavoir sa dernière résolution afin qu'à son deffault les affaires du pais ne demeurassent en confusion ou en arriere, au détriment du publicq ; mais n'en ayant peu tirer aucune promesse et estimant ledict seigneur président que ledict sieur de Fumel s'est voulu réserver de la donner à l'assemblée, il l'en a voulu de rechef prier, au nom des Estatz. Sur quoy ledict sieur de Fumel, après les avoir remercié de l'honneur qu'il leur plaist luy faire, leur a déclaré qu'il eust bien désiré qu'il leur eust pleu accepter dès maintenant sadicte démission et le descharger de ce fardeau ; néantmoingz qu'il n'eust pas commis ceste faulte comme il ne fera jamais d'habandonner les affaires dudict pays, qu'il n'y eust esté pourveu d'ung aultre par lesdictz Estatz, afin que par son deffault ledict pais n'encourust aucun dommage.

Sur les plaintes faictes aux Estatz, par plusieurs consulz des villes, des abus et malversations qui commettent les huissiers et sergens faisant les contraintes et exécutions pour la levée des tailles ; a esté conclud que lesdictz consulz remettront devers MM. les commis, sindic et aultres sieurs depputés à l'audition des comptes les mémoires desdictz abus et malversations pour y donner tel reiglement qu'ilz jugeront nécessaire pour le soulagement du pauvre peuple.

Pour conclusion de ladicte asssemblée, mondict seigneur le président a dict qu'il luy souhaite ung don et ung présent qui ne reçoit poinct d'estimation, tel que



notre Seigneur fit à ses apôtres, leur layssant sa sainte paix ; paix parfaicte et véritable, que le vray moyen de l'avoir telle, est se divertir du mal et faire bien que pour la rendre durable, il la fault joindre avec la justice comme deux sœurs, et en somme se rendre vraiz observateurs des commandemens de Dieu ; attirant par ce moyen sur nous les effectz de sa sainte bénédiction, laquelle mondict seigneur le président a donnée aux assistans, qui a esté la fin de ladicte asssemblée.

Signé : CHARLES, évesque de Mende.

---

1618

*Ouverture de l'assemblée des Etats. — Les commissaires de l'assiette. — Rôle de MM. des Etats. — Contestation entre les prétendants à la baronnie de Peyre. — Prétentions de M. le baron du Tournel sur la terre de Cénaret. — Contestation entre M. du Tournel et M. de Roquefeuil. — Procurations à régulariser. — Le 3<sup>e</sup> consul de Mende précède celui de Marvejols. — MM. de Grailles et de Montesquieu demandent le remboursement des avances par eux faites pour la levée des gens de guerre. — Réquisition pour l'enregistrement des provisions de lieutenant du Roi, en la ville de Mende, accordées par Sa Majesté à M. le marquis de Portes, avec les protestations faites à ce sujet. — Imposition de 4,000 livres pour l'entretien des gens de guerre. — Ferme de l'équivalent. — Don de 100 livres aux religieux Cor-*



*deliers de Marpejols. — Admission de l'envoyé de M. d'Apcher et des consuls de Barre et de Saint Chély. — Préséance entre les barons. — Dette en faveur du sieur du Montet. — Mesures pour les revenus de la terre de Peyre. — Ponts à réparer. — Logement des gens de guerre à Chirac et à La Canourgue. — Gratification à M. de Billières, blessé à l'attaque du Buisson. — Somme réclamée par M. Marimond à M. Bastide, receveur des tailles en 1604. — M. de Borran, retenu prisonnier au château de Mallevieille. — Cautions à fournir par le fermier de l'équivalent. — Avis du premier consul de Marvejols, sur les provisions du marquis de Portes, en qualité de gouverneur du Gévaudan. — Plainte contre la garnison de Grèzes. — Gratification à M. le marquis de Portes ; protestation de divers membres de l'assemblée. — Demande de M. le trésorier Portalés. — Somme allouée à M. de La Condamine, commandant au château de Peyre. — Dette en faveur de M. Portalés. — Dépenses du prévôt de la maréchaussée. — Attribution de juridiction à ce prévôt au sujet des faussaires. — Gratifications aux religieux Jacobins et Augustins de Marvejols. — Demande relative à l'établissement d'un receveur des tailles dans les Cévennes. — Secours à la veuve d'Etienne Blanquet, tué au combat du Buisson. — Acceptation du cautionnement fourni par le fermier de l'équivalent. — Gratification à M. de Lasbros. — Clôture de l'assemblée des Etats.*

L'an mil six cens dix-huict, et le lundy quatorzième jour du mois de may, en la ville de Maruejolz, les gens des Estatz particuliers du païs de Gévaudan et diocèse de Mende, après avoir, sellon leur ancienne et louable cous-



ame, assisté au matin, à la messe de Saint-Esprit, célébrée en l'église collégiale dudict Maruejolz, se sont assemblés en vertu des convocations de nos seigneurs les commissaires présidents pour le Roy aux Estatz généraulx de Languedoc, tenuz à Pézénas ez mois de janvier et febvrier, dans l'auditoire de la Cour ordinaire de ladite ville de Maruejolz, où estans venuz noble Cristofle de Canoy, sieur et baron dudict lieu et de Bonneuil, commissaire principal de l'assiette dudict diocèse, la présente année ; M. M<sup>e</sup> Urbain Dumas, sieur du Bouchet, conseiller du Roy et juge en la Cour du bailliage de Gévaudan ; M<sup>e</sup> Anthoine Destrictis, notaire royal, 2<sup>e</sup> consul de ladite ville de Mende ; Michel Buysson, marchand, 5<sup>e</sup> consul de ladite ville, et M. Pierre Jalguet, notaire royal, greffier, 1<sup>er</sup> consul dudict Maruejolz, commissaires ordinaires de ladite assiette. Ledit sieur de Canoy a dict que la compagnie a rendu tant de preuves de sa dévotion et fidélité au service de Sa Majesté, que se seroit entrer en doute de sa persévérance, d'uzer d'autre exhortation en leur endroict que de la simple lecture des commissions pour le faict desquelles ladite compagnie a esté convoquée, qui est l'imposition et despartement de la quotité dudict diocèse des deniers accordés à Sa Majesté ausdictz Estatz généraulx, selon l'ancienne coustume, pour le soustien de la couronne et maintien de cest Estat ; offrant, ledit sieur de Canoy, de vacquer incontinent avec les aultres sieurs commissaires ordinaires et l'assistance de ladite compagnie ou de telles personnes qu'elle voudra députer au département des sommes portées par lesdictes commissions. Desquelles ayant esté faictes lecture à voix intelligible à ladite asssemblée, M. de Chanolhet, chanoine de l'église



cathédrale de Mende, official et vicaire général de Mgr de Mende et président audictz Estatz, a représenté audict sieur de Canoy, que comme ladicte compagnie n'a jamais forligné de son devoir en aucune occasion touchant le bien et advancement des affaires et service de Sa Majesté ; il s'assure aussi qu'elle se portera d'autant plus volontiers à l'exécution desdictes commissions, qu'elle recognoist la cause en estre ordinaire, utile et nécessaire pour le service desadicta Majesté et conservation de ce royaume, en paix et tranquillité. Néanmoins a requis, ledict sieur de Canoy, au nom desdictz Estatz, permettre la continuation de ladicte asssemblée, suyvant l'ancienne coustume, tant pour délibérer sur ce subject, que pour traiter des affaires communs dudict diocèse. Laquelle permission accordée, a esté faicte lecture des procurations des envoyez et deputez ausdictz Estatz, ausquelz se sont trouvés assistans, assavoir, pour l'estat ecclésiastique : M. M<sup>r</sup> Jacques Pereret, docteur de Sorbonne, chanoine théologal de l'église cathédrale dudict Mende, envoyé de MM. du Chappitre de ladicte église ; M<sup>r</sup> Pierre Enfruc, docteur ez droictz, aussi chanoine de ladicte église, envoyé de M. de Sainte-Enimie ; M. Adam Chevalier, docteur ez droictz, envoyé de M. de Longogne ; M<sup>r</sup> David Lagier, envoyé de M. des Chambons ; M<sup>r</sup> Anthoine Aldin, docteur ez droictz, envoyé de M. de Raliers ; M<sup>r</sup> Guillaume Dumazel, envoyé de M. de Saint Jehan. Pour MM. les barons et nobles : M. le baron du Tournel, en personne ; M. Jehan Michel, lieutenant de juge, ez terres de la baronnie d'Apcher et envoyé de sieur baron d'Apcher ; noble Anthoine de Jurquet de Laspinasse, sieur des Salles, envoyé de M. le baron de Gèneret ; noble Henry de Saint Bréjact, sieur de la



Fouillouze, envoyé de M. le baron de Randon ; noble Hiérosme de Lage, sieur dudict lieu, envoyé de M. le baron de Canillac ; M. de Servièrre, en personne ; noble Pierre de Rochemure, sieur du Fraisse, envoyé de M. d'Allenc ; noble Gabriel de Robert, sieur des Agasatz, envoyé de M. de S. Auban ; M<sup>e</sup> Guillaume Bardon, docteur ez droictz, envoyé de M. de Mirandol ; noble Claude de Brunenc, sieur de La Cournilhade, envoyé de M. de Sévérac ; Symond Pauc, sieur d'Apias, envoyé de M. de Barre ; Jean de Seguin, sieur des Bros, envoié de M. d'Arpajon ; M<sup>e</sup> Claude de Cavata, bachelier ez droictz, envoyé de MM. les consulz nobles de La Garde-Guérin. Et pour le Tiers-Estat : M<sup>e</sup> Anthoine Destructis, notaire royal, 2<sup>e</sup> consul de la ville de Mende ; Michel Buisson, marchand et 3<sup>e</sup> consul de ladictte ville ; M<sup>e</sup> Pierre Jalguet, notaire royal, greffier et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejolz ; Anthoine Crespin et Guillaume Lafont, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consulz dudict Maruejolz ; Estienne Julien, marchand et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Chirac ; M<sup>e</sup> Claude Retrun, 1<sup>er</sup> consul de la ville de La Canorgue ; M<sup>e</sup> Anthoine Constans, notaire royal et 1<sup>er</sup> consul de la ville de St-Chély-d'Apcher ; Jehan Chabanel, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Salgues ; Jean de Beaufort, marchand et 1<sup>er</sup> consul de la ville du Mälzieu ; M<sup>e</sup> Guillaume Malzac, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Florac ; Pierre de Malgoires, consul de la ville d'Ispaniac ; M<sup>e</sup> Jehan de Combes, docteur ez droictz, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Sainte-Enimie ; M<sup>e</sup> Jehan Cayroche, consul de Châteauneuf-de-Randon ; M<sup>e</sup> Pierre Pépin, docteur ez droictz, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Serverette ; M<sup>e</sup> Pierre de La Pierre, 1<sup>er</sup> consul de Saint-Estienne-de-Valfrancisque ; M<sup>e</sup> Gervais Chastel, consul de la viguerie de Portes ; Anthoine Bonnet, sieur de



Valdejon, 1<sup>er</sup> consul de Barre ; George Aleman, consul de Saint-Auban ; M<sup>e</sup> Jean Reversat, notaire, procureur du mandement de Nogaret. Tous lesquelz assistans ont presté le serement, ez mains dudict sieur président, de procurer le bien et advancement du service du Roy et le repos et soulagement dudict diocèse.

Sur ce que le sieur de Fumel, syndic dudict diocèse, a représenté, après avoir esté adverty du différend qui s'est formé entre M. de Tholet, le sieur envoyé de M. de La Faurie et le sieur de La Condamine ; chascun d'eulx préthendant debvoir estre receu et assister en la présente asssemblée, en la place et au rang accoustumé de M. le baron de Peyre ; assavoir : lesdictz sieurs de Tholet et de La Faurie, à cause du droict que chascun d'eulx préthend en ladicte baronnie dont ilz sont en procès, et ledict sieur de La Condamine, commandant pour le service du Roy au chasteau de Peyre, comme séquestre des droictz, rantes et revenuz de ladicte baronnie, et ayant esté receu en ceste qualité aux Estatz généraulx de Languedoc, pour ledict sieur baron de Peyre. Et que par ce moyen chascun d'eulx se dispoze de venir prandre place en ceste compaignie, avec résolution de ne céder l'ung à l'autre. De quoy ledict syndic se doubte qu'il arrive quelque inconvenient, oultre le retardement des affaires de Sa Majesté et du publicq qui se doibvent traiter en la présente asssemblée ; requérant à ceste occasion qu'il pleust aux Estatz y apporter l'ordre et tempérament requis ; a esté conclud. l'affaire ayant esté mis en délibération, que pour obvier à désordre et à l'interruption des affaires concernans le service de Sa Majesté et le repos et soulagement dudict diocèse, que lesdictz sieurs seront priez, de la part desdictz Estatz, se vouloir des-



porter et abstenir ceste présente année de l'entrée que chascun d'eulx préthend luy appartenir en iceulx, et ce toutesfois sans conséquence ny que cella puisse aucunement préjudicier aux droictz des parties. Ayant esté à cest effect depputez M. l'envoyé du Chapitre de Mende et ledict syndiq.

M. le baron du Tournel a dict, comme sur la lecture naguières faicte en la présente asssemblée, de la procuration passée au sieur des Salelles, par Mme de Haut-Villar de S. Poinct, donnant pouvoir, audict sieur de Salelles, d'assister pour elle aux présens Estatz comme baronnesse de Céneret; ledict sieur du Tournel auroict représenté le droict qu'il prétend sur la baronnie dudict Céneret, pour raison duquel il est en procès avec ladicte dame; et d'autant que son silence sembleroit donner ung tacite consentement au préjudice de son droict, il a déclaré qu'il proteste comme il a fait aux précédentes assambles des Estatz de ne consentir ny acquiescer aucunement à la réception d'aucune personne, envoyée ausdictz Estatz soubz le nom de ladicte dame ou autres ses parties, ains d'en avoir recours en temps et lieu à la justice. Sur quoy a esté conclud, pour ne retarder l'asssemblée que les protestations dudict sieur baron du Tournel demeureront escriptes, ledict sieur de Salelles sera receu et aura séance et voix délibérative au rang et place dudict sieur baron de Céneret, sans préjudice toutesfois du droict prétandu par ledict sieur baron du Tournel.

Sur le différend intervenu entre M. le baron du Tournel et noble Louis de La Gardelle, sieur dudict lieu, envoyé de M. de Roquefeuil, prétendant par le moyen des arrestz obtenuz par ledict sieur de Roquefeuil, sur la



baronnie du Tournel, devoir estre receu en ladicte asssemblée et y avoir la séance et voix délibérative appartenant à ladicte baronnie. Ledit sieur baron du Tournel au contraire soustenant lesdictz arrestz avoir esté obtenuz par surprise, et oultre ce ne regarder aucunement le droict de la séance desdictz Estatz, dont luy et le père et ayeul ont tousjours jouy sans contredict ; a esté conclud et arresté que ledit sieur baron du Tournel continuera la jouissance et possession de ladicte séance en la présente asssemblée et ledit sieur de La Gardelle, au nom qu'il procède, en demeurera exclud, sans préjudice des droictz, par ledit sieur de Roquefeuil, prétanduz sur ladicte baronnie.

Les procurations des consulz de la viguerie de Portes et Saint-Estienne-de-Valfrancisque ayant esté trouvées défectueuses et contre la forme de tout temps accoustumée ; a esté conclud que lesdictz consulz seront tenuz de les faire réformer et les remettre devers l'assemblée, en bonne et deue forme, dans trois jours, aultrement seront privez de l'entrée des Estatz, et que pour l'advenir aucung n'y sera receu en vertu de telles procurations ; de quoy sera faicte expresse mention aux lettres de la convocation, affin qu'il n'en prétande cause d'ignorance.

Du quinziésme jour dudict mois de may, du matin, au lieu que dessus, président mondict sieur le vicaire général.

Sur ce que M<sup>e</sup> Michel Buisson, 3<sup>e</sup> consul de la ville de Mende, a remonstré que le sieur premier consul de ladicte ville de Mende, se trouvant absent de la présente asssemblée, à cause de son indisposition et maladie, le



sieur Destructis, 2<sup>e</sup> consul de ladite ville y estant, représente son premier et tient son rang et place et par conséquent ledict Buysson estant subrogé au lieu dudict second, doit précéder le second consul de ladite ville de Maruejolz, qui l'empesche. Veu les délibérations des années précédentes, a esté conclud que ledict dernier consul prendra place après ledict second consul de Maruejolz, et ce faisant, précèdera le tiers consul dudict Maruejolz, suivant lesdictes délibérations.

Le sieur de Mazeran, nepveu du sieur de Grailles, a représenté que suivant la commission de Mgr de duc de Montmorancy, gouverneur en la province de Languedoc, ledict sieur de Grailles, au mois de mars de l'année dernière, auroit faict levée de 5 ou 600 hommes de guerre, tant de cheval que de pied, et icculx conduictz et menez dans ce diocèse, pour s'opposer aux troupes des sieurs Dondredieu et d'Assas, et empescher l'effect des pernicieuses entreprises qu'ilz avoient projectées contre le service du Roy dans cedit diocèse. En quoy il estime que le Roy et le païs ont esté utillement servis et assistés par ledict sieur de Grailles et lesdictz gens de guerre. Et d'autant qu'à ceste occasion ledict sieur de Grailles a esté constrainct faire de grandes despenses et avances de deniers, pour armer et faire marcher lesdictz gens de guerre, et qu'il ne seroit raisonnable que, outre le service par luy randu en ceste action, la perte de ses moyens luy en restast pour toute récompense ; à ceste cauze, a prié et requis l'assemblée voulloir pourveoir à son remboursement et indemnité, ayant à cest effect exhibé ladite commission. Sur quoy, après avoir esté faicte lecture d'icelle et d'autre délibération prinze sur le mesme subject, l'année dernière, à la réquisition du sieur de La



Brugière, l'affaire a esté renvoyé à MM. les commis, sindicq et depputez dudict diocèse pour adviser d'y pourveoir ainsi qu'ilz verront estre à faire par raison.

Sur la requeste présentée par noble Georges de Montesquieu, à ce qu'il pleust à l'assemblée pourveoir au remboursement de l'avance par luy faicte, fraiz et despenses souffertes pour la levée, solde et entrettenement de cent hommes de guerre, qu'il avoit mis suz et entretenuz durant quinze jours au lieu de La Malène et lieux circonvoisins, pour s'opposer et donner empeschement sur le rivaige de la rivière de Tarn, au passaige des troupes des sieurs Dondredieu et d'Assas, suyvant la prière et commandement qu'il en avoit receu de M. le marquis de Portes ; a esté advisé par l'assemblée de renvoyer ladicte requeste à MM. les commis, sindicq et depputez dudict païs, pour y pourveoir selon qu'ilz verront estre à faire par raison.

Sur l'exposition faicte ausdictz Estatz par M. de Canoy, commissaire principal de l'assiette dudict diocèse, qu'il auroit pleu au Roy, pour les cauzes portées en ses Lettres pattantes du mois de novembre dernier, establir et ordonner son lieutenant en la ville et diocèse de Mende, haut et bas païs de Gévaudan et en ce qui reste du païs des Cévennes, M. le marquis de Portes, pour en l'absence et soubz l'autorité de Mgr le duc de Montmorancy, gouverneur et lieutenant général de sadicte Majesté en Languedoc et de Mgr le duc de Vantadour, aussi lieutenant général audict gouvernement, commander en ladicte ville, diocèse et païs susdict. Et pour raison de laquelle charge ledict seigneur marquis auroit faict et presté le serment entre les mains de Sa Majesté, comme plus à plain résulte desdictes Lettres et acte de serement,



inséré sur le reply d'icelles, que ledict sieur de Canoy a présentées ; requérant qu'elles soient leues en plaine asssemblée et enregistrées ez registres dudict pais et acte sur ce luy estre expédiée pour servir et valloir ainsy qu'il appartiendra. Et incontinant, la lecture ayant esté faicte desdictes lettres, et le subject d'icelles mis en délibération et sur icelluy représenté par le sieur consul de la ville de Maruejolz que pour estre ladicte ville composée non-seulement d'habitans catholiques, mais pour la pluspart de la religion prétendue réformée, il peult donner son advis sur ceste inopinée occurrence, sans en avoir préalablement communiqué au Conseil général de ladicte ville. Requérant à cest effect qu'il pleust ausdictz Estatz différer ladicte délibération jusques au lendemain. Et ensuite de ce auroit esté aussi remonstré par aucuns desdictz Estatz, assavoir : par le sieur envoyé de M. le baron de Canillac, n'y avoir lieu d'enregistrer lesdictes provisions, attendu qu'elles n'estoient vérifiées en la Cour de parlement, oultre qu'en temps de paix auquel nous sommes, Dieu grâces, il n'y a subject d'establir en ce diocèse aucun gouverneur particulier ; n'ayant jamais esté faict jusques à présent. Et par les consulz de Barro, Saint-Estienne-de-Valfrancisque, Saint-Germain, qu'ayant desjà formé opposition au Conseil de Sa Majesté, pour ce qui regarde le gouvernement des Cévennes, ilz ne peuvent approuver ledict enregistrement. Et par le sieur consul de la ville de Mende, que sadiote Majesté ayant jugé convenable d'establir ung personnaige en ce diocèse pour y commander soubz son auctorité, les habitans d'icelle tiennent à ung grand bien qu'elle aye jetté les yeux sur ledict seigneur marquis ; néantmoins, pour le notable préjudice que ladicte ville pourroit souffrir en



sés privilèges et immunités, en ce que par lesdictes provisions est faicte expresse mention de ladicte ville, ce qui sembleroit attribuer audict seigneur marquis, outre l'auctorité générale et ordinaire sur ledict diocèse et pais, ung pouvoir spécial et extraordinaire sur ladicte ville, quoy qu'elle ayt tousjours esté exempte d'aultre gouverneur particulier que de leurs évêques et prélats, seigneurs haults justiciers d'icelle. Pour lesdictes considérations, il persiste en la déclaration par luy faicte audict sieur de Canoy en la dernière asssemblée de MM. les commissaires dudict pais sur la présentation desdictes provisions. Et par le sieur de Fumel, syndic dudict pais, auroict esté dict, que comme Sa Majesté n'a pas voulu sans cause establir ledict seigneur marquis, pour commander en cedict diocèse et pais, quoyque sans exemple, durant le temps de la paix, aussi est il croyable qu'il seindra soigneux de soulager le général et les particuliers d'icelluy et les conserver et maintenir en leurs justes possessions, coustumes, privilèges et immunités, sans y rien innover et sans préjudice desquelles il estime lesdictes provisions, pouvoir estre enregistrées. Finalement, après que par M. de Chanolhet, grand vicaire de mondict seigneur de Mende et président ausdictz Estatz, a esté représenté estre choze véritable que l'autorité et droictz de l'église en ce diocèse qui résident principalement en la personne dudict seigneur évêque, comme prélat et comte dudict pais et seigneur hault justicier de ladicte ville, recogneu sur tous aultres, ung plus spécieux et notable interest par la réception et enregistrement desdictes provisions, ainsi que ces jours passés en ladicte asssemblée desdictz sieurs commis, a esté, par mondict seigneur de Mende, représenté, audict sieur de



Canoy, considération si juste et pieuse, qu'elle l'obligeas<sup>t</sup> fort estroittement à s'opposer audict enregistrement. Néantmoins, pour tesmoigner la continuation de la fidelle obéyssance qu'il a tousjours randue aux commandementz de Sa Majesté et l'honneur qu'il reçoit avec les habitans de ladicte ville, de l'élection qu'il a pleu à Sa Majesté faire de la personne dudict seigneur marquis de Portes, il s'est fort volontiers réduit à la réservation de ses humbles remonstrances devers sadicte Majesté et nos seigneurs de son Conseil, à faire en temps et lieu pour la conservation de ses droictz, privilèges et immunitéz de son esglise ; a esté conclud et arresté que lesdictes Lettres de provision seront enregistrées ez registres dudict païs, à l'effect porté par icelles, et que de ce en sera expédié acte, pour servir et valoir en ce qu'il appartiendra, le tout néantmoins sans préjudice des coutumes et privilèges dudict païs, droictz, immunitéz et auctorité dudict seigneur évesque de Mende, comte d'icelluy, franchises et libertés de ladicte ville, suyvant la susdicte délibération.

Le sieur de Fumel, scindicq dudict diocèse, auroict représenté qu'en attendant le succès du traité de paix moyenné par le Roy, entre le roy d'Espagne et le duc de Savoye, et pour en faciliter l'exécution, Sa Majesté auroit ordonné que certaines compagnies de gens de cheval et entre aultres celles de chevaulx légers de MM. les comte d'Auvergne et prince de Juinville (que sadicte Majesté auroict faict retirer de Piedmond et de la Savoye, après la résolution dudict traité), s'arresteroient jusques après l'exécution d'icelluy, ez environs de la frontière dudict païs de Savoye. Au moyen de quoy, suyvant les ordonnances de MM. les ducz de Mont-



morancy et de Vantadour, gouverneur et lieutenantz généraulx, en la province de Languedoc, les diocèses de Viviers, Uzès, le Puy et Mande, furent désignés pour contribuer et fournir des vivres desdictz deux compagnies, qui ont logé et séjourné au bourg St-Andéol, en Viverez, depuis le 15 novembre dernier jusques au 26 décembre ensuivant, et deppuys le 27 dudict. mois jusques au 27 de febvrier dernier, ez villes d'Yssingaulx et Monistrol en Vellay. Et d'aultan que à faulte de fournir par ce diocèse les deniers à quoy revenoit sa quottité dudict surtaulx, les scindicqz et habitans desdictz païs de Viverez et Vellay, qui en avoient faict les avances pour cedict diocèse, auroient obtenu de mesdictz seigneurs les gouverneurs et lieutenants généraulx des ordonnances de contraincte, en vertu desquelles ilz auroient uzé de rigoreuses exécutions contre ledict diocèse, saisy et faict vandre à l'inquant la marchandise ; de plus, les habitans d'icelluy, avec grandz fraiz, despens, dommages et interestz, oultre le préjudice et interruption du commerce ; pour à quoy pourveoir et couper chemin à la continuation de ses désordres, MM. les commissaires et depputez dudict diocèse auroient passé des obligations et promesses au profict desdictz scindicq de Viviez et Vellay, pour les quottitez dudict diocèze qui reviennent, compris les fraiz et despens desdictes exécutions et contrainctes, à la somme de 4,000 livres ; laquelle ledict diocèse n'ayant moyen faire payer que par imposition, comme chascun sçait, lesdictz sieurs commissaires députez auroient obtenu la permission, de mondict seigneur le duc de Vantadour, d'en faire la levée sur le général dudict diocèse, comme appert par son ordonnance, au pied de la requeste que luy en a esté



présentée ; de sorte qu'il ne reste sinon qu'il plaize à l'assemblée d'en délibérer. Sur quoy, après avoir esté faicte lecture de ladicte requeste et de l'ordonnance de mondict seigneur le duc de Vantadour, portant ladicte permission ; a esté conclud et arresté que MM. les commissaires de l'assiette dudict diocèse, ceste présente année, seront requis par ledict scindicq, au nom desdictz Estatz, vouloir asseoir et imposer sur le général d'icelluy diocèse, ladicte somme de 4,000 livres, pour estre employée à l'acquittement desdictes obligations, remboursement des fraiz et despans, et des dommaiges des particuliers intéressés ; le tout à la descharge du diocèse.

Ayant esté, à la réquisition du sindicq dudict diocèse, faicte lecture, en ladicte assemblée, des articles de la ferme dudict de l'équivalent de la province de Languedoc, ainsi qu'il est accoustumé, et n'ayant, les fermiers dudict droict en ce diocèse, daigné de présenter, ausdictz Estatz, cautions resséantes et solvables pour le pris de ladicte afferme, en la forme portée par lesdictz articles ; a esté conclud et arresté que ledict droict sera, contre lesdictz fermiers, publié et mis à la folle enchère, pour estre délivré à la chandelle estaincte à celluy où ceulx qui se trouveront avoir faict la condition meilleure, sauf si par le jour lesdictz fermiers présentent lesdictes cautions.

Sur la requeste présentée par le P. Basille de Lubiani, gardien du couvent des Frères-Mineurs de la ville de Maruejolz, tendant à ce qu'il pleust à l'assemblée luy accorder la somme de 500 livres, pour luy ayder à fournir à partie des fraiz et despens nécessaires pour la réédification de leur église et couvent, qui ont esté entièrement ruynez et démolis par l'injure des guerres, et



mesmes en l'année 1586, que ladicte ville fut assiégée et réduite en l'obéyssance du Roy, par l'armée conduite pour Sa Majesté par feu Mgr l'admiral de Joyeuse, comme il est notoire à ung chascun, aussi bien que la grande pauvreté des religieux dudict couvent, qui ne leur permet d'effectuer le désir et intention pour l'exécution d'ung œuvre si pieux et recommandable, sans la charitable assistance et favorable secours des bons catholiques et entre aultres de ceste notable asssemblée, qu'il implore au nom de Dieu, pour le bien et manutention de la religion catholique en ladicte ville. A esté délibéré et conclud que ladicte asssemblée a accordé et accorde, par forme d'aulmosne et gratification charitable, audict père Bazile, comme gardien susdict, la somme de 100 livres tournois, pour estre employée à la réédification de ladicte église dudict couvent et non aillieurs, et qu'à cest effect ladicte somme sera mise ez mains des scindicq des habitans catholiques de ladicte ville, qui sera tenu d'en faire la distribution sans aucun divertissement à peyne de répétition.

Dudict jour, quinzième may, de relevée.

M. Jean Michel, lieutenant en la justice ordinaire des terres de la baronnie d'Apcher, s'est présenté pour M. le baron d'Apcher, en vertu de la procuration dudict seigneur; de laquelle, après avoir esté faicte lecture, et le serement accoustumé presté par ledict sieur Michel, il a esté receu en ladicte asssemblée.

De mesmes s'est présenté M<sup>e</sup> Anthoine Constans, notaire royal, 1<sup>er</sup> consul et député de la ville de Saint-Chély-d'Apcher, lequel après avoir aussi presté le serement reqnis, a esté pareillement receu.



Et incontinent après, Anthoine Bonnet, sieur de Valdejon, consul de Barre, a remis l'acte de sa nomination consulaire, portant pouvoir d'assister ausdictz Estatz.

Sur ce que le sieur Michel, envoyé de M. d'Apcher, a remonstré que suivant l'ancien ordre et observation des Estatz de ce diocèse, mesmes lorsqu'ilz se tiennent en la présent ville, le scindic a accoustumé d'appeler ledict sieur baron d'Apcher, immédiatement après le sieur baron de Peyre, et l'année qu'ilz se tiennent en la ville de Mende, immédiatement après le sieur baron qui se trouve en tour en la mesme année, par préférence à tous les aultres sieurs barons; requérant qu'il plaise à l'assemblée, en observant ledict ordre, ordonner qu'il oppinera incontinent après M. le baron du Tournel, qui y est en personne. A quoy ayant esté réparty par ledict sieur baron du Tournel, que lesdictz sieurs barons d'Apcher ny de Peyre n'avoient aucune préséance sur les aultres barons, sinon lorsqu'ilz sont en leur tour et rang d'assister aux Estatz généraulx de la province de Languedoc, comme se veoit par le portraict de la roue, anciennement sur ce faict, pour monstrier qu'il n'y a nul premier ny dernier, de sorte que ledict sieur baron d'Apcher ayant esté en tour l'année dernière, il se trouve le plus esloigné en la présente, et par conséquent le dernier de tous, puisque, suivant ladicte roue, les ungs doibvent alternativement succéder aux aultres en chascune année selon leur tour; a esté délibéré et conclud que lesdictz sieurs barons seront appellés par ledict scindicq et opineront au rang et ordre qu'ilz se trouveront assis en ladicte asssemblée.

S'est présenté à l'assemblée M<sup>e</sup> Pierre Rodes-Castaing, docteur ez droictz, lequel comme mary de damoiselle



Marguerite de Meillac, filhe et héritière, par bénéfice d'inventaire de feu Pierre Meillac, sieur du Montet, de la ville de La Canorgue, a remontré que ledict feu sieur du Montet, ayant passé transaction avec M<sup>e</sup> Jean Regy, en l'année 1586, pour raison de certaine quantité de vin qu'ilz debvoient fournir audict diocèse, pour subvenir à l'entrettenement et nourriture de l'armée estant devant la ville de Maruejolz pour la réduction d'icelle en l'obéissance du Roy, soubz la conduite de feu M. l'admiral de Joyeuse ; et ledict Regy ayant mis en justice lesdictz mariez en l'observation dudict contract, mesmes pour les faire condampner à luy payer la somme de 1,000 livres avec despans et apportz. Après une longue poursuite, tant en la Cour de parlement de Tholoze que en celle des Aydes de Montpellier ; ouy en tout le scindicq dudict diocèse, finalement, par arrest de ladicte Cour des Aydes contradictoirement donné, le 21 de mars dernier, lesdictz mariez auroient esté indempnes à payer audict Regy ladicte somme de 1,000 livres, avec despens. Et par le mesme arrest, ledict scindicq a esté condampné à rellever indempne lesdictz mariez, tant des sommes principales, par eulx païées audict Regy, que interestz, depuis le paiement d'icelles, suyvant la licquidation qui en seroit faicte par le commissaire qui, à ceste fin, seroit depputé, avec despans de l'instance taxée à 241 livres 19 sols ; le tout inthimé audict scindicq. Et d'aultant qu'il ne seroit raisonnable qu'il souffrit de si grandz despans, domaiges et interestz qu'il est constraint paier à cauze des saisies que ledict Regy a faict faire du bestail de ses mesteries et icelluy faict vendre à vil prix ; attendu mesmes que ledict païs le doibt rellever du principal et despans, il a supplié l'assemblée pourveoir



à son paiement et ramboursement, du moingz pour ce qui est des interestz de la somme principale, en attendant que le debte soit vérifié et licquidé par MM. les commissaires depputez par Sa Majesté à la vérification des debtes, pour après estre imposé et païé avec les despans cy-dessus mentionnez. Sur quoy, après que le sieur de Fumel, scindicq dudict païs, qui a dict estre sur le poinct d'obtenir requeste civile contre ledict arrest, a particulièrement faict entendre, à ladicte asssemblée, le mérite de cest affaire ; a esté délibéré et conclud qu'il est renvoïé à MM. les commissaires et depputez dudict païs, ausquelz ladicte asssemblée a donné et donne pouvoir de licquider les prétentions desdictz mariez, tant en principal que despans et selon leur advis, s'il y a lieu, de ladicte requeste civile, l'obtenir contre les hoirs de Pons Destrectz, sieur de Garrejac ; Jacques Chantuel et Hélye Chevalier, qui doibvent garantir ledict païs de ladicte condempnation.

L'assemblée, bien informée du soing et de la prévoyance dont Mgr de Mende avoit uzé avec MM. les commissaires depputez, scindicq dudict païs, pour empêcher les désordres qui se pourroient commettre en la levée des fruictz, rantes et revenuz de la baronnie de Peyre (pendant le procès), par les parties que y prétendent droict ; chascune desquelles se préparoit de son costé de lever et jouir lesdictes rantes à main armée, ce qui ne se pouvoit faire qu'à la foule et oppression, non-seulement des habitans de ladicte terre, mais aussi des lieux circonvoisins. Après plusieurs remonstrances et sermones par mondict seigneur et lesdictz sieurs commissaires, sur ce faictes ausdictes parties prétendantes, afin de les disposer à se régler entre elles, ilz auroient enfin,



au reffus d'icelles, recours à Mgr le duc de Montmorancy, comme gouverneur et lieutenant général pour le Roy, en la province de Languedoc ; lequel auroit ordonné que lesdictz fruictz, rantes et revenuz demeureroient, pendant ledict procès, par forme de dépost et séquestration, entre les mains des emphytéotes et aultres personnes qui en sont débiteurs, sans en pouvoir estre dessaisis, jusques à ce que aultrement par la justice en eust esté ordonné, avec inhibitions et deffance ausdictes parties, de vexer ny contraindre cependant lesdictz débiteurs, pour ce regard ; ordonnance plaine d'équité et par le moyen de laquelle lesdictz désordres ont esté arrestez jusques à maintenant, que lesdictes parties, selon que ladicte asssemblée a esté advertie, sont en termes de contrevenir à ladicte ordonnance ; pour à quoy obvier, a esté délibéré et conclud que mondict seigneur de Montmorancy sera supplié, au nom desdictz Estatz, voulloir, pour les susdictes considérations, renouveler ladicte ordonnance, avec plus expresses inhibitions et deffance ausdictes parties de rien attampter ny innover au préjudice d'icelles ; néantmoins, pour favoriser d'avantaige la requeste desdictz Estatz, que mondict seigneur de Mende sera supplié d'y joindre sa prière et recommandation envers sadicte Grandeur.

Sur les requestes présentées par les habitans des lieux de Vabres, Saint-Juéry, Requoles et aultres, tendantes à ce qu'il pleust aux Estatz pourveoir à la réparation des pontz desdictz lieux, pour le bien du publicq et la conservation et commodité du commerce, attendu le mauvais estat desdictz pontz qui menacent une entière ruyne, pour n'y avoir esté faicte aucune réparation depuis ung fort longtemps, à cause des guerres qui ont



eu cours en ce royaume. Après que lecture a esté faicte desdictes requestes et des délibérations prises ez précédentes assamblées desdictz Estatz et mesmes en l'année dernière sur ce subject ; a esté conclud et arresté que lesdictes délibérations seront suyvies et entièrement effectuées selon leur forme et teneur, conformément aux réglemens faictz par les Estatz généraulx de la province de Languedoc, touchant la réparation des pontz.

Veu par ladicte asssemblée la requeste présentée par les habitans de la ville de La Canorgue, pour estre desdommagés, par le païs, du logement par eulx faict de quarante-cinq maistres de la compagnie de Mgr le duc de Vantadour, conduictz par le sieur Dalijon, enseigne de ladicte compagnie, qui passèrent en ce diocèse au mois d'octobre dernier ; ayant logé en ladicte ville de La Canorgue le 21 dudit mois, durant ung jour et une nuict. Le sieur consul de la ville de Chirac ayant faict semblable réquisition pour pareil logement et le sieur de Fumel, scindicq dudit diocèse, ayant esté ouy, qui a dict estre choze certaine et véritable que, par ordonnance de mondict seigneur de Vantadour, ladicte compagnie ayant commandement de passer par ce païs, ledict scindicq se seroit acheminé vers elle à l'entrée d'icelluy, pour penser luy faire prandre ung autre chemin ; mais ayant trouvé qu'elle estoit desjà logée au lieu d'Auroux, avec résolution de passer dans ledict diocèse, suivant l'ordre donné par mondict seigneur ; tout ce qu'il auroit peu obtenir du sieur de La Forest, conduisant ladicte compagnie, auroit esté de la faire marcher le plus diligemment qu'il seroit possible et passer à travers dudit païs pour le soulagement d'icelluy, sans y faire des logements que le moins qui se pourroit. Le



premier desquelz, après ledict lieu d'Auroux, auroit esté à La Villedieu ; le second audict Chirac, et le dernier en ladicte ville de La Canorgue. A esté délibéré, conclud et arresté que les roolles et estatiz des fraiz et despances souffertz par les susdictz lieux, à cause du logement de ladicte compagnie, seront veuz, vérifiez et arrestés par MM. les commissaires, scindicq et depputez dudict païs, et par eulx mesmes proveu au paiement et ramboursement desdictz lieux, sur les deniers qui restent à lever des impositions faictes audict diocèse, au mois de mars et d'avril 1647, de la somme de 30,000 livres, d'une part, et 25,000 livres d'autre, pour s'opposer aux troupes des sieurs d'Assas et Dondredieu, et réduire en l'obéissance du Roy, la place de Grèze, qui avoit esté occupée par ledict sieur Dondredieu, si tant est qu'il se trouve du fondz ez dictes impositions pour faire ledict ramboursement.

Sur la requeste présentée par noble Jean Bilhères, et par luy-mesmes verbalement faicte à ladicte asssemblée, à ce qu'en considération des blessures par luy receues de deux mousquetades en l'ataque faicte par M. le marquis de Portes contre les ennemis du Roy et du païs, qui estoient logés au lieu du Buysson, lors de la surprise, faicte par le sieur Dondredieu, de la place de Grèze, il pleust aux Estatz luy accorder certaine somme de deniers pour luy ayder à paier les médecins et chirurgiens qui l'ont pansé et médicaments ; eu esgard mesmes que desdictes blessures il en demeure estropié d'ung bras pour toute sa vye ; a esté délibéré et conclud, que pour aulcunement le récompenser des despans par luy souffertz, à cause de ladicte blessure, les Estatz luy ont accordé la somme de 300 livres.



M. Anthoine Constans, notaire royal et depputé de la ville de Saint-Chély-d'Apcher, a remonstré, au nom des hoirs de feu M<sup>e</sup> Estienne Bastide, qu'ayant esté ledict sieur Bastide cy-devant commis à la recette des tailles de ce diocèse, en l'année 1604, M. Philip Marimond, de Pézénas, prétendant luy estre deub, sur les deniers de ladicte recette, la somme de 2,400 livres, auroit mis en instance ledict Bastide en la Cour des Aydes à Montpellier et obtenu arrest de condempnation en icelle contre luy de ladicte somme, avec despans et interestz. Et d'aültant que ledict diocèse doit reløver lesdictz hoirs, tant de ladicte somme principale que desdictz despans et interestz jugés et à juger, il a requis et supplié ladicte asssemblée y pourveoir au soulagement et descharge des pauvres enfans orphelins dudict Bastide, ayant mesmes esgard aux bons et utiles services, par ledict Bastide, randuz au païs durant plusieurs années en l'exercice de sa charge. Sur quoy, après avoir délibéré, a esté conclud, attendu la somme notable dont il s'agist, qui mérite une exacte recherche de la cause et nature du prétandu debte, que cest affaire est renvoyé par l'assemblée à MM. les commissaires, scindicq et depputez dudict païs, pour en faire la vérification qu'il convient et scavoir si ladicte somme est légitimement due ausdictz hoirs, pour après, en ce cas, leur estre proven par le païs ainsy qu'il appartiendra par raison.

Du seitzième jour dudict mois de may, du matin.

M. le président a représenté avoir esté adverty par le sieur de Vesins, comme le sieur de Borran a esté naguères arresté et est de présent dettenu dans le château de Malevielle, sans luy voulloir permettre d'en sortir ;



à cause de quoy, tant ledict sieur de Vezins que aultres gentilhommes des amis dudict sieur de Borran, travaillent pour assamblar des gens de guerre, pour, à main armée et par la force, retirer et mettre en liberté ledict sieur de Borran, puisque avec violence et sans forme de justice, comme ils présupozent, ceste procédure a esté faicte. Et daultant que cest affaire saigrissant davan- taiges, il est à craindre en oultre plusieurs inconve- nians qui en peuvent arriver, que le pauvre peuple dudict diocèse, mesmes des environs dudict lieu n'en souffre de la foule et oppression par le moyen de gens de guerre que lesdictz gentilhommes y conduiront; le- dict seigneur président a prié et exhorte l'assemblée d'advizer aux expédiens dy pourveoir, avant que les choses passent plus avant. Et à l'instant mesmes estant arrivé à ladicte asssemblée le sieur Malles, qui a rapporté comme le jour d'hier, sur l'avis qui fust donné, de ladicte détention dudict sieur de Borran, à Monseigneur de Mende, il l'auroit envoyé incontinant audict lieu de Malavieille, pour en apprendre le subject et le faire entendre aux Estatz, affin dy apporter le remède qu'ilz adviseroient plus à propos, pour couper chemin aux désordres qu'aultrement en pourroient arriver, tellement que s'estant, ledict sieur Malles, enquis audict lieu de Malavieille de la cauze de ladicte détention, lui auroit esté respondu que en faisant par ledict sieur de Borran venir audict lieu de Malavieille le filz du feu sieur de Malavieille, qu'il détient en sa maison, il sera inconti- nant après, mis en liberté; ce qu'il n'a voulu manquer de venir rapporter à ladicte asssemblée, suivant le com- mandement de mondict seigneur. Surquoy, après que



de Canoy, commissaire principal et MM. les barons du Tonnel et de Morangiers, qui avoient esté priez conférer avec ledict sieur de Vesins, de la part de l'assemblée, pour le dissuader de faire aucune levée de gens de guerre, ont rapporté, par la bouche dudict sieur du Tonnel, que ledict sieur de Vesins, leur avoit donné parole de se conformer à l'intention desdictz Estatz, sur l'assurance qu'il prend qu'ilz pourvoiront promptement à l'eslargissement dudict sieur de Borran ; n'estant raisonnable qu'il demeure ainsy arresté sans légitime cause et sans forme ny autorité de justice ; a esté advisé et conclud de prier MM. de la Fouillouze, envoyé de M. le baron de Randon ; de Lasbros, envoyé de M. d'Arpajon et le consul de la ville de Mende, de s'acheminer, de la part desdictz Estatz, vers la demoiselle de Malavieille, pour savoir d'elle, au vray, la cauze de la détention dudict sieur de Borran, et néaultmoins la prier, au nom de l'assemblée, de le faire eslargir et mettre en liberté pour couper chemin au désordre et inconvenians qui en pourroient aultrement arriver, oultre la foule et oppression du pauvre peuple, en cas que à son refus les amys dudict de Borran viendraient à faire levée de gens de guerre et les mener, en ce diocèse, pour retirer ledict sieur de Borran, par force dudict lieu de Malavieille, sauf à ladicte demoiselle à se pourveoir, comme elle doibt, par les voyes ordinaires de la justice qui luy sont ouvertes, si bon luy semble.

Ledict sieur de Fumel, scindicq dudict diocèse, a exposé que le jourd'hier, par délibération de l'assemblée, fut arrêté qu'à faulte que les fermiers de l'équivalent ne se présenteroient et cautionneroient suffizement par le jour, qu'elle seroit mize sur eulx à la folle en-



chère, et qu'à cest effect, les proclamations en seront faictes aux lieux accoustumez, neaultmoings, daultant que ce matin, le sieur Desbros luy a faict voir une procuration que le sieur de Seguin, son père, luy a passée pour cautionner ladicte ferme, il a requis l'assemblée y pourveoir ; sur quoy ledict sieur Desbros, illec présent, ayant exhibé ladicte procuration et attendu l'absence des fermiers, supplie lesdictz Estatz luy donner dellay pour les faire venir et bailler nominateurs ; a esté délibéré et conclud, après avoir esté faicte lecture de ladicte procuration que, par le jour, ledict sieur de las Bros cautionnera et baillera nominateur suffizans et capables pour ledict droict de l'équivalent, autrement à faulte de ce faire, sera publié et mis à la folle enchère, pour estre délivré à celluy qui fera la condition meilleure en cautionnant suffizement.

Le sieur Jalquet, 1<sup>er</sup> consul de la villé de Maruejolz, a dict que le jourd'hier n'ayant eu moien de donner son oppinion et advis sur la présentation et enregistrement des provisions de M. le marquis de Portes, touchant le gouvernement de ce païs, pour n'avoir peu assambler le conseil de ladicte ville, affin de scavoir sur ce la résolution des habitans dicelle, tant catholiques que de la religion prétendue réformée ; c'est pourquoi, en ayant faict faire ce jourd'huy l'assemblée et en icelle ayant esté arrêté par lesdictz catholiques qu'ilz se conforment à ce que par les Estatz a esté résolu sur ce sujet, il en a voulu faire la déclaration à la compaignie. Mais pour le regard desdictz de la Religion prétendue réformée, il n'a charge d'y prester aulcung consentement pour les raisons contenues en l'acte du résultat du Conseil desdictz habitans, dont ledict sieur consul a remis l'extraict.



Sur quoy a esté advisé que ledict acte demeurera devers le greffe du païs, pour servir en ce qu'il appartiendra.

Et sur la plainte faicte par ledict sieur consul, de plusieurs désordres que les soldatz de la garnison de Greze, commettant journellement, tant contre les habitants de ladicte ville de Maruejolz que des lieux circonvoisins; requérant qu'il pleust aux Estatz y pourveoir; a esté promis et asseuré par M. de Canoy, commissaire principal de l'assiette dudict diocèse de Mende, la présente année et ayant pouvoir et auctorité de la part de M. le marquis de Portes sur ladicte garnison, que devant que partir de ce païs, il y pourvoira au contentement de la compagnie.

M. de Canoy, commissaire principal de l'assiette dudict diocèse, a proposé que par délibération desdictz Estatz, ayant esté M. le marquis de Portes, receu gouverneur de ce païs, suivant les provisions qu'il a obtenues de sa majesté, il est raisonnable de pourveoir à son estat ainsy qu'est accoustumé à tous gouverneurs. Et daultant que l'année dernière lui fut accordé la somme de 6,000 livres, il requiert l'assemblée luy accorder pareille somme pour l'année présente, pour estre imposée en ceste présente assiette. Sur quoy M. le président, ayant remonstré, veu que l'assemblée a receu M. le marquis de Portes pour gouverner en ce païs, conformément à ses provisions, sans toutesfois déroger aux droictz et privilèges tant de Mgr de Mende que de la ville de Mende et du païs de Gévaudan, il semble estre raisonnable, pour lui donner plus de subject de conserver ledict païs contre tous ceux que voudroient entreprendre de troubler le repos publicq dicelluy, qu'il lui doibt



estre accordé pour son dict estat, et gratifications, telle somme qui sera advisé pour estre imposée en ceste assiette et païée audict seigneur gouverneur, aux termes d'icelle. A esté conclud que l'asssamblée a accordé libéralement audict seigneur gouverneur, pour son estat, l'année présente, la somme de 4,000 livres tournois, laquelle sera impozée en ceste assiette par MM. les commissaires d'icelle qui en seront, en ceste fin, requis par le scindicq dudict païs au nom desdictz Estatz, à la charge d'estre rellevez de tous fraiz et despans qu'ilz pourroient souffrir, à raison de ce, et que ledict scindicq, au nom et fraiz dudict païs, poursuivra la validation de ladicte imposition, partout ou besoing sera. Incontinent après laquelle conclusion, l'envoyé de M. le baron de Canillac; le consul de Florac, les procureurs de Barre, de Saint Estienne-de-Valfrancisque et de la viguerie de Portes, ont protesté qu'ilz n'entendent entrer en ceste gratification et ny prestent aulcung consentement, attendu qu'ilz sont opposans sur les provisions et réception dudict sieur gouverneur; requérant leur dire estre escript, pour en faire apparoir en temps et lieu. Et M. le premier consul de la ville de Maruejolz a dict aussi qu'il a opiné selon les termes de la délibération de sa communauté, prinse sur ce subject et arrêté au contenu de ladicte délibération, consantant, suyvant icelle, à ladicte gratification, pour le regard des catholiques dudict Maruejolz seulement.

S'estant présenté à l'assemblée le sieur trésorier Portallés, comme receveur de M. Pierre Pourtalés, son cousin, ayant droict des hoirs de feu M. Olivier Sévérac, receveur électif dudict diocèse, ez années 1593 et 1594, a remonstré que, par arrest de la Cour des Aydes de



Montpellier, ledict diocèse ayant esté condempné de payer ausdictz hoirs, la somme de 11,095 livres, il se seroit retiré au Roy et à nos seigneurs de son Conseil d'Estat, affin d'avoir permission de faire imposer ladicte partie sur le général dudict diocèse, pour après luy estre payée en l'acquit d'icelluy. Et daultant que ladicte permission a été accordée, tant par arrest du Conseil que par lettres patantes de sa majesté, qu'il a en main et qui par icelles est mandé, aux commissaires de l'assiete dudict diocèse, de procéder à l'imposition et département de ladicte somme à l'effect susdict, il supplie les Estatz, ordonner au scindicq, de requérir lesdictz sieurs commissaires, de satisfaire au contenu desdictes lettres, si mieulx lesdictz Estatz n'ayment qu'il en fasse luy mesme la réquisition. Sur quoy, après avoir esté faicte lecture desdictz arrest et lettres pattantes et que par le sieur de Fumel, syndic dudict diocèse, a esté représenté que, bien qu'en apparence et selon le discours dudict sieur Portalés, il semble que la somme par luy demandée, soit légitimement deue; néaultmoings, il se rencontrent plusieurs difficultez et raisons pour débattre ses prétansions, car premièrement, pour l'arrest par luy obtenu au Conseil du Roy, pour faire imposer ladicte partie, cela ne lui attribue aucung droict, attendu qu'il a esté donné sur une simple requeste et sans cognoissance de cauze, le païs non ouy, et quant à l'arrest de la Cour des Aydes, il a esté obtenu par surprise sur une nouvelle production faicte par ledict sieur Portallés, au nom desdictz hoirs dudict Sévérac; laquelle n'a esté contredicte par ledict païs, l'avocat ny le procureur d'icelluy n'ayant jamais eu moyen d'en avoir communication, quelques réquisitions et diligence qu'ilz en ayent faictes;



d'ailleurs quand les susdictz arrestz seroient bien obtenus, lesdictz hoirs se trouveroient débiteurs envers ledict païs de plusieurs notables sommes, tant par la fin du dernier compte rendu à la Chambre, quoyque au desceu dudict scindicq que par faulte d'appurer les comptes procédens de plusieurs parties passées en la despace d'iceulx soubz debet de quittance, à faulte de rapporter lesquelles il ne se peult esviter que lesdictes parties ne tombent en debet de clair, au profict dudict païs, se trouveront encores débiteurs, envers icelluy, lesdictz hoirs de plusieurs aultres sommes qu'ilz ont levées sur plusieurs parroisses dépendans des baronnies d'Apcher et de Peyre, bien qu'elles eussent esté passées en la despace et reprise des comptes dudict Sévérac, comme se vérifie par lesdictz comptes et les quittances que ledict scindicq a prins peines de recouvrer desdictes paroisses. Davantaige sont débiteurs lesdictz hoirs, audict païs, d'aultres sommes que ledict païs leur auroit païées pour ramplacement de plusieurs quottitez des paroisses des Cévennes qui avoient esté trouvées en souffrance par la Cour des Aydes, sur le procès d'appel, rellevé par lesdictes Cévennes, des impositions extraordinaires des années dudict Sévérac ; lesquelles quottitez ledict Sévérac ou sesdictz hoirs n'auroient laissé de lever, en ayant à cest effect obtenu le restablissement de ladicte Cour, au nom dudict scindicq et à son desceu, et par ainsy lesdictz hoirs se trouvant paiez deux fois d'une mesme choze et par conséquent débiteurs envers ledict païs d'une notable somme, ilz n'en peuvent, en tous cas, empêcher la compensation avec leur demande ou dudict Portalés ; laquelle faicte, ledict scindicq n'estime pas qu'il soit rien deub ausdictz hoirs. Au moyen de quoy il



ne voit pas qu'il y ait lieu, avant la liquidation desdictes choses, de procéder à aucune imposition ainsi qu'il fust arrêté aux derniers Estatz, tenuz en la ville de Mende ; s'en remettant toutesfois à ce qu'il plaira à l'assemblée d'en délibérer, après avoir considéré les raisons par luy représentées. A esté conclud que MM. les commissaires de l'assiette seront requis, au nom de l'assemblée, de parler audict sieur trésorier Portalés, pour le disposer à se contenter de l'imposition de 4,000 livres, en déduction de ce qui luy peult estre deub. Et en cas qu'il ne voudroit s'y accorder, lesdictz sieurs commissaires sont requis imposer, en la présente assiette, la somme de 6,000 livres, à condition que ladicte somme ne pourra estre payée audict Portalés ny aultre, qu'au préalable il n'aye faict appurer lesdictz comptes et que toutes les liquidarie et compensation raisonnables sur les réquisitions dudict scindicq n'ayent esté faictes avec ledict sieur Portalés, pardevant MM. les commissaires et députez dudict païs, ausquelz lesdictz Estatz en ont donné et donnent plain pouvoir, et d'en passer, avec ledict sieur Portalés, tous contractz d'accord et transaction requis et nécessaires. Et en cas que par ladicte liquidation ne se trouvast qu'il fut deub audict sieur Portalés, au susdict nom, jusques à concurrence de ladicte somme de 6,000 livres, en ce cas qu'il se trouvera moins deub d'icelle, demeurera en fondz audict païs pour estre employée aux affaires plus urgens d'icelluy et que les susdictes conditions seront spécifiées en l'article de l'assiette de ladicte partie, à ce que ledict receveur n'en puisse faire le paiement qu'après luy avoir apparu vallablement d'avoir esté satisfait ausdictes conditions, à peine de répétition sur luy.

Sur ce que le sieur de Fumel, scindicq dudict diocèse,



a représenté que le sieur de La Condamine, commandant pour le service du Roy, au château de Peyre, luy a baillé une ordonnance de Mgr le duc de Montmorancy, gouverneur et lieutenant général pour Sa Majesté en Languedoc, du 20 janvier 1616, par laquelle est enjoinct audit sieur de La Condamine, d'entretenir vingt soldatz et un sergent dans ledict château de Peyre, pour la conservation d'icelluy en l'obéyssance de Sa Majesté, à la charge d'estre païé et remboursé dudict entrettenement par le général de ladicte province de Languedoc ou dudict diocèse ; suyvant laquelle ordonnance ledict sieur de La Condamine dict avoir entretenu et payé à ses despans lesdictz vingt soldatz et ung sergent, sellon les occurrances et mesmes durant les mois de mars et d'avril 1617, lorsque les troupes des sieurs Dondredieu et Dassas estoient en ce pais, comme il fera voir par les roolles des monstres et reveues faictes pardevant le sieur Aldin, juge en la baronnie de Peyre et aultres officiers en icelle. Et d'autant qu'il dict n'en avoir esté remboursé par le général de ladicte province, il requiert qu'il plaise à l'assemblée y pourveoir. Et sur ce ayant esté mis en considération par icelle que ores ledict diocèse ne soit tenu au paiement de la garnison dudict chasteau de Peyre, non plus que d'anciens aultres de ce pays, toutesfois, pour satisfaire aux ordonnances de mondict seigneur de Montmorancy, ledict diocèse auroit contribué à l'entrettenement de ladicte garnison de la somme de 2,200 livres, depuis les deux années dernières, outre aultres sommes payées audit sieur de La Condamine. Pour ces raisons et aultres qui ont esté desduictes en ladicte assemblée, a esté conclud n'y avoir lieu d'entrer audit prétandu remboursement. Et néaultmoings, pour



gratifier ledict sieur de La Condamine, lesdictz Estatz luy ont accordé la somme de 300 livres pour luy estre payée par le receveur dudict diocèse la présente année.

Dudict jour seitzième may, en ladicte asssemblée,  
de rellevée.

MM. les commissaires de l'assiette, estant venuz à l'assemblée, ont faict rapport, par l'organe de M. de Canoy, commissaire principal, comme suyvant l'intention des Estatz, portée par la délibération prinze le jour d'hier, ilz auroient longuement parlé à M. le trésorier Portalés, pour le disposer à se contenter de l'imposition de 4,000 livres pour ceste année, aux conditions réservées par ladicte délibération, notamment de ne toucher ladicte partie qu'après une entière licquidation de ses demandes, au nom des hoirs de feu M. Olivier Sévérac, avec les prétentions du païs contre eulx ; mais n'ayant voulu accepter cest offre, ilz se seroient eslargis jusques à 6,000 livres, conformément à ladicte délibération ; ce qu'il auroit pareillement refusé, s'estant néaulmoings réservé d'en parler luy mesmes à la compagnie. A laquelle, s'estant à l'instant présenté, il l'a priée de considérer s'il y a lieu ny apparance qu'il se doibve contenter de l'imposition d'une portion de son debte, en ceste présente assiette, attendu le pouvoir et mandement qu'est donné ausdictz sieurs commissaires par lesdictz arrestz et Lettres pattantes qu'il a en main, d'asseoir et imposer présentement l'entière somme de 11,000 livres ; et bien que ce soit choze que ne reçoive aulcune difficulté, néaultmoings, pour s'accommoder aux intentions du païs, offre de ne toucher les deniers qu'après l'apurement des comptes dudict Sévérac et entière licquidation de ses



prétentions en la qualité qu'il procède avec celles dudict sieur scindicq, pourveu qu'elle se face dans huict jours prochains, pendant lesquels il promet de s'arrester, à cest effect, en ce diocèse, et que ladicte asssemblée députe présentement telles personnes qu'il luy plaira, pour y mettre la main incontinant ; soubz condition aussi que ladicte licquidation faicte, ladicte somme de 11,000 livres, se trouvant luy estre deue, sera imposée en la présente assiette, pour luy estre payée aux termes d'icelle ou bien telle aultre somme que ledict païs pourra debvoir par ladicte licquidation. Sur quoy ledict sieur Portalés, estant sorty, et l'affaire mis en délibération, après avoir esté représenté par ledict scindicq que, sur l'incertitude de ce qui peult estre deub audict sieur Portalés, il y a lieu de faire imposer ladicte somme de 6,000 livres ny aultre, qu'après ladicte licquidation, à laquelle il faut tousjours venir, soit en ceste année ou une aultre ; a esté conclud et arresté que, par MM. les commis et députez dudict païs, à l'assistance dudict sieur scindicq, sera procédé à la vérification et licquidation de toutes les demandes et prétentions dudict sieur Portalés, audict nom, et par mesme moyen, seront par eulx faictes toutes compensations justes et raisonnables pour l'atténuation et paiement de ce qui se trouvera luy estre légitimement deub par ledict païs, au plus grand soulagement et discharge d'icelluy, que faire se pourra ; leur donnant, lesdictz Estatz, pouvoir de ce faire et de passer tous contractz d'accord et transaction avec ledict sieur Portalés, sur ce requis et nécessaires. Et lesdictes liquidations et compensations ainsy que dessus faictes et accordées, la somme qui se trouvera nettement deue audict sieur Portalés, sera entièrement imposée en la présente assiette,



pour luy estre payée par le receveur dudict diocèse, aux termes et conditions qui auront esté convenues et accordées entre lesdictz sieurs commissaires et deputez et luy, qui ayant esté rappelé en ladicte asssemblée, et entendu ladicte délibération, a déclaré y voulloir acquiescer et satisfaire de sa part.

Le sieur Armand, prévost, en ce diocèse, de M. le prévost général de Languedoc, s'estant présenté à l'assemblée, a remonstré comme sur la nomination faicte de sa personne en ladicte charge de lieutenant dudict prévost général par les Estatz particuliers du pais de Gévaudan et diocèse susdict, et suyvant les arrestz du Conseil du Roy, il auroit naguères obtenu commission de Sa Majesté pour l'exécution de ladicte charge dans ledict diocèse et pais, aux honneurs, privillèges, prérogatives, pouvoir, pensions, gaiges et droictz à ladicte charge appartenant, comme plus amplement est porté par ladicte commission que ledict sieur Armand a présenté; requérant qu'il pleust à l'assemblée, d'en faire faire lecture et en ordonner l'enregistrement au greffe du pais et par mesme moyen pourveoir au paiement de ses gaiges, ensemble du greffier et de ses archers, ainsy qu'ilz ont accoustumé. Néaultmoings, attendu que durant l'année il a esté contraint faire plusieurs chevauchées extraordinaires, en l'exercice de sadicte charge, comme résulte de ses verbaux, qu'il a exhibez, et à cest effect souffert plusieurs fraiz et despens non accoustumés, sans que pour iceulx luy ayt esté faicte aucune taxation, attendu aussi que lesdictz gaiges ordinaires ne peuvent suffire à son entretenement et de deux chevaulx que luy convient tousjours avoir avec luy, il pleust aussi ausdictz Estatz luy accorder, outre lesdictz gaiges, telle aultre somme qu'ilz



jugeront raisonnable, pour luy donner plus de moyen de s'entrettenir et s'acquitter deuement de sadicte charge. Sur quoy après avoir esté faicte lecture de ladicte commission, a esté conclud et arresté qu'elle sera enregistrée ez registres dudict païs, pour, par ledict sieur Armand, exercer ladicte charge aux honneurs, gaiges et droictz y appartenans, conformément à ladicte commission et à la délibération desdictz Estatz, contenant ladicte nomination et aultres précédentes délibérations concernant ladicte charge et soubz les conditions y mentionnées, auxquelles ledict sieur Armand sera tenu de satisfaire ; ayant, moyennant ce, lesdictz Estatz consenty et accordé que lesdictes sommes à quoy reviennent lesdictz gaiges dudict sieur Armand, ensamble dudict greffier et archers seront imposées en la présente assiette, au mesme pied que l'année dernière, pour leur estre païées par quartier, en la forme accoustumée. Et quant aux taxations requises par ledict sieur Armand, pour ses chevauchées extraordinaires, attendu que cela gist en connoissance de cause, auroient esté renvoyez à MM. les commissaires, scindieq et depputez dudict païs pour y pourveoir, selon qu'ilz verront estre affaire par raison.

Sur ce que ledict sieur Armand, lieutenant, audict diocèse, de M. le prévost général de Languedoc, a remonstré que par Lettres pattantes du Roy deuement vérifiées en la Cour de Parlement de Tholozé, enregistrées au siège présidial de Nismes, la cognoissance et jugement des compétances et incompetances ou déclinatoires dudict prévost, proposées par les accuzés et prévenuz des crimes qui sont de sa jurisdiction, ayant esté attribuée aux officiers du bailliaige de Gévaudan, avec l'assistance du nombre des graduez, porté par lesdictes



Lettres pattantes, il auroit, depuis seize ans qu'il est en charge, randu plusieurs jugements, avec l'assistance et advis desdictz officiers et graduez, portant condempnation de mort et aultres peines corporelles, dont l'exécution se seroit ensuivie, sans contredict, suyvant lesdictes Lettres pattantes. Et bien que les officiers du siège présidial ne puissent ny doibvent, au préjudice de la susdicte attribution, prétendre aulcune jurisdiction ny coynnaissance sur le faict des criminelz par luy jugés en la manière que dessus, si estant que ung nommé Thomas Carrieu, pour penser randre illusoire la condempnation de mort naguères donnée, par ledict lieutenant de prévost, contre luy par deffaultz, pour crime de faulseté, dont il est prévenu, s'estant retiré audict siège présidial, il en auroit obtenu plusieurs contraintes et jugements, portant condempnation d'amendes et de despans et contrainte par corps, tant contre luy que contre le greffier de la prévosté ou son substitut, à faulte de remettre, au greffe dudict siège, la procédure par luy faicte, tant contre ledict Carrieu que aultres semblables qui font tout ce qu'ilz peuvent pour faire mettre à exécution lesdictes contraintes par corps, pour avoir paiement desdictes amandes, choze préjudiciable et de pernicieuse conséquence au publicq, pour l'impunité que telles gens mal vivans se promettent par le moyen de ses traverses et empeschement recherchez au détriment des gens de bien. Ce qui auroit donné juste subject, audict sieur Armand, de recourir à ladicte Cour de parlement pour obtenir cassation desdictes contraintes et condempnations avec fortification d'inhibitions ausdictz présidiaulx ; requérant, attendu que l'affaire importe au bien et repos publicq dudict diocèse, qu'il pleust à l'assemblée ordon-



ner au scindicq d'icelluy, de prendre le faict et cauze et poursuivre, au nom et despans dudict diocèse, l'instance qui en est pendante en ladicte Cour de parlement. Néanmoins, d'autant que suyvant la délibération prise aux Estatz dudict païs le 19 janvier 1605, il a faict plusieurs fournitures, pour la poursuite de quelques faulsaïres, affin de tirer les preuves nécessaires à les faire condamner à la punition que requiert ung si pernicieux crime. Auroit pareillement requis ladicte asssemblée, voulloir pourveoir à son ramboursement et délibérer sur la continuation de la poursuite contre lesdictz faulsaïres, comme chose très-utile et nécessaire pour le bien, repos et soulagement des habitans dudict païs. Ouy sur ce le sieur de Fumel, scindicq, qui a déclaré avoir desjà prins la cauze audict Parlement pour ledict prévost et griefz contre ledict Carrieu, lesdictz officiers présidiaulx et faict lecture, tant de ladicte délibération, du 19 janvier 1605, contre les faulssaires, que d'autres délibérations desdictz Estatz, du 12 janvier 1611, touchant semblables contraintes ordonnées, par lesdictz présidiaulx, contre ledict prévost et greffier ; a esté conclud et arresté, conformément ausdictes délibérations, que lesdictz faulsaïres seront poursuivis, au nom et fraiz communs dudict païs, pour le regard desdictes condempnation d'amandes et contraintes, que ledict scindicq prendra le faict et cauze pour ledict prévost et greffier ou son substitut et fera toutes poursuites requizes et nécessaires au mesme nom et fraiz desdictz païs, pour faire casser et révoquer, par ladicte Cour de parlement, icelles condempnations et contraintes, avec inhibitions ausdictz présidiaulx, de plus en ordonner à l'advenir en cas semblables. Néanmoins que ledict païs rellevera ledict prévost et greffier



de tous despans, domaiges et interestz par eulz souffertz ou qu'ilz pourroient souffrir pour ce regard à l'advenir, attendu que c'est pour le bien de la justice et pour le repos et soulagement desdictz habitans dudict pais. Et quant à la taxe demandée, par ledict prévost, des fraiz ja par luy faictz à la poursuite desdictz faulssaires, ladicté asssemblée l'a renvoyé à MM. les commissaires et députez dudict pais à l'assistance dudict scindicq.

Sur la requeste verballement faicte ausdictz Estatz par le Père Borre, gardien du couvent des Jacobins, et par les religieux des Augustins de la ville de Maruejolz, à ce qu'il pleust ausdictz Estatz pourveoir au paiement de la somme de 100 livres, au profit desdictz Jacobins, et 200 livres pour lesdictz Augustins, qui leur furent respectivement accordez par lesdictz Estatz, en l'année 1614, pour estre employées à la réédification de partie de leurs couventz ruinez par l'injure des guerres. A esté conclud et arresté que MM. les commissaires de l'assiette dudict diocèse seront requis, de la part de l'assemblée, de comprandre et départir, en l'assiette de ceste année, lesdictes deux sommes pour estre, par le receveur dudict diocèse, levées et après païées au scindicq des habitans catholiques dudict Maruejolz, qui sera tenu icelles distribuer en présence dudict gardien et aultres religieux aux ouvriers qui seront lesdictes réparations et à mesure qu'ilz y travailleront et à proportion de ce que revient à chascun des supplians, sellon les sommes à eulx diversement accordées, à la charge que le pais relèvera lesdictz sieurs commissaires, conformément aux précédentes délibérations, attendu que c'est ung œuvre de piété.

Les sieurs consulz de Florac, Barre, Saint-Estienne-de-Valfrancisque et de la viguerie de Portes, au quartier



des Cévennes, ont remonstré que pour le soulagement des communaultés du quartier et archiprétés desdictes Cévennes et pour les rellever des fraiz et despans qu'il leur convient faire pour porter, en la ville de Mende, les deniers de leurs quottités des tailles, chascune année, ilz désireroient que le receveur desdictes tailles, establît ung commis ausdictes Cévennes, pour prandre et recevoir, sur les lieux, les deniers de chascun desdictz collecteurs et iceulx remettre par après, ez mains dudict receveur ; requérans qu'il y feust advisé et pourveu par lesdictz Estatz. Sur quoy, ouy M<sup>e</sup> Jehan Roux, commis par MM. les trésoriers généraulx de France à faire la recette desdictes tailles, la présante année, qui a dict qu'il ne peult ny ne doibt tenir aulcun commis audict quartier des Cévennes et que c'est contre l'ordre et règlement des finances et l'usage et coustumes dudict diocèse et païs, estant les habitants d'icelluy ou les collecteurs de chascune paroisse tenuz porter les deniers desdictes tailles à leurs fraiz et despans et à leur risque, au bureau ordinaire d'icelles de tout temps estably en la ville de Mende, cappitalle dudict païs. Néaultmoings, a déclaré n'entendre empescher que lesdictz consulz nomment ung personnaige suffizant et capable pour faire ladicte levée à leurs fraiz et despans et sans aucune diminution de ses gaiges et droictz, auquel à cest effect il délivrera l'estat des quottitez des parroisses dudict quartier des Cévennes, après toutesfois qu'il luy aura baillé bonnes et suffizantes cautions resseantes et solvables dans ladicte ville de Mende, qui s'obligeront de porter ou faire porter, en ses mains, dans ladicte ville, à chascun terme, les deniers desdictes quottitez quictement et nettement, sans aulcune



diminution, soit pour reprinzes ou pour gaiges, taxations, fraiz, voiture ny aultre choze quelconque, offrant moyennant lesdictes conditions et aultres contenues aux articles accordez entre les sch̃dicqz généraulx de la province de Languedoc et les receveurs particuliers des diocèses d'icelluy, de délivrer lesdictz estatx à celluy qui sera choisy par lesdictz consulz. Lesquelz à l'instant ont nommé M<sup>e</sup> Simond Pauc, dudict lieu de Saint-Estienne-de-Valfrancisque, illec présent, qui a déclaré qu'il acceptoit ladicte charge, aux conditions proposées par ledict sieur Roux, attendu lesquelz consantement et déclarations respectivement faictes, l'assemblée a dict n'empescher que ledict sieur Roux ne baille ledict estat, si bon luy samble, audict Pauc, soubz lesdictes conditions, sans toutesfois que le païs puisse estre en aucune façon constitué en fraiz pour ce regard, ny tenu d'aucun péril, risque, diminution ny d'aultre choze, soit envers ledict sieur Roux, lesdictes paroisses et tous aultres.

Sur la requeste présentée par Jeanne Dherbouzes, vefve d'Estienne Blanquet, de Saint-Chély-d'Apcher, à ce que en considération du service randu au Roy et au païs, par sondict mary, en l'attaque faicte par M. le marquis de Portes, aux compagnies des sieurs Dondredieu et Dassas, qui estoient logées et furent deffaictes au lieu du Buisson, où ledict Blanquet fut blessé à mort; il pleust à l'assemblée accorder à la suppliante quelque somme pour luy ayder à vivre, attendu sa pauvreté; a esté conclud et arresté qu'il luy est accordé, pour aulmosne et gratification charitable, la somme de soixante livres, pour luy estre païée des deniers des impositions faictes ez mois de mars et d'avril 1617, pour la réduction, en l'obéyssance de Sa Majesté, de la place de Grèze, si tant est que le fondz de ladicte somme s'y trouve.



Du dix-septième dudict mois de may, en ladicte asssemblée, du matin.

S'est présenté le sieur de Lasbros qui a dict avoir en main la procuration dudict sieur de Seguin, son père, pour se randre caution du pris de la ferme de l'équivalent de ce diocèse, offrant d'y satisfaire présentement ; ayant oultre ce déclaré vouloir bailler pour nominateurs sire Jacques Michel, Pierre Rochier, Jean Vigan, Pol Julien, dict Thalainas, marchand, de Maruejolz, et Pierre Constans, dict La Roche, marchand, de Saint-Sauveur-de-Peyre. Et à l'instant les susnommés estant entrez à ladicte asssemblée, ont offert de se randre nominateurs dudict sieur de Seguin et d'en passer les obligations nécessaires. Au moyen de quoy, ledict sieur de Lasbros a requis l'assemblée voulloir procéder à la réception dudict cautionnement et desdictz nominateurs ; ce qu'ayant esté mis en délibération et trouvé par ladicte asssemblée ledict cautionnement soubz la nomination susdicte suffizant et capable ; a esté conclud et arrêté que ledict cautionnement, soubz ladicte nomination, sera receu, et à cest effect lesdictz Estatz ont prié et subrogé MM. les commissaires de l'assiette, pour procéder à ladicte réception et faire passer pardevant eulx les obligations et submissions en tel cas requizes, nécessaires et accoustumées.

Et sur ce qui a esté exposé par ledict sieur de Lasbros, qu'en l'année dernière, par ordonnance de Mgr de Montmorancy et pour la conservation en l'obéissance du Roy, de la ville de Maruejolz, il auroit, à ses propres coutz et despans, entretenu une compagnie de gens de guerre, à pied, dans ladicte ville ou aux faulxourgs d'icelle, durant



trois ou quatre mois, sans en avoir eu aucun remboursement ; et qu'oultre ladicte despance, ledict sieur de Seguin, son père, auroit souffert ung notable dommaige, à cause de la ruyne que les troupes et aultres gens de guerre luy avoient faictes en une sienne mesterie proche de la place de Grèzes, suppliant l'assemblée de pourveoir tant audict ramboursement desdictes despances par luy avancées qu'audict desdomagement de sondict père, n'estant raisonnable que telles pertes tombent sur eulx, puisqu'elles regardent le publicq. A esté délibéré et conclud n'y avoir lieu d'aucune récompense pour lesdictes ruynes, attendu mesme que l'année dernière, le païs auroit pourveu au desdomagement des foulles et ruynes souffertes à cauze desdictz gens de guerre par les habitants de la paroisse de Grèze. Et pour le regard desdictes despenses et entretenement de ladicte compagnie, bien que le païs n'y soit tenu, néaultmoings, pour gratifier ledict sieur de Lasbros, lesdictz Estatz luy ont accordé la somme de 300 livres, sans conséquence.

Finallement, M. le président a dict que, comme de tout temps, par une sainte et louable coustume, les Estatz se commencent par l'invocation du Saint Esperit, affin d'obtenir la grâce d'estre inspirez à des résolutions pieuses pour la conservation de la religion catholique, apostolique et romaine, advancement des affaires et service du Roy, le soulagement et repos du pauvre peuple et pour estre maintenuz et demeurer tous ensemble en une parfaite union et concorde, soubz le bénéfice des Edictz de Sa Majesté ; aussi de mesmes est-il de bonne coustume de finir lesdictz Estatz par la bénédiction à ce qu'il plaize à Dieu conserver tousjours les députez desdictz Estatz en son amour et grâce, avec augmentation



de sa paix à tout le royaume. C'est pourquoy, ayant l'assemblée à traiter pour le présent d'autres affaires, il a donné sa bénédiction aux assistans, qui a esté le dernier acte desdictz Estatz qui se sont incontinent après séparés.

Signé : A. CHANOLHET, vicaire général, président.

---

1619

*Les commissaires de l'assiette. — Réponse de l'évêque au discours du commissaire principal. — Rôle de MM. des Etats. — Différent entre les prétendants à la baronnie de Peyre, au sujet de l'admission de leur envoyé à l'assemblée. — Procuration du consul de Saint-Etienne-de-Vallée-Française rejetée. — M. le marquis de Portes, gouverneur du Gévaudan. — Réponse de l'évêque aux bonnes paroles de ce seigneur. — Surtaux des vivres. — Mesures répressives sollicitées à l'occasion des exactions commises par les receveurs des tailles. — Abus de pouvoir des fermiers de l'équivalent. — Abus reprochés à la Chambre des Comptes et au receveur des gabelles. — Vérification des dettes du pays. — Plaintes des habitants de la baronnie de Peyre, contre le gouverneur du château de ce nom. — Indemnité à Mme d'Arfeuillette. — Gratification pour travaux de réparation au grand chemin près de Saint-Jeon-de-Gardonèche. — Ponts à réparer. — Faux monnayeurs. — Le marquis de Portes exhorte l'assemblée à demeurer fidèle au Roi. — Etablissement des Capucins à Mende, gratification de*



2,000 livres pour la construction de leur église et couvent; — Requête du consul de Barre; — Frais de voyage du dom d'Aubrac. — Réquisition au prévôt Armand pour la capture des malfaiteurs. — Requête des habitants du Buisson. — Aumône aux religieux Ménéurs de Brioude. — Gratification de 6,000 livres à M. le marquis de Portes. — Différent entre le diocèse et M. Portalés. — Frais de logement de gens de guerre. — Don de 150 livres pour la reconstruction de l'église de Marvejols. — Pont de Chirac. — Requête des Cévennes au sujet des impositions. — Indemnités à MM. des Etats. — Sommes dues à M. d'Hauteville. — Désignation du baron de tour. — Clôture de l'assemblée.

L'an mil six cens dix-neuf et le joudy, septiesme jour du mois de mars, environ dix heures du matin, les gens des trois Estatz particuliers du pais de Gévaudan et diocèse de Mende, se sont assemblez en la salle haulte des maisons épiscopales de la ville de Mende, après avoir, selon leur acienne et louable coustume, ouy la messe de Saint-Esperit, en l'église cathédrale de ladicte ville; en laquelle asssemblée estans venuz noble François de La Molette, sieur de Morengiez et de La Garde-Guérin, commissaire principal de l'assiette, la présente année; Guillaume du Mazel, sieur du Pynoul et de Remeize, baillly de Gévaudan; Pierre Brun, bourgeois, 1<sup>er</sup> consul de ladicte ville de Mende; Estienne Velaie, aussi bourgeois et 2<sup>e</sup> consul, et Arnald Sabatier, marchand et tiers consul de ladicte ville, et M<sup>e</sup> Jacques Molin, docteur ez droictz et 4<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejolz, commissaires ordinaires de ladicte assiette. Auroit esté diot et représenté par ledict sieur de Morengiez, commissaire



principal, que la convocation de la présente asssemblée ayant esté faicte en la forme et pour des causes ordinaires et acoustumées, qui est l'exécution des commissions à luy et aux aultres sieurs commissaires adressantes, pour le département des deniers accordez au Roy, par les gens des trois Estatz du pais de Languedoc, il estime n'estre besoin d'employer le temps à faire entendre à la compagnie le subject desdictes commissions, pûysqu'il se veoid particulièrement par la teneur d'icelles, moins à la persuader de contribuer ce qu'elle doit à ladicte exécution pour la cognoissance qu'il a de leur ancien zèle et dévotion au service de Sa Majesté ; seulement a tesmoigné ausdictz Estatz qu'il est de sa part et les aultres sieurs commissaires, disposé de procéder audict département, quand bon leur semblera, avec leur assistance ou de telles personnes d'entre eulx qu'il leur plaira députer, affin que les affaires de Sa Majesté ne demeurent, par ce deffault, aucunement retardez. Et incontinent après la lecture publiquement faicte, desdictes commissions, en ladicte asssemblée, auroit esté représenté par très-révérend père en Dieu, Mr Charles, évesque et seigneur de Mende, comte de Gévauden, conseiller de Sa Majesté, en ses conseilz privé et d'Estat, et président en icelle, que lesdictz Estatz et conséquemment le général du pais ont de tout temps rendu des tesmoignaiges si certains et approuvez de leur dévotion et fidélité au bien des affaires et service de sadicte Majesté, que leur persévérance ne peult estre révoquée en doute en ceste occasion ordinaire et nécessaire au bien de l'Estat ; recognoissans assez que, sans l'assistance et secours deub, à sadicte Majesté, par ses sujetz, les effectz de la justice, consistant principalement en l'exercice continuél de la



récompense et de la peine, demeureroient infailliblement oysifz et le royaume conséquemment désolé, puysqu'il n'y a rien plus véritable que, par le moyen de la justice, les plus grandes monarchies et républiques du monde ont heureusement et longuement prospéré, comme par la privation d'icelle, elles ont couru au précipice de leur totale ruyne, ainsi que mondict seigneur a clairement monstre par plusieurs autorités et divers exemples, tant des cahiers sacrez que profanes.

Et après le sieur de Fumel, syndic dudict diocèse, a requis, lesdictz sieurs commissaires, de permectre la continuation de la présente asssemblée durant quelques jours, ainsi qu'il est acoustumé pour y estre traité et délibéré des affaires communs dudict diocèse, pour le bien et soulagement du pauvre peuple ; laquelle permission a esté octroyée.

Dudict jour, septième de mars, en ladicte asssemblée, de relevée, président mondict seigneur de Mende.

Le roolle des personnelz qui doibvent assistance ausdictz Estatz et les pouvoirs et procurations de leurs envoyez ou députés, ensemble des consulz des villes et communaultez, ont esté leuz en plaine asssemblée où se sont trouvez assistans, assavoir, pour l'estat ecclésiastique : M. M<sup>e</sup> André de Chanoillet, docteur ez droictz, chanoine en l'église cathédrale de Mende, official et vicaire général de mondict seigneur de Mende, et envoyé et député ausdictz Estatz, par MM. du Chapitre de ladicte église ; Fr. Pierre Pégorier, docteur en théologie, sacristain d'Aubrac et envoyé de M. d'Aubrac ; M. M<sup>e</sup> Pierre Enfruc, docteur ez droictz, chanoine de ladicte église cathédrale et envoyé de M. de Ste Enymie ; M. M<sup>e</sup> An-



thoine de Chanoillet, aussi docteur et chanoine en ladite église et envoyé de M. de Lengoigne ; M<sup>e</sup> Aldebert Aldin, docteur ez droictz, juge et envoyé de M. de Paliers ; M<sup>e</sup> Jehan de Jehan, docteur et avocat au bailliaige de Gévaudan et envoyé de M. de Saint Jehan. Et pour MM. les barons et estat des nobles : M. le baron du Tournel, en personne ; nobles Anthoine de Jurquet de Lespinasse, sieur de Salelles, envoyé de M. de Céneret, baron du tour, la présente année ; M<sup>e</sup> Jehan Michel, bachelier ez droictz, lieutenant en la justice de la baronnie d'Apcher et envoyé de M. le baron d'Apcher ; M<sup>e</sup> Anthoine Aldin, docteur ez droictz, juge des terres de la baronnie de Peyre, envoyé de M. de Tholet, comme père et légitime administrateur des personnes et biens de damoiselles Marguerite et Jehanne de Tholet, ses filles, et de feu Marguerite de Peyre, sa femme, héritière contractuelle de feu M<sup>re</sup> Geoffroy-Astorg-Aldebert de Peyre, seigneur et baron dudict lieu, d'une part, et noble Alexandre de Pastorel, envoyé de M. de La Faurie, comme mary de dame Barbe de Combret, dame de ladite baronnie de Peyre, d'autre part ; noble Henry de Saint Préject, sieur de La Fouillouse, bailly es terres du Randonnat, envoyé de M. le baron de Randon ; noble N. de Pastorel, bailly de Florac, envoyé de M. le baron dudict Florac ; M. N. Langlade, docteur ez droictz, juge de la ville de Salgues, envoyé de M. le baron de Mercœur ; noble Anthoine Dunuguier, sieur de La Roche, capitaine du château de Saint-Laurens, envoyé de M. le baron de Canillac ; noble N. de Retz de Bressolles, sieur de Servières, en personne ; noble Pierre de Rochemeure, sieur de Fraisse, envoyé de M. d'Allenc ; M<sup>e</sup> Pascal Gaude, bailly des terres de Montauroux et envoyé de



M. de Montauroux ; noble Gabriel de Robert, sieur des Azagatz, envoyé de M. de Saint Auban ; noble Nicolas de Gibertez, sienr d'Aubenas, envoyé de M. de Montrodat ; M<sup>e</sup> Guillaume Bardon, docteur ez droictz, envoyé de M. de Mirandol ; noble Claude de Brunenc, sieur de la Corniliade, envoyé de M. de Sévérac ; noble Philibert de Tézan de Seras, envoyé de M. de Barre ; M<sup>e</sup> Adam de Gibrat, docteur ez droictz, envoyé de M. de Gabriac ; noble Jean-Jacques de Columb, envoyé de M. de Portes ; M. André Bayssenc, docteur ez droictz, envoyé de M. d'Arpajon ; M<sup>e</sup> Claude de Cavata, bachelier ez droictz, envoyé de MM. les consulz nobles de La Garde Guérin. Et pour le Tiers-Estat : le sieur Pierre Brun, sieur du Breuil, bourgeois et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Mende ; Estienne Velaic, aussi bourgeois, et Arnald Sabatier, marchand, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consulz de ladite ville ; M<sup>e</sup> Jacques Molin, docteur ez droictz, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejolz ; Jehan Breuil, marchand et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Chirac ; Gilibert Martin, bourgeois et 1<sup>er</sup> consul de la ville de La Canourgue ; M<sup>e</sup> Jehan Raoul, praticien et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Saint-Chély-d'Apcher ; M<sup>e</sup> Médard Julien, notaire royal et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Salgues ; M<sup>e</sup> Médard Gibilin, bourgeois et 1<sup>er</sup> consul de la ville du Malzieu ; Jehan Boniol, bourgeois et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Florac ; M<sup>e</sup> Tristan Grégoire, notaire royal, député de la ville d'Yspaniac ; Jehan de Pagesy, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Sainte-Enymie ; Jehan Cayroche, consul de Châteauneuf-de-Randon ; M<sup>e</sup> Pierre Pépin, docteur ez droictz, consul de la ville de Serverette ; David de La Pierre, consul de Saint-Estienne-de-Valfrancisque ; Charles Bonnefille, consul de la ville de Lengoigne ; Pierre Parlier, marchand et consul de Barre ; Claude



Grozot, marchand et syndic de Saint-Auban ; M<sup>e</sup> Jacques Reversat, notaire et procureur du mandement de Nogaret. Et ont lesdictz assistans presté le serement acoustumé es mains de mondict seigneur le président, qui est de procurer, en tant qu'à eulx est, l'avancement du service de Sa Majesté et le repos et soulagement du païs et ne rien faire au contraire.

Sur le différend intervenu entre noble Alexandre de Pastorel, envoyé de M. de La Faurie, comme mary de dame Barbe de Combrat, dame de la baronnie de Peyre, d'une part, et M<sup>e</sup> Anthoine Aldin, docteur ez droictz, juge des terres de ladicte baronnie, envoyé de M. de Tholet, comme père et légitime administrateur des personnes et biens de damoiselles Marguerite de Peyre, sa femme, héritière contractuelle de feu M. Geoffroy-Astorg-Aldebert de Peyre, seigneur et baron dudict lieu, d'autre part, pour raison de l'entrée, séance et voix délibérative prétendue par chacun d'eulx, au nom qu'ilz procèdent, en la présente asssemblée. Veu la délibération prise sur semblable différend aux Estatz tenuz à Maruejolz, au mois de mars 1616 ; ensemble les arrestz, ordonnances et aultres actes exhibez par les parties, et ouy leurs raisons ; a esté conclud et arresté, conformément à ladicte délibération, que lesdictz envoyez pourront alternativement assister ausdictz Estatz, la présente année, assavoir, le matin : ledict sieur de Pastorel, pour ladicte dame de La Faurie, et de relevée : ledict sieur Aldin, pour ledict sieur de Tholet, au nom de sesdictes filles, et ce sans conséquence à l'advenir, ny préjudice du droict des parties ; lesquelles sont exhortées, de la part de l'assemblée, afin d'obvier à telles contestations qui apportent du retard aux affaires du Roy et du païs, de demeurer



d'accord d'ung seul envoyé, ou de s'abstenir de l'entrée desdictz Estatz, jusques à ce qu'elles ayent esté définitivement reiglées sur leurs droictz.

La procuration remise par M. David de La Pierre, consul de Saint-Estienne-de-Valfrancisque, ayant esté jugée défectueuse en toutes ses parties, a esté rejectée et arresté que, ledict sieur de La Pierre demeurera exclud de l'entrée desdictz Estatz, jusques avoir rapporté procuration suffizante, en bonne forme ; ayant mondict seigneur le président exhorté les députés du quartier des Cévennes, de prendre garde cy-après à tel erreur, auquel ilz se laissent aller ordinairement.

M. le marquis de Portes, estant venu à l'assemblée, auroit dict et représenté que l'année passée, les Estatz. assemblez à Maruejolz, auroient trouvé dans les provisions et Lettres patentes de Sa Majesté, qui furent leues en plaine compaignie, l'honneur qu'il a pleu à sadicte Majesté luy faire, en faveur de M. de Montmorancy, gouverneur et lieutenant général, pour Sa Majesté, en Languedoc, de luy donner la charge de lieutenant de Sa Majesté, en ce païs de Gévaudan, diocèse de Mende et païs des Cévennes, honneur digne de personne plus capable, quoyque non davantaige zélé au service de Sa Majesté et qu'il doibt à plus juste titre référer à la considération de mondict sieur de Montmorancy, qu'à la faiblesse de son particulier mérite, et par ainsi suppliant de sa part à tel deffault, animer plus ardemment tous ses soins et travaux pour plus dignement s'acquitter de ses dedvoirs ; ce qu'il espère de la faveur et assistance de Dieu, au contentement de Sa Majesté, de mondict sieur de Montmorancy et de toute ceste compaignie, de laquelle il a receu tel tesmoignaige de sa bonne volonté, qu'il se



sentoit obligé de les remercier; avec l'offre de ses particuliers services, avec prière très-affectionnée de se maintenir tousjours au debvoir du respect et de l'obéyssance et fidélité qu'ilz ont rendu en tous temps à Sa Majesté et à M. de Montmorancy, asseurez qu'il n'obmettra chose qui deppend de sa charge ny l'employ de ses moyens et amis et de sa propre vie pour leur repos et conservation et de tous les bons subjectz de sadicte Majesté de cedit païs.

Sur quoy auroit esté réparty par mondict sieur le président, que comme Sa Majesté a faict ung juste jugement des vertus et qualités de mondict sieur le marquis de Portes, ainsi a-t-elle trouvé ne pouvoir commettre ceste charge à personnage plus capable de la dignement exercer, à l'avancement du service de sadicte Majesté, ny plus utillement pour le repos et soulagement de ses subjectz que mondict sieur le marquis, tant pour sa grande expérience au faict des armes, la créance qu'il a dans le païs et les bons et asseurez tesmoignages qu'il a rendus de sa fidélité et affection au service de sadicte Majesté, oultre les aultres qualités requises, dont il est doué; sachant aussi que les charges publiques et si éminentes ne sont données par Sa Majesté pour le profit et commodité de ceulx qui en ont l'exercice, mais pour prêter main forte et employer leur soing à la manutention de la piété, justice et du bien publicq, duquel ilz sont le soutien et les colonnes; prenant la deffense et protection des petitz, affligez et opprimez et résistant puissamment à la violence des meschans, suyvant la nature du bon sang qui court à la partie offensée; reconnaissant en oultre que la puissance et autorité, unye à telles charges, leur est baillée en dépost et qu'ilz la tien-



ment du souverain qui doit luy-mesmes la justice à tous ses subjectz, au pied de laquelle seulement il doit régler et mesurer sa puissance ; prenant soing de son peuple et l'aymant comme le père ses enfans ou comme le pasteur son troupeau ; se proposant toujours le profit et repos de ses subjectz, sans estre porté d'autre respect que de l'interest publicq, comme faict nostre bon et juste roy, qui faict paroistre en toutes ses actions que ses subjectz ne luy ont pas esté donnez en servage ~~mais~~ en tutelle, et qu'il est autant pour eulx que relevé par dessus eulx, qui est le plus esclattant fleuron de sa couronne et le plus asseuré fondement de Sa Grandur et Majesté, joincte à la piété et à la crainte et grâce de Dieu. Si a mondict sieur le président, au nom desdictz Estatz, remercié mondict sieur le marquis, des offres de son assistance et en recognoissance de ce offert les vœux de leurs obéyssance et services tant pour le service de sadicte Majesté que pour le particulier de mondict sieur.

Le sieur de Fumel, syndic dudict pais, faisant le rapport à l'assemblée d'aucuns affaires qui avoient esté traittez aux Estatz généraulx de Languedoc, où ledict diocèse avoit interest, et entre aultres touchant le surtaux des vivres des compaignies de messeigneurs les comte d'Auvergne et prince de Janville, auroit représenté que cedit diocèse avec ceulx de Viviers, Uzès et le Puy, ayant, comme chascun scayt, esté contrainctz, suivant les ordonnances de messeigneurs de Montmorancy et de Vantadour, de fournir plusieurs sommes de deniers, pour subvenir à la taxe dudict surtaulx, pour le nombre de huict vingtz maistres desdictes compaignies, durant le temps de cent dix-sept jours, à raison de 19 solz par jour, pour chascun maistre ; le devoir obli-



geoit ledict sieur à poursuivre ausdictz Estatz généraulx, comme il auroit faict conjointement avec les susdictz diocèses, le remboursement desdictes sommes. Sur quoy, après plusieurs traverses et oppositions des aultres diocèses de la province, enfin sur le rapport faict par Mgr l'évesque d'Allet et aultres sieurs députés par lesdictz Estatz à la vérification desdictes fournitures et despenses, joint la favorable assistance de mondict seigneur de Mende, auroit esté, par lesdictz Estatz, accordé ausdictz diocèses, la somme de 19,700 livres, à ce comprins 4,000 livres accordez et imposez, l'année dernière, à mesme fin, suivant la délibération desdictz Estatz du 15<sup>e</sup> février 1618, et ce pour toutes prétensions desdictz diocèses sur ce subject ; ayant esté arrêté qu'à cest effect, la somme de 15,700 livres restante desdictz 19,700 livres seroit pareillement imposée la présente année, pour estre distribuée comme lesdictz 4,000 livres, ausdictz quatre diocèses, à proportion de ce que chascun d'iceulx feroit apparoir, par quictances vallables, vérifiées par lesdictz sieurs commissaires, avoir contribué etourny pour ledict surtaulx ; à la charge néantmoins que chascun desdictz diocèses, avant que les mandemens des sommes qui leur reviennent leur soient expédiés, sera tenu rapporter et remettre, es mains du greffier desdictz Estatz généraulx, déclaration qu'ilz ne prétendent, pour raison desdictes fournitures et despenses, faire à l'advenir aucunes aultres demandes à ladicte province, en quelque sorte et manière que ce soit. Et c'est pourquoy, affin que ledict diocèse puisse jouyr dudict remboursement, estant nécessaire de faire ladicte déclaration, il a requis l'assemblée d'y pourveoir, sans aultre retardement. Sur quoy après avoir esté faicte lecture, en ladicte assam-



blée, de la délibération desdictz Estatz généraulx, a esté conclud et arresté, conformément à icelle, que moyennant l'actuel remboursement de l'entière part et portion qui doibt revenir audict diocèse, de ladicte somme de 19,700 livres, à proportion des deniers par ledict diocèse fourniz, à cause dudict surtaux ; icelluy diocèse ne prétend, pour raison de ce, faire aulcunes demandes à ladicte province, en quelque sorte ny manière que ce soit.

Et continuant ledict sieur de Fumel, syndic, sondict rapport, auroit faict entendre à ladicte asssemblée que, sur plusieurs plaintes rendues ausdictz Estatz généraulx, par aulcuns députés des villes et diocèses, des exactions que les receveurs de leurs diocèses commettent, tant contre la teneur des articles accordez entre lesdictz Estatz et les receveurs desdictz diocèses, que par le moyen d'autres émolumens, qu'ilz tachent d'establir et augmenter en conséquence desdictz articles ; lesdictz Estatz, pour obvier à ce mal, auroient arresté qu'à l'ouverture des assiettes, sera faicte lecture desdictz articles à l'advenir, affin que les députés en icelles, scachant les clauses et conditions d'iceulx, en puissent procurer l'observation et s'opposer aux contraventions, et en cas d'icelles, requérir les scindicz des diocèses, d'en faire enquérir, pour après l'inquisition remise devers le syndic général de Languedoc, chascun en sa sénéchaussée, estre par luy faictes toutes poursuites requises et nécessaires, touchant l'exacte observation desdictz articles. Et oultre ce, sont, les députés qui se trouveront aux prochains Estatz, chargez de rapporter, avec leur procuration, certificat, signé du commissaire principal ou ordinaire ou du greffier du diocèse de la lecture qui aura



esté faicte desdictz articles esdictes assiettes. Suivant lequel rapport mondict seigneur le président auroit faict faire lecture en plaine asssemblée, tant de la délibération desdictz Estatz généraulx sur ce subject que desdictz articles et ordonné, audict sindic, tenir la main en ce diocèse à l'exacte observation d'iceulx et à l'exécution de ladicte délibération s'il y eschet, et au greffier dudict diocèse, d'expédier, en temps et lieu, le certificat requis, conformément à ladicte délibération.

Davantage, a esté rapporté, par ledict sieur de Fumel, syndic, une aultre plainte qui a esté faicte ausdictz Estatz généraulx, touchant certains abus qui se commettent par les fermiers de l'équivalent en quelques diocèses ; lesquelz, en cas de fraude ou par supposition d'icelle, poursuivent les accusez par voyes extraordinaires et criminelles, au lieu de se pourvoir civilement par requête ou exploict libellé pour la prétendue faulte, suivant les articles en dernier lieu dressez sur l'affirme de l'équivalent, ausquelz lesdictz fermiers contreviennent ordinairement en plusieurs sortes. Pour réprimer lequel abus, auroit esté arrêté par lesdictz Estatz généraulx qu'en toutes instances des appellations qui seront interjectées en la Cour des Aydes, où sera question de contraventions ausdictz articles, le syndic général de Languedoc interviendra ausdictes instances et, en icelles, poursuivra l'obéissance desdictz articles de l'équivalent et contraventions faictes à iceulx partout où il appar tiendra ; comme résulte plus particulièrement de ladicte délibération desdictz Estatz généraulx, de laquelle a esté faicte lecture en ladicte asssemblée, affin que les députés d'icelle en demeurent informés.



Et poursuivant ledict syndic sondict rapport, il auroit faict entendre l'ordre prins par lesdictz Estatz généraulx pour arrester le cours d'ung aultre abus qui se commettoit par MM. de la Chambre des Comptes de Montpellier, par le moyen de diverses recherches que ladicte Chambre faict sur les comptes renduz depuis cinquante ou soixante ans, à cause des restes des tailles des deniers royaux, n'on obstant que par édikt général et déclarations particulières de Sa Majesté, faictes en faveur de la province de Languedoc, elle ayt esté deschargée desdictz restes, comme plus particulièrement est porté par la délibération desdictz Estatz généraulx, de laquelle pareillement a esté faicte lecture.

Finallement, sur le rapport sommairement faict par le sieur de Fumel, syndic, de ce qui s'estoit passé ausdictz Estatz généraulx touchant les abus qui se commettent au faict des gabelles, et, en suite dudict rapport, ayant esté donné advis à la présente asssemblée de plusieurs concussions qui se font au quartier d'Aubrac et de Salgues, par quelques gens incognuz, soubz prétexte de la recherche du sel deffendu ; au moyen de quoy ilz exigent plusieurs sommes sur le peuple ; a esté conclud qu'il sera baillé coppie des reiglemens faictz touchant les gabelles, à ceulx qui feront de semblables plaintes, pour s'en servir selon l'ordre prescrit en iceulx.

Sur ce qui a esté représenté par ledict sieur de Fumel, syndic dudict diocèse, que la vérification des débtés d'icelluy ayant esté faicte par MM. Delhon et de Gallières, trésoriers généraulx de France, en Languedoc, commissaires à ce députés par Sa Majesté, Messieurs des Estatz particuliers de ce païs, par leur délibération du 6 juillet 1617, ayant jugé nécessaire pour le bien des



affaires d'icelluy, de retirer la procédure desdictz sieurs commissaires, avec leur avis, pour sur icelle faire poursuivre, devers Sa Majesté, les provisions nécessaires, auroient arresté que ledict syndic feroit ung voyage à Montpellier pour demeurer d'accord, avec lesdictz sieurs commissaires, de leurs despens et vacations, pour icelles faire comprendre, par mesme moyen, dans l'estat des fraiz de ladicte procédure, affin d'obtenir de Sa Majesté permission de les imposer avec lesdictz debtes, pour le payement desdictz sieurs commissaires. Ou bien en cas qu'ilz ne voudroient accepter ladicte condition, leur donner telles assurances de leur payement que ledict syndic jugeroit nécessaire. Et en tout cas, au refus desdictz deux partis, emprunter audict Montpellier ou ailleurs, la somme dont ilz seroient demeurez d'accord, affin de ne perdre l'occasion de retirer ladicte procédure avec l'avis desdictz sieurs commissaires, tendant surtout à l'atermoyement du payement desdictz debtes, aux plus longs termes que faire se pourra, pour plus de soulagement et moindre incommodité du pauvre peuple. Laquelle délibération, ledict syndic auroit souvent tasché d'effectuer ; mais à cause du voyage faict à la Cour par le sieur de Gallière, qui auroit esté long et le changement du bureau des finances transféré à Béziers, il luy auroit esté impossible de promouvoir cest affaire, comme il espère faire maintenant ; luy ayant, le sieur de Vidal, greffier desdictz sieurs, promis, au dernier voyage qu'il fit à Montpellier, de travailler à disposer et mettre au net ladicte procédure, si bien qu'il importe de résoudre la somme qui leur doit estre accordée et pourveoir au recouvrement d'icelle. Ce qu'ayant esté mis en délibération, après lecture faicte de la susdicte délibération, a



esté conclud et arresté que ledict sieur syndic s'acheminera audict Montpellier au plustost qu'il pourra, pour traiter avec lesdictz sieurs commissaires desdictz fraiz et vacations et en demeurer d'accord avec eulx, au meilleur mesnage et plus grand soulagement du païs que faire se pourra, pourvu que la somme n'excède 1,000 escus, à payer comptant, ou 1,200 escus à mettre dans l'estat desdictz debtes ; et à cest effect emprunter, si besoing est, audict Montpellier ou ailleurs, d'une ou plusieurs personnes, ladikte somme de 1,000 escus, pour le temps et à telles conditions que ledict sieur syndic jugera nécessaire. Et ce faisant, en passer toutes assurances, contractz et obligations convenables, à la charge d'estre relevé d'icelles par ledict païs, tant pour le principal que pour tous despens, dommages et interestz qui en deppendront si aucuns il en souffroit à ceste occasion. Et moyennant ce, ledict sieur de Fumel, syndic, retirera desdictz sieurs commissaires ladikte procédure et estat desdictz debtes avec leur advis, pour estre le tout remis devers sadicte Majesté et nosdictz seigneurs de son Conseil, pour obtenir sur ce les provisions nécessaires.

Dudict jour, huictième de mars, en ladikte asssemblée,  
de relevée.

Sur ce qui a esté remonstré par le sieur Rodes, docteur ez droictz, de la ville de Maruejolz, au nom des habitans de la terre et baronnie de Peyre que, nonobstant les inhibitions faictes en vertu des arrestz du Conseil d'Estat et aultres Courtz souveraines et ordonnances de Mgr le duc de Montmorancy, gouverneur et lieutenant général pour le Roy au païs de Languedoc, au sieur de La Condamine, commandant pour le service de Sa Ma-



jesté au château de Peyre, d'exhiger desdictz habitans aucunes corvées ny aultres charges, soubz quelque prétexte que ce soit ; ledict sieur de La Condamine et aultres commandans soubz luy audict chasteau où estant de la garnison, contraignent journellement lesdictz habitans, non-seulement à faire les corvées et manœuvres que bon leur semble, mais encore au payement des deniers communs dudict diocèse imposez pour les debtes et affaires d'icelluy en l'assiette dernière, ores qu'ilz n'ayent aucune charge ny commission du receveur des tailles, auquel lesdictz habitans ont desjà payé (comme ilz debvoient) leurs quottitez desdictz deniers, et qu'ilz en ayent ses quittances, ausquelles ledict sieur de La Condamine et aultres de ladicte garnison, n'ont voulu avoir esgard ; requérant qu'il pleust ausdictz Estatz y pourveoir et prendre en main la deffense et protection desdictz habitans, comme membres du corps du païs. Veu lesdictz arrestz et ordonnances et ouy le sieur de Fumel, syndic dudict païs, qui a dict, comme Mgr de Mende et MM. les députés de ce diocèse, aux Estatz généraulx tenuz à Béziers, ayant faict plainte à mondict seigneur de Montmorancy desdictz désordres et l'affaire disputé et débattu devant Sa Grandeur et M. le président Faure avec ledict sieur de La Condamine qui s'y estoit acheminé ; enfin auroit esté ordonné par sadicte Grandeur que, moyennant la somme de 1,000 livres, à laquelle toutes les demandes et prétensions que ledict sieur de La Condamine avoit contre ledict diocèse, ont esté réduictes, il sera tenu de rendre, ausdictz habitans ou audict receveur, tout ce qu'il a receu d'eulx des deniers desdictes tailles, comme aussi la marchandise qu'il avoit prise au sieur Barthélemy Trescazalz, marchand, de la



ville de Mende, avec inhibitions et deffences, audict sieur de La Condamine, d'uzer désormais de telles voyes. A esté conclud et arresté que ladicte ordonnance sera intimée audict sieur de La Condamine, à la diligence dudict sieur syndic ; lequel tiendra la main à l'exécution d'icelle ; et ce faisant, que les habitans ou collecteur des paroisses de ladicte terre de Peyre en seront remboursez ou tiendront lieu de paiement de leurs quotités envers ledict receveur, si jà n'avoit esté payé ; néantmoins l'assemblée a remercié mondict seigneur de Mende, du soing et de la peine qu'il luy a pleu continuer de prendre, pour le bien et soulagement du païs, sur l'occurrence de cest affaire. Et par mesme moyen, a esté advisé de prier M. le marquis de Portes, lieutenant, pour le Roy, en ce diocèse, de faire envers ledict sieur de La Condamine, que toute sorte de corvées cessent sur lesdictz habitans à l'advenir et pour faire ladicte prière, de la part desdictz Estatz, audict seigneur marquis, ont esté députés MM. les envoyez du Chapitre et de M. le baron de Randon et consuls de Salgues et du Malzieu.

S'estant présenté M. Anthoine Destructis, advocat de la ville de Mende, lequel, au nom et comme procureur de damoiselle Françoise d'Arfeuillette, vefve de feu M<sup>e</sup> Estienne Bastide, en son vivant contrôleur des tailles du diocèse d'Agde, et commis de M. Marcelin de Manificier, receveur dudict diocèse, en l'année 1604, et héritier, par bénéfice d'inventaire, dudict feu sieur, qu'elle auroit faict représenter à MM. de l'assemblée desdictz Estatz, tenue en la ville de Maruejolz, l'année dernière, comme M. Philip Marimon, bourgeois, de Pézénas, avoit obtenu arrest de la Cour des Aydes à Montpellier, du 12 décembre 1615, confirmé par aultre arrest de la mesme



Cour, du mois d'avril 1617, par lequel entre aultres choses, les hoirs dudict sieur Bastide auroient esté condampnez envers ledict sieur Marimon, en la somme de 2,131 livres 17 solz, avec despens et interestz. Lesquelz despens auroient esté taxez à 162 livres et lesdictz interest liquidez jusques au 21 may 1617. à 902 livres 18 solz, revenans lesdictes parties à la somme de 3,198 livres. A faulte de payement de laquelle, ledict Marimon auroit faict procéder par exécution sur ledict office de contrôleur et faict bannir certaine partie de 600 livres imposée par ledict pais, soubz le nom dudict sieur Bastide, à ce non compris 213 livres 12 solz, deubz audict Marimon, pour les interestz de ladicte somme principale de 2,131 livres, depuis ledict jour 21 mai 1616, jusques à la fin d'octobre 1617. Et pour les despens desdictes saisies exécutoires des rapportz sabatines et aultres despens faictz après lesdictz arrestz, 119 livres 8 sols, revenans, toutes lesdictes parties ensemble, à la somme de 3,530 livres 10 sols ; laquelle ladicte damoiselle, audict nom, auroit esté contraincte payer et à ceste fin céder et remettre audict Marimon, à vil pris, ledict office de contrôleur, pour n'avoir aultre moyen de subvenir audict payement ny aultre personne qui voulut entendre à l'achept dudict office ; ce qui luy revient à dommage et interest très-notable, oultre plusieurs aultres fraiz et despens qu'elle a souffertz en ceste poursuite. Et d'autant que le principal sujet d'icelle et desdictes condempnations procède du banniment faict sur ledict Bastide, le 23 décembre 1605, de la somme de 2,100 livres, à la réquisition du syndic dudict diocèse, qui prétendoit ladicte somme n'estre deue audict Marimon, ains devoit estre répétée au profit du pays, comme ayant esté à ceste fin



rayée en la despense du compte, dudict sieur de Manificier, rendu audict pais par ledict Bastide, de l'administration par luy faicte des deniers extraordinaires, imposez en ladicte année 1604. Et pour ces raisons, ladicte damoiselle auroit faict requérir et supplier ladicte asssemblée, tenue audict Maruejolz, qu'il luy pleust pourveoir au remboursement desdictes sommes, par elles payées audict Marimon, et au surplus, l'indemniser des aultres fraiz, dommages et interestz par elle souffertz, sans permettre qu'elle fust constituée en plus grandz fraiz et despens à poursuivre la garantie qui luy estoit réservée par lesdictz arrestz contre ledict diocèse, comme elle ne vouloit faire sans y estre portée par extrême nécessité. Ce qu'ayant esté mis en délibération en la susdicte asssemblée, elle auroit arresté de renvoyer l'affaire à MM. les commis, députés et syndic dudict pais, pour estre par eulx procédé à la vérification de la demande et prétensions de ladicte damoiselle. Et d'autant qu'ilz y auroient vacqué et ne reste sinon qu'il plaise ausdictz Estatz de les ouyr, il en supplie très-humblement la compagnie, audict nom de ladicte damoiselle, et après, luy voulloir rendre justice, mettant en considération sa qualité de vefve, la perte qu'elle a faicte dudict office, l'incommodité qu'elle a souffert en ses affaires, les despens, dommages et interestz que ceste longue et fascheuse poursuite luy a causez, et finalement avoir quelque ressentiment des services renduz par sondict feu mary, durant plusieurs années audict pais, pour le bien et advancement des affaires d'icelluy. Sur quoy, ouy le rapport desdictz sieurs commis, syndic et députés par la bouche dudict sieur syndic, et veu ladicte délibération portant ledict renvoy ; veu aussi les susdictz arrestz,



ensemble les comptes mentionnez en iceulx et aultres pièces y désignées, et sur le tout opiné et délibéré; a esté conclud et arresté, pour esviter à plus grandz fraiz et despens et à l'événement incertain d'un plus long procès, que lesdictz Estatz, pour toutes demandes et prétensions de ladicte damoiselle d'Arfeuillette, tant en principal que pour tous despens, dommages et interestz cy-dessus mentionnez et tous aultres quelconques, luy ont accordé et accordent la somme de 3,000 livres, pour luy estre payée par le receveur dudict diocèse, et, à cest effect, employée en l'estat des debtes dudict diocèse, qui sera dressé et présenté à MM. les commissaires députez pour la vérification des debtes dudict diocèse ou MM. les commissaires qui présideront, pour le Roy, à la prochaine asssemblée des Estatz généraulx de Languedoc, pour estre par eulx procédé à la vérification en tel cas requise, et sur icelle donné leur advis à Sa Majesté pour avoir permission d'imposer et lever ladicte somme avec les aultres parties dudict estat, sur le général dudict diocèse, l'année prochaine; à la charge néantmoins de poursuivre, par ledict syndic contre ledict Marimon, la répétition de la susdicte partie de 2,100 livres qui demeure rayée au susdict compte, et qu'à cest effect ladicte damoiselle remettra, es mains dudict sieur syndic, la quittance dudict Marimon de ladicte partie ou l'extraict d'icelle, en bonne et deue forme, pour pouvoir agir contre luy. Et par mesme moyen ladicte damoiselle, audict nom, sera tenue quitter ledict diocèse, de toutes lesdictes prétensions, et renoncer à toutes actions et procès pour ce regard, tant en principal que despens, dommages et interestz.

Lecture faicte, en ladicte asssemblée, d'une lettre que



le capitaine Janiquou a escripte à Mgr de Mende, à ce qu'il plaise aux Estatz l'assister de quelque somme pour luy ayder à supporter les fraiz et despenses jà par luy faictz utillement et qu'il continue pour la commodité publique à la réfection et réparation du grand chemin de la descente de la montaigne, prez le lieu de St-Jean-de-Gardonnenche, affin de le rendre plus libre et assuré et de facile accez, tant aux gens de pied que de cheval, comme aux voituriers et muletiers allant de ce païs au bas Languedoc, et après que le syndic dudict diocèse a esté ouy qui a attesté ladicte réparation comme l'ayant veue naguères estre fort utile, pour le commerce, à toute sorte de personnes, lesdictz Estatz ont accordé audict cappitaine Janiquou, pour ceste fois et sans conséquence, la somme de soixante livres tournois à l'effect de ladicte réparation.

Sur la réquisition faicte par aulcuns des consulz des villes et lieux dudict diocèse, assistans ausdictz Estatz, de pourveoir à la réparation des pontz qui menacent de ruyne ; veu les précédentes délibérations des Estatz, a esté conclud et arresté qu'elles seront effectuées selon leur forme et teneur et que, conformément à icelles, le syndic et greffier dudict diocèse se porteront sur les lieux des pontz plus importants, pour faire les vérifications et aultres actes et formalitez requis et nécessaires, suivant lesdictes délibérations, pour après estre procédé à la délivrance des pris faictz, ainsi qu'il apartiendra ; néantmoins, pour d'autant plus faciliter et promouvoir lesdictes réparations, a esté advisé que les habitans des villes et lieux plus proches desdictz pontz et comme plus interessez à la réparation d'iceulx, emprunteront les sommes de deniers nécessaires à cest effect, à la charge



que ledict syndic s'obligera, pour le païs, au remboursement desdictes sommes, desduict le préciput qui doit estre fourny par lesdictes villes et lieux et qu'à l'effect dudict remboursement, les deniers seront imposez suivant le reiglement.

Du sabmedy, neufviesme jour dudict mois de mars,  
du matin, en ladicte asssemblée.

Sur ce que le sieur Michel, envoyé de M. le baron d'Apcher, auroit représenté qu'il auroit esté naguères faicte une grande procédure et quelques exécutions, en suite d'icelle, contre certains prévenuz de faulse monnoye, par MM. les vi-bailly et lieutenant en la justice de Saint-Flour, en Auvergne; et d'aultan que sur l'exécution les suppliciez par leurs déclarations auroient chargé quelques particuliers de ce diocèse; lesdictz sieurs vi-bailly et lieutenant, par debvoir de leurs charges et zèle au bien de la justice et punition d'ung tel crime, auroient envoyé en ce diocèse le capitaine Bauche, pour s'informer s'il s'y trouveroit quelques procédures contre lesdictz dénoncez pour fonder une condempnation, et par mesme moyen, pour prier et requérir ceste asssemblée d'assister ceste poursuite de quelque somme de deniers, pour subvenir aux fraiz qu'il y convient faire, attendu qu'il regarde le bien de la justice en ce diocèse; et ayant esté ledict cappitaine Bauche appelé en ladicte asssemblée, où il a faict la même exposition et réquisition; a esté conclud qu'à la diligence du syndic dudict diocèse sera faict perquisition au greffe du bailliaige et de la prévosté s'il y a aulcunes charges ou procédure qui regardent ceste poursuite. Et pour le regard de l'assistance demandée pour subvenir aux fraiz d'icelle, qu'il n'y a



lieu, quant à présent, d'accorder aulcune chose pour ce regard ; ayant néantmoins ordonné audict cappitaine Bauche la somme de 45 livres pour la despense et fraiz de son voyaige, sans que cela puisse estre tiré à conséquence.

Estant venu à l'assemblée M. le marquis de Portes, lieutenant pour Sa Majesté audict païs de Gévaudan et diocèse de Mende, il auroit dict que, le soing que Mgr le duc de Montmorancy, gouverneur et lieutenant général pour sadicte Majesté en Languedoc, a tousjours eu de maintenir la province en paix et tranquillité est si grand et singulier qu'il a esté sans exemple et si heurceux que l'on en doibt remercier Dieu, que cela se veoid confirmé par l'honneur qu'il faict à M. de Mende et à luy, de leur envoyer la coppie de la lettre que le Roy luy a escripte le 24 de febvrier dernier, portant advis du départ de la Royne, mère de Sa Majesté, du château de Blois ; laquelle il a estimé debvoir faire veoir à la compaignie pour se fortifier d'autant plus en la résolution de se maintenir en paix et tranquillité ; à quoy mondict sieur les a encores particulièrement exhortez et à la continuation de leur obéyssance et fidélité au service de Sa Majesté. Et après ayant esté faicte lecture de ladicte lettre en ladicte asssemblée, mondict seigneur de Mende, président, auroit réparty que le grand soing qu'il plaist à mondict seigneur de Montmorancy et à luy, avoir de ce païs, oblige infiniment ceste compaignie à les en remercier et à persévérer toujours en la dévotion qu'elle doibt au service de Sa Majesté.

Mondict seigneur de Mende a représenté à l'assemblée que son plus grand désir a tousjours esté selon son devoir de pouvoir apporter quelque réformation à l'estat ecclé-



siastique, en son diocèse, affin qu'ilz soient véritablement et en effect la lumière du monde, qu'il espère avec la grâce de Dieu y donner ung notable advancement à sa prochaine visite, soit à l'endroit des ecclésiastiques séculiers que des réguliers ; que pour ceulx-cy, il y en a desjà ung commencement en la ville de Maruejolz ; mais le désir qu'il auroit d'en pouvoir establir en cedit diocèse qui fussent tous réformez, luy ont faict desseigner le bastiment d'ung couvent pour des Capucins en ceste ville de Mende. Mais comme l'entreprise n'est pas de si petite importance, qu'elle ne revienne à 4,000 escus ou environ, aussi se promet-il, tant de l'assistance de la noblesse et du général du païs, oultre le secours des habitants de ceste ville, qu'ilz contribueront volontiers de leurs moyens, et ce saint et pieux desseing vrayment digne de leurs charitables libéralités, pour participer aux prières et mérites de ces bons pères. Et quoyque ce soit la première requeste qu'il a faicte au païs, ne l'ayant pas mesmes voulu importuner pour le bastiment de son église cathédrale et que ce ne soit aussi chose sans exemple, notamment aux Estatz généraulx, néantmoins cela deppend de la dévotion et piété de l'asssemblée, sur laquelle il s'en repose et remet entièrement. Sur quoy ayant esté délibéré, a esté conclud et arresté d'accorder et aulmosner par le général du païs et diocèse, la somme de 3,000 livres, payable en trois années prochaines également, pour estre employée à la construction et bastiment dudict couvent des Capucins en ladicte ville de Mende, sans pouvoir estre divertie à aultres uzages et qu'à cest effect ladicte somme sera imposée sur le général dudict païs esdictes trois années, à la diligence du syndic d'iceluy, les formes en tel cas requises deuement observées.



Sur la requeste présentée par Pierre Parlier, consul du lieu de Barre, la présente année, narrative comme Anthoine Bonnet, sieur de Masméjean, consul dudict Barre, l'année dernière, luy ayant faict donner assignation par-devant M. le sénéchal de Beaucaire et Nismes pour se veoir condampner à le rembourser de la somme de 500 livres, despens, damages et interestz par luy souffertz à cause de l'emprisonnement et violente détention de sa personne, faictz dans le château de Saint-Julien, par le sieur de Gabriac on ses complices, prétendant ledict Masméjan, les habitans dudict lieu de Barre, estre tenuz audict remboursement, pour avoir esté ledict emprisonnement faict en chemin, luy, revenant des Estatz particuliers dudict pays, comme consul et député dudict lieu. Par mesme moyen ledict Parlier prétend debvoir estre relevé de ladicte assignation par le général du pays. Requéran à ceste fin qu'il plaise aux Estatz pourveoir au remboursement de ladicte somme, ou bien en tout cas faire prendre le faict et cause pour luy, au nom et aux despens dudict pais. Ouy sur ce le syndic d'icelluy, qui a dict avoir esté à ceste fin assigné audict Nismes, à la requeste dudict Parlier, en assistance de cause, a esté conclud et arresté n'y avoir lieu d'entrer audict remboursement comme n'y estant le pais tenu, ny par conséquent à prendre le faict et cause, pour ledict Parlier, au moyen de quoy ledict syndic fera présenter à l'assignation pour y deffendre ledict pais et insister à relaxe.

A esté représenté à l'assemblée, par le sieur Pigonier, sacristain d'Aubrac, qu'en l'année 1616, MM. des Estatz, assemblez en la ville Maruejolz, luy auroient faict l'honneur, quoy-qu'en son absence de le nommer et députer conjointement avec MM. de Mirail et Rodés-Castaing,



pour s'acheminer devers Mgr le duc de Montmorancy et luy faire entendre le différend intervenu en cedit diocèse sur l'occasion de la levée des deniers imposez par commission de Sa Grandeur, pour l'entretienement de la garnison de la ville de Mende. A quoy n'ayant peu satisfaire de sa part, M. de Cozerans, dom dudict Aubrac, auroit volontiers prins ceste charge, comme seigneur du païs, ayant séance aux Estatz d'icelluy et fort zélé au soulagement du peuple qui auroit faict le voyaige comme les aultres devers sadicte Grandeur, estant lors à Tholozé, et se seroit dignement acquitté de ladicte charge. Et d'aulqu'il ne seroit raisonnable que ledict sieur dom d'Aubrac souffrist la despense dudict voyaige, l'ayant faict pour le bien des affaires dudict diocèse, il a requis et prié l'assemblée de le faire payer et rembourser comme les aultres sieurs députés qui ont esté entièrement satisfaitz ainsi qu'il a esté adverty. Sur quoy ayant esté délibéré, lesdictz Estatz bien que ledict diocèse ne fust tenu à aucuns fraiz dudict voyaige, attendu que ledict dom n'avoit esté député par lesdictz Estatz et que ses propres affaires l'avoient appelé audict Tholozé, néantmoins, pour son mérite et la grande instance faicte par ledict sieur Pigorier, luy ont accordé la somme de six vingtz livres sans conséquence à l'advenir en semblables occurrences.

**Dudict jour, neufvième de mars, en ladicte assemblée,  
de relevée.**

Sur la requeste présentée par Guillaume Rogier, baillé de Montjusieu, tendant à ce qu'il pleust à l'assemblée ordonner au sieur Armand, lieutenant, en ce diocèse, de M. le prévost général de Languedoc, d'apporter plus de



soing et diligence qu'il n'a jusques icy faict pour la capture des prévenuz de l'homicide et forme d'assassinat commis en la personne de son filz ; ne s'estant encores ledict sieur Armand mis en aulcun debvoir de se saisir de leurs personnes ; a esté conclud que le sieur Armand sera exhorté, de la part des Estatz, de vacquer avec tout le soing et diligence requises à la capture et punition, tant desdictz prévenuz que de tous aultres, estans de sa jurisdiction, selon que le debvoir de sa charge l'y oblige, affin que par l'exercice de la justice, le païs soit maintenu en repos et tranquillité et le pauvre peuple en seureté.

Sur aultre requeste des habitans du lieu du Buysson, à ce qu'il pleust aux Estatz de les faire payer de la somme de 350 livres, à eulx deue de restes de 1,000 livres qui leur furent ordonnez et accordez par le païs, ez annnées 1617 et 1618, pour la ruyne par eulx soufferte de leurs maisons, pour faciliter, pour le bien du service du Roy et le repos du païs, la deffaicte des compagnies du sieur Dondredieu qui y estoient logées ; et néantmoins, effin qu'ilz ayent moyen de remettre et réédifier entièrement leursdictes maisons, faire imposer, en la présente assiette, la somme de 3,459 livres restante de l'estimation faicte d'icelles, de l'autorité de M. le marquis de Portes, lieutenant pour Sa Majesté en ce païs ; aultrement supplient les Estatz avoir agréable qu'ilz recourent à la justice ; a esté conclud que par MM. les commis du païs sera pourveu, si jà n'est faict, au payement desdictz 1,050 livres. Et pour l'autre demande, ores que ladicte somme de 1,000 livres eust esté trouvée raisonnable et suffizante et ladicte estimation suspecte. Néantmoins, pour certaines considérations,



leur a esté encores accordé 500 livres en quittant par eulx toutes prétensions et renonciation à tous procès par acte exprez.

Sur la requeste présentée par les Pères Minimes de Saint-Ferréol-de-Brioude, les Estatz leur ont accordé et aulmosné la somme de 60 livres, pour leur ayder à subvenir à l'édification et bastiment de leur couvent audict lieu, où ilz sont naguères establiz et fort estroittement logés, et qu'à cest effect ladicte somme sera imposée en la présente assiette et payée par le receveur dudict diocèse ausdictz Pères Minimes, sans conséquence.

Le dimenche, dixième jour dudict mois de mars, lesdictz Estatz ne se sont assemblez pour traiter d'affaires, ains ont vacqué à prières, et à ceste fin assisté au service divin en l'église cathédrale de ladicte ville de Mende, à ce qu'il pleut à Dieu conserver le Roy et maintenir la paix en ce royaume.

Du lundy, XI<sup>e</sup> dudict mois de mars, en ladicte asssemblée, du matin.

Sur ce que M. de Morengiez a représenté que ces deux années dernières les Estatz de ce païs auroient rendu tant de tesmoignage de leur bonne volonté à l'endroit de M. le marquis de Portes, mesmes pour la gratification dont ilz auroient uzé envers luy, qu'il estime n'estre besoin de grand discours pour les persuader à la continuation d'icelle; néantmoins leurs libéralités ayant esté différentes selon le temps, les affaires et les occurrences; c'est maintenant à la compagnie de prudemment considérer celles qui se présentent et semblent nous menacer de quelque trouble et remuement, et par con-



sequent obliger tant plus estroitement la présence dudit seigneur marquis à une résidence plus ordinaire dans ledict pais et à des fraiz et despenses extraordinaires pour la conservation d'icelluy en l'obéissance du Roy et maintenance de leur repos et liberté. En quoy non-seulement ne seront par ledict seigneur espargnées les libéralitez dont ilz auront uzé envers luy non plus que le reste de ses moyens, ses soins et sa propre vie, si les occasions le requièrent; priant l'assemblée d'en prendre une ferme et entière créance. Et après que l'affaire a esté mis en délibération, et veu la grande apparence de quelque nouveau trouble en ce royaume; a esté conclud et arresté, pour donner plus de moyen, audit seigneur marquis, de maintenir et conserver ledict pais en repos et liberté, seubz l'autorité de Sa Majesté, suivant la charge dont il a pleu à sadicte Majesté l'honorer, de luy accorder, pour ceste année, et sans tirer conséquence à l'advenir, la somme de 6,000 livres; laquelle MM. les commissaires de l'assiette sont requis voulloir asseoir et départir sur le général dudit pais et diocèse, ceste présente année; et qu'à cest effect seront obtenues de Sa Majesté les lettres d'assiette sur ce nécessaires, portant permission de faire ladicte imposition.

Le sieur de Fomel, syndic dudit diocèse, a exposé que, sur l'instance qui fut faicte aux Estatz particuliers d'icelluy, l'année dernière, par M. le trésorier Portales, comme cessionnaire de M. Pierre Portales, son cousin, ayant le droiet des hoirs de feu M. Olivier Sévérac, receveur dudit diocèse, ez années 1593 et 1594, de luy faire payer la somme de 2,227 escus de principal, et 4,467 escus d'intérêt pour treize années d'arrérages, depuis le 7 janvier 1604 jusques au 7 janvier 1617, mon-



tant par chacun an, à raison du denier sèze, 415 livres 4 sols 6 deniers. Le tout revenant ensemble à 11,095 livres 15 solz 9 deniers, à quoy ledict diocèse avoit esté condamné par arrestz de la Cour des Aydes du 7 octobre 1602 et 9 aoust 1604; ayant outre ce, ledict Portalés, obtenu arrest du Conseil et Lettres patentes de Sa Majesté du dernier mars 1618, contenant mandement, aux sieurs commissaires de l'assiette, d'imposer ladiete somme de 11,095 livres avec les fraiz raisonnables de la levée, ensemble les fraiz de l'expédition desdictes provisions, modérez et taxez à 420 livres. Desquelles deux dernières sommes ledict sieur Portalés auroit requis l'imposition estre faicte ausdictz Estatz. Lesquelz prétendant ledict diocèse n'en estre entièrement débiteur et que lesdictz arrestz avoient esté donnez par surprise, seroient entrez en traité avec ledict sieur Portalés. Mais n'estans pas tombez d'accord, auroient, par leur délibération du 16<sup>e</sup> may dernier donné pouvoir, à MM. les commis et députés dudict pais, de procéder à la vérification des prétensions et demandes dudict sieur Portalés, après la tenue desdictz Estatz, et par mesme moyen faire liquidation et compensation des sommes qu'il peut debvoir de sa part audict pays, pour après estre procédé à l'imposition des deniers qui se trouveront luy estre deubz de restes. A quoy voulant lesdictz sieurs commis satisfaire, ledict sieur Portalés, au lieu de s'y disposer librement de son costé comme il avoit promis, auroit tant faict par la force de ses persuasions que lesdictz sieurs commissaires, par le moyen desdictz arrest et Lettres patentes, se seroient portez à imposer la somme de 7,000 livres, soubs la parole donnée par ledict sieur Portalés, de se remettre pour le surplus au jugement de



deux advocatz ou aultres personnes de Montpellier, et à la charge de ne toucher ladicte partie qu'au préalable il n'eust faict lever les bannimens qui avoient esté mis sur lesdictz deniers et encores faict appurer et descharger entièrement les comptes renduz par ledict Sévérac et ses hoirs, audict païs, conformément aux conditions apposées aux articles des précédentes assiettes, soubz le nom dudict Sévérac, ses hoirs ou ayant cause, et sans approbation desdictz arrestz et Lettres patentes. Et bien que ledict sieur Portalés fust obligé de tenir sa promesse, il auroit au contraire faict de nouvelles poursuites en la Cour des Aydes ; la continuation desquelles auroit esté arrestée par ledict sieur syndic passant audict Montpellier au retour des Estatz généraulx, ayant renouvelé ledict arbitrage et à cest effect capté jour auquel ledict sieur syndic estant retourné en ladicte ville et nomination faicte d'arbitres de part et d'autre, assavoir, pour ledict païs : de M. du Crós, avocat audict Montpellier, et pour ledict sieur Portalés : de M. Nassanne, contrôleur de l'extraordinaire des guerres. Et par lesdictz sieurs arbitres veues tant la demande dudict sieur Portalés que les impugnations dudict sieur syndic, au lieu de prononcer comme ilz debvoient sur le tout, ledict sieur Massanne s'en seroit de sa part excusé, soubz prétexte du deffault d'ung tiers dont ledict sieur syndic n'avoit peu demeurer d'accord et de ce qu'il n'estoit muny de procuration expresse des Estatz. Cela toutesfois n'auroit gardé le sieur Portalés d'envoyer en ceste asssemblée, pour faire encore instance de nouveau de faire imposer quelque aultre partie, soubz promesse de reprendre les voies dudict arbitrage et encores à la charge que, si par ledict arbitrage la partie qui sera imposée ne se trouve



luy estre due, elle ne luy sera payée, ains demeurera es mains du receveur, pour estre employée à l'aquittement de quelques aultres debtes du pays. Et partant ledict sieur syndic, ayant requis l'assemblée d'y pourveoir, et l'affaire mis en délibération, a esté conclud et arresté que ledict syndic ira de rechef audict Montpellier pour reprendre ledict arbitrage et ce néantmoins sans tiers si faire se peult; ayant ladicte assemblée promis d'agréer tout ce que ledict sieur syndic sera faict, géré et négocié pour ce regard et l'en relever indemne. Et d'aillant qu'elle a esté advertie qu'auxdictz comptes dudict Sévérac ont esté employées et passées plusieurs sommes pour deniers renduz et non receuz, soubz le nom de diverses paroisses, bien que ledict Sévérac ou ses commis en ayent faict recepte et donné leurs quittances aux collecteurs d'icelles et que la plus grand part du debte prétendu par ledict sieur Portalés, audict nom, descend de ces faulses reprises; a esté ordonné audict sieur syndic de faire exacte et diligente recherche desdictes quittances pour s'en servir contre ledict Portalés, ainsi qu'il appartiendra, pour le soulagement dudict diocèse.

Et quant à l'imposition demandée par ledict sieur Portalés, a esté advisé, pour n'interrompre le cours dudict arbitrage, de n'empescher que lesdictz sieurs commissaires de l'assiette ne comprennent en icelle jusques à la somme de 2,000 livres, à la charge qu'elle sera par le receveur, dudict diocèse délivrée et mise es mains dudict syndic et non d'aultre, pour estre par luy mesmes payée audict sieur Portales, si après ledict arbitrage vuydé, se trouve liquidement ledict diocèse luy estre débiteur jusques à concurrence de ladiote somme;



après aussi que ledict sieur Portalés aura fait lever les susdictz banniments et outre ce, fait entièrement descharger et appurer lesdictz comptes, et que toutes compensations, requises de part d'autre, auront esté faictes, autrement ladiete partie de 2,000 livres demeurera en fondz es mains dudict syndic pour estre employée à l'aquittement d'autres debtes dudict pais, selon que par les Estatz dicelluy sera advisé et daultant moins imposé l'année prochaine, le tout sans préjudice des réservations apposées sur la partie de 7,000 livres par lesdictz sieurs commissaires, computé au département de l'année dernière ny approbation du surplus desdictz arrest et lettres patentes. Et en cas que ledict sieur Portalés n'accepteroit la présente délibération, que ledict syndict fera toutes instances et poursuites nécessaires en justice pour la descharge et soulagement dudict diocèse contre ledict sieur Portalés.

Ayant esté représenté à l'assemblée par ledict sieur de Fumel, syndic dudict diocèse, comme en l'année 1617, au mois d'octobre, sur l'advis qui fut donné par MM. les consulz du Puy à MM. les commis de ce pais, de ce que les compagnies d'ordonnances de messeigneurs les ducs de Montmorency et de Vantadour, ayant esté contremandées du voyage qu'elles devoient faire en Piémont et se retirant au bas Languedoc, estoient sur le point de prendre leur chemin dans ce diocèse et y faire quelque séjour. A quoy mesdictz sieurs les commis désirant obvier pour le soulagement du pais, auroient député M. de Morangiers, commis des nobles et luy, pour aller trouver lesdictes compagnies et tascher de divertir leur passaige, et s'estant mis en chemin, ilz auroient appris à Lengaigne que celle de mondiet sei-



gneur de Montmorancy avoit prins aultre route et l'aultre estoit desja entrée dans ce diocèse du costé d'Auroux, et La Villedieu, ou l'ayant trouvée logée et apprins du sieur d'Alizon et du maréchal de logis qui en avoient la conduite, l'ordre du passage donné à ladicte compaignie dans cedit diocèse, sans moyen de la révoquer; tout ce qu'il auroit peu faire, auroit esté de rompre la résolution qu'ilz avoient faicte dy arrester quelques jours, pour rafraichir ladicte compaignie, les ayant obligez de se retirer promptement et ne faire que deux logemens, dans ledict diocèse, moyennant 200 escus que ledict sieur syndic promis leur faire porter au dernier logement; mais n'ayant peu leur en envoyer que 100, ledict sieur d'Alizon luy a depuis faict grande instance et continué tous les jours d'acquitter les 100 restans. Et daultant qu'il est obligé de promesse et que ledict diocèse en a resseny du soulagement, considéré la foule et despense que le moindre séjour eust apporté au pauvre peuple, il a requis l'assemblée voulloir pourveoir au payement desdictz 100 escus restans. A esté conclud et arresté que MM. les commissaires de l'assiette seront requis, au nom desdictz Estatz, de comprendre en icelle, la somme de 500 livres, pour estre payée audict sieur d'Alizon, suivant la promesse à luy faicte par ledict sieur syndic.

Veu la requeste présentée par le second consul de la ville de Maruejolz, narrative comme par l'injure des temps et désordre des guerres civiles de ce royaume, touchant le faict de la Religion, les églises de ladicte ville auroient esté totalement ruynées et démolies et notamment l'église collégiale Notre-Dame qui souloit servir d'église parrochiale aux habitans, lesquelz pour



ne demeurer par ce deffault entièrement destituez de l'exercice de la religion catholique, quoyque d'aillieurs reduictz à une extrême misère et pauvreté, se seroient esforcez de réparer une mesure de maison ou salle, où s'assambloient anciennement les confrairies de ladicte ville, l'ayant faicte couvrir et accommoder, le moings mal qui leur a esté possible, de sorte que faulte d'aulture elle leur tient lieu d'église parochialle. Mais parce qu'il est petit pour recevoir tout le peuple de la paroisse, mesmes es jours de festes, qui est une grande incommodité, laquelle apporte du refroidissement à la dévotion, ilz avoient advisé, pour suppléer à ce manquement, attendu que le lieu ne se peult alonger ny eslargir, dy faire dresser deux tribunes aux deux costez, par le moyen desquelles tous les parroissiens y pourront estre à couvert, et d'aautant que l'exécution de ce bon œuvre n'est retardé que par leur impuissance, ilz implorent la charitable assistance des Estatz qui participeront au mérite des prières de ce pauvre peuple. Ce qu'ayant esté mis en délibération, a esté conclud et arresté d'ayder, ausdictz habitans catholiques de ladicte ville de Maruejolz, de la somme de 150 livres, pour subvenir aux fraiz de ladicte réparation et construction desdictes galeries. Et qu'à ceste fin MM. les commissaires de l'assiette seront requis asseoir et départir ladicte somme avec les fraiz ordinaires dudict diocèse, pour estre levée par le receveur et payée ausdictz consulz et habitans catholiques, à l'effect que dessus, sans pouvoir estre divertie ny employée à aultres uzages, à peine de répétition sur les parties prenantes.

Sur ce que ledict sieur consul de la ville de Chirac a remonstré que, pour esviter l'entière ruyne de leur pont,



ilz auroient faict travailler à la réparation d'icelluy, suivant le pris faict qu'ilz en auroient baillé aux ouvriers. En quoy oultre 240 livres de leur préciput et 400 livres par eulx cy-devant receuz du païs, ilz ont fourny et avancé la somme de 320 livres qui leur est encores due; requerant qu'il pleust aux Estatz pourveoir à leur remboursement. Ouy sur ce le sieur de Fumel, syndic, qui a dict n'avoir esté appelé audict pris faict, bien que ce soit une forme essentielle prescrite par les reiglemens des Estatz généraux de Languedoc et des particuliers de ce diocèse, que lesdictz habitans ou consulz de Chirac ont obmise et partant ny avoir lieu de remboursement; a esté conclud et arresté que ledict syndic, faisant la visite générale des fontz dudict diocèse avec le greffier d'icelluy païs, vérifieront ladicte réparation et despenses faictes pour icelle et en feront rapport à la prochaine asssemblée des Estatz dudict diocèse.

Sur la requeste présentée par les consulz des lieux des Cevennes audict diocèse de Mende et païs de Gévaudan, à ce qu'il pleut aux Estatz faire imposer, sur ledict diocèse, la somme de 20,000 livres ou telle aultre qu'il leur plaira, pour subvenir au remboursement des sommes par eulx fournies, pour l'assiégement des lieux de Gabriac et de Saint-Julien, démolition et razement d'iceulx, suivant les arrestz des Courtz souveraines et les ordonnances de messeigneurs de Montmorancy et de Vantadour, et pour les fraiz des pourses faictes contre Jacques de Gabriac et ses complices, occupateurs desdictz lieux et prévenuz de plusieurs crimes, ensemble pour les despenses des procédures et exécutions des jugemens intervenuz contre eulx, attendu qu'ilz n'ont eu aultre assistance que de MM. des Estatz généraulx de la pro-



vince de Languedoc qui leur auraient accordé la somme de 12,000 livres; l'affaire mis en délibération et considéré que le général dudict diocèse contribue à ladicte somme de 12,000 livres et que lesdictz des Cevennes se sont renduz refusans de payer leur quote part et portion des impositions faictes sur ledict diocèse, pour s'opposer aux entreprises du sieur Dondredieu, pour la réduction, en l'obeyssance du Roy, de la place de Grèze occupée par ledict sieur Dondredieu, qui estoit ung faict général, beaucoup plus favorable et digne de l'assistance de tout le diocèse que celluy dudiot Gabriac, qui ne regardoit que quelques personnes et lieux particuliers desdictes Cevennes; a esté conclud et arresté ledict diocèse ny estre tenu; néanmoins, en cas que lesdictz des Cevennes payeroient librement et sans procès leur portion des deux impositions de 30,000 livres d'une part et 25,000 livres d'autre, faictes sur le général dudict diocèse, pour s'opposer audict sieur Dondredieu et réduire ledict fort de Grèze, lesdictz Estatz ont donné pouvoir à MM. les commis, syndic et députés dudict pais dy adviser et prendre telle délibération qu'ilz jugeront estre à propos pour les affaires dudiot diocèse, et d'y comprendre, s'il y a eschet, la somme fournie par le consul de Florac, faisant valablement apparoir d'icelle.

Le sieur de Fumel, syndic, a faict entendre à l'assemblée que, suivant la délibération des Estatz particuliers de ce diocèse, de l'année 1647, il a faict envers MM. les commissaires, présidens pour le Roy en l'assemblée des Estatz dernièrement tenuz en la ville de Béziers, tout ce qui luy a esté possible, affin d'obtenir leur advis touchant le rétablissement du defray de MM. de l'estat de



l'église et de la noblesse, gaiges des officiers du diocèse, fonds pour les affaires occurens et quelques autres parties qui ont esté rayées et retranchées dans l'estat du Roy, en hayne dudict diocèse et au préjudice des affaires d'icelluy, et notamment de l'assemblée desdictz Estatz particuliers; qu'il auroit trouvé lesdictz sieurs commissaires de bonne volonté, pourveu qu'on leur face apparoir des actes et pièces justificatives, pour montrer la possession et uzage, durant plusieurs années de ce que l'on requiert, ce que n'ayant esté prèveu, ceste poursuite seroit demeurée sans effect pour ceste présente année; ce que ledict sieur syndic a supplié lesdictz Estatz n'attribuer à négligence ny deffault de bonne volonté. Sur quoy lesdictz Estatz luy ont ordonné de faire recherche et se munir de toute sorte d'actes et papiers nécessaires pour pouvoir obtenir ledict advis desdictz seigneurs commissaires à la prochaine asssemblée desdictz Estatz généraulx et sur icelluy letablissement desdictes parties rayées et retranchées, dont ledict sieur syndic est chargé de faire toutes instances et poursuites nécessaires devers le Roy et nosseigneurs de son Conseil.

Sur le desdommagement requis de la part de M. d'Hauteville, maistre en la Chambre des Comptes de Montpellier, à cause du retardement faict, durant quatre ou cinq années, de son remboursement d'une partie de 700. livres qu'il avoit prestée et fournie actuellement pour les affaires dudict diocèse, en l'année 1612, estant à Paris; ensemble des fraiz d'un voyage de M. de Moyssac, son beau-frère, qu'il envoya exprez aux Estatz à Marsejolz, l'année 1614, pour demander payement de ce qui luy estoit deub par ledict diocèse; a esté conclud et arresté que ledict syndic fera vérification si ledict retar-



dement est procédé de la part des receveurs on bien dudit diocèse, comme de mesmes s'il ne fut accordé quelque chose par lesdictz Estatz audict sieur de Moysac, pour les fraiz de sondict voyaige, dont ledict sieur syndic fera rapport à l'assemblée.

Les Estatz, suivant l'ancienne coustume, et pour obvier aux disputes et contestations qui pourroient arriver à l'occasion du tour du sieur baron du païs qui doit assister aux prochains Estatz généraulx de Languedoc; après en avoir faicte vérification, ont déclaré ledict tour appartenir à M. le baron du Tournel et qu'à luy escheoit d'assister, l'année prochaine, ausdictz Estatz généraulx et d'avoir les prééminences en tel cas accoustumées. Et pour conclusion de la présente assemblée, Monseigneur a dict que la fin de toutes les actions bien reiglées doit correspondre à son principe, que ceste assemblée ayant de tout temps acoustumé d'estre commencée par une action pieuse, comme est l'invocation du Saint-Esprit, à ce qu'il veuille diriger les délibérations des Estatz; la mesme loy requiert, à la fin d'iceulx, leurs vœux et prières à sa divine majesté, pour impêtrer l'accomplissement et favorable succès de leurs bonnes intentions, au bien du service du Roy, repos et soulagement du pauvre peuple, affin que cest œuvre publique demeure couronné de sa sainte et divine bénédiction; laquelle mondict seigneur le président a donnée aux assistans, suivant l'ancienne coustume, qui a esté la fin de l'assemblée.

---



*Les commissaires de l'assiette. — Le marquis de Portes se rend à l'assemblée et la remercie de sa bienveillance. — Liste de MM. des Etats. — Prétention du baron du Tournel sur la baronnie de Cénaret. — Deux représentants pour la baronnie de Peyre. — Contestation entre les deux consuls de Serverette pour l'entrée aux Etats. — Don des arrérages des tailles de 1596. — Abus sur le fait des gabelles. — Gratification aux députés des Etats. — Dette en faveur de M. Portalés. — Accord à poursuivre avec les Cévennes. — Gratification en faveur du marquis de Portes. — Promesse faite par l'assemblée d'être fidèle au Roi. — Ponts à réparer. — Demande d'un archer en résidence dans la ville de Saugues. Pont de Chirac. — Remercîments de M. de Portes de la gratification à lui accordée. — Différend entre le baron de tour et le bailli, sur la préséance, décidée en faveur du bailli de Gévaudan. — Somme due par le diocèse à M. Rodes-Castaing. — Gratification de 150 livres en faveur de la prieure du Chambon, pour le rétablissement de son église et du couvent. — Don pour l'église de Marvejols et pour la chapelle des Cordeliers. — Frais de logement de gens de guerre à rembourser à diverses paroisses. — Entretien de deux archers dans les Cévennes. — Désignation du baron de tour. — Clôture de l'assemblée des Etats.*

L'an mil six cens vingt et le lundy vingt et septième jour du mois de juillet, environ l'heure de neuf du matin, en la ville de Maruejolz et dans la chambre estant sur l'auditoire de la justice de ladicte ville ; se sont assam-



blez les gens des Trois Estatz particuliers du païs de Gévaudan et diocèse de Mende, après avoir, selon leur ancienne et louable coustume, entendu la messe de Saint-Esperit, célébrée en l'église collégiale de ladicte ville. En laquelle asssemblée seroient venuz noble François de La Moléte, sieur de Morengiez et de La Garde-Guérin, commissaire principal de l'assiette dudict diocèse, la présente année, MM. M<sup>re</sup> Urban Dumas, sieur du Bouschet, conseiller du Roy et juge du bailliaige de Gévaudan ; Adam Bouton, docteur ez droictz, sieur de Saulsses, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Mende ; Henry Barrau, notaire royal, 2<sup>e</sup> consul ; Jehan Salvan, praticien, 3<sup>e</sup> consul de ladicte ville, et Jehan Aldin, docteur ez droictz, lieutenant audict bailliaige, 1<sup>er</sup> consul de ladicte ville de Maruejolz, commissaires ordinaires de ladicte assiette. Et incontinent après y seroit aussi venu M<sup>re</sup> Anthoine Hercules de Budos, marquis de Portes, chevalier des ordres du Roy, conseiller en ses conseilz d'Estat et privé, capitaine de cinquante hommes d'armes de ses ordonnances, vice-admiral de France et lieutenant de Sa Majesté audict diocèse de Mende, hault et bas païs de Gévaudan, et païs des Cévennes. Lequel seigneur auroit dict, qu'estant très-assuré de la fidélité, affection et obéyssance que ceste compaignie, avec le reste du païs, porte au service de Sa Majesté, ce seroit chose inutile de l'exhorter à ce debvoir, de sorte qu'il se contentera de luy tesmoigner que tout ainsi qu'il tient à beaucoup d'heur d'avoir esté honoré d'une charge qui l'oblige à la protection dudict païs en général et des biens et commodités d'un chascun en particulier, comme aussi de leurs vies, de mesme la sienne avec ses moyens et amys, seront fort librement employez pour mériter la



continuation de leur amitié et de leurs bonnes volontés en son endroict ; de quoy il a prié la compagnie vouloir prendre une entière et parfaite créance. Sur quoy Mgr de Mende, comte de Gévaudan, conseiller du Roy, en ses Conseils d'Estat et privé, et président ausdictz Estatz auroit, au nom d'iceulx, remercié ledict seigneur marquis, du tesmoignaige qu'il luy a pleu leur donner de sa bienveillance, oultre les effectz qu'ilz en ont resenty ; à la continuation desquelz ilz tascheront de l'obliger de plus en plus par la persévérance de leurs fidelles affections et obéissance au service de Sa Majesté, soubz les commandements de Mgr de Montmorancy et les siens ; s'assurant que comme ilz ont personnages relevez en autorité et puissance par dessus les peuples et subjectz de Sa Majesté qui leur sont donnez en charge, ilz le sont encore plus en volonté et grandeur de courage pour se porter à toutes occasions à leur protection et soulagement.

En suite de quoy ledict sieur de Morengiez, commissaire principal de ladicte assiette, ayant proposé le fait des commissions d'icelle et après en avoir esté faite lecture en ladicte asssemblée, auroit offert de procéder à l'exécution en la manière acoustumée à l'assistancce desdictz Estatz ou de telz d'entre eulx qu'il leur plaira députer. Auquel effect et pour délibérer de leurs autres affaires communs, lesdictz sieurs commissaires ont agréé la continuation de ladicte asssemblée suivant leur ancienne coustume.

Et à l'instant auroit esté faite lecture des procurations rapportées par les députez et envoyez ausdictz Estatz, ausquelz se sont trouvez présens et assistans, assavoir, pour l'estat ecclésiastique : M. M<sup>r</sup> André de Chanoillet,



docteur ez droictz, chanoine et official en l'église cathédrale de Mende et envoyé du Chapitre de ladite église ; religieuse personne frère Pierre Pégorier, sacristain du couvent et hospital d'Aubrac ; M<sup>e</sup> Pierre Enfruct, chanoine en ladite église cathédrale, envoyé de M. de Sainte Enymie ; M<sup>e</sup> Mathieu de Fontaines, curé de Chirac, envoyé de M. de Lengoigne ; M. Aldebert Aldin, docteur ez droictz, juge ez terres de la commanderie de Paliers, envoyé de M. de Paliers ; M. Jehan de Jehan, docteur ez droictz, envoyé de M. de Saint Jehan. Pour l'estat des nobles : M. Du Tournel, baron du tour, la présente année, en personne ; M<sup>e</sup> Jehan Michel, lieutenant en la justice ordinaire de la ville de Saint-Chély-d'Apchier, envoyé de M. le baron d'Apchier ; noble Anthoine de Jurquet, sieur des Salèles, envoyé de M. le baron de Céneret ; noble Henry de Saint Préject, sieur de La Fouillouse, envoyé de M. le baron de Randon ; noble Jean-Baptiste d'Aurelle, sieur de Beauregard, envoyé de M. le baron de Mercœur ; noble Anthoine de Nugiez, sieur de La Roche, envoyé de M. le baron de Canillac ; noble Pierre de Rochemure, sieur de Fraisse, envoyé de M. d'Allenc ; M<sup>e</sup> Pascal Gaude, baille en la jurisdiction de Montauroux, envoyé de M. de Montauroux ; noble Louys Adam de Robert, sieur de Chazal, envoyé de M. de Saint Auban ; M<sup>e</sup> Guillaume Bardou, docteur ez droictz, envoyé de M. de Mirandol ; noble Claude de Brunenc, sieur de la Corniliade, envoyé de M. de Sévérac ; noble Jacob de Randaval, sieur d'Inosses, envoyé de M. de Gabriac ; noble Jehan Jacques de Columb, envoyé de M. de Portes ; noble Estienne de Sales, sieur de La Vayssière ; noble Jehan de Seguin, sieur de Las Bros, envoyé de M. d'Arpajon ; M<sup>e</sup> Claude de Ca-



vata, bachelier ez droictz, envoyé de MM. les consulz nobles de La Garde-Guérin. Et pour le Tiers-Estat : M. Adam Bouton, docteur ez droictz, sieur de Saulses, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Mende ; M<sup>e</sup> Henry Barrau, notaire royal, 2<sup>e</sup> consul, et Jehan Salvan, praticien, 3<sup>e</sup> consul de ladicte ville ; M. M<sup>e</sup> Jehan Aldin, docteur ez droictz, lieutenant particulier au bailliaige de Gévaudan, 4<sup>er</sup> consul de ladicte ville de Maruejolz ; Pierre Monteilz, marchand et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Chirac ; Gabriel de Rostang, sieur de La Vaysse, consul ancien de la ville de La Canorgue ; M<sup>e</sup> Estienne Moussier, notaire royal et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Saint-Chély-d'Apcher ; M<sup>e</sup> Jacques Langlade, sieur de La Fargète, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Salgues ; M<sup>e</sup> Bertrand Constand, notaire royal, 1<sup>er</sup> consul de la ville du Malzieu ; Jehan Liguère, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Florac ; M<sup>e</sup> Tristand Grégoire, notaire royal, député du consul et de la communaulté de la ville d'Yspaniac ; Jacques Sabatier, sieur de La Roquette, consul de Saint-Estienne-de-Valfrancisque ; Claude Brugeiron, marchand, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Lengoigne ; Pierre Julien, sieur des Mazes, consul du lieu de Barre ; M<sup>e</sup> Pierre Chalmeton, docteur ez droictz, consul de la ville de Saint-Alban ; M<sup>e</sup> Jehan Reversat, notaire royal, député des syndicz et procureurs du mandement de Nogaret. Tous lesquelz assistans ont presté ez mains de mondict seigneur de Mende, président, le serment acoustumé, de procurer l'avancement du service de Sa Majesté et le repos et soulagement du peuple.

Ensuite de laquelle action, M. le baron du Tournel auroit représenté à l'assemblée qu'encores qu'il soit bien fondé à s'opposer à la réception du sieur de Salelles,



comme envoyé pour M<sup>re</sup> de Hautvillar, pour la baronnie de Céneret, à cause et par le moyen des droictz que ledict seigneur du Tournel a sur ladicte baronnie et dont le procès est pendant au Conseil du Roy ; néantmoins, pour ne donner aucun subject de retardement aux affaires de Sa Majesté et du pais qui doibvent estre traittez en ceste asssemblée, il se contentera de continuer la protestation par luy faicte sur le mesme différend, ez précédentes assambles des Estatz, de ne consentir à ladicte réception ; requérant à cest effect sadicte protestation estre escripte ; ce que lesdictz Estatz ont accordé, sans préjudice du droict des parties.

S'estant présenté à ladicte asssemblée M<sup>r</sup> Jehan Vidal, docteur et advocat de Maruejolz, et incontinent après noble Claude de Morillon, sieur de Boussac, chacun d'eux requérant d'estre receu et d'avoir séance et voix délibérative en icelle pour M. le baron de Peyre, assavoir : ledict Vidal, en vertu de la procuration par luy exhibée de dame Barbe de Combret, vefve de noble Bertrand de Paulo, sieur de La Faurie, et ledict sieur de Boussac, par le moyen d'autre procuration, à luy passée par damoiselle Marie de Solatges, sœur et procuratrice générale de M<sup>r</sup> François de Solatges, son frère, seigneur et baron de Tholet. Veu par lesdictz Estatz lesdictes procurations, ensemble la délibération prise aux Estatz derniers touchant pareil différend, et considéré le retardement que telles disputes raportent aux affaires du pais, avec détriment du publicq ; a esté conclud et arresté, pour ceste seconde fois, que lesdictz deux procureurs ou envoyez, seront receus et auroient séance et voix délibérative en ladicte asssemblée, pour M. le baron de Peyre, alternativement, assavoir : l'ung le matin et l'autre de



relevée, et ce sans conséquence à l'advenir et à la charge que les parties, attendant le jugement du procès, seront tenues demeurer d'accord d'ung seul procureur et envoyé ausdictz Estatz ; autrement à faulte de ce, l'ung et l'autre seront excludz de l'entrée desdictz Estatz en leur prochaines assamblées, soubz lesquelles conditions lesdictz procureurs ont presté le serement acoustumé et esté admis à la présente assamblée.

Et sur aultre différend intervenu pour mesme sujet de l'entrée et assistance ausdictz Estatz, prétendue et demandée par chascun des deux consuls de la ville de Serverette, assavoir : Jehan Blanquet, en vertu d'une attestation de huict habitans dudict Serverete, faicte pardevant notaire, par laquelle ilz tesmoignent et déclarent avoir ouy dire publiquement, comme chose notoire, que celluy desdictz consuls qui faict résidence dans ladicte ville de Serverete, est tenu et représenté premier des deux qu'on a acoustumé de créer annuellement en ladicte ville, et celuy du faulbourg dernier, et ainsi a esté observé de tout temps ; jouissant néantmoins également de leurs charges et dignités consulaires. Et M<sup>e</sup> Jehan Chalvet, en vertu d'une procuration de la communauté des habitans de ladicte ville et par eux signée, par laquelle luy est donné pouvoir exprès d'assister en la présente assamblée avec les autres clauses requises et acoustumée en forme. Après que lecture a esté faicte desdictz deux actes, a esté conclud et arresté que ledict Chalvet, suivant son pouvoir et comme consul, assistera à ladicte assamblée, au nom des habitans de ladicte ville de Serverete, et ledict Blanquet en demeurera excluz.



Dudict jour, vingt-septiesme de juillet, en ladicte asssemblée, de relevée.

Le sieur de Fumel, syndic dudict diocèse, a représenté qu'il estime estre fait à propos, utile et nécessaire, avant que traiter d'autres affaires, d'informer la compagnie de certaines délibérations prises aux Estatz généraulx de Languedoc et des provisions obtenues du Roy, touchant le bien et soulagement des diocèses, affin que les habitans de celluy-cy en puissent tirer le fruict convenable aux occasions qui s'en pourront présenter. Et pour cest effect il auroit en premier lieu exposé que le feu roy Henry quatrième, de glorieuse mémoire, après avoir donné la paix à son royaume, luy donna, par Edict général, toutes les restes des tailles et aultres deniers royaulx deubz et escheuz avant et durant les troubles et guerres civiles, jusques au premier jour de janvier 1596. Ce qui auroit esté confirmé depuis par diverses déclarations en faveur et à la descharge de la province de Languedoc, vérifiées où besoing a esté, mesmes en la Chambre des Comptes à Montpellier ; néantmoins, au préjudice desdictz edict et déclarations, le receveur des restes de ladicte Chambre, à la poursuite du procureur général en icelle, vingt-deux ans après l'establissement de la paix et de la vérification de la descharge desdictes tailles, auroit expédié ses contraintes contre les receveurs particuliers des diocèses, fermiers de l'équivalent et aultres comptables de ladicte province, leurs vefves, enfans, héritiers, pleiges et cautions pour le payement des debetz des comptes par eulx rendüz, tant des deniers ordinaires appartenans à Sa Majesté que des extraordinaires qui apartiennent ausdictz diocèses, et ce depuis



l'année 1559 jusques en ladicte année 1596, quoyque la pluspart desdictz debetz procèdent des parties employées en reprinze et tenues en souffrance esdictz comptes, à cause des lieux occupez pendant lesdictz troubles. Lesquelles souffrances ladicte Chambre a déclaré depuis peu de temps estre tombées en debet de clair, et au moyen de ce formé de debetz de grandes sommes sur les Estatz finaulx desdictz comptes. En vertu desquelles contraintes, les huissiers de ladicte Chambre, accompaignez du commis dudict receveur des restes, auroient faict de rigoureuses exécutions sur les biens desdictz receveurs ou fermiers et cautions, troublant par ce moyen le repos d'un nombre infiny de familles. Et non contens de s'adresser aux héritiers desdictz receveurs décédez depuis longues années ou aux possesseurs de leurs biens, soubz prétexte qu'au temps de leur administration lesdictz receveurs estoient électifs, lesdictz huissiers auroient dressé leurs exécutions contre les scindicqz des diocèses comme subsidiairement obligez, les voullans contraindre d'aller appurer les comptes de l'administration desdictz receveurs depuis soixante années et payer les debetz d'iceulx, procédans de la radiation desdictes reprinzes. De quoy ayant esté faict plainte au Roy et nos seigneurs de son Conseil, par le syndic général de la province, et représenté à Sa Majesté le trouble auquel le général et les particuliers de ladicte province ont esté mis par le moyen desdictes exécutions et qu'elles se font contre les édictz du feu Roy et l'intention de sadicte Majesté, à laquelle d'ailieurs n'en revient aucune commodité, ains seulement aux officiers de ladicte Chambre, à ce que son bon plaisir fust de casser lesdictes contraintes et assignations pour raison de ce données aux syndicz des-



dictz diocèses et faire défense à ladicte Chambre, attendu le laps de temps et la descharge desdictes tailles de rendre lesdictz diocèses responsables des debetz de comptes desdictz deniers ordinaires et extraordinaires ny des charges d'iceulx comptes. Et pour le regard des comptables, ordonner que toutes parties employées en prinze, à cause des lieux occupez pendant lesdictz troubles et jusques au premier de janvier de ladicte année 1596, seroient tenues pour restablies et deschargées, en vertu desdictz édictz, sans que eulx ny leurs héritiers puissent estre constituez en aucuns fraiz, pour le restablisement d'icelles. Et au cas ilz seroient trouvez redevables de clair pour raison d'autres parties rayées ou autrement, que les deniers qui se recouvreront desdictz debetz seront employés au profit et descharge desdictz diocèses, pour estre tant moins imposé ez années suivantes. Sadicte Majesté par la response qu'elle auroit faicte au cahier des doléances à elle présenté de la part desdictz Estatz généraulx, le 9 aoust dernier, auroit déclaré son intention estre que ses subjectz de Languedoc demeureront quittes et deschargez des arrérages des tailles, équivalents et autres deniers royaulx et extraordinaires, escheuz jusqu'au premier janvier 1596, en la forme portée par l'édict faict sur la réduction de la ville de Tholozé; déclaration du 14 juin 1605 et Lettres patentes du 3<sup>e</sup> d'aoust 1615, et ce pour les restes deulz par le peuple, sans que les receveurs, leurs héritiers et lieutenans ny les syndicz des diocèses, qui les ont cy-devant esleuz, en puissent estre recherches, sans toutesfois que ladicte descharge se puisse estendre aux receveurs ou autres qui ont retenu lesdictz deniers entre leurs mains; lesquels ilz seront contrainctz payer à Sa Majesté sans que lesdictz diocèses en soient responsables.



En second lieu, auroit esté exposé par ledict syndic, qu'encores qu'en l'année 1608, par arrest du Conseil d'Estat du 6 mars, eust esté ordonné entre aultres choses que le receveur de la bourse de Languedoc, diocèses, villes et communaultez, seroient tenuz rendre compte, à la Chambre des Comptes de Montpellier, de tous deniers qui se lèvent sur eulx, néantmoins, par les articles accordez à Pézénas le 24 febvrier 1616, entre les gens des Estatz généraulx de Languedoc et les députés de ladicte Chambre des Comptes, autorisez par le Roy en son Conseil, lesdictes villes et communaultez, leurs consulz et administrateurs en auroient esté deschargez et permis à eulx de rendre leursdictz comptes en leurs assamblées, suivant l'ancienne forme à l'assistance des juges, magistratz, et en leur absence des lieutenants principaulx ou aultres premiers officiers, aux villes qui résident en icellès, et des premiers officiers des seigneurs haultz justiciers aux villes qui leur appartiennent, des sommes dont l'imposition leur aura esté accordée par le Roy, pour leurs despenses ordinaires, suivant les estatx qui ont esté arresté au Conseil ou qui le seront cy-après, sans que les comptes en soient renduz à ladicte Chambre. Et quoyqu'elle ne deubst faire aucune contravention ausdictz articles, si est que depuis peu les officiers d'icelle auroient envoyé des commissaires, par les diocèses, faire leurs chevaulchées pour se faire représenter les livres des collecteurs des tailles ; ce qu'ayant obligé le syndic général de Languedoc présenter requeste à Sa Majesté et nos seigneurs de son Conseil, à ce qu'il luy pleust faire faire itératives deffenses à ladicte Chambre, de plus user de telles entreprises ny contrevenir directement ou indirectement ausdictz articles. Sadicte Ma-



jesté, par arrest de sondict Conseil, du 30 décembre dernier, l'auroit ainsi ordonné, sauf aux trésoriers de France de ladicte province de faire ladicte vérification en faisant leurs chevaulchées, sans aucuns fraiz, suivant l'arrest d'émologation desdictz articles.

Ensuite ledict syndic auroit exposé que, sur les plaintes qui estoient faictes ausdictz Estatz par les consulz des villes et bourgs et aultres personnes ayant administration de la chose publique, de ce que sans avoir esgard aux occupations qu'ilz avoient pour les affaires de leur communaulté qui ne leur donnoient presque ung moment de relasche, pour pouvoir vacquer à leurs affaires propres, les huissiers et sergens, procédans aux saisies des biens immeubles, ont acoustumé de les commettre et establir séquestres ausdictz biens saisiz, au grand préjudice et retardement des affaires desdictes communaultez, les syndicz généraulx de la province, pour réprimer tel abuz, en attendant plus ample provision s'il y eschet, auroient faict imprimer ung extrait de l'article XXIII<sup>e</sup> du cahier présenté au Roy par les Estatz généraulx et respondu par Sa Majesté en l'année 1584, sur semblable sujet, et encores d'ung arrest de la Cour de parlement de Tholoze, du XXIII mars 1619, par le moyen de laquelle response et dudict arrest, lesdictz consulz demeurent deschargez desdictz séquestres; desquelz imprimez, lesdictz syndicz généraulx ayant distribué plusieurs exemplaires à chascun diocèse, pour s'en servir aux occasions qui s'en présenteront, et à cest effect en ayant délivré certain nombre audict sieur de Fumel, syndic susdict, il en a voulu advertir l'assemblée, à ce que les consulz ou aultres qui en auroient besoing y puissent avoir recours.

Auroit esté pareillement représenté à ladicte assam-



blée, par ledict sieur de Fumel, syndic dudict diocèse, comme sur la requeste présentée au Roy, en son grand Conseil, par les députés et sindic général de la province de Languedoc, à ce que, sans avoir esgard à l'arrest donné audict Conseil le XX juin 1617, ny à la commission expédiée sur icelluy, deffenses fussent faictes à la Chambre des Comptes de Montpellier, de passer oultre à la recherche des droictz de francs fiefz, nouveaulx acquistz et amortissemens en ladicte province et au procureur général de Sa Majesté d'en faire poursuite, après que ledict arrest auroit esté veu audict Conseil, par lequel est enjoinct à ladicte Chambre des Comptes de continuer la recherche par elle commencée à l'encontre des gens de main de ladicte province pour raison des droictz par eulx deubz, à cause des biens par eulx possédez au ressort de ladicte Chambre, et au procureur général de ladicte Majesté d'en faire poursuite. Veu aussi ladicte commission par laquelle est mandé à ladicte Chambre contraindre tous gens de main-morte en l'étendue de son ressort, de vuyder leurs mains des biens et héritages non amortiz ou de bailler homme vivant, mourant et confisquant, ou d'obtenir lettres d'amortissement, moyenant la finance que seroit arbitrés par ladicte Chambre, en laquelle les susdictz arrest et commission auroient esté enregistrez le 27 avril 1618. Veu pareillement le contract passé en l'assemblée des Estatz de ladicte province de Languedoc, tenuz à Béziers le troisième décembre 1596, entre le sieur marquis de Mirepoix et lesdictz Estatz, stipulans par les syndicz d'iceulx, par lequel contract ledict sieur de Mirepoix, au nom de Sa Majesté, quitte les villes, communaultez, universitez, hospitaux et non nobles et généralement tous ceulx de



ladicte province qui sont contribuables aux francs-fiefz, nouveaulx acquistz et amortissement, sous la charge et département du sieur de Vantadour, lieutenant général pour sadicte Majesté en ladicte province (autres que le Clergé), de toute la finance, droictz et debvoirs qu'ilz pourroient debvoir, tant pour le passé que pour quarante ans à venir, à raison des biens subjectz ausdictz droictz, moyenant la somme de 45,000 livres. Et veu encores les Lettres patentes du 10 mars 1597, signées Henry, et plus bas, par le Roy : de Neufville, contenant la ratification dudict contract et descharge, pour ledict temps de quarante ans à venir, de tous lesdictz droictz de francs-fiefz, nouveaulx acquistz et amortissemens, au profit de tous les contribuables à iceulx, suivant ledict contract, enregistré en la Cour de parlement de Tholozé le 11 octobre 1597, et en ladicte Chambre le 22 novembre ensuyvant. Sa Majesté, en sondict Conseil, auroit deschargé ledict pays de Languedoc, villes et communaultés d'icelluy et autres contribuables ausdictz droictz de francs-fiefz, nouveaux acquist et amortissemens de la recherche desdictz droictz pour le temps restans de quarante années, mentionnées ausdictes Lettres ; faict deffense, à son procureur général en ladicte Chambre et tous autres, en faire aucunes poursuites et à ladicte Chambre de passer outre à l'exécution desdictz arrestz et commission ; lequel Sa Majesté a révoqué et interdit toute recherche desdictz droictz audict pais pendant ledict temps. Duquel arrest, donné audict Conseil d'Estat, tenu à Tours, le 19 septembre 1619, auroit esté, à la réquisition dudict syndic, faict lecture en ladicte asssemblée et ordonné l'enregistrement d'icelluy aux registres du pais, pour y avoir recours selon que l'occasion le requerra.



De mesmes auroit esté exposé par ledict sieur de Fumel, syndic, qu'ayant esté cy-devant permis, par le feu Roy, aux gens des Trois Estatz du pays de Languedoc, la levée d'une creue de 40 solz sur chascun quintal de sel pour en pouvoir disposer et l'employer aux affaires de la province, sur laquelle creue auroit depuis esté prins 3 solz qui ont esté incorporez à la creue de 20 solz destinez pour le payement des gaiges de MM. de la Cour de parlement de Tholozé, si bien qu'il n'estoit plus resté de ladicte creue de 40 solz que 57 solz, qui auroient esté uniz avec les aultres creues à la gabelle ordinaire qui se lève à présent au profit de Sa Majesté, lesdictz Estatz en ayant faict plainte à sadicte Majesté, elle auroit accordé l'extinction de ladicte creue de 37 solz, après cinq années, dont lesdictz Estatz auroient consenty la levée en estre faicte, commençant au premier jour de janvier 1618 et finissant à pareil jour 1623, à la charge qu'après ledict temps, ladicte creue demeureroit estainté et supprimée. Et ce faisant que le prix de chascun quintal de sel ne seroit plus que de 40 livres trois sols au lieu de 42 livres, qui se payent à présent. Pour assurance de quoy Sa Majesté en auroit faict expédier ses Lettres patentes en forme d'édiet du mois de janvier 1619 ; de la copie desquelles, remise par ledict syndic, a esté faicte lecture en ladicte asssemblée pour servir d'instruction aus sieurs députez d'icelle, comme chose importante au bien et soulagement du pais.

Davantaige auroit esté exposé par ledict sieur de Fumel, syndic dudict diocèse, que pour remédier aux plaintes généralement faictes, ausdictz Estatz, des exactions extraordinaires qui se commettent à la levée des deniers des rapportz des procès, tant de la Court de



parlement, Cour des Aydes, Chambre des Comptes que aultres Cours subalternes, comme aussi des amendes données par lesdictes Cours ; d'autant que les exacteurs desdictz rapportz et amendes contraignent les parties condamnées à payer le quadruple de ce qu'elles montent, auroit esté arrêté par délibération desdictz Estatz que les syndictz généraulx poursuivront ung règlement ausdictes Courtz de parlement des Aydes et Chambre des Comptes sur ce sujet ; et icelluy obtenu en enverront les copies aux diocèses de ladicte province. Néantmoins que le Roy et nos seigneurs de son Conseil, seront très-humblement suppliez d'ordonner qu'inhibitions et defenses seront faictes, tant ausdictes Courtz souveraines que aux inférieures, d'expédier aulcunes contraintes pour la levée des rapportz par elles jugez. Sur le sujet de laquelle délibération le sieur de Massanes, l'un des généraulx de ladicte Court des Aydes, assistant ausdictz Estatz, pour la ville de Montpellier, auroit prié l'assemblée de croire qu'il n'y avoit point d'abuz du costé de ladicte Cour des Aydes, d'autant que par les reiglemens d'icelle, il n'est permis aux huissiers de faire aulcune exécution pour lesdictz rapportz que deux mois après l'arrest donné, n'estant non plus permis ausdictz huissiers, de prendre ny demander aulcune chose pour leurs despens, si lesdictz deux mois passez celluy qui doit ledict rapport en faict actuellement le paiement à l'huissier requérant ou aultre ayant pouvoir et commission suffisante de recevoir lesdictz rapportz ; seulement, en cas de refus de paiement desdictz rapportz, est ordonné audict huissier, pour tous despens, ung escus par jour. De quoy ledict sieur de Fumel, syndic, a estimé devoir particulièrement advertir l'assemblée, affin de s'en servir s'il y eschet.



A dict encôres ledict sieur de Fumel, syndic, avoir esté prinzes plusieurs aultres délibérations ausdictz Estatz généraulx, touchant le bien général de la province ou des aultres diocèses d'icelle où cestuy-cy en particulier, semble n'avoir aulcun interest et entre aultres pour ce qui regarde le faict des gabelles et les abus et malversations qui se commettent en plusieurs desdictz diocèses, dont cestuy-cy, Dieu grâces, s'est jusques à présent garanty ; mais en cas que le général ou quelque particulier des villes d'icelluy se trovast pour ce regard grevé ou molesté en quelque façon que ce soyt, il se pourra retirer à MM. les commis et députés du païs qui adviseront aussitost d'y apporter le remède convenable selon l'occurrence.

Et venant aux affaires qui regardent particulièrement ledict diocèse, mesmes celles que ledict syndic estoit obligé de promouvoir, il auroit exposé que, par délibération des Estatz particuliers dudict diocèse, du 10<sup>e</sup> juillet 1617, sur les plaintes généralement faictes par les sieurs députés de l'Estat, de l'église de la noblesse, du Tiers-Estat et des officiers dudict diocèse et païs, du retranschement excessif qui avoit esté faict des fraiz, taxes et gaiges acoustumez, de leur estre accordez ordinairement ez assamblées desdictz Estatz particuliers, ledict retranschement faict à la poursuite de personnes mal affectionnées à l'union et au repos et soulagement dudict diocèse, et sans ouye les parties, auroit esté conclud et arresté qu'il seroit dressé ung nouvel estat des fraiz ordinaires dudict païs et diocèse, dans lequel seroit employé jusques à 1,500 livres pour le deffray des députés, tant de l'église et de la noblesse que du Tiers-Estat, pour estre ledict estat présenté et remys, à la diligence dudict syn-



tions apposées aux articles des aultres parties imposées ez assiettes dernières, en déduction desdictz 44,000 livres. Sur quoy. après avoir esté délibéré, veu ledict arrest dudict Conseil d'Estat et articles des précédentes assiettes, a esté conclud et arresté que la négociation dudict sieur de Fumel, syndic, demeurant agréée par ladicte asssemblée, MM. les commissaires de l'assiette seront requis imposer ladicte somme de 2,500 livres en vertu dudict arrest, et ce toutesfois soubz le nom dudict syndic et pour estre par le receveur dudict diocèse mise en ses mains, et par ledict syndic payée et délivrée audict sieur trésorier Portalés, en cas que par ladicte sentence arbitrale toutes compensations et déductions faictes, ledict diocèse se trovast débiteur de ladicte somme de 2,500 livres envers ledict sieur Portalés: après aussi que ledict sieur Portalés aura faict lever les baniments et saisies faictes ou à faire avant le paiement de ladicte partie sur les deniers prétendus estre deubz par ledict diocèse audict Sévérac, et encores à la charge qu'avant ledict paiement, ledict sieur Portalés fera appurer et descharger les comptes renduz audict diocèse tant par ledict Sévérac que ses hoirs, tant pour ce qui est de leur faict que par M<sup>e</sup> Pierre Portalés, de l'administration par luy faicte ez années 1591, 1592 et 1594, de son faict propre, suyvant le contract d'accord et transaction passée entre le païs et luy et les arrestz de la Cour des Aydes. Aultrement ne pourra, ladicte somme de 2,500 livres, estre par ledict syndic délivrée audict sieur Portalés, ains demeurera entre ses mains pour estre employée au paiement d'aultres debtes dudict diocèse et tant moins imposée à la prochaine assiette, le tout néantmoins sans approbation dudict arrest, comme



obtenu par surprize, ledict syndic non ouy et par lequel lesdictz Estatz se réservent de faire poursuivre le retranchement en temps et lieu, au profit dudict diocèse, mesmes pour les interestz adjudgés audict Portalés contre ledict diocèse.

Du mardy, vingt-huictième dudict mois de juillet, du matin, en la susdicte asssemblée, au lieu que dessus.

Sur ce que ledict sieur de Fumel, syndic dudict diocèse, auroit représenté que les habitans du pais des Cévennes, qui sont dudict diocèse, prétendans ne debvoir contribuer aux fraiz et despenses faictes en l'année 1617, pour réduire, en l'obéyssance du Roy, la place et forteresse de Grèze, lors occupée par le sieur Dondredieu, auroient refusé de payer leurs portions et quottités des sommes de 30,000 livres d'une part, et 25,000 livres d'autre, qui furent imposées sur le général dudict diocèse, en vertu des commissions de Mgr le duc de Montmorancy, gouverneur et lieutenant général pour Sa Majesté au pais de Languedoc, pour subvenir à la solde et entretenement des gens de guerre et autres fraiz de ladicte réduction. Et pour arrester les exécutions et contraintes que le receveur faisoit sur eulx, pour avoir payement de leursdictes quottités, ilz auroient relevé appel en la Cour des Aydes à Montpellier, des assiettes et département desdictes sommes, et faict inhiber ledict receveur; lequel par ce moyen auroit eu les mains liées, sans pouvoir lever ung seul denier de leurs portions et quottités desdictes impositions. Ce qui auroit obligé ledict syndic de faire poursuivre l'instruction et jugement de ce procès. Mais quelque soing et diligence qu'il y ayt



rapporté, il luy a esté impossible d'en veoir encore l'yssue, à cause de la diversité et nombre d'incidens formez et aultres fuittes et moyens de chicane praticquez par les procureurs desdictes Cévennes, durant le cours dudict procès ; aussi que ladicte poursuite en auroit esté interrompue et différée par le moyen du traité d'accord, proposé par lesdictz des Cévennes, l'année dernière, et des remises et longueurs dont ilz ont uzé en l'élection de leurs députés et du lieu pour vacquer audict traité. Mais d'autant que les consulz desdictes Cévennes, qui ont séance aux présens Estatz, luy ont dict avoir charge avec aultres nommez en leur procuration de composer dudict différend, il a requis et supplié l'assemblée voulloir délibérer sur ce et en prendre une bonne résolution. A quoy ayant esté réparty par M. Jacques Sabatier, sieur de La Roquette, consul de Saint-Estienne-de-Valfrancisque, que ores leur Conseil les trouve bien fondez en leur appel et que par son advis ilz ayent desjà obtenu lettres d'évocation de l'instance au Conseil privé de Sa Majesté, néantmoins, pour tesmoigner le désir qu'ilz ont de vivre en paix et amytié avec le reste du païs, ilz se veuillent librement porter à l'accord, non-seulement du susdict procès et différend, mais encores de celluy qui est aussi pendant en ladicte Cour des Aydes, pour raison des assiettes et département des années 1603, 1604 et 1605. Ayant à cest effect exhibé ladicte procuration, de laquelle, après avoir esté faite lecture en plaine asssemblée, ensemble de la délibération prise aux Estatz derniers, sur la requeste à eulx présentée par lesdictz habitans des Cévennes ; a esté conclud et arresté que, pour maintenir la paix, union et bonne correspondance entre les habitans dudict païs et diocèse



et les descharger des fraiz et despenses extraordinaires d'ung grand procès, ledict traité sera continué jusques à la perfection d'ung bon accord, si faire se peult; et à cest effect lesdictz Estatz ont donné pouvoir à MM. les commis et députés dudict pais avec ledict syndic de l'assemblée en la ville de Mende, dans le 25 d'aoust prochain, avec lesdictz consulz et aultres qui seront députés par lesdictz habitans des Cévennes, pour négocier et résoudre ledict accord, au plus grand bien et soulagement du peuple que faire se pourra. Et en cas que lesdictz des Cévennes ne s'y vouldroient trouver, ou qu'ilz s'esloigneroient des moyens légitimes et raisonnables dudict accord, a esté ordonné, par lesdictz Estatz, audict syndic, s'acheminer incontinent après audict Montpellier, pour poursuivre soigneusement l'instruction desdictz procès en ce qu'il y eschera et conséquemment le jugement d'iceulx le plustost qu'il luy sera possible.

M. de Morangiez a dict que, lesdictz Estatz ayant rendu tant des preuves de leur affection au service du Roy et de tesmoignages de leur bonne volonté envers M. le marquis de Portes, lieutenant de Sa Majesté audict pais, et les habitans d'icelluy ressentant tant de soulagement et commodité des soins particuliers et des fraiz extraordinaires par ledict seigneur marquis, heureusement et utillement employez depuis quatre années et continuez jusques à présent pour restablir et conserver le repos dans ledict pais et empescher les mauvais desseins de plusieurs mal affectionnez au service de Sa Majesté, il estime superflu de faire souvenir la compagnie de la continuation de la gratification dont elle a acoustumé d'uzer envers ledict seigneur marquis, veu mesmes la nécessité qui presse sur l'occurrence de ces mouve-



mens, si bien qu'il ne reste qu'à les assurer qu'en occasion plus opportune, ilz ne scauroient tesmoigner à Mgr de Montmorency la persévérance de leur dévotion au service de Sa Majesté et de leur bonne volonté envers ledict seigneur marquis. Et s'estant retiré de ladicte asssemblée où l'affaire a esté mis en délibération, a esté conclud et arrêté, pour donner moyen audict seigneur marquis de supporter lesdictz fraiz, afin de pouvoir maintenir ledict pais en repos et seureté soubz l'autorité de Sa Majesté, mesmes sur l'occurrence d'adictz mouvemens, de luy accorder pour ceste année, sans tirer à conséquence à l'advenir, la somme de six mille livres. Laquelle, MM. les commissaires de l'assiette sont requis voulloir asseoir et départir sur le général dudict pais et diocèse, ceste présente année, et qu'à cest effect seront obtenues, de Sa Majesté, les Lettres nécessaires portant permission d'en faire l'imposition.

Incōtinant après, ledict sieur de Morengiez, revenu à ladicte asssemblée et adverty de ladicte délibération, en a remercié les Estatz au nom dudict seigneur marquis et promis luy en donner advis.

Ensuite de ceste action, la compagnie ayant esté exhortée par mondiet seigneur de Mende, président en telle, à demeurer toujours unye et fidèlement constante à l'obéissance et service du Roy, soubz les commandemens de Mgr de Montmorency et dudict seigneur marquis de Portès, représentant le pouvoir et autorité de Sa Majesté, toute l'assemblée auroit, unanimement et d'une commune voix, protesté de veulloir vivre et se maintenir toujours en ceste bonne et saine résolution, sans jamais s'en desmouvoir.

Sur les réquisitions unanimement faictes par plusieurs



consulz des villes dudict diocèse, assistans à ladicte assemblée, de pourveoir à la réfection et réparation de leurs pontz qui s'en vont en ruyne, s'il n'y est promptement remédié, à faulte de quoy, ilz en peuvent arriver plusieurs inconvéniens au préjudice du publicq. Ouy sur ce le sieur de Fumel, syndic dudict diocèse, qui auroit sommairement représenté le contenu aux reiglemens faictz aux Estatz généraulx de Languedoc, et les délibérations conséquemment prises aux Estatz particuliers de ce diocèse sur ce subject, suivant lesquelles ledict syndiq n'eust manqué avec le greffier desdictz Estatz se transporter sur les lieux pour faire la visite desdictz ponts ainsi qu'il leur a esté ordonné, sans les empeschemens ou interruptions survenues à cause des mouvemens ou autres affaires publiques qui ont jusques icy retardé l'exécution de son désir et bonne volonté sur ceste occasion. Et après que lecture a esté faicte desdictes délibérations en plaine assemblée, a esté conclud et arresté qu'elles seront suivies selon leur forme et teneur, et ce faisant, que lesdictz syndics et greffier se porteront esdictz lieux au plustôt que faire se pourra, pour procéder à ladicte visitation, après laquelle les enchères et moings dictes, touchant les pris faictz desdictes réparations, seront remises devers mondict seigneur de Mende, président, et MM. les commis et députés dudict pays, pour en passer les haults et contractz à ceulx qui feront la condition du pais meilleure, et après faire poursuivre et obtenir l'advis de MM. les commissaires présidens pour le Roy ausdictz Estatz généraulx, suivant lesdictz reiglemens, affin de pouvoir, sur iceulx, avoir permission de Sa Majesté et nos seigneurs de son Conseil, d'imposer les sommes nécessaires sur le général



dudict diocèse, déduction faicte du préciput que les villes et lieux proches desdictz ponts, sont tenus de fournir, et à quoy elles sont exhortés de pourveoir de bonne heure.

Sur la plainte faicte par M. le consul de la ville de Salgues, de ce que le prévost dudict diocèse ne fait ses chevaulchées ordinaires en ladicte ville et lieux circonvoisins, comme ez aultres dudict diocèse, attendu que cela donne lieu à plusieurs maléfices qui s'y commettent impunément et plus fréquemment ; requérant, pour ces considérations, qu'il pleust ausdictz Estatz ordonner audict prévost de se porter plus souvent en ladicte ville ; et néantmoins, suivant les précédentes délibérations, leur accorder l'entretienement d'ung archer dudict prévost qui soit tenu de résider ordinairement en ladicte ville, pour donner plus de crainte à ceulx qui ont envie de mal faire et autoriser les captures et aultres actes de justice contre les coupables ; a esté conclud et arresté que ledict prévost sera exhorté, de la part desdictz Estatz, de faire ses chevaulchées ordinaires et aultres fonctions, à quoy sa charge l'oblige, aussi bien en ladicte ville de Salgues qu'en tous les aultres lieux dudict diocèse, sans aulcune différence. Et pour le regard de l'entretienement demandé pour ung archer et la résidence d'icelluy en ladicte ville, est ordonné au syndic dudict diocèse de veoir lesdictes délibérations et en faire rapport aux Estatz, pour estre sur ce plus amplement délibéré.

M. le consul de la ville de Chirac a représenté que, l'année dernière, sur l'instance par luy faicte à l'assemblée des Estatz tenuz en la ville de Mende, à ce qu'il pleust pourveoir au payement de la somme de 320 livres,



deue à ladicte ville de restes du pris faict de la réparation de leur pont, comme ayant esté ladicte somme fournie et avancée par les habitans de ladicte ville, oultre 240 livres pour leur préciput et 400 livres par eulx cy-devant receuz dudict diocèse, le tout employé à ladicte réparation, comme très-utile et nécessaire, lesdictz Estatz, par leur délibération, auroient conclud et arresté que le syndic dudict diocèse, faisant la visite des pontz, vérifieront ladicte réparation, ensemble les despenses faictes pour icelles, affin d'en faire rapport à la présente asssemblée ; mais ores qu'ilz ayent souvent requis et prié ledict sieur syndic s'acheminer audict Chirac pour ladicte vérification, il leur auroit esté impossible de l'obtenir de luy. Et d'autant qu'il sont pressez de payer ladicte partie aux créanciers, desquelz ilz ont esté contrainctz de l'emprunter ; ilz supplient l'assemblée ne différer davantage d'en faire faire l'imposition pour leur remboursement, attendu qu'elle a esté actuellement employée à ladicte réparation. Sur quoy, veu la susdicte délibération et ouy ledict syndic, qui a dict n'avoir eu moyen se transporter audict lieu de Chirac à cause de plusieurs aultres occupations pressées et importantes au bien des affaires dudict païs, ayant en oultre remonstré qu'il n'avoit jamais esté appelé aux pris faictz desdictes réparations, ains avaient esté baillez par lesdictz habitans à leur plaisir et volonté, sans garder aulcun ordre ny formalité requis et prescriptz par les reiglemens des Estatz généraulx et les délibérations des Estatz particuliers dudict diocèse, au moyen de quoy ledict païs n'estoit tenu audict remboursement. A esté conclud et arresté, conformément à ladicte précédente délibération, que ledict syndic, faisant ladicte visite générale des-



dictz pontz du diocèse, vérifiera ladicte réparation et despenses et en fera rapport à la prochaine asssemblée desdictz Estatz.

Dudict jour, vingt-huictième de juillet, en ladicte asssemblée, de relevée.

Estant, M. de Morangiez, venu à ladicte asssemblée, il a dict avoir faict entendre, à M. le marquis de Portes, la gratification dont il avoit pleu aux Estatz uzer en son endroiet. De quoy il l'avoit chargé les remercier très-affectueusement et les assurer qu'il a ung tel ressentiment du tesmoignage de leur bonne volonté que cela l'oblige à redoubler ses soings pour maintenir le païs en repos et tranquillité, et à cest effect employer tout ce qui peut dependre de luy.

Et incontinent après, M. du Bouschet, conseiller du Roy et juge au bailliaige de Gévaudan, commissaire ordinaire de l'assiette dudict diocèse, a représenté qu'il estime n'y avoir personne en la compagnie qui ne sache que le commissaire principal de ladicte assiette et après luy immédiatement le bailly, ou en son absence le juge audict bailliaige ou son lieutenant, ne puissent et doivent, comme officiers royaux et commissaires ordinaires de ladicte assiette, précéder les sieurs députés des trois Estatz dudict diocèse en leurs assambles, qui se font annuellement, pour le département des deniers du Roy et aultres deniers des tailles, et que c'est chose observée dèz si longtemps, qu'elle ne peut estre révoquée en doute ; néantmoins, M. le baron du Tournel, estant en son tour de baron dudict diocèse, la présente année, a prins place et séance immédiatement après ledict sieur commissaire principal, qui par ce moyen demeure séparé



dudict juge du bailliaige, son collègue, lequel se trouveroit post posé aux sieurs députés desdictz Estatz, au préjudice de l'ancien ordre et de l'autorité et pouvoir donné ausdictz commissaires, et quoique par toute sorte de considérations, il désire en son particulier rendre tous les respectz qui se peuvent à M. le baron du Tournel, si est ce que sa charge l'obligeant à demeurer ung avec ledict sieur commissaire principal, comme estant leur pouvoir, commun et inséparable, il ne peult ny ne doit différer de requérir l'assemblée de considérer ce perversissement d'ordre et d'y pourveoir prudemment, selon sa louable coustume, pour obvier à une plus grande confusion. Sur quoy, après que mondict sieur le baron du Tournel a eu réparty que le rang et place qu'il tient ce jourd'hui en l'assemblée n'est aultre que celluy mesme qu'il a tenu dèz le jour de l'entrée des Estatz et qu'il a depuis continué en présence dudict sieur du Bouschet, sans qu'il ayt faict semblant de s'en plaindre, de sorte que sa proposition ne peult estre maintenant considérable ; a esté conclud et arresté que l'ordre ancien sera désormais observé et entretenu sans aucune innovation.

Sur ce que le sieur Rodes-Castaing, de la ville de Marvejolz, a représenté qu'après avoir esté contrainct de plaider environ trente ans, au nom de sa femme, comme héritière de feu Pierre Meillac, sieur du Montet, de la ville de La Canorgue, finalement il auroit obtenu arrest par lequel il auroit esté condamné audict nom à payer à M. Jehan Regy, marchand, de Saint-Cosme, en Rouergue, la somme de 1,000 livres, avec despens et apport. Et par le mesme arrest de la Cour des Aydes contradictoirement donné avec le syndic dudict diocèse, ledict syndic auroit esté, par mesme moyen, condamné à re-



réformez de ladicte ville de Marieujolz, narrative de la ruyne et démolissement de leur église et couvent, advenus par le malheur des guerres et de l'occupation du fondz d'iceluy, à présent réduit en une forteresse ou citadelle, joinct la perte des tiltres et droictz dudict couvent, le tout arrivé du mesme désordre et confusion desdictes guerres, qui a empesché l'effect du désir qu'ilz ont d'acquérir une petite maison, pour pouvoir vacquer au service divin, en leur chapelle et aultres exercices spirituelz de prédications, confessions et aultres, selon l'institution de leur ordre, s'il ne plaist ausdictz Estatz, par leur acoustumée bienveillance et dévotion ez choses qui regardent la piété et l'avancement du service de Dieu, leur départir leurs aulmosnes et charitez ; lesquelles ilz implorent à l'effect de leurs bonnes et recommandables intentions ; a esté délibéré et conclud de leur accorder la somme de 200 livres, pour leur ayder et subvenir à l'achept d'une maison en ladicte ville de Maruejolz, à la charge que ladicte somme ne pourra estre divertie ny employée à aultres uzages, soubz quelque prétexte que ce puisse estre, et seront MM. les commissaires requis, de la part desdictz Estatz, départir ladicte somme en la présente assiette en la forme acoustumée.

A esté pareillement accordé aux consulz et habitans de ladicte ville de Maruejolz, la somme de sept vingtz dix livres pour icelle employer à la réparation de l'hospital de ladicte ville, cy-devant ruyné en la conflagration générale d'icelle, advenue par l'injure des guerres civiles de ce royaume, et à cest effect MM. les commissaires de l'assiette seront requis imposer ladicte somme et icelle comprendre au département des fraiz ordinaires la présente année, à la charge qu'elle ne pourra estre divertie à aultres uzages, à peine de répétition.



De mesmes sur la requeste présentée par MM. les prestres et chanoines de l'église dudict Marnejoiz, leur a esté accordé la somme de sept vingt dix livres, pour subvenir à la réparation qu'ilz continuent de faire en ladicte église pour la remettre en estat décent et convenable pour y faire le service divin et y recevoir commodément les parroissiens et aultres catholiques des environs de ladicte ville qui y abordent ordinairement plus que de coustume, à l'honneur et gloire de Dieu, et qu'à cest effect pareille réquisition sera faicte, ausdictz sieurs commissaires, d'imposer ladicte partie en la présente assiette, soubz la mesme charge de n'estre divertie à aultres uzages.

Sur aultre requeste présentée ausdictz Estatz par le syndic du couvent des Frères-Mineurs de ladicte ville de Marnejoiz, implorant, comme les aultres, l'assistance du pais pour subvenir à la construction d'une chapelle où lesdictz religieux puissent faire le service divin, attendu que leur couvent fut, par l'injure des guerres, rayné de fondz en comble; a esté accordé la somme de 60 livres pour estre imposée comme dessus et soubz les mesmes charges.

Sur la réquisition faicte à ladicte assemblée par les sieurs consaulx des villes de Chirac et La Canourgue et les procureurs des lieux de La Villedieu et d'Auroux, à ce qu'il pleut à ladicte assemblée pourveoir au payement de la somme de 400 livres qui leur fut accordé par MM. les commis, syndic et députés dudict pais, à raison de 400 livres pour chascun desdictz lieux, et ce pour les rembourser de partie de la despanse par eux fournie à la compagnie d'ordonnance de Mgr le duc de Vantadour, aux logemens qu'elle avoit faict esdictz lieux au mois



d'octobre 1617, se retirant au bas Languedoc, au retour des frontières de la Savoye, par commandement du Roy; n'estant raisonnable qu'ilz demeuraissent frustrez de ladicte somme à eulx accordée, qui ne revient pas à la quatrième partie de la despense et foule par eulx soufferte qui tourne à la descharge et au soulagement des aultres lieux dudict diocèse. Ouy sur ce ledict syndic et veu la délibération prise aux Estatz tenuz en la ville de Maruejolz, au mois de may 1618, a esté conclud et arresté qu'il sera pourveu au payement de ladicte somme par lesdictz sieurs commis et députés sur les deniers qui proviendront de la levée des restes deues, par les habitants des Cévennes, des impositions et assiettes faictes audict diocèse ez mois de mars et d'avril en ladicte année, de la somme de 30,000 livres, d'une part, et 25,000 livres d'autre, en cas qu'il s'y trouvera du fonds, ou en deffault de ce, ladicte somme sera imposée à la prochaine assiette, à l'effect dudict remboursement, à la charge néantmoins que lesdictz lieux feront quittance de toutes aultres prétensions, pour ce regard, à la descharge dudict diocèse.

Le sieur de La Fouillouse, envoyé de M. le vicomte de Polignac, baron de Randon, auroit remonstré que feu Jacques de Licques, ayeul de François de Licques, de la ville du Puy, auroit esté associé avec feu Mathieu Farnier et aultres au faict de la recepte des deniers extraordinaires qui furent imposez audict diocèse de Mende, en l'année 1578, et après plusieurs et divers arrestz obtenuz par les hoirs dudict Farnier, qui seul portoit le nom de ladicte recepte, auroit esté passé transaction avec le syndic dudict diocèse. Et depuis, par arrest du Conseil d'Estat, MM. Delhom et de Gallière, trésoriers généraux



de France, auroient esté commis et députés à la vérification des debtes d'icelluy diocèse, lequel, par leur procédure, faicte au mois de novembre 1616, auroit esté trouvé débiteur, entre aultres envers ledict Farnier, en la somme de 7,500 escus, oultre une partie de 1,000 escus, deue au sieur de Saint Auban, payable par les paroisses particulières dudict diocèse. Laquelle partie revient audict de Licques, suivant la transaction passée entre le sieur Meyronnenc, agent de Mme de Saint Auban et ledict de Licques, le 10 novembre, audict an 1616. Et de plus est deub audict de Licques, sur ledict debte dudict Farnier, la somme de 1,200 escus, à prendre des premiers deniers qui seront imposez ainsi qu'est porté par le contract passé avec la vefve de feu Claude Farnier, filz et héritier dudict Mathieu, le 3 décembre 1618. Desquelles sommes, bien que depuis la vérification d'icelles ledict syndic deubst procurer le payement à l'aquittement et discharge dudict diocèse, il auroit au contraire tousjours différé et à ceste fin négligé de retirer ladicte procédure et l'avis desdictz sieurs commissaires, au grand préjudice et interest desdictz créanciers. Et d'aultan que ledict seigneur vicomte de Polignac a le droict cédé desdictes deux sommes deues audict sieur de Licques, ledict sieur de La Fouillouse, au nom dudict seigneur de Polignac, a requis ladicte asssemblée de pourveoir au payement d'icelles, ensemble des interestz, du moins depuis ladicte année 1616 que ladicte vérification fut faicte et que le deffault de payement procède de la négligence dudict syndic, qui n'est pas moins obligé à procurer le payement desdictes parties que de plusieurs aultres qu'il a faict aquitter, mesmes une de 7,000 livres au sieur Portalés, quoyqu'elle ne fust pas plus légitimement deue



ny à meilleur tiltre ny la personne plus digne de considération que ledict seigneur vicomte, qui a moyen d'assister le pays en aultre qualité et plus puissamment que ledict sieur Portalés. Sur quoy a esté dict que le pais n'empesche ledict seigneur vicomte de se pourveoir par saisie ou aultres remèdes de justice sur ce qui se trouvera liquidement deub aux hoirs dudict sieur Farnier, moyennant que ledict pais demeure vallablement deschargé envers eulx et tous aultres qu'il appartiendra.

Sur la réquisition faicte par les consulz des Cévennes, à ce qu'il pleut à l'assemblée leur accorder l'entretènement d'ung lieutenant de prévost pour faire résidence ordinaire, en leur quartier, disant que le sieur Armand, lieutenant, audict diocèse, de M. le prévost général de Languedoc, ne tient compte d'y faire ses chevaulchées, comme il est tenu, au moyen de quoy, plusieurs maléfices demeurent impunys audict quartier des Cévennes, joinct que les deux archers, qui leur furent ordonnez et accordez les années passées, s'aquittent mal de leur debvoir ; et quoyqu'ilz ayent faict apparoir de quelque nomination faicte de leur personne, par certaines paroisses desdictes Cévennes, néantmoins lesdictz consulz la désavouent ; a esté délibéré, conclud et arrêté, n'y avoir lieu de leur accorder l'entretènement par eulx demandé, néantmoins ledict sieur Armand sera exhorté de faire ses chevaulchées ordinaires audict quartier des Cévennes, comme ez aultres dudict diocèse, selon le debvoir de sa charge et que les occasions et la nécessité le requerront, conformément aux précédentes délibérations, en conséquence desquelles l'entretènement desdictz deux archers sera continué la présente année, veu que la nécessité dure encore.



Pour garder l'ordre acoustumé et esviter à confusion, les Estatz ont déclaré le tour de baron dudict diocèse, pour l'année prochaine, appartenir à M. le baron de Randon, comme succédant, immédiatement en ordre, à M. le baron du Tournel, qui est en tour la présente année.

Finallement mondict seigneur le président a représenté que, comme la compagnie doit avec juste occasion louer Dieu de ce que les affaires y ont esté traittez et résoluz paisiblement et avec toute douceur, vray témoignage des bonnes intentions des Estatz à l'avancement du service du Roy et du repos et soulagement du pauvre peuple, elle n'a moindre sujet d'implorer sa divine bonté à ce qu'il luy plaise permettre que ses vœux et louables intentions demeurent jointtz aux dignes et vertueux desseings des personnes qui peuvent opérer à la manutention de la tranquillité publique, s'assurant que Dieu ne refusera ceste grâce, si l'on s'en veult rendre capable, en se conservant en estat de gens de bien par l'observation de ses saintz commandements. A quoy il a exhorté l'assemblée et luy a donné sa bénédiction, suivant l'ancienne et louable coustume desdictz Estatz, qui a esté la dernière action faicte en iceulx.

---

1621

*Les commissaires de l'assiette. — Discours du Président.*

*Liste des membres de l'assemblée des Etats. — Contestations entre le commandeur de Gap-Français et l'en-*



voyé du don d'Aubrac pour la préséance. — Admission de M. Loberie, pour le baron de Mercœur, et de M. de Rochemure, pour le seigneur d'Allenc. — Les deux envoyés des prétendants à la baronnie de Peyre. — Témoignages de gratitude à l'égard de M. le marquis de Portes. — Admission de l'envoyé du baron de Cénaret et du baron du Tournel. — Ferme de l'équivalent, observations, représentations. — Serment des Etats pour se confirmer au service du Roi. — Ferme de l'équivalent à la folle enchère. — Moyens à prendre en cas de trouble dans le diocèse. — Requête des habitants de Montrodât, au sujet de leurs prétentions, pour avoir droit d'entrée aux Etats du diocèse. — Admission de divers procureurs. — Vérification des dettes. — Accord avec les habitants des Cévennes. — Admission des envoyés de MM. de Sévérac et d'Arpajon. — Plainte des fermiers de l'équivalent à cause de leur emprisonnement. — Refus d'accepter les cautions présentées par l'adjudicataire de l'équivalent. — Gratification au marquis de Portes. — Pont de Souilletz à vérifier. — Bains de Bagnols. — Mesures prises en cas de troubles. — Mise aux enchères de la ferme de l'équivalent. — Demande de M. Castain, créancier du pays. — Secours à diverses communautés religieuses. — Règlement sur les demandes de secours pour œuvres pieuses. — Réquisition du prévôt pour l'augmentation du nombre des archers. — Le syndic du diocèse prendra fait et cause pour le prévôt de la maréchaussée contre le siège présidial de Nîmes. — Admission de M. Michel Armand, fils, pour exercer la charge de lieutenant de prévôt pendant l'absence de son père. — Désignation du baron de tour. — Clôture de l'assemblée des Etats.



L'an mil six cens vingt-ung et le mercredy vingt-septiesme jour du mois de janvier, sur les neuf heures du matin, dans la salle haulte des maisons épiscopales de la ville de Mende, ont esté assamblés les gens des trois Estatz particuliers du païs de Gévaudan et diocèse de Mende, suivant le mandement et commissions de nos seigneurs les commissaires qui ont présidé pour le Roy aux Estatz généraulx de Languedoc, tenuz en la ville de Pézénas, es mois de novembre et décembre derniers. En laquelle asssemblée, estans venuz nobles François de Molette, sieur de Morangiez et de La Garde, commissaire principal de l'assiette dudict diocèse, la présente année ; Guillaume Dumazel, sieur du Pivou et de Remeize, bailli de Gévaudan ; M. M<sup>e</sup> André Bayssenc, docteur ez droictz, 1<sup>er</sup> consul de ladicte ville de Mende ; sires Jean Colomb, bourgeois, 2<sup>e</sup> consul, et Hélie Prades, merchant et 3<sup>e</sup> consul de ladicte ville, et noble Aldebert de Seguin, sieur de Prades, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejolz, commissaires ordinaires de ladicte assiette, auroict esté, par ledict sieur commissaire principal, dict que luy et ses collègues auroient esté commis et subdélégués, par lesdictz seigneurs commissaires présidens ausdictz Estatz généraulx, pour procéder à l'assiette de la portion de ce diocèse, des deniers accordés à Sa Majesté par lesdictz Estatz généraulx, ainsi qu'il est porté par les commissions qui leur en ont esté adressées. Par la lecture desquelles, l'assemblée verra les justes causes qui ont meu lesdictz Estatz généraulx d'accorder libéralement lesdictz deniers à sadicte Majesté, qui obligeront d'autant plus la compaignie (comme il s'asseure de la continuation de leur dévotion et fidélité au bien du service du Roy) à promptement effectuer le contenu esdictes com-



missions, et à ceste fin l'assister avec sesdictz collègues en l'assiette et département qu'il leur est mandé de faire desdictz deniers en leur présence ou de telles personnes de ladicte asssemblée qu'il leur plaira députer; offrant, de leur part, d'y vacquer à toute heure que ladicte asssemblée advisera. Ayant au surplus ledict sieur de Morangiez rendu tesmoignaige à la compagnie de la continuation de l'affection de Mgr de Montmorancy, très-particulière envers ce païs, comme aussi de M. le marquis de Portes, leur gouverneur, et du regret qu'il a d'avoir esté empesché, par ung rheume, de se trouver en la présente asssemblée, comme il avoit desseigné, pour leur offrir ses services et les assurer, de vive voix, qu'il n'y a obstacle qu'il ne surmonte, quand l'occasion s'offrira de conserver et maintenir la paix dans le païs, pour leur bien et soulagement. Et sur ce, après avoir esté faicte lecture desdictes commissions, auroit esté représenté par très-révérend père en Dieu, M<sup>re</sup> Charles, évesque et seigneur de Mende, comte de Gévaudan, conseiller du Roy en ses conseilz privé et d'Etat, et président desdictz Estatz, que la teneur des susdictes commissions et le discours dudict sieur commissaire principal donnent assez de cognoissance de ce que l'assemblée est obligée de faire ensuite desdictz Estatz généraulx de la province, qui ont seu dignement considérer la nécessité des affaires de Sa Majesté, pour les grandes despenses qu'elle a esté contraincte faire, à cause des mouvemens passez qui sembloient menasser l'Estat d'une grande ruyne et laquelle estoit inévitable si elle n'eust esté prévenue par les soins et la présence de sadicte Majesté, avec la grâce et assistance de Dieu, qui l'a voulu mener et conduire par la main en toutes ses actions et derniers exploitz



qui ont par merveilles restably la France en l'estat payable qu'elle est à présent, et la religion catholique dans le païs de Bearn, d'où elle avoit esté bannie et chassée, actions non moins utiles et profitables à tous les subjectz de sadicte Majesté, qu'admirables à tout le monde, et d'autant plus glorieuse à sadicte Majesté, qu'elles sont pleines de zèle et piété envers Dieu et de clémence et débonnairété envers ses peuples qui ont ung digne sujet en cela, de recognoistre la grande obligation qu'ilz ont à sadicte Majesté et particulièrement ce pàuvre pays, de luy continuer à jamais ses fidelles obéyssances avec ses vœux plus intimes à Dieu, pour la conservation de sadicte Majesté en santé et prospérité, comme aussi à Mgr de Montmorancy, représentant son autorité en la province, et M. le marquis de Portes, en ce pays et diocèze, et qui ont grandement contribué leurs soingz pour empescher le trouble et maintenir la paix et le repos dans ledict pays, pour le bien et soulagement des subjectz de Sa Majesté. Si a mondict seigneur le président, au nom desdictz Estatz, remercié Sa Grandeur et mondict seigneur le marquis, en la personne dudict sieur de Morangiez, de la continuation de leur bienveillance envers cedict pays, avec assurance qu'ilz persévèreront à jamais en l'obéissance et fidélité qu'ilz doibvent à sadicte Majesté et à sadicte Grandeur et audict seigneur de Portes. Ensuite de quoy, le sieur de Fumel, syndic dudict païs, a requis lesdictz sieurs commissaires, suivant la coustume, de permettre la continuation de l'assemblée, pour délibérer, tant sur le faict desdictes commissions que des aultres affaires communes dudict pays et diocèze et y pourveoir selon que la nécessité le requerra, pour le bien du service du Roy et le repos et soulagement du



pauvre peuple. Ce que lesdictz sieurs commissaires ont librement accordé, soubz l'assurance de la fidélité de l'asssemblée envers sadicte Majesté.

Et incontinent après, sur la lecture du roolle des personnelz qui ont accoustumé d'avoir entrée et voix délibérative à ladicte asssemblée, ont esté trouvez présens et assistans en icelle, assavoir, pour l'estat ecclésiastique : M. M<sup>r</sup> Jacques Pereyret, docteur en la faculté de Sorbonne, chanoine théologal de l'église cathédrale de Mende et envoyé du Chappitre de ladicte église; religieuse personne frère Pierre Pégrier, sacristain d'Aubrac; M<sup>r</sup> Pierre Enfruct, chanoine de ladicte église cathédrale de Mende et envoyé de M. de Sainte Enimye; M<sup>re</sup> Mathieu de Fontanes, curé de Chirac, envoyé de M. de Lengoigne; M<sup>r</sup> Aldebert Aldin, docteur ez droictz, juge de la jurisdiction de M. le commandeur de Paliers; M. de S. Jehan, commandeur de Gap-Francès, en personne. Et pour MM. les barons et Estat des nobles: noble Henry de Saint Préject, sieur de La Fouillouze, envoyé de M. le baron de Randon, baron du tour la présente année; M. Jean Michel, lieutenant en la justice ordinaire de Saint-Chély-d'Apchier, envoyé de M. le baron d'Apcher; noble André de Bressolles, sieur du Villeret, envoyé de Mme de La Faurie, d'une part, et M. Anthoine Aldin, docteur ez droictz, envoyé de M. de Tolet, tous deux prétendans droict à la baronnie de Peyre; noble Anthoine de Jurquet, sieur de Salèles, envoyé de M. le baron de Céneret; M<sup>r</sup> Jean Borrelly, docteur ez droictz, sieur de Salesses, envoyé de M. le baron du Tournel; M<sup>r</sup> Pierre Loberie, docteur ez droictz, lieutenant en la justice du bailliaige de Mercœur, envoyé de M. le baron de Mercœur; noble Anthoine de Nugiez, sieur de La



Roche, envoyé de M. le baron de Canillac ; noble Pierre de Rochemeure, sieur de Fraisse, envoyé de M. d'Allenc ; M<sup>e</sup> Pascal Gaude, baillly des terres et juridiction de Montauroux et envoyé de M. de Montauroux ; noble Gabriel de Robert, sieur des Asagatz, envoyé de M. de S<sup>v</sup>. Auban ; noble Nicollas de Gibertés, sieur d'Aubenas, envoyé de M. de Montrodât ; M<sup>e</sup> Guillaume Bardon, docteur ez droictz, juge en la juridiction de Mirandol, envoyé de M. de Mirandol ; noble Claude de Brunenc, sieur de La Corniliade, envoyé de M. de Sévérac ; noble Philippe de Thézan, sieur de Fabrègues, envoyé de M. de Barre ; noble Jean-Jacques de Columb, envoyé de M. de Portes ; M<sup>e</sup> Michel Duron, docteur ez droictz, envoyé de M. de Servièrès ; noble Trophime de Seguin, sieur de La Combe, envoyé de M. d'Arpajon ; M<sup>e</sup> Claude de Cavata, envoyé de MM. les consulz nobles de La Garde-Guérin. Et pour le Tiers-Estat : M<sup>e</sup> André Baisenc, docteur ez droictz ; Jean Colomb, bourgeois, et Hélié Prades, consulz de la ville de Mende ; noble Aldebert de Seguin, sieur de Prades, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejolz ; sire Vincent Lafont, merchant et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Chirac ; sire Estienne Maigne, merchant et 1<sup>er</sup> consul de la ville de La Canorgue ; M<sup>e</sup> Estienne Mousier, notaire royal et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Saint-Chély-d'Apchier ; noble Anthoine de Langlade, sieur de La Valette, docteur en médecine, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Salgues ; M<sup>e</sup> Guillaume Imbert, docteur ez droictz, juge et depputé de la ville du Malzieu ; M. Anthoine Bonniol, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Florac ; M<sup>e</sup> Gabriel Compang, consul de la ville d'Yspaniac ; Ramond de Fumel, sieur de Caprières, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Sainte-Enymie ; M<sup>e</sup> Pierre Daudé, consul de Châteauneuf-de-Randon ;



Jean Chauvet, bourgeois et 1<sup>er</sup> consul de Serverette ; noble Jacques Sabatier, consul vieulx de Saint-Etienne-de-Valfrancisque ; Gervays Jehan, marchand et consul de la ville de Lengoigne ; M<sup>e</sup> Jehan Giberne, consul de la viguerie de Portes ; Jean Tinel Lombard, sieur de La Bastide, consul de Barre ; M<sup>e</sup> Jean Enjalvin, notaire royal, syndic de la ville de Saint-Auban ; M<sup>e</sup> Jean Boudon, 1<sup>er</sup> consul du mandement de Nogaret.

Lesquelz assistans, après que les procurations des envoyés et des consulz ont esté leues, ont presté le serement accoustumé, es mains de mondict seigneur le président, de procurer en leurs oppinions et suffrages l'avancement du service du Roy et le repos et soulagement du pauvre peuple et ne descouvrir les délibérations des Estatz.

Sur le différend intervenu entre M. de S. Jean et l'envoyé de M. d'Aubrac, pour raison de leurs séances ausdictz Estatz, prétendant ledict envoyé dudict sieur d'Aubrac debvoir précéder ledict sieur de S. Jean, d'aultant que dans les roolles des sieurs ecclésiastiques, nobles et du Tiers-Estat dudict païs qui ont accoustumé de tout temps former l'assemblée desdictz trois Estatz, le sieur d'Aubrac est estably premier en ordre que ledict sieur de S. Jean, comme se veoid évidemment par lesdictz roolles, et partant qu'il doibt procéder ledict sieur de S. Jean en la présente assemblée ; laquelle il a supplié voulloir en sa personne maintenir ledict sieur d'Aubrac en ses droictz et privilèges anciens. Au contraire ledict sieur de S. Jean soustenant l'ordre estre tel en ceste compagnie et y avoir de tout temps observé que les envoyés des ecclésiastiques ou nobles qui ont séance ausdictz Estatz ne peuvent précéder ceulx qui s'y trouvent



en personne ; à cause de quoy il ne doibt céder sa place audict envoyé ; a esté conclud que ledict sieur de Saint Jean, attendu qu'il est en personne, précèdera ledict envoyé dudict sieur d'Aubrac, suivant les précédentes délibérations.

M. Pierre Loberie, docteur ez droictz, s'est présenté pour estre receu en l'assemblée pour M. le baron de Mercœur, et ce en vertu des Lettres de provision de lieutenant général en la justice du duché de Mercœur, qu'il a exhibées, disant n'avoir peu recouvrer procuration de M. le duc de Vendosme, seigneur dudict Mercœur, à cause de son éloignement de ce païs, mais offre se faire agréer. Sur quoy lecture faicte de ladicte provision, ledict Loberie a esté receu et presté le serement requis, à la charge de remettre dans deux mois, devers le greffe du païs, adveu dudict seigneur, de sa comparution et assistance en la présente assemblée et de rapporter à l'advenir procuration expresse, à peine d'estre privé de l'entrée desdictz Estatz.

Dudict jour, vingt-septiesme janvier, en ladicte assemblée, de rellevée.

S'est présenté à l'assemblée noble Pierre de Rochemure, sieur de Fraisse, avec procuration de M. du Besset, comme seigneur d'Allenc. De laquelle ayant esté faicte lecture, ledict sieur de Fraisse a esté receu, et à cest effect presté le serement accoustumé.

Sur le différend d'entre noble André de Bressolles, sieur du Villeret, envoyé pour assister ausdictz Estatz, de la part de Mme de La Faurie, à cause de la baronnie de Peyre, et M<sup>e</sup> Anthoine Aldin, docteur ez droictz, pareillement envoyé de M. de Tholet, pour y avoir la mesme



assistance pour ladicte baronnie de Peyre ; tous deux soustenans y avoir droict. Veu leurs procurations et la délibération prise aux Estatz derniers sur semblable différend ; ilz ont esté admis et receuz à ladicte assemblée pour y avoir séance et voix délibérative, alternativement l'ung au matin et l'autre de rellevée et commençant, ledict sieur de Villeret, comme premier présenté ; le tout sans préjudice du droict des parties et sans conséquence à l'advenir. A la charge aussi que, si lesdictes parties ne sont d'accord ou n'ont faict reigler leur différend par la justice, entre cy et la prochaine assemblée des Estatz, elles, ny leurs envoyés n'y seront point admises, attendu le désordre et pervertissement que cela apporte aux anciennes formes des Estatz.

Après seroit entré à l'assemblée M. Parlier, secrétaire de Mgr le marquis de Portes, gouverneur audict pais, qui auroit dict que, ne pouvant ledict seigneur, à cause d'une indisposition qui luy est survenue depuis quelques jours, se trouver en ceste compaignie, comme il espéroit selon son désir, pour leur confirmer de vive voix les assurances de la continuation de ses affections à l'avancement du service du Roy et à la manutention du repos et soulagement du pays, il luy auroit commandé d'y venir exprès pour leur randre, de sa part, ce même témoignage, oultre la lettre qu'il en escript à l'assemblée, qui a esté remise par ledict sieur Parlier. De laquelle ayant esté faicte lecture et entendu, par icelle, le regret qu'il a de ne pouvoir, à cause de son indisposition, se trouver en ceste assemblée, avec la résolution néantmoingz d'employer en toutes occasions son rang et sa vie pour conserver au pays la tranquillité que Mgr de Montmorancy, soubz les heureux auspices du Roy, y a establee ;



a esté conclud que mondict sieur le marquis sera humblement remercié, de la part de ladicte asssemblée, du tesmoignaige de ses bonnes volontés et sera supplié de continuer en icelles, soubz les protestations et nouvelles assurances que lesdictz Estatz luy donnent, de la persévérance de leurs devoirs et obéyssance très-fidèles au service de Sa Majesté et aux commandements de Sa Grandeur et aux siens.

Noble Anthoine de Jurquet, sieur de Salelles, s'estant présenté et requérant estre receu en l'assemblée pour et au nom de M. le baron de Cénaret, en vertu des procurations de Mme de Hault-Villar, baronnesse dudict Cénaret, par luy remises ez assambles desdictz Estatz ces dernières années, n'ayant eu moyen rapporter nouvelle procuration ceste année, pour estre ladicte dame à Paris, depuis plusieurs mois, où elle n'a peu estre advertie du temps de ladicte convocation desdictz Estatz.

A esté délibéré et conclud que, pour ceste fois tant seulement et sans tirer conséquence, ledict sieur de Salelles sera receu en la présente asssemblée, à la charge de rapporter, dans trois mois, ratification de ladicte dame, de la présentation dudict sieur de Salelles en ladicte asssemblée ; à quoy ledict sieur de Salelles s'obligera en son propre et de respondre de tous les événements des délibérations qui seront prises en ladicte asssemblée.

Et sur ce l'envoyé de M. le baron du Tournel auroit continué les protestations accoustumées estre faictes par ledict sieur, en chascune asssemblée desdictz Estatz, de ne prester aucun consentement à la réception des envoyés de ladicte dame de Hault-Villar, pour ladicte baronnie de Cénaret, attendu le droict que ledict sieur



du Tournel préthend, dès longtemps sur icelle, et dont il y a procès pendant au Conseil du Roy.

Le sieur de Fumel, syndic dudict païs, a représenté que, s'acheminant aux Estatz généraulx derniers, tenuz à Pézénas, il auroit esté contrainct s'arrêter quelque temps aux Cévennes, pour terminer l'accord qu'on avoit commencé de traiter avec les communaultés dudict pays, touchant les procès qu'ilz avoient intentés en la Cour des Aydes de Montpellier. Comme aussi estant audict Montpellier, les aultres procès pendans en ladicte Cour, l'auroient obligé d'y arrester une aultre partie de temps, en sorte qu'il n'auroit eu moyen de se trouver ausdictz Estatz que sur les derniers jours d'iceulx. Néantmoins il auroit appris entre aultres affaires comme l'équivalent du trienne prochain auroict esté délivré au sieur Salvan, bourgeois de la ville d'Alby, à 266,000 livres par an. Et quoiqu'il semble que par le moyen du pris excessif auquel est monté ceste ferme, le pauvre peuple en demeure soulagé, à cause de la diminution des deniers de l'ayde et octroy ; si est ce que d'aultre costé, il est à craindre que les fermiers, pour trouver leur compte, ne causent plus de perte et dommaige au publicq que ne feroit l'imposition dudict ayde et octroy, s'il n'y est remédié par les officiers des lieux, comme ilz peuvent et doibvent, tenant la main à faire observer exactement les reiglemens et ordonnances faictes sur la prohibition des tavernes et cabaretz, et conséquemment les articles accordés par les gens desdictz Estatz généraulx sur ladicte ferme dudict équivalent en leurdicte dernière asssemblée ; desquelz à ceste fin, il a offert de bailler, aux consulz des villes, des exemplaires imprimez qu'il a recouvertz audict Montpellier.



Et d'autant qu'il estime ce diocèse avoir esté grevé au contenu du XLIX<sup>e</sup> desdictz articles, touchant le vin prim ou vert qui ne se peult boire sans estre meslé avec aultre vin estranger ou du pays, en ce qu'il est porté par ledict article qu'il sera payé droict d'équivalent pour le vin estranger qui sera meslé avec ledict vin prim, et sera ledict vin estranger représenté au fermier et raisonné avant que de le mesler et ne sera censé estre meslé s'il n'y a du moingz ung tiers d'aultre vin ; ce qui semble obliger les habitans dudict diocèse à mesler une grande quantité de vin estranger audict vin prim, afin que le droict dudict équivalent en demeure plus grand au fermier, au préjudice du pauvre peuple et de l'ancienne coustume du diocèse ; à ceste cause ledict syndic a requis l'assemblée en délibérer. Sur quoy après avoir esté faicte lecture dudict article, et attendu l'ambiguité d'icelluy, a esté conclud que ledict sieur syndic fera perquisition des plus vieulx articles qui se pourront trouver dudict équivalent, pour les rapporter à la prochaine assiette et les conférer avec les dessusdictz, afin d'adviser s'il y a grief avant que d'en faire plainte ausdictz Estatz généraulx pour en demander la réformation.

Veu aussi l'article huictième par lequel est porté que les arrestz donnés, touchant la prohibition des tavernes, sortiront leur plain et entier effect sans que pour l'observation d'iceulx les fermiers puissent prétendre aulcune diminution du pris, despens, dommaiges ny interestz ; mondict seigneur le président a exorté les sieurs députés de l'assemblée, chascun en droict soy, comme le peult concerner, de tenir soigneusement et exactement la main à l'observation dudict article, comme très-juste et très-nécessaire pour le public.



Auroit esté représenté pareillement par ledict syndic, sur le sujet dudict équivallant, que le sieur Paulet, fermier dudict diocèse, du trienne escheu à la fin d'aoust 1618, ayant obtenu certain arrest contre la province, pour estre remboursé de la somme de 1,500 livres, pour son desdommagement des pertes et non jouissances par luy préthendues souffertes durant ledict trienne, notamment à cause de l'arrivée des troupes menées dans ledict diocèse par le sieur Dondredieu, et du séjour de celles que y furent ordonnées par Mgr de Montmorancy, pour la réduction, en l'obéyssance du Roy, du fort de Grèzes, en l'année 1617 ; cela auroit donné lieu à une délibération prise ausdictz Estatz généraulx, le 23<sup>e</sup> de décembre dernier, par laquelle lesdictz Estatz chargent ledict syndic de recouvrer l'estat des soubz affermes faictes par ledict Paulet et aultres actes qu'il pourra recouvrer touchant ladicte afferme et icelles envoyer au sieur de La Motte, syndic général de Languedoc, incontinant après les Estatz, pour s'en servir au procès dudict Paulet, au Conseil de Sa Majesté. Sur quoy a esté conclud que ledict sieur de Fumel, syndic dudict diocèse, satisfaira à ladicte délibération le plus promptement qu'il pourra, attendu mesmes que c'est chose qui regarde le soulagement de la province, et par conséquent dudict diocèse, et qu'au rapport de tous les depputés de ceste asssemblée, les sous-fermiers dudict équivallant n'ont souffert aultre perte ou non jouissance, ains au contraire receu de l'augmentation du droict d'icelluy, à cause du séjour, dans ledict diocèse, des troupes employées à ladicte réduction de Grèze, joinct que les soubz-afferme estoient faictes près de deux ans auparavant l'arrivée desdictes troupes et soubz les mesmes pactes de tous



périls et fortunes de guerre et aultres conditions portées par l'affirme générale sans aulcune réservation, en sorte que lesdictz soubz-fermiers ne peuvent préthendre justement aulcune diminution, ores qu'ilz eussent souffert quelque non jouissance comme ilz n'ont pas.

Sur l'advis donné à l'assemblée par ledict sieur de Fumel, syndic, que lesdictz Estatz généraulx de Languedoc, pour tesmoigner leur zèle et affection au bien de son service, auroient unanimement résolu et juré, au nom des villes et diocèzes de la province, de se conserver inviolablement en la fidélité qu'ilz doibvent à Sa Majesté, comme ses très-humbles et très-obéyssans subjectz, et d'employer leurs biens et leurs vies pour le bien de son estat, envers tous et contre tous, de quelque qualité et condition qu'ilz soient.

Et où il se trouveroict aulcun dans ledict pais qui voudroit rien attempter ou entreprendre au préjudice du bien de son service, repos de son estat et de la province, soubz quelque occasion, sujet ou prétexte que ce soit, Mgr le duc de Montmorancy et en son absence Mgr le duc de Vantadour, lieutenant général pour le Roy, est supplié d'employer les moyens et les forces du pays et suivant les délibérations d'icelluy cy-devant prinses, pour rompre les mauvais desseingz et tailler en pièces les perturbateurs du repos publicq.

Ayant en oultre lesdictz Estatz délibéré que la mesme résolution seroit prise ez assemblées de chascun diocèse et Conseil des villes dudict pays, affin qu'unanimement et de mesme cœur et volonté tous soient dispozés et résoluz à renverser les artifices et desseingz des mauvais serviteurs et subjectz de Sa Majesté; pour cest effect, MM. les depputés desdictz Estatz ont esté chargés de



rapporter, aux prochains Estatz, tesmoignaige asseuré, comme pareille délibération aura esté prinze en leurs assamblées.

Lesdictz Estatz particuliers, après avoir entendu la lecture, faicte en leurdicté assamblée, de la susdicte délibération, ont unanimement, au nom des villes et habitants dudict diocèse, faict semblable résolution et serement que lesdictz Estatz généraulx, et ce faisant, promis se conserver inviolablement en la fidélité qu'ilz doibvent à sadicte Majesté, comme ses très-humbles et très-obéissans subjectz, et de satisfaire de leur part au surplus de ladicte délibération.

A esté dict aussi par ledict sieur de Fumel, sindic, qu'encores qu'il eust appréhendé pour le pauvre peuple le rehaulsement des tailles, la présente année, à cause de la subvention de 400,000 livres, accordée au Roy par lesdictz Estatz généraulx et payable en deux années, néantmoins il estime que cedit diocèse ne se trouvera chargé de plus grandes sommes que l'année précédente; de quoy il a creu debvoir tenir advertie ladicte assamblée.

Sur ce que par ledict sieur de Fumel, sindic dudict diocèse, a esté représenté, qu'encores que par le neufviesme et dixième des articles arrestés ausdictz Estatz généraulx derniers, tenus à Pézénas, sur la ferme du droict de l'équivallant en Languedoc, soict expressément porté que les fermiers particuliers des diocèses seront tenuz bailler leurs cautions ez assiettes desdictz diocèses, de personnes suffizantes et capables, résidens et domiciliez esdictz diocèses, qui s'obligeront pour l'entier pris de ladicte ferme, et qu'à deffault de ce les commissaires et depputés desdictz diocèses procéderont au bail de la-



dicte ferme de l'équivalent à la folle enchère desdictz fermiers sans aucune sommation ny interpellation s'ilz ne sont habitans dans lesdictz diocèses ou n'ont esleu domicile dans icelles, où ladicte interpellation puisse estre faicte ; néantmoins lesdictz fermiers ny personne pour eulx ne s'estant présenté pour ledict cautionnement ; et s'agissant de l'intérêt du Roy et du pays en l'observation desdictz articles, son devoir l'oblige à requérir et supplier l'assemblée d'y pourvoir ; a esté conclud et arrêté, suivant lesdictz articles, que publications seront faictes ez places et lieux publicz de la présente ville de Mende, du bail de l'affirme dudict équivalent à la folle enchère des fermiers d'icelle s'ilz ne se présentent avec leurs cautions dans demain 28<sup>e</sup> du présent, par tout le jour, et à ces fins enjoinct audict syndic faire faire lesdictes publications en deffault desdictz fermiers.

Sur la lecture qui a esté faicte, en ladicte assemblée, d'une délibération prinze ausdictz Estatz généraulx le 20<sup>e</sup> décembre dernier, touchant les expédiens convenables et requis pour maintenir la province en paix et tranquillité en cas qu'il y auroit quelques gens mal affectionnez au service du Roy, qui voudroient troubler le repos publicq et remuer dans ladicte province, et qu'il arriveroit quelque extraordinaire accident, comme prize de ville ou aultres cas d'hostilité, par le moyen duquel le service du Roy peult estre troublé ou altéré ; et que pour y pourveoir, il fust nécessaire de faire levée de gens de guerre, lesdictz Estatz généraulx, en ce cas, ont advisé de supplier les seigneurs gouverneur et lieutenans généraulx de la province que, en pourvoyant aus-



dictes occurrences par leur prudence et autorité, il leur plaise, par mesme voye, moyenner envers Sa Majesté qu'ilz se puissent servir de ses deniers. Et cependant assambleron les sénéchaussées ou bien les Estatz généraulx de la province, selon l'exigence du faict, pour pourveoir à faire faire les avances nécessaires par emprunt. Ausquelles assamblées seront appellés MM. de l'église et de la noblesse, villes et diocèzes qui ont entrée aux Estatz de la sénéchaussée, où le cas escherra, de faire ladicte asssemblée et en laquelle lesdictz mouvements seront arrivez ; leur donnant, lesdictz Estatz, pouvoir d'ordonner au sieur de Pénaultier, trésorier de la Bourse, de faire ledict emprunt jusques à la somme de dix mil escus, pour subvenir à l'avance qu'il conviendra faire pour la levée desdictz gens de guerre, suivant les ordonnances de mondict seigneur de Montmorancy et l'avis de MM. les prélatz, barons et depputés du Tiers-Estat qui se trouveront à ladicte asssemblée. Et où lesdictz désordres feroient plus grand progrès et qu'il seroit nécessaire continuer ou augmenter lesdictes despenses, mondict seigneur de Montmorancy sera supplié d'assamblar les Estatz généraulx pour adviser de pourveoir de plus grand remède, selon qu'il sera trouvé nécessaire, pour le bien de l'Estat, le service du Roy et le repos de la province. Lesdictz particuliers ont arresté que ou quelque'un desdictz inconvéniens arriveroit audict diocèse ou aultre sujet de trouble en icelluy, MM. les commis, depputés et syndic d'icelluy, en donneront incontinent avis à mondict seigneur de Montmorancy et à M. le marquis de Portes, leur gouverneur, avec supplication d'y pourveoir au plustost que sera possible.

Sur la requeste présentée à ladicte asssemblée sous le



nom des consulz modernes de la ville et parroisse de Montrodât, tant pour eulx que pour les aultres manans et habitans de ladicte parroisse et mandement, expositive qu'ayant heu de tout temps le privilège et faculté d'assister et oppiner aux assamblées des Estatz particuliers du diocèze de Mende et païs de Gévaudan, comme les aultres consulz, procureurs et scindicz des aultres villes d'icelluy; néantmoins, depuis la prise et bruslement de ladicte ville de Montrodât, guerres et pestes, ayant eu cours, et qui auroient randu ladicte ville presque déserte, les consulz d'icelles n'auroient esté appellés esdictes assamblées desdictz Estatz, comme ilz avoient accoustumé avant lesdictz inconvéniens et désolation de ladicte ville et mandement. Lesquelz cessans maintenant et ladicte ville estant repeuplée, Dieu grâces, comme elle estoit auparavant, et n'estant raisonnable de luy faire perdre ledict privilège, attendu qu'elle est des plus anciennes dudict diocèze et ladicte parroisse et mandement de grand estandue, ilz supplient lesdictz Estatz ordonner qu'ilz jouiront à l'advenir de leursdictz privilèges. Et ce faisant, seront appellés et auront entrée et voix délibérative esdictes assamblées desdictz Estatz et assiettes dudict diocèze, comme les aultres consulz desdictes villes; a esté délibéré et conclud, attendu que les supplians ne rapportent aucuns actes pour preuve de leur prétendu privilège, que perquisition sera faicte des anciens registres des Estatz dudict païs, pour iceulx veuz, à la prochaine assamblée, en estre prize telle délibération qu'il appartiendra.



Du jeudy, vingt-huictième dudict mois de janvier, du matin, au lieu susdict.

S'est présenté, pour M. le baron d'Apchier, M. Jean Michel, lieutenant en la justice ordinaire de Saint-Chély-d'Apchier, et sa procuration veue, a esté receu et presté le serment accoustumé.

M<sup>e</sup> Michel Duron, docteur ez droictz, s'est aussi présenté pour M. de Servièrre, en vertu de sa procuration, veu laquelle il a esté receu et a presté le serment requis.

Et sur la réquisition faicte par M. Pascal Gaude, bailli des terres et jurisdiction des mandemens de Montauroux, à ce qu'il fust receu en ladicte asssemblée pour ledict sieur de Montauroux, en vertu d'une lettre à luy escripte de Paris le 2<sup>e</sup> du présent mois, par Mme de Rochebaron, luy donnant pouvoir d'assister ausdictz Estatz; a esté délibéré et conclud, veu ladicte lettre, que ledict Gaude sera receu sans conséquence pour ceste fois, tant seulement; néantmoingz, pour couper chemin à l'abus qui se va glissant ausdictz Estatz, d'y admettre ou tollérer des personnes sans pouvoir légitime et suffizant de ceulx qui ont droict de séance et voix délibérative en iceulx, a esté arrêté que désormais personne n'y sera receu sans procuration expresse, en bonne forme et avec les clauses en tel cas requises et accoustumées, sans qu'il soict permis à l'advenir de mettre en délibération si aulcun doibt estre receu en ladicte sans procuration expresse à l'effect susdict.

Sur ce que le sieur de Fumel, sindic dudict diocèse, auroit représenté que; par délibération desdictz Estatz particuliers, tenus en la ville de Mende, au mois de mars 1619, luy fut ordonné de s'acheminer à Montpellier pour



traitter avec MM. Delhon et de Gallièrès, trésoriers généraulx de France et commissaires depputés par le Roy à la vérification des debtes dudict diocèse de Mende, de ce qu'ilz pouvoient prétendre à cause des fraiz et vacations par eulx employés durant le temps qu'ilz ont travaillé à ladicte vérification et en demeurer d'accord avec eulx, au meilleur mesnaige qui se pourroit, pourveu que la somme n'excédast 1,000 escus, à payer comptant, ou 1,200 escus à mettre et employer dans l'estat desdictz debtes, luy ayant lesdictz Estatz donné pouvoir à cest effect d'emprumpter, si besoing estoit, audict Montpellier ou aillieurs, ladicte somme de 1,000 escus. Et moyennant ce, retirer desdictz sieurs commissaires, la procédure par eulx faicte sur ladicte vérification avec l'advis qu'ilz sont tenus de donner au Roy sur icelle, pour pouvoir obtenir, de Sa Majesté, les provisions nécessaires pour l'aquittement desdictz debtes. Et quoiqu'il ayt souvent faict entendre ausdictz sieurs commissaires, notamment audict sieur de Gallièrès, le contenu de ladicte délibération et offert de la part du pays d'y satisfaire et leur fournir comptant ladicte somme de de 1,000 escus ou leur passer obligation de 1,200 escus, payables lorsque la levée en aura esté faicte, en vertu de la permission qui en sera obtenue de Sa Majesté, comme des aultres parties dudict estat desdictz debtes, à la charge de luy expédier et délivrer leur procédure; néantmoins, pour estre lesdictz sieurs commissaires esloignez l'ung de l'autre ou pour la mauvaise intelligence qui est entre eulx ou bien à cause des voyaiges faictz en Cour, tant par ledict sieur de Gallièrès que par le sieur du Vidal, leur greffier, qui est encores de présent à Paris, il a esté impossible audict syndic syndic de faire expédier ladicte



procédure, bien qu'à ce dernier voyaige, naguères par luy faict audict Montpellier, il ayt représenté audict sieur de Gallières, le préjudice que ceste longueur apporte au pays, à cause des dommaiges et interestz prétendus par les créanciers d'icelluy qui sont en voye de le mettre en justice et le constituer en grandz fraiz et despens qui seroict, avec les fraiz de ladicte procédure, une double surcharge au pauvre peuple ; n'ayant, ledict syndic, peu tirer aultre chose dudict sieur de Gallières qu'une excuse fondée sur l'absence dudict du Vidal, qui avoit la clef du coffre où sont les actes et papiers de leur commission, avec promesse toutesfois de faire rompre ledict coffre en cas que dans ung mois ledict du Vidal ne seroit de retour audict Montpellier, qui est la dernière responce qu'il auroit faicte audict syndic. Requéranr qu'il pleust à l'assemblée y pourveoir par son accoustumée prudence, soubz ceste créance que de sa part il a faict tout ce qui estoit en luy. A esté délibéré et conclud que lesdictz sieurs commissaires seront d'abondant requis, par ledict syndic, d'expédier et randre ladicte procédure soubz les conditions cy-dessus mentionnées, de leur fournir comptant ladicte somme de 1,000 escus, ou bien 1,200 escus à mettre dans l'estat des debtes ; et en cas qu'ilz ne le feroient dans trois mois, que ledict syndic, suivant le reiglement et ordre général de la province, se retirera devers MM. les commissaires, présidens pour le Roy, aux Estatz généraulx de Languedoc, pour estre par eulx procédé à la vérification desdictz debtes, et après, sur leur advis obtenu de Sa Majesté et nos seigneurs de son Conseil, les provisions sur ce nécessaires, ainsi qu'il est accoustumé. Néantmoins, pour oster ausdictz sieurs Delhon et de Gallières tout prétexte de nouvelle excuse,



qu'il leur sera escript, de la part de l'assemblée, à chacun séparément, pour les prier d'expédier et randre ladicte procédure sans aultre dilation. Et en cas qu'ilz ne le feroient, que ledict syndic, par acte publicque, leur fera les réquisitions et protestations sur ce requises et nécessaires, pour, à leur refus, se pouvoir plus valla-blement retirer devers lesdictz sieurs commissaires, présidens ausdictz Estatz généraulx.

Sur la lecture faicte d'ung contract d'accord et transaction passé le 5<sup>e</sup> décembre dernier, receu par M. Anthoine Leblanc, notaire royal de Florac, entre ledict syndic dudict pays de Gévaudan, suivant le pouvoir à luy donné par MM. les commis et depputéz dudict païs, par délibération du 17<sup>e</sup> novembre dernier, d'une part, et les procureurs, consulz et députez de Florac, Barre, Vebron, Molezon, Beasse-Canourgue, Balmes et Rousses, Saint-Laurens-de-Trève, Bédouesc, Coqurès, Grizac, Fraissinet, Saint-Flour-du-Pompidour, Le Bousquet, Saint-Martin-de-Lansuscle, Cassanhas, Les Balmes et Le Prunet, d'aulture part. Par lequel contract, entre aultres choses, a esté renoncé aux procès pendans en la Cour des Aydes, à Montpellier, entre lesdictes parties, par le moyen des appellations interjectées par les habitans des Cévennes, des assiettes et départemens faictz sur ledict diocèze ez années 1603, 1604 et 1605, comme aussi des assiettes faictes es mois de mars et avril 1617, de trente mille livres, d'une part, et de trente mille livres d'aulture, par commission de Mgr le duc de Montmorancy, gouverneur et lieutenant général pour le Roy en Languedoc, prétendans, lesdictz des Cévennes, debvoir estre deschargés de plusieurs parties couchées esdictes assiettes, pour avoir souffert une incroyable despence aux passaiges des trou-



pes qui venoient de Languedoc en ce diocèse, qui avoit du tout incommodé ledict quartier des Cévennes, de sorte que par ce moyen, ilz disoient estre en voye de deschargement. Ledit syndic dudict diocèse insistant au contraire. D'avantaige a esté accordé entre lesdictes parties que les habitans et contribuables desdictes parroisses et communaultez des Cévennes et bas Gévaudan, seront tenuz payer et satisfaire au receveur dudict diocèze, qui sera en charge à la présente assiette et aux termes des tailles de la présente année, tous et chascuns les deniers deubz de restes, par les communaultés et parroisses cy-dessus exprimées de leurs quottités des impositions des années 1603 et 1605, à la charge qu'ilz demeureront entièrement quittes de toutes restes qu'ilz pourroient devoir, de l'année 1604, ensemble des fraiz et dilligences et taxatz obtenuz contre eulx par les receveurs de ladicte année 1604, à quoy que le tout se puisse monter. Pareillement les susnommés consulz, sindicz et depputés, au nom qu'ilz procèdent, payeront entièrement à semblables termes que dessus leurs quottités et portions de la susdicte imposition de 30,000 livres, comme conceue et faicte pour le service du Roy et pour les communs affaires du diocèze. Et pour le regard de celle de 25,000 livres, ledict sieur syndic a promis, au nom dudict pais, tenir aussi entièrement quittes, les susnommés et leurs parroisses et communaultez, de leurs quottités, à peine de tous despans, dommaiges et interestz ; de quoy ledict syndic se charge, en considération des despans, dommaiges et interestz et foulles souffertz par lesdictes communaultés, à cause du passage des gens de guerre dans ledict pais durant ladicte année et pour toute aultre sorte et nature de prétentions et demandes desduictes



par leurs griefz au discours du procès ; le tout sans préjudice ny dérogation aulcune des arrestz de reiglement donnez par ladicte Cour des Aydes, entre ledict syndic et ledict pays des Cévennes et bas Gévaudan. mesmes de celluy de l'année 1592. De plus a esté accordé que les susnommés et leurs communaultés seront quittes et deschargés de leurs quotités de la somme de 100 livres, descendant de six taxatz obtenuz de ladicte Cour des Aydes par le greffier dudict diocèze, à cause des expéditions et remizes des procédures par luy faictes à leur instance, depuis l'année 1609, à icelle somme compris les fraiz de certains exploictz et dilligences faictes pour avoir payement desdictz taxatz, et ce toutesfois sans conséquence pour les aultres fraiz desdictz procès ; lesquels, chascune des parties seront tenues de payer comme les concerne.

Seront en oultre lesdictes parties respectivement, chascune comme le regarde et ceux que ne font apparoir descharge des parroisses susnommées faire ratifier le présent contract, scavoir : ledict syndic aux présens Estatz, et lesdictz consulz et procureurs, dans deux mois prochains, et envoyer l'acte de ladicte ratification. Après que lecture a esté pareillement faicte en ladicte asssemblée, de la délibération desdictz sieurs commis cy-dessus mentionnée, lesdictz Estatz ont unanimement ratifié et approuvé ledict contract d'accord, selon sa forme et teneur, à la charge d'estre pareillement ratifié par lesdictes parroisses et satisfait par elles du contenu d'icelluy. Et d'autant que ledict syndic a faict entendre à ladicte asssemblée que les parroisses restantes dudict païs des Cévennes, non comprises au susdict contract, sont portées de pareille volonté à demeurer d'accord,



comme les aultres, avec ledict diocèse, pour raison des susdictz procès, et luy ont mandé qu'ilz enverront à cest effect dans peu de jours leurs procurations et depputés ; a esté conclud et arresté que lesdictes procurations seront de mesmes receuz à traiter avec lesdictz sieurs commis, depputés et sindic dudict diocèze. Et en cas que l'accord ne pourroit estre fait et résolu, est enjoinct audict sindic, après la closture de l'assiette, d'aller à Montpellier pour poursuivre le jugement dudict procès en ladicte Cour des Aydes.

Dudict jour, vingt-huictiesme janvier, de relevée.

Noble Claude de Brunenc, sieur de La Corniliade, s'est présenté comme envoyé de M. de Sévérac ; et, sa procuration leue, a esté receu après avoir presté le serement accoustumé.

S'estant aussi présenté noble Trophime de Seguin, sieur de La Combe, comme envoyé de M. d'Arpajon, a esté pareillement receu après sa procuration leue et le serement par luy presté, sans préjudice néantmoins de l'ordre et reiglement des Estatz généraulx de Languedoc, par lequel, ung seigneur qui possède plusieurs terres, chascune d'icelles ayant droict d'entrée et voix délibérative ausdictz Estatz, ne peult avoir qu'une seule voix, pour tout en iceulx ny en son absence y envoyer qu'ung seul député.

Sur la plainte que le sieur de Fumel, sindic dudict pais, a représenté luy avoir esté faicte par le sieur Jacques Mestre, de la ville de Sommières, se disant fermier de l'équivalent dudict diocèze, pour le trienne prochain, de ce que M<sup>e</sup> Jean Pouget, merchant, de la ville de Maruejolz, venant en ceste ville, pour s'obliger



et randre caution des deniers de la ferme dudict équivalent, a esté constitué prisonnier pour quelque debte civil, ce qui donne de l'empeschement aux affaires du Roy, sur le faict dudict équivalent, qui est privillégié et par conséquent les personnes venans aux présens Estatz pour le cautionnement de ladicte ferme, doibvent jouir de la mesme assurance et liberté que font les sieurs députés desdictz Estatz soit en venant, séjournant ou s'en retournant ; icelluy syndic requérant estre délibéré sur ladicte plainte ; a esté conclud et arrêté, après que ladicte asssemblée a esté deuement certifiée ledict emprisonnement avoir esté faict pour debte civil et que ledict Pouget venoit exprez en ceste ville de Mende pour faire ledict cautionnement, et attendu qu'il s'agist des affaires du Roy et conservation des privilèges desdictz Estatz, que ledict Pouget demeurera eslargi dudict emprisonnement ou arrestation de sa personne, pour ceste fois, saulf l'honneur et respect deub à MM. de la justice, de l'autorité desquelz ladicte arrestation avoit esté faicte.

S'est présenté sieur Jacques Mestre, habitant de Sommières, disant que la ferme du droict de l'équivalent, du diocèse de Mende, pour le trienne prochain, luy auroit esté délivré pour le pris et aux conditions mentionnées en son bail qu'il a en main, et parce que l'une d'icelles entre autres l'oblige de cautionner devant ceste asssemblée, pour la seureté des deniers de ladicte ferme, il nomme et offre bailler pour cautions M<sup>e</sup> Philip Merimond, marchand, bourgeois de la ville de Pézénas ; noble Jean de Barbut, escuyer, habitant de la ville de Sommières ; M<sup>e</sup> Pierre Escudier, receveur des tailles audict Pézénas ; sire Jean Pouget, marchand, de la ville de



Maruejolz. Requérant qu'il pleust à ladicte asssemblée les recevoir ainsi qu'il est accoustumé. Sur quoy lecture faicte du bail de ladicte ferme, ensemble des articles accordés aux Estatz généraulx derniers tenus audict Pézénas, sur le faict dudict équivalent, et notamment le neufvième desdictz articles, par lequel est expressément porté que les fermiers particuliers des diocèses seront tenus bailler leurs cautions de personnes suffizantes et capables, résidens et domiciliez dans lesdictz diocèses ; et après que l'affaire a esté mis en délibération, agité et meurement considéré et trouvé que les dessusnommés ne sont suffizans ny capables pour ledict cautionnement. pour les causes et raisons desduictes en l'assemblée, oultre que de tous il n'y en a qu'un seul résident et domicilié dans ce diocèse ; a esté conclud et arresté, conformément auxdictz articles desdictz Estatz généraulx que, ledict Mestre sera tenu bailler cautions de personnes suffizantes et capables, resseantes et domiciliez dans ledict diocèse, autrement à faulte de ce faire au présent lieu dans demain, avant midi, sera procédé à la folle enchère de ladicte ferme sur ledict Mestre ; auquel à ceste fin le syndic dudict diocèse fera notifier la présente délibération.

Sur ce que M. de Morangiez a représenté que l'année passée les Estatz ayant jugé nécessaire, pour le bien du service du Roy et la conservation du païs en son obéissance, de donner moyen à M. le marquis de Portes, lieutenant de Sa Majesté audict pays, de supporter les despenses extraordinaires qu'il luy convient faire en ladicte année, pour tenir le païs en seureté, et ce faisant, luy continuer la gratification qui luy avoit esté auparavant accordée, il ne doute aucunement que, subsistant les



mesmes causes et considérations, comme elles sont plus urgentes que cy-devant ; ceste asssemblée ne vueille aussi prudemment pourveoir aux mesmes despences qu'elle a faict par le passé, tout ainsi qu'il peult véritablement asseurer lesdictz Estatz, que le zèle et l'affection dudict seigneur marquis, envers le païs, ne sont aucunement descheuz, mais au contraire redoublez, pour, en faisant randre à Sa Majesté l'obéyssance qui lui est deue, maintenir ses bons et fidelles sujetz en repos et tranquillité, comme il a faict jusques icy, sans y espergner ny ses moyens ni sa propre vie. Ce qu'ayant esté mis en délibération et considéré les despences extraordinaires ausquelles, de nécessité, la continuation de ces troubles et mouvemens vont obligeant ledict seigneur marquis, pour la protection du païs contre les rebelles à sadicte Majesté et perturbateurs du repos public ; a esté conclud et arresté d'accorder audict seigneur de Portes, pour ceste année, sans tirer à conséquence à l'advenir, la somme de 6,000 livres tournois ; laquelle MM. les commissaires de l'assiette sont requis voulloir asseoir et despartir sur le général dudict païs et diocèze la présente année ; et qu'à cest effect seront obtenues, de Sa Majesté, les provisions nécessaires, portant permission d'en faire l'imposition.

Et estant, ledict sieur de Morangiez, revenu à ladicte asssemblée et luy ayant, mondict seigneur le président, faict entendre que les Estatz recognoissans la continuation de la bonne volonté de mondict sieur le marquis envers le païs, cela les auroit obligés, avec l'occurrence de ces mouvemens, à luy continuer la mesme gratiffication que l'année dernière ; le sieur de Morangiez en auroit remercié lesdictz Estatz, au nom dudict seigneur,



avec assurance qu'il demeurera d'autant plus fortifié en la résolution et bonne volonté qu'il a de protéger le pays et luy procurer tout le soulagement que se pourra en général et en particulier.

Sur la réquisition faicte par le sieur Pascal Gaude, bailly et envoyé de M. de Montauroux, de voulloir pourvoir à la repparation du pont de Souilletz, comme estant grandement nécessaire pour la commodité du commerce; a esté conclud et arresté que, le syndic et greffier dudict païs, faisant la visite des pontz dudict diocèse, suivant la visite des précédentes assamblées des Estatz, se porteront audict lieu de Souilletz, pour vériffier ce qui est dudict pont de Souilletz, et en faire leur rapport à la prochaine assamblée, pour après y estre pourveu, ainsi qu'il appartiendra.

Le sieur du Villeret de Bressolles a représenté à l'assamblée qu'entre les singularitez dont la nature a voulu orner ce diocèze, celle de la propriété et vertu singulière des eaulx chaudes du bain de Baniolz, pour la guérison de plusieurs et diverses maladies, demeure grandement recommandable en l'antiquité de l'édifice et bastiment qui est à la source desdictes eaux, construitz pour la commodité des malades, tesmoigne l'affection et le zèle de nos prédécesseurs, à conserver une chose si utile au publicq; néantmoingz, comme il n'y a rien en ce monde qui ne souffre quelque changement ou altération par succession du temps, il seroit arrivé depuis quelques années que lesdictes eaux seroient aulcunement descheues de leur première faculté, soit à cause de quelques nouveaux édifices de maisons particulières, naguères construictes aux environs desdictz bains, les fondemens desquelles peuvent avoir faict dériver quelques sources



d'eaux froides dans lesdictz bains, ou bien par quelque aultre moyen incognu ; ce qui auroit obligé les Estatz du pays, il y a quelques années, de prendre la délibération que la recherche en seroict faicte pour y estre pourveu. Mais cela seroict demeuré sans effect et lesdictz bains en aussi mauvais estat qu'auparavant. Et parce que faisant la pluspart du temps son habitation audict lieu de Baniolz, ces manquemens luy sont plus notoires qu'à tout aultre, il a estimé estre obligé, par debvoir de compatriote, d'en advertir lesdictz Estatz pour y pourvoir, avant que la ruyne totale desdictz bains arrive, laquelle se peult esviter par une curieuse recherche de la cause de ladicte altération, pour y porter le remède convenable, après lequel se pourroient faire quelques aultres adjancement, comme d'ung petit pont sur la rivière, d'une chapelle et ung petit logis pour les pauvres ; outre qu'il estime que lesdictes eaux estant bien recherchées et recueillies, il y en auroit à suffizance pour remplir le second bain qui souloit servir séparément, le temps passé, pour les femmes, choses qui donneroient une grande commodité aux malades et rendroient lesdictz bains beaucoup plus fréquentez qu'ilz ne sont. En faveur de quoy, ledict sieur du Villeret, en son particulier, auroit offert la place pour faire ladicte chapelle et de s'employer en tout ce qu'il pourra, pour l'avancement d'ung si bon œuvre. Sur quoy, après avoir esté remercié, de la part de l'assemblée, de ses offres et bonne volonté, veu aussi les délibérations prinsez sur ce mesme subject ez années 1609 et 1611, et ouy le sieur de Fumel, syndic dudict pays, qui a dict avoir mis en justice ung nommé Ruffy, de Baniolz, pour le faire condempner à réparer et remettre ledict bain en son premier estat,



pour estre ladicte altération arrivée, comme l'en croit, à cause du bastiment, par luy nouvellement faict, d'une maison près la source dudict bain ; mais que ledict Ruffy estant mort pendant le procès, la poursuite, à ceste occasion, en auroit esté interrompue. A esté conclud et arresté que ledict sindic et le greffier dudict pais, faisant la visitation des ponts du diocèse, suivant la charge que leur en a esté donnée par les Estatz, procéderont à la vérification desdictz bains, et à ceste fin y appelleront les ouvriers et aultres personnes qu'ilz jugeront nécessaire à ceste action, et du tout feront leur rapport à la prochaine asssemblée, pour icelluy veu, en estre délibéré plus amplement.

Sur ce qui auroict esté proposé par mondict seigneur le président que, le jour d'hier, ayant esté prins délibération en la présente asssemblée, par laquelle, en cas qu'il arrivast quelque trouble ou mouvement nouveau, qui obligeast ce diocèse à pourveoir promptement à la deffense, conservation et seuretté d'icelluy, MM. les commis, sindic et depputés sont chargés d'en tenir incontinant advertiz Mgr de Montmorancy et M. le marquis de Portes, avec humble supplication d'y pourveoir, selon qu'ilz verront estre nécessaire, il semble y avoir quelque manquement pour n'y estre faicte aulcune mention des préparatifs convenables et requis en telles occurrences, comme achept d'armes, pouldres et aultres munitions de guerre, affin qu'à faulte de ce, l'on ne se trouvast prévenu et surpris des ennemis, avant que l'ordre et commandement desdictz seigneurs gouverneurs fust arrivé. Ce qu'ayant esté considéré par ladicte asssemblée, après avoir entendu la lecture de ladicte délibération, a esté conclud et arresté que, arrivant quelque nouveau sujet



de trouble et remuement qui peult donner quelque appréhension de mal à ce diocèse, lesdictz sieurs commis, depputés et sindic, oultre l'advis qu'ilz sont tenus donner ausdictz seigneurs gouverneurs, sont chargez de convocquer, en ceste ville, une petite asssemblée, composée du sieur baron de tour et quelques aultres des principaulx de la noblesse, ayant voix aux Estatz, telz qu'ilz adviseront et s'ilz sont dans le païs pour estre promptement assamblés, ensemble des consulz des principales villes, sy faire se peult, pour, tous ensemble, pourveoir au recouvrement des armes, munitions de guerre et aultres choses et moyens nécessaires pour la conservation et seureté du païs, attendant l'ordre et commandement desdictz seigneurs, affin que, par faulte de ce, il n'en arrivast quelque inconvenient et détriment audict pays.

Du vendredy, vingt-neufviesme dudict mois de janvier, du matin, en ladicte asssemblée, environ huict heures.

Le sieur de Fumel, sindic dudict diocèse, a exposé qu'ayant dès hier faict notiffier au sieur Jacques Mestre, de Sommières, fermier du droict de l'équivalent de ce diocèse, pour le trienne prochain, la délibération qui fut prise en ladicte asssemblée ; par laquelle, conformément aux articles accordés par les Estatz généraulx sur le faict de l'équivalent, à faulte de bailler, par ledict Mestre, dans ce jourd'huy, avant midi, cautions pour la seureté de ladicte ferme, de personnes suffizantes et capables, resseans et domiciliez dans ledict diocèse, il seroit procédé sur luy à la folle enchère de ladicte ferme. Ledit Mestre luy auroict ce jourd'hui nommé deux aultres per-



sonnes, oultre les précédans, assavoir : Pierre Daudé, du village de Châteauneuf, et Jean Richard, de la ville de Florac, lesquelz ledict Mestre a requis estre receuz comme résidens dans ledict diocèse, suffizans et capables. Sur quoy, ayant esté délibéré et trouvé par le tesmoignaige des consulz et aultres habitants desdictz lieux et des circonvoisins que ledict Daudé, originaire de la ville de Montpellier, s'est puis quelque temps marié audict Châteauneuf et n'a aucuns biens de son chcf, ains ceulx qu'il possède appartiennent à sa femme et que ledict Richard, de Florac, est un pauvre cousturier; a esté conclud et arrêté, attendu leur insuffizance et incapacité, que, conformément ausdictz articles généraulx, ladicte ferme dudict droit de l'équivalent dudict diocèse de Mende, pour ledict trienne prochain, sera publiée à la folle enchère sur ledict Mestre et délivrée à celluy ou ceux qui feront la condition meilleure. Et d'autant que l'affaire pourroit retenir la compagnie trop longement, lesdictz Estatz, pour esviter à fraiz et despens, ont donné et donnent pouvoir à MM. les commis, députés et sindic dudict pays, de procéder, avec MM. les commissaires de l'assiette, au bail et délivrance de ladicte ferme, à la folle enchère dudict Mestre, conformément ausdictz articles, le tout pour la seureté desdictz deniers de ladicte ferme et à la descharge et soulagement dudict diocèse.

Sur la réquisition faicte par M. Pierre Rodés-Castain, avocat, de la ville de Maruejolz, de luy faire payer la somme de 2,000 livres à luy due par ledict diocèse, par transaction passée avec luy le 21<sup>e</sup> jour du mois de mars 1619, disant que l'année passée le diocèse luy fit payer les interest, de la continuation desquelz il se con-



tenteroit si les créanciers du feu sieur du Montet, son beau-père, ne le vexoient et faisoient décréter son bien, pour le principal. Veu par ladicte asssemblée ledict contract d'accord et ouy le syndic dudict diocèse, a esté conclud et arresté que MM. les commissaires de l'assiette seront requis imposer, sur le général dudict diocèse, la somme de 100 livres, pour restes et entier payement de 250 livres, à quoy reviennent les interestz de ladicte somme de 2,000 livres, pour deux années, qui escheront au mois de mars 1622, selon le calcul qui en a esté sur ce faict en ladicte asssemblée.

Sur la requeste verbalement faicte par le second consul de la ville de Maruejolz, à ce qu'il pleut à l'assemblée, continuant ses charitables aulmosnes, octroyer quelque somme de deniers, pour ayder à la reparation des églises dudict Maruejolz, qui ont esté ruynées et démolies par l'injure des guerres, assavoir : celle de Notre-Dame-de-la-Carce, qui est la parrochiale, et celle des couventz des Pères Jacobins et Cordelliers de ladicte ville, comme aussi pour la réparation de l'hospital dudict Maruejolz et de l'église et couvent des Chambons, proche de ladicte ville. Veu les délibérations et assiettes des dernières années, a esté accordé, d'ung commun consentement, à chascune desdictes églises et couventz et audict hospital, la somme de 100 livres, payable en deux années également, assavoir : la moitié ceste année et le reste l'année prochaine. Auquel effect MM. les commissaires de l'assiette seront requis en faire l'imposition, à la charge que les deniers ne pourront estre divertis ny employés à aultres uzaiges, et le tout sans conséquence à l'advenir.

Et sur aultre requeste aussi verbalement faicte par



M. l'envoyé du Chappitre de l'église cathédralle de Mende, à ce que, pour les mesmes considérations de la démolition et ruyne advenue par l'injure des guerres des églises et couvent des Pères Carmes et Cordelliers de ladite ville de Mende, comme aussi de l'hospital de ladite ville, et attendu qu'ilz n'ont pour ce regard resseny les charitables effectz de la dévotion et piété de ceste asssemblée, ores qu'ilz ayent esté longuement constituez en pareille nécessité que ceulx dudict Maruejolz, il pleut à ladite asssemblée, leur octroyer la somme de 200 livres, pour estre employée à la réédification et réparation desdictz lieux. Après que vérification a esté faicte n'avoir esté cy-devant imposé aulcune chose pour lesdictes réédifications et réparations desdictes églises et couventz. Et pour le regard de l'hospital de ladite ville de Mende, ruyné pour la construction de la citadelle faicte en ladite ville, y avoir arrest de la Cour des Aydes, contradictoirement donné, par lequel ledict diocèse est condempné en la somme de 5,000 livres pour la réédification dudict hospital; a esté unanimement accordé, à chascun desdictz deux couvents, la somme de 300 livres, payable la présente année, à l'effect de ladite réparation, sans conséquence, et à la charge de ne pouvoir estre employée à aultres uzaiges. Et pour ce qui touche ledict hospital, que les intherestz de ladite somme de 5,000 livres, portée par ledict arrest, seront payés au syndic des pauvres dudict hospital, et à ceste fin, imposés la présente année, comme aussi la somme de 600 livres pour lesdictz deux couventz, par MM. les commissaires d'icelle, à la réquisition desdictz Estatz.

De mesmes seront, lesdictz sieurs commissaires, requis imposer la somme de 100 livres tournois, par moitié la



présente année et la prochaine, accordée par lesdictz Estatz aux Pères Cordeliers de la ville de Saint-Chély, pour la réparation de leur église, sans conséquence, comme dessus ny divertissement des deniers.

Et d'aültant qu'il importe de reigler le grand nombre de demandes qui se font ordinairement ausdictz Estatz particuliers par plusieurs et diverses personnes, pour subvenir aux réparations des églises et aultres œuvres de piété ; a esté conclud et arresté, conformément aux délibérations des Estatz généraulx que, dorenavant ausdictz Estatz particuliers ne sera receue aulcune requeste touchant les œuvres de piété, si elle n'est présentée par le sindic dudict diocèse et à son rapport, et pour le lieu seullement dans lequel les Estatz se tiendront lors.

Le sieur Armand, lieutenant, audict diocèse de Mende, de M. le prévost général de Longuedoc, a faict particulier récit à l'assemblée, des captures et exécutions par luy faictes en l'exercice de sa charge durant l'année passée, et en a exhibé son verbal ; requérant les Estatz qu'il leur pleust avoir agréable le service qu'il a rendu au Roy et au pays ; et affin qu'il le puisse continuer avec plus grand effet, luy augmenter le nombre de ses archers, comme très-nécessaire, pour réprimer et tenir en crainte plusieurs personnes qui, soubz prétexte et à la faveur de ces fréquentz mouvemens, se donnent plus librement la licence de commettre une infinité de crimes et maléfices, desquelz ilz se promettent l'impunité. Sur quoy a esté conclud et arresté n'y avoir lieu ny moyen d'augmenter le nombre d'archers audict prévost, saulf à luy de prendre main forte, la nécessité le requérant.

Et sur l'exposition faicte par ledict sieur Armand, lieutenant susdict, de ce que, à l'instance de MM. du siège



présidial de Nismes, il est tousjours poursuivy et pareillement son greffier, de remettre, devers ledict siège, les procédures par luy faictes en l'exercice de sa charge, pour y estre jugées, nonobstant les Lettres patentes du Roy, vérifiées en la Cour de parlement de Tholoze, portant attribution aux officiers du siège de Bailliage de Gévaudan; du jugement en dernier ressort des matières criminelles de la jurisdiction dudict prévost. Veu par l'assemblée les précédentes délibérations des Estatz sur ce mesme sujet, mesmes celle du XVI<sup>e</sup> may 1618; a esté conclud et arresté que, le sindic dudict diocèse, conformément à ladicte délibération, prendra le faict et cause pour lesdictz lieutenant de prévost et greffier en ladicte prévosté ou son subztitut, et les relèvera de tous despans, dommaiges et intérestz qu'ilz pourroient encourir, conformément à ladicte délibération. A esté par mesme moyen conclud et arresté que ledict sieur Armand sera exorté n'excéder les limittes de sa charge et jurisdiction en la capture d'aultres criminelz que de ceulx de son gibier, pour ne confondre et faire préjudice aux justices ordinaires du pays.

Sur le rapport faict à l'assemblée par le sieur de Fumel, sindic dudict diocèse, du contenu en la délibération prinse le 6<sup>e</sup> jour de septembre dernier, par MM. les commis et depputés dudict pays de Gévaudan et diocèse de Mende, par laquelle et pour les causes et considérations y mentionnées, auroit esté conclud et arresté, soubz le bon plaisir des Estatz particuliers dudict pays, de permettre à M<sup>e</sup> Michel Armand, notaire royal, l'exercice de la charge de lieutenant, audict diocèse, de M. le prévost général de Languedoc, en l'absence de M. Estienne Armand, son père, commis depuis longues années à



l'exercice de ladicte charge, après toutesfois que ledict Armand, filz, aura obtenu commission dudict sieur prévost général et presté le serement requis et accoustumé, entre les mains du sieur président desdictz Estatz, selon qu'il est porté par ladicte délibération ; de laquelle, après avoir esté faicte lecture en ladicte asssemblée et meurement considéré les motifz d'icelle, tendans au bien de la justice, à la seureté du pays et au repos et soulagement d'icelluy ; lesdictz Estatz ont approuvé, ratifié et émologué la susdicte délibération selon sa forme et teneur, et en tant que bezoing seroit, ont nommé et nommé audict sieur prévost général, ledict M<sup>e</sup> Michel Armand à l'exercice de ladicte charge de lieutenant, en l'absence de sondict père, soubz les conditions néanmoins mentionnées en ladicte délibération et aultres portées par les délibérations, contenans nomination de sondict père et ses prédécesseurs, et par les actes de leur réception ez assambles desdictz Estatz et non autrement.

Lesdictz Estatz, observant leur ancienne coustume, touchant le tour des barons dudict diocèse, qui doivent assister chascune année aux Estatz généraulx de Languedoc, ont déclaré que le seigneur baron de Florac doit entrer en son tour, pour aller ausdictz Estatz généraulx la présente année, comme succédant au tour du seigneur baron de Randon, qui est passé en la dernière asssemblée desdictz Estatz généraulx, tenus à Pézénas.

Finallement mondict seigneur de Mende, président, auroit dict l'occasion que l'assemblée avoit de louer Dieu, de l'union et bonne intelligence qui si estoit rencontrée, espérant unanimement à l'avancement du service du Roy et au soulagement du pays, de manière que,



pour comble de la bénédiction de Dieu, ne reste à désirer que la paix, non-seulement entre les hommes, mais aussi celle des hommes avec Dieu. Laquelle il l'a supplie voulloir pour jamais eslargir à ce pauvre pays ; et sur ce il a donné sa bénédiction à ladicte asssemblée, ainsi qu'il est de bonne et louable coustume. Et ce faict, lesdictz Estatz se sont séparez.

---

1622

*Les commissaires de l'assiette. — Discours de Mgr l'évêque président des Etats. — Rôle des membres de l'assemblée. — Motifs qui empêchent le marquis de Portes de se rendre en Gévaudan. — Votes de remerciements pour l'intérêt qu'il prend au pays. — Ordonnance de Mgr de Montmorency, au sujet des désordres qui régnaient dans divers diocèses du Languedoc. — Différents entre les envoyés des prétendants droits à la baronnie de Peyre. — Dépenses pour levées de gens de guerre à vérifier. — Admission de divers députés. — Sommes à imposer, demandées par M. d'Entraigues, bailli de Gévaudan, pour avances par lui faites pendant les troubles. — Opposition de MM. des Etats comme n'étant le pays tenu à cette dépense. — Somme de 5,335 livres 9 sols 2 deniers, à imposer par le diocèse, pour entretien de gens de guerre. — Vérification des demandes faites par les gentils hommes qui ont secouru le diocèse, pour s'opposer aux rebelles, qui étaient venus fondre sur Florac. — Etat des sommes allouées à diverses personnes qui ont*



souffert du passage des gens de guerre. — *Etat des dépenses faites par M. d'Etraigues, à vérifier.* — *M. de Polignac, créancier du diocèse.* — *Gratification à accorder à M. de Langeat.* — *Nouvelles réquisitions de M. d'Entraigues ; le pays lui accorde 1,500 livres.* — *Allocation de 500 livres à M. le baron du Tournel.* — *Don de 1,000 livres pour la construction de l'église et du couvent des Capucins de Mende.* — *Observation du règlement donné par Mgr de Montmorency, au sujet des troubles qui ont eu lieu dans la province.* — *Infraction à ce règlement par les habitants du Bleymard.* — *Gratification à M. le marquis de Portes.* — *Observations de M. d'Entraigues, au sujet de la garnison de Marvejols.* — *Etapas et fournitures de vivres.* — *Etat des dépenses à vérifier.* — *Impositions pour l'entretien de sept cents hommes de guerre et pour achat de munitions.* — *Poursuite contre l'assassin de M. de la Rouveyrolle.* — *Admission de M. Michel Armand pour lieutenant de prévôt à la place de son père.* — *Requête des archers de la prévôté.* — *Désignation du baron de tour.* — *Vérification des demandes et requêtes présentées aux Etats.*

L'an 1622 et le mardy 5<sup>e</sup> jour du mois d'avril, environ neuf heures du matin, en la ville de Mende, et dans la salle haulte des maisons épiscopales, se sont assemblez les gens des trois Estatz du païs de Gévaudan et diocèse de Mende, suivant le mandement de nos seigneurs les commissaires qui ont présidé pour le Roy aux Estatz généraulx de Languedoc, dernièrement tenus ez villes de Béziers et Carcassonne. En laquelle asssemblée, estant venus M. de Morangiez, commissaire principal de l'assiette dudict diocèze ; M. M<sup>e</sup> Urbain Dumas, conseiller



de Sa Majesté et juge au bailliaige de Gévaudan ; M<sup>e</sup> Jean Roux, contrôleur, pour sadicte Majesté, des tailles audict diocèse, 1<sup>er</sup> consul de ladicte ville de Mende ; sire Gilbert Gardès et André Fontunie, merchans, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consulz d'icelle ville, et M. Jean Aldin, docteur ez droictz, 4<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejolz, commissaires ordinaires de ladicte assiette. Ledict sieur de Morangiez a dict que les commissions qui luy ont esté adressées et à MM. ses collègues, par nos seigneurs les commissaires présidens pour sadicte Majesté ausdictz Estatz généraulx de Languedoc contiennent si particulièrement les sommes qui ont esté accordées à Sa Majesté par ladicte assemblée, et les justes causes et considérations dont elle y a esté portée, que ceste compagnie n'en sauroit estre mieulx informée que par la lecture desdictes commissions, ny davantaige excitée à l'exécution d'icelles, que par l'exemple desdictz Estatz généraulx ; ce qui l'empesche, avec la cognoissance qu'il a de la dévotion et fidélité au service de sadicte Majesté, de ladicte compagnie, d'uzer de plus long discours envers elle, pour penser l'obliger davantaige à une action si importante, utile et nécessaire, au bien du service de Sa Majesté et de l'estat général de ce royaume et particulièrement de la province de Languedoc, estant de sa part bien marry de n'avoir heu moyen plustôt de se rendre en ce pays pour vacquer au faict de ladicte commission, en ayant esté retenu par l'espérance principalement que M. le marquis de Portes, lieutenant, pour Sa Majesté audict pays, luy donnoit de pouvoir, selon son désir, s'acheminer bientost par deça, comme il eust faict, sans l'express commandement de Mgr de Montmorancy, qui l'a obligé de demeurer encores quelques temps près de luy,



pour des occasions très-importantes au service de sadicte Majesté, en ladicte province, espérant néantmoins réparer ce manquement dans peu de jours et continuer à tout le pais les tesmoignaiges de son affection à la conservation et soulaigement d'icelluy. Sur quoy, après la lecture qui a esté faicte en ladicte asssemblée desdictes commissions, Mgr de Mende, comte de Gévaudan, conseiller au Conseil d'Estat de Sa Majesté et président desdictz Estatz, a représenté à la compagnie que, par la teneur desdictes commissions, se voit clairement comme l'ayde et secours demandé par le Roy et accordé par les Estatz généraulx de ladicte province, ne tend à áultre fin qu'à maintenir l'autorité de Sa Majesté contre les pernicieux desseins des rebelles, ennemys du repos publicq, de la justice et de toute bonne police, ainsi que sadicte Majesté a desjà très-bien commencé, ayant réduit ung grand nombre de villes et places en son obéissance, l'année dernière ; et fault espérer de la grâce de Dieu qu'il continuera les effectz de ses saintes bénédictions et louables et justes résolutions de Sa Majesté, que, si la divine bonté a permis quelque relasche ausdictz rebelles, c'est pour leur donner temps de recognoistre leurs faultes et se convertir ; mais enfin s'ilz se rendent obstinez et indignes de sa miséricorde, la rigueur de sa justice les saura bien trouver, quoyqu'ilz sachent faire ; qu'en ceste entreprise et action de sadicte Majesté qui regarde la querelle de Dieu, la conservation du Roy, celle des propres vies et biens de ses bons et fidelles subjectz et le repos universel de cé royaume, tous les ordres d'icelluy doivent coopérer et contribuer, chascun de sa part, selon son pouvoir. Les ecclésiastiques, les larmes, prières et oraisons et encores leurs moyens,



comme l'assemblée générale du clergé a faict une notable somme de deniers ; la noblesse ses soings, peynes et travaulx et sa propre vie, comme elle faict ; et le Tiers-Estat son industrie et moyens, et à ce, ilz sont d'autant plus obligez que l'on veoit journellement augmenter les cruaultez que lesdictz rebelles exercent en divers lieux de ce royaume et notamment ez provinces de Guienne et de Languedoc, que si ce diocèse s'en trouve plus deschargé que plusieurs aultres, c'est une grâce spéciale de Dieu, dont nous sommes d'autant plus obligez de le louer et bénir et particulièrement luy rendre actions de grâces pour la santé recouverte de Mgr de Montmorancy, qui est toujours porté d'une singulière bienveillance envers ce diocèse, fortifiée des continuelles faveurs et bons offices que mondict sieur le marquis de Portes daigne de randre, près de Sa Grandeur, à tout ce qui regarde l'avancement des affaires de ce païs.

Et incontinent après, le sieur de Fumel, syndic, a requis lesdictz sieurs commissaires de permettre la continuation de ladicte asssemblée, tant pour délibérer sur le faict desdictes commissions que sur les aultres affaires communs dudict païs et y donner l'ordre convenable, ainsi qu'il est accoustumé. Laquelle permission ayant esté par lesdictz sieurs commissaires accordée ausdictz Estatz, auroit esté à l'instant procédé à la lecture et vérification des procurations rapportées par les envoyés des consulz de l'assemblée, à laquelle se sont trouvés assistants, assavoir, pour l'Estat ecclésiastique : M. M<sup>e</sup> Jacques Pereyret, docteur en la faculté de Sorbonne, chanoine théologal de l'église cathédrale de Mende et envoyé du Chappitre de ladicte église ; M<sup>e</sup> Noël Pradel, chanoine et sacristain de l'église de Maruejolz, et envoyé de



M. d'Aubrac ; M<sup>e</sup> Pierre Enfruct, chanoine de ladicte église de Mende et envoyé de M. de Sainte Enymie ; M. Mathieu Fontanes, curé de Chirac, envoyé de M. des Chambons ; M<sup>e</sup> Aldebert Aldin, docteur ez droictz, envoyé de M. de Paliers ; M. de Saint Jean, commandeur de Gap-Francès, en personne. Et pour MM. les barons et Estat des nobles : noble Pierre de Pastorel, bailli des terres de M. le baron de Florac, estant en tour de baron la présente année, envoyé dudict sieur baron ; M<sup>e</sup> Jean Michel, bachelier ez droictz, lieutenant en la justice de la baronnie d'Apchier et envoyé dudict sieur baron d'Apchér ; M<sup>e</sup> Anthoine Aldin, docteur ez droictz, juge des terres de la baronnye de Peyre et envoyé du sieur de Tholet, pour le sieur baron dudict de Peyre ; noble Anthoine de Jurquet et d'Espinasse, sieur des Salelles, envoyé de M. le baron de Cénaret ; M. Pierre Borrelli, docteur ez droictz, sieur de Pelouze, juge des terres de la seigneurie du Tournel et envoyé de M. le baron dudict Tournel ; M. d'Alleret, bailly et intendant des terres du duché de Mercœur, envoyé pour la b<sup>a</sup>ronnie dudict Mercœur ; noble Gabriel de Chariel, sieur du Pouget, bailli et cappitaine en la baronnie de Randon et envoyé de M. le baron de Randon ; noble Anthoine de Nugiez, sieur de La Roche, envoyé de M. le baron de Canilliac ; M. Pascal Gaude, bailli des terres et jurisdiction de Montauroux et envoyé de M. de Montauroux ; M<sup>e</sup> Guillaume Bardon, docteur ez droictz, juge en la jurisdiction des terres de Mirandol et envoyé de M. de Mirandol ; noble Jean-Jacques de Columb, envoyé de M. de Portes ; M<sup>e</sup> Claude de Cavata, bachelier ez droictz et envoyé de MM. les consulz nobles de La Garde-Guérin. Et pour les Tiers-Estat : M. Jean Roux, contrôleur, pour le Roy, des



taïlles du diocèse de Mende ; Gilbert Gardès et André Fontunie, merchans, consulz de la ville de Mende ; M<sup>e</sup> Jean Aldin, docteur ez droictz, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejolz ; sire Jean Vidal, merchant et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Chirac ; Jean de La Falguière, sieur du Mazelet, 1<sup>er</sup> consul de la ville de La Canourgue ; sieur Jean Gras, merchant, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Saint-Chély-d'Apchier ; M<sup>e</sup> Pierre Merle, greffier et second consul de la ville de Salgues ; M<sup>e</sup> Bertrand Buffière, notaire royal, 1<sup>er</sup> consul de la ville du Malzieu ; M. Claude Simon, syndic de la ville d'Yspaniac ; M. Jehan Mercier, consul de Châteauneuf-de-Randon ; M<sup>e</sup> Aymar Roux, notaire royal et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Serverette ; M. Martin Merle, notaire royal et député de la ville de Langoigne ; Pierre Cairel, depputé du mandement de Nogaret.

Tous lesquelz assistans ont presté ez mains de Mgr de Mende, président, le serement accoustumé, de procurer de tout leur pouvoir le bien et advancement du service de Sa Majesté et le repos et soulagement du pauvre peuple, et ne révéler les secretz de l'assemblée.

Dudict jour, cinquiesme d'avril, en ladicte assemblée, de relevée, président en icelle mondict seigneur de Mende.

Est arrivé à ladicte assemblée M. de Picheron d'Entraigues, bailli de Gévaudan.

Seroict aussi entré dans ladicte assemblée M. Parlier, secrétaire de mondict seigneur le marquis de Portes, lieutenant pour le Roy, audict païs de Gévaudan, qui auroict présenté une lettre escripte, par mondict seigneur, à ladicte assemblée, dattée à Béziers, du 7<sup>e</sup> du passé, de laquelle a esté faicte lecture, contenant, entre



aultres choses, le regret qu'il a d'avoir esté cause du retardement desdictz Estatz, sans avoir moyen de profiter le contentement de leur pouvoir protester ou plustôt tesmoigner la suite des affections qu'il a au repos et soulagement du païs et à la conservation d'icelluy, ainsi qu'ilz pourront apprendre de la bouche de M. de Morangiez, son cousin, et comme la volonté de mondict seigneur de Montmorancy, qui lui avoit paru jusques icy favorable à son extrême désir, pour luy permettre de venir par deça, se trouvoit maintenant changée, non pour manquer d'affection et de soing pour ce païs, car il en conserve aultant qu'il s'en peult désirer, mais pour croire, comme il estime, avec raison, que la suffizance et affection de mondict seigneur de Mende, secondée de bonnes intentions de ladicte asssemblée, suffiroient, avec la cognoissance des volontés du Roy et de mondict seigneur de Montmorancy, dont ledict sieur de Morangiez se trouve chargé, pour faire trouver à ladicte asssemblée peu à dire à son arrest, près de sadicte Grandeur ; qu'il plaint grandement les foulles et despenses de ce païs et consent entièrement et sans réserve ny condition aulcune à tous les remèdes que l'assemblée jugera à propos de prendre pour leur soulagement, au moingz de celles qui ont esté faictes par l'ordre qu'il y a estably, par leur advis et désir ; car pour celles qui viennent du Roy ou de sadicte Grandeur, qui représente Sa Majesté ou bien desdictz Estatz généraulx, il n'en parle poinct, cognoissant les Estatz, aultant obéissans et respectueux que prudens ; les exortant néantmoins sur toutes choses, de préférer la seureté du païs à toute aultre incommodité et les conjurant de croire qu'il préférera tousjours leur bien à toute aultre satisfaction ; estimant n'en pouvoir avoir



de plus parfaites, que de leur tesmoigner, en général et particulier, sans espargner sa vie, le désir qu'il a d'employer tout ce qui deppend de luy pour la seureté et conservation du païs, remettant audict sieur de Morangiez à informer la compagnie de l'estat du général des affaires et de ses pensées sur les particuliers de cedit païs ; lesquelz néantmoins il remet à la prudence de mondict seigneur de Mende, auquel il exorte l'assemblée de déférer, comme à ung aultre soy-même, et aux bons advis de ladicte compagnie à laquelle il donne néantmoins espérance de la veoir dans peu de jours.

Sur quoy ledict sieur de Morangiez a représenté que la cause du retardement de la venue de mondict seigneur le marquis, a esté l'expres commandement qu'il a receu de Sa Grandeur de demeurer près de sa personne, sur les grandes et importantes occasions qui se présentent au bas Languedoc, pour le service de Sa Majesté, où mondict seigneur le marquis se trouve grandement utile et nécessaire, l'ayant néantmoins chargé de dire à la compagnie qu'il se repose entièrement aux soingz de mondict seigneur de Mende et à leurs prudens advis de résoudre ce qui sera du bien du païs et du service du Roy ; qu'ayant esté cy-devant faict, par mondict seigneur avec l'advis de MM. les commis du païs, ung estat des garnisons nécessaires en icelluy, il estime ne debvoir estre changé ; néantmoins, tendre principalement à ce qui est de la seureté et conservation du païs, soubz espérance que le Roy, venant à Lyon, dans peu de jours, comme l'on asseure, les affaires prendront quelques heureux progrès, qui retirera le pauvre peuple de tant de misères et calamités publiques. En suite duquel discours, mondict seigneur de Mende, au nom de l'assam-



blée, a remercié mondict seigneur le marquis de la continuation de ses soingz et tesmoignaiges de ses bonnes volontés ; lesquelles ladicte compagnie taschera, en général et particulier, de conserver chèrement par leurs plus humbles et fidelles obéyssances.

Sur ce que le sieur de Fumel, syndic dudict païs, a représenté que sur les plaintes faictes aulx Estatz généraulx par plusieurs députés en iceulx, des grandz désordres qui se commettoient quasi par tous les diocèses de la province, au préjudice du service de Sa Majesté et du bien des affaires publiques, Sa Grandeur auroict jugé nécessaire de faire dresser une ordonnance, portant règlement particulier sur tous les désordres, pour estre publié et observé en chascun desdictz diocèses, duquel, à la réquisition dudict syndic, a esté faict lecture en ladicte asssemblée, et conclud et arresté qu'il en sera expédié des coppies aulx consulz des villes dudict diocèse pour le faire publier en icelles et tenir la main à l'exacte observation d'icelluy sur les peynes y contenues.

S'est présenté à l'assemblée noble Pierre de Bressolles, sieur de La Bessière, lequel a remis une procuration de dame Barbe de Combret, dame de La Faurie, luy donnant pouvoir d'assister à la présente asssemblée, au nom de ladicte dame, comme baronesse de la terre et seigneurie de Peyre ; ayant par mesme moyen remys la coppie de certain arrest de la Chambre de l'Edict à Nérac, portant adjudication, par décret, au proffict de ladicte dame, de la moitié de ladicte baronnie, oultre les droictz à elle auparavant acquis sur l'autre moitié, requérant, au moyen de ce, qu'il pleust à l'assemblée le recevoir et donner séance en icelle, selon le rang que le



sieur baron de Peyre a accoustumé de tenir ausdictz Estatz. Au contraire le sieur Aldin, envoyé de M. de Tholet, insistant ledict arrest avoir esté obtenu par surprise et y avoir évocation de ceste instance en la Cour de parlement ; au moyen de quoy ledict sieur de La Bessière ne peut assister en ladicte qualité en ceste asssemblée, jointe qu'il a esté desjà receu et presté le serement pour ledict sieur de Tholet. Après avoir esté faicte lecture de ladicte procuration et de la délibération prise aux Estatz dudict pais, l'année dernière, sur semblable différend, ont esté nommez et depputez MM. Bardon, docteur en droictz, envoyé de M. de Mirandol ; de Jean, aussi docteur, envoyé de MM. des Chambons, et Baissenc, aussi docteur, consul l'année dernière de la ville de Mende, pour voir ledict arrest et aultres pièces et titres des parties pour en faire rapport demain matin à l'assemblée, pour, sur icelluy estre délibéré sur ledict différend, et cependant les parties s'abstiendront de l'entrée desdictz Estatz.

Sur ce que le sieur de Pumel, syndic, a représenté que plusieurs gentils hommes et aultres personnes estoient desjà arrivées en ceste ville, qui font instance d'estre remboursées et recognez des despens, fraiz, soingz et peines qu'ilz prétendent avoir employez pour le service du Roy et la conservation de ce pays en la levée des gens de guerre, ou autrement, sur l'occurrence de ces derniers mouvemens, mesmes depuis le mois d'octobre dernier, lorsque les rebelles, à Sa Majesté du pais des Cévennes, ayant fait ung grand armement, s'approchèrent de la rivière de Tar, pour la passer et entrer dans le diocèse pour le ravager ou y surprendre et forcer des places ; requérant qu'il pleust aux Estatz d'ouyr lesdictes demandes pour y pourveoir, s'il est raisonnable



ou en descharger le diocèze, attendu qu'ilz prétendent de demeurer icy aux despens d'icelluy. Ont esté nommez et depputés pour ouyr particulièrement lesdictes demandes et en faire rapport à l'assemblée demain matin, MM. le député du Chapitre de Mende ; l'envoyé de M. le baron de Tour et MM. les consuls de Mende, de Marvejols et Lengoigne, à l'assistance de MM. d'Entraigues, bailly de Gévaudan, commissaire ordinaire et de Mirandol.

Du mercredy, sixiesme jour dudict mois d'avril,  
du matin, en ladicte assemblée.

S'est présenté noble Louys Adam de Robert, sieur de Chasaulx, comme envoyé de M. de Saint Auban, pour assister en ladicte assemblée, en laquelle, après la lecture de sa procuration et le serement par luy presté, il a esté receu et donné place.

Pareillement a esté receu M. de Servièrès, en personne.

S'estant aussi présentez nobles Jean de Salles, pour M. de Sévérac ; Claude de Brunenc, sieur de La Corniliade, pour M. d'Arpajon ; noble Nicolas de Gibertés, sieur d'Aubenas, pour M. de Montrodar ; M<sup>re</sup> Marc Comte, consul de la ville de Sainte-Enymie, et Jean Fraisse, syndic de Saint-Auban ; requérant séance chascun comme les concerne. Après lecture faicte de leurs procurations, ilz ont esté receus en ladicte assemblée, chascun en la qualité qu'il procède, et à ceste fin ont presté le serement accoustumé.

Sur le rapport fait par le sieur Bardon, envoyé de M. de Mirandol avec les aultres sieurs depputés par l'assemblée le jour d'hier pour veoir la coppie de l'arrest remise par le sieur de La Bessière, pour dame Barbe de



Combret, dame de La Faurie, avec aultres tiltres, si aucuns sont produictz par le sieur Aldin, pour M. de Tholet, touchant la séance que chascun d'eulx préthend avoir dans les Estatz, à cause de la baronnie de Peyre ; a esté conclud et arresté que, sans déroger à la teneur de la délibération prinse l'année dernière, en plains Estatz et sur le mesme sujet, ains icelle demeurant en sa forme et valleur, lesdictz sieurs de La Bessière et Aldin, envoyés susdictz, au nom que chascun d'eulx procède, auront entrée, séance et voix délibérative ausdictz Estatz, en la présente asssemblée alternativement, l'ung au matin et l'autre de rellevée. Et pour l'advenir lesdictes parties se retireront, si bon leur semble, à la Cour de parlement de Bordeaulx, où l'instance principale desdictes parties a esté renvoyée, pour former incident et obtenir reiglement particulier touchant ladicte séance ; autrement, à faulte de ce faire, ou d'en demeurer d'accord dans ledict temps, attendu le retardement que telle dispute et contestation apporte aux affaires qui se traittent ausdictz Estatz, qui tourne au dommaige et despences dudict païs, lesdictes parties demeureront forclozes de ladicte entrée et séance, jusques qu'elles auront faict apparoir dudict reiglement, ou d'ung accord touchant ledict différend. Ensuite de laquelle délibération, le sieur de La Bessière a esté receu en ladicte asssemblée et presté le serement pour y assister alternativement, au nom de ladicte dame de La Faurie.

Du mercredi, sixième jour d'avril 1622, en ladicte asssemblée desdictz Estatz dudict païs de Gévaudan.

Sur l'exposition faicte ausdictz Estatz par M. d'Entraigues, bailly de Gévaudan et gouverneur de la ville



de Maruejolz, des grandz soingz, peines, fraiz et despences par luy employées pour le bien du service du Roy et la seureté du païs de Gévaudan, pour la garde et conservation de ladicte ville en l'obéyssance de Sa Majesté, depuis le commencement de ces dernières rebellions, n'y ayant esparné aulcune chose qu'il ayt pensé nécessaire à cest effect ; et n'estant raisonnable, qu'en son particulier il souffre lesdictes despenses, c'est pourquoi Sa Majesté luy en auroict ordonné le remboursement, et, à ceste fin, faict expédier les provisions sur ce nécessaires, en forme de Lettres d'assiette, données au camp devant Montauban, le 7<sup>e</sup> jour d'octobre dernier, ensemble ung estat arresté au Conseil de Sa Majesté, le 21<sup>e</sup> febvrier, aussi dernier, pour l'entretènement de la garnison de ladicte ville, pour les mois de janvier, febvrier et mars, dernier passez ; requérant l'assemblée voulloir pourveoir à sondict remboursement, suivant l'intention de Sa Majesté. Desquelles lettres et de la coppie dudict estat, signée par collation : Bourrelli, notaire ; ayant esté faicte lecture par lesquelles, entre aultres choses, est mandé aux commissaires et depputés aux assiettes et sindicz des trois Ordres dudict païs de Gévaudan que, sur et tant moingz de ce à quoy pourroit monter les avances par ledict sieur d'Entraigues faictes, selon le roolle qui en sera veu, examiné et arresté ausdictz Estatz, ilz ayent à faire imposer et lever, sur ledict païs, la somme de 6,000 livres, pour estre employés à l'effect que dessus et non ailleurs. Et par ledict estat Sa Majesté ordonne la somme de 4,630 livres, estre levée sur ledict païs, en vertu des commissions qui en seront expédiées et mises es mains du sieur de Villontreys, trésorier de l'extraordinaire des guerres, pour estre icelle



somme employée au payement des soldes et entretenement de 100 hommes de guerre, pour la garnison de ladite ville.

Et sur ladite réquisition ouy le sindic dudict pais de Gévaudan, qui auroict représenté que si ledict sieur d'Entraigues s'est acquité soigneusement du debvoir de sa charge en la garde et conservation de ladite ville de Maruejolz, MM. les commis et depputés dudict pais sont aussi grandement louables des soingz, fort particuliers, qu'ilz ont randus par les prudens advis de Mgr de Mende, pour faire assister ledict sieur d'Entraigues, et par préférence à tous aultres, des deniers et aultres moyens du pais pour la conservation de ladite ville de Maruejolz à toutes occurrences, quoyque ledict pais se trouve d'ailleurs chargé de plusieurs grandes et urgentes despenses, principalement pour la garde des villes et places dudict diocèse, frontières du pais des Cévennes, et pour résister et s'opposer aux ordinaires entreprises que les rebelles dudict pais font sur le reste dudict diocèse. Et nonobstant ce, lesdictz sieurs commis et députés n'auroient laissé la déclaration faicte par les habitans de ladite ville, faisant profession de la religion préthendue refformée, de pourveoir jusques à présent au payement de la solde de 40 hommes de guerre à pied, établis par ordonnance de Mgr de Montmorancy, gouverneur et lieutenant général pour Sa Majesté, en Languedoc, pour, avec les habitans de ladite ville, la garder et conserver en l'obéyssance de Sa Majesté, outre les recreues et aultres sommes accordées extraordinairement par lesdictz sieurs députés audict sieur d'Entraigues, selon les occurrences. Toutes lesquelles choses sont néantmoingz passées soubz silence dans lesdictes provisions et estat, quoique fort considé-



rables, puisque par le moyen d'icelles, avec les soins dudict sieur d'Entraigues, ladicte ville a esté conservée jusques icy, et par ainsy n'y avoit lieu, pour ce regard, de recourir à Sa Majesté, pour obtenir lesdictes provisions et estat, joinct que c'est contre l'ordre et au préjudice des privilèges de la province qu'il a tousjours plou à Sa Majesté, pour son accoustumée bonté, prudence et justice, maintenir et conserver, pour le bien de son Estat et de ses subjectz, comme ledict sieur d'Entraigues scayt très-bien. Et pour ce ledict syndic estime en devoir estre faicte remonstrance à Sa Majesté, de la part dudict pais, à ce qu'il luy plaise révoquer lesdictes provisions comme du tout contraires et préjudiciables aux susdictz ordres et privilèges, et cependant lesdictz sieurs commissaires de l'assiette requis de surceoir l'exécution d'icelles, jusques à ce que, le pais ouy, en ayt esté autrement ordonné par Sa Majesté, en son Conseil. Et sur ce ayant esté meurement délibéré par ladicte assemblée, a esté conclud et arrêté, pour lesdictes raisons et aultres qui ont été alléguées en icelle, que ledict sieur d'Entraigues sera remercié, de la part desdictz Estatz, de ses soins et du debvoir qu'il a rendu à la garde et conservation de ladicte place en l'obéyssance de sadiote Majesté, lesquels il est prié de continuer ; ayant à cest effect, lesdictz Estatz, délibéré de continuer, aussi de leur part, l'entretènement desdictz 40 hommes, suivant ledict ordre, tant que la nécessité le requerra. Et par mesme moyen, est ordonné audict sindic, de faire, devers Sa Majesté et nosseigneurs de son Conseil, toutes les instances et poursuites nécessaires pour la révocation desdictes provisions et descharge desdictes despenses extraordinaires, pour le soulagement du pauvre peuple,



comme n'y estant ledict païs tenu, et à ceste fin requérir, si besoning est, l'intervention et assistance du syndic général de ladicte province; et cependant MM. les commissaires de l'assiette sont requis surceoir à l'exécution de ladicte commission et imposition desdictes sommes, suivant la réquisition dudict syndic, conformément aux privilèges de la province et délibération desdictz Estatz généraulx d'icelle.

Le sieur de Fumel, syndic, auroict remonstré que, par délibération des Estatz généraulx de Languedoc, du 28<sup>e</sup> décembre dernier, auroict esté accordé la somme de 400,000 livres, pour l'entretienement de cent maistres de la compagnie de Mgr de Montmorancy, de trente carabins de la recreue de ses gardes et de douze cens hommes de pied, durant trois mois, lors prochains; et d'aultant que lesdictz Estatz ayans jugé que la province ne pourroit ceste année supporter l'imposition de ladicte somme, à cause des extrêmes ruynes et foules que les habitans ont supporté et que les deniers de ladicte imposition ne pourroient estre recouvrés entièrement ny assez tost, à cause de l'occupation faicte de plusieurs lieux par les rebelles, ilz auroient délibéré et arrêté que la ville de Tholoze et les diocèses de la province seroient tenus de fournir, dans la quinzaine de janvier, febvrier et mars, lors prochains, par forme de prest, ez mains de M. Pierre-Louis de Reich, trésorier de la Bourse dudict païs, et par ses simples quittances, leurs portions de la somme de 400,000 livres, suivant le département et l'ordre qui en a esté faict en ladicte asssemblée, par lequel, la portion du diocèze de Mende se trouve monter 5,335 livres 2 sols 2 deniers, payables dans le quinzième dudict mois de febvrier, à la charge que en rapportant quittance dudict



sieur de Reich, il sera pourveu, par imposition, sur le général de la province, en la prochaine année 1623, au payement de ladicte somme et intherestz d'icelle, sans difficulté ; au moyen de quoy et que ledict terme est ja escheu, ledict sindic a extimé en debvoir advertir la compagnie pour en délibérer et y pourveoir, selon qu'il luy plaira adviser. Sur quoy lecture faicte de ladicte délibération et d'une lettre escripte à Mgr de Mende par M. le trésorier Portalés, du 15<sup>e</sup> du passé, par laquelle, entre aultres choses, il prie mondict seigneur de Mende vouloir tenir la main à ce que MM. les députés de ce diocèse tiennent preste ladicte somme, pour laquelle ledict sieur de Pénaultier luy a deslivré sa quittance, pour en faire le recouvrement ; et qu'à cest effect il faict partir dans deux mois son commis pour là recevoir, ou bien, si le diocèse avoit moyen, de le faire tenir à Lyon, à M. de La Court ; ledict sieur Portalés trouveroit homme près de luy qui la luy fourniroit incontinent, en rapportant lettre dudict sieur de La Court. A esté conclud et arresté que MM. les commissaires de l'assiette seront requis d'imposer ladicte somme, pour estre levée aux termes des aultres deniers ; néantmoingz, attendu que ledict terme donné par lesdictz Estatz généraulx est escheu, et veu l'avis dudict sieur Portatés, que l'on advisera tous les moyens qui se pourront, d'emprunter ladicte partie, pour la fournir audict sieur Portalés, soit es mains de son commis, estant icy, ou par la voye dudict sieur de La Court ; de quoy ledict sieur sindic a esté expressément chargé.



**Dudiet jour, sixième d'avril, de relevée.**

Lesdictz Estatz ne se sont assemblez en corps, affin de donner loisir et commodité aux sieurs depputés, à vérifier les demandes et prétensions des sieurs gentilz hommes et aultres qui se sont mys en despence pour secourir ce diocèse, chascun selon son pouvoir, de certain nombre de gens, sur la fin d'octobre dernier, contre les troupes des rebelles du pais des Cévennes et bas Languedoc, qui estoient venus fondre ez environs d'Yspaniac.

**Du jeudy, septiesme dudiet mois d'avril, de matin,  
en ladiote asssemblée.**

M, l'envoyé du Chappitre de Mende a rapporté que, suivant la charge qu'il pleut à l'assemblée le jour d'hier luy donner et au sieur envoyé de M. le baron du tour, ensemble à MM, les consulz des villes de Mende, Maruejolz et La Canorgue, ilz ont veu les demandes et prétensions des gentilz hommes, cappitaines et aultres personnes qui se sont employées et mis en debvoir de donner secours et assistance de gens de guerre à ce pais, sur l'occasion du grand armement et dessaing faict contre icelluy, sur la fin du mois d'octobre dernier, par les rebelles au Roy, du pais des Cévennes et bas Languedoc, qui vinrent fondre à Florac et ez environs d'Yspaniac, pour attaquer ledict lieu et après se jeter dans ce diocèse. Ont aussi rapporté lesdictz sieurs depputés, avoir, sur chascune desdictes demandes, ouy particulièrement les parties et veu les lettres à elles escriptes et aultres pièces par elles remizes pour justiffication de leursdictes demandes et prétensions; desquelles ledict sieur envoyé



du Chapitre a faict particulier dénombrement, et sur le tout donné son advis. Après lequel, ayant esté délibéré par l'assemblée sur chascune desdictes demandes par ordre ; a esté conclud et arresté d'accorder les sommes cy-dessoubz escriptes et requérir MM. les commissaires de l'assiette d'en faire l'imposition sur le général dudict diocèze pour estre payées, assavoir : à M. de Senuejolz, la somme de 740 livres à luy accordée, tant à cause de la levée de 440 hommes de pied, par luy conduictz aux Plantatz, pour se joindre aux aultres troupes, que des voiaiges qu'il a faictz à ceste occasion au lieu d'Altier et aultres lieux circonvoisins, pour commander et conduire les compagnies qu'il y dressa, ayant faict eslite de 5 ou 600 hommes des mieulx armés des communaultez unyes dans les terres de M. le vicomte de Polignac, pour s'opposer ausdictz ennemys rebelles ; en quoy il auroit employé plusieurs jours et faict des fraiz et despens nécessaires en telle occasion,

A M. de La Couronne, de la ville de Saint-Flour, la somme de 400 livres, en considération de la levée de 200 hommes de pied, entretenement d'iceulx, munitions fournies et aultres despenses mentionnées en son estat, modérées et arrestées, d'ung commun consentement, à ladicte somme de 400 livres.

A M. de Leugière, la somme de 1,000 livres, pour avoir mis sur pied 1,020 hommes de guerre, scavoir : 150 de sa compagnie ; de M. de La Vernade, aultre 150 ; de M. de La Roche, 100 hommes ; de M. de Paupelonne, 100 hommes ; de M. de Laval, de Baniolz, 80 hommes ; de M. Du Cros, 120 hommes ; de M. de Montaniac, 100 hommes ; de M. d'Ubas, 80 hommes ; de M. de Robiac, 100 hommes, et de M. de La Devèze, 140 hommes ;



ayant tous lesdictz cappitaines et gens de pied, logé dans les terres, dudiot sieur de Leugière, durant quatre ou cinq jours les ungz, et les aultres deux ou trois jours; ayant, oultre ce, ledict sieur de Leugière,ourny les munitions de guerre nécessaires ausdictes compagnies, comme poudre, plomb et meiche, qu'il auroict envoyé acheter en Avignon; le tout pour venir secourir et assister cedict diocèze, sur le sujet de l'occurrence susdicte, estant dès lors desjà entré, dans ledict diocèze, ledict sieur de La Vernade, avec 150 hommes. Pour toutes lesquelles choses, ladicte somme de 1,000 livres a esté unanimement accordée par lesdictz Estatz audict sieur de Leugière.

A M. Du Choisinès, la somme de 500 livres; pour toutes choses qu'il pourroit préthendre, tant pour le moyen de la délibération prise en sa faveur par MM. les commis et députés du païs, le 7<sup>e</sup> de novembre dernier, pour les causes y contenues, que pour toutes aultres despenses, par luy préthendues, à cause de la levée et armement desdictz gens de guerre, mentionnez en ladicte délibération dont il faict maintenant demande, à la charge de tenir quicte le païs envers et contre tous et précompter ce qu'il a receu de la parroisse de St-Flour-de-Mercoire et lieu du Choisinès, des impositions extraordinaires des 18,000 et 30,000 livres de l'année dernière; de quoy l'article de l'assiette sera chargé par exprès.

A M. de Vernon, la somme de 150 livres, en considération de la levée de 200 hommes du pied qu'il auroit tenus assemblez environ cinq ou six jours, attendant commandement de marcher vers les ennemys.

A M. de Redoussas, la somme de 100 livres, pour la levée de six vingt hommes de pied par luy conduictz en la ville de Mende, à l'effect dudict secours.



A M. de Valcrozet, pareille somme de 100 livres, pour semblable levée de 120 hommes et conduite d'iceulx en ladite ville de Mende pour la mesme occasion.

A M. de Serres, aultre somme de 100 livres, pour semblable cause et pour le mesme effect.

Et sur l'avis donné à ladite asssemblée par ledict sieur envoyé du Chappitre, que, par délibération des Estatz généraulx de Languedoc, dernièrement tenus, ausquelz il a assisté, auroit esté ordonné que les munitions ou pouldres et salpêtre qui ont esté tirées, par ce diocèse, du magasin de la province, estably au Puy, seroient remplacés pour s'en pouvoir servir en cas de nécessité; a esté conclud et arresté que MM. les commissaires de l'assiette seront requis imposer, en la présente assiette, telle somme que sera jugé nécessaire pour faire ledict remplacement, et qu'à cest effect sera faicte vériffication desdictes munitions, tirées dudict magasin; à la charge néantmoins que ledict remplacement se fera par forme de repos en ceste ville, pour avoir moyen de s'aider dans ce diocèse plus oportunément desdictes munitions, l'occasion le requérant.

Et sur les demandes faictes à ladite asssemblée par les consulz des villes de Salgues, Saint-Chély, Le Malzieu et par sieurs de La Rouvière, du Boys Dumont et de Beau-regard, de Salgues, touchant la prétention de certain remboursement de fraiz et despens, par eulx faictz en la levée et armement de quelque nombre de soldatz, lors de l'acheminement des rebelles des Cévennes, en ce diocèse, en novembre dernier, a esté dict n'y avoir lieu de remboursement.

Sur la réquisition faicte par M. de Bilières, de le vouloir rellever de la parolle par luy donnée, de la part de



MM. du païs, à M. de Langeat, touchant la reconnaissance à luy promise ; a esté conclud et arresté qu'il sera faicte une députation devers ledict sieur, de la part du païs, pour le remercier de l'assistance qu'il a tesmoigné vouloir rendre audict païs ; néantmoins, le prier vouloir descharger ledict sieur de Bilières de ladicte parole et a esté depputé M. l'envoyé du Chapitre, pour faire entendre ladicte délibération audict sieur de Bilières.

Pour veoir et examiner l'estat des demandes et prétentions de M. de Picheron d'Entraigues, qu'il a naguères remis, et en faire rapport à l'assemblée, ont esté nommés et depputés, M. l'envoyé du Chappitre de Mende, avec les aultres sieurs cy-devant depputés, à veoir et vérifier les demandes et prétensions des gentilz hommes et capitaines, touchant la levée des gens de guerre par eux faicte pour, ouy leur rapport sur le contenu audict Estat, en estre délibéré par l'assemblée, ainsi qu'elle jugera nécessaire.

Veu par les Estatz la requeste présentée par Jean Grenier, du lieu de Grèzes, près Salgues, pauvre homme chargé de dix-sept enfants, tendant à ce qu'ayant esgard à la grande perte et dommage qu'il a souffert à cause du bruslement d'une sienne mesterie, avec soixante chartées de foing et aultant de gerbes en bled et de trente trois bestes à corne, qui estoient dans la maison, grange et estables d'icelle mesterie, lhors de cest inconvenient, arrivé par la malice d'aïlcuns soldatz des troupes de sieurs de Montréal et d'Anibal, qui estoient logés en ladicte mesterie lors de leur passage en ce païs, au mois de septambre dernier ; il pleust à l'assemblée, prenant compassion de sa mizère et de son désastre, luy accorder telle somme de deniers qu'il luy plaira, pour



luy aider à se remettre et à continuer à nourrir sa famille et paier sa quotité des charges publiques. Veu aussi aultre requeste de Marquèse Villarie, vefve de feu Jean Gauzy, Jean Chardon et Clémens Chardon, du lieu de La Bastide et Vieulx-Fraisse, parroisse de Rocles, tendant aussi à mesme fin qu'il pleust aux Estatz leur accorder quelque somme, par pitié et commisération, à cause de la ruyne extrême par eulx soufferte, par le bruslement de leurs maisons et bledz, y estant dedans, arrivé par la malice de quelques soldatz du régiment de M. Danibal, qui y mirent le feu, après avoir emporté tous leurs meubles et commodités. Et veu finalement aultre requeste de Jean Pages, laboureur du lieu du Celier, narrative du bruslement de sa grange et maison avec environ 40 chartées gerbes de bledz, 35 chartées foing, paille, meubles et oustîlz, estans dans icelles, ledict bruslement advenu, non par accident, mais par la rage d'un carabîn de la compagnie conduite par le cappitaine Lyris, logée audict lieu au mois d'octobre dernier ; requérant icelluy, suppliant qu'il pleust ausdictz Estatz, pour la mesme considération, luy accorder quelque somme de deniers ; après avoir esté délibéré sur le contenu ausdictes requestes, a esté conclud et arresté d'accorder charitablement, à chascun desdictz pauvres supplians, la somme de 100 livres, que MM. les commissaires de l'assiette seront requis imposer sur ledict diocèze pour leur en estre faict payment par le receveur dudict diocèze.

M. l'envoyé du Chappitre de Mendé a dict avoir représenté à M. d'Entraigues, suivant la charge à luy donnée par les Estatz, l'intérêt que le païs avoit avec occasion de se plaindre de la forme de procéder qu'il avoit tenue sur ses prétensions et demandes, comme préjudi-



ciables et du tout contraire à l'ordre et aux privilèges du païs, qui par ce moyen ne peult avoir aulcun esgard; néantmoins, pour le désir que l'assemblée a tousjours eu de luy donner tout le raisonnable contentement qui se pourra, l'auroit chargé et les aultres sieurs depputés, d'apprendre de luy le menu de ses prétensions. Sur quoy ledict sieur d'Entraigues, après avoir protesté n'avoir aulcunement pensé, en poursuivant les provisions qu'il a obtenues, de faire aulcun préjudice aux privilèges de la province ny du diocèse, auroit, pour toute response, touchant ses prétensions, baillé audict sieur depputé, ung estat des despenses qu'il dict avoir faicte pour la conservation de ladicte ville de Maruejolz, revenant à 32,479 livres, pour les causes particulièrement exprimées ez articles dudict estat, qui sont en grand nombre. Sur quoy l'assemblée auroict depputé ledict sieur du Chapitre, pour veoir ledict estat et en faire son rapport demain, à l'assemblée, pour après en estre délibéré.

Et sur le rapport faict par ledict sieur envoyé du Chapitre, d'avoir parlé à M. de Billières et faict entendre la teneur de la délibération prise le jour d'hier, pour le faict de M. de Langeat, et représenté qu'il avoit occasion d'en demeurer content et satisfaict, ledict sieur de Billières luy auroit réparty qu'il restoit content, pourveu qu'il luy apparust de la descharge de sa parolle envers ledict sieur de Langeat, mais qu'il ne croit pas que ledict sieur de Langeat demeure satisfaict par des simples complimens, s'ilz ne sont accompaignez de quelque effect et réalité. Et d'autant que ledict sieur de Billières ne se seroit plus avant expliqué sur ce dernier poinct; a esté advisé que l'envoyé de M. de Mirandol, avec le sieur de Fumel, syndic, luy parleront encores, de la part de l'as-



samblée, pour le prier de l'esclarcir sur ce sujet, en sorte qu'elle en puisse prendre une bonne délibération.

Sur ce que le sieur du Pouget, envoyé de M. le vicomte de Polinhac, baron de Randon, a représenté de sa part à l'assemblée que par la vérification des debtes dudict diocèse, faicte en l'année 1616, par MM. Delhom et de Galières, trésorier de France et commissaires depputés à cest effect, par arrest du Conseil d'Estat, ledict diocèse se trouve débiteur envers les hoirs de feu Mathieu Farnier, de la ville du Puy, en la somme de 20,000 livres et plus, sur laquelle revient au sieur Liques, une partie, entre aultres de 3,600 livres, à prendre des premiers deniers qui seront imposés, suivant ung contract passé entre la vefve de feu Claude Farnier, filz et héritier dudict Mathieu et ledict sieur Liques ; de laquelle partie ledict seigneur vicomte ayant le droict cédé dudict sieur de Liques ; ledict sieur du Pouget a requis l'assemblée de pourveoir au paiement d'icelle, en l'acquict dudict diocèse, et à ceste fin la faire imposer en la présente assiette, au nom dudict seigneur vicomte, par le moyen de la rémission et transport à luy faictz, à la charge d'obtenir lettres d'assiette ou de validation, et que jusques icelles obtenues et rapportées au sindic dudict pair et diocèse, les deniers imposez demeureront es mains du receveur dudict diocèse, comme deppositaire de justice, pour l'assurance et descharge du pays.

A esté conclud et arresté, suivant les délibérations prises les années précédentes, aux assemblées des Estatz dudict diocèse, que le sindic d'icelluy fera toutes diligences nécessaires pour retirer, le plustost que faire se pourra, la procédure faicte par lesdictz sieurs com-



missaires, touchant ladicte vériffication avec leur advis, en tel cas requis, pour sur iceulx obtenir, de Sa Majesté, permission d'imposer la susdicte partie comme les aultres qui se trouveront vériffiées. Et en cas que ladicte procédure et advis ne pourroient estre recouvez, à cause de l'empeschement de la guerre, que ledict sindic aura recours à MM. les commissaires présidens pour Sa Majesté aux Estatz généraulx de Languedoc, pour faire vériher ledict debte, et après, obtenir de sadicte Majesté, sur leur advis, la permission requise pour faire ladicte imposition, au contentement dudict seigneur vicomte.

Du vendredy, hnictième jour d'avril, de matin.

Sur ce que le sieur de Fumel, sindic dudict païs, a remonstré, qu'ayant, M. le baron de Langeat, donné advis par M. de Bilières, environ le 10<sup>e</sup> de novembre dernier, de son entrée dans ce diocèse avec ses troupes de cheval et de pied, pour assister ce païs, affin de s'opposer aux desseingz des ennemys rebelles de Languedoc et des Cévennes, qui avoient paru près de la rivière de Tarn, ez environs des lieux d'Yspaniac et Quézac, vers la fin d'octobre et le commencement dudict mois de novembre, MM. les commis et depputés dudict païs, sur le rapport à eulx faict par les sieurs du Villeret et Bardon, qui furent après envoyez de la part d'icelluy vers ledict sieur de Langeat, de l'offre qu'il leur avoit faict de descharger, cedit diocèse, du long séjour et nourriture desdictz gens de guerre, logez alors dans la parroisse de Grandrieu, en luy donnant assurance de le faire recognoistre par les Estatz dudict païs, à leur prochaine asssemblée ; lesdictz sieurs commis, pour couper chemin à la continuation de la foule du pauvre peuple, au-



roient prins délibération de faire paier, de leur part, ledict sieur de Langeat, en effectuant son offre, de faire retirer incontinent lesdictz gens de guerre hors dudict diocèse, avec la moindre foule que se pourroit ; à la charge de procurer, par lesdictz sieurs commis, envers lesdictz Estatz, une recognoissance honorable au contentement dudiot sieur baron. En suite de laquelle délibération et pour facilliter l'effect d'icelle, ledict sieur de Billières auroict esté de mesmes prié, par lesdictz sieurs commis, d'en voulloir porter la parole audict sieur de Langeat. Ce qu'ayant dès lors faict, il se présente maintenant pour semondre et requérir l'assemblée de sa promesse ; et ce faisant, luy donner moyen de retirer sa parole, pour luy donner audict sieur. L'affaire mis en délibération et lecture faicte de celle desdictz sieurs commis, a esté conclud et arresté de députer, devers ledict sieur de Langeat, M. du Pouget, envoyé en ceste assemblée, de M. le baron de Randon, pour remercier très-affectueusement ledict sieur de Langeat, de la part desdictz Estatz, du tesmoignaige qu'il a voulu rendre de son affection au service du Roy et à la conservation de ce païs, en son obéyssance, par son acheminement avec lesdictz gens de guerre dans ce diocèse, sur l'occurrence susdicte. Et par mesme moyen luy donner assurance de l'obligation qu'il a, par ce bon office, acquise sur ce païs, pour luy en randre, en toutes occasions, tout le service et l'assistance qui pourra provenir du général et des particuliers dudict pays.

Estant venu à l'assemblée M. d'Entraigues, bailly de Gévaudan et gouverneur de la ville de Maruejolz, il auroit représenté que, pour donner tousjours des puissantes preuves de sa fidélité et singulière dévotion au service



du Roy et de son affection envers ce païs, et mesme depuis ces derniers mouvemens des rebelles à Sa Majesté, il auroit en la fonction et charge qu'il a pleu à Sa Majesté luy commettre sur ladicte ville, contribué toute sorte de soingz, et de peines pour, non-seulement contenir en debvoir plusieurs habitans d'icelle, mais aussi pour empêcher les conjurations formées par lesdictz rebelles sur icelle, pour la distraire de l'obéyssance de Sa Majesté. En quoi Dieu l'ayant grandement favorisé d'avoir jusques ici conservé ladicte ville dans ladicte obéyssance, il espère le faire encores moyennant la continuation de l'assistance de moyens qu'il a pleu au païs d'y contribuer ou d'une plus grande, si les Estatz ont agréable de la luy accorder selon leur zèle et dévotion au service de sadicte Majesté et à la seuretté et repos du païs. Comme il estime que lesdictz Estatz par leur accoustumée prudence le jugeront très-nécessaire, et néanmoins fort raisonnable de le faire rembourser de quelques avances par luy faictes pour ladicte garnison du passé, suivant les délibérations de MM. les commis du païs, envers lequel si les extrêmes soingz par luy randus sont trouvés dignes de quelque juste considération, il en laisse le jugement à l'assamblée, des bonnes grâces de laquelle il désire tousjours la continuation. Sur quoy, après avoir esté délibéré et lecture faicte des délibérations prises par lesdictz sieurs commis, touchant la seuretté de ladicte ville, et attendu l'importance d'icelle, a esté conclud et arresté que ledict sieur d'Entraignes sera remercié, de la part desdictz Estatz, des effectz de sa bonne affection au service de sadicte Majesté et au soulagement et repos du païs et prié de continuer tousjours. Et pour luy donner moyen de conserver ladicte



ville aussi bien à l'advenir qu'il a faict au passé, que l'assemblée donnera ordre à la continuation du payement des quarante hommes de la garnison de ladicte ville, cy-devant accordés et entretenus par le pais depuis le commencement de juillet dernier jusques à présent, suivant l'ordonnance de Mgr de Montmorancy, gouverneur et lieutenant général pour le Roy en Languedoc, et ce durant le temps que la nécessité le requerra. Néantmoingz, en recognoissance des soins et peines dudict sieur d'Entraigues, et afin de l'obliger d'autant plus à continuer, luy a esté accordé par gratification la somme de 1,500 livres, à ce compris 600 livres à luy cy-devant accordée par deux délibérations desdictz sieurs commis, des 2 et 12 janvier dernier, et ce oultre aultre gratification de 300 livres que le pais luy auroict accordé et faict payer dèz le 26<sup>e</sup> d'aoust dernier, le tout à la charge qu'il sera tenu se départir de toutes aultres prétensions, si aucunes il avoict contre ledict pais, pour raison de la garde de ladicte ville et ses deppendances et d'en faire toutes les déclarations sur ce requises et nécessaires.

M. de Pelouze, envoyé de M. le baron du Tournel, a remys, de la part dudict sieur, un mémoire des prétensions et demandes dudict sieur, et suivant icelluy prier l'assemblée luy donner contentement et pour cest effect voulloir mettre en considération que les terres dudict sieur, servent de frontière à ce pais contre les rebelles à Sa Majesté, depuis le lieu appelé Col de Bourbon, jusques au caussé de Sauveterre, qui sont six lieux d'estendue, et que pour s'opposer ausdictz rebelles depuis leurs ouvertes désobéyssances, ledict sieur baron a esté contrainct faire plusieurs despenses pour faire armer et dresser les habitans de sadicte terre et les mettre en



estat, non-seulement de deffence, mais aussi pour pouvoir promptement secourir le païs, en cas de nécessité. Que depuis lesdictz mouvemens, ledict sieur baron a plusieurs fois mys sur piedz, comme chascun scait, les gens de guerre qu'il a pleu tirer de sa terre et iceulx entretenus chez luy à ses propres despens et iceulx munitionnés de pouldre, mesche et plomb, la nécessité le requérant, comme il fera tousjours pour le bien du service du Roy et le soulagement du païs, auquel il a notable intherest comme ung des barons d'icelluy. Que sur le commencement de novembre dernier, lorsque les troupes des rebelles des Cévennes, préthendoient envahir ce païs, il se rendict au lieu de Montmirat avec ses enfants et environ 300 hommes de pied et se joignit à M. de Mirandol, pour s'opposer ausdictz rebelles, ayant faict plusieurs fraiz pour munitionner lesdictz gens de guerre ; faisant à ceste fin venir les vivres de sa maison du Boy. Que sadicte terre servant, comme dict est, de frontière à ce païs, il se trouve à ceste cause tous les jours en une extrême peyne et incommodité, estant contrainct de mettre ordinairement plusieurs sentinelles sur la Lozère, pour tenir l'œil à ce que ceulx de Florac, Pont-de Montvert, Barre, La Brousse, Villeneuve, l'Albaret et aultres lieux, occuppés par lesdictz rebelles, ne prennent quelque advantaige au préjudice du païs ; ce qu'il ne peut faire sans de grandes et ordinaires despences.

Que sur la prière à luy faicte par le païs après la prise d'Alzon et sur la délibération prise par lesdictz rebelles d'assiéger Nant, ledict sieur baron auroit faict levée de plus grand nombre de gens de guerre qu'il auroit peu et iceulx conduict avec le reste du secours de ce païs dans le païs de Rouergue, ayant à ceste occasion souffert plusieurs fraiz.



Qu'à toutes occasions ledict sieur baron auroit envoyé secours à la garnison d'Yspaniac avec la plus grande diligence qu'il luy a esté possible, selon les advis qui luy ont esté donnez de la nécessité, le tout à ses fraiz et despans.

Qu'au reffus faict par la ville de La Canorgue, de recevoir la compagnie du régiment de Languedoc, commandée par M. le baron, son filz, à laquelle avoict esté baillé quartier à ladicte ville, il fut contrainct la ramener à Saint-Estienne-du-Valdonnez, où il la fit nourrir par les logis, à huict solz par jour chascun soldat, durant le temps de huict jours, dont il demande remboursement.

Que ledict sieur baron, son filz, fit l'armement de sadicte compagnie, soubz la promesse que le païs fit de le faire paier de 200 escus, pour ledict armement, sans toutesfois en avoir touché aulcune chose, et encores de plus entretenu ladicte compagnie, en Languedoc, durant cinq mois, sans recevoir qu'une seule paye. A quoy il prie les Estatz avoir esgard.

Comme aussi requiert ledict sieur baron, luy estre faict droict sur son estat de cappitaine, à luy deub durant le temps que sadicte compagnie ou brigade d'icelle a demeuré à Yspaniac, comme aux aultres cappitaines qui ont leurs brigades establies au mesme lieu.

Sur quoy, après avoir esté délibéré, a esté conclud et arrêté d'accorder, pour toutes choses, audict sieur du Tournel, la somme de 500 livres ; laquelle MM. les commissaires de l'assiette seront requis imposer ; et ledict sieur du Tournel prié continuer ses soingz au bien du service du Roy et conservation du païs ; et ce faisant, se contenir dans l'ordre d'icelluy, sans l'enfeindre ny altérer.



Dudict jour, huitiesme dudict mois d'avril, en ladicte asssemblée, de relexée.

Sur ce que le sieur envoyé du Chappitre de l'église cathédrale de Mende a représenté que les deniers qui ont esté cy-devant donnés et eslargiz charitablement, tant par le général du païs et de la ville de Mende que par les particuliers, pour la fabricque de l'église et couvent des révérendz pères Capucins establis en ladicte ville, ont esté pour la pluspart employez au payement de l'achept du fondz et pourpris où ledict couvent a esté fondé et scitué et le surplus à la construction et bastiment des fondemens et d'une partie de ladicte église et couvent, de manière qu'il ne leur reste aucun moyen maintenant pour continuer et conduire heureusement ce pieux ouvrage et dessein à sa dernière perfection et sans une nouvelle assistance du païs, tout ce qui se trouve jusques icy bien avancé et les deniers et peynes que l'on y a desjà employés demeureroient inutilles et perduz, et par conséquent le païs et la ville privez du fruict des prières et aultres dévotes et crestiennes actions qu'ilz pourroient randre, qui sont de puissantes armes pour conserver et deffandre le général et les particuliers du pays ; requérant à ceste occasion, ledict sieur envoyé dudict Chappitre, de la part desdictz révérendz pères, qu'il pleust ausdictz Estatz eslargir encores telle charitable aulmosne qu'il leur plaira, à l'effect que dessus. Après avoir esté sur ce délibéré, a esté conclud et arresté, d'une commune et unanime voix, que lesdictz Estatz donnent et accordent libéralement ausdictz révérendz pères Cappucins, la somme de 1,000 livres tournois, pour estre employée à la continuation du bastiment



dudict couvent, et qu'à ceste fin, MM. les commissaires de l'assiette sont requis d'en faire l'imposition la présente année, à la charge que lesdictz deniers ne pourront estre divertis à aultres uzaiges, pour quelque cause et prétexte que ce soict.

Les articles du reiglement faict par Mgr le duc de Montmorancy, gouverneur et lieutenant général pour le Roy en Languedoc, le 5<sup>e</sup> jour de febvrier dernier, touchant l'ordre que Sa Grandeur a jugé nécessaire d'estre observé durant ces mouvemens dans ladicte province et dans les diocèzes et villes deppendans d'icelle, pour le bien du service de Sa Majesté et la seureté de ladicte province ; ont esté de rechef leuz en ladicte asssemblée et arresté que publication en sera faicte en toutes les villes du présent diocèze et principaulx lieux des paroisses, et qu'à ceste fin en seront baillez des coppies aux consulz desdictes villes et aultres depputés en la présente asssemblée, lesquels ont esté exortés, par Mgr le président, de tenir la main, chascun comme le concerne, à l'exécution du contenu esdictz articles.

Et d'autant que par le XI<sup>e</sup> article dudict reiglement, les inhibitions et deffenses à tous les subjectz du Roy, de ceste province, ou des circonvoisines, sont réitérées de converser ou commercer par eulx ou par personnes interpositées avec les rebelles à Sa Majesté, leur porter bledz, les faire mouldre ou cuire, à peine de confiscation de corps et de biens, et qu'au préjudice du service de sadicte Majesté et contre ledict reiglement, quelques habitans du lieu du Blaymar ne layssent de faire porter et voiturer ordinairement des bledz et aultres commodités ausdictz rebelles, au lieu du Pont-de-Montvert et aultres lieux des Cévennes, et ne s'en veuillent abstenir,



quelques deffences que les officiers du lieu leur en ayent faictes, ainsi que l'assemblée en a esté advertie; a esté conclud et arresté que ledict reiglement sera publié audict lieu du Blaymar, et en cas de contravention en sera informé par lesdictz officiers, et l'information remise devers le syndic dudict païs, il se joindra aux poursuittes nécessaires contre ceulx qui se trouveront coupables, ainsi que par MM. les commis et depputés dudict païs sera jugé convenable et nécessaire.

Sur ce qui a esté représenté par M. de Morangiez que, comme M. le marquis de Portes se trouve tousjours et maintenant plus que jamais dans le désir et l'espérance de revenir dans peu de temps en ce pays, pour y continuer les fonctions de la charge qu'il a pleu au Roy luy donner en icelluy et agir puissamment contre les rebelles ennemys de Sa Majesté, pour le bien de son service et la seureté et conservation dudict païs, en son obéyssance, et dont il est chargé d'asseurer la compagnie, ores que la présence dudict seigneur soit grandement utile et nécessaire, prèz la personne de Mgr de Montmorancy, gouverneur et lieutenant général pour le Roy, en Languedoc, aux grandes et importantes occasions qui s'y présentent, pour le bien général de la province, ainsi que chascun peult recognoistre; ledict sieur de Morangiez ne peult par conséquent faire aucun doute que ceste asssemblée, pourvoyant aux nécessités publiques et présentes de ce païs et prévoyans celles de l'advenir mesmes, les grandes despenses que ledict seigneur marquis aura subject continuer pour le bien des affaires dudict païs, elle ne luy donne le moyen de le pouvoir faire et l'oblige à redoubler les effectz de ses bonnes inclinations et des parfaictes affections qu'il a



tousjours tesmoigné envers ce païs ; a esté conclud et arresté, après avoir esté sur ce délibéré, d'accorder audict seigneur, pour ceste année, sans tirer à conséquence à l'advenir, la somme de 6,000 livres. Laquelle MM. les commissaires de l'assiette sont requis imposer sur le général dudict diocèse, et qu'à ces fins seront obtenues de Sa Majesté les provisions nécessaires.

Du sabmedy, neufviesme dudict mois d'avril, de matin.

M. d'Entraigues, bailly de Gévaudan et gouverneur de la ville de Maruejolz, estant revenu à l'assemblée, a représenté qu'il a desjà remys devers la compagnie les Lettres pattentes du Roy, portans mandement d'imposer, sur le diocèse, la somme de 6,000 livres, sur et tant moingz des despenses par luy faictes pour la garde et conservation de ladicte ville en l'obéyssance de Sa Majesté et pour le repos et seureté dudict diocèse, desquelles despenses il a pareillement remis l'estat, pour estre veu et vérifié et arresté par l'assemblée, suivant l'intention de Sa Majesté, comme aussi auroict remis coppie de l'estat faict au Conseil du Roy, pour l'entretènement de la garnison de ladicte ville, durant les mois de janvier, febvrier et mars dernier passez ; et d'autant qu'il ne luy auroict esté donné sur ce sujet la satisfaction qu'il debvoict justement espérer de l'assemblée, il a estimé la debvoir requérir (pour sa descharge et affin que s'il arrivoit aulcune faulte de ladicte place, il se trouve exempt de coulpe), qu'il plaise à ladicte assemblée pourveoir à l'entretènement de ladicte garnison pour l'advenir, le recours du surplus demeurant sur luy, ainsi qu'il verra à faire. Sur quoy faicte lecture en ladicte assemblée des deux précédentes délibérations prises en



icelle sur ce subject, et attendu que par icelles a esté suffizamment pourveu pour le passé et pour l'advenir au faict de la garnison de ladicte ville, suivant l'ordonnance de mondict seigneur de Montmorancy, oultre la recreue de ladicte garnison et la gratification accordée audict sieur d'Entraigues, mentionnée esdictes délibérations; a esté conclud et arresté que lesdictes délibérations tiendront selon leur forme et teneur.

Sur la réquisition faicte par aucuns des consulz des villes assistans à l'assemblée et aultres particuliers, à ce qu'il pleust aux Estatz veoir et arrester les roolles des despences et fournitures des vivres par eulx faictes pour la nourriture des régimens des sieurs de Pérault, de S<sup>t</sup>. Jean, de Montréal et Danibal et aultres gens de guerre, passans en ce diocèse pour aller au camp devant Montauban, affin d'empescher les désordres qu'à faulte de ce ilz eussent peu faire plus grandz qu'ilz n'ont faictz à la foulle du pauvre peuple, n'estant raisonnable que ladicte despence soict portée par lesdictz particuliers, attendu mesmes que c'est en exécution de l'ordre prins par MM. les commis et depputez du païs; a esté conclud et arresté que lesdictz roolles seront veuz, vérifiez et arrestés par lesdictz sieurs commis, syndic et depputés dudict païs, pardevant Mgr de Mende, président, avec l'assistance de MM. les envoyés du Chappitre et baron du tour et les consulz du Malzieu et Lengoigne et que MM. les commissaires de l'assiette seront requis imposer en l'assiette ce qui se trouvera deub à ceulx qui ont faict lesdictes avances pour le remboursement d'icelles.

Et d'autant que plusieurs consulz des villes et aultres personnes particulières prétendent remboursement des despences qu'ilz disent avoir faictes pour la garde des-



dictes villes et aultres lieux et places dans ledict païs, et ce, en conséquence de l'estat faict par M. le marquis de Portes, le 26 febvrier 1604, de certaines garnisons dudict diocèse, ores que ce ne soict que pour ung mois, ou bien en vertu des délibérations de MM. les commis, députés et syndic dudict païs ou aultrement ; a esté pareillement conclud et arresté que lesdictes despenses et aultres prétensions et demandes seront vérifiées et examinées et liquidées par lesdictz sieurs commis, députés et syndic, pardevant mondict seigneur le président et assistance desdictz sieurs envoyez du Chappitre et baron du tour et consulz du Malzieu et Lengoigne, pour estre pareillement lesdictz sieurs commissaires de l'assiette requis imposer les sommes qui se trouveront légitimement deues par ledict diocèse.

Le sieur de Fumel, syndic dudict païs, a représenté que le plus important affaire qui reste maintenant à délibérer et résouldre, pour le bien du service du Roy et la conservation et seureté du païs, consiste aux moyens et deniers desquelz il fault faire fondz, pour le payement de tel nombre de gens de guerre et pour tel temps qu'il sera jugé nécessaire, pour la garde des villes et places dudict païs; estant impossible aultrement de résister aux ennemis rebelles à Sa Majesté, du païs des Cévennes, ny empescher l'effect de leurs entreprises et mauvais desseingz qu'ilz forment tous les jours contre ce diocèse, comme chascun scait qu'ilz ont faict par le passé, mesmes depuis ung an, qu'ilz se sont ouvertement jettés dans la rebellion et notamment environ la Toussaintz et Noël, qu'ilz avoient armé si puissamment que, sans la grâce de Dieu et le bon ordre qu'y donnèrent ceulx qui ont la direction des affaires et dont le païs a particulière



obligation à Mgr de Mende et juste occasion de l'en remercier, lesdictz ennemis eussent faict ung grand progrès dans cedit pais, ainsi qu'il est aysé à juger et considérer la peine en laquelle l'on s'est trouvé pour le payement et entretenement des gens de guerre, tant de cheval que de pied, qui ont subsisté dans le pais, depuis ung an, pour s'opposer ausdictz ennemys, ayant esté MM. les commis contrainctz, pour subvenir ausdictes despenses, en deffault d'aulture fondz, d'emprumter plusieurs sommes de deniers, quand la nécessité l'a requis; lesquelles il convient maintenant, remplacer et rembourser, et à ceste fin en faire l'imposition, ensemble des sommes nécessaires pour l'entretienement desdictz gens de guerre à l'advenir et pour aultres despenses de la guerre, urgentes et inévitables; requérant qu'il pleust aux Estatz y pourveoir. Sur quoy, après avoir esté délibéré, a esté conclud et arresté de requérir MM. les commissaires de l'assiette d'asseoir et imposer la somme à laquelle revient la solde et entretenement de 700 hommes de guerre à pied, durant six mois prochains, pour estre establiz en garnison ou autrement employez dans le pays pour la conservation d'icelluy en l'obéissance du Roy, suivant l'ordre de M. le marquis de Portes et non autrement; comme aussi seront, lesdictz sieurs commissaires, requis imposer sur ledict diocèse, les sommes deues par ledict diocèse pour les despences faictes l'année dernière, à cause de la guerre, suivant l'estat et vérifications qui en sera faict par lesdictz sieurs commis, syndic et députés.

Et sur ce que M. de Morangiez, commissaire principal de ladicte assiette, a dict qu'il est obligé, suivant le règlement faict par Mgr de Montmorancy, gouverneur et



lieutenant général pour le Roy en Languedoc, qui fut hler leu en ceste asssemblée, de la faire souvenir et l'exorter de satisfaire en ce que la regarde au contenu en icelluy, mesmes entre aultres choses de pourveoir à fournir ung magasin d'armes et munitions de guerre, à l'effect porté par ledict reiglement. Après avoir esté sur ce délibéré, a esté conclud et arresté qu'il sera faict fondz, en la présente assiette, de la somme de 3,000 livres, pour estre employées à l'achept desdictes munitions, qui seront mises et reposées dans ung magasin, en la présente ville de Mendé, qui sera fermé à trois clefz, dont l'une sera gardée par Mgr de Mende et les aultres deux par MM. le premier consul de ladicte ville et syndic du païs, pour après estre lesdictes munitions employées, selon que la nécessité le requerra, pour le bien du service du Roy et la seureté du païs.

Dudict jour, neufviesme d'avril, en ladicte asssemblée, de rellevée.

Sur la requeste présentée par noble Jacob de Randavel, seigneur d'Ynosses, narrative de l'assassinat commis en la personne du sieur de La Rouveyrolle, son frère, par Josué Trotannant, de la ville de Maruejolz, assisté d'une trentaine de ses complices, avec armes à feu ; et comme ledict suppliant estoit en peine de faire saisir le coupable, pour le faire remettre entre les mains de la justice, Dieu auroit permis que pensant icelle esviter, il seroit tombé fortuitement entre les mains des officiers du bailliaige de la ville de Saint-Flour, qui l'auroient constitué prisonnier sur quelques indices de conspiration contre ladicte ville, où ledict suppliant estant incontinant accouru et aussitost faict sa plainte et dénoncia-



tion et remys la procédure faicte par le prévost de Gévaudan et MM. les officiers du bailliaige dudict pais, contre ledict Trotanant, touchant ledict assassinat, il auroit demandé le renvoy dudict Trotanant pardevant ledict prévost, en conséquence de ladicte procédure; mais ne l'ayant peu obtenir après une longue poursuite, ains ayant lesdictz officiers de Saint-Flour retenu et commencé l'instruction du procès, tant sur ledict assassinat que autres crimes, de lèze-majesté divine et humaine, dont ledict prisonnier se trouve chargé, il auroit, pendant ces longueurs, recouru à la Chancellerie et obtenu Lettres d'appel en la Chambre de l'Edict à Paris, croyant, par ce moyen, esviter la punition desdictz crimes. Laquelle, quoyque plus importante au public qu'au suppliant; il ne désisteroit de continuer s'il pouvoit plus avant fournir aux grandes despenses qu'il conviendra faire, tant pour la conduite dudict prisonnier à Paris, que pour la poursuite de l'instruction et jugement du procès; requérant, au moyen de ce, et attendu que la punition exemplaire desdictz crimes est de très-grande importance et conséquence au publicq, qu'il pleust ausdictz Estatz ordonner au syndic de faire lesdictes poursuites aux despans dudict pais ou en son déffault, accorder au suppliant telle somme de deniers que l'assemblée jugera suffisante pour subvenir aux susdictes despences; a esté conclud d'accorder audict suppliant la somme de sept vingtz dix livres à l'effect quedessus.

La requeste présentée aux Estatz, M. de Montesquieu, demandant remboursement au pais des despenses par luy faictes pendant ces derniers mouvemens pour l'entretenement de certain nombre de soldatz, pour garder



le passage de la rivière de Tarn, au lieu de La Malène,, contre les ennemis rebelles à Sa Majesté, a esté renvoyé à MM. les commis et aultres sieurs qui ont esté depputés par l'assemblée pour procéder à la vérification des aultres despenses généralles et y pourvoir, ainsi qu'ilz verront estre à faire pour raison.

Sur les plaintes généralles qui ont esté faictes ausdictz Estatz des grandes volleries, meurtres, assassinatz, et aultres excès et crimes qui se commettent dans ce pais et diocèse avec beaucoup plus de licence et liberté et plus fréquemment depuis ces derniers mouvemens et soubz prétexte d'iceulx qu'il ne se faisoit auparavant ; à cause de quoy estant requis et nécessaire, pour le bien de la justice et du publicq, de faire apporter par le lieutenant audict diocèse, de M. le prévost général de Languedoc, une grande dilligence pour l'exacte recherche et punition desdictz crimes ; ce que M. Estienne Armand, lieutenant dudict sieur prévost général, ne peut désormais faire, pour s'acquiter deuement de sa charge, à cause de son veige et de l'indisposition de sa personne. Et d'aillieurs lesdictz Estatz ayant esté bien informés des bonnes vie, mœurs, religion catholique, apostolique et romaine, sens, suffizance et dilligence de M<sup>r</sup> Michel Armand, notaire royal, filz dudict Armand ; veu aussi la délibération de MM. les commis, députés et sindic dudict pays, du 6<sup>e</sup> septembre 1620, par laquelle, soubz le bon plaisir desdictz Estatz, et pour les mesmes causes de l'indisposition dudict sieur Armand, père, lesdictz sieurs auroient permis l'exercice de ladiete charge à sondict filz, après qu'il auroiet, pour ce faire, obtenu la commission sur ce requise dudict sieur prévost général. Les



dictz Estatz, pour les susdictes causes et aultres bonnes considérations et mesmes des services longuement rendus audict païs par ledict Armand, père, en l'exercice de sa charge, ont conclud et arrêté, pour la continuation dudict exercice en icelle, d'eslire et nommer au Roy, Mgr de Montmorancy, gouverneur et lieutenant général pour Sa Majesté en Languedoc, et audict sieur prévost général, en ladicte province, ledict M<sup>e</sup> Michel Armand, filz, pour de ladicte charge jouir, aux gaiges, taxations et droictz y appartenans, et avec le nombre d'archers que le païs jugera nécessaire, à condition néantmoingz que pour ledict exercice, il sera tenu d'obtenir, de Sa Majesté ou de mondict seigneur de Montmorancy ou sieur prévost général, les provisions nécessaires sur la présente nomination et soubz les aultres conditions, insérées ez nominations faictes par le païs, de sondict père et son prédécesseur en ladicte charge, qui luy ont esté déclairées et desquelles il a dict s'estre rendu capable.

La requeste présentée par les archers dudict lieutenant de prévost, pour l'augmentation de leurs gaiges, attendu la modicité d'iceulx et la cherté des vivres ; a esté renvoyée à MM. les commis, députés et syndic dudict païs pour y pourveoir comme ilz verront estre à faire par raison.

Le tour du baron du présent païs de Gévaudan, qui doibt assister aux Estatz généraulx de Languedoc et particuliers de cedit païs, pour l'année prochaine, a esté déclaré par l'assemblée, appartenir à M. le baron de Mercœur, attendu que M. le baron de Florac s'est trouvé en tour la présente année, suivant son rang et l'ordre accoustumé.

Pour la dernière action faicte en ladicte assemblée,



mondict seigneur de Mende, président en icelle, a dict qu'il estime que chascun des assistans et tous ensemble sont également touchés d'une pareille et juste compassion pour les grandes et extraordinaires despenses que le pauvre peuple de ce diocèse, comme plusieurs aultres de la province, sera contrainct de supporter ceste année à cause de la guerre excitée par ceulx de la prétendue Religion, rebelles au Roy, et peult estre pour nos péchés et faulte d'amour et charité envers Dieu et de zèle envers la Religion ; que le vray moyen de s'exempter de ces malheurs est de se rendre exempt de vice et de péché et se convertir totalement à Dieu, n'ayant aultre chose devant les yeulx que son amour et craincte et l'obéissance et service deub au Roy, affin d'attirer par ces moyens, sur nous, les effectz de la grâce de sa divine bonté avec sa sainte bénédiction. Laquelle mondict seigneur de Mende a donnée à ladicte asssemblée, qui a esté la fin d'icelle.

L'an mil six cens vingt-deux, et le quinzième jour d'avril, en la ville de Mende et dans la Chambre haulte des maisons épiscopales, estans assemblez MM. les commis, députés et sindic du païs de Gévaudan, pardevant Mgr de Mende, comte dudict païs et conseiller du Roy, en ses Conseilz d'Estat et privé, assisté de M. de Pastorel, envoyé de M. le baron de Florac, baron du tour, la présente année, et de M. Bertrand Buffière, 1<sup>er</sup> consul de la ville du Malzieu, ensemble de M. Martin Merle, député des consulz de la ville de Lengoigne, tous ensemble députés par les gens des Estatz particuliers dudict païs, dernièrement tenus en ladicte ville de Mende, tant pour ouïr les demandes de certains gentilz hommes, capitaines



et aultres particuliers, sur le payement de plusieurs sommes qu'ilz prétendent leur estre deues pour fournitures faictes ou aultrement pour le faict de la guerre, que poun pourveoir aux aultres affaires du pais, selon que la nécessité le requerra.

Sur l'exposition faicte par ledict sieur Merle, de ce que, en exécution des articles du reiglement faict par Mgr de Montmorancy, gouverneur et lieutenant général pour la Roy, en Languedoc, publié en la ville de Langogne, les consulz et officiers de ladicte ville auroient, ces jours passez, arresté vingt-une charge de sel ou d'huile portés par dix-huict muletz et trois aultres bestes à bast, pour avoir esté vérifié par lesdictz officiers et consulz que les muletiers, conduisans lesdictes choses, estoient de la religion prétendue et qu'ilz n'avoient aulcun passeport, charge ny adveu d'aucunes personnes, ayant pouvoir et autorité du Roy, ains que ladicte voiture se faisoit en faveur et à l'avantage de ceulx de ladicte religion prétendue, rebelles à Sa Majesté, ainsi qu'il résulte plus particulièrement du verbal et inquisitions sur ce faictz, par lesdictz officiers, exhibé par ledict sieur Merle, requérant qu'il pleust à l'assemblée luy donner l'ordre de ce que lesdictz consulz et officiers auroient à faire sur ce subject; a esté advisé de prier mondict seigneur de Mende et M. de Morangiez, commis des nobles dudict pais, d'crire à mondict seigneur de Montmorancy et à M. du Faure, intendant de la justice, près Sa Grandeur, pour leur donner advis de ceste occurrence et supplier sadicte Grandeur, déclarer sur icelle ce qui sera de son intention, et ledict sieur du Faure, d'en faciliter la despêche.

Le mémoire des prétentions de M. de La Saumais,



ayant esté leu en l'assemblée, par lequel il demande au pays le payement de 280 livres, à luy ordonnée et accordée par délibération desdictz sieurs commis et depputés, du 5<sup>e</sup> décembre dernier, pour les causes y contenues et oultre 240 livres, à luy pareillement ordonnée par la mesme délibération, pour son appointement comme capitaine d'une des quatre compagnies du régiment de Languedoc, establie à Yspaniac pour le temps de quatre mois, à raison de 60 livres par mois, et encores 540 livres pour le payement de 75 hommes oultre les 25 de sa compagnie, mis à Yspaniac, qu'il dict avoir entretenus durant dix-huict jours, commencés le 17 novembre 1621, jusques au 4<sup>e</sup> décembre en suivant, et de plus 84 livres pour 35 hommes durant six jours. Et d'abundant 90 livres pour soixante hommes durant quatre jours, et finalement 150 livres qu'il dict luy avoir esté promis lors du passage de M. de Saint Jean, en ce païs, pour la creue de sa compaignie. Veu par lesdictz sieurs la délibération cy-dessus mentionnée et sur le tout délibéré, a esté conclud et arresté d'accorder audict sieur de Saumais ladicte première somme de 280 livres, mentionnée en ladicte délibération, comme aussi luy accorder 150 livres pour tout ce qu'il peult prétendre pour son appointement de cappitaine, durant lesdictz quatre moys, en conséquence de ladicte délibération, ores que par icelle ne soict parlé d'appointement et que la somme de 60 livres y mentionnée ne se doibve entendre que pour une fois tant seulement, sans l'estandre et amplier durant quatre mois; davantaige luy accorder 70 livres pour ladicte prétendue creue de sadicte compaignie, ores qu'il n'apparoisse d'aucune délibération ny promesse, de la part du païs, et pour ladicte partie de 540 livres



auroict esté trouvé n'y avoir lieu de luy accorder aucune chose comme ne luy estant due pour les raisons contenues en ladicte délibération ny pareillement pour les articles de 84 livres d'une part et 96 livres d'autre; n'apparoissant aucunement du temps ny de la cause de ceste despense, de manière que toutes lesdictes prétensions et demandes dudict sieur de la Saumais, pour le passé, ont esté réduictes aux susdictes trois parties, revenans ensemble à la somme de 500 livres, laquelle MM. les commissaires de l'assiette sont requis d'imposer pour le payement dudict sieur de la Saumays.

Et sur aultre estat ou mémoire remys par M. de Cheminades, veu la susdicte délibération et conformément à icelle, a esté accordé audict sieur, pour toutes prétensions, 430 livres, assavoir : 280 livres d'une part, et 150 livres d'autre, pour les mesmes considérations qu'elles ont donné lieu à la demande dudict sieur de La Saumays, pour raison desdictz deux parties. Et pour le regard de celles de 540 livres et 84 livres, comme aussi celle de 48 livres, a esté jugé par lesdictz sieurs de l'assemblée n'y avoir lieu d'y obliger le pays envers ledict sieur de Cheminades, non plus qu'il a esté faict pour semblables parties ou de pareille nature envers ledict sieur de La Saumays, de sorte que pour toutes choses du passé il se trouve deub, audict sieur de Cheminades, la somme de 430 livres, laquelle pareillement lesdictz sieurs commissaires sont requis d'imposer.

Comme aussi seront requis imposer la somme de 300 livres accordée pareillement, assavoir : 150 livres à M. le baron du Tournel, le filz, et pareille somme de 150 livres à M. de Morangiez, chascun d'eulx commandant une compagnie de 100 hommes de guerre à pied, dudict



régiment de Languedoc, et ce en conséquence de la délibération desdictz sieurs commis et depputez, dudict 3<sup>e</sup> décembre dernier, par laquelle leur est accordé à chacun d'eulx 60 livres, qu'ilz prétendoient leur appartenir par chascun mois, pour leur appoinctement durant quatre mois escheuz, depuis ledict 5<sup>e</sup> décembre, et qui a esté néantmoingz reiglé aux demandes desdictz sieurs de La Saumays et Cheminades, à ladicte somme de 150 livres chascun.

Sur la requeste présentée par M. de Montesquieu, tendant à ce qu'il pleust ausdictz sieurs depputés luy accorder la somme de 5,000 livres ou telle aultre qu'elle jugera raisonnable pour les despenses par luy faictes pour l'entretienement ordinaire de 30 hommes de guerre à pied, qu'il a tenus au lieu de La Malène, pour empêcher aux ennemys rebelles à Sa Majesté le passaige de la rivière de Tar, lequel autrement leur demeuroit libre pour exécuter leurs pernicieux desseingz contre les fidelles subjectz de Sa Majesté en ce païs ; ayant le suppliant faictes les avances de ses propres moyens durant ces mouvemens, sans avoir receu du païs que la somme de 100 livres tournois. Veu ladicte requeste et plusieurs lettres escriptes sur ce sujet audict sieur de Montesquieu, par MM. les commis, députés et syndic dudict païs, luy a esté accordé, pour toutes prétensions et demandes, la somme de 300 livres, oultre lesdictes 100 livres par luy receues ; laquelle somme de 300 livres lesdictz sieurs commissaires sont requis imposer en la présente assiette avec les aultres deniers extraordinaires dudict diocèse.

Et sur la réquisition faicte de la part de M. le commandeur de Gap-Francès, de le faire rembourser de la somme



de 36 livres, par luy fournye pour faciliter la levée de 80 hommes de guerre qu'il avoit mis sur pied, suivant les lettres desdictz sieurs commis et depputés du pais, lors du grand armement des ennemys rebelles au Roy, qui parurent près d'Yspaniac, environ la Toussaintz dernier; a esté arresté que lesdictz sieurs commissaires seront pareillement requis imposer ladicte somme de 36 livres pour le remboursement dudit sieur commandeur.

Comme aussi la somme de 50 livres tournois, fournie par le sieur de Fraisse, pour sa despence, et de quatre hommes à cheval durant cinq jours qu'il auroit demeuré en ceste ville de Mende, où il estoit venu, suivant l'ordre et mandement desdictz sieurs commis et depputés, pour assister le pais sur l'occurrence susdict de l'armement desdictz ennemys.

Et sur l'instance faicte par certains hostes de la ville de Mende et aultres particuliers habitans d'icelle et du pais, de les faire paier des sommes à eulx deues de restes, à cause des vivres par eulx fourniz pour la nourriture des gens de guerre, qui furent employez par M. le marquis de Portes, gouverneur en icelluy, pour la réduction en l'obéyssance du Roy du fort de Grèzes, a esté conclud et arresté, après avoir veu l'estat desdictz restes que lesdictz sieurs commissaires seront requis imposer, assavoir : soubz le nom de M. Tristand Grégoire, 95 livres 1 sol 3 deniers, pour restes et entier paiement de 2,372 livres, pour vente de bledz, vin et chair; de MM. Pierre Malles et Anthoine Destrictis, 219 livres, pour la moitié de 438 livres restante de 2,220 livres 4 sols 8 deniers qui leur estoit deue par l'estat final de leur compte de l'administration des vivres; des hoirs de feu M. Pierre Massedor, apothicaire, 179 livres 17 sols,



pour la moitié de 359 livres 14 solz restante de 719 livres 8 solz qui luy estoit due, pour fournitures de drogues ; du sieur Barthélemy Trescazal, 31 livres 17 solz 6 deniers, pour entier payement de 63 livres 15 solz, pour marchandises par luy fournye ; du sieur de Saint Martin, de Chanac, 75 livres, pour restes et entier payement de 150 livres, pour fourniture de bledz et bestail ; de M<sup>e</sup> Jacques Bonnesoy, hoste dudict Mende, 202 livres 18 solz 5 deniers, pour la moitié de 405 livres 16 solz 5 deniers, restans de 1,620 livres 6 sols, pour despenses par luy fournie en sa maison, à plusieurs gentilz hommes et aultres ; de M<sup>e</sup> Hérosme Harlet, 75 livres 10 solz, pour entier payement de 302 livres, pour pareille cause ; de Vidal Cyveyragol, aultre hoste, 60 livres, pour entier payement de 245 livres, pour semblable cause ; de M. André Roux, comme rémissionnaire de Nicolas Bousquet, 51 livres 12 solz 9 deniers, pour entier payement de 206 livres 11 sols pour semblable fourniture ; de M<sup>e</sup> Michel Chassany, apothicaire, 15 livres, pour entier payement de 30 livres, pour fournitures de drogues ; de de la vefve ou héritière de feu M<sup>e</sup> Aubazac, 75 livres, pour entier payement de 150 livres à elle accordées pour avoir esté son mary tué à la deffaicte du Buisson ; de M. Adam Chevallier, 75 livres, pour entier payement de 300 livres pour son remboursement de pareille somme, par luy payée au sieur de Creussolles ; du sieur de Fumel, 50 livres, pour entier payement de plus grande somme, à luy due par ledict estat des restes ; de M. Hélie de Saint Bauzile et Guillaume Bestion, 127 livres 19 solz, pour entier payement du compte par eulx rendu de l'administration de vivres et munitions.



Dudict jour, quinzième d'avril, en ladicte asssemblée, de relevée.

Sur le remboursement requis par noble Jean de Sales, de Saint-Chély-du-Tarn, de la somme de 500 livres, qu'il dict avoir fournie pour l'entretienement de dix soldats durant deux mois et demy, affin d'empescher le passage des ennemys rebelles à Sa Majesté, audict lieu de Saint-Chély et d'Haulterive, suivant l'ordre de M. de Mirandol; a esté conclud et arresté d'accorder, pour toutes lesdictes despenses, audict sieur Sales, la somme de 400 livres, laquelle MM. les commissaires de l'assiette sont requis imposer.

Le reste de ladicte séance dudict jour a esté employée par lesdictz sieurs députés à débattre et contester le contenu des demandes et prétensions des sieurs de La Sau-mays et de Cheminades, et en faire la vérification sur leurs quictances et aultres pièces justificatives desdictes demandes, attendu qu'ilz soustenoient leur estre deub plus grandes sommes que celles à eulx taxées par lesdictz sieurs depputés.

Du seizième jour du mois d'avril mil six cens vingt-deux.

Le sieur de Fumel, syndic dudict païs, a représenté que, suivant la charge à luy donnée par délibération de MM. des Estatz particuliers de ce païs, du 6<sup>e</sup> de ce mois, il auroict faict toute sorte de dilligences pour emprumter la somme de 5,325 livres 2 solz 2 deniers, à laquelle ce diocèse se trouve taxé pour sa quottité de 400,000 livres, accordée à Mgr de Montmorancy, gouverneur et lieutenant général pour le Roy en la province de Languedoc, pour l'entretienement de sa compagnie



d'ordonnance, celle de carabins et de 1,200 hommes du régiment de Languedoc ; ce néantmoingz il luy auroict esté impossible de trouver de comptant ladicte partie, et tout ce qu'il a heu moyen de faire, a esté de tirer parolle du sieur Brun, merchant de ceste ville, que le sieur du Brueil, son filz, qui s'achemine à Lyon, emploiera son crédit pour faire trouver et fournir ladicte partie au sieur de La Court, qui a charge de la faire tenir à M. le trésorier Portalés, ainsi que ledict sieur Portalés a cy-devant escript à Mgr de Mende. Et d'autant que le sieur Myot, commis du sieur Portalés, naguères venu en ceste ville, presse ledict syndic de luy faire délivrer ladicte partie, en vertu de la quittance du sieur Reich, trésorier du païs de Languedoc, de laquelle il dict estre porteur, comme aussi d'une ordonnance de mondict seigneur de Montmorancy, inthimée audict syndic avec gast et garnison d'huissiers, à faulte d'y satisfaire ; ledict syndic a requis lesdictz sieurs députés, de pourveoir audict payement, selon qu'ilz adviseront pour le mieulx. Sur quoy, ayant esté délibéré et reconnu l'impossibilité de recouvrer en ce païs ladicte partie, jnsques à ce que la levée des deniers des tailles puisse estre faicte ; veu aussi la lettre escripte par ledict sieur Portalés à mondict seigneur de Mende, le priant faire en sorte que lesdictz sieurs députés facent paier ladicte partie à sondict commis ou audict sieur de La Court à Lyon ; attendu aussi que ledict sieur commis s'achemine audict Lyon ; a esté conclud et arresté que ledict sieur Brun, sera remercié de la part du païs de l'offre qu'il luy a pleu faire audict syndic, laquelle il est prié d'effectuer et faire fournir ladicte partie de 5,355 livres 2 sols 2 deniers, audict sieur de La Court, à Lyon, dans quinze jours prochains, ensemble les in-



thérestz raisonnables telz que seront convenus entre ledict sieur du Brueil, son filz, avec ledict sieur de La Court, à la charge que ladicte partie et intérêt d'icelle seront renduz et remboursez audict sieur Brun, dans la fin du mois de may prochain, par le receveur dudict diocèse, à peine de tous despans, dommaiges et inthérestz, en rapportant par ledict sieur Brun récépissé dudict sieur de La Court, de la susdicte partie, avec la quittance de M. Pierre-Louys Reich, trésorier de la bourse dudict pais de Languedoc, dont ledict sieur Myot, commis dudict sieur Portalés, se dict porteur. Lequel moyennant la présente assurance est aussi prié descharger ledict diocèse de toute sorte de contraincte, fraiz et despens qu'il pourroit faire audict diocèse.

Sur l'estat des demandes de M. de Miral, pour estre remboursé des sommes contenues en icelluy, qu'il dict avoir fournies ; a esté délibéré et arrêté, sur chacun des articles dudict estat, ce que s'ensuict : sur le premier, de la somme de 576 livres, pour l'entretienement de six hommes de guerre à pied, pour la garde du château de Miral, depuis le 8<sup>e</sup> aoust dernier, à raison de 8 solz par jour, suivant le règlement de M. le marquis de Portes, lieutenant pour le Roy au pais de Gévaudan, a esté dict et arrêté, attendu que l'estat faict par ledict seigneur marquis, le 26<sup>e</sup> fevrier 1621, pour l'entretenement des garnisons des lieux mentionnés audict estat, ne s'estendoit qu'à ung seul moys et pour lequel seullement avoit esté faict fondz à la récepte dudict diocèze ; qu'il sera pourveu sur cest article conformément au règlement général qui sera prins sur les aultres demandes qui ont esté faictes aux Estatz pour toutes les aultres garnisons du diocèse, fondées sur le mesme estat.



Sur le second article de 144 livres, pour la despense de douze soldatz, pour garder le passaige et pont du Tarn, a esté accordé, audict sieur de Miral, la somme de 120 livres.

Et pour le troizième, de 360 livres, pour l'entretene-ment de 60 hommes de guerre, pour la garde des pas-saiges de ladicte rivière de Tarn, pour s'opposer aux troupes du sieur de Rohan, et ce depuis le 26<sup>e</sup> aoust, jusques au 10<sup>e</sup> septambre dernier, qui sont quinze jours ; a esté accordé audict sieur, la somme de 200 livres pour ledict nombre d'hommes, durant dix jours, à raison de 6 solz 8 deniers par jour.

Et sur le quatrième article de 360 livres pour trente soldatz de creue aux châteaulx de Miral et Bédouesc, depuis le 30<sup>e</sup> octobre jusques au 30<sup>e</sup> novembre ; a esté dict n'y avoir lieu d'accorder aulcune chose, attendu qu'il n'apparoit d'aulcune délibération ny aultre pièce justi-ficative et que ladicte creue n'estoit nécessaire.

Sur le cinquième, de 88 livres, pour l'entretènement de quatre soldatz de creue, pour la garde du château de Bédouesc, depuis le 30<sup>e</sup> novembre jusques au 25<sup>e</sup> janyier dernier ; attendu qu'il a esté vérifié lesdictz soldatz n'avoir esté establiz audict temps, a esté dict n'y avoir lieu de payement.

Sur le sixième article, pour l'entretènement de vingt soldatz pour la garde dudict lieu de Bédouesc, depuis le 25<sup>e</sup> janyier dernier, jusques à présent ; d'autant que dudict nombre de vingt convient rabatre les quatre de l'estat dudict seigneur marquis qui sont compris dans le-dict nombre ; a esté accordé, pour les seize restans, la somme de 160 livres, pour le temps d'ung mois, et à rai-son de 10 livres par moys, chascun soldat ; et pour ung



aultre mois finy le 2<sup>e</sup> du présent, luy est accordé 80 livres pour huict soldatz, à la mesme raison, oultre les quatre dudict estat.

Sur le septième article, de 560 livres, pour les réparations faictes audict chasteau de Bédouesc, depuis l'effort que les ennemys firent le 25 janvier sur ledict lieu, a esté délibéré qu'après le reiglement prins pour le faict des garnisons prétendues, en conséquence de l'estat faict par ledict seigneur marquis, s'il se trouve de restes deues ausdictz chanoines, sera pourveu au faict desdictes réparations, ainsi qu'il sera jugé raisonnable, du consentement desdictz sieurs chanoines sur lesdictz restes.

Sur le huictième article, touchant les despenses faictes par ledict sieur, pour tenir des espions dans les Cévennes, luy a esté accordé 62 livres ; revenant toutes les susdictes parties accordées à la somme de 630 livres, sur laquelle, desduict 64 livres 14 solz par luy receue de la paroisse de Bédouesc, et aultre de 64 livres 12 solz de la paroisse de Cocurès, luy seroit deub de restes, 500 livres 14 solz.

Veu par l'assemblée, l'estat des demandes et prétensions de M. de Lambrandés, pour estre remboursé de la despense par luy faicte pour l'entretènement de quinze soldatz qu'il auroit tenu de creue dans sa tour d'Yspaniac et chasteaulx de Quézac et Rocheblave, durant huict jours, finiz le 4<sup>e</sup> janvier dernier, et pour la perte faicte par le sieur de La Recouse, son filz, à cause de l'entretènement de 60 soldatz, à luy ordonnez en aoust dernier, durant quinze jours ; lesquels il auroit esté contrainct payer pour quatre jours de plus, pour n'avoir eu moyen plustost de les congédier, pour avoir esté lors retenu en ceste ville, attendant sur ce l'ordre dudict



congé, oultre que, ayant payé lesdictz soldatz, à raison de 12 livres chascun, il n'a esté remboursé qu'à raison de 10 livres ; a esté conclud et arresté d'accorder, pour toutes lesdictes demandes et prétensions dudict sieur, la somme de 100 livres, laquelle lesdictz sieurs commissaires sont pareillement requis imposer en la présente assiette.

Sur la requeste présentée par Tristand Serres, cordonnier, de la ville d'Yspaniac, à ce qu'il pleust ausdictz sieurs, luy ordonner telle récompense qu'ilz jugeront raisonnable, en considération de plusieurs voiaiges qu'il a faictz de ce païs au bas Languedoc, au péril de sa vie, par commandement de MM. les commis du païs, pour recognoistre l'estat des affaires des ennemys rebelles et decouvrir les desseingz et entreprises qu'ilz avoient contre cedit païs ; a esté conclud et arresté de luy accorder, pour tout, la somme de 50 livres, qui sera imposée en la présente assiette.

Lecture faicte de l'estat remys par les consulz et habitants d'Yspaniac, contenant les despenses par eulx faictes en ces dernières occurrences, soict pour le logement des gens de guerre qui ont esté souvent envoyés en ladicte ville, pour s'opposer aux passaiges des ennemys rebelles, ou pour les ustencilles qu'ilz leur ont fournies, comme aussi pour le bois et chandelles des corps de garde de la garnison y establie depuis ung an, oultre les foulles et dégastz extraordinaires que l'insolence desdictz gens de guerre leur ont faict souffrir avec grande perte ; a esté accordé ausdictz habitants, du commun advis de l'assemblée, la somme de 300 livres, pour estre, à ceste fin, imposée en ladicte assiette, par lesdictz sieurs commissaires.



**Du dimanche, dix-septième dudict mois d'avril,  
de rellevée.**

Sur la réquisition faicte par sire Jean Gras, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Saint-Chély-d'Apchier, qu'il pleust à l'assemblée veoir et arrester l'estat de la despence et fourniture par luy et ses collègues, faicte suivant les lettres et mandement de MM. les commis, depputés et syndic dudict pais, pour la nourriture des régimens de MM. de Pérault et Danibal, à leur passage près ladicte ville de Saint-Chély, allans, pour le service du Roy au camp devant Montauban, au mois d'octobre dernier ; et que par mesme moyen soit pourveu à leur remboursement en la présente assiette, ayant à ceste fin remis ledict estat certiffié par les officiers dudict lieu, ensemble une lettre et ung certificat dudict sieur de Pérault et les lettres desdictz sieurs commis et syndic. Le tout veu, vérifié et examiné en ladicte asssemblée et sur ce délibéré, ledict estat, montant à 744 livres, a esté réduit, modéré et liquidé à la somme de 300 livres pour toutes choses, et conclud que MM. les commissaires de l'assiette seront requis imposer ladicte somme pour le remboursement desdictz consulz.

Les habitans du Blaymard ayant faict remettre aultre estat de la despence et fourniture de vivres par eux faicte pour la nourriture du régiment de M. de Saint Jehan et aultres gens de guerre, allant audict camp devant Montauban ; lecture faicte dudict estat, certiffié par les officiers du lieu ; veu aussi le roolle de la vefve du feu bailli Reversat ; le certificat du maître d'hostel dudict sieur de Saint Jehan ; les lettres escriptes par MM. les commis et syndic dudict pais ausdictz habitans ;



le tout a esté modéré et taxé à la somme de 200 livres, pour estre payée, assavoir : 60 livres à ladicte vefve, et le surplus ausdictz habitans, et que à ceste fin MM. les commissaires de l'assiette seront requis d'en faire l'imposition.

L'estat de la fourniture des vivres faicte par M<sup>e</sup> Jacques Bouscharenc, du lieu d'Auroux, pour subvenir à la nourriture des compagnies de gens de guerre du régiment de MM. de Montréal et d'Anibal, allant audict camp de Montauban, ayant esté veu, avec l'attestation des officiers du lieu, les certificats desdictz sieurs de Montréal et d'Anibal et de l'enseigne de la compagnie du chevalier de La Pierre, du régiment dudict sieur d'Anibal, ensemble les lettres et aultres certificatz de M. Pierre Barthélemy, commis au faict desdictz vivres, ledict estat a esté taxé et modéré à la somme de 180 livres et conclud que lesdictz sieurs commissaires de l'assiette sont requis icelle imposer pour le remboursement dudict Bouscharenc et de ceulx qui ontourny lesdictz livres.

Se sont présentés à ladicte asssemblée les sieurs Jean Falguières, sieur du Mazellet ; Guillaume Bonnet, consul de la ville de La Canourgue, et Gabriel Rostang, sieur de la Vaïsse, qui ont remys l'estat des fournitures de vivres par eulx faicte au passage des compagnies du régiment de Languedoc, conduit par M. de Saint Jean ; requérant qu'il pleust à l'assemblée pourveoir à leur remboursement en la présente assiette. Après avoir esté faicte lecture dudict estat, montant 770 livres, du certificat des officiers du lieu, de la lettre escripte ausdictz consulz par MM. les commis du pais ; certificat du maître d'hôtel dudict sieur de Saint Jean et du capitaine Gar-



dille, maréchal de logis dudict régiment, le tout examiné, lesdictes fournitures ont esté taxées et modérées à la somme de 50 livres, pour le remboursement des sommes nommées et conclud, qu'à ceste fin, MM. les commissaires de l'assiette seront requis icelle imposer sur le général dudict diocèse.

A esté pareillement conclud de requérir lesdictz sieurs commissaires imposer la somme de 100 livres, à laquelle a esté, par ladicte asssemblée, réduit et modifié l'estat de la despence fournye par les consulz et habitans de la ville de Sainte-Enimye, pour la nourriture et entretenement du sieur de Marennes, avec douze hommes de cheval et cinquante mousquetaires, suivant les lettres de Mgr de Mende, l'estat de ladicte despence et certificat dudict sieur de Marennes, qui s'estoit acheminé en ce pais pour luy donner secours et assistance contre les desseingz des ennemys, rebelles au Roy, du bas Languedoc et des Cévennes, s'estans lors portés en nombre de quatre ou cinq mil hommes de guerre aux environs d'Yspaniac et Quézac, au mois de novembre dernier; laquelle somme de 100 livres sera employée au remboursement desdictz consulz et habitans.

Sur la requeste présentée par sieur Pierre Bonicel, du lieu de Falisson, à ce qu'il pleust à l'assemblée pourvoir à son desdommagement, à cause de la despence par luy fournye et soufferte au logement que M. d'Apchier, avec 35 hommes de cheval de sa suite, auroict faict en sa maison durant deux jours, au commencement de novembre dernier, s'acheminant avec grand nombre de gens de guerre, pour s'opposer ausdictes troupes desdicts rebelles de Languedoc et Cévennes; ayant le suppliant fourny tous vivres nécessaires audict logement, comme



appert par le certificat du sieur Fournier, secrétaire dudict sieur ; a esté accordé au suppliant la somme de 120 livres ; laquelle lesdictz sieurs commissaires seront aussi requis imposer pour son remboursement.

De mesmes seront requis imposer 20 livres pour les vivres fournis par George Veyret et Anthoine Brunel, du lieu de Rocles, à la compagnie collonelle du régiment de M. d'Anibal, à son passage, pour aller au camp devant Montauban, en octobre dernier.

Veu la requeste présentée par le syndic de la paroisse de Grandrieu, à ce que pour desdommaiger les habitans de ladicte parroisse et notamment des villaiges de Grandrieu, Chabestras, Florensac, la Chappelle, la Bataille, Manaresches et Laldeyrès, pour avoir contribué à la nourriture des gens de guerre qui ont pris leurs logemens esdictz lieux, l'année dernière, et entre aultres de la compagnie conduite par M. le chevalier de St-Auban, celle des carabins de M. le marquis de Portes, du régiment de MM. de Montréal et d'Anibal, et des troupes du sieur baron de Langeat, il pleust à l'assemblée leur accorder telle somme qu'elle jugera raisonnable ; a esté délibéré et conclud de leur accorder la somme de 150 livres, pour aucunement les rellever de ladicte des-pense, et, qu'à ceste fin, lesdictz sieurs commissaires sont requis imposer ladicte partie.

Lecture faicte de l'estat de la despense fournie par les habitantz de Montjeusieu, pour la nourriture de deux compagnies du régiment de Languedoc, de 62 chevaulx ou mulletz, allans pour le service du Roi, au camp devant Montauban, au mois d'octobre dernier ; veu aussi la lettre escripte, par lesdictz sieurs commis et députés, aux consulz dudict Montjusieu, avec le certificat signé



des lieutenant et sergent desdictes compagnies et des officiers du lieu, ledict estat a esté taxé et modéré à la somme de 120 livres, laquelle sera imposée pour le remboursement desdictz habitans ;

Comme aussi la somme de 50 livres, à laquelle a esté de mesmes réduit l'estat des vivres fournis par les habitans du lieu et parroisse de Salelles, à la compagnie du sieur de la Visclède et plusieurs aultres gens de guerre de cheval et de pied, volontaires, qui s'estoient jointz à ladicté compagnie, allant audict camp de Montauban, selon qu'il est porté par ledict estat, signé et notifié par les officiers du lieu.

Et par mesme moyen seront, lesdictz sieurs commissaires, requis imposer la somme de 120 livres, à quoy ladicté asssemblée a réduit et modéré l'estat de la fourniture des vivres, faicte par les habitans et sindicz des lieux d'Auxilliac, Maruejollet, Chardonnet et Corréjac, pour la nourriture des compagnies des sieurs d'Aleman, de Crespon et du Baye, à leurdict passaige, allant audict camp de Montauban, comme appert du certificat des capitaines, en suite de l'ordre signé par M. de St Jehan.

Et sur la réquisition faicte par le sieur Michel, lieutenant en la justice de Saint-Chély-d'Apchier, de le faire rembourser des fraiz par luy faictz en plusieurs voiaiges qu'il luy auroict convenu faire pour le bien des affaires dudict païs et diocèse, en l'année 1617, sur l'occurrence de la réduction, en l'obéyssance du Roy, du fort de Grèze, lors occupé par le sieur Dondredieu et ses adhérens ; a esté accordé, audict sieur Michel, la somme de 60 livres tournois.



Du lundy, dix huictième dudict mois d'avril, du matin.

Sur la requeste présentée par Claude Pinède, et l'estat qu'il a remys touchant la despense, par luy fournie à la compaignie de carabins du sieur de Crussolle, au logement qu'elle fit au lieu du Cellier, le 15<sup>e</sup> d'octobre dernier, à ce qu'il pleust à l'assamblée pourveoir à son remboursement, ledict estat, auroit esté réduit et modéré à la somme de 30 livres.

Pareille somme de 30 livres auroit esté accordée à M. Pascal Gaude, du lieu du Chambon, en considération des voiaiges par luy faictz dudict lieu du Chambon en la ville de Mende, pour affaires importans au païs de Gévaudan et diocèse de Mende.

Les estatcz de la despence et fournitures faictes par les consulz de la ville de Serverette ou ceulx qui ont esté par eulx commis pour la nourriture de sept compaignies du régiment de M. Pérault, ont esté veuz par ladicte assamblée, comme aussi les lettres de MM. les commis, syndic et députés, ensemble les certificatz dudict sieur de Pérault, et sur le tout, a esté conclud et arresté de réduire et moder lesdictz Estatcz, pour toutes choses prétendues et demandes pour lesdictes despenses et fournitures, à la somme de 330 livres, à ce compris le desdomaigement du premier préparatif desdictes munitions qui n'auroient esté employées, et que pour cest effect lesdictz sieurs commissaires de l'assiette seront requis comprendre ladicte somme au département des deniers extraordinaires la présente année ;

Et d'imposer de mesmes la somme de 80 livres, à laquelle a esté réduit et modéré l'estat des vivres fournis par les habitans de Saint-Denis, à une partie du régiment



dudict sieur de Pérault, logé audict lieu et quelques autres villaiges de la parroisse ou mandement dudict lieu;

Imposer aussi 20 livres qui ont esté accordées à Michel Ginhac, procureur du lieu de La Villedieu, sur la requeste par luy présentée pour le rembourser de partie de la despençe par luy fournye à la compaignie du sieur de La Condamine, du régiment dudict sieur de Pérault.

Ladicte asssemblée ayant veu et examiné l'estat remys par M. Tristand Grégoire, de la ville d'Yspaniac, des despenses par luy fournies, tant pour voiaiges qu'il a faictz ou messaigers qu'il a envoyés en divers lieux pour les affaires dudict païs, dégast et perte qu'il a souffert de plusieurs matériaux de bois et pierre, dont il avoict faict provision pour le bastiment d'une maison qui luy auroient esté prins et enlevez pour fortifier ladicte ville contre les ennemys, deschet des farines et vin qu'il tient dans le fort de ladicte ville, par forme de munition morte, suivant l'ordre de MM. les commis et depputés du païs, et pour la fourniture qu'il a faicte du bois, huile et chandelle nécessaires au corps de garde dudict fort, depuis un an ; le tout auroict esté taxé et licquidé à la somme de 300 livres tournois, pour le remboursement dudict sieur Grégoire, soubz le nom duquel ladicte somme sera pour cest effect impozée, comme les précédentes, en la présente assiette.

Dudict jour, dix-huictième d'avril, de rellevée, lesdictz sieurs depputés ne se sont assamblés en corps, affin de donner temps à ceulx qui ont esté nommés pour vérifier les payements faictz pour l'entretènement des garnisons dudict diocèse depuis le moys de mars dernier jusques à présent.



Du dix-neufviestme dudit mois d'avril, du matin.

Sur les plaintes faictes à l'assemblée, de ce que le sieur de Châteauneuf de Senuejolz, apporte de l'interruption au commerce et trafic ordinaire que les habitans de ce diocèse font en la ville du Puy, arrestant les marchans qui passent par Saint-Aond, comme il a faict naguères le sieur Blanquet, de Serverette; lequel il détient audit lieu de Saint-Aond, et faict refus de le mettre en liberté, soubz prétexte qu'il est de la prétendue religion, sans avoir esgard aux déclarations faictes par le Roy, en faveur de ceulx de ladite religion, qui se trouvent dans l'obéissance, comme faict ledit Blanquet, au nom duquel l'assemblée auroit esté suppliée voulloir employer son authorité pour son eslargissement; a esté conclud et arresté qu'il sera escript audit sieur de Châteauneuf, de la part de ladite asssemblée, pour le prier de mettre en liberté ledit Blanquet, comme estant en la protection et sauvegarde de Sa Majesté, au moyen de la submission par luy faicte, devers les officiers de Sa Majesté, de voulloir vivre et mourir en son obéissance; comme de mesmes sera escript, à MM. les commis et depputés du pais de Vellay, de voulloir tenir la main à l'eslargissement dudit Blanquet, attendu que ledit lieu de Saint-Aond, où il est dettenu, est situé dans ledit pais de Vellay, qui n'a pas moindre intérêt à l'entretien dudit commerce que le pais de Gévandau.

Estant venu à l'assemblée M. du Pouget, naguères depputé par les Estatz devers M. le baron de Langeat, il a faict son rapport du succès de sa députation, et comme ledit sieur de Langeat se trouvoit grandement satisfait de l'honneur qu'il avoit pleu ausdictz Estatz luy faire,



n'ayant pour son regard désiré d'eulx une plus grande recognoissance selon le tesmoignaige qu'il luy en a rendu pour le faire entendre à l'assemblée ; néantmoingz ledict sieur du Pouget, pour faciliter en toute façon le moyen de retirer, dudict sieur baron, parole, à luy donnée par M. de Billières, il auroit encors offert audict sieur baron la somme de 50 pistolles, de la part desdictz Estatz, oultre leur remerciement et tesmoignaiges de l'obligation qu'ilz luy avoient de sa bonne volonté, qui est tout ce que ledict sieur du Pouget a dict avoir peu profiter en sa délégation. Sur quoy, après que ledict sieur du Pouget auroit esté remercié, par l'assemblée, de la peine et du soing qu'il luy a pleu rendre en ceste occasion ; a esté conclud et arresté, pour effectuer l'offre par luy faicte audict sieur baron de Langeat, que MM. les commissaires de l'assiette seront requis imposer, sur le général dudict diocèse, ladicte somme de 50 pistolles, vallant 367 livres 10 solz, pour estre, par le receveur d'icelluy, payés audict sieur baron de Langeat, aux termes de ladicte assiette.

Et par mesme moyen sera imposé 400 livres, d'une part, accordées audict sieur de Billières, pour le rembourser de la despence par luy employée en plusieurs voyaiges qu'il fait devers ledict sieur de Langeat, pour le dispozer à descharger ledict diocèse du séjour et de la foule que ses troupes y faisoient, et 40 pistolles, vallant 73 livres 10 solz, accordées audict sieur du Pouget, pour la despence et fraiz par luy employez en sa députation.

Veu, par lesdictz sieurs députés, la délibération prise par les Estatz le 9<sup>e</sup> du passé, leur donnant pouvoir de vérifier et licquider les avances qui ont esté faictes par



certains consulz des villes et aultres particuliers habitans du païs, pour le payement de la solde et entretenement des gens de guerre, qui furent establyz pour le service du Roy esdictes villes et lieux dudict païs par M. le marquis de Portes, lieutenant pour Sa Majesté en icelluy ; lesquelles garnisons, bien que par l'estat d'icelles, arresté par ledict seigneur gouverneur, le 26<sup>e</sup> febvrier 1621, n'eussent esté ordonnées et le paiement faict fondz pour le payement d'icelles, que pour ung mois, tant seulement, estimant que l'occasion et le subject de la guerre cesseroit bientost ; néantmoingz, la cause et les effectz aiant faict progrez jusques à maintenant, lesdictz consulz et particuliers habitans auroient esté obligés, par devoir et nécessité, de continuer ledict payement à leurs propres fraiz et despens, soubz espérance d'en estre remboursez par le païs, qui par ce moyen a esté conservé en l'obéyssance de Sa Majesté contre les entreprises des ennemis rebelles, et s'est maintenu en repos et seurété. Et ouy le sindic dudict païs sur les demandes et prétensions de ceulx qui ont faict lesdictes avances ; a esté conclud et arresté qu'elles demeureront reiglées pour tout temps, à six mois, tant seulement, compris le premier mois dudict estat ; sur lequel pied et fondement, lesdictz sieurs depputés ayant procédé à ladicte vérification par le menu, et faicte déduction des deniers ja remboursez par le pays, ont trouvé qu'il reste encores débiteur des sommes cy-dessoubz escriptes ; assavoir :

— Aux consulz de La Garde-Guérin, de la somme de 200 livres tournois, pour l'entretienement de 10 hommes de guerre à pied ; au château dudict lieu, à raison de 10 livres par mois, durant deux mois, restans à rembourser dudict nombre de six ;



A M. le comte Du Rôure, de la somme de 300 livres, pour la solde de six hommes, au château de Grisac, durant cinq mois restans, à rembourser dudict nombre de six ;

A MM. les chanoines de Bédouesc, de 200 livres, pour la solde de quatre hommes à Bédouesc, durant cinq mois, restans de six ;

A M. de Sainte Enymie, de 180 livres, pour 6 hommes au château de Prades, durant trois mois, à rembourser sur ledict nombre de six ;

A Madame du Hault-Villar et au sieur de Muret, de 600 livres, qui est 300 livres à chascun, pour douze hommes aux châteaux de Montferrand et Muret, durant cinq mois à rembourser ;

Au sieur de Saint Martin, de 400 livres, pour vingt hommes au château de Chenac, pour deulx moys restans à rembourser ;

Au caporal François, de 200 livres, pour 10 hommes au château du Villar, durant deulx moys, dont il n'a esté remboursé ;

A M<sup>re</sup> Jean Reynal, curé du Monastier-lez-Chirac, de 360 livres, pour la solde de huict hommes à la tour dudict Monastier, durant quatre moys et demy ;

A M. du Gibertés, de 240 livres, pour quatre hommes au château de La Vinhe, durant lesdictz six mois entiers, dont il n'avoit eu auleun remboursement ;

Au sieur de La Condamine, de 300 livres, pour dix hommes au château de Peyre, durant trois moys, assavoir : ung moys restant dudict nombre de six, et deux moys que luy ont esté accordés de plus, à cause de l'importance de la place et la despence extraordinaire qu'il est contrainct faire pour la garde d'icelle ;



A M. de Mirandol, de 300 livres, pour six hommes au château de Mirandol, durant cinq mois, restans à rembourser ;

A Mlle de Vareilles, de 90 livres, pour trois hommes au château de Charbonnières, pour trois mois à rembourser ;

Au sieur de Camargue, de 1,500 livres, pour toutes restes de la solde de quarante hommes establyz au villaige de Grèze, à ce compris 600 livres, dont cy-devant avoit esté expédié mandement audict sieur de Camargue, sur le sieur de La Roche, qui ne l'auroit acquitté à faulte de fondz ;

Au sieur de La Rouvière, de 150 livres, pour trois hommes au château de Serverette, pour cinq mois deubz de restes ;

Au sieur de La Roche, de 180 livres, pour 5 hommes à la tour de Saint-Germain, pour lesdictz six mois entiers ;

Au sieur de Miral, de 60 livres, pour six hommes au château dudict Miral, durant ung mois, restant dudict nombre de six.

Dudict jour, dix-neufviesme d'avril, de rellevée.

Sur la réquisition faicte par le sieur Armand, lieutenant de M. le prévost général, audict diocèse, de pourveoir à son remboursement des fraiz et despens qu'il luy a convenu avancer et fournir en plusieurs vaccations et chavaulchées extraordinaires, par luy faictes avec ses archers, hors dudict diocèse, pour l'exercice de sa charge, luy a esté accordé la somme de 60 livres, moitié à luy et le reste ausdictz archers.

Veu le roolle présenté par les consulz de la ville de Chenac, tant de la despence par eulx fournie à certains



hostes de ladicte ville, pour la nourriture de quelques soldatz de la compagnie de M. de Morangiez que, pour la perte et intérestz qu'ilz ont souffert en l'achept de 30 sestiers, froment ou seigle, qu'ilz avoient faict mouldre, comme aussi en la revente de 30 moutons, qu'ilz avoient acheptés, pour subvenir à la nourriture du régiment de Languedoc, dont le passage avoit esté désigné audict Chenac, suivant l'ordre de MM. les commis du païs; tout le contenu audict roolle a esté taxé et réduit à la somme de 100 livres tournois, qui sera imposée comme dessus, pour le remboursement desdictz consulz.

Et oultre ce, la somme de 50 livres accordées à Claude Rochier et Pierre Gleyse, du lieu du Villar, assavoir : audict Gleyse, 41 livres, et audict Rochier, 9 livres pour leur remboursement de la despence par eulx fournie à une aultre partie des soldatz de ladicte compagnie qui n'avoient eu moyen de paier leurs hostes, après leur licentiaement et conged.

Sur la réquisition faicte par le sieur du Pouget, commandant pour le service du Roy à la tour et fort de Châteauneuf-de-Randon, de pourveoir à son remboursement des deniers par luy avancés pour la solde et entretenement de la garnison dudict lieu, jusques à présent; après avoir esté sur ce délibéré, a esté conclud et arresté que, pour toutes restes de ce qui avoit esté accordé pour ladicte garnison, sera imposé la somme de 900 livres en la présente assiette, et qu'à cest effect MM. les commissaires d'icelle en seront requis au nom dudict païs.



**Du vingtiesme jour dudict mois d'avril, de rellevée.**

Lesdictz sieurs députés mettant en considération les despenses extraordinaires que M. de Mirandol, lieutenant de la compagnie de gendarmes de M. le marquis de Portes, gouverneur pour le Roy, au païs de Gévaudan, a faictes, depuis le mois de novembre dernier, jusques à présent, en plusieurs et divers voiaiges qu'il luy a convenu faire en ceste ville de Mende, celle d'Yspaniac et aultres lieux dudict païs et son séjour en icelluy, à toutes occurrences, pour le bien du service de Sa Majesté et la conservation dudict païs en son obéyssance, suivant les commandements qu'il en a receu de mondict sieur le gouverneur ; désirans le rellever desdictes despenses, luy ont accordé la somme de 1,000 livres ; laquelle lesdictz sieurs commissaires sont requis imposer avec les aultres deniers extraordinaires dudict diocèse.

Ayant esté aussi jugé raisonnable de recognoistre l'assiduité de la peine et soin continuellement randu, durant l'année passée, par les sindic et greffier dudict diocèse, aux fréquentes assamblées qui se sont tenues presque journellement, à cause des affaires de la guerre, ayant à cest effect esté constraintz de quicter leurs affaires particuliers, leur a esté ordonné la somme de 250 livres tournois, assavoir : audict sindic, 100 livres, et audict greffier 150 livres, sans préjudice de leurs taxations et salaires, soit pour voiaiges, despesches, registres, que aultres vaccations extraordinaires ; lesquelles parties, lesdictz sieurs commissaires sont aussi requis imposer, ensemble le supplément de la taxe qui pourra estre faict par MM. les commis et depputés dudict païs avec lesdictz sieurs commissaires, sur les registres et contrerolles dudict greffier.



Comme aussi la somme de 150 livres, ordonnée à M. du Pivou, baillly de Gévaudan, pour le recognoistre en partie des soingz et peines extraordinaires par luy rendues à la garde de la ville de Mende, durant l'année dernière et présente, à l'occasion des entreprises dressées contre ladicte ville par les rebelles du pais des Cévennes.

Seront de mesmes requis imposer la somme de 120 livres, ordonnée au sieur du Cros, pour ung voiaige par luy faict de ladicte ville de Mende, devers Mgr de Montmorancy et M. le marquis de Portes, au camp devant Montauban, pour leur représenter l'estat des affaires dudict diocèze, affin qu'il fust leur bon plaisir d'y pourvoir, selon leur prudence et que la nécessité le requerroit.

Auroit esté pareillement accordé au sieur Boyer, de Maruejolz, 60 livres, pour plusieurs voiaiges qu'il a faictz de ladicte ville de Maruejolz en celle de Mende, pour les affaires importans le repos et tranquillité dudict pais.

Le compte du roolle de la despence faicte chez M<sup>e</sup> Hiérosme Harlet, hoste de la ville de Mende, par une partie du train de M. le comte d'Apchier, estant venu pour s'opposer aux ennemys rebelles, au mois d'octobre dernier, a esté veu par lesdictz sieurs depputés et arresté que la somme de 64 livres 11 solz, qui se trouve due audict Harlet, luy sera payée et à ceste fin imposée en la présente assiette avec les aultres parties cy-dessus.

---



1623

*MM. les commissaires de l'assiette. — Rôle de MM. des Etats. — Admission de divers députés. — Deux prétendants à la baronnie de Peyre. — Eloges adressés à l'évêque de Mende. — Abus et vexations commis par les receveurs ; mesures pour y mettre un terme. — Restes de la gratification de Mgr de Portes à payer. — Nouvelle gratification de 6,000 livres au même seigneur, gouverneur du Gévaudan. — Admission de l'envoyé du baron de Cénaret et du député de la ville de Saugues. — Réquisition de M. de Roux, sur l'intimation de l'arrêt du Conseil, touchant les deniers de la guerre. — Vérification des dettes du diocèse. — Dépenses faites par M. d'Entraigues, bailli de Gévaudan. — Contestation entre les Etats et le sieur de Tauriac, sieur de Saint-Rome, au sujet du remboursement des sommes payées pour l'acquisition de la seigneurie de Montméjan. — Dette en faveur de M. Rodes-Castaing. — Don de 1,000 livres aux Capucins, et de 600 livres aux Cordeliers de Mende. — Admission de l'envoyé de M. de Montrodât. — Sommes dues à M. Marimon. — Don de 100 livres à l'église de Marvejols, de 600 aux Carmes de Mende, et de 300 livres à la prieure du Chambon. — La somme de 4,500 livres accordée à M. d'Entraigues. — Don de 50 livres aux religieux de l'ordre de Saint-Dominique de Marvejols. — Indemnité aux habitants d'Ispagnac et de Montmirat, et autres communautés et particuliers qui ont souffert pendant les troubles. — Le prévôt fera ses chevauchées du côté de Saugues, pour purger La Margeride des malfaiteurs qui la fréquentent. — De-*



*mande faite par M. Parlier, secrétaire de Mgr de Portes. — Le baron de tour en faveur de M. de Canillac. — Clôture des Etats. — Sommes à imposer pour dépenses faites pendant les derniers troubles.*

L'an mil six cens vingt-trois et le lundy, sixième jour du mois de febvrier, environ neuf heures du matin, en la ville de Mende, et dans la salle haulte des maisons épiscopales, se sont assemblez les gens des Estatz particuliers du pais de Gévaudan et diocèse de Mende. Après avoir, suivant l'ancienne et louable coustume, ouy la messe du Saint-Esprit, célébrée dans l'église cathédrale de ladite ville ; en laquelle assemblée sont venuz : M. M<sup>e</sup> Jean de Roux, conseiller du Roy et controlleur des tailles dudict diocèse, commissaire principal de l'assiette d'icelluy ; noble Guillaume Du Mazel, sieur du Pyvoul et de Remyeize, bailly de Gévaudan ; noble Jehan Jacques de Columb, receveur des décymes audict diocèse, 1<sup>er</sup> consul de ladite ville de Mende ; M<sup>e</sup> Firmin Borne, apothicaire, 2<sup>e</sup> consul, et Gabriel Claret, tiers consul d'icelle ville, et noble Estienne de Seguin, sieur de Peyrefiche, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejolz, commissaires ordinaires de l'assiette la présente année. Lequel commissaire principal a dict, qu'il auroit pleu à MM. les commissaires qui ont présidé aux Estatz généraulx de Languedoc, dernièrement tenuz ez villes de Béziers et Beaucaire, le députer et commettre pour la tenue de l'assiette de ce diocèse avec les aultres sieurs commissaires ordinaires d'icelle, affin de procéder conjointement au département des sommes à quoy reviennent les quotitez dudict diocèse des deniers accordez par lesdictz Estatz généraulx. Et d'autant que par les com-



missions appert évidemment des justes causes de l'octroi desdictz deniers, il estime n'estre besoing d'en faire aultre récit à ladicte asssemblée, puyssque par la lecture qui sera faicte desdictes commissions elle en demeurera fort amplement et particulièrement informé ; la requérant néantmoins de l'assister ou faire assister, par leurs députés, au département desdictes sommes, auquel il offre de procéder incontinent ainsi qu'il luy est mandé et ordonné par lesdictes commissions et instructions desdictz seigneurs présidens, affin que, par faulte de ce, les affaires et service du Roy n'en demeurent retardez. Et incontinent après lecture faicte publiquement desdictes commissions en ladicte asssemblée, auroit esté dict par Mgr de Mende, comte de Gévaudan, conseiller de Sa Majesté, en ses conseilz privé et d'Estat et président desdictz Estatz particuliers, que sur les sommes mentionnées esdictes commissions, ayant esté, avec grande cougnoissance de cause et juste sujet, accordés par lesdictz Estatz généraulx à sadicte Majesté, et ceste compagnie persévérant tousjours comme elle faict, plus que jamais, en la fidelle et dévoute obéissance qu'elle doit à sadicte Majesté, il ne fault pas doubter qu'elle ne se porte à la prompte exécution desdictes commissions, et d'autant plus soigneusement qu'elle voit l'employ desdictz deniers estre faict par Sa Majesté pour réprimer, par ses armes, les insolences des rebelles ennemis de Sa Majesté et de son Estat, qui taschent de secouer l'obéyssance pour usurper la royaulté ; ayans par ce moyen causé une infinité de maulx et d'oppression dans le royaume, telz que la désobéyssance a de tout temps et en tous lieux accoustumé de produire, ainsi que mondict sei-



gneur le président a particulièrement faict veoir par plusieurs raisons, exemples et autorités de l'Escriture sainte et prophane ; et partant l'occasion rester plus digne aux gens de bien de louer Dieu et confesser hautement l'estroite obligation qu'ilz ont à Sa Majesté, d'avoir contrainct lesdicts rebelles à luy demander la paix, et par mesme moyen estre bien raisonnable de se porter à la recognoissance d'une seconde obligation envers les ministres de l'Estat et notamment de M. de Montmorancy, en la province de Languedoc, et de M. le marquis de Portes, en ce pays, pour tant de grandz et signalez exploictz rendus de leur velleur et très-dignes effectz de leur prudence, au gouvernement de leurs charges, durant ces derniers mouvements, pour le bien et advancement du service de sadicte Majesté, à la confusion desdictz rebelles et particulièrement pour le soulagement de ce pauvre diocèse qui, par une spéciale grâce et faveur, a esté préservé des grandes ruynes et extraordinaires ravaiges que les aultres diocèses de ladicte province ont souffert par les ennemis ou par ceulx du mesme party ; estimant aussi, mondict seigneur le président, ne debvoir faire les continuélles peines que MM. les commis et officiers du païs ont, à toutes occurrences, rendues aux affaires d'icelluy durant ces mouvements, que si de sa part il a coopéré en ces louables actions et contribué ses veilles et ses soings, il estime n'avoir faict que ce qu'il debvoit au mérite d'une si juste cause, pour la deffense de laquelle, la pluspart de la noblesse et des villes et communaultés du païs, s'estant aussi monstrez fort promptz et dilligens, le général d'icelluy leur en a de mesmes fort grande obligation, puyisque, par ces moyens, les ennemis ont esté frustrez



de l'effect de leurs espérances et pernicioeux desseingz et le païs guaranty de la ruyne et désolation dont ilz le menaçoient.

Ensuite de laquelle remonstrance et après la permission accordée par MM. les commissaires de l'assiette, de continuer la présente assemblée pour pouvoir traiter des affaires communs du païs, ainsi qu'il est acoustumé de tous temps, auroit esté faicte lecture du roolle des sieurs ecclésiastiques, barons et aultres nobles et des consulz des villes dudict païs et diocèse qui ont de tout temps séance et voix délibérative en ladicte assemblée, en laquelle se sont trouvez présens et assistans à la lecture dudict roolle, assavoir, pour l'estat ecclésiastique : M. M<sup>e</sup> André de Chanoillet, docteur ez droictz, chanoine et official, envoyé du Chapitre de l'église cathédrale de Mende ; M<sup>e</sup> Noël Pradel, bachelier en théologie, sacristain de l'église de Maruejolz, envoyé de M. d'Aubrac ; M<sup>e</sup> Pierre Enfruct, chanoine de l'église cathédrale de Mende, envoyé de M. de Sainte Enymie ; M<sup>e</sup> Michel de Fontanes, curé de Chirac, envoyé de M. de Lengaigne ; M<sup>e</sup> Jehan de Jehan, docteur ez droictz, envoyé de M. des Chambons ; M. de Panisse, commandeur de Saint Jehan, en personne. Et pour MM. les barons et aultres nobles : noble Gabriel de Charriel, sieur du Pouget, envoyé de M. le baron de Randon ; noble Anthoine de Nugier, sieur de La Roche, envoyé de M. le baron de Canillac ; noble Jehan de Pastorel, envoyé de M. le baron de Florac ; M<sup>e</sup> Jehan Michel, bachelier ez droictz, lieutenant en la justice de Saint-Chély, envoyé de M. le baron d'Apcher ; M<sup>e</sup> Pierre Bornelly, docteur ez droictz, sieur de Pelouze, envoyé de M. le baron du Tournel ; noble Jehan de Vernyn, sieur du Chenin, envoyé de M. d'Allenc ; M<sup>e</sup> Pascal



Gaude, baille de Montauroux, envoyé de M. de Montauroux ; noble Louys-Adam de Robert, sieur de Chazaux, envoyé de M. de Saint Auban ; M<sup>e</sup> Guillaume Bardon, docteur ez droictz, juge en la justice des terres de Mirandol, envoyé de M. de Mirandol ; noble César de Tézan de Ceras, sieur de Laval, envoyé de M. de Barre ; noble Pierre Brugeron, sieur du Crozet, envoyé de M. de Servièrre ; M<sup>e</sup> Claude de Cavata, bachelier ez droictz, envoyé de MM. les consulz nobles de La Garde-Guérin. Et pour le Tiers-Estat : noble Jean-Jacques de Columb, receveur des décymes du diocèse de Mende et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Mende ; M<sup>e</sup> Firmin Borne, apothicaire, 2<sup>e</sup> consul, et Gabriel Claret, 5<sup>e</sup> consul de ladite ville ; noble Estienne de Seguin, sieur de Pierrefiche, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejolz ; Charles d'Achard, sieur de Mijoule, 1<sup>er</sup> consul de la ville de La Canorgue ; sire Claude Robin, marchand, consul de la ville de St-Chély-d'Apcher ; M<sup>e</sup> Pierre Trébuchet, notaire royal, consul de la ville du Malzieu ; M<sup>e</sup> Jehan Fuelvar, consul de la ville de Florac ; M<sup>e</sup> Pierre Jassin, consul de la ville d'Yspaniac ; noble Jehan d'Albinac, consul de la ville de Ste-Enymie ; Louys Rodier, consul de Châteauneuf-de-Randon ; M<sup>e</sup> Aymar Roux, consul de la ville de Serverette ; Henry Sabatier, sieur d'Herbouses, consul de Saint-Estienne-de-Valfrancisque ; M<sup>e</sup> Gervais Chantuel, député de la ville de Lengoigne ; sire Jacques Noguier, consul de Barre ; M. Aymar Fraisse, consul de la ville de Saint-Auban ; M<sup>e</sup> Jehan Reversat, notaire, consul du mandement de Nogaret. Lesquelz assistans, après que les pouvoirs et procurations par eulx remys ont esté leuz et trouvez suffizans, ont presté le serement acoustumé, et mains de mondict seigneur le président, qui est de pro-



curer, en ceste asssemblée, l'avancement de l'honneur de Dieu, du service du Roy, du repos et soulagement du pays, et ne déclarer les opinions et délibérations des Estatz qui requièrent estre tenues secrètes.

Dudict jour, sixième de febvrier, en ladicte asssemblée,  
de relevée.

Se sont présentez : noble Doreille, sieur d'Alleret, envoyé de M. le baron de Mercœur ; noble Claude de Brunenc, sieur de La Corniliade, envoyé de M. de Sévérac ; M<sup>e</sup> Pierre Rodes-Castaing, docteur ez droictz, envoyé de M. d'Arpajon ; M<sup>e</sup> Pierre Grasset, marchand et consul de la ville de Chirac ; lesquelz après lecture faicte des pouvoirs et procurations par eulx remys et le serement presté, comme dessus, ont esté receuz en ladicte asssemblée, ez lieux, rang et ordre acoustumez.

S'estans aussi présentez : M. Anthoine Aldin, docteur ez droictz, envoyé de M. de Tholet, d'une part, et M<sup>e</sup> Jehan Vidal, aussi docteur, envoyé de Mme de La Faurie, d'autre part, chascun desdictz envoyez requérant d'estre receu en la présente asssemblée en vertu des procurations qu'ilz ont exhibées desdictz seigneur et dame, et à cause du droict qui leur est acquis en la baronnie de Peyre, par les moyens amplement desduictz par lesdictz envoyez ; et sur ce ayant esté faicte lecture desdictes procurations, ensemble des délibérations prises par les Estatz, sur le mesme différend, ez précédentes années et notamment l'année dernière, eu esgard à la continuation des guerres dans la province, qui ont empesché les parties de poursuivre le reiglement nécessaire sur ledict différend, ainsi qu'il avoit esté prescript par ladicte délibération ; a esté conclud et arrêté, veu ledict



empeschement que, sans préjudice du droit des parties et sans conséquence à l'advenir, lesdictz envoyez auront alternativement entrée et séance en la présente assemblée et durant icelle, scavoyr : ung le matin et l'autre de relevée, à la charge que si lesdictes parties n'ont fait vuyder ledict différend par la justice, avant la tenue des Estatz prochains, elles demeureront exclues de l'entrée desdictz Estatz, suivant ladicte délibération.

Le sieur de Fumel, syndic, a représenté qu'il estimeroit ne s'estre pas acquité du debvoir de sa charge si, après la conclusion des affaires importans au service du Roy, avant que traiter de ceulx qui regardent le repos et soulagement du païs, il ne faisoit entendre à la compagnie le juste subject qui l'oblige de rendre à Mgr de Mende, président ausdictz Estatz, ung remerciement singulier et fort exquis des soins particuliers et peynes extraordinaires qu'il a voulu prendre durant ces mouvemens, (en l'absence de Mgr le marquis de Portes, lieutenant pour Sa Majesté audict païs, sur l'occurrence des plus urgens et importans affaires d'icelluy) qui ont esté véritablement de tel fruict et utilité que, sans iceulx, l'estat dudict païs estoit au péril de sa ruyne et désolation, dont chacun de l'assemblée peult avoir plus de cognoissance que de moyen d'uzer de la reconnoissance digne de l'estroite obligation qui en restera pour jamais audict païs en général et à chacun des habitans d'icelluy en particulier. Sur quoy auroit esté réparty par Monseigneur, qu'il a esté ung fort faible instrument des bonnes intentions dudict seigneur gouverneur, et que s'il a rendu les effectz de ses debvoirs avec quelque utilité au service du Roy et du païs, cela doit estre plustost rapporté à la grâce et faveur spéciale de Dieu, et après



à l'assistance et bon ordre estably par Mgr de Montmorancy et ledict seigneur gouverneur, que non pas à luy, qui néantmoins n'excèdera jamais l'affection qu'il doit au service de Sa Majesté et du publicq.

Sur la réquisition faicte par le sieur de Fumel, syndic dudict païs, à ce qu'il pleust ausdictz Estatz remédier aux abus que les receveurs des tailles en icelluy ont accoustumé de commettre en la levée d'icelles, au grand préjudice du pauvre peuple et contre l'ordre et reiglement de la province et des instructions de MM. les commissaires, présidens pour le Roy aux Estatz généraulx de Languedoc. Lesquelz abus se pratiquent en trois ou quatre sortes, scavoir : aux exécutions et contraintes que lesdictz receveurs font contre les collecteurs ou habitans des parroisses, en la taxe excessive des fraiz et despens desdictes exécutions ; au rabais du pris et valeur des espèces d'or et d'argent en les recevant desdictz collecteurs, et au droict de quittance qu'ilz exigent plus grand qu'il ne leur est attribué. Ce qu'ayant esté mis en délibération, et veu les articles desdictes instructions sur ce subject ; a esté conclud et arresté, pour empescher lesdictz abus que, dans les mandz desdictes tailles, la présente année, seront insérées les conditions que lesdictz receveurs seront tenuz d'observer touchant les poinctz cy-dessus mentionnez, assavoir : qu'ilz ne pourront contraindre les collecteurs des lieux et communautés dudict diocèse que quinze jours après que le terme de payement escheu ; et lesdictz quinze jours passez, ne pourront envoyer qu'ung messenger seulement affin d'advertir lesdictz collecteurs de ne manquer de venir faire leur payement dans huict jours, après lesdictz quinze jours expirez ; auquel messenger ne pourra estre.



payé pour son voiaige que 6 solz tournois par le collecteur qui se trouvera en demeure ; et icelle continuant après lesdictz huict jours, pourront lesdictz receveurs envoyer ausdictz collecteurs ung huissier ou sergent, auquel, pour son voiaige, sera payé à raison de 20 solz par jour. Et pour ce qui regarde le pris des espèces d'or et d'argent, lesdictz receveurs seront tenuz de les recevoir selon le cours commun dudict diocèse ou du lieu où le bureau principal de la recepte est estably, sauf pour ce qui est des quottitez de l'octroy, creue et taillon, que lesdictz collecteurs seront tenuz payer au pris que les espèces ont cours à la recette générale, si mieulx ilz n'ayment payer les susdictes quottitez en argent blanc. Finalmente que lesdictz receveurs ne pourront prendre le droict de quittance que lorsqu'une nature de deniers sera payée entièrement pour toute l'année et à raison de 2 solz 6 deniers de chascune nature, pour une fois tant seulement, à ce non comprins lesdictz deniers d'octroy, creue et taillon, pour lesquels ne se doit payer aucun droict de quittance, à peine de concussion. Lesquelles natures de deniers lesdictz Estatz ont trouvé revenir en tout au nombre de huict, dont ledict droict de quittance peult estre exhigé desdictz collecteurs. Si ont, par mesme moyen, arrêté que MM. les commissaires de l'assiette seront requis faire taxe raisonnable au greffier dudict diocèse, tant pour l'envoy desdictz mandz que pour l'addition qu'il fera des susdictes conditions en chascun d'iceulx, oultre la forme ordinaire.

Ayant esté représenté à l'assemblée par M. Parlier, secrétaire de Mgr le marquis de Portes, lieutenant pour le Roy audict pais de Gévaudan et diocèse de Mende, le désir que ledict seigneur avoit de se trouver aux présens



Estatz pour les asseurer tousjours de la continuation et ses affections au repos et soulagement dudict païs ; ce qu'il eust faict infailliblement, si d'ung costé les commandemens du Roy ne l'eussent obligé de demeurer prez de sa personne et de l'autre le juste sujet qu'il a de prendre une parfaicte confiance du zèle de Mgr de Mende et de sa particullière affection au soulagement et repos de cedict païs, qui sont les deux principales causes qui ont privé ledict seigneur gouverneur du contentement qu'il s'estoit promis de veoir ceste compaignie, dont ledict sieur Parlier a dict leur debvoir rendre ce tesmoignaige et par mesme moyen leur représenter que ces deux dernières années les Estatz ayant considéré les grandes despenses que ledict seigneur avoit faictes pour le bien des affaires dudict païs et conservation d'icelluy en l'obéyssance de Sa Majesté, contre les entreprises et desseins des rebelles, luy auroient accordé la somme de 6,000 livres, en chascune desdictes années, avec intention qu'il en jouyst entièrement et sans aucune diminution ; ce néantmoins, l'effect seroit demeuré imparfaict et tronqué d'une bonne partie, à cause du refus que les receveurs dudict diocèse font de l'acquitter entièrement, soubz prétexte que les habitans des Cévennes, qui se sont trouvez dans la rébellion, durant ledict temps, n'ont jamais voulu payer ce qu'ilz doibvent de leurs quotités, et à présent se couvrent des Edictz de pacification, pour le bénéfice desquelz disent avoir esté deschargez de telles contributions. A quoy ledict sieur Parlier a requis l'assemblée voulloir pourveoir par son accoustumée prudence. Et sur ce ouy le sieur de Fumel, syndic, qui a tesmoigné que s'il a esté faicte quelque levée desdictz deniers sur lesdictes Cévennes, ça esté de fort peu de



chose et sur le commencement de l'année 1621, avant que les habitans desdictes Cévennes eussent prins ouvertement les armes ; tellement qu'il n'eschet qu'à vérifier ce qu'ilz ont payé à la recette et pourveoir au surplus du manquement. A esté conclud et arresté que ladicte vérification, préallablement faicte, la partie qui se trouvera de manque, pour parfaire la somme accordée audict seigneur gouverneur, en chascune desdictes années, sera fournie et avancée par les receveurs qui ont esté en exercice durant icelles, à la charge d'en estre remboursez en la présente, et qu'à ceste fin MM. les commissaires de l'assiette seront requis imposer les deniers de ladicte avance avec les interestz d'icelle, s'il y eschet, pour l'entier acquittement desdictes sommes accordées audict seigneur gouverneur.

Lesdictz Estatz ayant meurement considéré les despenses extraordinaires que Mgr le marquis de Portes, lieutenant pour le Roy, au pais de Gévaudan et diocèse de Mende, a esté contrainct de faire pour la conservation d'icelluy en l'obéyssance de Sa Majesté et qu'il luy conviendra continuer pour y maintenir les habitans en repos et seureté, oultre les soings très-particuliers qu'il rend ordinairement en toute sorte d'occasion à ce qui regarde le soulagement du pauvre peuple, ont, pour les susdictes raisons et aultres bonnes considérations, unanimement accordé audict seigneur, la somme de 6,000 livres tournois, pour ceste année et sans conséquence à l'advenir, et arresté que MM. les commissaires seront requis imposer ladicte somme sur le général dudict diocèse, et qu'à cest effect seront obtenues de Sa Majesté les lettres d'assiette et provisions requises et nécessaires.



Du mardy, septième jour dudict mois de febvrier,  
du matin, en ladicte asssemblée.

Se sont présentez : noble Anthoine de Jurquet, sieur des Salèles, comme envoyé de M. le baron de Cénereb et M<sup>e</sup> Jacques de Langlade, député de la ville de Salgues, qui ont remys leurs pouvoirs, desquelz après avoir esté faicte lecture et le serement par eulx presté, suivant la coutume, ilz ont esté receuz en l'assemblée.

En laquelle seroit venu M. M<sup>e</sup> Jehan de Roux, commis-  
saire principal de l'assiette dudict diocèse, la présente  
année, lequel auroit représenté qu'en la qualité de com-  
mis, l'année dernière, à faire l'administration des tailles  
d'icelluy diocèse, luy auroit esté signifié ung arrest du  
Conseil d'Estat, et en vertu d'icelluy faict commande-  
ment de remettre es mains du trésorier de l'extraordi-  
naire des guerres ou bien du trésorier provincial dudict  
extraordinaire en Languedoc, tous les deniers qu'il peut  
avoir en mains, de la nature susdicté ou en deffault  
d'iceulx les acquestz sur ce nécessaire, affin d'en pou-  
voir rendre compte à la Chambre, ainsi que le devoir  
de leur charge les y oblige. Et d'autant qu'il a faict  
ladiote administration, en vertu des mandemens et or-  
donnances de MM. les commis, députés et syndic dudict  
païs de Gévaudan, et pour la conservation d'icelluy en  
l'obéyssance de Sa Majesté et qu'il en pourroit estre in-  
quiété par lesdictz sieurs trésoriers; il a requis lesdictz  
Estatz voulloir prendre le faict et causé pour luy. Sur  
quey ouy le sieur de Fumel, syndic, qui a dict que cest  
affaire regarde non-seulement ce diocèse en particulier,  
mais aussi le général de la province, laquelle, en pa-  
reilles occasions, en a faict instance et obtenu des arrest



au Conseil contraire au susdict ; a esté conclud et arresté que le sieur de Fumel retirera copie de ladicte intimation et sur icelle fera despesche, au nom de ceste assemblée, tant à M. de La Motte, syndic général de Languedoc, que à MM. les députés des Estatz généraulx, qui sont de présent à la Cour, pour leur donner advis de ladicte intimation et les prier de faire sur ce les poursuites nécessaires, pour faire révoquer ledict arrest et par ce moyen arrester le cours des vexations, qu'à faulte de ce ledict diocèse en pourroit souffrir.

Le sieur de Fumel, syndic dudict diocèse, a représenté que les Estatz du pays, ayans cy-devant prudemment jugé qu'il estoit très-important au bien des affaires dudict diocèse et fort utile et raisonnable, de pourveoir soigneusement à l'acquittement de plusieurs sommes de deniers deues à ung grand nombre de créanciers du pais, ilz auroient prins délibération, en diverses assemblées tenues ez années dernières, de faire retirer, au plustost qui se pourroit, l'advis que MM. Delhom et de Galières, trésoriers généraulx de France, en la généralité de Montpellier, commissaires extraordinaires, députés par le Roy, pour la vérification des debtes dudict diocèse, sont obligez de rendre et donner à Sa Majesté, sur la procédure par eulx faicte touchant ladicte vérification, affin d'obtenir de sadicte Majesté les provisions nécessaires sur ce sujet ; mais l'effect desdictes délibérations ayant esté jusques icy retardé, tant à cause des troubles et mouvemens derniers, que de l'absence dudict sieur de Galières et du greffier de ladicte commission et aultres empeschemens, il semble nécessaire, maintenant que le pais se trouve soulagé des despenses extraordinaires de la guerre, par le moyen de la paix générale, dont il a



pleu à Dieu nous favoriser, de profiter le temps pour l'acquittement desdictz debtes, sans aultre dilation, afin d'oster, ausdictz créanciers, tout sujet et prétexte de vexer ledict diocèse par contraintes et condempnations de despens, dommaiges et interest qu'ilz pourroient obtenir à faulte de ce. Sur quoy, veu lesdictes délibérations et notamment la dernière, a esté conclud et arresté, conformément à icelle, que dans huict jours, après la tenue de la présente asssemblée, ledict syndic fera despesche expresse audict sieur de Galières, pour le disposer à rendre ledict advis, soubz les assurances portées par lesdictes délibérations ou aultres qu'il sera jugé par MM. les commis et députés dudict païs, raisonnable et nécessaire, pour après, ledict avis retiré, estre envoyé au Conseil et sur icelluy faictes les poursuites requises à l'obtention des lettres d'assiette et aultres provisions convenables pour l'acquittement desdictz debtes. En quoy lesdictz sieurs commis et députez se pourront prévalloir de l'assistance et du nom de MM. les députés des Estatz généraulx de Languedoc pendant leur résidence à la Cour. Et en cas que ledict sieur de Galières feroit refus de rendre ledict advis ou que sur l'expédition d'icelluy escheut quelque notable difficulté, digne de considération, pour rendre ledict advis invalide et sans effect ; en ce cas, lesdictz sieurs commis et députez consulteront et prendront advis sur les moyens et expédiens plus convenables pour retirer, dudict sieur de Galières et dudict greffier, ladicte procédure et pièces justificatives desdictz debtes, pour, sur icelles, former et fonder une nouvelle vérification pardevant MM. les commissaires, présidens pour le Roy aux Estatz généraulx de Languedoc, et sur icelle obtenir leur advis, suyvant l'ordre et reiglement général de la province.



Sur l'avis qui a esté donné à l'assemblée de l'arrivée, en ceste ville, de M. d'Entraignes, baillly de Gévaudan et gouverneur de la ville de Maruejolz, avec dessein de faire instance du payement de plusieurs sommes qu'il prétend luy estre deues par le diocèse, à cause de la garde de ladicte ville; ladicte assemblée, pour se préparer à une juste deffense sur ce sujet, auroit employé le reste de ceste séance à estre employé à la vérification des sommes qui ont esté par ledict diocèse payées audict sieur d'Entraignes, tant pour l'entretienement de la garnison de ladicte ville que aultres considérations qui le regardent.

Dudict jour mardy, septième de febvrier, en la susdicte assemblée, de relevée.

Le sieur de Fumel, syndic dudict diocèse, a représenté qu'en l'année 1556, en suite des sentences et jugemens de condempnations donnez contre feu Bussac et ses complices, les juges procédans à la vérité des biens des condempnez, pour subvenir aux fraiz des poursuites et des procédures nécessaires sur ce sujet, auroient rendu et adjugé à Jehan de Tauriac, sieur de Saint-Rome, la terre et seigneurie de Montméjan et une mestairie appelée de Brunas, pour le pris de 6,000 livres tournois. Et quelque temps après, en ayant esté dépossédé à la poursuite de Jehanne d'Olmieres, fille dudict Bussac, seroit depuis intervenu arrest de la Cour de parlement de Paris, le 7 septembre 1584, donné entre Anthoine de Tauriac et M<sup>e</sup> Robert de Chanoillet, syndic, lors dudict diocèse, portant condempnation, contre ledict syndic, de garantir ledict de Tauriac dedans deux mois de la poursuite contre luy faicte par ladicte Jehanne d'Ol-



nières, ez noms qu'elle procédoit et faire jouyr ledict de Tauriac desdictes terres et mestairie; et à faulte de ce faire dans ledict temps et icelluy passé, ledict syndic condampné par emprisonnement de sa personne, à rendre, audict Anthoine de Tauriac, ladiote somme de 6,000 livres, ensemble les despens, dommaiges et interest souffertz à cause de ladicte éviction et les despens, tant en demandant que deffendant, depuis taxez à 638 escus 52 sols 6 deniers. A laquelle condempnation ayant esté fait commandement audict syndic, ez années 1593 et 1599, de satisfaire, ledict syndic se seroit retiré au Conseil et fait appeller en icelluy Jehan de Tauriac en reiglement de juges, où seroit intervenu arrest, portant renvoy en ladicte Cour de parlement de Paris pour procéder en l'instance de garantie et sur ledict exécutoire de despens. En vertu duquel arrest, ledict syndic auroit esté appelé en ladicte Cour, en janvier 1605, à la requeste dudict Jehan de Tauriac, pour y veoir retenir leur cause et liquider les dommages et interest. Et sur ce le décès dudict Jehan de Tauriac estant arrivé, damoiselle Jehanne de Saint Estienne, sa vefve, auroit, par arrest du mois de febvrier 1613, fait retenir ladicte cause en ladicte Cour, sans préjudice de la péremption par ledict sieur syndic prétendue. Et en suite de ladicte rétention auroit esté par ladicte vefve, baillé demande en liquidation desdictz dommages et interestz, revenans, assavoir, pour le principal de ladicte terre et mesterie, 20,000 livres et plus; et pour les fruictz 16,500 livres, oultre 3,500 sestiers de froment, 1,400 sestiers seigle, 2,200 sestiers avoyne, 55 quintaulx fromage, 55 moutons et aultres choses contenues en ladicte demande, pour quelques aultres dommages et interestz, fraiz et despens



exposez. Sur quoy ledict sindic ayant baillé ses deffenses et entre aultres proposé fins de non recevoir, ladicte vefve ou héritiers auroient eu recours aux commissaires députés par le Roy à la vérification générale des debtes dudict diocèse, par lesquelz il auroit esté procédé à celluy dudict Tauriac, en la présente ville, en l'année 16. . ., de sorte que sur la demande et actes remys devers lesdictz sieurs commissaires, de la part de ladicte vefve ou héritiers, par le sieur de Monnac, leur procureur, et les impugnations rendues par ledict syndic et les répliques et contestations de part et d'autre, par-devant lesdictz sieurs commissaires, ledict debte auroit esté finalement et avec grand cognoissance de cause, reiglé et liquidé à la somme de 20,000 livres, tant pour le principal que pour tous despens, dommages et interest ; néantmoins, présentement le sieur des Gardies, au nom de sa femme, comme héritière dudict feu sieur de Saint Rome, son père, vient de luy faire intimer certaines lettres royaulx ; en quoy il monstre voulloir plustost continuer le cours du procès que de s'arrêter à ladicte vérification, quoyque d'autre part et soubz main, il face parler d'accord en luy augmentant ladicte somme de 20,000 livres. Sur quoy, après avoir esté délibéré, a esté conclud et arresté que ladicte asssamblée donne pouvoir ausdictz sieurs commis et députés, de traiter avec ledict sieur des Gardies ou aultres, ayant charge suffizante et en passer le contract sur ce nécessaire, moyennant ladicte somme de 20,000 livres, pour toutes prétentions ; et en cas qu'ilz n'y voudroient acquiescer, que ledict syndic, après une exacte consultation, continuera les poursuites en tel cas requises contre ledict Tauriac.



Sur ce que le sieur Rodes-Castaing, docteur et avocat, habitant de la ville de Marieujolz, a représenté à l'assemblée que, comme mary de damoiselle Marguerite de Meillac, fille et héritière du feu sieur du Montet, de la ville de La Canorgue, après certains arrestz donnez par la Cour des Aydes à Montpellier, entre luy et le syndic dudict, il se seroit porté à terminer le différend à l'amiable, ainsi qu'il résulte de la transaction et contract d'accord, sur ce passé le 21 mars 1649, par lequel il auroit quitté ledict diocèse de toutes ses demandes et prétensions, moyenant la somme de 2,000 livres, ores qu'il luy en fust deub davantaige, sous l'espérance qu'on lui donnoit que ladicte somme seroit imposée dans les Estatz, lors prochains, pour luy estre payée incontinant après, affin qu'il eust moyen d'acquiter les parties esquelles il a esté condampné enver le sieur Regy, de Saint-Cosme, pour les affaires dudict diocèse ; par lequel n'ayant esté satisfait audict payement et ledict Regy ne s'estant voulu contenter des intérestz, ledict sieur Rodes auroit esté grandement molesté par contraintes et exécutions et nouvellement par une saisie faicte ces jours passez à la poursuite du sieur de Salacroux, comme remissionnaire dudict Regy, de cent bestes à l'ayne, trois cavalles et aultre bestal gros ; pour lequel recouvrer ou partie d'icelluy, il auroit esté contrainct s'obliger au payement de la somme de 1,000 livres, envers ledict sieur de Salacroux, dans six mois ; ce qui lui donne juste sujet de supplier l'assemblée faire imposer, en la présente assiette, ladicte somme de 2,000 livres ou du moins ladicte partie de 1,000 livres, affin qu'il ayt moyen se tirer de ladicte obligation et esviter une nouvelle vexa-



tion, qu'à faulte de ce il sera contrainct de souffrir, et en tout cas, qu'il plaise ausdictz Estatz faire avancer, par forme de prest, ladicte somme, à la charge des intérêts jusques à l'actuel remboursement. Veu par ladicte assemblée ledict contract d'accord, et attendu que ladicte partie ne peult estre imposée sans lettres d'assiette, qui n'ont encores esté obtenues, a esté conclud et arresté que le payement des intérêtz de ladicte somme de 2,000 livres, sera continuée ceste année au sieur Rodes, et qu'à cest effect MM. les commissaires de l'assiette seront requis en faire l'imposition.

Sur la requeste présentée par les révérends pères Capucins de l'église et couvent, naguères fondez lez la présente ville de Mende, à ce que le bon plaisir des Estatz fust de continuer envers eulx les effectz de leurs dévotions et charitez pour subvenir aux moyens nécessaires pour la perfection de la fabrique de ladicte église; laquelle aultrement demeureroit longuement retardée, et par ce défaut, en danger d'attirer la ruyne et anéantissement de tout ce qu'il y a desjà de faict, quoyque tellement avancé qu'ils espèrent, avec la grâce de Dieu et le secours favorable du païs, que dans ceste année ilz auront moyen d'y demeurer à couvert et par conséquent y rendre le service qu'ilz doibvent à Dieu avec leurs vœux et plus ardentes prières pour le salut et conservation de ce diocèse; a esté conclud et arresté d'accorder charitablement, ausdictz religieux, la somme de 1,000 livres à payer en deux années, moytié la présente, pour subvenir à leur fabrique, et, le surplus, la prochaine, pour l'employer à l'achept de livres. Et qu'à cest effect MM. les commissaires de l'assiette seront requis d'en faire l'imposition esdictes deux années, sans que les deniers soyent divertiz, à peine de répétition.



Veu de mesmes autre requeste des révérends pères Cordeliers de l'église et couvent, anciennement fondé près ladicte ville de Mende, tendant à ce qu'il pleüst ausdictz Estatz, leur aulmosner quelque somme de deniers, pour subvenir à la restauration de ladicte église, la pluspart de laquelle se trouve dès longtemps ruinée par l'injure des guerres, mesmes depuys les dernières, advenues en ce royaume, à cause des différendz de la religion, tellement que si la réparation de ladicte église est plus longtemps différée, la totale ruine de ce qui reste, s'ensuyvra bientôt, qui serait une grande perte et dommage ; laquelle ilz sont hors d'espérance de pouvoir esviter, si ce n'est par le charitable secours qu'ils requièrent humblement desdictz Estatz, pour la conservation et prospérité desquels ilz seront d'autant plus obligez de continuer leurs vœux et plus dévotes prières à Dieu ; a esté conclud et arresté d'accorder auxdictz religieux la somme de 600 livres, payable, la moitié ceste année et l'autre moitié l'année prochaine, dont MM. les commissaires de l'assiette seront priez faire l'imposition, à la charge que les deniers ne pourront estre employez à aultres uzages.

Du mercredy, huictième jour dudict mois de febvrier, en ladicte asssemblée, du matin.

S'est présenté noble Jacques de Rodas, escuyer, homme d'armes de la compagnie de Mgr le Connestable, requérant estre receu en ladicte asssemblée, comme envoyé de M. de Montrodar ; ce qui a esté fait après la lecture de sa procuration et le serment par luy presté, en tel cas requis.

A esté remonstré à l'assemblée par le sieur Marimon,



filz de feu M<sup>e</sup> Philip Marimon, bourgeois de Pézénas, que ledict diocèse se trouvant débiteur de certaines sommes de deniers envers sondict père, assavoir : de 3,434 livres, pour les causes contenues en une transaction et contract d'accord, passé entre MM. les commis, syndic et députés dudict diocèse et sondict père, le 19 juillet 1616, d'une part ; 415 livres 13 solz 4 deniers, à quoy ledict syndic auroit esté condamné par arrest de la Cour des Aydes, du 30 mars 1618, pour les intérestz de ladicte partie de deux années, d'autre ; et encores 618 livres 8 sols 6 deniers, par taxat de ladicte Cour, obtenu contre ledict syndic, le 7 aoust 1619, revenans, lesdictes trois parties ensemble, à la somme de 4,484 livres. Ledit exposant se seroit acheminé exprès en cedit diocèse, croyant de toucher ladicte somme, comme héritier de sondict père, attendu mesmes qu'elle avoyt esté imposée sur le général d'icelluy diocèse, l'année dernière, et vérifiée par MM. les commissaires présidens pour le Roy aux Estatz généraulx de Languedoc ; néantmoins le receveur dudict diocèse, faict refus de luy payer ladicte somme, disant que la plus grand part d'icelle a esté prins par MM. du païs et employé aux affaires très-urgens et importans au service du Roy, à la conservation du païs en son obéissance contre les entreprises des rebelles à Sa Majesté, au plus fort des derniers mouvemens, et que le surplus de ladicte somme, qui est la portion des paroisses des Cévennes, n'a pu estre levé, quoy qu'imposé sur icelles, à cause de leur manifeste rébellion et déobéissance ; au moyen duquel refus, ledict exposant se trouvant frustré du payement de ladicte somme, à son grand intérêt et dommage, requéroit l'assemblée d'y pourveoir, ensemble aux intérestz, pour le retardement



dudict payement, sans préjudice des aultres prétentions qu'il a contre ledict diocèse, dont il baillera estat. Sur laquelle réquisition, veu par l'assemblée les articles de l'assiette de l'année dernière, contenant lesdictes parties, ensemble les délibérations desdictz sieurs commis et députés, touchant le divertissement et employ d'une portion d'icelles, attendu aussi la rétention faicte par les habitans des Cévennes, de ce que montent leurs quottez, prétendans en estre deschargez par les édictz de pacification ; a esté conclud et arresté que, pour le remplacement de ladicte somme de 4,484 livres, MM. les commissaires de l'assiette seront requis d'en faire l'imposition pour estre payée aux héritiers dudict feu Philip Marimon, en l'acquit dudict diocèse. Et pour les autres prétentions, si aulcunes il en a, MM. les commis et députez dudict pais les vérifieront pour y pourveoir, ainsi qu'ils verront estre à faire par raison.

Sur la requeste de MM. les chanoines du Chapitre et église collégiale de la ville de Maruejolz, tendant à ce qu'il pleust aux Estatz les assister de quelque somme de deniers pour subvenir à la réédification de leur église, ruynée par l'injure des guerres, comme il est très-notoire à la compagnie ; a esté conclud et arresté de leur accorder la somme de 100 livres, laquelle lesdictz sieurs commissaires seront requis imposer ceste année, pour estre employée à l'effet requis, sans qu'elle puisse être divertie, à peine de répétition.

Lecture faicte, en ladicte assemblée, de la requeste présentée par les révérends pères religieux du couvent des Carmes, de la ville de Mende, narrative de la ruyne et entière démolition du couvent et église qu'ilz souloient avoir lez ladicte ville et préz des fossez d'icelle,



advenue par l'injure des guerres; occasion de laquelle ilz furent contrainctz se retirer dans une maison particulière de ladicte ville, avec une indicible incommodité, de sorte qu'à peine ont-ils peu trouver un petit lieu pour faire une chapelle, qui néanmoins n'est pas capable de contenir la quatrième partie du peuple qui journellement y est en affluence. Au moyen de quoy requièrent qu'il plaise ausdictz Estatz leur aulmosner quelque somme pour ayder à l'accroissement de ladicte chapelle ou édification d'une plus grande. A esté conclud et arresté d'accorder ausdictz révérendz pères religieux des Carmes, la somme de 600 livres tournois, à l'effect que dessus, payable la moitié ceste année et l'autre moitié l'année prochaine; et pour ce faire, MM. les commissaires de l'assiette, seront requis en faire l'imposition esdictes deux années, à la charge que les deniers seront distribuez par les ordonnances de Mgr. de Mende.

Sur autre requeste présentée par la dame prieuresse du Chambon, a esté accordé, à ladicte dame, la somme de 300 livres, pour subvenir à la réédification de l'église dudict prieuré, longtemps ruynée par l'injure des guerres, et que pour le payement de ladicte somme MM. les commissaires seront requis icelle employer en l'assiette de la présente année, à condition qu'elle ne pourra estre divertie ny employée à aucuns autres usages.

Dudit jour, mercredy, huictième de febvrier, en ladicte asssemblée, de relevée.

Ayant esté représenté à l'assemblée par M. d'Entraigues, bailly de Gévaudan et gouverneur de Marivert, que sur le refus à luy fait, l'année dernière, par



l'assemblée des Estatz de ce païs, de pourveoir au payement de la somme de 32,000 livres, dont il leur faict instance pour son remboursement des fraiz et despenses par luy fournies et avancées, pour la garde et conservation, en l'obéyssance du Roy, de la ville de Marieujolz, il se seroit retiré au Roy, pour luy estre pourveu par Sa Majesté. A laquelle ayant pleu prendre sur soy le payement de la plus grande partie de ladicte somme, elle auroit rejetté le surplus, jusques à 10,530 livres, sur ledict païs, et ordonné par arrest de son Conseil, que le païs seroit contrainct au payement. Lequel, bien qu'il eust moyen de retirer par les rigueurs, à luy permises par ledict arrest; néantmoins, il n'auroit uzé de plus grandes que de faire saisir quelques petites parties jusques à 1,000 ou 1,100 livres, sur certains collecteurs dudict Marieujolz et des environs, en attendant la convocation de ceste assemblée, avec le gré de laquelle il est plus désireux de retirer son remboursement que par aulcune aultre voye ; la suppliant à ceste cause, d'y voulloir mettre la dernière main. Sur quoy, ayant esté meurement délibéré, après avoir esté faicte lecture des délibérations prinzes l'année dernière, ensemble de la coppie des lettres patantes de Sa Majesté, données au camp devant Montauban, le 7 octobre 1621, pour l'imposition de la somme de 6,000 livres, pour certains fraiz et despenses prétendues par ledict sieur d'Entraigues et de la coppie de l'estat faict à Paris, le 21 febvrier 1622; signé Phelipeaux, pour l'entretènement de la garnison dudict Marieujolz, montant 4,530 livres, lesdictes deux parties revenans à la susdicte somme de 10,530. Ven aussi l'estat des sommes payées ou accordées par ledict païs audict sieur d'Entraigues, tant pour ledict entrete-



nement que pour aultres fraiz et gratifications, revenant à 8,400 livres ; et considéré que, suyvant l'ordonnance et reiglement de Mgr le duc de Montmorancy, gouverneur et lieutenant général pour le Roy en la province de Languedoc, ladict garnison depuis le temps de la déclaration faicte par les habitans dudict Marieujolz, a esté tousjours bien payé, voire par advance et préférence à toutes aultres dudict pays jusques à la paix ; n'ayant ledict sieur d'Entraigues aucun subject de s'en plaindre, à raison de quoy le diocèse croit n'estre en sorte quelconque tenu à aultre remboursement dudict sieur d'Entraigues, ains se debvoir opposer à ses demandes, tant au Conseil de Sa Majesté que par tout aillieurs où besoing seroit ; néantmoins l'assemblée ayant considéré que le procès qui pourroit intervenir pour ce regard pourroit constituer le païs en de plus grandz fraiz et aultres raisons qui y ont esté particulièrement représentées ; a esté conclud et arresté d'accorder audict sieur d'Entraigues, pour toutes ses demandes et prétensions, en quelque sorte que ce soit ou puisse estre, la somme de 4,500 livres, à ce compris 1,500 qui luy furent accordez l'année dernière par les Estatz dudict païs et depuis imposez et couchez soubz le nom dudict sieur d'Entraigues, en ung article de l'assiette de ladict année dernière, à la charge et non autrement que ledict sieur d'Entraigues se départira de toutes lesdictes prétensions qu'il pourroit avoir contre ledict païs et diocèse, en vertu desdictes provisions ou autrement, en quelle forme et manière que ce soit, sans se rien réserver ny retenir pour raison de la garde de ladict ville de Marieujolz, fraiz et despens faictz à la poursuite des provisions et arrestz par luy obtenuz.



Desquelles provisions et de tout le contenu en icelles, il sera aussi tenu se départir et en faire toutes les déclarations sur ce requises et nécessaires, moyenant ladicte somme de 4,500 livres, scavoir : lesdictes 4,500 livres d'une part, imposez ladicte année dernière, qui luy seront payez par M. Jehan Roux, commis à la recepte dudict diocèse, ladicte année, par la simple quittance dudict sieur d'Entraigues, nonobstant les charges et conditions apposées au susdict article d'assiette, attendu que les déclarations portées par icelluy sont contenues en la présente délibération, et 3,000 livres d'autre que MM. les commissaires de l'assiette seront requis imposer ceste année, pour estre aussi payée audict sieur d'Entraigues par le sieur de La Roche, receveur, soubz les charges et conditions et non autrement. Laquelle délibération entendue par ledict sieur d'Entraigues, il l'a acceptée et en a remercié lesdictz Estatz et promis, de sa part, tenir, garder et observer-le contenu en icelle, sans préjudice de ses autres prétensions et desdommagement pour les pouvoir poursuivre devers Sa Majesté ou en avoir recours contre qui appartiendra, aultres toutesfois que ledict pais. De quoy il le tient quitte.

Les Estatz, ayans veu la requeste à eulx présentée par les révérendz pères Jacobins de la ville de Maruejolz, leur ont accordé la somme de 50 livres, pour leur ayder à subvenir à l'achept de certaine maison qui leur est nécessaire pour leur habitation, et qu'à cest effect MM. les commissaires de l'assiette seront requis en faire l'imposition pour la présente année.

Sur la requeste présentée par les habitans d'Yspaniac, à ce que en considération des foulles et ruynes par eulx supportées, tant à cause du passage et logement, audict



lieu, des troupes de gens de guerre du sieur Dondredieu, en l'année 1617, que d'autre logement par eulx encore souffert en ces derniers mouvemens des quatre compagnies du régiment de Languedoc, establies pour le service du Roy, dans ce diocèse, ausquelles ilz auroient fourny les ustancilles durant vingt mois, avec le bois et chandelles, à quatre corps de garde, à raison de deux quartz d'escu par jour, et oultre ce, faict plusieurs réparations et fortifications en leur ville, revenans à plus de 2,000 livres, sans compter ce qu'il pleust aux Estatz leur accorder, l'année passée; par le moyen desquelles despenses, ledict lieu ayant esté conservé en l'obéyssance de Sa Majesté, le reste du diocèse est demeuré couvert et guaranty des incursions, ravages et aultres entreprises des ennemis rebelles, comme il est netoire à ung chacun. Pour ces considérations, joint que lesdictz habitans n'ont pas jouy de l'exemption et descharge de leurs cottitez des impositions de 25 et 30,000 mil livres, faictes en ladicte année 1617, à eulx promise par délibération prinze en ladicte année, il pleust ausdictz Estatz leur accorder la somme de 2,000 livres, pour leur donner moyen de mettre leur ville en meilleur estat de se deffendre contre les ennemis de Sa Majesté, cas advenant ausquelz ladicte ville est opposée comme ung boulevart, pour leur empescher le passage de la rivière de Tarn et l'oportunité de l'entrée dans cedict diocèse; a esté conclud et arresté d'accorder, ausdictz habitans, la somme de 400 livres tournois. Laquelle MM. les commissaires seront requis imposer en la présente assiette, pour estre employée à la réparation des murailles de ladicte ville cy-devant ruynées par l'injure des guerres, à la charge que lesdictz deniers ne pourront



estre convertiz à aulcuns aultres uzages et que lesdictz habitans seront tenuz faire apparoir, au pais, de l'employ, tant de ceste partie que de 500 livres à eulx accordez par lesdictz Estatz, l'année dernière, à l'effect desdictes réparations.

Veu la requeste des habitans de Montmirat, narrative de la grande perte, ruyne et désolation par eulx soufferte, au moyen du bruslement de la plus grande partie de leurs maisons qui fut faict au mois de . . . . par la résolution et malice des ennemis rebelles au Roy et en hayne de la retraite que lesdictz habitans donnoient dans ledict lieu aux catholiques et fidelles subjectz de Sa Majesté, durant la guerre, ostant par ce moyen la liberté du passage ausdictz ennemis ; a esté accordé ausdictz habitans la somme de 300 livres, pour aucunement les relever de ladicte perte et leur ayder à remettre leurs maisons ; à la charge que ladicte somme sera distribuée le plus justement que se pourra entre ceulx, tant seulement, qui ont souffert ledict bruslement. Et pour ce MM. les commissaires seront requis imposer ladicte somme, en la présente assiette, pour estre payée ausdictz intéressés, par le receveur dudict diocèse.

A esté de mesmes accordé par lesdictz Estatz, à Robert de Cubezolles, du lieu de Bugeac, paroisse de Salgues, la somme de 60 livres, en considération de la grande perte qu'il a soufferte au bruslement de ses maisons, granges et de tous ses bledz, foings et meubles qu'il avoit dedans, advenu par la trop grande indiscretion ou malice des soldatz du régiment de M. de Montréal, logez en sadicte maison, lors de son passage, s'acheminant au camp devant Montauban, en octobre 1621, ayant lesdictz soldatz, à leur départ, laissé des



mèches allumées dans ladicte grange, parmi la paille, dont ledict bruslement seroit inopinément survenu bien-tost après leur départ, comme est porté par la requeste présentée par ledict Cubezolles.

Lesdictz Estatz ont renvoyé à leur asssemblée, l'année prochaine, pour estre pourveu, ainsi qu'il apartiendra par raison, sur demande et réquisition faicte par noble Cézar de Tézan, sieur de Laval, envoyé de M. de Barre, au nom des habitans des villaiges de Villeneuve, Laval, et certains aultres lieux, près dudict Barre, à ce qu'il pleust à l'assemblée pourveoir au desdommagement de la perte et ruyne soufferte par lesdictz habitans, à cause du bruslement de leurs maisons, advenu par l'injure de la guerre durant ces derniers mouvemens.

Auroit esté représenté à l'assemblée par le sieur de Valcrozès, au nom de M. de Crussolle, son frère, qu'ayant pleu à Mgr le duc de Montmorancy, gouverneur et lieutenant général pour le Roy en Languedoc, establir une garnison de 50 hommes de guerre à pied, dans Villefort, soubz la charge dudict sieur de Crussolle, et ordonner par sa commission de 8 febvrier, de l'année dernière, qu'il seroit pourveu à leur entretenement, assavoir : par le diocèse d'Uzès, pour le nombre de vingt hommes ; pour celui de Viviers, pour dix hommes, et par ceulx du Puy et Mende, chacun pour pareil nombre de dix hommes, jusques à ce que autrement, par Sa Grandeur, en eust esté ordonné, avec clause expresse portés, tant par la susdicte commission, que par aultre de Sa Grandeur, du 8<sup>e</sup> d'octobre dernier, que à faulte d'y avoir esté satisfait, les commis, syndic et députés desdicts diocèses, y seroient contrainctz, chacun pour sa portion, comme pour les propres deniers de Sa Majesté. Ledit



sieur de Crussolles, pour ne manquer à son debvoir, sur le commandement à luy faict par sadicte Grandeur, auroit faict les avances nécessaires en deffault desdictz diocèses et mesmes de celluy de Mende, durant le temps de six mois. Desquelles avances il a requis l'assemblée le voulloir faire rembourser, pour ce qui est de la portion dudict diocèse. Sur quoy, après avoir esté faicte lecture desdictes commissions, conféré et traité pour reigler et modérer les prétensions dudict sieur de Crussolles, a esté convenu et accordé avec ledict sieur de Valcrozez, au susdict nom, pour toutes lesdictes prétensions dudict remboursement, à la somme de 300 livres; moyenant laquelle il a quitté ledict diocèse et promis tenir quitte envers ledict sieur de Crussolles et tous autres qu'il apartiendra. Pour le payement de laquelle somme, MM. les commissaires seront requis en faire l'imposition en la présente assiette, soubz le nom dudict sieur de Crussolles.

Sur la réquisition faicte par le député des consulz de la ville de Salgues, de leur accorder ung archer, entretenu aux despens du diocèse, pour faire résidence en ladicte ville, et oultre ce leur faire encores bailler une cazaque par le prévost, pour la mettre ez mains de celluy que lesdictz consulz adviseront pour accompagner ledict archer et s'en servir à la capture des vagabondz, larrons et volleurs qui courent ordinairement la montaigne de La Margeride, proche de ladicte ville, commettant une infinité de maléfices. Veu les délibérations prises sur semblable sujet ces dernières années, et attendu le petit nombre d'archers entretenuz audict diocèse, qui ne peut estre séparé ny escarté de la présence du prévost, sans incommoder grandement et rendre



inutile l'exercice de sa charge, a esté conclud et arresté n'y avoir lieu d'entendre à ladicte réquisition ; néanmoins pour remédier à la cause et sujet d'icelle, le prévost est exhorté, de la part desdictz Estatz, de rendre ses chevauchées les plus soigneuses et fréquentes qu'il pourra dudict costé de ladicte montaigne, afin de la purger de ceste vermine et la rendre libre et assésée aux gens de bien.

Sur la réquisition faicte par M. Parlier, secrétaire de Mgr le marquis de Portes, lieutenant pour le Roy, au pays de Gévaudan, à ce qu'il pleust à l'assemblée pourveoir à son remboursement de la despense par luy employée en deux voyaiges qu'il a faictz, par commandement de mondict seigneur le marquis, du bas Languedoc en ce diocèse, pour affaires importants la conservation d'icelluy, en l'obéyssance de Sa Majesté, contre les pernicious desseings des rebelles et par mesme moyen, d'avoir esgard à ses vacations, peines et soins par luy renduz près dudict seigneur, à cause d'une infinité de dépenses par luy faictes, pour le bien et utilité dudict diocèse, à toute sorte d'occurrences pendant ces derniers mouvements ; a esté délibéré et conclud de renvoyer à MM. les commis, députés et syndic et à MM. les commissaires de l'assiette, à pourveoir sur ladicte réquisition, ainsi qu'ils trouveront estre juste et raisonnable, lorsqu'ils procéderont aux taxes et liquidations qui pourrout rester à faire après la tenue de la présente assemblée, touchant les affaires dudict diocèse.

Le tour du seigneur baron du pais, qui doit assister, l'année prochaine à l'assemblée des Estatz généraulx de Languedoc, suyvnt l'ancienne coustume et l'ordre observé de tout temps audict diocèse, estre trouvé et dé-



claré appartenir à M. le baron de Canillac, attendu que M. le baron de Mercœur estoit en tour la présente année.

Finallement mondict seigneur de Mende, président desdictz Estatz, ayant par ung docte et rare discours, représenté les heureux et utiles effectz que l'obéyssance des peuples envers leurs princes a acoustumé de produire en tous lieux et exhorté lesdictz Estatz à la persévérance de celle qu'ilz ont tousjours rendue au Roy très-chrétien, nostre souverain seigneur ; et après avoir loué Dieu de la grâce qu'il faict à son peuple de le maintenir en paix ; il a donné la bénédiction aux assistans, suivant l'ancienne coustume desdictz Estatz, qui a esté la fin de l'assemblée.

S'est présenté le sieur Destrictis, lequel a remonstré qu'ayant rendu compte de l'administration des vivres, employez à la nourriture des gens de guerre, qui furent ordonnez en ce diocèse, en l'année 1617, pour la réduction, en l'obéyssance du Roy, du fort de Grèze, le diocèse se seroit trouvé débiteur envers luy et le sieur Malles, son associé, par l'estat final de son compte, de la somme de 2,220 livres ; de laquelle il leur est encores deub de restes 229 livres pour entier payement dudict debet ; et parce que la longue dilation dudict payement leur est grandement préjudiciable ; il a requis l'assemblée y voulloir pourveoir. Sur quoy, vérification faicte dudict debet, sur l'estat final dudict compte et des payements sur les assiettes et comptes des receveurs dudict diocèse ; a esté conclud et arresté que ladicte somme de 229 livres restante desdictz 2,220 livres, sera payée et acquittée ausdictz sieurs Destrictis et Malles, par le sieur de La Roche, receveur des tailles dudict diocèse, des premiers deniers qui proviendront de la levée, à luy



commise, des restes des habitans des Cévennes, et qu'à ceste fin en sera expédié mandement ausdictz sieurs Destrictis et Malles, sur ladicte nature de deniers.

Sur la réquisition faicte par le sieur de Jehan, au nom des habitans de la ville de Lengoigne, de pourvoir au remboursement de la despense par eulx fournye, l'année dernière à la brigade de M. de Mirandol, lieutenant de la compagnie de gendarmerie de M. le marquis de Portès, et ce, suivant l'ordonnance et l'ordre de Mgr le duc de Montmorancy, gouverneur et lieutenant général pour le Roy en Languedoc, du 12<sup>e</sup> avril dernier. Veu l'estat de ladicte despense, le reiglement de Sa Grandeur et sa commission, ladicte despense a esté taxée et modérée à la somme de 200 livres, pour toutes choses: laquelle sera imposée en la présente assiette pour le remboursement desdictz habitans.

Ayant esté faicte lecture de la délibération prise ausdictz Estatz, du 8<sup>e</sup> du présent mois, a esté taxé et ordonné à M. Parlier, secrétaire de M. le marquis de Portès, la somme de 300 livres, tant pour les fraiz de deux voyages, qu'il a faictz, du bas Languedoc en ce diocèse, pour affaires importans la conservation d'icelluy en l'obéissance du Roy, que pour recognoissance des soins, peines et vacations par luy employez pour plusieurs et diverses despesches par luy faictes soubz mondict sieur le marquis, pour le soulaigement et repos dudict diocèse, durant l'année, sur l'occurrence des derniers mouvements, pour estre ladicte somme imposée sur ledict diocèse en la présente assiette et, par le receveur d'icelluy, payée audict sieur Parlier, en l'acquit dudict diocèse.

L'estat remys par le sieur du Villeret-La-Fage, des fournitures de munitions de guerre et aultres fraiz par



luy faictz, pour le service du Roy en la conservation dudict païs en l'obéyssance de Sa Majesté, l'année dernière, en plusieurs occurrences, a esté veu, vérifié et examiné, réduit, modéré et taxé à la somme de 60 livres tournois, pour estre imposée en la présente assiette et payée audict sieur du Villeret, pour son remboursement.

Veue aussi, par lesdicts sieurs, le roolle des expéditions extraordinaires, faictes durant l'année dernière par le greffier dudict diocèse et des journées et vacations par luy employées aux affaires d'icelluy, tant pour l'expédition des délibérations desdictz sieurs commis et députés, lettres escriptes à Messeigneurs de Montmorancy, de Portes et aultres seigneurs, gentilz hommes, villes et communaultés à toutes occurrences et des mandemens, ordonnances, roolles, estatiz et aultres actes requis, touchant la distribution des deniers de la guerre durant ladicte année, eu esgard aussi, outre le grand nombre desdictz actes, aux journées qu'il a employées à se trouver et assister à toutes les assablées, faictes par lesdictz sieurs commis pour délibérer desdictes affaires et après à aller faire signer ausdictz sieurs lesdictes délibérations ordonnées et aultres expéditions; et d'abundant, pour avoir tenu le registre et contrerolle desdictz mandemens et ordonnances sur le payement des garnisons dudict diocèse, comme aussi de quatre compagnies du régiment de Languedoc, establies dans icelluy en ladicte année, ensemble de la brigade de la compagnie de gens d'armes de M. le marquis de Portes, auquel effect il luy auroit convenu entretenir ordinairement ung clerc, près de luy; auroyt esté par lesdictz sieurs taxé audict greffier,



pour son salaire de toutes sesdictes journées, vacations et expéditions et de son clerc, la somme de 300 livres tournois, pour estre imposée en la présente assiette, et payée audict greffier par le receveur dudit diocèse.

Pareille somme de 300 livres a esté taxée au syndic dudit diocèse, à ce compris 100 livres à luy ordonné, l'année dernière, dont il n'auroit esté payé, pour ses journées et vacations extraordinaires esdictes deux années, considéré l'affluence des affaires occurens journellement à cause de la guerre, laquelle somme sera de mesmes imposée en ladite assiette, pour estre payée audict syndic, comme dessus.

Le sieur de Costeregord a représenté la perte notable qu'il a faicte d'ung cheval de grand pris, comme chascun scayt, qui luy fut tué au mois de . . . . . dernier, estant en faction pour le service du Roy, contre les ennemis rebellés à Sa Majesté, de la ville de Meyrueys, requérant qu'il pleust ausdictz sieurs uzer de la récompense convenable à une telle perte, arrivée en une action si méritoire et pour ung si digne sujet. Sur quoy a esté accordé, audict sieur de Costeregord, la somme de sept vingt dix livres, tournois ; laquelle sera imposée comme dessus pour estre payée audict sieur de Costeregord.

Ayant esté remonstré ausdicts sieurs, de la part de M<sup>e</sup> Pierre Tondut, procureur du païs, en la Cour des Aydes, à Montpellier, qu'oultre les peines et vacations par luy employées à la poursuite des affaires et procès dudit païs en ladite Cour des Aydes, il a rendu des soins extraordinaires pour la conservation des papiers dudit païs pendant le désordre et confusion où se trouvoit ladite ville de Montpellier, durant le temps qu'elle a demeuré assiégée ; requérant qu'il fut le bon plaisir



desdictz sieurs d'y avoir tel esgard que requiert le mérite de l'action en une occasion si dangereuse ; a esté taxé et accordé, pour toutes choses audict sieur Tondut, la somme de 100 livres tournois qui sera imposée et payée comme dessus.

Sur la réquisition faicte par le sieur de S. Martin, commandant pour le service du Roy dans le château de Chanac, de pourveoir à son remboursement de la somme de 1,600 livres par luy fournie et avancée pour la soldé et entretenement de vingt hommes de guerre à pied, establiz en garnison pour le service de Sa Majesté dans ledict château, en vertu de la commission de Mgr le duc de Montmorancy, gouverneur et lieutenant général pour Sa Majesté en la province de Languedoc; et ce depuis le 6<sup>e</sup> jour de septembre 1621, jusques au 6 de may dernier, qui sont 8 mois, durant lesquels il a payé ladicte garnison de ses propres deniers. Veu ladicte commission en datte du 12 febvrier audict an, par laquelle est ordonné que le diocèse pourvoira audict entretenement ; a esté arrêté que ladicte somme de 1,600 livres sera imposée en la présente assiette pour estre payée par le receveur dudict diocèse, pour le remboursement dudict sieur de S. Martin.

Et sur semblable réquisition faicte de la part de M. de Morangiez, de le faire rembourser de la somme de 400 livres qu'il auroit fournie et avancée pour le payement de dix soldatz, establiz en garnison, pour le service du Roy, dans le château de La Garde-Guérin, en vertu de l'estat dressé par M. le marquis de Portes, lieutenant pour Sa Majesté, au pais de Gévaudan, le 26 febvrier 1621, et ce pour le temps de quatre mois escheuz le 26<sup>e</sup> de janvier 1626, dont il n'auroit peu estre remboursé,



par le receveur dudict diocèse, à faulte de fondz en ladicte année.

Veu le susdict estat, par lequel ladicte garnison se trouve reiglée audict nombre de dix hommes, à raison de dix livres chacun par mois; a esté arresté que ladicte somme de 400 livres, sera imposée et payée audict sieur de Morangiès pour son remboursement.

De mesmes a esté arresté que la somme de 500 livres sera imposée en ladicte assiette, soubz le nom de M. du Pouget, commandant pour le service de Sa Majesté, dans le fort de Châteauneuf-de Randon, pour son remboursement de pareille somme qu'il auroit fournie par advance, pour la solde de dix mousquetaires establiz en garnison dans ledict fort, suivant la commission de mondict seigneur le duc de Montmorancy et le susdict estat, et ce pour trois mois escheuz le sixième décembre audict an 1621, n'en ayant esté payé par ledict diocèse, par la mesme faulte de fondz.

Le sieur de Naves de Mirandol, ayant représenté luy estre deub la somme de 120 livres, qu'il auroit avancée à six soldatz mousquetaires, establiz dans le château dudict Mirandol, durant deux mois escheuz le 6<sup>e</sup> novembre 1621, dont il n'auroit aulcune chose receu dudict pais, à faulte de fondz, et pour ce requéroit en estre remboursé. Veu ledict estat reiglant ladicte garnison audict nombre de six hommes, à raison de dix livres par mois, a esté arresté que ladicte somme de 120 livres sera payée audict sieur de Naves et à cest effect imposée en la présente assiette.

Sur la plainte faicte par le sieur de Camargue, commandant pour le service du Roy dans le fort de Grèze, de ce que le receveur dudict diocèse n'auroit voulu



acquitter le mandement qu'il avoit pleu ausdictz sieurs commis et députez luy expédier sur luy, de la somme de 500 livres, pour la solde et entretenement de 40 hommes de guerre, à pied, establiz, suivant l'estat dudict seigneur marquis de Portes, dans le village dudict Grèze, et ce depuis le 10<sup>e</sup> jour d'octobre, jusques au 2<sup>e</sup> de novembre, qu'ilz furent congédiéz ; s'estant ledict receveur excusé sur la faulte de fondz ; veu ledict estat, comme aussi ledict mandement que ledict sieur de Camargue a rendu ausdictz sieurs commis et députez ; a esté arresté que ladicte somme sera imposée en ladicte assiette et payée audict sieur de Camargue par le receveur dudict diocèse.

Dudict jour, trézième de febvrier, en l'asssemblée desdictz sieurs commis et députez, assistans lesdictz sieurs commissaires, de relevée.

Auroit esté remonstré, de la part de M. de Mirail, le refus faict, par le receveur dudict diocèse, d'acquitter le mandement qui luy auroit esté expédié par lesdictz sieurs commis et députés, de la somme de 120 livres, à luy ordonnée pour la solde et entretenement de six hommes de guerre, establiz pour le service du Roy, dans le château dudict Mirail, pour deux mois, commencez le 10<sup>e</sup> de juillet dernier, ledict receveur s'excusant sur la faulte de fondz ; au moyen de quoy, ledict sieur de Mirail requéroit lesdictz sieurs, de pourveoir à son remboursement. Et sur ce veu ledict estat des garnisons, ensemble ledict mandement remys devers lesdictz sieurs, a esté arresté que ladicte somme de 120 livres sera comprise en la présente assiette et payée audict sieur de Mirail, pour sondict remboursement.



Veue aussi par lesdictz sieurs le mandement expédié, sur le receveur dudict diocèse, à M. de Columb, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Mende, de la somme de 300 livres, pour son remboursement de semblable somme qu'il avoit fournie à feu M. de S. Auban et à luy ordonnée pour toutes restes et entier payement des frais et des penses par ledict sieur de S. Auban faictes en vertu d'une ordonnance de Mgr le duc de Montmorancy, du 13 febvrier 1621, pour la solde et entretenement de dix hommes de guerre, establi<sup>z</sup> en garnison, pour le service du Roy, audict lieu de S. Auban. Lequel mandement n'ayant esté acquitté par faulte de fondz, ledict sieur de Columb, l'auroit rendu ausdictz sieurs, ensemble ladicte ordonnance ; requérant qu'il fust par eulx pourveu à son remboursement. A esté arresté que ladicte somme de 300 livres sera imposée en la présente assiette et payée audict sieur de Columb, à l'effect susdict, à la charge qu'il fera tenir quitte le diocèse, tant desdictes 300 livres que de toutes restes de prétensions des hoirs dudict sieur de S. Auban, pour raison et à cause de ladicte garnison.

Sur ce qui auroit esté représenté ausdictz sieurs, de la part de MM. le baron du Tournel, fils ; de Morangiès ; de La Saumais et de Cheminades, chascun d'eulx ayant le commandement d'une compagnie de gens de guerre à pied, du régiment de Languedoc, que leur ayant esté expédié ung mandement, à chascun d'eulx sur le receveur dudict diocèse, de la somme de 108 livres, pour la solde et entretenement de vingt-cinq hommes de guerre, à quoy chascune desdictes compagnies auroit esté réduite ; ladicte solde revenant à ladicte somme de 108 livres, pour le temps de six jours, escheuz le 10<sup>e</sup> de no-



vembre dernier, auquel jour lesdictes compagnies auroient esté congédiées, à cause de la publication de la paix ; ledict receveur, s'excusant sur la faulte de fondz, faict refus d'acquitter lesdictz mandemens ; et pour ce requéroient qu'il fust pourveu d'aillieurs à leur payement. A esté arresté, veu le contrerolle tenu par le greffier dudict diocèse des mandemens expédiés, que la somme de 452 livres sera imposée en ladicte assiette, soubz le nom desdictz sieurs du Tournel, de Morangiès, de La Saumaye et Cheminades, pour leur estre payée à raison de 108 livres chascun, à la charge de rapporter par ledict receveur, en faisant ledict payement, lesdictz mandemens, chascun de ladicte somme, avec les roolles des monstres sur ce nécessaires.

Sur les plaintes souvent réitérées par le sieur de La Saumays, de ne luy avoir esté faict raison suffisamment sur ce qui luy est légitimement deub, suivant l'estat des demandes par luy remys devers lesdictz sieurs, l'année dernière ; veu ledict estat et la délibération desdictz sieurs du 15 d'avril dernier ; a esté arresté que la somme de 300 livres sera imposée, en la présente assiette, pour estre payée audict sieur de La Saumays, ainsi qu'il a esté convenu et accordé avec luy, pour supplément de toutes prétensions qu'il pourroit avoir contre ledict diocèse, outre la somme de 500 livres imposée soubz son nom, en l'assiette extraordinaire dudict diocèse, l'année dernière, suyvant ladicte délibération, pour les causes y mentionnées. En la susdicte première somme compris 90 livres restans à payer de 240 livres, à quoy revenoit son appointment de cappitaine, durant quatre mois escheuz le 4<sup>e</sup> d'avril dernier, à raison de soixante livres par mois, à luy accordez par aultre délibération desdictz



sieurs, du 3<sup>e</sup> décembre 1621. A la charge que moyenant ladicte somme de 500 livres, ledict sieur de La Saumays sera tenu faire quittance de toutes demandes et prétensions que peult avoir contre ledict diocèse.

A esté par mesme moyen arresté d'imposer et payer, audict sieur de Cheminades, la somme de 275 livres, pour semblables prétensions à celles dudict sieur de La Saumais, que ledict sieur de Cheminades a contre ledict diocèse, oultre 430 livres imposez soubz son nom en ladicte assiette, l'année dernière, suivant ladicte délibération du 15<sup>e</sup> dudict mois d'avril et pour les causes y contenues. En ladicte première somme, pareillement compris 90 livres à luy deubz de restes de 240 livres, pour semblable appointment de cappitaine, durant lesdictz quatre mois, à la mesme raison de 60 livres par mois; moyenant laquelle première somme de 275 livres, ledict sieur de Cheminades sera tenu faire quittance de toutes prétensions et demandes qu'il peult avoir contre ledict diocèse.

Et sur l'instance faicte par lesdictz sieurs du Tournel, fils, et de Morangers, de pourveoir au payement de pareille somme de 90 livres, deue à chascun d'eulx par ledict diocèse, pour restes de semblable appointment de cappitaine, durant lesdicts quatre mois, à la mesme raison de 60 livres, a esté arresté que la somme de 180 livres sera imposée en ladicte assiette, soubz les noms desdictz sieurs du Tournel et de Morangers, pour leur estre payée à raison de 90 livres chascun.

---



1624

*Les commissaires de l'assiette. — Paroles de M. le marquis de Portes à la louange de l'évêque de Mende, décédé, et de son successeur. — Qualités que doivent avoir les assemblées publiques. — Discours de M. de Chanoillet, vicaire général. — Rôle de MM. des Etats. — Admission de M. de La Condamine pour la baronnie de Peyre. — Les 2<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> consuls de Mende doivent précéder ceux de Marvejols. — Ferme de l'équivalent. — Sommes empruntées à vérifier et à imposer. — Députation de M. le marquis de Portes. — Vérification des ponts à réparer. — Réparations des chemins et des montjoies. — Equivalent. — Réquisitions contre le sieur Armand, prévôt. — Plaintes contre certains gentils hommes qui contraignent les bergers de Languedoc à s'arrêter dans leurs terres. — Demande de M. de S. Rome. — Verbail de vérification des dettes. — Secours aux habitants de divers villages des Cévennes. — Requête du sieur Bonhomme, pour remboursement de certaines sommes à lui dues. — Demande des Jacobins de Marvejols. — Don de 150 livres pour l'église de Notre-Dame-de-la-Carce, et de 200 livres pour les capucins de Marvejols. — Don de 400 livres aux Capucins de Mende ; de 150 livres à la prieure du Chambon ; de 450 aux Cordeliers de Mende. — Gratification à la veuve de M. Tondut, ancien procureur du diocèse. — Demande de M. de Grégoire, sieur de S. Rome, créancier du pays. — Gratification à M. le marquis de Portes et à son secrétaire. — Dépenses pour levée de gens de guerre par M. de Choisinet. — Un insigne voleur à punir. — Le*



*prévôt Armand. — M. de S. Rome. — Réquisitions du syndic de l'hôpital de Mende, pour le paiement de 6,000 livres, dues par le pays. — Demande de secours pour la réparation de l'hôpital de Marvejols. — Bains de Bagnols. — Gratification à M. d'Entraigues. — Nomination d'un procureur à la Cour des Aydes. — Gratification aux Jacobins de Marvejols. — Désignation du baron de tour. — Réquisitions contre le prévôt de la maréchaussée. — Demande du seigneur de Peyre et de M. le comte du Roure. — Gratification à M. de Camargue et à divers seigneurs et communautés du pays pour entretien des gens de guerre.*

L'an mil six cens vingt-quatre, et le mercredi, troisième jour du mois de juillet, environ neuf heures du matin, en la ville de Maruejolz et dans la chambre haulte de l'auditoire de la Cour ordinaire de ladite ville, les gens des Estatz partiouliers du pais de Gévaudan et diocèse de Mende, après avoir, selon leur ancienne et louable coustume, entendu la messe de S. Esperit, dans l'église collégiale dudict Maruejolz, s'estans assemblez en vertu des commissions de nos seigneurs les commissaires, présidens pour le Roy aux Estatz généraulx de Languedoc, dernièrement tenuz en la ville de Béziers, ez mois de. . . . . seroient venuz en ladite asssemblée Mgr le marquis de Portes, vis-admiral général de France, lieutenant pour Sa Majesté es pais de Gévaudan et hautes et basses Cévennes, nobles François de Molète, sieur de Morangiers et de La Garde-Guérin, commissaire principal de l'assiette dudict diocèse, la présente année; Trophime de Launé, sieur de Picheron et d'Entraigues, bailliy de Gévaudan; André de Brugeron, sieur de Pom-



miez, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Mende ; M<sup>e</sup> Hélié de Saint Bauzille, notaire royal, 2<sup>e</sup> consul, et Jean Pitot, marchand, 3<sup>e</sup> consul dudict Mende, et M<sup>e</sup> Daniel Barrau, notaire royal et greffier de ladicte Cour ordinaire de Marieujolz et premier consul de ladicte ville, commissaire ordinaire de ladicte assiette. Et après avoir pris leurs places et séances, selon leur rang et ordre acoustumé, ledict seigneur marquis a dict, qu'il a quitté tout aultre soing et légitime debvoir pour satisfaire à celluy de confirmer de nouveau à l'assemblée les assurances de ses entières affections, que si les mouvemens derniers luy ont donné quelque occasion de leur en produire les effectz, garantissant le païs d'oppression, il espère que la paix, que la puissante bonté du Roy a si utillement establie, fournira encores de moyens à son dessain, de procurer au païs toute sorte de soulagement, que ce sont ses vœux et ses passionnez désirs ; mais il ne peult passer soubz silence le déplaisir que ceste compaignie doit avoir avec luy, de ce qu'il n'y sera pas assisté, comme par le passé, de la prudence, vigilance et probité de feu M. l'évesque de Mende, regret quy luy durera aultant que la vie et qui doit estre éternel à la compaignie. Et si l'on y pouvoit attandre quelque consolation, ce doit estre au rencontre des mérites de son successeur ; lesquels sont si recommandables que nous avons juste sujet de remercier Dieu d'avoir inspiré leurs majestés à nous le donner, et Mgr de Montmorancy à nous le procurer. C'est aussi de cet incomparable seigneur, comme de ses pères que la province de Languedoc, et ce diocèse en particulier, a receu et recevra longuement, si nos souhaitz ont lieu, ses plus solides avantages, les siens seront à leur perfection si les Estatz luy continuent leur



amitié et leur confiance, comme il les en conjure de tout son cœur ; et leur proteste que pour la conservation de ces gaiges qui luy sont si chers, il n'espargnera non plus à l'advenir son soing, son sang ny sa vie qu'il a faict par le passé.

Et à l'instant M. de Chanoillet, chanoine en l'église cathédrale de Mende, et vicaire général en l'évesché dudict Mende, le siège épiscopal vacant, président ausdictz Estatz, auroit réparty et dict que toutes assamblées publiques, pour estre légitimes, doibvent avoir quatre qualités essentielles : la première, d'estre esclairées de cest œil tout voyant, par lequel les Egyptiens, en leur hyérogliques, représentoient la puissance et Providence divine, le logeant au milieu du front, comme le soleil visible au milieu de trois planètes supérieures, Dieu proteste dans son Evangile de se trouver au millieu de deux ou trois assemblez, en son nom ; c'est le propre du centre de rendre les lignes égales tirées droittement de la circonférence à luy. La seconde qualité, que Sa Majesté ou ceulx qui représentent sa personne en ordonne la convocation, et par ce moyen les autorise. La troisième, qu'elles ne respirent aultre air que le service et obéissance deue au prince et à ses vives images. La quatrième, que les assamblées mirent au soulagement du public ; *et obliti commodorum suorum*, préfèrent le général en particulier. Cest ancien romain avoit bonne grâce, disant : *Publica procedendo tua nequaquam servas*. Ung aultre nous apprenoit une honorable et profitable pratique en ces estatz : *ut tutela sic administratio Reipublicæ ad utilitatem eorum qui reguntur non qui regunt referendo est*. Je n'ose promettre tout ceci de ceste auguste assamblée, Dieu en sera le seul et vray prési-



dent, la portant à tout bien par les mouvemens internes de son saint Esprit que nous venons d'invocquer. Le Roy et mes seigneurs noz gouverneurs entièrement satisfaitz de nos obéyssances, le peuple soulagé aultant que la nécessité des affaires et les charges inévitables le pourront permettre, MM. des Trois-Ordres rapporteront leurs plus sincères affections et saynes opinions à ce grand modérateur, pour attirer d'en hault ses bénédictions et donner sujet au peuple de s'escrier avec allégresse : *Benedictus Dominus qui tales nobis dedit defensores*. Et vous Monsieur, qui représentez en ces Estatz et païs la personne et autorité du Roy, ayant tesmoigné jusques icy l'amour et l'affection envers ceste vostre petite province de Gévaudan, n'ayant espargné ny vostre sang, ny vostre vie, ny vos moyens à la réduire en l'obéyssance de son prince, lorsqu'elle estoit oppressée par ses ennemis, y maintenir la paix acquise par vostre valeur, l'ayant relevée de ses ruynes passées et remise en sa première splendeur ; nous vous supplions, puisque le grand Dieu, par ses armes victorieuses du petit Dieu terrestre, Louis le juste, *nobis hæc otia fecit*, de nous y maintenir et donner le soulagement, espère bannir la force et violence qui s'y pourroient glisser sur diverses occasions par des esprits remuans et ennemis du repos publicq et paroistre non-seullement bon, vray et légitime gouverneur, mais protecteur et père du peuple. Si les empereurs romains taschoient, par des vertus héroïques, bien mériter de la République, affin que le peuple les honorast du titre de père, vostre valeur, Monsieur, surpassant celle des empereurs, se l'estant desjà acquis, le scaura bien conserver ; le passé le vous a donné ; le présent le confirme et l'advenir ne respire



que de le vous laisser pour éternel héritage ; et nous le vous donnions tous unanimement, vous surnommant père de la patrie. Le père doit aux enfants, l'amour ; eux l'obéissance. Continuez le devoir de père, comme l'on proteste d'acquitter celluy de bons enfans. Et ce père universel fera pleuvoir sur vous la rosée de ses grâces et la toison d'or de ses bénédictions. Et après non pas nos langues, faibles instruments de nos hommages, mais nos cœurs tous brizés pour vostre service, forceront la divine Majesté d'estendre voz jours à une éternité de siècles, puyque par vostre piété et valleur, *Tu Troica vivere dignus sæcula et Euboici transcendere pulveris annos.*

Et incontinent après, M. de Morangiès, commissaire principal de ladicté assiette, auroit dict que la cause essentielle de ceste asssemblée consistoit à l'exécution des commissions, à luy et aux aultres sieurs commissaires de l'assiette de ce diocèse décernées, pour le département des sommes à quoy revient la quotité d'iceluy des deniers octroyez à Sa Majesté et aultres accordez par l'asssemblée desdictz Estatz généraulx de la province ; c'est pourquoy offrant de sa part avec ses collègues vacquer au faict desdictes commissions, il a requis l'assistance de ladicté asssemblée ou de telz d'entre eulx qu'il leur plaira députer pour vacquer incontinent audict département, affin que la levée des deniers n'en demeure retardée au préjudice du service de Sa Majesté et du publicq. Et à cest effect de l'ordonnance desdictz sieurs commissaires, lecture a esté faicte desdictes commissions en plaine asssemblée. La continuation de laquelle a esté, par lesdictz sieurs commissaires, permise à la réquisition du syndic dudict pays, tant pour délibé-



rer sur le sujet desdictes commissions que pour pourvoir aux affaires et nécessitez publiques dudict diocèse, à la charge de n'y traiter d'aucune chose qui puisse préjudicier aux affaires et service de Sa Majesté.

Dudict jour, troisième de juillet, en ladicte asssemblée, de relevée, président en icelle ledict sieur de Chanoillet, vicaire général.

Le roolle des sieurs députez des trois Estatz qui ont accoustumé d'avoir séance et voix délibérative en ceste asssemblée, ayant esté leu par ordre, selon leur rang, ensemble les pouvoirs et procurations des envoyez en icelle, y ont esté trouvez présens et assistans, assavoir, pour l'Estat ecclésiastique : M. M<sup>e</sup> Jacques Dumas, docteur ez droictz, chanoine en l'église cathédrale de Mende, envoyé du Chapitre de ladicte église ; M<sup>e</sup> Estienne Aldin, docteur ez droictz, envoyé de M. le dom d'Aubrac ; M. M<sup>e</sup> Jean-Jacques Lefebvre, docteur en théologie, envoyé par M. le prieur de Sainte Enymie ; M<sup>e</sup> Fontanes, curé de Chirac, envoyé de M. le prieur de Lengoigne ; M<sup>e</sup> Adam Chevalier, docteur ez droictz, envoyé de M. l'abbé des Chambons ; M<sup>e</sup> Barthélemy Aldin, docteur, chanoine en l'église collégiale de Maruejolz, envoyé de M. le commandeur de Paliers ; M<sup>e</sup> Jehan de Jehan, docteur et avocat, envoyé de M. le commandeur de S. Jehan. Et pour MM. les barons dudict païs : noble Pierre du Aran de La Condamine, baron de Peyre, en personne ; noble Anthoine de Nugiez, sieur de La Roche, envoyé de M. le baron de Canillac, estant en son tour, la présente année ; M<sup>e</sup> Jehan Michel, bachelier ez droictz, lieutenant en la justice ordinaire de Saint-Chély-d'Apcher, envoyé de M. le baron d'Apcher ; noble



François de Pierrebesses, sieur de la Clastres-Basses, envoyé de M. le baron de Céneret ; M<sup>e</sup> Pierre Borrelli, docteur ez droictz, sieur de Pelouze, juge en la jurisdiction ordinaire du Tournel, envoyé de M. le baron du Tournel ; M<sup>e</sup> Jacques Langlade, docteur ez droictz, sieur de La Fargète, juge de Salgues, envoyé de M. le baron de Mercœur ; noble Gabriel de Chariel, sieur du Pouget, envoyé de M. le baron de Randon ; noble Pierre de Pastorel, envoyé de M. le baron de Florac. Et pour MM. les aultres nobles : noble Jehan de Verny, sieur du Chenin, envoyé de M. d'Allenc ; noble Jacques Clavel, sieur du Monteil, baille en la jurisdiction de Montauroux, envoyé de M. de Montauroux ; noble Adam de Robert, sieur de Chazaulx, envoyé de M. de S. Auban ; noble de Gibertés, sieur d'Aubenas, envoyé de M. de Montrodât ; M<sup>e</sup> Guillaume Bardon, docteur ez droictz, juge en la jurisdiction de Mirandol, envoyé de M. de Mirandol ; M<sup>e</sup> Jehan-Baptiste de Fumel, sieur de Larchette, docteur et advocat, envoyé de M. de Sévérac ; noble César de Tézan, sieur de Laval, envoyé de M. de Barre ; noble Claude de Chapelain, sieur du Cros, envoyé de M. de Gabriac ; noble Pierre de Brugeron, sieur du Crozet, envoyé de M. de Portes ; noble Louys de Bressolles, sieur de Villerousset, envoyé de M. de Servièrre ; noble Jehan de Sales, envoyé de M. d'Arpajon ; M<sup>e</sup> Claude de La Cane, bachelier ez droictz, envoyé de MM. les consuls nobles de La Garde-Guérin. Et pour MM. du Tiers-Estat : noble André de Brugeron, sieur de Pommies, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Mende ; M<sup>e</sup> Hélié de S. Bauzille, notaire royal, 2<sup>e</sup> consul, et Jehan Pitot, marchand et 3<sup>e</sup> consul dudict Mende ; M<sup>e</sup> Daniel Barrau, greffier en la Cour royalle de la ville de Maruejolz, 1<sup>er</sup> consul de la-



dicte ville ; M<sup>e</sup> Boyer, bourgeois, 2<sup>e</sup> consul, et Pouderoux, marchand et 3<sup>e</sup> consul d'icelle ville ; M<sup>e</sup> Pierre Dieuloufès, notaire royal, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Chîrac ; M. Michel Flourit, notaire royal et 1<sup>er</sup> consul de la ville de La Canorgue ; M<sup>e</sup> Anthoine Prieur, bourgeois et 1<sup>er</sup> consul de la ville de St-Chély-d'Apcher ; M<sup>e</sup> Jacques Auzérand, notaire royal et second consul de la ville de Saulgues ; M<sup>e</sup> Jehan Guy, bourgeois et 1<sup>er</sup> consul de la ville du Malzieu ; M<sup>e</sup> Salomon Leblanc, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Florac ; M<sup>e</sup> Astorg Creissenc, consul d'Yspaniac ; André Comitès, consul de la ville de Sainte-Enymie ; Jehan Verdier, consul de Châteauneuf-de-Randon ; M<sup>e</sup> Robert Broillet, consul de la ville de Serverette ; Estienne Pauc, sieur du Pouzadou, consul de Saint-Estienne-de-Valfrancisque ; M. Jehan Julien, lieutenant en la jurisdiction ordinaire de la ville de Lengoigne, député de ladite ville ; M<sup>e</sup> Jacques Vareilles, consul de St-Germain, député de la viguerie de Portes ; Ysaac Parlier, sieur de Pomeyrolz, consul de Barre ; Noé Aymar, sieur de Bauzon, consul de la ville de Saint-Auban ; M<sup>e</sup> Bertrand Boudon, marchand, consul du mandement de Nogaret. Lesquelz assistans ont presté le serement acoustumé, entre les mains dudict sieur vicaire général, président ausdictz Estatz, assavoir : de procurer par leur advis et opinions en la présente asssemblée, l'honneur et gloire de Dieu, le bien et advancement du service du Roy et le repos et soulagement du peuple, et ne divulguer les affaires qui ne sont à révéler.

Sur la réquisition faicte par M. Aldebert Aldin, docteur ez droictz, de la ville de Maruejolz, à ce qu'il pleust à l'assemblée luy donner séance en icelle au rang et lieu



que M. le baron de Peyre a droict et coustume d'y tenir, ayant à cest effect remis la procuration à luy passée par M. de Tholet, comme père et légitime administrateur des personnes et biens de damoiselles Marguerite et Jehanne de Tholet, ses filles, et de feu dame Marguerite de Peyre, fille et héritière de feu M<sup>re</sup> Geoffroy-Astorg-Aldebert de Peyre, sieur et baron dudict lieu, ayant par mesme moyen, pour le soutien de son droict, exhibé ung arrest du grand Conseil, obtenu par le sieur de Tholet, contre le sieur de La Condamine. Lequel sieur, assistant à ladicte asssemblée, après avoir entendu la réquisition dudict Aldin, auroit réparty que quand bien il n'auroit de son costé obtenu comme il a des arrestz contraires à celluy que ledict sieur Aldin exhibe, le droict prétendu de l'entrée ausdictz Estatz ne luy est nullement acquise par vertu dudict arrest, pour avoir esté donné contre ledict sieur de La Condamine, en qualité de séquestre, tant seullement, et non en qualité de sieur de la maison et baronnie de Peyre, mais moins encores et en plus fortz termes, à présent que les choses ont changé de face par le moyen du mariage contracté entre ledict sieur de La Condamine et dame Barbe de Combret, à laquelle ladicte baronnie de Peyre appartient, scavoir : la moitié par le moyen des arrestz sur ce intervenus, et l'autre moytié faisant le total, en vertu d'ung décret, bien et deuement obtenu ; de sorte que l'arrest dudict sieur de Tholet luy demeure inutile par les susdictes raisons, outre qu'il ne touche aucunement au fondz et propriété de ladicte baronnie de Peyre, et, pour ung dernier, ledict sieur de La Condamine a dict que ledict sieur Aldin n'est de la qualité requise, pour avoir séance dans ladicte asssemblée. En laquelle, après avoir esté faicte lecture



desdictz arestz, et attendu que ledict sieur de La Condamine se trouve en possession de ladicte maison de Peyre et assistant en personne dans l'assemblée et que ledict Aldin n'est qu'envoyé, a esté conclud et arresté que, sans préjudice du droict des parties, ledict sieur de La Condamine continuera, durant la présente assemblée, d'y avoir séance et voix délibérative à cause de ladicte terre et baronnie de Peyre.

Sur le différend intervenu entre les seconds et tiers consulz de Mende, d'une part, et les seconds et tiers consulz de Marieujolz, d'autre, de ce que lesdictz consulz de Marieujolz disoient ne debvoir estre précédés par lesdictz seconds et tiers consulz de Mende, en l'assemblée desdictz Estatz, ouy sur ce le syndic dudict diocèse et veu la coppie de l'ancien reiglement touchant l'ordre et séance des députés et assistans ausdictz Estatz, a esté conclud et arresté, suivant ledict reiglement, que les second et tiers consulz dudict Mende précéderont les seconds et tiers consulz dudict Marieujolz ausdictz Estatz, attendu que de leur part, ilz ne font apparoir d'aucun titre.

Le sieur de Fumel, syndic dudict diocèse, a représenté que par le 9<sup>e</sup> article du règlement faict aux Estatz généraulx de la province, touchant la ferme du droict de l'équivalent, qui se lève dans icelle, les fermiers dudict droict sont tenus de présenter et faire recevoir ez assemblées des assiettes de chascun diocèse, des cautions suffizantes, resséantes et solvables, pour assurance du payement du pris de la ferme de chascun desdictz diocèses ; et d'autant que le sieur de Gisquet, à qui la ferme de ce diocèse a esté délivrée ausdictz Estatz généraulx, pour le trienne prochain, est arrivé en ville pour



présenter ses cautions, du nom desquelles il luy a remis une liste; ledict syndic a requis l'assemblée délibérer sur la réception d'icelles. Sur quoy, après avoir esté faicte lecture du nom desdictes cautions, contenus en ladicte ville, assavoir : M. Delestang, sieur de La Lorbière; M. Firmin Borne, apothicaire, habitans de la ville de Mende; M<sup>e</sup> Pierre Pépin, docteur ez droictz; Estienne Moré, sieur de Rosiez, et Jehan Moré, habitans de Serverette; Jehan Chastan et Jacques Vignol, habitans de la ville de Saint-Chély-d'Apcher, outre lesquels ledict syndic a dict ledict sieur Gisquet en vouloir encores bailler d'autres si besoing est.; a esté conclud et arresté que MM. les commissaires de l'assiette, avec l'assistance de MM. les commis, députés et sindic dudict pais, sont priez de recevoir lesdictes cautions, comme ayant esté trouvées suffizantes par ladicte assemblée, sans préjudice toutesfois de l'offre faict par le sieur Gisquet, d'en bailler plus grand nombre. Si a ladicte assemblée arresté que le contract de la réception desdictes cautions susnommées en sera, par lesdictz sieurs commissaires, commis, sindic et députés, passé audict sieur Gisquet, soubz les obligations, clauses et conditions en tel cas requises et acoustumées.

Ledict syndic auroit encores représenté, qu'après la réduction en l'obéissance du Roy de la ville de Montpellier, Sa Majesté auroit estably, dans la province de Languedoc, trois compagnies de cavallerie, soubz la charge du sieur de Valançay; et pour apporter un ordre et reiglement par le moyen duquel lesdictes compagnies peussent commodément vivre de leur solde et appointement, sans fouller ny surcharger le peuple des lieux où elles seroient mises en garnison, sadicte Ma-



jesté, par ses lettres patentes du 16 juillet de l'année dernière, auroit ordonné audict sieur de Valancay, d'establiir des magazins de foin et d'avoine en tel lieu qu'il adviseroit pour la nourriture desdictes compagnies, et par les mesmes lettres enjoinct, aux syndicz des diocèses du bas Languedoc, de départir également sur les habitans desdictz diocèses le supplément et surtaux de la despense desdictz magazins, selon l'ordre acoustumé. Et d'aültant que pour satisfaire aux ordonnances données sur ce sujet par ledict sieur de Valançay et subseqüemment à celles de Mgr de Montmorancy, gouverneur et lieutenant général pour Sa Majesté en ladicté province, MM. les commis et députés de ce pais et luy, s'estans trouvez aux Estatz généraulx derniers tenuz à Béziers, auroient esté contrainctz d'emprunter la somme à quoy ledict diocèse avoit esté taxé, suivant l'estat faict par le sieur de Valançay, et qu'il est raisonnable de les relever indempnes desdictz emprumptz et des obligations sur ce par eulx passées. A ces causes il a requis l'assemblée faire procéder à la liquidation et vérification desdictes sommes et après à l'imposition d'icelles, en vertu des lettres d'assiette obtenues de Sa Majesté, pour l'aquittement des obligations susdictes par eulx passées. Sur quoy, après avoir esté faicte lecture de la coppie desdictes lettres, a esté conclud et arresté que par MM. les commis et députés dudict pais sera procédé à la liquidation et vérification susdictes, et MM. les commissaires de l'assiette requis d'en faire l'imposition, pour l'aquittement desdictes obligations, à la descharge de ceulx qui les ont passées. Lesquelz l'assemblée remercie du soing et de la peine par eulx rendu en cest affaire. Et d'aültant qu'il a pleu à Mgr le marquis de Portes, conti-



nuant en ce subject les effectz de ses affections et bonnes volontés envers cedit païs, empescher par sa faveur et crédit les rigoreuses contrainctes dont le général et les particuliers d'icelluy estoient menassez par les cappitaines et aultres chefz desdictes compagnies qui, par faulte de payement avoient délibéré de les renvoyer dans cedit païs. Lesdictz Estatz, pour luy en rendre le très-humble remerciement qui luy en est deub de leur part, ont député MM. les envoyez du Chapitre de Sainte-Enymie, M. le baron de Peyre, l'envoyé de M. de Randon et les consulz de Mende et de Marvejolz.

Du jeudy, quatrième jour dudict mois de juillet, de matin, en ladicte asssemblée, président que dessus.

M. Dumas, chanoine et envoyé du Chapitre de l'église de Mende, a dict que suivant la charge qu'il pleut à l'assemblée le jour d'hier luy donner et aux aultres sieurs députés, ilz auroient faict le remerciement à Mgr le marquis de Portes, touchant le soulagement qu'il avoit procuré à ce païs, ayant empesché les rigueurs et contrainctes dont la compagnie de cavallerie avoient délibéré d'uzer envers icelluy. Sur quoy mondict seigneur leur auroit protesté ne désirer rien tant que de pouvoir rencontrer les occasions de continuer de rendre audict païs les effectz du debvoir à quoy sa charge et son inclination l'ont tousjours obligé, comme il espère Dieu luy fera la grâce de le pouvoir tesmoigner en toute sorte d'occasion.

Sur les requestes présentées au nom des habitans des ville et lieux de Langoigne, Altier, Recoules, St-Lagier-de-Peyre, Saint-Julien-d'Arpahon, Sainte-Croix-de-Val-francisque, et aultres lieux, à ce qu'il fust pourveu par l'assemblée à la réparation de leurs pontz, attendu la



grande ruyne d'iceulx et l'urgente nécessité qui l'oblige  
y donner ordre pour le bien publicq et affin d'empes-  
cher une infinité d'inconvéniens et désastres qui arrivent  
journallement à faulte desdictes réparations. Ouy sur ce  
syndic dudict païs, qui a sommairement représenté le  
contenu des délibérations sur ce sujet prises par les  
Estatz ses dernières années, ensemble des reiglements  
portez aux Estatz généraulx, par lesquelz entre aultres  
est porté que par préciput les villes proches desdictz  
pontz seront tenues fournir 80 escus et les villaiges 40  
escus ; tellement que si lesdictes réparations n'excèdent  
lesdictes sommes, le diocèse n'est tenu d'y contribuer ;  
il a esté conclud et arresté que, suivant lesdictes délibé-  
rations, ledict syndic et le greffier du pays se porteront  
aux lieux le plustôt qu'il se pourra pour faire la visi-  
on desdictz pontz, en dresser les verbaux nécessaires  
pour observer les aultres formes et solennités en tel cas  
prescrites et portées par lesdictz reiglemens et délibéra-  
tions et s'informer particulièrement des péages qui se  
levent par les propriétaires des terres et jurisdictions où  
lesdictz pontz sont assiz et situez, pour faire employer  
lesdictz péages ausdictes réparations, attendu qu'ilz y  
sont destineez et ne se lèvent à aultre fin.

Et d'autant que le consul de Langoigne a représenté  
que le pont dudict lieu est l'ung des plus importants du  
pays, et qu'encores il soit d'ung costé situé dans le terroir  
du païs de Viverez, lequel par ce moyen est tenu con-  
tribuer par moytié à la despense de la réparation d'icel-  
uy, néantmoins, il est adverty que le syndic dudict  
pays prétend et se jacte de l'en rendre exempt ; ce qui  
pourroit estre cause d'ung grand procès. A quoy ledict  
syndic a prié l'assemblée voulloir prendre garde et y



pourveoir. A esté conclud et arresté qu'en cas ledict syndic de Viverez obligerait le consul et habitans dudict Lengoigne à ung procès par un refus de contribuer à ladicte réparation, en ce cas le syndic de ce diocèse assistera en cause lesdictz habitans, sans pour ce toutes-fois constituer ledict diocèse en fraiz ny despens.

Ensuite de quoy ayant esté représenté par M. l'envoyé de M. le baron de Randon que si la réparation des pontz est jugée nécessaire en ce diocèse, l'accomodement des chemins et passages et chemins qui sont de difficile accez, semble n'estre pas moins requis, quoique de beaucoup moindre despense, notamment pour les lieux plus haultz de la montaigne, mesmes durant la plus grande rigueur de l'hiver et extrême abondance des neiges qui causent la perte de plusieurs personnes, outre le retardement du traficq et commerce, à faulte d'y apporter quelque remède, ainsi que noz devanciers avoient commencé de faire, ayant dressé des montjoies, pierres relevées sur les grands chemins, pour servir de guide et adresse aux passans ; mais soit que lesdictes pierres soient tombées ou que ceulx qui estoient chargez de cest ouvrage ne s'en soient pas deuement acquittez, il serait à désirer pour le publicq de faire redresser lesdictes pierres, voire mesmes d'en faire eriger des nouvelles plus éminentes et en plus grand nombre, selon l'estendue des lieux de la montaigne où elles sont plus nécessaires. Sur quoy a esté de mesmes conclud et arresté que lesdictz syndic et greffier, en procédant à la vérification desdictz pontz, vacqueront à celle desdictz chemins et passages et en chargeront leur verbal, pour estre veu à la prochaine asssemblée des Estatz et pourveu en icelle à ce qui sera jugé nécessaire sur ce subject.



• Lecture faicte en ladicte asssemblée de la délibération prise aux Estatz généraulx, dernièrement tenuz à Béziers, pour le faict de l'équivalent de ce diocèse, pour le trienne courant, par laquelle, sur l'exposition faicte ausdictz Estatz par le sieur de La Motte, syndicq général de Languedoc, qu'il luy auroit esté inthimé ung arrest du Conseil d'Estat du 14 mars, dernier, obtenu par M. Pierre Barthélemy, fermier dudict équivalent, contenant renvoy à la Court des Aydes de Montpellier, pour estre pourveu comme elle verra à faire, pour raison, dans deux mois, sur la demande du rabaiz de 10,000 livres, d'une part, et 4,000 livres d'autre, que ledict Barthélémy prétend luy debvoir estre faict sur le pris de son afferme, suyvant l'advis sur ce donné au Roy par MM. les trésoriers généraulx de France; auroit esté arresté, par ladicte délibération, que ledict syndic se présentera à ladicte Cour des Aydes pour demander la communication, tant dudict advis que des enquestes sur lesquelles ledict advis a esté donné, pour après le tout veu par ledict syndic, tenir deuement advertiz les députés dudict diocèse à ce qu'ilz travaillent à la vérification bien exacte, soit par acte ou par tesmoins, de ce que ledict Barthélémy peult avoir receu de ladicte ferme, soit en vertu des soubz affermes que pour les baulx et quittances, et qu'à l'effect de ladicte vérification, ledict syndic général obtiendra commission de ladicte lettre adressante au premier magistrat royal sur les lieux. A esté conclud et arresté, en attendant ladicte commission, que le syndic dudict diocèse se transportera sur les lieux des soubz affermes dudict équivalent pour s'instruire et informer au vray et bien exactement de ce que ledict fermier a retiré des droictz dudict équival-



lent, en quelque sorte que ce soit et des lieux où véritablement il n'a peu tirer aulcune chose et à quel pris lesdictz lieux estoient ou souloient estre affermez, affin que par le moyen de ladicte instruction, la vérification qui sera faicte par vertu de ladicte commission en soit plus prompte et plus exacte, pour débattre lesdictes enquestes et empescher que ledict fermier ne puisse avoir rabais que pour les véritables pertes qu'il peult avoir faictes en ladicte ferme.

Sur la réquisition faicte par le sieur de Fumel, syndic, qu'il pleut à l'assemblée reigler les affaires de la prévosté dudict païs, tant à cause de l'instance que font les habitans des Cévennes de leur donner ung lieutenant de prévost et quelques archers, que pour raison des plaintes qui ont esté faictes par aulcuns des sieurs députés de l'assemblée, tant contre M. Michel Armand, lieutenant en ce diocèse de M. le prévost général de Languedoc, qui le rendroient incapable de sa charge, si elles demeuroient vérifiées, que contre M. Estienne Armand, son père, qui l'a cy-devant longuement exercée. Les Estatz, pour descharger le païs, tant que faire se pourra. des fraiz et despenses superflues et inutiles que le long séjour et continuation de ceste assemblée luy pourroit causer pour la décision de plusieurs affaires qui gist en une longue et particullière cognoissance du faict, comme celluy dont est question, ont arresté de renvoyer ledict affaire à MM. les commis et députés dudict pays, pour, avec l'assistance de MM. les commissaires principal et ordinaires de l'assiette, en délibérer pardevant Mgr le marquis de Portes, lieutenant pour Sa Majesté audict païs et y pourveoir, selon son bon et prudent advis, voire mesmes par l'interposition de son autorité s'il le



trouve ainsi convenable et nécessaire, pour le bien du service de sadicte Majesté et le repos et seureté dudict diocèse.

Et sur plusieurs demandes et requestes présentées à ladicte asssemblée par aulcuns consulz, sindicz et particuliers habitans dudict païs, affin d'avoir remboursement de plusieurs despenses souffertes ou sommes par eulx fournies, tant à cause du logement des trois compagnies de chevaulx-légers des sieurs barons de Laurières, de Mongon et Bussy-Lamet, tant à leur entrée et passage, arrivant en ce diocèse, pour y demeurer et tenir garnison durant ung mois en certaines villes d'icelluy, comme ilz ont faict suivant l'ordre sur ce donné par Mgr le duc de Vantadour, lieutenant général pour Sa Majesté audict païs de Languedoc, comme aussi s'en retournant audict bas Languedoc, que pour les restes deues audictz particuliers, pour l'entretienement des garnisons establies, pour le service du Roy, audict diocèse, ou aultres fournitures et despenses qui gisent en particulière vérification, laquelle ne se pourroit exactement faire sans détenir longuement l'assemblée et conséquemment causer de plus grands fraiz et excessives despenses audict païs. Pour obvier ausquelles, lesdictz Estatz ont pareillement renvoyé la vérification et entière liquidation desdictes demandes et semblables prétensions ausdictz sieurs commis, députés et syndic, pour y estre par eulx procédé, avec l'assistance desdictz sieurs commissaires de l'assiette, pardevant mondict seigneur le marquis de Portes, et après pourveu au payement et remboursement, selon qu'ilz verront estre à faire par raison. Et à cest effect sont, lesdictz sieurs commissaires, requis imposer, sur le général dudict diocèse, les sommes



qui se trouveront légitimement deues après ladicte vérification, affin d'acquitter d'autant ledict diocèse et le descharger des despens, dommages et interestz, qu'à faulte de ce, il pourroit souffrir.

Ayant esté faicte plaincte à ladicte asssemblée, par aulcuns consulz assistans en icelle, de certains abus qui se commet en ce diocèse lorsque le bestail menu du bas Languedoc y arrive pour y paistre et séjourner durant la saison de l'été, en ce que quelques gentilz hommes du païs, de leur autorité privée, abusans de l'oportunité du passage dudict bestail prez de leurs maisons ou dans leurs terres, contraignent les bergers et conducteurs dudict bestail de le laisser et faire arrester dans icelles ou le mener outre leur gré ez lieux que lesdictz gentilz hommes leurs désignent, ores que telle façon ne doit vent estre, comme elle n'a jamais esté pratiquée dans ce diocèse, ayant lesdictz bergers et conducteurs tousjours esté libres de mener leur bestail ez lieux où bon leur a semblé, pour la nourriture et pasturage d'icelluy et de retirer, par le moyen des marchez et accordz qu'ilz ont acoustumé de faire de gré à gré avec les habitans desdictz lieux, certaines commoditez qui les obligent à laisser plus longuement ledict bestail dans le païs et l'y ramener l'année subséquente, dont revient ung grand profit pour la fumature des terres d'icelluy. Au moyen de quoy, estant important de retrancher le cours de cest abus et désordre, affin de ne perdre le fruict et uzage dudict bestail, comme il seroit à craindre par la tolérance dudict désordre ; a esté conclud et arresté qu'il en sera faicte remonstrance de la part desdictz Estatz, à Mgr le marquis de Portès, lieutenant pour Sa Majesté audict païs, à ce qu'il luy plaise interposer son autorité



à l'endroit de ceulx qui commettent ledict désordre, ayant à cest effect esté députés par lesdictz Estatz, devers mondict seigneur, les envoyez dudict Chapitre de Mende, de MM. de Sainte Enymie, les barons du tour et baron de Randon, et MM. les premiers consulz de Mende et de Maruejolz avec le syndic dudict païs.

Lesdictz Estatz advertiz que le sieur de Saint Rome, de Millau, est arrivé en la présente ville pour faire demande à l'assemblée d'une grande et notable somme qu'il prétend, au nom de sa femme, luy estre due par le païs, pour raison de l'éviction de la terre et seigneurie de Montméjean et de la mestairie de Brunas, dès longtemps vendue par ledict païs aux prédécesseurs dudict sieur de S. Rome, pour subvenir aux despenses et fraiz des poursuites et exécutions des jugemens donnez contre le feu sieur de Bussac, Yzabeau de Montméjean, sa femme et aultres complices, auroient pour rendre chascun de l'assemblée d'autant plus capable du faict de ladicte éviction, entendu la lecture de la délibération prise sur ce sujet, en l'assemblée desdictz Estatz, l'année dernière, et d'abundant ouy le discours qui leur en auroit esté plus particulièrement faict par le syndic dudict diocèse, affin de pouvoir sur ce, prendre une délibération plus solide, après que ledict sieur de S. Rome aura esté ouy et faict sa demande en plaine asssemblée.

Dudict jour, quatrième de juillet, en ladicte asssemblée, de relevée.

Sur ce que le sieur de Fumel, syndic, a représenté que par délibération des Estatz, tepuz l'année dernière luy fut ordonné, suyvant plusieurs aultres délibérations prises ez précédentes années, de se transporter à Mont-



pellier ou à Béziers, pour retirer l'avis sur la vérification faicte par MM. les trésoriers Delhom et de Gallièrès des debtes du présent diocèse suivant l'arrest du Conseil et les lettres patentes du Roy, affin d'obtenir, par le moyen dudict avis, lettres d'assiette et pourveoir à l'acquittement desdictz debtes, à la descharge dudict diocèse envers les créanciers d'icelluy ; pour à quoy satisfaire, s'acheminant aux Estatz généraulx dernièrement tenuz audict Béziers, il seroit passé par Montpellier, en espérance d'y rencontrer ledict sieur de Gallièrès et traiter avec luy de cest affaire, attendu le décès dudict sieur Delhom ; mais il auroit appris qu'il estoit à la Cour depuis quelques mois pour ses affaires particuliers. Cest empeschement et aultres qu'il avoit rencontrez ez années précédentes, procédant de l'absence desdictz sieurs commissaires ou des derniers mouvemens, ayant esté cause de ce long retardement, il a supplié l'assemblée de croire que ce n'est pas son deffault et qu'il ne désire rien tant que de satisfaire aux délibérations et volontés des Estatz, selon le devoir de sa charge. Veu lesquelles délibérations en ladicte assemblée, a esté conclud et arresté, conformément à icelles, sans aultre retardement, incontinant après le retour dudict sieur de Gallièrès, en Languedoc, s'acheminera devers luy et retirera, par les moyens prescriptz dans lesdictes délibérations, le susdict avis et procédure desdictz sieurs commissaires, en bonne et deue forme, pour estre mise es mains de MM. les commis et députés dudict pais, et par eulx envoyée devers le Roy et nos seigneurs de son Conseil, selon et ainsi qu'ilz adviseront plus à propos pour pouvoir obtenir de Sa Majesté les provisions nécessaires sur l'acquittement desdictz debtes, à la moindre surcharge du pays que faire se pourra.



Sur la requeste présentée par les habitans des villages de Villeneuve, Laval et Lalabrède, au quartier des Cévennes, à ce qu'il pleust aux Estatz, prenant compassion de leur mière et désolation advenue par le bruslement qui auroit esté faict par les gens de guerre, sur la fin de ces derniers mouvemens de la plus grande partie de leurs maisons, meubles et aultres choses qui estoient dedans, leur accorder par aulmosne et charité, quelque somme de deniers, pour leur ayder à se restablir et remettre dans leurs maisons et avoir moyen de vivre et acquitter leurs tailles et aultres tailles, à quoy ilz sont tenuz ; a esté par l'assemblée accordé ausdictz habitans, la somme de 100 livres tournois pour estre distribuée à chascun d'eulx proportionnement, selon le dommage qu'il a souffert ; de laquelle somme MM. les commissaires de l'assiette sont à cest effect requis faire le département sur ledict diocèse.

Sur la réquisition faicte par le sieur de La Fargète, pour et au nom des hoirs de feu M. Estienne Bonhomme, de la ville de Salgues, de pourveoir au payement de la somme de 1,900 livres, en laquelle ledict diocèse est trouvé débiteur envers lesdictz hoirs, par la fin du compte par eulx rendu à la chambre de l'administration de certaines munitions de vivres par ledict diocèse, commise audict Bonhomme en l'année 1580, comme ledict sieur de La Fargète a faict veoir par ledict compte qu'il en a exhibé ; a esté conclud et arresté que ledict compte sera remys devers le syndic dudict diocèse, pour le veoir et conférer avec celluy que ledict Bonhomme en avoit rendu au pays, pour vérifier d'où peult procéder ladicte somme dont ledict diocèse a esté rendu débiteur, et après en faire rapport à MM. les commis et députés



dudict pays, pour sur ce prendre telle délibération qu'ilz jugeront à propos pour le bien dudict pays.

**Du vendredy, cinquième jour dudict mois de juillet, de matin, en ladicte asssemblée, président que dessus.**

Sur la requeste présentée par les pères du couvent réformé des Frères-Prêcheurs-Saint-Dominique, de la ville de Maruejolz, contenant, comme à l'occasion de la ruyne et démolition faicte de leur couvent dans ladicte ville, durant la guerre, par ceulx de la prétendue religion, ilz ont esté depuis contrainctz de demeurer errans et comme exhilez de ladicte ville, sans y pouvoir rendre le service qu'ilz doibvent à Dieu, selon leur vœu et profession de leur ordre, d'autant qu'ilz n'ont aucun lieu propre ny moyen de rebastir leur église ny aucun logement pour leurs personnes, à cause de leur grande misère et pauvreté, oultre que la place et le fondz ou leur église et couvent estoient situez, a esté réduit en citadelle par lesdictz de la prétendue religion et toujours depuis a esté par eulx tenu et occupé, soubz prétexte d'une morte-paye, qu'ilz ont trouvé moyen d'y entretenir, bien que contre l'intention de Sa Majesté et le reiglement par elle faict sur le razement des citadelles de la province de Languedoc et l'arrest de la Chambre de l'édict du 22 mars 1597, sur la vérification des lettres patentes de Sa Majesté, touchant la réédification des murailles de ladicte ville de Marieujolz, contenant expresses deffenses ausdictz habitans et aultres de bastir ny édifier audict lieu aucune citadelle ou autre fort, à peine d'estre punis comme rebelles à Sa Majesté et perturbateurs du repos public. Et bien que ledict arrest leur ayt esté notifié et les inhibitions faictes,



ilz n'auroient jamais voulu désertier de leur injuste occupation ; au moyen de quoy lesdictz supplians requéroient l'assistance du païs pour pouvoir estre réintégrez dans leur bien, affin d'y continuer le service divin qu'ilz y doibvent ; a esté conclud et arresté que Mgr le marquis de Portes, lieutenant pour Sa Majesté audict païs de Gévaudan, sera très-humblement supplié, de la part des Estatz, voulloir assister de sa faveur la juste poursuite que lesdictz pauvres religieux ont sujet de faire devers Sa Majesté et par tout ailleurs où besoin sera pour estre réintégrez dans leurs biens.

La requête présentée par les doyen, chanoines et bénéficiers de l'église collégiale de la ville de Maruejolz, ayant esté leue, tendant à ce qu'il pleust aux Estatz les assister de moyens pour pouvoir continuer les réparations nécessaires de l'église où ilz font à présent le service divin ; ce qui leur seroit impossible ny de faire les fondemens de l'ancienne et la rebastir comme il est nécessaire, l'autre se trouvant trop petite pour contenir le peuple catholique de ladicte ville et des environs qui y aborde. Les Estatz leur ont accordé la somme de 150 livres, pour estre employée à la réparation de ladicte église ruynée et non ailleurs, et à cest effect MM. les commissaires de l'assiette sont requis icelle comprendre dans le département des deniers extraordinaires de la présente année.

M. d'Entraigues, bailly de Gévaudan et commissaire ordinaire de l'assiette du présent diocèse, a dict avoir receu lettre close du Roy, par laquelle il luy est ordonné de tenir la main à ce que les Pères Capucins qui ont esté establiz en la ville de Maruejolz, y trouvent le logement



et entretenement nécessaire. Et d'autant que cela ne se peult faire sans le secours et assistance des moyens du païs, il a prié l'assemblée voulloir, en chose si favorable, promouvoir l'effect du désir de Sa Majesté. Sur quoy lesdictz Estatz ont accordé la somme de 200 livres, pour estre employée au logement desdictz pères et non aillieurs, et dont MM. les commissaires de l'assiette sont requis faire l'imposition.

Et ensuite de ce lesdictz Estatz ont arresté de requérir pareillement lesdictz sieurs commissaires, de comprendre en ladicte imposition la somme de 400 livres qu'ilz ont par mesmes moyens accordée aux Pères Capucins du couvent estably en la ville de Mende, pour leur ayder à parfaire leur bastiment, mesme à couvrir leur église; laquelle par ce deffault tomberoit en ruyne, joinct que sans icelle ilz ne peuvent faire deuement le service divin; laquelle somme leur a esté accordée sans préjudice de l'octroy à eulx faict l'année passée, de la somme de 500 livres, pour estre imposée l'année prochaine et employée en achat de livres suivant la délibération desdictz Estatz.

L'assemblée inclinant à la requeste présentée par la dame prieure du Chambon, narrative de la ruyne de l'église et couvent dudict prieuré, advenue par l'injure des guerres, à cause de la religion, et qu'elle n'a moyen de s'y loger pour y rendre le debvoir auquel sa profession l'oblige, sans l'ayde et assistance du païs, qu'elle implore en une occasion si pieuse et favorable, pour l'honneur et service de Dieu, auroit accordé, à ladicte dame, la somme de 150 livres, pour employer à la réparation de ladicte église, et qu'à cest effect MM. les commissaires de l'assiette sont requis imposer ladicte somme.



M. Adam Chevalier, docteur et avocat, a représenté à l'assemblée que les pères Cordeliers du couvent de la ville de Mende, portez de zèle et grande dévotion à l'honneur et service de Dieu, auroient entrepris la restauration de leur église, laquelle a esté la plus grande part ruynée depuis environ 50 ans, à l'occasion des guerres arrivées en ce royaume, pour le faict de la Religion. Et quoyque ce dessain semble excéder leurs commodités, néantmoins, pour parvenir à ung si bon et saint œuvre, ilz ont depuis plusieurs années uzé d'un tel espargne, qu'oultre les réparations qu'ilz ont faictes pour leur logement, ilz espèrent, avec l'ayde de Dieu et les charitez d'aulcuns particuliers habitans de ladicte ville de Mende, de pouvoir subvenir à la plus grande partie de la despense nécessaire pour cest ouvrage ; mais ilz recognoissent bien qu'il sera impossible de le mettre à sa perfection sans le secours et assistance des aulmosnes et charités des Estatz, lesquelles ces pauvres religieux implorent en toute dévotion et humilité et auzent se la promettre de la piété et zèle acoustumé desdictz Estatz, et d'autant plus favorablement qu'ilz ont esté anciennement les fondateurs de ladicte église et couvent. Et d'autant que la somme de 300 livres qui leur fut accordée, l'année dernière, dont ilz n'ont esté encores payez, ne seroit pas suffisante, à beaucoup près, pour parfaire ledict ouvrage, lequel autrement demeureroit inutile avec tout ce qui y auroit esté employé ; lesdictz religieux supplient l'assemblée voulloir leur accorder deux ou trois cens escuz de plus pour estre imposez et payez aux termes de la présente assiette. Sur quoy, après avoir esté délibéré et veu le mérite de l'affaire, a esté conclud et arresté d'accorder ausdictz



religieux la somme de 450 livres tournois, à ce compris lesdictz 500 livres de l'année dernière qui n'ont esté acquittez pour estre icelle somme employée à ladite réparation précisément, à peine de répétition en cas de divertissement, et qu'à cest effect, MM. les commissaires sont requis icelle comprendre en ladite assiette de ceste année.

Dudict jour, vendredy, cinquième de juillet, en ladite asssemblée, de relevée.

S'estant présenté à l'assemblée le sieur Tondut, advocat du pais en la Cour des Aydes à Montpellier, il a dict que feu son père estant puy naguières décédé, après avoir rendu audict pais, en qualité de procureur d'iceulx en ladite Cour, de longs et fidelles services durant trente-quatre ou trente-cinq ans, il a creu rester obligé de venir renouveler à la compagnie le tesmoignaige de ceulx qu'il doibt audict pais en ladite qualité d'avocat d'icelluy, dont il a pleu aux Estatz l'honorer; le asseurant que sondict père s'est toujours dignement acquitté du debvoir de sa charge; qu'à son exemple il n'obmettra de continuer à rendre en la sienne toute sorte de soing, d'affection et fidélité que l'occasion et le bien des affaires dudict pais pourra désormais requérir en ladite Cour; que si les longs services de sondict père et la peine et grand soing qu'il a pris durant les derniers mouvemens et mesmes pendant le siège de la ville de Montpellier, pour conserver les papiers du pais qu'il avoit en sa maison, sont par l'assemblée jugez dignes de récompense à l'endroit de sa vefve, que son bon plaisir soit d'y avoir esgard ou la laisser en liberté de disposer de l'office de sondict mary pour en pouvoir tirer récom-



pense de celluy qu'il plaira au pays en pourveoir. Sur quoy ouy le syndic d'icelluy qui a confirmé les tesmoignages des services dudict défunt et de ses soins et peines pour la garde et conservation desdictz papiers ; a esté conclud et arresté d'accorder à ladicte vefve, la somme de 100 pistolles, à payer la moitié l'année présente et le reste la prochaine, et qu'à cest effect MM. les commissaires de l'assiette seront requis en faire le département en chacune desdictes années, à la charge de rendre par ladicte vefve à MM. les commis du pais ou à celluy qui succédera audict office de procureur, selon que par eulx sera advisé, lesdictz papiers et actes concernant les affaires communs d'icelluy sans rieu réserver de ce qui luy peult servir.

Noble Anthoine de Grégoire, sieur de S. Rome, estant entré dans l'assemblée, a dict estre venu pour demander justice et requérir les Estatz de le faire payer d'une notable somme que le pais luy doibt depuis 65 ans, pour une éviction favorable et privillégiée ; et d'aultant plus que le père et ayeul de sa femme y ont perdu la vie durant la poursuite et qu'il y a des arrestz contradictoirement donnez dont le pais ne se peult desdire, tant pour les intérestz que pour le principal ; et quoy que cest affaire soit passé par les mains des sieurs commissaires députés pour la vérification des debtes de ce diocèse, néantmoins cela ne peut porter aucun préjudice à ce qui luy est acquis par sesdictz arrestz, non plus que le traité qu'on dict avoir esté faict sur ce sujet à Montpellier entre luy et MM. du pais, à quoy il ne se peult tenir ; toutesfois ne refuse point d'entrer en liquidation et accommodement de cest affaire amyablement avec ladicte assemblée, à laquelle, pour cest effect, il a baillé



ung estat de ses demandes et prétensions ; duquel après avoir esté faicte lecture et ledict sieur de S. Rome sorty, a esté délibéré de députer MM. les envoyez du Chapitre de Mende, de MM. les barons de Randon et de Mercœur et des consulz nobles de La Garde-Guérin et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Mende, pour conférer avec ledict sieur de S. Rome et faire ouverture des expédiens d'accord, sans rien arrester, ains en faire rapport à l'assemblée.

M. de Chanoillet, grand vicaire en l'évesché de Mende. le siège d'icelluy vacant, et président ausdictz Estatz, a dict qu'ayant à parler de Mgr le marquis de Portes, lieutenant pour le Roy, en ce païs et aux haultes et basses Cévennes, ce seroit témérité à luy, d'entrer dans ses mérites et craindroit de s'y perdre, estant d'ailieurs tellement venuz à la cougnoissance de tout le païs, qui a ressenly bien avant les effectz de ses bonnes intentions pour le repos et spulagement d'icelluy en plusieurs et diverses occasions, tant à la Cour qu'au bas Languedoc, voire depuis les derniers Estatz de ce diocèse. que les choses parlant assez d'elles mesmes, il se contentera de dire qu'il estime que l'assemblée jugera que ce seroit tomber sciemment dans l'ingratitude de ne luy en témoigner le ressentiment par le remboursement des fraiz et despens qu'il y a employez. Sur quoy ayant esté délibéré, a esté conclud et arresté unanimement d'accorder. audict seigneur, la somme de 6,000 livres tournois, de laquelle il sera prié de se contenter et MM. les commissaires de l'assiette, d'en faire l'imposition sur le général dudict païs.

Et d'autant que lesdictz Estatz ont esté deuement informez des fraiz, peines et soings que M. Parlier, secrétaire de mondict seigneur, a utillement contribué pour



les affaires dudict païs aux susdictes occasions près la personne de mondict seigneur et aillieurs, selon qu'il luy a esté ordonné ; à ces causes et affin de l'obliger tousjours de continuer à l'advenir, luy a esté accordé, par ladicte asssemblée, la somme de 400 livres tournois, de laquelle lesdictz sieurs commissaires seront de mesmes requis faire l'imposition sur ledict diocèse.

Sur la réquisition faicte au nom de M. de Choisinet, par le sieur Adam Chevalier, docteur et avocat, à ce qu'il pleut à l'assemblée pourveoir au remboursement des fraiz faictz par ledict sieur de Choisinet, pour la levée de certain nombre de gens de guerre, lorsque les rebelles au Roy, du bas Languedoc et des Cévennes, aux derniers mouvemens, firent leurs efforts de se jeter dans ce diocèse ; a esté arresté que ledict sieur Chevalier est prié d'en remercier ledict sieur de Choisinet de la part de l'assemblée.

Lesdictz Estatz advertiz qu'ung nommé Arnaldon, insigne volleur, naguères recouru ou eschappé des mains de ceulx qui avoient charge de le conduire aux gallères, estoit tombé entre les mains du sieur de S. Didier, qui le tient prisonnier en sa maison du Fort, et qu'il importe au publicq de le faire chastier promptement ; ont arresté que le syndic dudict diocèse escrira audict sieur de Saint Didier pour le prier de remettre ledict Arnaldon entre les mains du prévost pour en faire faire justice.

Du sabmedy, sixième jour dudict mois de juillet,  
en ladicte asssemblée, du matin.

Le sieur Armand, lieutenant en ce diocèse de M. le prévost général de Languedoc, a remonstré à l'assemblée qu'ores suivant les délibérations des Estatz, il ayt



esté pourveu de son office, installé et institué en l'exercice d'icelluy, néantmoins, à ce qu'il a esté adverty, quelques ungs mal affectionnez en son endroict, taschent de le faire destituer, quoy qu'il n'ayt failly ny commis aucune forfature en sadicte charge ; au moyen de quoy il a supplié l'assemblée le maintenir en icelle et ne permettre, lorsqu'il se parlera de cest affaire, que trois ou quatre des sieurs députés ou envoyez aux Estatz qui sont ses ennemis ayent cest avantage d'y assister ny donner leur suffrage et opinion sur ce sujet.

Ouy le rapport faict à l'assemblée par le sieur envoyé du Chapitre de Mende sur la conférence qu'il a eue en ses co-députez, suyvant l'intention des Estatz avec le sieur de S. Rome, pour adviser des expédiens convenables pour faciliter l'acommodement de cest affaire par la voye amyable, et attendu les grandes dificultez que ledict sieur de S. Rome y apporte de son costé, ont esté députés les sieurs envoyez de MM. les barons de Randon et de Mercœur, pour prier M. le marquis de Portes, lieutenant pour le Roy en ce pais, de vouldoir mettre la main et employer sa faveur et autorité pour faire réussir ledict accord au plus grand soulagement dudict pais que faire se pourra.

Sur la réquisition faicte par le sieur de Pomiez, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Mende, à ce qu'il pleut aux Estatz pourveoir au payement de la somme de 6,000 livres, en laquelle ledict diocèze a esté condampné envers les pauvres de l'hospital de ladicte ville, par arrest de la Cour des Aydes de Montpellier, contradictoirement donné, ou du moins leur payer les intérestz en cas que la commodité des aultres affaires du pais ne permit de subvenir, ceste année, au principal, quoiqu'il leur soit grande-



ment nécessaire, pour la réédification de leur maison ; a esté conclud et arresté, veu les aultres grandes charges que le païs doibt porter ceste année de faire payer ausdictz pauvres les intérestz tant seullement, que MM. les commissaires de l'assiette sont à cest effect requis comprendre en l'imposition des deniers extraordinaires.

En suite de quoy le sieur Barrau, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejolz, ayant requis l'assemblée accorder à ladicte ville une somme de deniers pour la réparation de l'hospital d'icelle qui auroit esté démoly lors de la réduction, en l'obéissance du Roy, de ladicte ville, a esté délibéré et conclud n'y avoir lieu de leur rien accorder.

Sur ce qui a esté représenté par le sieur de Fumel, syndic dudict païs, que noz devanciers ayant esté portez d'une louable curiosité fort utile au publicq et aux particuliers en la construction des bains de Bagnolz, pour en rendre l'uzage plus commode et fructueux, comme il a esté jusques icy, il semble que les mesmes causes obligent le pays de prendre garde qu'ilz soient entretenus en bon estat, sans qu'ilz souffrent notable altération, comme l'on dict qu'il y a depuis quelques années, à cause du divertissement d'une partie de la source ou du meslange des eaux froides dans icelle ; ce qui pourroit, avec le temps, rendre lesdictz bains inutilles. Pour à quoy obvier, ledict syndic auroit requis l'assemblée d'en délibérer, et par mesme moyen adviser, pour la décence et honnesteté publique, de faire restablir et séparer le bain des femmes de celluy des hommes, comme il souloit estre par cy-devant, comme aussi de faire ung petit logement ou couvert pour les pauvres qui n'ont moyen de se faire recevoir dans l'hostellerie ou aultres maisons du villaige ; a esté conclud et arresté que ledict syndic



se portant avec le greffier du païs à la visite des pontz du diocèse, suyvant la charge qui leur en a esté cy-devant donnée par les Estatz, feront par mesme moyen la visitation desdictz bains, prendront garde exactement aux manquemens et à tous ce qui sera nécessaire pour le restablissement d'iceulx dont ilz dresseront leur verbal, pour icelluy, veu à la prochaine asssemblée des Estatz, en estre baillé les prix faictz et faict le fondz nécessaire pour l'acquittement d'iceulx.

M. d'Entraigues, bailly de Gévaudan et gouverneur de la ville de Maruejolz, a représenté qu'il y a environ vingt-six ans qu'il a esté estably en ce païs, sans avoir donné sujet à personne de se plaindre de ses deportemens et actions, ny avoir espargné sa vie ny ses moyens pour le service du Roy, et pour empescher les dessaings de plusieurs qui tendoient à troubler le repos du païs. Et bien qu'en considération de ce ledict pays eust esté condamné envers luy, par arrest du Conseil d'Estat, en la somme de 10,000 livres, néantmoins, ayant tousjours veescu, comme il désire faire, en bonne intelligence avec ledict païs, il se seroit contenté de la somme de 5,000 livres ; s'accommodant aux prières et intentions des Estatz et donnant ses intérestz particuliers au publicq pour en avoir son recours envers le Roy, à la charge que le pays y auroit esgard ; qui est ce qu'il a juste occasion d'espérer et se promettre de ceste asssemblée pour les susdictes considérations, et affin qu'il ayt moyen de continuer le service qu'il doibt au Roy et au publicq, comme il désire faire le reste de sa vie. Sur quoy, ouy le syndic dudict diocèse, et veu les délibérations prises sur ce sujet ez dernières années ; a esté conclud et arresté d'accorder encores audict sieur d'Entraigues pour sur-



croist de toutes prétensions la somme de 50 pistolles, dont MM. les commissaires sont requis faire l'imposition ceste année sans que cela puisse estre tiré à conséquence à l'advenir ; lequel sieur d'Entraigues estant revenu à l'asssemblée et adverty de la susdicte délibération, en a remercié les Estatz et dict qu'il faict plus d'estat de la bonne volonté de la compagnie que de l'argent.

Ayant esté faict rapport à l'asssemblée par les sieurs envoyez de MM. les barons de Randon et de Mercœur, comme suivant la prière par eulx faicte de la part des Estatz à M. le marquis de Portes, lieutenant pour le Roy en ce païs, d'employer sa faveur et son autorité envers le sieur de S. Rome, pour faciliter l'accommodement de l'affaire qu'il a avec le païs et faire modérer ses prétensions ; ledict seigneur s'y seroit porté avec beaucoup d'affection et mesné l'intérêt du païs aultant qu'il a esté possible, et quoyque du premier offre faict audict sieur de S. Roine, de 18,000 livres, l'on soit veñu jusques à 21,000, néantmoins s'estant roydy à 25,000, mondict seigneur n'auroit pas trouvé bon de s'estendre plus avant sans l'advis et consentement de l'asssemblée. Sur quoy a esté arresté que, par les sieurs envoyez du Chapitre et de MM. les barons de Randon et de Mercœur, mondict seigneur sera remercié, de la part des Estatz, du soing et de la peine qu'il luy a pleu prendre pour cest affaire et supplié de continuer et y mettre la dernière main, selon qu'il jugera plus à propos pour le bien du païs, à la charge que ledict sieur de S. Rome soit tenu faire apparoir de l'employ des deniers de l'éviction, et de s'accommoder du payement de la somme qui luy sera accordée à plusieurs années pour le soulagement du diocèse.



Sur l'exposition faicte ausdictz Estatz par le sieur de Fumel, syndic dudict pais, que l'office de procureur d'icelluy en la Cour des Aydes de Montpellier, se trouvant puy naguières vacant, par le décès de feu M<sup>r</sup> Pierre Tondut, qui en estoit le dernier possesseur, son debvoir l'oblige d'avertir l'assemblée et la requérir, avant qu'elle soit séparée, de remplir ceste place de quelque personne capable, affin que par faulte de ce, les affaires que ledict pays a et pourra avoir en ladicte Cour, ne souffrent aucun détrimet. Lesdictz Estatz pour le louable tesmoignage qui leur a esté rendu des bonnes vie, mœurs, probité, diligence, expérience et capacité de M. Pélerin, procureur en ladicte Cour des Aydes, ont icelluy choisy et nommé pour exercer ledict office de procureur dudict pais en icelle Cour, vacant, comme dict est, par le décès dudict Tondut, et, en temps que besoin seroit, luy en ont faict don, pour en jouyr aux honneurs, gaiges, droictz, profitz et émolumens y appartenans, telz et semblables que souloit jouir ledict Tondut.

Sur la requeste présentée par les Frères Prescheurs, de la ville de Maruejolz, tendant à ce qu'il pleut aux Estatz leur donner et aulmosner quelque somme, pour subvenir à l'achept d'un logement dans ladicte ville, sans lequel ilz n'y peuvent faire leur résidence ny faire le service divin, à quoy leur ordre et profession les oblige; lesdictz Estatz leur ont accordé la somme de 100 livres, pour estre employée à l'achept dudict logement et remise à ceste fin es mains des consulz de ladicte ville.

Les sieurs envoyez du Chapitre de Mende et de MM. les barons de Randon et de Mercœur, ont rapporté d'avoir faict le remerciement à Mgr le marquis de Portes dont



ilz avoient esté chargez par l'assemblée, avec prière de la part d'icelle, de continuer à s'employer en l'affaire du sieur de S. Rome, pour terminer selon que mondict seigneur jugeroit plus à propos pour le bien et soulagement du païs, qui s'en remettoit entièrement à luy. Ce néantmoins il leur auroit protesté n'y voulloir toucher plus avant, veu l'opiniastreté dudict sieur de S. Rome, que préallablement les Estatz ne luy reiglent ce qui est de leur intention. Lesquelles il désire de suivre sans les excéder aulcunement.

Pour satisfaire à l'ordre et coustume ancienne, les Estatz ont déclaré le tour et baron du païs appartenir à M. le baron d'Apchier, l'année prochaine, comme estant en son tour d'assister à la prochaine assemblée des Estatz généraulx de Languedoc qui seront convoquez par mandement du Roy en la manière acoustumée.

Finallement mondict sieur le président a dict qu'il rendoit grâces immortelles à Dieu tout-puissant, d'avoir jetté sur l'assainblée le regard favorable de sa divine bonté, ne pouvant que se louer des entières affections envers le public, pendant la tenue d'icelle, puyisque *in unum conspirantibus animis magis de salute publica quam privata in his privatis consiliis cogitatum est*. Que l'ouverture s'en est faicte par l'invocation de la grâce et se doibt clorre suyvant ses mesures par la bénédiction ; que l'on voyoit aux costez du propiciatoire deux chérubins s'entrevisageant amoureusement avec ces motz au-dessus : *sub tegmine alarum tuarum*. Au plus hault ung aultre chérubin couvrant de ses deux aisles et le propiciatoire et les deux chérubins ; sa devise estoit : *expando alas meas sub umbra illarum requiescite*. Par dessus tout paroissoit ung vieillard revestu des habitz sacerdotaulx.



Au bout de sa robe on lisoit : *Ego vos protegam et benedicam*. Trois anges soustenoient ce propiciatoire, figure mystique de l'église. Mais en ceste action de l'Empire François, les deux chérubins sont messeigneurs noz gouverneurs, vrais atlas qui soustiennent de leur espaule le ciel de la France. Le chérubin d'en hault : Louys le juste, image parfaicte de la divinité. Le vieillard : Jésus-Christ, prebtre selon l'orde de Melchisédec. Les trois anges marquent les trois ordres : l'Eglise, la noblesse et le Tiers-Estat. L'Eglise : le soutien par l'ardeur de ses prières ; la noblesse : par armes ; le Tiers-Estat : par justice. L'Eglise semblable à ces anges gardiens et Dieux tutélaires de ce propiciatoire ; la noblesse à ce chérubin qui estoit à l'entrée du temple avec une espée flamboyante et au milieu de la lame il y avoit : *Nemini hostium parco*. Le Tiers-Estat lie le tout par la sévérité des lois ; punissant les mauvais, salariant les bons. Que jamais doncq l'Eglise ne s'en sépare ains, attachée par amour, veille tousjours à sa conservation ; que vostre courage, noblesse françoise, paroisse espendant vostre sang, non pour le poinct qui n'est quasi poinct, mais pour la deffense de l'église, fidelle espouse de Dieu et de la personne sacrée du prince, *cum quo totus concucitur orbis terrarum*. Soyez comme vrais Lyons, les yeulx ouvertz après ses ennemis ; que rien ne vous sépare de la fidélité jurée ; que le vent de la partialité et division (perte et ruyne totale de l'estat) ne donne jusques à voz oreilles, pour vous porter à des contraires mouvemens. Soyez inébranlables comme rochers et faictes par voz vertueuses actions que *etiam si totus illabatur orbis, impavidum feriant ruinæ*. Et le Tiers-Estat soit comme une colonne d'airain, appuyée sur l'obéyssance et la force, servant



de rempart contre la rébellion, par la sévère exécution des ordonnances, seuls affermissemens de la monarchie, et que les trois ordres unis par ensemble : *in vinculo charitatis*, attirent sur la France les thrésors célestes. Le combat de l'ange avec Jacob estoit honorable, la nuit entière s'y passa ; l'ange luictoît ; Jacob résistoit, l'ange vouloit abattre Jacob, mais Jacob prévalloit. Les forces ne se trouvant égales, l'ange succombe, rend les armes, se confesse vaincu, et en hommage dict à Jacob, avec une voix basse et remplie d'humilité : de grâce, Jacob, laisse moy, c'est assez, demeure en lice : *Dimitte me aurora est*. Jacob repart : *non dimittans te nisi benedixeris mihi*. L'ange forcé et violanté frappa Jacob à la cuysse, y grave trois caractères, le bénist et se retire. Il est temps Messieurs de faire la retraite : *Dimitte me, aurora est*. Désirez vous la bénédiction, descendez, ange du grand Conseil en ceste asssemblée pour la bénir ; mais non ! Demeurez, *ne opprimamur a gloria*. Je feray quoy qu'indignement ceste charge et désire auparavant MM. des Trois Ordres, graver en lettres d'or, non sur les cuisses, mais au profond de vos cœurs, trois choses nécessaires : Dieu, le Roy, le peuple. Voulez-vous ressentir les faictz de la bénédiction ? rendez l'honneur à Dieu, l'obéyssance au Roy, l'amour au peuple.

La fin duquel discours a esté celle de ladicte asssemblée, laquelle s'est incontinant après séparée et se sont les gens desdictz Estatz retirez.

Signé : DE CHANOLHET, président.



Du mardy, neufvième jour dudict mois de juillet, audict an, 1624, de matin, en la ville de Mende et dans la Chambre proche de la salle basse des maisons épiscopales de ladicte ville, pardevant Mgr le marquis de Portes, chevalier des ordres du Roy, conseiller en ses Conseilz d'Estat et privé, vis-admiral général de France et lieutenant pour Sa Majesté es païs de Gévaudan, haultes et basses Cévennes, estant assamblez MM. les commissaires principaux et ordinaires de l'assiette du diocèse de Mende, commis, députez et syndicq dudict païs de Gévaudan, assistez de MM. du Conseil d'icelluy, pour traiter de certaines affaires qui leur ont esté renvoyez par l'assemblée des Estatz particuliers dudict païs, naguères tenus en la ville de Maruejolz, et y pourveoir et donner l'ordre requis, suivant le pouvoir qui leur en a esté donné par ladicte assemblée.

Le sieur de Fumel, syndic dudict païs, a représenté que sur la réquisition par luy faicte ausdictz Estatz, dernièrement tenus en ladicte ville de Maruejolz, de reigler les affaires de la prévosté dudict païs, tant sur la demande que font les habitans du quartier des Cévennes, de leur donner ung prévost et quelques archers, disant que le sieur Armand, lieutenant de M. le prévost général de Languedoc, ne tient compte d'y aller faire ses chevauchées, comme il est tenu, tout ainsi quez aultres quartiers du diocèse. Que sur les plaintes qui ont esté faictes ausdictz Estatz par aulcuns des sieurs députés en iceulx, tant contre ledict Armand, lieutenant susdict, qui le rendroient incapable de sa charge si les causes d'icelles demeuroient vérifiées, que contre M. Estienne Armand, son père, cy-devant commis à ladicte charge. Lesdictz Estatz pour ne demeurer trop longtemps sur



pied en leur asssemblée, affin de soulager d'aultan le pays de la despense que la plus grande longueur luy eust apporté, auroient arresté de renvoyer certaines affaires, et par exprès celluy de ladicte prévosté, à MM. les commis et députés dudict païs pour, avec MM. les commissaires principal et ordinaires de l'assiette dudict diocèse, en traiter et délibérer pardevant mondict seigneur le marquis de Portes, lieutenant pour le Roy audict païs et diocèse et pourveoir ausdictes affaires, selon son bon et prudent advis et mesmes par son autorité, si le cas le requéroit, pour le bien du service de Sa Majesté et le repos et soulagement dudict païs. Sur quoy ayant esté appelez et ouys en ladicte asssemblée, les sieurs de La Condamine, baron de Peyre et du Pouget, envoyé de M. le baron de Randon, qui ont persisté en la plainte par eulx rendue ausdictz Estatz et faict aparoir de certains actes et décretz de prise de corps contre ledict Armand, lieutenant susdict ; veu aussi les lettres de provision de ladicte charge de lieutenant de prévost audict diocèse, par luy obtenues en titre d'office, quoyque contre les privillèges et l'ordre de la province de Languedoc et dudict diocèse et les expresses délibérations d'icelluy, prises sur le sujet de sa nomination et réception en ladicte charge. Et après que, sur le tout, ledict Armand auroit esté ouy et demandé délay pour se justifier sur les accusations rendues contre luy par ses ennemis, à ce qu'il dit, et qu'il auroit par mesme moyen déclaré son intention n'avoir jamais esté de s'ayder des susdictes provisions, non plus que de les obtenir en la forme qu'elles sont, l'erreur estant procédé du secrétaire qui les a dressées, qu'il désire faire réformer au conte-



ment du païs; a esté conclud et arresté, pour donner temps audict Armand de se justifier et affin de ne laisser le païs destitué de personne qui occupe ladicte charge, qu'il sera loysible audict Armand, s'acquittant bien et deuement d'icelle, d'en continuer l'exercice durant le temps qui reste de la présente année, sans aprobatton toutesfois desdictes provisions, la révocation desquelles ledict syndic est très-expressément chargé de poursuivre, au nom et aux despens dudict païs, comme aussi d'interdire, de la part d'icelluy, audict M<sup>e</sup> Estienne Armand, père, toute sorte d'exercice et fonction de ladicte charge, et pour cest effect requérir MM. les magistratz du bailliaige de Gévaudan, de n'avoir désormais esgard en jugement ny aultrement à aucunes des procédures qu'il pourroit continuer de faire, et sera en outre enjoinct, par expréz, tant audict père que au filz, de remettre devers le greffe de la prévosté et dudict bailliaige toutes les informations et aultres actes et procédures qu'ilz ont en leur pouvoir, dépendant du faict de ladicte charge, pour y estre gardez et conservez, affin d'y avoir recours quand besoing sera. Et pour le regard des archers, qu'il en sera choisy nombre suffisant. capable et de la probité requise, qui feront leur résidence en la ville de Mende et seront tenuz suyvre ledict lieutenant de prévost et l'assister, faisant l'exercice de sa charge. Et quant à la demande faicte par les habitans du quartier des Cévennes, que pour la conséquence et affin de n'entrer en division et partialité dans le païs ny en plus grand fraiz et despenses, il n'y a lieu ny apparence de leur accorder l'entretènement d'ung prévost, attendu que ledict lieutenant peult suffire et se porter ausdictes Cévennes comme ez aultres lieux et quartier



dudict païs, selon les occurrences, ainsi qu'il est tenu et obligé et qu'il luy a tousjours esté très-empressément ordonné par plusieurs délibérations des Estatz tenus ez années précédentes; ce néantmoins, sur le tesmoignage rendu par les députés dudict quartier des Cévennes, de ce que depuis les derniers mouvemens les larcins y ont esté plus fréquents, leur a esté accordé l'entretienement de deux archers nommez par ladicte asssemblée, assavoir : Jehan Marron et . . . qui feront leur résidence dans lesdictes Cévennes, tant pour donner, par leur présence, plus de crainte aux meschans, que pour faire plus opportunément la capture des délinquans, s'il y eschet, comme aussi pour d'autant plus fortifier ledict lieutenant de prévost, lorsqu'il y fera ses chevauchées ou aillieurs, pour le faict de sa charge, selon que la nécessité le pourra requérir. Et d'autant que veu l'estat présent de la disposition desdictes Cévennes, il y peult arriver des occasions où il sera besoin d'en informer aussitost que les fautes seront commises, sans pouvoir pour cest effect attendre la venue dudict lieutenant de prévost ou du greffier de ladicte prévosté, de peur que les preuves n'en dépérissent et par conséquent la punition demeure illusoire; ladicte asssemblée, pour y pourveoir, auroit advisé de faire bailler par ledict greffier ses lettres de substitution à quelque personne capable et résseante sur les lieux dans lesdictes Cévennes, pour, en son absence, vacquer aux inquisitions et aultres actes nécessaires, tant que ceste nécessité présente le requéra. Et pour cest effect, icelle asssemblée deuement informée de la probité, diligence et capacité de M<sup>e</sup> Rampon, notaire royal, auroit eu agréable et approuvé le choix et nomination faict par ledict greffier, de la personne dudict



Rampon, à la charge qu'il sera tenu remettre tous les actes et procédures, qui auront esté par luy faictz, devers ledict greffier pour, sur iceulx, estre procédé à l'instruction et jugement des procès des prévenus ou aultres expéditions nécessaires ou pour y avoir recours en tout cas, selon qu'il est requis, pour le bien et l'ordre de la justice dans ledict diocèse, à la charge aussi que le pais aura esgard au travail et labeur dudict Rampon, touchant le faict de ladicte substitution, le tout par provision et sans conséquence, préjudice ny diminution des gaiges et droictz dudict greffier ou ses substituez.

Sur l'exposition faicte par M. le baron de Peyre, sieur de La Condamine, que, pour satisfaire au commandement réitéré de Mgr le duc de Montmorancy, gouverneur et lieutenant général pour le Roy en Languedoc, et suivant la teneur de ses commissions, il auroit estably, dans le château de Peyre, pour la garde et conservation d'iceluy en l'obéyssance de Sa Majesté, le nombre de quarante soldatz de creue, lesquels il auroit esté contrainct de payer et entretenir durant dix mois, à raison de 480 livres par moys, selon le reiglement de Sa Grandeur, et à cest effect emprunter les deniers de ladicte solde et entretenement à gros intérestz, pour n'avoir, MM. du pais, tenu compte d'y pourveoir, quoyqu'il leur fust expressément ordonné par sadicte Grandeur. et qu'il leur en ayt faict et faict faire plusieurs et diverses communications, demandes et protestations, comme aussi pour son remboursement, tant du principal que des intérestz qui luy revient à une grande perte. En quoy qu'il ayt eu moyen d'y contraindre MM. les commis et députés du pays en leurs propres et privez noms, comme les particuliers habitans d'icelluy, suyvant la teneur



desdictes ordonnances ; néantmoins, désirant de vivre en amytié et bonne intelligence avec le païs, sans molester le général ny les particuliers, il auroit patienté jusques à présent, soubz espérance qu'enfin ledict païs entreroit en raison et considération sans l'obliger de venir aux extrémités et faire valloir les remèdes qui luy sont donnez par lesdictes ordonnances, dont il porteroit ung extrême déplaisir. Requérant l'assemblée, pour toutes ces considérations, pourveoir à sondict remboursement, comme ilz peuvent faire sans difficulté, veu les susdictes ordonnances qui portent permission d'imposer la somme nécessaire. Ouy sur ce le syndic dudict diocèse, qui auroit impugné la demande dudict sieur de Peyre, par trois raisons, la première que mondict seigneur de Montmorancy, ayant à la réquisition des Estatz généraulx, accordé la révocation de toutes commissions pour l'entretènement de garnisons extraordinaires, comme celle dont est question, par conséquent la prétention dudict sieur de Peyre, ne peult avoir lieu. La seconde raison, que ladicte garnison estoit inutile et superflue, attendu qu'il y a une morte paye, entretenue aux despens de la province, qui suffist pour la garde dudict lieu, qui d'ailleurs est de soy naturellement fort et inaccessible, oultre que le diocèse auroit encores payé, durant ledict temps, le nombre de dix soldatz d'extraordinaire ; ce que en tout cas viendrait à desduire sur ledict nombre de quarante, et finalement que ledict sieur de Peyre, moyenant le payement desdictz dix soldatz, auroit faict quittance généralement au païs, sans aucune réserve ; nonobstant lesquelles raisons, ledict sieur de Peyre répliquant à icelles et insistant à sondict remboursement ; enfin après plusieurs conférences et contestations sur ce sujet,



eues avec ledict sieur de Peyre, et affin d'obvier aux contrainctes et vexations que le païs en général et les habitans en particullier eussent peu souffrir avec grandz fraiz et despens, auroit esté convenu et accordé par ladicte asssemblée, avec ledict sieur de Peyre, à la somme de 1,800 livres, pour toutes lesdictes prétentions et demandes ; icelle somme payable, assavoir : la moytié la présente année, et l'autre moytié la prochaine, aux termes des assiètes, à la charge de remettre par ledict sieur de Peyre, devers le greffier du pays, les originaux desdictes commissions et ordonnances de mondict seigneur de Montmorancy et tous aultres actes qu'il a sur ce sujet et de faire quittance généralement desdictes prétensions, moyenant ladicte somme de 1,800 livres. Laquelle pour cest effect MM. les commissaires de l'assiette sont requis imposer sur ledict diocèse.

Et sur la demande faicte à ladicte asssemblée, de la part de M. le comte du Roure, du payement de la valeur de cent pistolles, dont il dict luy avoir esté faict promesse, de la part de MM. les commis et députés du païs, pour le descharger du logement qui avoit esté donné sur icelluy à sa compagnie de gendarmes, en l'année 1616 ; a esté arresté de prier Mgr le marquis de Portes, d'accommoder cest affaire et faire contenter ledict sieur comte du Roure, pour 50 pistolles ; attendu que ledict sieur n'auroit entièrement satisfait à la promesse par luy faicte, de faire sortir du païs ladicte compagnie, au jour préfix, ains la pluspart d'icelle y seroit demeurée trois ou quatre jours après, soubz la conduite du baron de La Gorce, rôdant la pluspart du païs, à la foule et surcharge du peuple.

Le sieur de Camargue, commandant pour le service



du Roy au fort et chasteau de Grèze, a représenté que, suivant la commission de Mgr le marquis de Portes, lieutenant pour Sa Majesté au païs de Gévaudan, il auroit estably dans ledict fort le nombre de vingt-cinq soldatz, et iceulx entretenus durant les moys de mars, avril et may de l'année 1621, et ce par forme de creue, à cause des entreprises que les rebelles avoient sur ladicte place. Et pour la mesme cause et suyvant l'expres commandement de mondict seigneur le Gouverneur, il auroit faict plusieurs réparations au villaige de Grèze pour le fortifier et mettre en deffense contre lesdictz rebelles ; à l'effect desquelles choses il auroitourny et avancé plus de 1,500 livres de ses propres deniers, dont mondict seigneur auroit promis le faire rembourser par le païs, suivant le roolle qu'il en auroit remys devers le syndic d'icelluy, qui l'auroit finalement renvoyé à la présente asssemblée ; en laquelle, veu ladicte commission, ensemble le roolle desdictes réparations et ouy ledict syndic, a esté conclud et arresté d'accorder audict sieur de Camargue, la somme de 1,000 livres pour toutes lesdictes prétensions, dont MM. les commissaires de l'assiète sont requis faire l'imposition la présente année, pour estre payée audict sieur de Camargue, à la charge de faire quittance générale des susdictes prétensions, sans en rien réserver.

Et sur la réquisition faicte par les syndics de certaines parroisses des environs de Grèze, de les descharger de la contribution qu'ilz font, par ordre de MM. du païs, de certain nombre de charretées de bois, à quoy ils ont esté taxez pour les corps de garde dudict fort de Grèze, attendu qu'ilz n'ont plus d'intérêt à la conservation d'icelluy que les aultres habitans du païs, et néantmoins



eulx seuls ont jusques icy porté ceste surcharge, sans en avoir receu aulcun remboursement ny récompense; a esté conclud et arresté de descharger lesdictes paroisses de ladicte contribution dudict bois, et au lieu d'icelluy accorder, audict sieur de Camargue, la somme de 200 livres, pour chascune année, pour l'entretienement du feu desdictz corps de garde. Laquelle somme MM. les commissaires sont requis égaliser sur le général dudict diocèse, à la charge que, moyenant icelle, ledict sieur de Camargue ne pourra demander cy-après aulcun bois pour ce regard ausdictes paroisses.

Le sieur du Villeret de Chanac, ayant requis à ladicte asssemblée remboursement de ce qui luy est deub de restes des fraiz par luy employez au voyaige et séjour par luy faict à la Cour, prez Mgr de Montmorancy et de Portes, à la prière de feu Mgr de Mende et de MM. les commis du païs, pour affaires grandement importants le bien du service du Roy et le repos et seureté dudict, ainsi que mondict seigneur de Portes et lesdictz sieurs commis scavent trop mieulx; luy a esté accordé, pour toutes restes et entier payement dudict voiaige, la somme de sept vingt dix livres;

Et aux sieurs de Malbosc et du Fayet, pareille somme de 150 livres, assavoir : 90 livres audict sieur de Malbosc, pour aulcunement le desdommager de la perte qu'il a soufferte au bruslement de sa maison, advenue sur la fin des derniers mouvemens, en servant le Roy et le païs, et 60 livres audict sieur du Fayet, pour le rembourser des fraiz par luy faictz et avancez, à cause des fréquentz advertissements qu'il a donnez, durant lesdictz mouvemens, à ceulx qui avoient charge, pour le service de Sa Majesté, dans cedict païs, des desseings et entre-



prises des ennemis rebelles à sadicte Majesté ; revenant lesdictes deux parties à ladicte première somme de 150 livres tournois.

A esté pareillement accordé aux valletz de chambre de mondict seigneur le gouverneur, la somme de 60 livres et aux officiers de sa maison, semblable somme de 60 livres, en la recognoissance de la peine extraordinaire qu'il leur convient prendre prez de mondict seigneur, à l'occasion des affaires dudict païs, à toutes occurrences.

Si auroit ladicte asssemblée conclud et arresté de requérir lesdictz sieurs commissaires d'imposer, en la présente assiette, la somme de 1,800 livres, pour le remboursement du sieur de Columb, de pareille somme, sur et tant moins de 3,845 livres, deubz par ledict diocèse à M<sup>e</sup> Nicolas de Vilontreys, trésorier général de la cavallerie légère en Languedoc, pour subvenir à la solde et entretenement de la compagnie d'arquebuziers dictz carabins des gardes de mondict seigneur de Montmorancy, gouverneur et lieutenant général pour le Roy, en Languedoc, et ce pour les mois d'avril, may et juin 1622, et suivant les ordonnances de Sa Grandeur, portant permission d'imposer l'entière somme sur le général du diocèse, et en cas de refus, contraincte par corps contre les députés et syndic, lequel en effect en auroit souffert l'emprisonnement de sa personne.

Les taxations prétendues et demandées par MM. de Mirmand, commissaire ; de Falc, trésorier principal et particulier, contrôleur des guerres, pour raison de la somme de 23,000 livres, imposée et levée sur ledict diocèse, pour les fraiz de la guerre, mesmes pour l'entretien des quatre compagnies du régiment de Lan-



guedoc, ayant tenu garnison ez lieux d'Yspaniac, Sainte-Enymie et le Blaymar, en l'année 1622, ont esté, par ladicte asssemblée, du consentement dudict sieur Parlier, modérez à la somme de 800 livres; laquelle lesdictz sieurs commissaires sont de mesmes requis comprendre en la présente assiette.

Du jeudy, unzième jour dudict mois de juillet, de matin, en ladicte asssemblée, tenue au lieu que dessus.

Sur la requeste présentée par les habitans de la ville de Chirac, demandans remboursement de la somme de 300 livres, pour la despense par eulx fournie au logement de la compagnie de chevaulx-légers du sieur baron de Laurières, faict en ladicte ville le 20<sup>e</sup> d'aoust dernier, durant ung jour entier ayant administré les vivres nécessaires à ladicte compagnie. Veu par ladicte asssemblée le certificat du sieur de Villemontet, lieutenant de ladicte compagnie dudict jour 20 aoust, a esté accordé, par ladicte asssemblée, ausdictz habitans, pour leur remboursement, la somme de 100 livres tournois, que lesdictz sieurs commissaires sont requis imposer en la présente assiette ;

Comme aussi la somme de 150 livres tournois accordée ausdictz habitans sur et tant moins de ce qui se trouvera leur estre légitimement deub, à cause des fournitures par eulx faictes par la réparation de leur pont.

La despense fournie par les habitans du lieu des Sallèles, à douze maistres et quarante-cinq chevaulx de la compagnie de M. de Mongon ; veu le certificat remis par lesdictz habitans, signé Lescoudray, a esté taxée à la somme de 40 livres pour leur en estre faict remboursement en la présente assiette ;



Aux habitans de la ville et faulbourg de La Canorgue, auroit esté taxé et accordé, pour ladicte asssemblée, la somme de 100 livres, pour leur remboursement des vivres par eulx fourniz et administrez à la compagnie dudict sieur baron de Laurières, à la charge de tenir quite le diocèse envers l'hoste de l'enseigne de Saint Estienne ; lequel, au refus des habitans de Banassac, auroit logé et nourry une brigade de la compagnie de M. de Bussy Lamet, ayant lesdictz habitans, pour justification de ce que dessus, remys ung certificat signé : Villemonte et ung aultre signé : Baron, du XXI<sup>e</sup> jour d'aoust dernier.

La demande faicte par les habitans du Monastier-lez-Chirac, de la somme de sept vingt dix livres, pour le logement et fourniture des vivres nécessaires pour une couchée à ladicte compagnie dudict sieur de Bussy-Lamet ; veu le certificat du sieur d'Anterieux, cornète de ladicte compagnie du 20<sup>e</sup> dudict mois d'aoust, remys par lesdictz habitans, a esté réduite et modérée à la somme de 80 livres.

Veue par ladicte asssemblée les certificatz des sieurs de Maumoux et de S. Loup, conduisant la compagnie de M. de Mongon, remys par les habitans des lieux d'Auxillac, le Pavent, Marujollet et Chardonnet, la demande par eulx faicte de la somme de 300 livres, pour leur remboursement des fraiz du logement et des vivres et des bestes à bast, par eulx fourniz à ladicte compagnie, allant au bas Languedoc, au mois d'aoust 1623, et encores au mois de juin dernier, s'en retournant en France, a esté modérée et réduiete, pour tout, à la somme de 420 livres.

Aux habitans du lieu d'Aulmont, a esté taxé la somme



de 120 livres, pour le logement et vivres, par eulx fourniz à la mesme compagnie dudict sieur de Mongon, depuis le 5<sup>e</sup> dudict mois de juin, jusques au 7<sup>e</sup> qu'elle en en partit, ainsi qu'ilz ont faict apparoir par les certificatz dudict sieur de S. Loup et du sieur La Coulleur, fourrier.

Auroit esté pareillement faict taxe de la somme de 100 livres aux habitans des lieux de Mialanes et la Vialète, au mandement de S. Auban, pour le logement et vivres par eulx fourniz, durant deux couchées, à la compagnie du sieur baron de Laurières, audict mois d'aoust 1623, suivant le certificat ou attestatoire des officiers dudict S. Auban, qu'ilz en ont remys.

Aux habitans des lieux du Cellier et d'Auroux, a esté taxé et ordonné la somme de 300 livres tournois, pour avoir logé les susdictes trois compagnies desdictz sieurs baron de Laurières, de Montgon et Bussy-Lamet, et fourni les vivres nécessaires, durant trois jours, audict mois d'avril 1623, ainsi qu'est apparu par les certificatz des sieurs de S. Loup et de Bouchard, du X<sup>e</sup> dudict mois d'avril, qui ont esté remys par lesdictz habitans.

Pour le logement et vivres fournis ausdictes trois compagnies, durant deux couchées, au mesme mois d'avril, a esté taxé et ordonné aux habitans de Luc, Pranalac, Bertail et Chanialz, la somme de sept vingt dix livres, ayant, pour justification de ce, remys ung estat certifié par les officiers ordinaires dudict lieu de Luc.

Les habitans de La Bastide ayant fourny logement et les vivres nécessaires à une brigade de la compagnie de M. d'Albeuf, au mois de novembre 1622, suivant l'ordre de Mgr le Connestable, ainsi qu'on faict aparoir par certificat du sieur de Chéran, maréchal de logis, leur a esté taxé et ordonné pour leur remboursement, la somme de 40 livres.



Sur les demandes et instantes réquisitions faictes à ladicté asssemblée, ensuite de celles qui avoient esté faictes aux Estatz derniers par plusieurs particuliers, de pourveoir à leur remboursement des sommes par eulx fournies et avancées pour la solde et entretenement de gens de guerre, establiz en garnison en plusieurs et divers lieux dudict diocèse, pour la garde et conservation d'iceulx en l'obéissance du Roy, durant les mouvemens de l'année 1622, dont ilz n'auroient peu avoir payement, à faulte de fondz, ladicté asssemblée, suyvant le renvoy à elle faict par lesdicts Estatz, après avoir veu le contrerolle desdictes garnisons, tenu par le greffier du païs et vérifié les payemens faicts sur chascune d'icelles, a trouvé devoir estre faict remboursement, aux personnes cy-dessoubz nommées, des sommes par eulx fournies pour les causes et selon qu'il sera cy-après spécifié, assavoir : M. de Picheron, sieur d'Entraigues, bailly de Gévaudan et gouverneur de Maruejolz, de la somme de 400 livres, pour pareille somme par luy fournie et avancée pour la solde et entretenement de quarante hommes de guerre à pied, establiz pour le service de Sa Majesté en ladicté ville de Maruejolz, et ce pour ung mois entier, commencé le 22<sup>e</sup> d'octobre audict an 1622, dont il n'auroit peu estre payé, à faulte de fondz, comme dict est ;

Au sieur de Mirail, la somme de 240 livres, pour semblable somme qu'il auroit avancé et payée à douze soldatz establiz en garnison, pour le service de Sa Majesté, au château de Bédôesc, et ce pour leur solde et entretenement durant deux mois, commencez le 10<sup>e</sup> septembre audict an 1622, n'en ayant esté remboursé à cause de la mesme faulte de fondz ;



A M. le comte du Roure, la somme de 120 livres, dont il auroit faict l'avance et payement à six soldatz, establiz en garnison au château de Grizac, et ce pour leur solde et entretenement de deux mois, commencez ledict jour 10<sup>e</sup> de septembre audict an ;

Au sieur Lambrandés, la somme de neuf vingtz dix livres qu'il auroit avancée et payée à dix-neuf soldatz, establiz en garnison ez chasteaulx de Quézac, Rocheblave et tour d'Yspaniac, pour leur solde et entretenement, durant ung mois, commencé ledict jour dixième septembre audict an, n'en ayant peu avoir remboursement pour la mesme faulte de fondz ;

A M. de Naves de Mirandol, la somme de 60 livres, par luy avancé et payée à six soldatz, establis au château dudict Mirandol, pour leur solde et entretenement, durant ung mois, commencé ledict jour, dixième septembre audict an ;

Au sieur Grégoire d'Yspaniac, la somme de 50 livres, pour pareille somme qu'il auroit avancée et payée à cinq soldatz, establis en garnison dans le fort du Monastier dudict Yspaniac, pour leur solde et entretenement, durant ung mois, commencé le 10<sup>e</sup> novembre audict an, et ce en attendant que la paix fust bien affermie, et pour la seureté des munitions de guerre dudict pays, qui avoient esté reposées dans ledict fort ;

Au sieur de Serre, la somme de 80 livres, pour la despense qu'il avoit faicte, pour garder les passaiges des environs de sa maison du Champ, contre les rebelles dudict pais, et ce depuis le 10<sup>e</sup> dudict mois de septembre jusques au 10<sup>e</sup> de novembre, que l'édict de la paix y fut publié ;

A M<sup>lle</sup> de Redoussas, la somme de 50 livres, qu'elle



auroit payée et avancée à trois soldatz, pour garder les passaiges des environs de sa maison, depuis le 10<sup>e</sup> d'octobre, jusques audict jour, 10<sup>e</sup> de novembre.

Sur la réquisition faicte par le sieur Chantuel, de la ville de Mende, et commis, en l'année 1597, à faire la recepte des tailles audict diocèse, de pourveoir au payement des sommes esquelles, par arrest de la Cour des Aydes de Montpellier, ledict diocèse a esté condampné envers luy, luy a esté accordé, par ladicte asssemblée, la somme de six vingt livres, sur et tant moins de ce que se trouvera luy estre liquidement deub, sans préjudice des exceptions et légitimes deffenses du syndic dudict diocèse.

Sur la requeste présentée par les habitans de la ville d'Yspaniac, à ce qu'il pleut à l'assemblée faire pourveoir au remplacement de ce que monte la quotité dudict lieu des impositions de 25 et 30,000 livres, faictes en l'année 1617, pour le faict de la réduction de Grèzes, qu'ilz avoient payées, quoyque par délibération des Estatz, tenuz ladicte année, ilz en eussent esté deschargez en considération du logement et nourriture des gens de guerre, envoyez audict lieu, pour s'opposer au passage des rebelles qu'ilz auroient supporté; a esté dict que les supplians se retireront, si bon leur semble, à l'assemblée des Estatz prochains, pour leur estre proveu selon son bon plaisir.

Signé : DUMAS, vicaire.

---



*Les commissaires de l'assiette. — M. le marquis de Portes. — Discours de M. Dumas, vicaire général. — Rôle de MM. des Etats. — Les députés de la noblesse et du clergé devront envoyer des personnes capables et de leur qualité. — Dettes du pays à acquitter. — Dépenses pour les bains de Bagnols. — Mesures à prendre pour faire cesser les brigandages qui se commettent. — Réquisition au sujet de l'édit portant création d'offices d'auneur et marqueur de draps. — 1,000 livres accordées à M. de S. Didier pour frais de capture de deux malfaiteurs. — Demande d'une gratification par M. le prévôt de la maréchaussée. — Ordonnances au sujet des bohémiens et de la chasse aux pigeons. — Mesures à prendre pour s'opposer aux troupes du duc de Rohan. — Frais à payer à M. de Felgeyrolles, au sujet de la marque des draps. — Indemnité à M. de Choisinet, pour levée de gens de guerre. — Ordonnance pour une imposition de 9,000 livres. — Mesures de précaution ordonnées par le marquis de Portes. — Indemnité de 100 livres à M. du Bouchet, pour l'incendie de sa maison de Montmiral. — Don à diverses maisons religieuses. — Fournitures faites aux gens de guerre par les communautés. — Admission de l'envoyé de M. de Randon. — Demande de M. d'Entraigues, pour avoir pourvu à la conservation de la ville de Marvejols. — Gratification accordée au commandant du château de Meyrueis. — Frais de garnison établie au château de Peyre. — Somme due à M. Charles Hugonenc. — Pont de Langogne. — Le diocèse du Vivarais prétend n'être point tenu à la moitié*



*des frais de cette réparation. — Entretien des ponts des environs de Mende. — Don de 500 livres pour le pont de Bayard. — Indemnité à l'hôpital de Mende. — Divers ponts à réparer. — Demande du sieur Jean Badaroux, archer. — Gratification au marquis de Portes et à son secrétaire. — Demande de M. le baron de Randon, pour frais par lui faits, pour levée de gens de guerre. — Clôture des Etats.*

L'an mil six cens vingt-cinq, et le mardy, premier jour du mois de juillet, environ neuf heures de matin, en la ville de Mende. Les gens des Estatz particuliers du païs de Gévaudan et diocèze dudict Mende, après avoir, suivant leur ancienne et louable coustume, entendu la messe du Saint-Esprit, célébrée dans l'église cathédrale, s'estans assamblez dans la salle haulte des maisons épiscopales, en vertu des commissions de nos seigneurs les commissaires, présidens pour le Roy aux Estatz généraulx de Languedoc, tenuz en la ville de Béziers, au mois de mars dernier, seroient venuz en ladicte asssemblée : Mgr le marquis de Portes, vis-admiral de France et lieutenant pour Sa Majesté ez païs de Gévaudan, haultes et basses Cévennes ; nobles François de Molette, seigneur de Morangiez et de La Garde, commissaire principal de l'assiette dudict diocèze, la présente année ; Guillaume Dumazel, sieur du Pivou et de Remieyse, bailly de Gévaudan ; Urbain Dumas, sieur du Bouschet et de Cultures, conseiller de Sa Majesté, juge en la Cour du bailliaige de Gévaudan et 1<sup>er</sup> consul de ladicte ville de Mende ; Léonard Bourrassay et Ferriol Doladille, merchans, aussi consulz d'icelle ville, et M. M<sup>o</sup> Jean de Lignon, docteur en médecine, 1<sup>er</sup> consul de la ville de



Maruejolz, commissaires ordinaires de ladicte assiette. Et ayant prins leur place, chascun selon son rang et ordre accoustumé, mondict seigneur le marquis a dict avoir quicté tout aultre devoir pour venir donner à l'assemblée les assurances des entières affections qu'il a au repos et soulagement de ce païs, et pour y mettre tel ordre, qu'avec la grâce de Dieu et nonobstant les présents mouvemens, les bons subjectz de Sa Majesté n'en souffrent aulcune foudre, et affin que ses bonnes intentions soient suivies, et pour le bien du service de Sa Majesté, a requis l'assemblée faire tel fondz qui sera jugé nécessaire par imposition ou autrement, pour le payement des gens de guerre qu'il conviendra establir dans ledict païs, si la nécessité le requiert, pour empêcher que les rebelles à sadicte Majesté ne y puissent prendre aulcun advantaige, à cause des dessaingz et entreprises qu'ilz font sur icelluy sellon les advis qu'il en a ; et bien que par les commandemens à luy donnés par Sa Majesté il soict obligé s'en retourner dans peu de jours au bas Languedoc, il est néantmoins si soigneux de la conservation de cedict païs que, si la nécessité le requiert, il reviendra incontinent avec le secours convenable, et n'espargnera son sang ny sa vie, non plus qu'il a faict pour le passé, pour le bien et repos dudict païs et conservation d'icelluy en l'obéyssance du Roy.

Sur quoy, par noble et vénérable personne M. M<sup>e</sup> Jacques Dumas, chanoine en l'église cathédrale dudict Mende, et grand vicaire de Mgr le révérendissime évesque dudict Mende, président ausdictz Estatz, a esté reparti et dict : Messieurs, c'est une des plus solides félicités parmi les hommes, de rencontrer en la domination des souverains et en la conduite des supérieurs, la qua-



lité qui n'a aultre fin que celle qui regarde le soulagement et les advantaiges des peuples. Xenophon, appeloit ung bon prince, non pas seulement celluy qui estoit bon en soy, par le reiglement de ses mœurs, mais bien celuy qui veilloit soigneusement au bien et à la conservation de ceulx qui estoient soubmiz à son autorité. L'on oioit autrefois proférer bien souvent à l'empereur Auguste, qu'il eust volontairement deppozé son empire, s'il eust recogneu n'estre pas expédient au bien publicq qu'il fust empereur. Dieu mesme nous a donné une idée fort expresse de ceste vertu au lieu où il est appelé *Rex regum et dominus dominantium*. C'est en l'apocalyse où S. Jean dict : *Vidi præcinctum ad mamillas zona aurea*, qu'il l'a veu ceint d'une ceinture d'or, proche du cœur, proche des mamelles. C'est une façon de ce ceindre bien extraordinaire, mais bien mystérieuse, car nous savons que l'or est le vray symbolle de charité et que les mamelles, le laict et le cœur ne nous parlent que de bonté, de douceur et d'amour, qui est la plus belle et la plus riche parure d'ung prince. Et si Dieu par la bouche de son disciple a voulu réhausser ceste sur céleste débonnaireté parmy les attributz divins, à combien plus de raison a-t-il voulu que les roys et les supérieurs qui sont en terre, ses vives imaiges, en soient les imitateurs et qu'ilz praticquent, par ordre de subordination, cest amour envers les subjectz, oh combien doncques nous devons nous estimer heureux de ressentir de telles douceurs au règne et en la domination de nostre grand Roy, si bon et si juste, qu'il ne peult paroistre à noz yeulx que *præcinctus ad mamillas zona aurea*. Ceste vertu, ceste qualité, luy attire et à tous ses subjectz une si grande abondance des grâces du Ciel que nous en voyons



comme dans ung cercle d'or, le zèle des provinces rallume le culte divin, fomente la religion espurée, la justice et autorité, la vertu recherchée, l'honneur à son prix et les puissances subalternes plausiblement exercées; et c'est icy Monseigneur où nous recognoissons nostre condition incomparablement fortunée, depuis qu'il a plu à ce grand Roy nous loger soubz vostre conduite; dans laquelle nous avons rencontré le comble de nostre bonheur et tout ce qui nous a esté nécessaire pour nous rellever de nos calamitez passées et lorsque les ennemis du repos publicq ne sont eslevées pour entreprendre sur nos vies, nos conditions et nos libertés, vous aves si puissamment rebouché leurs salies, que nous pouvons dire maintenant avoir beaucoup plus d'avantage sur eulx, qu'ilz n'avoient auparavant sur nous. Vous adjoutés à cela, tous les jours, de grandes prérogatives, Monseigneur, car aujourd'huy, où nous voyons toute ceste province remplie de gens de guerre, presque de toutes part la considération de ce que vous nous estes, de ce que vous estes dans l'estat et spécialement dans ceste province, nous faict ressentir, dans le cours de voz accoustumées faveurs, l'exemption d'une foule, qui nous seroit presque insupportable. Messieurs, j'ajouteroay qu'en la pensée du bonheur qui nous accompagne, nous devons priser infiniment et par actions de grâces à Dieu, d'avoir inspiré nostre Roy à nous donner ung si grand personnaige pour prélat en ce diocèze, doué de si éminentes qualités, qu'il me seroit imputé à témérité d'en entreprendre les éloges, puisque les plus honorables exploitz que nos roys puissent commetre aux personnes de ceste qualité, nous servent assez de preuve de ce qui est en luy très digne d'admiration; mon devoir



est pour la préminance qu'il a dans ceste asssemblée, de vous faire espérer de sa part et au rencontre toute sorte de tesmoignaiges d'affection et vous exorter quant et quant à suivre les mouvemens qui regardent le bien et service du Roy et le soulagement de ce païs. Suivons doncques, embrassons et exécutons les volontés de Sa Majesté et celles de noz supérieurs, auxquelles, par amour, les âmes bien nées ce doibvent attacher les autres, par la crainte des menaces de Dieu, qui nous diet par son prophète Ozée : Je vous donneray un roy en ma fureur et vous en osteray ung aultre en mon indignation, à cause de vostre désobéyssance.

Et incontinent après avoir esté par mondict sieur de Morangiez de mesme dict que le principal sujet de l'assemblée, en l'essentielle cause d'icelle, consistant à pourveoir à l'imposition, des quottitez dudict diocèze, des deniers accordez à Sa Majesté par lesdictz Estatz généraulx de Languedoc en leur dernière asssemblée, et aultres sommes contenues ez commissions desdictz Estatz, suivant la coustume notoire à tous; ce seroit chose superflue d'uzer d'aultre ny plus long discours que de requérir ceste compaignie de députer ceulx d'entre eulx que bon leur semblera, ainsi qu'il est accoustumé, pour, avec leur assistance, estre par luy et les aultres sieurs commissaires, ses collègues, procédé au département desdictz deniers, suivant la teneur desdictes commissions, offrant de sa part y vacquer incontinent, afin que par faulte de ce, la levée desdictz deniers et par conséquent les affaires et service de Sa Majesté et du public, n'en demeurent retardés. Et sur ce, par ordonnance desdictz sieurs commissaires, lecture auroit esté faicte desdictes commissions en plaine asssemblée, la continuation



de laquelle, à la réquisition du syndic dudict pays, et suivant la coustume auroit esté, par lesdictz sieurs commissaires, permise, tant pour pouvoir délibérer sur le faict desdictes commissions que des aultres affaires communs dudict diocèse, ainsi que la nécessité le requiert, à condition de n'y traiter aulcune chose, au préjudice du service de Sa Majesté. Et cela faict et lesdictz seigneur gouverneur et sieurs commissaires principal et bailly, sortis de l'assemblée, auroit esté procédé à la lecture du roolle des sieurs de l'église, barons et aultres nobles et du Tiers-Estat dudict païs, qui ont accoustumé d'avoir séance et voix délibérative en ladicte assemblée. Où se sont trouvés présens et assistans, assavoir, pour l'ordre ecclésiastique : M. M<sup>e</sup> Jean-Jacques Lefebvre, docteur ez droictz, chanoine et prévost en l'église cathédrale dudict Mende et envoyé du Chappitre de ladicte église ; M<sup>e</sup> Estienne Aldin, docteur ez droictz, envoyé de M. le dom d'Aubrac ; M. M<sup>e</sup> Pierre Enfruc, docteur ez droictz, chanoine en ladicte église cathédrale et envoyé de M. le prieur de Sainte Enimye ; M<sup>e</sup> Mathieu Fontanes, bachelier en théologie, curé de Chirac et envoyé de M. le prieur de Langoigne ; M<sup>e</sup> Aldebert Aldin, docteur ez droictz, envoyé de M. le commandeur de Paliers. Et pour MM. les barons : noble Pierre d'Aran de La Condamine, sieur et baron de Peyre, en personne ; M<sup>e</sup> Jacques de Langlade, sieur de La Fargette, envoyé de M. le baron d'Apcher, estant en tour la présente année ; noble François de Peyrebesses, sieur de Clastres basses, envoyé de M. le baron de Cénaret ; M<sup>e</sup> Pierre Borrelli, sieur de Pelouze, envoyé de M. le baron du Tournel ; noble Pierre de Pastorel, envoyé de M. le baron de Florac ; M<sup>e</sup> Pierre de Loberie, lieutenant général au duché



de Mercœur, envoyé de M. le baron de Mercœur ; noble Anthoine de Nugez, sieur de La Roche, envoyé de M. le baron de Canilhac. Et pour MM. les aultres nobles : noble de Beaumont de Rochemure, seigneur d'Allenc, en personne ; noble Jacques de Clavel, sieur du Monteil, baille en la juridiction de Montauroux, envoyé de M. de Montauroux ; noble Louys-Adam de Robert, sieur de Chazalz, envoyé de M. de S. Auban ; M<sup>re</sup> Claude de Gilbertés, sieur de Montrodât, en personne ; M<sup>re</sup> Guillaume Bardon, docteur ez droictz, envoyé de M. de Mirandol ; noble Jehan Sales, envoyé de M. de Sévérac ; noble Claude Chappelain, sieur du Cros, envoyé de M. de Gabriac ; noble Jehan-Jacques de Columb, envoyé de M. de Portes ; noble Claude de Bressolles, sieur de Servièrre, en personne ; noble André de Fumel, sieur de Fraissinet, envoyé de M. d'Arpajon ; M<sup>re</sup> Claude de Cavata, bachelier ez droictz, envoyé de MM. les consulz nobles de La Garde-Guérin. Et pour l'ordre du Tiers-Estat : M. Urbain Dumas, sieur du Bouschet et de Cultures, conseiller de Sa Majesté, juge en ladicte Cour du bailliaige de Gévaudan, 1<sup>er</sup> consul de ladicte ville de Mende ; M<sup>re</sup> Léonard Bourrassay et Ferriol Doladille, merchans, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consulz de ladicte ville ; M<sup>re</sup> Jean de Lignon, docteur en médecine, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejolz ; Anthoine Malzac et Jean Joyes, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consulz dudict Maruejolz ; M<sup>re</sup> Folcarand Bastide, notaire royal, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Chirac ; M<sup>re</sup> Michel Florit, notaire royal et 1<sup>er</sup> consul de la ville de La Canourgue, l'année dernière ; M<sup>re</sup> Estienne Parry, docteur en médecine, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Saint-Chély-d'Apchier ; M<sup>re</sup> Cabanel, notaire royal et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Salgues ; M<sup>re</sup> Pierre Vigier, bourgeois et 1<sup>er</sup> consul de la ville du



Malzieu; noble Jean de Gentil, escuyer, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Florac; M<sup>r</sup> Arthauld Fort, consul de la ville d'Yspaniac; M<sup>r</sup> Pierre André, docteur ez droictz, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Sainte-Enimye, l'année dernière; M<sup>r</sup> Guilhaume Bousquet, notaire royal, consul de Chauneuf-de-Randon; Robert Escurette, sieur de Combettes, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Serverette; M<sup>r</sup> Jacques Castanet, notaire royal, consul de Saint-Estienne-de-Valfrancisque; M<sup>r</sup> Jean Julien, lieutenant en la jurisdiction ordinaire de Langoigne, consul de la ville de Langoigne; M<sup>r</sup> Jean Rausie, consul de la viguerie de Portes; Anthoino Cousin, sieur de La Croix, consul de Barre; M<sup>r</sup> Jean Roffiac, praticien, consul de la ville de Saint-Auban, et M<sup>r</sup> Jean Boudon, baille en la jurisdiction de Treslant, consul du mandement de Nogaret. Tous lesquels assistans susnommés, après que les pouvoirs et procurations remises, tant par MM. les envoyés, de la part de MM. de l'église et des nobles, que par les consuls des villes et communautés ont esté leues en plaine asssemblée et trouvé suffizantes, ont presté le serement accoustumé entre les mains de mondict sieur le président, qui est de procurer, en leurs suffrages, l'honneur et gloire de Dieu, le bien et advancement du service du Roy et le repos et soulagement du pauvre peuple, et de ne révéler les oppinions et délibérations de l'assemblée.

Dudict jour, premier de juillet, en ladicte asssemblée, de relevée, président le sieur Dumas, grand vicaire.

Sur l'exposition faicte par M. de Montrodar, qu'il estime que c'est chose très-raisonnable et conforme à tout bon ordre et aux anciens reiglemens de tout temps observez en ceste compagnie, que les nobles qui ont séance et



voix en icelle, s'y trouvant eux mesmes en personne, doivent précéder les envoyez, non-seulement des autres nobles, mais aussi les envoyez de MM. les barons qui ne se trouvent de la qualité requise. Après avoir esté sur ce délibéré et fait lecture, en plaine assemblée, du reiglement ancien touchant l'ordre desdictz Estatz, a esté conclud que les sièges du parquet, de MM. les députés des Trois-Ordres, seront rangez et accommodez en la forme portée par ledict ancien reiglement, et au demeurant, que suivant les précédantes délibérations, MM. de l'église et de la noblesse seront advertiz, à la prochaine convocation de l'assemblée desdictz Estatz, d'y envoyer des personnes capables et de leur qualité, ainsi qu'ilz sont tenez faire, conformément à ce qui s'observe en l'assemblée des Estatz généraulx de la province de Languedoc, à l'instar desquelz les particuliers de ce pais ont esté establiz et réglez.

Le sieur de Fumel, syndic dudict diocèse, a remonstré qu'entre autres affaires, dont il fut chargé, par l'assemblée des Estatz derniers, comme très-importans au pais, ce fut de procurer l'aquittement des debtes d'icelluy qui sont légitimement deubz, et à ces fins de retirer, de M. le trésorier Delhon et par luy conjointement, en qualité de commissaires en ceste partie députés par Sa Majesté, et par mesme moyen, retirer semblablement l'advis qu'il sont tenez, par leur commission, de donner à Sa Majesté, touchant ladicte vérification et le payement desdictz debtes. Et quoyqu'il y ayt rapporté toute sorte de soingz et de diligence, néantmoingz il luy a esté impossible de retirer ladicte procédure dudict sieur de Gallières, qui prent prétexte de ne la rendre, que les fraiz et vacations, exposez durant icelle, tant par ledict



sieur Delhom et luy que par leur greffier ne leur ayent esté payez, qu'il faict revenir à 1,200 escus, sans en voulloir rien rabattre, ne s'estant voulu contenter de l'assurance et promesse qu'il luy a voulu passer de la somme de 1,000 escus. Au moyen de quoy il a requis et prié l'assemblée d'y apporter l'ordre qu'elle advisera plus convenable, pour rédimer le païs, tant des vexations que les créanciers luy peuvent faire souffrir que des traverses et incommoditez que ledict sieur de Gallièrès leur peult donner, qui desjà menace d'obtenir, au Conseil de Sa Majesté, une plus grande taxe, à cause des susdictz fraiz et vaccations, et encores de remettre l'avis es mains de chascun des créanciers en particulier; ce qui ne pourroit apporter qu'ung grand désordre et confusion avec notable préjudice audict païs, d'aautant que lesdictz créanciers, en vertu dudict avis, pourroient chascun séparément obtenir lettres d'assiette pour l'imposition de leur debte, sans ordre ny règlement des payemens, quoyque le plus important de cest affaire consiste à l'attermoyement desdictz payemens à plusiurs années et divers termes, pour soulager d'aautant le pauvre peuple, lequel aultrement se trouveroit accablé d'une insupportable surcharge tout à la fois. Sur quoy, après plusieurs raisons desduictes, a esté conclud que ledict sieur sindic empruntera la somme de 1,000 escus, pour payer lesdictz fraiz et vaccations, et par mesme moyen retirera ladicte procédure et estat de vériffication, ensemble l'avis desdictz sieurs commissaires et tous aultres actes et papiers sur ce nécessaires, pour le tout, représenté et veu à la prochaine asssemblée desdictz Estatz particuliers, estre sur ce prins telle délibération qui sera jugé nécessaire, pour le bien et utillité dudict païs. Et faisant



ledict syndic le payement desdictz fraiz et vaccations en sera par luy retiré quittance, tant dudict sieur de Gallières que aultres que besoing sera ; ou bien en tout cas, si ledict sieur de Gallières et aultres ne se veullent contenter desdictz 1,000 escus, leur accorder la somme de 1,200 escus, à la charge qu'icelle sera employée dans ledict estat des debtes vérifiez, affin de pouvoir obtenir lettres d'assiette, pour en faire l'imposition, levée et payement, à qui appartiendra. Et en cas que ledict syndic ne pourroit recouvrer lesdictz actes dans trois moys et que la faulte procédant dudict sieur de Gallières, en ce cas ledict syndic est chargé de faire appeller lesdictz créanciers, pardevant MM. les commis et députés dudict païs, pour estre par eulx, avec l'assistance d'ung député des présents Estatz de chasque ordre, traité d'accommodement avec lesdictz créanciers, à la meilleure condition, pour la descharge dudict païs que faire se pourra ; et à cest effect l'assemblée leur a donné pouvoir de passer tous contractz et obligations sur ce nécessaires, soubz promesse d'estre rellevez indemnes par le païs, et à l'instant ont été nommez, pour assister ausdictz sieurs commis et députés, assavoir : M. Lefebvre, prévost de l'église cathédrale et envoyé du Chapitre de la dicte église ; M. de Montrodat, et M. le consul de la ville de Lengoigne.

Ayant esté remonstré par M. le 1<sup>er</sup> consul de Mende que, pour le bien et l'utilité du publicq, sur l'avis donné à MM. les commis et députés du pays, que les bainz de Bagnolz, en ce diocèse, s'en alloient en ruyne, s'il n'y estoit promptement remédié. M. le syndic et luy, après deue vérification faicte des réparations qui estoient plus nécessaires pour la conservation desdictz bains, au-



roient, soubz le bon plaisir des Estatz, baillé quelques prisfaictz qui peuvent revenir à six vingtz livres ou environ. Requérant qu'il pleust à l'assemblée, iceux agréant, pourveoir au payement de ladiote somme, qui est encores due à ceulx qui ont faict lesdictes réparations, attendu que sans icelles ladiote ruyne estoit inévitable et conséquemment préjudiciable au publicq. A esté conclud que les susdictz prisfaictz demeurant approuvez et rattiffiez par l'assemblée, comme faictz pour la commune utilité du pais, MM. les commissaires de l'assiette seront requis imposer ladiote somme, en l'assiette de ceste année, pour estre employée au payement desdictz prisfaictz et non ailleurs, et ce aux termes des autres deniers du pais. Et pour le regard des autres réparations moingz pressées et nécessaires, remis d'en délibérer aux prochains Estatz.

M. le baron de Peyre a remonstré que feu M<sup>r</sup> Michel Armand, ayant esté nommé par le pays, pour exercer la charge de lieutenant de prévost en ce diocèse, il auroit, en vertu d'une délibération dudict pays, obtenu provision de Sa Majesté, contraire à ladiote délibération et aux coustumes, ancien ordre et privilèges, non-seulement dudict pays, mais aussi de la province de Languedoc. Ce qu'ayant esté bien recogneu par l'assemblée des Estatz, tenuz en la ville de Maruejolz, l'année dernière, elle auroit ordonné audict Armand de poursuivre la refformation desdictes provisions, ainsi qu'il convient, conformément à l'ancien uzaige, sans se pouvoir ayder d'icelles, au préjudice desdictz privilèges et au surplus auroit renvoyé à MM. les commis et députés du pays pour, en la présence et soubz les bons advis et autorité de mondiet seigneur le gouverneur, prendre tel



reiglement au faict de la prévosté qu'il seroit jugé plus utile et nécessaire au bien de la justice et la punition des crimes et maléfices grandement fréquentz en ce diocèse. Depuis seroit arrivé la mort dudict M<sup>e</sup> Michel Armand, sans que le pays aye procédé à la nomination d'autre personne en sa place pour l'exercice de ladicte charge ; à cause de quoy les volleurs sont en règne plus que jamais en ce pais et mesmes dans les terres de sa baronnyè où le pauvre peuple n'oze aller par les champs, qu'avec de grandes crainctes et appréhensions de tomber ez mains desdictz volleurs, et le mal est encores qu'ayant dernièrement faict saisir et constituer prisonnier l'ung d'iceulx et des plus mauvais garnimens, il se trouva en grand peine à luy faire faire son procès, faulte d'avoir esté, après la mort dudict Armand, faicte nomination de personne capable pour ladicte charge, chose digne de considération, qui l'oblige d'en faire plainte et requérir l'assemblée d'y pourveoir. Sur quoy ayant esté délibéré et lecture faicte des délibérations de l'année dernière, ont esté depputez et nommez par mondict sieur le président, assavoir : M. l'envoyé du Chapitre de Mende ; M. le baron de Peyre et MM. les premiers consulz de Mende et de Maruejolz, pour, conjointement avec MM. les commis, syndic et depputez du pais, s'asssembler en présence de mondict seigneur le marquis, pour délibérer et prendre tel régleme[n]t au faict de la prévosté que le sujet et nécessité publicque le requièrent, conformément ausdictes précédentes délibérations.



Du mercredy, second jour dudict mois de juillet,  
du matin.

Ledict sieur de Fumel, syndic, a remonstré qu'il receut, il y a quelques jours, une dépesche de M. le syndie général de Languedoc, avec ung arrest qu'il luy escript avoir obtenu de la Cour de parlement de Tholozé, contre le sieur de S. Montan et ses agentz, touchant le faict de l'édict de création et establissement des offices des marqueurs et aulneurs de drap en la province de Languedoc. Ledict arrest portant inhibitions à tous commissaires, officiers et aultres de passer oultre à l'exécution dudict édict, à peine de 4,000 livres. Et d'autant qu'il estime que ce païs est notablement intéressé audict establissement pour le préjudice que le pauvre peuple en pourroit souffrir, il auroit incontinant faict inthimer ledict arrest à M. le commissaire subdélégué, pour le faict dudict establissement, comme aussi aux agentz et aultres ayant charge dudict sieur de S. Montan. Mais affin qu'au préjudice desdictes inhibitions, il ne soict rien attanté par ledict sieur commissaire ou aultres, il croid qu'il seroict à propos de prier Mgr le marquis de Portes, de la part de l'assemblée, de s'employer à ce qu'il ne soit rien innové pour ce regard contre le public. Sur quoy, après avoir esté délibéré et lecture faicte dudict arrest, ont esté nommez par mondict sieur le président : MM. les envoyés du Chapitre de Mende et de M. de Sainte Enimye ; M. le baron de Peyre et M. de Montrodât et MM. les consulz de Mende, Maruejolz, Lengaigne et Florac, pour prier mondict seigneur de tenir la main à ce qu'il n'arrive aucun inconvenient sur ceste occurrence, et par mesme moyen qu'il luy plaise tenir



advertie Sa Majesté et nos seigneurs de son Conseil, du notable préjudice que l'exécution dudict édict causeroit à ce diocèse en particulier.

Sur ce qui a esté représenté à l'assemblée par l'envoyé de M. le baron du tour, que l'année dernière, du costé de la montaigne, se commettoient une infinité de volleries par deux insignes volleurs, entre aultres l'ung nommé Fricauld et l'autre Arnaldon, de quoy les plaintes estoient généralles par toutes les montaignes ; ce qui obligea le zèle de M. de S. Didier de faire surprendre et attraper lesdictz volleurs par des gens qu'il auroit mis et tenuz aux champs, environ ung mois, et son dessaing auroit si heureusement succédé qu'enfin ledict Arnaldon se seroit trouvé pris, et depuis auroit esté conduit, jugé et exécuté à mort en la présente ville de Mende, comme fut aussi quelque temps après ledict Fricauld ; ayant en ceste occurrence esté par ledict sieur de S. Didier exposé plusieurs fraiz et despenses qu'il dict revenir à plus de 1,000 livres ; requérant qu'il pleust à l'assemblée de pourveoir à son remboursement, comme très-juste et raisonnable. A esté conclud qu'oultre le remerciement que ledict sieur de S. Didier est prié de recevoir de la part de l'assemblée du soing et dilligence qu'il a voulu apporter en ceste action, il luy est accordé, pour les fraiz et despences qu'il y peult y avoir exposez, la somme de cent pistolles, pour luy estre payée en deux années également par moitié, aux termes des assiettes, à commencer en la présente, et qu'à cest effect MM. les commissaires d'icelle seront requis d'en faire l'imposition.

S'estant présenté à l'assemblée M. Estienne Armand, lieutenant, en ce païs de M. le prévost général de Lan-



guedoc, et remonstre que depuis l'année 1600, qu'il fut nommé et receu à ladicte charge de lieutenant, il s'est estudié de servir le Roy et le pais en l'exercice d'icelle avec une entière fidélité et toute sorte de soing et de dilligence, à quoy le debvoir l'obligeoit, ayant purgé ledict pais en temps d'ung grand nombre de volleurs qui opprimoient le pauvre peuple; lesquels il a fait punir et exécuter exemplairement et en la capture d'iceulx, il a tousjours tenu plus cher et précieux son honneur et son devoir, que sa propre vie, ny toute sorte de moyens qu'il n'a jamais espargnez, ayant en l'exercice de sadicte charge et pour le bien du repos et secreté du pauvre peuple, employé les plus fertiles années de son eaige et consommé ce peu de bien qu'il avoit en propre jusques en l'année 1622. En laquelle se treuvant saisy d'une forte et longue maladie, il pleust à MM. les commis, sindic et députés dudict pays, commettre feu M. Michel Armand, son filz, à l'exercice de ladicte charge pour y vacquer, soit durant sadicte maladie, comme aussi après icelle alternativement en son absence; ce qui auroit esté observé jusques à la mort de sondict filz, naguères advenue en faisant service audict pais. En quoy ayant souffert une notable perte, oultre celle des meilleures années de son eaige et de ses moyens, il a supplié l'assemblée d'y avoir esgard et mettre en considération ses longs et utiles travaux et le recognoistre de ses vaccations extraordinaires, selon que l'assemblée jugera raisonnable sur les verbaux et procédures qu'il en remettra devers M. le sindic du pais; et par mesme moyen qu'il luy plaise faire imposer, en la présente assiette, ses gaiges ordinaires comme es années précédentes, affin qu'il puisse continuer de rendre au pais ses



fidelles services, comme il a faict par le passé en l'exercice de ladicte charge.

Sur la lecture qui a esté faicte en plaine asssemblée de deux ordonnances données par Mgr le duc de Montmorancy, gouverneur et lieutenant général pour Sa Majesté en Languedoc, l'une portant deffenses aux Bohémiens de marcher par païs en troupe ou autrement et de prendre, emporter ny fourrages, aulcuns meubles, vivres ny aultre chose du pauvre peuple, soict par force ou aultres moyens frauduleux ; l'autre portant aussi deffenses de chasser et oultre ce de tirer aux pigeons, le tout sur les peines déclairées esdictes ordonnances, dattées du 8<sup>e</sup> mai et juing derniers ; a esté conclud et arresté que, pour faciliter l'exacte observation d'icelles, par tout ce pays, chascun de MM. les députés, en la présente asssemblée, sera tenu d'en prendre au greffier des Estatz une coppie collationnée, pour icelle faire lire et publier et registrer es juridictions et maisons communes de leur distroict et des lieux circonvoisins, où il escherra de le faire. De quoy M. le président a chargé l'honneur et conscience desdictz sieurs députés.

Dudict jour, second dudict mois de juillet, de rellevée. Lesdictz Estatz ne se sont assemblez en corps, affin de donner loisir à MM. qui ont esté depputés de la part de l'assemblée, de vacquer aux affaires pour lesquelz ilz ont esté commis, pour le bien et soulagement du pays.

Du jeudy, troisième jour dudict mois de juillet, du matin, en l'assemblée desdictz Estatz.

Ayant esté représenté à ladicte asssemblée par mondict sieur le grand vicaire et président ausdictz Estatz que



l'arrivée, de M. le duc de Rohan, dans le pays des Cévennes, proche d'une petite journée de ceste ville, avec nombre de gens de guerre et les fréquens advis qui viennent de divers endroictz des levées et préparatifs que les ennemys rebelles à Sa Majesté font de tous costés pour l'exécution de leurs mauvais dessaings, doit jetter ceste compagnie dans une juste appréhension du péril et danger de la perte de ce pays, affin de prévenir ce mal et y apporter les précautions et remèdes nécessaires, pour le bien du service de Sa Majesté et la conservation dudict païs en son obéyssance. Et parce que rien de plus oportun et favorable ne pouvoit escheoir à ce païs en ceste occurrence que la venue de Mgr le marquis de Portes, lieutenant pour Sa Majesté en icelluy, la nécessité et la raison obligent la compagnie avant que ledict seigneur parte pour se porter aux lieux où les commandemens plus particuliers de sadicte Majesté le peuvent appeller, de le supplier et requérir de mettre ce païs à couvert, attendu qu'il se trouve à présent desnüé de gens de guerre et de moyens pour pouvoir destourner l'oraige qui le menace. Lesdictz Estatz après avoir constaté et délibéré sur ce sujet, ont conclud et arresté de supplier instamment mondict seigneur le marquis, d'establir dans ledict païs tel nombre de gens de guerre de cheval et de pied qu'il jugera nécessaire pour la sécurité et conservation d'icelluy et pour le temps et avec l'ordre qu'il luy plaira d'adviser, en attendant l'événement des entreprises desdictz ennemys, ou la certitude et affermissement de la paix. Et affin que par faute de moyens nécessaires pour subvenir à l'entretenement desdictz gens de guerre et autres despenses forcées, ledict païs ne demeure exposé à la mercy desdictz ennemis, et



attandu que de présent il n'y a aulcun fondz dans la recette d'icelluy pour y fournir, qu'il plaise audict seigneur, en l'absence de Mgr le duc de Montmorancy, gouverneur et lieutenant général pour Sa Majesté en la province de Languedoc, de permettre et ordonner à MM. les commissaires principal et ordinaires de l'assiette dudit diocèse, l'imposition sur tous les contribuables d'icelluy, de la somme de 9,000 livres tournois, à la charge qu'elle ne pourra estre divertie ny employée à aultres uzaiges qu'au susdict entretenement et despences forcées, saulf en l'acquit des debtes ou aultres urgens affaires dudit diocèse en cas et non autrement que l'occurrence de la guerre et nécessité présente cessast. Pour faire laquelle remonstrance, prière et réquisition de la part desdictz Estatz à mondict seigneur le marquis ont esté depputés : MM. les envoyés du Chapitre de Mende et MM. de Sainte Enimye et de Lengoigne ; l'envoyé de M. le baron du tour ; MM. d'Allenc et de Servièrè et MM. les consulz de Mende, Maruejolz, de Lengoigne, de Salgues et de Florac.

Ouy le rapport de M. l'envoyé du Chappitre de Mende et aultres sieurs députés par l'assemblée desdictz Estatz, pour parler à Mgr le marquis de Portès, lieutenant pour le Roy, en ce país, touchant divers affaires qui regardent le service de Sa Majesté et le bien dudit país, et entre aultres de l'ordre et des moyens nécessaires pour la seureté et conservation d'icelluy contre les dessains des ennemis rebelles à sadicte Majesté, sur lequel ordre lesdictz sieurs députez ont dict qu'ayant faict entendre à mondict seigneur la teneur de la deslibération prise par l'assemblée de faire imposer la somme de 9,000 livres tournois, pour l'entretènement des gens de guerre qu'il plaira à mondict seigneur d'establiir dans ledict pays, en



attendant que l'on puisse veoir plus clair aux affaires, et à ceste fin, l'ayant supplié de faire expédier, en l'absence de mondict seigneur de Montmorancy, son ordonnance portant permission et mandement à MM. les commissaires de l'assiette, de procéder à l'imposition de ladicte somme, il auroit grandement loué le zèle desdictz Estatz au bien du service de sadicte Majesté et leur saige prévoyance pour la seureté dudict pays. Ayant en oultre promis, non-seulement de faire expédier ladicte ordonnance, conformément au désir et délibération desdictz Estatz ; mais d'employer tous ses plus grandz soingz, sa vie et ses moyens pour la deffense et protection dudict païs, comme aussi de s'employer à ce qu'il n'arrive aucun attentat au faict d'aulneurs et marqueurs de draps en ce diocèse, au préjudice de l'arrest de la Cour de parlement de Tholozé, donné à la poursuite du syndic général de Languedoc, non que pour cela il trouve mauvais de rechercher quelques expédiens d'accommodement avec le commis du sieur de S. Montan, pour tenir les poursuites en suspens, attendant à ce qu'il plaira à Sa Majesté et nos seigneurs de son Conseil d'en ordonner sur l'opposition dudict syndic général ou du particulier de ce païs. Et pour le regard du faict du prévost, il s'en remect à la prudence et volonté de l'assemblée pour y pourveoir ainsi qu'elle advisera pour le mieulx en continuant en leur charge le sieur Armand, père et les archers qui y sont, si elle les recognoist et juge capables, ou y apportant le changement qu'elle trouvera raisonnable et nécessaire. Et après avoir esté sur le tout délibéré, a esté conclud et arresté que mondict seigneur sera remercié, de la part desdictz Estatz, de la continuation de son affection et bonne volonté envers le pays, le



syndic d'icelluy demeurant néantmoingz chargé de retirer au plustôt ladicte ordonnance pour, incontinent après, requérir, en vertu d'icelle, MM. les commissaires de l'assiette de procéder à l'imposition de ladicte somme de 9,000 livres pour estre levée par le receveur dudict diocèse et payée aux gens de guerre qui seront establiz par mondict seigneur, pour la conservation dudict païs en l'obéyssance de sadicte Majesté, et ce, suivant les mandemens et ordonnances de mondict seigneur et l'ordre qu'il luy plaira donner ausdictz gens de guerre, tant de cheval que de pied, sans que lesdictz deniers puissent estre divertiz ; saulf si avant le premier terme, la paix estoit entièrement establee, en ce cas lesdictz deniers seront employés à l'aquittement des debtes dudict païs. Et quant au faict des offices d'aulneurs et marqueurs de draps, que lesdictz Estatz accordent, au sieur de Felgeyrolles, commis dudict sieur de S. Montan, la somme de 45 pistolles, pour tous fraiz qu'il peult prétendre avoir faictz, à la charge qu'il fera déclaration et promesse de laisser les affaires en l'estat qu'ilz sont, sans faire aulner ny marquer aucuns draps ny procéder plus avant à l'exécution dudict édict en ce diocèse, jusques à ce que le syndic général de Languedoc, deuement ouy au Conseil de Sa Majesté, par arrest dudict Conseil, en ayt esté ordonné.

Sur l'exposition et remonstrance qui a esté faicte, à l'assemblée par M. le président, que, le sieur de Chaussinés auroit faict ung armement et levée d'ung bon nombre de gens de guerre et iceulx conduictz dans ce pays pour le joindre aux aultres gens de guerre qui estoient sur pied dans icelluy, affin de s'opposer aux entreprises et dessaingz que les rebelles à Sa Majesté avoient four-



nis et estoient sur le poinct de l'exécuter contre ledict pays; à la prière duquel ledict sieur de Choisinés s'estoient mis en debvoir et constitué en de grandz fraiz et despenses, pour faire ladicte levée et armement, et néantmoingz en récompense ne luy auroit esté accordé par ledict pais que la somme de 500 livres tournois, qui est beaucoup moingz que ce qu'il aourny et avancé de ses propres moyens. Ce qui luy donne juste sujet de requérir l'assemblée d'y avoir esgard. En laquelle, après avoir esté faicte lecture des délibérations prises aux Estatz, les années dernières touchant ce faict, a esté conclud et arresté d'accorder audict sieur de Chausinés, pour tout supplément de ses prétensions pour ce regard, la somme de 300 livres, laquelle MM. les commissaires de l'assiette sont requis d'imposer ceste année pour estre payée audict sieur de Chausinés aux termes de ladicte assiette.

Estant Mgr le marquis de Portes revenu à l'assemblée, il a dict qu'elle estoit grandement louable du soing qu'elle a prins de pourveoir aux moyens nécessaires à la conservation de ce pais en l'obéyssance de Sa Majesté, que pour son regard il espère avec la grâce de Dieu donner tel ordre à tout ce qu'il conviendra pour la protection et seureté de ses bons et fidelles sujetz de sadicte Majesté dans icelluy, qu'il n'en arrivera aucun mal. Et quoyque les commandements particuliers qui luy ont esté donnez par sadicte Majesté, l'obligent de s'en retourner bientost au bas Languedoc, il ne sera pas néantmoins si esloigné ny si mal soigneux de ce diocèse, qu'à toutes occurrences il n'ayt moyen de se porter aussitost, avec le secours et l'assistance convenable, pour empescher que lesdictz ennemys ny prennent pied



ny aucun adyantaige, les asseurant qu'il n'en arrivera point de faulte de son costé, pourvu que de leur part les habitans du païs s'aquittent de leur debvoir. Mais il ne peult ny ne doit, car il importe tenir caché l'advis qui luy a esté donné que la pluspart des villes de ce païs méprisent la garde d'icelles ; de quoy il porte ung extrême regret pour les malheurs qui en peuvent arriver sur lesdictes villes pour la perte d'icelles comme sur le reste du païs, à cause de la négligence et stupidité desdictes villes. Au moyen de quoy il a exorté et conjuré MM. les consulz d'icelles de faire réparer ceste faulte à l'advenir et exciter les habitans et citoiens de faire si bonne et exacte garde que lesdictz ennemys ne puissent avoir aucune prise sur eulx, en attendant que l'on puisse veoir plus clair aux affaires ou recevoir aultre commandement des supérieurs. Et d'autant qu'en tout cas il juge estre nécessaire de scavoir de quel nombre de gens de guerre du païs capable de porter les armes d'entre le peuple il pourra faire estat asseuré, pour s'en servir promptement en cas de nécessité, pour assister et grossir les troupes de gens de guerre qu'il establira et pourra faire venir d'aillieurs dans le pays ; il a exorté pareillement lesdictz consulz de dresser et luy envoyer au plus-tôt ung roolle desdictz habitans capables à cest effect, ensemble des armes qui se peuvent trouver dans leurs villes et parroisses, afin de leur pouvoir oportunément donner l'ordre en temps et lieu à toutes occasions que la nécessité le requerra. Et à ce que lesdictes villes et communautés se rendent plus promptz et dilligentz à ce debvoir qui regarde l'intérêt publicq et le particulier d'ung chascun du pays, il a prié l'assemblée d'en former une délibération et en faire distribuer les coppies aus-



dictz sieurs consulz, pour les porter à leurs communaultez et les faire promptement effectuer, affin que par leur deffault il n'en puisse arriver aucun inconvenient au préjudice du service du Roy et de la conservation et seureté du païs. Sur quoy, M. le président, au nom de l'assemblée, a remercié mondict seigneur de la continuation du soing particulier qu'il luy plaist toujours prendre de la conservation et protection de ce pauvre païs, et par mesme moyen luy a faict entendre outre ce, que les sieurs députés par l'assemblée luy en ont peu dire de sa part, la teneur de la délibération ce jourd'huy mesme prinze par les Estatz, d'imposer la somme de 9,000 livres, pour estre employée par son ordre à l'entretienement des gens de guerre qu'il jugera nécessaire d'establir dans ledict païs. Et néantmoingz, d'autant que MM. les commissaires de l'assiette pourroient faire difficulté de procéder à l'imposition de ladicte somme, sans permission, auroit supplié mondict seigneur, au nom de l'assemblée, attendu l'urgente nécessité qui presse et ne donne pas le loisir de recourir à Sa Majesté ny à Mgr de Montmorancy, qui est absent et esloigné de la province, de voulloir, pour l'importance du faict au service de sadicte Majesté et à la seureté du païs, ordonner ausdictz sieurs commissaires de ne différer l'imposition de ladicte somme de 9,000 livres sur le général dudict diocèze, à l'effect que dessus, soubz les charges et conditions portées par la susdicte délibération. A quoy mondict seigneur, veu l'instance réquisition, l'importance et la nécessité de l'affaire, a dict qu'il se porteroit volontiers pour ceste fois sans conséquence et qu'à ceste fin il feroit expédier l'ordonnance sur ce nécessaire ; offrant au surplus tout ce qui peult deppendre de luy pour le salut du païs.



Dudict jour, troisieme de juillet, en ladicte asssemblée,  
de rellevée.

M. du Bouschet, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Mende, a remontré qu'à ces derniers mouvemens, les rebelles à Sa Majesté, estans venus au villaige de Montmirat, auroient mis le feu à plusieurs maisons du lieu, lesquelles par ce moyen seroient entièrement tombées en ruyne, et d'autant qu'entre icelles il y en eust une qui luy appartient, laquelle depuis il a faict réparer et remettre à ses propres coustz et despens, sans assistance du païs, lequel toutesfois auroit uzé de recognoissance envers les autres pour aulcunement les rellever du dommaige souffert à cause dudict bruslement et le sien n'estant pas moingz considerable, il a supplié l'assemblée d'y avoir pareillement esgard. Sur quoy a esté accordé par l'assemblée, audict sieur du Bouschet, pour toutes prétensions pour ce regard, la somme de 100 livres, payable en la présente assiette.

Sur les requestes présentées par les révérendz pères Capucins des villes de Mende et Maruejolz, Carmes, Cordeliers, Jacobins et autres relligieux desdictes villes et par le chappelain de Saint-Jean-lez-Mende et les relligieuses de Saulgues, a esté accordé et aulmosné, par les Estatz, assavoir : ausdictz pères Capucins dudict Mende, la somme de 400 livres tournois, pour estre employez à la fabricque de leur couvent, oultre 500 livres tournois qui leur restent deubz dez l'année 1623, à eulx accordées pour l'achept de livres, pour estre lesdictes deux sommes imposées et payées ausdictz pères la présente année, aux termes de l'assiette. Et aux autres relligieux et relligieuses, la somme de 600 livres, à distribuer



entre eulx, par l'ordre de M. le président, avec MM. les commis, syndic et depputés dudit pais à imposer à ceste fin et payer comme dessus.

Sur les demandes faictes, par plusieurs consulz et communautés de divers lieux de ce pays, à ce qu'il pleust à l'assemblée pourveoir à leur remboursement des fournitures par eulx faictes pour la nourriture et ustencilles de gens de guerre de cheval et de pied en plusieurs et divers passaiges et logemens par eulx faictz esdictz lieux, avec ordre; a esté conclud que remettant par lesdictz lieux MM. les commis, députés et syndic dudit pais, les roolles desdictes fournitures, bien et deuement certiffiez et attestés avec les certificatz et aultres actes requis à la justification desdictes fournitures s'il y eschet, sera par lesdictz sieurs commis et depputés pourueu ausdictz lieux, de taxe raisonnable et par l'assemblée des Estatz dudit pais l'année prochaine à l'imposition et jugement desdictes taxes pour le remboursement des inthérestz.

M. Jehan Pelat, consul de Ste-Croix-de-Valfrancisque, l'année dernière, a requis et supplié l'assemblée vouloir pourueoir à l'imposition de telle somme qu'elle jugera raisonnable et nécessaire pour la réparation du pont dudit lieu de Sainte-Croix, attendu l'importance et utilité d'icelluy pour le commerce et traficq dudit pont avec le bas Languedoc. Sur quoy a esté conclud que, faisant apparoir, à la prochaine assemblée desdictz Estatz, des actes servans à la vériffication de l'estat et ruynes dudit pont, ladicte assemblée y aura tel esgard que de raison.



Du vendredy, quatriesme dudict mois de juillet, en ladicte asssemblée, du matin.

Le sieur du Pouget, envoyé de M. le baron de Randon, s'est présenté et a esté receu à l'assemblée après avoir presté le serement accoustumé.

Estant, M. d'Entraigues, venu à l'assemblée, il auroit dict et remonstré que, comme ses intentions n'ont jamais esté aultres que de servir fidèlement le Roy et le païs, et ce faisant, conserver la ville de Maruejolz, comme gouverneur d'icelle en l'obéyssance de Sa Majesté, et la maintenir en l'union et bonne correspondance qu'elle doibt avoir avec le reste du païs, ainsi qu'il l'a faict par cy-devant. Il estime aussi qu'il plaira à l'assemblée juger très-juste et nécessaire de pourveoir pour son accoustumée prévoiance à l'entretienement de gens de guerre convenables, pour la garde de ladicte ville, A dict en oultre, qu'en l'année 1605, ayant remis devers MM. des Estatz dudict païs en leur asssemblée les lettres d'assiette par eulx obtenues de Sa Majesté pour l'imposition de la somme de 3,000 livres que le païs luy avoit accordés pour les causes y contenues, et depuis ladicte partie ayant esté rayée au compte du receveur dudict diocèse, pour n'avoir rapporté sur icelle lesdictes lettres d'assiette; à cause de quoy, et pour empescher le receveur d'agir contre luy, il préthend faire répéter ladicte partie, il requiert l'assemblée luy faire rendre lesdictes lettres, n'estant raisonnable que par tel défaut qui ne procède de luy, ladicte radiation ayt lieu à son préjudice. Et de plus auroit représenté, qu'ayant, en qualité de bailly et commissaire ordinaire de l'assiette de ce diocèse, procédé es années dernières au départe-



ment et imposition de certaines sommes sur le païs, sans commission, quoyque néantmoingz, à la réquisition et instance des gens des Estatz et députés d'icelluy, il auroit esté, pour raison de ce, condempné en des amendes pour lesquelles il se trouve poursuivy en la Chambre des Comptes; et d'autant que ce sont tous affaires qui regardent le païs, pour lesquels il n'est raisonnable qu'il demeure en peine ny en perte, et mesmes pour la garde de ladicte ville, à laquelle il ne peult subvenir sans l'assistance dudict païs; pour ces considérations, il a requis l'assemblée de pourveoir à ses demandes et notamment pour le faict de la garde de ladicte ville. Sur quoy, M. le président l'auroit remercié des soingz qu'il a prins pour la conservation d'icelle et assuré que l'assemblée délibérera sur ses réquisitions.

Sur ce que par M. le commissaire principal de l'assiette a esté représenté que le sieur Régis, commandant, pour le service du Roi, au château de Meyrueys, place servant de frontière et bolevart à ce païs, contre les rebelles à Sa Majesté de ce quartier là des Cévennes auroit, faict certaines despences et fraiz pour empescher plusieurs et divers desseingz que les ennemys rebelles avoient formez contre cedict païs. Lequel ledict sieur Régis a tousjours tenu couvert de ce costé là par son industrie et dilligence, oultre les advis qu'il a donnez à toutes occasions desdictz desseingz par luy esventez avec grand soing et despense; chose digne de considération et d'une honeste recognoissance, tant pour rembourser ledict sieur Régis de ses avances et fournitures, que pour l'obliger à continuer ses bons offices envers ledict païs, comme très-utiles et importans à la conservation d'icelluy; a esté conclud d'accorder audict sieur Régis,



par forme de gratification, la somme de vingt pistolles, que MM. les commissaires de l'assiette seront requis d'imposer en la présente assiette, pour estre payée audit sieur Régy, aux termes des aultres deniers.

Sur l'exposition faicte par M. le baron de Peyre, que par ordonnance de Mgr le duc de Montmorancy, gouverneur et lieutenant général pour le Roy, en Languedoc, le nombre de 40 soldatz, auroient esté establiz de creue et d'extraordinaire, en garnison au château de Peyre, en l'année 1622, et oultre ce encores aultre nombre de dix soldatz, par ordonnance de Mgr le marquis de Portes, lieutenant pour Sa Majesté en ce païs de Gévaudan, le tout pour la conservation de ladicte place en l'obéissance de Sa Majesté, attendu l'importance d'icelle. Et quoyque par lesdictes ordonnances fust mandé à MM. du pays, de pourveoir à l'entretènement desdictz soldatz pour le temps porté par icelles, néantmoingz quelles instances qu'il en aye jusques icy faictes au païs, il n'en a esté payé que pour dix. Et n'estant raisonnable que les avances qu'il a faictes pour l'entretènement des quarante, luy demeurent sur les bras, sans en estre remboursé par le païs, suivant l'intention de Sa Grandeur, portée par ladicte ordonnance, requéroit l'assemblée d'y pourveoir ; a esté conclud, après lecture faicte des délibérations cy-devant prinses sur ce subject, d'accorder audit sieur de Peyre, pour toutes ses demandes et dernières prétensions, pour ce regard, la somme de 200 livres, qui luy sera imposée et payée l'année prochaine, soubz les aultres charges et conditions portées par lesdictes délibérations et sans qu'il luy soit loisible d'y plus revenir ny en faire aulcune aultre demande.

Sur le rapport faict par M. le premier consul de Mar-



vejoiz, que par délibération prinze en l'assemblée de MM. les députés de la sénéchaussée de Beaucaire et Nismes, tenue à Montfrin, le 4 juillet 1624, ayant esté emprunté la somme de 75,000 livres, le sieur de La Motte, syndic général de Languedoc, auroit requis MM. les depputés de ladicte sénéchaussée de le descharger, du mandement de Mgr de Montmorancy, de la somme de 32,000 livres, du 22<sup>e</sup> may 1624, pour estre payée aux consulz, syndiez et depputés de ladicte sénéchaussée par le trésorier de la bourse dudict pais, des deniers de l'imposition faicte, ladicte année, pour fin de paye de 704,500 livres, accordez audict seigneur par les Estatz généraulx de ladicte province. Et par délibération de ladicte sénéchaussée, du 8<sup>e</sup> may dernier, ayant esté arresté que ledict mandement seroit mis es mains du sieur Jean Grandon pour, en vertu d'icelluy, retirer ladicte somme, et icelle payer au sieur Charles Hugonenc, ung des créanciers de ladicte sénéchaussée, et en l'acquit d'icelle; il est maintenant nécessaire de faire procuration audict Grandon, pour recevoir ledict mandement et retirer ladicte somme et icelle payer audict Hugonenc, tout ainsi qu'à esté faict par les aultres diocèzes de ladicte sénéchaussée. Sur quoy, après avoir esté faicte lecture de la susdicte délibération de ladicte sénéchaussée, dudict jour 8<sup>e</sup> mai dernier, a esté conclud que par le syndic de ce diocèse sera faicte procuration et donné pouvoir audict sieur Grandon de retirer ledict mandement et ladicte somme de 32,000 livres tournois, pour estre par luy payée audict sieur Charles Hugonenc, en l'acquit et descharge des diocèzes de ladicte sénéchaussée; et ce néantmoingz soubz les charges, conditions et protestations contenues en ladicte délibération.



Le sieur Julien, consul de la ville de Lengoigne, a remontré qu'il y a instance pendante en la Cour des Aydes de Montpellier, entre le syndic de ce diocèse et le syndic du diocèse de Viverez, pour raison de ladicte réparation du pont scitué près ladicte ville de Lengoigne, sur ce que ledict syndic de Viverez soustient que ledict pont est scitué dans cedict diocèse et non dans celluy de Viverez, et par conséquent qu'il n'est aucunement tenu à la réparation dudict pont. Et d'autant qu'il est hors de doute que la moitié dudict pont ne soict assiz dans ledict diocèse de Viverez et l'autre moitié dans ce diocèse, et par ainsi n'estre raisonnable que ladicte ville de Lengoigne face les poursuites nécessaires à ses fraiz et despens contre le syndic dudict Viverez, attendu que c'est proprement le faict de ce diocèse, a requis et supplié l'assemblée ordonner au syndic d'icelluy de faire lesdictes poursuites ; a esté délibéré et conclud que ledic syndic consultera et prendra advis de gens de conseil, pour résouldre si ce diocèse est tenu ausdictes poursuites, et, ledict advis rapporté devers MM. les commis et députés du pais y estre par eulx pourveu, comme ilz jugeront nécessaires suivant ledict advis.

Ayant esté remontré par M. le premier consul de la ville de Mende que, dèz longtemps les deux pontz proches de ladicte ville, servant et grandement nécessaires au passage des charrettes, gens de cheval et de pied, se trouvent réduictz en très-mauvais estat, de sorte que toutes les années, ladicte ville est contraincte d'entrer en despense de plus de 400 livres, pour l'entretienement d'iceulx ; et parce qu'il n'y en a pas de plus importants audict diocèse, pour plusieurs considérations, il a requis l'assemblée voulloir accorder, telle somme qu'elle advi-



sera pour subvenir audict entretenement, en attendant la commodité et les moyens nécessaires de les voultier de pierre et les réduire en tel estat, que ceste despense ordinaire ne soict plus nécessaire ; a esté conclud d'accorder, à ladicte ville de Mende, la somme de 200 livres, pour estre employée à l'entretienement desdictz deux pontz, et de laquelle MM. les commissaires de l'assiette sont requis faire l'imposition la présente année, à l'effect susdict, à la charge qu'elle tiendra lieu de payement, en déduction de la somme que le pays pourra estre tenu de contribuer, pour la réparation desdictz deux pontz.

Sur ce que M. le commissaire principal auroit représenté que les sindicz de la paroisse de La Garde-Guérin, pour obvier à la ruine du pont de Bayard, scitué dans ladicte paroisse et très-important, nécessaire, comme chascun scait, pour le traffic et commerce de ce païs, ilz auroient fourny et avancé plus de 400 livres, pour le réparer et mettre en bon estat ; requérant qu'il pleust à l'assemblée pourveoir à leur remboursement, comme juste et raisonnable ; a esté conclud que pour toutes fournitures faictes par lesdictz sindicz, pour ladicte réparation, leur a esté accordé la somme de 50 pistolles, pour leur en estre faict payement la présente année et à ces fins, MM. les commissaires de l'assiette requis d'en faire l'imposition.

Dudict jour, quatriesme de juillet, en ladicte asssemblée, de rellevée.

Sur l'exposition faicte par M. le premier consul de la ville de Mende, comme par arrest de la Cour des Aydes de Montpellier, le sindic de ce païs auroit esté con-



dempné, envers les pauvres de l'hospital de ladicte ville, en la somme de 6,000 livres, pour la réédification de leur maison et hospital de ladicte ville, dans laquelle ilz se retrouvent depuis la ruyne de leurdicte maison si mal et incommodement logez, que ladicte réédification ne leur scauroit estre plus nécessaire et opportun ; requérant, au moyen de ce, qu'il pleust à l'assemblée pourveoir au payement de ladicte somme principale avec les inthérestz qui y sont deubz ; a esté conclud, veu la délibération des Estatz de l'année dernière, et attendu les grandes charges du diocèse en la présente, d'accorder ausdictz pauvres, durant icelle, les inthérestz de la somme principale, pour leur estre payés aux termes des aultres deniers de la présente assiette, et à ceste fin imposer en icelle par lesdictz sieurs commissaires à la réquisition desdictz Estatz.

Le sieur Du Pouget, envoyé de M. le baron de Randon, a remonstré que le pont de Junchères, très-important au diocèse, est assiz, moitié dans icelluy et moitié dans le Vellay. Au moyen de quoy le syndic dudict pays de Vellay, veu la ruine dudict pont, auroit faict procéder à la vérification d'icelle pour scavoir à quoy il est tenu de contribuer pour la part des fraiz nécessaires à la réparation dudict pont, de sorte que c'est maintenant au syndic de cedit diocèse de faire le semblable ; ce qu'il a requis et supplié l'assemblée de luy ordonner, comme aussi de faire vérifier le mauvais estat auquel sont les deux pontz, proches de Châteauneuf-de-Randon, quoyque fort importants au pays, comme chascun scait. Semblable réquisition a esté faicte, tant par M. le consul de Maruejolz, pour raison des pontz appelés de Pompeyrenc et



de Grenier, que par M. l'envoyé de M. le baron de tour. pour les pontz appellés, l'ung du Moulin-Neuf et l'autre Moulin-Roudier, lez la ville de Salgues, comme aussi par M. le consul de Sainte Enymie, pour le pont dudit lieu. Sur quoy, veu les délibérations prises par lesdictz Estatz les années dernières, touchant la réparation desdictz pontz ; a esté conclud qu'elles seront suivies et effectuées le plustost que faire se pourra, pour l'utilité et commodité publique.

Sur l'exposition faicte par M. le consul de la ville de Florac, que Jehan Badaroux, dict Montbrun, auroit servi le pays comme archer du prévost d'icelluy au quartier des Cévennes, durant vingt-cinq années et jusques aux derniers mouvemens ; à cause desquelz, il n'auroit rien receu de ses gaiges ; requérant qu'il pleust à l'assemblée le restablir en sa charge et le faire payer de ses gaiges comme les autres archers, ou du moingz luy ordonner quelque récompense telle que sera le bon plaisir des Estatz ; a esté conclud que ledict Montbrun se retirera devers MM. les commis, sindic et dépputés du pais, ausquelz l'assemblée donne pouvoir de luy accorder ce que par eulx sera délibéré et advisé juste et raisonnable.

M. le président a dict que, pour rendre quelque témoignage des devoirs dont ce pais se recognoist estre tenu envers Mgr le marquis de Portes, lieutenant pour Sa Majesté en icelluy, et luy ayder aulcunement à supporter les despenses et fraiz extraordinaires que l'occurrence des affaires l'oblige de joindre aux soingz particuliers et très exquis qu'il luy a tousjours pleu d'avoir de la conservation et du salut de ce pais à toutes occasions, il estime que l'assemblée, pleine de prudence et de circonspection et d'équitable affection envers ledict sei-



gneur, aura très-agréable la proposition qu'il faict, avec raison, si elle doit entrer en considération d'ung si juste sujet, attendu mesmes l'estat et disposition des affaires présens qui penche plus du cousté des troubles et mouvemens, que de celluy de la paix. Sur quoy, ayant esté délibéré, a esté conclud et arresté unanimement d'accorder à mondict seigneur, pour ceste année, la somme de 6,000 livres, laquelle il est prié d'accepter, et MM. les commissaires de l'assiette d'en faire l'imposition sur le général du diocèze, pour estre levée et payée, par le receveur des tailles, es mains de mondict seigneur, aux termes de ladicte assiette.

Sur ce que M. le consul premier de Mende, a représenté qu'estant fidelle tesmoing d'une bonne partie des services utilement rendus au païs, par M. de Parlier, secrétaire de mondict seigneur le marquis de Portes, sur l'occurrence des affaires qui se sont présentées ceste année, tant prez la personne de mondict seigneur, comme aussi à la Cour, mesmes dernièrement en la poursuite et obtention de l'arrest du Conseil, portant descharge des amendes données par la Chambre des Comptes aux commissaires de l'assiette de ce diocèze, pour avoir, à la réquisition d'icelluy, imposé les gaiges du prévost et de sa suite; ledict arrest portant aussi permission d'imposer ledictz gaiges, durant trois années prochaines; ayant, ledict sieur Parlier, uzé de tel mesnaige en ceste poursuite au proffit du pays, qu'il auroit trouvé moyen, par son crédit, d'espargner et le faire descharger de la plus grande partie des fraiz accoustumez, qu'aultrement ledict païs eust esté contrainct de payer; ledict sieur consul, pour les susdictes considérations, estimerait faire faulte envers le pays, d'obmettre à tenir ladicte assam-



blée advertie de l'affection et du mérite de ce personnage, pour le bien des affaires dudict païs, affin qu'elle puisse les mettre en la juste considération qu'elle adviendra plus à propos. Après avoir sur ce délibéré, a esté accordé, audict sieur Parlier, 50 pistolles, pour estre imposée en la présente assiette, par MM. les commissaires d'icelle, à la réquisition desdictz Estatz, et payée audict sieur Parlier aux termes des aultres deniers.

Ayant esté exposé par le sieur Du Pouget, envoyé de M. le baron de Randon que, durant les derniers mouvemens, il auroit obtenu commission de Mgr de Montmorancy, gouverneur et lieutenant général pour le Roy en Languedoc, pour l'entretien de 50 soldatz de la garnison de la tour de Châteauneuf, aux fraiz et despens de ce païs, duquel néantmoins il n'a peu estre payé que pour le nombre de dix, le surplus luy estant encore deub; et qu'oultre cela il auroit esté employé hors desdictz mouvemens, tant par feu Mgr de Mende, que MM. les commis et députés du païs à mettre sur pied de gens de guerre, pour se joindre aux aultres qui avoient esté levez et conduictz en ce diocèse pour s'opposer au ravage et aultres desseingz que les ennemis rebelles à Sa Majesté menassoient d'exécuter dans icelluy; à quoy il se porta fort soigneusement, ayant par plusieurs fois faict levée de gens de guerre, pour le service dudict païs, dont Mgr le marquis de Portes luy auroit promis le faire indemniser par le païs. Mais d'autant que mondict seigneur est absent, il a requis l'assemblée agréer que sa proposition demeure escripte, pour luy servir en temps et lieu pour demander son remboursement audict païs.

Finallement mondict sieur le président, ayant donné



la bénédiction à l'assemblée, elle se seroit incontenant après séparée et les gens desdictz Estatz se seroient aussitost retirez.

Signé : DUMAS, vicaire, président.

---

1626

*MM. de l'assemblée d'assiette. — Discours du marquis de Portes. — Réponse de M. le président des Etats. — Liste de MM. des Etats. — Présentation de M. de Montbreton, mari de M<sup>lle</sup> de Tholet, à qui la baronnie de Peyre appartient et réquisition contre sa réception. — Préséance décidée en faveur des consuls de Mende contre ceux de Marvejols. — Protestation de M. du Tournel pour la baronnie de Cénaret. — Réquisition contre l'envoyé du prieur de Langogne sur ce qu'il n'est pas ecclésiastique. — Prétentions des consuls de Saugues, du Malzieu et de Saint-Chély, à la préséance. — Etablissement des regretiers. — Logement des gens de guerre. — Dette en faveur de M. de Saint Rome. — Prière à M. du Roure, de remettre les titres établissant son droit de péage sur la rivière du Gardon. — Réparation du pont Notre-Dame, près Mende. — Gratification au sieur Jean Vincens. — Mesures à prendre à l'occasion des regretiers. — Imposition sur les diocèses de la sénéchaussée pour le logement de troupes. — Marque des draps. — Gratification à M. de La Bucaille. — Don de 450 livres pour aider à la construction de l'église du monastère du Chambon. — Promesse des bons offices de M. de Portes envers le pays. — Dette en faveur de*



*M. de Chazals. — Droit d'équivalent. — Gratifications à diverses communautés religieuses. — Somme due à M. de Mérimond. — Plaintes contre les marqueurs des draps. — Dépenses faites par le juge du Bailliage. — Somme due à l'hôpital de Mende. — Le fermier de l'équivalent. — Désordres causés par les gens de guerre dans la terre de Peyre. — Démolition de la maison du sieur Combes, qui servait de retraite aux malfaiteurs. — Demande du prévôt de la maréchaussée, à l'effet d'obtenir des indemnités. — Frais à payer à M. de Barre. — Verbal de vérification des dettes du diocèse. — Somme à rembourser à M. de La Roche. — Dépense faite par le capitaine Salles pour l'entretien de gens de guerre. — Gratifications diverses, entr'autres au marquis de Portes et à la musique de Mende. — Clôture des Etats.*

L'an mil six cens vingt-six et le mercredy setziesme jour du mois de septembre, après midy, environ les cinq heures du soir. En la ville de Maruejolz, les gens des Estatz particuliers du pais de Gévaudan, diocèse de Mende, après que suivant l'ancienne coustume ilz ont entendu la messe du Saint-Esprit, célébrée dans l'église collégiale dudict Maruejolz et la prédication ensuite; s'estans assemblez dans la salle haulte de l'auditoire de la Cour royalle de ladicte ville, en vertu des commissions de nos seigneurs les commissaires présidans pour le Roy aux Estatz généraulx de Languedoc, tenus en la ville de Pézénas, ez mois de juillet et aoust derniers, seroient venus en ladicte asssemblée Mgr le marquis de Portes, vis-admiral de France et lieutenant pour Sa Majesté ez pais de Gévaudan, haultes et basses Cévennes :



nobles François de Molette, seigneur de Morangiez et de La Garde, commissaire principal de l'assiette dudict diocèse, la présente année; Trophime de Launé, sieur de Picheron et d'Entraigues, bailly de Gévaudan; Claude de Lestang, sieur de La Loubière, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Mende; M<sup>e</sup> Pierre Julian, praticien, et Jean Ricou, merchant, second et tiers consuls dudict Mende, et M<sup>e</sup> Pierre Jalguet, notaire royal et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejolz, commissaires ordinaires de ladicte assiette. Et ayant prins place, suivant l'ordre accoustumé, mondict seigneur le marquis a dict qu'à cause des grandz affaires qu'il a euz sur les bras, pour le bien du service du Roy, suivant les exprès commandemens qu'il en auroit receuz de Sa Majesté, il n'auroit eu moyen, depuis les Estatz derniers, s'acheminer en ce pais jusques à présent, pour la tenue des présens Estatz, pour protester à l'assemblée, qu'il oblige volontiers son honneur, ses moyens et sa vie propre pour rédimer ce pais des foudres extraordinaires qu'il pourroit souffrir, n'ayant espargné son crédit pour faire desloger les gens de guerre qui avoient l'ordre de Mgr le connestable de demeurer en garnison dans cedict pais au mois d'aoust dernier; ce qu'il continuera pour empescher telz désordres et toute sorte d'oppressions qui pourroient arriver en cedict pais. De quoy il taschera de garantir ledict pais soubz l'appuy de la faveur et autorité de Mgr de Montmorancy.

Sur quoy, par noble et vénérable personne, M. M<sup>e</sup> Jacques Dumas, docteur ez droictz, chanoine en l'église cathédrale de Mende, vicaire général de Mgr l'évesque dudict Mende, comte de Gévaudan, président ausdictz Estatz, a esté réparti : Messieurs, nous ne pourrions prendre, en ceste assemblée, une meilleure disposition



à suivre les volontés du Roy et celles de ceulx qui ont son autorité dans le païs, qu'en la considération du repos et soulagement qu'ilz nous donnent. Chascun sçait que le Roy, qui a toutes ses actions plaines de justice et sur tout ez entreprises de la guerre, s'est encore treuvé forcé de réprimer, par ses armes, les dessaingz inconsiderés et les frénéticques menées de ses subjectz rebelles, au temps qu'il avoit faict passer une partie de ses forces aux terres étrangères, pour la protection et défense des alliés de sa couronne, et desjà l'embarras de ceste guerre intestine et estrangière commençoit à nous menasser de tant de malheurs publiques, que l'imagination seule en estoit lamantable ; lorsque Dieu qui favorise les guerres justes, qui verse la confusion sur la désobéyssance et qui distribue les victoires, nous a donné ceste heureuse journée, où ce grand admiral, issu de ceste sy mémorable tige du premier baron chrestien et des plus grandz et plus héroïcques hommes que la France nous ayt produit, a calmé ce grand orage et submergé tout ce qui se pouvoit former de plus redoutable en la rébellion, et réduit les cités, les isles et les havres d'une occupation inicques, à la possession légitime du prince. Nous pouvons dire doncques que les travaux de ce grand admiral sont cause de nos tranquillités et l'acquisition de nostre repos, et que tant de hazards sont maintenant changés en seureté, qui nous ont faict veoir les places et les rues plaines de feux de joye et qui montoient jusques à leur sphère, qui nous ont faict ouyr les acclamations des peuples et les actions de grâces dans les sanctuaires du clergé de France. Messieurs, il estoict infailible que ceste bataille navalle ne fust suivie d'une infinité d'autres progrès avantageux, si le Roy,



plus porté qu'il est au soulagement de ses subjectz que touché de la prospérité de ses armes, ne cherchant pas, comme disoit ung ancien, de toute occasion le triomphe, n'eust faict voir, par une immense débonnaireté qu'il ne faisoit la guerre que pour nous acquérir la paix en la nous donnant gracieuse, voire mesmes advantaigieuse, affin qu'elle fust durable et non pas rude, de peur que mal assurée, comme disoit Livius aux Romains. C'estoit aussi le sentiment de saint Augustin, que la plus juste guerre estoict détestable, et que le prince ne se devoit attacher que par nécessité, comme il est rapporté d'Auguste. Mais en voilà assés pour cognoistre que nous ne debvons rien méditer de si avantageux pour nous, que les soingz paternelz que nostre grand Roy a pour nous. En voilà assez pour n'ouir jamais rien de si doulx à noz oreilles que les panégiriques des actions et des généalogies de ce grand duc de Montmorancy, je dis de cet aultre Phirius; fils d'Eucides, dessendu d'Achilles et de Pthia, fille de Neguon, sorti des plus saiges et des plus généreulx de toute la Thessalie, Pthia, qui nous marque une divinité, et par l'excellence de ses vertus et par celle de son extraction est toute comparable à feu Madame sa mère, sortie de la race en laquelle, vous, Monseigneur, estes le très-digne chef avec tant de mérite, qu'aujourd'huy vous en estes regardé en France par ceulx qui sont saiges, comme l'ung des plus saiges, par ceulx qui sont généreulx, pour l'ung des plus généreux. Nous considérons notre condition si heureuse, pour estre soubz vostre autorité, que cela mesmes nous donneroit subject d'en dire davantaige, puisque mesmes vous nous avez faict tousjours jouir presque de la paix dans la guerre, si nous n'avions une particulière cognoissance



que cela seroit contraire à vostre honneur, il est à la vérité fort facile de louer ung homme qui le mérite, mais il est bien aussi difficile de louer ung homme qui ne le désire pas et qui le mérite et n'aime pas presque consentir à nos remerciements; au particulier vous nous avez fait sentir que vous ne les gouteriez pas en publicq; mais aussi seroit-ce trop mal satisfaire aux intentions de ceux de ceste asssemblée et au ressentiment du bien que ce pais vient de recevoir de vous au divertissement du passage des gens de guerre de ne vous remercier très-humblement comme ilz font et vous supplier, avec toute sorte de submission, que puisque vous ne pouvez pas recevoir d'eulx tous les grands honneurs qui sont dues à voz vertus, à vos qualités et à voz charges, vous n'ayez pas à desdain d'accepter les vœux inviolables de leur fidelle obéissance.

Et à l'instant M. de Morangiez, commissaire principal, a de mesmes dict que le plus grand subject de ceste asssemblée consiste à pourveoir promptement à l'imposition des cottités dudict diocèse des deniers accordés par les Estatz généraulx de la province à Sa Majesté, en leur dernière asssemblée et des aultres deniers portés par les commissions desdictz Estatz, en la forme accoustumée, et que ce seroit superflu d'uzer d'aultres plus long discours; offrant de sa part y vacquer incontinent, afin que par ce deffault, la levée desdictz deniers ny les affaires de Sa Majesté et du publicq n'en soient retardés. Et sur ce, lecture a esté faite desdictes commissions en plaine asssemblée. La continuation de laquelle, ainsi qu'est accoustumé, a esté permise par lesdictz sieurs commissaires, tant pour délibérer sur le faict desdictes commissions, que aultres affaires dudict diocèse.



Du jeady, dix-septiesme dadict mois de septembre mill six cens vingt-six, de matin.

Lecture faicte du roolle des gens des trois Estatz du païs qui ont accoustumé d'avoir séance et voix délibérative en ladicte asssemblée, se sont trouvés présens et assistans à icelle, assavoir, pour l'ordre ecclésiastique : M. M<sup>e</sup> Pierre Enfruc, docteur en droict canon, chanoine en l'église cathédralle de Mende, envoyé du Chappitre de ladiote église ; M<sup>e</sup> Pierre Pégurier, docteur en théologie, sacristain et envoyé de M. d'Aubrac ; vénérable homme Jacques de Brugeron, chanoine en ladicte église cathédralle, envoyé de M. de Sainte Enymie ; M<sup>e</sup> Jean Julien, lieutenant en la Cour ordinaire de Lengaigne, envoyé de M. de Lengaigne ; M<sup>e</sup> Estienne de Colombet, docteur et avocat, envoyé de M. des Chambons ; M<sup>e</sup> Aldibert Aldin, docteur ez droictz, envoyé de M. des Paliers. Pour MM. les barons : noble Pierre Daran de La Condamine, sieur et baron de Peyre, baron du tour, estant en personne ; M<sup>e</sup> Jacques Langlade, sieur de La Fargette, juge au bailliaige de Salgues, envoyé de M. le baron d'Apchier ; noble François de Peirebesse, sieur de Clastres-basses, envoyé de M. de Céneret ; M<sup>e</sup> Jean Borrelli, sieur de La Salesse, envoyé de M. le baron du Tournel ; noble Pierre de Bressolles, sieur de La Bessière, envoyé de M. le baron de Randon ; noble Pierre de Brugeron, sieur du Crouzet, envoyé de M. le baron de Mercœur ; noble Anthoine de Nugiez, sieur de La Roche, envoyé de M. le baron de Canilhac. Et pour MM. les aultres nobles : noble Pierre de Rochemeure, sieur de Fraisse, envoyé de M. d'Allenc ; Jacques Clavel, sieur du Monteil, envoyé de M. de Montauroux ;



noble Louis-Adam de Robert, sieur de Chasalz, envoyé  
envoyé de M. de Saint Alban ; M<sup>re</sup> Claude de Gibertés,  
sieur de Montrodat, en personne ; M<sup>e</sup> Guillaume Bardon,  
docteur, envoyé de M. de Mirandol ; noble Jean Sales,  
cappitaine et envoyé de M. de Sévérac ; noble Philippe  
de Thézan, sieur de Barre, en personne ; noble Claude  
Chappelain, sieur du Cros, envoyé de M. de Gabriac ;  
Jean-Jacques de Columb, envoyé de M. de Portes ; noble  
Claude de Bressolles, sieur de Servièrre, en personne ;  
M<sup>e</sup> Nicolás Cailar, docteur ez droictz, envoyé de M. d'Ar-  
pajon ; M<sup>e</sup> Claude de Cavata, bachelier ez droictz, en-  
voyé de MM. les consulz nobles de La Garde-Guérin. Et  
pour le Tiers-Estat : noble Claude de Lestang, sieur de  
La Loubière ; M<sup>e</sup> Pierre Julian, praticien, et Jean Ricou,  
merchant, 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consulz de la ville de Mende ;  
M<sup>e</sup> Pierre Jalguet, notaire royal ; Pierre Libourel, prati-  
cien, et Pierre Armand, merchant, 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consulz  
de la ville de Maruejolz ; M<sup>e</sup> Pierre Montelz, 1<sup>er</sup> consul  
de la ville de Chirac ; sire Jean Reynier Retrun, 1<sup>er</sup> con-  
sul de la ville de La Canourgue ; M<sup>e</sup> Anthoine Bonnet,  
1<sup>er</sup> consul de la ville de Saint-Chély-d'Apchier ; M<sup>e</sup> Es-  
tienne Julien, notaire royal, consul de Salgues ; M<sup>e</sup> Guil-  
laume Bony, docteur ez droictz, 1<sup>er</sup> consul du Malzieu ;  
noble David Michel, sieur de Colas, 1<sup>er</sup> consul de Florac ;  
M<sup>e</sup> Mathieu Jassin, consul d'Yspaniac ; noble André de  
Fumel, sieur de Fraissinet, consul de Sainte-Enymie ;  
M<sup>e</sup> Jehan Grasset, consul de Châteauneuf-de-Randon ;  
M<sup>e</sup> Pierre Pépin, docteur ez droictz, consul de Serve-  
rette ; le sieur du Vern, 1<sup>er</sup> consul de Saint-Estienne-de-  
Valfrancisque ; M<sup>e</sup> Martin Merle, notaire royal, consul  
de Lengoigne ; Antoine du Noguier, escuyer, consul de  
la viguerie de Portes ; M<sup>e</sup> Jean Gineste, notaire royal,



consul de Barre ; sire Estienne Farjon, consul de Saint-Auban ; Estienne Saignier Mondis, consul du mandement de Nogaret. Tous lesquels assistans susnommés, après que leurs procurations et pouvoirs remizes, ont esté leues en plaine asssemblée, et icelles trouvées suffizantes, ont presté le serement accoustumé, entre les mains de mondict sieur le président qui est, de procurer en leurs suffrages, l'honneur et gloire de Dieu, le bien et advancement du service du Roy et le repos et soulagement du pauvre peuple et de ne reveller les oppinions et deslibérations de l'assemblée.

M. d'Entraigues, bailly de Gévaudan, commissaire ordinaire, estant venu en l'assemblée, a remonstré que la baronne de Peyre, appartenant à présent à M. de Montbreton, comme ayant espouzé la filhe de M. de Thollet ; ledict sieur de Montbreton est en ville pour se présenter et estre receu en l'assemblée, partant n'y a lieu de recevoir le sieur de La Condamine, protestant, en cas l'assemblée le recevra, de tout ce qu'il peult et doibt au nom dudict sieur de Montbreton. Ledit sieur de La Condamine a réparti qu'il a des arrestz d'adjudication de ladict baronne, et qu'il est en possession d'icelle ; ayant esté receu sans aulcune difficulté ez assambles des Estatz du présent país, des années 1624 et 1625, et aulx Estatz généraulx de la province, dernièrement tenuz à Pézénas, comme on pourra veoir par les délibérations, requérant estre faict lecture d'icelles. Sur quoy, M. le président a exorté l'assemblée de bien examiner cest affaire, sans l'entretenir en longueur, pour ne retarder l'imposition des tailles, attendu qu'on est fort proche de la fin de l'année ; et d'en délibérer le plus promptement qu'on pourra. Et après lecture faicte des-



dictes délibérations, ensemble du cahier desdictz Estatz généraulx de l'année présente, contenant la réception dudict sieur de La Condamine, comme baron de Peyre; a esté conclud que, sans préjudice du droit des parties, et afin que l'assemblée ne soit plus longuement occupée sur ce subject et qu'elle ayt moyen de vacquer aux aultres affaires du païs, qu'il sera faicte deputation devers ledict sieur de Montbreton, de la part de ceste assemblée, pour le prier de surceoir et suspendre les poursuites qu'il pourroit faire, comme baron de Peyre, de la prétension qu'il a d'estre receu aux présens Estatz, pour les raisons qui luy seront données à entendre, par MM. les depputés d'icelle, mesmes attendu que ledict sieur de La Condamine a esté receu ez assemblées des Estatz des années dernières, 1624 et 1625, et aux Estatz généraulx de Languedoc derniers tenus à Pézénas, comme baron du tour; du présent païs.

Et à l'instant, pour parler audict sieur de Montbreton, mondict sieur le président a nommés et depputés MM. d'Aubrac, de Barre, l'envoyé de M. le marquis de Portes et le consul de Salgues.

M. le second consul de Mende a remonstré que de tout temps et suivant les anciens reiglemens; les second et tiers consulz de Mende, ont accoustumé de précéder en toutes assemblées les second et tiers consulz de Maruejolz; ce qui n'a jamais esté mis en difficulté, ayant esté jugé par délibération des Estatz de l'année 1624, conformément aux anciens reiglemens; requérant l'assemblée de leur faire bailler leur rang et place ainsi qu'est accoustumé; d'autant mesmes que les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consulz dudict Maruejolz; n'ont aulcune entrée aux Estatz dudict païs, pour n'estre nommés ny compris aux commissions



des Estatz généraulx de Languedoc et pour n'avoir aucune séance ny place ausdictz Estatz, aultrement a protesté de tout ce qu'il doibt et peult protester. Et sur ce, M. le 1<sup>er</sup> consul dudict Maruejolz, aiant dict qu'il suffit que le second dudict Mende, précède le consul second dudict Marieujolz et le 3<sup>e</sup> dudict Mende le 3<sup>e</sup> dudict Marieujolz; et qu'on n'a jamais veu aultrement. Lecture faicte de la délibération prinse sur ce subject aux Estatz en l'année 1624, a esté conclud, conformément à icellè et aux anciens reiglements, que les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consulz dudict Mende prendront place immédiatement l'ung après l'autre, et précéderont les second et 3<sup>e</sup> consulz dudict Maruejolz.

M. de Barre, assisté des aultres sieurs depputés vers M. de Montbreton, a rapporté avoir faict entendre audict sieur la prière que luy estoict faicte de la part de l'assemblée, et comme il leur a promis de ne faire aucune instance de sa réception aux présens Estatz, comme baron de Peyre, attendu ladicte prière, soubz protestation toutesfois qu'il a faicte, de ne se préjudicier en rien à ses droictz et sans approbation de la réception dudict sieur de La Condamine.

M. des Salesses a dict, pour M. le baron du Tournel, qu'il a droict sur la baronne de Céneret, et que ses protestations doibvent estre escriptes sur la réception de l'envoyé de Mme de S. Vidal, en la place de la baronne dudict Céneret; requérant l'assemblée faire escrire ses protestations pour luy servir en temps et lieu. Sur quoy a esté arresté que sesdictes protestations demeureront escriptes au présent verbal, pour servir audict sieur du Tournel en ce que de raison.

Sur la réception de M. Julien, envoyé de M. de Len-



goigne, attendu qu'il est marié et non ecclésiastique, comme il est requis, qui a esté receu sans conséquence ; a esté conclud que MM. les ecclésiastiques et nobles enverront doresnavant de personnes de qualité requise ; scavoir, les ecclésiastiques : ung homme d'église ; et la noblesse, ung gentilhomme ; autrement ne seront autres personnes receuz en leur place en l'assemblée.

Sur le différent meu d'entre MM. les consuls du Malzieu et Salgues d'une part, et le consul de Saint-Chély d'autre, de ce que ledict consul de Saint-Chély se trouvant couché en prenier rang et précédant ausdictz consuls de Salgues et du Malzieu ; lesdictz consuls du Malzieu et Salgues disent qu'ilz portent le nom de consuls et portent livrée, et ledict consul de Saint-Chély, ne se nomme que procureur, n'ayant jamais porté livrée ny marque de consul, partant qu'ilz le doibvent précéder. Au contraire ledict consul de Saint-Chély soustenant estre en possession d'avoir précédé lesdictz consuls du Malzieu et de Salgues, et que sa possession estant si longue et depuis tel temps qu'il n'est mémoire de contraire, comme se vérifie par les registres du greffe des Estatz dudict païs, il doibt estre maintenu et ne peult tel ordre estre interrompu ; a esté conclud que chascun desdictz sieurs consuls prendront leur rang et place et opineront à leur tour en la forme accoustumée et tout ainsi qu'est porté par les registres dudict païs, sans préjudice du droict des parties et saulf si lesdictz consuls du Malzieu et de Salgues font apparoir de tiltre en bonne forme au contraire.

M. le sindic a exposé qu'il luy semble que le principal affaire que ceste assemblée doibt résouldre, c'est l'establisement qui se faict en ce diocèze des regretiers et



commis à la vente du sel, d'autant que MM. les commissaires sont en ceste ville, ensemble M. de Farges, ung des partizans qui travaillent à cest établissement; ce qui peult apporter plusieurs désordres en ce païs, soit par l'apprehension que le peuple a d'en souffrir de grandz dommaiges et inthérestz pour estre privez de vandre et achepter du sel en gros et en détail, comme bon leur sembloit, tout ainsi que des aultres vivres et denrées, ou pour d'aultres considérations. Et par ce moyen, pour esviter divers inconvéniens, l'assemblée doibt pourveoir à cest affaire le mieulx qu'il se pourra, pour le bien du païs et prendre telle deslibération qu'elle advisera. Sur quoy, ayant esté faicte lecture en plaine asssemblée de l'édict de création desdictz offices en la province, ensemble du contract d'accord passé d'entre, MM. les sindicz généraulx de ladicte province, et M. Portallés et aultres partizans d'aultre, et aultres actes sur ce subject; a esté délibéré et conclud qu'il sera faicte députation devers le sieur de Farges, l'ung des partizans qui est en la présente ville, pour scavoir de luy les formes et conditions de cest établissement et l'accommodement qu'il voudroit faire au païs, en cas qu'on résouldroict de luy accorder son remboursement, et que le païs voudroict prendre sur soy lesdictz offices. Et, à l'instant, M. le président a nommés et depputés, pour parler audict sieur de Farges, MM. l'envoyé de MM. du Chappitre de Mende; de M. d'Aubrac; M. le baron du Tour; M. l'envoyé de M. d'Apchier; M. de Montodat; M. du Bouschet; consulz de Mende, de Maruejolz et de Lengoigne; pour, après leur rapport faict en l'assemblée, estre prinse telle délibération qu'elle jugera nécessaires.



Dudict jour, dix-septième, de rellevée.

M. le baron du tour a rapporté , qu'ayant MM. les aultres depputés avec luy parlé longtemps en la présence mesmes de M. le président et aultres depputés de l'asssemblée à M. de Farges, et recherché tous les moyens de rédimer le païs de ceste nouveauté, et esviter s'il se peult plusieurs inconvéniens qui peuvent arriver en ce païs par l'establissement de ces offices de regretiers, il leur a remis ung estat en main, de la vente et establissement faict desdictz offices en ce diocèze, qui revient à 38,000 livres ; protestant que tout ce qu'il pourroit faire ce seroit de quitter pour 50,000 livres, ou de souffrir l'establissement qui a esté desjà faict, à sa réquisition, par MM. les commissaires à ce depputés ; protestant ne pouvoir faire aultre chose. Sur quoy, M. le président a dict qu'il seroit nécessaire une seconde députation pour veoir de résoudre cest affaire, attendu l'importance d'icelluy et le préjudice qu'il peult porter au publicq ; pour, après avoir faict leur rapport à l'assemblée, de la négociation qu'ilz auront faict, estre par elle prinse telle délibération qu'elle advisera : et à l'instant a nommé et depputé M. l'envoyé de M. d'Apchier ; M. Dumas, sieur du Bouschet ; M. l'envoyé de M. de Mirandol et M. le consul du Malzieu.

M. le syndic a rapporté avoir receu plusieurs rcquestes qui sont présentées aulx Estatz par les habitans des villes et lieux qui ont fourny vivres aulx régimens logés en ce diocèze, pour le service du Rôy et par l'ordre de Mgr de le Connestable, au mois d'aoust dernier ; desquelles ce païs fut deschargé, par la faveur et crédit de Mgr le marquis de Portes, qui auroit envoyé, par deux diverses



fois, veoir mondict seigneur le Connestable, le sieur de La Bucaille, et prié si affectionnement de faire desloger lesdictz régimens de ce païs, comme s'ilz fussent esté dans ses terres propres, en sorte qu'il auroit obtenu ledict deslogement et icelluy envoyé en ce pays, par ledict sieur de La Bucaille, qui auroit accompagné lesdictz régimens jusques à la sortie de ce diocèse ; de quoy les Estatz doibvent faire très humble remerciement à mondict seigneur le marquis et le prier de continuer à ce diocèse ses bonnes affections. Et pour le regard desdictes despenses, d'autant que cela consiste en une longue vériffication qui pourroit occuper l'assemblée plusieurs jours, il luy semble qu'il seroict à propos de renvoyer ladicte vériffication à telz MM. depputés que l'assemblée jugera, pardevant lesquels ceulx qui ontourny ces despences, remettront leurs roolles ou estatz pour estre les sommes à eulx arrestées, imposées en l'assiette de ceste année, en cas qu'elle jugera debvoir estre payées par le général du diocèse, comme il semble estre raisonnable, attendu que lesdictz régimens marchent par l'ordre de Mgr le Connestable et pour le service du Roy. M. le 1<sup>er</sup> consul de Mende a remonstré, sur ce subject, qu'en l'absence de MM. les autres commis, depputés et syndic du païs, aiant esté requis par homme exprès, envoyé par MM. les consuls et habitans de Lengoigne, de s'acheminer en ladicte ville pour pourveoir au deslogement des troupes qui y estoient desjà logées et à leur nourriture et entretenement, il se seroit transporté, accompagné de M. Adam Chevalier, docteur ez droictz ; et estant audict Lengoigne, auroit trouvé partie du régiment de M. de Verdun, logé dans quelques granges et les habitans de Lengoigne en armes ; de sorte que



les ungz contre les aultres faisoient corps de garde. Et afin d'esviter aulx malheurs et désordres qui en pouvoient arriver, après avoir veu l'ordre de Mgr le Connestable, par lequel ilz avoient leur logement audict Lengoigne, il auroit convenu, avec les habitans et les chefs dudict régiment, de leur nourriture, et laissé M. André Roux, substitut au greffe du bailliaige de Gévaudan audict Lengoigne, pour tenir l'estat et contre-rolle des vivres qui seroient fourniz par lesdictz habitans, pour le tout leur estre imposé en la prochaine assiette, selon l'obligation qu'il leur auroict faicte, afin de leur donner subject de ne faire difficulté de fournir lesdictz vivres. En ayant faict de mesmes à Salgues et au Malzieu, Saint-Chély et aultres lieux où il se seroit aussi transporté, assisté dudict sieur Chevallier; requérant l'assemblée le rellever des obligations qu'il a faictes sur ce subject pour le bien et affaires dudict païs, et pour esviter aulx malheurs que, pour ce deffault, en pourroient arriver, ce faisant, imposer et faire payer ce à quoy peuvent revenir lesdictz vivres à ceulx qui en ont faict les fournitures et le recognoistre desdictz voiaiges que luy et les aultres ont faict à sa prière. Sur quoy l'affaire mis en délibération, a esté conclud que Mgr le marquis de Portes sera très-humblement remercié du soing particulier qu'il a eu au bien et soulagement de ce païs, pour sortir hors de ce diocèse lesdictz régiments et le descharger des foudres qu'il souffroit; à cest effect, ont esté nommés et depputés : MM. l'envoyé de MM. de Chapitre de Mende, de M. d'Aubrac, de M. de Sainte Enimye, de M. le baron du tour, M. de Montrodât, M. de Barre, consulz de Mende, de Maruejolz, de Lengoigne et de Florac; et que ledict sieur de Lestang, 1<sup>er</sup> consul



de Mende, est remercié du soing qu'il a eu, à l'absence de MM. les aultres commis du pais, au logement desdictz régimens, pour empescher les désordres qui pouvoient survenir à faulte d'y estre provenu. Aussi a esté conclud que les despences faictes et souffertes, par les habitans d'aulcunes villes et lieux du pais, à la fourniture des vivres par lesdictz régimens, seront rejectées sur le général du diocèse. A ces fins, ceulx qui en ont faict les avances remettront leurs roolles et estatiz pardevant MM. les commis, députés et syndic dudict pais, ausquelz l'assemblée a donné et donne pouvoir de vérifier et arrester leursdictz roolles, à telles sommes que par eulx sera advisé, pour après, icelles sommes estre imposées en l'assiette de l'année présente et payées par le receveur du diocèse, à ceulx à qui elles seront deues. Et pour cest effect, MM. les commissaires de l'assiette sont requis d'en faire l'imposition, à la charge que ledict syndic poursuivra et obtiendra la vallidation de ladicte imposition au Conseil de Sa Majesté, et que le pais rellevera lesdictz sieurs commissaires de tous fraiz, despans, dommages et inthéretz qu'ilz pourroient souffrir, pour raison de ladicte imposition.

Ledict sieur syndic a remonstré que, par l'accord passé par le pais avec le sieur de S. Roume, ledict pais luy est débiteur de la somme de 22,000 livres, outre les fraiz de l'expédition des lettres d'assiette ; le quel sieur de S. Roume a depuis obtenu lesdictes lettres d'assiette. Requérant l'assemblée délibérer sur cest affaire, attendu que ledict sieur de S. Roume prétend que toute sa part luy soiet imposée ceste année, comme estant les termes de payement escheuz. Sur quoy, lecture faicte de l'arrest du Conseil d'Estat et Lettres d'assiette sur icelluy ; a



esté conclud que MM. les commissaires sont requis d'imposer, en la présente assiette, la somme de 11,000 livres, pour la moytié de ce quest deub audict sieur de S. Roume ; et, pour les fraiz desdictes lettres d'assiette, renvoyé à MM. les commis, sindic et depputés de ce païs pour faire imposer ce que lesdictz fraiz monteront, suivant le contract d'accord et licquidation que par-devant eulx en sera faicte ; à la charge toutesfois que ledict sieur de S. Roume, obtiendra, de Messieurs les commissaires, présidans pour Sa Majesté aulx Estatz généraulx de la province, les lettres d'attache sur ce nécessaire en bonne forme, ainsi qu'est accoustumé.

M. l'envoyé de MM. du Chappitre de Mende, a faict rapport que les aultres sieurs depputés et luy, ayant faict remerciement très-humble à Mgr le marquis, du soing particulier qu'il a eu pour faire desloger de ce diocèse les régimens qui y avoient esté envoyés par ordre de Mgr le Connestable et supplié de continuer ses bonnes volontés à ce païs, mondict seigneur les a asseurés de l'affection qu'il porte à ce diocèse à luy procurer tout le soulaigement qu'il luy sera possible et les a chargés d'en faire rapport à l'assemblée et de les en asseurer comme il leur a cy-devant faict entendre.

Sur l'exposition faicte par M. le sindic du païs, que par délibération des Estatz généraulx derniers, tenus à Pézénas, aiant esté arrêté de faire recherche des péages extraordinaires et sans tiltre qui se lèvent au nom de plusieurs seigneurs du païs, au préjudice du publicq, entre aultres par M. le comte du Roure, pour ung péage qui se prend soubz son nom, sur la rivière des Gour-dons, dans ce diocèse ; a esté conclud qu'il sera escript, par ledict sindic, au nom des présens Estatz, audict sei-



gneur comte du Roure, pour le prier de faire veoir les tiltres qu'il a poür la levée dudict péage, pour après, veu lesdictz tiltres, en faire rapport pardevant MM. les commis et depputés du païs et par eulx y estre proveu. Et en cas qu'il n'auroit aulcun tiltre, le prier aussi de faire cesser la levée dudict péage; et à son reffus, le poursuivre en justice, pour en obtenir toutes ordonnances nécessaires; le tout ainsi qu'il sera jugé par lesdictz sieurs commis.

M. le premier consul de Mende a remonstré que, près ladicte ville, sur la rivière d'Olt, y a ung pont appelé de Nostre-Dame; auquel pour esviter la ruïne, les habitans de ladicte ville auroient faict faire de réparations nécessaires à la grosse pille qui soustient la grand arcade, en l'année 1623, jusques à la somme de 8 ou 900 livres; à quoy ledict païs n'a rien contribué; sans lesquelles réparations ledict pont seroit par terre. Néantmoingz du depuis, par les grandes inondations d'eaulx, ladicte grosse pille se treuve ruinée aulx fondemens qui menace à présent l'entière démolition dudict pont, s'il n'y est promptement proveu, selon mesmes le rapport que M<sup>e</sup> Jean Brun, architecte, qui en a faict la vériffication, estimant que pour faire remettre ledict pont, à présent en estat, cousteroit plus de 2,000 livres; tellement qu'il est nécessaire de pourveoir en dilligence à ladicte réparation. A ces fins a requis l'assemblée qu'il luy plaise faire ung fondz en l'assiette pour en estre prins la portion que ledict diocèze debvra payer pour raison de ce, en la forme portée par les reiglemens faictz, touchant la repparation des pontz; protestant, à faulte de ce, de tout ce qu'il peult et doibt. A esté conclud que, vériffication faicte des réparations nécessaires



à faire audict pont et les formalités accoustumées, gardées et observées, lesdictes réparations seront baillées à pris fait aulx moings disant, pardevant MM. les commis, depputés et syndic dudict pais, conformément aulx précédentes délibérations prises sur les réparations des ponts en ce diocèse, et pour cest effect est donné pouvoir ausdictz sieurs commis, syndic et depputés, de passer tous contractz de pris faitz nécessaires et d'emprunter la portion dudict diocèse, aulx inthérestz pour ung an, pour estre payée à ceulx qui prendront l'edictz pris fait; à la charge que ladicte somme sera imposée en la prochaine assiette pour le remboursement d'icelluy qui en aura fait le prest, et ledict syndic rellevé de ladicte obligation par ledict pais. Et pour le regard des réparations à faire à aultres pontz dudict diocèse, a esté aussi conclud que les formalités gardées et observées et les vérifications et moings dictes faictes comme dessus, en sera fait de mesmes par lesdictz sieurs commis, syndic et depputés dudict diocèse.

Sur la requeste présentée par Jean Vincens, habitant de Mende, tendant à ce qu'ayant esté fait prisonnier par les rebelles à Sa Majesté, près Saint-Ambrueys, et luy ayant esté vollé une charge de cadis qu'il conduisoit pour vendre au bas-Languedoc ou en Provence; il auroit esté conduit dans ladicte ville de Saint-Ambrueys; où il auroit esté detenu trois ou quatre mois, avec grand détresse et n'auroit esté eslargi que par le moyen de la paix, de sorte qu'à cause du mauvais traitement qu'il receut pendant son emprisonnement, il auroit esté depuis malade et ne peult encôre travailler pour gaiguer sa vie et de ses femme et enfans; ne luy estant resté aucuns moyens pour vivre. Et parce qu'il est réduit à l'extreme



pauvreté, a prié l'assemblée avoir esgard à sa perte et luy accorder charitablement telle somme qu'elle adviendra. Sur quoy l'assemblée ayant esgard à sa requeste, luy a accordé charitablement la somme de cent livres, laquelle MM. les commissaires de l'assiette sont requis imposer au département de l'année présente.

Du vendredy, dix-huictième jour du susdict mois de septembre, de matin.

MM. les députés, vers le sieur de Farges, ont rapporté par la bouche du sieur de La Fargette, l'un d'iceulx, qu'après une longue conférence par eulx faicte avec ledict sieur de Farges, en présence de M. le président et de quelques autres MM. des Estatz, ilz n'auroient rien peu avancer, aiant protesté ne pouvoir faire autrement, que d'establir les regretiers par tout ce pais, en la forme portée par l'ordonnance de MM. les commissaires, comme aiant desjà vendu tous lesdictz offices; ou seroient que s'estant réservé quelque pouvoir hors desdictes ventes on remboursast lesdictz acquéreurs, qu'il feroit contenter pour 30,000 livres au dernier mot; ne pouvant le faire à moindre pris. Et c'est la dernière parolle qu'ilz ont peu obtenir de luy; de sorte que c'est à l'assemblée à délibérer sur cest affaire.

M. du Bouschet a aussi dict qu'après ceste conférence, il luy en a encores parlé en particulier, et qu'il n'a peu rien avancer. Sur quoy lecture faicte de la délibération prise sur ce subject aux Estatz généraulx derniers tenus à Pézenas, ensemble de l'édict du Roy, contenant création desdictz offices en Languedoc et du contract passé pour raison de cest établissement, par MM. les sindicz desdictz Estatz généraulx et le sieur Portallés et Durand.



et aultres actes, a esté délibéré et conclud qu'attandu que la volonté de Sa Majesté, suivant ledict édict, est de faire establir des regrettiers en ce païs, que ledict païs souffrira ledict establissement ; mais d'aultant qu'en l'exercice desdictz offices, peuvent survenir plusieurs abus, que le syndic du diocèse est chargé de poursuivre le reiglement et ordre qu'on doibt garder, et s'il se peult, faire bailler la cognoissance desdictz abus en première instance aulx officiers ordinaires des lieux, et en oultre de faire faire de mezures, conformément à la deslibération desdictz Estatz généraulx.

M. le sindic a remonstré qu'au mois de janvier dernier, Mgr le marquis de Portes, se trouvant en Languedoc, et ayant plusieurs troupes de Sa Majesté à loger dans la province, suivant l'ordre qu'il en avoit receu de sadicte Majesté, il auroict faict convocquer une asssemblée de la sèneschaussée en la ville de Beaucaire pour prouvoir audict logement, par munitions de vivres ou par payement en argent, et saulf à rejeter le tout sur le général de la province. En laquelle asssemblée MM. les consulz de Mende, aiant assisté par commandement de mondict seigneur, il auroit esté résoleu en icelle, de faire un fondz, qui seroictourny par les diocèzes de Nismes, Uzès et Mende, de la somme de 50,000 livres, pour estre mise es mains du sieur Philibert Bon, receveur des tailles au diocèse de Nismes, et par luy payée, selon l'ordre et taux qui seroict faict par mondict seigneur le marquis. La portion de laquelle somme du présent diocèze, fut taxé à 12,000 livres, quoyqu'elle montast davantaige. Moyennant laquelle, mondict seigneur le marquis auroit asseuré lesdictz sieurs consulz d'exempler ce diocèze du logement desdictes troupes, qui eussent faict de des-



pences à plus que le double de ladicte somme ; pour le payement de laquelle somme MM. les commis, syndic et depputés, auroient faict procuration à M. Fulcarand Tondut, advocat, et François de La Roche, receveur des tailles du païs, pour l'emprunter ; ce qu'ayant esté par eulx faict par leur obligation faicte à M. de Massanne, lesdictz sieurs commis, syndic et depputés auroient après ratiffié ladicte obligation et promis rellever d'icelle lesdictz sieurs de La Roche et Tondut et de faire imposer la somme aux présens Estatz, et icelle payer audict sieur Massanne ; de sorte que par la grande faveur et soulagement qu'il a pleu à mondict seigneur de faire à cedit païs, par l'exemption du logement desdictz gens de guerre, il est raisonnable que lesdictz sieurs commis, syndic et depputés soient rellevés de ladicte obligation et que l'imposition de ladicte somme soict faicte en la présente assiette, pour estre payée audict sieur Massanne, à la descharge desdictz sieurs de La Roche et Tondut, et de plus qu'il est nécessaire de faire très-humble remerciement, à mondict seigneur, du soing particulier qu'il a eu de soulaiger cedit diocèze dudict logement et de le supplier de luy continuer ses bonnes affections à leur soulagement. Et par mesme moyen, seroict à propos le supplier aussi faire en sorte que la marque des draps et taxe du droict d'iceulx qui se continue en ce païs, se face en la forme qu'on a uzé jusques à présent, pour esviter aux malheurs et désordres que, faisant aultrement suivant la rigueur des édictz et règlement, en pourroient arriver, et ce jusques à ce que MM. les députés en Cour, par les Estatz généraulx de Languedoc, seront de retour, qui ont charge desdictz Estatz de faire de très-humbles remonstrances à Sa Majesté sur ce subject. Sur quoy lec-



ture faicte du verbal de ladicte asssemblée tenue à Beaucaire, ensemble de la délibération desdictz sieurs commis, procuration, coppie de l'obligation et ratification susdictes, a esté conclud que ladicte somme de 12,000 livres sera imposée en la présente assiette, et MM. les commissaires requis d'en faire l'imposition, à la charge que ledict sindic obtiendra la validation nécessaire pour estre, ladicte somme, payée aux termes des autres deniers par le receveur dudict diocèse, audict sieur Massanne, à la descharge desdictz sieurs Tondut et de La Roche. Aussi a esté conclud que mondict seigneur sera très-humblement remercié, de la part de l'assemblée, de son singulier particulier qu'il a eu de ce diocèse, l'ayant exempté du logement desdictes troupes et supplié de luy continuer ses bonnes affections, de faire en sorte que jusques à ce que MM. les depputés des Estatz généraulx de Languedoc, en Cour, soient de retour, qui ont charge expresse de faire très-humbles remonstrances à Sa Majesté pour le faict de la marque des draps en la province; que ladicte marque et taxe d'icelle se fera en ce pais en la mesme forme dont on a uzé jusques à présent pour esviter à plusieurs désordres et malheurs; que s'il se faisoit autrement en pourroiet arriver. Et à l'instant pour faire ledict remerciement et supplication à mondict seigneur le marquis, ont esté nommés et députés MM. les envoyés de MM. d'Aubrac et de Ste Enymie, MM. de Montrodât et de Servièrès, consulz de Maruejols et de Langoigne.

M. le président a remonstré que le sieur de La Buaille, aiant faict deux ou trois voiaiges en poste, de la ville de Pézénas en celle de Vallanée, porter les dépêches faictes par mondict seigneur le marquis de Portes, à feu



M<sup>gr</sup> le Connestable, pour faire sortir hors de ce diocèse les deux régimens des sieurs de Verdun et de Bourbonne, qui y avoient esté logés au mois d'aoust, par l'ordre de mondict seigneur le Connestable ; et après avoir obtenu ordonnance de deslogement, faict aultre voiaige en cedit diocèse, pour faire sortir d'icelluy lesdictes troupes, suivant ladiete ordonnance et commandement qu'il en avoit ; ausquelz voiaiges, aiant faictz plusieurs fraiz, il semble estre raisonnable que ledict sieur de La Bucaille en soit remboursé et recogneu, selon sa qualité, du soing et dilligence qu'il y a apporté. Sur quoy, ouy ledict sieur sindic, qui a asseuré l'assemblée lesdictz voiaiges avoir esté fort utiles et profitables audict diocèse et avoir esté faictz à grandz fraiz et avec grande dilligence, a esté accordé audict sieur de La Bucaille, pour toutes choses, cent pistolles, qui luy seront imposées et payées l'année présente, et MM. les commissaires de l'assiette requis d'en faire l'imposition.

M. le baron de Peyre a remonstré que la dame religieuse des Chambons, s'estant mise en debvoir de faire édifier une chapelle en son monastère, elle y a employé la pluspart du revenu de son abbaye et n'a moyen de parachever ce bon œuvre, sans le secours du païs ; requérant l'assemblée luy accorder ce qu'elle advisera.

A esté conclud qu'il est accordé, à ladicte dame religieuse, pour faire continuer l'édifice de ladicte chapelle, la somme de 150 livres, que lesdictz sieurs commissaires de l'assiette de l'année présente sont requis imposer.



Dudict jour, dix-huictiesme de septambre, de rellevée.

MM. les depputés, vers mondict seigneur le marquis de Portes, ont rapporté, par la bouche de l'envoyé de M. d'Aubrac, qu'après avoir faict très-humble remerciement à mondict seigneur, du soing particulier qu'il a eu au soulaigement de ce diocèze, aiant faict desloger d'icelluy les deux régimens des sieurs de Borbonne et de Verdun et deschargé de plusieurs foulles et oppressions, avec prière de continuer la mesme affection à cedit diocèze, aux occurrences qui se présenteront, mesmes pour l'aunaige et marque de draps, en cedit diocèze, qui apporte de grandz désordres et foulles; mondict seigneur leur a reparti et protesté qu'il a et aura cedit païs, en une telle recommandation que, lorsque les occasions s'en offriront, il fera, pour le soulaigement d'icelluy, tout ce qui sera de luy, non pas en qualité de lieutenant en icelluy, pour Sa Majesté, mais en qualité de frère et vray protecteur, mesmes pour ledict aunaige et marque de draps; pour lequel subject il escrira à M. le président de Caminades et le priera de donner le reiglement nécessaire, au plus grand soulaigement du païs que faire se pourra, ce cependant qu'il taschera de faire demeurer cest affaire en l'estat qu'il a esté durant l'année dernière et jusques à présent.

M. le commissaire principal a aussi rapporté que, pour ce qui regarde la confiscation des draps par faulte dudict aunaige ou marque d'iceulx, dont Sa Majesté a faict don à Mgr le duc de Montmorancy, que mondict seigneur le marquis luy a protesté qu'il fera en sorte que pour raison desdictes confiscations ce païs ne recepvra aucun mauvais traictement.



M. du Bouschet, juge du bailliaige de Gévaudan, a remontré que le sieur de Chazalz, aiant passé contract d'accord avec le païs, le 15<sup>e</sup> d'octobre 1649, par lequel il est deub, audict sieur de Chazal, la somme de 3,000 livres; de laquelle il auroit depuis faict donation en préciput et advantaige à damoiselle Françoise de Chazalz, sa fille, en faveur et contemplation de son mariage avec noble Estienne Dumas, sieur de Colanhes, et dont il n'auroit eu moyen d'en estre payé, non pas mesmes d'aulcuns intérestz, oultre ce, ez années 1587 et 1588, aiant esté imposé par articles d'assiette, à feu noble André Baldit, lieutenant de prévost en ce diocèse, la somme de 200 escus par an, et après son décès, en l'année 1589, aussi par aultre article d'assiette, soubz le nom des hoirs dudict feu Baldit, la somme de 100 escus, ledict feu Baldit ny ses hoirs n'en auroient néantmoins esté payés, qu'elles dilligences qu'en ayent esté faictes contre les receveurs, comme se peult veoir par la requeste qu'il a en main, présentée aux Estatz de ce païs en ladicte année 1589, qui a esté appointée en ladicte asssemblée; à cause de quoy a requis lesdictz Estatz de pourveoir au payement desdictes sommes, ou pour le moins des intérestz d'icelles, attendant la permission d'en faire l'imposition. Sur quoy, veu ledict contract d'accord et aultres actes, a esté conclud que le sieur sindic obtiendra le plustost que faire se pourra les lettres d'assiette nécessaires pour faire l'imposition de ladicte somme de 3,000 livres deue, suivant ladicte transaction, audict sieur de Chazalz. Et cependant, pour l'année présente, que les apportz desdictz 3,000 livres, luy seront imposées en l'assiette prochaine, et lesdictz sieurs commissaires d'icelle requis d'en faire l'imposition. Et pour les aultres



demandes touchant lesdictz articles d'assiette, qu'il en sera faicte vérification pardevant lesdictz sieurs commis, syndic et depputés, pour ladicte vérification faicte, estre sur ce prise telle deslibération qu'il appartiendra.

Le sieur Pierre Barthélemy, de Mende, a exposé qu'en l'année 1621, luy ayant esté faict et passé bail, par MM. les commis, syndic et depputés dudict diocèse, ensuite de la deslibération des Estatz, du droict de l'équivalent de ledict diocèse, pour le trienne dernier, commencé le 1<sup>er</sup> de septembre 1621 et fini le dernier d'aoust 1624, sur la folle enchère de M. Jacques Maistre, et à faulte par icelluy d'avoir baillé cautions. En vertu duquel bail, estant entré en jouissance, il auroit esté empesché, tant à cause des inhibitions qui luy auroient esté faictes, à l'instance dudict Maistre d'autorité de la Cour des Aydes de Montpellier, que des mouvemens qui survindrent la mesme année. Ensuite de quoy, l'instance auroit esté introduicte au Conseil privé du Roy, où ledict syndic auroit esté appelé en garantie, et tant procédé que par arrest, la cause et parties auroient esté renvoyées en ladicte Cour des Aydes ; laquelle après plusieurs poursuittes, par son arrest, auroit cassé ledict bail et condempné ledict Barthélemy à rendre compte audict Maistre ou Barbut, son cessionnaire, commis de cleric à Maistre avec despans, dommaiges et inthérestz, sauf audict Barthélemy, sa garantie contre ledict sieur syndic dudict diocèse ; laquelle garantie ayant esté depuis instructe par ledict Barthélemy et estant à présent en estat d'estre jugée, il s'asseure obtenir arrest à son profit, puisque ledict bail a esté cassé et ledict sieur syndic condempné à le garantir et rellever de tous despans, dommaiges et inthérestz par luy souffertz, en soustenant ledict



bail, et pour avoir esté contrainct de paier la folle enchère à la recepte générale avec plusieurs taxatz ; néanmoins, pour ne plaider avec le païs, il offre de sortir dudict différant à l'admiabile proveu qu'il plaise à l'assemblée faire digne considération de cest affaire et des fraiz qu'il a exposés à la poursuite, qui montent plus de 8,000 livres, oultre 6,000 livres de ladicte folle enchère, et aultres despens et inthérestz. Sur quoy a esté conclud qu'il sera faicte deputation devers ledict sieur Barthélemy, pour scavoir son intention et ses prétensions, pour après, les députés ouys en l'assemblée, prendre telle deslibération qu'elle advisera. Et à l'instant ont esté nommés et depputés MM. les envoyés de M. d'Apchier et de M. d'Allenc et ledict sindic dudict païs.

M. le commissaire principal a remonstré que depuis l'establissement faict, en la ville de Mende, d'ung couvent des pères Capucins, il a esté aussi estably une mission en la présente ville de Maruejolz et en celle de Lengaigne ; et parce que ce sont gens de bonne vie et exemple, et attendu qu'ilz sont mandians, l'assemblée doit estre excitée à leur despartir leurs aulmosnes et libéralités, affin qu'ilz ayent moyen s'entretenir plus commodement audict diocèse et continuer le bastiment de leur couvent et églizes, comme aussi aulx pères Jacobins dudict Maruejolz, que de mesmes sont de bon exemple. Et sur ce M. le président aiant aussi remonstré le fruict que ce païs reçoit desdictz pères Capucins et Jacobins et exorté de leur donner libéralement et charitablement ce qu'elle advisera ; a esté accordé par aulmosne et charité ausdictz pères Capucins, de Mende, Maruejolz et Lengaigne et Jacobins dudict Maruejolz, la somme de 1,000



livres ; laquelle lesdictz sieurs commissaires de l'assiette, de l'année présente, seront requis imposer pour estre payée ausdictz pères Capucins et Jacobins, suivant la distribution qu'en sera faicte par MM. les commis, députés et sindic dudict pais.

Sur les requestes présentées par Jean Devezolle, Jacques Grégoire et François Brès, Jean Chausse et Anthoine Sévenier, de Florac ; noble Anthoine de S. Martin, sieur de Vammelle et aultres, tant pour œuvres pîes que aultres ; a esté conclud que les supplians sont renvoyés à la prochaine asssemblée des Estatz dudict pais.

M. le premier consul de Mende a remonstré que pour raison de la somme de 3,600. et tant de livres que le sieur de Mérimond prétend luy estre due par les habitants de ladicte ville de Mende, il auroiet poursuivy MM. les consuls des années précédentes en la Cour souveraine des Aydes et contre eulx obtenu arrest de condamnation. Et d'autant que cest affaire concerne le général dudict diocèze, lesdictz sieurs consuls aiant fait appeller en ladicte Cour le sieur sindic dudict pais, pour garantir et rellever ladicte ville, du principal, despans et apportz, tant procédé que par aultre arrest donné, parties omis, ledict pais a esté condamné à rellever et garantir ladicte ville envers ledict sieur Mérimon, tant du principal que despans et apportz ; et veu que cest affaire est jugé par arrest, contre lequel ledict sieur sindic ne peult alléguer aucune exception, et qu'il n'est raisonnable que lesdictz consuls et habitants soient verçés pour raison de ce ; et en oultre qu'ilz doivent estre payés et remboursés des inthérestz receus par ledict sieur Mérimon, ensamble des despans, conformément audict arrest ; a requis l'assemblée faire imposer ladicte partie princi-



palle, pour estre payée audict sieur Méricmon et lesdictz inthérestz et despans ausdictz consulz et habitans pour leur dict remboursement et payement. Sur quoy, ouy ledict sieur syndic, qui a dict avoir plusieurs raisons pour faire retracter ledict arrest par requeste civile, si l'assemblée le trouve bon ; a esté conclud que cest affaire est renvoyé ausdictz sieurs commis, syndic et depputés, ausquelz lesdictz Estatz ont donné pouvoir de le bien examiner et vériffier et d'accorder avec lesdictz sieurs consulz et habitans, en la forme que par eulx sera advisé, et à cest effect d'en passer tous contractz requis et nécessaires.

Sur la requeste présentée par Pierre Brunenc, marchand, de Saint-Latgier, tendant à ce que pour rédimer trois cents huict pièces cadis que M. Felgeyrolles, soy disant commis du sieur de S. Montan, pour raison de la marque des draps, en ce diocèse, luy avoict faict saisir au milieu du grand chemin, par les soldatz de la Grange, quoique ledict Brunenc eust ung billet dudict Felgeyrolles et receu de Jacques Joyes, commis à Maruejolz, cinquante-deux plombs ; il auroit esté contrainct bailler audict Felgeyrolles 100 pistolles. Et parce que c'est ung affaire qui touche le général, a requis l'assemblée d'en faire enquérir au nom et fraiz du païs, pour après faire les poursuites nécessaires contre ledict Felgeyrolles. Lecture faicte de ladicte requeste, a esté conclud que le syndic se joindra en l'instance et poursuite nécessaire qui sera faicte par ledict Brunenc, et à ses fraiz et despans, si bon luy semble, sans que ledict diocèse contribue ny se constitue en aucuns despans pour ce regard.



Du sabmedy, dix-neufviesme jour dudict mois de septembre, de matin.

M. le juge du bailliaige de Gévaudan a remontré, qu'ayant receu commandement de mondict seigneur le marquis, sur la fin de mars dernier, d'aller publier en divers lieux et villes de ce diocèse la déclaration du Roy, contenant la paix qu'il donne à ses subjectz, avec une ordonnance de mondict seigneur le marquis ; ensuite il se seroit incontinant transporté en ceste ville de Maruejolz, en celles de Sainte-Enimie, Florac, Barre et aultres lieux de ce diocèse, accompagné du commis du greffier de ladicte Cour du bailliaige et aultres, où ilz auroient employé huict journées entières. Et parce qu'il n'est raisonnable que les fraiz de ce voiaige soient payés par luy ny par ceulx qui l'accompagnaient, et veu que c'est pour le bien du général, a requis l'assemblée y avoir esgard et de faire imposer, l'année présente, les fraiz et vacations dudict voiaige, tant pour luy que pour ledict commis du greffier et aultres ; a esté conclud que, par lesdictz sieurs commis, syndic et députés, sera pourveu à la licquidation desdictz fraiz et vacations dudict voiaige, comme ilz adviseront, pour estre imposé et payé l'année présente audict sieur juge et aultres.

M. le premier consul de Mende a requis l'assemblée pourveoir au payement de la somme de 6,000 livres que le païs doibt aux pauvres de l'hospital de ladicte ville, par divers arrestz de la Cour des Aydes de Montpellier, à cause du razement de leur ancienne maison et hospital de ladicte ville, ou pour le moings leur en faire imposer et payer les apportz, comme l'année précédente, sans préjudice des apportz des années dont lesdictz pauvres



n'ont esté payés ; a esté conclud que lesdictz sieurs commissaires de l'assiette seront requis imposer, l'année présente, les inthérestz de ladicte année de ladicte somme, pour estre payée ausdictz pauvres, tout ainsin que les années précédentes.

M. l'envoyé de M. d'Apchier a rapporté avoir parlé, avec M. l'envoyé de M. d'Allenc, au sieur Barthélemy ; et après plusieurs discours et exhibitions d'actes que leur a esté faicte par ledict sieur Barthélemy, il leur a protesté qu'il aimoit mieux perdre à l'amiable que de plaider avec le païs, pourveu qu'il pleut à l'assemblée considérer l'affaire ; ayant protesté qu'il a faictz de despans à la poursuite d'icelluy pour plus de 8,000 livres ; et d'aillieurs la juste cause qu'il a d'estre rellevé par ledict païs ; veu mesmes qu'il en a obtenu arrest de condempnation ; n'estant à présent question que d'en faire la licquidation et taxe. Sur quoy, ouy ledict sieur syndic, qui a dict que cest affaire conciste en vériffication d'actes ; ce qui ne se peult faire que sur les productions du procès ; a esté conclud que pardevant lesdictz sieurs commis, sindic et depputés, sera faicte vériffication de cedit affaire et licquidation des prétensions dudict Barthélemy, pour en demeurer d'accord avec luy, s'il se peult. A cest effect les Estatz leur ont donné pouvoir d'accorder et passer sur ce toutes transactions requises et nécessaires.

Sur la requeste présentée par les habitans de la terre et barronnye de Peyre, tendant à ce qu'il plaise aux Estatz de pourveoir aux désordres qui se commettent annuellement en ladicte terre, par le moyen des gens de guerre qui y sont chascun an conduictz pour faire la levée des censives ; attendu que c'est au préjudice et



dommaige du pauvre peuple, qui est contrainct nourrir lesdictes gens de guerre et souffrir plusieurs oppressions à cause de ce. Lecture faicte de ladicte requeste en plaine asssemblée, a esté conclud que mondict seigneur le marquis, sera supplié de pourveoir à l'empeschement desdictz désordres, pour le bien et soulaigement des habitans de ladicte terre.

M. du Bouschet, juge en la susdicte Cour du bailliaige, a remonstré que feu Combes, qui naguères a esté exécuté à mort, en la ville de Mende, d'autorité du prévost de ce diocèze, ayant une maison appelée Ville-neufve, près la montaigne de la Lozère et du Pont-de-Montvert, où il avoit accoustumé se retirer avec ses complices, comme estant fortifiée; du depuis son filz avec quelques aultres sieurs complices et de sondict père, se retirent aussi dans ladicte maison, et se sont fortifiés dans icelle; de sorte qu'on ne les peult attraper pour les mettre entre les mains de la justice, pour estre punis de plusieurs excès et volleries qu'ilz commettent. Et parce qu'il importe au païs que ladicte maison soit razée, pour oster ceste retraicte à telle sorte de gens, suivant mesmes le commandement que mondict seigneur le marquis luy a faict d'en faire ceste proposition; il a requis l'assemblée délibérer sur ledict razement et pourveoir au desdommagement du propriétaire d'icelle, s'il y a lieu. Ouy sur ce ledict sieur syndic, qui a dict que M. le comte Du Roure prétend ladicte maison estre mouvante de sa directe, en oultre qu'il dict icelle luy appartenir, tant comme créancier dudict feu Combes, que par le moyen de la confiscation de biens portée par la sentence de condempnation à mort dudict Combes, attendu qu'il estime ladicte confiscation luy appartient; et par ce



moyen il croiroit avoir de grandz desdommagement contre le diocèse, il luy semble qu'il seroict à propos de scavoir sur ce subject l'intention dudict sieur comte Du Roure, auparavant que dellibérer dudict razement ; a esté conclud que ledict sieur sindic escriira audict sieur comte du Roure, pour scavoir de luy les droictz et inthérestz qu'il a sur ladicte maison et ce qu'il prétendroit en cas que le razement s'en feroict, et après en fera rapport à MM. les commis et depputés dudict pais, pour par eulx estre délibéré sur ledict razement, s'il y a lieu, et à ces fins les requestes et supplications nécessaires à mondict seigneur le marquis sur ce subject.

M. Estienne Armand, lieutenant de M. le prévost général du pais de Languedoc, en ce diocèse, s'estant présenté à l'assemblée, a remonstré avoir faict plusieurs chevauchées extraordinaires avec son greffier et archers, depuis les Estatz derniers et un grand nombre de procédures qu'il a remises devers le greffe de la prévosté dudict pais, aiant faict faire des exécutions à mort et faict fouéter et marquer d'autres, ainsi que se peult voir par les sentences, oultre ce a obtenus décrets de prinse de corps contre plusieurs complices qu'il tache, en toute dilligence, de faire mettre à exécution ; si bien qu'il a dissipé une caballe de volleurs qui s'estoient logés au quartier de Lozère, en nombre de dix ou douze ; du nombre desquelz estoient Bernard Reboul, qui a esté exécuté à mort en la ville de Mende, les autres s'estant rendus fuitifz, de sorte que ce quartier est à présent libre, pour aller et venir, où au contraire les merchans n'ozoient passer auparavant. Et parce qu'il est en continue dilligence pour faire saisir lesdictz complices, tant de ce quartier que aux autres endroictz du diocèse, et



qu'il a faict plusieurs fraiz et despences extraordinaires pour la saisie dudict Reboul et aultres, et qu'il est nécessaire qu'il continue ses chevauchées extraordinaires pour tenir les chemins en seureté et exemptz de volleurs, a requis et supplié l'assemblée y avoir esgard et luy accorder ce qu'elle advisera ; la suppliant de croire qu'encores qu'il aye perdu son filz aîné, pour le service du païs, qui avoit esté receu en l'exercice de ladicte charge en son absence, y ayant trente ans ou environ qu'il a servi ledict païs en icelle ; néantmoingz son oésir n'est à aultre fin qu'à employer le reste de ses ans, au service de Sa Majesté et dudict païs en l'exercice de ladicte charge. Sur quoy, M. le vicaire et président a réparti audict sieur prévost que le païs avoit agréable ses services et l'a exorté de continuer, comme il avoit faict par le passé, et de faire encores mieulx s'il pouvoit pour l'advenir.

M. de Barre a remonstré que sur l'assassinat commis à la foire de la Magdelène dernière, au lieu de Barre, en la personne d'ung filz du sergent Piguet, il auroict faict saisir celluy qui avoit faict ledict assassinat, et après avoir faict faire les poursuittes nécessaires par ses officiers dudict lieu, il l'auroict faict conduire en la Chambre, à Béziers, où il croit d'obtenir bientost arrest de condempnation. Et parce que cest acte est faicte en plainé foire qui touche le général, comme estant exemplaire et que tous les fraiz ont esté par luy fournis, qui reviennent à plus de 500 livres ; et veu que le prisonnier n'a aulcune partie civile, a requis et supplié l'assemblée luy faire imposer la somme de 400 livres, moyennant laquelle il offre payer les espices dudict arrest et tous fraiz de l'exécution d'icelluy ; a esté conclud que ledict



sieur de Barre se retirera à MM. les commis, depputés et syndic dudict païs, ausquelz l'asssemblée a donné pouvoir de faire droict sur sa réquisition.

Les sieurs de Seguin et Borrel ont dict avoir esté advertis de la charge que MM. les commis, députés et syndic dudict diocèse ont donné au sieur de Ferluguet, pour retirer, du sieur trésorier Gallièrès, l'avis et estat de ladicte vériffication des debtes dudict diocèze et aultres actes sur ce nécessaires. Et d'aültant que ledict sieur de Ferluguet n'a tenu compte y satisfaire, par la collision qu'il a avec certains mal affectionnés aux créanciers dudict païs, du nombre desquelz, iceulx Borrel et de Seguin sont, affin de retarder le payement de ce qui leur est deub, ledict sieur Borrel a faict offre de fournir ce qui sera nécessaire pour le recouvrement dudict estat et avis et aultres actes, à la charge d'en estre payé et des intérestz jusques à son effectuel remboursement; protestant, à faulte que lesdictz Estatz n'accepteront ledict offre, de se pourveoir, comme il appartiendra. M. de La Roche, receveur, a faict semblable offre, et encores de fournir ce qu'il faudra bailler, pour obtenir les lettres d'assiette nécessaires sur ledict estat et avis, proveu qu'il aye pouvoir suffizant pour ce faire et pour en estre remboursé, ensemble des inthérestz et des vacations qu'il y emploiera, mesmes du voiaige qu'il offre à cest effect de faire en Cour. Ouy sur ce ledict sieur syndic qui a dict ladicte charge avoir esté donnée audict sieur de Freluguet, pour le tout rapporter ausdictz sieurs commis; a esté conclud qu'il est donné charge audict sieur de La Roche de retirer ledict avis et aultres actes dudict sieur Gallièrès, et de payer 1,000 escus à cest effect pour toutes prétensions dudict sieur Gallièrès et



aultres, pour raison de ladicte vérification, ou faire coucher en l'estat de ladicte vérification 4,200 escus, et après le tout remettre par devers lesdicts sieurs commis, syndic et depputés, pour par eulx estre délibéré, conformément aux précédentes délibérations, ainsin qu'ilz adviseront ; et au cas que le païs vouldroict faire députation en Cour, pour obtenir les lettres d'assiette nécessaires, a esté aussi conclud que le voiaige et députation sera commis audict sieur de La Roche et non à aultre.

Le sieur de La Roche, receveur, a remonstré que, suivant la taxe faicte au Conseil du Roy, par le rolle sur ce ce faict et arrêté, le dernier de mars 1625, tant sur son office de receveur que sur les aultres de ses compaignons d'office audict diocèse, chascun d'eulx ont esté constraintz paier, en aulmentation de finance, pour leursdictz offices, la somme de 2,920 livres ; moyennant le payement de laquelle, le Roy leur accorde à chascun, en l'année de leur exercice, les taxations de 2 deniers pour livre, de toute sorte de deniers extraordinaires, dont ilz feront la recepte, oultre les 8 deniers pour livre dont ilz jouissent ; à cause de quoy a requis l'assemblée luy faire imposer, l'année présente, comme estant en exercice, lesdictz deux deniers extraordinaires que s'imposeront ladicte année, oultre les 8 deniers pour livre à eulx, cy-devant accordez ; revenant à dix deniers pour livre, si mieulx ilz n'ayment le rembourser de ladicte somme principale de 2,920 livres de principal et les fraiz et despans faictz et souffertz pour ce regard. Ven le rolle de ladicte taxe et aultres actes, a esté conclud que le païs remboursera, ledict sieur de La Roche, de ladicte somme de 2,920 livres de principal ; à la charge qu'en cas que la province ou ledict diocèse seroict deschargé



de ladicte augmentation de gaiges desdictz deux deniers pour livre, que ledict sieur de La Roche rendra ladicte somme principale audict diocèse. Et parce qu'icelluy diocèse doibt imposer plusieurs sommes l'année présente et que ladicte imposition sera grande, ledict sieur de La Roche est prié de prester ladicte somme principale audict pais, ou icelle emprunter pour ung an, à la charge d'estre payé d'icelle et des inthérestz et rellevé de tous fraiz et despans qu'il pourroit souffrir pour raison de ce.

Sur la requeste présentée par le cappitaine Sâles, tendant à ce qu'il plaise aux Estatz le rembourser de la somme de 600 livres, qu'il a fourni pour la solde et entènement des soldatz qu'il avoict mis sur pied et iceulx gardés environ deux mois sur le cause de Ste-Enimye, suivant le commandement que luy en avoict esté donné par Mgr le marquis de Portes, pour empescher les volteries et désordres, desquelz les habitans des lieux des environs estoient menacés par les soldatz des garnisons de Compeyre et aultres lieux circonvoisins ; a esté accordé audict sieur Sales, pour toutes sesdictes prétensions, la somme de 400 livres, laquelle lesdictz sieurs commissaires de l'assiette seront requis imposer l'année présente.

Les requestes de Pierre Ouytre et aultres habitans de la terre de Peyre, aiant esté leues en l'asssemblée, a esté conclud qu'icelles seront mises es mains du prévost de ce diocèse, pour informer des faictz portés par icelles.

Sur les requestes présentées par les pères Cordelliers et Carmes des couventz de la ville de Mende, chappelain S. Jean-l'Evangéliste de ladicte ville, Cordelliers et collègiez de Maruejolz, a esté conclud qu'il leur est accordé



la somme de 400 livres, laquelle lesdictz sieurs commissaires de l'assiette seront requis leur imposer l'année présente, pour estre payée suivant la distribution et taxe qui sera faicte à chascun d'eulx par les mandemens et ordonnances desdictz sieurs commis, syndic et depputés.

Aussi a esté accordé à M. Parlier, secrétaire de mondict seigneur de Portes, pour le recognoistre des soingz, peines et vaccations qu'il a employées durant l'année pour les affaires dudict païs et diocèze, tant en Cour pendant le séjour qu'il a faict et en Languedoc, près la personne de mondict seigneur le marquis, que pour l'obliger à continuer à l'advenir, la somme de 400 livres; laquelle aussi lesdictz sieurs commissaires de l'assiette seront requis d'en faire l'imposition.

M. le président a remonstré que pour tesmoigner les obligations et debvoir dont ce païs est tenu envers mondict seigneur le marquis de Portes et luy ayder aulcunement à faire les despences et fraiz extraordinaires qu'il souffre, à cause des particuliers soingz qu'il a pour la conservation et soulaigement de cedit païs à toutes occasions, les effectz desquelz ont esté ressentis par cedit diocèse aulx affaires qui se sont offertz l'année présente, entre aultres pour le deslogement des gens de guerre qui y avoient esté establis au mois d'aoust dernier, par ordonnance de mondict seigneur le Connestable, il s'asseure que la prudence de l'assemblée, aiant agréable la proposition qu'il faict d'avoir esgard à ces extraordinaires despens de mondict seigneur, jugera estre à propos de luy accorder la somme de 6,000 livres comme les années précédentes, ensemble telle aultre somme que l'assemblée advisera; ce qu'ayant esté mis en deslibération, a esté conclud et unanimement arresté



d'accorder à mondict seigneur le marquis, comme ez années précédentes, la somme de 6,000 livres, et oultre ce, pour les soins et despences extraordinaires, de l'année présente, la somme de 3,000 livres, et que MM. les commissaires de l'assiette seront requis de faire l'imposition desdictes deux sommes sur le général dudict diocèse, pour estre levée et payée par le receveur des tailles, aulx termes de ladicte assiette, à mondict seigneur ; et pour le prier d'accepter lesdictes 3,000 livres d'extraordinaires, comme aussi pour donner l'ordre nécessaire que la levée des censives de la terre de Peyre, se face doresnavant sans asssemblée de gens de guerre, ont esté depputés : MM. l'envoyé de MM. du Chappitre de Mende ; de M. d'Aubrac et de M. de Sainte Enimye ; MM. le baron de Peyre, de Montrodât et de Barre, consulz de Mende, Maruejolz, Langoigne, Salgues et Florac.

Lesdictz sieurs depputés vers mondict seigneur le marquis, ont rapporté, par la bouche de l'envoyé de MM. du Chapitre de Mende, avoir faict très-humbles prières à mondict seigneur d'accepter lesdictz 3,000 livres que lesdictz Estatz luy ont libéralement accordé par dessus les 6,000 livres, aussi à luy accordées, comme ez années précédentes ; lequel seigneur marquis leur a faict response, qu'attandu que ce païs estoit chargé de grandes impositions ceste année, qu'il remercioit les Estatz, pour ceste année, desdictz 3,000 livres ; mais si lhors qu'il sera question de faire son ameublement à la maison de ville de la ville de Mende, pour y faire son logement, ledict païs les luy veult accorder, elles seront employées en meubles, affin que plus commodement il puisse faire séjour en ce diocèse. De plus mondict seigneur le marquis leur a promis qu'auparavant son départ de ce païs,



Il donnera l'ordre nécessaire pour empêcher que la levée des censives de la terre de Peyre ne se face avec asssemblée de gens de guerre, pour le soulagement de ladicte terre. Sur quoy a esté conclud que lesdictz 5,000 livres seront imposées l'année présente avec lesdictz 6,000 livres ; que mondict seigneur sera de rechef supplié d'accepter pour faire sondict ameublement audict Mende, afin de luy donner moyen de séjourner avec plus de commodité en cedict diocèse, pour le bien et soulagement d'icelluy.

A MM. de la musique de la ville de Mende, a esté accordé la somme de 420 livres, pour avoir chanté la musique chascun jour à la messe qui s'est dicte à l'entrée desdictz Estatz, de laquelle leur sera expédié mandement sur le receveur dudict diocèse, et MM. les commissaires de l'assiette requis d'en faire après l'imposition.

A Pourcelin, aussi a esté accordé 18 livres, de laquelle luy sera de mesmes expédié mandement sur ledict receveur.

Finallement mondict sieur le président a donné la bénédiction et les Estatz se sont séparés.

Signé : DUMAS, président.

---

1627

*Les commissaires de l'assiette. — Discours d'ouverture de l'assemblée des Etats. — Liste de MM. des Etats. — Protestation du baron du Tournel, au sujet de ses prétentions sur la baronnie de Cénaret. — Admission, sans tirer à conséquence, du prieur de Prunières, pour*



*M. d'Apcher. — Indemnité à MM. les députés. — Contestations au sujet de la vente du sel. — Admission de divers procureurs. — Droit d'équivalent affermé à M. Pierre Salesses, écuyer. — Proposition au sujet des offices de regrattiers. — Dette au profit de Mademoiselle Diane Janin, représentant M. Farnier. — Regrattiers. — Mesures à prendre pour empêcher la sortie des blés. — M. Armand, prévôt de la maréchaussée, se démet de sa charge. — Dépenses pour exécution des criminels à rembourser au baron de Peyre. — Frais contre Jean Roux, dit le capitaine Pouget. — Vol de bœuf commis au détriment de Mme de Saint Vidal. — Admission du consul de S. Alban. — Imposition en faveur de MM. Delom et Gallièrès. — Somme due à M. de S. Rome. — 400 livres pour la construction d'un pont à St-Etienne-Vallée-Française. — Gratification à un militaire blessé. — Réquisition des habitants du Collet et de St-Hilaire-de-Lavit, comme ils sont restée fidèles à Sa Majesté, et payé les charges imposées par ses ordres. — Gratification. — Créanciers du pays. — Mesures à prendre dans la prévision des troubles. — Propositions faites au pays pour la vente des offices de regrattiers. — Plaintes contre les officiers de Châteauneuf. — Requête de M. Armand, prévôt de la maréchaussée. — Gratifications à diverses communautés religieuses, à M. le marquis, à Mme la marquise de Portes et à M. Parlier, secrétaire de M. de Portes. — Clôture des Etats.*

L'an mil six cens vingt-sept et le lundi 21<sup>e</sup> jour du mois de juing, de matin, en la ville de Mende, les gens des Trois Estatz particuliers du diocèse de Mende, pais de Gévaudan, après que, suivant la coustume ancienne,



ilz ont ouy la messe du Saint-Esprit, cellébrée dans l'église cathédralle dudict Mende, estans assamblés dans la salle haulte des maisons épiscopalles, en vertu des commissions de nosseigneurs les commissaires, présidans pour le Roy aux Estatz généraulx de Languedoc, tenus à Béziers ez mois de mars, avril et may derniers; seroient venus en ladicte asssemblée Mgr le marquis de Portes, lieutenant pour Sa Majesté ez pais de Gévaudan, hautes et basses Cévennes : nobles François de Molette, seigneur de Morangiez et de La Garde, commissaire principal de l'assiette dudict diocèse, l'année présente; Guillaume Du Mazel, sieur du Pivou et de Remieyse, bailly de Gévaudan; Aldebert Vacheri, docteur ez droitz, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Mende; Hierosme Arlet et Estienne Constans, merchans, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consulz de ladicte ville; et Pierre Salesses, escuier, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejolz, commissaires ordinaires de ladicte assiete. Et après que par chascun d'eulx leur place et ordre accoustumé a esté pris, mondict seigneur le marquis a dict qu'il prie Dieu de tout son cœur qu'il luy plaise faire la grâce à Sa Majesté de maintenir ce royaume en paix et particulièrement la province de Languedoc et ce diocèse, comme il a faict durant ces derniers mouvemens, et que ceste paix peult estre conservée en ladicte province et diocèse par la présence de Mgr de Montmorancy, estant en ladicte province, comme il est à présent, et par ce moyen que ce diocèse n'aye plus besoin dans le trouble de ses services; lesquelz toutesfois il offre de continuer de toute son affection, tant pour la conservation de la paix que en toutes occasions qui se présenteront pour le bien du service du Roy, repos et soulagement dudict diocèse, sans y espargner ses moyens e creanc ny mesmes son propre sang.



Ensuite de quoy, noble et vénérable personne M. M<sup>e</sup> Jacques Dumas, docteur ez droictz, chanoine en ladicte église cathédrale, vicaire géuéral de Mgr l'évesque de Mende, comte de Gévaudan et président ausdictz Estatz, a aussi dict : Messieurs, il y a trois sortes de saige conduite comme trois généralles conditions en la vie humaine : la première, est celle de l'homme qui n'a charge que de soy mesme ; la seconde, de celluy qui a une économye ou une famille à conduire, et la troisième regarde l'administration et le desmèlement des affaires publiques ; et de ceste troizième, l'entretien me semble estre plus convenable, comme il est plus analogique à la convocation de ceste asssemblée. Ceste saige conduite est la prudence mesmes et une vertu par laquelle l'homme faict et pratique avec une droicte raison tout ce qui est de plus sortable à soy ou au publicq, selon la différence de sa condition, et ce que la sapiance ou la science nous apprennent, scavoir est de cognoistre les raisons universelles des choses et ladicte fin où il les fault rapporter. La prudence en faict l'application selon les particularités et circonstances des affaires qui se présentent ; elle n'est pas moingz nécessaire à l'homme que l'art à l'ouvrier ; d'où un ancien appelloit la prudence : l'art de bien vivre. Et comme l'ouvrier sans l'art, bien qu'il eust les outiliz, n'auroit pas l'adresse d'imprimer en la matière la forme générale ; de mesme l'homme peu circonspect gasteroit les affaires au lieu de les accommoder, et la seule différence qu'on scauroit faire d'ung mauvais ouvrier avec l'homme trop esvanté en ses actions, seroit à l'ung d'avoir gasté le métal, le bois ou la pierre ; et l'autre soy mesme, son économye ou les



affaires publiques. Cassian expliquant ce mot de l'évangile : ton œil est la lampe de ton corps, entend par cet œil la prudence, qui est l'œil de l'âme. C'est cet œil veillant et ouvert qu'on voit sur le sceptre des Egyptiens et qui doit étendre sa circonspection de tous côtés, jusques aux plus menues particularités qui se rencontrent en la variété des affaires. Messieurs, ceste vertu est la royne des autres ; elle a ses dames d'honneur et se trouve ordinairement suivie de trois autres vertus : de la saine consultation, de la solidité du jugement et de la fervente exécution. Le bon conseil pèse les choses autant qu'il est nécessaire pour bien dresser l'action, prévoit les conséquences et se précautionne contre les empeschemens. Platon dit à ce propos que la consultation est quelque chose de divin et de sacré ; et le philosophe en rétorique : que les plus excellens d'entre les Romains sont les bons conseillers d'estat. Et S. Bazille : que le conseil est une chose divine. La prudence, sans le conseil, n'est nullement droicte, mais bien folle et téméraire. La seconde qualité qui la doit suivre est celle du bon jugement, pour tirer de saines conclusions des principes de la loy commune, et examiner ce qu'il faut faire selon la raison naturelle quant il n'y a point de loy expresse ; et sans le jugement, la prudence seroit aussi vaine, derréglée et infructueuse ; elle seroit encore oiseuse si la troisième qualité qui regarde le commandement ou l'exécution ne se trouvoit en elle.

Mais disons encore que par dessus tout cela, ceste vertu seroit trompeuse et fardée, si elle ne découvroit en nous de la source des autres vertus, c'est-à-dire de la divinité même. Le roy David parlant à Dieu disoit : Seigneur, vous m'avez rendu prudent par votre parole ;



et l'esprit de Dieu par la bouche du plus saige des roys, nous deffend de nous appuier sur notre propre prudence. S. Paul en prononce le mesme, quand il dit : ne prenez pas votre prudence de vous mesmes. Il faut doncques regarder attentivement à la loy de Dieu, parce qu'elle calme les passions de l'âme ; lesquelles faisant lever ung broilhart espés en la partie supérieure de l'âme, offusquent l'œil de la raison et empeschent la saine consultation et le droict jugement que la prudence doit fournir aux actions de ceste vie, ne nous estant que trop cognu que les affections des mesures font glisser en l'âme une maligne disposition qui faict errer le conseil au choix de la fin, le jugement en l'eslite des moyens les plus sortables et font perdre le temps propre à l'exécution. Admirons Jules César, lhorsqu'il prononce dans Saluste ceste bonne maxime d'estat que ceulx qui consultent doibvent estre vuides de toutes passions qui offusquent l'esprit et l'empeschent de voir la vérité. A votre advis, Messieurs, qu'elle plus droicte reigle pour modérer ces mouvemens de la nature que le précepte de l'auteur de la nature mesmes, ny de plus forte bride pour le contenir, que sa crainte qui seulle doit refrener en l'homme l'irascible et la concupiscence. Monseigneur, ceste vertu estant l'une de voz plus grandes habitudes, il m'en pourroit prendre d'en parler si faiblement devant vous, comme il fist aultrefois à celluy qui s'estant apri-voisé à descourir, devant le grand Annibal, de la pratique de l'art militaire, n'en rapporta qu'ung soubzrire de mespris. Vous avez de prudence pour vous et pour nous ; s'en est ung des effectz que vous sorties de contracter une alliance si honorable en l'une des plus grandes et anciennes maisons de ce royaume. Ce mariage



est la satisfaction à nos vœux et l'espérance certaine d'en voir germer une loagne durée de protection par ceulx de vostre maison sur tout ce païs. C'est le bon augure de l'apparition des deux feux que les mariniens modernes appellent S. Herme ; et nostre joye et nos souhaictz nous y font prononcer comme faisoient les romains aux nobces les plus cellèbres Tallation, et prenant part à tout ce qui vous touche, nous vous en disons avec que liberté nostre joye, mais avec que passion aussi, nous vous confirmons nos plus fidelles services.

Ledict sieur de Morangiez, commissaire principal, a remonstré que le plus important affaire de l'assemblée est de pourveoir promptement à l'imposition des sommes esquelles ce diocèse se trouve cottizé par les commissions desdictz Estatz généraulx et que ce seroit superfluité d'uzer d'autres discours ; offrant de sa part, avec les aultres sieurs commissaires ordinaires, de vacquer avec toute la dilligence, à eulx possible, à effectuer le contenu ausdictes commissions, affin que les affaires de Sa Majesté n'en reçoivent par ce deffault aulcung retardement. Et sur ce, par ordonnance desdictz sieurs commissaires, aiant esté faicte lecture desdictes commissions, en plaine assemblée, et la continuation d'icelle permise, ainsi qu'est accoustumé, et mondict seigneur le marquis et sieurs commissaire principal et bailly, estans sortis de l'assemblée, a esté à l'instant procédé à la lecture du roolle des sieurs depputés desdictz Estatz particuliers, et qui ont accoustumé d'avoir entrée et voix délibérative en iceulx. Et ont esté trouvés présens et assistants, assavoir, pour l'ordre ecclésiastique : M. M<sup>r</sup> André de Chanoillet, docteur ez droictz, chanoine et official en l'église cathédrale de Mende, envoyé et depputé du



**Chappitre de ladicte église ; M<sup>e</sup> Pierre Pégurier, docteur en théologie, sacristain d'Aubrac, envoyé de M. d'Aubrac ; M<sup>e</sup> André Baissenc, docteur et avocat, envoyé de M. de Sainte Enimye : M<sup>e</sup> Estienne de Colombet, docteur ez droictz, envoyé de M. de Lengoigne ; M<sup>e</sup> Anthoine Destructis, aussi docteur ez droictz, envoyé de M. des Chambons ; M<sup>e</sup> Jean de Jean, de mesmes docteur ez droictz, envoyé de M. de S. Jean. Pour MM. les barons : noble Pierre Daran, sieur de La Condamine, baron de Peyre, en personne ; noble François de Pierrebesse, sieur de Clastres-basses, envoyé de M. le baron de Céneret, baron du tour, l'année présente ; M<sup>e</sup> Jean Borrelli, docteur ez droictz, sieur de Salesses, envoyé de M. le baron du Tournel ; Anthoine de Nugiez, sieur de La Roche, envoyé de M. le baron de Canilhac. Pour les autres MM. nobles : M<sup>e</sup> Guillaume Langlade, docteur ez droictz, envoyé de M. de Montauroux ; noble Louis Adam de Robert, sieur de Chazalz, envoyé de M. de S. Auban ; noble Nicolas de Gibertés, sieur d'Aubenas, envoyé de M. de Montrodât ; M<sup>e</sup> Guillaume Bardon, docteur ez droictz, envoyé de M. de Mirandol ; noble Jean Sales, envoyé de M. de Sévérac ; noble Jean-Jacques de Columb, receveur des décimes du diocèse de Mende, envoyé de M. de Portes ; noble Louis de Bressolles, sieur de Villerousset, frère et envoyé de M. de Servièrre ; noble Pierre de Sales, envoyé de M. d'Arpajon ; M<sup>e</sup> Claude de Cavata, bachelier ez droictz, envoyé de MM. les consulz nobles de La Garde-Guérin. Et pour le Tiers-Estat : MM. Aldebert Vacheri, docteur ez droictz ; Hiérosme Arlet ; Estienne Constans, merchans, 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consulz de la ville de Mende ; Pierre Salesses, escuyer ; Estienne Julien et Jean Reynoard, merchans, 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et**



3<sup>e</sup> consulz de la ville de Maruejolz ; Jean Vidal, marchand et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Chirac ; Gilbert Martin, bourgeois et 1<sup>er</sup> consul de la ville de La Canourgue ; Jean Gallin, bourgeois et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Saint-Chély-d'Apchier ; Gabriel de Brun, docteur en médecine, 1<sup>er</sup> consul de la ville du Malzieu ; Mathieu Jassin, docteur ez droictz, envoyé des consulz et habitans d'Yspaniac ; André Comte, docteur ez droictz, envoyé des consulz et habitans de Sainte-Enimye ; Guillaume Bartier, 1<sup>er</sup> consul de Châteauneuf-de-Randon ; Estienne Moure, sieur de Rouziers, envoyé des consulz et habitans de Serverette ; Jean Julien, lieutenant de Baillie en la ville de Lengoigne, envoyé des consulz et habitans de ladicte ville ; Pierre Reversat, praticien, envoyé des consulz et habitans du mandement de Nogaret. Tous quelz susnommés envoiés, aiant remis leurs procurations, elles ont esté leues en plaine asssemblée.

Dudict jour, vingt unième dudict mois de juing, mil six cens vingt-sept, de rellevée.

Ce sont présentez M. Anthoine Aldin, docteur ez droictz, juge en la commanderie de Paliers, envoyé de M. de Paliers : noble Maximilian d'Apchier, prieur et seigneur de Prunières, envoyé de M. le baron d'Apchier ; noble Pierre de Rochemeure, sieur de Fraisse, envoyé de M. d'Allenc : noble Claude de Chappelain, sieur du Cros, envoyé de M. de Gabriac ; noble César de Thézan, sieur de Laval, frère et envoyé de M. de Barre : M<sup>e</sup> Pierre Martin, docteur ez droictz, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Salgues ; M<sup>e</sup> Anthoine Malafosse, docteur ez droictz, sieur de Carnac, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Florac ; François Sebatier, sieur de la Boyssonnade, envoyé du consul de



Saint-Estienne-de-Valfrancisque ; Charles Plantavit, 1<sup>er</sup> consul de la viguerie de Portes ; M<sup>e</sup> Pierre de Tinel, envoyé des consulz et habitans de Barre. Tous lesquelz sieurs depputés aiant remis leurs procurations et icelles leues en l'assemblée, et après que par eulx, ensemble par les aultres sieurs depputés qui se sont présentés ce jourd'huy matin, a esté presté le serement en tel cas requis ez mains de M. le président, tous ont esté receus en ladicte asssemblée.

Et à l'instant, sur la réception du sieur de Clastres-basses, envoyé de M. le baron de Céneret, estant en tour de baron, l'année présente, le sieur de Salesses, envoyé de M. le baron du Tournel, a dict que ladicte réception ne peult préjudicier aulx droictz que ledict sieur du Tournel a sur ladicte baronne de Céneret ; de quoy il proteste par exprès ; requérant l'assemblée faire escrire ses protestations : a esté conclud que ledict sieur de Clastres-basses est receu sans préjudicier aulx droictz que ledict sieur du Tournel prétend avoir sur ladicte baronne de Céneret, à cest effect que les protestations dudict sieur de Salesses, seront escriptes au présent verbal.

M. le baron de Peyre, aiant remonstré que le sieur prieur de Prunières estant receu en l'assemblée, comme envoyé de M. le baron d'Apchier, l'ordre se trouve perverti, d'autant qu'un ecclésiastique ne peult occuper la place d'ung baron, suivant les précédentes délibérations et règlement de la province de Languedoc et du présent païs ; a esté délibéré que ledict sieur de Prunières est receu sans conséquence et que conformément ausdictz réglemens et précédentes délibérations du présent païs, MM. les ecclésiastiques sont exortés d'envoyer de gens d'église, et la noblesse de personnes de leur qualité.



M. le syndic a représenté que pour réformer les taxes du deffray de MM. les ecclésiastiques et nobles qui assistent aux présens Estatz, attendu que toutes les années lesdictes taxes excèdent de beaucoup les sommes permises d'imposer pour ledict deffray ; et veu que celluy de MM. les consulz se trouve taxé à raison de 50 sols par jour, il est nécessaire, pour faire taxe modérée ausdictz sieurs ecclésiastiques et nobles, que l'assemblée soit informée de la teneur des instructions de MM. les commissaires principal et ordinaires du présent diocèse, suivant lesquelles ledict deffray doit estre par eux taxé. Et sur ce, lecture faicte desdictes instructions en plaine assemblée ; a esté conclud que lesdictz sieurs commissaires sont priés de faire la taxe dudict deffray à la plus grande modération que faire se pourra.

Ledict sieur syndic a remonstré qu'ung des importants affaires que ce païs aye pour le présent, est celluy des regrettiers. Lesquelz, depuis les Estatz derniers qu'ilz furent establis en ce diocèse, voiant que ces offices leur sont plus à perte que à proffict, tant à cause des commis qu'ilz sont constraintz entretenir en divers lieux et de peu de débite qu'ilz font du sel, que aultrement ont obtenu ordonnance de MM. les viziteurs généraulx des gabelles en Languedoc le 26<sup>e</sup> may dernier, par laquelle il est inhibé à tous muletiers et voicturiers de ne mettre ny exposer en vente aucun sel que les jours de foires et de marché seulement et sans faire aulcung entrepos. Et ne pouvant vandre lesdictz jours qu'ilz l'apportent en aultre foire ou marché, et en cas de contrevention en enquis par le premier docteur gradué. En vertu de laquelle ordonnance, le sieur de Farges auroit faict faire vizite en plusieurs lieux ; croyant faire condamner



ceulx qui auroient du sel en entrepos, en amandes et despans et faire confisquer ledict sel ; et ensuite faire faire les susdictes inhibitions aux muletiers et aultres et mesmes aux consulz de ceste ville de Mende et aultres du diocèse, de ne rien permettre ny souffrir au préjudice de ladicte ordonnance et desdictes inhibitions, à peine d'encourir les mesmes condempnations des contrevenans ; tellement que si ladicte ordonnance subsiste, le pauvre peuvre souffrira de grandes incommodités, tant parce qu'ilz seront constrainctz prendre du sel à petites mesures desdictz regretiers, au pris qu'ilz voudront, attendu qu'il ne leur est permis vendre à grandes mesures, qu'à cause que le commerce, pour la vante du sel que les muletiers peuvent faire à grandes mesures seroict entièrement rompu pour n'avoir temps ny commodité pour la vandre ; ce que reviendroict à grand préjudice au publicq. Oultre lesquelles inhibitions, le sieur de Farges aiant faict arrester le sel de certains muletiers dans ledict Mende, ledict sieur syndic la leur auroit faicte rendre, et pour le bien du peuple, faict icelle exposer en vente en la manière accoustumée, à grandes mesures, non obstant lesdictes inhibitions. Ce qui se continue encores, soubz promesse verballe qu'il auroit faicte ausdictz muletiers, soubz le bon plaisir des Estatz, qu'ilz seront garantis et rellevés du tout par le général dudict pais. Et parce que ledict sieur de Farges, se jacte de poursuivre criminellement lesdictz muletiers et aultres qui ont contrevenu ausdictes inhibitions, en vertu des inquisitions qu'il en a faict faire, et que ledict sieur syndic a promis, au nom dudict pais, ladicte garantie et relief ausdictz muletiers, et oultre ce, qu'il a rellevé appel de ladicte ordonnance en la Cour des Aydes de Mont-



pellier, attendu que par les articles accordés par la province de Languedoc avec le sieur Esguiés, propriétaire desdictz offices de regretiers, confirmés par arrest du Conseil du Roi du . . . . et enregistrés en ladicte Cour des Aydes, par son arrest du . . . . il est deffendu ausdictz regrettiers de vendre que à petites mesures seulement et permis aux muletiers et voicturiers de vendre tous les jours à cartes et demy cartes, et, aux villes capitales, de commettre ung commis pour tenir provision du sel et la vendre à grandes mesures et en prouvoir les aultres villes et lieux des diocèzes, de sorte que par ces raisons et contre lesdictz articles et arrestz, ladicte ordonnance ne pouvant avoir lieu, il a requis l'assemblée luy prescrire et ordonner ce qu'elle advisera pour le bien et soulagement du pauvre peuple. Sur quoy lecture faicte des copies desdictz articles et arrestz et de ladicte ordonnance et aultres actes, a esté délibéré et conclud que ledict sieur syndic poursuivra et fera donner arrest en ladicte Cour des Aydes de Montpellier sur l'appel par luy relevé en icelle de la susdicte ordonnance desdictz sieurs viziteurs généraulx, aux fraiz et despans du général dudict diocèze, et que en temps et lieu il rellevra aussi appel, en ladicte Cour, de la taxe faicte du pris du sel par lesdictz sieurs viziteurs généraulx si ladicte taxe se trouve excessive. Et pour raison de la contravention faicte, par les muletiers ou aultres, à la susdicte ordonnance, à cause de la vente par eux faicte tous les jours ; a esté de mesmes conclud que ledict syndic prendra le faict, cause et garantie pour eux, et qu'ilz seront relevés aux fraiz et despans dudict pais, tant pour le principal que de tous despans, dommages et inthérestz et de toutes condempnations qui pourroient



estre ordonnées contre eulx. Et attendant que ladicte cause d'appel soict vuydée, les muletiers et voicturiers pourront vendre le sel tous les jours, à cartes et demy cartes, comme ilz faisaient auparavant ladicte ordonnance ; et en cas d'empeschemens, ledict sindic fera oster lesdictz empeschemens le plus dilligemment qu'il pourra et les garantira et les rellevera du tout aux fraiz et despans dudict pais et diocèze.

Du mardy, vingt-deuxiesme dudict mois de juing, mil six cens vingt-sept, de matin.

Se sont présentez M<sup>e</sup> Pierre Lobery, docteur ez droictz, lieutenant au duché de Mercœur, envoyé de M. le baron de Mercœur ; noble Pierre de Bressolles, escuyer, sieur de La Bessière, envoyé de M. le baron de Randon, et noble Jacques Baillergrau, sieur de Lorays, envoyé de M. le baron de Florac. Lesquelz aiant remis leurs procurations et presté le serement requis ez mains de mondict sicur le président, ont esté receus en l'assemblée.

Ledict sieur sindic a représenté que suivant les articles faictz aulx Estatz généraulx de la province, pour raison de l'affirme du droict de l'équivalent qui se lève dans icelle, les fermiers dudict droict doibvent bailher, à chascun diocèze, ce cautions resseantes et solvables, pour l'assurance du payement du pris de ladicte ferme ; et parce que Pierre Salesses, escuyer, qui est fermier général du présent diocèze, pour le trienne prochain, luy a baillé le nom et surnom de ses cautions, qu'il a faict venir en la présente ville de Mende, pour estre receus pour ses cautions, ledict sieur sindic a requis l'assemblée délibérer sur la réception d'icelles. Et sur ce lecture faicte du roolle desdictes cautions, qui sont, assavoir :



noble Aldebert de Seguin de Born, sieur de Prades; M<sup>r</sup> Jean Ruat, sieur de Sarroul, docteur ez droictz, de la ville de Saint-Chély; Augustin Vidal, bourgeois; M<sup>r</sup> Jacques Jourdan, docteur ez droictz; Pierre Jalquet, notaire royal; Pol Borrelly, aussi notaire royal de la ville de Maruejolz; Pierre Barthélemy, bourgeois, dudict Saint-Chély; a esté délibéré et conclud que MM. les commissaires de l'assiette, avec l'assistance de MM. les commis, depputés et syndic dudict païs, sont priés de recevoir lesdictes cautions, comme aiant esté trouvées suffizantes par ladicte asssemblée; et à ces fins que par eulx le contract de la réception desdictes cautions en sera passé audict sieur de Salesses, soubz les obligations, clauses et conditions en tel cas requises et accoustumées.

Sur les requestes présentées par plusieurs habitants des villes et lieux du présent diocèze, tendant à faire remettre les ruynes des pontz qui les avoizinent, et pour oest effect faire imposer les sommes ausquelles lesdictes repparations peuvent revenir; ouy ledict sieur syndic, qui a dict avoir faict la vizite et vériffiéation de quelques-ungz, suivant les précédentes délibérations, et trouvé que partie d'iceulx sont tombés en ruyne par la négligence des communaultés plus proches ou intéressent à iceulx, à faulte d'avoir faict faire les réparations nécessaires à mezure que les ruynes en estoient faictes; et à ces fins y employer ce qu'ilz doibvent payer par préciput, ensemble la portion de ceulx que y prennent péages s'il y en a, et si cela ne suffizoit, y appeller le païs; mais au lieu de ce faire, ont souffert que lesdictes ruynes se sont augmentées, de sorte qu'il y en a qui sont dangereux d'estre entièrement démolis et ruynés si promptement il n'y est pourveu, sans attendre la per-



mission d'imposer la contribution que ledict païs y doit  
A cause de quoy a requis l'assemblée en délibérer ; et,  
sur ce, lecture faicte desdictes requestes, a esté conclud  
et arresté que ledict sieur syndic continuera ladicte  
vizite et vérification par tout ce diocèse, pour en faire  
rapport aux prochains Estatz ; et cependant, pour le  
regard des ponts plus pressés à remectre, pour esviter la  
ruyne entière, s'il n'y estoit promptement proveu, que  
ladicte vérification et moings dictes faictes, et les forma-  
lités requises et accoustumées gardées et observées con-  
formément aux précédentes délibérations, et desduict la  
portion des villes ou lieux plus proches ou intéressés, et  
celle de ceux qui prennent le droict de péage, s'il n'y en  
a les pris faictz, en seront faictz et passés, au moingz  
disant et faisant la condition meilleure, par MM. les com-  
mis, depputés et sindic dudict païs, et la portion dudict  
païs empruntée par les habitans desdictes villes ou  
lieux, et par eulx payées à ceulx qu'il appartiendra, à la  
charge qu'ilz seront rellevés et remboursés par le géné-  
ral dudict diocèse, et que, pour en faire l'imposition,  
ledict sindic en poursuivra la permission, par tout où  
besoing sera, et cependant et jusques à leur rembourse-  
ment, que ledict païs payera l'intérêt de sadicte portion  
à ceulx qui en feront le prest et advance.

Le sieur de Farges a remonstré que depuis les Estatz  
derniers, que l'establissement fut faict en ce diocèse des  
offices de regretiers, il n'a trouvé personne qui aye voulu  
entendre à l'achept desdictz offices ; ce qui l'a obligé,  
pour en faciliter la vente, de poursuivre plusieurs or-  
donnances qu'il a obtenues de MM. les viziteurs géné-  
raulx, à l'exécution desquelles il a surceu jusques à  
maintenant, sur l'espérance qu'il a, qu'en suite de l'ac-



comodement qui fut commencé avec luy ausdictz Estatz derniers, le païs luy payera la valleur desdictz offices, et, ce faisant, les prendra sur soy pour mettre ledict païs, par ce moyen, en la première liberté. A cause de quoy il a requis l'assemblée luy déclarer son intention, affin qu'il se puisse pourveoir des remèdes permis en justice, protestant que tout son désir est de demeurer d'accord avec ledict païs ; a esté conclud qu'il sera faicte deputation devers ledict sieur de Farges, pour scavoir de luy sa dernière résolution du pris desdictz offices. Et à l'instant ont esté nommés et députés MM. les envoyés de MM. du Chapitre de Mende, de M. d'Aubrac, de M. le baron de Peyre, de MM. de Barre et de Gabriac et de MM. les consulz des villes de Mende, Maruejolz et Le Malzieu.

Dudict jour, vingt-deuxiesme dudict mois de juing, mil six cens vingt-sept, après midy.

S'est présenté M<sup>e</sup> Jacques Chirouze, notaire royal de la ville du Puy ; lequel pour et au nom de damoiselle Drianne Janyn, vefve de M<sup>e</sup> Jean Deireil, vivant sieur de Cornay, ayant droict de feu Mathieu Farnier, a dict avoir obtenu lettres d'assiette du grand sceau, du XI febvrier dernier, portant permission de faire imposer sur le présent diocèze, au nom de ladicte damoiselle Janyn, la somme de 3,705 livres, sur et tant moins du debte deub par ledict païs audict sieur Farnier, selon la vérification qu'en a esté faicte par MM. Delhom et Gallières, trésoriers de France et commissaires à ce commis par Sa Majesté ; ladicte somme payable en deux années, savoir : la moitié l'année courante et l'autre moitié l'année prochaine ; à cause de quoy a requis l'assemblée faire im-



poser la moitié de ladicte somme, conformément ausdictes lettres d'assiette, ladicte courante année, et délibérer que, ladicte année prochaine, l'autre moitié sera imposée. Et sur ce, lecture faicte de l'arrest du Conseil de Sa Majesté et lettres d'assiette susdictes, a esté conclud que, par MM. les commissaires de l'assiette de l'année courante, la moitié de ladicte somme sera imposée au nom de ladicte damoiselle Janyn, et l'autre moitié l'année prochaine, suivant lesdictz arrest et lettres d'assiette, sur et tant moingz du debet dudict sieur Farnier, dont ledict païs demeurera d'autant quicte envers les héritiers dudict Farnier, sur ce que leur peult estre deub, après avoir appuré ses comptes et obtenir main levée des banymens.

Messieurs les depputés vers le sieur de Farges, par la bouche de M. l'envoyé de MM. du Chapitre de Mende, ung d'iceulx, ont rapporté avoir parlé et conféré avec ledict sieur de Farges, mesme en la présence de Mgr le marquis de Portes, et n'avoir rien peu avancer au profit du païs, d'autant qu'il s'est tousjours tenu aulx propositions qu'il a faictes, grandement préjudiciables au diocèze, desquelles il a baillé les mémoires à M. le syndic, et en aiant esté faicte lecture ; a esté délibéré qu'attandu qu'elles sont contre les arrestz et règlement faictz sur ce subject, que lesdictz mémoires seront rendues audict sieur de Farges.

M. l'envoyé de M. de Mercœur a exposé, de la part des habitans de la ville de Salgues, que ceulx qui ont de bledz en ladicte ville et ez environs, le font porter et vandre ordinairement en Auvergne et aultres quartiers de ce diocèze, de sorte que lesdictz habitans ne trouvent point de bled pour achepter, encores qu'ilz aient



l'argent en mains, soubz prétexte de ce qu'il se vent plus en Auvergne et aultres lieux ; tellement que si ce désordre continue, le pauvre peuple du quartier des montaignes sont en danger de mourir de faim à faulte d'avoir de bled. A cause de quoy, a requis l'assemblée ordonner qu'il sera inhibé à tous qu'il appartiendra, de ne transporter les bledz hors du diocèze ; et attendu la grande nécessité qu'il en y a et qu'ilz le vandront au pauvre peuple, à pris raisonnable, qui sera taxé par les officiers des lieux ; a esté conclud que Mgr le marquis de Portes sera supplié très-humblement, de la part de l'assemblée, de pourveoir à ce désordre et d'en donner son ordonnance, telle qu'il jugera, pour le bien et soulagement du pauvre peuple et du général dudict diocèze.

M. de Prunières, envoyé de M. d'Apchier, a dict que le sieur Armand, prévost en ce diocèze, estant à présent réduict en tel estat qu'il ne peult plus servir au païs, à cause de son indisposition et vieillesse, ne pouvant faire les chevâchées requises et nécessaires pour le diocèze, il a requis l'assemblée de pourveoir en ladicte charge tel aultre cappable qu'elle advizera pour le bien. Sur quoy, a esté conclud, que par MM. les commis, depputés et sindic dudict païs, pardevant mondict seigneur le marquis, sera pourveu au régleme[n]t de la prévosté dudict païs, tout ainsi qu'est porté par les précédentes délibérations.

M. le baron de Peyre a exposé que pour le bien du païs, il a faict saizir en sa baronnye plusieurs volleurs, et iceulx faict mettre entre les mains du prévost dudict païs, qui leur a faict leur procès de son autorité, entre aultres Pierre Aujollet, dit Jambe-de-bois, qui a été exécuté à mort, d'autorité dudict sieur prévost, près le



lieu de Coffignet, en ladicte terre de Peyre ; et d'autant que ledict Aujollet n'y aultres n'avoient aucune partie civile et qu'il aourny tous les fraiz, mesmes ceulx de la conduicte dudict Aujollet audict lieu de Coffignet, et de son exécution, revenant tout, à plus de 600 livres ; a requis l'assemblée le faire rembourser desdictz fraiz ; a esté conclud qu'il sera pourveu de taxe audict sieur de Peyre, pour les fraiz qu'il peult avoir fourniz contre ledict Aujollet, par MM. les commis, depputés et sindic dudict païs, et ce que par eulx luy sera accordé pour ce regard, imposé l'année présente ; n'y aiant lieu, pour les aultres, attendu qu'ilz avoient partie civile ou qu'ilz estoient domicilliers dans le païs.

Sur la requeste présentée par M. Jean Chauvet, prêtre de Maréjolz, tendant à ce qu'il luy soict accordé les fraiz qu'il a faictz ou qu'il luy conviendra faire à la poursuite qu'il a faicte pardevant le prévost dudict païs contre Jean Roux, dict le cappitaine Pouget, et qu'il continue encores en la Cour de parlement de Tholozé, où ledict Pouget a esté conduit ; attendu mesmes qu'il est question de plusieurs excès, commis dans le païs de Gévaudan ; a esté conclud que ledict Chauvet se retirera pardevant MM. les commis, depputés et sindic dudict païs, ausquelz l'assemblée a donné pouvoir de luy faire droict sur sa requeste et luy accorder ce que par eulx sera advisé.

Sur la réquisition faicte par le sieur de Clastres-basses, à ce qu'il soict enjoinct audict sieur prévost d'informer de la vollerie faicte, à la dame de S. Vidal, d'ung sien paire de boeufz ; a esté conclud que, par ledict sieur



prévost, sera informé de ladicte vollerie et l'inquisition faicte estre remize devers MM. les officiers du bailliaige de Gévaudan, pour estre par eulx ordonné sur icelle ce qu'ilz verront à faire, et ce touteffois aulx fraiz et despans de ladicte dame de S. Vidal, et sans que le pais entre en aulcuns despans pour ce regard.

Du mercredy, vingt-troisiesme jour dudict mois de juing, de matin.

S'est présenté M. Jean Pic, chirurgien, consul de S. Auban, qui a remis sa procuration, et lecture faicte d'icelle et ayant presté le serement accoustumé, entre les mains de M. le président, a esté receu en l'assemblée.

Le sieur de Ferluguet a remonstré comme, par délibération de MM. les commis, du 27 décembre 1625, il fut chargé d'emprunter, au nom dudict pais, la somme de 3,000 livres, pour icelle payer à M. le trésorier Gallières, pour les vaccations par luy, le feu sieur Dellom, aussi trésorier de France et aultres, exposés en ce diocèse, pour la vériffication faicte des debtes dudict pais, comme commissaires depputés à ce par Sa Majesté; et à ces fins, de retirer l'estat de ladicte vériffication et tous aultres actes remizes devers eulx, avec quictance de ladicte somme, tout ainsi qu'est porté par ladicte délibération. En vertu de laquelle, ayant faict voiaige esprès au bas Languedoc, pour emprumter ladicte somme, faire ledict payement et retirer lesdictz actes, il n'auroit treuvé personne qui luy eust voulu prester icelle, sans aultre nouvelle délibération ou procuration du sieur Bourrel, bourgeois, de Mende; à cause de quoy, il seroit retourné sans rien faire. Ce qu'ayant esté



représenté ausdictz sieurs commis, ilz auroient prins aultre délibération le 20 de may 1626, et ensuite d'icelle, ledict sieur Bourrel, luy auroit baillé sa procuration, suivant laquelle il seroict de rechef allé au bas Languedoc et emprunté la somme de 5,750 livres, dont il se seroit obligé envers le sieur Baudan, conseiller et maistre en la Chambre des Comptes ; et à l'instant, de ladictte somme, en auroit payé, audict sieur Gallières, la somme de 3,600 livres, dont il en a quittance, tant de luy que de la vefve dudict sieur Dellom, attendu qu'ilz ne se sont voulu contenter des 3,000 livres, contenus en la susdictte délibération et procuration, et encores ne luy baillèrent pour lhors qu'ung duplicata de l'estat de la vériffication desdictz debtes qu'il a remis entre les mains dudict sieur syndic, ne luy aiant voulu bailler les actes des parties, sans procuration d'icelles ; et néantmoingz du depuis, il a retiré l'original dudict estat, qui estoict pour lors en Cour, y aiant esté envoyé par ledict sieur Gallières ; tellement qu'ayant satisfaict ledict sieur Gallières et aultres et retiré ledict estat, ne pouvant avoir les actes des créanciers sans leur procuration ; a requis, pour sa descharge, ladictte somme de 3,600 livres, par luy empruntée et païée audict sieur Gallières et aultres, estre imposée l'année présente avec les inthérestz d'icelle, pour ung an, pour estre payée audict sieur Baudan, qui luy en a faict le prest ; comme aussi luy estre impozé et payé les frais de sesdictz deux voiaiges et faire députation en Cour, de celluy qu'on advisera, pour obtenir permission de Sa Majesté d'imposer lesdictz debtes. Sur quoy ouy ledict sieur syndic qui a dict que ledict sieur de Ferluguet n'avoict charge d'emprumter et paier que 3,000 livres et inthérestz d'icelle, pour ung



an seullement. Et pour la depputation requise que suivant l'ordre de la province et délibération des Estatz généraulx de l'année 1615, le païs n'est tenu d'en faire aulcune, attendu que le sindic général de Languedoc, qui se trouve en Cour, comme depputé par la province, est chargé d'obtenir les lettres d'assiette, nécessaires aux diocèzes, pour esviter aux fraiz des depputations que lesdictz diocèzes pourroient faire pour ce sujet ; a esté conclud que MM. les commissaires de l'assiette du présent diocèze, l'année présente, sont requis imposer audit sieur de Ferluguet ou à celluy qui luy a faict le prest de la susdicte somme, la somme de 3,000 livres et inthérestz d'icelle, tant seullement pour ung an, conformément aux délibérations cy-devant prinses et procuration desdictz sieurs commis, depputés et sindic.

M. le baron de Peyre a proposé que le sieur de Saint Roume a envoyé en la présente ville pour faire imposer les restes que le païs luy doit ; de quoy il a charge d'en advertir l'assemblée et la requérir d'en délibérer. A esté conclud que ledict sieur de Peyre et ledict sieur sindic sont priés de faire contenter ledict sieur de Saint Roume, de la moitié de ce qui luy est deub l'année présente, à la charge de luy imposer les restes l'année prochaine, avec les inthérestz dudict restant. Et en cas qu'il ne se vouldra contenter de cest offre, que MM. les commissaires de l'assiette sont requis de luy imposer tout ce qui luy peult estre deub.

Sur la requeste présentée par les habitans et consuls de Sainte-Croix-de-Valfrancisque, tendant à ce qu'il leur soict accordé la somme de 1,000 livres pour l'édification d'ung pont, très nécessaire en ladicte paroisse, attendu qu'on ne peult passer la rivière, sans grand danger de se



perdre, comme il est arrivé à plusieurs mesme l'année dernière. Ouy sur ce le sieur syndic qui a dict ledict pont estre nécessaire pour le commerce et passage des marchans, mais que à l'édiffication d'ung nouveau pont, le pais n'est tenu, suivant les reiglemens de la province, toutesfois que c'est à l'assemblée de leur accorder ce qu'elle advisera, sans conséquence ; a esté conclud, qu'il est accordé ausdictz habitans dudict Sainte-Croix, pour faire édifier ledict pont, la somme de 400 livres, après avoir faict faire entièrement ledict pont et non aultrement et sans conséquence.

Sur aultre requeste présentée par André Folchier, de Belvezer, pauvre soldat enrollé en la compagnie du sieur de La Saumes, pendant les derniers mouvemens, et demeurant en garnison au lieu du Blaymar, portant qu'à cause de la blessure qu'il receut en ung rencontre des rebelles à Sa Majesté, n'ayant moyen gagner sa vie, il plaise à l'assemblée luy accorder par charité ce qu'elle advisera ; a esté accordé audict Folchier 6 livres, laquelle MM. les commissaires de l'assiette du présent diocèse, l'année courante, seront requis imposer pour luy estre payée aux termes des autres deniers.

Et sur la requeste présentée par les consulz et habitans des parroisses du Collet-de-Dèze et de Saint-Hillaire-de-Lavit, tendant à ce qu'attandu qu'il est notoire à tous, qu'il ont demeuré dans l'obéyssance du Roy, soubz l'observation de ses édictz durant les derniers mouvemens, et payé les tailles et aultres charges ordonnées par Sa Majesté au receveur du présent diocèse, par ses quictances qu'ilz ont en main et que pour leur servir au procès qu'ilz ont, en la Cour des Aydes de Montpellier, contre les sindicz et receveurs establiz par le sieur duc



de Rohan, il plaise à l'assemblée certifier ladite Cour des Aydes et aultres que besoing sera, comme ilz ont demeuré dans ladite obéyssance et payé lesdictes charges audict sieur receveur. Lecture faicte de la coppie des quictances faictes par le sieur Roux, receveur des tailles au présent diocèze, au proffit des habitans desdictes parroisses, exhibées et retirées par Anthoine d'Autum, sieur de La Combe, leur procureur; et sur ce ouys le sieur de Fumel, syndic dudict païs, et ledict sieur Roux, receveur susdict; a esté délibéré et conclud que MM. les commis, depputés et syndic dudict païs, au nom de ladite asssemblée, certifieront ladite Cour des Aydes et tous aultres qu'il appartiendra, comme lesdictz habitans desdictes paroisses ont demeuré dans l'obéyssance de sadite Majesté et soubz l'observation de ses édictz durant les derniers mouvemens, aiant payé audict sieur receveur les deniers des tailles contenues en leurs dictes quittances, et si besoing est et pour la conservation de leur droict, que ledict sieur syndic, au nom dudict païs, se joindra à eulx en ladite instance, et ce à leurs fraiz et despans et sans que ledict sieur syndic ny ledict païs entrent en aulcungz frais pour ce regard.

Dudict jour, vingt-troisième juing, de rellevée.

Sur la requeste présentée par Françoise Moutete, pauvre femme, vefve, du lieu de Bédoesc, suppliant l'assemblée luy accorder la somme de 50 livres pour les vivres, poudre et mèche par eulx fourniz aux soldatz de la garnison, establee au lieu et fort de Bédoesc, aux derniers mouvemens, dont elle n'aurait peu estre payée par lesdictz soldatz, lorsqu'ilz furent congédiés, ny depuis; et qu'à cause de ce, elle est réduite à extrémité, n'ayant



de quoy se nourrir ny trois siens jeunes enfans ; a esté accordé à ladicte Moutete, par charité, la somme de 18 livres, qui luy seront imposées et payées l'année présente, et MM. les commissaires de l'assiette requis d'en faire l'imposition.

M. le baron de Peyre a remonstré que le sieur de Ferluguet luy a dict, tant pour luy que aultres créanciers du païs, qu'ilz fourniront tout ce qui sera nécessaire pour obtenir lettres d'assiette et permission d'imposer les debtes du présent païs, suivant l'estat de vérification d'iceulx, faict par MM. les commissaires à ce depputés par Sa Majesté, pourvu qu'il plaisé à l'assemblée les asseurer, par délibération ou autrement, comme sera advisé, de leur remboursement du principal et intérestz, dans ung an ; de quoy il a jugé debvoir advertir ladicte asssemblée, affin qu'elle puisse délibérer sur ce subject.

M. du Bouschet, juge du bailliaige, a dict pour et au nom du sieur de Colanhes, aiant droict du feu sieur Baldit, en son vivant, prévost au présent païs, de la somme de 200 escus, imposée audict feu sieur Baldit, par articles d'assiette en chacune des années 1587 et 1588 d'une part, et 100 escus aussi imposés aux hoirs dudict feu Baldit en l'année 1589 d'autre, par délibération desdictz Estatz. Le sieur de Fumel, syndic, auroit esté chargé avec MM. les commis du païs de faire vérification desdictes demandes, et ce faict, en prendre telle délibération qu'ilz adviseront. Et parce que lesdictz hoirs n'ont peu tirer payement desdictes sommes, a requis l'assemblée d'en faire l'imposition, l'année présente, au nom dudict sieur de Colanhes, au nom dudict Baldit ; comme aussi d'imposer audict sieur de Colanhes, comme aiant droict du sieur de Chazal, son beau-père, la somme de



3,000 livres, en laquelle ledict païs luy est attenu, par transaction du 15<sup>e</sup> octobre 1619. Sur quoy, ouy ledict sieur syndic, qui a dict avoir vérifié que les 200 escus, imposés audict feu sieur Baldit, ez années 1587 et 1588, ont esté acquittés par les recaveurs qui estoient pour hors en charge. Et pour le regard des 100 escus accordés aux hoirs dudict feu Baldit, qu'il n'avoit peu vérifier s'ilz avoient esté payés, n'ayant peu trouver ny l'assiette ny le compte rendu de ladicte année 1589; mais qu'il est bien croyable qu'ilz ont esté paiés, veu le laps du temps, y ayant prescription suffisante pour faire ladicte demande; et pour les 5,000 livres contenues en ladicte transaction, qu'on ne peult faire l'imposition, sans lettres d'assiette; toutesfois que les intérestz luy peuvent estre imposés comme l'année précédente. Et après plusieurs raisons desduictes, a esté deslibéré et conclud que pour toutes prétensions dudict sieur de Colanhes, au nom que procède, comme ayant droit des héritiers dudict feu Baldit, pour raison des susdictes sommes, il luy est accordé la somme de 600 livres, pour luy estre imposées et paiées l'année présente, à la charge qu'il ne pourra rien plus prétendre pour ce regard. Aussi a esté conclud que les intérestz de ladicte somme de 3,000 livres, luy seront imposés comme l'année dernière, attendant la permission du Roy, pour imposer la somme principale, et MM. les commissaires seront requis faire l'imposition desdictz 600 livres et intérestz desdictz 3,000 livres.

M. le syndic a exposé qu'encores que ce royaume et particulièrement ceste province de Languedoc soict en bonne paix, néantmoins il court quelque bruict de guerre du costé de La Rochelle, à cause de certaine



troupe d'Anglois qui ont dessaing, à ce qu'on dict, d'entrer dans le royaume pour y commencer la guerre ; tellement qu'en cas qu'ilz arriveroient aulcungz mouvemens dans la province et mesmes dans le diocèze et que suivant l'ordre des supérieurs il seroict nécessaire de pourveoir à la seureté des villes et fortz du général de ce païs, pour la conservation d'icelluy en l'obéyssance du Roy, il luy samble qu'il seroict aussi nécessaire de donner pouvoir à MM. les commis de s'assembler, et, à l'assistance de MM. les barons de tour et aultres depputés de l'église, noblesse et Tiers-Estat, que l'assemblée advisera délibérer sur les occurrences qui se présenteront, et, si besoing est, imposer ce qui sera trouvé bon, attendant l'assemblée des prochains Estatz, affin qu'il n'arrive aulcung désordre en ce diocèze, contre et au préjudice du service du Roy et du bien publicq ; a esté délibéré et conclud, qu'en cas qu'il arriveroit aulcung mouvement de guerre, que MM. les commis, depputés et syndic du païs, s'assamblent avec M. le baron de tour et les consulz de quelques villes clozes de ce païs, que par eulx sera advisé, et qu'à cest effect ilz feront appeler ung depputé des Cévennes, s'il y eschet, et que tous ensemblement pourront délibérer et résoudre ce qu'ilz jugeront nécessaire et mesmes imposeront ou emprunteront ce qu'ilz adviseront, pour le bien du service du Roy, repos, soulaigement et conservation de cedit païs ; le tout soubz le bon plaisir de Sa Majesté et suivant l'ordre des supérieurs.

Le sieur de Farges a remonstré que, suivant le mémoire qu'il a baillé à M. le syndic du païs, il ne peut laisser les offices de regretiers de ce diocèze, à moins de 50,000 livres, et que si le païs ne les veult achepter à



ce prix, et pourveu qu'il soict renoncé à l'appel dudict sieur syndic, des ordonnances que ledict sieur de Farges a obtenues de MM. les viziteurs généraulx des gabelles, il consentira, nonobstant lesdictes ordonnances, que les muletiers vendent le sel à grandes mesures tous les jours dans certaines villes et lieux seulement qui seront nommés et accordés en l'assemblée et non par tout le diocèse et à la charge que pour l'entrepot sera choisi et nommé ung lieu tiers, comme la maison de ville ou aultre où lesdictz muletiers reposeront leur sel pour y demeurer tant qu'ilz voudront, et à condition que lesdictz muletiers ne pourront mettre le sel en vente que les regrettiers qui seront sur les lieux n'en aient la préférence et qu'ilz ne la puissent vandre à autrui, qu'au reffus desdictz regrettiers qui garderont une clef de la maison où ladicte sel se reposera ; et MM. les consulz des villes ou lieux, l'aultre affin qu'en la vente ne puisse estre faict fraude. De quoy il a voulu donner advis à l'assemblée affin qu'elle puisse délibérer sur ce subject ce qu'elle advisera.

M. le juge du bailliaige de Gévaudan a dict que les officiers ordinaires de Châteauneuf-de-Randon, font plusieurs prises de volleurs et coupeurs de bourses les jours des foires établis audict lieu, qu'ilz laissent aller comme bon leur semble, sans les volloir remettre entre les mains du prévost du païs, pour leur faire leur procès, quelz commandemens qui leur en soient faictz d'autorité de ladicte Cour du bailliaige, qui a l'attribution de cognoistre des cas prévostables, comme il est notoire à tous, entre aultres ung nommé Daudé, qui se dict lieutenant en ladicte Cour ordinaire, lequel, depuis peu de temps, après avoir faict saisir ausdictes foires quelques



coupeurs de bources et iceulx remis dans le fort, les fit eslargir sans aulcune formalité de justice ; et d'aautant que c'est au préjudice du publicq et au mespris de la justice, a requis l'assemblée de faire joindre le syndic du païs à la poursuite qui sera faicte contre ledict Daudé et aultres officiers dudict lieu, et dellibérer que ladicte poursuite se fera aulx fraiz et despans dudict païs.

Le sieur Armand, prévost, au présent diocèze, s'est présenté à l'assemblée et a remonstré avoir faict plusieurs chevauchées extraordinaires durant l'année, résultant des procédures, sentances et décretz donnés de son autorité en la Cour du bailliaige de Gévaudan ; aiant faict prendre deux insignes volleurs et fouéter quelques aultres l'année présente, et a prié l'assemblée y avoir esgard et à ce que son filz aysné, ayant esté receu en ladicte charge de prévost, pour l'exercer en son absence, est mort servant le païs, et d'avoir agréable ses services, qu'il offre de continuer tant que Dieu luy donnera de vie en l'exercice de sa charge ; et attendu le grand nombre de chevauchées extraordinaires, luy accorder ce qu'elle advisera.

Sur les requestes présentées par MM. les prebtres de l'église collégiale de la ville de Maruejolz et par les révérendz pères Cordeliers et Carmes, des couventz de la ville de Mende et des révérendz pères Cordeliers et Jacobins de la ville de Maruejolz, religieuses de Salgues et aultres requestes présentées pour œuvres pies aux présents Estatz ; a esté délibéré et conclud que MM. les commissaires de l'assiette sont requis imposer, pour lesdictes œuvres pies, la somme de 1,200 livres, pour estre payée par charité ausdictz religieux, religieuses et aultres, suivant l'estat de taxe et distribution qu'en sera



faict par MM. les commis, depputés et syndic dudict païs.

Aussi a esté conclud que MM. les commissaires de l'assiette sont requis imposer la somme de 900 livres, que les Estatz ont donné et accordé par charité et aumosne aux révérendz pères Capucins du couvent, estably en la ville de Mende et des missions establies ez villes de Maruejolz et Lengoigne, pour leur estre payée, suivant l'estat de distribution qu'en sera faict par lesdictz sieurs commis, depputés et syndic du païs, outre les 1,200 livres accordées aux aultres ecclésiastiques et aultres pour œuvres pies.

Toutes les aultres requestes présentées ausdictz Estatz, ont esté renvoyées aux prochains Estatz.

M. le président a remonstré que pour les debvoirs esquelz ce païs est tenu envers mondict seigneur le marquis de Portes, lieutenant pour Sa Majesté au présent diocèse, l'asssemblée se porteroit volontiers et libéralement à luy augmenter ce que ledict païs a accoustumé luy accorder, qu'est 6,000 livres. Mais parce que mondict seigneur, qui ne désire que le bien et soulagement de ce diocèse, ayant faict cognoistre qu'il ne veut aucune augmentation, pour le moins on luy accorderoit ladicte somme de 6,000 livres, comme les années précédentes. Et pour plus grand tesmoignaige des services que ledict païs luy doit, et afin de luy donner plus de sujet de continuer ses bonnes volontés et affections à cedit diocèse, pour le soulagement d'icelluy, aiant esté adverti que Madame la marquise est en volonté de venir dans peu de jours aux baingz de Baniolz en cedit diocèse, il luy semble qu'il seroict à propos que ledict païs fist un présent et donnast à madicte dame trois ou quatre muletz de litière des plus beaulx qui se pourront trou-



ver. Et à cest effect, pour en faire l'acquisition, qu'il soict faict ung fondz de ce qui sera nécessaire pour la-dicte acquisition. Sur quoy a esté unanimement conclud et arrêté d'accorder, à mondict seigneur le marquis, la somme de 6,000 livres, comme ez années précédentes, et oultre ce, qu'il sera faict fondz en l'assiette de l'année présente de la somme de 1,000 livres, pour employer à l'achept de trois muletz des plus beaulx qui se pourront trouver, pour le remboursement de celluy qui les acheptera, desquelz sera faict don, de la part dudict pais, à madicte dame la marquise, et luy seront envoyés le plustost qu'il sera possible; et, pour le payement desdictes sommes, MM. les commissaires de l'assiette sont requis d'en faire l'imposition l'année présente.

Et pour recognoistre les soingz, peines et vaccations que M. Parlier, secrétaire de mondict seigneur le marquis, a prins durant l'année, tant près la personne de mondict seigneur, qu'en Cour, pour les affaires dudict pais, et pour luy donner sujet de continuer aux occurrences qui se présenteront, a esté accordé, audict sieur Parlier, la somme de 400 livres, que MM. les commissaires de l'assiette sont requis comprendre aulx départemens de l'année présente.

Finallement, mondict sieur le président a donné la bénédiction qui a esté la fin desdictz Estatz, lesquelz à l'instant se sont séparés.

Signé : J. DUMAS, président.

---



1628

*MM. les commissaires de l'assiette. — Discours du marquis de Portes. — Noms de MM. des Etats. — Prétentions de M. du Tournel, sur la baronnie de Cénaret. — Admission de M. de La Condamine-Peyre, à l'exclusion des autres prétendants à la baronnie de Peyre. — M. Aldin reçu pour le commandeur de Paliers. — Dépenses à imposer pour l'entretien de gens de guerre. — Nécessité d'établir dans le diocèse quelques compagnies de gens de guerre, et remerciements à adresser à M. de Portes. — Pont sur la rivière de Borne. — Vérification des ponts. — Ordonnance à faire exécuter au sujet du passage et logement des gens de guerre. — Garnisons de Mende et de Marvejols, et levée de 300 hommes de guerre. — Garnison et fortification d'Ispagnac, des châteaux de Miral et de Bédouès. — Indemnité à M. de Miral. — Réquisition de MM. d'Arpajon et du Triadou, pour dépenses faites pour secourir le château de Meyrueis. — Imposition de 50 pistoles en faveur de M. Darit. — Requête des pères Jacobins de Marvejols à adresser à M. de Portes. — Don aux religieuses de Sainte-Claire du Puy. — Demande en décharge des tailles en faveur de plusieurs localités de la baronnie du Tournel, brûlées par les rebelles. — Imposition pour l'entretien de gens de guerre et pour la fortification de la ville d'Ispagnac. — Dons en faveur de M. Dancette, et pour œuvres pies. — Dette en faveur de MM. de Chazals, de Belcastel et de Valmale. — Frais pour logement de gens de guerre. — Frais pour l'entretien d'un hôpital pour les soldats blessés. — Gratification en*



*faveur de M. et de Mme de Portes et de M. Parlier, secrétaire. — Somme à payer à M. Roux, receveur des tailles. — Présent de six mulets à Mgr le duc de Montmorancy. — M. le baron de tour demande d'assister à toutes les assemblées qui ont lieu pendant l'année. — Prévôt de la maréchaussée. — Clôture des Etats.*

L'an mil six cens vingt-huict, et le jeudi troiziesme jour du mois d'aoust, de matin, en la ville de Maruejolz. Les gens des trois Estatz particuliers du diocèse de Mende, païs de Gévaudan, estans assamblés dans la salle haulte de l'auditoire de la Cour roiale de ladicte ville ; après que, suivant l'ancienne coustume, ilz ont ouy la messe du Saint-Esprit, cellébrée dans l'église collégiale dudict Maruejolz, et la prédication en suite. En vertu des commissions de nos seigneurs les commissaires présidens pour le Roy, aux Estatz généraulx de Languedoc, tenus en la ville de Tholoze, ez mois de mars, avril, may et juing derniers, seroient venus en ladicte asssemblée : Mgr le marquis de Portes, lieutenant pour Sa Majesté ez païs dudict Gévaudan, haultes et basses Cévennes, et maréchal de camp en ses armées ; nobles François de Molette, seigneur de Morangiez et de La Garde, commissaire principal de l'assiette dudict diocèse, l'année présente ; Trophime de Launé, sieur de Picheron et d'Entraigues, bailly de Gévaudan ; sieur Hélié Destrectz, bourgeois, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Mende ; M<sup>e</sup> Jehan Moutet, greffier en l'officialité de l'évesché dudict Mende ; Pierre Nicard, marchand, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consuls de ladicte ville, et noble Aldebert Aldin, docteur ez droictz, sieur de La Rouveyrète, 1<sup>er</sup> consul de ladicte ville de Marieujolz, commissaires ordinaires de ladicte assiette. Et après



avoir prins place, suivant l'ordre et coustume, mondict seigneur le marquis a dict : Messieurs, si dans les nécessités qui se sont rencontrées en ce diocèse, durant ces mouvemens, je ne me suis rendu dans icelluy, ça esté à cause des commandemens que j'avois des supérieurs, de ne quitter le bas Languedoc et les armées de Sa Majesté ; néanmoingz, j'ay tousjours veillé à la conservation de cedit pais et à son soulagement, que j'affectionne aultant que mes terres propres, et à présent je suis venu pour la tenue des présens Estatz, et pour vous tesmoigner la continuation de mes affections et services pour le bien, repos et soulagement de cedit diocèse.

Et par noble et vénérable personne M. M<sup>r</sup> Jacques Dumas, docteur ez droictz, chanoine en l'église cathédrale de Mende, vicaire général en l'évesché dedit Mende, le siège épiscopal vaccant, président ausdictz Estatz, a esté réparty : (*La réponse de M. Dumas n'a pas été couchée sur le registre.*)

Ledit sieur de Morangiez, commissaire principal, a dict que l'assemblée n'a affaire plus important qu'à pourvoir à l'imposition des sommes dont ce diocèse est cottizé par lesdictes commissions desdictz Estatz généraux ; offrant de sa part d'y vacquer avec les aultres sieurs commissaires ordinaires, le plus promptement que leur sera possible, affin que par ce deffault les affaires de Sa Majesté ne reçoivent aucung retardement. Et à l'instant, par ordonnance desdictz sieurs commissaires, lecture aiant esté faicte desdictes commissions, en l'assemblée et la continuation d'icelle permize, ainsi qu'est acoustumé, mondict seigneur le marquis et sieurs commissaire principal et bailly estans sortis de ladicte assemblée, a esté incontinant procédé à la lecture du roolle des sieurs



deputés des trois Estatz dudict païs qui ont accoustumé d'y avoir séance et voix délibérative ; et ont esté trouvés présens et assistans, assavoir, pour l'ordre ecclésiastique : vénérable personne M. M<sup>e</sup> Jehan de Langlade, docteur en théologie, chanoine et envoyé du Chappitre de ladicte église cathédrale de Mende ; M<sup>re</sup> Pierre Pégorier, aussi docteur en théologie, sacristain d'Aubrac, envoyé de M. d'Aubrac ; noble André de Fumel, docteur en droictz, sieur de Fraissinet, envoyé de M. de Sainte Enymie ; M. de Lengoigne, en personne ; M<sup>e</sup> Estienne Colombet, docteur ez droictz, envoyé de M. des Chambons ; M<sup>e</sup> Anthoine Aldin, docteur ez droictz, juge en toutes les terres de la commanderie de Paliers, envoyé dudict sieur de Paliers ; M<sup>e</sup> Jehan de Jehan, docteur ez droictz, envoyé de M. de S. Jehan. Pour la noblesse : M. le baron du Tournel, baron de tour, en personne ; M<sup>e</sup> Jacques Ruat, sieur de Sarroul, envoyé de M. le baron d'Apchier ; M. le baron de Peyre, en personne ; noble François de Peyrebesses, sieur de Clastres basses, envoyé de M. le baron de Céneret ; noble Pierre de Bressoles, sieur de La Bessière, envoyé de M. le baron de Randon ; noble Anthoine de Saint Martin, sieur de Vammale, envoyé de M. le baron de Florac ; noble Adam de Brugeron, sieur de Fraissinet, envoyé de M. le baron de Mercœur ; noble Anthoine de Nugiez, sieur de La Roche, envoyé de M. le baron de Caniliac ; noble Pierre de Rochemeure, sieur du Fraisse, envoyé de M. d'Allenc ; noble Claude de Peyrebesses, sieur de Chabanes, envoyé de M. de Montauroux ; noble Louis-Adam Robert, sieur de Chazalz, envoyé de M. de S. Auban ; M. de Montrodât, en personne ; M<sup>e</sup> Guillaume Bardon, docteur ez droictz,



envoié de M. de Mirandol ; noble Jehan Sales, capitaine,  
 envoié de M. de Sévérac ; noble Jehan-Jacques de Co-  
 lumb, envoié de M. de Portes ; M. de Servièrès, en per-  
 sonne ; noble Pierre de Sales, envoié de M. d'Arpajon ;  
 M<sup>e</sup> Claude de Cavata, docteur ez droictz, envoié de  
 MM. les consulz nobles de La Garde-Guérin. Et pour le  
 Tiers-Estat : lesdictz sieurs Destrectz, Montel et Ricard,  
 consulz de ladicte ville de Mende, et ledict sieur Alde-  
 bert Aldin, 1<sup>er</sup> consul dudict Marvejolz ; sires Jacques  
 Guérin et Jacques Albeuf, merchans, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consuls de  
 ladicte ville ; M<sup>e</sup> Pierre Grasset, 1<sup>er</sup> consul de la ville de  
 Chirac ; Gabriel Rostang, sieur de La Vaisse, 1<sup>er</sup> consul  
 de la ville de La Canourgue ; Jehan Chalvet, 1<sup>er</sup> consul  
 de la ville de Saint-Chély-d'Apcher ; M<sup>e</sup> Pierre de Lobe-  
 rye, lieutenant général ez justices du duché de Mercœur,  
 1<sup>er</sup> consul de la ville de Salgues ; M<sup>e</sup> Jehan Boet, 1<sup>er</sup> con-  
 sul de la ville du Malzieu ; M<sup>e</sup> Tristand Grégoire, notaire  
 roial et consul d'Yspaniac ; M<sup>e</sup> Légier Paradan, consul  
 de Sainte-Enimye ; M<sup>e</sup> Jehan Villar, notaire, consul de  
 Châteauneuf-de-Randon ; M<sup>e</sup> Jehan Paparel, 1<sup>er</sup> consul  
 de Serverette ; M<sup>e</sup> Martin Merle, notaire roial, envoié de  
 MM. les consulz de Longoigne : sire Jehan Pic, mer-  
 chant, consul de S. Auban, et M<sup>e</sup> Pierre Reversat, consul  
 du mandement de Nogaret. Tous lesquels susnommés,  
 après avoir esté faite lecture, en l'assemblée, des pro-  
 curations et pouvoir desdictz envoiés, et aians presté le  
 serement en tel cas requis et accoustumé entre les mains  
 de mondict sieur le président, ont esté receuz en ladicte  
 assemblée, pour y avoir séance et voix délibérative en  
 la forme acoustumée.

Sur les protestations faictes par M. le baron du Tour-  
 nel, sur la réception de sieur de Clastres basses, envoié



de M. le baron de Céneret, qu'il ne preste aulcung consentement à ladicte réception, attendu les droictz qu'il prétend sur ladicte baronnie de Céneret et dont y a procès au Conseil du Roy, requérant acte de sesdictes protestations ; a esté délibéré que sesdictes protestations demeureront escriptes pour luy servir en ce que de raison.

M<sup>e</sup> Jehan Constans, praticien, de St-Chély-d'Apchier, s'est présenté et a exhibé une procuration à luy faicte par M. de Montbreton ; requérant, en vertu d'icelle, estre receu en l'assemblée, comme envoyé du sieur de Montbreton, en qualité de baron de Peyre. Lecture faicte de ladicte procuration et des délibérations précédentes sur semblables différens d'entre les sieurs de Toulet et lesdictz sieur de La Condamine-Peyre ou leurs envoiés ; a esté conclud que, sans préjudice du droict des parties, ledict sieur de La Condamine-Peyre, assistera et aura séance et voix délibérative en la présente assemblée, comme baron de Peyre, attendu mesmes qu'il a esté receu en icelle.

Et sur la réception du sieur Aldin, comme envoyé de M. de Paliers, s'estant présenté noble Guyon de Brefuel, procureur d'office au mandement de Recoules, avec procuration dudict sieur de Paliers, pour assister aux présens Estatz ; lecture faicte d'icelle, ensemble des provisions de judicature des terres de la seigneurie dudict Paliers, au profit dudict sieur Aldin, contenant pouvoir d'assister à toutes assemblées des Estatz du présent pais, et lesdictz sieurs Aldin et Bréfuel, ouys en l'assemblée ; a esté conclud que le sieur Aldin, assistera aulx présens Estatz comme envoyé dudict sieur de Paliers, en vertu de sa procuration générale, inscrite en sesdictes procurations de la susdicte judicature.



Dudict jour, troisième d'aoust, de rellevée.

M. de Fumel, syndic dudict païs, a remontré que pour subvenir à l'entretienement des compagnies de gens de guerre, qui ont esté establis dans les lieux de frontière, et aultres de ce diocèse, et pour plusieurs aultres fraiz de guerre que ledict païs a esté contrainct de faire par les mandemens et ordonnances et délibérations de MM. les commis et députés d'icelluy, il a esté nécessaire de faire plusieurs emprumtz de diverses personnes et divertir partie des deniers imposés ez assiettes de l'année dernière, pour en faire le paiement ausdictz gens de guerre et pour les fraiz d'icelle, au plus grand mesnaige toutesfois qu'il a esté possible ausdictz sieurs commis. Et d'autant que cest affaire est grandement important au païs, parce qu'il faut pourveoir au remplacement des parties diverties et au paiement des deniers emprumtés, et encores aux fraiz nécessaires de la guerre pour l'advenir, afin que cedict païs soit conservé en l'obéissance de Sa Majesté et mesmes pour esviter les foulles et ravaiges que les ennemis pourroient faire en icelluy, il a jugé en debvoir donner advis à l'assemblée, pour par elle estre délibéré sur ce subject, ce qu'elle advizera. Et sur ce M. le président, a dict qu'il luy semble estre à propos de faire deputation de telles personnes que l'assemblée trouvera bon, pour avec MM. les commis et députés dudict païs, procéder à la liquidation de toutes les despences faictes pour les fraiz de la guerre et des sommes emprumtées et diverties pour le payement desdictz fraiz, pour après délibérer sur l'imposition ce qu'il appartiendra ; comme aussi pour les fondz qu'il sera jugé nécessaire d'imposer pour les fraiz de la guerre pour



l'advenir. Et après plusieurs raisons desduictes en l'assemblée et l'affaire mis en délibération ; a esté conclud qu'il sera faicte deputation de cinq ou six des assistans aux présens Estatz, pour, avec MM. les commis et syndic du païs, faire licquidation des fraiz et despences susdictes, ensemble des deniers empruntés et divertis et de l'employ d'iceulx, pour ladicte licquidation par eulx faicte, estre imposé les intérestz des parties qui se trouveront deues à ceulx qui en auront faict le prest ou desquelz elles auront esté diverties, et ce pour l'année courante, attendu les aultres grandes charges que ce païs doibt paier ; et en cas que lesdictz créanciers voudroient estre païés de leurs sommes principales, qu'icelles leur seront imposées et MM. les commissaires de l'assiette priés et requis de les comprendre aux départemens des tailles et impositions qui seront faictes l'année courante.

Et à l'instant ont esté nommés et deputés, pour procéder à ladicte licquidation, avec lesdictz sieurs commis et syndic dudict païs : M. l'envoyé de MM. du Chappitre de Mende ; M. du Tournel, baron du tour ; M. de Montodat ; MM. les consulz de Salgues et du Malzieu.

M. de Morangiez, commissaire principal, a dict avoir esté chargé par Mgr le marquis, de faire entendre à l'assemblée le besoing qu'il y a d'establir, dans ce païs, quelques compagnies de gens de guerre, comme il désire de faire, au plus grand soulagement du pauvre peuple que faire se pourra ; et pour cest effect se conformer aultant qu'il luy sera possible, à la volonté de l'assemblée, tellement qu'il luy semble qu'il seroit à propos de faire deputation devers mondict seigneur, pour rechercher les moiens plus profitables au païs pour l'entretienement desdictz gens de guerre pour la conservation



d'icelluy en l'obéissance du Roy, requérant estre délibéré sur ce subject. Sur quoy, après plusieurs raisons desduictes, a esté conclud que MM. les envoyés de MM. du Chappitre de Mende et de M. d'Aubrac, MM. les barons du Tournel et de Peyre, MM. les consulz des villes de Salgues, Saint-Chély et Le Malzieu, ensemble MM. les commis et sindic dudict pais, sont depputés et priés, de la part de l'assemblée, pour conférer avec mondict seigneur, et rechercher les moiens plus profitables au pais pour l'entretienement desdictz gens de guerre, pour la conservation d'icelluy en l'obéissance du Roy ; requérant estre délibéré sur ce subject. Sur quoy, après plusieurs raisons desduictes, a esté conclud que MM. les envoyés de MM. du Chappitre de Mende et de M. d'Aubrac ; MM. les barons du Tournel et de Peyre ; MM. les consulz des villes de Salgues, Saint-Chély et Le Malzieu, ensemble MM. les commis et sindic dudict pais sont députés et priés, de la part de l'assemblée, pour conférer avec mondict seigneur et rechercher les moiens plus utiles au pais pour l'entretienement de gens de guerre nécessaires dans icelluy, pour le temps qu'il sera trouvé bon par mondict seigneur, pour après en faire rapport à l'assemblée, pour par elle y estre pourveu, selon l'intention et commandement de mondict seigneur, et par mesme moien remercier mondict seigneur, de la part dudict pais, du soing et affection qu'il porte à ce diocèse, et de ce que par sadicte faveur et crédit envers Mgr le duc de Montmorancy, gouverneur et lieutenant général pour Sa Majesté en la province de Languedoc, cedit diocèse a esté deschargé et exempté du logement des gens de guerre, qui y fussent venus sans son autorité et considération, et le supplier de continuer les mesmes



affections et faveurs à ledict pais à toutes occasions qui s'en présenteront.

Ledict sieur commissaire principal, a encores remonstré que, M. de Chambonas a faict faire un pont sur la rivière de Borne, à l'endroit appelé le *ga Francés*, à ses propres coustz et despens, y aiant fourny plus de 900 livres. Et parce que ledict pont est fort utile au présent pais de Gévaudan, pour le passage des muletiers et aultres qui viennent de Viverès, il a prié l'assemblée, au nom dudict sieur de Chambonas, de luy accorder le remboursement de ladicte somme ou de telle aultre qu'il sera advizé, suivant l'estimation qu'en a esté faicte, pardevant M. le juge royal dudict Borne.

M. le premier consul de la ville de Mende a faict aussi réquisition de pourveoir à la réparation des pontz qui sont près ladicte ville et au remboursement de ce que ladicte ville a fourny pour les réparations faiotes en iceux depuis longtemps, suivant les pris faictz qui en ont esté baillés, et mesmes de pourvoir à faire réparer promptement le pont appelé de Nostre-Dame, attendu qu'il s'en va du tout en ruyne. Et sur ce, lecture aiant esté faicte des dellibérations cy-devant prinzes pour la réparation des pontz en ce diocèze, ensemble des délibérations prinzes sur ce subject aux Estatz généraulx, a esté conclud que lesdictes délibérations précédentes seront exécutées selon leur teneur. Et pour cest effect, que vérification sera faicte par les nommés en icelles, de tout les ponts du présent pais qu'il est nécessaire de faire réparer. Pour ce faict et ladicte vérification remize aux prochains Estatz, y estre pourveu, ainsi qu'il appartiendra.

Lecture aiant esté faicte, en plaine assemblée, de



l'ordonnance donnée par Mgr le prince pour raison du passage et logement des gens de guerre en ce diocèse; a esté conclud que MM. les consulz des villes et lieux de ce païs feront observer le contenu en ladicte ordonnance à leurs communautés en cas du passaige et logement des gens de guerre.

Du vendredy, quatriesme jour dudict mois d'aoust,  
de matin.

M. l'envoïé de MM. du Chapitre de Mende, au nom de tous les depputés vers mondict seigneur le marquis, a dict, qu'après une longue conférence faicte ceste matinée avec mondict seigneur, en présence de MM. les commis et syndic du païs, et après plusieurs raisons desdictes, mondict seigneur leur a faict entendre qu'il désiroit mectre l'ordre nécessaire en ce païs, selon l'intention et moiens d'icelluy, et qu'il ne veut rien résoudre de soy, laissant liberté à l'assemblée, mesmes de faire les fondz qu'elle jugera pour l'entretienement des gens de guerre qu'il convient establir en ce diocèse; voulant traicter avec icelluy, tant il est désireux de son soulagement, comme le père avec l'enfant. Et après le fondz faict il donnera ses ordonnances conformes aux délibérations de l'assemblée, pour le nombre et logement desdictz gens de guerre. Et sur ce lesdictz sieurs députez luy aiant remonstré que l'intention du païs seroit, soubz son bon plaisir, d'entretenir durant trois mois prochains, outre les garnisons dudict Mende et de Maruejolz, le nombre de vingt maistres et de trois cens hommes de pied, tant pour la garde des lieux de frontière, que pour empescher le ravaige des ennemis autant qu'il sera possible, il auroit réparty qu'il se conformeroit à la volonté de l'assemblée.



Mondict sieur le président a dict qu'ilz sont demeurés d'accord avec mondict seigneur dudict nombre de gens de guerre et du temps, et qu'il ne reste à présent qu'à faire le fondz nécessaire pour l'entretienement dudict nombre de gens de cheval et de pied pour lesdictz trois mois. De plus mondict seigneur luy a dict qu'afin d'esviter aux grandz fraiz que la garnison d'Ispaniac apporte au païs, à cauze du grand nombre de gens qu'il y fault tenir pour estre sans deffense et ruyne de murailles, il seroit bon de faire ung fondz de trois ou quatre mil livres, pour employer promptement à fortiffier ledict lieu ; et après, une petite garnison seroit suffizante de le garder, et par ce moyen, le païs en recevroit du soulagement, tellement que l'assemblée doibt délibérer sur tout ce dessus présentement, ou bien faire nouvelle deputation devers mondict seigneur et donner pouvoir, à MM. les depputés, de résoudre tout ce qui sera jugé nécessaire. Et à l'instant cest affaire aiant esté mis en délibération, a esté dellibéré et conclud qu'il sera faicto nouvelle deputation devers mondict seigneur, ausquelz l'assemblée donne pouvoir de résoudre, avec mondict seigneur, tant le nombre des gens de guerre et le temps qu'ilz demeureront en ce païs ; que les fortiffications qui se pourroient faire promptement à Ispaniac et le fonds nécessaire pour lesdictes fortiffications et entretienement desdictz gens de guerre et de toutes aultres choses concernant le faict de la guerre, pour la conservation dudict païs en l'obéissance du Roy, le tout suivant l'ordre qu'il plaira à mondict seigneur d'y establir. Et incontinent ont esté nommés et depputés : M. l'envoïé de MM. du Chappitre et aultres cy-devant depputés pour le mesme subject, et oultre iceux, MM. les envoyés de MM. de S.



Jehan, de M. d'Alenc et de M. de Randon, et MM. les consulz de Lengoigne et Ispaniac.

M. de Miral a dict que les ennemis luy ont faict plusieurs ravaiges de son bestail et ruyné partie de ses mecteries et sont encores en volonté de continuer et que les troupes du party du Roy luy ont bruslé sesdictes mecteries et bledz aux présens mouvements. Et parce que sa maison faict frontière et que pour la garde d'icelle, qu'il a faicte jusques à présent, il a employé la pluspart de ses moiens, et qu'à cause des dessaingz que les ennemis ont faictz de l'attaquer, il est nécessaire de la fortifier et mettre en plus grande deffense qu'elle n'est maintenant pour ne courir hazard de la perdre; et attendu qu'il ne peult fournir à de si grandes despences, d'ailleurs qu'il est aussi nécessaire de réparer le fort de Bédoesc, lequel par ce deffault est dangereux d'estre surpris; il a requis l'assemblée de faire visiter, tant sadicte maison de Miral que ledict fort de Bédoesc, afin de voir s'ilz sont utiles au païs, et les réparations qu'il y fault faire, pour la conservation d'iceulx, et cella estant, pourvoir ausdictes réparations et à la garde desdictes places, aultrement il déclare qu'il a résolu de les quitter et habandonner. Outre ce il a randu plusieurs services au païs durant les présens mouvemens, ayant empêché, avec ses amis et les soldatz qu'il a entretenus dans sa maison, aultant qui luy a esté possible, le passage des ennemis et les ravaiges qu'ilz faisoient dessaing de faire; où il a employé une bonne partie de ses moiens. Requé- rant l'assemblée y avoir esgard, et luy accorder la somme de 3,000 livres pour ce précédant. A esté conclud que, pour raison des réparations et garde du château de Miral et du fort de Bédoesc, que ledict sieur de Miral se retirera



devers mondict seigneur le marquis, pour par luy y estre prouven comme sera son bon plaizir. Et pour le regard des pertes qu'il a souffertes de son bestail, bruslement de ses granges et bledz, faict par les troupes du party du Roy, et pour le rellever d'icelles, l'assemblée a accordé au sieur de La Vernède, fils dudict sieur de Miral, la somme de 300 livres tournois; laquelle MM. les commissaires de l'assiette, de l'année présente, sont requis d'imposer en icelle, au nom dudict sieur de La Vernède. Dudict jour, quatriesme dudict mois d'aoust, de rellevé.

Sur les réquisitions faictes par M. de S. Gervais, au nom de M. du Triadou, son père, et le sieur Jehan Sales, au nom de M. d'Arpajon, de les rembourser des despences et fournitures par eulx faictes pour le secours du château de Meyrueys, par ordonnance de Mgr le prince, selon l'estat qu'en a esté faict, tant de la part dudict sieur d'Arpajon que dudict sieur du Triadou, montant, pour tous deux, la somme de 6,011 livres; lecture faicte d'iceulx, ensemble de ladicte ordonnance de mondict seigneur le prince, a esté conclud, attendu les grandes charges extraordinaires que ce pais a sur les bas, l'année présente, que lesdictz sieurs d'Arpajon et du Triadou se retireront aux prochains Estatz, pour leur estre faict droict sur leurs dictes prétensions, ainsi qu'il appartient par raison, et que ledict syndic fera estat des fournitures faictes par le pais sur le mesme subject.

Sur la requeste présentée par le sieur Darit, tendant à ce qu'il plaize à l'assemblée luy accorder telle somme qu'elle advizera pour le desdomaiger des despenses qu'il a faictes et souffertes, tant au secours du chasteau de Florac, où il avoit conduit une compagnie de gens de pied, par l'ordre de Mgr le marquis, que au secours du



chasteau de Meyrueys, où il auroit de mesmes conduit aultre compaignie de gens de guerre, suivie d'aultre qui y auroit esté conduicte de creue, par le sieur de Recoletes, son frère ; toutes lesquelles compaignies il auroit nourries et entretenues à ses despans environ ung mois et faict penser et médicamenter plusieurs de ses soldatz qui furent blessés audict secours de Meyrueys ; a esté conclud que pour desdomaiger, ledict sieur Darit, des fraiz et despans susdictz et aultres qu'il pourroit avoir expozés pour le bien du service du Roy et dudict païs de Gévaudan, il luy est accordé 50 pistoles ; lesquelles MM. les commissaires de l'assiette sont requis d'imposer l'année courante.

La requeste présentée par les révérendz pères Jacobins de la ville de Maruejolz, aiant esté leue en l'assemblée, a esté conclud que MM. l'envoïé et MM. du Chapitre de Mende, M. le baron du tour, MM. les envoïés de MM. d'Apchier et de Saint Auban, MM. les consuls de Mende, de Maruejolz, de Chirac et de La Canourgue sont depputés devers mondict seigneur le marquis, pour luy communiquer ladicte requeste, et après, faire leur rapport à l'assemblée de ce que mondict seigneur aura trouvé bon sur ce subject.

Sur la requeste présentée par les pauvres sœurs religieuses du monastère Sainte-Clère, de la ville du Puy, a esté accordé ausdictes religieuses par aumosne la somme de 18 livres, que MM. les commissaires de l'assiette seront requis d'imposer.

M. le baron du Tournel a remonstré que plusieurs villaiges de sa baronnye aiant esté entièrement ruynés et partie d'iceulx bruslés par les ennemis rebelles à Sa Majesté, entre aultres, les paroisses de Saint-Estienne-



du-Valdonnés, de Saint-Julien-du-Tournel et des Laubies et lieu du Massegui et aultres du Valdonnés et du quartier de la Lozère, ensemble quelques aultres lieux du sieur du Villaret, mesmes les lieux de Serviès et Auriac ; et qu'à cause de ce, estans les habitans desdictz lieux réduictz à une grande pauvreté, n'ayant de quoy se nourrir et entretenir, il a prié et requis l'assamblée pour leur donner quelque soulagement et moien de se remectre, de leur accorder la descharge de la cottité de leurs tailles pour l'année courante, n'ayant moien de subvenir au paiement d'icelles, à raison de leur extrême nécessité ; a esté conclud n'y avoir lieu d'aucune descharge desdictes tailles.

M. le président a remonstré que MM. les députés vers Mgr le marquis, s'estant réassemblés ce jourd'huy, et après une longue conférence, il a esté treuvé bon, tant par mondict seigneur que par eux, de faire imposition en l'assiette de ceste année, de la somme de 30,000 livres, pour le paiement et entretenement des gens de guerre que par l'ordre de mondict seigneur, seront establis pour trois mois dans ledict païs, pour la conservation d'iceluy en l'obéissance du Roy, en ladicte somme, compris ce qui sera nécessaire pour les réparations qui doibvent estre promptement faictes en la ville d'Ispaniac, pour plus d'assurance d'icelle, et afin qu'elle soit gardée à moindres fraiz, de sorte qu'il ne reste à présent qu'à délibérer sur ce subject. Sur quoy a esté délibéré et conclud, qu'il sera imposé, en ladicte assiette, la somme de 30,000 livres pour estre employée à l'effect susdict et païée par les mandemens et ordonnances de mondict seigneur et de MM. les commis, depputés et syndic dudict païs, et MM. les commissaires requis d'en



faire l'imposition pour en estre la levée faicte par le sieur receveur dudict pais, le plus promptement qu'il se pourra, à cauze de l'urgente nécessité.

M. Dancete a remonstré que le sieur Dancete, son filz, estant à la suite de mondect seigneur le marquis lors du secours du chasteau de Florac, il fut tué à la compagnie du sieur baron de S. Victor par les ennemis rebelles, près le lieu de La Brousse, et parce que sondict filz a esté murtry pour le service du Roy et du présent pais, et que oultre la perte de sa personne il a perdu ses chevaux et hardes, de valleur de plus de 1,000 livres, qui furent pris par lesdictz ennemis, lors dudict murtre, il a prié et requis l'assemblée avoir esgard à sadicte perte ; a esté conclud que pour rellever ledict sieur Dancete de la perte des chevaux et hardes dudict feu sieur Dancete, son filz, la somme de 500 livres tournois, luy est accordée, la moitié de laquelle luy sera imposée et payée l'année présante et l'autre moitié l'année prochaine.

Aux révérendz pères Capucins de la ville de Maruejoltz, a esté accordé par aumosne la somme de 400 livres.

Et aux révérendz pères Capucins de Lengoigne, pour mesme cauze, 150 livres, pour leur estre imposés et payés l'année courante.

Et d'autant que de la somme de 1,200 livres, imposée l'année dernière pour œuvres pies, suivant la délibération des Estatz, de ladicte année, en a esté diverty et employé la plus part au faict de la guerre, à cauze des affaires importants qui sont survenus durant l'année, n'ayant aultre fondz pour y subvenir ; a esté dellibéré et conclud que les sommes qui auront esté diverties desdictz 1,200 livres, seront remplacées et que l'imposition



en sera faicte en l'assiette de ceste année pour estre païée en la forme et tout ainsi qu'est contenu en l'adicte délibération et article d'assiette de ladicte année dernière.

Sur la réquisition faicte par le sieur de Chazal, de luy faire imposer l'année courante la somme de 3,000 livres qui luy sont deubz par transaction qu'il a passée avec le pais le 15<sup>e</sup> jour de . . . . . 1619, a esté dellibéré que, pour l'année présente, il est prié se contenter des intérestz ; lesquelz revenans à la somme de 187 livres 10 solz, MM. les commissaires de l'assiette sont requis de comprendre en icelle, soubz le nom du sieur de Colanhes, beau-filz dudict sieur de Chazal, comme l'année dernière.

Du sabmedy, 5<sup>e</sup> jour dudict mois d'aoust, de matin.

Sur la requeste présentée par François de Belcastel et Anthoine de S. Martin, tendant à ce qu'en considération des pertes qu'ilz souffrent à cause du rasement de leurs maisons, prinze de leurs bestiaux et meubles, faict par les rebelles à Sa Majesté et pour plusieurs aultres excès commis contre eux-mesmes, pour ce qu'ilz ont perdu et laissé dans le chasteau de Florac, et non jouissance de leurs mecteries, occupées par lesdictz rebelles, il plaize à l'assemblée leur accorder telle somme qu'elle advisera, qui les puisse mettre en quelque consolation ; a esté conclud qu'il est accordé ausdictz sieurs de Belcastel et de Vammale, la somme de 2,000 livres tournois ; laquelle, MM. les commissaires de l'assiette sont requis de comprendre au département que par eulx sera faict, l'année courante, sur ce diocèse.

Les requestes présentées par plusieurs personnes et



mesmes par les habitans de divers lieux de ce païs, tant pour raison du passaige et logement faict par les gens de guerre que par aultres demandes et prétensions, ont esté renvoyées, par l'assemblée, pardevant MM. les commis, depputés et syndic dudict païs, et MM. les depputés pour la licquidation des fraiz de la guerre, pour leur estre par eulx faict droict, ainsi qu'il appartient.

M. le syndic a remonstré que suivant la lettre escripte à MM. les commis du païs par Mgr le duc de Montmorancy, gouverneur et lieutenant général pour Sa Majesté en la province de Languedoc, qui a esté apportée par un carabin, envoyé exprès, ce diocèse se trouve taxé à 300 livres par mois pour raison d'ung hospital que Sa Grandeur a faict dresser, aulx lieux d'Aramont et Valabrègue, pour loger les malades et blessés de son armée, revenant pour ung an à 3,600 livres, suivant aussi l'ordonnance et commission de sadicte Grandeur, qui luy a esté monstrée par ledict carabin; lequel faict estat de recevoir le payement de trois mois. Et parce que cest affaire peult tirer à conséquence, il luy semble estre à propos de prier, mondict seigneur le marquis, de faire descharger, par sa faveur et crédit, ce diocèse de ladicte taxe. Sur quoy lecture faicte de ladicte lettre, a esté conclud que mondict seigneur le marquis sera supplié très-humblement d'employer sa faveur et crédit envers mondict seigneur de Montmorancy pour obtenir, s'il se peult, la descharge dudict diocèse de ladicte taxe.

Mondict seigneur le président a représenté que pour rellever mondict seigneur le marquis des despences extraordinaires qu'il a faictes et souffertes ou qu'il luy conviendra faire durant l'année présente dans ledict païs, pour icelluy maintenir en repos, soubz l'obéissance



du Roy ; l'assemblée ne doit faire aucune difficulté de luy accorder, comme ez années précédentes, la somme de 6,000 livres. Oultre ce, attendu que ce diocèse a le bon plaisir de jouir de la présence de Madame la marquise, il luy semble qu'il seroit convenable, pour luy rendre les debvoirs que ce diocèse luy doibt, et luy faire ung présent de 1,500 livres, qui est le moins que ceste compagnie luy puisse offrir. Requérant sur ce, prendre telle délibération qu'on advisera. Sur quoy a esté unanimement délibéré et conclud d'accorder, à mondict seigneur le marquis, comme ez années précédentes, la somme de 6,000 livres, et d'accorder aussi et faire présent à madicte dame de la somme de 1,500 livres, et que MM. les commissaires de l'assiette seront requis imposer lesdictes deux sommes :

A M. Parlier, secrétaire de mondict seigneur le marquis, a esté accordé la somme de 400 livres ; laquelle MM. les commissaires de l'assiette seront aussi requis d'imposer, pour recognoistre, ledict sieur Parlier, des soings, peynes et vacations qu'il a exposés ou qu'il luy conviendra exposer durant l'année, pour les affaires du présent païs, près la personne de mondict seigneur le marquis, et afin de luy donner subject de continuer aux occurrences qui s'en présenteront.

M. Roux, receveur des tailles du présent païs, estant en exercice l'année courante, aiant esté ouy en l'assemblée, pour raison des deux deniers pour livre que luy et ses compagnons d'office prétendent d'augmentation de taxations sur les deniers extraordinaires qui s'imposeront annuellement audict diocèse, comme leur aiant esté accordés par Sa Majesté, suivant le rolle de taxe sur ce



faict en son Conseil, le dernier jour de mars 1625, à cause de la somme de 2,920 livres que chascun d'eux ont esté constraintz de payer pour augmentation de la finance de leurs offices, oultre et par dessus les 8 deniers pour livre dont ilz jouissent depuis longtemps : requérant luy faire imposer ladicte augmentation de gaiges et taxations extraordinaires desdictz deux deniers pour livre, si mieux le diocèse n'ayme le rembourser de ladicte somme principale de 2,920 livres, avec les taxes des dépens faictz et souffertz pour raison de ce jusques à présent ; ouy aussi ledict sindic sur ce subject et lecture faicte de la délibération prinze en l'assemblée des Estatz du présent païs, le 19<sup>e</sup> septembre 1626, pour raison de ladicte augmentation de gaiges, a esté conclud que les intérestz de ladicte somme principale de l'augmentation de finance seront payés audict sieur Roux, receveur, et à ces fins, MM. les commissaires de l'assiette requis d'en faire l'imposition, l'année courante, sans préjudice du privilège que le diocèse a de le rembourser de ladicte somme principale que l'assemblée se réserve de faire l'année prochaine, comme aussi sans préjudice de faire rendre lesdictz intérest audict sieur Roux, en cas que la province de Languedoc ou le présent diocèse seroient deschargés de ladicte augmentation de gaiges desdictz deniers pour livre.

M. le commissaire principal a remonstré que ce diocèse a une grande obligation à Mgr le duc de Montmorancy, à cause mesmes du soulagement du logement des gens de guerre ; à cause de quoy et pour tesmoigner à Sa Grandeur les debvoirs et obéissances que ledict diocèse a tousjours désiré de luy rendre, et luy donner (une ligne au haut de la page est déchirée) . . . . volontés et



affections aux habitans de ce païs ; il seroit bon de luy faire présent de six muletz de Coffre ? et pour cest effect d'imposer le prix de la valleur d'iceux. Sur quoy a esté unanimement délibéré et conclud d'accorder à mondict seigneur de Montmorancy six muletz de Coffre. Le prix de l'achept desquelz, MM. les commissaires de l'assiette sont requis d'en faire l'imposition.

Aussi a esté conclud d'accorder à MM. Jehan Durand et Guérin Chantuel, prebtres de la ville de Mende, pour avoir faict chanter la musique, chaque jour (*une ligne déchirée*) . . . . . des Estatz, la somme de 120 livres tournois ; laquelle somme lesdictz sieurs commissaires seront aussi requis d'en faire l'imposition.

M. le baron du Tournel, baron du tour, a remonstré que, suivant la coustume ancienne, ledict sieur baron du tour doibt assister à toutes assemblées du païs qui se font durant l'année, pour, avec MM. les commis et aultres depputés, délibérer et opiner sur les affaires qui y seront propozés. Et parce qu'il est en tour aux présens Estatz, a requis estre appelé ausdictes assamblées aux fins susdictes, ou . . . . . n'ayant moyen de s'y trouver, y envoyer ung envoyé de la qualité requise.

M. le président a remonstré avoir esté cy-devant prizes plusieurs délibérations pour régler la prévosté de ce païs pardevant mondict seigneur le marquis. Et parce qu'encores il n'y a esté satisfait, et qu'il est nécessaire pour le bien du païs d'y pourveoir, a requis l'assemblée d'en délibérer. Et sur ce, lecture faicte des précédentes délibérations prinzes sur ce subject, a esté conclud que . . . . . sera faict conformément ausdictes délibérations précédentes, par MM. les commis et syndic dudict païs pardevant mondict seigneur le marquis.



Finallement mondict sieur le président a donné la bénédiction, qui a esté la fin desdictz Estatz; lesquelz tout incontinent se sont séparés.

Signé : DUMAS, président.

---

EN 1629, 1630, 1631 ET 1632 LES ETATS DU GÉVAUDAN  
FURENT SUPPRIMÉS.

### 1633

*MM. les commissaires de l'assiette. — M. Esparbier, vicaire général, demande la présidence, à l'exclusion des trésoriers de France, qui veulent l'occuper en vertu d'un édit du Roi. — Copie de l'édit contenant suppression des élus (1632). — Eloge de Louis XIII, dit le juste. — Noms de MM. de l'assemblée. — Protestation de l'envoyé de M. du Tournel, au sujet de la baronnie de Cénaret. — Admission de divers députés. — Contestation entre les envoyés des barons de Florac et de Randon. — Protestation du greffier du diocèse. — Nomination de M. Brugeiron à la charge du greffier du pays. — Motion de M. de Canillac, au sujet du vote. — Copie des commissions pour les sommes à imposer. — Admission de six députés. — Nomination de M. Buisson, à la charge de syndic du pays. — Sommes à imposer pour indemniser MM. des Etats. — Réception de l'envoyé de M. de Gabriac. — Imposition des sommes dues à M. de Mani-*



*facier. — Vérification de l'état des dettes et des frais du diocèse. — Paiement de 600 livres pour l'entretien de la garnison de Villefort. — Gratification aux héritiers de M. Fumel, syndic du diocèse. — Gages du greffier à payer. — Paiement de 300 livres pour frais de voyages. — Demande de deux habitants de la paroisse de Grandvals. — Somme due à M. de Sévérac. — Imposition des journées des députés aux Etats généraux. — Ponts à réparer. — Gages du prévôt, greffier et archers du diocèse. — Admission de M. le baron du Tournel. — Frais d'entretien de la garnison de Meyrueis. — Vérification à faire des sommes dues par le pays. — Demande de M. de La Roche, de Saint-Etienne-Vallée-Française, qui a eu à souffrir dans ses biens à cause de sa fidélité envers le Roi. — Le pays accorde à M. de Villerousset 1,200 livres, pour dédommagement des pertes par lui éprouvées au siège de Villefort. — Demande faite en faveur de M. du Tournel pour le même motif. — Clôture des Etats.*

L'an mil six cens trente-trois et le lundy, dix-huictième jour du mois d'apvril, à quatre heures après midi, en la ville de Mende et dans la salle haulte du palais épiscopal, estans assamblés les gens des trois Estatz particuliers du diocèse de Mende, pais de Gévaudan ; pardevant nous François de Beaulac, chevalier, conseiller du Roy, grand voier, trésorier général de France, intendant des gabelles en Languedoc, commissaire principal, établi et ordonné, par le Roy, pour présider en l'assiette et assemblée du sdiocèse de Mende, assisté de noble Guillaume Du Mazel, ieur du Pivoul et de Remeyse, bailly de Gévaudan ; M<sup>re</sup> Anthoine Buysson, receveur des décymes dudict dio-



cèse; sire Barthélemy de Recoles et Jean Betouille, marchans, 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consuls de ladicte ville de Mende, et Anthoine Prieur, sieur de Combaurye, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejolz, commissaires ordinaires de ladicte assiette. Noble et vénérable personne M. M<sup>e</sup> Pierre Esparbier, docteur en théologie, prieur des Macelz, en Quercy, official et vicaire général du seigneur évesque de Mende, comte de Gévaudan, conseiller du Roy en ses Conseils, a remonstré à nosdictz commissaire principal que de tout temps les seigneurs évesques de Mende et, en leur absence, leurs vicaires généraulx, ont accoustumé de tenir le premier rang dans les Estatz de ce païs, mesme au-dessus des commissaires principaulx, envoiés pour l'ouverture d'iceulx, et d'y faire sans contredict toutes les fonctions de président; qu'ayant pleu au Roy de remettre la province de Languedoc, et tous les diocèses particuliers en icelle, dans leurs privilèges, il croyoit avoir les mesmes advantaiges qu'avoient heu ceux qui l'avoient précédé; priant ledict sieur de l'y voulloir maintenir et de ne luy oster pas ce que Sa Majesté luy a laissé. A quoy nous aurions respondeu que cest affaire demeure reiglée par l'édict du Roy, qui porte entre aultres choses que les trésoriers de France présideront ausdictes assamblées. Et sur ce ledict sieur vicaire général a réparti, qu'ores par la déclaration du Roy, il soict porté que MM. les trésoriers généraulx présideront dans les assiettes, cella ne doibt estre entendu qu'en la forme que les commissaires ordinaires avoient aultrefois accoustumé d'y présider, puisqu'ils sont encores en leurs places; d'ailleurs que dans ladicte déclaration, il ne se parle que de présider aux assiettes, et que c'est une chose distincte et séparée des Estatz, qu'on a acoustumé



de tenir dans ce diocèse, ausquels les seigneurs évêques ou leurs vicaires, en leur absence, ont droict de présider ; le requérant de trouver bon que l'assemblée en délibère, pour résoudre à ce qu'ilz ont à faire là-dessus ; protestant ledict sieur vicaire général, en cas que ledict sieur commissaire passeroict oultre, de tout ce quy peult et doibt, et d'en avoir recours où le besoin sera, sans pourtant voulloir en cella porter nul retardement au service du Roy ny au département de ses deniers. De quoy ledict sieur vicaire général, pour toute la compagnie, faict haultement sa déclaration, et ledict sieur commissaire luy auroit encore dict que, par la lecture qu'on feroit dudict édict, il verroict l'intention de Sa Majesté quy est notamment expliquée, tant pour ce chef que pour les aultres choses que ledict païs pourroit prétendre, dont il auroit jouy cy-devant et aurions prins notre place de président, et ledict sieur vicaire général et aultres depputés de l'assemblée aiant aussi pris leurs places, nous aurions dict que le Roy, aiant par son édict du mois d'octobre, de l'année dernière, donné les effectz de sa clémence et de sa bonté audict païs, tant par le restablissement de leurs privilèges que de la levée des deniers qu'il a désiré estre faictz en ceste province de leurs consentement que nous estimons que ceste assemblée, observant ponctuellement ses ordres, qu'elles l'obligeront par son obéissance à luy continuer ses grâces, leur aiant, pour cest effect, faict lire par nostre greffier ledict édict estant de teneur :

Louis, etc.

Après la lecture dudict édict, nous aurions ordonné qu'il seroit enregistré es registres du greffe dudict diocèse, pour estre le contenu en icelluy gardé et observé selon a forme et teneur.



Et après ledict sieur vicaire général a dict :

Monsieur, nous sommes infiniment obligés à la bonté du Roy, de ce que Sa Majesté, s'estant laissée toucher aulx très-humbles supplications de ses subjectz, a heu agréable de remettre la province de Languedoc dans ses anciens privilèges et dans ses premières libertés. Ceste grâce nous semble sy extraordinaire, que nous confessions avec ingénuité qu'elle est au-dessus de toutes nos recognoissances mesmes, nous estant faicte en ung temps où sans doubte nous avions subject d'attendre plustost de chastiment que d'espoir de faveur. Ce n'est pas nostre dessain de renouveler icy le souvenir des derniers troubles qui ont pareu dans ceste province, la faulte en est trop fresche pour ne faire horreur à nos pensées ; mais encores est-il bien raisonnable que ceste considération nous serve à nous faire recevoir avec plus de ressentiment les grâces qui nous viennent de la seule clémence du Roy. C'est en cella que Sa Majesté nous a donné une vizible preuve que les rois sont véritablement les images de Dieu, de quy les miséricordes surpassent toutes les aultres œuvres, et qui n'ont seulement pardonne les excès des hommes mais encores les prévient par mille bienfaitz. Ceste compagnie donc, se joignant au commun sentiment de toute la province, reçoict, avec applaudissement et bénédiction, l'honneur qui luy est aujourd'huy rendu de pouvoir traicter de ses propres affaires, et recognoissant qu'en ceste occasion, Sa Majesté a faict tout d'un coup paroistre les effectz de son amour et de sa justice, elle veut aussi faire à l'advenir un tempérement de la liberté qu'elle vient de recouvrer maintenant avec la parfaicte obéyssance qu'elle désire randre à tous les commandemens de son souverain, et tout ainsin que les



bienheureux dans le Ciel, sans deschoir du privilège des créatures libres, sont tousjours saintement nécessités d'aymer Dieu ; nous voulons aussi nous contanter du titre des libres et n'avoir jamais aucun uzaige de ceste liberté qu'à exécuter tous les ordres que nous seront envoiés de la part de Sa Majesté. Il est toujours juste d'obéir à son prince ; et les escriptures, qui sont la loy de nostre croyance et de nos actions, nous apprennent que ce n'est point aux subjectz de treuver jamais à redire aux commandements de leurs souverains, quand mesme ils seroient injuste ; qu'elle obligation donc avons nous de nous soubmettre sans murmurer à toutes les volontés de notre roy, de Louis treiziesme, l'ung des plus saintz et plus vertueux qui aient esté jamais assis sur le trosne de nos roys, et qui possédant avec éminance toutes les excellentes qualités qui sont nécessaires à ung grand prince pour la conduicte des peuples, affecte néanmoins, par dessus toutes, celles de Louis-le-Juste ; et certainement ce n'est pas sans raison, la justice estant une vertu universelle qui passe sur toutes les aultres et quy les contient toutes en soy ; En la justice se trouve la prudence, la tempérance, la force, la piété et le reste des vertus, dont l'assemblaige faict le juste qui seul est digne de l'amour de Dieu et du respect des hommes. C'est pour cela qu'un des Pères de nostre église l'appelle la grande vertu et la mère de toutes les aultres, et que le maistre de la philosophie a dict qu'elle est parfaicte et accomplie de tout point et tellement excellente que l'estoille qui devance et suit le lever et coucher du soleil, a moingz de beauté qu'elle et mérite moins d'admiration. Et au regard des peuples, quel subject de plus grande consolation sauroient-ils recepvoir que d'avoir



ung prince juste ? Quels advantaiges ne s'en doibvent-ils pas promettre ; car s'ils considèrent le bien général et l'honneur du publicq, il est certain que les bonnes lois, estant l'âme et l'ornement d'un estat, et ne le pouvant faire qu'un prince juste en établisse que de fort équitables, il fault par une suite nécessaire, que le royaume qui sera régy par ung prince aymant la justice, soict parfaictement dispozé et ordonné et qu'il attire sur soy les louanges des voizins et l'admiration des estrangers ; que s'ils s'attachent à regarder seulement leurs inthérestz particuliers qu'ils font concister en leur soulagement, les scauroict-on attendre, avec raison, que d'un prince en qui la justice se rencontre ung des principaulx moiens pour solaiger des subjectz après l'amour qu'on doibt avoir pour eux est de cognoistre leurs forces et leurs nécessités. Or, c'est le plus grand soing de la justice que de rechercher ceste cognoissance, sans laquelle il luy est impossible de faire ses fonctions, c'est-à-dire de despartir avec équité les grâces et les chastimens, et si ceux-là ont eu quelque raison qui nous ont dépeint la justice avec les yeux voilez, pour nous apprendre que c'est sans considération des personnes qu'elle rend ses jugemens, j'estime que ceux-là ont encores mieulx pensé, qui nous l'ont figurée par ung œil attaché à la poincte d'ung sceptre ; nous représentant par celluy-cy la puissance et l'autorité qui sont absolument nécessaires pour l'appuy de la justice ; et par cest œil nous donnant à cognoistre que la justice veille incessamment pour pénétrer jusques dans les moindres circonstances des choses, afin de n'ordonner rien qu'à propos. Nous avons donc subject de croire de nostre grand et très-juste monarque que sa justice l'obligera de



prendre une entière cognoissance de l'estat de ses peuples ; et loué soict Dieu qu'il en a desjà eu de grandes espérances sur les lieux mesmes, n'y ayant poinct de province dans son Roiaume où Sa Majesté n'ayt esté en personne et dont elle ne cognoisse la bonté et les incommodités. Et après tout, nous espérons de sa bonté que, cognoissant ce que nous pouvons, elle nous fera ceste grâce de proportionner ses commandemens en nos forces et ne désirera de nos submissions que ce que nos faiblesses nous laissent le moien de luy randre ; aussi nous n'aurons jamais de plus tendres affections dans le cœur, ny de plus ardantes prières en la bouche, que celles qui regarderont sa conservation et sa prospérité, et, les moindres vœux que nous ferons pour elle seront qu'elle soict tousjours chérie de Dieu, que toutes sortes de bénédictions l'accompagnent, que la gloire et le bonheur ne s'esloignent jamais ; que la victoire suyve tousjours ses armes ; que l'hérésie achève de mourir à ses pieds ; que tous les dessaings de ses ennemis restent tousjours nutils ; qu'ayant estandu ses conquestes jusques aux extrémités de la terre, elle reigné en paix, et qu'après avoir dans le cours d'une longue vie heureusement jouy du fruict de ses travaulx, elle puisse laisser à une glorieuse postérité ses excellentes vertus et la couronne de tout le monde.

Et sur ce, avec ladicte asssemblée, nous serions séparés, à cause de l'heure tarde, et ordonné que le lendemain, à neuf heures du matin, on continueroit ladicte assemblée.



Du dix-neufviesme jour des mois et an susdicts, au lieu et pardevant que dessus, à neuf heures de matin.

Nous trésoriers, commissaire principal et président susdict, assisté des commissaires ordinaires cy-dessus nommés et des sieurs deputedesdictz Estatz particuliers et assiette, après avoir ouy la messe du Saint-Esprit, suivant l'ancienne coustume, serions allés en ladicte salle de l'évesché, et aiant chacun prins sa place, aurions ordonné qu'il seroict faict lecture des procurations desdictz deputedes qui ont droict d'entrer en l'assemblée, et y ont esté trouvés présans et assistans, assavoir, pour l'ordre ecclésiastique : ledict sieur vicair général ; vénérables personnes MM. M<sup>re</sup> Jean de Langlade, docteur en théologie, chanoine et deputedu Chappitre de l'église cathédrale de Mende ; Jean Durand, aussi docteur en théologie, prebtre, prieur du Buysson, envoyé de M. de Sainte Enimie ; Barthélemy Aldin, prebtre et chanoine en l'église de Maruejolz, envoyé de M. de Paliers ; M. Frère Anthoine de Moustier, chevalier de l'ordre Saint-Jean-de-Hierusalem, envoyé de M. de Saint Jean. Pour MM. les barons et nobles : noble Pierre de Retz de Bressolles, sieur de La Bessière, envoyé de M. de Randon, baron du tour, la présente année ; Pierre de Rochemeure, sieur du Fraisse, envoyé de M. M<sup>re</sup> Jacques de Langlade, docteur es droictz, juge en la baronie d'Apchier, envoyé de M. d'Apchier ; nobles François de Pierrebesses, sieur de Clastres-Basses, envoyé de M. de Cénaret ; Jean Borrelly, sieur de Pelouze, envoyé de M. du Tournel ; M. M<sup>re</sup> Guillaume Bardon, docteur es droictz, juge en la seigneurie d'Allenc ; noble Jean Salles, escuier, envoyé de M. de Sévérac ; Jean-



Jacques de Columb, sieur de Rochières, envoyé de M. de Portes; Louis de Retz de Bressolles, sieur de Villerosset, pour M. de Servières, son frère. Et pour le Tiers-Estat : les sieurs Buisson, de Recoles et Betouille, consulz de Mende; ledict Prieur, sieur de Combaurie; Pierre Brunenc et Guy Boniol, marchans, 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consuls dudict Maruejolz; Anthoine Chaptal, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Chirac; M<sup>e</sup> Michel Florit, notaire roial, 1<sup>er</sup> consul de la ville de La Canorgue; M<sup>e</sup> Jehan Michel, lieutenant de juge en la ville de Saint-Chély-d'Apchier, depputé de ladicte ville; Jean Gui, marchand, 1<sup>er</sup> consul de la ville du Malzieu; M<sup>e</sup> Pierre de Malgoires, 1<sup>er</sup> consul de la ville d'Yspaniac; M<sup>e</sup> Pierre Comte, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Sainte-Enimye; M<sup>e</sup> Jean Cairoche, 1<sup>er</sup> consul de Châteauneuf-de-Randon; et M<sup>e</sup> Claude Levosle, consul de la ville de Serverette. Les procurations ou pouvoir de tous lesquels susnommés ont esté remises et leues en l'assemblée, sauf desdicts sieurs de Villerosset et Bardon qui n'en ont point remis.

Et le sieur de Pelouze, envoyé de M. du Tournel, a remonstré qu'il continue les protestations que ledict sieur du Tournel a acoustumé faire en chacune asssemblée desdictz Estatz, de ne prester aucun consantement à la réception des envoyés de la dame de Hault-Villar et de S. Vidal, pour la baronnie de Cénaret; attendu que ledict sieur du Tournel a droict sur icelle, pour raison de quoy y a procès pendant au Conseil du Roy; requérant que sadicte protestation soit escripte pour servir en ce que de raison audict sieur du Tournel. Ce que par nous dict président a esté ordonné pour servir audict sieur du Tournel, comme il appartiendra. Et pendant le susdict jour, n'auroict esté plus travaillé en ladicte asssemblée,



à cause de diverses disputes quy seroient arrivées entre aucuns depputés de la noblesse sur les préséances.

Du mercredy, vingtiesme des susdictz mois et an, au lieu susdict, heure de une après midy.

Est venu en l'assemblée, M. le marquis de Canillac, qui a pris sa place et a esté receu en icelle comme l'un des barons.

Se sont aussi présentés nobles Anthoine de S. Martin, sieur de Vammalle, envoyé de M<sup>me</sup> dame Charlotte de Montmorancy, duchesse d'Angoulesme et baronne de Florac, pour ladicte baronnie ; Aldebert de Seguin, sieur de Prades, envoyé de M. le baron de Peyre ; M<sup>e</sup> Claude Olivier, 2<sup>e</sup> consul de la ville de Saugues ; M<sup>e</sup> Jean Prozet, consul de Florac ; le sieur de Grandville, consul de Saint-Estienne-de-Valfrancisque ; M<sup>e</sup> Guillaume Vigoureux, docteur, syndic de Saint-Auban, et M<sup>e</sup> Anthoine Boudon, notaire roial, consul du mandement de Nogaret. Lesquels ont remis leurs procurations et pouvoir et dont en a esté faicte lecture.

Et sur ce nous dict trésorier et présidant, après avoir receu le serement, en tel cas requis et accoustumé, de tous les depputés en l'assemblée cy-devant nommés, ils ont esté receus en icelle.

Ledict sieur de Vammalle, envoyé de M. le baron de Florac, a dict que ung aultre envoyé de ladicte dame duchesse d'Angoulesme, baronne de Florac, a assisté aux Estatz généraulx de Languedoc, comme baron de tour, attendu que cestoict son rang, et par ainsin qu'il doibt estre receu en ceste assemblée en qualité d'envoyé du baron du tour ; requérant luy donner sa place, qu'il trouve occupée par M. de La Bessière, envoyé de M. de



Randon ; protestant à faulte de ce, de tout ce qu'il peult et doibt. Et sur ce le sieur de La Bessière aiant remonstré que M. du Tournel a esté receu comme baron du tour aux Estatz derniers, tenus en l'année 1628, et que le tour de baron venoict, en l'année 1629, audict sieur de Randon, suyvant la roue et ordre dudict pais, et en ladicte année ny depuis les Estatz n'ayant esté tenus, ceste interruption ne luy peult faire perdre son rang ; et partant qu'il doibt estre continué à assister comme envoyé du baron de tour, veu mesmes qu'il a esté receu en ceste qualité ; ce qu'ayant esté mis en délibération et les voix recueillies, a esté conclud que ledict sieur de La Bessière continuera son assistance en ceste asssemblée comme envoyé dudict sieur baron de Randon, estant en tour.

Et à mesme instant lesdictz sieurs de La Bessière et de Vammalle, ayant esté rappelés en l'assemblée, chascun y a pris sa place conformément à la susdicte délibération et en la forme ancienne.

Et par nous dictz président, aiant esté remonstré qu'il est très-nécessaire de procéder à la nomination d'ung greffier, suyvant l'édict de Sa Majesté, et que nous les exhortions de jeter les yeux sur quelque personne de probité pour exercer ceste charge ceste année.

M. Jean de Brugeron, greffier de la Cour commune du bailliaige de Gévaudan, estant en pariaige entre le Roy et le seigneur évesque de Mende, a remonstré que le principal droict et privilége dudict greffier du bailliaige conciste en la faculté d'escrire aux assemblées des Estatz et assiette dudict pais ; duquel droict il est en possession et en a jouy, par luy ou ses commis depuis environ cinquante ans, et les pourveus du mesme greffe auparavant luy en ont tousjours aussi jouy, sans que les



deputés desdictz Estatz et assiettes aient préthandu de donner aucung empêchement aux pourveus dudict greffe. ny faire nomination pour escrire en leurs assemblées d'aultres personnes que d'iceulx, ainsy qu'ilz l'auroient tesmoigné en l'assamblée tenue à Mende, en l'année 1585, où ledict Brugeron fust maintenu en la possession dudict droict d'escrire ausdictz Estatz, contre M<sup>e</sup> Pierre Lenoir, commis au greffe du sénéchal, lhors séant audict Mende, qui se voulant ingérer d'escrire en ladicte assamblée, en fust déboutté par délibération du 14<sup>e</sup> octobre audict an ; confirmée en suite par arrest du Conseil d'Estat du 17<sup>e</sup> décembre 1587. Soubstenant par ce moien, ledict de Brugeron, n'y avoir lieu de faire à présent nouvelle nomination d'aultre personne pour escrire en ceste assemblée ; veu mesme que par les termes de l'édict du Roy, il appert clairement que comme l'intention de Sa Majesté n'a esté que de pourvoir aux désordres des assemblées des Estatz et assiettes des diocèses, dont elle a jugé que l'un des principaulx procédoit de ce que les greffiers, estans choisis par les députés seulz desdictz diocèses, ils deppendent entièrement d'eux ; sadicte Majesté n'entend pas aussy qu'il soict faicte nouvelle nomination des greffiers, sinon en tant qu'ils deppendent desdictes assemblées. Ce que ne se reconstrant pas en la personne dudict de Brugeron, puisqu'il se trouve pourveu par sadicte Majesté et par ledict seigneur évesque de Mende, il est hors de soubçon pour ce regard, et par ainsin ne peult en fère nouvelle nomination d'aultre personne sans contrevenir directement à l'intention de sadicte Majesté, et mesmes faire notable préjudice à ses droictz, comme il arriveroict par le moien de ladicte nouvelle nomination dont il pro-



teste par exprès, et d'avoir recours à sadicte Majesté et à nos seigneurs de son Conseil, en cas il seroict faict aultrement.

Sur quoy par nous dicts présidant a esté ordonné que, sans préjudice du droict préthandu par ledict de Brugeron, ses protestations demeureroient escriptes au présent verbal, pour luy servir en ce qu'il appartiendra, et néanmoins, qu'il sera procédé à la nomination d'ung greffier pour escrire en la présente assemblée et en l'assiette dudict diocèse, conformément au susdict Edict.

M. de Canilliac a remonstré que, pour plusieurs considérations, les oppinions des depputés de ceste assemblée doibvent estre balotées, comme l'on faict en diverses assemblées et notamment en celle des Estatz généraulx de ceste province, pour esviter les inimitiés et inconveniens qui, faisant aultrement, s'en peuvent ensuivre, et requis mettre sa proposition en délibération ; ce que par nous dict présidant a esté ordonné.

Et incontinent, ayant faict oppiner les assistans sur ces deux affaires, a esté conclud et arrêté, d'une commune oppinion, que ledict sieur de Brugeron est choizi pour greffier des Estatz et assiette dudict païs ; à quoy nous aurions consanty, attendu le bon et fidelle rapport qui nous avoit esté faict de sa personne. Et à l'instant, l'ayant faict rappeler, il a presté le serement en tel cas requis et nécessaire, après avoir faict et réitéré les mesmes protestations qu'il a cy-devant faictes, de ne se préjudicier aux droictz qu'il a d'escrire auxdictes assambles et assiette, comme estant annexe au greffe de ladicte Cour du bailliaige, duquel il est pourveu et duquel droict il a tousjours jouy.



Et pour le regard de la proposition faicte par ledit sieur de Canillac, pour faire balotter les oppinions des depputés de l'assemblée, elle s'est trouvée en partage, y ayant ben aultant d'oppinions pour les faire balotter que pour demeurer libres en la forme ancienne et à la vive voix, à cause de quoy ceste proposition a demeuré indécise et a esté renvoyée pour estre résolue à la première séance de l'assamblée.

Et à l'instant, par nous dict président a esté ordonné que par ledit greffier ou son commis, seroict faicte lecture de nostre commission pour l'imposition des sommes y contenues.

Ce qu'ayant esté faict à haulte voix, ensemble de l'édict de sadicte Majesté, nonobstant la lecture cy-devant faicte d'icelluy, nous aurions ordonné que ladicte commission seroict enregistrée au greffe dudict diocèse et que par nous, assisté des aultres commissaires ordinaires quy ont accoustumé d'assister au département, seroict procédé à l'imposition des sommes y contenues, le plus dilligemment qu'il nous seroict possible, afin que par ce deffault le service du Roy n'en demeure retardé; comme aussi sera procédé à l'imposition des frais ordinaires dudict diocèse, suyvant l'estat quy en sera remis devers nous, de la part de ceste assamblée, ladicte commission estant de teneur :

Les commissaires présidans pour le Roy en l'assemblée des gens des trois Estatz du pais de Languedoc, convoqués par mandement de Sa Majesté en la ville de Béziers, au mois d'octobre dernier, au sieur de Beaulac, trésorier général de France, commissaire principal et aultres commissaires depputés; quy ont accoustumé d'assister en l'assiette et assemblée du diocèse de Mende, salut.



Satisfaisant par nous aux lettres patentes du douzième dudict mois d'octobre, qu'il a pleu à Sa Majesté adresser, en exécution de son édict et règlement dudict mois public, en sa présance, du consantement desdictz Estatz, pour l'imposition des sommes ordonnées d'estre levées durant la présente année, en l'estandue des villes et diocèse de ladicte province, sur tous ses subjectz contribuables aux tailles ; scavoir : 800,000 livres, faisant partie de 1,050,000, qui par l'édict doit revenir nect en l'espargne, le surplus estant parfourny des 250,000 du prix de l'affirme de l'équivalent, réunis audict païs, et par luy délaissé à Sa Majesté en l'année présente 225,655 livres 18 sols 8 deniers, pour les gaiges et taxations des receveurs et contrôleur des receptes particulières desdictz diocèses, rentes constituées sur icelles, tant anciennes que nouvelles ; 220,474 livres 3 sols, pour les gaiges des trésoriers généraulx, de France, rentes assignées sur lesdictes receptes généralles et aultres, tant des maistres des portes de ladicte province que de plusieurs aultres officiers assignés sur lesdictes requestes ; 4,200 livres pour le droict d'expédition et seau des offices des commissaires des assiettes qui n'ont poinct heu lieu ; 1,280,250 livres, sur et tant moins du principal et intérêt du remboursement des esleuz et droictz héréditaires, supprimés par ledict édict ; 240,051 livres pour les mortes paies et garnisons ; 9,650 livres pour les appointements des gouverneurs des places, leurs lieutenants et officiers d'artillerie, résidans en ladicte province ; 25,170 livres pour l'entretienement des gardes du sieur gouverneur dudict païs, taxation du commissaire et contrôleurs, estant en ladicte province ; 12,000 livres pour les réparations des villes frontières ; 40,000.



livres pour les réparations des pontz et chaussées; 30,000 livres pour les gaiges de prévostz et officiers de la maréchaussée. Toutes lesdictes sommes revenans à 2,887,581 livres, dont ledict diocèse dudict Mende doit porter, pour sa cote part, 154,044 livres 18 sols 2 deniers; plus 282,500 livres contenues ausdictes lettres, pour le taillon et augmentation d'icelluy. De laquelle, ledict diocèse doit porter pour sa cottité 15,071 livres 7 deniers; 50,000 livres pour les fraiz ordinaires des Estatz et gaiges de leurs officiers, dont ledict diocèse doit porter pour sa cottité 2,667 livres 11 sols 6 deniers; 70,000 livres pour les gratifications des sieurs gouverneur et lieutenans généraulx et aultres personnes desnommées en l'estat de distribution de ladicte somme, arrestée au Conseil; 57,500 livres pour les debtes et affaires extraordinaires dudict païs; 100,000 livres faisant moitié de 200,000 livres quy doibvent, suivant ledict Edict, estre imposée en deux années, desquelles la première, pour la révocation des Edictz de création des collecteurs des parroisses et de la comptabilité du trésorier de la bourse et des villes et communautés du païs en la Cour des comptes de Montpellier; 6,000 livres pour les gaiges des trois trésoriers de la bourse dudict païs, créés par ledict Edict, et 6,937 livres 17 sols, à quoy montent les taxations de celluy desdictz trésoriers de la bourse, quy est en exercice la présente année, à raison de 6 deniers pour livre de tous les deniers de son maniment, suivant ledict Edict; desquelles sommes, faisant ensemble 244,037 livres 10 sols, ledict diocèse doit porter, pour sa cote part, 12,827 livres 12 sols 6 deniers; nous vous mandons, chacun en droy soy, suivant le pouvoir à nous donné par lesdictes lettres, d'asseoir et imposer sur tous



les contribuables dudict diocèse, le fort portant le faible, le plus également que faire se pourra, lesdictes sommes de 154,044 livres 18 sols 2 deniers, et de 15,071 livres 13 sols 7 deniers, sans aucunes taxations, et lesdictes sommes de 2,667 livres 11 sols 1 denier; et de 12,827 livres 12 sols 6 deniers avec les frais d'assiette et despances ordinaires dudict diocèse, suivant l'estat arresté au Conseil, en conséquence du règlement général du 9<sup>e</sup> mars 1608; dans lesquels vous comprendrez la somme de 810 livres, pour les vacations des trois depputés qui ont assisté ausdictz Estatz, à raison de 9 livres par jour, sans tirer à conséquence pour l'advenir et les taxations de 10 deniers pour livre du receveur desdictes tailles, pour estre lesdictes sommes levées et reçues par le receveur des tailles et taillon et par eux païées es premiers jour de may, juillet et octobre; scavoir : celle de 154,044 livres 18 sols 2 deniers pour la partie de l'espargne, gaiges et taxations des receveurs et contrôleurs, rentes, gaiges des trésoriers de France, maistres des postes et aultres officiers, droictz d'expédition et seau, remboursement des esleus et droictz héréditaires, mortes paies et garnisons, appointemens des gouverneurs des places, gardes du sieur gouverneur de la province, réparations des villes frontières et des pontz et chaussées et gaiges des prévostz et aultres officiers de la maréchaussée, à la recepte générale des finances dudict Montpellier, les charges assignées sur lesdictes receptes particulières, préalablement desduictes selon qu'elles seront expécifiées es estatz de Sa Majesté, celle de 15,071 livres 13 sols 7 deniers, à la recepte générale dudict taillon audict Montpellier, et par préférence à toutes les sommes la cotte part dudict diocèse pour les



frais desdictz Estatz pour estre entièrement fournie audict trésorier de la bourse au premier desdictz termes par lesdictz recepveurs particuliers des tailles, et la somme de 12,827 livres 12 sols 6 deniers pour les gratifications, debtes du païs, révocation de l'Edict des collecteurs et de la comptabilité, gaiges et taxation dudict trésorier de la bourse, audict trésorier de la bourse par les mesmes receveur des tailles, aux trois termes susdictz, et les frais d'assiette et despences ordinaires du diocèse aux desnommés audict estat, arrêté au Conseil, ainsin qu'il est porté par icelluy ; vous donnant, à cest effect, pouvoir d'ordonner toutes contraintes contre les cottizés, au paiement desdictes sommes, comme pour les propres deniers et affaires de Sa Majesté, nonobstant opposition ou appellations quelconques et sans préjudice d'icelles. Mandons pareillement à tous justiciers et subjectz de Sa Majesté de prester aide, conseil et prison sy besaing est, et requis en sont pour l'exécution desdictes contraintes. Et parce qu'il sera besaing de nostre présente commission et mandement en divers lieux, les extraictz signés du greffier dudict diocèze voudront et serviront d'original. Faict à Paris, le 5<sup>e</sup> jour de mars 1633 : Miron.-Particelle. Et plus bas : Par mesdictz sieurs : Petit, signés à l'original en parchemin et scellé des seaulx et armes desdictz seigneurs présidans.

Du vingt-uniesme dudict mois d'apvril, de matin, au lieu susdict.

Se sont présentés frère Nicolas de Digeon, prieur claustral de l'abbaye des Chambons, pour M. des Chambons ; requérant estre receu en l'assemblée, nonobstant



qu'il n'aye procuration, attendu qu'il est prieur claustral de ladicte abbaye.

Aussi se sont présentés M<sup>e</sup> Jacques Jourdan, docteur ez droictz, de la ville de Maruejolz, envoyé de M. de Montrodât, et Mathieu Savy, contrôleur de l'extraordinaire des guerres, en Languedoc; Pierre Marce, consul de Lengoigne, avec leurs procurations; Jean de Vie, notaire roial, consul de Barre, et Anthoine de Calvet, sieur de La Clavelle, consul de la viguerie de Portes, sans aucunes procurations.

Et lecture faicte des trois procurations susdictes et receu le serement desdictz six députés, ils ont esté receus en l'assemblée.

Et par mondict sieur le présidant, aiant esté ordonné d'appeller les voix desdictz six depputés sur la proposition indécize le jour d'hier, sy les voix doibvent estre balottées ou non, et iceulx aiant oppiné, a esté conclud n'y avoir lieu de balottement et qu'on oppinera en la forme ancienne et accoustumée.

M. l'envoie de MM. du Chappitre de Mende, a dict qu'un des principaux affaires de ceste assemblée est de faire la nomination d'un syndic, à cause du décès arrivé puis deux jours de M. Jean de Fumel, sindicq, afin que par ce deffault les affaires du Roy et du publicq ne reçoivent retardement ny préjudice. Et sur ce, mondict sieur le président ayant faict appeller les voix, a esté faicte nomination d'ung commung consantement, en la charge de syndic dudict diocèse, de la personne dudict sieur Buisson, 1<sup>er</sup> consul de Mende, pour en jouir et l'exercer aux honneurs et droictz y appartenans, durant sa vie. Et à l'instant, ledict sieur Buisson aiant presté le serement en tel cas requis et acoustumé entre les mains



de mondict sieur le présidant, il a esté receu en ladicte charge.

M. de La Bessière, envoyé de M. de Randon, a dict qu'il n'est pas raisonnable que MM. de l'église et de la noblesse, qui ont séance et voix délibérative en ceste assemblée, viennent et assistent en icelle à leurs despans; réquerant qu'il soict faicte très-humble remonstrance à Sa Majesté de leur accorder et permettre l'imposition de ce à quoy peult revenir leur deffray, suivant la taxe qu'en sera faicte par MM. les commissaires de l'assiette, ainsy qu'il estoict accoustumé. Sur quoy l'affaire ayant esté mis en délibération, auroici esté conclud que très-humbles remonstrances seroient faictes au Roy, d'accorder audict diocèse la permission d'imposer la somme de 2,000 livres pour le défray des depputés de l'église et de la noblesse.

Du vingt-deuxiesme jour dudict mois d'apvril, de matin.

S'est présenté M<sup>e</sup> Jacques Gérard, bachelier es droictz, comme envoyé de M. de Gabriac, avec procuration; de laquelle ayant esté faicte lecture et de luy receu le serement accoustumé, il a esté receu en l'assamblée.

Le sieur syndic a remonstré que les hoirs de feu M<sup>e</sup> Marcelin de Manifacier, receveur des tailles au présent diocèse, font demande audict pais de la somme de 7,976 livres 11 sols 6 deniers; pour raison de quoy il avoict obtenu divers arrestz de la Cour des Aides de Montpellier, scavoir : es années 1604 et 1610, portant condempnation de 1,502 livres 11 sols 6 deniers, pour la levée des deniers extraordinaires imposés audict diocèse, en l'année 1599, et encores d'aulture somme de 1,800 livres, par aulture arrest du 30<sup>e</sup> décembre 1610, donné à



la requeste de Pierre Savaron, sieur de Vernas. De laquelle somme fust faicte rémission à feu Pierre Bancols, dont lesdicts hoirs ont droict, les intérestz de ladicte somme aiant esté liquidés par MM. Delom et Gallièrès, trésoriers généraulx de France, commissaires depputés par le Roy pour la vériffication des debtes dudict diocèse, le 9<sup>e</sup> novembre 1616, à la somme de 600 livres. Et depuis, lesdictz hoirs, à faulte de paiement, auroient obtenu aultre arrest le 14<sup>e</sup> febvrier 1632, contenant la liquidation des intérestz, oultre ceux qui ont esté cy-devant liquidés et mentionnés à pareille somme de 1,800 livres avec despans, taxés à 104 livres 10 sols 6 deniers. Et par aultre arrest du 19 mars 1611, ledict sindic auroit encores esté condempnés en la somme de 1,210 livres 10 sols, pour un debet de compte, rendu par ledict sieur de Manifacier. Et encores par aultre arrest du 26<sup>e</sup> juing 1628, sur la garantie requise par lesdictz hoirs contre ledict sindic, pour raison de la demande que le sieur Dautheville faisoict contre eux, dont ledict sindic se trouve condempné à les garantir et relever de la somme de 962 livres; toutes lesquelles sommes reviennent à ladicte première de 7,976 livres 11 sols 6 deniers; de laquelle ils font demande audict païs et préthendent, en vertu des arrestz, continuer leurs poursuites et se faire adjuger d'aultres inthérestz, avec plusieurs despans, s'il n'est pourveu à leur paiement, attendu mesmes qu'en tous les arrestz énoncés cy-dessus, le sieur de Fumel, cy-devant sindic, a contesté et esté ouy; ce qu'ayant esté mis en délibération, a esté conclud que ladicte somme de 7,976 livres 11 sols 6 denjers, contenue ausdictz arrestz, sera couchée en l'estat des debtes dudict païs, et MM. les commissaires depputés par Sa Majesté,



priés d'en faire la vérification, sy faiot n'a esté, pour sur icelle en estre poursuivy et obtenu les lettres d'assiete nécessaires pour faire l'imposition de ladicte somme aux années et termes qu'il plaira à sadicte Majesté ordonner, le tout aux fraiz et despans dudict païs, sauf solutions et paiement, sy aucuns en avoient esté faictz.

M. le vicaire du seigneur évesque de Mende, comte de Gévaudan, a remonstré qu'ayant esté prié par MM. les commis et depputés dudict païs, de s'acheminer en la ville de Pézénas, pour faire procéder à la vérification des debtes dudict diocèse par MM. les commissaires à ce depputés par Sa Majesté, y estant, il auroit faict dresser l'estat desdictz debtes, et icelluy remis devant lesdictz sieurs commissaires, desquels il en auroit obtenu la vérification, et leur advis inséré au pied dudict Estat, et ensuite présenté requeste ausdictz sieurs commissaires, pour avoir permission d'emprunter 6,000 livres pour employer à poursuivre en Cour la permission de ladicte imposition, comme résulte de ladicte requeste et estat et d'autre estat des fraiz de ladicte vérification, taxés par lesdictz sieurs commissaires. Et d'autant qu'il a fourny les frais de sondict voiaige et de ladicte vérification sans en avoir receu aucune chose, et qu'il convient à présent la faire continuer pour les debtes non comprins audict estat, et de faire ledict voiaige en Cour pour obtenir permission d'imposer le tout, il a requis l'assemblée de faire paier sondict voiaige et fournitures. Et sur ce, ouy le sieur syndic dudict païs, et lecture faicte dudict estat de taxe, arrêté par lesdictz sieurs commissaires, ensemble de la requeste par laquelle il est permis audict sieur vicaire général emprunter la somme de 6,000 livres, pour le paiement du droict de seau, frais



dudiot voiaige et obtention desdictes lettres d'assiette ; a esté conclud que ledict sieur vicaire sera remercié du soing qu'il a pris à faire faire ladicte vérification ; et néantmoins supplié de faire ledict voiaige en Cour et de poursuivre et obtenir du Roy la permission de faire l'imposition desdicts debtes à tels paiemens et années qu'il plaira à Sa Majesté d'ordonner, et par mesme moien de faire arrester, audict Conseil, l'estat des frais et despenses ordinaires dudict diocèse qui luy sera baillé par ledict syndic, et obtenir permission d'en faire l'imposition annuellement. Et pour fournir au droict du seau, frais de l'obtention des commissions et aultres nécessaires qu'il empruntera en vertu de ladicte ordonnance, mise au pied de ladicte requeste, ladicte somme de 6,000 livres, aux inthérestz, de telles personnes, et pour le temps qu'il advisera, laquelle somme avec lesdictz intérestz il fera comprendre dans ledict estat et vérification des debtes et permission d'imposer pour estre payée et remboursée, à ceux qui en auroient faict le prest, des premiers deniers qui seront imposés, et par préférence à tous aultres debtes, à la charge qu'il sera payé de sondict voiaige et fournitures par luy faictes, qu'il fera comprendre dans ledict estat et commission, pour en estre faicte l'imposition et paiement des premiers deniers et par préférence comme dessus.

Sur la requeste présentée par le sieur de Valcrozet, au nom de noble Jacques d'Yzart, sieur de Crussolles, son frère, par laquelle il demande audict pais la somme de 366 livres 13 sols, d'une part, pour restes de 666 livres 13 sols 4 deniers, pour la portion dudict diocèse, du tiers de 2,000 livres, à laquelle revient l'entretènement de cent soldatz, ordonnés en garnison dans la ville



de Villefort, par deux ordonnances de feu Mgr le duc de Montmorancy, gouverneur pour le Roy, en Languedoc, et pour deux mois, commencés le 15<sup>e</sup> de mars 1629, pour la conservation de ladicte ville en l'obéissance du Roy ; ladicte garnison payable pour lesdictz deux mois par les diocèses d'Uzès, Vellay et Gévaudan ; et de 400 livres aussy ordonnée par mondict seigneur le duc de Montmorancy, par aultre ordonnance du 16<sup>e</sup> juing audict an, pour les frais de la recreue faicte à la compagnie du maistre de camp, du régiment de Languedoc, où ledict sieur de Crussolles estoict lieutenant ; et desquelles sommes il n'a peu estre païé. Lecture faicte de ladicte requeste, a esté conclud que, pour toutes prétentions desdictz sieurs de Crussolles et de Valcrozet, pour raison de ce dessus, il leur est accordé la somme de 600 livres, pour estre couchée en l'estat des debtes dudict païs, et vériffié par MM. les commissaires depputés, par Sa Majesté, à la vériffication d'iceulx.

Le sieur de La Fargette, envoyé de M. d'Apchier, a faict rapport à l'assemblée, des demandes faictes par le sieur de Frayssinet, héritier de feu M. de Fumel, syndic du païs de Gévaudan, contenant que le païs le doibt relever et garantir des obligations et promesses qu'il a faictes et contractées pour le païs, tant en son propre nom que en qualité de syndic, veu que bien souvent ceux qui prestoient au païs ne le vouloient faire qu'à condition qu'il s'obligeroit en son propre. Aussy qu'il a fourny plusieurs sommes pour les affaires journalières et pressans, de partie desquelles il en a rendus comptes, par lesquels il luy est deub ; aussi luy sont deubz ses gaiges ordinaires des années 1629, 1631 et 1632, à raison de 120 livres par an, montant 480 livres ; qu'ayant servy



fidèlement le païs depuis environ quarante ans, qu'on doibt avoir esgard à ses soings, peines et travaux extraordinaires, et de recognoistre sondict héritier de ce qu'il plaira à l'assemblée juger raisonnable. Sur quoy a esté conclud que les héritiers dudict sieur de Fumel seront relevés et garantis par ledict païs de toutes promesses et obligations faictes et contractées par ledict feu sieur de Fumel, tant en son nom propre qu'en qualité de syndic qui auront esté employés et convertis aux affaires dudict païs, et en cas que pour raison d'icelles, sondict héritier seroict vexé et molesté, que ledict sieur Buisson, à présent syndic, prendra le faict et cause pour luy et le relèvera au nom dudict païs du principal et de tous despans, dommaiges et intérestz. Et pour le regard des débets de ses comptes, fournitures et aultres despences susdictes, ensemble de ses gaiges ordinaires dont il n'en a esté païé, ensemble la somme de 300 livres que l'assemblée luy a accordée en récompense des soingz, peines et travaux extraordinaires dudict feu de Fumel, durant les années qu'il a exercé la charge de syndic audict païs. A esté aussi conclud que les sommes, à quoy le tout pourra revenir, seront couchées en l'estat des debtes dudict diocèse, pour estre vérifiées par MM. les commissaires depputés par Sa Majesté à ladicte vérification.

M. Brugeron, greffier, en ceste asssemblée, a remonstré qu'encores que luy ou ses commis aient pareillement servy le païs en ladicte qualité depuis l'année 1628, par la continuelle assistance qu'il a rendu ou faict rendre, tant es assemblées quy se sont faictes des quatre commis, syndic et depputés dudict païs, au lieu des Estatz dudict païs et pendant les quatre années dernières 1629, 1630, 1631 et 1632 qu'ils demeurèrent supprimés, qu'en



toutes les aultres et diverses occasions qui se sont présentées durant ledict temps pour faire diverses despêches au nom desdictz commis et sindic dudict païs, pour le service de Sa Majesté et d'icelluy païs ; ce néanmoins il n'a receu aucune chose de ses gaiges ordinaires desdictz quatre années escheues, revenans à 600 livres à raison de 150 livres par an, oultre la courante, et prié l'assemblée de pourvoir à son paiement ; a esté conclud, attendu que l'assemblée est très-bien informée du service rendu audict païs par ledict sieur Brugeron eu ses commis, en qualité de greffier dudict diocèse, qu'il sera païé, de mesme que les hoirs dudict feu de Fumel, sindic, de ses gaiges ordinaires desdictes années 1629, 1630, 1631 et 1632, revenans à 600 livres ; et laquelle somme pour cest effect sera couchée en l'estat des debtes dudict païs et comprinse aux lettres d'assiette quy seront obtenues de Sa Majesté pour l'imposition des debtes dudict païs.

Le sieur de La Fargette a aussi dict luy avoir esté mis en main ung mandement faict par MM. les commis, députés et sindic dudict païs, au sieur de Sarroul, de Saint-Chély, de la somme de 400 livres, pour les voiaiges par luy faictz en Cour et en Languedoc, devers feu M. le comte de Schomberg, au mois d'aoust dernier ; requérant qu'il soict pourveu à son paiement ; a esté conclud que ledict mandement sera réduict et modéré à la somme de 300 livres. Laquelle, en vertu dudict mandement et présente délibération, sera couchée en l'estat des debtes du païs pour estre vériffié par lesdictz sieurs commissaires.

Sur la requeste présentée par André Batiffol et Jean Girbal, de la paroisse de Grandval, par laquelle ilz remonstrent, qu'en l'année 1628, le feu sieur de La Con-



damine, commandant pour l'hors au chasteau de Peyre, leur auroict faict prendre trente et une beste à corne ou rossatine et d'icelles obtenu deslivrance pour la somme de 350 livres, sur et tant moingz de 4,500 livres à luy accordées, par arrestz du Conseil sur le sindic général ou receveur de la province de Languedoc. A suyte de quoy lesdictz Batiffol et Girbal auroient faict plusieurs poursuites en la Cour du Bailliaige de Gévaudan, contre le corps de ladicte paroisse de Grandval, dont y eust appel en la Cour des Aides de Montpellier, qui a demeuré impoursuivy à cause des promesses que feu M. Fumel, sindic dudict païs, leur faisoit de les faire desdomaiger sur le général dudict diocèse, attendu que ladicte exécution estoict faicte à faulte de paiement de la taille de ladicte parroisse, quy néanmoins avoict esté payée à M. Roux, receveur, en ladicte année, audict diocèze; de sorte qu'ils n'ont peu avoir aucun recours de leur dict bestail. A cause de quoy, veu qu'il n'est raisonnable qu'ilz souffrent ceste perte en leur particulier, prient et requièrent l'assemblée de pourvoir à leur remboursement et desdomaigement de la valler dudict bestail, qui excède 240 livres, et icelle somme, faire coucher en l'estat des debtes dudict païs. Sur quoy, ouy ledict sieur Roux, quy a dict que non-seullement, de ladicte parroisse de Grandval, mais encores de beaucoup d'autres, en nombre de seitze, oultre celle dudict Grandval, ledict feu sieur de Peyre, en vertu de certains arrestz, par luy obtenus dudict Conseil, contre les sieurs sindic général de Languedoc et trésorier de la Bourse dudict païs, se servant du temps et de l'autorité qu'il avoit dans ledict diocèse de Mende, se seroict faict paier par force et violence par les consuls et collecteurs, quy estoient de sa bienséance,



4,600 livres et plus, des deniers de la bourse, imposés ladicte année ; au paiement desquelz ledict sieur Roux, voulant faire contraindre lesdictz collecteurs, il auroict esté requis, par MM. les commis, depputés et syndic dudict diocèse, surseoir ladicte levée jusques à ce que l'instance au Conseil entre les sindicq desdictes parroisses, demandeurs en restitution des sommes prinses par ledict feu sieur de Peyre, avec despans, damages et intérestz contre lesdictz syndic général et trésorier de la bourse, quy se trouvoient condempnés par lesdictz arrestz, fust vuydée ; ce que ledict sieur Roux auroict faict jusques à présent. Mais d'autant qu'il est contrainct par rigoureuses exécutions au paiement des sommes par luy deues de restes desdictz deniers de la bourse, a requis l'assemblée pourvoir à son indemnité, tant de pareille somme que ledict sieur de Peyre a reçue desdictz collecteurs, que de toutes fournitures, frais et despens, sy mieulx l'assemblée n'ayme ordonner qu'il continuera sa recepte sur lesdictes parroisses ; a esté conclud que le syndic du diocèse est chargé de poursuivre ladicte instance et en faire donner arrest au Conseil ; et des premiers deniers qui proviendront ensuite dudict arrest, estre païé et remboursé ausdictz collecteurs desdictes parroisses, ce qu'ils feront apparoir avoir païé audict feu sieur de Peyre, par préférence à tous aultres deniers ; et n'empesche ledict país que ledict sieur Roux ne se face paier ce qui luy est deub par lesdictes parroisses.

Le rieur Jean Sales, envoyé de M. de Sévérac, a remontré luy avoir esté expédié mandement, par MM. les commis, depputés et syndic de ce diocèse, de la somme de 300 livres, en novembre 1629, pour les frais mentionnés audict mandement. Duquel n'ayant peu avoir



paiement, a requis l'assemblée y pourvoir. A esté conclud que ladicte somme sera couchée en l'estat des debtes dudict païs avec les aultres debtes d'icelluy.

Le sieur de Prades, envoyé de M. de Peyre, a remonstré que, sur la convocation faicte par Sa Majesté des Estatz généraulx de la province de Languedoc, au 19 d'octobre 1631, M. d'Esparbier, official et vicaire général du seigneur évesque de Mende, comte de Gévaudan, avec M. André Chevalier, docteur ez droictz, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Mende, et ledict sieur de Prades, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejolz, y seroient allés, et arrivés audict Pézénas, le 9<sup>e</sup> dudict mois, où ils auroient demeuré jusques au 22<sup>e</sup> juillet 1632, que l'assemblée fust séparée, y aiant employé, compris le temps pour y aller et de leur retour, aiant esgard qu'à cause des mouvemens, ils n'eurent moien se rendre à Mende que le 4<sup>e</sup> du mois d'aoust suyvant, dix mois entiers, faisant 300 jours, revenant à raison de 6 livres par jour pour chascun, à 1,800 livres aussy pour chascun. Sur laquelle lesdictz sieurs Chevalier et de Prades accordent avoir receu ausdictz Estatz la somme de 600 livres ; tellement qu'il est deub audict sieur vicaire général lesdictes 1,800 livres par entier, et ausdictz Chevalier et de Prades, desduict lesdictz 600 livres, pour tous deux 3,000 livres, qu'est 1,500 livres pour chascun. Lesquelles sommes, ledict sieur de Prades audict nom, a requis l'assemblée faire imposer tous leur paiement; a esté conclud que lesdictes sommes seront couchées en l'estat des debtes et vérifiées par lesdictz sieurs commissaires, pour après estre prinse dans la commission qu'on obtiendra pour imposition des aultres debtes du païs et paiée ausdictz sieurs



vicaire général, Chevalier et de Prades, comme à chacun d'eux concerne, en la forme et aux paiemens qui seront prescriptz par ladicte commission.

M<sup>e</sup> Jacques Jourdan, envoyé de M. de Montrodât, a dict que le sieur Hélié Destrectz, bourgeois et 1<sup>er</sup> consul de Mende, en l'année 1629 ; M<sup>e</sup> Jean-Baptiste de Fumel, sieur de Larchette, subztitut du sieur de Fumel, son père, syndic du pais de Gévaudan, et ledict sieur Jordan, comme 1<sup>er</sup> consul de Maruejolz, ayant assisté aux Estatz généraulx, convoqués au 15<sup>e</sup> de mars et qui auraient demeurés assemblés jusques au 7<sup>e</sup> d'aoust suyvant, ayant employé en tout, compris le temps pour y aller et revenir, 150 journées, desquelles ils n'ont receu aucune chose, et à présent en font demande à raison de 6 livres par jour chacun, ainsi qu'est accoustumé, montant, pour tous trois, la somme de 2,700 livres, qu'est 900 livres pour chacun ; requérant l'assemblée pourvoir à leur paiement, veu mesmes qu'ils font apparoir du certificat qu'ils ont en main de M. l'archevesque de Narbonne, présidant, et par le sieur Dazan, greffier desdictz Estatz généraulx ; a esté conclud que ladicte somme de 2,700 livres, leur sera couchée en l'estat des debtes dudict diocèse, sous le nom desdictz sieurs Destrectz, Jordan et de Fumel, à raison d'un tiers pour chascun, pour leurs journées et vaccations du voiaige par eulx faict ausdictz Estatz généraulx en ladicte année 1629, pour estre comprise dans la commission que sera obtenue de Sa Majesté pour l'imposition des debtes dudict diocèse.

M. Buisson, syndic dudict diocèse, a remonstré que pour esviter la ruyne de plusieurs ponts de ce diocèse et mesmes de trois quy sont près dudict Mende, très-importans au publicq pour le commerce, il est nécessaire de



faire travailler promptement à la réparation d'iceulx, et à cest effect à la vérification qu'en doibt estre faicte, pour sur icelle obtenir permission d'imposer les frais desdictes réparations, selon et ainsin qu'il plaira à Sa Majesté d'en ordonner. Comme aussy de pourvoir au paiement des gaiges du prévost, greffier et archers dudict diocèse, afin qu'ils aient moyen de faire leurs charges et tenir les passaiges et chemins en sûreté et empêcher les voleries et aultres excès quy par ce deffault en pourroient arriver; requérant l'assemblée d'en délibérer. A esté conclud que M. de Beaulac, trésorier général de France, commissaire principal de l'assiette de ce diocèse et présidant en la présente assemblée, est supplié fère la vérification que besoiing sera ausdictz trois pontz près Mendé; et que Sa Majesté sera très-humblement supplée de vouloir affecter les deniers qui sont levés en ce diocèse pour les pontz et chaussées, aux susdictes réparations, selon et ainsy qu'il sera ordonné par MM. les trésoriers généraux de France, et que lediot sieur sindic poursuivra, devers sadicte Majesté, et partout ailleurs où besoiing sera, le paiement des gaiges de prévost, greffier et archers de ce diocèse de l'année courante, sur la somme de 30,000 livres, imposée pour les prévost et officiers de la prévosté en Languedoc.

Du sabmedy, vingt-troisiesme jour dudict mois d'apvril, de matin, au lieu et pardevant que dessus.

M. le baron du Tournel, fils, estant venu en l'assemblée, après avoir presté le serement en tel cas requis et accoustumé, a esté receu en icelle.

Le sieur Buisson, sindic, a dict luy avoir esté remis un estat avec quelques actes justifficatives d'ioelluy, de la



part de M. le viscomte d'Arpajon, contenant les despences qu'il a faictes, par ordre de Mgr le prince de Condé, pour le secours du chasteau de Meyrueis, assiégé par le sieur duc de Rohan et aultres de la religion prétendue réformée, rebelles au Roy, au mois de may 1628. Pour raison desquelles despences, qui reviennent, suivant ledict estat, à 10,000 livres ou environ, il a faict plusieurs instances à MM. les commis, depputés et syndic du païs ; il a esté tousjours renvoié à la tenue des Estatz ; l'assemblée desquels n'ayant esté faicte jusques à présent, il n'en a peu tirer aucune satsfaction ; luy aiant esté protesté, qu'en cas on ne luy fera droict pour lesdictes despences, qu'il se retirera au Roy et ailleurs où besoing sera. Et sur ce, aiant esté alléguées plusieurs raisons, mesmes que ledict chasteau de Meyrueys est sictué dans le diocèse de Nysmes, et que néanmoins ce diocèse a contribué à ses despans d'un régiment que y fust envoyé par ce diocèse, conduit par feu M. de Peyre, et qu'il ne seroict raisonnable d'entrer en plus grands frais pour ce regard, a esté conclud d'accorder audict sieur viscomte, tant pour luy que pour tous ceux de sa suite, pour toutes prétensions qu'ils pourroient avoir sur ce diocèse, à cause du susdict secours, la somme de 3,000 livres ; laquelle somme sera couchée en l'estat des debtes du païs et vériffiée par MM. les commissaires à ce depputés par Sa Majesté avec les aultres debtes du diocèse, pour après estre comprinse dans la commission que sera obtenue de Sa Majesté pour l'imposition et paiement desdictz debtes.

Le sieur Buysson, syndic, a dict avoir esté adverty que, depuis quatre ou cinq années, MM. les commis du païs ont faict expédier plusieurs délibérations et mandemens



de diverses sommes à un grand nombre d'officiers et créanciers dudict païs, qui ont cédé et baillé leurs mandemens ou deslibérations à ceux quy leur en ont baillé de l'argent; et parce que pour en faire présentement vériffication, il seroict besoing d'y employer plus de huit jours, et veu que l'assemblée est sur le poinct de se séparer, a requis en estre délibéré. A esté conclud que MM. les envoyés du Chapitre de Mende, de MM. d'Apcher et de Peyre, consuls dudict Mende et dudict Maruejols, sont depputés pour, à l'assistance dudict sieur syndic, faire estat de toutes les sommes deues par ledict païs, en vertu desdictes délibérations et mandemens, pour estre remis par ledict sieur syndic devers lesdictz sieurs commissaires et par eux vériffié et couché en l'estat des debtes dudict païs. ♦

M. de Prades, envoyé de M. de Peyre, a remonstré que le sieur de La Roche, de Saint-Estienne-de-Valfrancisque, estant comme bon et fidelle subject du Roy, demeuré de son parti, en l'année 1625 et toujours durant les derniers mouvemens, avec protestation faicte où besoing a esté, de ne s'en despartir jamais; ses ennemis rebelles à sadicte Majesté, de la Religion préthandue réformée, ses voizins et aultres à eux adhérens, auroient conceu une si grande hayne contre luy, qu'ilz l'auroient constraint de quitter et abandonner ses maisons. Et non contans, ils auroient faict brusler, avec sesdictes maisons, tous les meubles et coupé les arbres de ses pièces; ce quy luy revient en perte de plus de 15,000 livres. Et parce que ceste perte luy est arrivée pour servir le Roy et ses fidelles subjectz, il a requis l'assamblée avoir esgard à icelle, et luy accorder ce qu'elle advisera pour luy aider à remettre son bien. Et après plusieurs raisons



alléguées en l'assemblée, a esté conclud qu'il se retirera aux prochains Estatz dudict diocèse, pour y estre prins deslibération s'il y eschet.

Le sieur de La Fargette, envoyé de M. d'Apchier, a dict pour le sieur de Villerosset, que le le sieur de S. André de Montbrun, commandant partie des troupes du sieur duc de Rohan, en l'année 1629, et au mois de mars, se seroict rendu avec icelles à Génolhac et aultres lieux en Cévennes, près la ville de Villefort, faisant conduire, eschelles et pétardz, avec dessaing de saizir ledict Villefort, s'ils heussent peu, et après faire progrès et venir plus facilement en ce diocèse, pour y faire des entreprises et attaques contre le service du Roy ; de quoy, feu M. le marquis de Portes, lieutenant, pour Sa Majesté en ce païs, ayant heu advis, auroit donné ordre audict sieur de Villerosset, de se transporter audict Villefort, avec tel nombre de gens de guerre qu'il pourroit promptement assembler ; lequel, obéyssant audict commandement et à la prière que luy en fust faicte par MM. les commis, depputés et syndic dudict diocèse, il seroict allé audict Villefort, conduisant 200 hommes de guerre à pied, où ils se rendirent en diligence et sy à propos, que lesdictz rebelles s'estoient promis d'enlever ceste place desnuée de gens de guerre, aians trouvé une forte résistance par le moien dudict sieur de Villerosset et de sa troupe, ils furent constraintz de faire une prompte et honteuze retraite ; il fust perdu, par les gens dudict sieur de Villerosset, plusieurs armes et bagaige, qu'il a esté constraint leur paier ; et d'ailleurs qu'il fust constraint les norrir et paier de leur solde, durant huit jours, tant sur le lieu comme en chemin à l'aller et revenir et qu'il y perdict aussy des ohevaulx et hardes en



son propre ; ce qui luy revient à 4,000 livres et plus, et n'est raisonnable qu'il souffre ceste perte, faicte pour le bien du service du Roy et dudict diocèse ; lequel sans cest obstacle eust esté exposé en proye ausdictz ennemis. De quoy MM. les commis, depputés et syndic dudict païs, aiant faicte considération, ils luy auroient cy-devant, par délibération du 17<sup>e</sup> juillet 1629, accordé par provision, la somme de 800 livres ; laquelle n'estant pas la quatriesme partie de sa perte, il ne s'en seroict vouleu servir, attendant de faire mettre en délibération cest affaire en plaine assemblée d'Estatz, comme est la présente, laquelle il supplie avoir esgard à ce que luy est légitimement deub, et au grand advantaige et solaigement qui en a réussy au diocèse, aiant empêché que les ennemis ne soient passés plus avant. Sur quoy a esté conclud, qu'ayant esgard aux pertes et despances susdictes, il est accordé audict sieur de Villerosset, pour toutes ses demandes et prétensions, la somme de 1,200 livres, quy sera vériffiée et couchée en l'estat des debtes du païs et comprinse en la commission qui sera obtenue pour l'imposition et paiement desdictz debtes.

M. le baron de Canilliac a dict, que M. du Tournel a faict semblable ou plus grandes despances et pertes, au secours qu'il donna à ladicte ville de Villefort, par ordre dudict sieur marquis de Portes et desdictz sieurs commis et depputés du païs, comme il fera apparoir par bons actes ; mais pour ce qu'il ne les a pas présentement en main et que l'assemblée est sur le poinct de se séparer, a requis en estre délibéré. A esté conclud que ledict sieur du Tournel se retirera aulx prochains Estatz, devers lesquels il remettra les actes qu'il a pour la justification de ses prétentions, pour sur ce estre prinse telle délibération par lesdictz Estatz, qu'ils adviseront.



Finallement ledict sieur vicaire général dudict seigneur évêque, auroict donné la bénédiction à ladicte asssemblée, laquelle se seroict incontinent après séparée.

Signé : BEAULAC.

*Par mondict sieur,*  
Signé : BRUGEIRON.





# TABLE DES MATIÈRES

## DU IV<sup>e</sup> VOLUME

### DES ETATS PARTICULIERS DU GÉVAUDAN

---

Délibération des Etats en 1610 (1).....	page	5
— en 1611 .....		26
— en 1612.....		57
— en 1613.....		81
— en 1614.....		110
— en 1615 .....		139
— en 1616 .....		159
— en 1617 .....		188
— en 1618 .....		234
— en 1619 .....		277
— en 1620 .....		317
— en 1621 .....		353
— en 1622 .....		392
— en 1623 .....		463
— en 1624 .....		505
— en 1625 .....		560
— en 1626 .....		597
— en 1627 .....		638
— en 1628 .....		670
— en 1633 .....		692

---

(1) Voir le sommaire à la page indiquée.























UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 01194 7234

